



Les Kel Adagh. Un siècle de dépendances, de la prise de Tombouctou (1893) au pacte national (1992). Étude des évolutions politiques, sociales et économiques d'une population touarègue (Soudan français, République du Mali)

Pierre Boilley

► **To cite this version:**

Pierre Boilley. Les Kel Adagh. Un siècle de dépendances, de la prise de Tombouctou (1893) au pacte national (1992). Étude des évolutions politiques, sociales et économiques d'une population touarègue (Soudan français, République du Mali). Géographie. Université Paris-Diderot - Paris VII, 1994. Français. NNT : 1994PA070074 . tel-01023860

HAL Id: tel-01023860

<https://theses.hal.science/tel-01023860>

Submitted on 18 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITÉ PARIS VII DENIS DIDEROT

UFR GÉOGRAPHIE, HISTOIRE ET SCIENCES DE LA SOCIÉTÉ (GHSS)

T. 1175
(4)

LES KEL ADAGH

UN SIECLE DE DÉPENDANCES, DE LA PRISE DE
TOMBOUCTOU (1893) AU PACTE NATIONAL (1992)

*ETUDE DES ÉVOLUTIONS POLITIQUES, SOCIALES ET ECONOMIQUES
D'UNE POPULATION TOUARÈGUE
(SOUDAN FRANÇAIS, RÉPUBLIQUE DU MALI)*

PIERRE BOILLEY

TOME I

LES KEL ADAGH AU SOUDAN FRANÇAIS

THÈSE DE DOCTORAT D'HISTOIRE

SOUS LA DIRECTION DE CATHERINE COQUERY-VIDROVITCH

1994



UNIVERSITÉ PARIS VII DENIS DIDEROT

UFR GÉOGRAPHIE, HISTOIRE ET SCIENCES DE LA SOCIÉTÉ (GHSS)

MAG .T. 1175

I

LES KEL ADAGH

UN SIECLE DE DÉPENDANCES, DE LA PRISE DE
TOMBOUCTOU (1893) AU PACTE NATIONAL (1992)

*ETUDE DES ÉVOLUTIONS POLITIQUES, SOCIALES ET ECONOMIQUES
D'UNE POPULATION TOUARÈGUE
(SOUDAN FRANÇAIS, RÉPUBLIQUE DU MALI)*

PIERRE BOILLEY

TOME I

LES KEL ADAGH AU SOUDAN FRANÇAIS

THÈSE DE DOCTORAT D'HISTOIRE

SOUS LA DIRECTION DE CATHERINE COQUERY-VIDROVITCH

1994

Remerciements

Au long de cette recherche, j'ai ennuyé de nombreuses personnes... Leur patience, leur gentillesse, leur soutien n'ont pas failli, et je leur dois beaucoup. C'est grâce à eux que cette thèse a pu voir le jour. Elle s'adresse aux Kel Adagh, qui m'ont accueilli avec tant d'hospitalité. Ce sont eux qui m'ont poussé à réaliser ce travail, à une époque où ils étouffaient en silence et s'effrayaient de l'oubli dans lequel ils vivaient. Pendant ces années, j'ai ri et souffert avec eux, j'ai vu disparaître des gens qui étaient souvent des proches, j'ai regretté leurs divisions qui séparaient des amis. J'espère ne pas les décevoir ni froisser certains d'entre eux. Qu'ils sachent que seule la franchise à leur égard a déterminé mes interprétations.

Catherine Coquery-Vidrovitch a bien voulu accepter un jour le sujet que je lui proposais, et n'a plus ensuite cessé de m'épauler. Les remarques qu'elle a bien voulu me faire ont été autant de leçons d'histoire et d'écriture, et j'espère en recevoir encore beaucoup d'autres de sa part ! La confiance qu'elle m'a accordée, les responsabilités qu'elle m'a confiées m'honorent. L'étudiant, le collègue, et si elle le veut bien, l'ami, ne savent comment la remercier aussi chaleureusement qu'ils le voudraient.

Ma gratitude va encore à tous ceux que cette thèse m'a permis de connaître, et qui m'ont beaucoup donné : Edmond Bernus, qui m'a ouvert sa maison et sa bibliothèque, et avec qui j'ai effectué un long séjour au Mali dont le souvenir m'est toujours cher, Jean-Claude Debeir, avec qui je me suis passionné sur bien des sujets, Jean-Louis Triaud, qui m'a ouvert de nombreuses portes, Alpha Omar Konaré, qui a facilité mes recherches au Mali, Ali Angoïba, qui anime de sa gentillesse souriante les archives de Koulouba, et tous les collègues, universitaires, chercheurs, secrétaires, dont j'ai grandement apprécié l'accueil.

Merci aussi à tous les témoins, africains ou français, qui m'ont apporté leur amitié et leur aide, à Jean Clauzel, qui n'a pas ménagé son temps pour répondre à mes questions, et dont les critiques ont été si profitables, à Jean Lagarde, à Ammera ag Fakri, à Ibrahim ag Litny et Ibiya ag Sidi, qui ont bien voulu m'apporter leur concours, à tous ceux que je ne peux citer mais que je n'oublie pas.

Merci enfin à mes vieux compagnons, Xavier Barthès, rencontré au détour d'une piste saharienne, Jean-Philippe Duvel, dont la disponibilité et les remarques judicieuses m'ont grandement aidé, à tous les amis et parents qui m'ont soutenu et que j'ai bien négligé au cours de ce travail, à tous ceux qui, comme mon père, n'ont pas hésité à investir de leur temps pour me relire ou me corriger.

Avant-propos

En 1990, la presse française se faisait l'écho d'une rébellion armée dans le nord du Mali. L'événement ne faisait pas la une, l'opinion savait à peine où se trouvait le Mali, et les troubles décrits par les journalistes, les attaques et les massacres étaient rapidement couverts par d'autres affaires qui détournèrent l'attention de l'opinion. Un ultimatum était en effet lancé à l'Irak, des rumeurs de guerre mondiale hantaient les rédactions. Dans ces conditions, une nouvelle révolte africaine, une parmi tant d'autres dans ce continent vu d'Europe comme un véritable maelström de coups d'état et de famines, ne pouvait tenir en haleine bien longtemps. Cependant, un des caractères de l'affaire soutenait l'intérêt. Car il s'agissait de Touaregs. Or les Touaregs continuent, en France notamment, à faire rêver. Un nomade voilé, juché sur un dromadaire et brandissant une Kalachnikov, voilà qui est photogénique... La vieille mystique saharienne reprenait ses droits. Et les journaux d'évoquer les rezzous de guerriers s'évanouissant ensuite dans les sables, revendiquant leur liberté de "seigneurs" ou "d'aristocrates du désert"¹, tout en notant par des titres significatifs qu'il s'agissait peut-être des derniers soubresauts d'une civilisation en voie d'extinction : "On achève les Touaregs"², "La fin des hommes libres ?"³, "La dernière charge des Touaregs"⁴, "Touaregs, comment meurt une civilisation"⁵. Les raisons d'une telle révolte étaient aussi évoquées pêle-mêle dans des analyses souvent schématiques. Blancs contre noirs, anciens maîtres contre anciens esclaves, ces clichés faciles mais pratiques ont fait les choux gras d'un certain nombre de commentateurs mal informés, qui n'hésitaient pas non plus à parler de génocide.

Cette mystique, ces lieux communs, je les connaissais, pour les avoir partagés un temps. Car, enfant, ma mère qui n'avait pourtant jamais voyagé en Afrique, me faisait rêver, entre deux contes de Perrault, en évoquant les solitudes sahariennes infinies. Elle parlait, et je voyais les regs écrasés de soleil, les dunes emportées, tourbillonnantes, dans de terribles vents de sable, et ces espaces nus, sans eau, et ces montagnes formidables, où rôdaient et hurlaient les djenoun⁶ qui rendent fou le voyageur égaré. Et, surtout, surgissaient de l'horizon d'étranges caravanes au pas lent des dromadaires, et se dressaient devant moi les *Touaregs*. Ces hommes du vent, qu'on disait bleus, ces géants surhumains qui vivaient au milieu d'un enfer minéral, qui se dirigeaient sur les étoiles et

¹ SIMON (C.), *le Monde*, 15 août 1990, ou encore, DAHMANI (H.), *L'autre Journal*, n° 5, octobre 1990 : 28-31

² FRITEL (J.), *VSD*, n° 672, 19 au 25 juillet 1990 : 48-53

³ Appel du Comité pour le peuple touareg, *Le Monde*, 10 août 1990

⁴ CARADEC'H (J.M.), *L'Express*, n° 2048, 4 octobre 1990 : 74-76.

⁵ CARADEC'H (J.M.), *L'Express*, n° 2060, 27 décembre 1990 : 58-66.

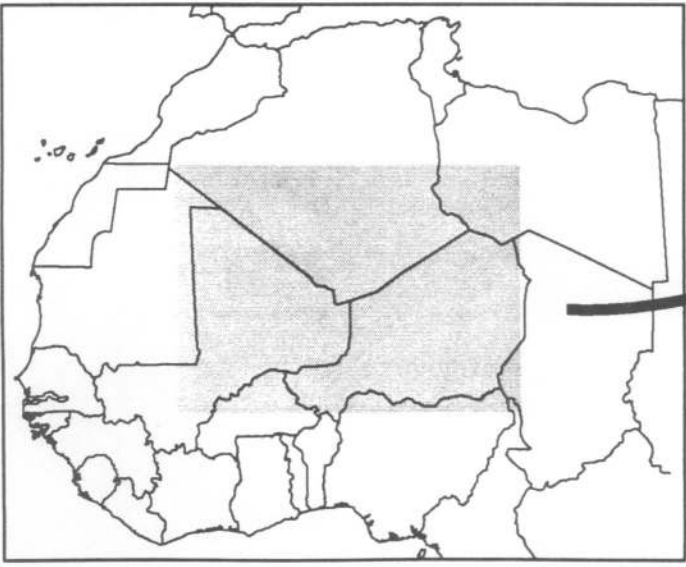
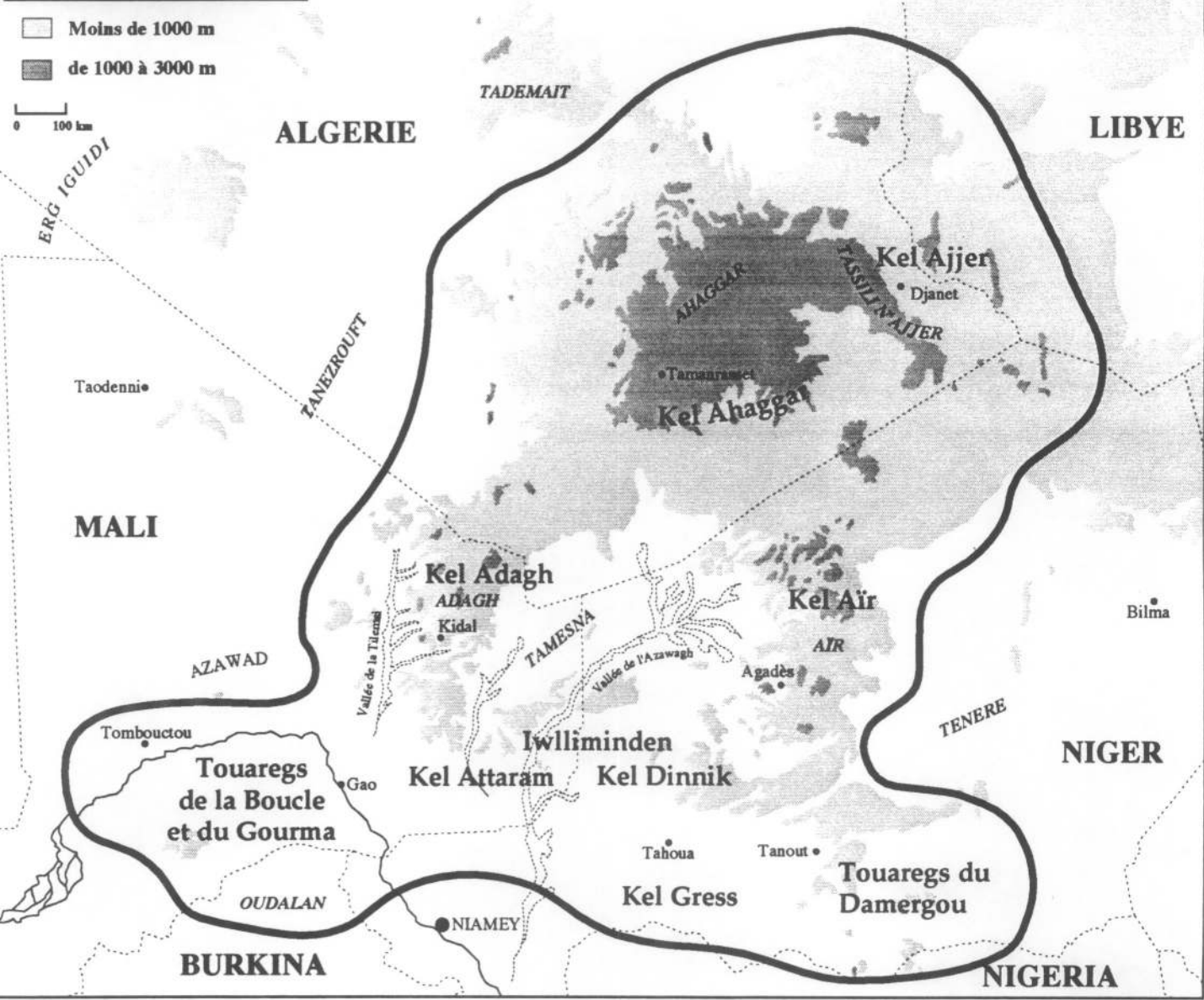
⁶ Djinn, pluriel djenoun : en arabe, les esprits.

la couleur de la terre, et qui couchaient sous la tente, libres et heureux... Passaient aussi des Français, Charles de Foucauld, un moine à l'ascétisme flamboyant, Laperrine, un soldat voilé courant à l'attaque des pillards, et tous ces hommes et ces femmes, nomades africains et colons européens mêlés, héros de légende, étaient l'image même de l'idéal, de la foi, de l'engagement, du dépassement, de l'Aventure...

Un jour, beaucoup plus tard, j'ai pu enfin partir à la rencontre de mes rêves, et tel René Caillé, j'ai mis le cap sur Tamanrasset et Tombouctou, dont les noms seuls résumaient l'imaginaire saharien. Je n'ai pas été déçu. Les solitudes étaient aussi infinies qu'elles devaient l'être, les tornades aussi tourbillonnantes, les Touaregs aussi voilés et mystérieux, surgissant du vide, hiératiques, épées au côté. Oui, le Sahara était vraiment exotique, et flottait encore à Tamanrasset l'ombre de l'ermite du Hoggar, et surgissaient des dunes, comme convenu, oasis et forts sahariens. Alors je suis revenu, et revenu encore. Et peu à peu, sous l'image épique sont apparus des hommes, et sous les farouches guerriers nomades se sont révélés simplement des gens ordinaires, avec leurs joies et leurs problèmes. Et le rêve s'est un peu éraflé, mais ce n'était pas dommage, car le désert a pu dès lors se peupler d'amis, et les veillées dans la douceur du soir, autour du thé, lors d'un tindé⁷, étaient chaleureuses et joyeuses. Mais parfois aussi elles s'assombrissaient, et surgissaient de la nuit des frontières, des malheurs, des policiers, des soldats français et des massacres, des soldats africains et d'autres massacres, des animaux tués par la sécheresse, des bidonvilles et des gueux. Puis des compagnons ont disparu. Et j'ai vécu moi-même les contrôles tatillons, les interrogatoires, les prisons, la méfiance d'état. Le Sahara n'était plus vraiment une terre de liberté, et depuis bien longtemps... Alors, je me suis demandé pourquoi on en était arrivé là. *

⁷ soirée musicale, où les femmes, entourées par les hommes, chantent autour d'un tambour.

L'espace touareg



INTRODUCTION

Les Kel Adagh, des Touaregs remarquables

L'interrogation qui fut à l'origine de cette étude portait sur la situation très particulière que vivaient certains Touaregs, les Kel Adagh. Leur région, dans les années 1980, était en effet encore interdite en majeure partie aux étrangers qui n'avaient l'autorisation que de la traverser, et les militaires maliens qui l'administraient lui imposaient un statut différent de ceux des autres contrées du vaste espace occupé par les Touaregs. Celui-ci est aujourd'hui sensiblement le même qu'à la fin du XIX^e siècle (Cf. carte : "L'espace touareg"). Il s'étend, du nord au sud, des premiers contreforts de l'Amador aux espaces sahéliens, de l'ouest à l'est de Tombouctou au Fezzan, et englobe d'importants massifs montagneux (Ahaggar, Aïr, Adagh), ainsi que les bassins de fleuves fossiles (vallée de l'Azawakh, de la Tilemsi), ou vivants (bassin du Niger). Il occupe donc actuellement le sud de l'Algérie, le nord du Mali, du Niger et du Burkina-Faso, le sud-est de la Libye. Il est borné à l'ouest et à l'est par deux déserts absolus, la Tanezrouft à l'occident, le Ténéré à l'orient.

Les populations qui y vivent, les Kel Tamashaq, ceux qui parlent la langue tamashaq⁸, ont fini par accepter la dénomination de Touaregs, bien que ce terme, dont l'origine a suscité de nombreuses hypothèses, soit exogène. Elles se dénomment elles-mêmes plus précisément du nom de leur espace de nomadisation, précédé du mot Kel ("ceux de...", "les gens de..."). On a ainsi pu diviser les Touaregs en grands groupements par leur installation géographique. Ainsi des Kel Ahaggar, dans le massif de l'Ahaggar, des Kel Ajjer voisins installés dans le Tassili qui porte leur nom, des Kel Aïr au Nord d'Agadès, vivant dans les montagnes de l'Aïr, des Kel Adagh, enfin, qui nomadisent dans le massif communément dénommé Adrar des Ifoghas, le terme Adrar (ou Adagh) ayant le sens de montagne, et tirant son nom de certaines tiwsaten⁹ nobles regroupées sous la dénomination Ifoghas, parmi lesquelles les Kel Afella (ceux du nord) constituent le lignage politiquement dominant¹⁰. D'autres groupements, dont le nom

⁸ La langue des Touaregs, qui fait partie de la communauté linguistique berbère, présente des variations régionales. Certains mots, des intonations et des accents différents autorisent la subdivision linguistique de la langue commune en tamashaq (parlée dans l'Adagh où on l'appelle aussi tadghaq, ainsi que le long du fleuve Niger jusqu'à la région de Tombouctou), tamajaq (appelée aussi tayert lorsqu'elle est parlée dans l'Aïr, et tawllemet dans la Tamesna et l'Azawagh, chez les Iwlliminden), tamahaq (parlée dans l'Ahaggar, dans le massif des Ajjer et chez les Taytoq). Mais les différences sont superficielles, et tous les Touaregs se comprennent entre eux, quelque soit leur origine géographique.

⁹ *Tawset* (pl. *Tiwsaten*) : groupe social fondé sur la parenté lignagère (cf. Glossaire)

¹⁰ Mais les Kel Adagh peut aussi se présenter comme des Kel Telabit, des Kel Taghlit, selon que

n'est pas relié à l'espace qu'ils occupent, vivent hors des massifs montagneux, Iwlliminden parcourant la vallée de l'Azawakh et le bassin de la Tamesna, et divisés en Iwlliminden Kel Attaram (ceux de l'Ouest) et Kel Dinnik (ceux de l'Est), Kel Tademekket, nomadisant à proximité des rives du Niger, entre Tombouctou et Gao, Touaregs du Gourma, de l'Oudalan, du Damergou enfin.

Les Touaregs ont longtemps opposé à la conquête française une résistance farouche qui l'a bloqué pendant plusieurs années, faisant du nomade saharien "notre ennemi le Touareg"¹¹. Le massacre de la mission Flatters par les Kel Ahaggar a longuement résonné à Paris, et les derniers grands mouvements insurrectionnels, ceux de Firhun des Iwlliminden en 1916, et de Kaocen des Kel Air en 1917, ont fait trembler sur ses bases l'installation coloniale naissante. Un des groupes cependant ne s'est pas dressé contre la pénétration française, prenant l'initiative de sa soumission. Ce groupement, celui des Kel Adagh, a donc fait l'économie des combats et des répressions corollaires qui ont ensanglanté ses voisins. Il en tire une de ses premières originalités. Mais la moindre n'est pas celle de son attitude à la décolonisation. Seuls parmi les autres groupements, les Kel Adagh, très peu de temps après l'indépendance, se soulèvent contre le nouveau pouvoir malien. Sévèrement réprimée, cette révolte de 1963-64 s'est terminée dans l'indifférence internationale générale. Cependant, le mouvement oppositionnel rejaillit en 1990. Les Touaregs de l'Adagh prennent de nouveau les armes et se portent en première ligne d'une rébellion qui cette fois entraîne avec elle non seulement d'autres groupements touaregs du nord Mali, mais aussi les nomades maliens d'origine arabo-berbère, et finit par déborder sur le Niger, qui s'embrase peu après. Considérés comme pacifiques et religieux à la fin du siècle dernier, les Kel Adagh deviennent le fer de lance des mouvements touaregs armés.

Un tel enchaînement de faits, de tels particularismes, suscitent des questions nombreuses. Aussi cette étude est-elle centrée sur le groupe Kel Adagh et son évolution historique, afin d'analyser les dynamiques à l'oeuvre dans ce parcours particulièrement chaotique. A travers les grandes phases de cette histoire, j'ai voulu mettre en lumière les traits qui sous-tendent et expliquent cette réalité :

- Une situation précoloniale en mouvement, où les antagonismes internes, tant entre les groupements touaregs qu'entre les lignages Kel Adagh eux-mêmes, révèlent des rivalités politiques suscitées par des aspirations sociales et des volontés de pouvoir contradictoires, mais déterminantes dans l'attitude adoptée par chacun face aux menaces de la conquête française;

leur groupe nomadise dans la région de Telabit ou l'oued Taghlit. Un groupe de Touaregs pourra ainsi tout à fait se présenter de la manière suivante : "Nous sommes des Irayaken (nom d'un des lignages) des Ifoghas. Bien que Kel Efella des Kel Adagh, nous sommes avant tout des Kel Tamachaq..."

¹¹ LE ROUX (H.), "Notre ennemi le Touareg", *Bull. Com. Afr. Fr.*, n° 8, 1898 : 272-274

- une colonisation française qui commence pacifiquement, qui se poursuit ensuite de façon originale, et qui, en apparence, semble avoir respecté les modes de vie traditionnels de cette société, mais les a en réalité profondément transformés;

- la fixation dans des cadres stricts et figés, qu'ils soient politiques, territoriaux ou sociaux, d'un groupe à l'origine éminemment flexible, pour lequel la souplesse dans ses rapports avec l'espace, avec les sociétés voisines, avec les autres groupements touaregs, dans son organisation interne même, était synonyme d'une adaptation toujours renouvelée et indispensable à la survie;

- la substitution à la colonisation européenne d'une colonisation africaine qui récupère les grands traits de la période précédente tout en les aggravant, et catalyse les mécontentements qui en sont en grande partie issus;

- l'isolement durable, pendant la présence coloniale et particulièrement après la révolte de 1963-64, d'un groupe humain qui perd la maîtrise de son destin et tente ensuite désespérément de la retrouver;

- L'absence de linéarité dans les rythmes de sa transformation interne : bloquée dans ses élans et sa dynamique propre, la société Kel Adagh a vu son évolution et son ouverture au monde contrariées et étouffées, le temps se figer. Elle a subi un freinage de son histoire, et fait l'expérience d'un différentiel de développement avec les sociétés extérieures. Puis, comme un ressort qui se détend, elle est entrée récemment, après de longs moments de maturation et de préparation souterraine, dans un temps de décompression, de rattrapage accéléré des retards accumulés, dans lequel le processus de remondialisation s'emballe, produisant toute une série de brisures politiques et sociales difficiles à gérer. A travers les révoltes contemporaines, signes d'une reprise en main de son histoire propre, la communauté Kel Adagh vit parallèlement ses recompositions internes trop longtemps différées, qui lui permettront peut-être, si elle sait les mener à bien, de retrouver sur de nouvelles bases l'équilibre perdu.

Un siècle d'histoire saharienne

Le choix des bornes temporelles découle logiquement de ce qui précède. Pour saisir dans toute leur ampleur les évolutions, les "permanences et les ruptures" de la société Kel Adagh, selon l'expression de Catherine Coquery-Vidrovitch¹², c'est le temps moyen de l'histoire qui a été privilégié. Cette étude s'étend sur un siècle, à partir de la dernière décennie du XIXe siècle, pendant laquelle les Français pénètrent dans le Sahara, et investissent peu à peu les marches de l'Adagh. La prise de Tombouctou, en janvier 1894,

¹² COQUERY-VIDROVITCH (C.), *Afrique noire. Permanences et ruptures*, Paris, L'Harmattan, 1992 (2e édition), 450 p.

en est un bon repère. Elle se clôt sur la dernière décennie du XX^e siècle, lorsqu'apparaissent les premières tentatives réelles d'intégration des Touaregs dans l'ensemble malien, après les soubresauts de la rébellion de 1990. Le symbole pourrait en être la signature du Pacte National, en avril 1992.

Il s'agit donc d'observer tout un pan de l'histoire saharienne. Y a-t-il un sens, d'ailleurs, à parler d'histoire saharienne ? Car après tout, il s'agit bien aussi en partie d'histoire coloniale, et en totalité d'histoire de l'Afrique. Certainement, mais d'histoire coloniale vu du côté du colonisé, et analysée essentiellement sous l'angle des effets induits sur une société mise en dépendance; d'histoire africaine, mais non réductible à l'histoire du Maghreb, à laquelle elle échappe largement, et débordant par ailleurs considérablement l'histoire de l'Afrique noire, ou sub-saharienne. Cette ambiguïté est classique, et a produit un certain nombre d'effets pervers. Les historiens de l'Afrique septentrionale ne se sont pas beaucoup hasardé vers le sud, et ceux de l'Afrique sub-saharienne se sont essentiellement intéressés aux sociétés négro-africaines. A part de brillantes exceptions, telles Jean-Louis Triaud et son étude de la Sanûssiya ¹³, les chercheurs qui se sont penchés sur les Touaregs sont essentiellement des ethnologues et des anthropologues. Il y a donc là un champ d'investigation négligé, dont l'histoire et les enjeux ne sont pas ceux de l'Afrique noire ni de l'Afrique blanche.

On ne peut pas pour autant parler du Sahara comme du fossé habituellement présenté. Loin d'être une terre de séparation, il est au contraire le trait d'union, l'espace de jonction entre deux mondes qui se complètent et se répondent. Loin non plus d'être un repoussoir humain, le Sahara a aussi été un havre, une terre de refuge, où se sont protégés et ont subsisté des groupes rejetés ailleurs. Les populations qui le parcourent ne sont pas négro-africaines, mais elles ne sont pas non plus maghrébines ¹⁴, et se sont opposées farouchement à l'avancée arabe et musulmane. Bien que tournant fréquemment leur regard vers le nord, elles cohabitent avec le sud. Il paraît donc pertinent d'approfondir une histoire saharienne qui présente ses particularités et ses réalités propres. Les négliger, c'est se fermer la porte à une meilleure compréhension des autres composantes africaines.

Une documentation plurielle

Cependant, la documentation ¹⁵ nécessaire à cet approfondissement induit un

¹³ TRIAUD (J.-L.), *Les relations entre la France et la Sanûssiyya (1840-1930). Histoire d'une mythologie coloniale. Découverte d'une confrérie saharienne*, Mémoire de doctorat sous la direction de C. Coquery-Vidrovitch, Université Paris VII, 4 tomes, juin 1991, 1927 p.

¹⁴ Bien que, d'origine berbère, elles l'aient été dans le passé.

¹⁵ Voir l'exposition des sources ainsi que la bibliographie commentée en fin d'ouvrage.

certain nombre de difficultés qu'il faut souligner. On peut les déplorer, mais elles ont aussi fait parfois tout l'intérêt de la recherche. En premier lieu, il faut noter que les sociétés sahariennes n'ont que peu attiré les historiens, qui se sont limités pour la plupart à l'histoire de la France coloniale au Sahara, laissant le champ libre aux seuls ethnologues et anthropologues qui n'ont pas eu les mêmes intérêts ni, pendant longtemps, le souci de décrire la société touarègue dans ses dynamiques. Il en résulte qu'un grand nombre d'études décrivent une société figée, intemporelle, dont les rouages semblent avoir existé de tout temps, et qui sont destinés à durer. En second lieu, l'extrême dispersion des commentaires sur les Kel Adagh en particulier dans les sources publiées ou inédites ne facilite pas leur collecte. Ces Touaregs ont moins attiré les chercheurs coloniaux que d'autres, les Kel Ahaggar par exemple. Ceux-ci, parce qu'ils étaient mieux connus, associés au massacre de la mission Flatters, à l'action du Père de Foucauld, aux Compagnies sahariennes, parce qu'ils vivaient dans le décor grandiose de l'Ahaggar, parce qu'ils étaient des guerriers renommés, et peut-être simplement parce qu'ils avaient été les grands ennemis de la France au Sahara, ont suscité une littérature abondante et diverse. Les Kel Adagh, contre lesquels les Français ne s'étaient pas battus, plus montagnards, moins flamboyants dans leur habillement, moins belliqueux, ne disposant pas d'une importante classe servile et donc travaillant plus de leurs mains, partant plus rugueux, moins "représentatifs" que leurs voisins, n'ont pas produit la même attirance. Après la colonisation enfin, l'Adagh devenu zone interdite fut pendant longtemps fermé à tout chercheur. La documentation publiée s'en ressent. Peu d'ouvrages lui sont exclusivement consacrés, et il faut consulter un grand nombre d'écrits pour en tirer quelques informations au détour d'une page (mais l'inexistence de synthèse historique récente était aussi une des justifications du choix d'un tel sujet d'étude). Aussi faut-il du côté français, jusqu'à la décolonisation, se contenter de quelques rares ouvrages-sources (récits de voyage ou de mission militaire), que l'on peut compléter par les mémoires dactylographiés dont la plupart sont les œuvres d'officiers sahariens, regroupées au CHEAM (Centre des Hautes Études d'Administration musulmane, devenu Centre des Hautes Études sur l'Afrique et l'Asie Moderne).

Inversement, les archives coloniales présentent un incomparable intérêt pour le chercheur s'intéressant aux Kel Adagh. Cependant, les fonds les plus riches sur le sujet ne sont pas ceux des Archives Nationales d'Outre-Mer, consultables à Aix en Provence et en partie à Paris, au CARAN, bien qu'ils apportent bon nombre d'informations. Les archives concernant l'Adagh sont en effet essentiellement regroupées à Bamako, aux Archives Nationales de la République du Mali, sur la colline de Koulouba. Elles constituent des séries d'un grand intérêt, qui sont de plus efficacement classées et répertoriées par le directeur des archives M. Angoïba. Les difficultés proviennent ici surtout de l'éloignement de Bamako et des rares crédits disponibles pour s'y rendre, mais aussi de la pauvreté des services maliens qui n'ont hélas pas les moyens d'entretenir leurs

fonds et de les préserver des injures du temps et du climat, ni des chercheurs indécats : un certain nombre de documents ont disparus d'une année à l'autre, et l'absence de possibilités de reproduction (pas de photocopieuses, et encore moins de microfilmage) due aux difficultés financières, crée des pertes irréparables et des lacunes documentaires malaisées à combler.

Cependant, ouvrages publiés et archives coloniales ne constituaient pas toute la documentation possible pour une étude qui se penchait sur l'histoire d'une population colonisée. L'exploitation des sources et des traditions orales s'est avérée indispensable. Dans le souci de prendre en compte la vision que les intéressés eux-mêmes ont de leur propre histoire, et ainsi de contrebalancer la vision souvent trop partielle du pouvoir colonial, le corpus documentaire a été constitué en grande partie des témoignages collectés lors de séjours sur le terrain ¹⁶. Ceux-ci permettent aussi d'approcher l'histoire politique interne des Kel Adagh dans ses évolutions récentes, longtemps clandestines, ainsi que de compenser l'inaccessibilité (et parfois l'inexistence) des archives maliennes post-coloniales. Il n'existe cependant pas chez les Touaregs de dépositaires de la mémoire commune, de "spécialistes de l'histoire", à l'égal des griots d'Afrique Noire. L'enquête s'en trouve ainsi compliquée, car elle doit être menée au coup par coup, auprès des personnes âgées, des témoins des événements, des marabouts, et dans un milieu où les déplacements, s'ils sont généralement la règle pour tous dans un milieu nomade, ne s'avèrent pas pour le chercheur toujours très aisés...

Une autre difficulté provenait de la situation politique sensible des Kel Adagh. Depuis l'écrasement de la révolte de 1963-64, l'Adagh avait été placé sous administration militaire, et déclaré zone d'insécurité. Durant les premiers séjours que j'y ai effectués, il n'était théoriquement pas autorisé de sortir de la piste principale qui reliait Tessalit à Gao, et Kidal, le chef-lieu de l'Adagh où étaient entreposées les archives du poste, mais aussi pénitencier malien, était interdite au voyageur. Des aménagements étaient cependant possibles, les contrôles n'étant pas fréquents. Cet état de fait avait pourtant des conséquences gênantes : en premier lieu, certains sujets n'étaient pas abordables, et mes informateurs évitaient les questions trop précises sur les points politiquement compromettants, tels que la rébellion de 1963-64 par exemple. Les langues ne se sont vraiment déliées qu'à l'instauration de la démocratie, et la différence de climat a été nettement perceptible. En second lieu, il n'était pas rare de se faire convoquer par les

¹⁶ Un certain nombre de documents employés dans cette étude sont d'accès difficile, voire impossible. Ainsi en est-il évidemment des textes des entretiens réalisés lors des enquêtes de terrain, mais aussi de la plupart des textes politiques de la rébellion de 1990 (résolutions, accords, déclarations, communiqués, etc.) qui ne sont pas encore (ou peut-être ne seront jamais) consultables en archives. Par ailleurs, certains documents d'archives ont été consultables un temps, mais ont, hélas, disparus des archives d'une année sur l'autre, ou sont dans un état matériel tel que leur conservation n'est rien moins qu'assurée. Ces documents sont donc regroupés dans un volume d'annexes, afin d'en faciliter l'accès aux chercheurs intéressés. Certains rapports coloniaux importants pour le sujet, mais trop volumineux pour être cités dans le corps du texte, ainsi qu'une chronologie d'origine touarègue sont adjoints à ce troisième tome.

autorités, méfiantes devant le temps passé à discuter avec des Touaregs, et la résolution de ces entrevues nécessitait du temps et une bonne dose de diplomatie. Portons au crédit des représentants de l'état malien une attitude toujours courtoise, ce qui n'a pas été la règle pour la sécurité militaire algérienne...

Une histoire brûlante

Si les réalités politiques passées et surtout présentes ne sont pas séparables des difficultés de documentation, elles le sont d'autant moins de cette étude elle-même. Les conclusions auxquelles elle parvient, la démarche adoptée, seront reprochés par certains, Touaregs ou chercheurs français. La première critique peut provenir du choix trop exigü de l'Adagh comme seul sujet d'étude. Cette région, et les nomades qui y vivent, font en effet partie d'ensembles plus vastes, comme celui de l'espace touareg dans son intégralité, ou celui de la République malienne. L'approche finalement monographique n'est pas neutre dans le contexte actuel, j'en suis conscient. En dehors des reproches scientifiques possibles (une vision trop limitée peut éloigner de réalités plus vastes, africaines ou internationales, et amener à les oublier ou à les occulter), isoler un espace humain de son environnement culturel ou national n'est pas sans conséquences. Pour certains, défenseurs du concept de la "*temust n imajeghen*"¹⁷, que l'on peut traduire par l'idée de nation touarègue, séparer les Kel Adagh des autres Touaregs consiste à produire une histoire segmentée, à réfuter l'unité culturelle d'un peuple nomade, à justifier son éclatement entre différents états africains, à accepter les marginalisations qui en découlent. C'est donc adopter une position politique hostile aux Touaregs, annonciatrice à terme de leur disparition, et de leur dilution au sein des nations. Pour d'autres, se pencher sur un espace humain tel que l'Adagh et écrire une histoire autonome, non immédiatement reliée à son environnement national, voir dans les Kel Adagh des Touaregs avant d'y voir des Maliens, contribue à théoriser et justifier une éventuelle sécession, à donner des bases à une éventuelle revendication d'indépendance. Les deux visions sont possibles, et la marge de manoeuvre est étroite. Le seul fait de se poser ce type d'interrogation montre bien d'ailleurs à quel point cette histoire est délicate à manier. Le statut du chercheur lui-même en est remis en cause. Car il est exclus dans ce contexte de faire de l'histoire en chambre. L'expérience du terrain devient indispensable, par le fait même que les Kel Adagh n'ont d'histoire qu'orale. La multiplication des contacts que le rassemblement du

¹⁷ Voir les travaux de CLAUDOT-HAWAD (H.), et notamment :

- 1992, "Bandits, rebelles et partisans : vision plurielle des événements touaregs, 1990-1992", *Politique Africaine*, 46, juin : 143-149.
- 1993, *Les Touaregs. Portrait en fragments*, Aix-en-Provence, Edisud, 213 p.
- 1993, *Le politique dans l'histoire touarègue*, Les cahiers de l'IREMAM, Aix-en-Provence, IREMAM-CRNS, 4, 153 p.

corpus entraîne au sein même de la population étudiée, implique pour l'historien de cette société une évidente sympathie, et la naissance d'une intimité, d'une amitié sans lesquelles rien n'est possible. La confiance qui lui est donnée peut, s'il n'y prend garde, brouiller son regard, et l'amener à confondre observation et engagement. Ce dernier ne lui est pas refusé, mais la barrière doit être claire entre l'action personnelle et la recherche dont l'objectivité reste l'idéal. Même à cette condition, l'historien n'est pas évidemment neutre. Car il devient peu à peu acteur de l'histoire qu'il scrute. Par ses écrits, ses prises de parole, il contribue à construire, ou à déconstruire, l'image que la société qu'il étudie se fait d'elle-même. C'est certainement le lot de tout historien, et plus encore peut-être de tout ethnologue, mais lorsque la communauté qu'il étudie est en plein bouillonnement, en plein combat, et lorsque l'histoire est plus qu'ailleurs un enjeu politique, la position du chercheur devient particulièrement délicate. Il ne peut alors faire l'économie d'une série de "réflexions épistémologiques dans lesquelles éthique politique et déontologie scientifique doivent trouver leur place"¹⁸.

La position adoptée ici pourra paraître équivoque. Elle se veut simplement honnête. Les Kel Adagh sont des Touaregs, mais leur histoire, et leur attitude face à celle-ci n'ont pas été les mêmes que celles de leurs frères nomades voisins. C'est d'ailleurs cette originalité qui structure l'étude entreprise, et qui est à la base des questions auxquelles j'ai tenté de répondre. Les Kel Adagh sont aussi, depuis plusieurs décennies, des Maliens. Mais ce pays n'a pas toujours existé, et les populations qui le composent, dans une vision historique, n'ont pas toujours, loin s'en faut, eu à vivre des évolutions dépendantes, ni même convergentes. L'oublier, dans une perspective nationaliste, serait se priver de la compréhension réelle de ce qu'est le Mali, sans laquelle aucune identité consciente ne pourrait exister. La prise en compte des contradictions, des tensions et des difficultés entre les hommes peut seule permettre de fonder un sentiment national, qui ne sera jamais viable s'il est fondé sur des mensonges ou des occultations.

J'espère seulement ne pas contribuer par ce travail à exacerber les tensions existantes, mais bien au contraire, et sans préjuger des évolutions futures, accroître la compréhension et la connaissance de l'autre sans lesquelles les relations humaines ne sont jamais pacifiées.

¹⁸ BOURGEOT (A.), "L'enjeu politique de l'histoire : vision idéologique des événements touaregs (1990-1992)", *Politique Africaine*, 48, décembre 1992 : 129.

Transcription

Pour des raisons de lisibilité qui s'accordaient à des raisons pratiques (police de caractère), il n'a été employé dans cette étude d'autres caractères que ceux de la langue française et la distinction emphatique n'a pas été faite (d et d; h et h; t et t; z et z). D'autre part, les termes toponymiques les plus connus ont été utilisés, lorsqu'ils sont passés dans l'usage courant (par exemple "Aïr" à la place de "Ayr"). La transcription qui résulte de ce choix perd en rigueur scientifique ce qu'elle y gagne en facilité de lecture. La notation phonétique adoptée se réfère cependant au système simplifié adopté à Bamako en 1966 et en grande partie à l'alphabet phonétique international. Les sons particuliers de la langue tamashaq seront notés ainsi (hormis dans les citations, dont les propres règles ont été respectées) :

g	: toujours dur (g de "garçon")
h	: fricative spirante (donc toujours aspiré)
gh	: fricative vélaire sonore ("r parisien", non roulé, / arabe)
kh	: fricative vélaire sourde (ch allemand de "nacht", Ç arabe)
q	: occlusive vélaire sourde (son inexistant en Français, ق, ق arabe)
r	: r (r roulé, — arabe)
s	: s (de "sinon")
sh	: fricative palato-alvéolaire sourde (ch de chat)
w	: comme dans "water" en anglais (و arabe), mais aussi ou, devant une
consonne	
u	: se prononce ou, comme dans "raout"
é	: voyelle antérieure non-arrondie mi-fermée (é de paté)
e	: voyelle neutre (e de meneur)

Les consonnes finales sont toujours prononcées (ainsi "Ifoghas" s'écrit en Français "Iforasse").

Glossaire et définition des termes employés

Un certain nombre de termes vernaculaires sont utilisés dans cette étude. Leur emploi peut évidemment rendre la lecture plus difficile. Il y a cependant une raison essentielle à cela : la traduction française de ces dénominations induit des sens connotés qui ne recouvrent pas correctement ce qu'exprime le mot initial. Plutôt que de fausser le sens d'un terme qui n'a pas d'équivalent en français, il est ainsi préférable d'utiliser directement le mot tamashaq. Le lecteur pourra se reporter au glossaire suivant pour comprendre les expressions qui ne lui sont pas familières.

Adagh

- La montagne, en tamashaq.

• Ce terme désigne aussi le massif montagneux du nord Mali, qui a été dénommé Adrar des Ifoghas pendant la période coloniale, pour ne pas le confondre avec l'Adrar mauritanien. Les populations qui y résident se reconnaissent comme étant Kel Adagh, c'est à dire "les gens de la montagne", les montagnards. J'emploierai la désignation d'Adagh de préférence à celle d'Adrar des Ifoghas, qui pourra cependant être utilisée en référence à la dénomination ancienne.

Afaghis (pl. Ifoghas)

Membre du groupe noble des Ifoghas. Les Ifoghas possédaient le double statut de religieux et de guerriers, et à ce titre, représentaient le lignage politiquement dominant de l'Adagh, celui dans lequel était choisi l'amenokal des Kel Adagh.

Tous les Kel Adagh ne sont pas des Ifoghas. Seules certaines tiwsaten nobles le sont, et d'autres nobles, comme les Idnan par exemple, ne sont pas considérés comme tels. Par ailleurs, il existe des Ifoghas à l'extérieur de l'Adagh, notamment près d'Ansongo, mais aussi dans le Tassili des Ajjer, ainsi que dans l'Ahaggar, dans l'Aïr, et ailleurs. Cette étude ne porte que sur les Kel Adagh, et les Ifoghas vivant dans d'autres régions ne sont cités ici que pour mémoire.

Ag (pl. Dag)

Fils de... Ce terme ne s'emploie que pour les hommes. Ainsi, "Attaher ag Illi" signifie Attaher, fils d'Illi. Pour les femmes, c'est le terme de wellet qui est utilisé.

Akli (pl. Ikian)

Serviteur, captif, esclave.

Amenokal (pl. imenokalen)

- Au sens général, représente un dirigeant, un guide.

- Au sens politique, ce terme désigne le chef de la tawset. Il est passé en Français dans le sens de dirigeant d'un groupement politique, d'une confédération comme on le disait à l'époque coloniale. Dans cette acception, l'amenokal possède l'ettebel ou tobol, le tambour de guerre, signe de son pouvoir.

Amghid (pl. Imghad)

Ce terme recouvre les notions de tributaire, de vassal. L'amghid est un homme libre, mais qui ne possède pas les qualités de supériorité, de force ou de noblesse qui sont reconnues aux couches sociales supérieures. L'amghid ne faisait généralement pas la guerre, et, ne portant pas d'arme, ne pouvait se défendre contre les agressions de l'extérieur. Les imghad étaient donc dépendants, mais aussi sous la protection, des nobles auxquels ils payaient la tiwse, un tribut dont le montant n'est pas fixé précisément chez les Kel Adagh.

Dans l'Adagh, le terme d'imghad est ambigu, car il est employé aussi pour désigner des tiwsaten autonomes. Les tributaires sont plus fréquemment dénommés tilaqqiwin (voir ce mot), avec le sens de personnes pauvres et faibles. Chaque tawset noble avait ses propres tilaqqiwin, qui gardaient son troupeau, en sus des bêtes qu'ils élevaient pour leur compte personnel. Le noble pouvait venir prendre ce qu'ils désiraient, mais uniquement dans les campements des tilaqqiwin sous sa protection.

Ashamur (pl. ishumar)

Terme récent, issu du mot français "chômeur". Il désigne à l'origine les jeunes Touaregs sans biens, dépourvus de troupeaux et de travail, qui ont dû s'exiler en Algérie et en Libye pour survivre. Il a pris peu à peu une connotation politique, et le jeune Touareg ashamur est devenu un résistant, un combattant, un des acteurs des actuelles rébellions.

Enhad (pl. Inhaden)

Artisan, forgeron.

Ettebel. Groupement politique.

Le mot "confédération" sera rejeté. Il a beaucoup été utilisé, notamment par l'administration coloniale, pour désigner l'ensemble des familles et des groupes de familles qui se reconnaissent sous l'autorité de l'une d'entre elles, considérée comme la plus noble, et d'où est issu l'amenokal. Ce terme de confédération n'est pas totalement incorrect. Mais il renvoie à la possibilité d'une domination, d'une autorité suprême que se

donne la fédération. Or le pouvoir d'un amenokal n'est pas aussi étendu. Hormis le fait qu'il n'est pas toujours librement choisi par l'ensemble des familles qui se situent dans sa mouvance, sinon par la tradition, l'amenokal n'avait pas les moyens d'être présent partout, ni d'assurer un pouvoir absolu. Aussi emploierai-je de préférence le terme de groupement politique.

Il faut aussi noter que le mot ettebel, ou tobol, tambour de guerre, signe d'autorité déposé dans le lignage dominant et symbole du groupement est parfois, par extension, utilisé comme synonyme de confédération. On parlera ainsi de l'ettebel des Kel Ahaggar, par exemple.

Ifoghas

voir Afaghis.

Illelan (sg. Elleli)

Groupes libres et dominants. Ils possèdent le pouvoir politique et éventuellement religieux. Les tiwsatent imghad ou tilaqiwin qu'ils protégeaient de leurs armes leur sont affiliées. L'amenokal est choisi dans un de ces groupes.

Imghad

Voir amghid

Iwlliminden (sg. Awllemmed)

Groupement politique installé dans la Tamesna et la vallée de l'Azawakh, actuellement à cheval sur la frontière nigéro-malienne.

Il est divisé en deux groupes :

- les Kel Dinnik (ceux de l'est), dans la région de Tahoua
- les Kel Attaram (ceux de l'ouest), dans la région de Menaka.

(Appelés aussi Oulliminden, Aoulliminden...)

Kel

Les gens de..., ceux de...

Kel Adagh

Le terme Kel Adagh (ceux de l'Adagh, les gens de l'Adagh) a été retenu pour désigner les Touaregs nomadisant normalement dans la région appelée Adrar des Ifoghas à partir de la période coloniale, au détriment des appellations Ifoghas, Kel Ifoghas. Ces derniers termes ne désignent en fait que certaines tiwsaten nobles des Kel Adagh, ou certains groupes dont il est difficile de préciser les origines et qui vivent parfois fort loin de l'Adagh, comme les Ifoghas installés dans la région de Ghadamès, à la frontière

algéro-libyenne, par exemple.

En revanche, cette appellation n'inclut pas les groupes nomades arabo-berbères, comme celui des Kounta, qui vivent dans l'Adagh mais ne sont pas Touaregs, ainsi que certains groupes, Touaregs cette fois, et nomadisant parfois dans la région, mais qui appartiennent à d'autres groupements, notamment Kel Ahaggar.

(écrit aussi Kel Adrar, Kel Adghagh)

Kel Essouk

Une des tiwsaten de l'Adagh, possédant un statut particulier, parce que maraboutique. Des Kel Essouk vivent d'ailleurs dans d'autres régions touarègues. Leur nom provient peut-être de leur ville d'origine, Tademekket, que les Arabes avaient dénommée le "marché" (souk), et dont on peut toujours voir les ruines dans l'Adagh.

Kel Ahaggar

Touaregs vivant dans le massif de l'Ahaggar, dans le sud de l'Algérie actuelle. On les appelle aussi Ihaggaren.

Kel Aïr

Touaregs vivant dans le massif de l'Aïr, dans le nord du Niger actuel.

Kel Tamashaq

Ceux qui parlent la tamashaq, la langue touarègue. Ce terme est employé par les Touaregs pour se désigner eux-mêmes.

Kounta

Au singulier Elkentawi, appelés aussi Alkanata. Groupe arabo-berbère venu de Mauritanie, nomadisant autour de Tombouctou et d'Arawan, mais aussi dans l'Adagh. Il a donné à cette région ses plus prestigieux marabouts.

Songhay

Population négro-africaine vivant au sud de l'Adagh, dans la région de Gao et le long du fleuve Niger.

Tawset (pl. tiwsaten)

Les mots "tribu", ainsi que "fraction", trop employés et souvent imprécisément, seront rejetés. Il est préférable d'employer le mot tamashaq de tawset (au pluriel : tiwsaten) qui a l'avantage de désigner ce que les Kel Adagh eux-mêmes ressentent, c'est à dire l'existence de groupes humains sociaux ou politiques fondés sur une parenté réelle ou supposée. Liés par de multiples interactions de sang ou d'intérêt aux groupes voisins,

ils ne se sentent pas différents d'eux ethniquement, mais plutôt socialement, voire géographiquement.

Takouba

Epée touarègue, à lame longue et poignée en croix.

Talage (pl. tilaqqiwin)

Tributaire. Voir Amghid.

Tamashaq

Langue des Touaregs. Elle fait partie de la communauté linguistique berbère, et présente des variations régionales. Certains mots, des intonations et des accents différents autorisent la subdivision linguistique de la langue commune en tamashaq (parlée dans l'Adagh où on l'appelle aussi tadghaq, ainsi que le long du fleuve Niger jusqu'à la région de Tombouctou), tamajaq (appelée aussi tayert lorsqu'elle est parlée dans l'Aïr, et tawllemet dans la Tamesna et l'Azawakh, chez les Iwlliminden), tamahaq (parlée dans l'Ahaggar, dans le massif des Ajjer et chez les Taytoq). Mais les différences sont superficielles, et tous les Touaregs se comprennent entre eux, quelque soit leur origine géographique.

Cette langue est la seule en Afrique de l'ouest à posséder son système d'écriture propre, les tifinagh. (Cf. Alphabet tifinagh)

Tiwse

Tribut, en nature ou en travail, que le tributaire verse au noble. La tiwse peut-être personnelle ou collective.

Touareg

Ce terme, d'origine arabe, est évidemment sujet à caution. D'ailleurs, les nomades concernés ne s'appellent pas ainsi eux-mêmes, préférant se désigner par le nom de Kel Tamashaq, ceux qui parlent la langue tamashaq. Il sera néanmoins utilisé ici, malgré ces réserves, parce qu'il recouvre en français une réalité bien établie. Ce terme pourra donc apparaître dans son acception générique, pour désigner l'ensemble des populations d'origine berbère ou assimilées parlant une même langue et se reconnaissant les mêmes coutumes, ou comme adjectif caractérisant une réalité propre à ce groupe. Dans le même ordre d'idée, sera négligée la polémique obsolète opposant les tenants de l'accord grammatical à ceux qui soutiennent qu'au pluriel "Touareg" ne prend pas d's. Dans tous les cas, l'accord sera fait (et l'on pourra ainsi trouver : des Touaregs, une femme touarègue, des tentes touarègues). Cependant, dans les citations, l'orthographe adoptée par l'auteur a été évidemment respectée.

Adagh : Villages et pistes (Région de Kidal actuelle)

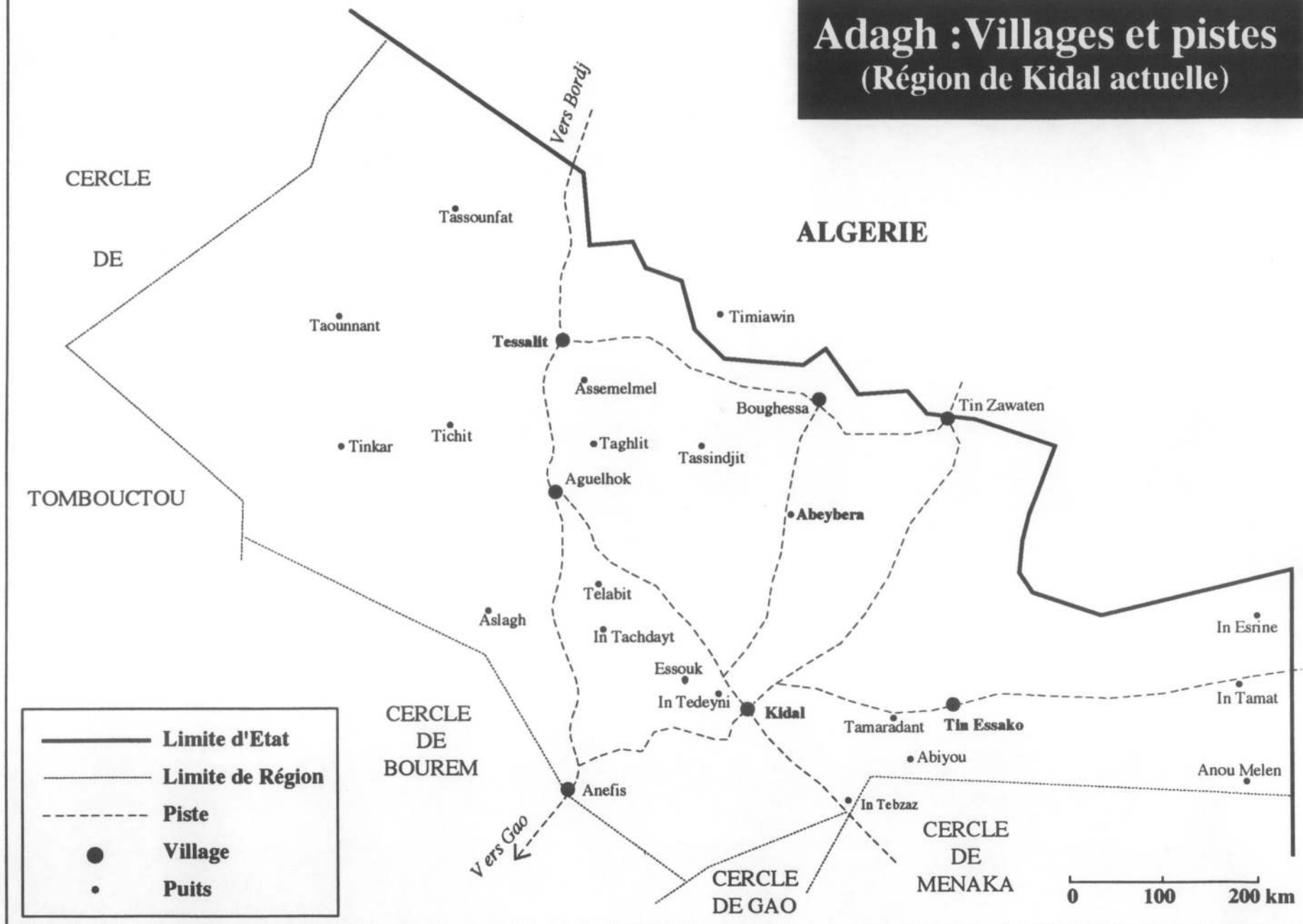


Tableau Alphabet Tifinaɣ

N°	ⵜⴰⴳⴷⵓⴷⴰ	A.P.I. العربية	Exemples
01	•	a	Eau الماء
02	ⵉ	ɛ	Papier الكاغذ
03	ⵏ	ɔ	Lève-toi قم
04	ⵔ	e	L'été الصيف
05	:	u	Vaut-mieux أفضل
06	=	o	Il a eufoncé مغنى
07	ⵎ	i	Couleur اللون
08	ⵡ	w	Il n'est pas là ليس هنا
09	ⵢ	n	Moi أنا
10	ⵣ	ɛ	Il faut suivre اتبع
11	ⵤ	h	Jusqu'à إلى
12	ⵥ	j	Transporte أحمل
13	ⵦ	m	Chat قطر
14	ⵧ	g	Vas إذهب
15	⵨	t	Vérité الحق
16	⵩	f	Sur على
17	⵪	d	La هناك
18	⵫	z	Vendredi الجمعة
19	⵬	th	Revolution ثورة

N°	ⵜⴰⴳⴷⵓⴷⴰ	A.P.I. العربية	Exemples
20	⵭	ɛ	Derrière-toi وراءك
21	⵮	ɛ	Attend انتظر
22	ⵯ	ɛ	Assied-toi اجلس
23	⵰	x	Lait لبن
24	⵱	z	Chance انفال
25	⵲	z	Campement مخيم
26	⵳	k	Toi انت
27	⵴	q	Il est sec هو يابس
28	⵵	b	Mohamed محمد
29	⵶	y	Oui نعم
30	⵷	a	Abdu عبد
31	⵸	s	Force القوة
32	⵹	r	vainc اغلب
33	⵺	s	bois شجر
34	⵻	b	Père أب
35	⵼	ʃ	Vite بسرعة
36	⵽	ʃ	Star نشر
37	⵾	v	Village قرية

Valeur Phonéti- que	Hoggar	Ghat	Adrar	Ayir	Iwilimi- den
b	ⵙⵓⵎⵎⵉ	ⵙ	ⵙ	ⵙ	ⵙⵓⵎⵎⵉ
d	ⵎⵓⵎⵓⵎ	ⵎ	ⵎ	ⵎ	ⵎⵓⵎⵓⵎ
p	ⵉ	ⵉ	ⵉ	ⵉ?	ⵉ?
f	ⵙⵓⵙ	ⵙ	ⵙ	ⵙ	ⵙⵓⵙ
g	ⵙⵓⵙⵓ	ⵙ	ⵙ	ⵙ	ⵙⵓⵙ
g	ⵙⵓⵙ	ⵙ	ⵙ	ⵙ	ⵙⵓⵙ
h	ⵙ	ⵙ	ⵙ	ⵙ	ⵙ?
k	ⵙ	ⵙ	ⵙ	ⵙ	ⵙ
l	ⵙ	ⵙ	ⵙ	ⵙ	ⵙ
m	ⵙ	ⵙ	ⵙ	ⵙ	ⵙ
n	ⵙ	ⵙ	ⵙ	ⵙ	ⵙ
q	ⵙ	ⵙ	ⵙ	ⵙ	ⵙ
ɣ	ⵙ	ⵙ	ⵙ	ⵙ	ⵙ

Valeur Phone- -tique	Hoggar	Ghat	Adrar	Ayir	Iwilim- den
r	ⵙ	ⵙ	ⵙ	ⵙ	ⵙ
s	ⵙ	ⵙ	ⵙ	ⵙ	ⵙ
š	ⵙⵓⵙ	ⵙ	ⵙ	ⵙ	ⵙ
t	ⵙ	ⵙ	ⵙ	ⵙ	ⵙ
t	ⵙ	ⵙ	ⵙ	ⵙ	ⵙ
w	ⵙ	ⵙ	ⵙ	ⵙ	ⵙ
y	ⵙ	ⵙ	ⵙ	ⵙ	ⵙⵓⵙ
z	ⵙⵓⵙ	ⵙ	ⵙ	ⵙ	ⵙ
ž	ⵙⵓⵙ	ⵙ	ⵙ	ⵙ	ⵙ
z	ⵙ	ⵙ	ⵙ	ⵙ?	ⵙ
h	ⵙ	ⵙ	ⵙ	ⵙ	ⵙ
Voyelles	ⵙⵓⵙ	ⵙⵓⵙ	ⵙⵓⵙ	ⵙ	ⵙ?

Extrait de K., G., 1972. Prasse in *Manuel de grammaire touareg*. Université de Copenhague. pp. 153.154.

Tableau de l'alphabet tfinagh



L'interpénétration des populations

**A L'AUBE DE LA COLONISATION :
UNE SOCIÉTÉ FLEXIBLE AU SEIN D'UN ESPACE
ORIGINAL**

Dans les dernières années du XIX^e siècle, l'avancée française en Afrique se fait plus pressante, et touche les marches de l'espace touareg. Le grand commerce continental, notamment transsaharien, est déjà blessé à mort, et les sociétés africaines, qui entrent lentement sous domination étrangère, assistent impuissantes aux mutations irréversibles des conditions générales de leur développement interne. Les Kel Adagh, dont le commerce caravanier était limité, souffrent moins que leurs voisins du détournement grandissant des échanges vers l'Atlantique et le Sénégal. Ils ne sont pas encore non plus sous domination politique française, et conservent un espace réel de liberté. Aussi le moment est-il propice pour observer leurs modes d'organisation et d'adaptation à leur environnement naturel et humain, afin de pouvoir mettre en perspective les changements ultérieurs liés aux pouvoirs venus de l'extérieur.

Cet examen doit être conduit avec prudence. La société touarègue, bien que possédant son écriture propre, les tifinagh, n'a pas fixé son histoire par écrit. Dépourvue par ailleurs de spécialistes tels que les griots d'Afrique noire, qui restituent oralement généalogies et hauts faits mémorisés par les générations successives, son passé le plus ancien est mal connu. Les témoins directs ont hélas évidemment disparu. Les témoignages oraux actuels rendent difficilement compte de la situation réelle de l'époque précoloniale, car les décennies récentes interfèrent considérablement dans l'esprit des informateurs. Une reconstruction de fait, une mythification des événements passés, le sentiment d'un âge d'or précolonial sont les traits les plus fréquents de ce que l'on peut tirer des entretiens sur le terrain. Aussi est-il inévitable de recourir aux récits de ceux qui, voyageurs ou militaires français peu nombreux, ont été en contact avec les Touaregs de l'Adagh, avant la conquête effective, à l'occasion des premières traversées et reconnaissances du pays : les lieutenants Arnaud et Cortier, E.F. Gautier, Chudeau, sont ainsi les quelques témoins essentiels d'une société qui conserve encore jusqu'aux premières années du XX^e siècle une autonomie certaine. Ces témoignages européens ne représentent cependant qu'une vision extérieure de la réalité touarègue. Ils sont lacunaires, et fréquemment critiquables, car issus de séjours souvent trop brefs et donc d'observations quelquefois très superficielles. Par ailleurs, cette population nomade, cernée de toutes part par la pénétration française, est, malgré sa relative préservation, dans une position économique, politique et sociale déjà défensive, et n'entretient plus avec les groupements touaregs voisins, Kel Ahaggar, Kel Tademekket, Iwlliminden, déjà dominés, les mêmes rapports que dans les décennies précédentes. Sa liberté d'être elle-même est déjà rognée, elle ne possède plus complètement la latitude nécessaire pour agir de son fait. Les premiers récits européens décrivent donc essentiellement une société qui, bien qu'encore insoumise, est déjà investie de toute part, et se trouve dans une situation, au strict sens du terme, précoloniale.

Il est néanmoins possible de dresser un constat. Les caractéristiques essentielles qui

ressortent de l'observation peuvent se résumer en deux mots : mobilité, flexibilité. Ces deux traits ne sont pas l'apanage des seuls Kel Adagh, et peuvent caractériser de nombreuses sociétés nomades, en Afrique ou ailleurs ¹. Certains d'ailleurs ont préféré parler d'adaptabilité, ou encore de plasticité ². Cette notion de souplesse devant l'environnement, qu'il soit naturel, social ou politique, est significative d'une réalité qui s'est détériorée par la suite. Dans une nature aride ou semi-aride, la mobilité était synonyme de survie, en même temps qu'elle représentait une stratégie d'occupation de l'espace. Celle-ci déterminait en retour les rapports politiques et sociaux qui régissaient les relations entre les couches sociales et les différents groupements politiques.

Une économie d'adaptation et d'autosuffisance

L'économie générale de l'Adagh à l'arrivée des Français se basait sur le nomadisme pastoral, nécessaire à l'exploitation d'une zone semi-aride, et participait peu du grand commerce transsaharien. L'Adagh n'était pas sur les routes des grandes caravanes, qui passaient plus à l'ouest ou plus à l'est. Seul l'élevage permettait des exportations peu nombreuses, et en retour l'importation des quelques biens utilisés par les Kel Adagh et non produits dans le pays. Le reste des activités était essentiellement tourné vers l'autosuffisance. Le bétail apportait le gros de l'alimentation, en laitage et en viande et fournissait peau et laine pour le tannage et le filage. La cueillette donnait le complément en grains, avec les céréales achetées à l'extérieur. Malgré l'aridité qui constituait la caractéristique du climat, et le retour cyclique de sécheresses importantes, l'Adagh était considéré comme une région plus favorisée que d'autres contrées sahariennes.

Le nomadisme pastoral, une stratégie de survie

L'Adagh, prolongement vers le sud-ouest du massif de l'Ahaggar, est un ensemble de montagnes peu élevées (600 m d'altitude moyenne, culminant à 890 m avec le mont Tikiane dans l'Essali, région de Boughessa, au nord), situé entre les latitudes 18° et 22° nord. Cette position géographique devrait théoriquement induire un climat de type saharien. Mais le rôle de barrière que son relief lui donne, et qui oblige les masses d'air humide méridional à se condenser, le met en réalité dans une position intermédiaire,

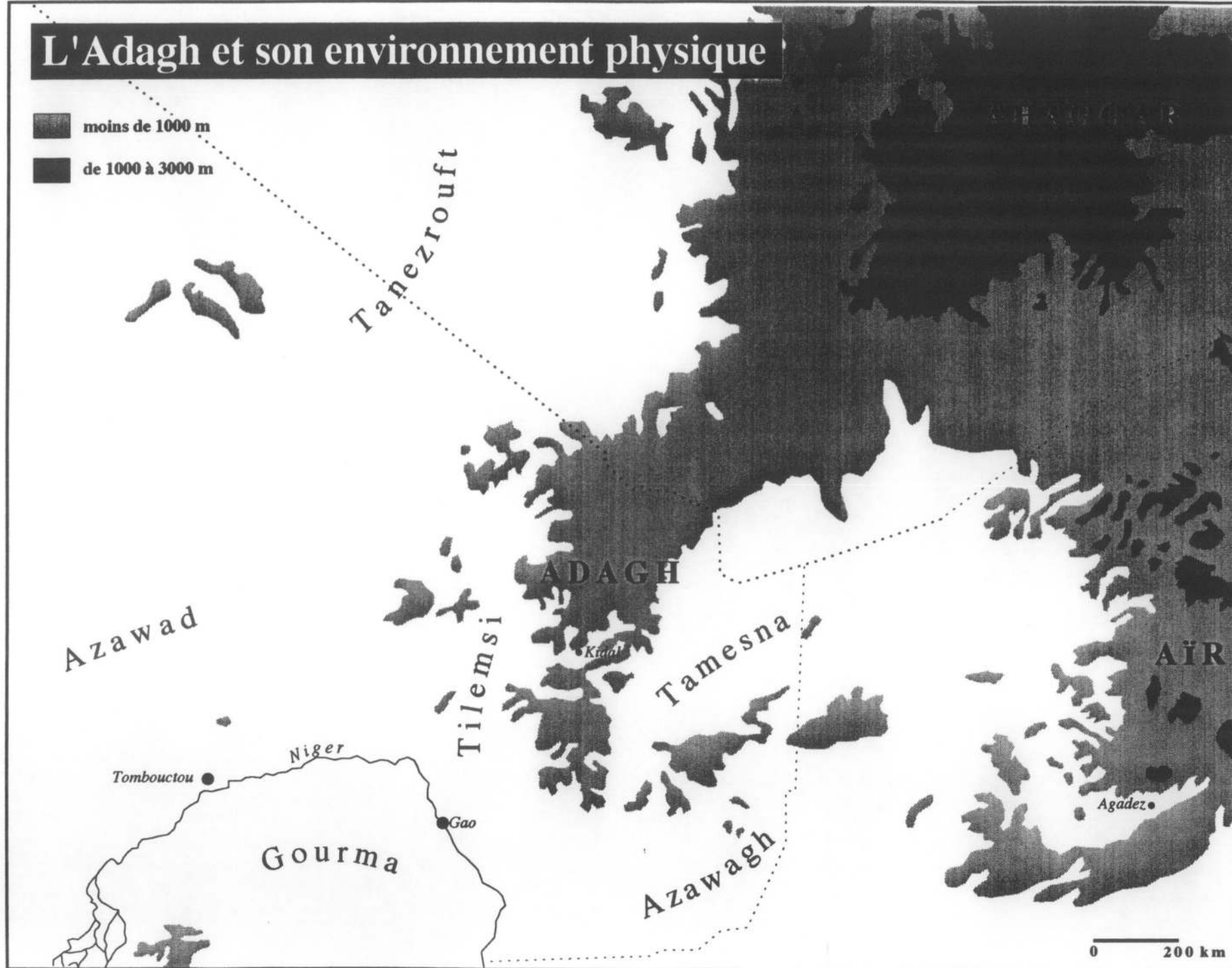
¹ Voir à ce propos le Bulletin de liaison n° 8 de l'ORSTOM : "Nomadisme : mobilité et flexibilité?", octobre 1986.

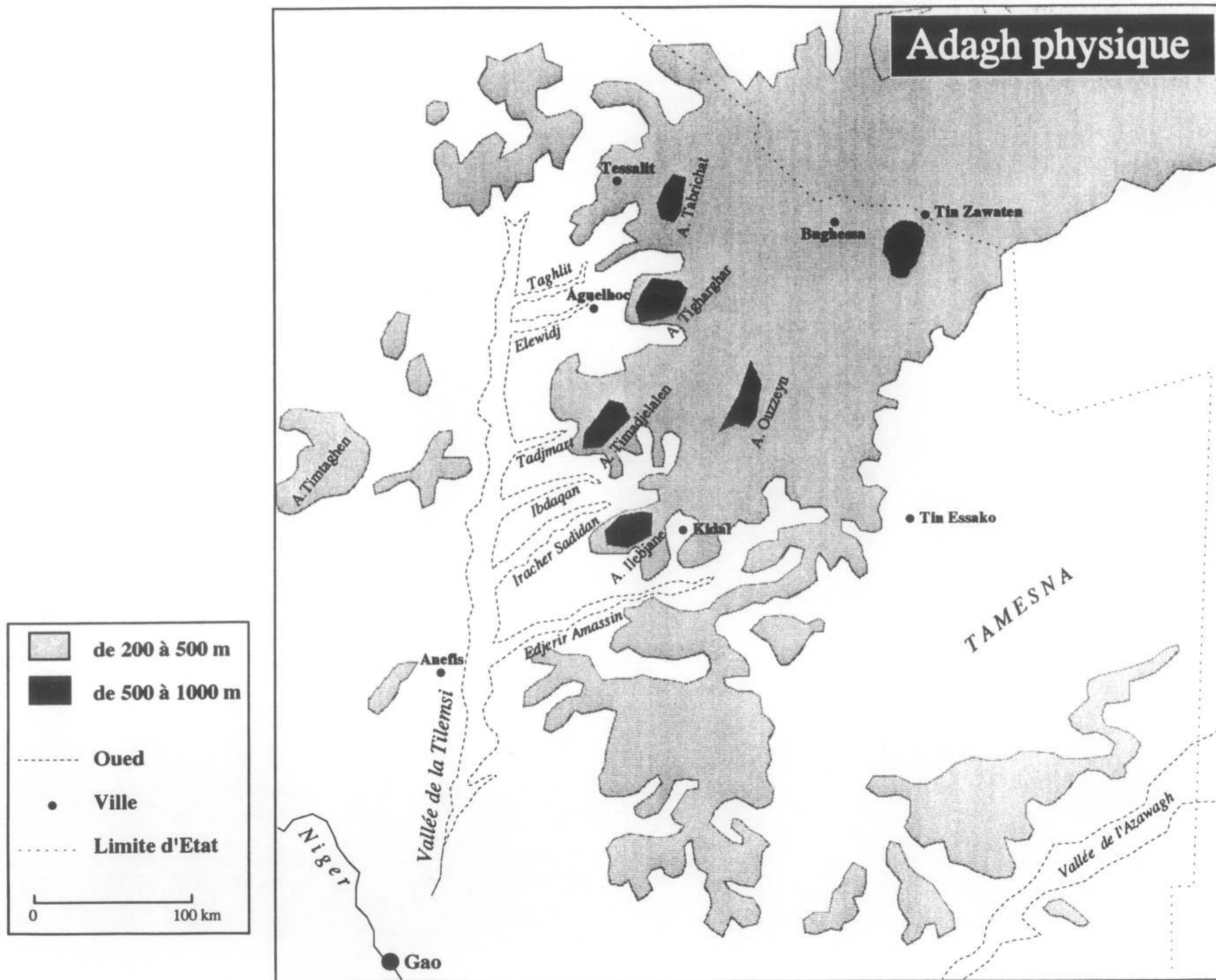
² POUILLON (F.), "Sur la "stagnation technique" chez les pasteurs nomades : les Peuls du Nord Sénégal entre l'économie politique et l'histoire contemporaine", *Cahiers des Sciences humaines*, 26 (1-2), 1990 : 173-192.

L'Adagh et son environnement physique

moins de 1000 m

de 1000 à 3000 m





saharo-sahélienne, qui lui permet de bénéficier des influences soudanaises et des pluies de mousson qui en résultent. Le caractère saharien de l'Adagh était ainsi tempéré par une pluviométrie relativement régulière, et le type d'élevage pratiqué en était une des conséquences. Ce fait est une des premières originalités de la région :

“Les Ifor'ass n'ont pas de chevaux, ou du moins ils n'en ont qu'un nombre insignifiant, montures de parade et luxe de grand chef. Ils se distinguent par là des Touaregs du sud, tous cavaliers. Le méhari seul est la monture courante, et dans les pâturages, moutons à part, on ne voit que des boeufs et des chameaux. (...) Que les Iofr'ass soient des méharistes pasteurs de boeufs, cela en fait une tribu à part dans le monde Touareg, intermédiaire entre le nord et le sud.”³

Néanmoins, la caractéristique du climat restait une sécheresse importante, contrainte majeure de la vie économique. A cet égard, l'Adagh était un espace de pasteurs, et l'économie touarègue était à la fin du XIX^e siècle essentiellement fondée sur le pastoralisme nomade : l'élevage extensif, où la mobilité d'un pâturage à l'autre est une exigence, était, et reste d'ailleurs actuellement l'activité la mieux adaptée au climat désertique saharien. Dans leur organisation politico-économique, les éleveurs touaregs avaient des stratégies de gestion des pâturages et de l'eau s'articulant dans un mouvement oscillatoire qui prenait en compte la complémentarité des zones et le particularisme des saisons. Quatre saisons d'inégale durée étaient en effet repérables, rythmant les déplacements : dans ce mouvement, les pâturages proches des puits étaient réservés à la saison sèche (Ewelan), la saison la plus longue, qui dure de février à juin. Cette dernière était aussi la plus difficile à vivre, car les besoins en eau y sont importants et couverts avec peine. L'éleveur était obligé de puiser fréquemment, et souvent profondément pour abreuver ses animaux, et ne pouvait donc s'éloigner des puits au delà d'un rayon d'au plus une vingtaine de kilomètres. Les déplacements étaient alors de courte amplitude, l'exploitation des pâturages étant possible par un mouvement de rotation dont le point d'eau était le centre. Inversement, la saison des pluies, appelée aussi hivernage (Akassa), qui dure de juillet à septembre, était un moment de déplacements importants. L'eau est alors partout, dans les puits, mais aussi dans les oueds qui coulent régulièrement, dans les mares qui subsistent longtemps après la pluie. La végétation reverdit, et les pâturages sont suffisants. Cela permettait une concentration plus importante des troupeaux, qui produisaient par ailleurs dans cette période un lait abondant. Les campements pouvaient alors se regrouper, et c'était le moment des rencontres et des fêtes. Deux saisons intermédiaires (gharat, l'automne, de septembre à octobre, et Tadjrest, la saison froide, de novembre à janvier), obligeaient à d'autres types de mobilité. L'eau de surface, dans les mares et les gueltas, si elle se raréfie, est encore présente, et la température, plus fraîche, entraîne des besoins moindre en eau. Les pâturages commencent à sécher, mais

³ GAUTIER (E.F.), “A travers le Sahara français, d'In Ouzel au Niger”, *La géographie*, XV, 1, 15 janvier 1907 : 22.

sont encore suffisants. Ces saisons étaient donc l'époque des pâturages les plus lointains, notamment pour les camelins, mais aussi des échanges caravaniers. Ainsi, pour prévenir la sécheresse et réagir à ses effets, les Touaregs avaient des réponses adaptées, en utilisant tous les éléments de leur écosystème : des mares aux puits profonds en passant par les puisards, des pâturages herbacés aux pâturages arborés. En effet, à la fin de la saison des pluies, chaque type de bétail était conduit vers les pâturages appropriés pour la saison froide : les chameaux vers les zones sahariennes lointaines où poussent certaines herbes aqueuses comme l'*Ahelwat*, l'*Issin*, la *Tachara* ; les bovins et les ovins vers les zones où abonde le foin (l'*Allemoz* ⁴) et qui sont proches des puits, alors que les caprins étaient conduits dans les lits des oueds pour profiter des feuilles d'épineux florissants. Certaines pratiques d'entraide basées sur la circulation d'animaux : *akh iddaren* (don d'un animal en lactation à une personne pauvre), *Tiyatten* (prêt temporaire d'une femelle en lactation), *inuf* (dons réciproques décalés dans le temps), *Tiferen* (louage temporaire d'animaux, pour reconstituer un troupeau par exemple), permettaient aussi d'éponger les difficultés dues aux pertes de bétail ⁵. Elles pouvaient aussi constituer pour certains une épargne et pour d'autres un usufruit, et dans tous les cas renforçaient les liens internes de solidarité.

Ces échanges prenaient tous leur sens en cas de catastrophes climatiques toujours possibles. Les grandes sécheresses sont observables bien avant celle de 1973, qui a conduit à la famine et à la mort des milliers de Touaregs. Elles occasionnaient la perte d'une proportion importante du bétail, mais n'avaient pas le caractère de cataclysme humain qu'elles ont pris par la suite, car les stratégies destinées à les surmonter pouvaient se déployer sans contrainte. Ainsi, la diversification des troupeaux, composés de chameaux, de bovins, de moutons et de chèvres qui n'ont pas les mêmes bases de nourriture, ni la même résistance, permettait d'exploiter des domaines écologiques différents, d'étaler les lactations et les gestations. Leur fractionnement dans des régions éloignées les unes des autres assurait que l'ensemble du troupeau n'allait pas disparaître d'un coup. Les migrations à longue distance constituaient encore une défense efficace. Les Kel Adagh qui habituellement nomadisaient sur des espaces limités pouvaient ainsi se réfugier en cas de catastrophe très loin de chez eux, chez leurs voisins, notamment Iwlliminden au sud, et l'inverse était tout aussi possible. L'absence de frontières, de limitations à la nomadisation autorisaient, en cas de sécheresse, les nomades des régions menacées à se diriger vers d'autres zones plus clémentes, car il est rare qu'une même

⁴ Noms scientifiques : *Ahelwat* (*schouwia purpurea*), *Issin* (*salbola foetida*), *Tachara* (*cornulaca monocantha*), *Allemoz* (*aristida*).

⁵ Voir, pour une description plus complète la thèse de SWIFT (J.), *The economics of traditional nomadic pastoralism : the Twareg of the Adrar n Iforas (Mali)*, University of Sussex, 1981 : 271 et suivantes, ainsi que son article écrit en 1975, "Une économie nomade sahélienne face à la catastrophe. Les Touaregs de l'Adrar des Ifoghas (Mali)", in J. COPANS, *Sécheresse et famines du Sahel*, Paris, Maspéro, 2 : 87-101.

sécheresse s'étendait à l'ensemble du pays touareg. Les temps de sécheresse achevés, chacun retournait vers ses terrains de parcours habituels. Ainsi, la gestion d'un espace non cloisonné, non morcelé était-il une façon de pallier aux aléas de la pluviosité, et constituait une nécessité vitale pour des nomades toujours au bord de la rupture d'équilibre. Enfin, les Touaregs pratiquaient le stockage de nourriture, sous la forme d'animaux sur pied. Les bonnes années de pluviométrie permettaient un accroissement des troupeaux supérieurs aux besoins, afin de pallier aux pertes les mauvaises années en revendant des bêtes contre des céréales. D'autres activités, comme la chasse et la cueillette de graines et de fruits sauvages offraient encore un complément appréciable dans les périodes difficiles.

L'environnement physique ne laissait que peu de place à l'agriculture, et seuls quelques rares emplacements lui étaient dédiés. Cortier en dénombrait six au début du siècle, à Tessalit, In Tebdoq, Iracher, Arabebba, Teleya et Kidal. Mais il notait aussi leur peu d'importance :

"Ces centres de culture sont, soit d'anciennes palmeraies qui demeurent dans le patrimoine des familles de chefs — quelques libérés du Touat sont préposés à leur entretien—, soit quelques jardins très petits où des Arabes du nord, moyennant redevance aux Touaregs, cultivent un peu de tabac, des oignons, du piment, rarement de l'orge, du blé ou du mil." ⁶

Les contraintes changeantes du milieu induisaient ainsi la mobilité spatiale nécessaire à l'adaptation, mais aussi la flexibilité d'une société qui devait réagir rapidement, sous peine de mort, aux sollicitations diverses qui en résultaient. Le système de production qu'elle a du déployer a ainsi engendré une organisation sociale liée à la division interne du travail, ainsi qu'une hiérarchisation des pouvoirs où le domaine politique était en relation avec la notion de contrôle territorial.

Divisions internes du travail et hiérarchisation sociale

Il a déjà été montré, notamment chez les Kel Ahaggar ⁷, que le type d'élevage pratiqué avait de fortes répercussions sur l'organisation du groupe qui en tirait sa subsistance. Ainsi, l'élevage du dromadaire, qui a besoin d'espèces végétales variées concourt à définir de vastes terrains de parcours contrôlés par les propriétaires du bétail, c'est à dire, en milieu touareg, par les couches sociales dominantes. La qualité des possesseurs n'était pas non plus un hasard. Le dromadaire en milieu saharien était l'instrument des grandes traversées, des raids de pillage, de la guerre. Il était celui de la domination, mais aussi celui de la protection. Le noble, celui qui portait les armes, celui

⁶ Voir la description complète de ces centres de culture dans : Lt CORTIER, 'L'Adr'ar' des Ifor'ass", *La géographie*, XVII, 4, 15 avril 1908 : 269-270.

⁷ BOURGEOT (A.), 'L'herbe et le glaive : de l'itinérance à l'errance (la notion de territoire chez les Touaregs)', *Bulletin de liaison n° 8 de l'ORSTOM*, octobre 1986 : 145-162.

qui imposait son autorité, était aussi celui qui défendait des agressions extérieures, et qui en tirait la plus grande part de sa légitimité. Il s'est créé ainsi un lien de dépendance et de retour entre la possession du dromadaire, la nécessité de vastes espaces pour l'entretenir, et le contrôle de ces mêmes espaces que l'animal rendait possible. Ceci a permis la "structuration d'un territoire politique"⁸, dans lequel les rapports de domination, mais aussi la nécessité alimentaire d'un pastoralisme plus modeste d'ovins et de caprins, ont engendré des classes tributaires non armées protégées par les classes nobles, et nomadisant sur des terrains de parcours moins vastes. Ce schéma était particulièrement visible chez les Kel Ahaggar, où la distinction était nette entre les aristocrates guerriers (imajeghen) et les tributaires, dont l'appellation même était tout à fait significative (Kel Oulli, les gens des chèvres). Il peut aussi s'appliquer chez les Kel Adagh, avec quelques réserves.

Hiérarchisée, la société Kel Adagh, comme celles des autres groupements touaregs, se subdivisait en strates apparemment bien nettement définies. En réalité, il apparaît que des gradations subtiles de noblesse ou de dépendance faisaient naître entre les couches sociales observées de nombreux groupes intermédiaires. Au niveau supérieur se situait le groupe des hommes libres (Illelan). Composé des tiwsaten dominantes dans l'Adagh, ils étaient propriétaires de troupeaux importants dont la garde et l'entretien étaient confiés à leurs dépendants, et se devaient de protéger ces derniers des agressions extérieures. Aussi avaient-ils le statut de guerriers. Cependant, moins agressifs ou affaiblis par leurs voisins et n'étant pas considérés comme de grands razzieurs, leur fonction guerrière était surtout défensive, et les distinguait, à la fin du siècle dernier, des nobles Iwlliminden ou Ihaggaren. Cette différence était renforcée par le fait que le groupe politiquement dominant des Ifoghas (qui ne constituait pas à lui seul l'ensemble des illelan), bénéficiait grâce à son ancêtre Aïtta, considéré comme cheriff, d'un important prestige religieux, ce qui constituait une particularité au sein du monde touareg. C'est dans ce groupe qu'était choisi l'amenokal des Kel Adagh, celui qui disposait du symbole du pouvoir, l'etebel, tambour qui était frappé pour appeler les guerriers⁹.

Dépendants des groupes supérieurs, et les soutenant économiquement, les

⁸ BOURGEOT (A.), "L'herbe et le glaive : de l'itinérance à l'errance (la notion de territoire chez les Touaregs)", *Bulletin de liaison n° 8 de l'ORSTOM*, octobre 1986 : 145-162.

⁹ Cortier nous le décrit en 1907 : "Un des emblèmes du commandement de l'aménoukal est le tambour ou t'obol. Il n'y en a qu'un chez les Ifor'as et il est toujours en la possession de l'aménoukal. C'est une peau de boeuf tendue sur un grand vase de bois demi-sphérique d'environ 50 centimètres de diamètre. Des hommes frappent le t'obol avec une sorte de bâton en peau tressée. On n'utilise le tambour que lorsqu'on apprend l'invasion du pays par une troupe ennemie, ou encore lorsque l'aménoukal change de campement. On entend souvent prononcer le mot T'obol chez les Touareg. Son sens propre est : gros tambour. Comme les principaux chefs seuls en possèdent, ce mot est devenu synonyme de commandement, souveraineté, aménoukalat, et par extension on l'emploie pour désigner l'ensemble des fractions obéissant ou payant tribu à un même chef ou payant tribut à une fraction plus puissante. Ainsi on dit : le t'obol de Illi, le t'obol des Ifor'as, le t'obol de Moussa. On dit aussi : Un tel suit le t'obol de son père ou de sa mère, pour signifier qu'il appartient à la tribu de son père ou de sa mère et hérite de ses droits et de sa succession." Lt CORTIER, *D'une rive à l'autre du Sahara*, Paris, Larose, 1908 : 280-281.

tributaires (Imghad, nommés dans l'Adagh tilaqqiwin, ou encore Aït Adam) étaient eux aussi considérés comme des hommes libres, bien que non nobles. L'élevage pastoral était essentiellement entre leurs mains. Ils s'occupaient de leur bétail personnel et de celui des illelan auxquels ils étaient rattachés. Se consacrant à l'élevage, et n'ayant pas le pouvoir de se défendre, ils étaient placés sous la protection des illelan, à qui ils payaient en contrepartie la tiwse (tribut). Rappelons l'origine des termes utilisés pour désigner ces tributaires :

"Le premier terme (*tilaqewen*) a, à la fois, le sens de pauvreté matérielle et de faiblesse physique. Ce qui fait qu'une *talage* a généralement besoin de protecteur. De ce fait, le terme *tellaqewa* renvoie à la notion de dépendance et de prise en charge. Par extension, les membres d'une famille, quel que soit leur rang, sont les *tilaqewen* du père de famille, qui en assure la protection. Quant à *aït Adam*, de *Aït* (fils de..., en berbère) et de *Adam* (l'ancêtre de l'homme), ce terme signifie les plébéiens. Les *aït Adam* sont ainsi désignés par les nobles qui veulent en démarquer leur supériorité par rapport aux origines chérifiennes : à la descendance des ancêtres de l'Humanité (Adam et Khouwa), considérée comme très commune, les nobles préfèrent celle du prophète Mohamed. L'adaptation du statut de noblesse aux nouvelles formes de pouvoir est une constante chez les Touaregs. Elle permet de légitimer la supériorité du suzerain sur le tributaire." ¹⁰

En marge, le groupe des artisans/forgerons (Inhaden), était voué aux travaux industriels. Les artisans monopolisaient une production artisanale variée ¹¹, nécessaire à la vie quotidienne. Rattachés à une tawset, ils étaient à son service, mais n'étaient considérés ni comme des captifs, ni comme des dépendants. Généralement méprisés, ils effrayaient pourtant par le côté magique de leur industrie, et chacun était tenu de les protéger. Ils constituaient de fait une caste marginale, endogame, vivant à part, et pratiquant en complément un petit élevage de chameaux et d'ânes. Payés en nature, ils se nourrissaient de moutons et de chèvres qu'ils recevaient en échange de leurs produits. Leur origine est obscure. Les premiers observateurs notent leur apparence négro-africaine, mais ils parlaient la tamashaq, et étaient inclus dans les tiwsaten avec lesquelles

¹⁰ LITNY (I.), *Systèmes éducatifs et société touarègue. Les Kel Adagh du nord du Mali*, EHESS, mémoire de maîtrise, 1992 : 29.

¹¹ Elle est décrite par Cortier en ces termes : "Ils sont capables de fabriquer des lances neuves, des poignards neufs, des selles de méhari neuves, de réparer les autres armes et tous les ustensiles en usage chez les Ifor'as. Ils façonnent des boucles d'oreilles, des étuis de métal pour les amulettes, des cadenas neufs, des couteaux, toutes espèces de vases neufs en bois de forme demi-sphérique pour boire, des mortiers en bois de toutes dimensions, des briquets, poinçons, des pinces, des pipes. Ces pipes sont faites d'un tuyau en bois de laurier rose et d'un fourneau en bois ou en terre cuite; certaines sont faites d'un os creusé et conservent une forme droite qui les fait ressembler à des porte-cigarettes.

Les artisans sont très laborieux; leurs femmes ne le sont pas moins et pratiquent toute la série des travaux de couture et de façonnage du cuir, qui leur sont spéciaux. (ce sont elles qui confectionnent les sacoches en peau (en tamachèque ar'ereg'); les oreillers (adafor); les bourses (tarellabt, en arabe bît); les grands sacs en cuir où les femmes serrent leurs vêtements (tsaihaout); les sachets de cuir dans lesquels on met les amulettes; les cordons de pantalons qui sont des cordelettes en peau de gazelle ou de chèvre (tazekrît); les petits cordonnets en peau noire très mince qui servent à suspendre les choses légères, amulettes ou autres (taouelout); les rênes ou brides de méhari (tar'ant); les ceintures en peau pour les hommes (tamenteka); les marmites en terre cuite qui sont les seules poteries usitées, les cruches étant remplacées par des outres, et les vases de toute taille étant confectionnés en bois; les tentes enfin dont elles cousent ensemble les peaux quand on désire un travail soigné." Lt CORTIER, *D'une rive à l'autre du Sahara*, Paris, Larose, 1908 : 346-347.

ils vivaient.

En bas de l'échelle sociale, les esclaves, serviteurs ou captifs (Ikkan), étaient aussi bien domestiques permanents attachés au campement, que bergers, vivant seuls avec les troupeaux. Notons que les serviteurs n'étaient pas très nombreux chez les Kel Adagh, et n'étaient présents qu'auprès des nobles. Les imghad notamment n'en possédaient pas. La particularité que constituait cette faiblesse du servage a été noté régulièrement, parfois avec étonnement, par les premiers observateurs français : les Kel Adagh avaient incomparablement moins d'esclaves que les autres groupes plus méridionaux ¹². Il est vrai que l'Adagh a été de tout temps un point classique d'aboutissement des rezzous, qui ont certainement contribué à la réduction du nombre des esclaves. Mais il faut semble-t-il surtout incriminer l'éloignement des gens de l'Adagh, qui n'ont pas été non plus eux-mêmes de grands razzieurs d'esclaves, le réservoir humain dans lequel ils auraient pu s'approvisionner étant sous domination d'autres groupements nomades. Précisons enfin que le statut de l'esclave touareg ne ressemblait pas à celui qui avait dominé en Occident. Les termes sont en effet ici à manier avec précaution. Pour un européen au fait de sa propre histoire, l'esclavage, tel que sa société l'a conçu, représente la mise en exploitation servile d'une masse laborieuse importante, composée d'un troupeau humain sans droits utilisé comme base énergétique du développement économique. Les esclaves romains employés dans les mines ou les exploitations rurales, les serfs du Moyen-Age occidental, les indiens d'Amérique du sud creusant les mines d'argent du Potosi ou les esclaves noirs importés d'Afrique vers les plantations du Nouveau Monde et des Antilles sont tous des exemples bien connus de ce type de servitude. Il faut nous rendre à l'évidence qu'un phénomène de cette ampleur n'a pas existé chez les Touaregs. Une des raisons en est que la base de leur économie traditionnelle résidait dans l'élevage, et que celui-ci était pris en main non par une large caste servile, mais bien par les Imghad, considérés pourtant comme des hommes libres, quoique non nobles. C'est sur eux que s'appuyaient les couches aristocratiques pour accroître leurs richesses sans avoir à travailler. Que faisaient alors les Ikkan ? Certains aidaient à garder les troupeaux, d'autres étaient affectés aux tâches ménagères au sein même de la famille ¹³. Ils restaient néanmoins des esclaves, que leur maître touareg pouvait échanger et dont il héritait, mais sur lesquels il n'avait pas droit de vie et de mort.

¹² Groupes touaregs tels que les Iwlliminden ou les Touaregs vivant dans les régions du fleuve Niger, mais aussi groupes sédentaires des sociétés négro-africaines. L'existence d'esclaves n'était pas à l'époque précoloniale une particularité des sociétés nomades. Ce type de domination sociale était répandu dans toute l'Afrique, tant chez les voisins Songhay, Peulhs, Haoussa ou Djerma des Touaregs que dans d'autres régions, mais aussi, comme on le sait, sur tous les autres continents. Voir à ce sujet, entre autres, MEILLASSOUX (C.) dir., *L'esclavage en Afrique précoloniale*, Paris, Maspéro, 1975, 582 p; DIOP (C. A.), *L'Afrique noire pré-coloniale*, Paris, Présence africaine, 1960, 220 p.

¹³ Notons que ce rôle limité des esclaves était particulier à l'Adagh. Ailleurs, ils étaient aussi employés dans les centres de culture, autour du Lac Faguibine par exemple, où ils étaient utilisés par les Touaregs vivant dans les régions du fleuve Niger, ou dans les oasis du nord, où les Kel Ahaggar profitaient de leurs travaux.

Entre ces groupes, d'autres éléments sociaux venaient s'interposer, vivant selon des statuts originaux issus de situations particulières. Citons pour exemple les groupes composés de ceux qui sont originaires d'unions entre Illelan et femmes imghad (Ibelbetiyen), ou les "mélangés" (Iredjanaten ¹⁴), métis de Touaregs et d'arabes, tiwsaten non nobles, mais pouvant cependant porter les armes... Enfin, certaines tiwsaten à la périphérie de l'Adagh, telles que les Kel Essouk, échappaient à cette définition des rôles en se consacrant à la religion, et, rejetant l'épée, devenaient ainsi maraboutiques (Ineslemen), fournissant les maîtres d'écoles coraniques, les guides spirituels et les conseils politiques à la communauté. Mais le statut religieux du lignage politiquement dominant rendait cette différenciation plus ambiguë, et la dénomination Ineslemen pouvait aussi servir chez les Kel Adagh à désigner tout musulman, le religieux enseignant le Coran étant plus souvent désigné par le terme d'alfaqiten.

Des échanges transsahariens limités mais divers

En complément de l'élevage, le système des caravanes permettait, dès la saison froide, de faire des provisions pour l'été dont la durée est imprévisible et pendant lequel il est plus difficile d'effectuer de longues distances. Ces transactions représentaient cependant uniquement un commerce de proximité, voué à l'approvisionnement, et l'organisation des convois était surtout le fait d'individus ou de familles, et rarement de groupes entiers. En effet, les grandes caravanes du sel pratiquées vers Bilma à partir d'Agadès, où qui joignaient la région de Tombouctou et le fleuve Niger aux salines de Taodenni, ne semblent pas à l'époque pratiquées par les Kel Adagh :

"On trouve dans l'Adr'ar' deux sortes de sel : le sel blanc en barre venant de Taodenni et appelé "tisemt" (Il n'y a guère que Baï qui en reçoive par des caravanes Kounta, les Ifor'as n'en achètent pas) et le sel gris "achara" provenant des salines situées à cinq jours à l'est de l'Adr'ar' au nord du pays des louliminden (?). Ce sel gris ne fait pas l'objet de commerce; tous ceux qui en désirent vont le chercher eux-mêmes et le trouvent à fleur de terre. C'est ce sel gris qu'on distribue aux chameaux de l'Adr'ar' plusieurs fois par an, surtout aux époques où il y a de l'herbe fraîche en abondance." ¹⁵

Aussi les Kel Adagh n'organisaient-ils en proportion que des convois de faible importance, composés de dizaines de chameaux plutôt que de milliers, et destinés à importer dans l'Adagh les seuls produits indispensables (riz, mil, dattes) destinés à compléter les productions vivrières, les étoffes et les couvertures (abrogh chez les

¹⁴ Certaines tiwsaten portent cependant aussi cette dénomination, sans pour autant être constituées de métis.

¹⁵ Lt CORTIER, *D'une rive à l'autre du Sahara*, Paris, Larose, 1908 : 353.

Touaregs, ou dokkali arabe), ou encore les produits considérés comme de luxe (tabac, sucre, thé), eux aussi très prisés. En échange étaient proposés des animaux sur pied (moutons, chameaux, parfois ânes), de la viande séchée, du beurre. Ce commerce était très diversifié géographiquement. De part la situation de l'Adagh, il s'orientait dans trois directions, au nord, vers le Touat et le Tidikelt, au sud, vers le fleuve Niger, à l'est, vers le massif de l'Aïr :

"Des oasis du Touat et du Tidikelt ils reçoivent de la guinée bleue ou blanche, du tabac, des dattes en très petite quantité, des verroteries. Ils échangent ces objets contre des moutons ou des chameaux. Au Niger (*le fleuve*) les Ifor'as vont chercher du riz, du mil, quelquefois du fer, du cuivre. Dans l'Aïr ils vont chercher des peaux, des cuirs ouvragés, des selles. Enfin de Ghat et Radamès par l'intermédiaire des Kel-Ahaggar, ils reçoivent quelques objets de luxe, tapis, selles, broderies. Les caravanes des Ifor'as qui vont au Niger (le Niger est connu sous le nom de eg'eriou, la mer) ne sont jamais que de petits groupes de trois ou quatre hommes emmenant avec eux huit ou dix chameaux; elles vont parfois à Bourem, plus souvent à Gogo (ou Gao)." ¹⁶

Ces échanges pouvaient aussi s'effectuer par l'intermédiaire de commerçants arabes qui se rendaient dans l'Adagh et parfois poursuivaient jusqu'au fleuve Niger ¹⁷. Mais dans un sens ou dans l'autre, le commerce n'était pas une activité de grande envergure. A l'époque précoloniale en effet, l'insécurité due aux guerres fréquentes et aux raids de pillage toujours possibles affaiblissait l'activité caravanière et la rendait irrégulière

Une organisation politique interne en mouvement

Si la mobilité évoquée ci-dessus était à la fois une stratégie vitale dans le milieu désertique (recherche de l'eau et des pâturages, défense et résistance aux agressions extérieures), et l'une des causes de l'organisation de la société en strates distinctes, elle

¹⁶ Lt CORTIER, *D'une rive à l'autre du Sahara*, Paris, Larose, 1908 : 349.

¹⁷ Cortier rapporte à cet égard le récit d'un commerçant de Tit, au Hoggar :

"Je partis de Tit (Tidikelt) avec deux chameaux portant sur des bats pour cinq cents francs de marchandises. J'avais de la cotonnade bleue, de la percale blanche, quatre doukkali, du chech blanc, quinze kilos de tabac, pas du gros tabac en feuilles du Touat, mais du petit tabac vert coupé en petits morceaux, vingt ou trente petites glaces, dix ou vingt peignes et une demi charge de dattes pour ma nourriture et pour faire de petits cadeaux. J'étais avec cinq autres commerçants de Tit ayant chacun quelques chameaux. (...) C'était en hiver; d'ailleurs les voyages de commerce se font toujours à cette époque, la seule où il soit possible de faire traverser aux moutons le Tanezrouft. En deux mois, j'eus écoulé toutes mes marchandises. Quelquefois il faut plus de temps pour vendre sa pacotille; et si l'on se laisse surprendre par l'été avant d'avoir tout échanger, on se trouve obligé de passer toute la saison dans l'Adrar' faute de pouvoir faire passer les moutons au nord. Si donc on tient à revenir rapidement, on vend tout au comptant; ce n'est qu'en cas de long séjour qu'on peut vendre à crédit. Le prix des ventes au comptant ou à crédit est d'ailleurs le même chez les Ifor'as, tandis que chez les Kel-Ahaggar ce dernier prix est accru du tiers ou du quart. Pour revenir au Tidikelt avec mes moutons ou mes esclaves, je m'entendis avec d'autres commerçants et quelques Touareg; nous formâmes une petite caravane de cinq ou six méharistes, car il ne serait pas prudent de voyager entièrement seul." Lt CORTIER, *D'une rive à l'autre du Sahara*, Paris, Larose, 1908 : 350-351.

était aussi un facteur régulateur d'une pensée politique. Ce mode de vie, adapté aux contraintes du milieu, a façonné la mentalité des hommes et toutes les références du monde touareg s'y trouvent liées. Ainsi, les déplacements, loin d'être une simple errance, constituaient une stratégie de gestion temporelle et sociale de l'espace, et contribuaient à agencer les tiwsaten entre elles. Chaque groupe (tawset ou famille élargie) transhumait sur une aire de parcours qui lui était tacitement reconnue et qu'il appelait son *akal* (sa terre, sa région, son pays). L'appartenance à une région donnée était, également, un moyen d'identification des individus : ceux qui abreuvent sur tel puits, ceux qui transhument dans tel oued... Les tiwsaten se définissaient ainsi fréquemment en raison de leurs habitudes spatiales, et certains pouvaient se dire Kel Taghlit (ceux de Taghlit, qui nomadisaient dans la région de l'oued Taghlit), pendant que d'autres se définissaient comme Kel Ouzzeyn (ceux de l'oued Ouzzeyn). Cette occupation du territoire n'était pas figée et n'excluait pas, surtout, l'interpénétration des groupes. Certains occupaient en permanence la zone et d'autres en profitaient seulement à des moments précis. Par ailleurs, en fonction des luttes d'influence, des volontés d'autonomie, des différences de statut, mais aussi des difficultés climatiques, ces localisations humaines ont pu varier, par lent glissement ou rupture brutale. L'histoire même du peuplement de l'Adagh est faite de ces mutations, de ces avancées et de ces reculs. La carte mouvante des occupations humaines à l'aube de la colonisation, de la répartition des groupes dans l'espace, y trouve son origine.

Le peuplement mouvementé de l'Adagh : conflits, vagues successives, métissages

Le propos de ce travail n'est pas l'étude de l'origine des Touaregs en général ni celle des Kel Adagh en particulier, mais il paraît utile, à ce stade, d'en éclaircir quelques uns des traits afin de mieux comprendre le passé le plus ancien de ce peuplement. L'installation des Touaregs dans la région ne s'est faite ni rapidement, ni facilement. Il est toujours possible à l'heure actuelle d'observer des statuts différents, des revendications d'ancienneté de certains par rapport aux autres, qui impliquent l'existence de vagues successives de peuplement. La répartition des tiwsaten dans l'Adagh, leur positions respectives dans la hiérarchie sociale en découlent manifestement. Rappelons néanmoins que ces points d'histoire sont toujours très controversés, et nécessiteraient de longues années de recherche sur ces seuls sujets sans préjuger d'un éventuel résultat. Aussi voudrais-je simplement présenter ici les différentes thèses en présence.

Il a été dit beaucoup de choses sur l'origine du peuple touareg. Passons rapidement

sur les écrits du commandant Cauvet ¹⁸, qui trouve l'origine de la ville d'Es Souk (dont on peut voir encore les ruines à quelques dizaines de kilomètres de Kidal) au Tibet, celle des Ifoghas en Iran, et retrace le cheminement des Touaregs à travers l'Afrique par la morphologie brachycéphale de certaines populations des lacs Rodolphe et Victoria... Puis se ravisant, fait des Kel Adagh des Celtes :

"Les derniers venus (en Adrar) étaient des Celtes car la javeline en fer adoptée et conservée pendant longtemps par les Touareg n'a été fabriquée et employée que par les Celtes d'Ibérie. C'est un témoignage irrécusable"...

Passons aussi sur les théories coloniales qui font des Touaregs les derniers descendants de chevaliers croisés égarés au désert, dont le voile de tête rappellerait le souvenir du heaume médiéval, et les croix des selles, des épées et des décorations garderaient la mémoire d'un ancien christianisme abâtardi... Passons encore sur l'ascendance Garamante, maintes fois supposée. Mais, ainsi que le disait ironiquement René Pottier, "comme nous avons été obligé d'avouer notre ignorance au sujet de l'origine des Garamantes, la difficulté est reculée, elle n'est pas vaincue" ¹⁹. Le Père de Foucauld en faisait des Chamites, et a défini leurs caractéristiques en ces termes :

"Ce sont assurément des Chamites; leur langue l'indique clairement. Leur physionomie est, lorsque le type est pur, celle des anciens Égyptiens : très blancs, élancés, le visage long, traits réguliers, grands yeux, front un peu fuyant, bras et jambes un peu longs, un peu grêles : les Égyptiens des anciennes sculptures." ²⁰

Toutefois cette description est surtout celle des gens de l'Ahaggar. En réalité, la taille des individus est elle-même, par exemple, très variable d'une région touarègue à une autre. Faisons justice de ces tentatives anthropométriques qui, bien que nombreuses ²¹,

¹⁸ CAUVET, "Les Touareg Iforas", *BSG Alger/Afrique du Nord*, 135, 3e trim. 1933 : 495-542.

¹⁹ POTTIER (R.), *Histoire du Sahara*, Niles Ed. Latines, 1947 : 43.

²⁰ Cité par le R.P. Gorrée, textes du P. de Foucauld, in *Sur les traces de Charles de Foucauld*, Ed. de la plus grande France, Lyon, 1936, 272 p.

²¹ Citons, entre autres :

ATGIER Dr, "Les Maures d'Afrique", *Bull. et Mem. Soc. Anthropol.*, Paris, 1903.

ATGIER dr, "Les Touareg à Paris", *Bull. Soc. Anthropologie*, 10, 1909 : 222-243

BONNAFONT dr, "Notice sur les trois chefs Touareg qui sont venus à Paris", *Bull. Soc. Anthropologie*, 4, 1863 : 104-117.

CHANTRE E., "Observations anthropométriques sur quinze nomades sahariens, Chaamba et Touareg", *Bull. Soc. Anthropol. Lyon*, 1910, : 34-40.

CHAVENTRE André, *Évolution anthropo-biologique d'une population touarègue : les Kel Kummer et leurs apparentés*, Paris, PUF, 1983, 334 p

GAUTIER E.F., "Études d'ethnographie saharienne", *L'Anthropologie*, 18, 1907, : 37-68 et 315-332.

LEBLANC Dr E., *Aperçu anthropologique et ethnographique sur les populations du Sahara occidental*, Alger, Imp. de Imbert, 1924, 20 p.

LEBLANC Dr E., "Les Touareg, ethnographie physique et anthropologique", *Rev. Anthropologie*, 39, n° 1-3 (janvier-mars), 1929.

LHOTE Henri, "Contribution à l'anthropologie somatique des Touareg", *Rev. Anthropologie*, 48, 1938 : 284-306.

ont été bien entendu tout à fait vaines.

Disons simplement que depuis le début du siècle, il est admis que les Touaregs font partie du groupe berbère. Car le seul fait indéniable est qu'ils sont berbérophones, et que leur langue appartient au même groupe linguistique que les Kabyles, les Chleuhs et autres groupes berbères. Les travaux d'Aymard²², du Père de Foucauld et de Basset²³, de Cid Kaoui²⁴, Freeman²⁵, Hanoteau²⁶, Masqueray²⁷, entre autres, l'ont magistralement démontré. Les Touaregs eux-mêmes mettent nettement en avant cette affirmation de leur identité :

"L'élément fondamental de notre identité est le tamajaq. Notre langue, axe central de la société, est ce que nous avons de plus cher à sauvegarder. Nous pouvons tout perdre, si nous gardons le tamajaq, nous gardons toute notre différence, car rien ne diffère plus un peuple d'un autre que sa langue"²⁸

Si les Touaregs sont des berbères, quand sont-ils arrivés au Sahara ? Selon le père de Foucauld, ils se sont réfugiés au fond du désert, au moment des invasions arabes²⁹. Cette théorie est plausible, bien qu'on n'en ait pas de preuve. Elle est toujours d'actualité. E. Bernus l'affirmait ainsi récemment :

"Les communautés linguistiques du Maghreb ont résisté en trouvant refuge dans les massifs montagneux ou des oasis isolés. (...) L'ensemble touareg s'est constitué par l'arrivée du Maghreb et en particulier de Cyrénaïque, de groupes chassés par les invasions arabes, qui repoussèrent, recouvrirent et souvent assimilèrent les populations autochtones. Par vagues successives se chassant les unes les autres, des groupes touaregs s'avancèrent vers le sud en faisant étape dans les montagnes sahariennes de l'Ahaggar, de l'Aïr et de l'Adrar des Ifoghas, avant leur pénétration dans les plaines méridionales cultivées et densément peuplées. Ils conquièrent par la force de nombreuses populations paysannes qu'ils assimilèrent rapidement en

ZELTNER (F. de), "A propos des Touareg du Sud", *Rev. Anthropologique*, 25, mai, 1915 : 171-173.

²² AYMARD (Cpt A.)

- "Langue tamacheq", *Bull. Com. Af. Fr., Rens. Col.*, 21, 1911 : 200-205.

- *Les Touareg*, Paris, Hachette, 1911, 238 p.

²³ FOUCAULD (C. de)/BASSET (publication)

- *Notes pour servir à un essai de grammaire Touareg*, Alger, Carbonnel, 1918-1920, 169 p.

- *Dictionnaire abrégé Touareg-Français des noms propres*, Alger, Carbonnel, 1918-1920 (rééd. Paris. Larose. 1940), 652 et 791 p.

²⁴ CID KAOUÏ (J.)

- *Dictionnaire Français-Tamacheq*, Alger, Jourdan, 1894, 894 p.

- *Dictionnaire pratique Tamâheq-Français*, Alger, Jourdan, 1900, 441 p.

²⁵ FREEMAN (K.), *A grammatical sketch of the Temahug or the Touareg language*, Londres, 1862, 47 p.

²⁶ HANOTEAU (A.), *Essai de grammaire de langue Tamacheq*, réédition POF 1976, 229 p. Paris, Imp. Impériale, 1860 (rééd. Paris. Jourdan. 1866/ Alger. Jourdan. 1896), 299 p.

²⁷ MASQUERAY (E.)

- *Dictionnaire Français-Touareg. Dialecte des Taïtoq*, Paris, Leroux, 1893, 362 p.

- *Observations grammaticales sur la grammaire Touareg, Textes de la Tamahaq des Taïtoq*, Paris, Leroux, 1897, 272 p.

²⁸ Fragment d'un tract touareg de 1990, cité par ABROUS (D.), "Le prix de la survie ou le deuil d'un passé", in *Touaregs, exil et résistance, R.E.M.M.*, 57, 1990/3 : 171.

²⁹ R.P. Gorrée, *Sur les traces de Charles de Foucauld, textes du P. de Foucauld*, Ed. de la plus grande France, Lyon, 1936, 272 p. (POTTIER (R.), *Histoire du Sahara*, Nlles Ed. Latines, 1947 : 44.)

leur faisant perdre leur culture, leur langage et bientôt le souvenir même de leur origine”³⁰

Il apparaît en effet que les Berbères du nord ne sont pas les seuls ascendants des populations touarègues actuelles. Mais les migrations successives, les vagues de peuplement, les métissages de populations, sur lesquels on ne dispose quasiment d’aucune source, ne permettent pas d’identifier sûrement les origines de chaque groupe humain. En fait, s’il est vraisemblable que le peuplement berbère du Sahara ait pu précéder les invasions arabes et musulmanes en Afrique du Nord, ces dernières ont certainement accéléré le mouvement, en suscitant par réaction de nouvelles vagues de migrations vers les zones désertiques. Les données dont on peut disposer pour certaines régions montrent ainsi l’existence de populations berbères se recouvrant les unes les autres. Dans l’Adagh par exemple, certaines tiwsaten se considèrent, et sont d’ailleurs aussi considérées par leurs voisines, comme plus anciennement établies que d’autres dans le pays. Le peuplement touareg au Sahara, quoi qu’il en soit, est bien établi pour la période médiévale. Les géographes et historiens arabes mentionnent en effet leur présence. Ainsi d’Abou Obeyd Al Bekri, dans son “*Livre des Itinéraires et des Royaumes*”, d’Ibn Battuta, dans son “*Voyage au pays des Noirs*”, d’Ibn Khaldun surtout, dans son “*Histoire des Berbères*”, qui décrit les “porteurs de voile” (Al-Moûlathimine). Plus tardivement, les Touaregs sont évoqués dans les *Tarîkh* d’auteurs africains écrits en arabe : “*Tarîkh el Fettash*” de Mahmud Kaati, “*Tarîkh as-Sûdân*”, d’Abd al-Rahmân al-Sa’di.

S’il est difficile de connaître les circonstances exactes du peuplement touareg en général, il est aussi malaisé d’énoncer des certitudes à propos de celles de l’Adagh en particulier. Comme le notait déjà Cortier en 1908, aucun “*Tarîkh*” présentant l’histoire ancienne de l’Adrar n’a encore été retrouvé. Les sources disponibles proviennent essentiellement des traditions orales et des écrivains arabes. Mais elles sont parfois contradictoires, souvent peu précises, et relèvent la plupart du temps des mythes d’origine.

Certains auteurs datent la présence des Ifoghas dans l’Adagh et dans la vallée du Tilemsi de la plus haute antiquité, sa basant sur les écrits de Ptolémée :

“La présence des *Ifoghas* au Sud du vingtième parallèle est signalée au II^e siècle de notre ère par Ptolémée, qui place les *Pharusiens* (*Ifoghas*) approximativement dans le Nord de l’Adrar, plus certainement dans le Tilemsi. D’autre part, les *Ifoghas de l’Adrar* affirment avoir fondé, avec leurs cousins du nord, la ville de Tademekka, dont les ruines, connues de nos jours sous le nom d’Es Souk, se situent bien sur leur territoire.”³¹

³⁰ BERNUS (E.), *Les Touaregs, pasteurs et guerriers des sables*, Paris, Berger-Levrault, 1984 : 14.

³¹ CHABROLLES (M.), *Les hommes du voile*, Paris, Cistre-Essais, 1990 : 172.

Cependant, la démonstration est faible et peu convaincante... On ne connaît pas en réalité l'origine de cette ville d'Es Souk, qui pourrait tout aussi bien avoir été fondée par des populations arabes ou négro-africaines d'origine Songhay, dont les descendants peuplent actuellement les régions au sud de l'Adagh, autour de Gao et le long du fleuve Niger. Cortier affirme quant à lui la primauté du peuplement Songhay dans l'Adagh, à la lumière des entretiens qu'il a eu en 1908 avec Sidi Mehammed ould Sidi Haïb Allah, célèbre marabout Kounta ³² de l'époque :

"Ce furent les Sonraï qui les premiers colonisèrent l'Adr'ar'. Ils y fondèrent des villes nombreuses : Es-Souk, Kidal, Telohest, Zeladar, Chouchou, In-Tebdoq, Ir'acher, Tessalit, Guensis, Gounhan. A cette époque l'influence des Sonraï s'étendait par tout le désert jusqu'au Touat, à l'Aïr, dans le Trarza, dans l'Iguidi au Nord-Ouest de Taodenni, à Oualata." ³³

Les traditions divergent encore quant à l'élimination des Songhay de l'Adagh, et donc de la ville d'Es Souk, s'ils en ont bien été les fondateurs. Pour les uns, la décadence de l'empire Songhay et du pouvoir de ses dirigeants, les Askya, sous les coups notamment du corps expéditionnaire marocain commandé par Djouder, qui aboutit à la défaite de Tondibi, en 1591, aurait laissé le champ libre aux Touaregs. Il leur aurait été ainsi permis de s'organiser de façon autonome, autour d'un certain Alad ou Alat, qui prit l'initiative de rassembler les groupes épars de l'Adagh sous son autorité. C'est l'hypothèse présentée par le Dr. Richer, qui fait de l'arrivée des Marocains sur le Niger et de leur installation dans la région de Tombouctou le début d'une longue déchéance des Songhay, qui les mena jusqu'à l'occupation française. C'est alors que les populations berbères jusque là dominées se seraient selon lui émancipées et auraient commencé à former des groupes puissant tels que les Iwlliminden et les Tademekket. A partir de cette hypothèse, le Dr. Richer tente une description des Touaregs de l'Adagh à la fin du XVII^e siècle, et met en avant l'action de l'amenokal Alad, au règne brillant. Sa succession difficile aurait donné naissance au groupe Iwlliminden, par l'émergence d'une personnalité nouvelle, Mohamed Ouan Ara, remarquable par "son courage et sa bravoure" :

"Ce personnage était étranger : l'unanimité des traditions à ce sujet est tout à fait remarquable. D'où venait-il ? De chez les Oulad Delim, région de l'Iguidi (Barth) ? de l'Adrar mauritanien, de chez les Meghafra, branche des Trarzas (tradition recueillie par Théveniaut) ? de chez les Braknas (traditions Kountas) ? Était-ce un Berbère ? Il n'est point impossible que ç'ait été un Arabe : plusieurs traditions, à ce sujet, font allusion au fait que la coutume arabe vint avec lui, pour la première fois, s'opposer à la coutume berbère dans le régime de succession à l'amenokal; et en effet, chez les Oulliminden d'aujourd'hui, le droit au titre d'amenokal se transmet dans la lignée paternelle, alors que chez les Touaregs du Nord la lignée maternelle a conservé la prépondérance.

Quoiqu'il en soit, cet étranger, que l'histoire ou la légende appellent Mohamed Ouan Ara, entra par mariage dans la famille de l'aménokal des Tadmekket : Alad lui donna en

³² Population nomade arabo-berbère (Cf. Glossaire)

³³ Lt CORTIER, *D'une rive à l'autre du Sahara*, Paris, Larose, 1908 : 380.

mariage, sa fille disent les uns, sa soeur disent les autres.

A la mort d'Alad, les fils de Mohamed Ouan Ara revendiquèrent leurs droits au tobol. Cette prétention ne réunit point tous les suffrages : les adversaires, à plus ou moins bon droit, reprochaient aux fils d'Ouan Ara leur qualité d'étranger; par mépris, ils les appelèrent "Our-Ilmet" : "les hors-venus, les étrangers, ceux qu'on ne comprend pas".³⁴

La tradition rapportée par Richer décrit les luttes entre les deux groupes rivaux, les Tademekket et les Iwlliminden. Ces derniers l'emportant, les Tademekket quittèrent alors l'Adagh, vers le milieu du XVII^e siècle, pour aller s'établir sur le fleuve vers Tombouctou. Mais, à la fin du même siècle, les Iwlliminden quittent aussi la région, attirés certainement par les facilités qu'offrent les rives du fleuve Niger. Ainsi, bien qu'encore sous leur influence, le reste des groupes touaregs de l'Adagh resta seul sur le terrain. On verra par la suite leurs efforts pour se débarrasser des tutelles subsistantes.

D'autres traditions, relevées par Cortier au début du siècle, donnent à l'invasion de tribus berbères le rôle de première impulsion au départ des Songhay de l'Adagh, avant d'y faire intervenir l'invasion marocaine :

"Les Sonraï furent chassés de l'Adr'ar' par l'invasion de trois tribus berbères, les Iketaouen, les Imeddren, les Zouaden, ces derniers originaires du Fezzan. Elles occupèrent Es-Souk, mais la prospérité de la ville s'était arrêtée avec le départ des Sonraï.

Ce fut alors qu'arrivèrent les Souhaba, une tribu arabe et musulmane, originaire de Ardeschan (?) dans le Maroc. Les Souhaba avaient pour chef Rokbatoul Moustejab³⁵. Le chef des Touareg Imeddren était Koseilata. — Es-Souk ayant été prise par les Souhaba, Koseilata fut mis en prison; il y resta deux ans, jusqu'au jour où il poignarda Rokbatoul-Moustejab; Koseilata fut massacré de suite. Par la suite, les Souhaba ayant converti l'Adr'ar' à l'islamisme, laissèrent les Touareg musulmans sous les ordres de quelques-uns des leurs et continuèrent leur marche vers l'Ouest, dans la direction de Oualata.

Ce fut pour l'Adr'ar' une période de prospérité nouvelle; elle dura peu, car l'Adr'ar' fut envahi à nouveau par Chennali, chef des Sonraï. Ce dernier prit Es-Souk qui demeurait habitée; il fit massacrer tous les habitants et toutes les femmes enceintes. Quelques femmes touareg dont la grossesse était encore invisible subsistèrent cependant et c'est d'elles que sont originaires les Kel-Essouk actuels. Pour la seconde fois les Sonraï étaient maîtres de l'Adr'ar'. L'invasion marocaine du pacha Djouder brisa leur puissance. Les Sonraï revinrent au fleuve, et sous les ordres de marocains envoyés par Djouder, Es-Souk se repeupla des Kel-Essouk." ³⁶

Hormis cette différence, ces traditions rejoignent ensuite globalement celles de Richer. Elles rapportent ainsi l'arrivée, dans la première moitié du XVII^e siècle, lorsque l'Adagh, après de nombreux combats, n'était plus occupé que par des Imeddghen et des Tademekket, d'un Maure des Oulad Embarek, originaire de la région de Oualata, du nom de Mehemed. Il aurait été surnommé par les Touaregs "Our ilemmed", c'est à dire "je ne connais pas votre nom". Prenant le parti des Tademekket, et les aidant dans un combat victorieux, il se voit offrir en mariage la soeur du chef, Elad. Il est curieux de constater qu'Alad, ou Elad, est ainsi devenu dans ce récit une femme, par laquelle passent les droits successoraux. Cette divergence traduit bien les évolutions des systèmes lignagers,

³⁴ A. RICHER, *Les Oulliminden*, Paris, Larose, 1924 : 72-73.

³⁵ D'après un renseignement d'Amida chef de Tabango, Rokbatoul Moustejab serait le nom méridional de Sidi-Ogba.

³⁶ Lt CORTIER, *D'une rive à l'autre du Sahara*, Paris, Larose, 1908 : 380.

devenus patrilinéaires chez les Iwlliminden, et restés matrilineaires chez d'autres groupements touaregs. Le conflit de ces deux coutumes est perceptible dans la tradition rapportée au moment où, le chef des Tademekket décédé, il fallut choisir son successeur.

"Quand mourut le chef des Tademekket, Elad selon la coutume des Touareg revendiqua ses droits au "tobol" et le fils aîné de "our ilemmed" fut désigné comme chef.

Ce dernier étant mort à son tour, un conflit s'éleva entre les Touareg et les deux fils restant de Our ilemmed. Les Touareg voulaient que le trône passât au fils de la sœur d'Elad; les fils d' "Our ilemmed" dirent : "non; nous voulons, selon la coutume des Arabes, que ce soient les fils qui succèdent au père". Ce dernier avis ne prévalut pas, et les deux fils de "Our ilemmed" furent chassés; ils s'installèrent à Tessalit." ³⁷

L'un de ces deux fils, Karidenna, joua le rôle de fédérateur, regroupant des Kel Ahaggar, et fait intéressant, des Ifoghas, qui selon cette tradition, venaient d'arriver de l'Aïr sous les ordres de leur chef Reiak. Après de nombreux combats, Karidenna élimina de l'Adagh les Tademekket, qui se réfugièrent dans la région de Tombouctou. Et le récit de préciser :

"Les descendants de Karidenna, appelés dès lors les Ioulliminden (ce mot viendrait de I oul lemmeden, les fils de ilemmed) demeurèrent dans l'Adr'ar ainsi que les Ifor'as descendants de Reiak.

Vers l'époque de l'arrivée des Français au Niger, les Ioulliminden ayant découvert au Sud de l'Adr'ar de vastes pays plus fertiles allèrent les occuper, et les Ifor'as étant demeurés, furent les maîtres du pays. Toutefois il y a bien à remarquer que l'Adr'ar est pays des Ioulliminden et non des Ifor'as, moins nobles." ³⁸

A cette époque les gens de l'Adagh restent donc seuls en lice dans le pays. Peut-on alors déjà parler d'Ifoghas ? D'autres traditions se raccrochent à celles précédemment mentionnées, tendant parfois à faire venir les Ifoghas de l'Aïr, mais leur donnant aussi une origine chérifienne directe. On a vu plus haut mention faite par Sidi Mehammed ould Sidi Haïb Allah de l'origine orientale des Ifoghas qui venaient d'arriver de l'Aïr sous les ordres de leur chef Reiak. L'informateur de Cortier revient ensuite sur ce point :

"Les Ifor'as de l'Adr'ar sont formés des Ifor'as descendants des compagnons de Reiak, auxquels se seraient agglomérés les descendants d'un arabe, Hamza, se disant chérif et originaire du Tafilalet. Hamza est père des Kel-Afella et Mokhammed Ferzou, futur amenokal des Ifor'as et futur chef des Kel-Afella est fils de Hammahi ould Omara ould Deffe ould Hamza." ³⁹

Cortier rapporte aussi les dires de Hammadi, chef des Kounta, allant dans le même sens :

"Les Ifor'as sont des Idemkioun venus sur ce territoire à l'époque de Ouan-el-Mir. Ils provenaient de l'Aïr où leurs frères sont actuellement et portent leur nom. Les dérivés sont les Kel-Agarous, Tarat-Mellet, Kel-Ouzzeïn, Kel-Tarlit, Kel-Afella, Ifergoumessen. Les Kel-Tarlit sont d'origine arabe; on les appelle Ahl-Baba-Mohammed. Le père de la fraction est venu de El-Maïzer; on prétend qu'il était Berbère. Quant aux Kel-Afella et aux Ifergoumessen, leur père était un chérif du Tafilalet qui épousa une femme des Ifor'as, de laquelle il eut deux enfants. Or, dans la coutume des Touareg, ce sont les enfants de la femme qui héritent de leurs oncles

³⁷ Lt CORTIER, *D'une rive à l'autre du Sahara*, Paris, Larose, 1908 : 381.

³⁸ Lt CORTIER, *ibid.*

³⁹ Lt CORTIER, *ibid.*

maternels. Par suite de cette règle, le sultanat Ifor'as passa aux Kel-Afella et à ceux qui se rattachent à leur groupe, les Kel-Tenïour. Ceux-ci se disent Ifor'as par leurs mères." ⁴⁰

Que ce soit par Hamza, ou par un incertain "chérif du Tafilalet", les traditions se rejoignent pour donner à la famille dont est issu l'amenokal une ascendance chérifienne. Ces dires issus d'informateurs Kounta appuient celles que rapportent les Touaregs eux-mêmes, même si les chronologies ne coïncident pas toujours. Eghleze ag Foni date ainsi l'arrivée du prestigieux ancêtre du XII^e siècle "de notre ère". Ne précisant pas, il peut aussi s'agir de l'ère hégirienne, ce qui daterait cet événement de la fin du XVII^e ou du début du XVIII^e s. :

"Vers le 12^e s. de notre ère, après l'islamisation de l'Afrique saharienne et septentrionale, arriva dans l'Adrar, venu du Maghreb, un éminent marabout d'origine "chérifienne". Il s'appelait Mohamed El Moctar Aïtta. Il prit femme parmi les habitants du pays, les Kel-Tallabit; et ce fut le départ de la dynastie des Ifoghas "Cherif", qui sera au sommet du pouvoir traditionnel jusqu'à nos jours." ⁴¹

La date avancée correspondrait à celle relevée en 1942 par le lieutenant Reeb, auteur d'une monographie de Kidal, rapportant à peu près cette tradition dans les mêmes termes :

"La famille amenokale n'est pas spécifiquement touarègue. Il y a 3 siècles environ un chérif (arabe) nommé Mohammed El Mokhtar Eïta habitant le Tafilalet, au retour d'un voyage à la Mecque s'arrêta dans le pays, épousa une Kel Tadmekket et fit souche. C'est de lui en ligne directe que descend l'Amenokal actuel Attaher ag Illi. Ce nom de la famille amenokale, Kel Effelè (les gens du Nord) rappelle cette origine. Celle-ci donne un caractère très particulier à la confédération des Iforas parmi les autres confédérations touarègues. Petits enfants d'Alis Bes El Motalib, époux de Fatimata, la fille chérie du Prophète, cette filiation qui leur est reconnue par tous et en particulier par les pointilleux marabouts Kounta, leur confère un caractère religieux très prononcé. Ces Iforas sont très pieux très pratiquants et très respectueux de toutes les règles de la liturgie musulmane. Toutefois par l'influence même de ces marabouts Kounta, ils ont pris de l'Islam ce côté assez tolérant et bon enfant qui est le propre de la secte quadria." ⁴²

Enfin, citons la même tradition rapportée par Cheikh ag Baye de façon plus précise :

"La tradition orale mentionne l'arrivée dans l'Adrar de ce pieux personnage originaire du Tafilalet (Maroc). D'origine chérifienne, il quitte le Tafilalet après s'être brouillé avec sa famille. Il passe d'abord à Tabelbelt (Tabelbala) puis s'installe dans l'Adrar. Cet événement aurait eu lieu à la fin du X^e siècle; donc à une époque où les Iwllemeden n'avaient pas encore quitté l'Adrar. Aïtta aurait trouvé dans l'Adrar, en plus des Iwllemeden, les tribus nobles des Idnan et des Tarat Mellet, ainsi que plusieurs groupes d'Imrad. Le prestige que lui confère son statut de chérif, ajouté à son charisme personnel, font que les Imochar l'acceptent parmi eux et lui donnent des femmes. Les descendants d'Aïtta continuèrent de prendre femme parmi ces tribus nobles, jusqu'à ce qu'ils constituent à leur tour un groupe important - les Iforas - qui ne tarda pas à s'imposer à la tête des Kel Adrar.

Mais il y a une controverse sur l'étendue réelle du pouvoir détenu par les descendants d'Aïtta. Certains, en effet, affirment que leur pouvoir (...) s'étendait à l'ensemble des Kel Adrar; d'autres le limitent au groupe des Iforas et de leurs tributaires. Pour ceux-ci, les deux autres

⁴⁰ Lt CORTIER, *D'une rive à l'autre du Sahara*, Paris, Larose, 1908 : 391.

⁴¹ EGHLEZE AG FONI, *L'impact socio-économique de la sécheresse dans le cercle de Kidal*, Brème, Borda, 1978-79 : 53.

⁴² ID 44 - Fonds ancien Bamako. Monographie de Kidal 1942 - (lieutenant Reeb).

groupes nobles (Idnan et Tarat Mellet) auraient continué de jouer un rôle politique en désignant en leur sein des imenokalen." ⁴³

Cette dernière tradition est éclairante à plus d'un titre. Elle montre l'émergence des Kel Afella, vers la fin de la présence Iwlliminden, mais surtout la préexistence de groupes nobles (Idnan, Taghat Mellet), qui seraient en fait, comme suggéré plus haut, descendants de groupes berbères arrivés dans l'Adagh antérieurement aux autres. Un témoignage appuie cette théorie :

"Les Idnan se sentent Kel Adagh. C'est une tribu à cheval entre les différentes tribus. Ils ont des rapports avec presque tous les Touaregs. Ils se marient dans tous les milieux et donnent leur femme à tous. Ils acceptent toute personne qui se présente, et lui font sentir qu'elle est l'une d'entre d'eux. Ce sont des gens très accueillants. Il y a ainsi deux tribus qui ont toujours favorisé les rapports entre tous les Touaregs : les Idnan et les Taghat-Mellet.

Ce sont les tribus mères des gens de l'Adrar, surtout les Taghat-Mellet. Ces derniers étaient certainement les premiers dans l'Adrar car ce sont les seuls à ne pas se dire venir d'autre part. Même chez les Idnan certains se vantent d'avoir d'autres origines. Mais les Taghat-Mellet sont conscients d'être issus du pays, et d'avoir été là avant tous les autres. C'est aussi le cas des Irreganaten, et de certains autres encore." ⁴⁴

De tout ce qui précède, que pouvons nous tirer ? Peu de certitudes en réalité, mais la perception globale d'un vaste mouvement de peuplement. Les Touaregs de l'Adagh sont issus de populations diverses, en majorité venues d'Afrique du nord, et d'origine berbère, en plusieurs vagues successives, dont certaines ont largement précédé les invasions arabes. Elles se sont mélangées à des populations tant berbères qu'arabes, arrivées postérieurement en petit nombre, et certainement aussi à de vieilles souches Songhay préexistantes dans le pays, qu'elles ont éliminées ou intégrées. Dans le vaste mouvement de descente vers le sud qu'ont connues ces populations nomades, et qui était toujours perceptible à l'arrivée des Français, l'Adagh a manifestement joué le rôle de relais. Des groupements importants en sont issus, qui, partis s'installer sur les rives du fleuve Niger, ont formé les ensembles Iwlliminden et Tademekket. Sont restés dans le pays les Kel Adagh proprement dits, dont les familles dominantes, Ifoghas ou plus précisément Kel Afella, d'origine certainement exogène, ont peu à peu pris de l'importance, sans retirer toutefois leur statut aux familles plus anciennes, telles que celles des Idnan ou des Taghat Mellet par exemple, qui conservèrent une autonomie particulière...

L'organisation socio-politique de l'Adagh qui en résulte est complexe. Différents statuts de noblesse existaient au XIX^e siècle, engendrant des rapports subtils de domination ou d'autonomie. Cette situation met en évidence l'extrême souplesse des

⁴³ Cheikh Ag Bay/Rachid Bellil, "Une société touareg en crise : les Kel Adrar du Mali", *Awal*, 2, 1986 : 56-57.

⁴⁴ "Le témoignage d'Ammera ag Acheriff", propos recueillis par P. Boilley, in BERNUS (E.) / BOILLEY (P.) / CLAUZEL (J.) / TRIAUD (J.-L.), *Nomades et commandants*, Paris, Karthala, 1993 : 207-208

rapports sociaux, la mobilité des rapports politiques entre les différents lignages qui existaient peu avant l'arrivée des Français. Aussi le tableau des tiwsaten qui va être présenté maintenant ne peut-il être au mieux qu'un instantané de ces réalités.

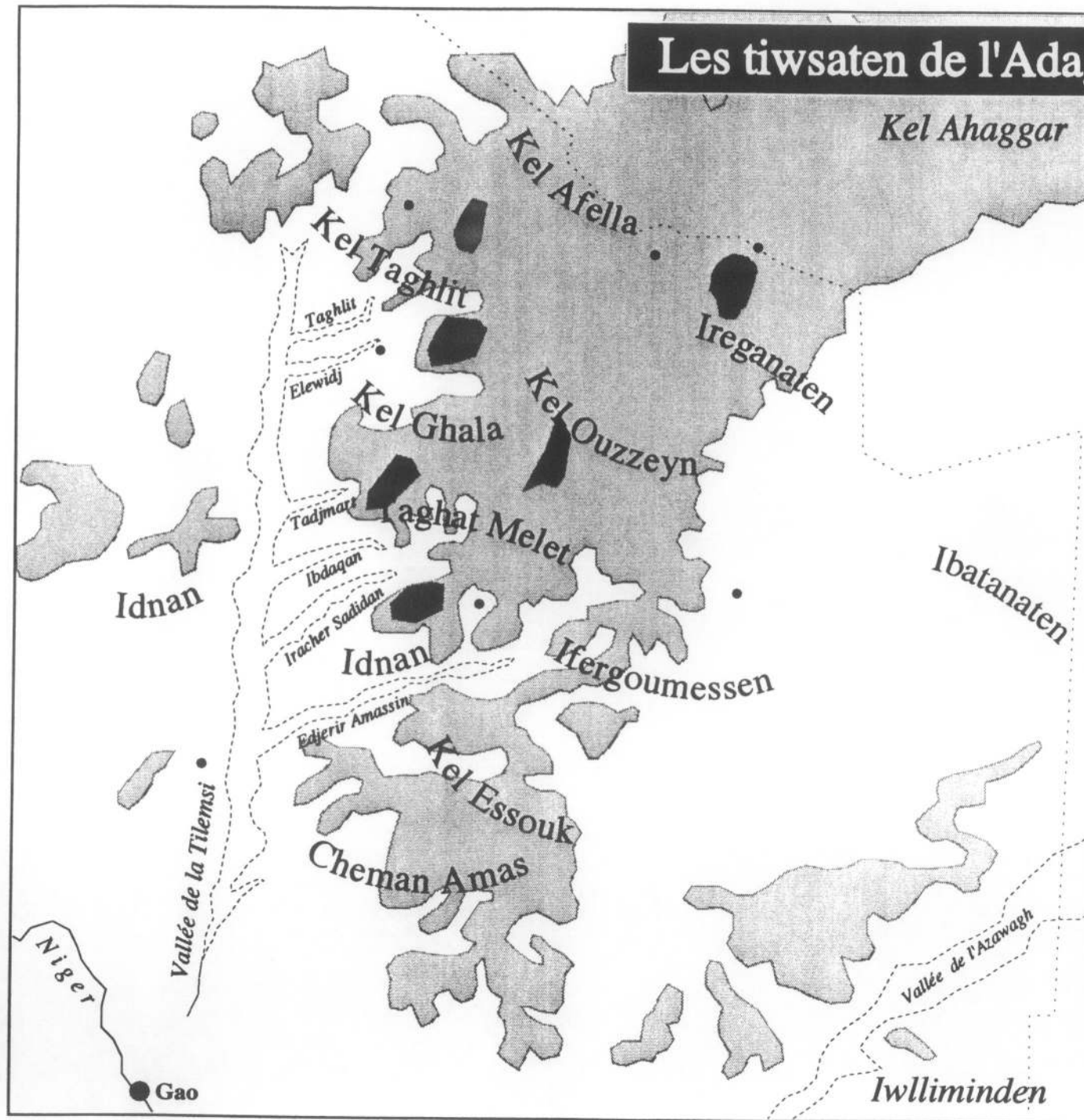
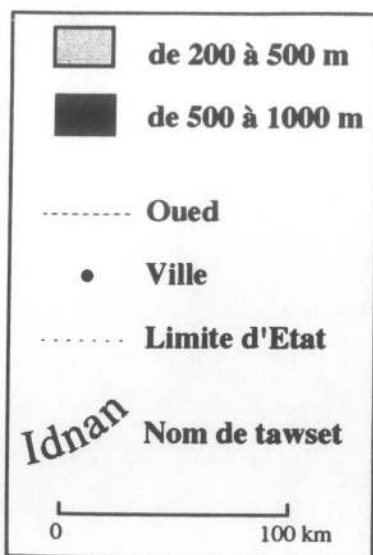
Des tiwsaten mouvantes

Les Kel Adagh se divisaient à la veille de la présence française en plusieurs grands lignages. Rappelons que l'on ne dispose pour tenter leur description que de deux types de sources : les témoignages de touaregs contemporains, et les archives coloniales. Les premiers sont brouillés par les évolutions ultérieures et introduisent souvent dans les situations passées des réalités actuelles. Ils ne décrivent donc pas nécessairement ce qui existait à la fin du siècle dernier. Quant aux témoignages écrits par des Français à partir des premiers contacts pris au début du siècle, leurs affirmations diffèrent tellement d'un rapport à l'autre qu'il faut admettre que leurs auteurs avaient manifestement bien du mal à s'y reconnaître dans des groupes sociaux particulièrement complexes et mouvants. De plus le souci premier était apparemment, plus que de comprendre la réalité des choses, d'en savoir suffisamment pour aussitôt rationaliser l'organisation sociale. Le schéma tribal mis en place par l'administration coloniale a ainsi contribué à simplifier, mais aussi à figer les traits de la société touarègue de l'Adagh, sommée de se conformer au modèle établi. Enfin, les stratégies touarègues elles-mêmes, notamment celles du lignage dominant, au contact des situations nouvelles créées par la pénétration française, ont aussi fait évoluer les statuts des uns et des autres à grande vitesse. Aussi est-il nécessaire de préciser que l'organisation socio-politique présentée ici a surtout valeur d'hypothèse. Elle est schématisable de la façon suivante (cf. Carte des tiwsaten de l'Adagh, et Schéma de l'organisation sociale) :

* Les Kel Afella (ceux du Nord), nomadisaient dans la région de Tessalit et le Nord de l'Adagh : c'est de cette tawset qu'était issu (et l'est toujours actuellement), l'amenokal des Kel Adagh. Cette appellation réunit aussi les groupes Iriyaken, Imezzekaren, Telindjest, Iwinchedjen, Kel Abalaq. Ils avaient sous leur dépendance les Iredjanaten, les Ibakayaten, les Imakalkalen, les Kel Ghala, les Kel Talgatghat, les Cheman Amas (Cheman Amas Kel Tekemmet, Cheman Amas Tan Ikakli, Cheman Amas Ikarbaranen), les Idaybelalen, les Igdalen, les Ibogheliten, les Izzegaghen...

* Les Ifergoumessen et les Kel Ouzzeyn (ceux de l'oued Ouzzeyn), nomadisaient dans la région des oueds Ouzzeyn et Edjerer. En dépendaient les Iderabaten et les Kel Cheble, certains Iwinchedjen et Imakalkalen.

Les tiwsaten de l'Adagh



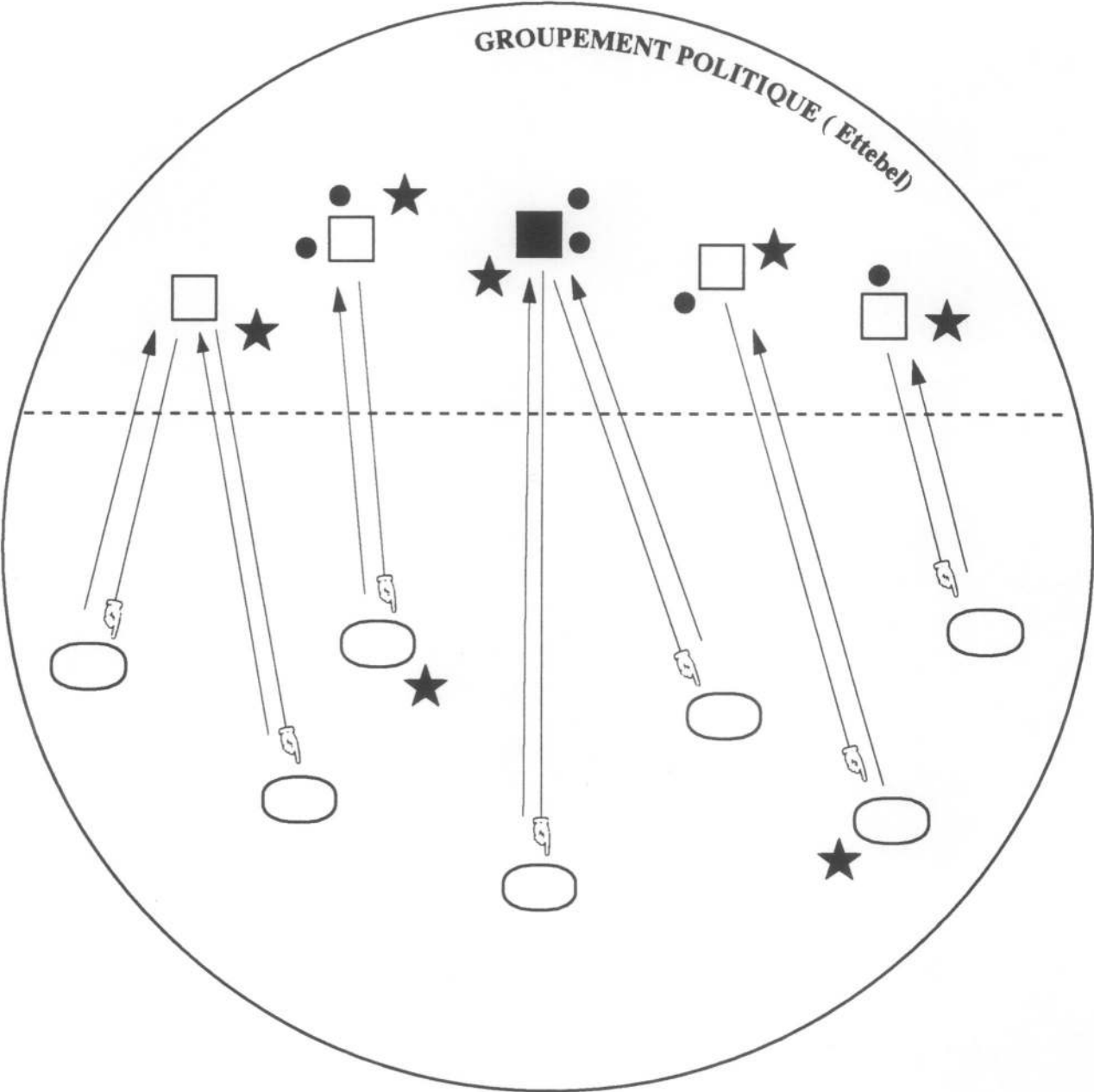







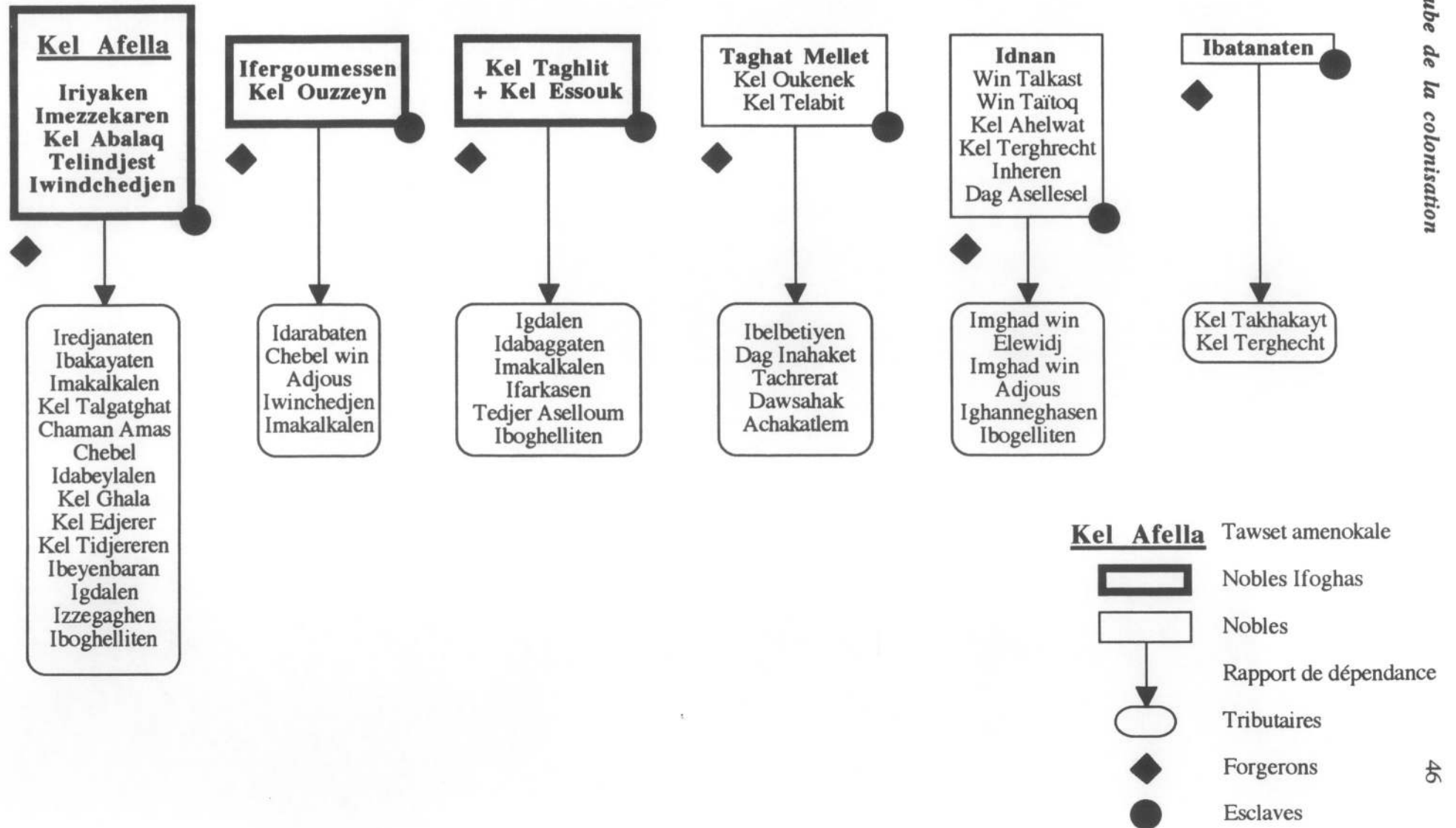


Schéma théorique de l'organisation politique de l'Adagh

	Tawset de l'amenokal	 Protection	
	Tawset noble (Illelan)		
	Tawset tributaire (Imghad ou tilaquiwin)		
	Forgerons (Inhaden)		 Tribut
	Esclaves (Ikland)		

Shéma de l'organisation sociale dans l'Adagh



* Les Kel Taghlit (ceux de l'oued Taghlit), nomadisaient autour de l'oued Taghlit, entre Aguelhoc et Tessalit. Ils avaient sous leur dépendance les Idabaggaten, les Igдалen, les Imakalkalen, les Ifarkassen, certains Ibogheliten.

Ce sont ces tiwsaten qui formaient le groupe Ifoghas. Le terme Ifoghas (sing. Afaghis), n'apparaît pas en effet comme le nom d'un lignage à proprement parler. En effet la plupart d'entre eux se reconnaissaient un ancêtre commun, Aïtta, qui serait venu du Maroc au XVIII^{ème} siècle, et leur aurait donné leur statut religieux de cheriffen parce que descendant du Prophète. Mais les Kel Taghlit, qui se disent aussi Ifoghas, pensaient pour leur part descendre de Cheikh wan Taghlit, présenté parfois comme frère ou cousin d'Aïtta, parfois comme vivant dans l'Adagh avant son arrivée, et une partie des Taghat Mellet, dont l'ancêtre serait Kouwal, affirment aussi appartenir aux Ifoghas. De plus, les Kel Afella, les Iriyaken et d'autres se disaient Dag Malik, c'est à dire descendants directs de Malik, lui-même descendant d'Aïtta, alors que les Ifergoumessen et les Kel Ouzzeyn pensent descendre de son frère. Ainsi, le terme Ifoghas, issu du mot tefoghassa qui a une connotation de noblesse, ne serait qu'un terme générique pour désigner les groupes au pouvoir. Il est nécessaire cependant de rester prudent quant à cette interprétation, car le terme Ifoghas n'est pas automatiquement synonyme de pouvoir, comme on peut le voir hors de l'Adagh chez les groupes portant aussi ce nom.

* Les Taghat Mellet (ceux de la chèvre blanche), divisés en Kel Telabit et Kel Oukenek, nomadisaient autour des oueds Tadjmart, Teleya, Telabit et Amou Mellen. Ils seraient les descendants d'un ancêtre commun, Kouwal. D'eux dépendaient les Ibelbetiyen, les Tachrerat, les Achakatelem...

* Les Idnan, divisés en Idnan Talkast, Taïtoq, Inheren, Kel Ahelwat, Kel Terghrecht, Dag Aselsel, étaient répandus dans tout l'Adagh et au delà, mais certains se concentraient plus particulièrement autour des oueds Tadjmart, Alket et Eghachar Sadiden, d'autres dans la vallée du Tilemsi. Ils avaient sous leur dépendance les Ibogheliten, et une partie des Cheman Amas.

Ces deux derniers groupes, nobles, étaient cependant placés à l'extérieur de l'ensemble Ifoghas. Il est possible de penser, comme nous venons de le voir, qu'ils possédaient ce statut particulier à cause de leur présence dans l'Adagh avant la venue des Ifoghas actuels, qui leur auraient confisqué leur pouvoir.

D'autres tiwsaten existaient encore dans l'Adrar, mais étaient indépendantes. Ce sont les Kel Essouk, nomadisant surtout dans le sud de l'Adagh, au statut religieux maraboutique, et les Ibatanaten, à l'Est.

Il est à noter que les attributions territoriales de chaque tawset étaient assez

théoriques. En pratique, les parcours et les aires de nomadisation, liés aux pâturages existants et aux pluies d'hivernage variant chaque année, s'interpénétraient inextricablement et ne permettaient pas d'attribuer précisément à chaque groupe une région définitive.

L'amenokal : une autorité relative

A la tête de ces groupes était placé un amenokal, choisi dans le lignage politiquement dominant, celui des Kel Afella. A cause peut-être des influences arabes (les Kel Afella, par exemple, se disent cheriffen, liés à la descendance du Prophète Mohammed), et à l'inverse de la plupart des autres groupements où le matrilineage était de règle, comme chez les Kel Ahaggar par exemple, le système de parenté des Kel Adagh était, et reste actuellement, patrilinéaire, et c'était par les hommes que se transmettait l'accès à la chefferie. Cette transmission héréditaire passait par les frères, et non directement au fils aîné de l'amenokal décédé. Ainsi, lorsqu'un chef mourait, ses frères, par ordre d'âge, lui succédaient, avant que les droits successoraux ne reviennent à ses fils. De la même manière, le pouvoir se transmettait alors aux frères du fils aîné. Si la branche s'éteignait, le pouvoir passait au premier fils du frère de l'ancien amenokal. La généalogie des imenokalen qui se sont succédé dans l'Adrar, peut, avec prudence, s'établir ainsi, selon les traditions orales, à partir de Mohammed Aïtta : **Aïtta - Abdu Salam - Idda - Didda - El Khassan - Malik - Sid Ormar Ag Malik - Deffa, neveu de Sid Ormar - Khammadin, tué par les Kel Ahaggar - Illi**. C'est ce dernier que les Français ont trouvé à la tête des Kel Adagh en arrivant. Il aurait été nommé en 1880.

La désignation de l'amenokal ne se faisait pas cependant sur le seul mode dynastique. Un conseil des principaux chefs des tiwsaten se réunissait pour procéder à la nomination du successeur. Le collège de grands électeurs ne comprenait pas d'imghad, contrairement à ce qui se passait dans l'Ahaggar. Cette élection n'était pas une simple formalité, l'enregistrement d'une désignation déjà faite sur le lignage. Car si le prétendant à la chefferie devait a priori être issu du groupe des Kel Afella, ce n'était pas une condition suffisante. Il devait aussi présenter un certain nombre de compétences, une influence et une richesse suffisante, une valeur personnelle indéniable. Il devait avoir aussi l'appui du plus grand nombre de partisans. Si ces conditions n'étaient pas réunies, un autre personnage pouvait être choisi parmi ses parents ⁴⁵.

Ce système de succession combinait ainsi le système héréditaire et la compétence

⁴⁵ Voir la description qui est faite de ce type de succession par le Lt CORTIER, *D'une rive à l'autre du Sahara*, Paris, Larose, 1908 : 282-283.

reconnue au candidat. Nommé par ses pairs (chefs de tiwsaten eux-mêmes élus par les chefs de familles), il n'était pas assuré d'être automatiquement désigné même s'il pouvait justifier d'une ascendance dynastique parfaite. La société touarègue engendrait ainsi un premier contre-pouvoir : le chef dépendait des autres pour être nommé, ainsi que des ses qualités et de sa personnalité, de ses actes. De plus, une fois placé à la tête du groupe, loin d'être un chef absolu, il devait faire admettre aux autres les décisions qu'il prenait. Il était contesté lorsque ses actes étaient contraires à l'esprit de ses responsabilités, et pouvait être destitué dès lors qu'il avait l'unanimité contre lui. A ce propos, écoutons encore Cortier :

"L'aménoukal est plutôt un chef constitutionnel dont les ordres ne sont obéis que s'ils sont en accord avec les intentions des chefs inférieurs. Aussi l'aménoukal en est-il réduit toutes les fois qu'il s'agit de prendre une décision importante, à convoquer un conseil où les résolutions sont discutées à perte de vue. (...) L'aménoukal pour faire prévaloir son avis doit recourir à tous les procédés : il expose ses intentions, encourage les uns, combat les autres, s'assure certains concours, en achète certains autres. Son âge, sa richesse, sa réputation de sagesse lui sont des facteurs importants aux yeux des indécis ou des faibles ainsi, et surtout, que le groupement de guerriers dévoués dont il sait parfois s'entourer. Si son habileté ou sa force entraînent une unanimité, l'aménoukal pourra faire exécuter la décision prise sans trop de difficulté comme représentant de la tribu. (...) Si quelques chefs refusent tout accord, l'aménoukal se trouvera désarmé vis-à-vis d'eux et sans moyen de les contraindre; et si même l'aménoukal a des desseins opposés à ceux de l'unanimité ou de la majorité de sa tribu, il pourra être lui-même déposé par les chefs inférieurs et remplacé séance tenante."⁴⁶

Ainsi, dans le droit fil de cette souplesse qui était le caractère de base de la société Kel Adagh précoloniale, la nomination du chef, et son autorité même sur son groupement, témoignaient d'une nécessaire adaptation aux contraintes du milieu, social dans le cas présent. Si des règles existaient, elles pouvaient être dépassées, et la rigidité n'était pas de mise. L'adaptation aux situations diverses qui se présentaient, en modelant les systèmes de pensée, rejaillissait sur le type de domination politique mis en place. Un mauvais chef pouvait entraîner par ses décisions le groupe à la ruine, il était donc destituable. Les contraintes auxquelles ce groupe était soumis étaient diverses, les réponses l'étaient donc aussi, et ne pouvaient provenir que du corps social lui-même : l'aménoukal n'était que le représentant de la société. A ce titre, pour accomplir sa tâche, il ne pouvait lui-même que faire preuve de flexibilité.

Un espace protégé et convoité

Cette souplesse dans les rapports entretenus avec le milieu physique et avec l'environnement social se retrouvait dans les liens établis avec les autres groupements touaregs. Les Kel Adagh vivaient à la fin du siècle dernier une situation originale.

⁴⁶ LI CORTIER, *D'une rive à l'autre du Sahara*, Paris, Larose, 1908 : 281-282.

Occupant une région enclavée, nichée au sein de l'espace touareg, l'élevage qu'ils pratiquaient n'était pas le même que chez leurs voisins, tant du nord que du sud, et leur organisation sociale, notamment dans sa composante servile, présentait aussi de notables différences. Leur région, par sa relative aisance, était par ailleurs attirante pour des nomades vivant dans des zones plus arides que la leur. Cette double conjonction a donné à la région un statut particulier.

Une région de relative richesse

Si le caractère saharien de l'Adagh obligeait ses habitants à une mobilité importante, cette dernière restait généralement incluse à l'intérieur du massif. Car l'autre visage de son climat, moins aride que dans d'autres régions, lui donnait une richesse relative en eau et pâturage. Le lieutenant Cortier, qui a traversé l'Adagh en 1907 note que dans cette zone :

"les pluies y sont toujours si régulières que de mémoire d'homme on n'a entendu dire qu'il y eût une sécheresse persistante, de sorte que les habitants, ayant toujours des pâturages à proximité, ne sont pas obligés d'aller les chercher au loin." ⁴⁷

Cortier est certainement trop enthousiaste. Mais les précipitations moins rares que dans d'autres régions sahariennes telles que l'Ahaggar, permettaient certainement l'existence de troupeaux plus nombreux, et l'Adagh semble avoir été à l'époque précoloniale assez riche en bétail. Cette relative prospérité a frappé les premiers voyageurs. Cortier le remarque, mais aussi Chudeau, en 1909, qui décrit les champs d'alemoz, une plante réputée pour ses qualités nutritives, la densité des arbres à certains endroits et qui rencontre sur sa route de nombreux troupeaux ⁴⁸. Ce bétail était composé de camelins, de caprins et d'ovins, mais aussi de bovidés, à peu près complètement disparus de la région à l'heure actuelle. E.F. Gautier, passant dans la région à la même époque, met en relief l'existence de troupeaux de boeufs, étonnante dans une région aussi septentrionale :

"Le boeuf à bosse, ou zébu, le même que sur les bords du Niger, abonde dans l'Adr'ar, en grands troupeaux. Il est vrai qu'il n'est pas tout à fait inconnu plus au nord. M. Guilhio-Lohan en a vu au Hoggar, mais il en a vu très peu. L'élevage en grand d'un animal aussi peu saharien étonne au contact immédiat du Tanezrouft. Des zébus abattus à l'oued Tougcemin le 14 juillet, six semaines après les premières pluies, étaient en excellent état, ce qui laisse supposer qu'ils n'avaient pas trop souffert pendant la saison sèche. Et pourtant les Ifor'ass n'ont pas à leur disposition, comme les Touareg nigériens, les ressources du fleuve en hiver. Il faut donc que l'Adr'ar offre, même en hiver, des pâturages suffisants pour un grand troupeau de

⁴⁷ Lt CORTIER, *D'une rive à l'autre du Sahara*, Paris, Larose, 1908 : 354.

⁴⁸ CHUDEAU (A.), *Sahara Soudanais, Taodenni et Teghaza*, Paris, Armand Colin, 1909.

boeufs." 49

Un des premiers effets de cette situation privilégiée était pour la région de reculer les limites de la saturation des pâturages, et donc de pouvoir nourrir des campements nombreux. Ainsi, l'Adagh, habituellement mieux arrosé, était souvent un refuge pour les groupes plus exposés, comme les Kel Ahaggar par exemple. Cet état de fait faisait de l'Adagh une région originale dans l'espace touareg :

"Cette abondance simultanée de l'eau et des pâturages a donné à l'Ad'ar' une réputation presque unique dans le Sahara. Lors des périodes sèches les nomades de toutes les régions du nord, Kel Ahaggar, Kel Ahnet, etc., se réfugient dans ce pays, parce qu'ils sont sûrs, sans trop s'éloigner de leurs zones de nomadisation, d'y trouver en tout temps de l'eau et des herbages pour leur bétail. Leur présence même n'est pas une gêne pour les Ifor'ass dont les animaux, chèvres et moutons surtout, ne peuvent utiliser tous les pâturages existants." 50

Elle en faisait aussi une région convoitée. La maîtrise de cette zone de repli, la tentation de dominer une région aux ressources importantes paraît avoir constitué alors pour les nomades voisins, notamment Kel Ahaggar, plus agressifs parce que moins favorisés par la nature, et Iwlliminden, plus dominateurs parce que plus riches, une part importante de leur politique extérieure. En face de ces pressions de voisins plus puissants ou plus guerriers qu'eux, les Kel Adagh ne bénéficiaient pas dans la première moitié du XIXe siècle d'une grande liberté de manoeuvre. En outre, leur statut politique, à l'aube de la colonisation était inférieur à celui de leurs voisins structurés par des chefferies reconnues, et de noblesse importante. Aussi la question se pose à cette époque de l'existence même d'un groupement politique Kel Adagh.

Un groupement politique touareg à part entière ?

La situation des Touaregs de l'Adagh, et notamment leurs rapports avec l'extérieur, dans la période qui précède immédiatement la colonisation, présente un certain nombre d'obscurités, à propos de l'état réel des liens existants entre les Kel Adagh et les autres grands groupements politiques voisins, Kel Ahaggar et Iwlliminden. La question la plus importante reste celle du statut politique dont ils disposaient à cette époque, car elle détermine leur position en face des Français lorsqu'ils arrivèrent dans la région. Autrement dit, les Kel Adagh formaient-ils alors un véritable *ettebel*, un groupement politique à part entière ? Et si ce groupement existait, quel était l'étendue de sa liberté vis-à-vis de ses voisins ? Ces interrogations peuvent se décomposer en plusieurs points : le degré de noblesse de la chefferie et des lignages Ifoghas, leur niveau d'indépendance, la

49 GAUTIER (E.F.), "A travers le Sahara français, d'In Ouzel au Niger", *La géographie*, XV, 1, 15 janvier 1907 : 22.

50 Lt CORTIER, "L'Ad'ar' des Ifor'ass", *La géographie*, XVII, 4, 15 avril 1908 : 269.

nature exacte des rapports qu'ils entretenaient avec l'extérieur. Ce dernier point englobe les autres. Si les Kel Ahaggar et les Iwlliminden pouvaient être considérés comme plus nobles que les Kel Adagh, ils avaient pu établir un rapport de protection sur la région, et faire de sa chefferie, sinon des vassaux, du moins des dominés payant un tribut. Si ce n'était pas le cas, il est alors possible d'envisager des rapports d'alliance à égalité, des relations de bon voisinage concrétisées par des cadeaux réciproques. Les témoignages divergent considérablement sur ces points. Une hypothèse se dégage cependant de la confrontation et des critiques des différentes sources, qu'elles aient pour origine les recherches ou les récits des militaires ou des auteurs français, ou qu'elles proviennent des Touaregs eux-mêmes. La base en est la réalité de rapports suivis des Iwlliminden et des Kel Ahaggar avec l'Adagh. Mais une première inégalité est rapidement observable : les Touaregs de l'Adagh n'étaient pas à l'époque des gens très belliqueux. Leur prestige avait surtout pour origine l'aura religieuse qui caractérisait leur chefferie. Les Kel Ahaggar, au nord, et les Iwlliminden, au sud, présentaient par contre de forts caractères guerriers. Ils apparaissent donc plus puissants. Cette force leur permettait de se disputer l'Adagh, région convoitée, enjeu d'une plus grande puissance matérielle et politique. Dans cette rivalité, les Kel Adagh au cours du XIX^e siècle n'ont pas eu pendant longtemps la force de s'imposer. Ils devaient donc composer avec les deux groupements voisins. Leur chefferie avait de la noblesse, mais n'avait pas encore réussi à trouver son indépendance, à affirmer son autorité exclusive sur la région. Sa puissance grandissait cependant peu à peu, dans la politique qu'elle menait d'élimination de ses rivaux. Mais à l'arrivée des Français, cette lente élévation n'avait pas été portée à son terme.

Dans la première moitié du XIX^e siècle, l'Adagh était partagé de fait en deux zones d'influences, celle des Iwlliminden au sud, la plus étendue, et celle des Kel Ahaggar au nord. Sur la plus grande partie de la région, dont ils étaient originaires, les Imouchar (nobles) Iwlliminden, qui dominaient une confédération en perte de vitesse, mais encore puissante, percevaient la tiwse. Ce tribut était le symbole de leur domination, mais aussi de la protection qu'ils offraient. Il rappelait enfin leur présence ancienne dans le pays.

“Avant la destruction de Firhun, tout le monde payait aux Imouchar Iwlliminden, jusqu'à l'Adrar, jusqu'au lac Faguibine. La tiwse était : chacun des propriétaires de troupeau donnait une tête par an de chameau. Jusqu'à la colonisation les imouchar percevaient la tiwse. (...) Les imouchar protégeaient l'Adrar contre les invasions Hoggar et Reguibats.”⁵¹

Leur domination était remise en cause par la pression des Kel Ahaggar, dont la politique d'expansion était tournée vers l'Adagh. Les Iwlliminden étaient donc sur la défensive, et la protection qu'ils imposaient dans la région, qui s'opposait aux

⁵¹ BADI, témoignage recueilli dans l'Adrar le 12-8-87, oued Ellewidj.

débordements des Kel Ahaggar, était motivée par la défense de leurs intérêts. Richer notait ainsi le caractère défensif de la position Iwlliminden au XIX^e siècle :

“Au Nord, ils (les Oulliminden) avaient à se défendre contre les incursions fréquentes des Hoggars; leurs empiétements progressifs vers l'Adrar (...), se faisaient déjà sentir vers le milieu du XIX^e siècle; déjà, dans l'Adrar, ils avaient peu à peu supplanté les Oulliminden auprès de la tribu des Iforas.”⁵²

Mais les Kel Adagh, dans cette situation, étaient pris entre le marteau et l'enclume. Les Kel Ahaggar qui cherchaient à s'imposer pillaient le nord du pays, et apparaissaient souvent comme des ennemis⁵³. Peut-être recevaient-ils eux aussi, là où ils avaient établi leur domination, un tribut. Les Kel Adagh, déjà soumis à celui versé aux Iwlliminden ont pu ainsi chercher à se concilier des voisins belliqueux et plus puissants qu'eux⁵⁴. Ces tributs, dont il est difficile de préciser le montant exact, ne semblent cependant pas très élevés, et surtout symboliques. Car les Ifoghas n'étaient pas des vassaux, mais des hommes libres. Les relations qu'ils entretenaient avec leurs voisins n'étaient pas des rapports de dépendance sociale de tributaires à nobles. La tiwse qu'ils payaient était seulement l'expression de la reconnaissance d'une domination politique exercée sur eux. Leur dépendance politique rejaillissait cependant sur la qualité de noblesse dont on les crédait alors. Ils n'avaient donc pas encore eu la possibilité de se faire reconnaître comme lignage dominant un groupement politique en réalité encore inexistant. En définitive, leur faiblesse guerrière, leur impossibilité de faire reconnaître leur autorité exclusive, la domination extérieure qu'ils subissaient les classait à cette époque à un niveau social moins élevé que celui des Iwlliminden ou des Ihaggaren :

“D'une façon générale, la société touareg est basée sur une division en tribus nobles et tribus non nobles. Chez les Touaregs du nord, cette division est nettement établie. Chez les Ifor' ass, plutôt qu'une division en nobles et non nobles, on pourrait observer une division en libres et non libres. Les nobles se prétendent nobles en droit, étant issus d'ancêtres nobles. Les libres se trouvent dans une situation de fait qui les met sur le pied des nobles, parce qu'ils n'ont pas ou qu'ils n'ont plus de nobles au-dessus d'eux. Les Ifor' ass ne sont pas, en effet, des nobles au sens strict du mot. Immigrés dans l'Adr' ar', sans origine aristocratique reconnue, ils payèrent tribut aux Ioulliminden pendant tout le temps que ceux-ci occupèrent le pays. (...) Ce qui met cette distinction en évidence, c'est que les Ahaggar nobles ne s'allient pas, en général, avec les Ifor' ass.”⁵⁵

⁵² RICHER (A.), *Les Oulliminden*, Paris, Larose, 1924 : 111.

⁵³ “Avant la colonisation, pendant le règne des imouchars, il n'y avait pas de français dans l'Adrar, les ennemis traditionnels étaient l'Aïr et le Hoggar.” DOCHAN AG SALA, Idnan, 80 ans, témoignage recueilli dans l'Adrar le 14-8-87, oued Ellewidj, In Amzel.

⁵⁴ Ainsi, Arnaud, comme Cortier, parle de tributs payés à la fois aux Iwlliminden et aux Ihaggaren :

“Désireux, à cause de leur relative richesse de vivre en paix avec leurs turbulents voisins, les Iforas, peuplade très douce de caractère et qui ne sont pas considérés par les Imochars comme de même sang qu'eux, ont payé des tributs aux Oulminden et aux Hoggar”. ARNAUD (R.), *Les nomades de l'Adrar sous la domination française*, 1917, BKO, Fonds anciens 1D27 : 5.

Cortier parle d'un “tribut de tentes et de nattes que les Ifor' ass payaient jadis aux Ioulliminden et aux Ahaggar”. LI CORTIER, *D'une rive à l'autre du Sahara*, Paris, Larose, 1908 : 280.

⁵⁵ LI CORTIER, “L'adr' ar' des Ifor' ass”, *La Géographie*, T. XVII, n°4, 1908 : 265-280.

Cette situation était, avant même l'arrivée des Français, en train d'évoluer. Les Iwlliminden en effet commençaient à se désintéresser de l'Adagh pour se tourner vers le sud. Ils y étaient de plus en plus attirés par des zones de nomadisation plus riches en pâturage, mieux arrosées. Leur effacement progressif autorisait une émancipation plus grande des Ifoghas :

“Vers l'époque de l'arrivée des Français au Niger, les Ioulliminden ayant découvert au Sud de l'Adr'ar' de vastes pays plus fertiles allèrent les occuper, et les Ifor'as étant demeurés, furent les maîtres du pays. Toutefois il y a bien à remarquer que l'Adr'ar' est pays des Ioulliminden et non des Ifor'as, moins nobles.”⁵⁶

Cet intérêt des Iwlliminden pour des zones plus méridionales ne peut toutefois expliquer à lui seul la disparition de leur attirance pour l'Adagh, ou la perte de contrôle perceptible à la fin du XIXe. C'est qu'un élément nouveau est apparu. Par leur descente vers le sud, ils se sont trouvés en contact, et donc confrontés, avec deux adversaires nouveaux. D'une part le vaste groupement arabo-berbère des Kounta, sur les terrains de parcours duquel ils empiétaient de façon croissante. Celui-ci réagit, s'opposa aux Iwlliminden de façon violente et résolue et leur infligea des pertes sévères. Ces victoires des Kounta étaient dues en grande partie à la présence d'un deuxième ennemi potentiel des Iwlliminden, et nouveau partenaire régional sur lequel il allait falloir compter de plus en plus, les Français. Car ceux-ci, qui commençaient à occuper la région de Gao, soutenaient les Kounta dont ils jouaient la carte contre les Imouchar paraissant plus redoutables. La lutte que les Iwlliminden avait alors à soutenir à la fois contre l'avancée française et contre les attaques des Kounta les mobilisait totalement. L'Adagh n'était plus le premier de leurs soucis, et ce fait contribua certainement à laisser le champ libre aux Touaregs de la région.

“Les Iwlliminden ont été affaiblis une première fois lors de l'éclatement de leur confédération Tademekket, mais c'est avec l'arrivée des Français à Tombouctou et à Gao, qui arment les Kountas contre eux, qu'ils subissent leurs plus grands revers. Ainsi, lors de la bataille de Tagharghart, dans l'oued Edjerer, au sud de Kidal, ils perdent leurs meilleurs guerriers. Fort de cette victoire, Hammadi, chef des Kountas, fonce sur Es-Souk, afin de prendre tout l'Adrar et s'imposer aux Ifoghas. Mais il est détourné de son projet par Cheikh Baye, et retourne à l'Ouest de l'Adrar. Ainsi, depuis que les Imouchars s'étaient imposés comme défenseur de l'Adrar, les Ifoghas, débarrassés d'eux et des Kountas, n'avaient jamais eu cette force. Donc, la défaite des Imouchars contre les Kountas et les Français, a favorisé l'émergence des Ifoghas, dont la montée en puissance avait déjà commencé.”⁵⁷

Ainsi, débarrassés en majeure partie de la puissance des Iwlliminden qui ont de plus grands soucis au sud, les Kel Adagh commençaient à respirer plus librement. Dans cette seconde moitié du XIXème siècle, on peut alors observer une lente élévation, et un début d'indépendance des Kel Adagh, sous l'égide des Kel Afella dirigés par des imenokalen, Illi et son père Khammadin. Ceux-ci réussirent peu à peu à s'imposer aux

⁵⁶ CORTIER, *op. cit.* : 381.

⁵⁷ EGHLEZE AG FONI, Témoinage cité.

autres tiwsaten du pays par la résistance qu'ils parvinrent à organiser contre les Ihaggaren. Car si les Iwlliminden présentaient moins de danger, les Kel Ahaggar n'avaient pas renoncé à leurs prétentions sur l'Adagh. En face de cette menace, les Kel Adagh se retrouvaient seuls, car ils ne pouvaient plus compter sur la résistance des Imouchar. La famille d'Illi structura alors la défense contre les incursions venues du nord. Khammadin en fut le premier acteur, mais sa mort occasionnée par un rezzou Kel Ahaggar exacerba la résolution de son fils Illi :

“ Le père d'Illi était Khammadin. Ce sont les Hoggars qui l'ont tué à Abanko, près de Tessalit, pendant un rezzou. Ce rezzou, Illi l'a suivi après jusque dans le Hoggar, et il a tué le chef du Hoggar, Amastane, le père de Moussa. Illi a déchiré la poitrine d'Amastane, il a mangé son cœur. Même maintenant, il n'y a aucune possibilité de réconciliation avec les Ihaggaren!”⁵⁸

Illi, qui fut institué amenokal à la mort de son père, autour de 1880, devint alors l'âme de la résistance. Non content d'organiser des contre-rezzous, il fit construire dans l'Adagh des bastions de protection dans lesquels pouvaient se réfugier les populations et les troupeaux en cas de menace. Ces initiatives eurent une retombée importante. En étendant sa protection sur la région, Illi jouait le rôle que le noble touareg devait jouer, et dans lequel il trouvait sa justification, la légitimité de sa domination. Ce nouveau statut de protecteur contribua ainsi à élever son statut social et celui des Kel Afella, son lignage. Illi et les siens commençaient ainsi à la fin du XIX^e siècle à être reconnus comme des nobles à part entière, dirigeant un groupement politique naissant, mais encore très fragile.

“Les Ifoghas d'où sort In Talla sont venus du Maroc et ont mariés les filles des Taghammet. Comme ils étaient cheriffen, ils ont finis par prendre le pouvoir. Mais ils n'ont en fait pris la chefferie qu'à partir d'Illi. C'est Illi qui a fait une muraille à In Tebdok. C'est lui qui a provoqué les ennemis en tapant l'ettebel. De ce jour, tout le monde a répondu à l'appel d'Illi, car il a eu une initiative de protection. A partir de là, ses enfants ont toujours eu la chefferie. (...) En ce temps Illi est devenu le chef des Ifoghas, il est le père d'Attaher et le grand-père d'In Talla.”⁵⁹

“Illi se fait remarquer dans sa lutte contre les Ihaggaren. Il construit, par exemple, une muraille de défense à In Tebdok, suivant l'exemple de son père Khammadin qui en avait édifié un à Abankort, à 35 km d'Aguelhok, en amont de Taghliit. Illi, luttant contre les Ihaggaren comme l'avaient fait les Imouchars, obtient ainsi la confiance des autres tribus de l'Adrar.”⁶⁰

Aussi, lorsque les Français arrivèrent aux portes de l'Adagh, plusieurs années après, trouvèrent-ils Illi, vieillissant, à la tête de la région :

“Lors de notre prise de contact avec l'Adrar, l'aménokal des Iforas était le vieux Mohammed ag Illy, de la fraction des Kel Afalla. (...) C'est un vieillard qui approche, paraît-il, de la centaine. C'est un véritable colosse qui a la réputation d'avoir jadis été très brave. Possédant une très grande autorité, il avait réussi à rallier à lui non seulement les diverses fractions Iforas mais encore les Idnanes et les Kel Ténéré, qui écoutaient très volontiers ses conseils et obéissaient de même à ses ordres. Pour s'opposer aux incursions fréquentes des

⁵⁸ DOCHAN AG SALA, Idnan, 80 ans, témoignage recueilli dans l'Adrar le 14-8-87, oued Ellewidj, In Amzel.

⁵⁹ DOCHAN AG SALA, *ibid.*

⁶⁰ EGHLEZE Ag FONI, témoignage recueilli dans l'Adrar, 15-8-87, AGUELHOC.

bandes du Hoggar ou des Oulminden, il avait fait élever, il y a 60 ou 70 ans (vers 1840), à une petite distance au Nord d'In Tebdok, dans la vallée de Taghlit, une immense redoute, Affara ouan Illy, avec bastions de flanquement, capable d'abriter toutes les tribus et leurs campements. Les restes de cette redoute, consistant en une levée de terre surmontée d'un mur, sont encore nettement visibles ainsi que les puits actuellement presque comblés, qui avaient été creusés dans chacun des bastions. D'autres ouvrages analogues, mais moins complets, avaient été élevés dans la plaine d'Abankort, à proximité du puits où l'on en voit encore les traces." ⁶¹

Conclusion : A l'aube de la colonisation, des dynamiques en cours

Les Kel Adagh que les Français rencontrèrent en arrivant dans les dernières années du XIX^e siècle pouvaient ainsi se définir par leur adaptabilité, mais aussi par leur vulnérabilité. Ces deux termes fonctionnaient d'ailleurs de concert, car leur vulnérabilité leur imposait de s'adapter en permanence à des situations changeantes. Ces dernières déterminaient un contexte dynamique, dans lequel les relations à l'environnement physique et politique, loin d'être figées, étaient au contraire en perpétuelle évolution. Les Kel Adagh à l'aube de la colonisation ne formaient pas un groupe statique, au statut définitif. Leur fixation dans l'Adagh s'était faite au cours d'un long et complexe processus de migrations, d'alliance, de flux et de reflux de population diverses, venues du nord ou du sud à des époques différentes, de confrontations, d'alliances, de victoires et de défaites, dont les développements n'étaient pas encore clos. Installés dans une région de type saharien, au climat caractérisé par l'incertitude du lendemain, par l'imprévisibilité des pluies, des pâturages et donc de la survie, les Kel Adagh, comme les autres nomades, avaient été conduits à développer des stratégies sophistiquées d'adaptation à ce milieu dans lequel ils étaient vulnérables. Elles passaient essentiellement par la mobilité, la flexibilité, la diversification d'exploitation des ressources fragiles du pays. Incapables d'empêcher le retour cyclique mais indéterminé dans le temps des sécheresses et des catastrophes climatiques, les Kel Adagh ne les affrontaient pas de face, et loin de se raidir, pliaient devant pour se redresser ensuite, abandonnant un temps un oued, une zone entière, pour y revenir plus tard quand les conditions s'y amélioraient. Cette mobilité et cette flexibilité s'étendaient aussi au domaine politique. Si les rapports avec la nature n'étaient pas figés, ceux qu'ils entretenaient entre eux ou avec leurs voisins ne l'étaient pas non plus. Ce que nous pouvons saisir de la situation politique dans l'Adagh à l'époque immédiatement précoloniale montre l'importance des dynamiques à l'oeuvre. Des groupements étaient en train de s'affaïsser, comme celui des Iwlliminden, pendant que d'autres se renforçaient. Les Kel Adagh, participant de ce dernier mouvement, suivaient une stratégie d'autonomie qui tendait à déjà les émanciper de leurs

⁶¹ ARNAUD, *op. cit.*

puissants voisins. Mais leur situation était fragile, en devenir. Pour assurer leur indépendance naissante, ils avaient besoin d'accroître leur puissance, et dans ce but de trouver des alliances. C'est le moment où la pénétration française qui s'affirmait dans la région introduisit un élément nouveau avec lequel il allait falloir compter, un partenaire supplémentaire dans le jeu politique. Les Kel Adagh n'affrontèrent pas cette puissance montante. Pliant devant elle, ils l'utilisèrent.

LE TEMPS DE LA CONQUÊTE FRANÇAISE

A la fin du XIX^{ème} siècle, les Kel Adagh, fédérés par les Kel Afella, ont déjà réussi à acquérir une certaine liberté de manoeuvre. Mais cette émancipation est fragile et incomplète. C'est cet inachèvement qui détermine d'abord l'attitude des Touaregs de l'Adagh en face des Français, associé à l'expérience qu'ils ont pu avoir de l'inanité des efforts que les autres groupements ont fourni pour s'opposer par la force à cette nouvelle puissance totalement étrangère. Réagissant rapidement à des événements qu'ils accompagnent pour mieux en tirer parti, et sous l'influence de certaines figures de l'Adagh, telle le marabout Cheikh Baye, personnage réaliste et aux réactions très pragmatiques, les Ifoghas ont utilisé l'alliance avec les Ikoufar, les infidèles français, pour écarter définitivement les menaces extérieures et acquérir un statut à la fois pleinement noble et guerrier qu'ils ne possédaient pas jusque là. Aussi la mainmise française sur l'Adagh fut-elle relativement facile.

Les Français aux portes de l'Adagh

Un étau qui se resserre

Sans insister sur la progression des troupes françaises au Soudan méridional, bien connue par ailleurs ¹, rappelons simplement que le colonel Joffre entra le 12 février 1894 dans Tombouctou ², alors définitivement conquise, et recevait la soumission de Chebboun, l'amenokal des Tengérégif qui avaient défendu la ville, en septembre 1894. Mais à cette date, les seuls Touaregs en contact avec les Français sont ceux des groupes Tademekket, Iguellad et Imededghen. Les Iwlliminden, et à fortiori les Kel Adagh, plus à l'est, ne sont pas encore touchés. Pendant deux ans, afin de renforcer leur position, les troupes françaises se bornèrent à l'occupation de Tombouctou et de ses environs. Les seules actions entreprises au-delà furent celles de missions pacifiques : mission Toutée (1895), et surtout mission Hourst (1896) ³. Celle-ci entra d'abord en contact avec le

¹ Voir à ce propos, entre autres :

BIARNES (P.), *Les Français en Afrique noire de Richelieu à Mitterrand*, Paris, Colin, 1987, 446 p.

BOUCHE (D.), *Histoire de la colonisation française*, Paris, Fayard, 1991, tome II, 607 p.

FREMEAUX (J.), *L'Afrique à l'ombre des épées. L'administration militaire française en Afrique blanche et noire (1830-1930)*, thèse de doctorat d'État préparé sous la direction de MM. les Professeurs Xavier Yacono et André Martel, Université Paul Valéry Montpellier III, 1987, 1073 p.

KI-ZERBO (J.), *Histoire de l'Afrique noire*, Paris, Hatier, 1978, 731 p.

MEYER (J.)/REY-GOLDZEIGUER (A.)/TARRADE (J.)/ THOBIE (J.), *Histoire de la France coloniale, des origines à 1914*, Paris, Colin, tome I, 1991, 846 p.

² voir à ce propos BONNIER (G.), *L'occupation de Tombouctou*, Paris, Ed. du monde moderne, 1928., et surtout JOFFRE (M. J.), *Rapport sur les opérations de la colonne Joffre avant et après l'occupation de Tombouctou*, Paris, Berger-Levrault, 1895.

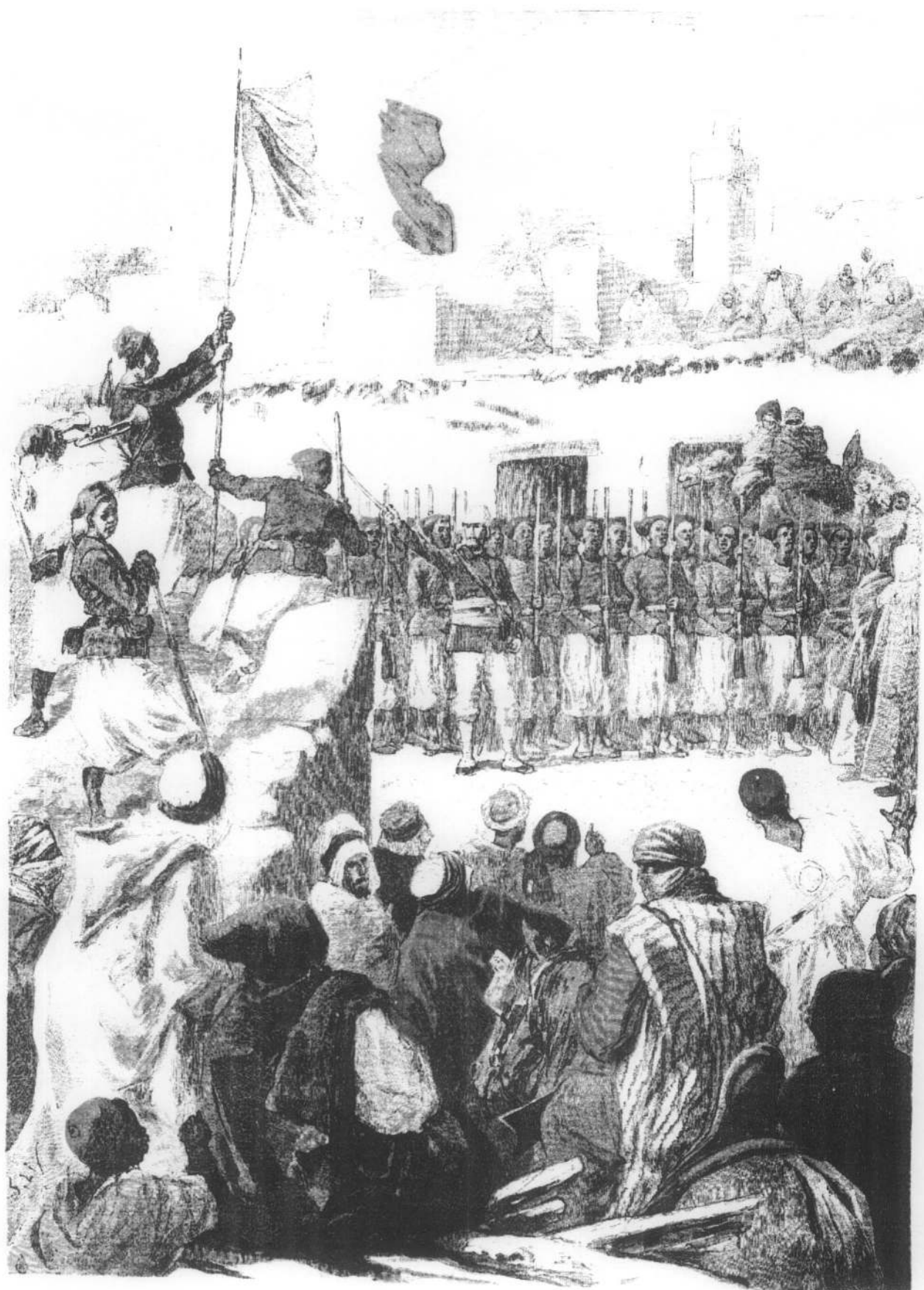
³ Cf. le rapport du lieutenant de vaisseau Hourst, 1^{er} février 1896, au Gouverneur Général de l'AOF, ANSOM, série géographique, AOF III-1, et l'ouvrage du même auteur, *Sur le Niger et au pays*

groupe arabo-berbère des Kounta, dirigé par Abidin, fils aîné de Hammadi, neveu de Bakkay, qui promet sa médiation auprès des Touaregs Iwlliminden. Chez ces derniers, le lieutenant de vaisseau Hourst rencontra à Gao Madidou, leur amenokal. Il traita avec lui, s'engageant, en échange de sa protection, à ce que les Français ne cherchent pas à conquérir son territoire ⁴. Ce n'était cependant qu'une parenthèse, et les accords ainsi conclus ne devaient pas être respectés. Les Iwlliminden ne pouvaient sans réagir laisser s'installer les Français qui remettaient en cause leur autorité sur la région, et ces derniers étaient bien décidés à ne pas se laisser arrêter par quelques nomades dans la colonisation des espaces que leur avait attribués la convention de 1890.

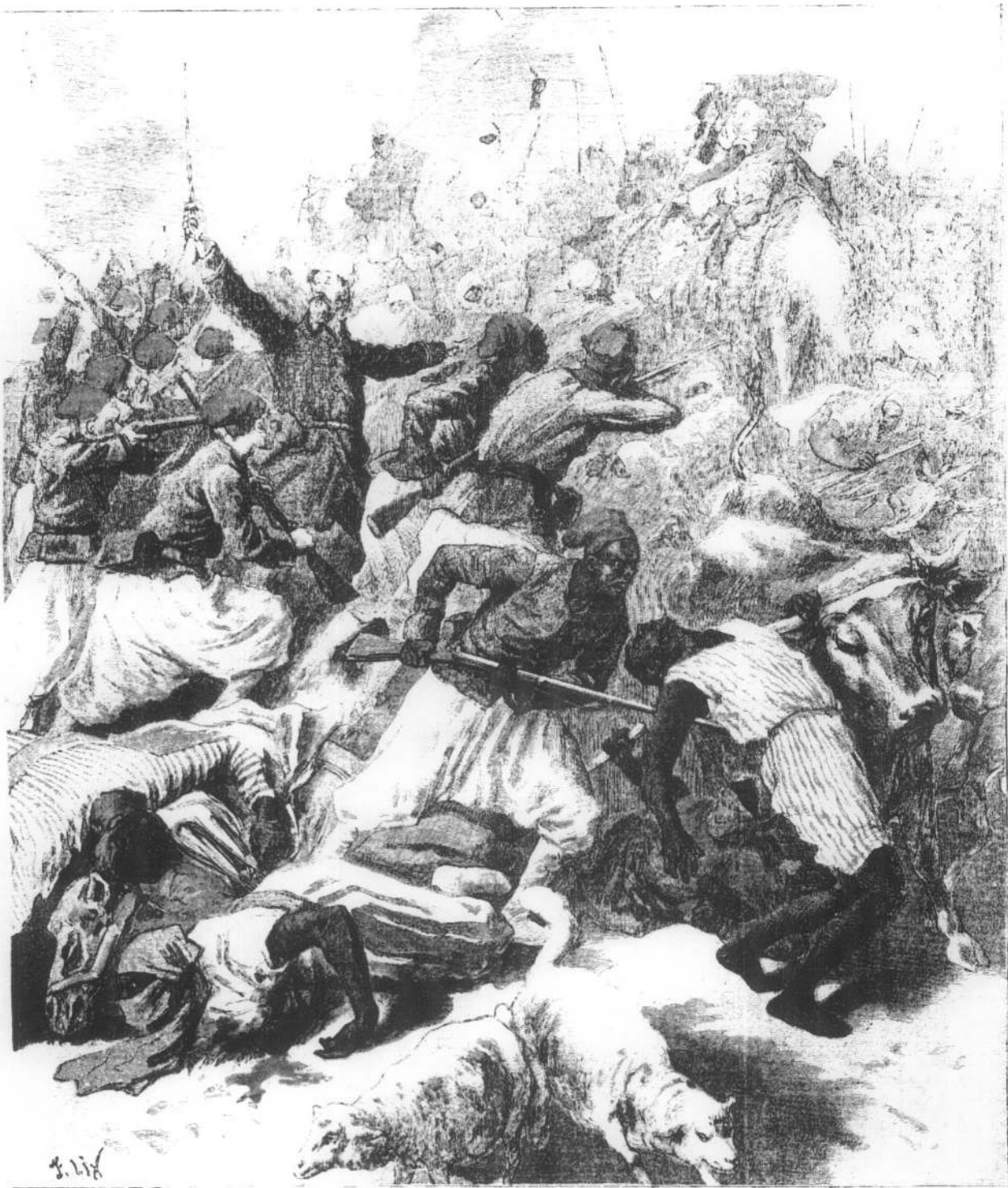
La conquête reprend alors en 1896. Elle se divise en deux phases : de 1896 à 1898, combats contre les Touaregs du fleuve, qui aboutissent à l'occupation de Bamba; de 1898 à 1903, alternance d'opérations militaires et de négociations avec les Iwlliminden, qui finissent par se soumettre en janvier 1903. Dans la première phase, les Touaregs lancent contre les Français des raids où se mêlent Idnan, Ihaggaren, Kel Ténéré, Iguadaren (avec leur amenokal Sakhaoui), Kel Antsar (avec l'amenokal N'Gouna) alliés aux arabes Kounta (avec Abidin). Ils enregistrent des succès, notamment au combat de Séréré, le 19 juin 1897, où la colonne des lieutenants de Latour et de Chévigné, envoyée à la rencontre d'un parti touareg marchant sur Tombouctou, est pratiquement anéantie. Mais des renforts français étant arrivés, les Touaregs subissent ensuite échec sur échec. Après la mort de N'Gouna, tué en octobre 1898, ses deux fils, Landagh et Mohamed, se soumettent le 3 novembre à Tombouctou, au nom des Kel Antsar. Le lieutenant Meynier fonde alors le poste de Bamba le 28 novembre 1898. Des Iwlliminden ayant participé au combat de Séréré, ainsi qu'à celui de Dongoï (24 juillet 1898), et Madidou, leur amenokal, protégeant le Kounta Abidin en fuite, les Français décident alors d'entrer en lutte ouverte avec ce groupement touareg et d'entreprendre la conquête et l'occupation de leur pays, comprenant le Gourma et la rive gauche du Niger, depuis Bamba jusqu'à Tahoua, en passant par le sud de l'Adagh (Azawad, Azawakh, Tamesna). Cette seconde phase dura pratiquement cinq ans. Les troupes coloniales cherchèrent à prendre en étau les Touaregs et à les asphyxier. A cet effet, elles firent mouvement depuis Tombouctou à l'ouest, depuis Dori et Say au sud et au sud-est. Occupant les deux rives du fleuve, elles en interdirent l'accès aux Touaregs, les coupant des villages sédentaires et de leurs bases de ravitaillement. Mais les Iwlliminden firent preuve d'une stratégie très élaborée, alternant guérilla et offres de soumission pour gagner du temps, notamment lorsque les Français menaçaient d'autoriser des rezzous Kounta, dont la soumission en juin 1899 en faisait les alliés, à aller piller les campements et les troupeaux Iwlliminden.

touareg, Paris, Plon-Nourrit, 1898.

⁴ Cf. lettres réciproques de Madidou et de Hourst, écrites conjointement le 12 mars 1896 citées par RICHER (A.), *Les Oulliminden*, Paris, Larose, 1924 : 140.



Le drapeau français arboré à Tombouctou
(Le Petit Journal, supplément illustré, 12 février 1894)



LA DEFAITE DES TOUAREG

Les grandes étapes de cette lutte furent l'occupation de Gao, en décembre 1899 par la colonne Klobb, la prise en main du Gourma pendant l'année 1899, et la mort de Madidou, l'amenokal des Iwlliminden, en novembre de la même année. Il fut remplacé par Lowey, son frère, bien que l'autorité grandissante de Firhun (fils d'El Insar, et cousin germain de Madidou) fasse de lui le chef effectif. A partir de la fin de l'année 1899, un certain nombre d'autres tribus touarègues importantes abandonnent le combat (Rahttafanes, Oudalan, Mellazagen, Kel Tangaria, Tengeregedesh, Kel Essouk, Kel Rheris...). Les Français leur font tour à tour traverser le fleuve pour les parquer dans le Gourma qu'ils tiennent, et isoler ainsi encore plus les Iwlliminden. En 1900, le Niger est ainsi sous l'autorité coloniale, qui s'appuie sur les postes de Bamba, Tossaye, Gao, Ansongo, Dounzou, Zinder. C'est à partir de cette année que se succèdent rezzous Kounta et offres de paix simulées des Iwlliminden. Mais peu à peu un mouvement en faveur de la soumission se dessine chez les Iwlliminden, dont la lassitude et l'isolement vont croissant. Finalement, à la fin de l'année 1902, Firhun, qui avait été élu amenokal en remplacement de Lowey, destitué, offre de se rendre. Le 12 janvier 1903, il arrive à Gao, et accepte le 23 janvier, après discussion, les termes de sa reddition.⁵

Les Kel Adagh restent alors dans la région le seul groupe touareg à vivre hors de la domination française. Mais ils sont maintenant complètement encerclés et isolés. En effet, au nord, les troupes françaises ont aussi largement progressé. Elles étaient restées bloquées longtemps après l'anéantissement de la mission partie reconnaître les abords de l'Ahaggar, et commandée par le colonel Flatters, en 1881. Cependant, le 27 décembre 1889, In Salah est occupée par la mission Flamand, escortée par une colonne sous les ordres du capitaine Pein. Trois autres colonnes, dirigées par le commandant Baumgarten, le colonel Bertrand et le lieutenant-colonel d'Eu prennent position dans les oasis du Tidikelt et du Touat. Le 7 mai 1902, le raid du lieutenant Cottenest, décidé par le capitaine Cauvet, chef d'annexe d'In Salah, et la rencontre de Tit qui en est l'aboutissement, où les Touaregs Kel Ahaggar sont défaits, ouvrent aux Français la porte de l'Ahaggar. Laperrine, qui a été nommé, le 6 juillet 1901, Commandant supérieur des oasis sahariennes, crée alors la première Compagnie saharienne, et, à sa tête, effectue en 1903 une tournée qui le mène jusqu'à In Zize, à l'ouest de l'Ahaggar. L'étau se referme. La mission Foureau-Lamy a déjà réalisé en 1900 la jonction avec le Niger, à Zinder, et les deux massifs encore inoccupés de l'Aïr et de l'Adagh sont maintenant séparés par la présence française. Autour des Kel Adagh, le seul espace non encore pris en main par les Français se trouve au nord-ouest. Mais c'est la voie menaçante des rezzous Rgaybat, grands nomades arabo-berbères installés au sud du Maroc et qui s'abattent régulièrement sur l'Adagh. Aucune aide, aucun appui n'est à attendre de ce côté...

⁵ Cf. Acte de soumission des Oulliminden (23 janvier 1903) citées par RICHER (A.), *Les Oulliminden*, Paris, Larose, 1924 : 183. Il est intéressant d'en isoler l'article 5, qui spécifie déjà : "Le Gourma et l'Adrar sont formellement interdits aux Oulliminden".

Projets d'occupation et motivations françaises

Pour les Français, qui tiennent donc en 1903 les deux rives du Sahara, Sahel au sud et jusqu'à l'Ahaggar au nord, il restait à opérer la jonction entre les troupes algériennes et les troupes soudanaises. Celle-ci était un vieux rêve. Dès 1898, le Général de Trentinian, gouverneur du Soudan, avait évoqué cet objectif, et le 4 mai de la même année, le ministre des Colonies avait écrit au Gouverneur général de l'Algérie :

"Une des questions les plus fréquemment mises à l'ordre du jour en ce moment est celle de l'union à travers le Sahara de nos diverses possessions du nord de l'Afrique. De récents événements, arrivés presque simultanément, semblent préparer la solution : l'occupation du Touat..., la constitution de la Mauritanie occidentale... Désormais, moins d'un millier de kilomètres sépare nos postes les plus avancés dans le Sahara... Il est de notre devoir d'envisager d'ores et déjà l'éventualité d'une jonction et il y aurait, je crois, intérêt pour la coordination de nos efforts dans ce sens à ce que nos départements échangent régulièrement leur information d'ordre divers"⁶

En réalité, une véritable concurrence existait d'ailleurs dès cette époque entre les "Algériens" et les "Soudanais" :

"Les troupes algériennes ont dépassé In-Salah, et étendent notre influence avec une rapidité croissante vers la zone soudanaise. Ne serait-il pas assez humiliant pour l'armée coloniale, qui a conquis le Soudan au prix de tant d'héroïsme, de voir les Algériens pacifier avant nous les Oulliminden, qui sont bien, à n'en pas douter, des Sahariens de zone soudanaise?"⁷

On sait qu'il n'en fut finalement pas ainsi. Mais après la soumission de Firhun en 1903, la course restait rude, et les deux ensembles algériens et soudanais lorgnaient maintenant vers l'Adagh. Les autorités soudanaises cherchèrent à annexer la région à l'Afrique occidentale avant que l'Algérie ne le fasse à son profit. En 1902, une opération était alors prévue, dont le but avoué était de relier In Salah à Gao par une ligne de postes et une ligne télégraphique⁸. Mais devant les difficultés à organiser une telle opération⁹, la colonne d'occupation de l'Adagh ne se constitua pas¹⁰. Le Gouverneur même n'y

⁶ Cité par DENIS (P), *L'armée française au Sahara*, Paris, L'Harmattan, 1991 : 128.

⁷ RICHER (A.), *Les Oulliminden*, Paris, Larose, 1924 : 164.

⁸ Lettre du colonel Daval de Gao à Zinder, n° 253, 18 juin 1900, Archives de Gao, citée par RICHER, *Les Oulliminden*, Paris, Larose, 1924 : 166.

⁹ Le rapport d'ensemble du premier Territoire militaire pour 1902 relate ces difficultés : "Le Territoire s'est préoccupé de l'organisation de la colonne de l'Adrar; préparation longue, pénible, laborieuse. Difficultés pour le rassemblement des chameaux, la réunion du matériel nécessaire à la colonne. Peu d'empressement ou refus de participer des tribus." ANM, Bamako, ID 27 Fonds ancien.

¹⁰ La rumeur en a cependant effrayé les Iwlliminden, et a peut-être été à l'origine de leur reddition : "Entre-temps, à Gao et Tombouctou, (en 1902) se préparait une importante colonne, dont le but était d'aller donner la main aux Algériens descendant d'In Salah. Les Oulliminden virent-ils dans cette manoeuvre une nouvelle menace contre eux, et cette fois plus sérieuse que les précédentes? En tout cas, un mouvement décisif se produisit chez eux en faveur de la paix". RICHER, *Les Oulliminden*, Paris, Larose, 1924 : 182. Inversement, la dislocation de la colonne fut heureusement vécue par les Kel Adagh : "L'occupation de l'Adrar aurait eu pour premier résultat de mettre un terme aux incursions des Hoggars, des Iforas, des Idnanes, contre nos villages et d'amener la soumission complète et définitive des Oulminden. La dislocation de la colonne fut prononcée. Les gens de l'Adrar la considèrent comme une victoire. Des rezzous sont donc à prévoir au début de 1903." ARNAUD, *Les nomades de l'Adrar sous la*

était pas favorable :

“Il n’y a pas lieu actuellement de proposer la formation d’une colonne chargée de fonder une série de postes éloignés de 200 à 300 km destinés à jalonner la ligne de communication avec le Touat jusqu’à Timissao : car la télégraphie sans fil fonctionne encore mal”¹¹

Toutefois, il ajoute qu’il faut malgré tout reconnaître la région. Et de proposer la formation d’une colonne très mobile d’environ 40 tirailleurs réguliers montés à méhari accompagnés d’une cinquantaine de Kounta auxiliaires, qui aurait plusieurs objectifs : installer les Kounta sur leur nouveau terrain de parcours, reconnaître la région pacifiquement jusqu’à Timissao, et éventuellement recevoir la soumission des Ifoghas et des Idnan. Ce fut l’origine de la mission du capitaine Théveniaut.

Pourquoi était-il utile d’occuper ce massif, dont les habitants touaregs ne s’étaient guère mêlés jusque là à la lutte contre les Français? Il était difficile d’accorder à la région un grand attrait économique : la tenir ne représentait pas le contrôle du grand commerce transsaharien, d’autant que lorsque l’occupation fut envisagée par les Français, il était déjà définitivement brisé par l’avancée européenne commencée depuis plusieurs décennies, et par l’implantation qui en avait été le corollaire dans les grandes oasis algériennes ou les villes du Soudan. Il faut en chercher les raisons ailleurs. La première était évidemment stratégique. Il n’était pas possible pour les Français de laisser entre leurs territoires une vaste zone où ne s’exercerait pas leur autorité, au contact des Touaregs Ihaggaren et des Iwlliminden, adversaires particulièrement rudes, et qui pourrait devenir leur sanctuaire, leur position de repli en cas de reprise des combats :

“L’Adrar, massif montagneux à 250 km au nord du coude du Niger à Bourem est le centre d’action des Oulliminden et le point d’appui des Hoggars et autres pillards. Il serait urgent de l’occuper ou tout au moins d’y établir un poste”¹².

De plus, s’assurer du contrôle complet de la turbulente tribu des Iwlliminden était un impératif stratégique dans la conquête coloniale de l’Afrique et la marche vers le Tchad :

“Les opérations contre les Oulliminden ne devaient d’ailleurs être qu’une étape dans le grand plan, enfin arrêté, de pénétration jusqu’au Tchad...Déjà l’occupation du Djerma est achevée (1901), on tient Zinder; on marche vers le Tchad. N’est-ce pas une imprudence grave de laisser, sur le flanc gauche de notre route vers le Tchad, ce groupe d’Oulliminden insoumis, qui, du jour au lendemain, vers Filingué et Tahoua, peuvent couper notre ravitaillement?”¹³

La jonction nord-sud permettait de plus un contact direct entre l’Algérie et le

domination française (monographie dactylographiée), ANM, Bamako, ID 27 Fonds ancien : 20.

¹¹ Tombouctou, 20 décembre 1903, rapport n° 19 R du Gouverneur au ministre des colonies. ANSOM. Série géographique AOF IV 4.

¹² 1er Territoire militaire, cercle de Tombouctou, Rapport politique mensuel d’août 1901, Archives nationales, 14 Mi 1617.

¹³ RICHER (A.), *Les Oulliminden*, Paris, Larose, 1924 : 144 et 172.

Soudan, et offrait la possibilité d'opérations conjointes dans le maintien de l'ordre saharien. C'était enfin une question de prestige. Dans l'esprit des officiers, qu'ils dépendent de l'armée coloniale ou des méharistes algériens, il était impensable de laisser hors d'autorité un territoire qui avait été attribué à la zone d'influence française par les traités internationaux. La jonction était dans les esprits. Mais elle n'était pas encore faite, et cela aurait pu, au rythme où se faisait l'occupation, prendre encore des années, si ne s'était produit un coup de théâtre dans ces atermoiements : la soumission des Kel Adagh, proposée de leur propre initiative... Quelles en furent les circonstances ?

Kel Adagh et Français : premières approches

En 1903, les premiers contacts sont pris avec les Kel Adagh, pacifiquement, et sur l'initiative de ces derniers. Mais les faits sont complexes, et malgré l'imbroglio qui ressort des documents d'archives, il est important de les éclaircir, car ils conditionnent ensuite la situation des Kel Adagh pendant toute la colonisation et jusqu'à nos jours. Il est en effet généralement admis que les Kel Adagh aient proposé leur soumission en novembre 1903 aux autorités françaises d'Algérie. Or, en 1905, l'Adagh est rattaché au Soudan, et les représentants de celui-ci iront jusqu'à interdire militairement aux patrouilles algériennes de fouler ce territoire ! Une question se pose alors immédiatement. Pourquoi les Kel Adagh ont-ils fait leur soumission à l'Algérie, et non au Soudan, et pourquoi, s'ils se sont effectivement tournés vers le nord, ont-ils finalement été rattachés au sud, au Soudan, et non à l'Algérie ? Cette interrogation n'est pas anodine, ni seulement factuelle. A travers sa résolution, ce sont les réalités des stratégies croisées des Kel Adagh, des Kel Ahaggar, des Iwlliminden et des Français qui sont en jeu. Les éclaircir, c'est aussi mieux comprendre les objectifs et les volontés de chacun. En réalité, si les Kel Adagh se soumettent, parce qu'ils ont compris qu'ils n'avaient plus les moyens de résister, ils cherchent à le faire d'abord au sud, parce que les Kel Ahaggar déjà liés aux Français représentent un danger pour eux. Devant l'attitude négligente des autorités soudanaises, ils se rendent ensuite au nord, et les autorités algériennes sautent sur l'occasion pour tenter de rattacher l'Adagh au Sahara algérien, alliées en cela au nouvel amenokal des Kel Ahaggar, Moussa ag Amastane. Celui-ci réclame la souveraineté sur l'Adagh, ce qui ne fait pas l'affaire de ses habitants, ni des autorités soudanaises qui craignent que la région ne leur échappe. Un jeu subtil se développe alors entre le commandant des oasis algériennes Laperrine, Moussa ag Amastane, les autorités soudanaises, Firhun des Iwlliminden, et les Kel Adagh qui deviennent l'enjeu politique des différentes tentatives de domination. Le rattachement final en 1905 de l'Adagh au Soudan, tranché par les autorités ministérielles moins engagées dans ces luttes de pouvoir

ne régla pas définitivement la question. Il fallut attendre l'installation française effective en 1909, et les conventions signées à cette occasion pour que le débat soit clos, avec l'érection des Kel Adagh en groupement politique à part entière et indépendant.

Une soumission offerte

Au moment de l'arrivée des français, la situation politique des Kel Adagh était, on l'a vu, encore précaire : autonomes, mais non indépendants, et ne formant pas un groupement politique à eux seuls, mais au contraire ayant à composer avec les puissants groupements politiques voisins, Kel Ahaggar et Iwlliminden; libres, mais n'étant pas considérés comme aussi nobles que leurs voisins; payant des tributs, mais en passe de s'en libérer sous l'égide de la famille d'Illi; hors de l'autorité coloniale, enfin, mais encerclés, et parfaitement conscients de la force des Français qui avaient su réduire à néant les résistances issues de tribus qui pouvaient aligner des centaines de guerriers et qui possédaient une capacité guerrière qu'eux mêmes n'avaient jamais eue.

C'est dans ce contexte qu'une offre de soumission de la Djemaa des Ifoghas est envoyée aux autorités algériennes d'In Salah ¹⁴. Le 3 novembre 1903, arrive dans cette ville le caïd d'Akabli, Moulay Omar, accompagnant deux notables Ifoghas, Yahia ag Mohammed et Mohammed ag Ahmed, porteurs d'un message :

"De la part de la Djemaa ¹⁵ de l'Adrar des Ifoghas et des fractions qui s'y rattachent, Idenan et Ibotenaten, dont le chef se nomme Illi, et de la part de Issouf (Amghar des Taghat Mellet reconnaissant la suprématie d'Illi), au chef des Français habitant le Touat et In Salah.

Nous avons appris que vous étiez juste; c'est pour cela que nous préférons venir à vous plutôt qu'à un autre de vos frères. Nous vous envoyons deux des nôtres, Yahia et son compagnon. Ils sont nos yeux et nos mains. Nous désirons la paix complète qui doit grâce à vous nous assurer la sécurité de la part de tous les Français de Deneg (Tahoua sur la route du Niger à Zinder), de Tombouctou, du Niger et de tous les gens sous leurs ordres. Nous ne sommes pas de ceux qui aiment la guerre, ni de ceux qui cherchent à faire le mal, nous ne pouvons pas non plus vous assurer qu'il n'y ait pas quelques voleurs chez nous, nous n'avons jamais été administrés.

Nous vous envoyons un méhari et sa rahla. Nous désirons que nos envoyés ne séjournent pas trop chez vous et qu'ils nous viennent avec un écrit de votre part que nous pourrions montrer à vos amis du fleuve. De cette façon, il ne nous arrivera aucun mal de leur part ni de celle des gens placés sous leurs ordres. De notre côté, nous vous assurons la plus grande sécurité pour les vôtres et nous vous demandons la réciprocité pour les nôtres.

Écrit à la date du 12 Kedjeb 1324 (20 octobre 1903)" ¹⁶

"Nous avons appris que vous étiez juste; c'est pour cela que nous préférons venir à vous plutôt qu'à un autre de vos frères". L'argument semble un peu faible... Mais le

¹⁴ Lettre reçue le 3 novembre 1903 par le capitaine Métois, chef de l'annexe d'In Salah. (Rapport du cpt. Métois du 9 novembre 1903, Archives Nationales, série géographique A.O.F. IV 4).

¹⁵ Assemblée des notables et des chefs.

¹⁶ Rapport du capitaine Métois (9 novembre 1903), chef de l'annexe d'In Salah, commandant la Compagnie des Oasis sahariennes du Tidikelt, sur la soumission des Ifoghas de l'Adrar. ANSOM, Série géographique, AOF IV 4.

capitaine Métois, qui reçoit cette lettre, ne se pose pas la question de savoir pourquoi les Kel Adagh s'adressent à lui afin d'être protégés des Français du Soudan et du Niger. Cela aurait pu pourtant lui paraître étrange, les Touaregs ayant jusque là toujours fait leur soumission aux adversaires avec qui ils avaient eu affaire, qu'ils se soient battus avec eux ou aient été menacés par eux. Il répond immédiatement ceci :

"A Illi et à la Djemaa des Ifoghas.

Vos envoyés sont arrivés heureusement à In Salah, et je les ai reçus avec joie. Ils m'ont remis votre lettre que j'ai lue et comprise. Je ne peux que me réjouir de voir que vous vous ralliez franchement à la cause du bien et de la paix, sans lesquels il ne saurait y avoir de prospérité pour le pays. J'ai reçu le méhari et sa rahla. Je les accepte et vous en remercie.

Et voici maintenant ce que je vous dis :

Je reconnais pour chef des Ifoghas de l'Adrar et des fractions qui s'y rattachent, Mohammed Illi ag Khammadin. Il commandera et administrera toutes les tribus avec le concours de la Djemaa, suivant les coutumes locales de manière à faire régner dans tout le pays le bien et la justice et de manière que les routes soient sûres et libres pour les voyageurs et les commerçants.

En échange, le gouvernement français dont je suis le représentant à In Salah, vous assurera la protection contre vos ennemis. Pour que cette protection soit efficace, il faut que vous me fassiez connaître tous les événements importants qui se passent dans votre pays, en m'envoyant des courriers fréquents. Il faut aussi que vous vous absteniez de faire acte d'hostilité contre les tribus voisines...

Si quelques uns de vos voisins vous causent un dommage, faites le moi savoir. Si ce sont des gens soumis à l'autorité française, je vous ferai rendre justice. Si ce sont des gens qui ne sont pas soumis, je vous aiderai contre eux, afin de vous assurer la victoire.

(...) Je remets à Yahia, en même temps que cette lettre, un burnous rouge de commandement pour Illi, et un burnous pour Isouf" ¹⁷

Les autorités algériennes se frottent les mains. Le mérite de la soumission d'un des derniers bastions touaregs est destiné à leur revenir, et la région est manifestement en passe de tomber sous leur contrôle. C'est un succès indéniable, et Laperrine, faussement modeste, surenchérit dans son rapport sur les relations avec les Ifoghas de l'Adagh, en s'attribuant la réussite de la soumission de l'Adagh ¹⁸. De plus, bien qu'il affecte de ne pas s'intéresser à la question de leur rattachement au Soudan ou à l'Algérie ¹⁹, il déploie tous les arguments à sa disposition pour tenter de les placer sous son influence, et précise que le choix des Ifoghas de leur lieu de soumission ne s'est pas porté sur In Salah au hasard ni sur un "simple coup de tête" :

¹⁷ Rapport du capitaine Métois (9 novembre 1903), chef de l'annexe d'In Salah, commandant la Compagnie des Oasis sahariennes du Tidikelt, sur la soumission des Ifoghas de l'Adrar. ANSOM, Série géographique, AOF IV 4.

¹⁸ "Au printemps 1903, je rencontrais dans l'Ahnet, Famak, le fils d'un des chefs Ifor'ass de l'Adrar venu (...) auprès d'Aouzec pour lui réclamer des chameaux raziés par les Kel Ahnet. Je lui fis rendre ses chameaux et enthousiasmé, il m'offrit la soumission de sa tribu que je refusais car il n'avait reçu aucun mandat pour cela. J'écrivais à la Djemaa qu'elle pouvait faire sa soumission à Tombouctou ou au Tidikelt, que dans les deux cas je la protégerai également mais que ce que je ne voulais pas, c'est d'avoir entre moi et le Soudan des gens indépendants, des français. En Novembre 1903, la Djemma fit sa soumission régulièrement à In Salah, soumission qui fut acceptée." ANM, 1N106, pièce n°4, Bamako, Fonds anciens.

¹⁹ "Le principal à mon avis c'est qu'ils soient soumis aux français, la question de rattachement au Soudan ou à l'Algérie n'était que secondaire car il suffisait d'une lettre au Président du Conseil pour les faire changer de colonie, le cas échéant et cela sans à coups avec remise régulière faite par un officier des Oasis à un officier du premier territoire." AMN, 1N106, pièce n°4, Bamako, Fonds anciens.

"Après enquête faite sur place, il résulte que cette soumission a été discutée et raisonnée longuement, les motifs de la décision prise par la Djemaa ont été les suivants :

1. Presque tous les Ifor'ass sont sous la protection de Moussa ag Amastane (...), il était naturel qu'ils désirent se trouver sous la même autorité.

2. Au Soudan, on voulait les mettre sous la coupe d'Hamoadi, le chef des Kountas (...) et non seulement ce chef est d'une autre race, mais il est leur ennemi juré et depuis qu'il a l'âge d'homme passe son temps à les razzier. Tandis qu'au Tidikelt, ils étaient sûrs de n'avoir d'autres intermédiaires que leurs élus entre eux et le chef d'annexe du Tidikelt. Si nous leur avions proposé le Caïd Chaamba pour chef, ils auraient préféré la mort à la soumission à l'Algérie. Dans cette circonstance, on ne semble pas s'être rendu suffisamment compte au Soudan des haines séculaires qui séparent Arabes et Berbères du Sahara.

3. Tout le commerce des Ifor'ass est avec les oasis, comme produit d'échanges, ils n'ont que leurs boeufs, leurs moutons et le produit de leurs troupeaux, beurre, peaux, etc... Ils n'ont aucun débouché pour ces produits dans la vallée du Niger plus riche qu'eux en bétail; au contraire, les oasis, complètement dépourvus de troupeaux sont pour eux un bon terrain d'échange. De plus la création des compagnies sahariennes était venue offrir un débouché pour leur méharas et leurs articles de sellerie." ²⁰

A lire cette lettre, les raisons de la soumission des Kel Adagh paraissent fondées. Or, Laperrine fait des erreurs importantes. Les Kel Adagh ne sont plus à cette date sous la protection de Moussa ag Amastane, et les combats qu'ils menaient contre lui montraient que les rapports entre l'Ahaggar et l'Adagh n'étaient pas réellement au beau fixe! Mais Laperrine a des intérêts liés à ceux de Moussa, et celui-ci "bluffe", afin de pouvoir placer les Kel Adagh, malgré leur volonté, sous son influence :

"Si Moussa a écrit au capitaine d'In Salah, disant que l'Adrar doit être rattaché au Hoggar, car on lui paye déjà la tiwse, c'est pour avoir la domination sur l'Adrar." ²¹

Lorsque, d'autre part, Laperrine cherche à justifier le soi-disant "choix" des Ifoghas à partir de la haine jurée des Kounta il se trompe encore, ou énonce volontairement des contre-vérités. Les autorités d'Afrique occidentale n'avaient pas le projet de placer les Kel Adagh sous la coupe des Kounta, qui n'étaient d'ailleurs pas leurs "ennemis jurés". Car si les Touaregs de l'Adagh et les Kounta ont pu parfois se heurter, les relations qu'entretenaient les deux groupes étaient au contraire le plus souvent ceux d'une coexistence pacifique. Leur interpénétration était importante dans de nombreuses régions, des Kounta vivaient partout dans l'Adagh, et les arrens leur appartenaient. La présence dans l'Adagh même de religieux Kounta vénérés et écoutés, dont le moindre n'était pas Cheikh Baye en sont des illustrations significatives. Baye, marabout très réputé et vénéré dans tout le Sahara central, a eu en effet sur les Kel Adagh, en leur conseillant la paix comme il l'a fait à son élève Moussa Ag Amastane, une influence considérable. Il faut d'ailleurs revenir un peu sur ce personnage, qui est une des clés de la compréhension de la soumission à la fois des Kel Adagh et des Kel Ahaggar, et qui a manifestement marqué les auteurs contemporains. Cheikh Baye ould Sidi Amar était le

²⁰ AMN, 1N106, pièce n°4, Bamako, Fonds anciens.

²¹ BADI, Témoignage recueilli dans l'Adagh le 12-8-87, oued Ellewidj.

neveu de Cheikh Sidi el Bekkay ²², et le fils de Cheikh Sidi Amar, lui-même marabout réputé des Kounta. C'était ce dernier qui était venu s'installer dans l'Adagh, à Teleya, où il fonda une zawiya ²³. La direction de la confrérie revint à son fils aîné, Sidi Mohammed. A la mort de ce dernier, vers 1895, ce fut son frère Cheikh Baye qui prit sa succession. Son influence religieuse et morale grandit alors rapidement. Elle déborda du cadre Kounta, et au delà même de l'Adagh, touchait aussi bien les Iwlliminden que les Ihaggaren.

"Le marabout Baye (ould Sidi Amor) vivait en plein milieu touareg; il avait fondé dans le nord de l'Adrar, dans la région d'Essouk, à Teleya, une zaouïa (école coranique) fort prospère; ses élèves étaient nombreux; sa réputation de savant s'était répandue dans tout le Sahara; elle n'a fait que grandir jusqu'à l'époque actuelle; guérisseur, il voit affluer vers lui de nombreux malades qui ont grande foi dans ses médicaments et ses amulettes; jurisconsulte émérite, il se voit soumettre la plupart des litiges d'importance qui s'élèvent chez les nomades du Sud-Saharien; ses décisions sont considérées comme sans appel." ²⁴

S'il avait choisi de conseiller aux Touaregs la résistance face à la pénétration française, il est probable qu'il aurait suscité de fortes oppositions. Au contraire, guidé à la fois par sa conviction religieuse et par une analyse réaliste de la situation, il prôna la soumission, tant aux Ihaggaren qu'aux Kel Adagh :

"Son action politique est toute pacifique; d'ailleurs lui-même n'a jamais assisté à un rezzou et il se confine entièrement dans son état de religieux, d'homme de prières et de livres, de bienfaisance: il pousse la douceur à tel point qu'il interdit même de faire la chasse aux lions qui parfois attaquent son bétail. Toutes les fois qu'on lui demande conseil, il donne toujours des avis de paix, cherchant à éviter les effusions de sang, les guerres, les querelles, les actions injustes, déconseillant les rezzous et les pillages. Ayant élevé Moussa-ag-Amastan, aménoukal des Ahaggar, dont il est en quelque sorte le père spirituel, il l'a poussé à se soumettre aux Français et à vivre en bonne intelligence avec eux." ²⁵

Utiliser une quelconque haine définitive des Kounta et des Kel Adagh ne tient donc pas. Enfin, l'argument de l'avantage que trouveraient les Kel Adagh à se tourner vers le nord pour leur commerce, selon Laperrine exclusivement orienté vers les Oasis, et non vers la vallée du Niger, semble spécieux. Si les caravanes de l'Adagh se rendaient régulièrement au Touat et dans les villes du nord, elles n'en avaient pas moins aussi régulièrement pour but les agglomérations du Soudan :

"Il n'y a qu'à jeter les yeux sur une carte pour constater que l'Adrar est tributaire de la vallée du Niger pour les céréales; il est réellement impossible d'admettre qu'ayant auprès d'eux des contrées fertiles, ils effectuent leurs principales transactions dans les oasis où le grain est très rare, très cher, et où leur bétail ne peut arriver, faute de pâturages et d'eau en route, que fort affaibli" ²⁶

²² Qui avait reçu le gouvernement Kounta en 1848, et qui donna l'hospitalité à l'explorateur Barth RICHER (A.), *Les Oulliminden*, Paris, Larose, 1924 : 106.

²³ Confrérie religieuse (mot arabe)

²⁴ RICHER (A.), *Les Oulliminden*, Paris, Larose, 1924, note 1 : 134. voir aussi RICHER, 1924 : 45

²⁵ CORTIER, *D'une rive à l'autre du Sahara*, Paris, Larose, 1908 : 288.

²⁶ ARNAUD, *Les nomades de l'Adrar sous la domination française (monographie dactylographiée)*, ANM, Bamako, ID 27 Fonds ancien : 22.

Les Kel Adagh n'avaient donc guère d'avantages à se soumettre au nord. Et pourtant, leur soumission officielle fut effectivement enregistrée à In Salah. Mais l'évolution des faits a parfois d'étonnants détours. En réalité, contrairement aux affirmations de Laperrine, dont on comprend bien les motifs, les Kel Adagh s'étaient d'abord tournés vers le sud, vers le Soudan, pour offrir leur reddition. Ils n'avaient pas choisi les autorités algériennes pour cela : cette décision avait en fait été dicté par les circonstances. Voyons en effet ce qu'en dit le capitaine Pasquier :

"En 1903, étant commandant du cercle de Bamba, je recevais une lettre d'Illi, chef des Ifor'ass, offrant sa soumission. Cette lettre était envoyée à Tombouctou au lieutenant-colonel commandant le territoire militaire, et je retenais à Bourem l'envoyé d'Illi. Celui-ci au bout de 15 jours, demandait à partir et disparaissait le jour même dans la nuit, devant les réponses un peu vagues qui lui avaient été faites. La question de soumission des Ifor'ass restait donc sans solution, aucune réponse, du moins à ma connaissance, n'ayant été faite à Illi." ²⁷

Les Kel Adagh avaient donc bien voulu dans un premier temps s'éloigner de Moussa ag Amastane et de ses Kel Ahaggar qu'ils cherchaient alors à repousser loin de l'Adagh. Cependant, s'ils se sont rendus au nord devant le peu d'intérêt accordé à leur démarche par les autorités soudanaises, c'est que le temps pressait. Les Français s'apprêtaient à envahir l'Adagh, et ses habitants étaient résolus à les prendre de vitesse pour ne pas avoir à se battre contre eux, pour ne pas faire figure de vaincus, et tenter en établissant une forme d'alliance avec eux d'en tirer les quelques profits encore possibles. Dans cette analyse de la situation politique, si les conseils de Cheikh Baye ont été certainement importants, les réflexions des Kel Adagh ont aussi joué leur rôle. Et si ces derniers ont eu l'initiative de leur soumission, au contraire des autres groupements touaregs qu'il a d'abord fallu vaincre militairement, c'est bien que leurs analyses des événements les y poussaient. Les gens de l'Adagh, dont le contact avec les Français fut plus tardif, connaissaient les exemples des affrontements précédents de l'armée coloniale avec les Kel Ahaggar et les Iwlliminden, avaient eu le temps de voir leurs voisins se faire battre, les uns après les autres, et parfois fort rudement. Écoutant les conseils avisés du marabout Kounta Cheikh Baye, ils ont compris qu'il n'était pas utile de résister à une puissance qui leur était bien supérieure. Il s'agissait d'éviter une opposition violente dont ils avaient tout lieu de croire qu'elle tournerait à leur désavantage. Ils avaient tout à y perdre, alors que l'accommodement pouvait leur être profitable. En effet, plus positivement, et c'est en cela qu'il importait de dégager la nature exacte des rapports qui les liaient avec les groupements politiques voisins, les Kel Adagh, ont à mon sens vu dans l'arrivée des Français l'occasion de s'affranchir de la tutelle et/ou des razzias des Iwlliminden et des Kel Ahaggar. Quant aux Français, leur stratégie est évidente : ils avaient tout intérêt à pouvoir s'installer sans coup férir. L'occupation de l'Adagh était

²⁷ Rapport du Cpt. Pasquier, commandant la 2e compagnie du bataillon de Tombouctou et le cercle de Gao, 28 mai 1907, ANM, BKO, 1N106, fonds anciens.

indispensable afin de pouvoir contrôler l'ensemble du Sahara, et ôter toute possibilité de la part de pillards ou de rebelles de se réfugier dans un tel sanctuaire.

En 1904, les Kel Adagh n'ont cependant encore aucune certitude quant à leur rattachement à l'un ou l'autre des territoires français, ni de confirmation réelle de leur indépendance par rapports aux groupements voisins. La soumission est offerte, et acceptée, mais les Français n'ont pas encore pris en main l'Adagh, ils ne l'ont d'ailleurs même pas encore traversé, et la fameuse jonction Algérie-Soudan n'est toujours pas réalisée. Aucun poste ne vient matérialiser l'occupation effective, aucune convention n'a été passée entre les différents groupes nomades pour limiter leurs terrains de parcours respectifs. De plus, ni Moussa, l'amenokal des Kel Ahaggar, ni Firhun, l'amenokal des Iwlliminden n'ont encore renoncé à leurs revendications sur la région. Les derniers détails de l'occupation ne seront réglés qu'en 1909, cinq ans plus tard. Pendant ce laps de temps, des stratégies opposées de domination sur l'Adagh se sont déchaînées...

Stratégies croisées pour le rattachement des Kel Adagh au Soudan.

En 1904, la jonction permise par la soumission des Kel Adagh finit par s'opérer entre l'Algérie et le Soudan. Elle se déroule dans des conditions difficiles, pour deux raisons : le détachement soudanais, trop brutal dans ses réquisitions de chameaux, effraye les Kel Adagh, et lorsque les deux troupes françaises se rejoignent, leur rencontre manque de tourner à l'affrontement.

Au nord, le colonel Laperrine, commandant des Oasis algériens, descend vers Timiawin, avec un détachement de 72 hommes commandés par plusieurs officiers, l'astronome Villate, et le père de Foucauld ²⁸. Au sud, le capitaine Théveniaut, accompagné du chef Kounta Hammadi, part de la région de Gao avec un détachement de gnomiers commandés par le sergent Bovier-Lapierre et une section méhariste dirigée par le lieutenant Jérusalémy. Il se dirige vers Timiawin, et s'y arrête. Mais avant de parvenir à ce point, il a commis un certain nombre de brutalités à l'encontre des Kel Adagh :

"Il ne nous appartient pas de relater ici les incidents que provoqua la mission Théveniaut à Timiaouine eu sujet des Iforas; ceux-ci n'eurent pas à se louer de leurs premiers rapports avec les autorités soudanaises; M. Théveniaut remonte son détachement en chameaux aux dépens des gens de l'Adrar, qui, assez surpris de ces procédés, furent beaucoup plus frappés de notre force que de notre esprit de justice" ²⁹

La première conséquence de cette mission fut alors de retourner les Kel Adagh en

²⁸ Pour l'organisation de la colonne, se reporter au Rapport du Cmdt Laperrine, "Une tournée dans le Sud de l'annexe du Tidikelt du 14 mars au 3 juillet 1904", *Renseignements coloniaux*, 2, février 1905.

²⁹ ARNAUD, *Les nomades de l'Adrar sous la domination française* (monographie dactylographiée), 1917. ANM, Bamako, ID 27 Fonds ancien : 30.

faveur des autorités algériennes. S'éloigner de Moussa ag Amastane était une chose, mais si les Soudanais étaient aussi brutaux, le gain n'apparaissait plus très clairement. On peut penser ainsi que les Touaregs de l'Adagh ont commencé à craindre d'être effectivement rattachés à ces Français de l'AOF, qui avaient l'air d'être nettement moins conciliants que ceux du Nord (impression que Cortier ressent encore en 1907 : "*Les Ifor'as de la région ont la plus grande terreur des Soudanais; en 1904 ils se sont trouvés en relation avec le colonel Laperrine et ils manifestent au contraire beaucoup de bonne volonté pour le capitaine Dinaux*"³⁰; de même le capitaine Cauvin : "*il a été facile de se rendre compte que les populations avaient gardé un souvenir fâcheux de leurs rapports avec la mission soudanaise de 1904*"³¹). Il devenait préférable pour eux d'affecter être en parfaits termes avec Moussa, qui semblait au mieux avec les Algériens, et prétextant être sous sa protection, obtenir aussi celle de Laperrine, qui n'en demandait pas plus... Dans son rapport, le commandant Laperrine se donne ainsi le beau rôle. Il se présente comme le protecteur des Kel Adagh, en face du détachement venu du Soudan qu'il dépeint comme effrayant, à cause de la présence du chef Kounta Hammadi. Et il n'hésite pas à mettre en relief la volonté supposée des gens de l'Adagh de se placer sous son autorité, dont il n'oublie pas de montrer toute la rassurante étendue³².

Inversement, Laperrine passe sous silence les problèmes de la liaison entre lui et Théveniaut, issus de la concurrence territoriale qui régnait entre l'Algérie et les Colonies. Les reconnaissances qu'il avait effectuées vers le sud avaient pour but d'effectuer la jonction avec les Français du Soudan, mais aussi d'étendre les territoires algériens, car "*il était parfaitement admis en haut lieu que toute zone explorée, reconnue, était ipso facto rattachée au commandement des oasis*"³³. En 1904, le Ministère des Colonies était au

³⁰ CORTIER, *D'une rive à l'autre du Sahara*, Paris, Larose, 1908 : 152.

³¹ Rapport de tournée du capitaine Cauvin, 4 juillet 1907, ANM, Bamako, ID 27 Fonds ancien.

³² Laperrine adopte pour relater ses relations avec les Ifoghas un ton très paternel, manifestement destiné à montrer qu'ils lui faisaient confiance : "A mon arrivée chez (les Ifoghas) je les trouvai très inquiets du sort qui leur serait réservé, car ils avaient appris l'arrivée de la colonne du capitaine Théveniaut chargée, disaient-ils, de les punir pour avoir fait leur soumission à In Salah. Je me suis efforcée de les rassurer en leur représentant que leurs craintes étaient vaines.(...) A quelques kilomètres d'In Ouzel, je commençais à rencontrer les campements Ifoghas. Ils m'accueillirent cordialement, se montrèrent en confiance avec moi, ce fut chaque jour un véritable concert de réclamations contre Hammouadi. Je les calmais de mon mieux, leur disant que les nouvelles reçues par eux devaient être certainement exagérées, que j'allais d'ailleurs m'entendre avec le capitaine Théveniaut et que tout s'arrangerait. J'écrivis aussi aux chefs Ifoghas et au capitaine Théveniaut. Aux premiers, je donnais l'ordre de se présenter au chef de la colonne de Tombouctou, de le saluer de ma part, de lui procurer les vivres dont il aurait besoin, en un mot d'agir vis-à-vis de lui comme ils agiraient vis-à-vis de moi. Je leur donnais rendez-vous à Tassalit pour le 20 avril ; je terminais en leur disant, de ne pas faire quoiqu'il arrivât, acte d'hostilité contre la colonne du Soudan, ajoutant que si par malheur cela se produisait je serais obligé de les traiter en révoltés. Au capitaine Théveniaut, j'indiquais mon itinéraire, lui donnais rendez-vous à Tassalit en lui disant que si un autre point lui convenait mieux, il n'avait qu'à m'envoyer un mot. Je lui disais combien les Ifoghas étaient affolés de sa marche en avant et de la présence d'Hammaouadi à ses côtés. Ces lettres ne parvinrent à Teleyet qu'après le départ pour Timiaouin du capitaine Théveniaut. Le 16 avril, je rencontrais cet officier à Timiaouin et je restais avec lui jusqu'au 18." Rapport du Cmt Laperrine, "Une tournée dans le Sud de l'annexe du Tidikelt du 14 mars au 3 juillet 1904", *Renseignements coloniaux*, 2, février 1905 : 38.

³³ SCHMITT (M.C.), "Timiaouine, 16 avril 1904", *Tropiques*, 365, août-septembre 1954 : 40

courant des efforts de Laperrine et avait même prévenu le Gouverneur Général de l'AOF qu'il devait se préparer à une liaison des Compagnies des Oasis sahariennes avec un détachement soudanais. L'itinéraire des Algériens était aussi indiqué (Aït-el-Kra, Timissao, Timiawin), mais sans limites méridionales. Le Gouverneur dut alors sentir un danger car il réagit à cette nouvelle, peut-être un peu trop précipitamment :

"Les délais de transmission des documents entre les diverses hautes autorités intéressées à la liaison projetée avaient été tels que le gouvernement général de l'A.O.F. était pris de court. Il disposait juste du temps nécessaire pour que ses instructions parvinssent en temps utile à Tombouctou. Il les rédigea surtout avec l'idée de ne pas être placé devant le fait accompli au moment où seraient fixées d'une manière définitive les limites entre les territoires de l'Afrique du Nord et ceux de l'Afrique Occidentale. Il insista donc principalement sur l'interdiction faite au détachement du commandant Laperrine de pénétrer sur le territoire militaire de Tombouctou. La hâte avec laquelle furent rédigés et envoyées ces instructions eut une autre conséquence. Elles furent communiquées au général commandant-supérieur des troupes de l'A.O.F., mais elles ne lui avaient pas été soumises avant leur envoi." ³⁴

Or, que disaient les instructions que portait le capitaine Théveniaut ? Elles spécifiaient "qu'en aucun cas le détachement de l'Afrique du Nord ne serait autorisé à pénétrer sur le territoire dépendant du gouvernement général de l'AOF, et que si besoin en était, le capitaine Théveniaut s'y opposerait par tous les moyens en son pouvoir" ³⁵. Ordre grave, qui pouvait effectivement conduire à toutes les dérives, et à une confrontation physique ! Dans les faits, on n'en fut pas loin. Lorsque les deux détachements se rejoignirent à Timiawin, le 15 avril 1904 au soir, les premiers contacts furent cordiaux, et la joie d'avoir réussi la jonction domina d'abord. Cependant, après les réjouissances, le commandant Laperrine déclara au capitaine Théveniaut qu'il avait l'intention de poursuivre sa route en sa compagnie, afin d'atteindre Tombouctou. Les relations entre les deux hommes s'envenimèrent alors rapidement, devant le refus formel du capitaine Théveniaut, qui s'appuyait sur des ordres écrits, de le laisser passer. Laperrine insista, Théveniaut s'entêta. Le général Schmitt, qui a bien connu le capitaine Théveniaut par la suite en Mauritanie, relate ainsi la rencontre des officiers obéissant à des ordres et des politiques contradictoires :

"L'entente ne pouvait s'établir et à cette époque il n'y avait aucun moyen de demander des précisions, des instructions complémentaires aux autorités supérieures. Il fallait de toute nécessité aboutir sur place à une solution. Hanté par son idée, le commandant Laperrine poussa ses instances jusqu'à faire au capitaine Théveniaut la proposition suivante : libre passage lui serait accordé, et en revanche il donnerait au capitaine les moyens de gagner de sa personne In Salah et Alger. La gloire de la liaison serait ainsi partagée. Le capitaine Théveniaut s'en tenant à l'exécution des ordres reçus, refusa et l'on se sépara le 15 au soir, sur ce refus.

Le 16 avril, au point du jour, on entendit du camp des coloniaux les cris caractéristiques des chameaux que l'on selle et que l'on bâte. Les Algériens se préparaient au départ. La section de goumiers que commande le sergent Bovier-Lapierre se déploie face au nord. Le jour s'étant levé, on aperçoit au soulagement général le groupe Laperrine qui se met en marche dans la direction du nord. Le drame avait été évité de justesse..." ³⁶

³⁴ SCHMITT (M.C.), "Timiaouine, 16 avril 1904", *Tropiques*, 365, août-septembre 1954 : 40

³⁵ SCHMITT (M.C.), 1954 : 42.

³⁶ SCHMITT, *ibid.* Notons que cet officier se trompe légèrement dans les dates qu'il donne pour la rencontre : il avance celle-ci de deux jours, l'entrevue s'étant tenue du 16 au 18 avril 1904.

Ce conflit entre deux unités françaises, alors même qu'elles faisaient leur première jonction, fit grand bruit, et déclencha de nombreuses polémiques et controverses entre les diverses autorités parties prenantes du problème. A cause d'elles, et des difficultés qui s'étaient déclarées entre les deux détachements, la nécessité de mieux délimiter les zones d'action des deux territoires apparut plus pressante. De plus, cette rencontre avait permis malgré tout de mieux préciser un certain nombre de points obscurs quant à la géographie de l'Adagh, et la possibilité de tracer une frontière était maintenant acquise. Ceci déboucha sur la signature, entre le Ministère de l'Intérieur et celui des Colonies, de la convention du 7 Février 1905 de délimitation entre l'Algérie et l'AOF ³⁷, qui plaçait l'Adagh dans l'ensemble soudanais. Elle précisait d'ailleurs au passage que la limitation ainsi définie ne devait pas constituer une frontière rigide, et qu'elle était surtout destinée à éviter à l'avenir les conflits entre représentants de la France :

"En réalité cette limite n'est et ne peut être ni une frontière ni une barrière. Elle n'a d'autre but que de faire disparaître toute cause de conflit d'attribution ou d'influence et de permettre à chacun l'exercice normal de ses droits." ³⁸

L'Adagh dépendait donc du Soudan et de l'AOF. Pourquoi les Kel Adagh ont-ils finalement été rattachés au Sud, et non à l'Algérie ? Le texte accompagnant la description des délimitations ne nous renseigne que sur la perception de l'utilité d'un partage :

"En votant la loi du 24 décembre 1902 qui allait constituer avec les régions méridionales de l'Algérie un groupement spécial dénommé Territoire du Sud, le parlement eut soin de fixer exactement la limite septentrionale des nouveaux territoires, sans tracer au midi aucune ligne de démarcation. (...) Un jour vint-il où les français du Nord et du Sud arrivèrent à se rencontrer. Le 18 avril 1904, le Colonel Laperrine donnait la main, au puits de Timiaouin, à 150 km environ du Timmissard, au Capitaine Théveniaut. Dès ce moment apparaît la nécessité de délimiter aussi exactement que possible la zone d'influence des deux colonies. Déjà quelques peuplades de ces régions intermédiaires avaient posé la question. Les Ifor' ass de l'Adrar Nigérien craignant de froisser les susceptibilités des autorités de l'Afrique Occidentale n'avaient pas osé venir faire leur soumission à In Salah. Des Hoggar raziés par les tribus du Niger avaient tenté d'aller demander protection aux autorités françaises de Tombouctou. Il était urgent de dissiper cette incertitude et de ne pas la laisser s'accroître. C'est dans ces conditions qu'un accord est intervenu, le 7 février 1905..." ³⁹

Notons que ce texte se trompe dans les sentiments qu'il attribue aux Ifoghas, mais confirme le lieu réel de la soumission des Kel Adagh. Notons aussi qu'il paraît fort improbable que les Touaregs n'aient pas voulu "froisser les susceptibilités" d'une

³⁷ Elle prenait la forme suivante :

"La délimitation part de la source de l'oued Tin Zaouaten et suit vers l'Ouest la ceinture du bassin du Tilemsi jusqu'à son point le plus septentrional, de là à travers le Tanezrouft occidental elle va couper la route Marabouti-Taoudenni à mi-chemin environ de ces deux points, pour se diriger ensuite directement vers le cap Noun; vers l'Est, la démarcation suit l'Oued Tin Zaouaten jusqu'à sa perte dans le Tanezrouft, qui en laisse la rive nord à l'Algérie et la rive sud à l'Afrique Occidentale Française. Elle se dirige ensuite à peu près à égale distance entre Rhat et la route d'Agadès à Mourzouk. En outre il a été spécifié que la limite indiquée pourra recevoir ultérieurement certaines modifications lorsque les pays qu'elle traverse seront mieux connus." *Bulletin du Comité de l'Afrique Française*, n°1, janvier 1907 : 24-25.

³⁸ *Bulletin du Comité de l'Afrique Française*, n°1, janvier 1907 : 24-25.

³⁹ *Ibid.*

quelconque autorité que ce soit, et qu'ils avaient autre chose en tête lorsqu'il décidèrent de faire leur soumission. Ce passage est cependant intéressant. Il peut nous permettre de mieux comprendre les priorités françaises. En face des frictions des diverses administrations, il s'agissait d'abord de préciser par une délimitation claire les différents territoires français. Coupant court à toute polémique, la décision intervient d'en haut, de l'État et des Ministères, moins influencés par les rivalités du terrain, et met devant le fait accompli le Gouvernement général de l'AOF (mais celui-ci en sortait gagnant), le commandement supérieur des Oasis, et les officiers en poste. La décision de délimitation semble avoir été prise en effet sans en référer aux hommes présents sur le terrain : les Algériens ne sont pas satisfaits, et selon M. Arnaud (mais faut-il le croire tellement cela paraît incroyable...), les Soudanais ne sont même pas tenus au courant : "Ce fut la lecture fortuite d'un journal qui apprit aux officiers soudanais (...) que les Iforas étaient définitivement laissés à l'AOF, ainsi que la tribu des Kel Ténéré." ⁴⁰ Le gouvernement a ainsi tenté de faire taire les disputes et les luttes d'influence entre ses administrations et ses propres soldats, et de supprimer les raisons des rivalités qui laissaient une si mauvaise impression de ses agents sur le terrain. Et au passage, il rognait les ailes de Moussa ag Amastane, dont la puissance montante ne pouvait que susciter la crainte des métropolitains encore effrayés par l'image des guerriers Kel Ahaggar...

Mais les Kel Adagh qui avaient commencé à craindre les autorités soudanaises n'étaient pas rassurés. Cette frayeur est observable à la faveur d'une nouvelle mission, qui se tint en juin et juillet 1905. Ce fut celle du capitaine Dinaux, chef de l'annexe d'In Salah, secondé par le lieutenant Clor. Elle escortait E.F. Gautier, géologue. Mais -influence certaines des incidents précédents-, elle ne randonna que dans une zone comprise entre In Ouzel, Timiawin et Tin Zawaten ⁴¹. Les impressions que rapporte le Capitaine Dinaux de son voyage et des entretiens qu'il a eu avec les Ifoghas sont éclairantes :

⁴⁰ ARNAUD, *Les nomades de l'Adrar sous la domination française* (monographie dactylographiée), 1917. ANM, Bamako, ID 27 Fonds ancien : 41.

Pourtant, dans son rapport du 26 août 1907, le capitaine Dinaux confirme ces propos : "(...) en venant à Timiaouine (en 1907), les officiers soudanais ignoraient encore la décision de 1905 qui leur donnait le commandement des Iforas", *Bulletin du Comité de l'Afrique Française, Renseignements coloniaux*, n° 3, mars 1908 : 104.

Le capitaine Pasquier fait de même, dans son rapport du 28 mai 1907 : "Parti pour Timiaouine, nous pensions en pénétrant dans l'Adrar des Iforass, être sortis des limites de l'A.O.F. Or, à Timiaouine, le capitaine Cauvin nous communiquait un numéro du Comité de l'Afrique française du 1er janvier 1907, où il était question des zones d'influence de l'Algérie et de l'A.O.F. et d'un rapport de tournée de Monsieur le capitaine Dinaux. D'après ces documents, les Iforass étaient définitivement rattachés au Soudan. La question Iforass étant alors nettement tranchée, il ne restait plus qu'à l'étudier pour soumettre au commandant les propositions concernant l'organisation de cette tribu". ANM., Bamako, 1N106, Fonds anciens.

⁴¹ Gautier, qui voulait traverser l'Adagh, continua seul après avoir abandonné son escorte dans l'oued Touksemin, non sans que le Capitaine Dinaux l'ait confié aux Ifoghas. Quelques Touaregs accompagnèrent donc Gautier, qui put ainsi descendre jusqu'à Gao par la vallée du Tilemsi. Il était à Boughessa du 15 au 17 juillet 1905, puis passa par l'oued Koma (21 juillet), Es Souk (23 juillet), Kidal (le 25), Tabankor (29 juillet), et arriva à Gao le 3 août 1905.

“Avant notre arrivée dans l’Adrar, les Ifor’ass avaient été avisés par Moussa de leur rattachement au Soudan, mais je tenais à voir moi-même leurs notables, à leur expliquer les motifs de la décision prise, à leur démontrer qu’ils devaient s’incliner sans arrière-pensées. En venant à notre rendez-vous, les Ifor’ass conservaient l’espoir que leur cause n’était pas perdue : et dans leur lettre à Moussa ils le suppliaient de ne pas les abandonner. Ils furent exacts au rendez-vous, et si leur députation était peu nombreuse (5 Ifor’ass) elle comprenait : Mokhamed Ferzou, neveu et successeur de Mohamed Illy, chef de la tribu, Makhied, Fenah, tous deux notables connus. Ils furent longs à convaincre, tant mon insistance leur paraissait étrange, et ils laissèrent finalement entendre qu’ils feraient cette démarche seulement parce que Moussa le désirait et pour affirmer une fois de plus combien ils lui étaient dévoués. J’appris d’ailleurs par la suite par renseignements indigènes, qu’arrivés à Gao, ils avaient refusé d’aller jusqu’à Tombouctou.”⁴²

Que dire de ce passage ? Ni Dinaux, malgré ce qu’il prétend, ni les Ifoghas ne semblent réellement prendre leur parti de la découpe qui a été réalisée par les Ministères. On le comprend bien de Dinaux, qui suit Laperrine dans ses volontés d’accroître les territoires contrôlés par lui. On le comprend moins bien des Ifoghas, qui semblent chagrinés d’être coupés de Moussa. Or, nous avons vu qu’ils cherchaient déjà avant l’arrivée des Français à s’émanciper des Kel Ahaggar. Pourtant, ils ne se rendent même pas à Gao pour faire entériner par les autorités du Soudan leur soumission. Moussa non plus ne s’était pas résigné, et cela semble normal. En fait, il est possible de décrypter la situation, en 1906, de la façon suivante.

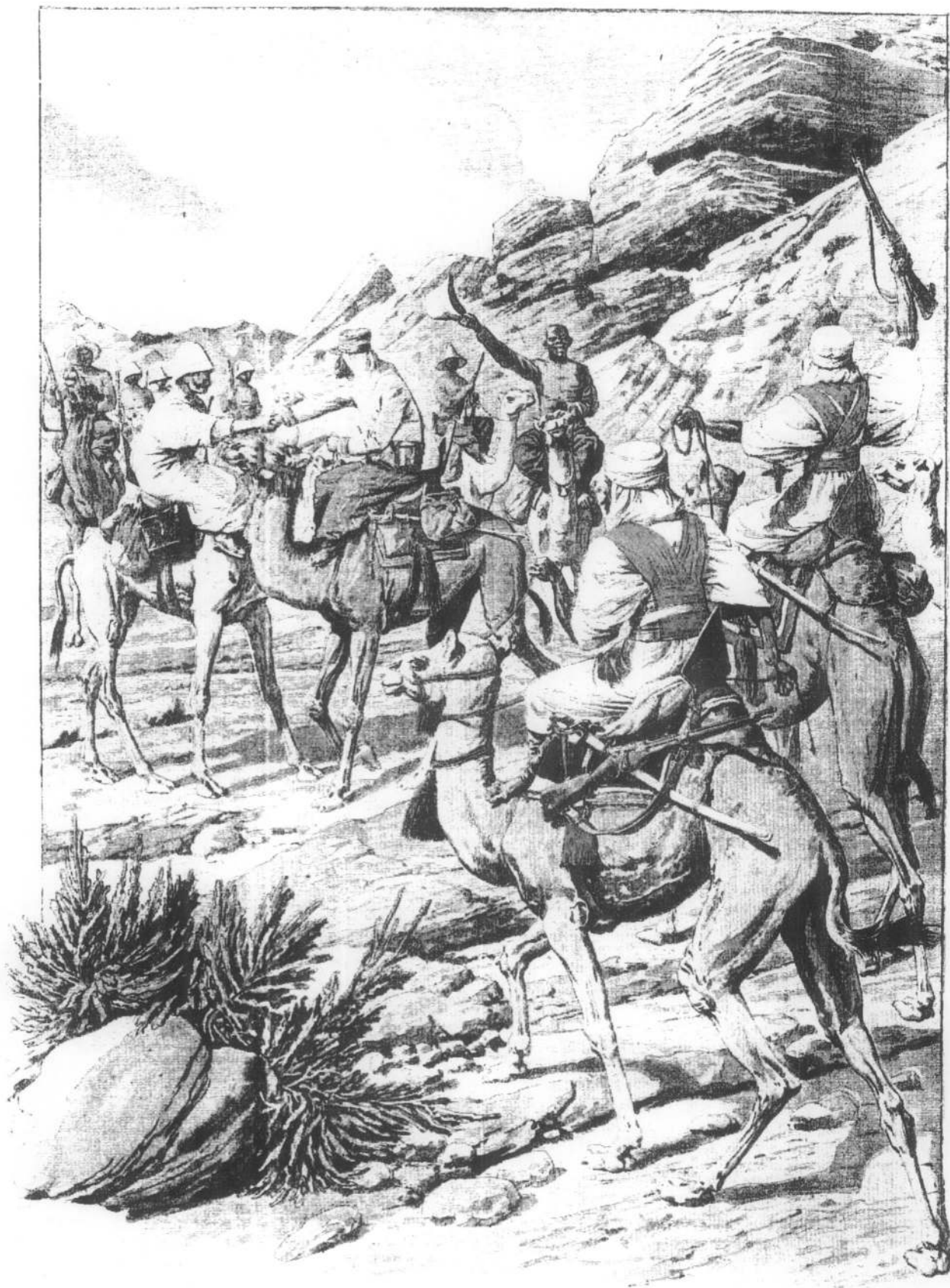
Plusieurs stratégies s’étaient affrontées ou combinées selon les cas. Trois d’entre elles, chez les Touaregs, celle des Kel Adagh, celle des Kel Ahaggar et celle des Iwlliminden, s’opposaient à celles des Français, divisés entre Algériens et Soudanais. Avant la soumission des Kel Adagh, la situation pouvait se résumer ainsi. Kel Ahaggar et Iwlliminden voulaient l’Adagh, qui cherchait quant à lui à s’émanciper. Les Français avaient un but commun, la soumission de l’ensemble des Touaregs, et la jonction entre le Nord et le Sud. Mais chacune des autorités rivales était aussi bien persuadée qu’il fallait gagner l’autre de vitesse, de façon à contrôler le maximum de terrain et de gens, et accroître ainsi son pouvoir et son prestige. Dans ce but, aller le plus loin possible, le lieu de la jonction n’était pas anodin, mais bien déterminant pour l’avenir. En 1903, le contexte fait que ces stratégies s’affinent. Kel Ahaggar et Iwlliminden ne démordent pas de leur volonté, mais les Kel Adagh, de plus en plus coincés, se rendent compte qu’il faut aller vite pour prendre les Français de vitesse, et qu’il vaut certainement mieux s’allier à eux en offrant leur soumission plutôt que d’être conquis par la force. Cette dernière solution, ils l’ont vu chez leurs voisins, n’a entraîné que sang et malheur, et de plus la méfiance des militaires envers les familles dominantes. Les Kel Afella, dont l’autorité grandit, voulaient certainement éviter cela, et Illi n’avait sans doute aucune envie de voir

⁴² Ce que Dinaux ne sait pas en écrivant son rapport, c’est qu’ils ne se sont même pas rendus à Gao. Gautier est arrivé seul avec son guide... (ARNAUD, *Les nomades de l’Adrar sous la domination française* (monographie dactylographiée) : 32, ANM, Bamako, ID 27 Fonds ancien.) Voir aussi Cpt. DINAUX, rapport du 10 janvier 1906, In Salah. ANM, Bamako, ID 27 Fonds ancien.

remettre en cause un pouvoir chèrement acquis. Dans ces conditions, peu importait l'autorité à laquelle on se soumettait. On commença cependant par aller au Sud : on s'éloignait ainsi de Moussa, qui apparaissait plus dangereux. Mais les autorités d'AOF ne réagirent pas assez vite. On alla donc au Nord. Et les Kel Adagh d'envoyer la lettre que l'on connaît à In Salah. En 1904, la mission Théveniaut introduisit un élément nouveau, par l'impression négative qu'elle laissa à la fois au gouvernement français et aux Kel Adagh. Laperrine avait l'intention de réaliser cette fameuse première jonction le plus au Sud possible, afin de placer l'Adagh dans sa zone d'influence. Les Soudanais, d'ailleurs, ne s'y trompèrent pas. Se rendant compte qu'ils avaient laissé échapper une occasion en recevant de l'annexe d'In Salah l'avis que les Kel Adagh s'y étaient soumis, ils empêchent Laperrine de descendre. A Timiawin, le capitaine Théveniaut n'agit en effet pas de son plein gré. Il a reçu des ordres de ses chefs ⁴³... Mais la métropole ne peut laisser ses administrations se déchirer ni ses soldats se battre entre eux. Elle délimite alors leurs zones d'action. Second impact négatif de la mission, le capitaine Théveniaut réquisitionne de force des chameaux chez les Kel Adagh. Ceux-ci entament alors un revirement de leur stratégie, et se tournent vers le nord. Et Moussa de sauter sur l'occasion, utilisant la conjonction de la bienveillance des Français et du rapprochement des Kel Adagh pour continuer à pousser ses pions dans cette région. Malheureusement pour lui, la convention de 1905 ruine tous ces beaux rêves, et oblige les Ifoghas à revenir à leur première idée.

Ainsi, lorsque commence l'année 1906, les Kel Adagh sont rattachés au Soudan, et pour longtemps, puisqu'ils le sont encore à l'heure actuelle. La délimitation théorique dont parlaient les signataires de la convention de 1905 était destinée à devenir la réalité d'une frontière d'état. Mais n'anticipons pas. A cette date, l'occupation de l'Adagh n'est toujours pas réalisée, et si certaines stratégies ont maintenant échoué, celles des Français d'Algérie et de Moussa, d'autres continuent à évoluer et à s'opposer à l'intérieur du Soudan. Ce sont celles, dans la période de temps qui regroupe les années de 1906 à 1909, des Kel Adagh, des Iwlliminden et des Français d'AOF.

⁴³ "A Timiaouine, la reconnaissance dirigée par le commandant Laperrine se heurta à un détachement de Soudanais. Au moment où, sans doute, le commandant ouvrait ses bras, le capitaine, la main tendue à distance, lui présenta le texte des ordres que lui avait donnés le lieutenant-colonel du premier territoire soudanais : l'entrée de l'Adrar était interdite aux détachements algériens. En vain le commandant demanda à pousser jusqu'à Tombouctou pour s'y ravitailler; en vain, il indiqua qu'il avait convoqué à Tessalit les chefs Ifor'as et qu'il ne pouvait manquer au rendez-vous et à la parole donnée; le capitaine se retrancha derrière les instructions; elles étaient formelles et péremptoires. Le commandant s'inclina" GERMAIN (J.) / FAYE (S.), *Le Général Laperrine, grand saharien*, Paris, Plon, 1922 : 37.



Rencontre entre le capitaine Dinaux, venu d'Algérie et accompagné du capitaine Arnaud et du lieutenant Cortier, et les capitaines Cauvin et Pasquier (Soudan français), à Timiawin, le 28 avril 1907. (Le Petit Journal, supplément illustré, 5 janvier 1908)

Débuts d'émancipation des Kel Adagh

Après la rupture avec les Kel Ahaggar et leur amenokal Moussa ag Amastane, concrétisée par le rattachement de l'Adagh au Soudan, les Kel Adagh ne sont pas encore en position sûre. S'ils ont réussi à sortir de l'influence de l'Ahaggar, ils sont maintenant au contact direct des prétentions des Iwlliminden et de leur amenokal Firhun, renforcées par l'affaiblissement de Moussa dans la région. Mais les Iwlliminden ne sont pas, bien au contraire, dans les bonnes grâces des Français, qui cherchent par tous les moyens à réduire la puissance de cet important groupement. C'est cette situation que les Kel Adagh exploitent pour sortir aussi de son influence, pendant que les Français renforcent leur établissement dans la région.

Cette présence française se traduit par deux nouvelles rencontres des troupes algériennes et soudanaises. L'une, le 20 mai 1906, s'effectua entre le lieutenant-colonel Laperrine, qui avait quitté la ville algérienne d'Adrar le 26 mars, et était passé par In Zize et Achorat, et le lieutenant Cortier, des troupes coloniales, venu de Tombouctou et d'Arawan. Cette jonction, qui s'opère à Taodenni, à l'extérieur de l'Adagh, ne fut pas non plus une grande réussite. Laperrine était parti sans ordres (Lyautey lui avait même interdit de partir 15 jours avant), et en tout cas sans les autorisations nécessaires du Soudan, et les deux détachements eurent des difficultés à se rencontrer :

"A Taodenni, (le 20 mai 1906), nous étions dans l'inconnu, ignorant tout du pays et des puits, ignorants même les uns des autres, de notre proximité; et voici qu'au tournant d'une dune nous nous trouvons face à face en vue des puits de Gattara! Presque avant que nous ayons eu le temps d'y penser, Niéger est déjà dans mes bras et quelques secondes plus tard le colonel Laperrine aussi me donne l'accolade. Et nous restons ensemble deux jours dans cette cuvette jusqu'alors inviolée, nous sans vivres, presque sans bêtes, ravitaillés cependant pour quelques jours par les Algériens que la Providence a envoyé sur notre route !" ⁴⁴

La deuxième rencontre des Français dans l'Adagh s'effectue, comme la première, à Timiawin, le 28 avril 1907 ⁴⁵. Cette jonction est bien connue, car elle a suscité de nombreux documents, et notamment la publication du livre de M. Cortier, "D'une rive à l'autre du Sahara", qui est une des bases de la description de l'Adagh au début de la présence française. Les détachements étaient au nombre de trois, deux venus du Soudan, et le troisième d'Algérie. Le détachement algérien, dirigé par le capitaine Dinaux, avait le double but de régler les problèmes posés par les touaregs Kel Ahaggar vivant dans l'Adagh, et d'accompagner le retour vers le sud de deux officiers coloniaux, Arnaud et Cortier, partis en Algérie étudier les méthodes des Compagnies sahariennes :

⁴⁴ CORTIER, *D'une rive à l'autre du Sahara*, Paris, Larose, 1908 : 146.

⁴⁵ Elle représente, après la rencontre de détachements algériens et soudanais à Iférouane, le 12 octobre 1906, la quatrième rencontre de troupes venant du nord et du sud à travers le Sahara (la mission Gautier n'ayant pas été une jonction), et la deuxième qui se déroule dans l'Adagh.

“La nouvelle parvint à cette époque, de l'arrivée aux oasis de deux officiers de l'armée coloniale, le Capitaine Arnaud, et le Lieutenant Cortier, chargé d'étudier notre organisation et désireux de rejoindre leurs postes par le Sahara. Et c'est grâce à leur voyage que nous pûmes, sans modifier nos projets et notre programme primitif, rencontrer à Timiaouin deux détachements de méharistes soudanais, venus de Bamba (Capitaine Cauvin, Lieutenant de Langlume) et de Gao (Capitaine Pasquier, Lieutenant Vallier) et opérer une double jonction et une action commune qui ont eu sur les tribus de l'Adrar une grosse portée politique.”⁴⁶

La mission Arnaud-Cortier devait ainsi être escortée d'In Salah à Timiawin par les Algériens, et ensuite jusqu'à Gao par les Soudanais. Ces derniers devaient participer au règlement des questions des limitations et des tribus transfrontalières :

“On profitera de cette jonction, et de la présence du Commandant du détachement des troupes des Oasis, pour régler les réclamations des tribus nomadisant à la frontière; en principe le capitaine Cauvin sera chargé de représenter la Région pour la question des frontières et pour l'examen des demandes des tribus. En son absence cet officier sera représenté par le capitaine Pasquier. Dans le but d'éviter des chicanes entre les nomades, il serait bon d'indiquer les limites de la nomadisation des tribus qui avoisinent la frontière (Hoggar, Iforas, etc...).”⁴⁷

Le capitaine Dinaux, accompagné du capitaine Arnaud et du lieutenant Cortier, traversa l'Ahaggar du 18 mars au 13 avril 1907, et s'engagea ensuite dans le Tanezrouft, arrivant à In Ouzel le 24 avril, et à Timiawin le 28, où il trouva le détachement soudanais avec lequel il resta pendant trois jours. Il randonna ensuite jusqu'au 16 juin dans l'Adagh, avec l'autorisation du capitaine Cauvin, et y parcourut plus de 750 km. Le retour se fit de nouveau par le Tanezrouft, et le détachement rentra à In Salah le 25 juillet 1907 (après avoir parcouru plus de 3000 km !). De son côté, guidé par Fenna, chef Taghat Mellet, le lieutenant Cortier était à Teleya le 19 mai, à Es Souk le 22, à Kidal le 25 mai, et arrivait à Gao le 8 juin 1907.

Les récits issus de ces tournées confirment un certain nombre d'hypothèses... Les Touaregs de l'Adagh se sont soumis parce qu'ils pensaient bien ne rien avoir à gagner à résister :

“Les Touareg nous ont donné dans cette tournée des marques évidentes de leur soumission et de leurs bonnes dispositions (...). Ce n'est pas que les Touareg soient heureux de notre domination, mais ils ont compris l'impossibilité de nous résister et de nous échapper, et l'un des facteurs les plus puissants de notre action est évidemment dans les progrès réalisés depuis quelques années par les troupes soudanaises.”⁴⁸

Aussi bien les Français d'Algérie que Moussa sont maintenant résignés au partage tel qu'il a été réglé par la convention de 1905. Le capitaine Dinaux donne bien encore quelques conseils, qui confirment le sentiment de supériorité ressenti par lui en face des

⁴⁶ Rapport du 26 août 1907, capitaine Dinaux, *Bulletin du Comité de l'Afrique Française, Renseignements coloniaux*, n° 3, mars 1908 : 76

⁴⁷ Instructions du Commandant Mazillier communes aux deux sections montées des 1er et 2ème compagnies fournies par le Territoire, 25 mars 1907, ANM, Bamako, ID 27 Fonds ancien (ARNAUD : 38)

⁴⁸ Rapport du 26 août 1907, capitaine Dinaux, *Bulletin du Comité de l'Afrique Française, Renseignements coloniaux*, n° 3, mars 1908 : 104.

troupes soudanaises, qu'il considère manifestement comme des gens très différents ("nous sommes comme des musiciens qui voudraient faire de la musique d'ensemble sans être au même diapason. Tout est différent dans notre organisation, la race et la mentalité des troupes, les méthodes d'instruction, de commandement et de combat, les procédés de marché et de stationnement et surtout les méthodes d'action politique." 49). Mais tout en prodiguant ses conseils, il exprime, avec cependant une pointe de regret, ou d'incompréhension devant ce rattachement de l'Adagh au Soudan qu'il considère comme absurde, qu'il n'a plus grand chose à faire dans cette zone, qu'elle lui échappe :

"En ce qui concerne l'Adrar, où nos Touareg sont en minorité, mais qui est nécessaire à leurs troupeaux, notre intervention pourra se réduire à quelques cas d'exception lorsque l'Afrique Occidentale y aura envoyé une unité méhariste" 50

Quant à Moussa, il se désintéresse maintenant de la question, et se consacre à ses propres affaires :

"Moussa Ag Amastane est aujourd'hui définitivement au Ahaggar ; il a creusé deux foggara, a imposé à ses gens la construction à Tamanrasset d'une mosquée, d'une école et d'un marché ; il va ainsi au-devant de nos désirs, et il continuera à être un auxiliaire indispensable dans le développement progressif de notre occupation du pays Touareg." 51

Cependant des faits nouveaux apparaissaient. Les Kel Adagh, qui étaient tout à fait au courant des décisions prises par les Français, connaissaient la réalité de leur rattachement au Soudan apparemment mieux que les officiers qui allaient être chargés de les administrer. Comprenant que leur position au Soudan devenait un fait difficile à changer, une évolution de leur stratégie se dessinait, marquée par leur changement d'attitude à l'égard des officiers d'Afrique occidentale. Le capitaine Dinaux notait en effet que les Ifoghas paraissaient maintenant leur faire confiance, et surtout, affirmaient leur éloignement de Moussa ag Amastane et des Ihaggaren 52. Le revirement d'attitude envers

49 Rapport du 26 août 1907, capitaine Dinaux, *Bulletin du Comité de l'Afrique Française, Renseignements coloniaux*, n° 3, mars 1908 : 105

50 Rapport du 26 août 1907, capitaine Dinaux, *Bulletin du Comité de l'Afrique Française, Renseignements coloniaux*, n° 3, mars 1908 : 108.

51 Capitaine Dinaux, *ibid.*

52 "J'ai été frappé surtout des changements qui se sont produits dans la mentalité des Iforas. Les chefs qui étaient venus à In-Salah en 1903 et ceux que j'avais vus à l'Oued Touksemin en 1905, paraissaient alors nettement opposés à leur rattachement au Soudan, et il semblait que leur mise en main serait longue et délicate. Or, j'ai rencontré Mohammed-Ferzou au camp du Capitaine Cauvin ; Yahia Ag Mokhamed dit Kelil avait accompagné le Capitaine Pasquier depuis Gao ; Fennah servit de guide au Lieutenant Cortier dans l'Adrar. Ces trois principaux chefs Iforas paraissaient très en confiance à l'Afrique Occidentale, et désireux d'en tirer respectivement le meilleur parti possible. Et le fait est d'autant plus significatif qu'en venant à Timiaouin, les officiers soudanais ignoraient encore la décision de 1905 qui leur donnait le commandement des Iforas ; on peut en déduire que ces notables se sont rapprochés d'eux mêmes dans leur intérêt et dans celui de leur tribus, sans pression et parce qu'ils raisonnent les événements et en ont compris la signification. Ils m'ont paru aussi tout à fait détachés de Moussa qu'il voit définitivement fixé au Ahaggar et ils ne cachent pas que les demandes de cadeaux des Touareg nobles commencent à leur peser. On entrevoit l'époque très rapprochée où ils seront complètement affranchis de leurs anciens suzerains et des préjugés qu'ils tenaient d'eux." Rapport du 26 août 1907, capitaine Dinaux, *Bulletin du Comité de l'Afrique Française, Renseignements coloniaux*, n° 3, mars 1908 : 105.

les Français, noté aussi par Cauvin n'est pourtant pas surprenant. C'est qu'un élément nouveau est intervenu. Firhun et les Iwlliminden savaient eux aussi parfaitement que l'Adagh était rattaché au Soudan. Comprenant que cette région échappait définitivement aux Kel Ahaggar, Firhun voulait la récupérer et commençait à pousser ses pions. Il avait écrit en ce sens au capitaine Pasquier :

"Revenu au Soudan et nommé au commandant du cercle de Gao, je recevais le 1er décembre 1906 une lettre de Firhoun, chef des Oulliminden demandant de placer les Ifor'ass sous son autorité. Les Ifor'ass me disait-il dans sa lettre sont mes sujets, me payent chaque année l'impôt et demandent que je sois leur chef. Cette demande fut transmise à la région, et il nous fut répondu à ce sujet la lettre n°429 B de Tombouctou du 21 décembre 1906." ⁵³

Ainsi, en 1906, Firhun revendique l'annexion du pays des Ifoghas au pays des Iwlliminden. Mais les autorités et les officiers du Soudan français ont appris à se méfier de lui, et n'ont aucune envie de renforcer sa position par la mise sous son autorité des Kel Adagh. Le Commandant Mazillier, alors commandant de la région de Tombouctou, peu confiant dans les allégations de l'amenokal des Iwlliminden sur le pouvoir qu'il exerçait dans l'Adagh, répondit au commandant de cercle de Gao qui lui transmettait la réclamation de l'amenokal, qu'il n'était pas question d'accéder à cette requête ⁵⁴.

Se dessinent alors les stratégies de réponse aux appétits de Firhun, dans la convergence des volontés françaises et Ifoghas. Ces derniers entrevoient maintenant la possibilité réelle d'acquérir une véritable indépendance vis à vis des groupement voisins, et d'accéder à un statut supérieur à celui qu'ils possédaient à l'arrivée des Français. Libérés de Moussa, ils s'appuient sur la méfiance des officiers qui considèrent Firhun comme un ennemi, pour ne pas tomber entre ses mains. Eux qui ont fait leur soumission de leur plein gré, qui ne se sont jamais battus contre les troupes françaises, peuvent supposer obtenir assez facilement les bonnes grâces de ces Français du sud, et entreprennent alors de se rapprocher d'eux, ce qui explique l'attitude différente qu'ils adoptent lors de la jonction de 1907. De leur côté, les Français veulent manifestement rogner les ailes de Firhun au maximum, et vont s'en sentir d'autant plus justifiés qu'ils auront l'agrément des Kel Adagh. Firhun, cependant, poursuivait ses efforts :

"Avant même qu'aucune décision ne fût prise à ce sujet, il annonça aux Iforas que les Français les avaient remis sous son autorité; et, usant d'intimidation, il leur imposa sans vergogne un impôt à payer immédiatement : 5 chameaux, 9 charges de guinée et de dattes (mars 1907)." ⁵⁵

Mais cette démarche était un pas de trop, et Firhun avait été trop loin en décidant du sort des Ifoghas à la place des autorités coloniales. Convoqué à Gao, il fut sommé de renoncer à ses prétentions exagérées. De plus, les Français décidèrent de donner un coup

⁵³ Rapport du Capitaine Pasquier, 28 mai 1907, ANM, Bamako, 1N106, Fonds anciens.

⁵⁴ Commandant Mazillier, lettre n° 429B, 21 décembre 1906. ANM, Bamako, 1N106, Fonds anciens.

⁵⁵ RICHER (A.), *Les Oulliminden*, Paris, Larose, 1924 : 188.

d'arrêt administratif à ses tentatives : par la convention de Bourem, le 15 septembre 1907, les Ifoghas étaient déclarés officiellement indépendants de tout autre groupement touareg, et rattachés à l'annexe de Bourem ⁵⁶. C'était le premier acte consacrant l'indépendance des Kel Adagh...

Leur situation était cependant encore fragile. Pour que leur statut se stabilise, il fallut attendre que se concrétisent les projets d'occupation de l'Adagh, et que soient signées, non sans encore de longues négociations, les conventions de 1909.

Occupation française et émergence du groupement politique des Kel Adagh

Un groupement politique à part entière

Dès 1898, on l'a vu, les Français aspiraient à prendre en main l'Adagh des Ifoghas. Mais ce n'est qu'en 1907, avec la jonction qui se déroula à cette date, que les projets d'occupation apparaissent clairement dans les rapports administratifs. Ce sont les officiers méharistes qui relancent le mouvement :

"Il serait nécessaire qu'après l'hivernage un détachement monté aille de nouveau s'installer dans la contrée, y vivant de la vie des populations et le plus possible à côté d'elles, visitant les campements et en recevant la visite, s'efforçant de gagner la confiance puis l'amitié. Il sera facile, une fois ce premier résultat acquis, de revenir ultérieurement et sans brusquerie sur la question de l'impôt, dont le principe a déjà été posé au cours de diverses conversations." ⁵⁷

"Si la création d'un nouveau poste ne soulève pas de difficultés, je proposerai la création d'un poste dans l'Adrar des Iforas. La région de Kidal me paraît à ce sujet favorable. Il y a là les rôniers nécessaires pour construire un poste dans le genre de la casbah en pierre de Téléyet". ⁵⁸

Leurs projets sont rapidement repercutés par le commandement du Territoire militaire du Niger, qui réclame que l'occupation effective et permanente de la région soit décidée dans les plus brefs délais, afin de faciliter la police du désert et les jonctions avec l'Algérie ⁵⁹. Ce n'est cependant qu'en 1908 que les choses se précisent. Le commandant

⁵⁶ RICHER (A.), *Les Oulliminden*, Paris, Larose, 1924 : 188.

⁵⁷ Rapport de tournée du capitaine Cauvin, 4 juillet 1907. ANM, Bamako, ID 27 Fonds ancien.

⁵⁸ Rapport sur la section méhariste de Gao, capitaine Pasquier, 17 octobre 1907. ANM, Bamako, ID 27 Fonds ancien.

⁵⁹ C'est ce qu'exprime dans ses rapports politiques le lieutenant-colonel Cristofari, commandant le Territoire militaire du Niger :

"Les capitaines Cauvin et Pasquier se sont occupés tous deux de l'occupation éventuelle et de l'organisation de ce pays. Je suis d'avis que l'occupation de l'Adrar le plus tôt possible serait en tous points désirable. Je préconiserais son occupation par la section méhariste de Gao à laquelle on joindrait une section d'infanterie qui garderait le poste choisi comme centre pendant les périodes de nomadisation et de reconnaissance. Cette occupation aurait de gros avantages au point de vue politique en facilitant la

du Territoire militaire donne l'ordre au chef de bataillon Bétrix, commandant la région de Gao depuis le 15 mai 1908, d'occuper l'Adagh et d'y installer la section méhariste de Gao⁶⁰. Le chef de bataillon a alors des vues bien arrêtées sur ce qu'il convient de faire :

“Homme de système, et très autoritaire, le commandant Bétrix, dès sa prise de commandement, s'est donné à tâche la sédentarisation des nomades; ses instructions portent toutes la trace de cette préoccupation; bien mieux, à son avis cette sédentarisation est déjà commencée; il ne s'agit que de précipiter le mouvement...”⁶¹

Pour Bétrix, en effet, les Touaregs ont amorcé depuis longtemps un vaste mouvement de descente vers le Sud, renonçant peu à peu, au fur et à mesure de l'amélioration des pâturages, à l'élevage du mouton pour le remplacer par celui du boeuf. Et il voit la preuve de cette thèse dans le nombre de bovidés que possèdent les différents groupes touaregs : au nord, les Kel Ahaggar n'en possèdent pas, plus au sud, les Ifoghas un peu, les Iwlliminden, dans le Sahel, plusieurs dizaines de milliers. Cette descente vers le sud des nomades est pour lui l'amorce d'une sédentarisation future :

“Que deviendront les tribus nomades après la descente? Elles restreindront leur terrain de parcours, nomadiseront à petite envergure entre des pôles d'été et d'hiver plus rapprochés, enfin se sédentariseront(...). Ayons donc confiance en l'avenir et croyons en la sédentarisation des Touareg”⁶²

La fixation des nomades lui permet d'imaginer à moyen terme que les Maures et les Touaregs abandonneront l'élevage pour devenir agriculteurs, et il “voit déjà le pays entier revivifié par ses efforts, redevenant prospère”⁶³. Cette sédentarisation qu'il appelle de ses vœux, il est possible pour lui de l'accélérer. Pour cela, il faut administrer les régions touarègues. Il cite un certain nombre de points, selon lui fondamentaux pour mener à bien cette prise en main :

police du désert et nos relations avec l'Algérie. Elle faciliterait aussi la construction prochaine de la ligne télégraphique transsaharienne projetée; elle permettrait en outre à la section méhariste de se remonter plus facilement et de conserver ses chameaux dans de meilleures conditions que sur le fleuve dont il faudra définitivement quitter les bords si l'on veut que ces unités rendent les services que l'on est en droit d'attendre d'elles.” Lieutenant-Colonel Cristofari, commandant le Territoire militaire du Niger, 5 septembre 1907, rapport n° 291 R.E., ANM, Bamako, ID 27 Fonds ancien.

Voir aussi les déclarations du capitaine Dinaux :

“Un progrès sérieux ne peut venir aujourd'hui que de l'occupation permanente des confins des Azdjer, de l'Ahaggar et de l'Adrar. C'est une occupation permanente seulement qui créera l'atmosphère de réelle soumission qui permettra aux bonnes volontés de se manifester et qui pourra transformer la mentalité et les mœurs dues à tant de siècles d'anarchie et de banditisme.” Rapport du 26 août 1907, capitaine Dinaux, *Bulletin du Comité de l'Afrique Française, Renseignements coloniaux*, n° 3, mars 1908 : 108.

⁶⁰ Rapport du chef de Bataillon Bétrix, commandant la Région de Gao, 22 janvier 1909. ANM, Bamako, IN114, Fonds anciens.

⁶¹ ARNAUD, *Les nomades de l'Adrar sous la domination française* (monographie dactylographiée), 1917. ANM, Bamako, ID 27 Fonds ancien : 44.

⁶² BÉTRIX, *La pénétration Touareg*, Paris, Lavauzelle, 1911 : 11.

⁶³ ARNAUD, *Les nomades de l'Adrar sous la domination française* (monographie dactylographiée), 1917. ANM, Bamako, ID 27 Fonds ancien : 45.

"1. Assurer la tranquillité par l'occupation avec des unités ordinaires ou méharistes suffisantes. Installation du système des secteurs nomades avec postes-greniers et marchés (chez les grands nomades seulement).

2. Classement des groupes et tribus Touareg. Étude de la forme politique du groupe et de la tribu.

3. Application du principe de responsabilité (chez les grands nomades).

4. Fixation des limites des groupes.

5. Action directe des officiers sur les tribus. Unité de la tribu. Recensement, imposition, justice.

6. Émancipation des tribus poussées à la sédentarisation

7. Libération des Bellahs de case.

8. Ouverture des routes commerciales et forage des puits, en tenant compte des ressources locales, des besoins de la population nomade et de ceux des pays voisins.

9. Création de goums touareg et appel des fils de chefs dans nos écoles." ⁶⁴

L'application de ce programme demandait donc en tout premier lieu que fût occupé l'Adagh. C'est à cela que s'attela donc d'abord Bétrix. Quelques péripéties vinrent d'ailleurs en retarder encore la réalisation. En juillet 1908, des envoyés d'Illi, l'amenokal des Ifoghas, arrivent à Gao. Bétrix leur expose son programme, et donne rendez-vous à tous les chefs du pays à Kidal le 15 décembre. Mais, en octobre, des Touaregs Ihaggaren volent quelques chameaux à des Ifoghas. Aussitôt, une bataille se déclenche, qui tourne à l'avantage des Ihaggaren, armés de fusils. Il y a cependant des tués et des blessés de chaque côté. Lorsque le capitaine Guillet, qui commande le cercle de Gao, apprend cela, il croit à une invasion des Kel Ahaggar en AOF. Inquiet, il décide de ne pas attendre les ordres du commandant de région Bétrix, lequel est en tournée chez les Iwlliminden. Il envoie un détachement dans l'Adagh, commandé par le lieutenant Vallier. Ce dernier est cependant rattrapé par de nouveaux ordres de Bétrix, qui a eu vent de l'histoire, et qui lui ordonne de s'arrêter à Kidal, de contacter de nouveau les chefs, de leur rappeler le rendez-vous du 15 décembre, et de l'attendre en ce point. Le 13 décembre, Bétrix arrive à Kidal. Il y trouve le lieutenant Vallier qui, malade, est rapatrié vers Gao avec une escorte commandée par le sergent Besson, mais meurt dix jours plus tard en arrivant à Bourem. Bétrix se retrouvant seul avec un sous-officier, le sergent Drouet, ordre est donné à un nouveau détachement, sous les ordres du lieutenant Lasseron, de monter à Kidal. Cependant, quelques chefs sont déjà arrivés. Mais le jour prévu pour la réunion, il manque encore beaucoup de monde... :

"Quelques rares chefs Iforas avaient seuls répondu à notre appel ; ils furent renvoyés dans leur campements pour convoquer d'urgence leurs camarades. Hamoadi, Cheikh des Kountas, était venu avec le commandant et Firhun amenokal des Oulimindens, arriva à son tour avec 30 imageren. Un seul Hoggar se présenta." ⁶⁵

Enfin le 26 décembre, Ifoghas, Kounta et Iwlliminden sont groupés à Kidal. La réunion peut alors commencer. Elle fut cruciale pour l'avenir de l'Adagh, car elle a

⁶⁴ BÉTRIX, *La pénétration Touareg*, Paris, Lavauzelle, 1911 : 15.

⁶⁵ Rapport du chef de Bataillon Bétrix, commandant la Région de Gao, 22 janvier 1909. ANM, Bamako, IN114, Fonds anciens.

concrétisé l'émancipation des Kel Adagh et la nouvelle organisation politique de la région. Les discussions furent rudes, chacun basant ses "prétentions sur des faits antérieurs, des origines de race et sur le droit de conquête" ⁶⁶. Finalement un relevé de conclusions est signé par tous ⁶⁷. Il se compose de 18 points d'importance inégale. Les plus intéressants concernent les rapports politiques des Kel Adagh avec les groupements voisins. Il est ainsi noté dans le premier point : *"Les Iforas sont indépendants et relèvent directement de la région de Gao. Ils n'ont plus rien à payer à leurs voisins et deviennent enfin les maîtres chez eux."* Cette phrase consacre la pleine émancipation des Kel Adagh. Elle est complétée par deux autres précisions. La première met en évidence la mise à l'écart des Kel Ahaggar, déjà réalisée à cette date. En effet, dès le préambule de la réunion, il est noté : *"Il est entendu que les Hoggars restent en dehors de la question, comme étrangers au pays."* On ne pouvait mieux exprimer que par cette phrase lapidaire la négation totale des anciennes prétentions de Moussa ag Amastane sur la région. D'ailleurs, les Ihaggaren ne sont même pas présents lors de cette réunion, et ils ne seront pas non plus invités à signer son procès-verbal. La seconde précision, notée au point n° 7, s'adresse aux Iwlliminden, pour eux aussi les mettre à l'écart de l'Adagh : *"Les Ouliminden n'ont aucune attache dans l'Adrar"*. Si les Ihaggaren étaient bien incapables de réagir, Firhun tente encore un dernier sursaut, qu'enregistre le compte-rendu de la réunion. Mais il est trop tard. L'alliance des intérêts français et Kel Adagh fonctionne à plein, et l'on voit la flamme des prétentions Iwlliminden vaciller, puis s'éteindre. Le marchandage de Firhun ne réussit pas, et il est étonnant de voir sa situation si mauvaise que même le cadeau d'adieu réclamé dans le simple but de sauver la face ne lui est pas attribué. C'est une défaite cuisante pour lui, et certainement une humiliation réelle...

"Firhun (...) réclame d'abord toutes les tribus imrads, puis simplement un partage des troupeaux, enfin au moins un cadeau d'adieu. Les Iforas refusent énergiquement et avec raison. Le chef de bataillon les soutient et les Ouliminden abandonnent toute prétention" ⁶⁸

Quant aux Kounta, qui ne posent guère de problèmes politiques, leur situation dans le pays est simplement enregistrée et confirmée. Les droits qu'ils avaient sur les centres de culture de Tessalit, Teleya et Ighacher leur sont reconnus, en échange d'une "dîme" payée à l'amenokal, et ils pourront comme par le passé envoyer en cas de sécheresse leurs animaux paître dans l'Adagh. Safikhun, qui n'émet aucune objection, et même "consent spontanément" à ces dispositions, montre bien par là que la présence Kounta était un fait habituel, bien tolérée par les gens du pays, et que la rivalité entre eux et les Kel Adagh, mise en avant par Laperrine pour appuyer ses volontés, était surtout

⁶⁶ Rapport du chef de Bataillon Bétrix, commandant la Région de Gao, 22 janvier 1909. ANM, Bamako, 1N114, Fonds anciens.

⁶⁷ Voir en annexe "Conclusions de la réunion du 26 décembre 1908, à Kidal, entre le chef de bataillon Bétrix, commandant la région de Gao, et les chefs Ifoghas, Kountas, Iwlliminden"

⁶⁸ Conclusions de la réunion du 26 décembre 1908, à Kidal, entre le chef de bataillon Bétrix, commandant la région de Gao, et les chefs Ifoghas, Kountas, Iwlliminden.

conjoncturelle.

Les autres points de la réunion organisent l'Adagh. L'amenokal du nouveau groupement politique est nommé par le chef de bataillon Bétrix qui remplace le vieil Illi par son petit-fils, Safikhun. Les tiwsaten sont décrites et organisées de façon pyramidale sous la responsabilité des chefs ⁶⁹. Les affaires relevant du domaine judiciaire (disputes et vols récents) sont réglées. Enfin, les premiers éléments du contrôle français sont établis : recensement et contrôle des armes, mise en place d'un service de courrier vers Gao et l'Algérie, fixation du prix du bétail, définition du centre politique (Teleya), et des postes (Kidal, Tessalit, Arrhli), et surtout (point n°10), précisions sur l'attitude que doivent présenter les Kel Adagh à l'avenir vis-à-vis du pouvoir colonial :

- "10 - Les cinq conditions Lamolle sont exposées et acceptées :
- a) les tribus payeront l'impôt (dès 1910 seulement)
 - b) elles repousseront les rezzous, mais n'y répondront pas par des contre-rezzous, elles se borneront à demander justice au retour.
 - c) Elles ne feront pas le vide dans les campements à l'arrivée des européens ni des tirailleurs.
 - d) elles se rendront à toutes les convocations
 - e) elles fourniront guides, émissaires, courriers, animaux de portage et de consommation."

Lorsque le commandant Bétrix quittait l'Adagh en janvier 1909, il pouvait annoncer aux autorités ⁷⁰ du Territoire militaire du Niger la réalité de l'occupation française, avec l'installation d'une section méhariste dans la région. Il avait établi le lieutenant Lasseron dans le poste nouvellement construit à Kidal avec le titre de "chef du secteur des Iforas". Il rentrait à Gao le 7 février 1909. Le lendemain, arrivait dans cette ville le lieutenant-Gouverneur, puis, peu à peu les chefs de l'Adagh, des Iwlliminden et des Kounta. Enfin, étaient signées entre les participants, le 10 février, les conventions préparées à Kidal lors de la rencontre de décembre, l'une entre les Ifoghas et les Iwlliminden ⁷¹, l'autre entre les

⁶⁹ L'analyse de la structure politique et de sa fixation par les Français sera faite plus loin. Cf. chap. "La question des chefs".

⁷⁰ Lettre de Bétrix du 22 JANVIER 1909, au lieutenant-colonel commandant le territoire militaire du Niger, à Niamey, faite à Kidal. ANM, Bamako, 1N114, Fonds anciens.

⁷¹ **CONVENTION IFORAS - OULIMINDEN** (ANM, Bamako, 1N114, Fonds anciens)

1 - Les Iforas ne dépendent plus des Ouliminden et ne leur doivent aucune redevance. Ils relèvent directement de la région de Gao.

2 - Les Iforas et les Ouliminden sont autorisés à transhumer, sans condition ni obligation, les uns chez les autres lorsque le besoin s'en fait sentir. Si des différends s'élèvent entre eux, les réclamations seront soumises aux lieutenants, commandant les secteurs nomades.

3 - Lorsque les Ouliminden et les Iforas se disposent à transhumer, ils préviennent les lieutenants dont ils dépendent respectivement et leur rendent compte également de leur rentrée.

4 - Les limites politiques entre les deux pays sont indiquées par la lignée : In Guerra, Tametak qui continue droit sur In Rharr et passe au Sud d'In Tassik et Takallout. Ces deux puits appartiennent aux Iforas.

5 - Les lieutenants nomades correspondent entre eux directement et le commandant de Région solutionne les questions importantes.

Signés : Safikoun, Firhoun, Bétrix
Gao le 10 Février 1909

Ifoghas et les Kounta ⁷². Elles consacraient l'indépendance des Kel Adagh, une nouvelle fois confirmée à cette occasion, traçaient les limites de nomadisation de chacun des groupes, et mettaient en place les nouvelles conditions de la domination coloniale, représentée par l'installation de "lieutenants nomades", auxquels devaient être soumis à l'avenir différends et réclamations.

La colonisation de l'Adagh est dès lors véritablement entamée. La conquête s'achève. Les discussions de décembre 1908 à Kidal montrent bien les derniers soubresauts des tentatives Iwlliminden de récupérer le pays. Mais cette stratégie a fait long feu. Les Kel Adagh se sentent maintenant forts, et sont soutenus par Bétrix, qui a les mêmes buts qu'eux. Les Kel Ahaggar sont totalement rejetés des discussions, et considérés comme étrangers dès le départ. La stratégie des Ifoghas atteignait son apothéose. Les Kel Adagh recevaient une indépendance complète, et étaient de fait élevés au rang de groupement politique à part entière, à l'égal des Kel Ahaggar et des Iwlliminden.

Épilogue : les révoltes de 1916-1917 et l'attitude des Kel Adagh

Les révoltes de 1916, avec les Iwlliminden et Firhun, et celles de 1917, avec les Touaregs de l'est et Kaocen, sont un bon test pour apprécier l'attitude des Kel Adagh, leurs rapports avec les autres groupements, leur volonté d'autonomie, l'importance et la solidité de l'alliance objective qui les lie aux Français. Un certain flottement est

⁷² **CONVENTION IFORAS KOUNTAS** (ANM, Bamako, 1N114, Fonds anciens)

1 - Les Iforas ne doivent rien aux Kountas et dépendent directement de la région de Gao.

2 - Hamoadi, Baye, El Bakaye, Chef Kountas continuent à cultiver les arrem de Tessalit, Teleyet, Aracher, aux conditions suivantes :

a) le lieutenant d'Adrar fera le levé et limitera exactement les concessions.

b) les intéressés pourront passer les terrains à leurs héritiers

c) le nombre de travailleurs sera fixé sur chaque arrem

d) les 3 Kountas payeront la dîme à l'amenokal Safikoun.

e) les habitants du pays ne seront pas gênés quant à l'accès des puits.

f) si des incidents fâcheux se produisent, le commandant de région aura le droit d'expulser les propriétaires et de rendre les terrains à l'amenokal.

3 - Les Iforas et les Kountas sont autorisés à transhumer, sans conditions ni obligation, les uns chez les autres, lorsque le besoin s'en fait sentir. Si des différends s'élèvent entre eux, les réclamations seront soumises aux lieutenant commandant les secteurs nomades.

4 - Lorsque les Iforas et les Kountas se disposent à transhumer, ils préviennent les lieutenants dont ils dépendent respectivement et leur rendent également compte de leur rentrée.

5 - Les limites politiques entre les deux pays sont indiquées par la ligne Aneschaye, Asselag, In Rhar, qui continue droit sur Tametak et passe au sud Gourhane et Takallant. Ces deux puits appartiennent aux Iforas.

6 - Les lieutenants correspondent directement entre eux et le commandant de Région solutionne les questions importantes.

Signés : Safikoun, Hamoadi, Bétrix

Gao le 10 Février 1909

perceptible dans la confiance qui leur est accordée par les autorités coloniales. Mais en définitive, ils ne se soulèvent pas, confirmant par là même la position qu'ils avaient adoptée.

Rappelons brièvement les événements de la révolte Iwlliminden de 1916, largement développée ailleurs ⁷³. Firhun, amenokal des Iwlliminden, s'échappe de Gao le 14 février 1916, où il était en résidence surveillée, rejoint son campement de Tedjerert, et entre en rébellion. Il écrit à Moussa ag Amastane, amenokal des Ihaggaren, et certainement à Attaher ag Illi ⁷⁴, depuis peu amenokal des Kel Adagh en remplacement de Safikhun. Il les appelle à la guerre sainte contre les "Ikufar" ⁷⁵, les Français infidèles, annonce qu'il tuera tous ceux qui tomberont entre ses mains, les engage à faire de même, et demande leur alliance dans ce combat conforme à l'Islam ⁷⁶. Cependant, la solidarité touarègue ne joua pas dans cet affaire, et Moussa ag Amastane, loin de rejoindre Firhun, prévint le capitaine de la Roche, commandant le secteur Ahaggar, de l'arrivée de cette lettre qu'il remis à l'officier français dès sa réception ⁷⁷. Malgré cette démarche de Moussa, les autorités françaises restent méfiantes :

"D'après des renseignements reçus de GAO, il y aurait lieu d'envisager la défection des Ifoghas de l'ADRAR et des Hoggars que FIRHOUN aurait tenté d'entraîner dans son mouvement." ⁷⁸

Elles prennent leurs dispositions contre Firhun en tablant sur un éventuel ralliement des Kel Ahaggar, malgré l'attitude de leur amenokal, ainsi que sur la participation des Kel Adagh à la révolte. Cauvin, commandant militaire de la Région de Tombouctou, envisage la défection de l'Adagh et demande au général commandant supérieur à Dakar, le 12 mars

⁷³ Voir, entre autres : RICHER, *Les Oulliminden*, Paris, Larose, 1924.

⁷⁴ On dispose de la lettre envoyée à Moussa en ce mois de février, mais pas hélas de celle envoyée dans l'Adagh. On peut cependant raisonnablement penser qu'elle devait sensiblement exprimer la même chose.

⁷⁵ Ikoufar : les infidèles, les incroyants, c'est à dire les Français.

⁷⁶ "Après des salutations, je vous fais savoir que je suis allé à Gao-Gao, pour me renseigner sur la marche des coufards et sur leur situation. J'ai appris que tous les pays musulmans se sont mis d'accord pour marcher contre les ennemis. Tout le pays combattra les infidèles qui sont à ses côtés. Ceci est conforme aux dires de Dieu : "O Musulmans, combattez tous les infidèles qui habitent dans vos voisinages; qu'ils vous trouvent toujours prêts à la lutte, et sachez que Dieu est avec les Croyants." Il est temps de mettre en pratique ce verset et de retourner vers Dieu, afin qu'il pardonne nos péchés.

"Je te fais savoir, O Moussa Ben Amastane, que je me conforme à cet ordre, et je déclare la "guerre sainte" aux infidèles. J'ai déjà pris trois de leurs hommes, avec leurs armes et leurs montures. Je désire que nous nous entendions, que nous nous liions, et que nous nous secourions en toute chose. Je te conseille de saisir tous les infidèles qui demeurent chez toi, de les tuer et de prendre leurs biens. Ainsi tu auras de la force pour faire la "guerre sainte"; nous la faisons par Dieu et son prophète. "Prenez garde aux adversaires", a dit Dieu.

"Je vous avertis que je tuerai tous les infidèles qui tomberont entre mes mains, et je vous conseille d'en faire au tant. Faites réponse au plus vite possible" Lettre de Firhun à Moussa ag Amastane, citée par RICHER (A.), *Les Oulliminden*, Paris, Larose, 1924 : 332

⁷⁷ RICHER (A.), *les Oulliminden*, Paris, Larose, 1924 : 332 (note de bas de page)

⁷⁸ Lettre du 19 mars 1916, du Chef de Bataillon CAUVIN, Commandant la Région Militaire de Tombouctou, à Monsieur le Capitaine Commandant le Groupe mobile du HOGGAR. SHAT, AOF, Soudan 9, dossier 1, pièce 14.

1916, l'évacuation du poste de Kidal, qu'il renforce en attendant ⁷⁹, et prend des dispositions communes avec le capitaine commandant le Groupe mobile de l'Ahaggar, nomadisant dans l'Adagh ⁸⁰.

Pendant ce temps, Firhun rassemble ses forces autour de la mare d'Anderamboukan, au sud-est de Menaka. Il y est rejoint par un certain nombre de ses imghad, et par un rezzou Oulad Djerir de 120 hommes, qui n'était pas prévu mais que l'amenokal arrive à entraîner dans son sillage par un don de 300 chameaux. L'ensemble de ces groupes attaque le poste de Menaka le 13 et le 28 mars, en vain. Les opérations continuent par l'assaut, mené par Firhun, du village de Filingué, qui échoue lui aussi, tandis que Jerad, chef des Kel Ara, lançait des raids sur la région de Tillabery et Ansongo, se heurtait au capitaine de La Roche, descendu de Kidal, le 20 avril au sud de Menaka, puis, après un autre rezzou dans la région de Delimane, stationnait au puits d'Eringué.

Les Français avaient entre temps retrouvé une certaine confiance envers les Kel Adagh. Le commandant Cauvin télégraphiait à la fin du mois de mars : "D'après renseignements récents, Ifoghas et Hoggar auraient refusé se joindre à mouvement Oulliminden" ⁸¹, et le Gouverneur du Niger, M. Digue, renchérisait : "Ifoghas et Hoggar semblent se désintéresser Oulliminden" ⁸². Il devenait alors possible de dégarnir l'Adagh de ses troupes pour les diriger vers Aderamboukan afin qu'elles participent à l'assaut contre Firhun. Finalement, la concentration se fit, lentement, car les troupes venaient à pied, et l'attaque fut déclenchée le 9 mai 1916. Il est intéressant d'observer la liste des unités et des auxiliaires qui ont participé au combat d'Anderamboukan, lieu de la défaite de Firhun et point final de la révolte Iwlliminden. Le capitaine Loyer, arrivé du sud à la tête des troupes de la région de Niamey, Zinder et Tahoua, et qui était chargé de la coordination de l'offensive contre le camp touareg, décrit ainsi la disposition de ses

⁷⁹ Cryptogramme (1.942), reçu à Dakar le 12 Mars 1916 à 17 heures 20 minutes. SHAT, AOF, Soudan 9, dossier 1, pièce 9.

⁸⁰ "J'ai envoyé l'ordre au Capitaine Commandant le poste de GAO et au Lieutenant Commandant le poste de KIDAL, de se mettre en relations avec vous afin que vous puissiez combiner vos mouvements et au besoin vous prêter mutuellement appui. J'envoie également l'ordre que si l'éventualité envisagée plus haut, au sujet des Ifoghas ne se réalise pas, la section de Kidal renforcée devra se porter vers MENAKA, et, s'il y a lieu, opérer contre les Oulliminden en collaboration avec les forces envoyées par le poste de TAHOUA (Territoire du Niger).

Pendant cette absence, il est à supposer que vous sachant peu éloigné, les Ifoghas, s'ils n'ont pas encore bougé, ne seront pas tenté de le faire puisque vous pourriez toujours agir sur eux. Il est entendu que si votre présence dans l'ADRAR ou auprès des Hoggars n'était pas nécessaire, et si votre collaboration aux opérations contre les Oulliminden était utile, je compte que vous prêterez votre appui dans toute la mesure de vos moyens." Lettre du 19 mars 1916, du Chef de Bataillon CAUVIN, Commandant la Région Militaire de Tombouctou, à Monsieur le Capitaine Commandant le Groupe mobile du HOGGAR. SHAT, AOF, Soudan 9, dossier 1, pièce 14.

⁸¹ Télégramme n° 828, Commandant militaire Tombouctou (Cauvin) à Gouverneur Niger Koulouba et Commandant Supérieur Dakar, de Tombouctou, du 25 mars 1916, 18 h 20. SHAT, AOF, Soudan 9, dossier 1, pièce 18.

⁸² Télégramme n° 623, Gouverneur Niger à Gouverneur Général, 26 mars 1916. SHAT, AOF, Soudan 9, dossier 1, pièce 19.

éléments :

“Les dispositions de détail sont prises pour le lendemain :

1°/ Colonne principale d'attaque devant quitter le camp à 2 heures :

- 25 hommes 1ère Cie Bataillon 3 (je marche avec cette fraction)

- 71 hommes section Kidal, Lieutenant Dupperray, Maréchal des Logis Rouyer.

- 35 Chaambas, capitaine de La Roche

- 25 hommes, section Pfaff avec ce sous-officier (...)

2°/ Le groupe secondaire 45 auxiliaires Hoggars sous le commandement de Houenni ag Yeni (...)

3°/ A la garde du camp sous-lieutenant Depiece, sergent Papi et sa demi-section portée à 30 hommes, 16 auxiliaires Ifoghas.”⁸³

Ainsi, non seulement les Kel Ahaggar (45 auxiliaires) et les Kel Adagh (16 auxiliaires) n'ont pas rejoint la rébellion de Firhun, mais encore ils font partie des troupes concentrées pour l'hallali... Ce ne fut d'ailleurs pas la seule action que les gens de l'Adagh développèrent contre les Iwlliminden :

“En 1916 a lieu la révolte de Fihroun; le commandant du secteur Iforas est un moment inquiet sur l'attitude de ses administrés; mais ceux-ci donnent, plus tard, la preuve de leur loyalisme, en fournissant des goums qui parcourent le pays Oulminden et en saccageant les campements concurrentement avec les goums Kounta. De nombreux chameaux et beaucoup de bétail sont enlevés ainsi par les Iforas.”⁸⁴

Il semble alors que “l'affaire d'Anderamboukan” ait été une véritable aubaine pour les Kel Adagh. Non content de prendre leur revanche sur des Iwlliminden qui s'étaient posés longtemps en seigneurs dans l'Adagh, maintenant les Ifoghas dans un état d'infériorité, ils participaient à l'abaissement de ce groupe particulièrement riche et puissant, éliminant définitivement toutes les prétentions qu'il aurait pu avoir encore, malgré les conventions passées en 1909 avec les Français. Bien plus, ils augmentaient du même coup leur propre richesse, en s'appropriant les dépouilles des vaincus humiliés :

“En 1916, combattant à nos côtés, ils furent les vrais bénéficiaires d'Anderamboukane, beaucoup plus que les Hoggars avec qui ils avaient partagé les dépouilles du vaincu, parce que les animaux dévolus aux Hoggars ne purent s'adapter à un climat trop différent. Les Iforas gagnèrent à cette politique non seulement la fortune matérielle mais encore la reconnaissance par nous de leur unité et l'annulation par conséquent de toutes les revendications Oulliminden sur ces tribus associées.”⁸⁵

Quant à la révolte de Kaocen et des Kel Aïr, en 1917, il suffit de l'évoquer brièvement. Elle semble en effet n'avoir pas du tout concerné les Touaregs de l'Adagh. Les Français ne remettent alors aucunement leur “loyalisme” en cause, et les rapports politiques du moment ne mentionnent les Ifoghas que pour la part qu'ils prennent aux contre-rezzous, notamment en apport de renseignements et en guides, comme on le verra plus loin. La seule réticence sur l'attitude d'Attaher, l'amenokal des Kel Adagh, est

⁸³ Rapport du Capitaine Loyer sur l'affaire d'Anderamboukane du 9 juin 1916. SHAT, AOF, Soudan 9, dossier 1, pièce 28.

⁸⁴ ARNAUD, *Les nomades de l'Adrar sous la domination française* (1917), p. 99. ANM, 1D27, Fonds anciens, BKO.

⁸⁵ Monographie de Kidal, Lt. Reeb, 1942. ANM, 1D44, Fonds anciens Bamako.

apportée par Arnaud, citant le rapport politique de M. Fleury, du 1^{er} trimestre 1917 :

“Des bruits défavorables ont couru sur (*Attaher*) en Mars 1917. Il a fait une absence prolongée, dont les motifs réels sont encore mal connus. Selon lui un *rezzu* l'aurait poursuivi assez loin dans l'Est; des *Kounta* qui se prétendent bien renseignés affirment au contraire qu'il se rendait auprès de *Kaossen*, mais que la nouvelle du dégagement d'Agadès par nos troupes lui étant parvenue vers Tanaya (oued Azaouak), il se serait trouvé dans l'impossibilité de mettre son projet à exécution et de rentrer en Adrar”⁸⁶.

Cependant, au vu des comptes-rendus des *rezzous* qui se sont abattus sur l'Adagh cette année là, il est tout d'abord possible de confirmer que ces raids ont été très nombreux, qu'un certain nombre de ceux-ci ont été poursuivis en mars dans l'Adagh⁸⁷, et qu'Attaher ag Illi était présent dans l'Adagh le 3 mai. Le lieutenant Lemaire, faisant son rapport sur la poursuite d'un *rezzou*, le précise clairement :

“Je partis vers 21 heures avec 50 méharistes et 80 Ifoghas pour me servir de guides en cas de besoin. Arrivé dans la nuit à Takallout, j'en repartis au jour sur la trace des pillards et arrivais dès 11 heures le 3 mai aux campements de Cheikh Baye, où j'obtins tous renseignements utiles. Taher, chef des Ifoghas, m'avait rejoint avec 30 de ses administrés.”⁸⁸

Bref, quelques faits amènent à penser que M. Fleury se trompe. Et si Attaher ag Illi, qui semble nettement plus préoccupé par les *rezzous* à combattre, a effectivement commencé un déplacement en mars vers l'Aïr, il n'a pas du aller bien loin pour être de retour, et opérationnel, début mai !

Les Kel Adagh n'ont donc pas plus participé à la révolte de Kaocen qu'à celle de Firhun. Les méfiances françaises peuvent se comprendre, leur ralliement étant récent, mais elles n'étaient pas fondées...

Conclusion

L'émergence du groupement politique des Kel Adagh, dominé par les Ifoghas et la *tawset* des Kel Afella, a été déterminé par la colonisation, qui a, de fait, renforcé les Touaregs de l'Adagh dans leur volonté d'émancipation à l'égard de leurs puissants voisins. Dans cette hypothèse, le caractère pacifique de la conquête et de la présence française dans l'Adagh résulte d'une véritable convergence d'intérêt. Les Français ont été perçus par la chefferie de l'Adagh comme des alliés potentiels dans un jeu politique régional où ils étaient de fait des partenaires obligés. A court et moyen terme, cette

⁸⁶ Fleury, Rapport politique 1^{er} trimestre 1917, cité par ARNAUD, *Les nomades de l'Adrar sous la domination française* (1917), p. 102. ANM, 1D27, Fonds anciens, BKO.

⁸⁷ “La région de l'Adrar est très agitée et peu en sécurité par suite des événements insurrectionnels du Sud-Est, de l'Est, etc. Des bandes d'Ouled Djerir circulent dans toutes les directions (...)”. Rapport du Lieutenant Lemaire, commandant le détachement de la Cie saharienne du Tidikelt, 21 mai 1917. SHAT, AOF, Soudan 5, chemise 14, pièce 4.

⁸⁸ Rapport du Lieutenant Lemaire, commandant le détachement de la Cie saharienne du Tidikelt, 21 mai 1917. SHAT, AOF, Soudan 5, chemise 14, pièce 4.

stratégie s'avérait payante. Le groupement politique des Kel Adagh devenait une réalité, et, de plus, se rendait rapidement riche et puissant, en récupérant les dépouilles des Iwlliminden, après la répression de la révolte de Firhun, en 1916-17. Les Kel Afella étaient confirmés dans leur position dominante au sein des tiwsaten du groupement Kel Adagh. En pactisant avec les Français, ils trouvaient une aide puissante contre leurs voisins touaregs, mais aussi contre les rezzous extérieurs dont ils subissaient depuis toujours l'agression. En contribuant par la suite à éliminer cette menace, au sein des unités méharistes mixtes créées par les autorités françaises, les chefs Ifoghas permettaient à leur région de vivre paisiblement, sans craindre à tout moment d'être attaquée, et de plus, par l'action protectrice qu'ils déployaient, acquéraient définitivement par là même le statut de guerrier qui commençait à peine à leur être reconnu, renforçant encore leur qualité de nobles. C'était beaucoup gagner...

A l'issue de la conquête française de l'Adagh, les éléments constitutifs des situations futures sont donc déjà en place. Les résultats des diverses stratégies qui se sont croisées dans la région sont clairs. Les Kel Ahaggar et les Français d'Algérie ont été mis hors jeu, et l'Adagh est intégré à l'ensemble soudanais, et plus généralement à l'Afrique Occidentale Française. Au sein de cet espace, les Touaregs de l'Adagh sont maintenant sous domination française, mais ils ont profité de ce partenaire extérieur pour s'affranchir de leurs voisins, et particulièrement des Iwlliminden, qui restèrent traumatisés pendant longtemps par leurs échecs successifs et par la répression de leur révolte. Ce dernier groupement ressort diminué de la résistance qu'il a menée, et son influence politique n'a plus guère de poids. Inversement, les Kel Adagh qui n'ont pas combattu gardent leur potentiel économique et humain intact, et ont vécu grâce à leur adaptation aux conjonctures nouvelles créées par l'intrusion des Européens, une montée en puissance importante. Ils représentent maintenant un groupement à part entière, et les Kel Afella se sont placés sur un pied d'égalité avec les lignages dominants des autres groupements. Les avantages qu'ils ont tirés de cette situation continuent de croître un temps, notamment à l'occasion du rôle qu'ils ont joué dans le maintien de la sécurité dans l'Adagh, en collaboration de plus en plus affirmée avec les troupes françaises. Mais les profits qu'ils en tirent sont ambigus, parce qu'une domination en a remplacé une autre...

**L'ÉTABLISSEMENT DE LA PAIX FRANÇAISE :
UNE DÉFENSE COMMUNE**

Une guerre saharienne

Lorsque s'achève la conquête de l'Adagh, en 1908, l'ensemble du Sahara est loin d'être totalement contrôlé par les Français. Aussi, pour l'administration coloniale, lorsque le poste de Kidal fut établi, les conventions signées entre les autorités françaises et les divers groupes touaregs intéressés, les parcours et les zones de nomadisation définis, le principal souci fut d'instaurer, puis d'assurer définitivement la "paix française". Pour atteindre ce but, la principale difficulté à résoudre était de supprimer l'insécurité endémique qui régnait dans ce que l'on appelait alors chez les Français "les confins sahariens". Cette insécurité était essentiellement due à l'intrusion annuelle de nombreux rezzous¹ sur les territoires déjà occupés. Ces raids de pillage s'abattaient sur les campements et, semant la terreur, emportaient animaux et esclaves, la plupart du temps après avoir occasionné au passage la mort d'un certain nombre de membres des tribus visées. Ces expéditions représentaient une vieille tradition saharienne. Les Touaregs en avaient été eux aussi de fervents adeptes, n'hésitant pas à fondre aussi bien sur les populations sédentaires sahéliennes que sur d'autres groupes nomades, qu'ils soient maures ou même touaregs. Mais la société Kel Adagh ne semble pas avoir été particulièrement douée pour cette forme de pillage. Comme nous l'avons vu plus haut, elle n'avait pas au début du siècle le caractère guerrier que confère un statut de noblesse qui lui était alors contesté par les groupements qui l'entouraient. Au contraire, vivant dans une zone montagneuse assez méridionale, et donc bien arrosée et riche en pâturage, elle avait été la cible de nombreux pillards, qu'ils soient issus de l'Aïr, du Sahara septentrional, du sud marocain ou des régions maures du Sahara occidental, et n'avait pas pu toujours empêcher la "protection" pesante de ses encombrants voisins, Iwlliminden ou Kel Ahaggar, qui sous prétexte de la défendre, n'avaient surtout la plupart du temps que contribué à la mettre en coupe réglée. Ces rezzous qu'avaient à supporter les Kel Adagh constituaient donc un ancien problème pour ces populations qui y perdaient chaque année une proportion non négligeable de leur richesse en bétail camelin, ovin et même bovin, ainsi qu'en serviteurs et captifs divers. Par contre, avec l'arrivée des Français, les rezzous venus d'autres régions touarègues s'estompèrent, puis disparurent. Lorsque les Français s'installent dans l'Adagh, le massif de l'Ahaggar comme celui de l'Aïr, l'Azawakh et la Tamesna sont déjà bien contrôlés, et les razzieurs possibles déjà soumis à l'autorité coloniale. Le danger vient essentiellement d'ailleurs, des régions arabes et

¹ Les termes arabes *ghazzi* (pluriel *ghazzyan*), ou *ghazwa*, qui ont le sens d'expédition guerrière, ont donné en français les mots *razzia* et *rezzou* (que j'emploierai indifféremment, avec leurs pluriels *razzias* et *rezzous*), et ses dérivés *razzier*, *razzieur*...

maures en lutte contre l'avancée française, mais aussi des groupes maures sahéliens réfractaires à la colonisation, que l'administration qualifiait alors de "dissidents". En réalité, ces actions guerrières avaient pris la forme d'une véritable résistance à l'occupation coloniale.

En face de cette menace, la réponse française fut relativement rapide. Mais avant d'être efficace, elle passa par un certain nombre de tâtonnements, d'essais et d'échecs. C'est dans cette structure défensive que se sont inscrits les Kel Adagh, qui prirent rapidement en main une part de plus en plus importante de leur propre réponse à l'insécurité venue de l'extérieur, se positionnant de fait en défenseurs des territoires coloniaux. Le rôle joué par les Kel Adagh dans la défense de l'Adagh et de l'Azawad soudanais contre les rezzous, s'il est quasiment nul dans les premières années de la présence française, grandit rapidement au fil du temps. Jusqu'en 1912, soit pendant les quatre ans suivant l'occupation effective par les Français de leur région, aucune mention n'est faite dans les rapports militaires d'une quelconque action armée des Touaregs de l'Adagh. Les premiers rezzous se dirigeant vers le massif sont uniquement contrés par les unités méharistes et les goumiers² d'origine maure (Achorat, El Gettara), et si l'on tente de créer un goum Ifoghas, sa formation est éphémère. Mais après le combat d'El Gettara (mai 1912), complet désastre français, les rezzous n'ont plus rien devant eux pour les arrêter, et les gens de l'Adagh se trouvent en première ligne. Après l'alliance objective que les chefferies touarègues de l'Adagh avaient passée avec les Français au moment de leur arrivée, alliance politique qui leur avait permis d'acquérir un statut plus élevé de noblesse (en même temps qu'elle avait permis à l'armée coloniale de s'installer sans coup férir), une autre alliance se mit en place, militaire cette fois, due à une nouvelle convergence d'intérêts : la recherche de part et d'autre d'une efficacité accrue dans les contre-rezzous. De 1908 à 1928, les Kel Adagh s'investirent de façon croissante aux côtés des Français dans la défense de leur région. Cet engagement eût pour première conséquence d'établir la confiance de ces derniers à leur égard, et son approfondissement dont l'évolution fut scandé par les combats communs. Surtout, si les Français y trouvèrent une aide substantielle, en hommes, en mobilité, en rapidité, en facilité de renseignement, en immersion dans le milieu, cette alliance permit aux Kel Adagh, non seulement d'y gagner une véritable sécurité, mais encore de concrétiser dans les faits, au cours de combats souvent brillants, leur nouveau statut de guerriers, et d'augmenter considérablement leur prestige. La chefferie se justifiait par la protection qu'elle apportait contre des agressions extérieures. Mais, en contribuant en même temps à éliminer ces dernières, elle organisait elle-même la perte de sa légitimité, et réduisait le degré de liberté de la société Kel Adagh toute entière, en créant par l'aide qu'elle offrait aux Français les conditions de sa domination et de sa déstructuration ultérieure...

² Méharistes indigènes recrutés comme suppléants.

Les rezzous : une forme de résistance à l'occupation coloniale

Des rezzous précoloniaux aux rezzous coloniaux

Les rezzous préexistaient à la colonisation. Ils représentaient, dans des sociétés soumises à la précarité, soit une façon d'accumuler des biens (bétail, esclaves) aux dépens de populations extérieures, soit un des modes de redistribution de ceux-ci à l'intérieur du groupe. Dépassant d'ailleurs le cadre saharien, on retrouve des actions de type semblable dans toutes les zones désertiques, steppiques, ou arides en général :

"Un excédent constant en hommes, tout au long de l'histoire, a toujours caractérisé la société nomade. Or, face à cette pression démographique constante, les ressources sont réduites. Plus productif que l'agriculture à travail humain égal, le nomadisme pastoral exige des surfaces considérables et ne permet que des densités humaines limitées (...). Dans ces conditions, la société nomade a dû s'organiser en fonction d'un état de crise permanente, d'un déséquilibre toujours menaçant entre les ressources du pâturage et une population rapidement croissante. C'est l'explication fondamentale de son agressivité.

Celle-ci se manifeste d'abord à l'intérieur de la société nomade elle-même. Les Bédouins sont en lutte perpétuelle entre eux. Il s'agit d'une société éminemment instable, qui se remodèle constamment en fonction des ressources disponibles et du nombre des parties prenantes par des mécanismes de redistribution du bétail (*razzia*) et des hommes (...). Elle exprime par toutes ses structures la saturation du milieu géographique, avec la concurrence vitale qui en découle." ³

La notion péjorative de pillage associée aux termes français de rezzou ou de *razzia* est à nuancer. A l'époque précoloniale, les raids guerriers qu'accomplissaient les Touaregs pouvaient prendre des formes variées, et être décrits en conséquence par des termes différents. Ainsi, les buts de ces actions n'étaient pas les mêmes, selon qu'elles étaient effectuées au sein de l'espace social, à l'encontre d'un autre groupe touareg, ou qu'elles visaient des populations étrangères. Dans le premier cas, le comportement des combattants était très codifié, et l'honneur que l'on tirait de la victoire n'impliquait pas nécessairement la mort de l'adversaire. Il s'agissait plutôt de rivaliser de bravoure et d'habileté dans un but de valorisation personnelle ou collective. Les combats opposaient les nobles entre eux, suivis de leurs tributaires, et les catégories sociales telles que les forgerons, les religieux, et plus généralement les personnes sans défense, étaient protégées de toute exaction. En cas de défaite, il était enfin laissé aux vaincus de quoi survivre et refaire leurs biens ⁴. Inversement, si l'expédition était dirigée vers des groupes étrangers, sédentaires du sud où nomades sahariens non touaregs, tous les coups étaient permis. Dans ce cas de figure, l'action prenait la forme soit d'une guerre véritable, soit de pillage matériel dans le seul but d'enrichissement. Avec la domination française de

³ X. de PLANHOL, "Nomadisme", in *Encyclopedia Universalis*, volume II, 1980 : 841-843.

⁴ Voir la description de ces actions dans CLAUDOT-HAWAD (H.), "Coups et contre-coups : l'honneur en jeu chez les Touaregs", in *Les Touaregs, portraits en fragments*, Aix en Provence, Edisud, 1993 : 13-27.

l'espace touareg, les rezzous, qu'ils soient d'honneur ou de pillage, incompatibles avec le maintien de l'ordre colonial et la protection des populations, sont réprimés et disparaissent assez rapidement. Les troupes coloniales sont censées assurer la sécurité, et dans un premier temps, toute activité belliqueuse est interdite aux guerriers touaregs. Elles sont cependant peu à peu amenées par les événements à réviser leur attitude, et à utiliser les compétences de ces derniers. Car les rezzous continuent, non plus à l'initiative des Touaregs, mais à celle d'autres populations sahariennes encore non dominées. Ces raids se sont poursuivis jusque dans les années 1930, où la prise en main complète du Sahara fut réalisée.

Le propos de ce travail n'est pas d'écrire l'histoire exhaustive des rezzous qui se sont abattus sur l'Afrique Occidentale Française depuis la fin du XIX^{ème} siècle. Il est néanmoins important d'observer dans ce contexte le cas de l'Adagh, qui ne constitue pas à l'époque un ensemble isolé, mais un des points d'aboutissement des rezzous, et l'un des éléments de la défense générale du Sahara et de sa "pacification" par les Français. On pourra cependant négliger les rezzous qui se sont abattus sur la Mauritanie ou sur les parties les plus occidentales du Soudan Français, qui ne concernent pas la région, pour se limiter à l'ouest aux bornes de l'Azawad, à l'est au Tamesna.

Les rezzous qui s'abattent dans la zone ainsi définie sont issus de régions plus septentrionales que la conquête française n'a pas encore atteintes. Elle fut en effet, dans l'ouest du Sahara, plus lente qu'ailleurs. En 1908-1909, la partie sud de la Mauritanie actuelle est occupée. Après l'avancée de Coppolani, le colonel Gouraud prend Atar en janvier 1909 et fait la conquête de l'Adrar mauritanien, qui était alors la zone refuge des tribus s'opposant à la colonisation. Au nord-est, dans les mêmes années, les unités algériennes contrôlent Bou Denib, Tabelbela, et assurent ainsi la protection de la vallée de la Saoura. Les palmeraies sud du Djouf sont assez vite occupées, et l'année 1912 voit la prise de Tichit et de Oualata. Mais il existe encore à cette date, et pour de longues années, une vaste zone échappant à tout contrôle français, et qui est bordée au nord par le Tafilalet, puis s'étend au sud sur l'erg Iguidi, l'erg Chech, le Hank et le Djouf, jusqu'aux frontières méridionales du Rio de Oro. Les razzieurs viennent donc du Sahara occidental encore insoumis, c'est à dire de la région qui s'étend du flanc méridional de l'Anti-Atlas au 25° parallèle, englobant la partie nord de la colonie espagnole du Rio de Oro.

"C'est dans les vallées du Draa et de la Seguiet el Hamra que s'organisent les bandes qui vont périodiquement dévaster l'Adrar des Iforas, les rives du Niger, les régions de Ménaka et Tahoua jusque dans la colonie du Niger."⁵

⁵ A. SARRAUT, Ministre des Colonies, 3 décembre 1923, au Gouverneur Général de l'AOF à Dakar, lettre n° 350, SHAT, AOF, Soudan 10, dossier V, pièce 5.

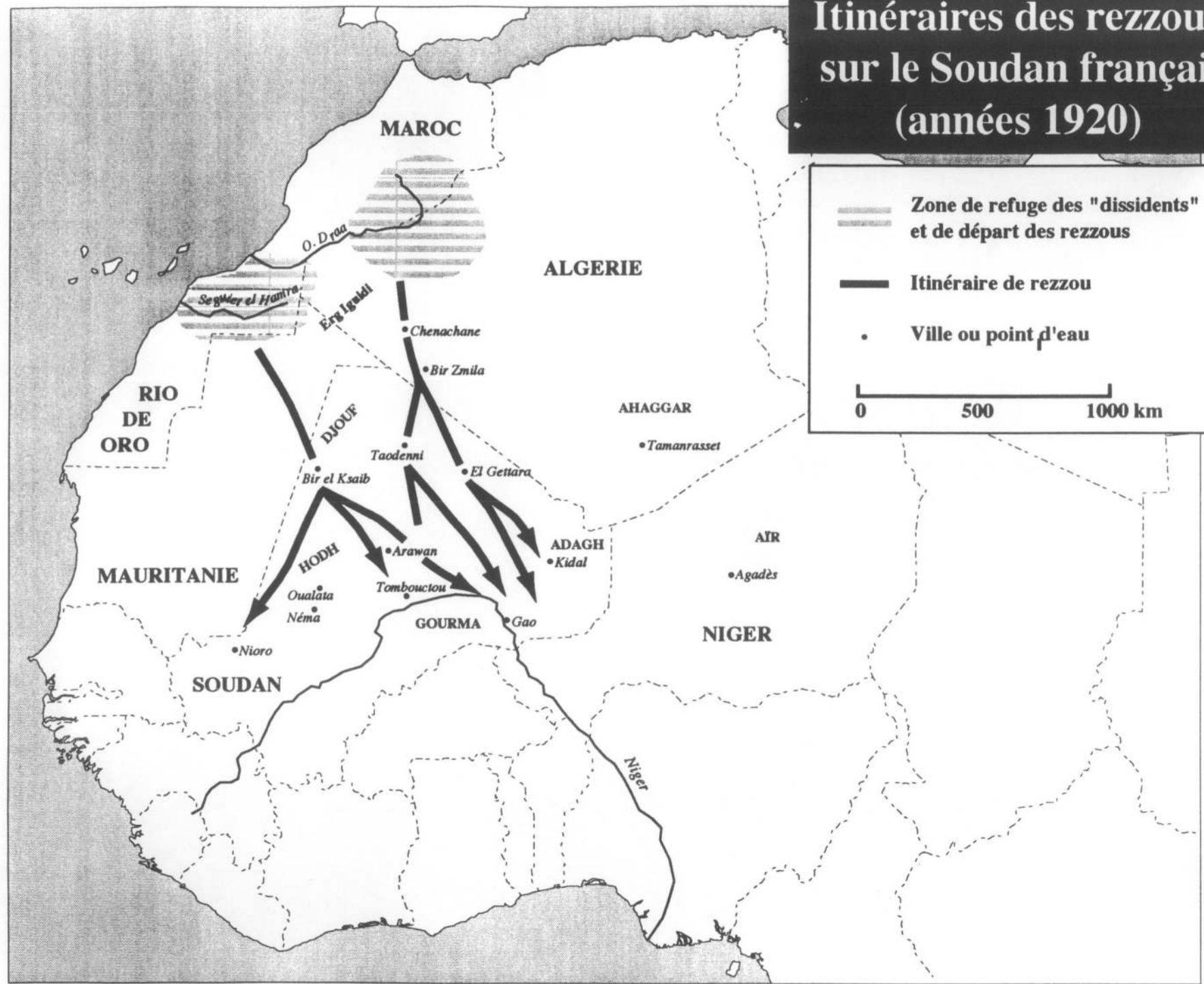
Itinéraires des rezzous sur le Soudan français (années 1920)

Zone de refuge des "dissidents" et de départ des rezzous

Itinéraire de rezzou

Ville ou point d'eau

0 500 1000 km



La périodicité relevée par A. Sarraut est régulière. L'époque de l'année où s'effectuent les rezzous est toujours la même, à tel point que l'on a pu parler de "période active des rezzous". Il s'agit essentiellement des mois de saison froide, d'octobre à avril. Les raids les plus précoces sont exceptionnellement observables dans les derniers jours de septembre, tandis que les plus tardifs ne dépassent pas le mois de mai. Cette concentration exprime les contraintes de l'environnement. Pendant cette période, la chaleur moins forte occasionne aux hommes et aux animaux une fatigue moindre, et la quantité d'eau à emporter est moins élevée. En zone sahélienne, c'est aussi la saison sèche, et les troupeaux sont généralement moins dispersés qu'en saison humide, où les pâturages sont abondants. Inversement, les mares occasionnelles sont plus rares, et le ravitaillement en eau aux puits devient indispensable. Aussi les itinéraires empruntés par ces rezzous sont-ils souvent les mêmes, et ont des points de passage obligés. Les groupes opérant à partir du Sahara occidental, après s'être regroupés à Aïoun Abd el Malek et avoir traversé le Djouf, refaisant leur eau à Bir el Ksaïb, s'abattent généralement sur le Hodh, et dans la région qui nous intéresse, sur Arawan et sur les environs de Tombouctou, le lac Faguibine, le delta du Niger et sa rive gauche jusqu'à Bamba. Ceux dont le point de départ est le sud marocain s'orientent le plus souvent, par Chenachane, Bir Zmila, Taodenni ou El Gettara et le Timetrin, vers l'Adagh des Ifoghas, la région de Gao, et plus rarement celle de Menaka (Cf. carte "Itinéraire des rezzous sur le Soudan français).

Qui sont ces gens que l'administration française qualifie systématiquement de "bande de pillards" ? Leur origine est essentiellement maure. Le commandant Hutin, commandant de la région de Tombouctou, précisait en 1910 la constitution des groupes venant du Sahara occidental en parlant seulement de "deux ennemis bien distincts"⁶, alors que de son côté, le Chef de Bataillon Derville, commandant le cercle de

⁶ Il précise ainsi la constitution de ces deux groupes :

"a) Les tribus du Tafilalet (Berabers, Oulad Djerir, Doui Menia) envoient sur la région de Tombouctou des bandes assez fortes (300 hommes à Bayoukrou en 1904, 250 hommes à Achorat en 1909), toujours bien armées de fusils comparables à notre 1880, organisées et commandées, très braves, très tenaces, formées de bons tireurs et sachant parfaitement utiliser le terrain. Ces bandes suivent en général la direction NNO, SSE, et ont pour objectifs la caravane d'Azalaï en route vers Taodenni, et les centres d'élevage de la région Kounta, à l'est de la route Tombouctou-Araouan, région relativement riche au point de vue nomade.

b) En second lieu, les tribus de l'oued Draa, du Seguiet el Hamra, de la partie Est de l'Adrar mauritanien (Oulad Bouséba, Oulad Nacer, Lakhalls, Regueibatts) menacent également la région. Leurs bandes peuvent être nombreuses (à Niokan, février 1908, 300 hommes), mais le fait est exceptionnel à cause des difficultés de ravitaillement en eau dans la zone parcourue. Un effectif de 50 hommes est au moins égal à la moyenne. Ils sont hardis et bons tireurs, mais moins tenaces que leurs frères du Nord; leur armement est également moins bon et n'est comparable qu'à notre 74. L'objectif de ces bandes est, en outre des Hodhs dont nous n'avons pas à nous occuper, la région à l'ouest de la route d'Araouan, au nord du Faguibine et de Raz el Ma. Elles y arrivent en utilisant les puits au nord d'Oualata, et ensuite soit directement, soit par le puits d'El Ksaïb." SHAT, AOF, Soudan 7, dossier 4, chemise 2, pièce 4 : rapport du commandant Hutin, commandant la région de Tombouctou, sur la campagne de contre-rezzou 1909-1910.

Tombouctou, observe en 1921 quant à lui trois groupes principaux ⁷. C'est que l'origine des razzieurs s'est diversifiée au cours des années : aux Maures défendant leur territoire et tentant de porter des coups déstabilisateurs à la puissance coloniale se sont ajoutés des groupes issus du Soudan et ayant fui la domination française. Il est bien entendu difficile de classer les participants aux rezzous de façon nette. Les regroupements, qui semblent s'être faits de façon plus ou moins informelle, sont remis peu ou prou en question chaque année. Mais il est possible de distinguer dans cet ensemble deux grands groupes de participants : d'une part les membres de tribus nomades résidant habituellement dans les zones de départ de ces raids, où elles ont leurs terrains de parcours et de nomadisation permanents, d'autre part les éléments maures appartenant eux à des groupes originaires du Sahel, c'est à dire des zones d'aboutissement de ces mêmes expéditions, et qui, refusant la soumission et l'intégration coloniale, se sont réfugiés auprès des premiers groupes dans les régions non conquises du Sahara septentrional.

Une guerre défensive maure

Les rezzous qui s'organisent dans les régions du Sahara espagnol (oued Draa, Seguiet el Hamra) sont plutôt le fait de tribus maures, essentiellement Rgaybat ⁸, non encore soumises à l'autorité coloniale, qu'elle soit française ou espagnole. Cette dernière était encore loin dans ces années d'avoir acquis sur le territoire qui lui était reconnu par les traités internationaux un réel contrôle. La souveraineté espagnole ne s'exerçait d'une façon effective que sur quelques points de la côte Atlantique. Les espagnols n'ont en effet à l'époque pas les moyens de quadriller leur colonie du Rio de Oro, ni d'empêcher la contrebande d'armes qui s'exerce habituellement sur ce territoire ⁹. Les tribus maures qui y vivent, Rgaybat, Doui Menia, Beraber, mais aussi Oulad Delim, Aït Toussa, Oulad Djerir, Arib, Tadjakant et quelques autres forment un réservoir inépuisable de grands nomades et de guerriers audacieux et indépendants. La razzia est la façon habituelle qu'ils

⁷ "1° - Le groupe de l'Oued Noun (appelé communément Regueibat) comprenant des Aït Oussa, des Tekna, des L'Ghouassen;

2° - Le groupe des Bérabich dissidents du Tafilalet, commandé ordinairement par Kalifa, fils du chef des Bérabich Sidi Mohammed parti en dissidence en 1909;

3° - Le groupe des Kounta dissidents commandés par les fils du vieux chef Abidin qui ne s'est jamais soumis. Ces trois fils sont : Sidi Lamin, Hamma, El Ouata. Les deux autres fils se sont soumis; Baba réside près de Tombouctou; Sidi Haï Ballah réside près de Kidal

Kalifa et Hamma sont les chefs les plus réputés.

Souvent au groupe Regueibat s'ajoutent des Télamides de Ma el Aïnin aujourd'hui peu nombreux mais fanatiques. Son fils El Hiba décédé a été remplacé comme chef religieux par Merebli Rebbo (25 ans). Le chef militaire est son frère Mohammed Laghdaff." Vincennes, AOF, Soudan 10, dossier 3, pièce 6 : renseignements sur les rezzou à la date du 23 octobre 1921, chef de Bataillon Derville, commandant le Cercle de Tombouctou.

⁸ Appelés aussi Réguibat, Regueibat...

⁹ Cf. A. SARRAUT, Ministre des Colonies, 3 décembre 1923, au Gouverneur Général de l'AOF à Dakar, lettre n° 350, SHAT, AOF, Soudan 10, dossier V, pièce 5.

ont de combattre en affaiblissant les potentialités économiques de l'adversaire, tout en accroissant les leurs. Leur action, dont le mobile fondamental est politique, est à cette époque mise au service de la lutte contre les Français. Quelques personnalités structurent cette résistance. Ainsi, Robert Arnaud constate en 1907 l'influence de

“marabouts d'origine étrangère qui, sous prétexte de prédications, viennent en grand nombre drainer les ressources de nos sujets, annoncer notre prochaine évacuation d'Afrique, et s'efforcer d'organiser la guerre sainte contre nous.”¹⁰

Il y voit la main d'un “haut personnage religieux encore mystérieux, Cheikh Ma el Aïnin” installé à Smara qui, en relation avec le Sultan du Maroc, “s'est constitué le chef de toutes les intrigues du parti anti-français en Mauritanie”, et qui, non content d'armer les pillards, organise la propagande destinée à lancer dans la révolte les populations sous domination coloniale :

“Plus de six cent fusils à répétition furent distribués par lui aux bandes de brigands qui, de tout temps, ont infesté les régions situées entre le Sud marocain et le Sénégal, et des lettres de lui ordonnant aux musulmans de se révolter contre nous furent envoyées, non seulement aux Maures soumis, mais encore aux populations noires du Sahel et du Soudan”¹¹.

D'autres observateurs remarquent le sentiment anti-français qui caractérise les rezzous. Il est ainsi mis en avant, à propos du désastre français d'El Gattara, en mai 1912, l'action du fils de Ma el Aïnin, qui avait à l'époque hérité de son père du flambeau de la lutte anti-coloniale :

“Ce rezzou (...) avait été rassemblé à Saguir el Hamra par le marabout Cheik Mohamed el Heyba, fils aîné du grand marabout Ma el Ainine mort en 1910. El Heyba qui prêche actuellement la guerre sainte contre les Français avait donné à ce rezzou des armes, des munitions et la bénédiction de Dieu pour la guerre qu'ils allaient entreprendre”¹².

Cheikh Ma el Aïnin, dont il est question dans les rapports précédents, a effectivement été l'une des grandes figures des guerres sahariennes de résistance à la pénétration française¹³. Né vers 1838, il était l'un des 48 fils de Cheikh Muhammad Fadil. Arrivé dans la Seguiet el Hamra, au sud du Maroc, vers 1884, il se fixe à Smara en 1899. Il y plante une palmeraie et édifie un centre urbain dans les années suivantes. Après la mort de Coppolani, tué au cours de la conquête de la Mauritanie en 1905, Cheikh Ma el Aïnin, associé à l'émir de l'Adrar Sid Ahmad ould Ahmad, reçoit l'appui du sultan du Maroc Moulay Abd al Aziz, concrétisé par l'envoi de son cousin Moulay Idriss et de

¹⁰ Lettre N° 159 du Gouverneur de l'AOF au Ministre des Colonies, 30 janvier 1907. (Sur la mission d'étude des questions musulmanes en AOF de R. Arnaud, administrateur adjoint des communes mixtes d'Algérie). ANSOM, série géographique, AOF III, 3.

¹¹ Lettre N° 159 du Gouverneur de l'AOF au Ministre des Colonies, 30 janvier 1907. (Sur la mission d'étude des questions musulmanes en AOF de R. Arnaud, administrateur adjoint des communes mixtes d'Algérie). ANSOM, série géographique, AOF III, 3.

¹² Rapport n° 25 R (29 juin 1912) du capitaine Pasquier, commandant la 2ème Compagnie et le Cercle de Gao sur le combat d'El Gattara (24 mai 1912). SHAT, AOF, Soudan 8, dossier 3, Pièce 14.

¹³ Cf. CARATINI Sophie, *Les Rgaybat (1610-1934), tome 1 : Des chameliers à la conquête d'un territoire*, L'Harmattan, 1989, qui le qualifie, page 105, de “porte-drapeau de la résistance anti-coloniale”.

quelques armes. Le marabout meurt en 1910. Il a le temps cependant de désigner son successeur, en la personne de son fils, Ahmed el Hayba. Ce dernier devient à son tour l'un des chefs de la résistance saharienne et sud-marocaine, notamment après la proclamation du Protectorat français sur le Maroc en 1912. Cet événement l'amène à marcher sur Fez. Après avoir été proclamé sultan à Tiznit, et plus tard à Agadir, il entre le 18 août à Marrakech. Mais il se heurte aux troupes du colonel Mangin, et en 1913, l'armée d'Ahmed el Hayba est repoussée au sud de l'Atlas. La même année, le lieutenant-colonel Mouret pénètre dans Smara, et combat le frère d'Ahmed el Hayba, le 10 mars 1913, dans l'oued Tagliyat. Après la mort d'Ahmed el Hayba, le 23 juin 1919, la résistance saharienne sera poursuivie par un autre de ses fils, Al Wali.

L'histoire de l'Ahal Ma el Aïnin et de ses membres est indissociable de celle des expéditions guerrières qui se sont abattus sur l'Adagh. Il est utile de resituer les fondements politiques de ces dernières, que les autorités coloniales ont largement passés sous silence. Les rapports français parlent en effet de "bandes", de "hordes", composées de "pillards", "d'aventuriers" ou de "fanatiques". Il est rarement observé que les razzieurs aient pu avoir une quelconque conscience politique. Le seul motif qui ressort clairement est celui de l'appât du gain. Mais "c'est un phénomène permanent dans toute la littérature coloniale ; tous les mouvements de résistance à la colonisation sont systématiquement interprétés comme des opérations de pillards irresponsables politiquement" ¹⁴. Et le rezzou, au delà du simple raid de voleurs de grand chemin uniquement attirés par le butin possible, comme les Français l'ont toujours présenté (et ils avaient politiquement et moralement intérêt à le faire), était bien, acte de guerre, l'une des expressions de la résistance à la colonisation, et même un des éléments des relations politiques internationales sur le continent africain du début du siècle. Ahmed el Hayba, au début de la première guerre mondiale, reçoit en effet l'appui des Allemands et des Turcs essayant de déstabiliser la France en Afrique. Les Français en sont d'ailleurs tout à fait conscients, notant que "El Hiba est en rapport avec les gens de l'action allemande" ¹⁵ ou que la première guerre mondiale pouvait les "empêcher de soumettre el Hiba en lui donnant l'appui de la propagande germano-turque et en consolidant sa situation chancelante" ¹⁶. Dans cette optique, les populations soumises des territoires occupés par les Français au Soudan, que les guerriers maures affrontent au terme de leurs expéditions, et dont les biens sont pillés, ne sont que "les esclaves des Chrétiens". Les Kel Adagh en font partie, et leur intégration dans l'ensemble colonial les rejette de fait hors des groupes s'opposant

¹⁴ CARATINI, 1989 : 138.

¹⁵ Anonyme, rapport annuel du Protectorat, Rabat 1915, Archives Nationales, Nouakchott, 1915, A.P.E./2/119, cité par CARATINI Sophie, *Les Rgaybat (1610-1934), tome 1 : Des chameliers à la conquête d'un territoire*, L'Harmattan, 1989.

¹⁶ Anonyme, Archives Nationales, Nouakchott, 1930, non classé, cité p.151 par CARATINI Sophie, *Les Rgaybat (1610-1934), tome 1 : Des chameliers à la conquête d'un territoire*, L'Harmattan, 1989.

à la présence française. Les attaquer, c'est porter des coups aux Français, réduire la richesse des régions sous leur autorité.

Insoumis du Soudan

Quant aux rezzous qui se forment au Sud-Maroc, ils n'ont pas non plus le simple caractère de pillage matériel. Composés en partie eux aussi de membres des tribus autochtones, ils ont surtout la particularité d'être la plupart du temps organisés par des Maures du Soudan ayant refusé de se soumettre. Ces refus sont le plus souvent issus de choix individuels. Ce ne sont pas des tribus entières qui entrent en dissidence, mais plutôt un chef, éventuellement suivi par une partie de sa famille ou de sa tribu. Ces positions de réaction à l'occupation française peuvent ainsi diviser les tribus d'origine, et même des frères entre eux, certains s'étant soumis, d'autre non. Ceux qui se rebellent se réfugient au Tafilalet, dans l'oued Draa, l'oued Daoura ou l'oued Saoura. Ces régions marocaines, au delà de l'Anti-Atlas sont totalement hors du contrôle français. Toute la zone sud du Maroc représente donc un véritable sanctuaire où se réfugient les insoumis les plus marquants. Ces derniers sont en réalité peu nombreux : deux, puis trois individus, mais ils sont suivis par une partie des leurs, et entraînent éventuellement d'autres groupes dans leur dissidence... Ils ont été les véritables bêtes noires de l'administration et surtout des troupes coloniales par la menace constante qu'ils ont réussi à faire peser sur elles. Les deux premiers se nomment Abidin el Kounti et Sidi Mohammedould Mehemet. Il sont rejoints un peu plus tard par Hamou, un des chefs Tormoz.

Abidinould Sidi Mohammed el Kounti, descendant de Sidi Mohammedould Sidi Moqtar el Kébir, était une des personnalités de la famille Kounta des Bekkay, dispersée dans l'Azawad, vers Bourem et dans le Gourma. Il participe très tôt à la lutte contre la conquête française. Dès 1896, les rapports politiques citent ses rezzous¹⁷. Son rôle est mis en exergue en juin 1897, lors d'une expédition conjointe sur Tombouctou des Touaregs et des Kounta. Lorsqu'elle arrive à quelques kilomètres de Kabara après avoir détruit l'escadron de spahis des lieutenants de Chévigné et de Latour, le chef Kounta envoie en effet au capitaine Pansier un ultimatum resté célèbre : "Crois ou meurs !" ¹⁸ Ne suivant pas Hammadi et Alwata lors de leur soumission aux Français en 1899, il se réfugie dans les régions insoumises du Tafilalet et du Draa, d'où il lance, jusqu'à sa mort en 1927, de nombreuses expéditions contre les régions soudanaises de l'Azawad et de l'Adagh. Il est suivi, puis rapidement remplacé à la tête de ces rezzous par l'un ou plusieurs de ses nombreux fils : Sidi Alamin, Hamma, Mehemmed, etc. La plupart des

¹⁷ ANSOM, Série géographique, Soudan IV, 4.

¹⁸ RICHER, 1924 : 142.

attaques que les Kel Adagh ont eu à parer ont été le fait de cette famille¹⁹

Sidi Mohammedould Mehemet, appartenant aux Oulad Suleyman, était l'ancien chef des Berabich, tribu maure dont le revenu essentiel était le commerce du sel sur Tombouctou. Il s'était déjà opposé par la force aux Français en août 1899, à l'occasion du départ vers l'est d'une partie de la garnison de Tombouctou. Devant le blocus de grains organisé par les autorités coloniales, ainsi que les raids que menèrent sur les campements Berabich deux colonnes parties de Tombouctou et de Bamba, qui prirent campements et chameaux à la tribu, il s'était incliné. Évincé de son commandement, il avait été remplacé par son concurrent Mahmoud Ould Dahman. Sidi Mohammed était alors parti vers l'ouest, avec quelques dizaines de membres de sa tribu lui restant fidèle²⁰, et avait commencé peu après à monter des expéditions de pillage contre les Berabich obéissant à Ould Dahman²¹. Mis en résidence obligatoire à Néma sur ces entrefaites, en 1904, on peut suivre ses efforts pour retrouver son ancien statut, ainsi que la montée de son amertume contre les Français. Mais, en 1909, "à la suite de discordes intestines dans lesquelles les autorités locales avaient cru devoir intervenir, Ould Mehemet partit en dissidence avec sa famille et fut rejoint par un assez grand nombre de tentes"²². Ces discordes seraient les suivantes :

"L'actuel chef de la tribu, Ould Dahman, ayant attaqué les campements d'Ould Mehemet et tué un de ses fils, n'écopa que d'un an de prison et réussit, à sa sortie, à circonvenir le Commandant de Région pour obtenir un commandement dans la tribu égal à celui de son adversaire. Devant cette injustice et l'inefficacité de ses protestations, Ould Mehemet partit en dissidence en 1909, bientôt suivi de son fils Khalifa. Le mobile de leurs pillages étant la vengeance, ceux-ci sont presque toujours dirigés vers l'Azaouad et les Bérabiches, principaux transporteurs de sel à Taoudenni"²³

Hamma, enfin, était le chef d'une des deux fractions Tormoz (la deuxième étant dirigée par Boubakar Ould Abderrhamane²⁴), un groupe issu en partie des Berabich et nomadisant dans la région de Raz el Ma. Il part en dissidence beaucoup plus tard que les deux premiers, lorsqu'il prend la mesure de l'impossibilité de mener à bien une stratégie de pouvoir personnel en liaison avec les Français. En effet, à la mort de Boubakar en 1922, c'est un autre personnage, Sidir, qui est nommé à la tête du deuxième groupe, alors que le colonel Delestre lui avait promis la réunion de tous les Tormoz sous son autorité...

¹⁹ Cf. AOUAD-BADOUAL Rita, "Le rôle de 'Abidin el Kounti dans la résistance nomade à la conquête française de la Boucle du Niger (1864-1902)", in *Le politique dans l'histoire touarègue, Les cahiers de l'IREMAM*, 4, 1993 : 35-48.

²⁰ ANSOM, Série géographique, AOF I, 9.

²¹ ANSOM, Série géographique, AOF I, 18.

²² ARNAUD (R.), *Étude sommaire sur les populations des territoires sahariens relevant du Haut-Sénégal-Niger*, 1923, p. 25. ANM, 1D98, fonds récents, Bamako.

²³ CAMEL (F.), *L'administration des nomades de la Boucle du Niger (Soudan Français)*, Mémoire de maîtrise dirigé par MICHEL (M.), Université de Provence, 1991 : 25.

²⁴ ARNAUD (R.), *Étude sommaire sur les populations des territoires sahariens relevant du Haut-Sénégal-Niger*, 1923, p. 29. ANM, 1D98, fonds récents, Bamako.

La défense française

Face à ces incursions, la réaction défensive française apparaît d'abord brouillonne et empirique, tant dans son organisation que dans le recrutement des troupes. Peu à peu, naissent cependant des unités méharistes, mieux adaptées au terrain, et les populations nomades locales sont mises à contribution. Ce faisant, les Français creusent le fossé entre les Africains qui refusent la présence coloniale et ceux qui s'y plient en aidant à la défense des territoires occupés.

L'organisation administrative et militaire

Pour répondre au danger permanent que constituaient les rezzous sahariens, le premier souci des Français fut d'unifier le commandement des zones menacées, afin de tenter de centraliser le renseignement, d'organiser une réaction la moins dispersée possible, et de fédérer énergies et potentiels militaires épars. Mais le processus de mise en place du cadre administratif fut hésitant, et les autorités en charge des régions sahariennes instables. Les sinuosités de l'organisation française sont observables partout, et en particulier dans la région nord de Tombouctou et de Gao, rassemblant Azawad, Adagh et Tamesna ²⁵. Appartenant à partir du 27 août 1892 à la "Colonie indépendante du Soudan", intégrée au Gouvernement général de l'Afrique Occidentale Française à partir de sa création le 16 juin 1895, elle en sort le 17 octobre 1899, parce que la colonie du Soudan disparaît, après seulement sept ans d'existence. Le nord saharien de la Boucle du Niger passe alors au 1er Territoire militaire, administré directement par Dakar. Le 18 octobre 1904, il commence à être administré par une nouvelle colonie, celle du Haut-Sénégal-Niger, à l'intérieur de laquelle il reste administré militairement, au sein du Territoire militaire dit de Zinder, qui en fait le 26 décembre la Région de Tombouctou. Cette dernière passe de trois à quatre régions le 31 décembre 1907. Le nord saharien est ainsi partagé entre la Région de Tombouctou et celle de Gao (les deux autres régions étant celles de Zinder et de Niamey, qui sortent du cadre géographique qui nous intéresse). Les deux régions sont défendues alors par le même bataillon, dit de Tombouctou, qui compte en décembre 1908 quatre compagnies, soit 700 hommes, réparties entre les régions de Tombouctou et de Gao, alors que les deux autres régions le sont par celui de Zinder (4 compagnies, soit 916 hommes, réparties entre les régions de Niamey et de Zinder) ²⁶.

A cette date, l'Adagh commence à être occupé par les Français. Rappelons que la grande réunion des chefs concernés avec le Chef de Bataillon Bétrix commence le 26

²⁵ Se reporter à l'annexe "Réorganisations administratives au Soudan"

²⁶ SHAT, AOF, Soudan 5, chemise 21 (décembre 1908) : Composition des Garnisons du Territoire militaire du Niger.

décembre 1908, et que les conventions entre Ifoghas, Iwilliminden et Kounta seront signées à Gao en février 1909. Le poste de Kidal, avec le lieutenant Lasseron, est établi quant à lui en Janvier 1909. Ce secteur appartient donc à la Région de Gao, du Territoire militaire de Zinder, sous la dépendance de la colonie du Haut-Sénégal-Niger de l'AOF, et défendu par le Bataillon de Tombouctou...

Pour peu de temps. Car en juin 1911, le cercle de Gao est retiré du Territoire militaire pour rejoindre la Région de Tombouctou. L'Adagh reste donc, de justesse, administré par le Haut-Sénégal-Niger lorsque le Territoire militaire, qui prend le nom de Territoire militaire du Niger, est séparé de la colonie, le 7 septembre 1911, pour dépendre directement du Gouverneur général. Sa situation administrative se stabilise alors. Les Kel Adagh restèrent sous la dépendance du cercle de Gao de la Région de Tombouctou jusqu'au 9 avril 1929, où cette dernière fut supprimée, rendant leur autonomie aux quatre cercles qui la composaient (Tombouctou, Goundam, Gao, Hombori). Précisons que le 23 février 1917, devant la gravité de la situation au Sahara (révolte de Kaocen), ces régions sahariennes avaient été placées temporairement sous le contrôle militaire du Commandement supérieur des Territoires sahariens, confié au Général Laperrine, et ce jusqu'au 30 octobre 1919. Ce qui n'empêchait pas les officiers de la Région de Tombouctou de continuer à dépendre administrativement du lieutenant-gouverneur du Haut-Sénégal-Niger (HSN).

Le nord saharien du HSN, qui prend le 4 décembre 1920 le nom de Soudan français, reste ainsi partagé entre les trois cercles de Goundam, Tombouctou et Gao jusqu'à la décolonisation (hormis la brève existence du cercle de Bamba créé le 7 mars 1916 et supprimé le 31 décembre 1922 et celle du cercle de Gourma-Rharous, créé dans les années 1920 et supprimé le 23 décembre 1936). Il passe sous autorité civile le 31 décembre 1922. Cependant l'Adagh n'a vu son premier administrateur civil, en la personne de Jean Clauzel, qu'à partir de février 1948. Il était resté jusque là sous l'autorité de lieutenants (et d'un capitaine) de l'armée coloniale ²⁷.

Les Kel Adagh ne virent certainement pas de grandes différences entre ces divers remaniements. Un Français était chef de poste à Kidal, d'autres Français nomadisaient dans l'Adagh et le Timetrin, et ils n'eurent la plupart du temps affaire qu'à eux. Mais ces fluctuations administratives ont rejailli malgré tout sur les Touaregs. La défense contre les rezzous en fut manifestement affectée dans son efficacité, et ce furent les populations nomades qui en supportaient les préjudices. Elles furent par là même obligées de s'investir dans leur propre défense, ce qui eût un certain nombre de répercussions, notamment dans le recrutement autochtone.

²⁷ Cf. Annexe "Liste des chefs de subdivision depuis l'origine du Poste de Kidal".

Les méharistes coloniaux

Il apparut très vite que les troupes à pied, et même à cheval, étaient parfaitement inadaptées au combat dans le désert. En Algérie, le commandement militaire mit assez rapidement au point (en 1902) le principe des unités méharistes, commandées par un officier français, et composées de nomades sahariens, essentiellement Chaamba, déjà adaptés à la vie au désert, habiles méharistes et qui plus est guerriers redoutables. La constitution de telles unités prit nettement plus de temps au sud du Sahara. L'armée coloniale avait en effet à résoudre un problème de taille : ne disposant que de troupes dites "sénégalaises", c'est à dire recrutées chez les sédentaires noirs, elle s'opposait sur leur terrain à des nomades hostiles, Touaregs et Maures, dont il n'était bien entendu pas question de faire des auxiliaires. La nécessité s'imposait de créer des unités aussi mobiles que leurs adversaires. Or, cela posait un problème de taille. Car contrairement à ce qui se passait en Algérie, où avait été mis en place un commandement unique pour le Sahara, les responsabilités étaient ici éclatées, et les expériences ne pouvaient se faire qu'au coup par coup. De plus, les cadres français étaient tout à fait ignorants de la vie au désert, ne connaissaient pas les dromadaires, et les troupes utilisées composées de sédentaires du sud étaient dans le même cas, tout en éprouvant un fort rejet pour ces zones difficiles. Le recrutement local était par ailleurs impossible, pour plusieurs raisons : l'occupation française était trop récente, et contrairement à l'Algérie, aucune des nombreuses et différentes populations nomades qui s'étagaient du Sénégal au Tchad n'avait l'importance de la grande tribu Chaamba sur laquelle s'étaient appuyés les officiers sahariens.

Il y avait eu des tentatives isolées telles que celle du lieutenant Wirth à Raz el Ma en 1897, et surtout celle du lieutenant Le Gail en 1899 à Tombouctou, qui créa un peloton méhariste, monté par des spahis sénégalais, avec lequel il réalisa la première reconnaissance d'Arawan. Mais elles n'eurent pas immédiatement de suites. Ce ne fut que dans les premières années du XXe siècle que furent organisées des unités méharistes permanentes, quoique non encore officiellement légalisées. Les premières reconnaissances françaises dans l'Adagh furent organisées à partir de ce type d'unité. C'est ainsi par exemple que le capitaine Théveniaut, lorsqu'il se rendit à Timiawin pour rencontrer le Général Laperrine en 1904, fut escorté par la section méhariste de Raz el Ma. Celle-ci avait été mise en place par le lieutenant Jérusalémy ²⁸.

Le 17 janvier 1905, le Ministère des Colonies fait part d'une décision ministérielle reconnaissant l'utilité des formations méharistes, et transformant la 4e Compagnie du 2e Régiment de Tirailleurs Sénégalais en Compagnie méhariste. Celle-ci est placée sous les

²⁸ Voir à ce sujet LE RUMEUR (G.), "Les premiers méharistes de la Coloniale", *Tropiques*, 365, août-septembre 1954.

ordres du Capitaine Cauvin, et utilise les compétences des méharistes de Jérusalémy. Le 15 septembre 1906, le Général Commandant supérieur des troupes de l'AOF, entérine le principe d'une section méhariste par compagnie postée au contact de zones sahariennes. Les premières créées sont les sections nigériennes, suivies de celles opérant au Soudan. Chaque compagnie dispose ainsi d'un groupe servant à la garde du poste, et d'une section méhariste, composée d'un officier, de deux sous-officiers, et de cinquante-sept tirailleurs, utilisant cent quarante dromadaires de monte et soixante de bât. A la fin de 1908, existent donc un certain nombre d'unités méharistes en AOF. Au Soudan, celle de Raz el Ma, issue de la 4^e Cie du Bataillon de Tombouctou surveille les pistes de l'ouest avec 50 hommes. Dans la région qui nous intéresse, celle d'Arawan, est basée la 1^{ère} Compagnie, avec 180 hommes ayant la responsabilité de Taodenni et du nord de la Boucle, alors que la section de l'Adagh, dépendant de la 2^e Cie de Gao, surveille avec 60 hommes le massif des Ifoghas et les incursions venues éventuellement de l'Ahaggar. Enfin, une unité méhariste, détachée elle aussi de la compagnie de Gao (50 hommes) opère dans le secteur de Menaka auprès des Iwlliminden (voir "Tableau de la situation en décembre 1908").

Décembre 1908, Situation militaire du Territoire de Zinder, bataillon de Tombouctou (Bataillon de Tirailleurs Sénégalais n° 2) ²⁹

Région	Lieu	Composition	Eff.
Tombouctou	Tombouctou	3 ^e Cie du Bat. de Tombouctou + 1 Sect. d'artillerie	40
		4 ^e Cie du Bat. de Tombouctou	130
		Section H.R.	10
		1 Peloton de Gardes à cheval	20
	Raz el Ma	4 ^e Cie du Bat. de Tombouctou	50
	Goundam	Gardes-cercle	10
Gao	Bamba	Gardes-cercle	57
	Araouan	1 ^e Cie du Bat. de Tombouctou (Comp. méhariste)	180
	Gourma	3 ^e Cie du Bat. de Tombouctou	100
	Gao	2 ^e Cie du Bat. de Tombouctou	60
	Bourem	Gardes-cercle	20
	Ansongo	un détachement de tirailleurs	
	Dori	Gardes-cercle	40
	Tillabéry	Gardes-cercle	40
	Menaka	Détachement de police méhariste de la 2 ^e Cie	50
	Adrar	Section méhariste de la 2 ^e Cie	60

Total	867
Militaires	700
Gardes-cercles	167

²⁹ SHAT, AOF, Soudan 5, chemise 21 (décembre 1908) : Composition des Garnisons du Territoire militaire du Niger.

La Région de Tombouctou aligne ainsi deux sections accolées en Azawad, et une section méhariste à Kidal. On parle alors dans les rapports, pour les deux premières, simplement de la 1ère Compagnie méhariste, éventuellement du groupe mobile de la 1ère Compagnie méhariste. Viennent s'ajouter en fait à ces trois sections un groupe méhariste, basé à Raz el Ma, qui n'a pas la qualité de section méhariste, pas plus que ne l'a une unité de police méhariste détachée de la 2ème compagnie de Gao pour la surveillance de la région de Menaka.

Ce n'est qu'en 1912 qu'on commence à parler du "Peloton méhariste d'Arawan de la 1ère Compagnie", qui, en nomadisant dans le Timetrin jusqu'à El Gettara et Taodenni, défend l'Adagh et l'Azawad en collaboration avec la "section méhariste de Kidal de la 2ème Compagnie" (de Gao). Cette même année, le poste de Raz el Ma est supprimé³⁰. En 1913, la situation militaire dans le nord est donc la suivante³¹ :

Situation militaire dans la Région de Tombouctou

Garnisons				
Postes	Off.	Sous-off.	Indigènes	
Arawan	1	4	40	
Télik	1	2	50	
Ksaïb	1	2	50	
In Etissane	1	4	40	
El Gettara	1	2	50	
Bamba	1	2	40	
Menaka	1	3	50	
Kidal		1	30	
Gao	3	4	40	
Oualata	3	4	50	
Bacikounan		2	50	
Hombori	4	6	130	
Tombouctou				
Totaux	17	36	620	Total 673

Unités méharistes				
Postes	Off.	Sous-off.	Indigènes	
1e Cie (peloton) (Araouan, Ksaïb, Télik)	1	5	114	
2e Cie (section) (Kidal)	1	2	57	
3e Cie (peloton) (In Etissane, El Gettara)	1	5	114	
4e Cie (peloton) (Oualata, Bacikounan)	1	5	114	
Totaux	4	17	399	Total 420
Totaux généraux	21	53	1019	1093

³⁰ Rapport Fauché du 21 octobre 1923. SHAT, AOF, Soudan 10, dossier 5, pièce 2.

Voir aussi la Circulaire n° 206 du 4 octobre 1912 (modifiée par la circulaire n° 10 du 13 janvier 1914), sur le stationnement en zone saharienne des troupes de l'AOF.

³¹ Lt-Col. Sadorge, commandant la Région de Tombouctou, 17 juin 1913. SHAT, AOF, Soudan 8, dossier 4, pièce 2.

Pour l'ensemble de la Région, la défense contre les rezzous dispose donc de trois pelotons et d'une section méharistes.

L'organisation est modifiée en 1915. La section de Kidal est renforcée par une deuxième section, et une section méhariste est installée à Menaka. A partir de 1918, on voit apparaître dans les rapports les nouvelles appellations de ces unités. Les deux sections de l'Azawad prennent le nom de Peloton Méhariste n° 1 d'Arawan (PM1, protégeant l'Azawad et les azalay, caravanes du sel vers Taodenni), celles de Kidal de Peloton Méhariste n° 3 (PM3, défendant le Timetrin et l'Adagh), et la section de Menaka de Section Méhariste n° 2 (SM2, chargée du pays Iwlliminden et du Tamesna). Chacun de ces pelotons ou de ces sections nomadise dans la zone qu'il a en charge. Il retourne régulièrement au poste qui lui donne son nom, appelé souvent poste-grenier, pour se réapprovisionner, et reprendre contact avec l'autorité de tutelle. Un peloton compte alors théoriquement un capitaine, un lieutenant, deux sergents et 104 tirailleurs, équipés de fusils-mitrailleurs et de tromblons VB. Cette organisation "consacrée par l'ordre général n° 14 du 17 mai 1920 et n° 23 du 15 septembre 1920"³², a subsisté jusqu'en 1926.

A cette date, pelotons et sections sont supprimés. Des "Groupes nomades" sont mis en place. L'un nomadise à partir d'Arawan (GNA : Groupe nomade d'Arawan), l'autre dans le Timetrin (GNT : Groupe nomade du Timetrin). Ils sont composés chacun de 3 sections de tirailleurs, d'un groupe de mitrailleurs (soit jusqu'à 120 hommes), et renforcés statutairement par un goum formé de 50 à plus d'une centaine de nomades (dont nous parlerons plus loin). Ils sont aussi dotés à partir de 1928 d'émetteurs récepteurs, afin de renforcer leur efficacité.

Le recrutement local : les Goums

Ces unités méharistes, en pleine évolution afin de s'adapter aux exigences de réduction des rezzous, étaient donc essentiellement formées sur un recrutement composé de tirailleurs, c'est à dire de sédentaires méridionaux et non-sahariens. Mais la nécessité se fait très vite sentir de recruter en complément de ceux-ci des nomades connaissant bien le terrain, et capables de servir au moins de guides, d'éclaireurs, et de poursuivants rapides des rezzous. Le commandement se méfiant des Touaregs, occupés depuis trop peu de temps, ce fut sur les Maures, surtout Kounta, que se porta le recrutement. Les Kounta ont d'ailleurs été très rapidement utilisés comme troupe non-régulière par les autorités françaises au nord de la Boucle du Niger. Dès la fin du siècle dernier, les militaires ont exploité contre les Iwlliminden les dissensions qui opposent ces derniers aux Maures :

³² Rapport Fauché du 21 octobre 1923. SHAT, AOF, Soudan 10, dossier 5, pièce 2.

“En 1901, l'autorité militaire (...) se décide enfin à lâcher (contre les Iwlliminden) les Kountas. Ceux-ci (...) étaient toujours impatients de marcher et offraient à nouveau leurs services. Le 17 mars, Hamoadi, chef des Kountas, arrivait à Gao, dûment nanti d'une autorisation du Commandant militaire de Tombouctou. Ses forces étaient sérieuses : 220 cavaliers, 700 méharistes. On lui donne en plus quelques fusils à tir rapide.”³³

Armés et commandités par les Français, les Kounta d'Hammadi lancèrent au cours de l'année plusieurs raids contre les Touaregs Iwlliminden. Ils furent ainsi les précurseurs du futur Goum, que les autorités coloniales hésitaient cependant à organiser. En 1911 encore, le Capitaine Pasquier, alors commandant de 1^{ère} Compagnie au sein de la Région de Tombouctou ne faisait que poser le problème de sa création³⁴. Mais la réflexion était entamée, et sa constitution devait être entreprise sur le modèle des groupes déjà existants en Afrique du Nord. Il s'agit donc de mettre sur pied une troupe non permanente, mobilisée ponctuellement pour une action précise. Les goudiers apportent leur montures et leur matériel personnel. Mais ils sont armés et payés par les Français³⁵. Sur quel budget ? Les goums ne sont pas des unités régulières, mais une réunion de volontaires qui ne sont pas recrutés directement par l'armée, mais qui l'accompagnent. Ils émargèrent donc au budget civil. Le rôle du Goum destiné à être placé dans l'Adagh est précisé en trois points :

- Rôle offensif :

“Placé sous le commandement d'un officier méhariste, le goum détache 20 hommes à la section de Kidal, et reste à l'effectif de 50 fusils. Les 20 goudiers détachés serviront de vedettes éloignées, d'agents de liaison entre les sections méharistes, le gros du Goum et Tombouctou centre de la Région. (...) Si un rezzou est signalé à la section, celle-ci envoie immédiatement les goudiers en avant avec un Européen et quelques tirailleurs spécialement choisis, suit en conservant le contact, et prévient le Goum. Si un rezzou est signalé au Goum, celui-ci part en prévenant la section qui, grâce à ses goudiers, peut prendre le contact avec le Goum et le conserver. S'il y a rencontre, combat ou résistance sérieuse, dans les deux cas la section

³³ RICHER (A.), *Les Oulliminden*, Paris, Larose, 1924 : 172.

³⁴ Il reprend pour cela le rapport du commis de 2^e classe des affaires indigènes, M. Rossi, intitulé “Le Goum Kounta”, de mai 1911 (SHAT, AOF, Soudan 7, dossier V, pièce 2.) :

“Les unités méharistes du Bataillon Sénégalais n° 2 ont depuis leur création, très puissamment contribué à la sécurité de la Région Nord Tombouctou. Cependant, malgré toute l'activité, l'entrain et l'allant de ces unités, la compétence des chefs qui les commandaient, elles ont rarement réussi à atteindre le but final qui est, à notre avis, la destruction des bandes pillardes, venant chaque année, d'Octobre à Mars, faire sur notre territoire de régulières incursions. “Les raisons en sont connues, elles existeront d'ailleurs toujours, ce sont :

1°- Le retard que mettent les nomades à nous apporter les renseignements.

2°- L'eau, dont nos tirailleurs ont un besoin absolu, et dont tout chef méhariste a le devoir d'assurer le transport s'il veut conduire sa troupe au combat dans les meilleures conditions de résistance.

Une poursuite rapide et longue qui est le caractère général des poursuites contre les rezzous, devient dans ces conditions difficiles. (...) Le problème du Goum se pose donc avec la pensée qu'il pourrait devenir le complément des unités méharistes”. Rapport du capitaine Pasquier, commandant la 1^{ère} Cie sur la création d'un Goum Kountas dans la région de Tombouctou, 15 janvier 1911. SHAT, AOF, Soudan 7, dossier 5.

³⁵ “Le Goum est la réunion sur convocation du chef de la tribu de certains nomades connus de cette tribu, possesseurs de deux méharas harnachés, des vêtements et ustensiles de route. Ces nomades armés, nourris, payés par nos soins, sont alors placés sous notre autorité pour l'exécution d'une mission prescrite par le commandement”. Rapport du Capitaine Pasquier, commandant la 1^{ère} Cie sur la création d'un Goum Kountas dans la région de Tombouctou, 15 janvier 1911. SHAT, AOF, Soudan 7, dossier 5.

constituera le second échelon solide permettant aux goumiers d'engager le combat avec confiance, ou tout au moins de rester sur place sans aucune inquiétude puisque derrière eux arrive la force principale avec vivres et munitions de réserve. S'il y a combat et succès, le rôle de poursuite et d'achèvement est tout naturellement l'affaire du Goum.(...) ³⁶

- Rôle défensif : occupations de puits sur la route de rezzous, mise en place et protection de points d'approvisionnement pour donner plus de mobilité et de rayon d'action à la section méhariste en allégeant sa charge, protection de pâturages exposés à des attaques, etc.

- Rôle spécial, au niveau de l'influence politique française, en se servant de ces recrutés locaux pour mieux connaître les nomades, et les attirer vers le recrutement en leur montrant l'exemple d'autres nomades déjà engagés.

Beaucoup d'avantages, donc. Mais le capitaine Pasquier se méfie quand même de ces nomades encore peu sûrs. Il ne s'agit pas de créer une troupe agissant librement, et le Goum doit donc être solidement encadré par un officier français, responsable des agissements des hommes convoqués, ainsi que des armes et munitions qui leur ont été confiées ³⁷. C'est sur ces bases que le Goum est finalement créé, en 1912, composé comme prévu de Kounta, sous le commandement d'Hammadi, chef de la tribu en remplacement d'Abidin el Kounti, l'irréductible adversaire des Français parti en dissidence. Cette formation était donc dès le départ destinée à une lutte fratricide entre Maures, les rezzous qu'elle était destinée à combattre étant organisés par ce même Abidin la plupart du temps. Mais les goumiers Kounta n'eurent pas le temps de se battre contre leurs frères. Dès mai 1912, à El Gattara ³⁸, le Goum, à peine créé, est totalement détruit par un rezzou Rgaybat, qui occasionne aussi la mort du commis Rossi, l'un des initiateurs du projet, et du chef kounta Hammadi. Tout était donc à refaire ³⁹...

³⁶ Rapport du Capitaine Pasquier, commandant la 1^{ère} Cie sur la création d'un Goum Kountas dans la région de Tombouctou, 15 janvier 1911. SHAT, AOF, Soudan 7, dossier 5.

³⁷ "De suite nous écartons l'idée que le Goum sera une force indépendante, agissant librement, en dehors du contrôle direct de notre autorité. Il est sage et prudent de penser, en effet, étant donné la versatilité si connue des arabes de cette région, qu'il pourrait être un jour très dangereux de laisser circuler sur notre territoire des nomades armés de fusils à tir rapide, sans surveillance très sérieuse de notre part. Le Goum devra donc toujours être commandé par un officier responsable vis à vis du commandement, des armes et munitions délivrées, de l'esprit et de la discipline du chef de tribu et des hommes que ce dernier aura convoqués". Rapport du Capitaine Pasquier, commandant la 1^{ère} Cie sur la création d'un Goum Kountas dans la région de Tombouctou, 15 janvier 1911. SHAT, AOF, Soudan 7, dossier 5.

³⁸ Sur le combat d'El Gattara, voir :

- Rapport n° 25 R en date du 29 juin 1912, du capitaine Pasquier, commandant la 2^{ème} Compagnie et le cercle de Gao sur le combat d'El Gattara (24 mai 1912). SHAT, AOF, Soudan 8, dossier 3, pièce 14.

- Rapport en date du 24 janvier 1913, du lieutenant Galet-Lalande, commandant le secteur d'Araouan, au sujet des renseignements recueillis à Taodenni et El Guettara, sur le combat livré par le lieutenant Lelorrain le 24 mai 1912. SHAT, AOF, Soudan 8, dossier 3.

Voir aussi : "Au nord de Tombouctou", B.C.A.F., n° 7, juillet 1912 : 282-283.

³⁹ C'est le lieutenant Fauché qui réorganise la section méhariste décimée à El Gattara. L'existence d'un Goum n'est pas remise en question par cet échec. Reconstitué, il est rapidement réutilisé dans les contre-rezzous des années suivantes. Ainsi, le double recrutement restera de règle dans les unités méharistes coloniales, dites mixtes. Comme on l'a vu, les Groupes nomades créés en 1926 seront composés pour moitié de Goum, recrutés dans la Région de Tombouctou essentiellement chez les

En 1912, à la suite d'El Gattara, l'Adagh des Ifoghas n'est plus guère protégé. Les rapports politiques de l'année en témoignent :

"Par suite de la désorganisation de la section méhariste de Kidal décimée au combat d'El Gattara, les rezzous des Oulad Djérir et des fils d'Abidin évoluent à peu près impunément dans la zone comprise entre le sommet de la Boucle du Niger, la vallée du Tilemsi, l'Adrar des Iforas, le Timétrin et la ligne Achorat-Tombouctou"⁴⁰.

"Dans la région de Tombouctou, au début d'octobre (1912), deux importants rezzous continuaient d'opérer dans l'Azaouad, le Timétrin et l'Adrar des Iforas, sans être sérieusement inquiétés : la section méhariste de Kidal en cours de formation à cette époque ne pouvait encore leur être opposée efficacement et les postes de Telik, Mabrouk et El Gattara n'étaient pas encore créés"⁴¹.

C'est alors que l'on voit peu à peu apparaître dans les rapports des chefs méharistes la mention du rôle que se mettent à jouer les Kel Adagh dans la défense de leur région.

Les partisans Kel Adagh, ou l'engagement aux côtés des Français

A partir de 1912, les Kel Adagh ne sont plus couverts contre les attaques visant les territoires du Soudan français. Une des premières conséquences de cet état de fait est la mort cette année là de leur amenokal, Safikhun, tué dans son campement par les gens d'Abidin, affaire qui a un grand retentissement dans la région. Cet événement a été le catalyseur d'une nouvelle perception de la situation par les Touaregs de l'Adagh, qui commencent peu à peu à prendre en main la défense de leur région. Fournissant renseignements et guides dans une première phase, puis prenant en main leur défense conjointement avec les unités françaises, ils finissent parfois dans les années 1920 par se porter seuls au devant des rezzous.... Ce rôle, les défaites et les morts, mais aussi les victoires et les hauts faits guerriers, prennent parallèlement de l'importance dans la geste touarègue. Les noms attribués aux années dans la chronologie touarègue en témoignent, mais aussi les histoires et les anecdotes qui en découlent, et dont certaines restent encore vivantes dans les mémoires des gens de l'Adagh. Ainsi en est-il de l'année 1912, où les rezzous ont tellement marqué les esprits que deux des noms donnés à l'année par les Touaregs en témoignent : *awatay wa d aba Hammadi* ("année où est mort Hammadi"), *awatay wa d aba Safikhun* ("année où est mort Safikhun"). Mais d'autres épisodes des contre-rezzous ont laissé leurs traces dans la chronologie Kel Adagh, et l'on peut citer,

Kountas et les Berabich.

⁴⁰ Rapport politique trimestriel, Haut-Sénégal-Niger, 3ème trimestre 1912. CARAN, 200 Mi 1664, 2G12-12.

⁴¹ Rapport politique trimestriel, Haut-Sénégal-Niger, 4ème trimestre 1912. CARAN, 200 Mi 1664, 2G12-12.

parmi les plus remarquables :

- pour 1916, *awatay wa n assakhil* ("année de ceux des rivages (du nord)", que l'on pourrait traduire par l'année des razzieurs ⁴²),
- pour 1923/24, *awatay wa d ammut Khamma wa n Arab* ("année de la mort de l'arabe Hamma", un des fils d'Abidin tué au combat d'In Dagouber),
- pour 1928, *awatay wa n ichindja wa n Tisserlitin* ("année des ennemis de Tisserlitin", lieu d'un combat mené par les Ifoghas et le lieutenant Le Cocq contre un rezzou Kounta et Berabich), *awatay wa n Boceyat* ("année de Boceyat", une dune proche du combat)⁴³

L'Adagh en première ligne

Conquête du Timetrin et du Ténéré : un préambule

Lorsqu'en 1909 l'Adagh est occupé par les Français, il n'est pas maîtrisé dans son ensemble, et des zones entières échappent encore en réalité à la mainmise du pouvoir colonial. Le nord de la région, notamment, est toujours très mal connu, les environs de Tessalit, le Timetrin, et tout l'espace à l'ouest du massif ne sont pas contrôlés. Des groupes touaregs y vivent hors du contrôle français, notamment les Kel Ténéré, mais aussi des Maures qui ont fui l'assujettissement, et pour lesquels ces zones libres servent de premier refuge, avant qu'ils n'en soient expulsés et se rendent dans les régions du sud marocain. Ainsi, vers Achorat et Aneshaye, à proximité de l'Adagh, on peut noter la présence du Kounta Abidin, de ses fils et de ses gens, mais aussi d'autres réfractaires, isolés, qui tentent d'échapper aux Français parce qu'ils ont eu maille à partir avec leur justice. Il en est ainsi d'un certain Ousman Dicko, un ancien interprète de Tombouctou, recherché pour un certain nombre de délits. Les Français redoutent la collusion de ces divers groupes qui sont menaçants pour leur occupation encore fragile. Les Kel Ténéré, notamment, leur donnent du souci. Refusant de se soumettre au pouvoir colonial, ils ont de fait partie liée avec Abidin, qui les considère comme ses alliés. De plus, ils affirment être dépendants de l'Ahaggar et de Moussa ag Amastane, ce qui n'est pour eux qu'une façon de se gagner un espace de liberté en face des autorités soudanaises. A cette occasion, les polémiques franco-françaises resurgissent, sur les mêmes bases que lorsqu'il s'agissait de savoir à quelle entité administrative l'Adagh serait rattaché. Laperrine, contre toute attente, n'a pas désarmé dans ses tentatives d'accroître le territoire affecté à l'Algérie. Il s'immisce dans la politique de l'Adagh, tentant de détourner les Kel

⁴² Ekhya ag Sidiyene/KLUTE (G.), "La chronologie des années 1913/14 à 1987/88 chez les Touareg Kel Adagh du Mali", *Journal des Africanistes*, 59, 1-2, 1989 : 205.

⁴³ Voir en annexe : "Chronologie des Touaregs Kel Adagh"

Ténéré à son profit, et mécontente tout autant les Français du Soudan que la chefferie Kel Adagh, qui ne désire pas voir des fractions entières lui échapper :

"Je t'écris au sujet des Kel Ténéré. (...) Ils ont nommé seul chef EL KOUNTI (il s'agit d'El Kounti ou ag Dodi). ILS ONT EN OUTRE PAYE L'IMPÔT A MOUSSA AG AMASTANE. Les Kel Ténéré ont écrit au Colonel Laperrine qu'ils ne voulaient pas rester sous les ordres du commandant, mais dépendre de Moussa. Je me suis rendu moi même chez El Kounti, il m'a dit qu'il ne pouvait plus être sous mes ordres et qu'au contraire, je devais lui obéir (son père étant plus fort que le mien).

Il me dit aussi qu'il avait reçu une lettre du Colonel Laperrine déclarant que tous ceux qui habitent vers Timiaouine, Tessalit, Achourat, doivent dépendre du Touat. Pour moi, je demande qu'il n'y ait pas de séparation avec les Kel Ténéré, car nous sommes ensemble depuis longtemps. Signé : SAFIKOUN." ⁴⁴

Le règlement de ce contentieux paraissait difficile, mais un coup de théâtre vint des réfractaires eux-mêmes. Avant que les autorités soudanaises n'aient pu déclencher une action quelconque, les alliés de la veille, Kounta et Kel Ténéré, se brouillèrent. Emportés par leur enthousiasme, les fils d'Abidin, accompagnés d'Ousman Dicko, avaient en effet été razzier les Kel Ténéré, à la grande colère de leur père, plus politique, qui voyait parfaitement ce qu'il avait à perdre d'un tel acte. En effet, les Kel Ténéré étaient furieux. C'est alors qu'intervint Hammadi, "chargé secrètement par le commandant de Région d'arrêter Ousman Dicko"⁴⁵. Il s'entendit avec les Kel Ténéré, leur suggéra d'entrer en pourparlers avec Dicko dans le but de se faire restituer leurs bêtes, et de profiter de la rencontre pour le tuer. Ce qu'ils firent...

Cet épisode éclaire les rapports ambigus et conflictuels des forces en présence dans la région, qui s'allient en fonction de leurs intérêts et des objectifs qu'ils poursuivent, et n'hésitent pas à effectuer des retournements brutaux. Trois groupes d'intérêts (Touaregs, Maures, Français) se combinent, chacun étant scindé en deux. Les Touaregs de l'Adagh sont divisés : la chefferie Ifoghas lutte pour accroître son pouvoir et son influence, et s'appuie pour cela sur les Français du Soudan, pendant que les Kel Ténéré et d'autres groupes tentent de conserver leur indépendance par rapport à elle, et utilisent les prétentions ainsi que le jeu politique et territorial des autorités françaises du sud de l'Algérie. Les Maures se partagent de leur côté en groupes adversaires. Abidin, qui refuse la domination coloniale, favorise ses liens avec les Kel Ténéré. Mais il se voit contré par Hammadi, proche depuis longtemps des Français qui ont soutenu son autorité au sein de son groupe, et l'ont armé contre les Iwlliminden, ce qui lui a permis d'accroître encore son prestige. Hammadi doit cependant jouer fin, et ne veut pas complètement se compromettre aux yeux des Maures du Soudan par une trop grande collaboration. Il est alors obligé de ménager les deux partis antagonistes :

⁴⁴ Lettre de Safikhun, amenokal des Ifoghas, au chef de Bataillon Bétrix, commandant la région, 16 juin 1909. Citée dans : Rapport politique mensuel, région de Gao, secteur d'Adrar, juin 1909. ANM, 1E 36-37. Fonds anciens, BKO, Rapports politiques Gao (1889-1920).

⁴⁵ Note du commandant de Région Bétrix, juin 1909. ANM, 1D27 (fonds) anciens BKO.

"Hamoadi avait été envoyé en mission pour régler la succession d'Ousman Diko et reprendre les chameaux enlevés par ce dernier et les Abidin. Il s'est alors vu faire des propositions par nos adversaires presque réconciliés avec les Kel Ténéré. Tous ont du le pousser à résister à notre politique de pénétration très nettement indiquée depuis janvier 1909. Hamoadi, trop intelligent pour entreprendre la lutte contre nous, mais pas assez énergique pour imposer sa volonté, évite de prendre parti, il donne de bons conseils aux mécontents mais se tient un peu loin de nos postes d'Adrar et du secteur Maure."⁴⁶

Les autorités soudanaises cependant, en la personne du commandant Bétrix, réagissent assez vite, et tentent d'imposer leurs volontés propres. Comptant sur la tranquillité des Kel Adagh et des gens d'Hammadi, ils se portent contre les dangers potentiels qui subsistent, Kel Ténéré et gens d'Abidin, et tentent alors de les déloger de leur sanctuaire. Afin de s'approcher de ce dernier, ordre est donné en avril 1909 d'occuper Teleya et Tessalit. Une opération conjointe⁴⁷ est ensuite montée :

"Au mois de novembre, le chef de bataillon prendra le commandement des 2 détachements qui entrèrent chez les Kel Ténéré en convergeant vers Achourat.

Safikoun, amenokal des Iforas, accompagnera le lieutenant Jalat, partant de l'Adrar et Hamoadi suivra le capitaine Cortier partant du pays Kounta. Le commandant Bétrix marchera avec le dernier détachement".⁴⁸

Ainsi, pendant que l'azalay, la caravane du sel se rendant à Taodenni, menacé par les raids d'Abidin, est confié à la protection d'une escorte commandée par le capitaine Grosdemange, une colonne prend pour cible la zone rebelle. Remarquons que chacun de ses groupes emmène avec lui un allié local. Mais, si Safikhun marche avec le second détachement, il n'est nullement question encore de participation aux combats. Les guerriers Kel Adagh ne sont pas inclus dans les opérations qui se déclenchent en novembre 1909, et leur amenokal n'est présent, seul, que pour représenter symboliquement la chefferie Ifoghas. L'opération prend alors l'allure d'une véritable confrontation, et le pays s'y prépare dans l'anxiété :

"La population a pris peur et s'est retirée vers l'Est, dans les montagnes d'Adrar, ou bien vers le Sud, sur le Niger. Les chefs ne nous renseignent pas, de peur de représailles de la part d'Abidin. Nos nomades ne se montreront pas hostiles ; ils se borneront à rester neutres et à se cacher."⁴⁹

Le groupe d'Abidin quant à lui a été rejoint par des éléments Oulad Djerir et Beraber dont ses fils Babaould Abidin et Sidi Alamin ont pris la direction, et renforce sa position :

"Pendant la nuit du 18 au 19 novembre, de nouveaux renseignements permettent de préciser la situation et font ressortir nettement qu'il ne s'agit pas d'un rezzou, mais bien d'une

⁴⁶ Rapport politique, région de Gao, secteur d'Adrar, août 1909, du commandant de Région Bétrix. 1E 36-37. ANM, Bamako, Fonds anciens, Rapports politiques Gao (1889-1920).

⁴⁷ Voir en annexe le récit complet de cette opération : Annexe "Rapport du commandant Bétrix sur les opérations du Timetrin et du Ténéré, 10 décembre 1909"

⁴⁸ Rapport politique, Août 1909, du commandant de Région Bétrix. ANM, Bamako, 1E 36-37. Fonds anciens, Rapports politiques Gao (1889-1920).

⁴⁹ Rapport du commandant Bétrix, 10/12/1909. ANM, Bamako, 1D27, Fonds anciens.

occupation effective du pays, avec service de renseignements et constitution d'approvisionnements. La bande manoeuvrait et serait prête à jouer une partie sérieuse."⁵⁰

Les Français mobilisent alors toutes leurs forces, contactant une unité algérienne nomadisant dans la région, et attaquent à partir du 22 novembre 1909. Mais la tactique des insoumis relève de la guérilla. La colonne française ne rencontre que le vide devant elle, change de direction à plusieurs reprises sur la foi des renseignements obtenus, et après plusieurs jours de poursuite vaine, n'a pour résultat que la rencontre par hasard avec l'autre unité commandée par le capitaine Grosdemange, à qui le chef de bataillon Bétrix commande de poursuivre seul les réfractaires ! Cependant, le but initial de l'opération est atteint : le Timetrin et le Ténéré sont maintenant connus et occupés par les Français, les groupes insoumis ont quitté la région. La rencontre de ces derniers au puits d'Achorat, le 29 novembre 1909, tourna à l'avantage des Français.

Une aide timide au combat d'Achorat

A la suite de la prise en main du Timetrin, les Français remportaient un autre succès qui venait renforcer leur position dans la région, contre le groupe des gens d'Abidin, au puits d'Achorat. Cet épisode marque aussi le début de la participation des Kel Adagh aux contre-rezzous, même si elle n'est encore qu'à peine esquissée. Le détachement français, sous les ordres du capitaine Grosdemange, commandant la 1^{ère} compagnie du 1^{er} régiment de tirailleurs sénégalais, et du lieutenant Morel, était parti d'Arawan le 16 novembre en direction de Taodenni. Sous les ordres des deux officiers se trouvaient 63 tirailleurs, encadrés par 5 caporaux indigènes et 5 sous-officiers dont trois étaient français (adjudant Rossi et sergents Develotte et Rolland), et deux indigènes (sergents Diarra Fofana et Fadiala Keita). La composition de ce détachement, censé protéger les caravanes de sel de l'azalay se rendant à Taodenni, était donc des plus classiques pour l'armée coloniale. Elle ne comportait aucun goumier Kounta, et a fortiori aucun représentant des Kel Adagh.

Arrivé au puits d'Anefis le 20 novembre, le détachement apprend, de la part d'un Kounta, la présence d'un rezzou des gens d'Abidin opérant dans la région. Il marche alors sur In Etissan, où il arrive le 24 novembre. Le rapport du lieutenant Morel cite l'intervention à ce puits de quelques Touaregs de la région de l'Adagh, dans un épisode curieux qui n'indique d'ailleurs pas de leur part un grand enthousiasme ... :

"Quelques instants après notre arrivée, rentrée de la patrouille envoyée la veille au soir sous la conduite du sergent Diarra Fofana, nous amenant deux touaregs Idnan. Le sergent nous rend compte qu'il a trouvé un campement de Touaregs qui venait d'être razzé par le rezzou. Ce

⁵⁰ Rapport du commandant Bétrix, 10/12/1909. ANM, Bamako, 1D27, fonds anciens.

dernier lui avait enlevé des boeufs, des ânes, des tentes, des vêtements et quelques femmes que les gens du rezzou gardèrent pendant leur séjour au puits. Les tirailleurs furent accueillis avec transport et comme les hommes, que le sergent demandait pour nous guider, semblaient hésiter à le suivre, une femme leur déclara qu'elle-même servirait de guide aux français s'ils n'osaient pas le faire. Deux d'entre eux s'étaient alors décidés à venir.

Les deux Idnan interrogés déclarent qu'ils ont observé le rezzou pendant son séjour au puits, qu'il est composé de 98 hommes, en partie du Tafilalet, avec pour chef militaire un Beraber, qu'ils ont 100 chameaux de prise environ, 200 ânes et sont partis il y a deux jours pour le puits d'In Akhmed. (...) Un deuxième fils d'Abidin, Sidi Lamine, est dans le rezzou.

Le capitaine décide de continuer la poursuite et de marcher immédiatement sur In Akhmed. La marche est reprise le 25 au soir à 17 h 55. Les guides touaregs qui ont suivi les traces du rezzou vers In akhmed proposent alors au capitaine de lui faire prendre une route plus courte que celle suivie par le rezzou, mais plus pénible à cause des cordons de dunes à traverser. Le capitaine accepte et l'on suit cette direction.⁵¹

Épisode intéressant à plus d'un titre : c'est une des toutes premières notations d'une aide apportée par les Kel Adagh aux Français dans la poursuite d'un rezzou. Cette participation n'est pas réellement spontanée, et semble surtout motivée par la perte qu'a subie le campement concerné. Encore faut-il l'intervention des femmes, qui font honte aux hommes, pour que ceux-ci se décident timidement à s'engager. Mais c'est indéniablement une aide conséquente qu'apportent les Idnan rencontrés : des renseignements, des guides, permettent au détachement de tirailleurs d'être plus efficace dans la poursuite du rezzou.

Conduit par ces guides improvisés, la petite troupe arrive le 27 novembre au puits d'Ali Badan, où elle fait sa jonction avec le groupe du commandant Bétrix et du capitaine Ayasse. Repartant seule, elle atteint le rezzou le 29 novembre au puits d'Achorat et l'attaque dans la nuit. Le combat dure jusqu'à la nuit suivante, où les gens d'Abidin abandonnent le puits, laissant une soixantaine de morts sur le champ de bataille. Du côté français, 16 membres du détachement sont tués, dont le capitaine Grosdemange.

Les deux Idnan rencontrés plus haut n'ont pas participé au combat, mais ils trouvent cependant un dernier rôle à jouer, en ramenant les prises en bétail faites sur le rezzou :

"Dans le pâturage environnant se trouvent 200 chameaux, 300 boeufs, 275 ânes, des tentes, des effets volés abandonnés par l'ennemi mais, en raison du petit nombre de tirailleurs valides, indispensables pour assurer le transport de nombreux blessés il est impossible d'emmener les prises. Le lieutenant (...) dit aux deux guides Idnan qui nous ont accompagné de pousser vers le Sud les troupeaux dans l'espérance que les propriétaires qui nous suivent prudemment à distance pourront rentrer en leur possession."⁵²

Les renseignements sur le rezzou qu'apporte le rapport du lieutenant Morel éclairent les liens qui unissaient déjà les gens d'Abidin et les habitants du Tafilalet échappant encore à l'influence française. Ces derniers avaient en effet été engagés par les fils d'Abidin (Sidi Alamin et Baba Ahmed) qui leur avaient promis que la défense française

⁵¹ SHAT - AOF - A3 - Journaux de marche du 1er régiment de tirailleurs sénégalais. Rapport du lieutenant Morel du Bataillon de Tombouctou sur le combat d'Achorat. Novembre 1909.

⁵² SHAT - AOF - A3 - Journaux de marche du 1er régiment de tirailleurs sénégalais. Rapport du lieutenant Morel du Bataillon de Tombouctou sur le combat d'Achorat. Novembre 1909.

serait inexistante, et l'ensemble de la troupe était équipée par un Beraber qui avait loué armes et munitions ⁵³. On observe donc dès cette époque une alliance de fait entre les insoumis du Soudan et les groupes du Sud marocain. Ils renforcent aussi, loin des "bandes de pillards", avides de gain et désorganisés évoqués par les autorités coloniales, l'image d'une unité militairement structurée, entraînée, et très apte au combat. Le lieutenant Morel a évidemment un intérêt personnel à ne pas dévaloriser les adversaires qu'il vient de vaincre, mais on peut aussi penser que ce soldat de métier a été favorablement impressionné par la façon de manoeuvrer des razzieurs. Il note que le rezzou se composait de :

"gens du Tafilalet armés de fusils à tir rapide, soit 118 hommes, manoeuvrant à l'européenne et sous le commandement d'un chef militaire unique dont nous n'avons pu savoir le nom ; ils sont généralement divisés pour le combat en 2 groupes de 40 à 50 hommes."⁵⁴

Ce premier combat ⁵⁵ d'envergure au contact de l'Adagh ne concerne la région que marginalement. Ce n'est pas elle qui est visée, mais l'azalay, essentiellement composée de Maures, notamment Berabich. L'action d'Abidin et de ses fils, aidés par les gens du Tafilalet qui en escomptent des profits, est encore dirigée sur des ressortissants de leur propre groupe, manifestement parce qu'ils ont choisi de rester dans l'orbite française, et qu'ils sont donc devenus les "esclaves des Chrétiens" évoqués plus haut. L'Adagh est touché (campement Idnan pillé), mais très superficiellement. Il n'est par ailleurs pas défendu par des gens de la région. Seuls des tirailleurs venus du sud et encadrés par des Français participent au contre-rezzou et au combat d'Achorat. Ce n'est encore que marginalement que les Kel Adagh s'engagent. Les deux Idnan embarqués dans l'affaire bien malgré eux fournissent quelques renseignements et des indications de route, mais il n'y a encore là rien de systématique ni d'organisé : les gens de l'Adagh assistent toujours en spectateurs aux luttes entre Français et groupes maures insoumis. Plus tard, ils viendront spontanément alerter les Français et leur fournir des renseignements utiles.

⁵³ Le lieutenant Morel expose ainsi les renseignements qu'il a pu recueillir sur le rezzou :

"(Ces derniers) s'étaient mis à la solde des fils d'Abiddin, Sidi Lamine et Baba Ahmed, par l'intermédiaire d'un véritable entrepreneur commercial déjà venu à Araouan et à Tombouctou qui leur loue les armes et les cartouches, un Beraber nommé El Hassan El Ouagir. Le guide de l'expédition était El Boundek de l'Adrar mauritanien (tribu de l'Hammar). Il y avait en outre 150 Kenakatt et Irreganaten (gens d'Abiddin) dont un tiers environ armé de fusils. Les fils d'Abiddin leur avaient promis un pillage facile sans rien avoir à craindre de nos armes ; ils auraient mis trois mois pour venir du Tafilalet jusqu'à Achorat où ils avaient installé un campement formant dépôt pour leurs prises. Les fils d'Abiddin avec 98 hommes (en majeure partie du Tafilalet) avaient poussé une pointe vers le Sud en passant par Aneschaye, Anefis, Aneschag, In Etissan, Ali Badan, Achorat. C'est ce qui explique que d'après les traces relevées au cours de la poursuite, nous ne comptons avoir affaire qu'à 98 hommes alors qu'à Achorat nous nous trouvâmes en présence de 180 combattants armés de fusils. La discorde s'était déjà mise à Anefis entre les gens d'Abiddin et ceux du Tafilalet, car ces derniers avaient razié les campements du marabout de Mabrouk, frère d'Abiddin." SHAT - AOF - A3 - Journaux de marche du 1er régiment de tirailleurs sénégalais. Rapport du lieutenant Morel du Bataillon de Tombouctou sur le combat d'Achorat. Novembre 1909.

⁵⁴ SHAT - AOF - A3 - Journaux de marche du 1er régiment de tirailleurs sénégalais. Rapport du lieutenant Morel du Bataillon de Tombouctou sur le combat d'Achorat. Novembre 1909.

⁵⁵ Voir aussi à ce sujet un autre récit détaillé : Rapport politique trimestriel, Territoire militaire, 4e trimestre 1909. AN 200 Mi 1650 2G9-12.

Pour le moment, ils ne les refusent pas si on vient les leur demander, mais ils ne les apportent pas eux-mêmes.

Peut-être même se sentent-ils encore très proches des razzieurs, qui, il est vrai, ne s'en sont pas encore réellement pris à eux. Un rapport du capitaine Ayasse, qui commandait le secteur Ifoghas, à la suite d'une tournée qu'il a effectué dans le région du 8 au 20 janvier 1910, donne des éléments qui permettent de le penser : des Idnan et des Iredjanaten loin d'être effrayés ou hostiles, ont aidé un des membres du rezzou. Il explique en effet qu'un des fils d'Abidin, blessé après le combat d'Achorat,

"avait gagné le sud avec 15 autres survivants. Il fit savoir aux Idnanes de l'Oued Alioug qu'il venait en ami, à condition que ni les Blancs, ni les Latouages ne seraient prévenus de sa présence dans le pays ; il fut reçu très amicalement par certains Idnanes (tribu Iforas), mais en particulier par un groupe d'Erriganaten, dont les femmes firent un tam-tam en son honneur. Il quitta ses hôtes avec ses gens, sur des chameaux frais, accompagné de cinq Erriganaten dont un lui servit de guide."⁵⁶

Aussi, reconnaissant l'influence réelle qu'exerce encore Abidin et les siens sur les habitants de la région, les Français se méfient. L'amenokal Safikhun lui-même ne leur semble pas sûr.

"Safikhun (...) a souvent été accusé d'aider les rezzou et de leur procurer des renseignements sur les mouvements de la section et sur les bons coups à tenter. Le fait qu'aucun de ses hommes n'était jamais inquiété par les rezzous semble confirmer cette accusation. Safikoun était le seul qui ne se retirait pas devant le rezzou, et n'a jamais envoyé un renseignement concernant ceux-ci. Mon opinion personnelle qu'il était en relations avec les gens d'Abiddine, n'a pas changée".⁵⁷

Cette affirmation du commandant du secteur Ifoghas, qui date du 31 août 1912, est l'expression ultime de cette méfiance. Son expression n'est d'ailleurs pas fondée, Safikhun, comme on le verra plus loin, ayant été tué une semaine plus tôt par le groupe de Hamed ould Abidin se déplaçant librement dans l'Adagh après la destruction de la section méhariste à El Gettara. Mais jusqu'en 1912, les gens de l'Adagh, s'ils sont considérés comme peu dangereux, ne sont pas encore vus par les Français comme des alliés très convaincus. Chacun s'observe, et bien que les Touaregs aient apparemment apprécié positivement la défense française de leur région, ils n'ont pas encore décidé d'en partager les responsabilités avec les nouveaux arrivants.

⁵⁶ Rapport du capitaine Ayasse sur la tournée effectuée dans l'Adrar du 8 au 20 janvier 1910. ANM, Bamako, 1D27, fonds anciens.

⁵⁷ Il s'agit ici du 31 août 1912. Le commandant du secteur Iforas, auteur de cette remarque, parle de l'amenokal au passé : une semaine auparavant, il a été tué par le groupe de Hamed ould Abidin, comme nous le verrons plus loin. Cité par Arnaud, p. 88. *Les nomades de l'Adrar sous la domination française* (1917). ANM, Bamako, 1D27, fonds anciens.

Formation éphémère d'un goum Ifoghas

Les Français tentent néanmoins de les y investir de façon plus approfondie. A la suite du passage du Gouverneur Clozel à Gao, en octobre 1911, et sur l'exemple des goums Kounta déjà créés, les autorités militaires essayent de mettre en place à Kidal une unité mixte composée de Kel Adagh et de Kounta. Cependant les esprits ne sont pas encore assez murs pour une telle création, que ce soit du côté français ou du côté touareg. A peine créé, le goum disparaît... :

"En février (1912), (...) le goum touareg qu'à grand peine on venait de constituer à Kidal, est licencié sur l'ordre du commandant de secteur Iforas-Kounta ; aucun crédit n'a en effet été ouvert pour son entretien pendant le nouvel exercice ; il en résultera une diminution sensible des moyens d'action de la section méhariste de Kidal, et l'annihilation des efforts persévérants par lesquels on était parvenu à constituer un petit noyau d'auxiliaires nomades." ⁵⁸

Il est difficile de savoir quelles ont été les raisons de cet échec du côté français, et je n'ai retrouvé aucun élément permettant de justifier l'absence de crédits citée ci-dessus. On peut évidemment penser au manque de confiance envers les Ifoghas évoqué plus haut. Il est tout à fait possible aussi d'incriminer un manque réel de fonds. Le combat d'Achorat, rassurant les autorités militaires, à tort, sur les capacités de résistance de son système défensif, a peut-être permis que soient affectés à d'autres priorités les crédits disponibles. Il faut aussi observer que l'année 1910, après Achorat, et l'année 1911 n'ont pas été de grandes années de rezzous. Seuls deux petits rezzous sont signalés dans la région de l'Adagh à cette époque ⁵⁹. Une impression de sécurité a certainement découlé de cette conjoncture. Fausse, comme nous allons le voir. Car l'année 1912 fut, pour les Français comme pour les Kel Adagh, une année dramatique...

El Gettara et ses conséquences

Les quatre premiers mois de l'année 1912 avaient pourtant, à l'image des années précédentes, été assez calmes. C'est à partir du mois de mai que les événements se précipitent, avec l'arrivée dans la région d'un rezzou organisé en deux colonnes autonomes.

La première, composée de Rgaybat et d'Oulad Drinn, était forte d'à peu près 300

⁵⁸ ANM, Bamako, 1D27, fonds anciens. Arnaud - *Les nomades de l'Adrar sous la domination française (1917)* : 87.

⁵⁹ "En décembre 1910 un petit djich de 6 hommes des fils d'Abiddin enlève une dizaine de chameaux dans le Timétrin à des Kel Ténéré" et "en août (1911), Safikoun (...) écrit pour prévenir le commandant de ce poste de l'arrivée d'un rezzou ; une fraction de ce dernier, composée de Baba Ould Abiddin et de 5 hommes, razzie dans la région Tessalit-Timiaouine quelques chameaux appartenant aux Iforas Kel Afalla et aux Irrégaganaten". ANM, Bamako, 1D27, fonds anciens. Arnaud - *Les nomades de l'Adrar sous la domination française (1917)* : 86.

hommes, et était parti de la Seguiet el Hamra. Rassemblés et armés par Ahmed el Hayba, fils de Cheikh Ma el Aïnin, qui leur avait donné "sa bénédiction pour la guerre qu'ils allaient entreprendre"⁶⁰, ces guerriers s'élançaient vers le sud dans un esprit de guerre sainte, reconnu par les Français eux-mêmes, et confirmé par les injonctions entendues plus tard sur le champ de bataille :

"Le chef du rezzou aurait fait dire aux Kountas "Vous êtes musulmans, votre chef est un grand marabout, il ne faut donc pas se battre les uns contre les autres, puisque nous sommes des frères. Nous faisons la guerre aux Français, ne tirez donc pas sur nous et nous ne vous ferons aucun mal."⁶¹

Elle est commandée par quatre chefs, un Rgaybat, Sidi Mohammed, et trois Oulad Drinn, Farrah, Mohammed Saloumould Abbat et Mohammed Saloumould Albous. La deuxième colonne est celle des éléments du groupe d'Abidin, dirigé par certains de ses fils, Sidi Alamin et Hammaould Abidin. Ce parti, qui se forme dans le Timetrin, est rejoint par une soixantaine d'Oulad Djerir venus du Sud marocain, et opère concurremment avec la première colonne. Plus proche de l'Adagh, il fait parler de lui en premier. Il "tombe le 18 mai dans l'Oued Elioug, enlève de nombreux troupeaux aux Idnan ; tue El Rhader, chef de la tribu, le neveu de celui-ci, plusieurs hommes et enlève un prisonnier."⁶² C'est la première d'une série d'actions s'étendant sur plusieurs mois.

En face, la section méhariste de Kidal avait rejoint en avril le Goum Kounta commandé par Hammadi et le commis de 2ème classe des Affaires Indigènes Rossi, qui en tant qu'adjudant avait participé au combat d'Achorat et y avait été blessé. Les deux détachements avaient ensemble rejoint Arawan pour escorter l'azalay en formation. Le 18 mai 1912 étaient donc rassemblés à Aneshaye les différents éléments de la caravane de sel et de son escorte : les 35 méharistes de la section de la 2ème Compagnie commandée par le lieutenant Lelorrain, les 66 goudiers d'Hammadi et de Rossi, et le millier de chameaux de l'azalay, accompagné par leurs propriétaires Kounta, Iguellad, Kel Essouk et Idnan. Le convoi s'ébranle le 19 mai vers Taodenni, via les puits d'El Gettara et de Telik, sans avoir été prévenu de l'action des fils d'Abidin, ni de l'arrivée de la première fraction de razzieurs se dirigeant aussi, puis occupant le puits d'El Gettara avant l'azalay.

La rencontre à ce puits était inévitable, d'autant que les gens de l'azalay, qui n'avaient pas assez d'eau, devaient impérativement s'y ravitailler. Elle se fait au soir du

⁶⁰ Rapport n° 25R, du 29 juin 1912, du capitaine Pasquier, commandant la 2ème compagnie et le cercle de Gao, sur le combat d'El Gattara (24 mai 1912). SHAT, AOF, Soudan 8, dossier 3, pièce 14.

⁶¹ Témoignage rapporté par un goudier kounta et cité dans le rapport Pasquier qui raconte aussi les protestations de véracité du témoin : "Nazim, qui nous a rapporté ces paroles, affirme formellement qu'elles sont l'expression même de la vérité. Pas un Kountah, ajoute Nazim, n'osera les rapporter en ce moment aux Français, mais vous connaîtrez un jour toute la vérité sur ce qui s'est passé à El Gattara et vous verrez que je n'ai pas menti". Rapport n° 25R, du 29 juin 1912, du capitaine Pasquier, commandant la 2ème compagnie et le cercle de Gao, sur le combat d'El Gattara (24 mai 1912). SHAT, AOF, Soudan 8, dossier 3, pièce 14.

⁶² ANM, Bamako, 1D27, fonds anciens. Arnaud - *Les nomades de l'Adrar sous la domination française (1917)* : 87.

23 mai 1912. Six goumiers Kounta de l'azalay, envoyés en éclaireurs, tombent sur une quarantaine d'hommes du rezzou qui les poursuivent et attaquent la section méhariste. Celle-ci se trouve donc repérée et fixée avant même d'arriver au puits. Ce dernier a été fortifié par le rezzou qui occupe de petites constructions de pierre et des tranchées entourant le puits. Il est manifeste que les razzieurs n'ont pas agi dans l'improvisation : sachant la caravane obligée de s'approvisionner en eau, ils adoptent une tactique simple. En interdisant l'accès du puits, ils obligent les arrivants à attaquer, bien que ceux-ci soient inférieurs en nombre et en position de faiblesse, assoiffés et sans la protection des retranchements réalisés. Cette façon de faire porte ses fruits. Les assaillants s'épuisent en attaques inutiles. Ils sont bientôt tous anéantis par une contre-attaque tournante. La section méhariste et son lieutenant, une grosse partie du goum Kounta (avec le commis Rossi) sont ainsi détruits. Le sort des survivants, qui s'enfuient alors, n'est pas plus enviable. S'égaillant dans le désert, sans eau, ils meurent quasiment tous de soif :

"La majeure partie prit la direction de Telik, d'autres celle d'Al Arigzane comptant trouver de l'eau dans cet oued en creusant. Il suffit en effet en temps ordinaire de creuser dans cet oued des trous à la hauteur d'un homme pour arriver à l'eau. Ils arrivèrent à trouver seulement un peu de sable humide qu'ils se mirent sur le corps et sur les lèvres. Cinquante Kountahs dont quelques goumiers moururent de soif en ce point. Parmi ceux qui avaient continué sur Telik, beaucoup moururent en cours de route et quelques uns, une vingtaine environ, réussirent à atteindre ce puits après avoir éventré plusieurs chameaux pour boire. Hammoadi mourut de soif à 25 km de Telik à l'oued Kessert Gani en un point nommé Kinéré. (...) Quant aux gens de l'azalay ils moururent tous de soif." ⁶³

Le rezzou obtient ainsi une éclatante victoire. Les renseignements obtenus par les autorités françaises ne décomptent à son sujet que trois tués, et l'ensemble des biens et des chameaux de l'azalay tombe entre ses mains. Enfin toute force militaire française est détruite dans la région, et la voie est libre pour continuer plus avant... Commence alors une série d'actions ⁶⁴ dans toute la région, qui pousse les gens de l'Adagh, dont certains sont tués ou faits prisonniers, à se retirer hors de portée du rezzou :

"En juillet les diverses fractions du rezzou après avoir fait leur plein de butin, se concentrent au Nord du Timétrin ; de petites bandes circulent encore dans l'Adrar, (...) les Iforas abandonnent la partie Ouest de leurs montagnes." ⁶⁵

Le rapport politique trimestriel du Haut-Sénégal-Niger dresse lui aussi un tableau

⁶³ Rapport n° 25R, du 29 juin 1912, du capitaine Pasquier, commandant la 2ème compagnie et le cercle de Gao, sur le combat d'El Gattara (24 mai 1912). SHAT, AOF, Soudan 8, dossier 3, pièce 14.

Voir aussi le "rapport du lieutenant Galet-Lalande, commandant le secteur d'Araouan, au sujet des renseignements recueillis à Taodenni et El Guettara, sur le combat livré par le lieutenant Lelorrain le 24 mai 1912", daté du 24 janvier 1913. SHAT, AOF, Soudan 8, dossier 3.

⁶⁴ "Une partie du rezzou (...), sous les ordres de Sidi Alamine, descend vers le fleuve et s'empare à In Atessas de 6 troupeaux de chameaux appartenant moitié aux Iguellad, moitié aux Kounta ; un berger est tué, une femme et quelques bellas sont pris et emmenés prisonniers. Hamma ould Abiddine garde les prises au puits d'Asserer. Les sédentaires établis entre Saléa et Bourem sont passés sur la rive droite du Niger." ANM, Bamako, 1D27, fonds anciens. Arnaud - *Les nomades de l'Adrar sous la domination française (1917)* : 89.

⁶⁵ ANM, Bamako, 1D27, fonds anciens. Arnaud - *Les nomades de l'Adrar sous la domination française (1917)* : 89.

désastreux de la situation pour l'occupation française, évoquant "l'impunité" dans laquelle agissent les rezzous des fils d'Abidin associés aux Oulad Djerir, qui écumant la Tilemsi, la région de Bamba, le Timetrin et l'Adagh, dont "le nord ne tarde pas à être déserté par ses habitants" ⁶⁶. Un événement majeur survient alors. C'est la mort le 24 août de l'amenokal Safikhun, tué en son campement d'Asho, de nuit, par un petit groupe de 36 hommes commandé par Hamma ould Abidin :

"En août, les 250 hommes du rezzou s'installent dans la région de Bamba et par forfanterie se montrent à deux ou trois km de ce poste. Soixante méharistes de Tombouctou sont dirigés contre eux; les pillards s'éloignent alors vers le Timetrin en deux fractions, l'une commandée par Sidi Lamine, l'autre par Hamma. Celle-ci, en suivant la piste Achourat-Dagouber, perd son guide et ne peut pas trouver le puits de Dagouber; la plupart des hommes meurt de soif, mais Hamma échappe à la mort, reconstitue son rezzou, oblique vers l'Adrar des Iforas et le 24 août il tombe sur le campement de Safikhun, amenokal des Iforas. Un combat s'engage et Safikhun est tué avec six hommes de sa tribu." ⁶⁷

Le rezzou ne s'arrête pas là. Il est signalé le 29 août par deux chameliers de Kidal qui échangent des coups de feu avec lui, et s'attaque le 30 août, à In Tassit, au campement Idnan de Sidi Amar, où il tue deux hommes, puis est vu en septembre aux environs de Bamba, où la troupe d'Hamma pille des campements Kounta, et de nouveau dans l'Adagh ⁶⁸. Les rapports politiques continuent pendant ces mois d'août à octobre 1912 à témoigner de la véritable terreur qui s'installe dans l'Adagh, et qui déborde d'ailleurs largement la région, puisque les Kounta et même les Iwlliminden sont touchés.

Une réaction se fait jour cependant à la fin du mois d'octobre, et la résistance s'organise, tant du côté français que de celui des Kel Adagh, profitant du décrochage vers le nord des membres du rezzou. L'adjudant Gauthier, avec une partie de la compagnie méhariste du Tidikelt, en nomadisation vers Kidal, accroche le rezzou le 14 novembre. Le chef Ali ben Kaddour est tué, et le reste des razzieurs s'enfuit vers le nord ⁶⁹. L'épilogue est proche. Le rezzou a déjà quitté le territoire du Soudan. Il est surpris à nouveau par les troupes d'Algérie, commandées par le capitaine Charlet, qui lui reprend quasiment toutes ses prises dans un combat où sont tués plusieurs dizaines de combattants, dont "le Beraber" ⁷⁰ qui assassina au mois de septembre Safikhun, amenokal des Ifoghas" ⁷¹

⁶⁶ Rapport politique trimestriel du HSN, 3e trimestre 1912. AN 200 Mi 1664. 2G12-12.

⁶⁷ Rapport politique trimestriel du HSN, 3e trimestre 1912. AN 200 Mi 1664. 2G12-12.

⁶⁸ "Une bande d'Ouled Djérir pille les troupeaux de chameaux Kounta vers Fès en Fès; les Kounta organisent un contre rezzou et sont dispersés au premier contact. Une autre bande opère aux environs de Kidal et repart avec des prises faites surtout dans l'Oued Arracher Sadid. Hamma se rencontre dans le Timetrin à El Gattara el Feïda, avec son frère Sidi Alamine et avec le bérabich dissident Mohamman ould Mohammed Saddou, chef de 50 brigands." ID27 (fonds) anciens BKO. Arnaud - Les nomades de l'Adrar sous la domination française (1917), p. 89.

⁶⁹ Rapport politique trimestriel du HSN, 4e trimestre 1912. AN 200 Mi 1664. 2G12-12.

⁷⁰ Il s'agirait de Cheikh ould Bacha, qui aurait plutôt été tué le 2 décembre par une patrouille, alors qu'il marchait isolé avec un autre membre du rezzou. cf. Rapport politique trimestriel du HSN, 4e trimestre 1912. AN 200 Mi 1664. 2G12-12.

⁷¹ Auguste Terrier, "La police française au Sahara", *L'Afrique française, Bulletin du Comité de l'Afrique française*, janvier 1913 n° 1 : 3-4.

L'année 1912 se clôt finalement sur des succès français. Mais l'alerte a été chaude, et toute la région nord du Soudan a échappé pendant plusieurs mois au contrôle des autorités militaires... Pour les Kel Adagh, la situation a changé de nature. Ils avaient été jusque là relativement épargnés par les raids venus du nord. Mais ils sont maintenant manifestement identifiés comme faisant partie de ces "esclaves des Chrétiens", au même titre que les Kounta ou Berabich non dissidents. Ils deviennent donc pour tous ceux qui refusent la présence française une cible possible, et même une cible de choix, l'Adagh étant une région riche et jusque là peu guerrière. Concurrément, l'esprit même des gens de l'Adagh a changé. La chefferie Ifoghas a été touchée dans sa propre chair, avec le meurtre de Safikhun, et il ne semble plus question ensuite d'avoir des contacts avec les rezzous venus du nord, et encore moins de les aider d'une façon ou d'une autre. De plus les Kel Afella n'ont pas été les seuls à souffrir des attaques. Les Idnan, notamment, ont subi de nombreuses fois le pillage de leurs campements. Un véritable traumatisme est perceptible dans toute la région, matérialisé par l'abandon pendant un temps des terrains de parcours habituels, à cause de la crainte engendrée par les actions de razzia. Aussi les oppositions tendent-elles à se cristalliser à partir de cette date. Les gens de l'Adagh ont vu les dissidents s'abattre sur eux, et inversement les formations françaises les défendre. Ils sont de fait rejetés dans une alliance d'intérêt plus étroite avec les Français, qui leur permettra de mieux assurer leur propre sécurité. Aussi observe-t-on dès lors une coopération de plus en plus importante entre les Kel Adagh et les autorités coloniales, timide d'abord, par l'apport de renseignements et de guides dans les contre-rezzous, puis de plus en plus affirmée, lorsque ceux qu'on a dénommé les "partisans Ifoghas" ont agi en complète coopération avec les méharistes réguliers, et sous les ordres de leur amenokal en personne...

Les prémices d'un engagement

Les premiers investissements (renseignements, guides)

Jusqu'en 1918, il apparaît que les gens de l'Adagh ne s'investissent pas encore militairement dans les actions de contre-rezzous. Mais ils deviennent les auxiliaires réguliers des troupes méharistes, en apportant spontanément les renseignements nécessaires aux poursuites, et, comme guides, leur connaissance du terrain.

En avril 1913, un rezzou composé d'une centaine d'Abd el Ouad, arrive à l'est d'Achorat, passe par le puits de Tin Kerban et, divisé en petits groupes, randonne dans le nord de l'Adagh, dans la région de Tessalit. Les Touaregs sont manifestement visés. Sept d'entre eux sont faits prisonniers le 8 avril à Tin Kerban, d'autres sont blessés lors de l'attaque. De plus, le rezzou a pour but "d'atteindre Asselagh où sont groupés de

nombreux chameaux appartenant aux Iforas et aux Kountas” ⁷². Ce rezzou n’est cependant guère agressif, certainement parce “qu’il connaît la poursuite dont il est l’objet”, et qu’il est donc pressé, au point qu’il ne prend que de l’eau au puits de Tin Esserer, sans même égorger un des nombreux moutons qui s’y trouvaient, et qu’à “une caravane descendant du Touat il aurait demandé des dattes, mais n’aurait rien pris de force” ⁷³... Le contre-rezzou n’arrive d’ailleurs pas à le rejoindre, et l’ensemble de l’affaire fait figure de chassé-croisé et de jeu de cache-cache !

L’épisode est néanmoins intéressant. Des renseignements sont obtenus en interrogeant des personnes rencontrées par hasard, comme par exemple le 11 avril, à Tin Kerban ⁷⁴, ou le 16 à Tin Esserer ⁷⁵. Cette forme d’aide est déjà devenu une habitude pour les Touaregs. Mais, par contre, d’autres informations sont directement apportées par des Touaregs qui contactent d’eux-mêmes la section méhariste en se rendant près d’elle : “Le 10 avril nous apprenions qu’un rezzou avait traversé l’erg à 90 km environ d’Achorat (...). Cette nouvelle, apportée par un touareg blessé, ne laissait aucun doute sur la présence du rezzou”, ou encore : “Un Touareg prisonnier qui a pu s’enfuir donne des détails” ⁷⁶ sur la marche du rezzou. C’est une nouveauté, et un début de coopération.

Elle ne va pas plus loin pour le moment. Le contre rezzou est composé de tirailleurs sénégalais de la 2ème Compagnie du Bataillon n°2 de la Région de Tombouctou, et de tirailleurs sahariens, c’est à dire d’arabes d’Algérie venant dans la région pour la première fois. Aucun Touareg n’en fait partie, même en tant que simple guide. Cela gêne d’ailleurs considérablement le détachement, qui peine à tracer sa route :

“Malgré que nous n’ayons pas de guide et que les tirailleurs sahariens du groupe viennent pour la première fois dans cette régions, nous continuons (...). Le maréchal des logis indigène Mohammed ben Mérézig recherche s’il n’existe pas dans le détachement saharien un tirailleur ayant déjà parcouru cette route. Aucun n’a vu le puits de In Dagouber. Les goumiers ne connaissent que la route Inechay-El Gattara” ⁷⁷

⁷² Rapport en date du 2 mai 1913, du Lieutenant Fauché de la 2ème Compagnie commandant la section méhariste de Kidal sur le contre-rezzou du 10 au 24 avril 1913. AOF SHAT - Soudan 8 - Dossier IV.

⁷³ Rapport en date du 2 mai 1913, du Lieutenant Fauché de la 2ème Compagnie commandant la section méhariste de Kidal sur le contre-rezzou du 10 au 24 avril 1913. AOF SHAT - Soudan 8 - Dossier IV.

⁷⁴ “Le maréchal des logis Mohammed a interrogé deux femmes, dont l’une a son mari prisonnier, et a acquis la certitude que le groupe de pillards a pris la direction de Tin Ekeken”. Rapport en date du 2 mai 1913, du Lieutenant Fauché de la 2ème Compagnie commandant la section méhariste de Kidal sur le contre-rezzou du 10 au 24 avril 1913. AOF SHAT - Soudan 8 - Dossier IV.

⁷⁵ “Deux patrouilles sont immédiatement envoyées vers ce point pour le reconnaître. Elles rentrent le 17 à 1h ramenant un Touareg. Interrogé, il nous apprend que le rezzou a quitté Tin Esserer le 15 au soleil couchant après avoir pris beaucoup d’eau”. Rapport en date du 2 mai 1913, du Lieutenant Fauché de la 2ème Compagnie commandant la section méhariste de Kidal sur le contre-rezzou du 10 au 24 avril 1913. AOF SHAT - Soudan 8 - Dossier IV.

⁷⁶ Rapport en date du 2 mai 1913, du Lieutenant Fauché de la 2ème Compagnie commandant la section méhariste de Kidal sur le contre-rezzou du 10 au 24 avril 1913. AOF SHAT - Soudan 8 - Dossier IV.

⁷⁷ Rapport en date du 2 mai 1913, du Lieutenant Fauché de la 2ème Compagnie commandant la section méhariste de Kidal sur le contre-rezzou du 10 au 24 avril 1913. AOF SHAT - Soudan 8 - Dossier IV.

Il n'y a pas d'hostilité des Kel Adagh envers le groupe de poursuite, on vient même l'aider par des témoignages. Mais il n'y a pas non plus engagement physique à ses côtés.

Il en est de même lors des contre-rezzous suivants. Lorsqu'en octobre 1914 le lieutenant Soyer part de Kidal pour poursuivre un rezzou passé au puits d'Ibdakan, à 40 km au nord du chef-lieu de l'Adagh, il n'emmène avec lui que des tirailleurs et quatre goumiers ⁷⁸. Lorsqu'à la fin mars 1915, un groupe conduit par les fils d'Abidin tombe sur Arli, au nord-est de Kidal, et emporte des chameaux Ifoghas, ce ne sont toujours pas les Ifoghas qui poursuivent. Dans ce dernier cas d'ailleurs, ce ne sont pas non plus les méharistes coloniaux, mais les gens de Moussa ag Amastane qui s'élancent et rattrapent le rezzou, lui occasionnant douze tués et reprenant l'ensemble des prises.⁷⁹ Ce qui est compréhensible, car au contraire des gens de l'Adagh, les Kel Ahaggar se sont depuis longtemps déjà placés aux côtés des Français. Le combat de Tiféliane ⁸⁰, le 2 mars 1917, n'oppose toujours que des tirailleurs (une quinzaine) et deux goumiers kounta à une quarantaine de gens d'Abidin. Un berger, certainement de l'Adagh, fait bien partie du détachement, mais il n'a aucun rôle militaire.

Le premier engagement des Kel Adagh

La situation politique en 1917 est cependant de plus en plus troublée. Les autorités coloniales ont de grosses difficultés à gérer les événements issus de la révolte de Kaocen, qui mobilise toutes les ressources disponibles. En conséquence, l'insécurité s'accroît dans l'ensemble du Sahara, malgré les dispositions prises par Laperrine qui devient pour un temps le coordonateur militaire pour l'ensemble du Sahara. L'Adagh n'est évidemment pas épargné :

"La région de l'Adrar est très agitée et peu en sécurité par suite des événements insurrectionnels du Sud-Est, de l'Est etc... Des bandes d'Oulad Djerir circulent dans toutes les directions et arrivent au Nord de Bamba, Bourem, Gao et à l'Est de la piste Tin Zaouaten-Gao. La région à proximité immédiate de Kidal étant peu pourvue de pâturages ne peut tenir toutes les fractions nomades de l'Adrar." ⁸¹

⁷⁸ Compte-rendu mensuel du capitaine Lacroix, chargé de l'expédition des affaires du Bataillon de tirailleurs sénégalais n° 2 des marches et opérations effectuées par les troupes du bataillon de tirailleurs sénégalais n° 2 et de la brigade du Gourma pendant le mois d'octobre 1914. SHAT, AOF Soudan 4 pièce 35.

⁷⁹ Télégramme n° 289 du 10 mai 1915. SHAT, AOF, Soudan 4, pièce 55.

⁸⁰ Rapport du 13 mars 1917 sur le combat de Tiféliane (2 mars 1917), SHAT, AOF, Soudan 9, dossier 2, pièce 1.

Voir aussi le télégramme n° 274 en date du 6 mars 1917, de la Région de Tombouctou au Gouverneur du Niger. SHAT, AOF, Soudan 9, dossier 3, pièce 59.

⁸¹ Rapport en date du 21 mai 1917, du sous-lieutenant Lemaire commandant le détachement de la Cie saharienne du Tidikelt nomadisant en Adrar. SHAT, AOF, Soudan 5, chemise XIV, pièce 4.

En face de cette agitation, les Kel Adagh s'investissent de façon grandissante dans la défense de la région. Nous pouvons observer ce tournant en mai 1917, à l'occasion de l'arrivée d'un rezzou des fils d'Abidin et d'Oulad Djerir sur l'Adagh. L'alarme est donnée par un Kel Adagh, comme lors des précédentes affaires :

"Le 2 mai vers 16 heures arrivait à Kidal un Ifoghas venant de Hassi Zakellout, 30 km sud de Kidal où il avait failli être blessé par un Oulad Djerir faisant partie d'une des bandes d'Abidine. Son mehari avait le cou traversé et lui même avait sa gandourat traversée sous l'aisselle."⁸²

Mais un climat nouveau règne : la mobilisation des gens vivant dans l'Adagh est cette fois complète, aussi bien au niveau des chefs que des administrés, et l'aide apportée à la section méhariste dépasse l'apport de renseignements. L'amenokal Attaher, prévenu de suite, rejoint l'officier français, le sous-lieutenant Lemaire, avec une trentaine de guerriers prêts à s'engager. L'officier commence à utiliser ces Touaregs d'abord de façon classique, comme guides. Mais ensuite, une nouvelle décision est prise :

"Le djich ⁸³ à effectif de 8 Oulad Djerir seulement, je décidais d'envoyer une patrouille de 10 méharistes et 9 Ifoghas sous le commandement du brigadier Ben Guettaf avec mission d'atteindre à tout prix les razzieurs."⁸⁴

Ainsi, lors de la poursuite, plusieurs Ifoghas sont présents. Ils forment même la moitié du détachement, et sont engagés dans le combat, le rezzou une fois rejoint :

"La patrouille se mit en route le 3 mai vers 16 heures direction l'ouest. Après 23 heures de marche rapide, Ben Guettaf arrivait à Hassi Zanderen, puis Tin Tellinkout 7 heures de marche. A cet endroit, ayant eu le renseignement qu'un des fils d'Abidine avec une bande de 30 ou 40 partisans était passé là 2 jours avant avec un butin assez conséquent, Ben Guettaf abandonna les premières traces pour se mettre à la poursuite de la bande d'Abidine qu'il rejoignit à l'ouest d'Adrar après trois jours de marche forcée, le 9 mai à 8 heures du matin. Après un engagement qui dura 7 heures avec alternatives de poursuite, les animaux n'en pouvant plus, l'ennemi en fuite et abandonnant un butin assez important, le brigadier Ben Guettaf revint sur les traces en rassemblant le butin abandonné par l'ennemi."⁸⁵

A partir de cette date, la confiance semble de mise entre la chefferie Ifoghas et les officiers français. Notons que ces derniers, en l'occurrence, sont des "Algériens". Le sous-lieutenant Lemaire, qui a l'initiative d'accoler à ses goumiers Chaamba, une dizaine d'Ifoghas, commande le détachement de la Compagnie saharienne du Tidikelt, qui nomadise provisoirement à cette époque dans l'Adagh. Le fait que les rapports évoluent précisément dans ce contexte n'est peut-être pas un hasard. Les officiers sahariens d'Algérie avaient depuis plus longtemps que leurs collègues de l'AOF pris contact avec

⁸² Rapport en date du 21 mai 1917, du sous-lieutenant Lemaire commandant le détachement de la Cie saharienne du Tidikelt nomadisant en Adrar. SHAT, AOF, Soudan 5, chemise XIV, pièce 4.

⁸³ Groupe de combattant (mot arabe)

⁸⁴ Rapport en date du 21 mai 1917, du sous-lieutenant Lemaire commandant le détachement de la Cie saharienne du Tidikelt nomadisant en Adrar. SHAT, AOF, Soudan 5, chemise XIV, pièce 4.

⁸⁵ Rapport en date du 21 mai 1917, du sous-lieutenant Lemaire commandant le détachement de la Cie saharienne du Tidikelt nomadisant en Adrar. SHAT, AOF, Soudan 5, chemise XIV, pièce 4.

des Touaregs, et étaient accoutumés à leur faire confiance, ayant agi avec les Kel Ahaggar de Moussa ag Amastane depuis plusieurs années. Quoiqu'il en soit, l'habitude d'une coopération militaire est prise. Chaque affaire voit maintenant l'intervention des Kel Adagh aux côtés des tirailleurs et des goumiers des formations françaises, dans des contre-rezzous de plus en plus efficaces, dont certains sont restés très vivants dans la mémoire des habitants de la région.

Une défense assurée à part égale

Une confiance issue du terrain

A la fin du mois de mars 1918, un nouveau rezzou était signalé au nord de l'Adagh. Il se composait d'une centaine de Kel Ahaggar "dissidents", sous les ordres d'un certain Harmet (c'est à dire Akhmed), et guidés par Moulay Ahmed, marabout du Touat. Le sous-lieutenant Blanchouin, commandant le peloton méhariste n° 3, du Bataillon de Tirailleurs Sénégalais n° 2, en était informé le 26 par Attaher lui-même, annonçant que le rezzou avait quitté Boughessa le 24 au soir vers le sud. Un détachement de défense était composé. Les Touaregs en faisait partie intégrante, et leur nombre égalait celui des tirailleurs sénégalais :

"Après entente avec le Lieutenant Commandant le Secteur et Taher, le Lieutenant décide de partir avec le Maréchal des Logis Jauffret, quarante méharistes, treize goumiers et tous les Ifoghas que Taher pourra donner (ils sont une quarantaine dont trente armés) et de se porter d'abord à In Taidaini pour y attendre des renseignements complémentaires et protéger les nombreux campements qui se trouvent à proximité."⁸⁶

Le groupe partait le 27 mars de Kidal, passait par In Tedeyni, l'Iracher Sadiden, Es Souk, Tadjmart, et rejoignait dans la soirée du 30 le rezzou à Dourit. Les Kel Adagh et les tirailleurs engageaient alors ensemble le combat :

"Pendant que les tirailleurs cherchent à attirer toute l'attention de l'ennemi, des Ifoghas reçoivent l'ordre d'attaquer sur son flanc droit et de chercher à le prendre à revers mais ils ne peuvent réussir à opérer ce dernier mouvement car l'ennemi les a aperçus."⁸⁷

La confrontation dura deux jours (30 mars et du 1er avril), de façon incertaine, et ne cessa qu'avec le départ du rezzou, qui manquait de cartouches. Le détachement rentrait alors à Kidal où il arriva le 4 avril. Le bilan comparatif de cette action met en évidence la

⁸⁶ Rapport du sous-lieutenant Blanchouin Commandant le peloton méhariste n° 3 du Bataillon de Tirailleurs Sénégalais n° 2 sur les combats des 30, 31 mars et 1er avril 1918 à Dourit. SHAT - AOF Soudan 9 - Dossier IV - Pièce 2.

⁸⁷ Rapport du sous-lieutenant Blanchouin Commandant le peloton méhariste n° 3 du Bataillon de Tirailleurs Sénégalais n° 2 sur les combats des 30, 31 mars et 1er avril 1918 à Dourit. SHAT - AOF Soudan 9 - Dossier IV - Pièce 2.

part prise par les Kel Adagh : si le peloton a eu un mort, un disparu et douze blessés, les Ifoghas perdent un tué, et deux blessés; si le peloton voit trente-trois de ses chameaux hors de combat, les Touaregs déplorent la perte de quinze des leurs ⁸⁸. Les pertes, si l'on tient compte du fait que le peloton a été plus exposé au feu des gens du rezzou, pendant que les Touaregs tentaient un mouvement tournant, sont donc sensiblement égales. Les Kel Adagh ont ainsi fait partie intégrante du combat. C'est aussi l'une des premières fois qu'ils enregistrent des pertes dans une opération commune avec une section régulière. Aussi, l'appréciation du chef de détachement est-elle claire, malgré le soupçon d'étonnement que l'on peut encore y déceler :

"Les Ifoghas furent des auxiliaires très précieux et se conduisirent très bien. Leur tentative de nous rejoindre le 31 mars au soir prouve leur courage et leur bonne volonté." ⁸⁹

Il y a encore, pour le sous-lieutenant, le besoin de prouver la bonne opinion qu'il a eu des Kel Adagh au combat, ce qui démontre que pour lui les choses n'allaient pas de soi, et qu'il n'avait auparavant pas de réelles certitudes sur leur engagement... Mais, en tout cas pour lui, la preuve est faite, et il n'omet pas d'en communiquer le sentiment à ses supérieurs. Cependant ces derniers ont encore quelques réticences à vaincre avant de faire toute confiance aux gens de l'Adagh. Les commentaires des autorités sur les propositions de récompenses faites à la suite d'un autre rezzou, rejoint au puits d'Achorat, en février 1919, le montrent bien. A la fin du mois de janvier, des campements Kel Afella avaient été pillés par une quinzaine de Rgaybat, qui commencèrent ensuite à remonter vers le nord. La poursuite avait été entreprise par l'adjudant Faye, du peloton méhariste n° 3, parti le 31 janvier 1919 de Kidal, auquel s'était adjoint Attaher et quinze Kel Adagh. Les tirailleurs et les Touaregs avaient rejoint le rezzou dans la nuit du 5 au 6 février près du puits de Tin Kerban, et pendant le combat, les Kel Adagh avaient joué un rôle important ⁹⁰. Aussi, au retour, l'adjudant Faye présente, comme traditionnellement dans ce genre de rapports, ses propositions d'avancement ou de récompenses. Parmi celles-ci, et pour la première fois, certaines sont demandées pour des Kel Adagh, ainsi que pour leur amenokal Attaher :

"Je demanderais également qu'une récompense soit remise au guide Rabah de la fraction

⁸⁸ Les Kel Adagh récupèrent cependant dans cette action tout ce qui leur avait été pillé : "Taher rapporte que des gens qu'il a envoyés au puits de Dourit ont réussi à ramener mille moutons, deux cents boeufs et soixante ânes, ce qui représente ce que le rezzou a pillé dans les campements Ifoghas". Rapport du sous-lieutenant Blanchouin Commandant le peloton méhariste n° 3 du Bataillon de Tirailleurs Sénégalais n° 2 sur les combats des 30, 31 mars et 1er avril 1918 à Dourit. SHAT - AOF Soudan 9 - Dossier IV - Pièce 2.

⁸⁹ Rapport du sous-lieutenant Blanchouin Commandant le peloton méhariste n° 3 du Bataillon de Tirailleurs Sénégalais n° 2 sur les combats des 30, 31 mars et 1er avril 1918 à Dourit. SHAT - AOF Soudan 9 - Dossier IV - Pièce 2.

⁹⁰ Rapport en date du 22 février 1919, de l'Adjudant Faye du peloton méhariste n°3, sur la poursuite d'un rezzou et le combat qui a eu lieu le 6 février 1919 dans les environs du puits d'Achorat, Oued Tessarit, à Monsieur le Lieutenant Commandant la dite unité à Kidal. SHAT - AOF Soudan 10 - Dossier I.

des Ibottenaten qui m'a été très précieux comme guide et chouf⁹¹ et je terminerais en vous signalant les bons services rendus par l'Aménokal Taher et ses choufs au cours de cette poursuite, ainsi que leur bravoure, pendant l'engagement du 6 février 1919. Je serais heureux qu'une récompense soit également remise à l'Aménokal des Iforhas."⁹²

Le lieutenant Germain, commandant le Peloton à Kidal, appuie vigoureusement ces propositions auprès des autorités :

"Il est également de mon devoir de rendre hommage ici à l'entrain et à la bravoure (...) des partisans Ifoghas principalement Taher, leur attitude à tous a été remarquable et leur concours a bien contribué au succès de l'opération. Pour l'Aménokal Taher, il serait à souhaiter que la Légion d'Honneur lui soit décernée à quelque titre que ce soit, c'est un chef d'un dévouement absolu, et, qui recherche toutes les occasions de prouver qu'il est un ami loyal de la France ; d'autre part ne serait-ce qu'au point de vue politique, cette distinction me paraît nécessaire Taher heurtant chaque jour des ressortissants de l'Algérie, qui sont fiers de porter ostensiblement les décorations que tout dernièrement encore, on vient d'octroyer si largement à la suite de la pénible colonne contre les Ajjers."⁹³

Mais le commandement français n'est pas encore complètement convaincu :

"J'appuie toutes les propositions présentées sauf cependant celle concernant l'Aménokal Taher. Le moment n'est pas encore venu de donner la légion d'honneur à Taher. Cette distinction doit rester la récompense suprême accordée seulement aux chefs dont le loyalisme est de longue date et en suivant encore une certaine progression dans l'attribution des récompenses. L'étoile Noire du Bénin serait pour le moment la juste récompense des services rendus par l'Aménokal Taher."⁹⁴

En 1919, Attaher n'est donc pas encore considéré par les autorités soudanaises comme un chef dont le "loyalisme" est complètement prouvé. Mais il est intéressant d'observer, dix ans seulement après l'occupation de la région, qu'il a conquis les militaires nommés dans l'Adagh, et que des propositions à la plus haute distinction française sont déjà avancées à son profit, même si l'arrière-pensée politique est plus qu'évidente. Il s'agit bien de ces "hochets", destinés à flatter les chefs et à mieux les amener, non seulement à accepter la présence française, mais encore à en faciliter l'établissement par l'influence qu'ils exercent sur les populations locales. Néanmoins, nous avons affaire ici à des félicitations issues du rôle qu'a joué Attaher dans une action de guerre, en collaboration avec les sections méharistes coloniales. La confiance sur le terrain existe donc maintenant. Elle se renforce encore les années suivantes.

⁹¹ Éclaireur, sentinelle (mot arabe)

⁹² Rapport en date du 22 février 1919, de l'Adjudant Faye du peloton méhariste n°3, sur la poursuite d'un rezzou et le combat qui a eu lieu le 6 février 1919 dans les environs du puits d'Achorat, Oued Tessarit, à Monsieur le Lieutenant Commandant la dite unité à Kidal. SHAT - AOF Soudan 10 - Dossier I.

⁹³ Rapport du Lieutenant Germain Commandant le Peloton Méhariste n°3, à Monsieur le Capitaine Commandant la 3ème Compagnie du Bataillon de Tirailleurs Sénégalais n°2, et le Cercle de Bamba. Au sujet du combat de l'Oued Tessarit (Achorat 6 février 1919). SHAT - AOF Soudan 10 - Dossier I.

⁹⁴ Avis de Monsieur le Capitaine Cohade Commandant la 3ème Cie et le Cercle de Bamba. Télégramme n° 99m du 28 mars 1919. SHAT - AOF Soudan 10 - Dossier I.

Naissance des "partisans Ifoghas"

La présence d'Attaher et des Kel Adagh est attestée dans les combats suivants. Ils y reçoivent de nouvelles félicitations françaises, comme au combat de l'Edjerer wan Tassik, le 10 juin 1919, contre un parti de 260 Rgaybat :

"Le service de renseignements a bien fonctionné. Attaher chef des Ifoghas a intelligemment secondé à cet égard comme par la suite, au cours de l'engagement son Commandant de secteur. La conduite de l'Aménokal des Ifoghas ATTAHER ag ILLI, qui a sa part dans le succès du 10 juin 1919 fait l'objet d'un rapport au Lt Gouverneur avec demande de récompense pour ce chef indigène que le Cdt de secteur a toujours trouvé à ses côtés dans les moments critiques."⁹⁵

L'évolution des esprits est même très rapide, car peu de temps après, c'est Attaher lui-même qui critique le manque de combativité des pelotons méharistes. Il proteste auprès du chef de bataillon Bettembourg lors d'une inspection du peloton méhariste n° 3 (PM3), en décembre et janvier 1920, contre l'inertie de cette unité, qui l'oblige à placer ses troupeaux hors de l'Adagh, dans l'Azawakh, ou à la frontière algérienne sous la protection du Groupe Hoggar des compagnies sahariennes du Tidikelt :

"Je dois attirer votre attention sur le peu de confiance - pour ne pas dire plus - que TAHER, Chef des IFOGHAS, a dans le Peloton Méhariste n°3. Il s'est plaint amèrement que, depuis 1914, plus de 60 notables IFOGHAS ont été tués par les rezzous dans l'ADRAR même, et que plus de 4.000 chameaux aient été enlevés à lui ou à ses gens depuis cette date. Il n'a pas caché que les tirailleurs ne cherchaient pas à atteindre les rezzous, me citant l'exemple récent du début de novembre où le Lieutenant SABION, "bien qu'il ait des chameaux excellents", lui avait déclaré ne pouvoir partir contre le rezzou ayant attaqué à OUZZEIN les campements IFOGHAS, parce qu'il avait ordre de se mettre en route quelques jours après pour protéger l'Azalaï de TAODENI."⁹⁶

Il faut dire que cette opinion d'Attaher est exprimée après deux mois d'action (novembre et décembre 1920), pendant lesquels les attaques extérieures ont été repoussées par les seuls Kel Adagh... Un raid de Rgaybat et de Berabich avait été signalé début novembre dans l'Adagh, vers Ouzzein. Il reste dans la région Timetrin-Tessalit jusqu'au départ du PM3 qui doit accompagner l'azalay. Les assaillants se divisent alors en petits groupes. Une vingtaine d'entre eux vont opérer fin novembre dans la région de Bamba, les autres se dirigent vers Boughessa, via Tessalit et Timiawin. A Boughessa, ce deuxième groupe se divise encore en deux, une partie se dirigeant sur Timissao, l'autre passant de nouveau par Tessalit, puis Asselagh, où elle passe début décembre. Le trajet

⁹⁵ N°496 M du 5 septembre 1919. Transmission du Rapport spécial établi par le Lieutenant Commandant le Peloton méhariste n° III à la suite du combat du 10 juin 1919, dans l'Eguerir Ouan Tassick, contre un fort rezzi Regueibat. SHAT - AOF - Soudan 5 - Chemise XV.

⁹⁶ Inspection de la zériba du P.M. 3. N°51/R.C. en date du 10 janvier 1921, du Chef du Bataillon BETTEMBOURG Commandant le Bataillon de Tirailleurs Sénégalais N°2 au lieutenant-colonel Commandant la Région de TOMBOUCTOU. SHAT, AOF, Soudan 10, Dossier III, pièce 1. Troupe du Groupe de l'AOF

de chacun de ces groupes est émaillé d'attaques de campements, et de poursuites corollaires, qui ont toutes la particularité de ne pas être le fait des formations régulières. En effet, dès l'arrivée du rezzou dans le nord, il est pris en chasse par les partisans Kel Adagh, qui jouent ensuite le rôle le plus important. Des Kel Afella rejoignent notamment les agresseurs à Timissao, leur reprenant après un combat une partie du bétail ovin enlevé⁹⁷, et des Idnan livrent bataille vers Asselagh ainsi que dans l'oued Taghlit, bien que peu armés ("deux armés de fusils, les autres de sabres et de lances"). Ces actions réussissent à faire fuir hors de l'Adagh le rezzou, qui abandonne ses prises⁹⁸.

Les rapports français qui décrivent ces faits présentent à l'analyse des particularités nouvelles. La première concerne la dénomination même des Kel Adagh ayant effectué les poursuites : on parle maintenant de "partisans Ifoghas", et non plus simplement d'Ifoghas, ce qui dénote dans l'esprit des Français une vision naissante et inhabituelle des guerriers Kel Adagh. Ces derniers ne sont plus considérés comme les habitués guerriers indigènes dont on tolère les réactions de défense. Ils acquièrent en pratique un statut, même si ce statut est celui d'une troupe d'irréguliers. Ils deviennent peu à peu, sur le terrain, au cours des diverses actions, et sans que cela soit encore légalisé, un groupe d'auxiliaires militaires, qui, s'ils ne font pas partie d'une troupe constituée, peuvent être appelés à contribution à tout moment. C'est le deuxième fait nouveau. Dans certains cas, les Touaregs se lancent spontanément à la poursuite de leurs assaillants, comme ils l'ont fait déjà les années précédentes. Mais dans d'autres circonstances, on les mobilise officiellement, on leur fait même parvenir des ordres⁹⁹, ce qui n'avait pas été le cas jusque là. L'idée pointue, toute nouvelle, d'utiliser régulièrement les Touaregs de l'Adagh comme force d'appoint permanente, de créer des "groupes mixtes de tirailleurs et de partisans"¹⁰⁰, et de les armer en conséquence. Les conclusions du rapport du chef de bataillon Bettembourg en témoignent :

"L'exécution de la poursuite en ADRAR a été réalisée par les partisans IFOGHAS et

⁹⁷ Rapport n° 55/R.C., en date du 12 janvier 1921, du Chef de Bataillon BETTEMBOURG Commandant le Bataillon de Tirailleurs Sénégalais n°2, en mission au lieutenant-colonel Commandant la Région de TOMBOUCTOU. Rezzous décembre 1920. SHAT - AOF Soudan 10 - Dossier III - pièce II.

⁹⁸ Rapport n° 55/R.C., en date du 12 janvier 1921, du Chef de Bataillon BETTEMBOURG Commandant le Bataillon de Tirailleurs Sénégalais n°2, en mission au lieutenant-colonel Commandant la Région de TOMBOUCTOU. Rezzous décembre 1920. SHAT - AOF Soudan 10 - Dossier III - pièce II.

⁹⁹ "Quand le rezzou a été signalé dans l'Adrar OUZZEIN dans les premiers jours de novembre, le Lieutenant SABION, ne pouvant en faire la poursuite, tenu qu'il était de se rendre à ANESCHAYE pour y protéger l'Azalaï KOUNTA, a donné l'ordre aux partisans IFOGHAS rassemblés dans les environs de la zériba du P.M.3 d'en entreprendre la poursuite. Celle-ci, rondement menée, a poussé le rezzou sans prises hors de l'Adrar."

"Le 5 décembre, (...) l'ordre était donné à TAHER de faire serrer ses partisans sur la zériba du P.M.3 (cet ordre, reçu le 7, fut exécuté le 8)." Rapport n° 55/R.C., en date du 12 janvier 1921, du Chef de Bataillon BETTEMBOURG Commandant le Bataillon de Tirailleurs Sénégalais n°2, en mission au lieutenant-colonel Commandant la Région de TOMBOUCTOU. Rezzous décembre 1920. SHAT - AOF Soudan 10 - Dossier III - pièce II.

¹⁰⁰ Rapport n° 55/R.C., en date du 12 janvier 1921, du Chef de Bataillon BETTEMBOURG Commandant le Bataillon de Tirailleurs Sénégalais n°2, en mission au lieutenant-colonel Commandant la Région de TOMBOUCTOU. Rezzous décembre 1920. SHAT - AOF Soudan 10 - Dossier III - pièce II.

IDNANES TAITOQS dans des conditions de bravoure et de rapidité satisfaisantes, sur l'initiative des chefs indigènes TAHER et DOCHI, prévenus d'ailleurs d'urgence soit par le Chef de Poste de KIDAL soit par leurs gens. Ces touaregs sont d'ailleurs de très braves guerriers, ne craignant pas le REGUIBI et qu'il y aurait lieu d'utiliser de plus en plus dans les contre-rezzou, après les avoir armés comme ils méritent de l'être."¹⁰¹

Les Kel Adagh sont ainsi peu à peu officiellement inclus dans le système militaire de défense de la région contre les agressions extérieures. Ce rôle se renforce dans les années ultérieures.

Des contre-rezzou sous les ordres d'Attaher

A la fin de l'année 1921, une nouvelle étape est franchie dans la prise de responsabilité touarègue contre les rezzous. En octobre de cette année, arrive au nord de l'Adagh un rezzou d'une centaine d'hommes "composé de Oulad el Ouade, Aït Toussa, Berabich et Télémides de feu Cheikh Ma el Aïnin, commandés par Sidi Alaminould Abidin qui a avec lui, trois de ses frères, les nommés : Hamma, Alwata et Sidi Amar."¹⁰² La troupe de Sidi Alamin est rapidement repérée aux environs de Tessalit, et le peloton français est prévenu par "un chouaf de partisans Kel Afella"¹⁰³ de son intrusion. Comme l'habitude semble en être prise, le lieutenant Hire, qui commande le peloton, commence par aller retrouver l'amenokal Attaher, qui attaqué dans son campement de l'Iracher Sadiden, s'est replié vers Kidal. Le rezzou est alors pris en chasse dans la soirée du 13 octobre, par une formation comportant le peloton méhariste fort d'une cinquantaine de tirailleurs, et d'une quarantaine de partisans sous les ordres d'Attaher. Jusque là, rien que de très classique. Mais là où l'affaire devient curieuse, c'est que le lieutenant abandonne la poursuite, et en laisse la responsabilité à Attaher, en mettant sous ses ordres, de plus, toute une partie de sa propre formation !

"Déjà depuis notre départ de KIDAL, plusieurs partisans nous ont rejoints et pendant notre arrêt il en arrive de tous côtés dont un groupe de 25 Ibottenaten avec leur chef El Ousseini. A ce moment TAHER dispose de plus de 80 partisans dont 60 bons, bien armés et bien montés. Comme je me trouve à plus de 80 kilomètres au Sud-Est de KIDAL et que ma mission est surtout de protéger l'Ouest et que d'autre part TAHER dispose de forces suffisantes pour continuer la poursuite, je décide d'accord avec TAHER :

1°) TAHER et 60 bons partisans choisis continueront la poursuite. Je lui laisse pour

¹⁰¹ Rapport n° 55/R.C., en date du 12 janvier 1921, du Chef de Bataillon BETTEMBOURG Commandant le Bataillon de Tirailleurs Sénégalais n°2, en mission au lieutenant-colonel Commandant la Région de TOMBOUCTOU. Rezzous décembre 1920. SHAT - AOF Soudan 10 - Dossier III - pièce II.

¹⁰² RAPPORT du 22 novembre 1921 du Lieutenant HIRE, Commandant le Peloton Méhariste N°3 sur "la poursuite d'un Rezzi et le combat qui a eu lieu le 19 octobre 1921 au puits d'INAKAFE dans les environs de TIGUIRIRT à 100 kilomètres au Nord de MENAKA". SHAT - AOF Soudan 10 - Dossier 3 - pièce 7.

¹⁰³ RAPPORT du 22 novembre 1921 du Lieutenant HIRE, Commandant le Peloton Méhariste N°3 sur "la poursuite d'un Rezzi et le combat qui a eu lieu le 19 octobre 1921 au puits d'INAKAFE dans les environs de TIGUIRIRT à 100 kilomètres au Nord de MENAKA". SHAT - AOF Soudan 10 - Dossier 3 - pièce 7.

cela : Le Sergent Indigène BANDIOUGOU SANGARE, vieux et bon méhariste, le Caporal DJI KONE, 24 Tirailleurs avec 1 F.M. et 2 tromblons V.B., 4 goumiers, soit en tout 30 méharistes. Je regrette de ne pouvoir lui laisser un Sous-Officier européen (...)

2° Moi, avec le reste des Tirailleurs, goumiers, partisans et le Chef Ibottenaten, El Ousseini, nous retournons vers le carré du P.M. pour protéger les chameaux rassemblés au cas où un deuxième rezzi viendrait attaquer les campements ou le carré et en même temps protéger l'Ouest qui est complètement découvert."¹⁰⁴

La confusion des rôles est complète. Attaher prend sous ses ordres des tirailleurs "sénégalais", reçoit la responsabilité d'une poursuite dont l'attribution est théoriquement le fait de l'officier français, tandis que ce dernier se poste en défense avec des Touaregs... De ce fait, le rapport d'intervention est établi par Attaher lui-même, ce qui est certainement une première dans les archives de l'Adagh. Même si ce rapport, transcrit par le lieutenant, montre une précision toute militaire, le fait subsiste, et c'est à ma connaissance le seul rapport militaire dans l'Adagh entièrement issu du témoignage d'un Touareg¹⁰⁵. L'épisode est frappant... Non seulement l'officier responsable refuse le combat ¹⁰⁶, mais il donne le commandement d'une troupe régulière à un chef civil indigène, lui-même dirigeant provisoirement un groupe de partisans irréguliers ! Même si l'on peut penser que la responsabilité des poursuites n'a été donnée aux Kel Adagh qu'à cause du manque de dynamisme d'un officier, il est possible d'observer qu'au cours de ces années, les attitudes ont changé.

Les Français font confiance aux Touaregs, et ceux-ci sont engagés à leurs côtés dans la prise en main de leur défense. Les récompenses commencent aussi à être octroyées. Les unes sont honorifiques, sous forme de médailles ou de citations (Attaher ag Illi obtient ainsi, en 1923, le titre de chevalier de la Légion d'honneur, tandis que certains des partisans sont décorés de la médaille coloniale), les autres sont matérielles,

¹⁰⁴ RAPPORT du 22 novembre 1921 du Lieutenant HIRE, Commandant le Peloton Méhariste N°3 sur "la poursuite d'un Rezzi et le combat qui a eu lieu le 19 octobre 1921 au puits d'INAKAFE dans les environs de TIGUIRIT à 100 kilomètres au Nord de MENAKA". SHAT - AOF Soudan 10 - Dossier 3 - pièce 7.

¹⁰⁵ Voir ce rapport, placé en annexe : "COMPTE RENDU VERBAL FAIT PAR TAHER, Aménokal des Iforas, Commandant le groupe de partisans", archivé au sein du RAPPORT du 22 novembre 1921 du Lieutenant HIRE, Commandant le Peloton Méhariste N°3 sur "la poursuite d'un Rezzi et le combat qui a eu lieu le 19 octobre 1921 au puits d'INAKAFE dans les environs de TIGUIRIT à 100 kilomètres au Nord de MENAKA". SHAT - AOF Soudan 10 - Dossier 3 - pièce 7.

¹⁰⁶ Peut-être faut-il incriminer une certaine lâcheté de ce lieutenant devant le combat. On peut observer en effet à la fin de l'année 1921 qu'il ne participe pas non plus aux combats qui se tiennent, déléguant de nouveau la responsabilité des poursuites à des partisans ou à des sous-officiers, lors du combat d'In Dagouber (26 novembre 1921) ou encore à l'occasion du combat d'Aneshaye (3 décembre 1921). Rapport du 30 décembre 1921 du Capitaine ISTRIA Commandant la Subdivision de Kidal au sujet des affaires d'In Dagouber (26 Novembre 1921) et Aneschaye (3 décembre 1921). SHAT - AOF Soudan 10 - Dossier 3 - pièce 10.)

Observons d'ailleurs qu'à l'issue de ces affaires, le lieutenant Hire, proposé pour le grade de capitaine, est rejeté assez sèchement par le capitaine Chenard, commandant la Compagnie à Bamba, qui semble avoir une opinion très mitigée à son égard : "Le Lieutenant HIRE est proposé pour Capitaine pour avoir instruit ses tirailleurs et avoir entretenu ses chameaux, (mais) il n'est pas sorti de son rôle de Chef de Peloton Méhariste, il n'a pas pris part au combat d'Aneschaye ni à celui d'Inakafé. Il n'a donc aucun titre pour être l'objet d'une proposition spéciale pour le grade de Capitaine." Note n° 3C du 20 janvier 1922, du capitaine Chenard, commandant la Compagnie. SHAT, AOF, Soudan 10, dossier 3, pièce 11.

sous forme de gratifications ¹⁰⁷.

En 1926, les rezzous qui tombent sur l'Adagh commencent à s'espacer. L'organisation de la défense, qui est maintenant bien-rodée, explique cet essoufflement des attaquants, de même que la pression française au nord qui s'accroît. Mais il reste à venir une dernière grande affaire, restée dans les annales de la région, celle de Tisserliten, dite aussi de Boceyat.

Awatay wa n Boceyat

Cet événement situé en octobre 1928, représente un tournant dans l'histoire des rezzous sur l'Adagh. Des derniers fils d'Abidin, l'un est tué, l'autre fait prisonnier. Après la mort de Hamma, en 1921, celle d'Abidin en 1927, ce sont les personnages les plus importants de cette grande famille qui disparaissent, et la résistance à la pénétration coloniale des Kounta insoumis qui est décapitée. Il n'y eut plus, après Boceyat, de grandes expéditions sur l'Adagh, et seuls quelques groupes de moins d'une dizaine d'hommes sont signalés, sans même qu'il y ait combat. Boceyat représente donc, pour les Français comme pour les Kel Adagh la victoire finale, permettant le retour de la sécurité. C'est enfin un événement militaire original, parce qu'il aboutit, ce qui fut rarement le cas, à une défaite complète des assaillants. Significativement, c'est cet événement qui a servi dans tout l'Adagh pour nommer l'année 1928. Nous avons pu relever au moins deux nominations d'années y faisant référence :

- *awatay wa n Boceyat*, l'année de Boceyat, du nom d'une dune près duquel s'est

¹⁰⁷ Citons par exemple les propositions et citations obtenues après un contre rezzou, en septembre 1926, par quelques membres d'un groupe commandé par Sidi Amar :

"État de proposition n°2451 du 8.12.1926 pour la médaille coloniale avec agrafe Sahara.

Mahaoua ag Assader, Ibottenaten, "s'est distingué à l'erg In Reissan le 3 oct. 1926 au cours d'un combat contre un rezzou de Reguibat. Jambe droite traversée par une balle à son poste de combat". (proposé pour gratification de 100 F).

Sidi Amar ag Souellen, notable Kel Effélé, "A commandé le groupe de poursuite et de combat contre un rezzou qui venait de piller en Adrar. Par des heureuses dispositions de poursuite a atteint l'ennemi à l'Erg In Reissen et lui a infligé de sérieuses pertes en lui tuant 4 hommes et lui prenant des animaux et des armes. A déjà pris part à plusieurs combats contre des rezzous. (Gratification de 50 F).

Erria ag Sidi, chef de la tribu des Fourgou moussen, "Faisant partie du groupe de poursuite contre un rezzou Reguibat, s'est particulièrement distingué le 3 oct. 1926 au cours du combat à l'erg In Reissen. (50F).

Nadjin ag Khemedou : Ibottenaten brigadier méhariste PM3. S'est distingué au cours de la poursuite contre un rezzou Reguibat, et s'est chargé d'apporter des preuves probantes sur la mort de 4 razzieurs tués au combat de l'Erg In Reissan (50F).

El Mustapha ag Senongho, notable Kel Effele, jeune notable, brave et courageux. A pris part à de nombreuses poursuites de rezzous et s'est brillamment conduit le 3 oct. 1926 au combat de l'erg In Reissan (50F).

Essefar ag Mohammed, notable Kel Effélé, "Intrépide et courageux, s'est distingué au cours de la poursuite d'un rezzou Reguibat et au combat du 3 oct. 1926 à l'erg In Reissan" (25F).

Zebbot ag Rabat, Ibottenaten, "Intrépide et courageux. A fait preuve d'initiative au combat du 3 oct 1926 à l'Erg In Reissan contre un rezzou Reguibat." Rapport du capitaine Battesti, en date du 10 octobre 1926. ANM, Bamako, 1E76, Fonds récents, rezzous 1925-1929.

tenu le second combat.

- *awatay wa n inchindja wa n Tisserliti*, année des ennemis de Tisserliti, lieu du premier combat.¹⁰⁸

Un commentaire explicatif a été relevé sur cet événement chez les Kel Essouk. Il est intéressant car il montre bien l'importance du fait pour les populations de l'Adagh, mais aussi leur fierté d'avoir été les artisans de la victoire militaire. Les Touaregs de l'Adagh ont tellement pris en main leur défense, que leur mémoire ne mentionne même plus la présence des tirailleurs méharistes commandés par le lieutenant Le Cocq :

"Il n'y a aucun souvenir plus important que la mort de Sid' Alamin fils de Abidin, fils de Sidi-Makhammad fils de Sidi Mokhammad fils d'assekh Elkeber. Il avait l'habitude de razzier depuis Tafilalt jusqu'à Tawa, en tuant les gens. Il demeurait à Tafilalt, mais faisait des incursions jusqu'à Tawa. Il razzait tout le monde, les Ihaggaran, les Imuchar, les Ifoghas, ceux de l'Ayar et du Denneg; les razzieurs d'Aassakhil possédaient des fusils, par contre les autres n'en possédaient pas. Il est mort au combat de Boseyyat. Il vivait à Tafilalt, mais était originaire d'In-Boraghan. D'abord ils ont combattu les Blancs, jusqu'à ce que ceux-ci les dépassent par leur force. Là ils se sont repliés sur les Musulmans, en les pillant et les tuant. Les Ifoghas et les Ihaggaran se sont soulevés contre eux, mais on dirait que les Ihaggaran se sont lassés. Seuls les Ifoghas ont pris la relève, et ce sont eux qui les ont chassés du pays"¹⁰⁹

Tout commence par une simple mission de routine. Un télégramme ¹¹⁰ du Chef de Bataillon du BTS 2 (Bataillon de Tirailleurs Sénégalais n° 2) parvient au G.N.T. (Groupe nomade du Timetrine) le 11 septembre 1928, lui ordonnant de surveiller la piste transsaharienne Gao-Reggan, pendant qu'un petit détachement sera placé "en chouf", à la frontière algéro-soudanaise. Ce dernier, dirigé par le lieutenant Bennejean et composé de dix tirailleurs et de dix gardes méharistes, quitte le "carré" du GNT., situé à Talohas, le 27 septembre, avec la mission suivante : "Chouf à la frontière algérienne, protection de la mission transsaharienne et en particulier, reconnaissance de la région Tisserliti Arebeb Ain Cheirh, itinéraire recoupant les lignes de passage des rezzous et inexploré depuis longtemps par le GNT."¹¹¹ Il arrive à Tessalit le 5 octobre, et quitte ce point le 7 vers Tisserliti, où il arrive le 9. Il ne s'agit là que de faire provision d'eau. Mais au matin du 10, une cinquantaine d'hommes à chameaux entourent le bivouac et attaquent le petit plateau sur lequel il est installé. Le combat, violent, dure toute la journée, puis, après une accalmie nocturne, continue le lendemain. Les adversaires en arrivent à la fin de l'après-midi au corps à corps. Pour se dégager, le lieutenant Bennejean ordonne de charger à la baïonnette; aussitôt les assaillants se retirent. Le détachement n'a eu que deux hommes tués, mais la moitié des ses chameaux est hors de combat. Il ne poursuit donc pas le

¹⁰⁸ Cf. Annexe : "Chronologies touarègues"

¹⁰⁹ AG SIDIYENE/KLUTE, "La chronologie des années 1913-14 à 1987-88 chez les Touaregs Kal-Adagh du Mali", *Journal des Africanistes*, 59, 1-2, 1989 : 203-227

¹¹⁰ T.O. n° 1197 du 11/9/1928. ANM, Bamako, 1E76, Fonds récents.

¹¹¹ Rapport Bennejean n° 275, du 25 octobre 1928, sur le combat de Tisserliti (10-11 octobre 1928). ANM, Bamako, 1E76, Fonds récents, Rezzous.

rezzou, et doit même rentrer à pied à Tessalit, où il arrive le 13 octobre.

L'affaire ne s'arrête pas à ce premier combat, qui ne concerne pour l'instant que des troupes régulières. En effet, Bennejean, dès son arrivée à Tessalit, a envoyé à Kidal, où il arrive le 15 au soir, un courrier porteur de la nouvelle du combat et de la présence d'un rezzou. Le chef de subdivision de Kidal, qui est à l'époque le lieutenant Le Cocq, prend alors ses dispositions pour tenter de l'intercepter. Un garde méhariste de la Subdivision est envoyé pour prévenir l'amenokal Attaher et lui demander d'alerter rapidement ses partisans, pendant qu'un autre part au campement des gardes de la subdivision avec l'ordre de dire au brigadier de rassembler ses hommes, les chameaux et de les amener à Kidal le lendemain matin. Le lendemain, Attaher arrive avec une dizaine de personnes, et des partisans convergent ensuite peu à peu. Ils sont une cinquantaine le 18 octobre. Le contre-rezzou part vers 10h avec les tirailleurs du poste de Kidal et les gardes méharistes. Des cartouches ont été distribuées, mais curieusement, si les tirailleurs en ont reçu deux cent chacun, les partisans n'en ont eu que trente. Le groupe est à Tamaradent le 19 où il attend des nouvelles du rezzou. Celui-ci est finalement signalé le lendemain par un partisan en patrouille dans l'oued de Tin Essako. Le départ est alors décidé, mais aucune trace n'est retrouvée jusqu'à ce que, le 21 octobre, soit envoyé un partisan vers Teqohas, qui ramène des renseignements sur la route du rezzou et le nom de son chef. Celui-ci est un fils d'Abidin, Sidi Alamin¹¹². La poursuite commence alors vers Teqohas qui est atteint alors que le rezzou est déjà reparti vers Akallou. Elle continue vers ce dernier puits qu'elle dépasse en suivant les traces des fugitifs, et arrive dans la nuit du 22 à l'oued In Atenkarer. Après quelques heures de repos, le détachement repart, trouve des restes de campement du rezzou près du puits de Gelgiet, et force l'allure pour le rattraper. Il est rejoint le matin du 24 octobre. La combativité des Kel Adagh, mais aussi des tirailleurs lors de l'accrochage touche alors à la frénésie. Le Cocq en témoigne :

"C'est alors une galopade effrénée - Taher ne peut plus retenir ses partisans, qui foncent en avant, chacun de leur côté - Il les suit. J'ai moi-même les plus grandes peines à maintenir les gardes et quelques partisans".¹¹³

Lors de la fusillade qui s'engage, Sidi Alamin est tué. En fin de matinée, manquant de munitions, les razzieurs se rendent, dont un des derniers fils d'Abidin, Alwata. Aucun n'a réussi à s'échapper¹¹⁴.

C'était le dernier grand rezzou sur l'Adagh. L'entourage d'Abidin et sa famille

¹¹² Rapport en date du 7 novembre 1928, du lieutenant Le COCQ, chef de la subdivision de Kidal, au sujet du contre-rezzou effectué en octobre 1928 dans le Ténéré et de l'engagement de Tamakatte. ANM, Bamako, 1E76, Fonds récents, Rezzous.

¹¹³ Rapport en date du 7 novembre 1928, du lieutenant Le COCQ, chef de la subdivision de Kidal, au sujet du contre-rezzou effectué en octobre 1928 dans le Ténéré et de l'engagement de Tamakatte. ANM, Bamako, 1E76, Fonds récents, Rezzous.

¹¹⁴ Voir en annexe le récit complet de cette affaire : Rapport en date du 7 novembre 1928, du lieutenant Le COCQ, chef de la subdivision de Kidal, au sujet du contre-rezzou effectué en octobre 1928 dans le Ténéré et de l'engagement de Tamakatte. ANM, Bamako, 1E76, Fonds récents, Rezzous.

même ont encaissé des coups très importants : sur les cinquante et un hommes du rezzou qui étaient partis de l'oued Draa à la fin du mois d'août, vingt-trois étaient Kounta, dont trois fils d'Abidin, Sidi Alamin, Alwata, Badi. Ce dernier est tué à Tisserlitin, Sidi Alamin à Boceyat, et Alwata est fait prisonnier. Tous leurs affiliés sont tués ou capturés. Du côté français, on se félicite, et on félicite les Ifoghas. Attaher ag Illi est promu officier de la légion d'honneur, des médailles d'argent ou de bronze sont distribuées aux partisans, des gratifications en argent d'un montant de 1000 F sont versées aux familles des tués, de 500 F aux blessés, et les chameaux tués pendant le combat sont remboursés 500 F à leurs propriétaires.

Voici le tableau des demandes de récompenses et de gratifications, dressé à partir des indications du rapport du lieutenant Le Cocq :

Nom	Tawset	Récompense	Indem.	Motif de l'ind.
Attaher ag Illi	Kel Afella	Officier. Légion		
Sidi Amar ag Souelem	Kel Afella	Médaille d'argent	500	Monture
Assefar ag Samed Taleb	Kel Afella	Médaille d'argent		
Abidine ag Sidi Ahmed	Kel Afella	Médaille d'argent		
Abdullah ag Bobakrin	Kel Afella	Médaille d'argent		
Bissadi ag Samoko	Kel Afella		1000	Tué
Hidallen ag Mohamed	Kel Afella		1000	Tué
El Kassen ag Iknace	Kel Afella		1000	Tué
Mohamed ag Gefanasen	Kel Afella		1000	Tué
Abidine ag Elmestra	Kel Afella		1000	Tué
Daufy ag Rabat	Kel Afella		1000	Tué
Sidi Amar ag Touta	Kel Afella		1000	Monture, blessé
Attile ag Rhamine	Kel Afella		500	blessé
Mousseline ag Iknane	Kel Afella		500	Monture
Sidi Mohamed ag Mohamed	Kel Afella		500	Monture
Bobo ag Rabat	Ibatanaten	Médaille d'argent	500	Monture
Iknane ag Rabat	Ibatanaten	Médaille d'argent		
Soride ag Houba	Ibatanaten	Médaille d'argent		
Mahoua ag Abdullah	Ibatanaten	Médaille d'argent		
Beyes ag Kreml		Étoile noire		
Ratamane ag Baba Ahmed		Étoile noire		
Il Milach ag Ratata		Étoile noire		
Ischen		Étoile noire		

Ces renseignements donnent certaines indications sur la composition des groupes de partisans ayant combattu dans les différents contre-rezzou. Le tableau ci-dessus, et le rapport dont il est issu, ne mettent en scène que deux tiwsaten, les Kel Afella et les Ibatanaten. En 1926, sont cités trois Ibatanaten : Mahoua ag Assader, Nadjin ag Khemedou (brigadier méhariste PM3), Zebbot ag Rabat ; trois "notable Kel Effele" : Sidi Amar ag Souellen, El Mustapha ag Senongho, Essefar ag Mohammed ; et Erria ag Sidi,

“chef de tribu des Fourgou moussen”. En 1922 (rapport Istria sur In Dagouber et Aneshaye), on ne parle que de partisans Ifoghas, mais mention est faite, pour une gratification, de Dochi, chef des Idnan, Isso, chef des Kel Taghlit, El Ousseini, chef des Ibatanaten, et Rabah, Ibatanaten. Les autres partisans cités le sont sans référence de tawset. En 1921, Hire (pour Inakafe), mentionne, en plus des gens arrivés avec Attaher, 25 Ibatanaten, dont le chef est Rabah, et Bettembourg (pour Dourit) parle de partisans Ifoghas avec Attaher, mais aussi d’Idnan Taitoq avec Dochi. En 1919, le colonel Delestre et le lieutenant Germain (pour Tessarit) ne citent qu’Attaher et des partisans Ifoghas, hormis le guide Ibatanaten Rabah, et en 1918 Blanchouin (pour Dourit), fait de même. En 1917 enfin, lorsque les Kel Adagh participent pour la première fois à une patrouille, le rapport ne parle que d’“Ifoghas”. Aussi voit-on que plus on s’enfonce dans le passé, moins l’appartenance des partisans est précisément citée en termes de tawset. Il est donc très difficile d’établir l’origine des partisans, et encore moins de calculer la fréquence de leurs participations. Les Kel Adagh ayant participé aux contre-rezzous ne sont d’ailleurs pas tous nommés, et seuls les hommes pour qui sont demandées une gratification ou une récompense apparaissent dans les rapports. De plus, le terme d’Ifoghas recouvre à l’époque l’ensemble des tiwsaten de l’Adagh. C’est un terme générique, désignant aussi bien les Illelan que les tributaires qui en dépendent. Enfin, même lorsque les tiwsaten sont nommés plus précisément, il reste impossible de savoir si les gens qui en font partie sont des nobles ou des tributaires, ces derniers n’étant pas dissociés de la tawset noble qui les représente.

Il est seulement possible d’avancer certaines hypothèses. Sont citées nommément les tiwsaten suivantes, par ordre de fréquence décroissante : Kel Afella, Ibatanaten, Idnan, Ifergoumessen, Kel Taghlit. Pour chacune d’elles, leur chef est aussi cité au moins une fois en nom propre. L’amenokal Attaher, quant à lui, apparaît dans chaque rapport. Chacun de ces chefs s’engage apparemment avec ses proches, les gens de son campement par exemple, et les officiers français reprennent souvent le terme de notable pour désigner certains partisans. Il semble donc qu’une proportion conséquente d’illelan ait pu faire partie des contre-rezzous. Car autant les nobles Touaregs semblent réticents à entrer dans des unités régulières, et donc de se placer directement sous les ordres d’un Français, autant la position de partisans, libres et volontaires pour aller se battre, semble les satisfaire, car ils se placent alors sur un pied d’égalité avec l’officier étranger. Les Kel Afella sont majoritairement représentés, et il est clair que les partisans, de quelque origine qu’ils soient, se rangent en permanence sous l’autorité d’Attaher. Finalement, c’est bien celui-ci qui ressort comme le personnage le plus valorisé aux yeux des Français. Néanmoins les Kel Adagh dans leur ensemble ont suscité l’admiration des autorités françaises, et ils reçoivent, à la fin de l’année 1928, de nombreux éloges :

"On ne peut que louer et admirer la conduite des gens des Ifoghas. Il serait à souhaiter que les partisans de l'Azaouad ait une valeur identique, mais je n'oserais l'affirmer"¹¹⁵;

"La tribu des Ifoghas (...) fait preuve d'un tel dévouement à notre cause, et supporte de telles charges par rapport à la tribu privilégiée des Touareg Hoggar, que nous ne saurions montrer trop de bienveillance à son égard."¹¹⁶

Conclusion : Valorisation des chefs et installation durable de la paix et de la sécurité

De 1908 à 1928, les rapports entre Français et Kel Adagh ont connu une très sensible évolution dans laquelle les actions de contre-rezzou ont joué un rôle primordial. En une vingtaine d'années, les Touaregs et les autorités coloniales sont passés du stade de la méfiance réciproque à celui de l'action commune et de l'alliance militaire. Lorsqu'ils avaient joué la carte de l'alliance politique lors de la pénétration française, les Kel Adagh y avaient gagné leur autonomie politique, l'élévation à la qualité de groupement à part entière, et leur amenokal s'était dès lors placé sur un pied d'égalité avec ceux de l'Ahaggar ou des Iwlliminden. Corollairement, la chefferie Ifoghas renforçait son pouvoir sur la région. Mais à cette époque, elle restait pourtant dévalorisée militairement, et n'était toujours pas considérée comme guerrière à part entière par les nobles des autres groupements. Par ailleurs, de par leur soumission volontaire aux Français, les Kel Adagh s'étaient eux-mêmes rejetés, aux yeux des réfractaires à la colonisation, dans le camp des infidèles, devenant à ce titre des adversaires à combattre. Or, ce fut précisément cette conjonction de faits qui permit à la chefferie des Kel Adagh de trouver de nouvelles justifications. Elle eut l'occasion peu à peu de prendre en main la défense d'une région devenue la cible des rezzous pour sa richesse et ses liens avec les européens, et en tira des avantages substantiels. Le premier tenait dans sa valorisation guerrière. Par la protection qu'ils apportaient au pays, les Illelan renforçaient leur noblesse. Parmi ceux-ci, Attaher était confirmé comme seul chef de l'Adagh, et son pouvoir grandissait, accru par les Français d'une part, qui lui ont fait peu à peu totale confiance et lui accordèrent les plus hautes distinctions, mais aussi par son action guerrière même, qui faisait de lui, personnellement, un meneur incontesté. L'essor de son prestige retombait enfin sur les siens, et la tawset des Kel Afella renforçait encore sa mainmise sur l'Adagh. Les Kel Afella, et les groupes Ifoghas, sont ainsi devenus des guerriers reconnus, et des protecteurs de leur région, donc des nobles à part entière, par le biais de la lutte qu'ils ont menée en coopération avec les Français contre les rezzous. Mais ce faisant, ils ont aussi

¹¹⁵ Note n° 567/M, en date du 23 novembre 1928, du chef de bataillon Fouré, délégué du Commandant militaire de la Région de Tombouctou. ANM, Bamako, 1E67, fonds récents.

¹¹⁶ Lettre N°1487 du 27 nov. 1928, Tombouctou, signé Carbon. ANM, Bamako, 1E76, Fonds récents, Rezzous 1928.

contribué, et c'est un paradoxe, à annihiler les causes même de leur réussite, par l'anéantissement des dangers extérieurs.

Au début des années 1930 en effet, la sécurité revient, le Sahara est contrôlé. La paix qui s'installe devient la condition première des évolutions économiques et sociales ultérieures ¹¹⁷. L'Adagh y trouva d'indéniables avantages. Les pillages qui visaient en premier lieu le cheptel ayant disparu, les troupeaux commencèrent à cette époque à croître, ce qui engendra un incontestable enrichissement de la région. Les tributaires qui étaient au premier chef des éleveurs en profitèrent particulièrement. Les parcours de nomadisation, qui se concentraient jusque là dans les zones les plus sûres de l'Adagh, au sein des massifs montagneux, commencèrent à s'étendre, et l'on assista à une plus grande dispersion des populations, des campements et des troupeaux, en même temps qu'à une forte interpénétration des groupes. Les Kel Adagh purent à partir de cette époque utiliser des pâturages jusqu'alors trop exposés pour être exploités. Cette situation rendit d'ailleurs plus difficile le contrôle des nomades ¹¹⁸, ce qui obligea l'administration à des efforts importants pour tenter de les canaliser, à travers les conventions territoriales, les permis de nomadisation, et l'utilisation éventuelle de la force pour les reconduire vers les pâturages qui leur étaient administrativement reconnus, lorsqu'ils s'en étaient trop éloignés ¹¹⁹. Par ailleurs, le trafic caravanier faible auparavant s'accrut pendant toute la période coloniale. Il ne changea pas profondément de nature, bien que les caravanes dirigées vers le sud soient progressivement plus nombreuses en proportion de celles qui s'orientaient vers l'Algérie. L'augmentation des troupeaux permettait de vendre de plus nombreuses têtes de bétail, et la sécurité facilitait les déplacements qui n'avaient plus à craindre de mauvaises rencontres ¹²⁰.

Cependant, le nouveau statut guerrier des Ifoghas n'avait plus dès lors aucun moyen de s'exprimer. Au moment où ils devenaient des guerriers à part entière, ils perdaient leur justification, et leur domination n'était plus légitimée par un rôle de protecteur qu'ils n'avaient plus à jouer avec le retour de la sécurité. Aussi, peu à peu au cours des décennies suivantes, le prestige acquis par la chefferie de l'Adagh sur les Touaregs de la région s'estompa. En revanche, son pouvoir, confirmé par les Français reconnaissants de l'aide apportée, fut utilisé par l'administration pour tenir la région. Insensiblement, il fut assimilé à la domination coloniale tout en se vidant de son sens, en

¹¹⁷ "La base même du système est changée puisque la paix obligatoire succède à la guerre endémique et la sécurité permanente à l'insécurité permanente" : CLAUZEL (J.), "Evolution de la vie économique et des structures sociales du pays nomade du Mali, de la conquête française à l'autonomie interne (1983-1958)", *Tiers-Monde*, Paris, 3, 1962 : 283.

¹¹⁸ LAGARDE (J.), "La nomadisation des Ifoghas et son contrôle (1943-1945)", in BERNUS (E.), BOILLEY (P.), CLAUZEL (J.), TRIAUD (J.L.), *Nomades et commandants*, Paris, Karthala, 1993 : 113-126.

¹¹⁹ Voir plus loin le chapitre consacré au contrôle français et aux résistances qu'il suscita.

¹²⁰ Sur l'évolution du commerce caravanier pendant la période coloniale, voir CLAUZEL (J.), *Transport automobile et caravanes dans le Sahara soudanais*, *Trav. IRS*, 1er et 2e semestre 1960 : 161-168.

perdant sa raison d'être de protection. Ainsi se créèrent les conditions d'une crise de la chefferie, qui ne devient cependant patente que beaucoup plus tardivement.

LA QUESTION DES CHEFS

Lorsque les Français prirent contact avec les régions qu'ils désiraient conquérir, puis occuper, ils se sont heurtés à des populations dirigées par les chefs qu'elles s'étaient elles-mêmes donnés. C'est avec ces chefs que les officiers et administrateurs coloniaux ont eu ensuite à traiter, une fois la "pénétration" effectuée. C'est avec eux encore qu'ils ont eu à composer dans les premiers temps de l'installation. Le problème s'est donc immédiatement posé (avant même d'ailleurs l'occupation effective), de savoir avec qui prendre langue, de connaître les réseaux de pouvoir des sociétés investies, afin de pouvoir contrôler la tête pour mieux tenir le corps. Un effort tout particulier a donc été fait sur la compréhension de ce qu'étaient les chefferies, qui ont été très tôt mises en fiches. Cet appareil de surveillance colonial a ensuite subsisté tout au long de la présence française. Il permet à l'historien, dans un premier temps, à la fois de mieux connaître les structures sociales et de pouvoir dans les sociétés dominées à l'époque coloniale (avec les précautions nécessaires devant des données issues d'un pouvoir exogène), et d'observer l'image qu'en avaient les administrateurs français, avec ses défauts et ses failles.

De la même façon, l'administration française, avec un fort souci de cartésianisme et de centralisation, a tenté de rationaliser les tiwsaten de l'Adagh pour mieux les contrôler. Elle a ainsi plaqué sur un système mouvant par essence une classification figée à laquelle les nomades ont été sommés de se tenir.

Les groupes une fois définis, et leurs chefs connus, la question s'est ensuite posée de savoir quelle politique tenir au sujet de ces derniers. Dans l'Adagh, à la volonté première de mettre à l'écart les chefferies traditionnelles pour les remplacer par l'autorité administrative s'est rapidement substitué l'organisation d'une administration que l'on pourrait qualifier d'indirecte, qui leur laissait jouer un rôle important. Ce qui n'a toutefois pas remis en cause le droit de regard qu'avaient les administrateurs sur les nominations et les destitutions des chefs lorsqu'ils ne correspondaient plus à la ligne coloniale.

Les chefs sont devenus, en définitive, de véritables auxiliaires de la colonisation, relais commodes pour l'administration, qui se déchargea sur eux d'un certain nombre de ses obligations. Mais par là même, leur pouvoir changeait de nature. Car si le rôle d'intermédiaire qu'ils ont acquis leur permettait en partie de protéger leur société en amortissant les décisions extérieures (ce qui était une des responsabilités du noble), il les assimilait peu ou prou au pouvoir colonial.

Surveillance et mise en fiche

Les fiches de renseignements des chefs

Avant même que le pays soit traversé commença la collecte de renseignements. Celle-ci fut cependant éparse, fragmentée et peu précise jusqu'en 1903, année où les Kel Adagh prirent contact avec les autorités françaises, à Tombouctou et Bourem d'abord, à In Salah ensuite. On se rappelle que la première visite à Bourem resta sans effet. Par contre, la visite faite en novembre 1903 par Yahia ag Mohammed et Mohammed ag Ahmed, envoyés d'Illi et de la djemaa des Ifoghas, offrit immédiatement matière à renseignements. Le rapport qui en est issu¹ inclut les "renseignements fournis à l'officier interprète Durand par les envoyés des Ifoghas et confirmés par le caïd Moulay Omar". Il est significatif du souci premier de l'administration française. Comme ailleurs dans les colonies, il est clair que le renseignement prime : il faut connaître les populations à soumettre pour mieux ensuite les conquérir, en avançant en terrain sinon connu, du moins bien éclairci. Les différentes reconnaissances effectuées ensuite dans l'Adagh se soldèrent toutes par des rapports circonstanciés qui permirent aux autorités d'affiner leur connaissance du milieu. Ces rapports furent ensuite synthétisés et amalgamés aux rapports politiques mensuels, trimestriels et annuels que firent parvenir au Gouvernorat Général les fonctionnaires en charge des Territoires et des Colonies. Des rapports d'ensemble, des monographies particulières s'ajoutèrent aussi à cette documentation.

Parmi celle-ci, les fiches de renseignement des chefs offrent un visage très original². Dans ces fiches, sont regroupés les chefs de tous les groupes ("fractions") Kel Adagh. Pour chacun, un commentaire exprime les appréciations du commandant de cercle³. Ces notes sont ensuite standardisées, sous le nom de "fiches de renseignements". Elles sont ensuite complétées à chaque événement particulier de la vie du chef, ou à chaque demande de renseignements émanant d'une autorité supérieure,

¹ ANM, Bamako, 2E76, Fonds anciens.

² Elles sont issues des paragraphes "chefs", existant en tout premier lieu au sein des "rapports politiques", puis des "notes et renseignements sur les chefs et notables", regroupées dans les archives consacrées à la "politique indigène". Le premier exemple de ces notes que j'ai retrouvé dans les archives actuelles, à propos des chefs Kel Adagh du cercle de Gao, date de l'année 1912. Si le système est antérieur (j'ai pu retrouver une de ces fiches, datée du 30 juin 1904, concernant Firhun), il ne semble pas y en avoir de plus anciennes pour la région, mais le caractère parfois lacunaire des archives en question, conservées à Bamako, ne permet pas de l'affirmer avec certitude. Cette étude a été réalisée à partir des séries :

- 2E50 Fonds anciens, ANM, Bamako, (Politique indigène. Notes et renseignements sur les chefs et notables. Cercle de Gao)

- 2E76 Fonds anciens, ANM, Bamako (Politique indigène)

- 2E21 Fonds récents, ANM, Bamako (Fiches de renseignements des chefs de canton de Gao)

- 2E31 Fonds récents, ANM, Bamako (Fiches de renseignements des chefs)

³ Cf. par exemple annexe : "Fiche de renseignement des chefs de l'Adagh pour l'année 1912", et annexe : "Fiche de renseignement pour Attaher ag Illi"

Appréciations portées sur les chefs de l'Adagh par les administrateurs français

(Sources : fiches de chefs, ANM, fonds anciens, Bamako)

Appréciations positives			Appréciations négatives		
cat.	Libellé	nombre	cat.	Libellé	nombre
a	actif	2	a	apathique	2
a	énergique	14	a	lymphatique	1
a	vigoureux	2	a	sans volonté	2
a	Jeune	5	a	(trop) âgé	5
b	animé de bonnes intentions	1	a	vieux et fatigué	1
b	bonne volonté	5	a	vieil imbécile	1
b	fait ce qu'il peut	2	a	malade	1
b	veut bien faire	1	a	gâteux	1
b	bonnes intentions	1	a	trop vieux	3
c	autorité incontestée	3	a	trop cassé	2
c	grande influence	11	a	santé très faible	1
c	juste	5	a	sans, peu d'énergie	4
c	(très) apte au commandement	17	a	mauvaise santé	3
c	très bons rapports avec ses administrés	14	a	(trop, souvent) malade	3
c	très forte personnalité	4	a	corpulent	1
c	bien vu	1	a	accablé par l'âge	1
c	aimé de sa tribu	2	a	lent et taciturne	1
c	écouté	2	a	décrépitude physique	1
c	pas d'adversaires	3	c	aucune valeur	1
c	a de l'autorité	12	c	chef absolument nul	1
c	chef reconnu	1	c	inapte au commandement	5
c	respecté par la tribu	1	c	influence nulle, faible, purement nominale, limitée	18
c	bonne relations intérieures	1	c	mauvais chef	1
c	expérimenté	1	c	médiocre	1
c	respecté	3	c	Ne compte pas	1
c	aimé	1	c	non valeur dont on devra se débarrasser à la 1 ^{re} occasion	1
c	n'est pas combattu	1	c	peu d'autorité, aucune autorité	8
c	populaire	2	c	incapable de commander	4
c	bienveillant à l'égard de ses administrés	1	c	aucune réputation	1
c	prestige	1	c	n'est pas obéi	1

c	qualités naturelles de chef	2	c	aucune relation	4
c	longue expérience de chef	1	c	commande par crainte	1
c	écouté par ses gens	1	c	mauvais rapport avec ses administrés	2
c	craint	1	c	incapacité	1
d	auxiliaire précieux	3	c	peu considéré par les gens de sa tribu	2
d	bon esprit (à notre égard)	9	c	en déclin (autorité)	1
d	bon sujet	2	c	mal secondé	1
d	conduite irréprochable (par rapp à l'autorité fr.)	1	c	timoré dans les décisions	1
d	dévoué (à notre cause; à la cause française)	22	d	a besoin d'être mené sévèrement	1
d	dévouement	1	d	doit être stimulé énergiquement	1
d	discipliné	1	d	moralité dangeureuse	1
d	fidèle exécuter des instructions	1	d	pas très dévoué	1
d	franc	2	d	réfractaire à l'influence française	1
d	loyal	3	d	rien à en attendre	1
d	loyalisme certain	1	d	rusé	7
d	rend d'excellents services (politiques)	4	d	mauvais vouloir	1
d	rien à craindre de lui	11	d	inertie	4
d	sûr	4	d	manque de loyalisme	1
d	bien disposé	1	d	à stimuler	1
d	fidélité à la France	1	d	cherche à ruser	1
d	tout à fait conquis	1	d	mauvaise volonté	3
d	rallié à notre cause	1	d	inertie naturelle	1
d	pas dangereux	1	d	retoutable force d'inertie souriante	1
d	très précieux	1	d	enveloppant	3
d	ouvert aux idées nouvelles	1	d	à conduire avec fermeté	1
d	on peut obtenir beaucoup de lui	1	d	manque de franchise	1
d	pleinement rallié	1	d	mou	1
d	représentant éclairé de notre politique	1	d	peu dévoué	1
d	obéit aux ordres	1	e	pauvre	6
e	bonne situation de fortune	5	e	sans fortune personnelle	1
e	riche	1	e	peu fortuné	3
e	aisance (jolie, bonne)	6	f	peu intelligent	6
e	famille riche	1	f	pas de valeur intellectuelle	1
e	grosse, bonne fortune	4	f	jeune	3

f	intelligent	28	f	nature effacée	1
f	sagesse	4	i	pas d'influences extérieures	1
f	bonne valeur morale	5			
f	bonne valeur intellectuelle	3			
f	sérieux	3			
f	bon	3			
f	calme	3			
f	pondération	1			
f	bon sens	1			
g	décoratif	1			
g	représentatif	1			
h	qualités guerrières	1			
h	brillante conduite au combat	3			
h	brillant guerrier	1			
h	réputation de guerrier	1			
i	grand parleur	1			
i	bonne intelligence avec ses voisins	4			
i	bonnes relations	1			
i	diplomate	1			
j	très pieux	2			
j	connaissances religieuses	1			
j	bonne instruction musulmane	1			
k	noblesse de premier ordre	1			
k	de très bonne tente	1			
k	haute naissance	1			
	Total	291		Total	145

Total général	436
----------------------	------------

mérite une récompense	2
-----------------------	---

à destituer	1
à remplacer	2
a remplacer à la première occasion	1
démis de ses fonctions	1

et parfois encore sans raison évidente, d'un paragraphe supplémentaire ou d'un nouveau commentaire apportant des renseignements plus récents ou confirmation des anciens. Ces fiches sont donc mises à jour au moins à l'occasion de chacun des faits importants jalonnant la vie du chef. Elles sont apparemment fréquemment consultées, au minimum chaque fois que l'administrateur envisage de prendre une mesure concernant la chefferie. Elles passent en revue les différents critères permettant de mieux cerner le chef : origine sociale et généalogique, religion, participation aux événements marquants de la région, fortune personnelle. Suivent les appréciations positives ou négatives concernant plus particulièrement le rôle du chef : rapport avec ses administrés, adversaires politiques éventuels, aptitude au commandement, "valeur intellectuelle et morale", successeurs et personnes capables de son entourage susceptibles de le seconder ou de lui succéder un jour. L'attitude du chef vis-à-vis de la colonisation et de la France est aussi appréciée. Viennent enfin les récompenses ou décorations diverses déjà attribuées ou susceptibles de lui être conférées, avant que quelques lignes de notes libres et d'appréciations diverses ne concluent la fiche. Rédigées la plupart du temps par le chef de subdivision, qui gère directement le pays et semble donc mieux à même de connaître et d'apprécier les hommes qu'il a sous son autorité, ces fiches sont ensuite visées aux niveaux supérieurs et centralisées.

Exploitation : les "bons" et "mauvais" chefs

Les archives de Bamako possédant une série assez substantielle de ces fiches, il est possible d'en tirer quelques enseignements, à partir d'une analyse statistique du lexique employé. A partir d'un échantillonnage limité mais néanmoins significatif, il s'agit d'essayer de comprendre la perception que pouvaient avoir les administrateurs civils et militaires de ce qu'était un bon ou un mauvais chef ⁴. Ainsi exploitées statistiquement, les fiches de renseignement des chefs ne bouleversent pas ce que l'on sait déjà à propos de la gestion coloniale des chefferies. Elles présentent cependant un ensemble de données cohérentes, qui permet de valider des hypothèses souvent admises, mais peu confirmées par des faits concrets. Ces fiches présentent enfin un autre intérêt. Elles permettent d'entrer de plain-pied dans l'appareil de surveillance et de renseignement des autorités françaises, avec son efficacité et sa naïveté formelle.

Il est frappant de constater la relative pauvreté de ces commentaires. Les mêmes

⁴ J'ai travaillé sur les fiches concernant uniquement les chefs de l'Adagh, à l'exclusion des marabouts, eux aussi mis en fiches, mais n'exerçant pas d'autre influence que religieuse ou morale, et n'étant investi d'aucun pouvoir de commandement. A partir de cet ensemble, qui remonte à 1912, et dont les derniers commentaires retrouvés se situent en 1950, j'ai relevé systématiquement les appréciations, considérées comme positives ou négatives, données par les auteurs des fiches. Dépasant le nombre de quatre cent appréciations, l'échantillon statistiquement suffisant.

expressions reviennent souvent, et ce tout au long de la période. Il est seulement possible de relever 89 types d'appréciations positives, et 66 types d'appréciations négatives, soit 155 jugements différents sur 436 appréciations au total. Les termes sont ainsi employés trois fois en moyenne. Certains d'entre eux le sont très fréquemment. Ainsi de : "énergique" (14 fois); "apte au commandement" (17 fois); "dévoué", suivi de "très", "peu", "assez", "à notre cause", "à la cause française"...(22 fois); "intelligent" (28 fois); "influence" accolé à "nulle", "faible", "purement nominale", "limitée", "grande", "forte" ... (29 fois).

Les termes semblables de ces appréciations ont été regroupés en onze grandes catégories, parmi lesquelles cinq seulement sont utilisées en négatif dans les fiches de l'administration :

1°- Autorité : Sont regroupés dans cette section les traits qui expriment les qualités de commandement, la capacité à mener les hommes, les "qualités naturelles de chef". Cette "aptitude au commandement" recouvre "l'autorité" du chef sur son groupe, qui s'exprime à travers sa "forte personnalité", sa "longue expérience". Bien que parfois "craint", le chef pourvu de ce charisme est "bien vu", "aimé", "respecté", "reconnu" par sa tribu, et a donc sur elle une "grande influence", ce qui explique qu'il soit "écouté de ses gens". "Populaire", il est "juste" et "bienveillant avec ses administrés", et a de "très bons rapports" avec eux. Le corollaire de cette attitude est qu'il n'a pas d'adversaires, et n'est politiquement "pas combattu" à l'intérieur de son groupe.

A l'inverse, une "influence faible", "limitée", voire "purement nominale", ou "nulle", fait le "mauvais chef". "Peu considéré par les gens de sa tribu", "sans relation", "mal secondé", il "n'est pas obéi", et entretient de "mauvais rapports avec ses administrés". S'il est en plus "timoré dans ses décisions", l'administrateur n'hésite pas à lui lancer des mots très durs. Ce chef, qui n'a "aucune valeur", qui est "absolument nul", est "inapte au commandement". Il "ne compte pas", c'est une "non valeur dont on devra se débarrasser à la première occasion" !

2°- Loyalisme : nous entrons là sur le terrain des rapports entre le chef et l'environnement colonial. Cette appréciation évalue l'attitude du chef en face de l'administrateur, ainsi que son sentiment vis-à-vis de la domination exercée par les Français. Un chef qui a "bon esprit", "rallié à notre cause", un "bon sujet" "bien disposé", est "sûr", "franc", et il n'y a "rien à craindre de lui". "Discipliné", il "obéit aux ordres" et est le "fidèle exécuteur des instructions". "Dévoué à la cause française", "tout à fait conquis", "on peut obtenir beaucoup de lui". Sa "fidélité à la France" fait qu'il a une "conduite irréprochable par rapport à l'autorité française", et que par conséquent, il "rend d'excellents services". "Représentant éclairé de notre politique", "ouvert aux idées nouvelles", il devient ainsi un "auxiliaire précieux" et "dévoué" de la colonisation.

A l'inverse, le chef "réfractaire à l'influence française" est dans le meilleur des cas plein d'hypocrisie. "Enveloppant", il oppose alors aux ordres de l'administrateur une "redoutable force d'inertie souriante". Ayant "besoin d'être mené sévèrement", ou devant "être stimulé énergiquement", il "cherche à ruser", fait preuve de "manque de franchise". Plus gravement, l'administrateur relève sa "mauvaise volonté" ou son "mauvais vouloir", voire sa "moralité dangereuse". Il n'y a alors "rien à attendre" de ce chef.

3°- Qualités morales et intellectuelles : Dans la bonne idée qu'un administrateur a d'un chef, "l'intelligence" est la qualité apparemment la plus valorisée. Les jugements de "bonne valeur intellectuelle" renforcent cette opinion. Viennent ensuite la "bonne valeur morale", jugement peu précis, et qui recouvre peut-être en partie le loyalisme, mais qui semble désigner surtout la "sagesse", le "sérieux", "la pondération", le "calme". Les Français n'aiment pas les excités... Ils apprécient aussi la "bonté", et le "bon sens".

En opposition, le chef "peu intelligent" est évidemment dévalorisé, ainsi que celui qui, "jeune", est de "nature effacée".

4°- Dynamisme : une qualité appréciée par les chefs de subdivision, soulignée par les qualificatifs "actif", "vigoureux", et fréquemment "énergique". Le mot "jeune", lorsqu'il est donné comme positif, semble entrer dans cette catégorie. Ce même mot est employé plusieurs fois négativement, dans le sens de chef sans personnalité, sans expérience, effacé ou timide. Au positif, il exprime des qualités d'audace, de décision. Cette section recouvre les notions de volonté, de poigne, d'assurance, mais aussi apparemment des qualités physiques.

Au négatif, en effet, on trouve la description du chef "vieux" ou "trop vieux", "accablé par l'âge", voire "cassé", "gâteux", ou en pleine "décrépitude physique". Sur un autre registre, qui peut parfois se combiner avec le premier, être "malade", de "santé très faible" ou "mauvaise" est dévalorisant pour un chef. Viennent enfin les accusations d'absence d'énergie, de réactions, qui sont adressées au chef "lymphatique", "apathique", "sans volonté", "lent", voire "corpulent"... L'appréciation frôle parfois l'injure : "vieil imbécile" !

5°- Fortune : les appréciations reviennent souvent sur la plus ou moins grande "fortune", ou "aisance", du chef jugé. Le chef "riche" est bien coté, celui qui est "pauvre", "sans fortune personnelle", est moins bien perçu. Comme on le verra plus loin, on peut supposer que, le chef étant responsable du montant de l'impôt qu'il est chargé de collecter, sa "grosse fortune" permettait à l'administrateur d'être sûr de pouvoir finalement récolter le montant demandé, même en cas de réticences de la part des "administrés". De plus, un chef fortuné avait plus de prestige, partant plus de poids sur

son groupe...

6°- **Bon vouloir** : les administrateurs notent en positif ce trait de caractère qui recouvre une appréciation nuancée. L'action de ces chefs ne les remplit pas d'une satisfaction complète, mais par défaut, elle est orientée dans le bon sens. Les expressions qui décrivent cette façon d'agir montrent la "bonne volonté" du chef, qui est "animé de bonnes intentions", qui "veut bien faire", ou en tout cas qui "fait ce qu'il peut". Ce qui signifie qu'il pourrait mieux faire... A peine positive, cette appréciation n'est pas reprise en négatif.

7°- **Diplomatie** : il s'agit en fait des "bonnes relations extérieures", de celles que le chef peut entretenir avec les autres groupes nomades du pays, touaregs ou non, ou les groupements touaregs plus lointains. L'administrateur apprécie que le chef vive "en bonne intelligence avec ses voisins", ce qui lui permet de ne pas avoir à rétablir ou à maintenir l'ordre, parfois troublé par des querelles portant sur les aires de nomadisation, les puits, les conflits de voisinage en général. A l'opposé, quoique rarement, une réticence pointe pour le chef qui n'a "pas d'influences extérieures".

8°- **Qualités guerrières** : la participation des Kel Adagh aux contre-rezzous a valorisé de telles qualités. Les chefs plus récemment nommés, qui n'ont pas eu l'occasion de se battre, ne bénéficient pas de telles appréciations. Les plus anciens voient leur "brillante conduite au combat", leur "réputation de guerrier" susciter chez l'administrateur une opinion favorable, essentiellement d'ailleurs par l'impression de loyalisme qu'il en tire : "ce chef s'est battu à nos côtés", il est donc considéré comme pleinement rallié, et c'est alors son loyalisme (vu plus haut) qui est apprécié.

9°- **Religion** : complétant les qualités de sérieux et de pondération appréciées chez le chef, l'administrateur note parfois positivement le fait de se trouver en face de quelqu'un de "très pieux", qui dispose de bonnes "connaissances religieuses", obtenues par une "bonne instruction musulmane". Le chef ainsi noté n'est cependant pas un marabout, dont on aurait pu se méfier. Il tire simplement de son image de dévot, sinon un certain prestige, du moins une plus grande sagesse. L'absence de ferveur religieuse n'est cependant jamais notée en négatif.

10°- **Noblesse** : le chef est parfois jugé sur son origine sociale. Il est valorisé s'il est "de très bonne tente", c'est à dire de "haute naissance" ou justifiant d'une "noblesse de premier ordre". Cette appréciation est peu utilisée en général, et ne l'est jamais négativement. La noblesse du chef n'est donc pas un argument très fort. En effet, les chefs étant choisis traditionnellement dans les mêmes familles, il n'y avait que peu de

raison qu'une personne de basse extraction se voit confier de lourdes responsabilités. Le problème ne se posait donc pas réellement.

11°- **Parade** : enfin, de façon anecdotique et sans que cela fasse l'objet de notes négatives, certains administrateurs semblent apprécier chez les chefs qu'ils ont sous leur responsabilité un certain appareil, un certain faste, qui peut renforcer leur prestige (et donc leur autorité), et dont ils aiment peut-être la pompe exotique. Ces chefs sont alors jugés "représentatifs", ou, plus ironiquement "décoratifs"...

Ces différents points définis, il reste, avant d'établir le portrait-robot, selon l'administrateur français, du bon ou du mauvais chef, à observer dans quelles proportions les diverses qualités ou défauts jouent dans le jugement porté. Elles sont résumées dans le tableau suivant, qui exprime le nombre d'appréciations portées sur un même type de qualité.

**Appréciations positives portées sur les chefs
(regroupées en catégories)**

Nb.	Libellé	%	% cumulé.
92	autorité	32%	32%
76	loyalisme	26%	58%
51	qualités morales et intellectuelles	18%	75%
23	dynamisme	8%	83%
17	fortune	6%	89%
10	bon vouloir	3%	92%
7	diplomatie	2%	95%
6	qualités guerrières	2%	97%
4	religion	1%	98%
3	noblesse	1%	99%
2	parade	1%	100%
291	Total	100%	

Selon l'administration coloniale, les trois traits les plus importants pour faire un bon chef coutumier pendant la domination française, tiennent donc d'abord aux critères d'autorité, de loyalisme et de qualités morales et intellectuelles. A elles trois, ces appréciations font les 3/4 des jugements positifs. Un bon chef est donc, avant d'être loyal et d'accepter la présence française, quelqu'un qui tient bien en main son groupe, et dont

les qualités personnelles sont indéniables. L'administrateur recherche avant tout une chefferie de qualité, ralliée à la colonisation certes, mais surtout respectée, et ayant une réelle autorité sur le pays. Ainsi, la tendance n'est pas à la mise en place de chefs-potiches, simples représentants de l'administration, mais bien à un transfert d'autorité vers des notabilités reconnues et conservant une certaine part de prestige. Le dernier quart de pourcentage est dilué dans les différentes qualités présentées. Émergent cependant l'énergie et le dynamisme nécessaires à faire l'assurance et la fermeté du chef, ce qui renforce les qualités déjà valorisées. Un tel chef n'est pas remis en cause par les autorités. Il est même parfois soutenu par des demandes de gratifications ou de récompenses à son égard (décoration, fusil d'honneur, indemnité, etc.), que l'on retrouve dans les fiches sous la forme : "mérite une récompense". Il faut cependant noter que de telles requêtes, adressées aux échelons supérieurs de l'administration coloniale, restent assez rares. Dans l'Adagh, c'est essentiellement Attaher ag Illi, amenokal général des Kel Adagh, qui en a bénéficié, comme nous le verrons ensuite.

Inversement, et cela vient confirmer les premières conclusions, le mauvais chef n'est pas avant tout celui qui manque de loyalisme, mais bien aux 2/3 celui qui ne fait pas assez preuve d'autorité, et dans un grand nombre de cas, celui qui n'a pas ou plus l'énergie suffisante pour s'imposer, qu'il soit fatigué, malade ou trop vieux :

**Appréciations négatives portées sur les chefs
(regroupées en catégories)**

Nb.	Libellé	%	% cum.
56	sans autorité	39%	39%
34	sans dynamisme	23%	62%
33	peu loyal	23%	85%
11	qualités morales et intellectuelles insuffisantes	8%	92%
10	pauvreté	7%	99%
1	sans diplomatie	1%	100%
0	mauvais vouloir	0%	100%
0	peu représentatif	0%	100%
0	sans qualités guerrières	0%	100%
0	peu religieux	0%	100%
0	sans grande noblesse	0%	100%
145	Total	100%	

Là encore, le manque de loyalisme n'intervient que pour un quart des opinions négatives de l'administrateur. Le chef qui cumule trop de mauvaises notations finit

souvent par être pris en grippe par le chef de subdivision, qui demande alors sa destitution aux autorités supérieures. Reviennent ainsi un certain nombre de fois les expressions : “à destituer”, “à remplacer”, “à remplacer à la première occasion”, “à démettre de ses fonctions”. Ce qui explique d’ailleurs qu’il y ait plus d’opinions positives que négatives dans les fiches de chef : un chef bien noté restait en place, et les opinions positives s’accumulaient; dans le cas contraire, la destitution du chef mettait fin aux jugements négatifs...

Le cumul des chiffres positifs et négatifs met une dernière fois en relief les qualités qui importent réellement pour l’administration coloniale, et ressort du tableau suivant :

Cumul des appréciations positives et négatives

Positif	Libellé	Négatif	Total
92	autorité	56	148
76	loyalisme	33	109
51	qualités morales et intell.	11	62
23	dynamisme	34	57
17	fortune	10	27
10	bon vouloir	0	10
7	diplomatie	1	8
6	qualité guerrières.	0	6
4	religion	0	4
3	noblesse	0	3
2	parade	0	2
291	Totaux	145	436

Trois grandes catégories se dégagent finalement : qualités d’autorité et de commandement, loyalisme, prestige personnel.

Positif	Libellé	Négatif	Total	%
173	Autorité, dynamisme, qualités morales et intell., diplomatie	102	275	63%
86	Loyalisme, bon vouloir	33	119	27%
32	Prestige : qualités guerrières, fortune, religion, noblesse, parade	10	42	10%
291	Totaux	145	436	100%

L'hypothèse avancée plus haut se confirme donc. Le "bon chef" nomade est d'abord pour les autorités françaises un meneur d'homme à l'autorité réelle, avant d'être un "bon sujet" de la colonie. On ne cherche pas totalement à convaincre les Touaregs du bien-fondé de la présence française. Il suffit qu'ils ne la remettent pas violemment en cause, qu'ils la tolèrent. A cette condition, la tendance générale n'est pas d'évincer les autorités traditionnelles, comme cela a pu se faire dans les régions plus méridionales, peuplées de sédentaires moins turbulents et donc moins à craindre, mais au contraire de les conserver, et d'en faire de "précieux auxiliaires", dont on verra ensuite le rôle. En s'appuyant ainsi sur une chefferie constituée, les fonctionnaires coloniaux mettent en place une véritable administration indirecte, nécessitant peu de résidents français, et garante, avant tout, d'un ordre, d'une stabilité sociale et politique de la zone.

Nominations et destitutions

Attaher, chef des Kel Afella, amenokal des Kel Adagh

La nomination de l'amenokal des Kel Adagh représente un bon exemple de la politique des chefs mise en place par l'administration coloniale. Tout en respectant l'apparence des traditions touarègues (choix de l'amenokal dans la tawset dominante des Kel Afella, réunion de l'assemblée des chefs), les volontés françaises pèsent d'un poids qui s'avère considérable dans l'intronisation effective. Le rôle même du chef évolue : son pouvoir devient permanent, et s'étend à des compétences qui ne lui avaient encore jamais été reconnues par les siens.

Deux problèmes se posaient lorsque l'occupation de l'Adagh fut effective :

- les Français voulaient un seul chef, responsable de l'ensemble du groupement,
- ils désiraient que ce chef soit représentatif, et accepté par tous.

La réalité des choses, dans les deux cas, s'opposait aux volontés coloniales. Avant la présence française, l'amenokal touareg n'était pas un chef absolu, ni même permanent. Il était le guide que se donnait une société pour une affaire ponctuelle, fait de guerre ou razzia par exemple. L'événement terminé, seule sa personnalité ou son prestige personnel pouvait lui permettre (et sans aucune certitude de réussite) d'influencer les siens et parfois d'imposer sa volonté aux autres tiwsaten de son groupement. Les chefs de chaque tawset relevaient du même système d'autorité relative qui laissait toute sa place à la souplesse des relations. Mais les Français n'y voient que laisser-aller :

"Les chefs sont (...) sans autorité, chacun agit dans les tribus en somme un peu à sa

guise, et l'anarchie et le désordre règnent seuls en maître dans l'Adrar." ⁵

Ainsi, l'amenokal des Kel Adagh au moment de l'arrivée des Français était un vieux chef de 80 ans, Illi, qui conservait un prestige important issu d'affaires anciennes, et notamment du rôle de protection qu'il avait pu avoir lors des confrontations avec les groupements voisins, notamment Kel Ahaggar. Mais pour les autorités coloniales, il n'était pas le bon candidat. Considéré comme trop vieux ("un vieillard impotent centenaire"), et n'exerçant aucun pouvoir réel ("une autorité purement nominale"), elles ne pouvaient pas miser sur lui pour l'investir de la responsabilité du groupement, au sens français du terme. Ces problèmes furent rapidement réglés. Dès la première assemblée destinée à mettre en place l'occupation de façon pratique, le chef de bataillon Bétrix, qui ne s'embarrasse pas d'hésitations, écarte Illi et nomme directement un nouvel amenokal, en même temps qu'il intronise des "chefs de fraction", ou "amrar" ⁶, et des "chefs de tribu" :

"Les Iforas nomment leur amenokal "Safikoun" petit fils du vieil Illi ⁷, incapable de commander vu son grand âge. Le nouvel élu jure sur le Coran (les mains lavées) obéissance aux Français, le commandant de Région reçoit ensuite le serment des autres dignitaires qui promettent dans les mêmes conditions d'obéir à leur amenokal et à la France. On remet à chacun une lettre de nomination datée du 26 décembre 1908, signée par Safikoun et le chef du bataillon et portant la formule de l'engagement" ⁸.

Il organise aussi les différents chefs selon une hiérarchie pyramidale des pouvoirs très cohérente pour un esprit jacobin et centralisateur, mais peu représentative des liens d'autorité habituels qui liaient les différentes familles de l'Adagh. C'est ainsi qu'est appliquée à son tour à l'Adagh (les autres groupements touaregs des régions déjà dominées avaient dû déjà s'y résoudre) la politique dite "de Responsabilité", qui se résume de la manière suivante : chaque chef de famille est subordonné à son chef de tawset, lequel l'est à l'amenokal, le responsable français chapeautant le tout.

"La politique de "Responsabilité" est expliquée aux Iforas qui la comprennent parfaitement, c'est celle en vigueur déjà chez les autres nomades de la Région avec approbation du commandant du Territoire. Chaque chef de tribu est responsable vis-à-vis de son am'rar qui le devient à son tour vis-à-vis de l'amenokal dirigé par ce lieutenant." ⁹

Enfin, on met en place un classement clair et cartésien des tiwsaten, qui ne tient pas compte des multiples interactions entre les groupes, des liens subtils de dépendances relatives, ni de leur flexibilité. Fait pour durer, il regroupe des gens n'ayant pas

⁵ 2E76 - Fonds anciens ANM, Bamako - Politique indigène.

⁶ Amghar (pl. imgharen) : chef de tawset.

⁷ En réalité son frère cadet.

⁸ Rapport du chef de bataillon Bétrix, commandant la région de Gao sur l'occupation et la pénétration de l'Adrar des Iforas, 1909. 1N114. Fonds anciens ANM, Bamako.

⁹ Rapport du chef de bataillon Bétrix, commandant la région de Gao sur l'occupation et la pénétration de l'Adrar des Iforas, 1909. 1N114. Fonds anciens ANM, Bamako.

Afella, et la nomination à ce titre de l'amenokal :

"L'avantage à ce changement est considérable aussi bien pour nous que pour Safikoun. Pour nous la politique de responsabilité pourra être employée et bien appliquée, car Safikoun à la tête d'une tribu riche et puissante sera écouté, d'autre part l'amenokal aura en mains tous les moyens pour remplir sa tâche."¹²

Mohammed est donc éliminé, et Safikhun reprend sa place à la tête des Kel Afella. Mais par ce changement, l'administration française aggrave la seconde erreur qu'elle a commise, lorsqu'elle a octroyé à l'amenokal un pouvoir permanent et absolu sur toutes les tiwsaten de l'Adagh. Cela revient à donner au chef d'une tawset particulière un droit de regard sur les autres tiwsaten, ce qui paraît exorbitant aux chefs de ces dernières qui n'ont pas du tout l'habitude de voir un amenokal intervenir dans leurs affaires :

"J'ai interrogé séparément tous les chefs au sujet de l'amenokal. De leurs réponses et de leurs réticences il faut en conclure que Safikoun a voulu faire son métier de chef suprême conformément aux paroles et promesses que vous lui aviez faites, vous mon commandant en le créant amenokal. Ce qui déplaît aux chefs c'est l'immixtion de Safikoun dans leurs affaires. Ils veulent bien exécuter les ordres du lieutenant mais pas ceux de Safikoun"¹³.

Les réticences des Kel Adagh commencent alors à poser un véritable problème politique au lieutenant responsable du poste de Kidal, le lieutenant Lasseron, qui semble naviguer à vue. Il se rend bien compte que l'amenokal, fort de son nouveau statut, exagère, et profite largement de sa nouvelle fonction :

"A-t-on besoin de cent moutons à Teleya, le chef auquel la commande est faite se met en campagne, ramasse tout ce qu'il trouve, vient se faire payer et empoche tout. Ceci ressort clairement des dires des chefs. Le marché en passant directement entre l'amrard et l'officier, c'est l'amrard qui amène les moutons et qui reçoit l'argent. Il a déplu par dessus tout aux chefs que ce fut Safikoun qui reçut et fit exécuter la commande de l'officier, car Safikoun amenant les moutons, recevant l'argent en aurait peut-être retenu une partie.

Il est amenokal, il a ses droits, mais les chefs s'ils aiment à pressurer leurs sujets ne veulent pas en revanche perdre un centime de ce qu'ils croient être leur dû. C'est ce que tous les amrard m'ont dit quand je leur ai demandé pourquoi certains d'entre eux refusaient d'obéir à l'amenokal. : "nous t'apporterons tout ce que tu demanderas disent-ils, mais nous ne voulons pas que Safikoun vienne le chercher dans nos campements"¹⁴.

Aussi le lieutenant, soucieux d'efficacité, finit-il par court-circuiter l'amenokal en traitant directement avec les chefs secondaires : "les ordres qui ont été donnés émanant du lieutenant, transmis par Safikhun n'ayant pas été exécutés, les amrars et l'officier présent ont trouvé plus simple de correspondre directement en se privant de l'intermédiaire"¹⁵. Mais, si cette façon de faire correspond mieux aux usages touaregs, elle s'éloigne de la façon de gouverner mise en place par les Français, ce qui pose un nouveau problème. En effet, en s'adressant aux chefs secondaires par dessus Safikhun, le lieutenant diminue

¹² Lieutenant Jalat, *id*.

¹³ Lieutenant Jalat, commandant le secteur de l'Adrar au chef de bataillon commandant la région de Gao, 4 août 1909. IE 36-37 Rapports politiques Gao (1899-1920), Fonds anciens ANM, Bamako.

¹⁴ Lieutenant Jalat, *id*.

¹⁵ Lieutenant Jalat, *id*.

son prestige, et comme son pouvoir est lié à celui de l'administration, son impuissance rejaillit sur elle :

"Du jour où cette façon de procéder a été admise, le prestige de l'amenokal a été fortement diminué, ce qu'on peut enregistrer comme un échec pour nous. C'est évident car c'est nous qui avons fait Safikoun, qui lui avons assuré tous les droits, comme toutes les charges ressortissant de sa fonction." ¹⁶

Aussi doit-elle rapidement revenir en arrière, "en assurant que l'amenokal serait soutenu, en lui donnant les moyens de se faire obéir", ce qui a pour conséquence que "tous les amrars ont courbé la tête" ¹⁷.

L'administration est donc écartelée entre ses principes et l'efficacité qu'elle recherche, entre sa volonté d'avoir un chef général comme interlocuteur unique et le mécontentement qui en résulte dans le pays. La question n'est pas réglée pendant l'amenokal de Safikhun qui n'a eu guère le temps de goûter ses nouveaux pouvoirs, puisqu'il est tué le 24 août 1912 par un rezzou Kounta des fils d'Abidin sur l'Adagh. Un rapport de 1914 nous montre qu'à cette date le problème existe toujours avec son successeur, Al Fakri, qui est devenu amenokal et en même temps chef des Kel Afella. Ce dernier vit une situation qui ne satisfait personne. Au cours de la tournée du commandant Cauvin, certains membres des Kel Afella se plaignent de leur chef Al Fakri, et l'enquête qui est menée à ce propos amènent les Français à comprendre qu'ils font fausse route :

"De l'enquête faite il résulte que la conception qu'à le commandement du rôle social et politique de l'amenokal des Iforas est en contradiction avec la conception des chefs Iforas. En effet le commandant de Région estime que le chef des Kel Afella doit en tant qu'amenokal de tous les Iforas, être l'intermédiaire pour toutes les questions et l'exécution de tous les ordres entre le commandant de secteur et les nomades... Les chefs de tribus déclarent au contraire que :

1) L'élection de l'amrar des Kel Afella est une question intéressant uniquement cette tribu.

2) L'amrar des Kel Afella n'est un chef effectif de toutes les tribus Iforas que dans des cas exceptionnels, expéditions de guerre par exemple. En temps ordinaire ses prérogatives sont nulles ou purement honorifiques. En tout cas il ne saurait être question de lui donner le pouvoir de régler des questions intéressant la vie intérieure des tribus. En particulier les chefs de tribus se refusent à admettre que l'amrar des Kel Afella soit le répartiteur entre les différentes tribus de l'impôt et des demandes d'animaux de personnel, de matériel, ils déclarent que l'amenokal des Iforas, avant tout chef des Kel Afella, serait trop tenté de diminuer les charges de sa tribu aux dépens des tribus voisines. Ils demandent que l'on s'adresse directement à eux pour les réquisitions, achats, etc., et désirent payer directement leur quote-part d'impôt." ¹⁸

L'analyse est fine, et révèle la contradiction existant entre les conceptions opposées qu'ont de l'autorité de l'amenokal, les Touaregs eux-mêmes et les officiers en charge du secteur. Mais la réaction française surprend. L'organisation adoptée n'est absolument pas remise en question. La seule solution trouvée est de rechercher un chef qui aura assez de personnalité pour faire passer la conception coloniale...

¹⁶ Lieutenant Jalat, *id*.

¹⁷ Lieutenant Jalat, *id*.

¹⁸ Rapport politique du secteur de Kidal, mars 1914. IE 36-37 Rapports politiques Gao (1899-1920), Fonds anciens ANM, Bamako.

“Étant donné que cet élargissement du rôle de l'amenokal est contraire à l'opinion des chefs de tribus, il faut trouver pour en tenir la fonction une personnalité énergique dont l'action pourra être effectivement surveillée et l'autorité soutenue.”¹⁹

Ce chef, finalement, fut Attaher ag Illi, qui resta amenokal jusqu'à la fin de la période coloniale. Sa nomination fut difficile, et ne présageait pas une aussi importante longévité au pouvoir. A la mort de Safikhun, tué par un rezzou, le problème s'était de nouveau posé de savoir qui placer à la tête des Kel Adagh. La situation mit du temps à se décanter. Disparu en août 1912, l'amenokal n'était toujours pas remplacé au début de l'année 1913. En attendant, ce fut Mohammed ouan Ferzou, dont nous avons déjà vu les déboires, qui assura l'intérim. Mais à long terme il ne faisait pas l'affaire, car les Français le trouvaient “trop vieux”²⁰ (il avait 68 ans), et sans beaucoup d'influence. Ce fut en février que la nomination du nouveau chef s'effectua en la personne d'Attaher ag Illi, lors de la visite dans l'Adagh du lieutenant-colonel Sadorge, commandant la Région de Tombouctou²¹.

Attaher était le fils d'Illi, le neveu de Safikhun, le frère d'Al Fakri. Les Français entérinent sa nomination par la djemaa des Kel Adagh, mais ils ne sont guère satisfaits. Les rapports politiques de l'année 1913 répercutent cette insatisfaction : “*Désorientés après la mort de Safikoun, les Iforas ont maintenant un chef qui au point de vue des traditions était l'aménokal désigné, malheureusement il n'a aucune réputation et il est pauvre*”, et plus loin : “*Un chef jeune, sans expérience, assez faible physiquement, souvent malade*”²². L'administration n'aura cependant pas à intervenir. Car en juillet, c'est Attaher lui-même qui vient demander sa destitution :

“Taer ag Illi, désigné comme nouvel amenokal des Iforas à la suite de la Djemaa tenue en février, vient de se présenter au poste et de déclarer qu'il ne peut conserver le commandement “sans enfreindre les coutumes”. Son nom n'a été donné que parce que tous les chefs, comme lui-même, voyaient que son frère El Fakri à ce moment très malade et loin dans l'Est allait mourir. Ils n'ont pas voulu parler de lui qui pouvait passer de vie à trépas à l'heure même de sa nomination, craignant que le colonel ait pu voir là, de leur part, mauvaise volonté. El Fakri ag Illi ayant miraculeusement échappé à la mort, c'est à lui en sa qualité d'aîné que doit revenir selon la coutume le titre d'amenokal.”²³

Après que le lieutenant en ait référé au commandant de région, Al Fakri est donc

¹⁹ Rapport politique du secteur de Kidal, mars 1914. 1E 36-37 Rapports politiques Gao (1899-1920), Fonds anciens ANM, Bamako.

²⁰ Notes et renseignements sur les chefs et notables, 1912. 2E50, Fonds anciens, ANM, Bamako (Politique indigène. Cercle de Gao).

²¹ “Tous les chefs Iforas sont venus (le saluer) et le commandant de région (...) a profité de leur présence pour leur demander de faire, d'une façon définitive, le choix d'un homme pouvant être nommé “Amenokal” des Iforas, en remplacement de Safikoun. Ils ont alors donné le nom de “Taër ag Illi” comme seul capable de conduire les tribus Kel Afalla, Kel Tarlit, Iferga-Moussen, Tarat-Mellet et Idnane”. Rapport politique, Région de Tombouctou, cercle de Gao, secteur Iforas-Kountas, février 1913. 1E 36-37, Rapports politiques Gao (1899-1920), Fonds anciens ANM, Bamako.

²² Rapport général sur la politique, 1913. 1E 36-37, Rapports politiques Gao (1899-1920), Fonds anciens ANM, Bamako.

²³ Rapport politique, cercle de Gao, secteur de Kidal, juillet 1913. 1E 36-37, Rapports politiques Gao (1899-1920), Fonds anciens ANM, Bamako.

placé de nouveau à la tête des Kel Adagh. Mais les Français se réservent, et préfèrent attendre de l'avoir vu à l'oeuvre pour le nommer définitivement. Peu à peu, ne donnant pas satisfaction, il descend dans leur estime; Attaher, lui, y remonte, et est de plus en plus apprécié par les administrateurs. Il est présenté dans les rapports politiques comme "énergique", et "apte à être nommé à la place de son aîné"²⁴. Il est finalement nommé de nouveau amenokal des Kel Adagh en 1915²⁵. Il l'est resté jusqu'à la fin de la colonisation...

Dans ces divers épisodes, une part de tradition a été respectée : l'amenokal continue à être choisi dans la tawset Kel Afella, dans la famille issue des anciens imenokalen ; une djemaa se réunit à chaque nomination pour désigner le prochain chef ; lorsqu'un chef n'est plus considéré comme capable, il est remplacé par un autre plus apprécié, ce qui correspond encore aux usages touaregs ; l'amenokal (après quelques hésitations, certes) reste le chef de sa tawset. On pourrait donc croire, superficiellement, que les choses n'ont guère changé avec l'arrivée des Français. En réalité, il n'en est rien. Car ces derniers introduisent dans le jeu traditionnel des institutions touarègues un certain nombre d'altérations, qui aboutissent à une transformation profonde du rôle et du pouvoir de l'amenokal.

Désormais, il ne suffit pas que le chef plaise aux responsables touaregs. Il faut qu'il satisfasse aussi les autorités coloniales. Même si celles-ci savent s'adapter, faire preuve de souplesse, elles n'en hésitent pas moins à oeuvrer pour obtenir la destitution d'un chef peu désiré, comme ont eu à le vivre Illi et Al Fakri. Nous verrons que les choses se passent de la même façon au niveau des chefs secondaires, les lieutenants responsables du poste de Kidal n'hésitant pas à demander régulièrement la destitution de tel ou tel chef mal noté.

Mais il est un problème encore plus important. Car sous couvert superficiel de conserver la forme traditionnelle du pouvoir touareg, les Français ont plaqué sur lui une

²⁴ Rapport politique du secteur de Kidal, mars 1914. 1E 36-37, Rapports politiques Gao (1899-1920), Fonds anciens ANM, Bamako.

²⁵ Gao, le 25 mars 1915, le capitaine Ferrer commandant le cercle de Gao à Mr le chef de Bataillon commandant la région de Tombouctou : "J'ai l'honneur de vous rendre compte qu'à mon passage à Kidal au commencement du mois, tous les chefs Iforas rassemblés m'ont demandé de désigner Attaher ag Illi comme amenokal des Iforas. La nomination d'Attaher à ce titre date en réalité de février 1913. C'est à cette date, en effet, en présence du lieutenant colonel Sadorge commandant la région qu'eut lieu son élection. Mais quelques mois après un concurrent survint qui, au nom des vieilles coutumes, fut demandé par les chefs et par Attaher lui-même, son frère Al Fakri, aîné de la famille, que son absence et son état de santé (il était très loin dans l'Est presque mourant) avaient empêché d'être élu. Une sorte de compromis eut lieu et El Fakri prit le commandement, la nomination ne devant être soumise à l'approbation du gouverneur que lorsqu'il aurait fait ses preuves. L'expérience est faite. Au bout d'un an le commandement, les chefs intéressés eux-mêmes demandent qu'Attaher soit définitivement nommé. Al Fakri en effet est d'une santé très faible, il se déplace difficilement et passe en prières les trois quarts de ses jours. Bref il ne rappelle en rien le guerrier énergique qu'était Safikoun, alors qu'Attaher jeune, vigoureux, grand parleur, leur semble avoir tout ce qu'il faut pour le remplacer". Renseignements politiques - cercles de Gao - 1903-1918. 1E100 - Fonds anciens ANM, Bamako.

conception étrangère de l'autorité. Ils ont fait de l'amenokal un chef permanent, ce qu'il n'avait jamais été, et surtout un chef dont les attributions dépassaient de loin celles de l'amenokal précolonial, et ces nouvelles fonctions ont porté son pouvoir à un niveau jamais atteint auparavant. L'époque coloniale est ainsi celle d'une véritable promotion de l'amenokalat. Pour la famille d'Illi, d'Attaher, il y eut là sans doute matière à se féliciter. L'amenokal des Kel Adagh, à la tête d'un groupement nouveau, auréolé du récent prestige de chef de guerre, disposait enfin sur ses gens d'une autorité inégalée... Cependant les Kel Adagh, eux, n'y gagnaient pas. Une certaine forme de vie démocratique, où la société touarègue exprimait une adhésion toujours remise en question ou, au contraire, son rejet d'un homme, disparaissait. La contrainte d'un chef se mettait à peser de façon permanente, transmettant des desiderata étrangers contre lesquels ils n'étaient plus possible de s'opposer. L'autonomie dont bénéficiaient les tiwsaten n'avait plus cours. Enfin, et c'est peut-être le problème le plus grave, la souplesse des institutions n'existait plus. Pour une société nomade, obligée par essence à une grande flexibilité, condition de la survie en zone aride, c'était perdre une partie des éléments de sa possible adaptation. La politique coloniale des chefs a ainsi contribué à rigidifier, à figer la société Kel Adagh, au moment même où les populations sédentaires étaient, au contraire, contraintes "d'évoluer" et lancées dans le grand tourbillon d'une modernité à l'européenne.

Imgharen, nominations, destitutions

Ce que vécurent les imgharen des tiwsaten participe de la même action coloniale, de la même intervention extérieure sur l'autorité traditionnelle. Les chefs se doivent d'être utiles aux administrateurs, ou tout au moins de ne pas leur poser de problèmes. L'avis du chef de subdivision, les notations qu'il attribue à chacun sont primordiaux pour la survie politique d'un amghar. Si l'un de ces derniers ne donne plus satisfaction, sa destitution est aussitôt demandée à l'autorité supérieure. La djemaa du groupe se doit alors d'être réunie. Mais elle n'a pour fonction que d'entériner la décision prise préalablement.

Le cas des imgharen des Taghat Mellet est un bon exemple de cette politique. Mohamed ag Ifana, neveu de El Moacq ag el Khassen, chef de la tawset, est proposé pour remplacer ce dernier au cours de l'année 1929. Le ton de la décision administrative ne semble pas beaucoup se préoccuper de la conclusion d'une quelconque assemblée :

"AFFAIRES POLITIQUES N° 1296 DU 21/7/29 SIGNE TERRASSON

Attendu que le chef de la tribu des Tarat-Mellet, el Moacq, a demandé à être relevé de son commandement pour des raisons de santé. Vu la fiche de renseignements concernant le nommé Mohamed ag Ifana. Vu la lettre n° 317 du 11 juin 1929 de Mr le chef de la subdivision de Kidal, transmise par Mr le chef de Bataillon commandant le cercle de Tombouctou et sur la proposition de cet officier supérieur

décide : Le nommé Mohamed ag Ifana est nommé chef de la tribu des Tarat Mellet,

subdivision de Kidal, cercle de Tombouctou en remplacement de son oncle el Moacq, démissionnaire."²⁶

La suite de l'histoire des imgharen Taghat Mellet vient confirmer ce qui n'est encore qu'une impression. En effet, quelques années plus tard, en 1941, Mohamed ag Ifana, lui aussi en mauvaise santé, demande sa démission. Le chef de subdivision, le lieutenant Reeb, a déjà sélectionné un successeur possible. Il s'agit de son frère Hiba ag Ifana. Une fiche de renseignement a même été déjà ouverte sur lui, et les notations qu'on peut y lire lui sont favorables :

"A la réputation d'être bon et juste. A de l'autorité dans la tribu. Assez bonne fortune. Intelligent et énergique. Rien à craindre de lui. Apte au commandement. Note : bon sujet - sérieuses qualités- seconde utilement son frère dans le commandement de la tribu."²⁷

Notons d'ailleurs que dans ce cas, la nomination d'Hiba ne s'opposait pas à la tradition des successions. Quoiqu'il en soit, le télégramme envoyé par le lieutenant Reeb est significatif sur le rôle réservé à la djemaa dans la nomination future :

"J'ai l'honneur de vous transmettre la demande de démission de Mohamed ag Fona pour raison de santé en faveur de son frère Hiba ag Fona comme chef des Tarat Mellet.

Mohamed ag Fona étant réellement handicapé par son état physique, son frère Hiba (d'ailleurs son successeur éventuel) le remplace déjà pratiquement. Vu le fondé de la demande de Mohamed ag Fona, j'ai l'honneur de demander de bien vouloir accueillir sa demande en vue de réunir la Djemaa de Notables Tarat Mellet pour élire Hiba ag Fona comme chef en remplacement de son frère."²⁸

Il est clair que la djemaa n'a pas vraiment le choix...

Si l'administration française est ainsi souveraine dans les nominations, elle l'est aussi dans les destitutions. Prenons le cas des Ibatanaten, chez lesquels deux chefs ont été autoritairement démis de leurs fonctions. Dans les débuts de la présence française, la tawset était dirigée par El Ousseini ag El Kounti, qui avait alors une quarantaine d'années. Dans les années 20, ce chef vieillissant n'était pas considéré comme efficace par l'administration française :

"Note du 1er décembre 1926 : vieux chef, bon esprit, mais possède peu d'autorité sur sa tribu. Éprouve de grosses difficultés dans son commandement et n'arrive que difficilement à se faire obéir.

Note du 31 juillet 1927 : Chef ayant bon esprit, mais vieux et inapte au commandement. Aucune autorité sur sa tribu qui d'ailleurs est partagée en plusieurs groupes, (Rabat, Mohanna) dont un seul lui obéit directement.

Note du 10 Novembre 1929 : Environ 61 ans. Sans énergie, peu intelligent - Rien à craindre. Aptitude nulle au commandement. Aucune influence. Pauvre. Bons rapports avec ses administrés, mais n'est pas obéi

Chef sans aucune autorité. Ne peut se faire obéir de ses gens - vieux- Actuellement est

²⁶ 2E31. Fonds récents ANM, Bamako. Fiches de renseignements des chefs. Chemise 2 : Mohammed ag Ifana, Taghat Mellet. 1929-1940

²⁷ Fiche ouverte le 20 novembre 1940. 2E31. Fonds récents ANM, Bamako. Fiches de renseignements des chefs. Chemise 2 : Mohammed ag Ifana, Taghat Mellet. 1929-1940

²⁸ Tel. n°43/c du 13 août 1941 du chef de subdivision. 2E31. Fonds récents ANM, Bamako. Fiches de renseignements des chefs. Chemise 2 : Mohammed ag Ifana, Taghat Mellet. 1929-1940.

inapte aux fonctions de chef - A remplacer."²⁹

Cette dernière observation, "à remplacer", est le couperet final. La même fiche est en effet rayée de rouge par la mention : "Relevé de ses fonctions le 18/7/1930". El Ousseini destitué par les Français, c'est Beydi ag Touta qui lui succède en 1930. Il reste à son poste pendant quatorze ans. Les premières années de sa charge donnent satisfaction aux chefs de subdivision. Les diverses fiches à son sujet notent sa participation "brillante" à divers combats menés contre les rezzous Rgaybat, ses bon rapports avec les gens dont il a la charge, son activité, bref sa "bonne aptitude au commandement". Jusqu'à la fin de l'année 1936, c'est un chef "sans histoire", "qui a donné toute satisfaction"³⁰. Mais à l'arrivée du lieutenant Bascou, les observations sont moins enthousiastes. Elles notent en octobre 1937 une "intelligence moyenne" et "peu de relations extérieures", et croient discerner une faible considération parmi les gens de sa tawset ; en 1938, elles critiquent le fait qu'il "manque un peu d'autorité"... En octobre 1942, le lieutenant Reeb porte la mention suivante "trop vieux et trop souvent malade pour commander efficacement malgré sa bonne volonté une tribu essentiellement chamelière". Et sur la même fiche, le lieutenant-colonel Rebor, commandant le cercle, surenchérit : "Chef sans autorité. Trop âgé pour commander dans d'excellentes conditions. A remplacer à la première occasion." Finalement, Beydi ag Touta est destitué sans autre forme de procès :

"DÉCISION 2556 APA/2 DU 2 NOVEMBRE 1944

1/ Pour raison de santé le nommé Beydi ag Touta est démis de ses fonctions de chef de la tribu des Ibottenaten.

2/ A la suite de cette vacance, le nommé Hataï ag Alhousseini est nommé chef de la tribu des Ibottenaten (subdivision de Kidal, cercle de Gao)."³¹

Nominations, destitutions sont ainsi du seul ressort des autorités administratives, malgré la présence des djemaa, simples chambres d'enregistrement des décisions françaises. Ces dernières, bien qu'arbitraires, n'en sont pas moins le plus souvent habiles. Les chefs de subdivision, de par leur position, sont les observateurs privilégiés des rapports de force, des influences respectives existant au sein des tiwsaten. Les chefs mis en place ne sont ainsi pas nommés à la légère. L'administrateur a eu le temps de sélectionner, parmi les successeurs possibles suivant la tradition, celui ou ceux qui lui paraissent les plus proches des critères reconnus du "bon chef", et qui offrent donc les meilleures garanties à l'autorité coloniale pour le contrôle et la bonne tenue en main des

²⁹ 2E31. Fonds récents ANM, Bamako. Fiches de renseignements des chefs. Chemise 8 : El Ousseini ag el Kounti, Ibottenaten. 1923-1929.

³⁰ 2E31. Fonds récents ANM, Bamako. Fiches de renseignements des chefs. Chemise 4 : Beydi ag Touta, Ibottenaten. 1930-44

³¹ 2E31. Fonds récents ANM, Bamako. Fiches de renseignements des chefs. Chemise 4 : Beydi ag Touta, Ibottenaten. 1930-44

groupes Kel Adagh. Aussi, tout en affectant de respecter les coutumes successorales, tout en conservant une façade habituelle aux élections, l'administration française ne prend guère de risques. Ce sont toujours les chefs issus de son propre choix qui sont finalement placés à la tête des tiwsaten.

La rationalisation des tiwsaten, complément de la politique des chefs

Il existe un moyen supplémentaire de contrôler les chefs. Ce moyen réside dans l'octroi ou la suppression de l'autonomie des tiwsaten, dans l'attribution ou au contraire le retrait d'une tawset à l'autorité d'un chef. La France se réserva le droit de scinder des groupes existants pour les affaiblir, ou au contraire de les fondre pour en suspendre la liberté d'action et de décision... Cette action contribue à figer les rapports réciproques des tiwsaten qui présentaient pourtant à l'époque précoloniale des dynamiques indispensables. En effet, si la possession de terrains de parcours et de puits, si l'existence de relations de domination sont des réalités à l'époque précoloniale, ce sont aussi des faits essentiellement mouvants, conditionnés par les évolutions climatiques, les migrations, les rapports de force existants à un instant donné. Telle tawset de l'Ahaggar, descendue dans l'Adagh à l'occasion d'une sécheresse pour la première fois, finit par y nomadiser régulièrement avant de s'y installer définitivement. Tel groupe s'affranchit de la tutelle d'une tawset noble en faisant allégeance, plus loin, à ceux qui contrôlent l'espace nouvellement occupé. On pourrait multiplier les exemples dans lesquels la société touarègue, soit progressivement soit par de brusques et violentes ruptures, réussissait à s'adapter à son milieu, et se recomposait politiquement.

Pour les Français, un tel état de choses était au mieux incompréhensible, au pire inacceptable. L'administration coloniale, issue d'un peuple sédentaire, où groupes humains et espaces géographiques sont rigoureusement liés de façon permanente, imprégnée de logique et de cartésianisme, et développant une forme de contrôle peu compatible avec la mobilité spatiale et humaine, n'était pas prédisposée à prendre en compte une telle situation. Aussi, dès les premiers contacts, le souci est-il de comprendre quelle est l'organisation de ces groupes touaregs, afin de la transformer en une réalité tangible et durable, que l'on pourra coucher sur le papier en de précis organigrammes, qui serviront ensuite de base au contrôle administratif :

"Nous établirons facilement l'ordre en Adrar lorsque nous y aurons divisé les familles en groupes et tribus. Le classement est indispensable" ³².

³² Rapport politique du mois de septembre 1908. HSN/territoire militaire du Niger/région Gao-Ansongo. Cercle de Gao. 1E 36-37 Rapports politiques GAO (1899-1920). Fonds anciens ANM, Bamako

Cette phase d'étude dura dans l'Adagh jusqu'à l'occupation effective. Ensuite, l'organisation adoptée ne fut guère modifiée, et la société ainsi décrite fut sommée de se conformer dans ses rapports politiques et sociaux au modèle adopté par les administrateurs. La première description réelle de la société Kel Adagh date de 1904³³. Il en ressort le tableau suivant, dont la graphie originale a été conservée :

Fractions	Imrars	Hommes capables de porter les armes	Lieux de campements habituels
Ifoghas Oua n Kel Afalla	Mohammed Illi ag Kammadin	700	Oueds Tibeggatin, Afara, Agharghar
Taghat Mellet (y compris les Idanan)	Issouf ag Rayazid	500	Oueds Marat, Illeoug
Kel Taghalit	Seydou ag Hammed	500	Oued Taghelit
Iferg Moussa	Sidi Allamelagh	130	Iferg Moussa
Kel Ouzeyène	“	130	“
Ibotanaten (alliés aux Ifoghas nobles)		100	Tadehak

A cette date, noms et répartitions des tiwsaten sont encore assez hésitants. Mais le cadre général est mis en place. Il fut précisé en 1907 lors du passage d'Arnaud et de Cortier. Ceux-ci décrivent sept tribus Ifoghas bien distinctes :

Tribus	Chefs	Emplacements
Kel Affella	Illi	Oueds Tessalit, Ir'err'er
Kel-Tar'lit	Seddou	Tar'lit, Tahort, Alioug', Marer
Ifergoumessen	Alemlar ouan Sidi	région de Kidal
Kel-Ouzzein	Madamada	Oued Ouzzein
Tarat-Mellet	Ysouf	Telia, Tag'mart, Ir'acher-Sadid
Ibottenaten	Sahib	agregés aux Ifor'as
Idenan	Lakh'dar	“

Cependant, lorsque le chef de bataillon Bétrix, en 1908, prend ses dispositions pour l'occupation de l'Adagh, il ne prend finalement en compte que six tribus. Les Kel

³³ Elle a été faite par l'officier-interprète Durand, à partir des renseignements qu'avaient donnés sur le pays les envoyés d'Illi lors de la prise de contact faite avec l'annexe d'In Salah, le 3 novembre 1903. Durand, Notes sur les Touareg et sur les populations agrégées, alliées ou voisines, d'après des légendes et des renseignements recueillis dans le Tidikelt, Bulletin de la Société de Géographie d'Alger et d'Afrique du Nord, 4ème trimestre, 1904.

Le rapport du capitaine Métois en garde trace : Rapport du capitaine Métois, chef de l'annexe d'In Salah, commandant la compagnie des Oasis sahariennes du Tidikelt, sur la soumission des Ifoghas de l'Adrar, In Salah, 9 novembre 1903. ANSOM, série géographique, AOF IV, 4.

Ouzzeyn sont regroupés avec les Ifergoumessen, les Kel Telabit avec les Taghat Mellet et les Ibatanaten sont dénommés Kel Ténéré (ce qui correspond en fait au groupement vivant dans le Timetrin). L'organisation qui en résulte est la suivante ³⁴:

IFORAS D'ADRAR
Amenokal Safikoun

La population des Iforas d'Adrar se décompose ainsi :

- Groupe Kel Affela
- Groupe Ifergue Moussen
- Groupe Taghat - Mellet
- Groupe Kel Taghlit
- Groupe Idnanes
- Groupe Tenere

Nota : quelques Iforas vont dans l'Ahnnet ou le Hoggar mais très peu.

1- KEL AFFELA, amrar : Mohammed Aoun FERZOUN

CHEF	
Kel Tessalit	Mohamed Aoun Ferzoun
Iriaken	Mouktari

Nota : Les Kel Affela habitent le pays compris entre Taghlit, Tessalit, Timiaouine, Aracher - Sadid. Ils vont chez les Kountas vers Kerchouel, les mauvaises années. Ils ne vont pas chez les Ouliminden.

2 - IFERGUE MOUSSEN : amrar Sidi Ouen Lemlar

CHEF	
Ifergue Moussen	Sidi Ouen Lemlar
Kel Ouzel I	Salaho
Kel Ouzel II	Mada Mada

Nota : Ils habitent entre Kidal, Timiaouine, In Ouzel, Tin Zaouaten, Guelchir. Les mauvaises années, ils descendent chez les Kountas et les Ouliminden.

3 - TAGHAT - MELLET : amrar FANNAH

CHEF	
Taghat-Mellet	Fannah
Kel Telabit	Alhassen

Nota : Ils habitent entre Eracher Sadid et Ellioug. Les mauvaises années, ils vont chez les Kountas, jamais chez les Ouliminden.

4 -KEL TAGHLIT : Amrar Seddou Ould E'Hammet

CHEF	
Kel Taghlit	Seddou Ould E'Hammet

Nota : Ils habitent entre Taghlit et Kidal. Les tribus Igdalen et Imakalkalen vont chez les Kountas, aucune ne va chez les Ouliminden.

5 - IDNANES : Amrar ALRHADER

CHEF	
Kel Ellioug	Alrhader
Kel Terecht	Matoli
(Idekenen)	Sidi Amor

³⁴ Extraits du rapport Bétrix, pièce n° 4, 1908. IN114, ANM, Bamako, Fonds anciens

Taïtoq	Akoko
In Hirin	Ourdossa
Tingueriguit	Inad
Idnanes n'adrar	Kebete

Nota : Ils habitent entre Ellioug, Teleya, Asselagh, Timetrin (vers Mabrouk) mais les tribus suivantes sont installées chez les Kountas : Idekenen, Taïtoq, Inhiren, Tegueriguit, Idnane n'adrar, Kel Rhala (les 4 dernières dépendant de Bourem). Ils ne vont pas chez les Ouliminden.

6 - KEL TENERE (ou Ibatenaten) : Amrar Al Rhousseini Ag El Kounti

	CHEF
Kel Tenere I	Al Rhousseini
Kel Tenere II	El Kounti Ouan Ag Doddi

Nota : ils habitent entre Timiaouine, Tessalit, Ellioug, Aneschaye, Achourat (à côté d'Abidin el Kounti). Ils ne vont pas chez les Ouliminden, ils descendent chez les Kountas, jusqu'à Amdillis seulement.

A cette date l'évolution politique du groupement de l'Adagh est close. Cette organisation des tiwsaten resta quasiment définitive. D'ailleurs, les Français n'avaient guère de raison de la changer, puisqu'à leur sens ils avaient éclairci la situation. Au long de la période coloniale, il ne fut procédé qu'à quelques aménagements de détail (les Kel Telabit sont séparés des Taghat Mellet vers 1914), ou à des remaniements essentiellement politiques. Au titre de ces derniers, l'affaire des Kel Taghlit mérite d'être développée, car elle présente plusieurs caractéristiques révélatrices de l'état d'esprit qui prévalait dans l'administration coloniale à propos des groupements touaregs.

La saga des Kel Taghlit commence par la dégradation de l'image qu'ont les chefs de subdivision des représentants successifs de cette tawset. Le chef qu'avaient trouvé les Français en arrivant, Seydou ould E'Hammet avait été rapidement destitué. Les observations administratives qui le concernent sont à cet égard significatives :

"Age : environ 70 ans
Influence : nulle
Ce que l'on peut attendre de lui : rien
Ce que l'on peut craindre de lui : rien
Observations générales : A remplacer comme chef. Trop vieux et trop cassé pour pouvoir conduire sa tribu." ³⁵

Son fils Issa ag Seydou est alors imposé comme remplaçant. Mais apparemment ce dernier ne donne pas non plus satisfaction. On trouve à son sujet des commentaires très négatifs, tels que : "aucune influence ni relation", "ne compte pas", "ne commande pas", "aucune valeur, oppose le plus souvent la force d'inertie"³⁶. Issa est donc finalement lui aussi destitué, sans doute en 1927 ³⁷, au profit d'un nouveau chef, son frère Ahmed.

³⁵ Fiche du 31 déc. 1912. 2E50 - Fonds anciens - Politique indigène - ANM, Bamako. Notes et fiches de renseignements sur les chefs et notables. Cercle de Gao 1906-1919

³⁶ 2E31. Fonds récents ANM, Bamako. Fiches de renseignements des chefs de canton. Chemise 16, Chef des fractions du cercle de Kidal, 1923. ISSA AG SEDDOU, chef des Kel Tarlit- fiche du 26 janvier 1923.

³⁷ Je n'ai pas retrouvé l'acte de cette décision administrative, mais elle est postérieure à septembre

Mais l'affaire est loin d'être terminée. A partir de 1930, les notations d'Ahmed, enthousiastes au début, sont de plus en plus réservées³⁸, jusqu'à la fin 1933, où sa fiche de renseignement devient ouvertement négative :

"15 Novembre 1933

Chef sans autorité incapable de commander ses gens. Est toujours en dispute avec ses voisins. Pauvre. Mauvais rapport avec ses administrés.

Mauvais chef sans autorité et réfractaire à l'influence française. Peu intelligent et sans volonté. Chef sans volonté ni énergie qui n'a aucune autorité sur ses administrés. A besoin d'être mené sévèrement. Non valeur dont on devra se débarrasser à la première occasion."³⁹

Le lieutenant Charpentier enfonce le clou deux ans plus tard, en demandant pour de bon cette fois la destitution du chef Ahmed :

"J'ai l'honneur de vous demander la destitution du chef Aghmed ag Seydou, chef de la tribu des Kel Tarlit. (...) Successivement, le lieutenant Waymel, moi-même, le capitaine de St Maur avons eu à nous plaindre de ses services. Amendes ou prison n'ont pu le corriger. Non seulement il a très peu d'autorité mais ce peu même il l'emploie mal. (...) Aghmed s'occupe beaucoup plus de récupérer de l'argent pour s'acheter des boubous de prix que pour payer son impôt. Enfin pour compléter le personnage il est maintenant sous le coup d'un mandat d'amener que je viens de décerner contre lui. Il est inculpé de vol d'un troupeau de moutons appartenant à un amrid Ifoghas, troupeau qu'il aurait essayé de vendre à Menaka.

Il est en fuite. Je demande sa destitution."⁴⁰

Ce dernier extrait permet d'utiles observations. Il montre d'abord qu'un chef de

1924, Issa figurant à cette date comme chef des Kel Tarlit lors de la "réunion de la djemaa générale des tribus de l'Adrar"(Procès verbal de la réunion de la djemaa générale des tribus de l'Adrar, 29 septembre 1924. 2E31. Fonds récents ANM, Bamako. Fiches de renseignements des chefs de canton. Chemise 15). Elle pourrait dater de l'année 1930, date à laquelle on retrouve une fiche de renseignement ouverte au premier du mois de juin, et stipulant "vient d'être nommé" (2E31. Fonds récents. ANM, Bamako. Fiches de renseignements des chefs de canton. KIDAL 1921-1945. Chemise 10. Chef des Kel Tarlit Ahmed Ag Seydou 1930-1937). Il semble cependant que l'on puisse faire confiance à Charpentier, avançant l'année 1927 et l'action du lieutenant Le Cocq. Quoiqu'il en soit, c'est Ahmed qui est chef des Kel Tarlit en juin 1930.

³⁸ "1er juin 1930 : S'est battu contre les rezzous du Hoggar et de l'Aïr et contre les Reguibats. A pris part à deux contre-rezzou sous les ordres d'officiers français. Conduite brillante dans l'affaire de Tamakast en 1928. Bonne situation de fortune, relations, rapports avec administrés. N'a pas d'adversaires. Apte au commandement, intelligent, doit pouvoir faire un bon chef. Vient d'être nommé, paraît avoir une assez grande influence.

15 Septembre 1931 (Note) : Jeune chef énergique à soutenir contre les empiétements d'Attaher. Commande une fraction turbulente ce qui a provoqué les convoitises de l'amenokal.

1er Octobre 1932 : Environ 36 ans. N'a pas beaucoup d'influence malgré son activité. Son frère continue à gouverner en fait la fraction bien que nous l'ayons relevé. Sans fortune personnelle. Son frère détient tous les biens de la famille. Jeune chef actif, mais gêné dans son métier de chef : 1) par le caractère difficile de ses gens. 2) par le fait que son frère continue à exercer le commandement (à ma satisfaction d'ailleurs)."

2E31. Fonds récents. ANM, Bamako. Fiches de renseignements des chefs de canton. KIDAL 1921-1945. Chemise 10. Chef des Kel Tarlit Ahmed Ag Seydou 1930-1937.

³⁹ Cette dernière fiche est signée du lieutenant de St Maur en poste de chef de subdivision de Kidal, de 1932 à 1934.

2E31. Fonds récents. ANM, Bamako. Fiches de renseignements des chefs de canton. KIDAL 1921-1945. Chemise 10. Chef des Kel Tarlit Ahmed Ag Seydou 1930-1937.

⁴⁰ Subdivision de Kidal, Rapport n°4397 du 2/3/1935 du lieutenant Charpentier, commandant la subdivision au lieutenant colonel, commandant le cercle de Tombouctou. 2E31. Fonds récents. ANM, Bamako. Fiches de renseignements des chefs de canton. KIDAL 1921-1945. Chemise 10. Chef des Kel Tarlit Ahmed Ag Seydou 1930-1937.

subdivision avait le pouvoir de demander la destitution d'un chef touareg, mais qu'il ne pouvait la réaliser lui-même, ce qui semble logique administrativement. Ceci induit une première réalité : les chefs sont nommés, et peuvent être destitués, selon la même règle administrative qu'un fonctionnaire quelconque, et en suivant le même type de cheminement hiérarchique. Mais il montre aussi que les structures sociales traditionnelles des groupes touaregs n'ont qu'une importance relative dans le souci de contrôle politique d'un peuple. Ne voyant aucun remplaçant compétent selon les critères français, le lieutenant propose tout simplement de placer les Kel Taghlit sous l'autorité directe de l'amenokal Attaher :

"Lui seul a assez d'influence personnelle et dispose avec ses partisans d'assez de moyens coercitifs pour faire marcher la tribu. D'autre part, c'est lui qui présente le plus de garantie quant à la façon dont il usera de sa force et quant à la question "droit" au point de vue indigène, aucun Kel Tarlit ne trouvera quelque chose à reprendre à cette solution, Attaher étant du fait de sa naissance chérif et de sa forte personnalité le chef incontesté de tout l'Adrar. Enfin, il y a un cas précédent, c'est le cas des Ifergomoussen qui présente les mêmes caractéristiques que les Kel Tarlit et qui ne sont tranquilles que depuis qu'Attaher est leur chef direct (1932).

D'autre part, je crois qu'il entre bien dans les vues de la politique indigène du gouvernement de regrouper le plus possible les tribus sous l'autorité de quelques chefs dignes de ce nom. Je propose donc la nomination d'Attaher ag Illi, comme chef des Kel Tarlit.⁴¹

En face d'une tribu turbulente et considérée comme indisciplinée, on n'hésite pas à retirer à cette dernière l'autonomie de décision, et à regrouper ainsi des tiwsaten bien distinctes. Le rapport cite le cas des Ifergoumessen, déjà regroupés sous l'autorité du chef des Kel Afella, et demande qu'il en soit fait de même pour les Kel Taghlit. Ce n'est donc pas une pratique isolée. Elle représente bien un des modes de gestion politique des groupes nomades. Les Kel Taghlit finirent effectivement par être rattachés aux Kel Afella, sous l'autorité d'Attaher ag Illi, comme en témoigne a contrario la décision de leur rendre leur autonomie, en 1949 :

"Par décision n° 3785 APAS/2 du 27/12/49, les tribus des Ifergomoussens et des Kel Tarlit, placés sous l'autorité de l'amenokal des Ifoghas de l'Adrar, Mr Attaher ag Illi, ont été reconstituées. Chefs actuels : Ifergoumessen = Oumayatta ag Sidi
Kel Tarlit = Aïssa ag Yedou"⁴²

Ce qu'une décision administrative avait fait, une autre décision administrative pouvait le défaire... Des groupements traditionnels sont supprimés, d'autres sont créés, en dehors de toute considération des volontés des individus eux-mêmes. Ce cas est particulièrement représentatif. Kel Taghlit et Kel Afella formaient depuis longtemps deux entités bien distinctes. Mais le contrôle d'un groupe turbulent passe avant tout. Loin de laisser les relations inter-tribales évoluer à leur rythme, on régleme de l'extérieur.

⁴¹ Subdivision de Kidal, Rapport n°4397 du 2/3/1935 du lieutenant Charpentier, commandant la subdivision au lieutenant colonel, commandant le cercle de Tombouctou. 2E31. Fonds récents. ANM, Bamako. Fiches de renseignements des chefs de canton. KIDAL 1921-1945. Chemise 10. Chef des Kel Tarlit Ahmed Ag Seydou 1930-1937.

⁴² 2E21 Fonds récents. ANM, Bamako. Fiches de renseignements de chefs de canton de Gao 1911-1960. ATTAHER AG ILLI - Chef des Kel Effele : année 1948.

Le chef, auxiliaire de la colonisation

Quel rôles pour les chefs traditionnels?

De la stricte hiérarchie pyramidale mise en place par le biais de la politique "de Responsabilité", et du caractère indirect de l'administration exercée dans l'Adagh, découlèrent les autres fonctions des chefs : transmission des volontés françaises et leur application, perception de l'impôt, formation et direction des groupes de partisans, règlements des litiges, renseignement.

Le rôle d'auxiliaires militaires, largement évoqué plus haut, était associé à l'aide que pouvaient apporter les chefs en matière de renseignement, notamment en faisant agir l'ensemble du réseau nomade pour prévenir rapidement de l'approche d'un rezzou, et transmettre ses caractéristiques. Dans le même ordre d'idées, les chefs de tawset ou l'amenokal furent aussi utilisés pour obtenir des renseignements politiques. Les rapports rédigés chaque mois par le chef de subdivision, qui alimentaient ceux qui parvenaient en fin de course au gouverneur général, tirèrent en partie leur substance de ces confidences que firent les chefs à l'administrateur, au cours de conversations ou d'interrogations. On en trouve quelques témoignages explicites au détour des correspondances :

"Taër chef des Iforas, accompagné de son frère El Fakri semble animé des meilleures intentions. Il est venu en août 2 fois auprès du commandant de secteur pour s'entretenir avec lui sur les divers chefs de tribus sous ses ordres et la conduite à tenir à l'égard des Touaregs Ahaggars. Des instructions très précises lui ont été données à ce sujet."⁴³

De même, à l'occasion de la poursuite du rebelle Alla, dont on parlera plus loin :

"Le but de cette tournée était triple : prendre contact avec Attaher, obtenir de lui des renseignements concernant Alla et sa bande, mettre sur pied le commandement des Irreguenaten (fraction Imrad de la tribu) par le second fils d'Attaher, In Talla.

Attaher nous livra ce qu'il savait sur Alla. Pessimiste Attaher conseillait d'accepter l'ultimatum d'Alla, et concluait en disant que si nous ne composions pas avec ce dernier, il se chargeait de ça."⁴⁴

Attaher donne des renseignements, s'offre même pour intervenir en lieu et place du chef de subdivision... et en tout cas pour transmettre ses volontés. D'autres exemples nous montrent le chef transmettant les ordres de l'administrateur :

"Mohammed ag Imnar a été invité lui aussi par l'intermédiaire du chef de tribu des Kel Effele à se présenter à Kidal."⁴⁵

⁴³ Rapport politique année 1913/août. HSN Région de Tombouctou, cercle de Gao, secteur de Kidal. 1E 36-37 Rapports politiques GAO (1899-1920) Fonds anciens ANM, Bamako

⁴⁴ Rapport de la tournée du 8 au 10 mars 1954. 1E24. Fonds récents ANM, Bamako. Rapports politiques. Cercle de Gao, subdivision de Kidal. (Rapports Baudelaire et Clauzel)

⁴⁵ Rapport des tournées du mois de juin 1958. 1E24. Fonds récents ANM, Bamako. Rapports

Le chef est bien dans ces conditions l'intermédiaire entre son groupe et l'administration française. Il reçoit les ordres, les convocations, et c'est lui qui les transmet à la population. Il organise, quand l'administration le lui demande, la fourniture des animaux de remonte, aide à l'acheminement du courrier, au convoyage de matériel. Lorsque l'une de ces injonctions n'est pas exécutée, c'est lui qui en est tenu pour responsable ⁴⁶.

Le chef a d'autre part un rôle fondamental dans tout ce qui touche à la perception de l'impôt. C'est lui qui se charge de rassembler les différentes tentes le jour où l'administrateur a prévenu qu'il viendrait pour les recenser. Le chef, sur la base du recensement effectué, est ensuite chargé de faire payer ses gens. C'est lui qui rassemble le montant des impositions et vient ensuite les apporter au chef lieu de la subdivision :

"L'impôt des Iforas sera apporté par les chefs dans l'assemblée qui doit se tenir à Kidal le 6 août prochain" ⁴⁷

"A beaucoup aidé le commandant de subdivision pour la remise en mains de l'Adrar, et le recensement qui s'est traduit par une augmentation d'impôt de 10 000 F." ⁴⁸

"In Talla ag Attaher a installé son campements aux abords de Kidal depuis le 2 Octobre 1956. Il fait un très sérieux effort et accélère la rentrée de l'impôt qui s'avère cette année extrêmement difficile." ⁴⁹

Précisons d'ailleurs qu'un cruel dilemme s'imposait alors au chef. Il est rapidement intéressé à la levée des contributions, puisqu'il touche, à partir d'un arrêté du 24 avril 1918, dix pour cent de l'impôt perçu. Cet impôt étant basé sur la capitation et le bétail, le chef a donc intérêt, dès le recensement, à convaincre les gens de sa tribu de ne pas trop cacher leur richesse réelle afin de payer moins d'impôts. Il est, par ailleurs, mieux considéré s'il est à la tête d'une tribu nombreuse et possédant d'importants troupeaux. Son intérêt va donc dans le sens de celui des administrateurs, mais s'oppose à celui des membres de sa tawset. Mais inversement, plus l'impôt est élevé et plus il a apparemment de difficultés à le faire rentrer, et plus aussi il contribue à réduire la richesse des siens. La position du chef s'avère ainsi difficile à tenir...

politiques. Cercle de Gao, subdivision de Kidal. (Rapport Clauzel)

⁴⁶ "Quand un service (...) n'est pas bien exécuté par un Touareg, c'est le chef qui est certainement fautif." Rapport politique N° 66 du 1er Trimestre 1931. Colonie du Soudan français. Cercle de Tombouctou - subdivision Kidal. IE24. Fonds récents ANM, Bamako. Rapports politiques et de tournée, Cercle de Kidal. 1928-1960

⁴⁷ Rapport politique année 1913/juillet. HSN Région de Tombouctou, cercle de Gao, secteur de Kidal. 1E 36-37 Rapports politiques GAO (1899-1920) Fonds anciens ANM, Bamako

⁴⁸ Fonds récents, ANM, Bamako 2E21. Fiches de renseignements de chefs de canton de Gao 1911-1960. ATTAHER AG ILLI - Chef des Kel Effele (Avis du capitaine de cercle de Kidal du 14 décembre 1923)

⁴⁹ Revue politique mensuelle - octobre 1956. N° 36 cf. 1E24. Fonds récents ANM, Bamako. Rapports politiques, Cercle de Gao, subdivision de Kidal. (Rapports Baudelaire et Clauzel). Jean Allard, chef de subdivision

Salaires, récompenses, "hochets"

Les chefs sont ainsi de précieux auxiliaires. En échange des services rendus, des récompenses tout d'abord, puis ensuite de véritables rémunérations, leur sont attribuées.

Le principe des récompenses est admis très tôt. On trouve assez fréquemment dans les fiches des chefs qui ont satisfait leurs administrateurs la mention "mérite une récompense". Cette dernière, au début de la présence française, est seulement honorifique, et tend à éblouir le "chef indigène" par l'éclat formel du cadeau octroyé. Lorgnant sur les pratiques de leurs homologues algériens, les administrateurs soudanais veulent reprendre à leur compte l'idée du burnous d'honneur, le burnous rouge de chef :

"Taher, chef des Ifoghas très intelligent est tout à fait conquis et dévoué à la cause française ; (...) mais il aurait besoin d'un plus grand appui moral pour se faire mieux obéir dans toutes les questions administratives. Il devrait comme Moussa avoir son cachet et un burnous de chef de région."⁵⁰

Dans le même ordre d'idée, des armes, dites "d'honneur", peuvent aussi être données comme gratification des services rendus :

"Très bon chef, fut un des premiers à faire sa soumission aux Français. Depuis, n'a cesse de prouver sa bonne volonté et son dévouement. Mérite une récompense : un fusil d'honneur." (fiche de 1923)⁵¹

C'est ainsi aussi qu'Attaher possédait en 1950 "2 armes d'honneur."⁵²

Les Français octroyèrent aussi assez rapidement des décorations aux chefs, décorations spécifiques aux territoires coloniaux (médaille d'honneur, médaille coloniale, croix de l'étoile noire du Bénin...), ou décorations plus classiques, mais aussi plus prestigieuses. C'est ainsi qu'Attaher fit partie de la Légion d'honneur. Ces dernières distinctions ne furent pas attribuées facilement. Dans l'Adagh, seul l'amenokal fut ainsi décoré. Et sa participation aux contre-rezzous fut un argument important pour le faire. Dès 1921, après les combats d'Inakafe en décembre, Attaher est proposé par le lieutenant Hire et le capitaine Istria pour sa conduite remarquée⁵³. Mais les autorités françaises ne sont pas encore prêtes à ce qu'elles considèrent comme une dévalorisation de cette décoration :

"Avis de Monsieur le Capitaine Cohade Commandant la 3ème Cie et le Cercle de

⁵⁰ Lettre N°1152 du 28 mai 1917 : sous-lieutenant Lemaire, chef du Détachement du Tidikelt en Adrar au capitaine Commandant la Région Hoggar. Fonds anciens. ANM, Bamako.

⁵¹ EL MOUAQ AG ERRIA, Chef des Tarat-Mellet - fiche du 26 janvier 1923. 2E31. Fonds récents ANM, Bamako. Fiches de renseignements des chefs de canton. Chemise 16, Chef des fractions du cercle de Kidal, 1923.

⁵² Fonds récents, ANM, Bamako 2E21. Fiches de renseignements de chefs de canton de Gao 1911-1960. ATTAHER AG ILLI - Chef des Kel Effele

⁵³ 2E31. Fonds récents ANM, Bamako. Fiches de renseignements des chefs. Chemise 11 : Attaher ag Illi, Kel Effele. 1921

Bamba.

J'appuie toutes les propositions présentées sauf cependant celle concernant l'Aménokal Taher. Le moment n'est pas encore venu de donner la légion d'honneur à Taher. Cette distinction doit rester la récompense suprême accordée seulement aux chefs dont le loyalisme est de longue date et en suivant encore une certaine progression dans l'attribution des récompenses. L'étoile Noire du Bénin serait pour le moment la juste récompense des services rendus par l'Aménokal Taher."⁵⁴

Finalement Attaher ne sera nommé chevalier de la Légion d'honneur qu'en 1923 ⁵⁵, puis officier en 1929, avec la citation suivante : "A su rassembler avec rapidité ses partisans Kel Effele permettant ainsi la formation immédiate d'un contre-rezzou. A animé ses partisans par son exemple et a contribué pour une large part au succès final." ⁵⁶. Une fiche datée de 1950 résume les distinctions accordées à l'amenokal de l'Adagh : "Légion d'honneur (officier). Croix de guerre des TOE (Sahara). Médaille d'honneur. Médaille coloniale (Sahara). Étoile noire du Bénin. 2 armes d'honneur" ⁵⁷. Attaher fut ainsi le chef de l'Adagh le plus décoré. Sa position d'amenokal, mais aussi sa longévité importante l'expliquent assez bien. D'autres chefs eurent cependant des récompenses, dont la plus fréquente fut certainement le fusil d'honneur. On trouve aussi mention d'un certain nombre d'autres décorations, telle celle de Dochi ag Elghader, chef des Idnan, qui obtint une "médaille d'honneur"⁵⁸.

Quant au versement régulier de rémunérations, il ne vint pas immédiatement. En 1919, le principe n'en était pas encore admis : "les fonctions de chef ne sont pas, en principe, rétribuées" ⁵⁹, écrivait l'inspecteur Demaret lors de la mission qu'il effectuait au Soudan. Mais il commençait à en poser le principe. Il faut attendre les années 20 pour qu'une telle rétribution financière soit inscrite dans les faits. La première mention qui en est faite dans les fiches de chef date de 1926, à propos d'Attaher ag Illi :

"(...) mériterait une augmentation de solde. Je demande que sa solde soit portée de 120 à 200 F."(31 juillet 1926) ⁶⁰

⁵⁴ SHAT - AOF Soudan 10 - Dossier I. Rapport de l'Adjudant Faye du peloton méhariste n°3, sur la poursuite d'un rezzou et le combat qui a eu lieu le 6 février 1919 dans les environs du puits d'Achorat, Oued Tessarit, à Monsieur le Lieutenant Commandant la dite unité à Kidal

⁵⁵ 2E21, Fonds récents, ANM, Bamako. Fiches de renseignements de chefs de canton de Gao 1911-1960. ATTAHER AG ILLI - Chef des Kel Effele. Fiche du 31 juillet 1926.

⁵⁶ 1E76 - Fonds récents ANM, Bamako. Rezzous. Rapport du lieutenant Le COCQ chef de la subdivision de Kidal, au sujet du contre-rezzou effectué en octobre 1928 dans le Ténéré et de l'engagement de Tamakatte.

⁵⁷ 2E21, Fonds récents, ANM, Bamako. Fiches de renseignements de chefs de canton de Gao 1911-1960. ATTAHER AG ILLI - Chef des Kel Effele

⁵⁸ "Proposé depuis 7 ans pour une médaille d'honneur." (31/7/1927); "A eu la médaille d'honneur."(15/11/1933). ANM, Bamako Fonds récents 2E31 - chemise 3 - Dauchy ag Elghader, chef des Idnanes de l'Adrar - Kidal 1923-1945

⁵⁹ 2D64. Fonds anciens, ANM, Bamako. Inspection des affaires administratives, rapports d'inspection sur l'administration de la région et du cercle de Tombouctou. Mission 1919 de M. Demaret, inspecteur des colonies.

⁶⁰ 2E21, Fonds récents, ANM, Bamako. Fiches de renseignements de chefs de canton de Gao 1911-1960. ATTAHER AG ILLI - Chef des Kel Effele.

Soit, si l'on transforme ces sommes en francs 1980 ⁶¹, une solde passant de 131 F à 238 F. Une autre mention, issue de la fiche du même chef pour 1950, donne ceci :

"Nommé en 1914 en remplacement de son frère Fakri ag Illi (chef de 2ème échelon, prime de 10 000 F).(fiche 1950) ⁶²

La prime dont il est question correspondait à 1/6 de la solde (voir tableau plus bas). Nous pouvons en déduire que la solde d'Attaher à cette date est de 60 000 F de 1950, soit 3570 F de 1980. Il est difficile de préciser les remises attribuées à Attaher à cette date, puisqu'elles dépendent du montant de l'impôt perçu. En 1956, elles étaient à peu près du même montant que la solde proprement dite. Tentons, avec toutes les réserves qu'exige une telle opération, une extrapolation globale. Selon celle-ci, les sommes touchées par Attaher en 1950 se porteraient à : 60 000 F de solde + 60 000 F de remises + 10 000 F de prime. Soit, 130 000 F de 1950, c'est à dire 7735 F de 1980. Il est possible de compléter ce calcul par un document issu d'une mission d'inspection de la région réalisée en 1956, donnant de précieuses indications :

"La chefferie de la confédération Ifoghas est un titre qui ne se traduit pas dans la rémunération du chef Attaher. C'est ainsi que ce dernier est, du point de vue de sa solde, considéré comme à la tête de la seule tribu des Kel Effele (8700 personnes et non 16 700 de la confédération). Il appartient à la deuxième catégorie et sa solde est de 114 000 F par an (c'est à peu près la solde budgétaire d'un concierge - voir budget 1957, dépenses, chap. 9, p 85).

Il est intéressant de comparer ces émoluments à ceux du chef de la tribu rivale des Kountas de Bourem.

	Grade	Solde	Remises	Prime de rendement 1/6 de la solde	Total
Badi	1ère cat.				
	1er ech.	145 000	282 000	24 000	451 000
Attaher	2ème cat.				
	4ème ech.	114 000	115 268	19 000	248 268

La rémunération du premier est presque le double de celle du second(...). Il est certain que le reclassement qui résulterait éventuellement pour Attaher de sa promotion à la tête de la confédération des Ifoghas ne devrait pas supprimer la qualité de "chef de tribu" aux chefs des 6 autres groupements et la solde qui s'y attache et qui gagnerait à être augmentée (elle varie de 18 000 à 20 000 F par an).⁶³

Si l'on convertit en francs 1980, on obtient le tableau suivant :

⁶¹ Calcul réalisé à partir des indices établis par l'INSEE, Bulletin mensuel statistique, n° 3, mars 1981. Précisons que ce calcul ne peut être au mieux qu'indicatif.

⁶² 2E21, Fonds récents, ANM, Bamako. Fiches de renseignements de chefs de canton de Gao 1911-1960. ATTAHER AG ILLI - Chef des Kel Effele.

⁶³ C'est le document le plus intéressant que j'ai pu retrouver sur l'état des soldes attribuées aux chefs de fraction.. 2D20. Fonds récents ANM, Bamako. Inspection des affaires administratives. Kidal. Inspection de G. Escargueil du 7 au 12 décembre 1956 (rapport du 1er mars 1957)

	Grade	Solde	Remises	Prime de rendement 1/6 de la solde	Total
Badi	1ère cat.				
	1er ech.	6 496 F	12 634 F	1 075 F	20 205 F
Attaher	2ème cat.				
	4ème ech.	5 107 F	5 164 F	851 F	11 122 F

Avec le même type de calcul, on obtient un salaire annuel pour un chef de tribu de 806 F à 896 F.

Ces sommes paraissent ainsi relativement dérisoires. Nous trouvons dans le même rapport une comparaison significative : les montants présentés correspondent à la solde d'un concierge. Si l'on rajoute les primes et remises, l'amenokal de l'Adagh est donc payé à peu près deux fois mieux qu'un concierge. Rappelons qu'il est le chef général de son groupement. Les chefs de tribu, quant à eux, sont environ cinq fois moins payés que le même concierge... Il est vrai que ces chefs avaient leurs propres sources de revenus, et ne comptaient pas sur leur solde pour subsister. Mais il reste clair que, budgétairement, les chefs représentaient pour le Soudan des relais administratifs peu coûteux...

Conclusion : le rôle ambigu des chefs

On a beaucoup parlé, à l'époque coloniale, de la substitution d'une "politique d'apprivoisement" des tribus nomades, et notamment de leurs chefs à une politique d'administration directe et répressive. Cette dernière fut dans l'Adagh une tentation qui dura peu. Les Touaregs de cette région ayant proposé eux-mêmes leur soumission, et n'opposant pas de résistances à l'installation française, furent rapidement considérés comme sans danger. Après le pouvoir du commandant Bétrix, dont l'attitude autoritaire fut patente, et qui professait l'intervention directe dans les affaires nomades, dans le but d'éliminer les chefferies et de sédentariser les populations, une nouvelle forme d'administration se mit en place à travers les actions de Bonamy, de Demaret, de Brunet. Certains rapports, très critiques sur la politique suivie jusque là par les autorités coloniales, ont affirmé cette nouvelle orientation des esprits. Ainsi du rapport de l'administrateur Bonamy, qui regrettait que l'on ait cherché à "amoindrir l'autorité des chefs au lieu de la fortifier", par le fractionnement des groupes ou l'indépendance des tributaires, et qu'en pays touareg, on ait souvent "le travers de vouloir, d'un trait de

plume, rompre le cadre traditionnel de cette société”⁶⁴. Et M. Bonamy tentait de parer à ces défauts en proposant des solutions :

“Notre administration chez les Touareg doit consister en un large protectorat, elle doit s’appuyer sur le cadre traditionnel avec un chef unique, responsable vis à vis de nous, auquel nous donnons une grande autorité en échange de son complet loyalisme, et pour lequel nous devons avoir certains égards.

Les Touareg habitent de vastes régions souvent désertiques, qu’il ne peut être question de mettre en valeur d’une façon immédiate, le but à atteindre doit être de les administrer de la façon la plus économique, avec justice et sans tracasseries administratives inutiles.

(...) Il n’y a pas lieu de nous immiscer dans le règlement des affaires intérieures des tribus, nous y perdons notre autorité et notre prestige. Il vaut mieux laisser ce soin aux chefs.”⁶⁵

La politique mise en place sur de telles idées est donc celle de l’approvisionnement. Elle consistait à mettre en place une administration indirecte s’appuyant sur les chefs traditionnels, à augmenter leur prestige et leur autorité par le statut privilégié d’interlocuteurs exclusifs de l’administrateur. En échange, celui-ci devait soutenir les chefs et les récompenser honorifiquement, financièrement, et les renforcer par la constitution de tribus fortes. Les autorités françaises étaient enfin censées respecter les nominations faites par les djemaas. La réalité fut de fait moins heureuse.

La politique des chefs, assise sur le maintien rigide de l’organisation des tiwsaten sur un schéma mis en place au début de l’installation française, empêcha les recompositions internes des groupes sur des processus internes. De plus, les chefs sont devenus de véritables auxiliaires de la colonisation. Ils sont (mal) payés par l’administration française qui trouve en eux un palliatif au manque de cadres européens. Plus gravement, le rôle du chef est profondément modifié dans sa nature même. Son autorité est renforcée, mais elle ne s’exerce plus de la même façon. La hiérarchisation de l’autorité dans une structure pyramidale de pouvoirs régnant sur des tiwsaten figées est loin de la conception traditionnelle du pouvoir dans une société dont la souplesse était une force. Le chef, de plus, a perdu son rôle de chef de guerre par le retour de la sécurité à la fin des années 1920, et donc le caractère protecteur de son autorité. Il tente de continuer à défendre ses gens, mais s’il les représente en face de l’administrateur, il est inversement vis à vis d’eux le relais d’une autorité étrangère, qu’il aide à imposer, à contrôler et à mieux connaître la population. Il se trouve ainsi dans une position intermédiaire entre le colonisé et le colonisateur. Placé entre l’administration et sa communauté, le chef doit en effet satisfaire les demandes de l’administrateur et justifier sa confiance, au risque d’être destitué, mais en même temps ne pas se couper des siens. Ce rôle ambigu le met dans une situation où il doit composer en permanence avec les uns et les autres. De son côté, l’administrateur perçoit souvent le chef comme le bouclier de la société, voire comme un écran qui tente d’éviter ses interventions en les prenant à son compte. En effet, plutôt que

⁶⁴ Rapport Bonamy, 1917. 2D64, Fonds anciens, ANM, Bamako.

⁶⁵ Rapport Bonamy, 1917. 2D64, Fonds anciens, ANM, Bamako.

de laisser le chef de subdivision agir directement sur ses gens, le chef (et en premier lieu l'amenokal), préfère régler le problème à sa façon, le résoudre en utilisant les seules ressources de la discussion et de son autorité personnelle. Dans ces démarches, le chef peut souvent compter sur ses qualités personnelles (il a entre autres été choisi ou confirmé grâce à elles), sur le respect que les populations ont coutume d'avoir à son égard, sur le prestige qui subsiste éventuellement de son rôle passé, mais aussi sur le pouvoir de l'administrateur dont il est investi en devenant de fait son représentant. L'amenokal Attaher est particulièrement significatif à ce sujet. Il traverse toute la période coloniale en conservant un prestige certain, assis sur son rang personnel et son origine familiale (il fait partie du lignage le plus noble de l'Adagh, et se réclame d'une ascendance chérifienne), sur les qualités de guerrier qu'il a mis en évidence à l'époque des rezzous, sur ses compétences diplomatiques, et sur sa position même d'amenokal, confirmée par le pouvoir colonial. Le respect qui lui est dû est renforcé au fil du temps par son âge grandissant, ce dont les Touaregs tiennent aussi grand compte. Mais en même temps, il représente à sa manière l'autorité coloniale, et sans le contrer ouvertement, les Kel Adagh cherchent souvent à échapper aux injonctions qu'il transmet de la part de l'administrateur. Ce double rôle, et cette double perception possible du statut de l'amenokal fait toute la difficulté de l'analyse. Attaher est tout à la fois respecté et évité, grandi et rabaissé, renforcé et amoindri dans son pouvoir. Respecté personnellement mais évité parce qu'auxiliaire de la colonisation, il profite du pouvoir que les Français lui confèrent pour asseoir sa position et celle de sa tawset à la tête de l'Adagh, mais ne peut plus la justifier aussi clairement qu'à l'époque des rezzous puisque son rôle n'est plus exclusivement protecteur. De leur côté, les chefs des tiwsaten qui ne peuvent profiter d'une position sociale semblable, d'un prestige comparable, perdent en proportion leur importance traditionnelle. C'est en fait toute l'image de la chefferie qui est troublée par la présence coloniale, et si les chefs conservent une part du respect qui leur est dû traditionnellement et du prestige qu'ils ont acquis par les armes, ils sont aussi remis en cause par des pans importants de la société.

Sont ainsi créées les conditions d'une crise de la chefferie qui n'est devenue réellement visible qu'après la colonisation française, mais que certains administrateurs commencent à percevoir clairement dans les années cinquante :

"Depuis plusieurs années, le commandement tribal traverse une crise qui résulte à la fois de l'inquiétude des chefs et de l'inquiétude de leurs troupes.(...) La jeune génération de l'Adrar a parfaitement saisi l'insuffisance de ses chefs et recherche par tous les moyens à s'affranchir d'une tutelle pour laquelle elle n'éprouve qu'un respect très mitigé.

Au cours de ce semestre, il a fallu que le chef de subdivision épaulé constamment les différents chefs de tribu dans le travail de préparation et d'organisation des rassemblements. A l'heure actuelle, on peut dire sans trop s'avancer que dans 50% des cas, un *afaris* ne se rendra pas à une convocation de son chef de tribu. C'est dire à quel point il est nécessaire de maintenir le contact si l'on ne veut pas voir se dégrader complètement le commandement tribal." ⁶⁶

⁶⁶ 2D20. Fonds récents ANM, Bamako. Rapport du 1er août 1956 sur le recensement des tribus

Le décalage entre l'aspiration des populations et ce qu'est devenu le chef devint de plus en plus évident : le chef ne fut plus seulement le représentant de ses subordonnés vis à vis de l'administration coloniale, mais aussi l'agent en partie fonctionnarisé de celle-ci. Collaborant au maintien de l'autorité française, il lui devait de plus en plus son pouvoir. Son devenir était en partie lié à une autorité extérieure.

**LES FRANÇAIS ET LA SOCIÉTÉ KEL ADAGH :
ADMINISTRATION, DÉSTABILISATIONS,
RÉSISTANCES**

Même si les Kel Adagh n'avaient jamais opposé à la pénétration coloniale de résistance violente, ils n'en restaient pas moins des Touaregs, et les hautes sphères coloniales se sont toujours méfiées de la turbulence qu'elles supposaient inhérente à ces nomades associés aux mauvais souvenirs des révoltes qu'ils avaient su mener pendant la première guerre mondiale. Aussi, si les administrateurs de terrain souvent pris de sympathie pour leurs administrés, loin de chercher à les transformer au delà de ce qui était nécessaire au maintien de l'ordre, tentaient plutôt de les conserver dans une situation qualifiée de "traditionnelle", les doctrines coloniales arrivaient au même but par d'autres voies : on ne devait pas toucher aux nomades tant qu'ils restaient tranquilles. Dans ce sens, on ne les soumit pas au travail forcé, on ne les enrôla pas dans l'armée pour aller les faire se battre sur les champs de bataille européens, on ne tenta pas en réalité de les sédentariser, etc... Les volontés de transformation de la société Kel Adagh ne furent présentes qu'à la marge, l'assimilation par l'école n'ayant eu qu'un timide début d'application, et la libération des esclaves n'ayant eu que peu d'impact social dans une région où ils étaient rares.

Les intérêts convergents des Français et de la chefferie Ifoghas, l'absence de conquête violente, les acquis politiques issus de la présence coloniale, les liens créés dans l'action entre officiers et guerriers lors de la période de défense de l'Adagh contre les rezzous, constituent certaines des raisons majeures du calme qui a régné dans la région pendant toute la période coloniale. L'inanité de la résistance des autres groupements, la présence de l'ensemble de l'appareil colonial et militaire aux marges du pays, prêt à intervenir même s'il n'est guère présent à proximité, n'étaient pas non plus ignorés des gens de l'Adagh. Il faut enfin ajouter à ces fondements divers l'absence de politique volontariste française dans les changements de tous ordres qui auraient pu être imposés sur le terrain. Les Kel Adagh n'ont pas été sédentarisés de force, malgré les velléités du commandement Bétrix aux débuts de l'occupation, les grands travaux ont été quasi inexistantes, en dehors de la création d'une piste transsaharienne et des prémices de réalisation du chemin de fer transsaharien. La région n'a pas changé physiquement de physionomie, et la société Kel Adagh n'a pas non plus été sommée de s'adapter à de nouvelles conditions économiques et industrielles, comme cela a pu être le cas plus au sud. Dans cette zone qui n'a posé, par sa tranquillité après la phase des rezzous, que peu de difficultés d'administration, la France, qui s'est servie de la chefferie comme intermédiaire, n'a jamais eu besoin d'un appareil de contrôle bien important. Ceci explique l'étonnante faiblesse numérique des Européens pendant toute la période, et l'impression que donnait le pays aux observateurs extérieurs d'avoir été épargné par les grandes mutations issues de la conquête. Noyés dans le milieu, isolés dans la société nomade, les administrateurs n'ont pas cherché à bouleverser de force la vie de leurs

administrés et d'ailleurs n'auraient pas eu les moyens de le faire. Au contraire, certains même se sont "touareguisés", multipliant volontairement les séjours et les affectations en zone nomade, apprenant la langue de la région, étudiant les ressorts sociaux des groupes qu'ils avaient à administrer, se prenant finalement de passion pour le pays et ses habitants. Faut-il en conclure que la colonisation n'a laissé aucune trace, et qu'à son terme, la légèreté de sa présence a laissé les Touaregs de l'Adagh dans le même état que celui où elle les avait trouvés ? La réponse est évidemment négative.

En réalité, on l'a vu, un ordre colonial a bien été établi, structuré par une volonté primordiale : le contrôle du pays. La souveraineté française trouvait une expression sur le terrain, à travers l'impôt, et les recensements qui permettaient d'en établir les rôles, à travers la surveillance permanente de la région par les administrateurs et les pelotons nomades en perpétuelles tournées, par la justice, peu visible mais néanmoins présente dans la répression des délits. Mais ceci ne constitue pas l'essentiel des transformations induites par la présence française. Plus profondément, les conditions mêmes de l'établissement colonial ont occasionné mutations et déstructurations difficilement perceptibles immédiatement, mais bien réelles. Les réseaux pastoraux à l'échelle du Sahara touareg, mais aussi, à plus petite échelle, les parcours même de nomadisation ont été modifiés par les limitations qui, bien qu'encore seulement administratives, à l'intérieur d'un même espace impérial, n'en créaient pas moins toute une série d'empêchements et de gênes, et se répercutaient sur la gestion tant du territoire que des rapports sociaux. L'organisation sociale a aussi été minée de l'intérieur. La chefferie avait été confirmée, mais avec l'émancipation progressive des tiwsaten face à l'amenokalât et des imghad face aux illelan, elle a de plus en plus reposé sur du vide. L'ancien système a conservé sa carcasse, sa coquille, car l'organisation adoptée par les Français avait été calquée dessus, mais il a peu à peu surtout représenté une simple apparence, le masque d'une réalité qui s'attachait progressivement, par des modifications souterraines, à de toutes autres valeurs. Le germe de la destruction des anciennes hiérarchies sociales était semé. Certains s'en sont réjouis plus tard, d'autres l'ont déploré. Là n'est en fait pas la question. L'important est ailleurs, dans l'absence de répercussions de ces changements induits sur des systèmes nouveaux de relations ou de pouvoirs. Le système avait été créé rigide, et le différentiel entre la représentation de l'existant et sa réalité s'en est gravement accru.

Le caractère conservatoire du traitement imposé à l'Adagh n'a cependant pas été total. L'administration a, entre autres, tenté d'y introduire l'école. Mais la société Kel Adagh a trouvé là un moyen de faire sentir ses réticences à l'ordre étranger. Supportant la domination française tant qu'elle semblait respecter les modes de vie habituels, les Touaregs ont refusé de transiger sur le plan culturel, et n'ont pas voulu ouvrir, par l'intermédiaire de leurs enfants, une brèche dans leur conception du monde. Ils ont repoussé une forme d'éducation qui leur est apparue comme une tentative de transformer leurs enfants en chrétiens, en européens, en sédentaires, comme une volonté de les

couper de leur propre société, de les éloigner du mode de vie et de production nomade. Ce faisant, ils ont contribué à s'isoler eux-mêmes, et "l'analphabétisme de résistance"¹ qu'ils ont développé peut aussi apparaître comme un refus d'entrer dans une certaine modernité qu'ils n'avaient pas choisie.

Ce ne fut pas la seule forme de résistance. Si l'on n'observe aucune opposition violente et ouverte, une insoumission latente existait, et ces résistances occultes, qui s'opposaient terme à terme aux exigences administratives, débouchèrent parfois sur des réactions de rupture et de refus. En effet, au delà de l'inertie qui caractérisait souvent les réponses apportées aux injonctions administratives, les tentatives d'échapper au recensement ou à l'impôt, une autre forme de rejet de la présence française est observable dans l'Adagh au cours des années précédant l'indépendance. Elle est le fait d'individus isolés, peu nombreux, qui tentent ainsi de s'affranchir de toute forme d'autorité. Ces réfractaires que l'on pourrait qualifier de "bandits d'honneur"², s'ils sont soutenus par la population, n'ont jamais eu ni les moyens, ni même la volonté de l'entraîner dans des actions plus massives d'insubordination. Il s'agit bien d'actes individuels, qui n'ont jamais remis en question les processus en cours.

C'est donc finalement une présence française à double caractéristique que l'on peut observer dans l'Adagh : une colonisation par "immersion", mais une colonisation aux effets destructeurs sous une apparence conservatrice trompeuse.

Une colonisation peu voyante...

Une colonisation par immersion

Des Français peu nombreux

La réalité de la présence française dans l'Adagh est celle de cadres très peu nombreux ayant à administrer des régions immenses avec des moyens extrêmement limités. Ce n'est pas une originalité en milieu nomade, et l'image classique, popularisée par les romans coloniaux, de l'officier saharien seul dans son "bordj", surveillant les confins désertiques à la tête d'auxiliaires indigènes, recouvre une indéniable réalité. En 1908, le lieutenant Lasseron, premier responsable français affecté dans la région, et un sous-officier furent les seuls européens résidant dans le territoire de ce qui allait devenir la subdivision de Kidal. Celle-ci recouvrait une superficie d'environ 250 000 km², c'est à

¹ Selon la belle expression d'Aghali Zakara. *Nomades et commandants*, Paris, Karthala, 1993 : 156.

² Ou de "bandit social", comme le fit HOBBSAWM (E. J.), *Bandits*, Londres, Weidenfield and Nicholson, 1969, 128 p.

dire plus de la moitié du territoire français. C'était à peu près la taille de la colonie de Guinée (245 800 km²), c'était plus que celle du Sénégal (196 000 km²). La comparaison ne manque pas d'étonner. Imagine-t-on pouvoir administrer le Sénégal avec un ou deux fonctionnaires ? Il est bien sûr évident que la densité humaine réduite favorisait le contrôle humain. Mais les difficultés de transport, pour lequel seuls les chameaux ont été utilisés quasiment jusqu'à la fin de la colonisation, compliquaient inversement la tâche des administrateurs. En 1944, le lieutenant Lagarde avait comptabilisé 9 Européens dans la subdivision ³, et lorsqu'en 1948, l'élève administrateur Clauzel rejoint son poste de Kidal, il fait état de 17 Français ⁴. En 1952, l'administration recensait 24 "Européens et assimilés" dans l'ensemble de la circonscription ⁵, et les listes d'électeurs en 1955 comptaient seulement 20 électeurs de 1ère catégorie. En tout état de cause, il n'y eut jamais pendant l'époque coloniale guère plus d'une vingtaine ou d'une trentaine d'Européens, souvent beaucoup moins, exception faite des 150 militaires du Génie venus en 1957 à Tessalit ⁶ pour la construction d'une piste d'avion à réaction, et qui partirent une fois celle-ci réalisée.

Tous ne faisaient pas partie de l'administration de la région. Des fonctionnaires civils furent présents dans l'Adagh après la seconde guerre mondiale essentiellement. Ce furent les personnes affectées à la base aérienne de Tessalit (ils étaient 9 en 1952 : 5 sous-officiers de l'armée de l'air, 4 fonctionnaires du STS de la base), et ceux du Mer-Niger (deux personnes en 1952), dont la mission théorique était de préparer la voie du futur transsaharien qui ne fut jamais réalisé, mais qui s'occupèrent de l'entretien de la piste automobile n°2 qui traversait le Tanezrouft à partir de Reggan, puis l'Adagh en direction de Gao. On ne peut dénombrer pour toute la période, enfin, que de rares "colons" véritables, Français installés dans la région et y ayant organisé activités professionnelles et installation personnelle. Ce furent M. Charpentier, ex-lieutenant chef de subdivision, qui resta à Kidal, où il avait créé une petite entreprise de transport, M. Nardi, ancien radio des Compagnies sahariennes devenu commerçant dans la même ville, M. Dantier, enfin, devenu éleveur dans la région de Tin Zawaten. On est loin d'une colonie de peuplement...

Les Français en charge de la région ne constituaient pas non plus une administration pléthorique. Dans les premières décennies de l'installation française, les militaires seuls étaient représentés, en petit nombre. Ils étaient chefs de poste, agents spéciaux, officiers ou sous officiers des sections, pelotons et goums méharistes. La responsabilité de

³ Lieutenant Lagarde, commandant le subdivision de Kidal, 12 avril 1944. ANM, Bamako, 1E24, Fonds récents. Rapports de tournée 1944-49.

⁴ CLAUZEL (J.), *Administrateur de la France d'outre-mer*, Paris, Lafitte/Barthélémy, 1989 : 125.

⁵ Rapport d'inspection générale de la subdivision de Kidal (cercle de Gao). Mars 1952, M. Even, inspecteur en chef. ANM, Bamako, 2D20, Fonds récents, Inspection des affaires administratives, Kidal (1937-1957)

⁶ CLAUZEL (J.), *Administrateur de la France d'outre-mer*, Paris, Lafitte/Barthélémy, 1989 : 196.

l'administration fut d'ailleurs exclusivement confiée à des militaires jusqu'au 12 février 1948, date à laquelle Jean Clauzel devint le premier civil en charge de la circonscription. Un lieutenant le remplaça à partir du 26 juillet 1949, mais à partir du 27 juin 1950, l'administration échappa aux mains de l'armée pour ne plus y revenir. Ainsi, sur la cinquantaine d'années que dura la présence française, la région fut subordonnée aux militaires pendant les quatre cinquièmes du temps. Malgré cette passation de pouvoir, l'organigramme de l'administration coloniale dans l'Adagh resta quasiment inchangé de 1908 à l'indépendance. Il ne se composait que de quelques personnes. Un responsable, chef de la subdivision, résidait à Kidal. Une vingtaine de lieutenants de l'infanterie coloniale, un capitaine, et cinq administrateurs civils jouèrent ce rôle⁷. Chacun d'eux, à son tour, a représenté l'ensemble des fonctions administratives, chargé à la fois du maintien de l'ordre, de l'état civil, du recensement, de l'établissement des rôles de l'impôt et de sa collecte, de la justice, de l'exécution des peines, surveillant les maigres services sanitaires, dirigeant les rares travaux publics sous la responsabilité de la subdivision. Les chefs de subdivision furent aussi chefs pénitentiaires, un centre de détention ayant été créé à Kidal et recevant des condamnés venus de tout le Soudan et d'une partie de l'AOF. Ils étaient aidés dans leurs tâches par un sous-officier (même au temps de l'administration civile), qui cumulait lui aussi les rôles. Il était d'abord agent spécial, c'est à dire comptable percepteur et payeur, régisseur du camp pénal, chargé du bureau militaire, de l'administration et de l'instruction du goum et de la garde, etc. Il remplaçait aussi le chef de subdivision lorsque celui était absent ou en tournée. Dans les derniers temps, un radio-receveur des postes s'occupait des communications (le courrier jusque là avait été géré par le chef de subdivision qui confiait aux chefs nomades le soin de l'acheminement). Pour le maintien de l'ordre, ils pouvaient s'appuyer sur le goum, qui était à leur disposition sous les ordres du sous-officier français, et sur la collaboration des méharistes de l'armée en nomadisation, Groupes nomades ou Pelotons méharistes du Timetrin ou d'Arawan, commandés par deux officiers et 4 sous-officiers. Dans la dernière décennie de la présence française, un gendarme fut enfin affecté à Tessalit, assisté par un second. Tessalit devenu poste administratif, un fonctionnaire chef de poste le remplaça à partir de janvier 1958⁸.

Ces Français si peu nombreux ne pouvaient réellement administrer l'ensemble de la région seuls. Il s'appuyaient donc sur la chefferie de l'Adagh, comme vu plus haut, mais aussi sur quelques rares fonctionnaires africains, dont le nombre s'accrut au cours du temps mais ne dépassa guère une dizaine de personnes. Ceux-ci étaient affectés comme commis et agents de la société de prévoyance, infirmiers de l'Assistance médicale indigène (AMI), et dans les années précédant l'indépendance, occupèrent les postes

⁷ Voir en annexe : "Liste des chefs de subdivision depuis l'origine du poste de Kidal"

⁸ Rapport de tournée, Jean Clauzel chef de subdivision de Kidal, 1958. ANM, 1E24, Fonds récents, Bamako, Rapports politiques et de tournées, Cercle de Gao.

d'agent spécial, instituteur, postier, responsable du service météo. Enfin, une trentaine de goumiers originaires de la subdivision ou venus d'Algérie, une vingtaine de gardes de cercle issus du sud, et le personnel méhariste des Groupes nomades ou des Pelotons, en partie issus du sud, en partie recrutés localement constituaient l'effectif des troupes affectées au maintien de l'ordre.

Des Français immergés et passionnés

Ces Français peu nombreux, en charge de l'administration coloniale dans l'Adagh présentent des particularités certaines, communes avec d'autres fonctionnaires ou soldats affectés en zone saharienne, qui les différencient des administrateurs des autres régions de l'empire.

La première d'entre elles est leur isolement. Affectés dans des zones sahariennes ou pré-sahariennes, l'espace qu'ils doivent gérer est beaucoup plus étendu que celui des subdivisions du sud. Il est aussi beaucoup plus austère, et mal connu. Il n'est généralement pas équipé de routes qui permettraient de le parcourir autrement qu'avec des chameaux, moyens de transport locaux nécessitant habitude et savoir-faire. Le chef-lieu de subdivision est situé loin des centres de décision, de pouvoir ou d'administration. Il n'est que rarement fréquenté par les Européens qui considèrent sa visite comme un exploit. L'administrateur affecté en région saharienne est donc un homme seul, dont l'action est perçue dans la société française comme sortant de l'ordinaire.

La seconde est l'attraction vers ces régions, le volontariat réel qui préside au choix effectué :

"Le gouverneur de la colonie, M. Calvel, me reçut quelques jours après mon arrivée (...). Après les questions d'usage de sa part, je lui expliquais faussement et maladroitement que je souhaitais être affecté dans le nord, sachant que je ne pourrais plus y être nommé lorsque je serai marié et père de famille. Le gouverneur qui sans doute n'était pas dupe, me répondit que les administrateurs qui avaient une fois pris du service dans le nord n'avaient de cesse que d'y retourner"⁹

"Il fallait, soit un hasard d'affectation, soit, plutôt, un acte de volonté de la part de certains administrateurs appelés à servir (*au Soudan et au Niger*) pour être affecté en milieu nomade. J'ai réalisé que l'administration (*au Soudan*) était une administration de sédentaires où certains de nos camarades, par goût, se spécialisaient dans les zones nomades"¹⁰

Il est difficile de donner les raisons de telles préférences, de telles vocations. Certaines explications peuvent être avancées. Le type de recrutement imaginé par Laperrine et ses Compagnies sahariennes reposait sur le volontariat et une véritable renonciation, puisque les officiers qui en faisaient la demande devait abandonner le grade

⁹ CLAUZEL (J.), *Administrateur de la France d'outre-mer*, Paris, Lafitte/Barthélémy, 1989 : 27.

¹⁰ FERAL (G.), "Administrations comparées en pays nomade", in *Nomades et commandants*, Paris, Karthala, 1993 : 108.

qu'ils avaient obtenu dans leur corps d'origine. Cette sélection a été à l'origine d'une qualité supérieure des "sahariens". Officiers d'élites, affectés dans des zones où le confort n'était pas de rigueur, mais où leur vie tenait plutôt de l'ascèse, ils étaient coupés de leur société pour être immergés au sein des populations sahariennes. Ils en tiraient d'une part une meilleure connaissance des us et coutumes, de la langue et des techniques locales, ce qui engendrait généralement une sympathie importante pour la société qu'ils administraient, voire une fascination. D'autre part ils bénéficiaient d'une liberté d'action particulièrement importante. Ajoutons à cela l'auréole d'aventure et de danger que représentait l'affectation dans les territoires sahariens, contrôlés plus tardivement et offrant pendant plus longtemps des possibilités d'action physique, de combats. Ces officiers ont été en grande partie à l'origine de la mystique saharienne, renforcée par la majesté des paysages, les méditations métaphysiques qu'il peut engendrer, et qui ont suscité des écrits prestigieux, tels que ceux de Charles de Foucauld bien sur, mais aussi de Diego Brosset¹¹, d'Ernest Psichari¹², du lieutenant H. Paulhiac¹³, de Roger Frison Roche, et de tant d'autres encore, qui ont contribué à modeler l'imaginaire français¹⁴.

Ainsi les Français affectés au Sahara sont souvent pris par le pays, atteints d'une véritable passion, et y demandent pour la plupart leur maintien. Dans l'Adagh, les lieutenants Le Cocq, de St Maur, Charpentier, les administrateurs Clauzel et Allard ont été réaffectés plusieurs fois dans la subdivision à leur demande, ce qui ne préjuge pas de leurs autres affectations, la plupart du temps dans d'autres régions sahariennes (Tombouctou, Rharous, Mauritanie...). Certains, comme le lieutenant Charpentier, restent pour y finir leur vie, se mariant sur place. Ces administrateurs, immergés dans le milieu qu'ils avaient en charge, se sont donc souvent africanisés en partie, et pour l'Adagh "touareguisés". Cette situation eut des conséquences. La première d'entre elles fut que l'action qu'ils menèrent ne tentait pas outre mesure de bouleverser des coutumes et des façons de vivre qu'ils appréciaient. Ils étaient en cela d'accord avec l'autorité centrale, mais pour des raisons différentes qui tenaient plus d'un certain conservatisme que d'une volonté de ne pas causer de troubles :

"Bon nombre d'entre nous conservaient une préférence inavouée pour les Africains qui étaient demeurés dans leur genre de vie, leur métier, leur habillement, leur système de valeurs en conformité avec l'Afrique traditionnelle, et donc pour nous différente, que nous étions venu chercher"¹⁵

Cette volonté de ne pas changer les apparences de la société touarègue a

¹¹ *Un homme sans l'occident*, Paris, Ed. de Minuit, 1946.

¹² *Les voix qui crient dans le désert*, Paris, L. Conard, 1938.

¹³ *Promenades lointaines, Sahara, Niger, Tombouctou, Touareg*, Paris, Plon, 1905.

¹⁴ Voir à ce propos l'article de HENRY (J.R.), "Romans sahariens et imaginaire français", in *Enjeux sahariens*, Paris, Ed. CNRS, 1984.

¹⁵ CLAUZEL (J.), *Administrateur de la France d'outre-mer*, Paris, Lafitte/Barthélémy, 1989 : 221.

manifestement contribué à couper ces nomades des évolutions entreprises ailleurs, et imposées sans mauvaise conscience, souvent avec autorité, par des administrateurs moins subjugués par l'art de vivre de leurs administrés. Objectivement, mais à leur corps défendants, les "sahariens" de l'Adagh ont donc nuï aux populations locales, en reculant leur entrée dans une société différente, et les ont défavorisés par rapport aux populations sédentaires voisines. Ils ont la plupart du temps tenté cependant de développer la région qu'ils avaient en charge. Mais ils se sont heurtés au manque de moyens, ressources que les autorités centrales n'étaient pas disposées à accorder pour des régions considérées comme d'un intérêt économique limité. Ceci représente une autre originalité de la colonisation dans ces régions, qui contribue à rendre peu visible la présence française.

Un investissement faible pour un développement limité

L'investissement réalisé dans l'Adagh fut en effet très faible. Il a été généralement le fait des administrateurs eux-mêmes qui tentaient des contorsions budgétaires difficiles pour pallier au financement réduit dont ils pouvaient disposer. Il s'est borné à une assistance sanitaire réduite, à une assistance vétérinaire, et à des travaux d'hydraulique pastorale. L'équipement en infrastructures a été quasi inexistant, si l'on exclut les quelques pistes qui ont été réalisées dans la région, et qui ont représenté le souci primordial, justifié par les visées politiques et stratégiques. Quant à la scolarisation, elle n'avait à l'indépendance concerné que quelques dizaines d'enfants.

Routes et pistes

Les objectifs français dans l'Adagh étaient limités. Il n'a jamais été question de mettre en valeur cet espace économiquement. Le véritable intérêt de la région était stratégique. Son occupation avait été décidée pour qu'elle ne puisse pas jouer, dans la guerre saharienne qui s'est poursuivie jusqu'à la fin des années vingt, un rôle de sanctuaire pour les grands résistants nomades à la pénétration coloniale. Sa conquête impliquait son contrôle ultérieur. Dès le rattachement de la région à l'AOF, l'état-major envisage la création d'une piste transsaharienne, dont le tronçon soudanais serait l'épine dorsale de la surveillance :

"L'établissement de relais, points d'atterrissage et de ravitaillement pour notre aviation de reconnaissance, nous imposerait l'obligation d'avoir à travers l'Adrar des Iforas une voie praticable aux automobiles qui serait avantageuse également pour le ravitaillement de nos postes. Il serait tenu compte naturellement de la nécessité de se relier aux voies automobiles de l'Algérie." ¹⁶

¹⁶ N° 1.1837 du Général de Division, BONNIER, Commandant Supérieur des Troupes du Groupe de l'AOF au Gouverneur général de l'AOF (OBJET : Piste automobile transsaharienne). 20 juin 1918.

En sus de cet intérêt local, l'Adagh représentait par ailleurs un des maillons de la route qui liait les possessions d'Afrique du nord à celles d'Afrique noire. Aussi les tentatives de faire la jonction nord-sud furent-elles assez précoces. En janvier et février 1923, c'est la première traversée du Sahara en automobile de la mission des autochenilles Citroën de Haardt et Audoin-Dubreuil par l'itinéraire In Salah, Ahaggar, Adagh, Bourem¹⁷. A la fin de cette même année, Georges Estienne, renseigné par Baba Ould Abidin, qu'il avait rencontré à Kidal, cherche un passage direct Reggan-Tessalit par Ouallen. En 1926, un nouvel itinéraire évite Ouallen et crée Bidon V. Cet itinéraire est balisé pour l'aviation en 1932 par le général Vuillemin. Dès les années 20, la piste transsaharienne trouve ainsi un début de réalisation. Ses chantiers sont alors protégés des rezzous par l'armée (Groupe nomade du Timetrin).

"25/10 Arrivée à In Emzel à 8 heures. Trouvé sergent Briant et travailleurs piste automobile.

Le délégué du Commandant Militaire averti le 22 octobre (1928), le G.N.T. était invité à cesser son mouvement vers l'est, et à reprendre ses emplacements de protection de la piste saharienne, où se trouvaient des travailleurs et des européens (sergent Briant et adjudant-chef Haultmann)."¹⁸

Mais l'Adagh est aussi l'un des lieux de passage prévu pour le tracé occidental du chemin de fer transsaharien. Celui-ci est indissociable de l'histoire saharienne. La littérature qu'il a suscitée, les rêves qu'il a engendrés dépassent par leur ampleur le cadre de ce travail¹⁹. Le projet fut à l'origine de nombreuses expéditions, dont celle de la mission Flatters, de nombreuses études techniques et budgétaires. L'espoir était qu'il donnerait à la France de nombreux avantages. Avantages militaires, parce qu'il permettrait l'acheminement rapide vers la métropole des divisions de tirailleurs africains vers le nord, et le ravitaillement aisé d'une ligne de points d'appui d'où les compagnies méharistes auraient pu rayonner. Avantages politiques, parce qu'il aurait ancré les colonies françaises dans un même espace mieux contrôlé, et qu'il aurait placé l'axe métropole-AOF à l'abri des aléas de la route maritime. Avantages économiques enfin, car

SHAT - AOF - Soudan 9 - dossier II - Chemise 9.

¹⁷ HAARDT (G.M.)/AUDOUIN-DUBREUIL (L.), *La première traversée du Sahara en automobile, de Touggourt à Tombouctou par l'Atlantide*, Paris, Plon, 1923.

¹⁸ Rapport N°276, Opérations du G.N.T. du 20 septembre au 26 octobre 1928, Bataillon de Tirailleurs Sénégalais n°2, 3ème Cie, Groupe nomade du Timetrin. ANM, 1E76, Fonds récents, Bamako, Rezzous.

¹⁹ Voir pour la bibliographie sur le transsaharien : LINIGER-GOUMANZ, "Transsaharien et transafricain. Essai bibliographique", *Genève-Afrique*, n° 1, vol. III, 1968 : 70-85.

Voir aussi les articles plus récents de :

LAKROUM (M.), "Paris-Dakar... en chemin de fer", *L'histoire*, n° 82, octobre 1985 : 66-75

BOURGEOIS (A.), "La conquête coloniale au Sahara central ou L'utopie du transsaharien", in *L'histoire du Sahara et des relations transsahariennes entre le Maghreb et l'Ouest Africain du Moyen-âge à la fin de l'époque coloniale*, Actes du IVème colloque Euro Africain, Erfoud, 1985, Bergamo, Gruppo Walk Over, 1986 : 192-198.

on espérait qu'il permettrait d'acheminer au moindre coût les produits d'Afrique noire, miniers et agricoles, vers la métropole. En ce sens, il représentait un élément supplémentaire des infrastructures coloniales engendrées par l'économie de traite. Finalement, après des débats acharnés et un long moment de désintérêt, la construction du Transsaharien fut relancée par une loi du 22 mars 1941 signée par le maréchal Pétain, qui créa l'office public du "Méditerranée-Niger". Entre 1941 et 1942, la voie fut poursuivie jusqu'à Colomb-Béchar, afin de relier la mine de charbon de Kenadza. Le programme de l'année suivante prévoyait d'atteindre Ouagarta, 235 km plus loin. Mais le débarquement américain en novembre 1942 stoppa l'avancée des travaux, qui ne furent en fait jamais repris réellement. Aussi la voie provisoire ne dépassa-t-elle jamais Abadla, à 90 km de Colomb-Béchar. En attendant, le "Merniger", comme on avait pris l'habitude de nommer l'office, fut chargé d'entretenir et d'améliorer la piste impériale n° 2²⁰, qui empruntait globalement le futur tracé ferroviaire en reliant Béchar à Gao, et longeait l'Adagh, par Tessalit, Aguelhoc et Bourem. Des implantations fixes du Méditerranée-Niger étaient ainsi installées à Gao, Anefis, Tessalit, et d'autres, temporaires, se déplaçaient en fonction des chantiers. Ceux-ci utilisaient une main d'œuvre fournie en grande partie par le pénitencier de Kidal, encadrée par quelques employés du Méditerranée-Niger. Ces chantiers échappaient à la subdivision. L'exploitation de la piste était assurée par la Compagnie générale transsaharienne, fondée en 1923 par Gaston Gradis avec le soutien de la firme Renault. Elle organisa dès 1926 un service bi-hebdomadaire entre Colomb-Béchar, Reggan et Gao, et fut associée en mars 1942 au Merniger pour l'entretien de la piste :

"La piste Gao-Aguelhoc-Poste Cortier-Reggan est praticable toute l'année grâce aux travaux dans le tronçon sud des chantiers militaires et civils. Elle est exploitée commercialement par la compagnie générale transsaharienne, société puissante ayant son siège à Paris. Elle assure une liaison courrier hebdomadaire Béchar-Gao par camions et cars Renault A.G.O.D." ²¹

Par contre, les autres pistes traversant l'Adagh et reliant la route transsaharienne étaient elles à la charge de la subdivision. Ainsi, Kidal fut relié à cette route par la bretelle Anefis-Kidal-Aguelhoc, et à Tamanrasset par une piste passant par Tin Zawaten. Les travaux commencèrent au début des années 30 :

"Mise en chantier de la piste Kidal-Agueloc qui vient d'être reconnue et est entièrement en terrain dur ou caillouteux. Cette piste passera à côté de nombreux puits. D'Agueloc, cette piste rejoindra Tanaout et Tissalit. De ce point, elle rejoindra le grand reg caillouteux à proximité, de la frontière soudanaise où passe actuellement la piste transsaharienne. Cette piste sera reliée à la piste Tabankort-Kidal par une piste suivant l'oued Ibdakhan et rejoignant la piste actuelle Tabankort-Kidal non loin d'Anefis. Toutes ces pistes seront en terrain dur". ²²

²⁰ Rôle officialisé par le décret du 22 février 1949

²¹ Monographie de Kidal, 1942, Lieutenant. Reeb. ANM, 1D44, Fonds anciens, Bamako.

Voir aussi les articles de VAUQUESAL-PAPIN et Bruno CARRIERE, "Une épopée des sables. Le transsaharien", *La vie du Rail*, n° 2032 à 2039, février à avril 1986.

²² Rapport du lieutenant de la subdivision de Kidal, 30 avril 1930. ANM, 1E24, Fonds récents,

Ces chantiers eurent des répercussions limitées sur la vie quotidienne des nomades de la subdivision. Comme pour les travaux de la piste transsaharienne, les pistes locales furent aménagées grâce à la main d'oeuvre pénitentiaire ²³. Les Touaregs n'y participèrent donc jamais, et même ceux qui étaient punis restaient à Kidal et n'étaient pas soumis aux travaux forcés. Leur seule contribution, limitée aux années de pénurie de la seconde guerre mondiale, fut celle du ravitaillement des chantiers en nourriture. A cette époque, des chameaux furent prélevés dans leurs troupeaux sur le mode de la réquisition ²⁴, qui s'appliqua aussi aux nomades de la subdivision de Menaka, une piste s'y rendant. Mais dès 1946, le chef de subdivision recevait de nouveau des crédits pour acheter aux éleveurs des moutons destinés à nourrir les prisonniers employés à la construction des pistes.

Les travaux réalisés pour ces différentes pistes représentèrent ainsi le gros des chantiers de l'Adagh, qui durèrent pendant toute la période coloniale. De nouvelles pistes étaient ouvertes (le tronçon Kidal-Boughessa le fut en 1954), les anciennes étaient entretenues et refaites régulièrement :

"Il est désormais possible d'envisager la reprise des travaux sur le tracé Kidal / Bouressa où la piste se trouve arrêtée au Km 69 de Kidal. Il reste à ouvrir environ 200 kilomètres. La main d'oeuvre sera fournie par le camp pénal mais nous sommes handicapés par une réduction sensible de l'effectif"²⁵ "La réfection de la piste Kidal/Aguel'hoc, commencée tardivement, se poursuit normalement. L'équipe partie de Kidal a atteint actuellement Aoukenek (104 km de Kidal). Il lui reste 26 km pour atteindre la route Gao/Colomb Béchar."²⁶

A ces travaux, et sur un mode un peu différent, il faut enfin ajouter la mise en oeuvre des aérodromes. Ces chantiers furent moins importants, car il s'agissait simplement d'aplanir un terrain suffisamment long pour qu'atterrissent les avions de ravitaillement et de reconnaissance dont la venue était irrégulière. Une fois achevés, les terrains ne demandaient guère d'entretien. Ils furent réalisés dès les années 20. En 1925, une ligne continue de ces petits terrains essentiellement destinés aux escales permit la

Bamako. Rapports politiques et de tournée, Cercle de Kidal. 1928-1960

²³ Voir à ce sujet les rapports de la subdivision, tel par exemple : "Sur la piste Anefis-Kidal, une équipe de prisonniers de Kidal en train d'aménager la piste". Rapport de tournée du 30 août au 3 octobre 1941, lieutenant Reeb, Cercle de Gao, Subdivision de Kidal. ANM, 1E24, Fonds récents, Bamako. Rapports politiques et rapports de tournées.

²⁴ "Régler la réquisition de troupeaux (destinés aux chantiers de la piste) pour les fractions de Kidal nomadisant sur Menaka". Rapport de tournée du 30 août au 3 octobre 1941, lieutenant Reeb, Cercle de Gao, Subdivision de Kidal. ANM, 1E24, Fonds récents, Bamako. Rapports politiques et rapports de tournées.

²⁵ Rapport de tournée du 16 au 19 juillet 1954, chef de subdivision Baudelaire. ANM, 1E24, Fonds récents Bamako, Rapports politiques, Cercle de Gao - subdivision Kidal

²⁶ RAPPORT sur trois tournées effectuées en mars 1954 par M. BAUDELAIRE, Administrateur de la F.O.M. Chef de Subdivision de KIDAL, Cercle de Gao subdivision de Kidal N°349 - 2 septembre 1954. ANM, 1E24, Fonds récents, Bamako.

jonction à Béchar d'avions venus du Soudan et d'Alger ²⁷, et servirent par la suite à la 3e escadrille, créée en 1931 et implantée à Gao. Il y avait ainsi à l'époque de la seconde guerre mondiale cinq terrains d'aviation dans l'Adagh (Kidal, Aguelhoc, Tin Zawaten, Tessalit, Ellewidj), un sixième à Anefis étant à peu près achevé, mais non encore classé ²⁸. Le seul chantier d'envergure fut la réalisation de la piste de Tessalit en 1957, et l'installation d'une véritable base aéronautique qui fut abandonnée à l'indépendance et ne servit donc que pendant trois ans.

La mise en valeur de l'Adagh, au niveau de l'équipement en infrastructures, ne dépassa pas ce cadre. Elle était essentiellement orientée sur l'utilisation tactique et stratégique de la région dans la défense globale du Sahara et de l'Adagh en particulier. En dehors de ce souci, l'investissement réalisé dans un but de développement économique et humain fut très limité. Il porta essentiellement sur l'assistance sanitaire, qui ne représenta jamais une couverture médicale réelle, sur des actions d'hydraulique pastorale laissées à l'initiative du chef de subdivision et peu soutenues par les services soudanais, sur le développement ponctuel de palmeraies, sur la scolarisation enfin, qui n'intervint que très tard et dont les résultats furent pour le moins médiocres.

Une assistance sanitaire très réduite

L'équipement sanitaire dans l'Adagh dépendait essentiellement de l'AMI (Assistance médicale indigène), organisée en 1926 par le gouverneur général Carde. En dehors de Bamako, l'AMI créa 32 centres médicaux dans les villes importantes et dans chaque chef lieu de cercle ou de subdivision importante, dirigés par un médecin, européen ou français. Ce dispositif était complété par une centaine de dispensaires de brousse (83 en 1955) ²⁹ tenus par des infirmiers, et d'une trentaine de maternités. En pratique, il n'existait encore dans l'Adagh au début de la seconde guerre mondiale qu'un dispensaire, tenu par un infirmier auxiliaire africain de 2e échelon ³⁰. En 1944, le personnel médical s'étoffait un peu : un infirmier était posté à Kidal, un autre à Aguelhoc, et Tessalit recevait les soins d'un médecin auxiliaire et d'un infirmier, tous africains. Cependant le chef de subdivision faisait à l'époque la remarque suivante :

"Le personnel en fonction à Aguelhoc et Tessalit a pour mission principale de veiller à l'état sanitaire de la main d'oeuvre de Merniger (Mossis et camp pénal de Tessalit). Il en résulte que les possibilités d'assistance médicale dans la population locale sont extrêmement réduites.

²⁷ DENIS (P.), *L'armée française au Sahara*, Paris, L'Harmattan, 1991 : 177.

²⁸ Rapport de tournée du 23 novembre au 6 décembre 1941, lieutenant Reeb, chef de subdivision de Kidal. ANM, 1E24, Fonds récents, Bamako, rapports politiques et de tournées.

²⁹ SPITZ (G.), *Soudan français*, Paris, Ed. maritimes et coloniales, 1955 : 60.

³⁰ Il s'agissait d'un certain Mamadou Samake. Rapport du 1er avril 1939 de l'inspecteur des affaires administratives Henri Carbou. ANM, 2D20, Fonds récents, Bamako, Inspection des affaires administratives, Kidal 1937-1957.

Par ailleurs, le chef de subdivision n'a aucun pouvoir pour la développer"³¹

Il notait de plus que le personnel de l'AMI travaillait sans aucun contrôle, et en l'absence de tout cadre à cause de "l'impossibilité pour les médecins de Gao de se rendre plus d'une ou deux fois par an sur place". La situation n'était donc guère brillante à cette date. Le personnel médical, qui n'avait pas de moyens d'effectuer des tournées en brousse, s'occupait essentiellement des habitants des trois centres de l'Adagh, Kidal, Tessalit, Aguelhoc, dont la population s'était largement accrue à cause des détenus affectés aux chantiers du Merniger, lequel employait environ 400 personnes. Le chef de subdivision proposa à cette époque une nouvelle organisation qui inclurait l'affectation à Kidal d'un médecin, afin de pouvoir "entreprendre un plan d'Assistance nomade", qui n'avait pas encore débuté à cette date.

La situation en 1956 ne s'était guère améliorée, si l'on observe l'état d'affectation du personnel : il n'y avait toujours que trois dispensaires. Elle s'était même dégradée, puisque le médecin n'était plus présent à cette date, le chantier du Merniger ayant achevé ses travaux les plus importants. Cependant, les chiffres relevés par l'inspection des Affaires administratives dans les trois dispensaires³², à la fin de l'année 1956, peuvent faire penser que la situation n'était pas aussi sombre qu'elle y paraît. On y constate en moyenne entre cinq et six consultations par consultant, sur deux ans (entre 4 et 5 en 1955, autour de 6 consultations par consultant en 1956). Cela peut paraître tout à fait conséquent, d'autant qu'il est précisé dans le même rapport que la subdivision de Kidal, avec ses trois dispensaires, c'est à dire "un dispensaire pour 5 500 habitants", est la plus favorisée du cercle.

Pourtant, tout ceci ne signifie pas grand chose si l'on ne compare pas ces chiffres à ceux de la population totale de la subdivision, telle qu'elle apparaît dans les mêmes années à travers les tableaux de recensement. En 1956, les recensements comptabilisaient 17 578 personnes (867 sédentaires et 16 711 nomades). La proportion des consultants par rapport à la population recensée est alors de 32%. Autrement dit, l'AMI ne touche réellement qu'à peu près un tiers de la population de l'Adagh. Qui bénéficie des soins ? Si l'on se reporte aux journées consacrées aux tournées en brousse, on observe 27 jours

³¹ Lieutenant Lagarde, chef de subdivision de Kidal, Annexe n° 2 au rapport de tournée 2K, 12 avril 1944. ANM, 1E24, Fonds récents Bamako, Rapports de tournée 1944-49.

³² Il en ressort les tableau statistiques suivants, cumulant les relevés des trois dispensaires :

	Consultants	Consultations	Vaccinations	Jours tournée
1955	6605	30023	3862	27
1956	5635	36433	0	31
Totaux	11640	66456	3862	58

Tableau construit à partir des chiffres présentés dans le rapport de G. Escargueil sur l'inspection réalisée du 7 au 12 décembre 1956 sur mission n° 551/C, 1 mars 1957. ANM, 2D20, Fonds récents, Bamako, Inspection des affaires administratives.

en 1955, 31 jours en 1956, presque exclusivement effectués par l'infirmier de Kidal. Celui-ci n'a pas de moyens de déplacement autres que le chameau, ce qui explique le peu de temps passé en tournée. Il est de plus originaire du sud, connaît mal la région et ses habitants, et la méconnaissance est réciproque. Aussi le rendement de ces tournées est-il très faible :

"Beaucoup plus qu'en pays sédentaire l'AMI doit être en pays nomade soutenue et conseillée par le chef de subdivision pour les raisons suivantes :

- Prévention naturelle des nomades contre les fonctionnaires de couleur
- Difficulté pour un infirmier non averti de travailler rationnellement en pays nomade.
- Rendement très médiocre du travail s'il n'est pas préparé par le chef de subdivision (densité faible de la population et très grandes distances)."³³

La déduction est assez facile à faire. Ne sont véritablement touchées par l'assistance médicale que les populations sédentaires de Kidal, Aguelhoc et Tessalit, où les prisonniers sont manifestement consommateurs du gros des consultations, et les populations nomadisant aux alentours proches de ces centres urbains. Les nomades vivant dans des régions plus éloignées n'ont quasiment pas bénéficié de soins médicaux. A ces considérations, il faut ajouter que les recensements, de l'avis même de leurs auteurs, n'ont jamais reflété la vérité démographique de la région, et ont toujours largement sous-estimé la réalité. Il faudrait donc revoir fortement à la baisse le pourcentage de personnes touchées par l'AMI. Les résultats de l'assistance sanitaire ne sont pas nuls. Mais la présence négligeable de médecins qualifiés, le peu d'impact des soins sur les populations réellement autochtones, et ce, jusqu'à la fin de la colonisation, montrent cependant que l'attention portée par les autorités centrales aux régions de l'Adagh est très relative.

Une assistance vétérinaire plus importante

En comparaison, l'assistance vétérinaire dans la région paraît relativement importante, ce qui eut des conséquences nettes dans l'accroissement des troupeaux, surtout ceux de bovins. En effet, le service vétérinaire s'est employé tout particulièrement à éliminer la peste bovine qui était un véritable fléau dans la région. Les grandes épizooties, si l'on en juge par le nombre d'années qui portent ce nom chez les Kel Adagh ("*awatay wa n shanga*"), revenaient fréquemment. L'attention est portée sur ce sujet à la fin des années 1920 :

"La peste bovine sévit, mais à l'état sporadique ; et sitôt qu'un cas est signalé, le vétérinaire, ou un infirmier, part pour procéder aux mesures d'isolement nécessaires ; aussi n'y

³³ Lieutenant Lagarde, chef de subdivision de Kidal, Annexe n° 2 au rapport de tournée 2K, 12 avril 1944. ANM, 1E24, Fonds récents Bamako, Rapports de tournée 1944-49.

a-t-il pas, comme en 1925, d'épidémies généralisées." ³⁴

Pendant toute la période coloniale, il n'y eut cependant pas de médecins ou d'infirmiers vétérinaires à demeure dans l'Adagh. On envisagea cette affectation seulement dans les toutes dernières années de la présence française, et à ma connaissance, elle ne fut pas réalisée :

"Un parc de vaccination en pierres et ciment fut construit de novembre 1957 à septembre 1958 près des puits d'Anr Amaly sur les crédits de la société de Prévoyance et un nouveau logement de fonctionnaires édifié d'avril à décembre 1958 en prévision de l'affectation permanente d'un infirmier vétérinaire" ³⁵

Malgré cela l'action vétérinaire fut tout de même efficace. Les services procédaient chaque année, à la saison chaude, c'est à dire quand le bétail était rassemblé autour des puits, et donc plus facilement accessible, à des campagnes systématiques de vaccinations. Ils envoyaient aussi de Gao des missions en cas d'épizooties déclarées :

"Venue du Sud, une épidémie de peste bovine sérieuse sévit à la bordure Sud et Sud-Est de l'Adrar. Une campagne de vaccination de barrage est en cours." ³⁶

"Je parlais (...) avec le chef de service de l'élevage (de Gao) qui était en mesure d'intervenir rapidement avec une équipe d'infirmiers lorsqu'une épidémie de peste bovine était signalée et de la juguler ainsi sans délai (tel fut le cas en juin et août 1957)" ³⁷

Cette politique a porté ses fruits, bien qu'il soit difficile de préciser exactement dans quelles proportions. Mais tous les témoignages concordent pour noter un accroissement des troupeaux en regard de la situation du début du siècle. L'assistance vétérinaire n'est d'ailleurs pas seule en cause. La raréfaction puis la disparition des rezzous ont éliminé les ponctions régulières de bétail qui en étaient la conséquence, et les imghad ont pu développer des troupeaux qui n'attiraient plus comme avant la conquête la rapacité des nobles. Il est manifeste que si l'assistance vétérinaire a accompagné et complété ces nouvelles conditions, la sécurité en fut la base essentielle. Elles constituent en tout cas les deux grandes causes d'accroissement du bétail dans l'ensemble de la colonie du Soudan ³⁸, et dans l'Adagh en particulier.

³⁴ Rapport Politique du 2ème trimestre 1926, cercle de Gao. ANM, 1E17, Fonds récents, Bamako, *Rapports politiques et de tournées (1921-49)*

³⁵ CLAUZEL (J.), *Administrateur de la France d'outre-mer*, Paris, Lafitte/Barthélémy, 1989 : 196.

³⁶ Rapport de tournée du 7 au 18 novembre 1943. ANM, 1E143 - Fonds récents, Bamako, 13 / Kidal

³⁷ CLAUZEL (J.), *Administrateur de la France d'outre-mer*, Paris, Lafitte/Barthélémy, 1989 : 199.

³⁸ "En 1958 le cheptel atteint, pour les 3 cercles du Nord-Soudan, d'après les recensements administratifs, 667 000 boeufs, 2 560 000 moutons et chèvres, 89 000 chameaux, 10 500 chevaux, 92 000 ânes. Le service de l'élevage estime, quant à lui, que ces chiffres sont très inférieurs à la réalité et que pour les boeufs, les moutons et les chèvres il faut les multiplier par 2." CLAUZEL (J.), "Évolution de la vie économique et des structures sociales du pays nomade du Mali de la conquête française à l'autonomie interne (1893-1958)", *Tiers-monde*, Paris, 3, 1962 : 291.

Une hydraulique pastorale limitée

L'hydraulique pastorale a aussi joué un rôle dans cet accroissement du bétail, en créant de nouveaux points d'eau et en permettant ainsi aux nomades l'exploitation de pâturages jusque là difficiles à utiliser par absence de puits. Mais à ce niveau aussi, l'action coloniale fut loin d'être massive. Si la création en 1936 d'un service forestier hydraulique a permis le creusement de quelques puits au Soudan à la fin des années 30 et au début des années 40, l'Adagh ne fut pas concerné :

"A cette époque, des milliers d'hectares de pâturages étaient inutilisés chaque année faute de puits situés à distance convenable alors que des ressources en eau existaient en profondeur mais exigeaient des travaux hors de portée des moyens existants"³⁹

Hors de portée en tout cas des moyens de la subdivision, qui attendait que veuillent bien être mis en place des projets concrets soutenus par l'autorité centrale. Mais l'action hydraulique ne débuta réellement qu'après-guerre, lorsque fut créé en 1948 un Service de l'hydraulique pastorale, dépendant du Service de l'élevage. Sa mission était de doter de points d'eau permanents tous les pâturages sahéliens, par l'utilisation des eaux de surface, et, particulièrement dans la région de Gao, le creusement de forages profonds utilisables en saison sèche⁴⁰. Mais en 1956, alors que de leur côté les chefs de subdivision avaient entrepris des actions à leur niveau, ce service en était encore pour l'Adagh au stade de la réflexion, et se posait toujours le problème de ce qu'il était possible de faire :

"Il ne suffit pas de créer des points d'eau, il faut aussi les aménager afin de mettre un terme à des méthodes archaïques de puisage. L'eau est toujours puisée à bras, et il conviendrait de combiner l'abreuvoir avec une installation de puisage mécanique.(...) Quand on aura pu trouver, après plusieurs expériences concluantes, une formule satisfaisante, des instructions détaillées devront être adressées aux chefs de subdivision pour la réalisation d'un programme d'aménagement sur les ressources conjointes du budget de la Taxe de cercle, de la société de prévoyance et du FERDES. Il ne faudrait pas tarder. Ces aménagements rentrent dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie des nomades qui sont demeurées inchangées depuis des siècles."⁴¹

En effet, la commission d'hydraulique pastorale réunie en septembre 1955 avait retenu un programme à réaliser par la société de prévoyance, qui consistait à creuser onze puits dans la subdivision⁴². Il avait été décidé dans ce but d'affecter un puisatier du service de l'élevage à Kidal et de commencer les travaux en octobre 1955. Mais ce programme fut critiqué par le service géologique qui, rappelant la présence d'un socle

³⁹ LAGARDE (J.), "La nomadisation des Ifoghas et son contrôle (1943-45)", in *Nomades et commandants*, Paris, Karthala, 1993 : 118.

⁴⁰ SPITZ (G.), *Soudan français*, Paris, Ed. maritimes et coloniales, 1955 : 73.

⁴¹ Rapport de G. Escargueil sur l'inspection réalisée du 7 au 12 décembre 1956 sur mission n° 551/C, 1 mars 1957. ANM, 2D20, Fonds récents, Bamako, Inspection des affaires administratives.

⁴² Puits de Khamali, de Kidal, d'In Tedeyni, de Djounhane, d'Adrar, d'Achou, d'In Ekker, d'In Frit, d'In Tebzal, d'Aguelell, de Kellemane.

cristallin imperméable sur la plus grande partie du territoire de la subdivision, démontrait l'impossibilité d'envisager la création de points d'eau exploitant une nappe profonde permanente. Il préconisait surtout l'exploitation des "réentions alluviales locales", naturelles ou artificielles, c'est à dire la mise en place de petits barrages. Mais il concluait par un commentaire dilatoire qui reportait *sine die* la réalisation des dits barrages :

"Il conviendrait de procéder dans l'Adrar aux études techniques nécessaires aux choix des barrages qui créeront ces retenues d'eau susceptibles d'alimenter dès lors des puits permanents. Un programme de réalisation serait ensuite établi."⁴³

Ainsi, lors de la réunion de la commission d'hydraulique pastorale du 8 août 1956, il n'a même pas été question de la subdivision de Kidal... Dans ces conditions, les travaux d'hydraulique dans la région ont été le fait des chefs de subdivision, qui se sont débrouillés comme ils ont pu, souvent avec ingéniosité. Ils entreprirent, surtout à partir des années 1940, le creusement de nouveaux puits ou l'amélioration des puits existants, déjà creusés par les nomades, en réalisant des coffrages de pierres et de ciment, ou en les recreusant pour atteindre des nappes aquifères plus profondes. Le premier puits ainsi recoffré fut celui d'Abiou, pour lequel les travaux commencèrent en avril 1949. Pour mener à bien leurs projets, les chefs de subdivision durent faire appel au cercle de Gao. Mais les fournitures accordées ne coûtèrent guère à la colonie. La première demande adressée par Jean Clauzel était ainsi libellée : "trente barres à mine, trente masses et trente marteaux de carrier"⁴⁴. Elle fut complétée, pour le recreusement, par un chef puisatier, du ciment, des fers ronds et deux tonnes de riz pour l'alimentation des manoeuvres. Demandes minimales à l'échelle du Soudan, et même du cercle de Gao ! En 1958, vingt-trois puits avaient ainsi été coffrés, dont certains avec une margelle qui tenait lieu d'abreuvoir circulaire, système mis au point par le chef de subdivision Allard⁴⁵. Un barrage avait aussi vu un début de réalisation, dans l'oued Amachdiacha. Pour celui-ci encore, ce fut le chef de subdivision, seul, qui fit les études nécessaires et décida de son propre chef de commencer la construction, en février 1952, et ce malgré les réticences des autorités supérieures :

"Le projet d'ensemble fut exposé au commandant de cercle, des crédits sollicités à plusieurs reprises du chef-lieu au titre du FERDES et finalement obtenus. N'étant pas des techniciens, nous ne pouvions être certains qu'ils permettraient de terminer l'ouvrage mais nous voulions ouvrir le chantier, escomptant que le chef-lieu serait obligé de suivre pour son achèvement"⁴⁶

⁴³ Rapport de G. Escargueil sur l'inspection réalisée du 7 au 12 décembre 1956 sur mission n° 551/C, 1 mars 1957. ANM, 2D20, Fonds récents, Bamako, Inspection des affaires administratives.

⁴⁴ CLAUZEL (J.), *Administrateur de la France d'outre-mer*, Paris, Lafitte/Barthélémy, 1989 : 112.

⁴⁵ "Déjà, dans la subdivision, quelques puits ont été complétés par un système d'abreuvoirs circulaires qui donnent satisfaction. Une intéressante notice a été à cet égard rédigée par M. Allard le 4 mai 1956 pour permettre la diffusion des méthodes de construction de ces ouvrages qui ont fait leur preuve." Rapport de G. Escargueil. ANM, 2D20, Fonds récents, Bamako, Inspection des affaires administratives.

⁴⁶ CLAUZEL (J.), *Administrateur de la France d'outre-mer*, Paris, Lafitte/Barthélémy, 1989 : 142.

En réalité, cet espoir n'était pas fondé. Malgré le rôle d'entraînement que tentaient de jouer les chefs de subdivision, le barrage ne fut jamais fini. Quant au Service de l'hydraulique pastorale, il n'avait à l'indépendance encore rien réalisé dans l'Adagh, à part l'envoi d'une mission d'étude sur le terrain !

Quelques palmeraies

Passons enfin rapidement sur les tentatives de constitution de palmeraies dans l'Adagh, ou de remise en état d'anciens centres de culture existants. En réalité, elles ne furent le fait que d'un seul administrateur, Jean Clauzel, qui se passionna personnellement pour cela. Initiative individuelle, elle n'était soutenue ni par l'administration centrale, ni d'ailleurs par les nomades eux-mêmes pour lesquels l'agriculture ou le jardinage n'étaient pas à l'époque une habitude. Les autres administrateurs n'en firent pas grand cas. Lors de son dernier séjour, à la veille de l'indépendance, le créateur de ces palmeraies en dresse lui-même un tableau plutôt sombre ⁴⁷ :

"En conclusion, l'essai de création de palmeraies dans l'Adrar se solde au bout de 10 ans par un échec. Sur 14 palmeraies, deux seulement ont tenu (Telabit - Tanezrouft, Tan Ataram) lorsque l'attention de l'administration s'est relâchée, une (Ararebba) s'est maintenu tant bien que mal (en déclinant d'ailleurs) mais sera abandonnée dans deux ou trois ans au plus par son propriétaire trop âgé, les autres n'existent plus ou pratiquement plus." ⁴⁸

Volonté humanitaire : libération des captifs

La colonisation française s'est voulue humanitaire, et le thème de la France coloniale libératrice des esclaves est récurrent dans la littérature de l'époque. La réalité au sein du monde touareg, comme ailleurs dans les colonies, a été plus complexe. D'abord parce que l'action française à ce niveau a surtout été hésitante et pragmatique, ensuite parce que la présence de "captifs" ou "serviteurs" ⁴⁹, terme employé par l'administration française pour désigner les esclaves, était d'importance inégale selon les lieux.

⁴⁷ Il reste que cette initiative fut néanmoins reprise à leur compte par les nomades, après les désastres climatiques des années 1970 et 1980. De petites palmeraies et des jardins furent ainsi créés dans de nombreux endroits de l'Adagh afin de pallier à la destruction des troupeaux toujours possible en cas de retour de la sécheresse.

⁴⁸ Rapport de tournée, J. Clauzel, Chef de Subdivision de KIDAL, 1958. ANM, 1E24, Fonds récents Bamako, Rapports politiques, Cercle de Gao, subdivision de Kidal.

⁴⁹ L'utilisation du terme de "serviteur", de préférence à celui d'esclave, avait le mérite d'une neutralité qui permettait à l'administration de ne pas mettre en lumière les réalités d'une domination sociale qu'elle réprouvait à la base et qu'elle ne pouvait couvrir officiellement, mais qu'elle était en partie impuissante à éliminer complètement.

L'administration coloniale s'est en effet trouvée devant un dilemme : les principes de la République interdisaient que perdure l'esclavage sous l'autorité française, mais supprimer brutalement cette institution équivalait à déstabiliser les sociétés et les économies africaines, et probablement à les conduire à la révolte. Aussi le processus de libération fut-il lent, hésitant, et conduit avec beaucoup de prudence. Cette hésitation des autorités coloniales entre la "mission civilisatrice" de la France et les impératifs pratiques de la domination qui ne permettaient pas d'ébranler trop rapidement les réalités sociologiques africaines a été souvent décrite, y compris dans ses retombées politiques chez les Touaregs sahéliens⁵⁰. Les "villages de liberté", qui étaient censés accueillir les esclaves libérés ont été eux aussi dépeints⁵¹. Rappelons simplement ce que fut l'esprit général de la politique en milieu nomade : pas de suppression du système servile de façon brutale, globale et généralisée, mais attention portée aux cas particuliers, et libération et soutien aux individus désirant se séparer de leurs maîtres. La politique française d'émancipation, désireuse de ne pas bouleverser un équilibre socio-économique fragile, fut donc essentiellement empirique. Mais elle trouva matière différente à s'exprimer selon les endroits où elle était censée s'appliquer. Dans les tribus nomades entre autres, le problème des esclaves n'était pas aussi crucial partout. Si les Touaregs les plus méridionaux, installés le long du fleuve Niger, comme les Kel Antsar ou les Iwlliminden, comptaient en leur sein une forte proportion d'esclaves, les Kel Adagh plus isolés, moins guerriers, n'en comptaient guère, comme on l'a observé plus haut⁵². Les chefs de subdivision successifs dans l'Adagh le rappelèrent d'ailleurs fréquemment :

⁵⁰ Voir à ce propos l'introduction de Claude MEILLASSOUX pour l'ouvrage collectif : *L'esclavage en Afrique précoloniale (17 études)*, Paris, Maspéro, 1975; ainsi que l'article de Suzanne et Edmond Bernus dans ce livre : "L'évolution de la condition servile chez les Touaregs sahéliens" : 27-47.

Voir aussi de CLAUZEL (J.) :

- "L'administration coloniale française et les sociétés nomades dans l'ancienne Afrique occidentale française", *Politique Africaine*, 46, 1992 : 99-116.

- *Un problème de minorité : les nomades dans l'État Soudanais*, Paris, CHEAM 3245, 1959, 25 p.

- "Évolution de la vie économique et des structures sociales au pays nomade du Nord Soudan de la conquête française à l'autonomie interne (1893-1958)", Paris, *Tiers-monde*, 3, 1962 : 283-311.

On pourra aussi consulter la contribution de MARIKO (K.), "L'attitude de l'administration face au servage", in BERNUS (E.), BOILLEY (P.), CLAUZEL (J.), TRIAUD (J.L.), *Nomades et commandants. Administrations et sociétés nomades dans l'ancienne AOF.*, Paris, Karthala, 1993 : 193-206.

⁵¹ BOUCHE (D.), *Les villages de liberté en Afrique noire française*, Paris, Mouton, 1968, qui montre les difficultés d'adaptation des esclaves libérés, qui forment le plus souvent un sous-prolétariat déraciné. Cette réalité a conduit fréquemment les autorités à critiquer les libérations : "Les Bellahs libérés ne font rien, fuient les chefs de village, ne cultivent pas les terres qui leur sont allouées. L'expérience est donc concluante. Il y aura un gros intérêt à ne plus détacher les bellahs des groupements Touareg dont ils font partie, leur place est dans la brousse pour garder les troupeaux sous l'autorité des nomades". Rapport du capitaine Marty, commandant le cercle de Gao, Année 1920. ANM, 1E17, Fonds récents, Bamako, Rapports politiques et de tournées (1921-49).

⁵² Jean Clauzel, dans son article "Évolution de la vie économique et des structures sociales au pays nomade du Nord Soudan de la conquête française à l'autonomie interne (1893-1958)", CHEAM 3244, 1959, tente de donner les proportions numériques des esclaves dans les groupes touaregs en expliquant qu'elle "est pour l'ensemble des nomades soudanais d'au moins 55%. Elle croît du nord, du Sahara, au sud, au Soudan (elle est de 12% chez les Ifoghas de Kidal et de 78% chez les Tandjérédjif de Goundam)". Cette description est généralement admise chez tous les auteurs dans son esprit général, bien qu'en face de la complexité des statuts existants et de l'imprécision des recensements, les chiffres puissent varier.

"Nulle part (les serviteurs) ne sont groupés comme au Hoggar ou à Ménaka. Ils travaillent individuellement dans les campements Ifoghas. En majorité, ce sont des femmes et des enfants. Quand ils sont adultes, les jeunes gens quittent souvent l'Adrar pour aller vivre en pays noir, en particulier vers Gao. Par conséquent, les serviteurs noirs sont en voie de disparition en Adrar."⁵³

"Au contraire des Oulliminden et des Kounta, le nombre des serviteurs (Bellahs) dans l'Adrar est très réduit. Sur 226 familles recensées, 9 familles seulement ont des serviteurs (à raison de 1 ou 2 au maximum par famille)."⁵⁴

"La question bellah ne revêt pas dans la subdivision l'ampleur qu'elle a ailleurs. Les anciens captifs sont peu nombreux et ils demeurent généralement dans l'orbite de la tente de maîtres. Il n'y a pas de recensement séparé de bellah. Il survient qu'un bellah trop mal traité s'en aille de plein gré et s'emploie alors à Kidal ou Gao."⁵⁵

En 1956, le nombre des esclaves dans la subdivision était estimé à 600 individus ⁵⁶. La comparaison avec le recensement de la même année, qui comptabilisait 17 578 personnes sur le même territoire, porte la proportion de serviteurs à 3,4 % par rapport à la population, et ce chiffre ne change guère si l'on ne tient compte que du rapport serviteurs/population nomade (estimée selon le recensement de 1956 à 16 711 personnes), puisqu'il ne monte qu'à 3,6%. Rappelons encore une fois que ces chiffres sont à prendre avec beaucoup de précautions, les recensements n'étant guère fiables. Il en ressort cependant la confirmation globale de la très faible importance du problème de l'esclavage dans l'Adagh. Les observateurs de l'époque font d'ailleurs le lien entre cette absence de serviteurs qui oblige les Kel Adagh à travailler eux-mêmes et l'état sanitaire général de la population :

"Les Iforas sont forcés de travailler de leurs mains - toujours pour la même raison, insuffisance du nombre de serviteurs - car les conditions d'élevage ne sont pas les mêmes que dans le sud où les nomades bénéficient de nombreuses mares permanentes ou semi-permanentes et certains même du fleuve. Dans l'Adrar pendant 9 mois par an, il faut abreuver les troupeaux aux puits donc les hommes tirent l'eau et creusent les puits. Ce travail physique entraîne d'ailleurs une répercussion sur l'état physique des Iforas qui sont en moyenne plus solides, plus musclés que les Oulliminden et les Hoggar."⁵⁷

⁵³ Rapport politique n° 161-3, cercle de Tombouctou, Subdivision Kidal, 30 septembre 1931. ANM, 1E24, Fonds récents, Bamako. Rapports politiques et de tournée, Cercle de Kidal. 1928-1960.

⁵⁴ Rapport de tournée n° 66/c du 6 mars au 6 avril 1942, lieutenant Reeb, Cercle de Gao, Subdivision de Kidal. ANM, 1E24, Fonds récents, Bamako. Rapports politiques et rapports de tournées.

⁵⁵ Rapport n° 22 / aa2 d'inspection générale de la subdivision de Kidal, cercle de Gao, 6 janvier 1955, inspecteur des affaires administratives, R. Guidon Lavallée. ANM, 2D20, Fonds récents, Bamako, Inspection des affaires administratives, Kidal 1937-1957

⁵⁶ Rapport de G. Escargueil sur l'inspection réalisée du 7 au 12 décembre 1956 sur mission n° 551/C, 1 mars 1957. ANM, 2D20, Fonds récents, Bamako, Inspection des affaires administratives.

⁵⁷ Monographie de Kidal, 1942, Lieutenant. Reeb. ANM, 1D44, Fonds anciens, Bamako. Idée réaffirmée par J. Clauzel au Colloque eurafricain sur les problèmes actuels des sociétés pastorales sahariennes et sahéliennes, Trento, 17-19 septembre 1993 dans son intervention intitulée "L'originalité des Kel Adagh au sein du pays nomade du Nord-Mali" : "Pas de serviteurs chez les imrad, peu ou pas chez les Ifoghas : les Kel Adagh ont été contraints de faire à peu près tout par eux-mêmes ce qui les a rendus durants et a écarté tout interdit moral par rapport à telle ou telle tâche. (...) Les autres Touaregs maliens étaient certes également des éleveurs mais les tâches pénibles étaient, pour nombre d'entre eux, accomplies par leurs serviteurs. Les Kel Adagh, eux, devaient tout faire par eux-mêmes du creusement des puits à l'abreuvement des troupeaux".

La faiblesse numérique des esclaves, leur dispersion au sein des familles nobles n'a pas permis que se constitue un sentiment d'appartenance à une classe. Les esclaves des Kel Adagh étaient recensés dans les familles qui les utilisaient, et un rapport individuel était la plupart du temps noué avec le maître. Il est difficile dans ces conditions de parler d'un problème de l'esclavage dans l'Adagh. Sur ce plan, la colonisation n'a rien réglé, pour la raison simple qu'il n'y avait dans la région, contrairement à d'autres lieux, pas grand chose à régler...

A ce médiocre bilan du développement colonial dans l'Adagh, il faut enfin ajouter les tentatives de scolarisation des nomades. L'arrivée tardive de l'école dans la région, en 1947, la réussite très limitée qu'elle obtint apparentent ses faibles résultats à ceux des autres actions de développement dans l'Adagh, malgré les efforts opiniâtres des administrateurs qui désiraient donner aux nomades les mêmes potentialités qu'aux autres populations du Soudan. Elle aurait en effet connu un succès beaucoup plus affirmé si les nomades eux-mêmes n'avaient pas opposé à la scolarisation de leurs enfants une opposition généralisée et très efficace. Aussi développerai-je plutôt cette installation de l'école nomade dans l'Adagh en étudiant les réactions les plus visibles des Kel Adagh contre la présence coloniale.

...mais des résistances multiples et diffuses

Résistances à l'assimilation : l'école

L'école française et son installation représentent des éléments significatifs de la compréhension du fait colonial dans l'Adagh. L'attitude des Kel Adagh à son égard fut en effet l'exemple d'une des résistances touarègues les plus claires de la période, malgré les efforts des administrateurs qui dénotent à la fois la volonté tant d'assimiler leurs administrés que de leur donner des atouts pour l'avenir. Sa mise en place tardive (à la fin 1947) est par ailleurs tout à fait représentative du délaissement dans lequel cette subdivision lointaine et peu "utile" a été laissée par les autorités centrales. L'école fut pourtant pour les Français, dès les premiers temps de l'installation en Afrique, un des moyens reconnus de colonisation. Occupation militaire et "conquête morale" ont toujours été associées, et l'école, en transformant leur vision du monde et en la rapprochant de celle du colonisateur, représentait une façon d'obtenir l'adhésion des colonisés, et d'en faire de dévoués auxiliaires :

"Pour transformer les peuples primitifs de nos colonies, pour les rendre le plus possible dévoués à nos causes, utiles à nos entreprises, nous n'avons à notre disposition qu'un nombre

limité de moyens, et le moyen le plus sûr, c'est de prendre l'indigène dès l'enfance, d'obtenir de lui qu'il nous fréquente assidûment et qu'il subisse nos habitudes intellectuelles et morales pendant plusieurs années de suite; en un mot de lui ouvrir des écoles où son esprit se forme à nos intentions" 58

Dans ce but, il fut considéré comme prioritaire d'instruire d'abord les fils de chefs, afin qu'ils puissent une fois formés entraîner à leur suite les populations qu'ils représentaient. Au Soudan, les premières écoles ouvertes à la fin du XIXe siècle furent les "écoles des fils de chefs", qui succédèrent en 1895 à l'école des otages ouverte à Kayes en décembre 1886. Lorsque l'école arriva en zone nomade beaucoup plus tard, et dans l'Adagh encore après, elle continua à s'intéresser aux fils des chefs, malgré l'abandon de cette politique dans le reste de la fédération. En effet, le Soudan organisa des écoles qui perdirent peu à peu leur caractère d'écoles de fils de chefs pour se professionnaliser. La mention est encore présente en 1915 ("école professionnelle centrale et des fils de chefs"), mais elle disparaît ensuite, d'autant que l'arrêté du 24 novembre 1912 avait réorganisé l'enseignement dans tout l'AOF sur un schéma classique où l'on retrouvait écoles primaires, professionnelles et normales. Dans l'entre-deux-guerres, l'agencement de l'enseignement continue avec la création de l'école normale de Katibougou en 1934, et d'une école technique supérieure en 1939. En 1947, un inspecteur d'académie dirige un enseignement réparti entre primaire et secondaire, le "collège classique et moderne" qui prit trois ans plus tard le nom de Lycée Terrasson de Fougères accueille plusieurs centaines d'élèves, et le secteur primaire dispense un enseignement à plus de 15 000 élèves⁵⁹. Ce n'est pas encore une scolarisation massive, évidemment, et tous les enfants du Soudan sont encore loin d'être reçus à l'école. La proportion des jeunes scolarisés est cependant loin d'être négligeable au sud de la colonie. Ce n'est qu'à cette date qu'est envisagée la création d'une première classe dans l'Adagh, effective en octobre 1947. C'est dire le retard pris dans la subdivision de Kidal. Ce retard est d'ailleurs effectif même en regard de la scolarisation des autres régions nomades, qui fut pourtant déjà tardive par rapport à celle du sud du Soudan. En effet, seul le cercle de Goundam vit l'ouverture d'écoles pour nomades en 1917⁶⁰, chez les Tengérégif de Chebboun et les Kel Antsar d'Attaher, et encore ces écoles furent-elles fermées en 1927. Ce n'est qu'en 1936 que fut rouverte l'école des Kel Antsar, essentiellement à cause de l'insistance de leur amenokal, Mohammed Ali ag Attaher, qui a parfaitement compris à l'époque - beaucoup plus tôt que les autres Touaregs - que les nomades ne pouvaient s'exclure ou être exclus de l'école sous peine de se faire distancer

⁵⁸ HARDY (G.), *Une conquête morale. L'enseignement en AOF.*, Paris, A. Colin, 1917 : 8.

⁵⁹ 13 000 en 1945 pour 110 écoles, 29 000 en 1953 pour 195 écoles. SPITZ (G.), *Soudan français*, Paris, Ed. maritimes et coloniales, 1955 : 61.

⁶⁰ Voir à ce propos CAMEL (F.), "L'enseignement colonial chez les nomades. Les premières tentatives au Soudan français (Goundam 1917-1947)", *Cahiers de l'IREMAM*, n° 4, 1993 : 57-66.

par les autres Soudanais ⁶¹. Mais en 1946, le cercle de Gao ne compte encore que deux écoles nomades, l'une, destinée aux Kounta, est installée dans la subdivision de Bourem, à Agamhor, à 160 km de Gao, et l'autre dans la subdivision d'Ansongo pour les Kel Essouk⁶². Cependant, les temps changeaient. La citoyenneté française était accordée à tous les ressortissants d'outre-mer par la loi Lamine Guèye du 7 mai 1946, et la constitution de l'Union française était promulguée le 27 octobre de la même année. Il devenait visible que les colonies s'acheminaient doucement vers leur émancipation. Certains hauts fonctionnaires coloniaux, M. Louveau ⁶³, gouverneur du Soudan français, M. Barth, Haut-commissaire de la République, et des administrateurs en charge de zones nomades, tels Jean Raynaud, commandant du cercle de Goundam, prirent conscience du différentiel de scolarisation entre nomades et sédentaires, qui pouvait créer à terme

"un renversement du déséquilibre entre communautés humaines : les nomades maîtres d'hier dans un monde où la hiérarchie sociale s'établissait par la force des armes couraient le risque de se voir vassalisés dans un monde où le pouvoir accompagnerait la connaissance de la langue et des techniques du conquérant", et "qu'il fallait éviter qu'au déséquilibre d'hier succède demain un déséquilibre inverse et que toutes leurs chances devaient donc être données aux nomades comme aux sédentaires"⁶⁴.

Une mission est donc envoyée à Gao et Menaka en septembre 1947, composée de l'inspecteur des affaires administratives du Soudan, du chef de bureau des affaires musulmanes et du chef de service de l'enseignement. Elle avait pour objet l'installation de nouvelles écoles nomades, et entama pour ce faire une série de consultations avec les chefs touaregs qui était censées parvenir à leur en faire admettre l'utilité. Un accord est obtenu de la part des chefs des subdivisions de Gao, Bourem, Ansongo et Kidal. Seul l'amenokal des Iwlliminden, Tiljad, de la subdivision de Menaka, fait opposition. Malgré cela, six écoles nomades sont ouvertes dans le cercle de Gao à la fin de l'année 1947, dont celle de Kidal. Des crédits sont alloués aux chefs de subdivision qui sont chargés de l'organisation matérielle des classes. Ces derniers sont laissés libres du lieu de leur implantation, mais il est préconisé de les installer près des campements des imenokalen, car on pense que ces derniers seront seuls à pouvoir les faire accepter par le reste de la population. On pensait aussi qu'ils seraient flattés de cette marque d'importance, et qu'ils seraient amenés de fait à prendre la responsabilité du bon fonctionnement des classes. L'école de l'Adagh est donc ouverte le 1er octobre 1947 au puits d'Agharous, puits où s'installait en saison sèche l'amenokal de l'Adagh, Attàher ag Illi.

⁶¹ A ce propos, lire le témoignage de Mohamed Ali ag Attàher : "La scolarisation moderne comme stratégie de résistance", *REMMM*, Edisud, 57, 1990/3 : 91-97.

⁶² COMBELLES (H.), "La scolarisation et les écoles nomades au Mali", in BERNUS (E.), BOILLEY (P.), CLAUZEL (J.), TRIAUD (J.L.), *Nomades et commandants. Administrations et sociétés nomades dans l'ancienne AOF.*, Paris, Karthala, 1993 : 133.

⁶³ de 1946 à 1952.

⁶⁴ CLAUZEL (J.), *Administrateur de la France d'outre-mer*, Paris, Lafitte/Barthélémy, 1989 : 42.

Curieusement, nous voyons réapparaître alors le vieux principe selon lequel l'école, pour atteindre son but, doit d'abord s'adresser aux fils de chefs, principe, on l'a vu, abandonné depuis longtemps dans le reste de la colonie. Le recrutement s'adresse donc en premier lieu aux enfants de chefs et de notables des différentes tiwsaten nobles de la région. Dès le premier temps, ce recrutement pose problème, pas tant au niveau de l'effectif (30 enfants sur 32 prévus sont présents à l'ouverture de la classe), que de la qualité de l'extraction des élèves. En effet, sept seulement sont d'origine noble, alors que douze sont issus de tiwsaten tributaires, et que onze sont des enfants naturels. Cet inventaire révèle dès l'abord le problème majeur qu'ont eu à résoudre les administrateurs en charge de la scolarisation dans leur subdivision. Les chefs ont acquiescé du bout des lèvres à l'ouverture de classes dans leur région, mais en réalité, ils étaient bien décidés à ce que cela ait le moins d'impact possible. Ils étaient en cela en parfait accord avec le reste de la population. Le premier résultat en fut que les enfants bâtards, qui n'étaient pas protégés par leur famille, furent les premiers envoyés par les chefs, qui prirent aussi les enfants de leurs tributaires, n'envoyant qu'une minorité de leur propre descendance. Le chef de subdivision ne pouvait accepter cette situation :

"N'ignorant pas la tache que représente dans l'Islam traditionnel la bâtardise (bâtard étant en ce temps là l'insulte la plus blessante qui se puisse adresser) je ne pouvais - sous peine de faire perdre toute crédibilité à l'école - conserver les onze enfants sans pères qui représentaient plus du tiers de l'effectif. Je demandais donc aux chefs de tribu de les remplacer sans délai... ce qui fut fait avec d'assez longs délais"⁶⁵

Le recrutement n'est d'ailleurs pas le seul signe de la mauvaise volonté des Kel Adagh à propos de l'école. En effet, il avait été demandé aux nomades un certain nombre de gens, d'animaux et d'outillage pour assurer le quotidien des enfants. Mais à l'ouverture, il manquait encore à peu près tout :

"Il n'y avait ni tente-magasin ni tente dortoir. Sur les huit logeurs demandés aux tribus (leur rôle consistait à s'occuper des enfants de leur tribu en dehors des heures d'enseignement) quatre étaient arrivés ; seize chammelles laitières étaient présentes sur les quarante-huit demandées ; pas de mouton de boucherie, pas de servante pour faire la cuisine, ni mortier, ni pilon pour piler le grain fourni par l'administration, ni peau de boucs pour conserver l'eau."⁶⁶

Matériellement, les choses finirent peu à peu par s'arranger, et la classe put démarrer. Son organisation ne fut cependant pas aisée, car l'école, bien que s'abritant initialement sous la tente était loin d'être nomade, c'est à dire suivant les campements dans leurs pérégrinations⁶⁷. En pratique, elle était fixe et les élèves étaient donc amenés à quitter leur famille. Ces enfants, issus de familles nomades faisant paître leurs animaux

⁶⁵ CLAUZEL (J.), *Administrateur de la France d'outre-mer*, Paris, Lafitte/Barthélémy, 1989 : 105.

⁶⁶ CLAUZEL (J.), *Administrateur de la France d'outre-mer*, Paris, Lafitte/Barthélémy, 1989 : 104.

⁶⁷ Ce qui fut le cas, par contre, dans l'Achaggar. Lire à ce propos GAST (M.), "L'école nomade au Hoggar. Une drôle d'histoire", *Rev. du Monde Musul. et de la Médit.*, 57, 1991 : 98-111.

parfois fort loin de l'emplacement de l'école, ne pouvaient bien évidemment plus être entretenus par leurs parents. Il fallait donc les prendre totalement en charge dans un régime d'internat, assuré en partie par l'administration, qui fournissait riz, mil et sel pour l'alimentation ainsi qu'habits et couvertures, en partie par les familles nomades, dont les tiwsaten étaient chargées de fournir viande (sur pied), lait et beurre, mais aussi bergers pour s'occuper des animaux, et servantes pour la cuisine. A la fin du premier mois, toute cette organisation est à peu près en place :

"La subdivision fournit le matériel de cuisine (canaris - plats - peaux de boucs - cuillères - pilons - mortiers etc...) - le grain (500 grammes de mil ou 300 grammes de riz pour les élèves et par jour) le sel et le beurre. Les tribus doivent fournir les vaches laitières (2 par élèves) les moutons de boucherie (2 par élève tous les 5 mois) - sur les 64 vaches laitières demandées aux tribus 61 ont été fournies, sur les 64 moutons 42 - Le reste doit arriver prochainement. Six logeurs s'occupent des enfants, trois bergers des animaux, quatre pileuses de la cuisine. Les élèves ont chacun reçu une couverture et un boubou de guinée." ⁶⁸

L'école a cependant déjà connu sa première modification. Le chef de subdivision Clauzel, se rendant compte que contrairement à ce que l'on avait escompté, l'amenokal ne montrait aucune velléité à prendre en charge la bonne marche de l'école, avait rapidement décidé de l'implanter dans un lieu plus facilement atteignable et contrôlable, donc plus proche du chef lieu où il résidait, la ville de Kidal. L'école fut alors rapprochée vers le puits d'In Tedeyni, dans l'oued Imbetter (à trois heures de chameau de Kidal alors que le premier emplacement en était à un jour et demi). Un puits fut foré spécialement pour l'école, coffré en pierres sèches. Les tentes, peu pratiques, furent abandonnées et remplacées par des paillotes d'afazo qui servirent de salle de classe, de dortoir et de magasin. A partir de cette date, l'école ne bougea plus, même si les bâtiments s'améliorèrent au cours du temps. L'une des paillotes fut remplacée par une salle en dur qui abrita les magasins et les cours moyens où furent installés tableau et tables. Les paillotes abritaient le cours élémentaire et le cours préparatoire. Lorsque ce bâtiment s'écroula à l'hivernage 1953, une nouvelle école fut construite entièrement en dur ⁶⁹.

Le personnel de cette école était à sa création composé de deux moniteurs, l'un pour l'enseignement général en français, l'autre pour l'apprentissage en arabe. Il s'agissait en 1948 de deux Kel Antsar de Goundam, Makhmoud Ag Mohamed Assalerh et Mohamed Ag Mohamed Elmoktar. Ces nominations étaient à priori heureuses, puisqu'on donnait à des enfants touaregs des maîtres touaregs, formés grâce à l'avance qu'avait pris dans la scolarisation le groupe des Kel Antsar. Mais l'heure n'était pas encore à l'enseignement

⁶⁸ Rapport de tournées du 2 au 5 octobre, 16 au 18 octobre, 23 au 29 octobre 1948, J. Clauzel. ANM, 1E24, fonds récents, Bamako, Rapports 1948 (Cercle de Gao Subdivision de Kidal).

⁶⁹ "Il s'agit de 3 classes de 7 x 5 m et 2 pièces et véranda, fondations ciment à moellons jointoyés à l'intérieur en banco et à l'extérieur en ciment. Les murs intérieurs sont en briques sèches de banco, le toit est en terrasse sur tôles et M IPN. C'est un beau bâtiment de 250 m²". Rapport n°22 / aa2 d'inspection générale de la subdivision de Kidal, cercle de Gao, 6 janvier 1955, inspecteur des affaires administratives, R. Guidon Lavallée. ANM, 2D20, Fonds récents, Bamako, Inspection des affaires administratives, Kidal 1937-1957

en langue locale, ni à l'alphabétisation fonctionnelle, et ces deux Touaregs enseignèrent en français et en arabe à des jeunes parlant normalement la même langue qu'eux, la tamashaq... Le problème ne se posa d'ailleurs plus par la suite, puisque les deux enseignants initiaux furent remplacés ensuite par des moniteurs issus du sud du Soudan, qui de toute façon ne parlaient pas la langue de la région. Avec les années, le personnel enseignant fut aussi un peu plus étoffé, les classes se multipliant avec les progrès des élèves. Il y eut ainsi à l'école de l'Adagh les trois niveaux de l'enseignement primaire, cours préparatoire, élémentaire et moyen, à deux années chacun, ce qui portait la scolarité à six ans. Le moniteur d'arabe disparut dans l'indifférence générale. Ne restèrent donc que les moniteurs d'enseignement en français, au nombre de trois⁷⁰. Instituteurs adjoints ou stagiaires, la qualité pédagogique de ces enseignants posait problème, de l'avis même du directeur des écoles nomades du cercle de Gao, qui était pendant ces années Henri Combelles.

"Pour enseigner la lecture et la langue française, le Service de l'enseignement de Bamako a recruté un personnel sans formation, très jeune et de médiocre qualité"⁷¹

A l'ouverture en 1947-48, le recrutement, hâtif, pouvait expliquer cette situation. Mais il resta désastreux jusqu'à la fin, et M. Combelles note que "plusieurs moniteurs, dont l'incapacité est notoire ou la mauvaise volonté évidente, sont licenciés". Il faut dire que ces maîtres sont soumis à rude épreuve. Originaires du sud du Soudan, ils sont parachutés en région saharienne et nomade, sous un climat et au sein d'une population qu'ils ne connaissent pas et qu'ils n'apprécient guère. De plus, les conditions matérielles qu'ils trouvent en arrivant sont difficiles, de l'avis même de l'administration, qui note la précarité des conditions de logement en paillote⁷². Acceptant mal leurs conditions de travail, certains instituteurs supportent aussi difficilement leurs élèves, et dans la région de Gao, "Plusieurs maîtres se rendent coupables de brutalités et doivent être déplacés en cours d'année"⁷³. Ainsi, dans l'Adagh, du cas de M. Mamadou Ba :

⁷⁰ Il s'agissait en 1955 de M. Malick Coulibaly, instituteur adjoint stagiaire, faisant office de directeur de l'école, assisté de M. Mamadou Ba, instituteur adjoint stagiaire et de M. Cheikh Bathily (Rapport n°22 / aa2 d'inspection générale de la subdivision de Kidal, cercle de Gao, 6 janvier 1955, inspecteur des affaires administratives, R. Guidon Lavallée. ANM, 2D20, Fonds récents, Bamako, Inspection des affaires administratives, Kidal 1937-1957).

En 1956, le directeur était M. Sangaré N'Golo, instituteur adjoint 6ème échelon, ayant pris son poste le 13 novembre 1956, assisté au cours élémentaire 2ème année par Issa Mazou Maïga, instituteur adjoint 6ème échelon, en service à In Tedeyni depuis le 13 novembre 1956. Le cours préparatoire 2ème année était alors dirigé par le moniteur stagiaire Mamadu Cissé. (rapport de G. Escargueil sur l'inspection réalisée du 7 au 12 décembre 1956 sur mission n° 551/C, 1 mars 1957. ANM, 2D20, Fonds récents, Bamako, Inspection des affaires administratives).

⁷¹ COMBELLES (H.), "La scolarisation et les écoles nomades au Mali", in BERNUS(E.)/BOILLEY(P.)/CLAUZEL(J.)/TRIAUD(J.L.), *Nomades et commandants. Administrations et sociétés nomades dans l'ancienne AOF.*, Paris, Karthala, 1993 : 135.

⁷² Rapport n°22 / aa2 d'inspection générale de la subdivision de Kidal, cercle de Gao, 6 janvier 1955, inspecteur des affaires administratives, R. Guidon Lavallée. ANM, 2D20, Fonds récents, Bamako, Inspection des affaires administratives, Kidal 1937-1957

⁷³ COMBELLES (H.), "La scolarisation et les écoles nomades au Mali", in BERNUS(E.),

"Le cas des maîtres appelle quelques commentaires. M. Ba Mamadou (...) aurait un comportement brutal à l'égard des élèves. Les nomades éprouvent déjà de la répulsion à envoyer leurs enfants à l'école, mais les mauvais traitements de la part des maîtres sont de nature à raidir leur attitude. Le chef de tribu Attaher a écrit officiellement pour se plaindre des brimades et insultes à l'égard des enfants nomades par un maître noir. Les brutalités de Monsieur Ba Mamadou sur plainte d'un élève le conduisent devant le tribunal. Il devait être jugé à Kidal le 29 Novembre, mais l'inculpé ayant demandé l'assistance d'un avocat, l'affaire a dû être renvoyée."⁷⁴

Ou encore du cas de M. Cheikh Bathili :

"Le premier maître que j'ai eu, Cheikh Bathili, un Marka, était méchant, naturellement méchant, il n'aimait pas les Touaregs, il était atroce.(...) Il châtiât les élèves, il nous frappait, il nous prenait comme ça à quatre pattes, il nous fouettait, il nous a marqué. Il était polygame, il avait trois femmes à l'école, mais il allait encore en brousse et chaque nuit il nous obligeait à chercher des ânes au puits pour partir loin dans les campements. Il était méchant. C'est ainsi que j'ai commencé l'école en 1950-51"⁷⁵

La notation de la polygamie du maître dans ce dernier témoignage est très frappante. Elle pouvait paraître choquante à un jeune Touareg dont la société pratiquait une complète monogamie. Elle traduit bien les difficultés d'adaptation réciproques des jeunes nomades et de leurs maîtres étrangers au pays et qui s'y sentent dépaysés. Il s'avère de plus que ces derniers n'ont pas eu vraiment le choix, et qu'ils n'étaient guère volontaires pour venir enseigner dans l'Adagh, ce qui devait renforcer leur désagrément :

"Renouvelé chaque année, le personnel affecté est souvent médiocre et parfois indésirable ailleurs."⁷⁶

Dernière à être créée dans le cercle de Gao, l'école de l'Adagh est donc tenue en main par des maîtres peu compétents et mal à l'aise dans le pays. Cette situation ne pouvait que rendre encore plus difficile son acceptation par les Kel Adagh. Car si les problèmes matériels et pédagogiques étaient réels, il n'atteignirent pas le niveau de ceux posés par le recrutement des enfants, qui resta pendant toutes ces dernières années de la présence coloniale un des soucis majeurs des administrateurs. La résistance des populations à la scolarisation de leurs enfants ne se dément pas en effet pendant la décennie d'existence de l'école française. Elle prit souvent l'allure d'une espèce de guérilla pacifique, où s'opposaient les parents, les chefs, l'administration et ses goumiers

BOILLEY(P.), CLAUZEL(J.), TRIAUD(J.L.), *Nomades et commandants. Administrations et sociétés nomades dans l'ancienne AOF.*, Paris, Karthala, 1993 : 136.

⁷⁴ Rapport n°22 / aa2 d'inspection générale de la subdivision de Kidal, cercle de Gao, 6 janvier 1955, inspecteur des affaires administratives, R. Guidon Lavallée. ANM, 2D20, Fonds récents, Bamako, Inspection des affaires administratives, Kidal 1937-1957

⁷⁵ AG FONI (E.), "récit d'un internement scolaire", *Rev. du Monde Musul. et de la Médit.*, 57, 1991 : 117.

⁷⁶ COMBELLES (H.), "La scolarisation et les écoles nomades au Mali", in BERNUS(E.), BOILLEY(P.), CLAUZEL(J.), TRIAUD(J.L.), *Nomades et commandants. Administrations et sociétés nomades dans l'ancienne AOF.*, Paris, Karthala, 1993 : 136.

qui lançaient de véritables raids contre les campements dans le but de ravir et d'emmener à l'école des enfants qu'on essayait par tous les moyens d'y soustraire. Dans les premiers temps de l'école, ce furent les chefs qui étaient chargés de recruter les enfants pour l'école. Ce rôle les plaça une nouvelle fois dans une position difficile, dans laquelle ils se heurtaient de front avec leur propre société. Devant les refus catégoriques des parents, ils eurent recours à un certain nombre de stratagèmes :

"Les chefs réglaient parfois le difficile problème que ce recrutement leur posait en faisant enlever des enfants qui gardaient les animaux au pâturage. Les parents ne s'apercevaient pas immédiatement de la disparition de leur fils et ne pouvaient donc réagir que tardivement et à un moment où l'enfant, parvenu à l'école et inscrit, était devenu "l'enfant des Français" dont le chef n'était plus responsable : au commandant de la garder et de répondre aux parents lorsque ceux-ci viendraient se plaindre" ⁷⁷

Mais les chefs n'arrivaient pas à satisfaire un recrutement que leur autorité ne suffisait pas à faciliter, et l'administration dut par conséquent envoyer ses gnomiers à la recherche d'enfants. Les méthodes d'enlèvement qu'ils employèrent créèrent, à l'approche de chaque rentrée scolaire, de véritables psychoses qui parcouraient le pays. Toute approche d'un chamelier inconnu créait la panique dans les campements. Pour préserver leurs enfants, les parents prirent l'habitude de les cacher préalablement dans de nombreuses et diverses cachettes, campements de montagne, grottes, arbres et puits même. Lorsque cela n'était pas possible, au moins ne laissait-t-on pas l'enfant seul au pâturage garder les troupeaux, comme c'était l'habitude. On avait peur que le gnomier ne survienne et emporte l'enfant sans défense. D'autres formes de subterfuges furent utilisés. On déclarait au recensement tous ses enfants du sexe féminin. Les filles n'étant pas recrutées pour l'école, on espérait ainsi détourner les recherches du campement. Ou bien encore, on annonçait à l'administration la mort de l'enfant en âge d'être recruté. Les pratiques magiques étaient aussi utilisées, et les marabouts de l'Adagh fabriquaient des amulettes afin que l'enfant échappe. Quand, malgré tout, le gnomier survenait, et qu'on n'avait pas réussi à éloigner l'enfant suffisamment à temps, on le cachait sous des couvertures dans un coin de la tente. Le gnomier tentait alors de rivaliser d'astuce, séjournant plus longtemps que de coutume dans le campement, simulant un départ et revenant peu après. Et s'il réussissait dans ses ruses, il se heurtait encore aux femmes qui utilisaient les derniers recours pour éviter qu'on leur arrache leur progéniture :

"Quand (le gnomier) surgit, et qu'il découvre la présence d'un enfant, c'est aux femmes qu'il se heurte le plus souvent. Celles-ci n'hésitent pas à utiliser toutes les subtilités du langage pour tenter de l'intimider, et d'autres vont même jusqu'à lui "lever le sein (En exhibant le sein, la femme exige le respect et les égards qu'on lui doit. Elle n'a recours à ce geste extrême que contrainte du fait d'une attitude outrageante de la part de l'interlocuteur)." ⁷⁸

⁷⁷ CLAUZEL (J.), *Administrateur de la France d'outre-mer*, Paris, Lafitte/Barthélémy, 1989 : 105.

⁷⁸ AG LITNY (Ibrahim), *La transmission du savoir chez les Touaregs de l'Adrar*, Mémoire de maîtrise, Dir. F. Pouillon, E.H.S.S., 1992 : 143.

Toutes ces tentatives n'aboutissaient pas toujours, et l'enfant devait alors suivre le gommier qui l'entraînait. Les témoignages qui décrivent ce qui était alors considéré comme un enlèvement montrent que l'épisode était vécu comme un véritable traumatisme par les jeunes, mais aussi par les parents qui se consolent difficilement de ne pas avoir réussi à protéger leur fils. Ainsi, les conséquences du recrutement qu'a vécu Eghleze ag Foni et qui l'ont fortement marqué ⁷⁹ sont tout aussi désastreuses pour la personne qui en avait la charge :

"Ma grand-mère est tombée malade de chagrin. Dès qu'elle a appris cette nouvelle, elle n'a pas mangé ni bu pendant des jours après, elle est tombée malade et c'est cette maladie qui l'a emportée, je le jure ! Jusqu'à sa mort elle a juré de ne pas regarder ce gommier là" ⁸⁰

Lorsque les enfants étaient rassemblés, les difficultés n'étaient pas terminées pour l'administration. Car les nouveaux élèves cherchaient encore à fuir et à rejoindre le campement de leurs parents, s'ils se sentaient suffisamment forts physiquement pour le faire. Aussi, sur les trois gommiers détachés à l'école, l'un s'occupait de la surveillance des pâturages réservés pour les animaux de l'école, le deuxième était chargé de l'organisation matérielle de l'école (ordre à donner aux logeurs, aux servantes, aux bergers, répartition de la nourriture etc....), mais le troisième n'était là que pour "la recherche éventuelle des élèves fuyards" ⁸¹. Le recrutement devint ainsi un véritable cauchemar, tant pour le pays que pour les chefs de subdivisions qui parfois avaient du mal à supporter cette exigence :

⁷⁹ Eghleze Ag Foni relate ainsi son "enlèvement", dans un témoignage relevé par Ibrahim ag Litny (1988 : entretien à Gao, Mali) :

"J'avais six ans et depuis la séparation de mes parents, je vivais avec ma grand-mère paternelle. C'était en hivernage et je gardais les agnelets avec les garçons de mon âge. Comme d'habitude, nous étions en train de jouer avec les *Timzelill* (sing. *Tamzelillit*)⁷⁹ jeu auquel nous nous laissions complètement absorber, et d'ailleurs, c'est ainsi qu'il nous arrivait très souvent d'oublier les agnelets et que nous nous faisons réprimander, le soir, au campement, pour les avoir laissés téter leurs mères. Soudain, surgit un chamelier qui sauta de sa monture et qui me saisit par la main en m'ordonnant de me lever. Mes camarades se dispersèrent au saut du lieu en criant "Algomi! Algomi!" (le gommier! le gommier!). Il me prit devant lui sur la selle et cravacha son méhari qui, en peu de temps, dévala des étendues immenses, et s'éloigna sur la rocaille, comme s'il voulait éviter de laisser des traces. Sur le chemin, et quand nous étions déjà loin, le gommier Ekawel Ag Akori s'arrêta dans un campement des *Kel Ghela*, où il demanda du lait pour lui et de l'eau pour moi. Après cette courte halte, nous avons continué notre route et, une fois éloignés du campement, le gommier m'attacha derrière la selle sur le chameau. A l'approche d'un deuxième campement, il sortit de ses affaires un morceau de tissu blanc qu'il fendit à son beau milieu et qu'il m'enfila en guise de boubou. Dans ce campement, nous devions rencontrer le chef de subdivision, M. Clauzel, et Bissada Ag Khakad, mon chef de tribu, avec lequel le gommier avait comploté mon enlèvement. Une femme du campement m'avait demandé de ramener les chamelons, de peur qu'ils ne suivent leurs mères ; j'avais saisi cette occasion pour tenter une évasion. Après une longue course, je m'étais arrêté et j'en avais profité pour ôter l'habit blanc qui, dans mon esprit, incarnait les Français. Pendant que j'étais en train de l'ensevelir sous une pierre, j'avais été rejoint et puis ramené au campement par un chamelier m'ayant suivi à la trace. De là, le chef de subdivision me prit avec lui dans son automobile (une Jeep), et ce fut la première fois que je vis un Européen et que je mangeai du riz "

Voir aussi la version plus étoffée qui a été faite de cet enlèvement dans AG FONI (E.), "récit d'un internement scolaire", *Rev. du Monde Musul. et de la Médit.*, 57, 1991 : 113-121.

⁸⁰ AG FONI (E.), "récit d'un internement scolaire", *Rev. du Monde Musul. et de la Médit.*, 57, 1991 : 117.

⁸¹ Rapport de tournées du 2 au 5 octobre, 16 au 18 octobre, 23 au 29 octobre 1948, J. Clauzel. ANM, 1E24, fonds récents, Bamako, Rapports 1948 (Cercle de Gao Subdivision de Kidal).

"La rentrée scolaire est très pénible. Le chef de subdivision a dû lui-même au cours d'une tournée à chameau ramener des enfants qui s'étaient enfuis à près de 100 kilomètres de Kidal. Certaines familles ont quitté le territoire de la subdivision et sont parties se cacher dans le cercle de Tahoua, ou au Hoggar (où la scolarité n'est pas obligatoire). Depuis un mois, dix goumiers parcourent ce pays à la poursuite d'enfants que leurs parents dissimulent où se passent de campement en campement. Il faut bien avouer que la répétition annuelle de cette chasse à l'îlote devient plutôt lassante, compte tenu par ailleurs des résultats décevants obtenus sur le plan des diplômes scolaires.

Après dix ans d'expérience, il s'avère que la scolarité dans l'Adrar des Iforhas est une servitude aussi pénible et aussi impopulaire que le paiement de l'impôt. (...) La vérité reste la suivante : le Touareg de l'Adrar est résolument hostile à toute scolarité et lorgne avec envie son congénère du Hoggar qui lui, est exempté de cette "redevance".⁸²

Cette résistance dura ainsi jusqu'au départ des Français. Les accommodements ne vinrent pas, et à la veille de l'indépendance, les difficultés de recrutement étaient toujours aussi importantes :

"Le recrutement bi-annuel n'est pas plus aisé en 1958 qu'en 1948. Aujourd'hui, comme il y a 10 ans, les chefs et les goumiers sont obligés de voler littéralement les enfants pendant qu'ils gardent les troupeaux loin des campements ou de les faire prendre dans les tentes par des nomades qu'ils envoient à leur place. Le recrutement scolaire prend donc tous les 2 ans presque des allures de razzias et doit être mené très rapidement sous peine d'échec"⁸³

Les raisons d'un tel refus sont diverses. Pour les uns, les Français qu'on dénommait dans les régions touarègues *Ikoufar* (les infidèles), cherchaient en emmenant leurs enfants à en faire des chrétiens, des infidèles comme eux, et donc à organiser une séparation religieuse et psychologique des jeunes générations d'avec leur milieu. La crainte existait de voir les fils ne plus être de vrais musulmans, ou plutôt de vrais Touaregs. Car cette première explication est à relier avec la crainte de voir son fils ne plus savoir s'exprimer en *tamashaq*, et au delà ne plus connaître ni vouloir mener la dure vie des nomades. Il était ainsi reproché à l'administration de prendre des enfants trop jeunes, et de les abstraire de la vie nomade pendant les années qui sont justement celles où les jeunes se forment à l'élevage et à la connaissance des ressources du pays. La crainte existait alors de voir revenir de jeunes hommes inadaptés à l'existence de leurs parents, et qui ne voulaient plus ni les aider dans leur travail ni reprendre à leur suite l'entretien du troupeau familial. L'enfant séparé de son campement faisait aussi défaut aux parents. Dans la division du travail coutumière, le jeune avait sa place dans la garde du troupeau, dans la traite, dans l'entretien des animaux. Il ne pouvait plus remplir ce rôle s'il était éloigné dans un lointain internat. Des raisons plus "administratives" peuvent encore être invoquées. Car le traitement scolaire n'était pas le même dans tout l'espace touareg, et ses habitants le savaient. Ils voyaient que leurs voisins de l'Ahaggar n'étaient pas soumis aux mêmes obligations, et l'école, tout en prenant l'apparence d'un impôt particulier, devenait

⁸² Revue politique mensuelle n° 36 CF, octobre 1956, Jean Allard, chef de subdivision de Kidal. ANM, 1E24, Fonds récents Bamako, Rapports politiques, Cercle de Gao, subdivision de Kidal.

⁸³ Rapport de tournée, J. Clauzel, Chef de Subdivision de KIDAL, 1958. ANM, 1E24, Fonds récents Bamako, Rapports politiques, Cercle de Gao, subdivision de Kidal.

le symbole d'une injustice à leur égard. Enfin, l'opposition à l'école se nourrissait aussi de mythes. Devant les rapt brutaux d'enfants qu'on ne voyait pas revenir, des légendes circulèrent. Le gommier devint une terreur pour les enfants touaregs, au même titre que le loup pour les enfants européens, et la rumeur évoquait régulièrement l'égorgement des enfants et leur ingestion par les administrateurs ⁸⁴.

De toutes ces craintes, le déracinement des enfants était la plus fondée. On peut s'en rendre compte en observant la situation dans laquelle se trouvaient les jeunes Touaregs à l'issue de leurs six années d'école. Des bilans furent en effet tirés à la veille de l'indépendance par les administrateurs. Leurs conclusions n'étaient guère optimistes. Cent cinquante enfants étaient passés par l'école de 1948 à 1958. Peu d'entre eux profitèrent de leur séjour pour trouver un emploi en rapport avec leurs connaissances : en 1958 un seul des scolarisés était devenu fonctionnaire (instituteur adjoint), deux autres occupaient des fonctions très subalternes (aide vaccinateur et écrivain auxiliaire), deux enfin étaient devenus gommiers (mais ils n'auraient pas eu besoin de l'école pour cela). Certains, ceux notamment dont la famille était suffisamment aisée réussirent à reprendre la vie d'éleveurs. Mais pour tous les autres, qui représentaient la grande majorité, la réadaptation à la vie de pasteur nomade fut rude, voire impossible :

"Nombreux sont ceux qui après six ans de ventre plein, de vie régulière et assez paresseuse n'ont pu se réhabituer à la nourriture pénible des campements nomades. C'est le cas, en particulier des enfants de familles pauvres qui connaissaient le sort qui les attendaient à la tente familiale (et l'on sait qu'à la suite des tractations, les enfants pauvres sont bien plus nombreux à l'école que les enfants riches). Ceux là traînent dans les quelques centres de la subdivision (Kidal, Tessalit, le carré du PMT) à l'affût d'un emploi, d'une place qui leur permette d'éviter la plongée dans les fatigues, les soucis et la perpétuelle incertitude du lendemain qui sont le lot du nomade pauvre." ⁸⁵

Ceux-ci prirent alors tout emploi qui pouvait leur éviter le retour à la vie d'éleveur. Certains devinrent boys, d'autre manoeuvres sur les chantiers, passant d'emplois précaires en situations difficiles. L'école française a ainsi produit un certain nombre de déracinés, qui ont quitté leur milieu social habituel, mais n'ont pas pour autant retrouvé un statut nouveau qui leur permette de s'insérer correctement, économiquement et socialement. Le bilan est sombre, et les administrateurs font eux-mêmes avec sincérité une autocritique difficile :

"Ils sont à la lisière de deux mondes et ne sont pas véritablement intégrés à aucun des deux. Du côté des enfants donc échec à peu près total de notre enseignement en pays nomade trop souvent fournisseur de ratés et d'inadaptés." ⁸⁶

⁸⁴ "A l'époque, pour le commun des mortels, on pensait que si on prenait un enfant, c'était pour l'égorgé. On croyait que les Français allaient les manger (...) Quand j'ai vu l'oued s'éloigner, ce fut un choc, je pleurais, vraiment, je pleurais sans bruit. Je pensais que j'allais être égorgé et mangé". AG FONI (E.), "récit d'un internement scolaire", *Rev. du Monde Musul. et de la Médit.*, 57, 1991 : 115-116.

⁸⁵ Rapport de tournée, J. Clauzel, Chef de Subdivision de KIDAL, 1958. ANM, 1E24, Fonds récents Bamako, Rapports politiques, Cercle de Gao, subdivision de Kidal.

⁸⁶ Rapport de tournée, J. Clauzel, Chef de Subdivision de KIDAL, 1958. ANM, 1E24, Fonds récents Bamako, Rapports politiques, Cercle de Gao, subdivision de Kidal.

Aussi, dans les deux dernières années de la présence française, suggèrent-ils dans leurs rapports aux autorités, des modifications dans l'organisation de la scolarisation qui pourraient selon eux améliorer la situation. La première consiste en la création d'une école de campement, une école véritablement nomade dans l'Adagh. Cette idée, bien que récente à l'époque, n'était pourtant pas une nouveauté, une telle école ayant déjà été mise en place dans l'Ahaggar auprès du campement de l'amenokal, et plusieurs d'entre elles au Soudan à partir de 1956 (écoles d'Inakounder, Gossi, Raz el Ma, Djebok). Dans ce cas, l'école, qui se faisait sous la tente, était installée au milieu des campements des éleveurs, près de celui du chef, et nomadisait avec eux. Elle recevait les enfants des familles de la région, avec lesquelles le lien n'était jamais coupé. Son matériel (cantines, bureau et tableau pliant...) était bien entendu adapté à la nomadisation. Ces écoles plus proches du milieu étaient encore essentiellement expérimentales à l'époque. Mais elles semblaient mieux réussir que les autres, car elles ne coupaient pas les enfants de leur vie habituelle, la formation à l'élevage pouvait encore être suivie, et les parents ne ressentaient pas du coup comme un arrachement traumatisant la scolarisation de leur progéniture. Dans l'Adagh, les propositions entrevoyaient la création d'une école aux effectifs faibles (une quinzaine d'élèves), dirigés par le seul instituteur de l'Adagh, Ambeïry ag Ghissa, un des premiers enfants scolarisés en 1948⁸⁷. Les administrateurs espéraient par ce système, sinon une réussite complète de la scolarisation dans l'Adagh, du moins une amélioration des rapports des Kel Adagh avec l'enseignement, dont la mauvaise qualité finissait par retomber sur l'image générale de l'administration française :

"Il est bien évident qu'on n'obtiendra pas ainsi pour autant l'adhésion des nomades de l'Adrar au principe de l'école. Mais on peut espérer atténuer les rancœurs que suscite tous les deux ans le recrutement scolaire ; recrutement qui par son caractère nécessairement brutal détruit en un mois tout le travail d'approvisionnement et de mise en confiance qui peut être mené par ailleurs par l'administration. On limitera aussi le nombre des jeunes nomades inadaptés mis en circulation dans le pays tous les deux ans par l'école."⁸⁸

Mais l'indépendance approchait très rapidement, et cette école de campement ne fut jamais créée par les Français. Le deuxième moyen préconisé, et le seul qui trouva à se réaliser en partie, était la cessation de tout recrutement forcé pour en venir à l'adhésion volontaire et libre. Pour ce faire, il était imaginé de rentabiliser l'école en la plaçant dans la ville de Kidal même, où elle pouvait servir aussi à scolariser les enfants des fonctionnaires africains venus du sud :

⁸⁷ Ambeïry a joué, et joue toujours actuellement un rôle important dans la scolarisation des enfants de l'Adagh. Après avoir été instituteur très rapidement, il a mis au point un projet d'alphabétisation fonctionnelle dans la région de Gao, dans lequel il enseigne la tamashaq transcrite à partir de l'alphabet phonétique international. Ce système a fait parler de lui, à tel point qu'un néologisme est né pour décrire cette forme de transcription, forgée sur le nom de son inventeur : la tambeyrit. Elle lui a d'ailleurs aussi valu un certain nombre d'ennuis, car on lui a reproché d'enseigner la tamashaq dans une autre forme d'écriture que celle, plus traditionnelle et spécifiquement touarègue que sont les tfinagh.

⁸⁸ Rapport de tournée, J. Clauzel, Chef de Subdivision de KIDAL, 1958. ANM, 1E24, Fonds récents Bamako, Rapports politiques, Cercle de Gao, subdivision de Kidal.

"L'unique solution serait la suivante :

1. Déplacement de l'école d'In Tedeyni à Kidal

2. Recrutement libre. Il y a suffisamment de nomades semi-sédentarisés aux abords de Kidal, pour assurer une fréquentation valable. Par ailleurs iraient à l'école, les enfants des goumiers et des gardes-cercles, ce qui constituerait un recrutement extrêmement intéressant. Restent enfin les enfants des fonctionnaires, soit au total près de 75 élèves." ⁸⁹

Cette solution fut en partie réalisée. L'école nomade d'In Tedeyni subsista, mais l'école de Kidal fut ouverte en novembre 1958. L'année précédente, plusieurs enfants sédentaires avaient d'ailleurs été déjà scolarisés (un fils de fonctionnaire, deux d'employés, un fils de garde et un de commerçant). Cette nouvelle école permit la réalisation d'une évolution qui se dessinait donc déjà.

Malgré cette amélioration de dernière minute, il est difficile de dire que l'école coloniale ait rempli sa mission. Une infime minorité des enfants de l'Adagh ont été scolarisés, et si les habitants de la région ont ainsi pour la plupart échappé à une trop forte acculturation dont on sait les effets pervers qu'elle a pu produire ailleurs, la décolonisation laissa les nomades du nord en général, et les Kel Adagh en particulier, dans une difficile situation de formation par rapport aux sédentaires. Si ces derniers pouvaient à l'indépendance présenter de nombreux fonctionnaires de tous niveaux, des médecins, des avocats, c'est à dire des diplômés tant du primaire, du secondaire que du supérieur, les Kel Adagh ne pouvaient justifier que d'un seul instituteur. Le déséquilibre était patent, et il ne pouvait qu'aboutir à la marginalisation des nomades dans les circuits des nouveaux pouvoirs maliens. Mais si l'on entend souvent de jeunes Touaregs reprocher à d'anciens administrateurs de ne pas les avoir assez forcés à fréquenter l'école, cette critique laisse généralement ces derniers sans voix. Ce ne fut en effet pas faute des efforts de ces administrateurs de terrain si les Kel Adagh n'ont pas reçu plus massivement l'enseignement colonial :

"Je m'appliquais à convaincre les chefs de tribus lors de mes visites d'arrivée à leurs campements qu'il était de l'intérêt de la société touarègue d'envoyer, et le plus vite possible, des enfants à l'école et d'envoyer, non des bâtards ou des enfants des familles les plus vassales, mais bien au contraire ceux des familles les plus nobles puisque demain le pouvoir proviendrait de l'instruction et ne pourrait se maintenir sans elle. Je plaçais de longues heures durant devant des chefs qui m'écoutaient poliment mais que je n'arrivais pas à persuader. (...) Je saisisais toutes occasions pour plaider le dossier de l'école, prenant dans l'immédiat les mesures coercitives auxquelles me contraignait le refus d'engagement des chefs et les prenant en pleine conscience de le faire dans l'intérêt du monde nomade et dans le souci de préserver ou plutôt de rétablir un équilibre entre nomades blancs et sédentaires noirs" ⁹⁰

⁸⁹ Revue politique mensuelle n° 36 CF, octobre 1956, Jean Allard, chef de subdivision de Kidal. ANM, 1E24, Fonds récents Bamako, Rapports politiques, Cercle de Gao, subdivision de Kidal. L'administrateur Clauzel partageait aussi cette idée : "Il faut tout d'abord ouvrir le plus tôt possible une école à une classe à Kidal, pour les enfants de fonctionnaires, des gardes, d'employés, de commerçants, de goumiers, de petits nomades qui vivent autour du poste. Le recrutement d'une quinzaine d'enfants par an pour cette école sera aisé sans faire appel à la contrainte." Rapport de tournée, J. Clauzel, Chef de Subdivision de KIDAL, 1958. ANM, 1E24, Fonds récents Bamako, Rapports politiques, Cercle de Gao, subdivision de Kidal.

⁹⁰ CLAUZEL (J.), *Administrateur de la France d'outre-mer*, Paris, Lafitte/Barthélémy, 1989 : 105.

La sincérité de ces administrateurs de terrain n'est pas à mettre en doute, et ils ont eu à juste titre le sentiment, en tentant de forcer les nomades à la scolarisation, de les aider pour l'avenir. Mais ils ont été placés de fait dans une position difficile par les directives des autorités supérieures. Le passage qui vient d'être cité révèle en effet la poursuite de deux buts qui se sont avérés contradictoires : le rétablissement de l'équilibre nomade-sédentaire dans l'enseignement d'une part, et le maintien des nobles dans leur domination et leur statut social d'autre part. Autrement dit, sauver par la scolarisation l'avenir de la société nomade ou sauver l'avenir des chefs de cette société. Ayant dans la conquête, puis dans l'installation coloniale privilégié l'entente avec les chefs, qui paraissaient les mieux à même d'entraîner l'ensemble de la population, les Français ne pouvaient plus ensuite les désavouer sous peine de les déstabiliser et de casser leur pouvoir qui était en partie l'expression du pouvoir de l'administration. Or, ne pas scolariser les fils de chefs, c'était à terme contribuer à les affaiblir. On tenta par la scolarisation de maintenir les hiérarchies sociales traditionnelles, celles que l'on avait utilisées pour asseoir la domination française, en privilégiant les classes supérieures. Là où le bât blessa, ce fut lorsque les familles de chefs elles-mêmes refusèrent la scolarisation. Les chefs résistant, on s'entêta à scolariser de force leurs enfants, et l'on évita l'intégration des jeunes tributaires ou *iklan* sur lesquels ils essayaient de se défaire. Le bilan qui ressortit de cette confrontation est net. Cette politique aggrava le retard pris dans la scolarisation en zone nomade, et finalement personne ne s'en sortit indemne, ni la société ni les chefs. Lucides, certains administrateurs ont fait savoir à leurs supérieurs qu'ils trouvaient plus judicieux, plus efficace, et aussi plus facile, de céder aux chefs et de mettre à l'école les enfants bâtards, les fils de goumiers, de vassaux, d'esclaves (ce qu'on ne fit qu'en 1958). La déstabilisation sociale, en grande partie engagée, n'en aurait guère été aggravée, et la société touarègue dans son ensemble y aurait trouvé son avantage.

Résistances au contrôle, au recensement et à l'impôt : dissimulation, inertie, fuite

Une autre forme de résistance plus diffuse mais permanente pendant toute la période coloniale, fut celle des tentatives multiples d'échapper au contrôle français et au pouvoir des chefs qui lui était associé, à travers les réalités les plus visibles de ce contrôle qu'étaient le recensement et l'impôt. Les Kel Adagh employèrent à peu près toutes les méthodes pour s'y soustraire, de la dissimulation à l'éloignement en passant par la simple force d'inertie. Cette opposition, facilitée par le retour de la sécurité, se traduisit par une extrême dispersion des campements, et leur installation dans des régions mal connues ou peu parcourues par l'administration ou les militaires français. Elle constitua pour les

administrateurs un souci permanent de remise en ordre, de suivi, et d'établissement d'un appareil de contrôle difficile à maintenir, passant par de nombreux laissez-passer, permis de nomadisation et autres conventions. Malgré ce système pesant pour tous, les recensements, de l'aveu même de ceux qui les réalisaient, ne représentèrent jamais qu'imparfaitement les réalités démographiques de la société qu'ils étaient censés décrire.

Un certain nombre de constatations s'imposent en effet au sujet de ces chiffres. La première est que les séries quantitatives disponibles sont fragmentaires, et ne recouvrent pas l'ensemble de la période. On ne peut retrouver de chiffres de recensement avant les années 30, et deux raisons font penser qu'ils n'ont jamais existé. D'une part, la situation militaire ne permettait guère de tournées efficaces. Jusqu'à la fin de la décennie, l'absence de sécurité due aux nombreux rezzous qui s'abattaient sur l'Adagh a polarisé les autorités coloniales sur la défense du territoire, au détriment de son administration. Jusque là, la France a fait payer un impôt qui tenait plus du forfait que d'une contribution basée sur des rôles précis. En réalité, l'impôt a précédé le recensement, et a été au départ simplement la marque de la domination française.

D'autre part, les premiers chiffres des années 1930 dénombrent environ 4 000 nomades Kel Adagh, chiffre déjà avancé lors de la conquête. Il n'y a donc manifestement pas eu d'éclaircissement démographique tenté pendant deux décennies. Les chiffres disponibles issus des différents rapports politiques ou d'inspection peuvent être résumés dans le tableau suivant ci-joint (cf. : "Mouvement démographique de l'Adagh pendant la période coloniale). Les graphiques que l'on peut en tirer sont tout à fait significatifs de la réalité du recensement dans la région. On y peut en effet observer des périodes d'accroissement stable entrecoupées de brusques paliers de multiplication démographique en 1938, 1942, 1945, 1950. Or, il est bien évident que les Kel Adagh n'ont pas vécu pendant ces années une telle accélération de leur taux d'accroissement naturel ! En réalité, ces paliers correspondent d'abord à la périodicité des campagnes de recensement qui se faisaient tous les quatre ou cinq ans, et ensuite aux améliorations successives des méthodes utilisées qui permettaient d'obtenir peu à peu des résultats plus approfondis. Ainsi, le palier de 1938 correspond à une nouvelle manière de comptabiliser les populations. On passe en effet d'un recensement numérique (la plupart du temps réalisé d'ailleurs par nombre de tentes, c'est à dire de familles), à un recensement nominatif, qui permet un plus grand contrôle et une meilleure précision. A la fin de cette opération, le commentaire administratif est clair :

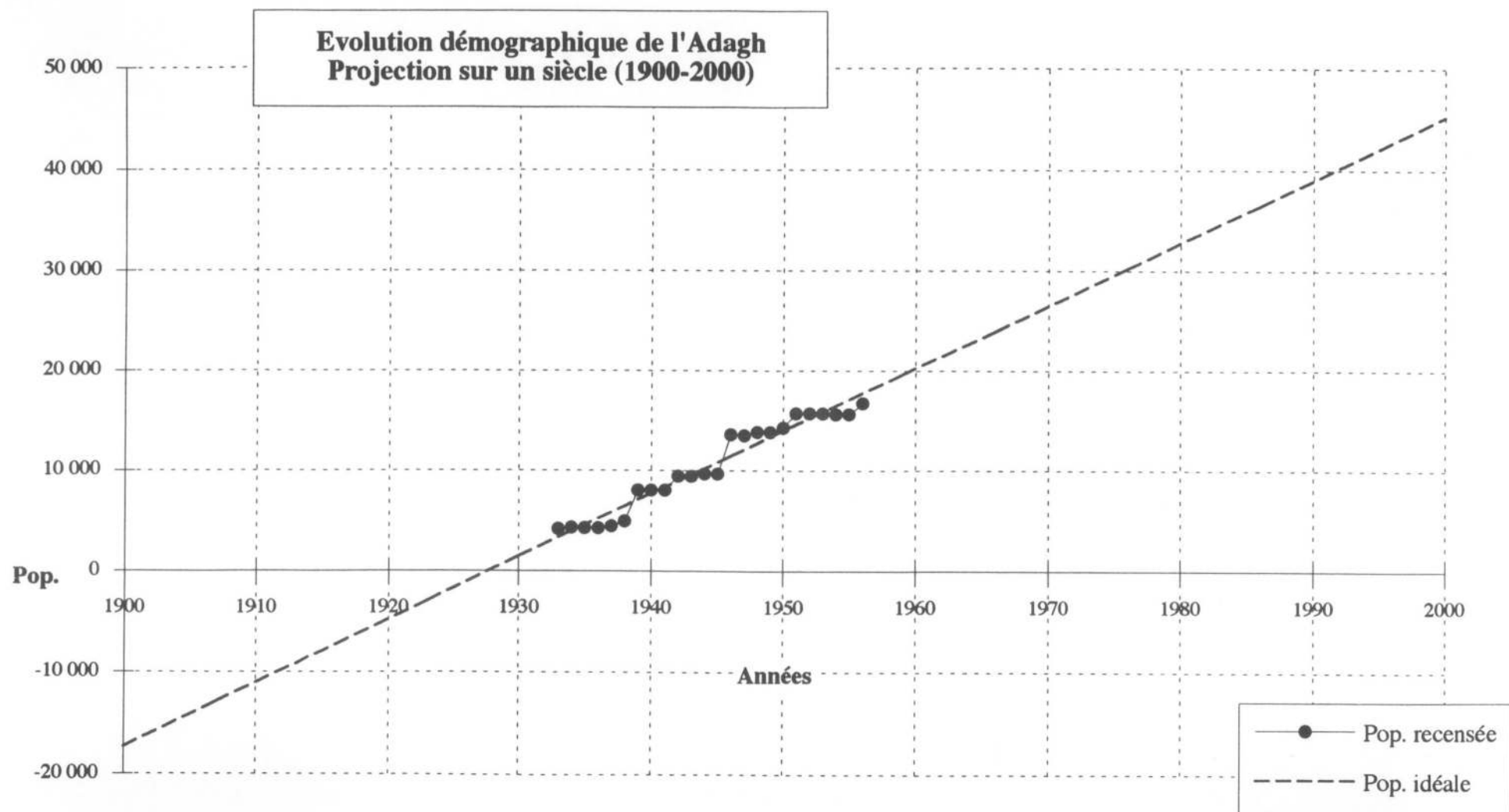
"Pour les tribus à peu près complètement recensées, on constate une augmentation qui est supérieure à 50%." ⁹¹

⁹¹ Rapport politique annuel 1938, Cercle de Gao, Subdivision de Kidal. ANM, 1E24, Fonds récents, Bamako. Rapports politiques et rapports de tournées

Mouvement démographique de l'Adagh
(Sources : recensements coloniaux, ANM, Bamako))

Années	Pop. recensée
1908	

1932	
1933	4 150
1934	4 277
1935	4 260
1936	4 260
1937	4 427
1938	4 900
1939	8 000
1940	8 000
1941	8 000
1942	9 428
1943	9 428
1944	9 648
1945	9 648
1946	13 577
1947	13 496
1948	13 789
1949	13 789
1950	14 268
1951	15 669
1952	15 669
1953	15 669
1954	15 605
1955	15 596
1956	16 711
1957	
1958	
1959	
1960	



En une seule campagne, certains groupes nomades, par l'utilisation de cette nouvelle méthode, ont ainsi vu leur nombre multiplié par deux. Mais il ne s'agit que des groupes effectivement recensés, les autres conservant l'effectif qui leur avait été reconnu lors d'un précédent recensement. L'officier recenseur ne peut alors qu'avouer son ignorance des chiffres réels et n'avance que des conjectures :

"Il n'a pas été possible de recenser cette année tout l'Adrar. Pour certaines tribus cependant, le recensement peut être considéré comme à peu près complet. Pour d'autres il est à peine effleuré. La fraction Kounta dépendant de la Subdivision de Bourem, qui n'a jamais été recensée sérieusement parce que trop éloignée de Bourem représente à l'heure actuelle, un élément important de la population de l'Adrar. La population proprement touareg de l'Adrar doit être d'environ 7 à 8 000 habitants et non de 4 800 comme on l'estimait jusqu'ici." ⁹²

Ces difficultés de recensement expliquent en partie les autres paliers repérés. Ainsi, en 1942, le lieutenant Reeb, en se penchant sur le seul groupe des Kel Afella, passe du chiffre de 1060 personnes à celui de 2488, et avoue que ce total "n'est pas encore le chiffre complet" ⁹³. Les paliers démographiques reçoivent ainsi une première justification. Mais la seconde est plus étonnante : elle est issue, jusque très tard dans la période coloniale, de la découverte fortuite de nouveaux groupes inconnus jusque là :

"Au cours de la prospection des Tiralrar, grand massif montagneux absolument impénétrable, fut décelée la fraction Ifoghas Kel Effélé des Imezekeren, absolument inconnue et jamais recensée. Cela s'explique par leur mode de vie. Ils possèdent des troupeaux importants de vaches sauvages buvant à des mares permanentes de montagne. Ils ne sortent jamais de ce massif qui se trouve en dehors de toute circulation. (1944 : 220 personnes /1300 bovins /3400 ovins et caprins /140 ânes /350 camelins)." ⁹⁴

Le cas des Imezzekaren, seulement pris en compte en 1944, n'est pas un cas isolé. Ce genre de découverte se reproduit régulièrement, bien qu'il soit surprenant que des groupes entiers de plusieurs centaines de personnes, accompagnés de milliers de bovins, d'ovins et de caprins aient pu échapper pendant des dizaines d'années à toute rencontre avec l'autorité coloniale. En dehors du fait qu'il relativise de façon importante le contrôle réel qu'avaient les Français sur le pays, il fait bien évidemment accomplir des sauts remarquables aux statistiques démographiques.

Enfin, la projection réalisée à partir de ces chiffres sur les années antérieures et postérieures à la colonisation rend définitivement impossible toute confiance dans les réalités du recensement. La tendance que l'on peut calculer de l'évolution démographique de l'Adagh (cf. graphiques : "Évolution démographique de l'Adagh") présente en effet une pente beaucoup trop forte pour un accroissement naturel, même dans le cas d'une

⁹² Rapport politique annuel 1938, Cercle de Gao, Subdivision de Kidal. ANM, 1E24, Fonds récents, Bamako. Rapports politiques et rapports de tournées

⁹³ Compte rendu de tournée 66/c du 6 mars au 06 avril 1942, lieutenant Reeb, Cercle de Gao, Subdivision de Kidal. ANM, 1E24, Fonds récents, Bamako. Rapports politiques et rapports de tournées.

⁹⁴ Rapport de tournée N° 4-K du 30 avril au 14 mai 1944, Lieutenant Lagarde, commandant la subdivision de Kidal. Cercle de Gao, Subdivision de Kidal. ANM, 1E24, Fonds récents, Bamako. Rapports politiques et rapports de tournées.

démographie en progression rapide. Ce caractère est essentiellement issu des chiffres trop faibles par rapport à la réalité des premiers recensements opposés à l'amélioration relative de la description démographique dans les dernières années de la colonisation. Force est donc bien d'admettre que si l'on ne sait pas encore grand chose du nombre réel des nomades de l'Adagh ⁹⁵, les recensements français n'ont eu à aucun moment une image complète de celui-ci. Jamais l'ensemble des Kel Adagh n'a été recensé par l'administration coloniale, qui n'a toujours pu avoir de la réalité démographique qu'une vision partielle et tronquée. Quant aux recensements du cheptel, qui sont aussi une des bases d'un impôt s'appliquant sur le capital, ses résultats ont été tout aussi inférieurs à la réalité, peut-être plus encore, car les troupeaux pouvaient être fractionnés, confiés un temps à d'autres groupes, et s'il est possible de procéder à un recensement nominatif de la population, ce n'est évidemment pas le cas pour le bétail. Aussi les rapports notent-ils le caractère "approximatif" d'un tel comptage, dont les chiffres "sont donnés sous toute réserve" ⁹⁶, quand "on sait que l'éleveur tend à dissimuler le plus possible d'animaux" ⁹⁷. Les chiffres qu'obtint le Service de l'Élevage en comparaison avec ceux obtenus lors des recensements sont à cet égard tout à fait parlants. Les nomades sachant que ces relevés n'étaient pas corrélés entre eux cachaient moins leurs animaux et avaient intérêt à le faire lors des campagnes de vaccinations. Aussi, en 1960, le cheptel recensé apparaissait inférieur aux estimations du Service de l'Élevage de 54% pour les bovins, 44% pour les chevaux et les ânes, 9% pour les chameaux et 48% pour le petit bétail ⁹⁸.

Quelles sont les raisons d'une telle inefficacité des recensements ? La première est toute matérielle. Les administrateurs ont été confrontés à des distances énormes, qu'ils n'ont pu parcourir qu'à chameau jusque dans les dernières années de la colonisation, à la même vitesse donc que des nomades qui, par définition, ne restent pas fixés en un lieu. Entre le moment où un campement était repéré, celui où l'autorité était prévenue, celui enfin où elle arrivait sur les lieux, plusieurs jours pouvaient parfois s'être écoulés : le campement en question se trouvait alors tout aussi bien à de nombreux kilomètres de l'endroit annoncé. En un temps où les convocations étaient difficilement transmises, où certaines régions montagneuses étaient à peine, voire pas du tout connues, on peut comprendre toutes les difficultés d'une vision générale du pays. Les administrateurs

⁹⁵ Les sécheresses, la révolte de 1990, la répression militaire et l'insécurité due aux attaques et aux représailles aggravent cette méconnaissance démographique. Non seulement les recensements ne sont plus possibles, mais les exils et les mouvements divers de population rendent actuellement vaine toute estimation.

⁹⁶ Monographie de Kidal, 1942, Lieutenant. Reeb. ANM, 1D44, Fonds anciens, Bamako.

⁹⁷ Rapport n°22 / aa2 d'inspection générale de la subdivision de Kidal, cercle de Gao, 6 janvier 1955, inspecteur des affaires administratives, R. Guidon Lavallée. ANM, 2D20, Fonds récents, Bamako, Inspection des affaires administratives, Kidal 1937-1957

⁹⁸ PAYEN (J.M.), "Le recensement et l'impôt", in BERNUS(E.), BOILLEY(P.), CLAUZEL(J.), TRIAUD(J.L.), *Nomades et commandants. Administrations et sociétés nomades dans l'ancienne AOF.*, Paris, Karthala, 1993 : 123.

recensaient alors de préférence pendant les mois de saison sèche, avril et mai surtout, afin d'atteindre plus facilement les éleveurs rassemblés autour des puits les plus abondants en eau, ou utilisaient les rassemblements autour de certaines grandes mares lorsqu'ils le faisaient pendant l'hivernage. Mais rien n'assurait cependant qu'étaient touchés, les jours de la visite de l'administrateur, tous les nomades de la région, certains ayant pu alors utiliser l'eau de mares permanentes ou de puits peu connus.

S'il était déjà difficile techniquement de joindre les groupes à recenser, les problèmes devenaient souvent insolubles en face de la volonté des Kel Adagh d'échapper à tout contrôle. Les moyens qu'ils utilisèrent dans ce but furent multiples. Les tiwsaten, par exemple, changeaient de circonscription :

"Il semble que certaines sous-fractions Ifoghas aient tendance à échapper à l'autorité du chef de la tribu, Attaher ag Illi. Les unes attirées par Ousman chef des Idenans se rapprochent du fleuve, vers Bourem. D'autres partent sans autorisation dans le cercle de Tahoua." ⁹⁹

D'autres utilisaient des zones lointaines, peu fréquentées par les Français, pour s'y réfugier :

"Tamesnar, un désert de 80 kilomètres de large et de 350 kilomètres de long sépare Kidal de Menaka, d'Agadez et de Tahoua et sert de repaire aux gens en situation irrégulière." ¹⁰⁰

"A l'exception des chameliers Idnanes qui nomadisent au Timetrin les tribus chamelières Ifoghas nomadisent toujours au Tenere : Tin Reiden, Bourramella, Aridenbendela, El Hamma, Tiriken, In Terkot, In Touft, In Tertouft. Cette énumération rend compte de la densité des puits, au moins un tous les 60 km. Si l'on ajoute à cela l'abondance du pâturage : Hod, Njill, on constate que le Tenere n'a rien d'un tenere et est un pays privilégié où les fractions chamelières Ifoghas vivent très tranquilles, très heureuses, très indifférentes à l'autorité française à laquelle ils sont soumis mais qu'ils préfèrent savoir loin." ¹⁰¹

Certaines encore, dont les parcours de nomadisation se situaient aux limites de deux circonscriptions administratives ou de deux colonies, jouaient avec les frontières et les administrations différentes, assurant être du Soudan quand les méharistes d'Algérie venaient les contrôler, ou inversement :

"Au cours du mois d'Août, je me suis rendu à Tin Zaouten pour une liaison avec le chef de l'annexe du Hoggar avec qui j'ai réglé la question des campements nomadisant dans cette région. Ceux-ci afin de rester indépendants prétendaient dépendre de Kidal ou du Hoggar suivant qu'ils étaient visités par un officier du Soudan ou de l'Algérie." ¹⁰²

Les frontières furent aussi utilisées par des groupes qui s'établissaient à long terme dans des régions très éloignées de leurs parcours d'origine. Recensés par une autre

⁹⁹ Rapport politique N°2 R, 1er trimestre 1925, Cercle de Tombouctou. SHAT, AOF Soudan 10, Dossier VII, pièce 3.

¹⁰⁰ Rapport de tournée N° 6-Ki du 22 Septembre au 16 Octobre 1943, Lieutenant Lagarde, commandant la subdivision de Kidal. Cercle de Gao, Subdivision de Kidal. ANM, 1E24, Fonds récents, Bamako. Rapports politiques et rapports de tournées.

¹⁰¹ Rapport politique N° 130, Cercle de Tombouctou - Subdivision Kidal, 2ème Trimestre 1931. ANM, 1E24, Fonds récents, Bamako. Rapports politiques et de tournée, Cercle de Kidal. 1928-1960

¹⁰² Rapport politique, 3e Trimestre 1933, Capitaine de Saint-Maur, Cercle de Tombouctou - Subdivision Kidal. ANM, 1E24, Fonds récents, Bamako. Rapports politiques

administration que celle où ils vivaient, ils échappaient à tout contrôle tant des autorités de leur lieu de départ qui ne pouvaient matériellement l'exercer que de celles de leur lieu de résidence qui ne pouvaient légalement le faire. A l'abri des poursuites, ils aidaient les nomades voisins à dissimuler leur richesse :

"On connaît la position particulièrement favorisée des Hoggars. A mille lieux de leur circonscription d'origine, ils ne subissent que le contrôle d'Agadès dont l'activité ne veut évidemment pas s'absorber entièrement à leur sujet. (...) A l'abri des charges normales de l'administration, ils jouissent en outre d'une totale liberté de mouvement. C'est chez eux aussi que les nomades environnants camouflent leurs troupeaux aux moment du recensement. C'est chez eux que se réfugient beaucoup de ressortissants d'AOF en situation irrégulière. Ce sont eux qui indiscutablement alimentent le marché clandestin d'armes."¹⁰³

Enfin, quelques tiwsaten décidaient de se rallier à d'autres groupes, notamment parce qu'ils étaient moins imposés, ou parce qu'ils vivaient dans des zones réservées. Un territoire neutre avait ainsi été mis en place au tout début de la pénétration française dans l'Adagh. Le commandant Bétrix avait officialisé cette zone lors de la grande réunion du 8 décembre 1908 qui avait marqué l'installation coloniale. A l'intersection des trois grands groupements Iwlliminden, Kounta et Kel Adagh, cet officier avait imaginé créer un territoire tampon afin d'éluder les revendications territoriales des uns et des autres. Mais quelques décennies plus tard, cette région était devenue une zone refuge où se rendaient des groupes qui se plaçaient sous l'autorité et la protection des fractions Kounta maraboutiques moins taxées que les autres :

"Au fur et à mesure des recensements, des "tentes nouvelles" sont présentées. Ainsi sont introduits dans les fractions Kountas des éléments foncièrement touaregs des origines les plus variées. Si par hasard une quelconque tribu cherche à regrouper ses tentes parties vivre dans l'orbe d'un marabout, ce dernier intervient afin de sauvegarder ce qu'il appelle "la liberté individuelle de tout homme libre qui lui permet de vivre là où il le désire" et à la prochaine occasion, il décide ces tentes à se faire inscrire auprès de lui pour éviter toute tracasserie. Et en effet les tracasseries sont réduites au minimum car même à l'intérieur de la confédération kounta les fractions purement maraboutiques ne participent et ne participeront jamais équitablement aux charges de la tribu."¹⁰⁴

Des moyens divers furent donc utilisés par les tiwsaten de l'Adagh pour quitter leurs terrains de recensement habituel. Les volontés de départ n'étaient pas toutes issues de tentatives d'échapper au regard de l'administration. Les conditions climatiques jouaient prioritairement, et les Kel Adagh sont régulièrement descendus vers le sud, vers la Tamesna ou l'Azawakh pour tout simplement y trouver des pâturages qui manquaient une année donnée dans leur pays. Mais recherche de meilleurs pâturages et désir d'indépendance allaient souvent de pair. Les deux volontés étaient liées, et l'on excipait des mauvais pâturages pour être plus tranquille au loin. Car l'une des explications

¹⁰³ Annexe n°5 au rapport de tournée n°5/K du 16 sept 1944, le lieutenant Lagarde commandant la subdivision de Kidal, Cercle de Gao. ANM, 1E24, Fonds récents, Bamako, Rapports de tournée 1944-49.

¹⁰⁴ Annexe n°4 au rapport de tournée N°6/K du 16 septembre 1944, lieutenant Lagarde commandant de la subdivision de Kidal. ANM, 1E24, Fonds récents, Bamako, Rapports politiques et tournées, Cercle de Gao, Subdivision de Kidal.

majeures de cet éparpillement, rendu possible par la paix et la sécurité régnantes et noté par tous les chefs de subdivision, était bien de ne dépendre de quiconque, administration française ou chefs coutumiers, d'échapper au recensement et bien sûr à l'impôt. Toutes ces raisons n'en faisaient d'ailleurs qu'une, et l'autorité des chefs était intimement liée à celle de l'administration. Aussi les Français tenaient-ils sur ce plan à la renforcer, afin de ne pas perdre la leur :

"Le Chef de Bataillon Commandant le cercle estime qu'en cherchant à échapper à l'autorité de leur chef, les indigènes en question ont trop souvent tendance à échapper du même coup à la notre. Il maintiendra donc dans la mesure de ses moyens, les fractions dans leurs terrains de parcours et consolidera l'autorité du chef de tribu."¹⁰⁵

Autorité de l'administration, "renforcement de l'autorité des chefs indigènes"¹⁰⁶ sont liés et sont ainsi opposés pendant toute la période coloniale au "désir d'échapper à l'autorité des chefs" ou à "l'action de la subdivision"¹⁰⁷ envers les nomades, de "vivre indépendant", de chercher un abri "contre les tournées trop fréquentes et surtout contre les réquisitions"¹⁰⁸. Si les Français avaient un intérêt évident à assurer leur contrôle et leur domination, les chefs en avaient autant à assurer leur autorité et à limiter les départs de leurs administrés. Hormis la notation qu'ils pouvaient en tirer et la sauvegarde des bonnes relations avec l'administration, leur importance personnelle diminuait avec le nombre de gens qui étaient sous leur influence, et inversement, la remise d'impôt qui leur était accordée s'accroissait proportionnellement aux montants collectés. Il y a bien là l'une des origines de la rupture entre les chefs et leur société.

Si les autorités n'ont jamais été dupes de ce désir des nomades de les fuir, elle ne pouvaient cependant rester sans réagir à cet état de fait. Aussi, en liaison avec les chefs, ont-elles déployé tout un arsenal de mesures pour tenter de conserver les tiwsaten dans les limites qui leur avaient été imparties, et amoindrir le camouflage de leurs biens. Autant dire que sur ce dernier point, la réussite ne fut guère brillante. Les contrôles du cheptel par surprise qui ont en effet été tentés ici où là ont rarement porté leurs fruits, dans la mesure où l'éleveur pouvait toujours arguer que des animaux ne lui appartenant pas avaient été laissés à sa garde¹⁰⁹... Par contre, le contrôle des individus put être souvent

¹⁰⁵ Rapport politique N°2 R, 1er trimestre 1925, Cercle de Tombouctou. SHAT, AOF Soudan 10, Dossier VII, pièce 3.

¹⁰⁶ Annexe n°3 au rapport de tournée n°6h, lieutenant Lagarde commandant de la subdivision de Kidal, septembre 1944. ANM, 1E24, Fonds récents, Bamako, Rapports de tournée 1944-49.

¹⁰⁷ Rapport de tournée N° 6-Ki du 22 Septembre au 16 Octobre 1943, Lieutenant Lagarde, commandant la subdivision de Kidal. Cercle de Gao, Subdivision de Kidal. ANM, 1E24, Fonds récents, Bamako. Rapports politiques et rapports de tournées.

¹⁰⁸ Rapport de tournée du 30 août au 3 octobre 1941, lieutenant Reeb, Cercle de Gao, Subdivision de Kidal. ANM, 1E24, Fonds récents, Bamako. Rapports politiques et rapports de tournées.

¹⁰⁹ Voir à ce sujet le récit plein d'humour d'une de ces tentatives infructueuses effectuée par Jean Clauzel dans le cercle de Goundam dans *Administrateur de la France d'outre-mer*, Paris, Lafitte/Barthélémy, 1989 : 56-57.

plus fructueux. Le moyen le plus fréquemment employé fut la reconduite *manu militari*, dans des opérations dites de "refoulement", des groupes nomades découverts hors des zones qui leur avaient été reconnues par l'administration. Une fois repérés, les campements fautifs, éloignés les uns des autres, devaient souvent être "rabattus" ¹¹⁰ par des partisans vers un lieu de regroupement. Les goumiers de la subdivision, ou ces mêmes partisans, les prenant en charge, les escortaient alors jusqu'à leurs terrains de parcours propres. Des amendes étaient distribuées. Ces "opérations de police" ¹¹¹, qui aboutissaient à la "capture des éléments réfractaires", pouvaient ainsi prendre parfois le caractère de campagne militaire, mobilisant des effectifs importants, qui comprenaient un certain nombre de chefs de tawset ainsi que l'amenokal ¹¹², intéressé au succès de l'opération et y collaborant :

"Le succès de l'opération est du (...) à l'intervention énergique de l'amenokal Attaher commençant à redouter la désagrégation de certaines fractions."¹¹³

Les groupes "réfractaires au recensement" qui avaient ainsi été récupérés avaient au retour un sort différent selon les cas :

"1) les tentes aux origines précises et qui sans raison avaient abandonné leur tribu, y ont été brutalement réincorporées.

2) Celles dont des alliances compliquées servaient de prétexte pour "n'être à personne" ont vu sur place leur situation réglée par le jugement sans appel d'un marabout personnel d'Attaher".¹¹⁴

Enfin, si la fuite avait pris un caractère trop politique, le retour pouvait prendre la forme d'une véritable astreinte à résidence d'un groupe dans son ensemble :

"La fraction des Taïtoq a été ramenée en Adrar. Les gens sont sous la dépendance des Idnanes, chef Dauchy. Une partie d'entre eux s'est rendue d'elle-même à côté des Idnanes. Les

¹¹⁰ Rapport de tournée N° 6-Ki du 22 Septembre au 16 Octobre 1943, Lieutenant Lagarde, commandant la subdivision de Kidal. Cercle de Gao, Subdivision de Kidal. ANM, 1E24, Fonds récents, Bamako. Rapports politiques et rapports de tournées.

¹¹¹ "But des opérations de police

a) capture des éléments réfractaires du recensement

b) Réintégration dans leurs tribus des éléments les ayant fui pour vivre indépendants

c) Statuer sur de très nombreux cas de tentes se prétendant sans tribu sous le prétexte de convenances personnelles ou d'alliances familiales compliquées.

d) Refoulement d'environ 350 tentes vivants en permanence sur les territoires de Tahoua, Agadès et Menaka.

e) Renforcement de l'autorité des chefs indigènes

f) Début d'application du plan de répression de la contrebande d'armes et de la traite de captifs".

Annexe n°3 au rapport de tournée n°6h, lieutenant Lagarde commandant de la subdivision de Kidal, septembre 1944. ANM, 1E24, Fonds récents, Bamako, Rapports de tournée 1944-49.

¹¹² "moyens : 11 goumiers du Goum de Kidal, 14 partisans armés, l'amenokal des Ifoghas, Attaher ag Illi, le chef des Iforgomoussen, le chef des Kel Telabit, le chef des Tarat Mellet". Annexe n°3 au rapport de tournée n°6h, lieutenant Lagarde commandant de la subdivision de Kidal, septembre 1944. ANM, 1E24, Fonds récents, Bamako, Rapports de tournée 1944-49.

¹¹³ Annexe n°3 au rapport de tournée n°6h, lieutenant Lagarde commandant de la subdivision de Kidal, septembre 1944. ANM, 1E24, Fonds récents, Bamako, Rapports de tournée 1944-49.

¹¹⁴ Annexe n°3 au rapport de tournée n°6h, lieutenant Lagarde commandant de la subdivision de Kidal, septembre 1944. ANM, 1E24, Fonds récents, Bamako, Rapports de tournée 1944-49.

autres avec Akoukou refusant d'obéir au chef des Idnanes ont été conduits à Kidal où ils sont en résidence forcée. Cette désobéissance provient du chef de Taïtoqs Akoukou qui s'éloigne de l'Adrar à l'arrivée de chaque nouveau chef de subdivision. "115

Pour savoir qui était en situation régulière ou non, des justificatifs ont été peu à peu donnés aux nomades. Ainsi, dans un cas particulier de pluviométrie insuffisante et de pâturages médiocres, les nomades de l'Adagh pouvaient être autorisés à nomadiser sur des territoires extérieurs à ceux de la subdivision, à condition de disposer d'un permis régulier délivré par l'administrateur à Kidal et dont le double était envoyé à Gao, chef lieu du cercle ¹¹⁶. Il s'agissait d'un permis de nomadisation collectif, valable pour l'ensemble d'un groupe, famille ou tiwsaten complète. Car ce qui importait finalement aux chefs de subdivision, c'était d'identifier clairement qui étaient les gens en nomadisation dans leur circonscription, et de savoir où se situaient ceux qui en étaient sortis. Aussi, pour compléter les permis de nomadisation, furent établies des cartes de famille, plus précises, qui amélioraient les contrôles d'identité.

Mais ces mesures étaient d'un effet limité, et n'empêchaient pas la dispersion des familles sur des territoires qui ne leur étaient pas attribués. Aussi, de guerre lasse, les chefs de subdivision rêvaient-ils parfois de changer les limites administratives de leur circonscription. Plutôt que de tenter d'interdire le passage de limites artificielles, ce qui paraissait parfois décourageant, on imagina de modifier les frontières afin qu'elles englobent les groupes en situation irrégulière. Ainsi en fut-il des limites entre la subdivision de Kidal et celle de Menaka d'une part, et celle du cercle de Tahoua d'autre part, limites violées particulièrement fréquemment, parce qu'elles cheminaient au milieu de territoires mal surveillés. Le problème des nouvelles délimitations devint ainsi pendant un temps un thème récurrent dans les rapports politiques que s'échangeaient les administrateurs des cercles et des subdivisions :

"En ce qui concerne les relations avec Kidal, la proposition suggérée par Tombouctou de descendre la frontière de Menaka-Kidal plus au sud peut être une solution heureuse. Les Iforhas de Kidal, tout comme les Kountas de Bourem revendiquent des droits sur des territoires dont, lors des délimitations des cercles, ont pu les frustrer. Je ne suis pas éloigné de croire, sans méconnaître l'esprit turbulent des Kountas surtout, des Iforhas aussi, que le point névralgique de ce fâcheux état de choses réside dans une sorte de spoliation involontaire des droits de propriété au détriment des deux peuplades nomades. C'est toute une étude à faire, que je ne puis aborder qu'avec le concours très impartial des subdivisions intéressées, sans le souci à priori pour chacun de défendre ses indigènes, mais d'arriver à une connaissance parfaite de la situation passée et présente, et de vous soumettre un projet de règlement de l'affaire, qui soit équitable pour tous les intéressés. Le lieutenant de Séliquier m'a adressé un projet de délimitation de Menaka - Kidal que je vous transmettrai avec le dossier de l'affaire Kounta de Bourem. Gao, le 2 novembre 1932, l'administrateur commandant le cercle" ¹¹⁷

¹¹⁵ Lettre du lieutenant de la subdivision de Kidal, 10 octobre 1930 au cercle de Tombouctou. ANM, 1E24, Fonds récents, Bamako. Rapports politiques et de tournée, Cercle de Kidal. 1928-1960

¹¹⁶ Rapport politique, 3^e Trimestre 1933, Capitaine de Saint-Maur, Cercle de Tombouctou - Subdivision Kidal. ANM, 1E24, Fonds récents, Bamako. Rapports politiques

¹¹⁷ Rapport politique GAO 1932 - 3^e trimestre 1932. ANM, 1E17, Fonds récents, Bamako, Rapports politiques et de tournées (1921-49)

Les discussions durèrent ainsi quelques années. Mais la proposition de rectification des limites de subdivision ne fut d'abord pas acceptée. Le problème était alors reporté sur les chefs de subdivision à qui l'on demanda de s'entendre pour signer des conventions de nomadisation entre eux, fixant les conditions dans lesquelles les nomades (en situation régulière) pouvaient être autorisés à parcourir le territoire d'une circonscription à laquelle ils n'appartenaient pas. Ainsi, les subdivisions de Menaka et de Kidal finirent-elles par tomber d'accord à la fin des années 30 pour laisser aux nomades de Kidal la liberté de parcourir une zone dans le nord du territoire de Menaka. L'accord fut passé sans trop de problèmes car peu de nomades ressortissants de cette dernière subdivision y vivaient. La condition pour les Kel Adagh fut l'acceptation d'un contrôle annuel sur les permis de nomadisation collectifs. Mais cet accord ne tint pas. Dès les années suivantes, les gens de l'Adagh poursuivaient leur marche vers le sud, au delà de la zone dans laquelle ils venaient nouvellement d'être tolérés. Situation gênante pour les administrateurs, mais peut-être encore plus pour les nomades de Menaka, qui voyaient s'installer sur leurs terrains de parcours des gens qu'ils ne désiraient pas particulièrement voir venir. Aussi les rapports se tendirent-ils, des bagarres éclatèrent, parfois violentes et allant jusqu'à la mort, des rezzous internes furent lancés. Ce fut le début d'une véritable petite guerre entre subdivisions... dans laquelle, curieusement, les administrateurs prirent souvent fait et causes pour leurs administrés. La situation n'était cependant pas tenable. Les chefs de subdivision furent alors amenés à négocier, et les arrangements prirent de plus en plus souvent la forme de conventions qui fixèrent les droits de parcours des uns et des autres dans des limites précises, telles que celle qui fut signée entre Kidal et Menaka le 18 septembre 1948 :

"Territoire du Soudan français
Cercle de Gao
Subd. de Kidal

18 septembre 1948

Convention réglementant la nomadisation des ressortissants de la subdivision de Kidal sur le territoire de la subdivision de Menaka.

Entre le Lieutenant Forgeot chef de la subdivision de Menaka,
l'administrateur adjoint Clauzel chef de la subdivision de Kidal
assisté de

- M. Zeïd Ag Attaher, fils du chef de tribu des Kel Effele et amenokal de l'Adrar, représentant son père.
- Oumayata ag Sidi chef de la tribu des Kel Iforgomoussen
- Rissa ag Yedou chef de la tribu des Kel Tarlit
- Bilal ag Assaga notable de la tribu des Ibottenaten, représentant le chef de cette tribu malade d'autre part.

Il a été dit et convenu ce qui suit :

La nomadisation des ressortissants de la subdivision de Kidal sur le territoire de la subdivision de Menaka est ainsi réglée:

I - Limites de la nomadisation

1) Pendant toute l'année

Les nomades de la subdivision de Kidal sont autorisés à nomadiser sur le territoire de la subdivision de Menaka au nord d'une ligne passant à trois heures au Sud des Oueds : Efjenir Wan Amassine, Oularh, Ifrororaten sur toute leur longueur de la dune d'Issouk des puits de Tin Rayden, Bourhamla et Mentés.

2) Du 15 mars au 15 novembre

Ils sont autorisés à pénétrer jusqu'à une ligne passant à 3 heures au sud des Oueds : Edjerir wan Amassine, Oularh, Ifrororaten sur toute leur longueur, de la dune d'Issouk, du confluent..."

II - Conditions de la nomadisation1) Laissez passer

a) Lorsqu'ils nomadisent dans la zone nord (...) ces nomades n'ont pas besoin de laissez-passer de nomadisation.

b) Lorsqu'ils nomadisent dans la zone sud (...) ils doivent en être munis. Ces laissez passer seront délivrés par groupes de tentes chaque année au début de la transhumance de saison chaude. Ils ne seront valables que pour une année. Ces laissez passer devront être présentés à toute réquisition du chef de subdivision de Menaka ou de ses goumiers".¹¹⁸

Cette convention permet ainsi de légaliser un mouvement qui paraissait en grande partie irrépressible, et les administrateurs le savaient bien, attendant d'elle "qu'elle freine la descente (des Kel Adagh) sachant qu'elle ne l'arrêterait pas"¹¹⁹. Pourtant, de multiples autres conventions ont été signées sur les mêmes bases par les administrateurs de Kidal avec les subdivisions voisines, telles que celle du 6 novembre 1944 avec la subdivision de Bourem (convention d'Anefis), de février 1945 avec l'annexe de Tamanrasset (convention de Tamanrasset), du 31 décembre 1948 avec le cercle de Tahoua (convention de Mentés). Ces accords nombreux étaient ensuite révisés en fonction des réalités mouvantes qu'ils étaient destinés à régler. En fin de compte, l'administration accumula les décisions limitant ou réglant la nomadisation entre les cercles, les subdivisions, les tiwsaten elles-mêmes. Cette multiplication finit par introduire parfois plus de confusion que de clarté :

"Une convention est intervenue (...) à Gao le 9 sept. 1955, en présence de Badi chef des Kountas, Bissaada chef des Idnanes, Idou chef des Idaouraks. Mais cette convention a été suivie d'une autre, en date du 27 sept. 1955, elle-même complétée par un avenant du 29 octobre 1955. Ce ne fut pas tout : une dernière convention fut conclue le 8 décembre 1955. Elle règle la nomadisation Kounta dans l'Adrar et celle des Ifoghas sur Bourem, ainsi que le statut de l'usage des terres salées d'Asselar. Cette convention est devenue lettre morte en ce qu'elle touche aux zones de nomadisation Idaouraks et des Idnanes qui s'en tiennent aux accords conclus le 9 septembre 1955. Il conviendrait donc de mettre un peu d'ordre dans cet appareil conventionnel." ¹²⁰

¹¹⁸ Convention de Tedjerirt, 18 septembre 1948. ANM, 1E24, Fonds récents, Bamako, Rapports de tournée 1944-49.

¹¹⁹ CLAUZEL (J.), *Administrateur de la France d'outre-mer*, Paris, Lafitte/Barthélémy, 1989 : 117.

¹²⁰ Rapport de G. Escargueil sur l'inspection réalisée du 7 au 12 décembre 1956 sur mission n°

L'administration dut ainsi s'adapter par à coups à la réalité, à chaque fois que les règles qu'elle avait édictées étaient devenues visiblement caduques malgré ses efforts pour les faire respecter. Dans la plupart des cas, les conventions de nomadisation enregistrent des situations de fait plutôt qu'elles ne les répriment. L'adaptation nécessaire des éleveurs aux conditions climatiques et aux pâturages existants ne fut donc pas éliminée, et les nomades continuèrent à garder une certaine liberté de mobilité à travers les limites administratives. Mais il est indéniable que cette mobilité et cette liberté ont été réduites par le faisceau d'interdictions, de règlements, de permis accordés ou non, de refoulements, de conventions, qui ont effectivement freinées, et sensiblement gênées les nomadisations des Kel Adagh et de leurs voisins. Les évolutions adaptatives à long terme ont été reculées, comme ce lent mouvement issu de la désertification saharienne de descente vers le sud, vers les terrains mieux arrosés et plus favorables à la vie pastorale. La présence française a ainsi été à l'origine d'une lutte permanente mais sourde entre une autorité classificatrice et perceptrice de contributions et une population qui a toujours plus ou moins tenté de s'y soustraire. Rien de spectaculaire dans cette résistance, qui n'a pas été à l'origine de mouvements violents de révolte ou d'oppositions affirmées. Les nomades ont agi sans éclat, presque insidieusement, tournant continuellement les textes, mettant l'administration devant le fait accompli, se faisant refouler mais repartant peu de temps après, glissant entre les mailles du contrôle, profitant de chaque faille du système colonial. Néanmoins, la souplesse nécessaire au milieu pastoral a été réduite, et les Kel Adagh, comme les autres populations nomades de l'empire français, n'ont pas pu échapper complètement à l'enfermement administratif qui a été alors mis en place.

Les résistances au contrôle : Alla

Ces résistances diffuses au contrôle français, importantes et répandues chez les Kel Adagh et dans tout l'espace touareg, mais n'utilisant pas la violence, quelques uns les ont poussées jusqu'au bout, refusant toute autorité, et n'hésitant pas à user de la force en certains cas. Ces personnes ne furent pas nombreuses, et l'on peut s'interroger sur la signification réelle de leur insoumission. Bandits selon les Français, considérés par certains comme d'authentiques résistants, par d'autres tout au plus comme des "bandits d'honneur", vus simplement comme des libertaires réfractaires à toute autorité, qui ont-ils été vraiment ? Un des leurs a particulièrement marqué l'Adagh, dans les années 1950 ¹²¹.

551/C, 1 mars 1957. ANM, 2D20, Fonds récents, Bamako, Inspection des affaires administratives).

¹²¹ Il est difficile de savoir, comme l'a remarqué Jean Clauzel, en l'absence de toute relation et rapport, si d'autres rebelles du type de celui d'Alla et de ses compagnons ont existé avant les années 50.

Il s'agit d'Alla ag El Bechir, un Iriyaken du nord de la région.

Alla commence à faire parler de lui en 1923 ¹²², ou 1925 ¹²³ selon les témoignages, lorsqu'il tue un homme de la tawset des Idnan, apparemment pour une affaire de femme. Pour échapper aux recherches, il "prend la montagne", en se réfugiant dans l'espace mal contrôlé de l'Adagh septentrional, à cheval sur la frontière entre les colonies d'Algérie et du Soudan français. En terrain difficilement pénétrable, Alla peut facilement se cacher et échapper aux recherches, d'autant qu'il se trouve de plus dans la zone des terrains de parcours de sa tawset des Iriyaken. Ce qui ne l'empêche pas de se faire surprendre par quelqu'un (un envoyé de l'amenokal ?), qui lui tire dessus mais ne fait que le blesser, le rendant cependant boiteux définitivement ¹²⁴. Il ne fait cependant plus parler de lui pendant plus de 20 ans. En décembre 1948, il blesse par balle aux environs de Timiawin un certain Bubakar ben Ali, arabe Oulad Slimane originaire du Fezzan ¹²⁵. Mais l'épisode décisif de son histoire survient en 1952. Surpris le 15 août de cette année par une patrouille de goumiers de Kidal qu'accompagnait le chef de subdivision Clauzel, Alla se défend et tire sur elle. Au cours de la fusillade, un goumier touareg, le brigadier Daoud ag Abozzi, est tué d'une balle dans la tête à côté de l'administrateur ¹²⁶. Alla parvient ensuite à s'enfuir. A partir de cette affaire, l'espèce de *modus vivendi* qui avait duré les années précédentes, est rompu. L'administration a été attaquée directement en la personne d'un de ses représentants, et elle ne peut que réagir durement. La femme d'Alla et ses enfants sont arrêtés, conduits à Kidal, puis à Gao où ils sont assignés à résidence, tandis que le Peloton méhariste du Timetrin recherche activement Alla, en liaison avec la Compagnie saharienne du Tidikelt-Hoggar. La poursuite dure cependant deux ans encore, émaillée de rencontres et de coups de main. En décembre 1953, les goumiers rejoignent Alla, mais après un rapide accrochage, ils ne peuvent le capturer. En représailles, Alla attaque peu après le troupeau de chameaux du goum, et tue 14 bêtes ¹²⁷. A la suite de cet action, il fait parvenir aux autorités, par

Certains ont en effet pu échapper à toute recherche dans les années précédentes, où le contrôle français était moins profond et moins étendu, les tournées des chefs de subdivision moins fréquentes et le maillage du réseau de renseignement moins serré.

¹²² Rapport n°22 / aa2 d'inspection générale de la subdivision de Kidal, cercle de Gao, 6 janvier 1955, inspecteur des affaires administratives, R. Guidon Lavallée. ANM, 2D20, Fonds récents, Bamako, Inspection des affaires administratives, Kidal 1937-1957

¹²³ REGNIER (J.), "Bandits d'honneur dans l'Adrar des Ifoghas", *Bull. de Liaison Sah.*, 12, n° 44, 1961.

¹²⁴ Entretien avec Ammera, 18 juin 1992, Paris

¹²⁵ BARBA (J.F.), "L'administration en zone frontalière algéro-soudanaise. Le banditisme d'honneur", in BERNUS (E.), BOILLEY (P.), CLAUZEL (J.), TRIAUD (J.L.), *Nomades et commandants. Administration et sociétés nomades dans l'ancienne A.O.F.*, Paris, Karthala, 1993 : 39.

¹²⁶ CLAUZEL (J.), *Administrateur de la France d'outre-mer*, Paris, Lafitte/Barthélémy, 1989 : 156.

¹²⁷ Rapport n°22 / aa2 d'inspection générale de la subdivision de Kidal, cercle de Gao, 6 janvier 1955, inspecteur des affaires administratives, R. Guidon Lavallée. ANM, 2D20, Fonds récents, Bamako,

l'intermédiaire de l'amenokal Attaher, un ultimatum les mettant "en demeure de lui rendre sa famille, faute de quoi, dans un délai de deux mois, il se livrerait à quelque acte offensif, soit sur les chameaux du PMT, soit sur Tessalit" ¹²⁸. Sa fin est cependant proche. Fin mars 1954, une entrevue à In Frit, dans le nord de l'Adagh, réunit le chef de subdivision Baudelaire et le capitaine Schmidt, commandant la 4^e Compagnie saharienne motorisée dont dépend le Peloton méhariste du Timetrin, afin d'envisager des opérations combinées avec le Goum de Kidal ¹²⁹. Alla est alors rejoint le 15 juillet 1954 dans l'oued Taoundart par le PMT commandé par le sergent-chef Huguet. Dans le rapide combat qui s'engage, ce dernier est blessé de deux balles ¹³⁰. Mais Alla, quant à lui, est tué, et sa tête exposée au puits de Boughessa.

Dans sa nudité, ce récit ne permet guère de se faire une idée exacte de ce qu'a pu représenter Alla dans l'Adagh. Un meurtre et une tentative d'assassinat (J.F. Barba parle de quatre meurtres ¹³¹, mais ne justifie pas ses accusations), la poursuite du meurtrier par l'autorité, une fusillade au moment de son arrestation où la force publique l'abat : une simple opération de police contre quelqu'un que les rapports administratifs ont toujours dénommé bandit ou hors-la-loi. Mais il est d'autres réalités qui transparaissent rapidement dans les rapports politiques ou militaires. La première d'entre elles est qu'Alla n'était pas seul. L'administration parle de sa "bande", qu'elle tente aussi de réduire. Ce n'était donc pas un meurtrier isolé, rejeté de tous. Mais une "bande" n'est-elle pas justement l'apanage du "bandit" ? Certainement, mais l'on sait aussi quelle fut l'utilisation du mot bande dans la littérature coloniale. Reportons nous aux trente premières années de la présence française dans le nord du Soudan, où les attaques répétées des opposants à cette conquête étrangère étaient déjà pour le colonisateur, on l'a vu, le fait de "bandes". En réalité, ce vocabulaire est un trait bien ancien. De tout temps l'envahisseur ou l'occupant a tenté de rabaisser psychologiquement celui qui s'opposait à sa présence en le ravalant au rang de malfaiteur, justifiant ainsi la répression qu'il menait à son égard. En ce sens, Alla fut-il un bandit ou un rebelle ? Les notions sémantiques attachées à ces deux termes s'opposent, bien qu'elles recouvrent à la base un même concept, celui de la non-reconnaissance de la

Inspection des affaires administratives, Kidal 1937-1957

¹²⁸ Lettre confidentielle n° 7 du 11 mars 1954, M. BAUDELAIRE, Administrateur de la F.O.M. Chef de Subdivision de KIDAL, Cercle de Gao. ANM, 1E24, Fonds récents, Bamako.

¹²⁹ Rapport de tournée du 20/30 mars, par le Chef de Subdivision, M. BAUDELAIRE, Administrateur de la F.O.M., 23 août 1954. RAPPORT sur trois tournées effectuées en mars 1954 par M. BAUDELAIRE, Administrateur de la F.O.M. Chef de Subdivision de KIDAL, Cercle de Gao subdivision de Kidal N°349 - 2.9.1954. ANM, 1E24, Fonds récents, Bamako.

¹³⁰ T.O. du vendredi 16 juillet 1954, M. BAUDELAIRE, Administrateur de la F.O.M. Chef de Subdivision de KIDAL, Cercle de Gao. ANM, 1E24, Fonds récents, Bamako.

¹³¹ BARBA (J.F.), "L'administration en zone frontalière algéro-soudanaise. Le banditisme d'honneur", in BERNUS (E.), BOILLEY (P.), CLAUZEL (J.), TRIAUD (J.L.), *Nomades et commandants. Administration et sociétés nomades dans l'ancienne A.O.F.*, Paris, Karthala, 1993 : 39.

loi en vigueur. Mais le bandit est un "homme avide et sans scrupules" ¹³², un gredin, dont les agissements sont de fait malhonnêtes et ressortent des crimes de droit commun. Ce qui n'est pas applicable à un rebelle, dont l'action est issue d'une contestation et d'une révolte contre l'autorité en place, d'une insoumission envers le pouvoir plus qu'envers la loi. En ce cas, les meurtres d'Alla ne plaident pas en sa faveur. Il est bien entendu difficile de connaître précisément tous ses actes, une recherche de commentaires sur le premier meurtre des années 20 n'ayant pas abouti. Par contre, la deuxième tentative d'assassinat qui lui est attribué révèle une dimension qui lui donne un sens assez différent. La victime, Bubakar Ben Ali, qui fut seulement blessée, a pour soeur la femme d'un certain Hachon, adjudant-chef français. Il est pertinent d'au moins s'interroger sur une éventuelle coloration politique de cette agression...

Ceci ne permet cependant pas de trancher nettement en faveur d'une quelconque rébellion. D'autant que les affidés d'Alla étaient eux aussi les auteurs, si l'on en juge par les commentaires de Jean Clauzel "d'exactions" ¹³³. Pourtant Jean Clauzel décrit dans la même page les actions engagées "à l'encontre de la dizaine de garçons qui avaient tendance à s'affranchir de toute autorité pour imposer la leur par la force". Or de simples pillards, des voleurs de grand chemin ont-ils jamais le désir d'imposer une quelconque autorité sur une population ? Il faut bien admettre que la substitution d'une autorité à une autre a bien un sens politique.

A partir de cet instant, il faut envisager d'opposer au terme de bandit non seulement celui de rebelle, mais aussi de résistant. Cependant, la polémique banditisme/résistance induit dès lors une dialectique trop pesante et conduit à des impasses scientifiques, selon Jean-Louis Triaud ¹³⁴, qui pour dépasser ce débat rappelle les travaux bien connus d'Éric Hobsbawm ¹³⁵. La figure de "bandit social", ou de "bandits d'honneur" est ainsi appelée à la rescousse. Selon Hobsbawm :

"Ce qu'il faut bien voir à propos du bandit social, c'est que c'est un paysan hors-la-loi que le seigneur et l'État considèrent comme un criminel, mais qui demeure à l'intérieur de la société paysanne, laquelle voit en lui un héros, un champion, un vengeur, un justicier, peut-être même un libérateur et, en tout cas, un homme qu'il convient d'admirer, d'aider et de soutenir"¹³⁶

En ce sens, Alla n'était décidément pas un simple bandit, terrorisant par ses exactions la région dans laquelle il évoluait avec les siens. Bien au contraire, il fut soutenu par les populations de sa région :

"Les Irrégénaten, nomadisant habituellement dans le N/E de la Subdivision, ne

¹³² Robert.

¹³³ CLAUZEL (J.), *Administrateur de la France d'outre-mer*, Paris, Lafitte, 1989 : 155.

¹³⁴ "Le temps des bandits", in BERNUS(E.), BOILLEY(P.), CLAUZEL(J.), TRIAUD(J.L.), *Nomades et commandants. Administrations et sociétés nomades dans l'ancienne AOF.*, Paris, Karthala, 1993 : 17.

¹³⁵ HOBBSAWM (E. J.), *Bandits*, Londres, Weidenfield and Nicholson, 1969, 128 p.

¹³⁶ HOBBSAWM (E. J.), *Bandits*, Londres, Weidenfield and Nicholson, 1969 : 9.

cachaient plus leur sympathie pour ALLAH et le renseignaient efficacement sur notre compte et sur les mouvements du PMT. De plus le hors la loi était sûr de trouver dans les campements toute l'aide matérielle et tout le ravitaillement nécessaire. Une reprise en main était nécessaire."¹³⁷

J.F. Barba, qui a connu l'Adagh en 1948-50 alors qu'il commandait un peloton de la Compagnie saharienne du Touat en tournée, notait aussi qu'Alla était "protégé" par les Touaregs, et même qu'il "s'élevait en justicier dans les querelles entre familles" ¹³⁸. S'il fut aidé par la population, était-il admiré ? Manifestement oui ! Dès son vivant, il est l'objet avec son groupe de toute l'attention des Kel Adagh, et "la manière dont ils étaient perçus dans le pays était faite d'admiration". "Ils étaient, d'une certaine manière, une fierté du pays (...) et les chansons ont été suffisamment consacrées à eux, suffisamment nombreuses, suffisamment récitées, pour que cela ait une signification" ¹³⁹. Alla était tellement "devenu un personnage mythique" ¹⁴⁰ et considéré comme invincible dans tout le nord du Mali que sa mort en 1954 souleva une incrédulité certaine :

"Zeid, à la suite de l'engagement du 15 Juillet, émettait des doutes sur la mort d'Allah. Nous n'avons pas vérifié l'exactitude de ces informations, mais il n'est nullement impossible que le fils aîné d'Attaher ait émis de semblables propos. Il est incontestable que la nouvelle de la mort d'Allah fut accueillie avec consternation par les Iforas, qu'ils prêtent maintenant à ce dernier une survie légendaire." ¹⁴¹

Incrédulité qu'il fallut combattre par l'exposition de sa tête coupée... Les descriptions d'Alla et des réactions qu'il a suscitées au sein des populations septentrionales de l'Adagh vont ainsi bien dans le sens de la définition donnée par Hobsbawm du bandit social. Alla ne peut donc être considéré comme le criminel de droit commun que les rapports décrivent. Mais ne fut-il qu'un bandit social ? Hobsbawm s'est en effet penché pour son étude sur des populations européennes de l'époque moderne, vivant de profondes mutations, qui s'opposaient par l'intermédiaire des bandits d'honneur aux couches supérieures de la société. La dimension de la révolte d'Alla, le contexte politique même, ne sont en fait pas comparables, et l'analyse d'Hobsbawm ne prend pas en compte un élément fondamental dans le cas d'Alla. Si les bandits sociaux participaient d'une révolte sociale contre les couches dominantes monopolisant richesse et pouvoir, ces dernières étaient au moins nationales, issues du même fond civilisationnel

¹³⁷ RAPPORT sur trois tournées effectuées en mars 1954 par M. BAUDELAIRE, Administrateur de la F.O.M. Chef de Subdivision de KIDAL, Cercle de Gao subdivision de Kidal N°349 - 2.9.1954. ANM, 1E24, Fonds récents, Bamako.

¹³⁸ BARBA (J.F.), "L'administration en zone frontalière algéro-soudanaise. Le banditisme d'honneur", in BERNUS (E.), BOILLEY (P.), CLAUZEL (J.), TRIAUD (J.L.), *Nomades et commandants. Administration et sociétés nomades dans l'ancienne A.O.F.*, Paris, Karthala, 1993 : 39.

¹³⁹ Cité par J.L. Triaud, "Le temps des bandits", in BERNUS (E.), BOILLEY (P.), CLAUZEL (J.), TRIAUD (J.L.), *Nomades et commandants. Administrations et sociétés nomades dans l'ancienne A.O.F.*, Paris, Karthala, 1993 : 17.

¹⁴⁰ CLAUZEL (J.), *Administrateur de la France d'outre-mer*, Paris, Lafitte/Barthélémy, 1989 : 154.

¹⁴¹ Rapport de tournée du 4 au 22 août 1954, chef de subdivision Baudelaire. ANM, 1E24, Fonds récents Bamako, Rapports politiques, Cercle de Gao, subdivision de Kidal.

que ceux qui les combattaient. Les "bandits sociaux" de l'Adagh n'ont pas mené au renversement du pouvoir colonial, mais l'auraient-ils fait, ils n'auraient pas accompli de révolution sociale, ils auraient en réalité éliminé du pays une domination étrangère qui n'a jamais pris la forme d'une domination de classe, mais en est restée au stade d'un appareil administratif surimposé et exogène. La notion de bandit social ne paraît donc pas complètement pertinente pour décrire le statut d'Alla et de ses compagnons dans l'Adagh. Pourtant, de nombreux témoignages montrent qu'Alla s'opposait aussi à l'autorité des chefs coutumiers, et que ces derniers le considéraient comme un danger et ne lui étaient pas favorables :

"Attaher, l'amenokal, le convoque pour le sermonner. Il refuse de comparaître et fuit les représentants de quelques autorités que ce soit"¹⁴²

"Je ne dirai pas que c'étaient des résistants, mais je dirais que c'étaient des libertaires, des hommes qui aimaient la liberté, la liberté à l'égard de toutes les autorités, l'autorité coloniale comme les autorités traditionnelles"¹⁴³

"ATTACHER (disait) que, si nous ne composions pas avec (Alla), il se chargeait de la liquidation de la bande en constituant une patrouille Iforhas de 50 fusils."¹⁴⁴

Mais cette opposition à la chefferie ne peut être considérée comme sous-tendue par un mobile social. Les chefs coutumiers, Attaher en premier lieu, étaient trop marqués par leur engagement au côtés des Français pour que l'on puisse les distinguer de ces derniers dans l'opposition d'Alla. Libertaire en partie, peut-être, mais cela ne semble pas le fin mot de l'histoire. Alla s'opposait aux Français et à leur domination politique, s'opposait aux chefs parce qu'ils la renforçaient et en étaient souvent l'expression. Alla n'était pas un bandit social, d'autant qu'appartenant aux Iriyaken, une des tiwsaten des Kel Afella, donc parmi les plus nobles de l'Adagh, il n'a jamais tenté de reconstitution sociale, ni d'émancipation quelconque des imghad. Alla est aidé par son milieu, certes, mais celui-ci est composé de gens proches de lui socialement, et le soutien ne dépasse pas les régions septentrionales de l'Adagh, à l'extérieur desquelles il ne s'aventurait d'ailleurs pas. Les autres composantes des Kel Adagh vibrent à son action, mais ne le rejoignent pas dans sa lutte. Ses compagnons Efad ag Elladi (beau-frère d'Alla), et Ifekkenan ag Elladi son frère, sont aussi des Iriyaken, Salem ag Ekawel est un Ifergoumessen, Attasan ag Essegar est décrit comme un "Afaris", ainsi que Biga ag Akhmadou, et les autres, Inalaghen ag Dida, Mohammed ag Sidarmar, Akoni ag Sidarmed, Soumeyata, Ibellel et son frère Oussad, Mantogui sont Iredjanaten, soit issus eux aussi de tiwsaten nobles soit

¹⁴² REGNIER (J.), "Bandits d'honneur dans l'Adrar des Ifoghas", *Bull. de Liaison Sah.*, 12, n° 44, 1961 : 350.

¹⁴³ Cité par J.L. Triaud, "Le temps des bandits", in BERNUS (E.), BOILLEY (P.), CLAUZEL (J.), TRIAUD (J.L.), *Nomades et commandants. Administrations et sociétés nomades dans l'ancienne AOF.*, Paris, Karthala, 1993 : 17.

¹⁴⁴ RAPPORT sur trois tournées effectuées en mars 1954 par M. BAUDELAIRE, Administrateur de la F.O.M. Chef de Subdivision de KIDAL, Cercle de Gao subdivision de Kidal N°349 - 2.9.1954. ANM, 1E24, Fonds récents, Bamako.

vivant sur la frontière, ne cherchent pas à accomplir une révolution sociale mais à fuir l'autorité.

"Des gens soutenaient beaucoup Alla, mais seulement les gens des frontières, vers l'Algérie, qui ne sont stabilisés nulle part. Quand il y avait des impôts à payer pour l'amenokal de l'Adrar, ils passaient la frontière algérienne, et quand les Algériens s'intéressaient à eux, ils rentraient en Adrar... Ils faisaient la navette entre les deux pays. Ces gens là aidaient beaucoup Alla. Ils avaient la même vie que lui et ils le comprenaient. Alla a eu aussi des compagnons, qu'il a entraînés dans le même idéal de liberté. Ils étaient au moins une douzaine avec lui. Je me rappelle du nom de quelques uns, par exemple In Allaghen, Boghmama, Ekouni, Sidi Mohammed Affoulan... Ils étaient originaires de plusieurs tribus, des Ifoghas, des Irreganaten. Il ne s'étaient pas regrouvés sur des sentiments tribaux, mais par idéal."¹⁴⁵

En dehors de ce milieu, les gens se passionnent pour Alla, parce qu'il résiste aux autorités, parce qu'il vit l'existence des Touaregs avant l'arrivée des Français, parce qu'il est brave et qu'il venge les populations des limitations à la liberté imposées par l'administration coloniale. Mais au delà, on n'oublie pas non plus que c'est un noble, qu'il fait partie de la tawset amenokale, comme le remarque Ammera :

"Alla a tout un passé sur lequel les gens n'ont jamais été d'accord. Certains le considéraient comme un résistant, d'autres par contre pensaient qu'il ne cherchait que son intérêt personnel. Mais pour la plupart des gens qui parlent de lui, Alla a fait ce qu'il a fait surtout pour faire preuve de bravoure, pour montrer à tous son courage. Il a toujours eu des problèmes à cause de cette fierté. Il a tenu tête même à l'aménokal, à Attaher, qui a tout fait pour le faire plier, toujours en vain. Alla était issu d'une tribu proche de celle de l'aménokal, mais d'une branche différente, qui contestait son autorité. Alla était Iriyaken, alors qu'Attaher se disait Icheriffen. Chacun disait qu'il était plus noble que l'autre, et c'était une des raisons de son opposition.(...) La mort d'Alla a touché différemment les gens. Mais cela n'a pas été un deuil général dans l'Adrar."¹⁴⁶

Alors Alla bandit ? Certainement non, libertaire assurément, et rebelle à toute autorité, c'est un fait. On peut aller plus loin en avançant qu'il fut en fait rebelle à l'autorité coloniale, et qu'il s'engagea ainsi contre la présence de la France. On ne peut pour autant en faire un résistant touareg que dans une certaine mesure. Alla a effectivement résisté à l'autorité française, c'est indéniable. Mais le mot a pris en français une connotation particulière de patriotisme, de défense des intérêts globaux d'une population dominée par des occupants extérieurs, qui dépasse le cadre de l'action d'Alla. Alla défendait en réalité sa conception du monde touareg, qui incluait la domination de tiwsaten telles que la sienne sur les tributaires imghad. C'est en ce sens que sa révolte était loin d'être sociale. C'est en ce sens aussi que l'attitude de la majorité de la population fut sympathisante envers lui quand il remettait en cause l'autorité coloniale ou celle des chefferies, et plus tiède quand au but final de retrouver en dehors des Français une hiérarchie sociale inchangée. L'affaire d'Alla et de ses compagnons est alors révélatrice des lignes de force du débat qui traversait à l'époque la société Kel Adagh. Des pôles d'intérêts différents composaient et recomposaient des groupes de pensée qui

¹⁴⁵ Entretien avec Ammera, 18 juin 1992, Paris

¹⁴⁶ Entretien avec Ammera, 18 juin 1992, Paris

s'interpénétraient et qui pourraient être schématisés en trois pôles :

- un pôle composé de la chefferie des Kel Adagh, c'est à dire d'une partie des Kel Afella et des Ifoghas, nobles et intéressés par l'occupation française parce qu'elle soutient et renforce leur pouvoir sur l'ensemble de la société, et qu'elle a organisé une sur-représentation de ce pouvoir inhabituelle à l'époque précoloniale;

- un pôle composé d'une autre partie des Kel Afella, opposée à la domination coloniale parce qu'elle remet en cause ses modes de vie traditionnels, et parce qu'elle fut définitivement évincée du pouvoir lors de son installation qui non seulement supprimait ses libertés vitales mais n'autorisait plus les recompositions politiques. A ces derniers sont associées des tiwsaten moins nobles, mais moins contraintes par le contrôle colonial parce que vivant dans des zones moins fermement tenues, plus proches donc de l'ancien mode de vie et d'autant plus vindicatives qu'elle n'en sont guère éloignées;

- un pôle enfin composé de la majorité de la population de l'Adagh, résistant à sa manière de façon permanente aux Français, mais de façon moins radicale parce que trouvant aussi une forme d'intérêt dans l'émancipation sociale et l'enrichissement que leur présence permet par rapport aux nobles. Ces derniers sont dans une position ambiguë, écartelés entre leur volonté d'échapper aux chefs et aux Français, leur sympathie aux Français par la libération et la sécurité qu'ils apportent par rapport aux chefs, leur sympathie envers Alla et les siens par l'opposition qu'ils mènent contre les Français... Ce qu'Ammera résume de façon beaucoup plus simple :

“Attaher, dans ces années, était alors amenokal. Il travaillait avec les Français. Certains comprenaient bien pourquoi il agissait, notamment à cause de la paix qui régnait, et pas seulement dans l'Adrar, mais dans tout le Mali. Mais les tribus les plus éloignées, qui vivaient dans les endroits les plus reculés et qui n'étaient pas très informées, ou qui ne voyaient pas cette paix comme un avantage n'appréciaient pas cette collaboration. (...) Les gens des grandes tribus, des tribus plus fortes que les autres, qui faisaient travailler les gens pour eux, pour obtenir la *tiwse* (tribut), leur faire payer des tributs par la violence, les tribus nobles, celles des Kel Effela ou des Iwlliminden, ceux là, l'arrivée des Français ne les a pas arrangé. La plupart des opposants à l'amenokal étaient ceux qui n'étaient pas d'accord pour qu'on les empêche de piller les gens les plus faibles. Les Français ont continué à faire payer la *tiwse*, mais sous forme d'impôt. Ce n'était plus une *tiwse* forcée, comme avant. En fait, c'étaient les pillages qui étaient supprimés. Et ceux qui étaient auparavant régulièrement pillés étaient satisfaits, parce qu'ils profitaient de cette nouvelle situation.”¹⁴⁷

Quelle que fut la réalité de l'engagement d'Alla, l'important reste dans ce qu'il a représenté et non dans ce qu'il fut réellement. A l'heure actuelle, Alla est encore considéré comme un grand opposant à la colonisation, et des témoignages récents montrent avec évidence la force de cette idée :

“Alla avait juré qu'il mourrait sans que son regard croise celui d'un colon ! Il a toujours été un rebelle.”¹⁴⁸

¹⁴⁷ Entretien avec Ammera, 18 juin 1992, Paris

¹⁴⁸ Entretien avec Hadi ould Hammou, effectué par Mohammed ag Eghless, traduction Ibrahim ag Litny. Adrar des Ifoghas, sans date.

Son action fut suivie dans tout l'Adagh, et la chronique touarègue en porte encore la trace, à travers les noms attribués aux années 1952 (*awatay wa d aba Daoud* : année de la mort de Daoud), 1953 (*awatay wa d iqetas bayluk* : année des chameaux coupés au sabre, animaux de l'administration abattus par Alla), et 1954 (*awatay wa d aba Alla* : année de la mort d'Alla). En dehors du fait que cet épisode montre l'existence de résistances à la colonisation jusque dans ses dernières années, son intérêt est aussi de mettre en relief les différentes fractures de la société Kel Adagh qui en sont issues, à la veille de l'indépendance.

50 ans de présence française : bilan d'une première colonisation

Installés dans l'Adagh en 1908, les Français en perdent rapidement le contrôle après la proclamation de la République Soudanaise, le 24 novembre 1958. Après cinquante ans de domination étrangère, un bilan peut être tiré de cette première colonisation qu'ont eue à vivre les Touaregs de la région. Si une observation superficielle peut faire penser à une relative conservation de la société Kel Adagh, et la préservation par cette communauté, dans ses grandes lignes, de son intégrité pendant cette période, en réalité, il n'en est rien. L'analyse révèle que de multiples déstabilisations et désagréations, ainsi que l'établissement d'un statut global défavorisant par rapport à l'extérieur sont les traits significatifs qui ressortent de ces décennies. La société n'est plus homogène, elle a perdu son liant ainsi que sa structure même par les fossés qui se sont creusés entre les couches sociales. Sa hiérarchie est remise en cause non seulement dans ses représentants, que la paix coloniale a privé de leur légitimité en leur retirant l'occasion de défendre par les armes leur communauté, et que la coopération durable qu'ils ont apportée aux Français a en partie déconsidérés, mais aussi dans son essence. Les Kel Adagh n'ont pu encore réussir leur recomposition sociale, faire émerger de nouvelles élites à même de les représenter valablement. Ils ont d'autant moins pu réaliser ces évolutions, qui sont toujours de difficiles exercices, que cette communauté qui par essence possédait au plus haut point une faculté d'adaptation économique et sociale forte, a été figée, non seulement dans des structures sociales qui apparaissent alors périmées et dépassées, mais aussi dans ses divisions humaines. Elle ne possède qu'une élite scolaire négligeable, elle n'a pas été prise dans les grands bouleversements mondiaux dont elle a été tenue à l'écart. Elle regarde en fait vers le passé, soupirant après un âge d'or précolonial, et ne s'intéresse que peu aux mutations en cours. En ce sens, elle apparaît à l'issue de la colonisation française comme une société "hors du monde", en grande partie inapte à jouer un rôle adapté aux nouvelles situations et à s'intégrer dans les structures naissantes qui se mettent alors en place.

Un bilan positif ?

Lorsque l'on porte le regard sur l'Adagh à la fin de la période coloniale, on est d'abord frappé par l'aisance et la stabilité qui y règnent en apparence. Bien que l'investissement du Soudan Français y ait été fort limité, la région s'est indéniablement enrichie. Les troupeaux qui la parcourent sont plus nombreux, les besoins matériels accrus des populations sont plus facilement satisfaits, et les échanges ont augmenté, notamment avec la Boucle du Niger, mais aussi avec l'Algérie. Les caravanes commerciales sont plus fréquentes, et le volume des exportations en bétail ou en produits laitiers ainsi que des importations en céréales, en étoffes, en thé ou sous d'autres formes s'est élevé. Des individus isolés n'hésitent plus à rassembler quelques moutons et à descendre vers Gao ou Menaka pour les y échanger contre les productions des agriculteurs du sud. Dans cette évolution positive, la paix et la sécurité retrouvées, réelles après les années 30, ont joué un rôle majeur. Les rezzous ont été éliminés, les populations ne vivent plus dans la crainte, et les contraintes qui en résultaient ont disparu. En ce sens, la colonisation fut à l'origine d'une amélioration importante de la situation des Kel Adagh. Dans le même ordre d'idée, la longue stabilité de la chefferie, symbolisée par l'amenokal Attaher ag Illi, qui fut intronisé peu de temps après l'installation française et était encore à la tête de l'Adagh près de cinquante ans plus tard, est tout aussi remarquable. Lorsque les Français quittent la région, les Touaregs qui y vivent semblent avoir profité de leur présence, tout en conservant leurs coutumes, leur organisation sociale, et hormis la nécessité de se défendre et de s'organiser pour cela, l'essentiel de leurs façons de vivre. Si l'on s'en tient à cette vision des choses, le bilan peut paraître positif. Cependant, existent en filigrane des réalités extérieures qu'ils n'ont pas encore eu l'occasion d'apprécier, et qui prendront tout leur sens par la suite. Un état s'apprête à naître, dans lequel ils n'ont pas de représentants à placer, une administration est installée, dans laquelle peuvent se couler des élites qui n'appartiennent pas à leur société, des limites frontalières sont prêtes à se rigidifier. Tout cela paraît lointain aux Kel Adagh, qui ne montrent pas alors un intérêt marqué pour les évolutions en cours. Or, ces dernières étaient amenées à s'imposer rapidement. Dans ce bouleversement, dans les adaptations qu'il nécessitait, les Kel Adagh partirent avec de nombreux handicaps que leur légua la colonisation française. Car sous les apparences d'une société préservée, de multiples déstabilisations existaient, et fragilisaient la communauté des Kel Adagh.

Une société figée

Le besoin français d'ordre a d'abord pétrifié la société Kel Adagh. Il est vrai que l'enfermement administratif à l'intérieur des limites de subdivision, de cercles, mais aussi

de colonies, n'a pas été parfait. Il a laissé subsister un certain mouvement, même si ce ne fut pas toujours volontairement. Cependant, la contrainte a été suffisamment importante pour que les grands mouvements d'adaptation à l'environnement soient en partie éliminés. La descente des nomades vers le sud a été freinée, les grands mouvements oscillatoires de nomadisation gênés. Si les Touaregs en général, et les Kel Adagh en particulier n'ont jamais été de grands nomades au même titre que les groupes maures, les nécessités dues aux éventuelles sécheresses pouvaient les amener fort loin de leurs terrains de parcours habituels. Ce type de migration n'a plus été autorisé sans contrôle, et si cela a pu fonctionner, c'est aussi en grande partie parce que la période coloniale a été, comme les observateurs s'accordent à le dire, un moment de pluviométrie régulière. Les habitudes étaient cependant prises d'exercer un contrôle administratif sur les déplacements nomades, et ce fait pèsera lourdement après l'indépendance sur les capacités d'évolution et d'adaptation aux aléas naturels.

Plus gravement, l'administration française a paralysé les recompositions politiques des groupes entre eux, figeant dans un schéma définitif les différentes tiwsaten, bloquant tout passage des tributaires d'un groupe à l'autre, empêchant que des modifications d'influence puissent s'établir, sauf lorsqu'elle avait intérêt à le faire pour mieux tenir le pays et ses chefs. Cinquante ans après l'installation française, la position sociale de chaque tawset, de chaque groupement était la même que celle que les militaires avaient décrite en arrivant, avec les défauts de compréhension inhérents à une vision à l'époque trop récente. Le jeu normal des rapports de force ou de diplomatie entre les groupes humains n'avait pu exister. Il est vrai que les Kel Adagh y avaient trouvé une promotion en devenant un groupement politique à part entière. Mais tous n'y avaient pas gagné, et seule la chefferie pouvait - apparemment - s'en féliciter par le surcroît de noblesse et de pouvoir qu'elle y avait trouvé.

Maintien artificiel de hiérarchies déstabilisées

Ce surcroît de pouvoir lui-même était une manière de rigidification, issu d'une vision de la chefferie étrangère à celle qui était en vigueur avant l'arrivée des Français. L'amenokal, qui auparavant ne disposait d'aucun pouvoir coercitif, à qui les Touaregs reconnaissaient essentiellement un rôle d'arbitre, et qui donc avait besoin du consensus pour agir, est devenu le chef suprême de son groupement, nommé à vie s'il n'avait pas le malheur de déplaire aux administrateurs. De plus, son pouvoir fut basé sur une forme nouvelle de coercition, puisque dans les missions que lui donnait l'administration, il pouvait compter sur l'appui de la force armée, goum ou pelotons méharistes, ainsi que partisans. De même, la transformation des principes successoraux, passant du choix raisonné d'un candidat jugé par l'assemblée des chefs de tiwsaten sur sa compétence, au

principe dynastique pur ne pouvait que renforcer un lignage dans sa conception la plus étriquée¹⁴⁹. Enfin, l'amenokal ne pouvait plus être remis en cause, sauf par l'administration avec laquelle il avait ainsi tout intérêt à collaborer

La communauté nomade de l'Adagh s'est ainsi trouvée sommée de rester telle qu'elle était, après modifications nécessaires à l'administration. Un chef aux pouvoirs incomparablement élargis s'est trouvé à la tête d'une société qui n'avait plus les moyens de le contester, qui n'avait pas non plus les latitudes nécessaires pour se transformer. En ce sens, l'admiration que lui portait les administrateurs lui a coûté cher. Ainsi, la critique que portait l'administrateur Bonamy ¹⁵⁰ à la politique française en zone nomade au début de la colonisation, qui craignait que la France ne réforme trop rapidement l'état social des Touaregs et n'amoindrisse "l'autorité des chefs héréditaires au lieu de la fortifier" s'avérait quelques décennies plus tard injustifiée. La tentation avait été forte en effet de détruire complètement les chefferies, de sédentariser les nomades, et finalement de ne plus entendre parler de ces trop turbulents adversaires qui remettaient en cause par leurs révoltes l'établissement de la France en Afrique. Et l'on avait bien imaginé un temps de casser la tête pour mieux détruire le corps. Mais cette politique avait été rapidement inversée, et les Kel Adagh qui ne s'était jamais opposés à la conquête, qui ne s'étaient pas révoltés, n'avaient toujours eu à connaître que cette seconde phase, où l'on a plutôt cherché à promouvoir les chefs pour mieux tenir le corps social. Mais le résultat fut malgré tout le même. Car ces chefs survalorisés et soutenus par l'administration sortirent cependant diminués de la période coloniale...

Des chefs déconsidérés

En effet, tout indique que les chefs furent triplement déconsidérés aux yeux de leur communauté : par l'inutilité de plus en plus affirmée de leur protection qui ne justifiait plus leur pouvoir, par leur nouveau statut au sein du système colonial, par l'émancipation sous-jacente de leurs dépendants et par la mise en question de ce même pouvoir qu'organisait enfin de fait ce système. Paradoxalement, les Français ont ainsi dans le même temps favorisé un pouvoir qu'ils contribuaient à détruire, et en partie le détruire parce qu'ils l'avaient favorisé.

Les Français ont voulu utiliser des chefs à part entière, issus de tiwsaten nobles. Dans le sens touareg, les nobles protègent leur subordonnés. Le rôle qui leur a été donné de jouer dans les contre-rezzous était dans cette optique un véritable renforcement de

¹⁴⁹ Jean Clauzel parlait en 1960 de la "transformation en monarchies héréditaires des monarchies instables et à base toute personnelle", *Les nomades dans l'État soudanais*, CHEAM 3245.

¹⁵⁰ Voir la citation qui en est faite dans la conclusion du chapitre consacré à la "question des chefs" (Rapport Bonamy, 1917. 2D64, Fonds anciens, Bamako.)

noblesse guerrière, et le prestige qu'en ont retiré ceux qui ont participé aux combats fut durable. Mais l'engagement aux côtés des Français créait en partie les conditions d'une efficacité qui dans l'esprit de l'administration, n'était pas censé produire de l'honneur, mais de la sécurité et du contrôle. Un des premiers paradoxes de cette lutte commune fut que plus les triomphes étaient importants, plus la menace devenait faible. A terme, vaincre était supprimer la menace, donc la possibilité de vaincre encore, et la nécessité même d'assurer une protection. Dès le début des années 1930, la paix revenue enlevait aux nobles leur justification. Mais ce fut le moment où les Français commencèrent à vraiment leur accorder leur confiance, issue du rôle militaire qu'ils avaient joué de conserve, et donc à renforcer un pouvoir qui n'avait plus lieu d'être. Celui-ci parut alors rapidement outrancier à ceux qui n'avaient plus besoin d'être protégés.

Les Français ont voulu des chefs d'autorité, mais deux conceptions se sont opposées. Il était utile, pratiquement, de démultiplier l'autorité de chefs devenus auxiliaires coloniaux, afin de faire respecter les volontés de l'administration et de réaliser ses souhaits. Mais l'idéal égalitaire était aussi à l'oeuvre, et les abus d'autorité n'étaient pas admis ¹⁵¹. La puissance des chefs a été démultipliée, mais il a été interdit qu'elle s'exerce réellement, particulièrement envers les dépendants :

"En 1936, pour faire cesser exactions et tracasseries dont était continuellement victimes les Imrads de la part des Ifoghas, Attaher ag Illi, nommait parmi chaque fraction de ses Imrads une sorte de représentant issu de la fraction dépendant directement de lui et de qui relevaient la perception des impôts et la répartition des réquisitions." ¹⁵²

Placer à la tête de chaque fraction imghad un représentant qui traitait directement avec l'amenokal ou avec l'administrateur revenait à dynamiter le système lui-même, qui avait fonctionné depuis son organisation par les Français de façon hiérarchique. C'était de fait accorder un début d'indépendance aux dépendants, abaisser l'autorité des chefs nobles qui n'étaient plus autorisés à s'occuper de ceux qui étaient censés être sous leur dépendance. C'est un second paradoxe de l'administration coloniale.

Ce début d'émancipation des imghad s'est doublé de leur enrichissement. Le surcroît de profit qu'ils ont connu provint d'une part de l'accroissement des troupeaux,

¹⁵¹ "Depuis un certain temps les Ifoghas du Nord s'étaient partagés des sphères d'influence et exploitaient honteusement ces populations Imrads.

Mesures prises

- Recensement par fraction si petite soit-elle
- Résolution par la coutume de certains cas de contestation de tentes
- Réunion des djemaa de toutes ces fractions avec leur petit chef
- Mise en résidence forcée dans le Sud de la subdivision de quelques individus semant le trouble.

Sanctions disciplinaires contre certains.

- Ordre formel aux Ifoghas de ne s'occuper en aucune façon de la "gestion" de ces populations"

Rapport de tournée N° 4-K du 30 avril au 14 mai 1944, Lieutenant Lagarde, commandant la subdivision de Kidal. Cercle de Gao, Subdivision de Kidal. ANM, 1E24, Fonds récents, Bamako. Rapports politiques et rapports de tournées.

¹⁵² Rapport de tournée N° 4-K du 30 avril au 14 mai 1944, Lieutenant Lagarde, commandant la subdivision de Kidal. Cercle de Gao, Subdivision de Kidal. ANM, 1E24, Fonds récents, Bamako. Rapports politiques et rapports de tournées.

dans lequel la vaccination joua un grand rôle, au même titre que la sécurité et l'absence de rezzous, de l'augmentation des prix de vente du bétail, mais aussi de la disparition de la tiwse que payaient pour leur protection les dépendants, et qui fut remplacée par l'impôt payé aux Français. Un déséquilibre apparut ainsi entre des dépendants de plus en plus aisés et des chefs qui n'avaient plus les moyens d'assurer leur prestige :

"Les tribus vassales se sont peu à peu libérées de la protection des guerriers -protection imposée et intéressée. Les guerriers ont donc vu disparaître les redevances qu'ils percevaient et qui constituaient en somme le plus clair de leurs revenus. Par contre, les tributaires se sont trouvés avantagés, déchargés des redevances aux guerriers, plus lourdes que nos impôts, adonnés à l'élevage, ils ont encore eu la chance, ces dernières années de voir les prix des animaux s'élever considérablement. De sorte que leur situation est maintenant plus prospère que celle de leurs anciens suzerains. D'où également plus de cohésion, plus d'union chez eux que ces derniers."¹⁵³

"Importance de plus en plus grande des Imrads, qui s'enrichissent, font des enfants, gardent eux-mêmes leurs troupeaux."¹⁵⁴

Les Français ont voulu des chefs tenant bien en main ce que l'on prit l'habitude d'appeler leurs "administrés", glissement sémantique qui en dit long sur le rôle qu'on était décidé à leur faire jouer. Un nouveau paradoxe se révèle alors, entre la confiance nécessaire entre le chef et sa communauté, et les moyens qu'on l'amène à utiliser pour plus d'efficacité. L'administration a fait participer les chefs au renseignement, au recensement et à la collecte de l'impôt, et éventuellement à la répression, dans le refoulement des groupes vers leurs zones de parcours autorisées ou la réduction des rebelles. Les chefs se sont ainsi de fait opposés aux volontés latentes des leurs d'échapper au contrôle français. Devenus les intermédiaires entre l'autorité coloniale et leur communauté, ils eurent certainement de bonne foi la volonté d'amortir ou d'amoindrir les décisions administratives ¹⁵⁵, et ont sans doute réussi en partie à le faire. Mais ils devenaient néanmoins l'un des rouages de la contrainte coloniale mal supportée par le pays, et se sont donc d'autant plus coupés d'une société dont ils ont contribué à affaiblir la résistance.

Les Français ont voulu faire des chefs d'utiles auxiliaires coloniaux, mais par

¹⁵³ Rapport politique GAO - 3^e trimestre 1931. ANM, 1E17, Fonds récents, Bamako, Rapports politiques et de tournées (1921-49)

¹⁵⁴ Rapport du capitaine Marty, commandant le cercle de Gao, Année 1920. ANM, 1E17, Fonds récents, Bamako, Rapports politiques et de tournées (1921-49)

¹⁵⁵ Ce qu'exprimait encore récemment Iyad ag Ghali :

"Et une rupture s'était aussi créée dans la société, avec les chefs de fraction et de tribus. Ceux-ci ont essayé d'éviter le pire. Le rôle qu'il avaient joué pendant la colonisation, ou au moment de l'indépendance, c'était pour éviter le pire à leur communauté. C'est pourquoi ils avaient servi d'intermédiaire entre l'administration et les populations. Chaque fois qu'il existait une contestation avec la nouvelle administration, ils essayaient d'être diplomates. Ils ont dit à l'administration qu'ils allaient se charger des taxes, des impôts. Lorsque l'administration ne voulait pas ceci ou cela, ils allaient négocier avec les gens. Et c'était toujours comme cela, en réalité, dans l'Adrar ou ailleurs.

"En apparence, cela fonctionnait, mais en bas, au niveau de la nouvelle génération, la rupture était totale. La confusion s'est faite entre l'administration et les chefs, le mode d'organisation même de la société en fractions et tribus. Les jeunes ont assimilé les chefs de tribus et de fractions et le mode même d'organisation avec l'administration. Donc il y a eu, en bloc, une contestation de la société." Entretien avec Iyad ag Ghali, Bamako, 10/2/1994.

ailleurs, plus le temps a passé, et plus leur fonction s'est trouvée doublée par des employés statutairement administratifs, qui leur ôtaient encore une part de leur utilité :

"(L'affaiblissement des chefs était renforcée par) la substitution progressive et croissante d'employés de l'administration (gardes de cercle, goudiers, fonctionnaires africains des services administratifs et techniques) aux chefs traditionnels, pour l'accomplissement des tâches que ces derniers répugnaient à conduire ou n'étaient plus en mesure de bien conduire. Cette substitution était d'autant plus dommageable pour l'autorité des chefs que nombre de ces auxiliaires de l'administration avaient été ces enfants de familles servies, vassales ou pauvres envoyés de force à l'école par d'autres chefs dans leurs cercles d'origine et que certains d'entre eux considéraient les chefs coutumiers comme des attardés, voire des rétrogrades et le faisaient sentir ou même savoir" 156

Ainsi, tout en cherchant à valoriser le pouvoir des chefs, l'administration l'a peu à peu vidé de sa crédibilité et de sa substance 157. Aussi n'est-il pas étonnant d'observer dans les rapports administratifs la montée d'une inquiétude coloniale en face d'une contestation de plus en plus affirmée de l'autorité des chefs coutumiers. En 1956, le chef de subdivision de Kidal, Jean Allard, évoquait "la crise que traverse le commandement tribal", et notait la contestation montante à l'égard des chefs, issue notamment de la jeunesse :

"Ayant conscience du caractère périmé de leur procédé traditionnel de commandement fondé sur la force, (*les chefs*) n'ont pas su s'adapter à nos méthodes qu'ils ne comprennent pas et ils ne savent plus commander. Devant cette carence du commandement tribal, la troupe s'inquiète, s'enhardit, s'anarchise. Une chose est apparue flagrante : la consolidation d'une opposition orchestrée surtout par la jeunesse et il faut entendre par là la génération âgée de 18 à 25 ans. Il ne s'agit pas d'un mouvement à caractère "jeune turc" mais tout simplement d'une dégradation systématique du principe d'autorité... La jeune génération de l'Adrar a parfaitement saisi l'insuffisance de ses chefs et recherche par tous les moyens à s'affranchir d'une tutelle pour laquelle elle n'éprouve qu'un respect très mitigé." 158

L'administrateur Allard remarquait en même temps la nécessité pour le chef de subdivision de soutenir constamment l'action des chefs 159, et précisait qu'au moment où il écrivait, "dans 50% des cas, un afaghis ne se rendra pas à une convocation de son chef

156 CLAUZEL (J.), *Administrateur de la France d'outre-mer*, Paris, J. Laffitte, 1989 : 218.

157 "(...) Tout nous conduisait à utiliser les structures sociales existantes et à leur sommet les "chefferies" pour conduire une évolution dont il était pourtant clair qu'elles en seraient à terme les victimes. (...) Notre administration coloniale était ainsi conduite à s'appuyer sur les chefs et les notables sécrétés par les sociétés africaines traditionnelles et que nous avions trouvés en place à notre arrivée et à les appuyer dans un jeu où chacun conforte l'autre tout en s'appliquant à ne rien lui concéder. Dans le même temps, elle préparait, par tous ses actes et toutes ses actions, l'affaiblissement de leur pouvoir sans qu'il y ait de sa part volonté délibérée, et en quelque sorte planifiée, de les affaiblir mais par entraînement irrépressible du paradoxe colonial". CLAUZEL (J.), *Administrateur de la France d'outre-mer*, Paris, J. Laffitte, 1989 : 218.

158 Rapport du 1er août 1956 sur le recensement des tribus nomades de l'Adrar des Iforas par M. Allard, chef de subdivision de Kidal. ANM, 2D20, Fonds récents, Bamako.

159 Et il était soutenu en cela par l'administration française déclinante qui se crispe sur ses schémas d'analyse et de contrôle des nomades :

"Nous devons aider et soutenir les chefs parce que nous ne serions pas maîtres des mouvements de désagrégation que précipiterait leur faillite.(...) En même temps qu'il est opportun de renforcer l'institution, il est utile d'être très attentif à l'égard de l'homme qui la personnifie au plus haut degré : le chef de la confédération." Rapport d'inspection 1956, M. Escargueil. ANM, 2D20, Fonds récents, Bamako. Inspection des affaires administratives. Kidal 1937-1957

de tribu". Les chefs sont ainsi contestés de toute part. Cette remise en cause multiple est à l'oeuvre dans le bouleversement des classes sociales qui permet aux dépendants, imghad et serviteurs, de ne plus accepter une tutelle jugée pesante et inutile, dans la dégradation de l'organisation hiérarchique qui induit dans les générations montantes le sentiment d'un système dépassé et qui a fait son temps, et au sein même des classes nobles, qui n'acceptent pas la survalorisation du pouvoir qu'ont sur eux des individus qu'ils considèrent comme leurs égaux et non leurs supérieurs. Le système colonial a ainsi organisé lui-même la perte de pouvoir des chefs sur lesquels il s'appuyait.

Un système vidé de sa substance

Ainsi, revendications égalitaires, déstabilisation sociale et organisationnelle, fractures au sein de la communauté sont patentes à la fin de la période française, au moment où, l'indépendance approchant, la société touarègue allait devoir subir des mutations accélérées. C'est ainsi un système vidé de sa substance qui est maintenu dans l'Adagh, une coquille vide qui fige les possibilités de modernisation propre à cette société, de réalignement de la réalité et des potentialités en devenir sur des critères internes. La perte de crédibilité des chefs, le bouleversement des structures sociales produisent un état de crise dangereux pour une société qui aurait eu besoin dans les bouleversements de l'indépendance de toutes ses capacités de réponse et d'adaptation. Cette société n'a pas eu non plus le temps ni les moyens de faire fonctionner des mécanismes qui auraient permis de sécréter de nouveaux chefs reconnus, sous la forme d'une élite intellectuelle. L'école, qui a pu jouer ce rôle ailleurs, et notamment dans les populations méridionales, ne pourra rien, implantée trop tard, et refusée. En face des mutations à venir, la population de l'Adagh ne s'est pas structurée à travers des pouvoirs incontestables. L'absence de cohésion sociale, d'acceptation majoritaire d'un schéma d'organisation interne, la remise en cause d'une vision commune, de la validité des représentants et des guides forment la trame des réalités touarègues au départ des Français. Les capacités de réponses aux nouvelles structures post-coloniales sont ainsi amoindries et rendues plus hasardeuses : nous assistons à la sclérose d'une société bloquée dans ses évolutions internes et dans ses rapports avec l'extérieur.

T. 1175
(2)

UNIVERSITÉ PARIS VII DENIS DIDEROT

UFR GÉOGRAPHIE, HISTOIRE ET SCIENCES DE LA SOCIÉTÉ (GHSS)

LES KEL ADAGH

UN SIECLE DE DÉPENDANCES, DE LA PRISE DE
TOMBOUCTOU (1893) AU PACTE NATIONAL (1992)

*ETUDE DES ÉVOLUTIONS POLITIQUES, SOCIALES ET ECONOMIQUES
D'UNE POPULATION TOUARÈGUE
(SOUDAN FRANÇAIS, RÉPUBLIQUE DU MALI)*

PIERRE BOILLEY

TOME II

LES KEL ADAGH AU MALI

THÈSE DE DOCTORAT D'HISTOIRE

SOUS LA DIRECTION DE CATHERINE COQUERY-VIDROVITCH

1994



UNIVERSITÉ PARIS VII DENIS DIDEROT
UFR GÉOGRAPHIE, HISTOIRE ET SCIENCES DE LA SOCIÉTÉ (GHSS)

MAG .T. 1175

II

LES KEL ADAGH

UN SIECLE DE DÉPENDANCES, DE LA PRISE DE
TOMBOUCTOU (1893) AU PACTE NATIONAL (1992)

*ETUDE DES ÉVOLUTIONS POLITIQUES, SOCIALES ET ECONOMIQUES
D'UNE POPULATION TOUARÈGUE
(SOUDAN FRANÇAIS, RÉPUBLIQUE DU MALI)*

PIERRE BOILLEY

TOME II

LES KEL ADAGH AU MALI

THÈSE DE DOCTORAT D'HISTOIRE
SOUS LA DIRECTION DE CATHERINE COQUERY-VIDROVITCH
1994

**LES DÉCHIRURES DE LA
DÉCOLONISATION**

Les prémices du processus de décolonisation sont visibles dès l'immédiat après-guerre, même si l'heure n'était pas à l'émancipation des colonies françaises d'Afrique noire, mais bien seulement encore à la reconnaissance des droits du colonisé. La période qui s'étend de 1944-45 à 1958 est ainsi une phase d'intense activité politique, où les hommes du Soudan, de Fily Dabo Sissoko à Mamadou Konaté et bien d'autres, ont joué un rôle fondamental dans l'élaboration progressive de l'idée indépendantiste en Afrique française. Dans ce bouillonnement politique et intellectuel, les Touaregs soudanais, et plus particulièrement les Kel Adagh, n'ont quasiment joué aucun rôle. Attentifs sans doute aux évolutions en cours, ils les ont cependant mal comprises, et n'ont pas assimilé à quel point les luttes partisans pouvaient avoir un impact sur le départ des Français du pays, conséquence qu'ils ont longtemps considérée comme impensable. Aussi, lorsque l'évidence s'est imposée aux plus clairvoyants d'entre eux, il était déjà trop tard. Absents des luttes des formations politiques, accusant un considérable retard dans la constitution d'une élite scolarisée, certains se sont raccrochés à l'idée d'autonomie saharienne que n'ont pas manqué, en liaison avec l'OCRS, de leur faire miroiter les derniers tenants de la présence coloniale, tandis que la grande majorité vivait dans l'incompréhension le transfert des pouvoirs et des compétences à la République soudanaise puis malienne. Celle-ci enfin, dès son installation, continua à utiliser, sans presque de modifications, un système d'administration des nomades qu'elle ne remit pas en cause, devenant ainsi l'héritière directe des modes de contrôle coloniaux.

L'influence limitée des partis politiques

Soudan : l'effervescence de la vie politique

Dès la conférence de Brazzaville, comme on le sait, un vent nouveau commença à souffler sur les colonies françaises. On a déjà étudié ce que fut l'évolution des esprits et des structures qui a permis la naissance de plusieurs états africains souverains à l'aube des années soixante ¹. Rappelons brièvement ce que fut dans ses grandes lignes ce

¹ Voir entre autres, ainsi que les bibliographies sont incluses dans ces ouvrages :

AGERON (C.-R.)/ MICHEL (M.) dir., *L'Afrique noire française : l'heure des indépendances*, Paris, CNRS, 1992, 728 p.

AGERON (C.-R.)/ COQUERY-VIDROVITCH (C.)/ MEYNIER (G.)/ THOBIE (J.), *Histoire de la France coloniale (1914-1990)*, Paris, Colin, 1990, 654 p.

COQUERY-VIDROVITCH (C.)/ MONIOT (H.), *L'Afrique noire de 1800 à nos jours*, Paris, PUF, Nlle Clio, 1974 (réed. 1984, 1993), 480 p.

M'BOKOLO (E.), *Afrique noire. Histoire et Civilisations. XIXe-XXe s*, Paris, Hatier-Aulpef, 1992, 576 p.

MICHEL (M.), *Décolonisations et émergences du tiers monde*, Paris, Hachette, 1993, 271 p.

MIEGE (J.L.), *Expansion européenne et décolonisation de 1870 à nos jours*, Paris, PUF, Nlle Clio, 1973 (réed. 1986), 427 p.

processus au Soudan, afin de mieux analyser la position des gens de l'Adagh en son sein. En 1944, la France a commencé à envisager d'associer les élites africaines à la gestion de ses colonies. Dans cette évolution, la part qu'a prise l'Afrique noire pendant la seconde guerre mondiale fut déterminante. Sans elle, la France libre n'aurait pas eu à sa disposition les bases territoriales, économiques et humaines qui lui ont permis non seulement de continuer le combat, mais de figurer en 1945 au rang des vainqueurs. L'armée de reconquête du sol national fut en grande partie une armée africaine, et la France contracta à cet égard une dette importante envers ses colonies. Ces événements jouèrent aussi le rôle de catalyseur dans la prise de conscience des Africains de leur statut de colonisé. Les tirailleurs qui avaient combattu côte à côte avec les Français dans un combat qui leur avait été décrit comme celui de la liberté, de la démocratie et de l'égalité humaine contre le totalitarisme et l'inégalité des droits entre les hommes, ne pouvaient que voir avec amertume l'ingratitude de la métropole qui leur refusait ce qu'elle avait revendiqué pour les siens. Aussi l'évolution des esprits était-elle irrémédiable. La mauvaise conscience naissante des Français se conjugua aux revendications nouvelles de leurs "sujets" pour l'établissement de bases différentes dans les liens organiques entre la France et son empire et des mesures furent prises par la France dans cet objectif. Cependant, les premières d'entre elles ne touchèrent pas le monde touareg. Ainsi de la création le 17 août 1944 des services de l'Inspection du Travail, ou de l'abolition du travail forcé, le 11 avril 1946, auquel les nomades sahariens n'avaient jamais été soumis. Les élections d'octobre 1945 pour l'Assemblée Constituante, qui virent la victoire de Fily Dabo Sissoko (et la défaite de Mamadou Konaté et de Modibo Keita) ne parvinrent pas non plus dans l'Adagh qui ne fut pas consulté. Il apparaît que la première participation de la région à une consultation électorale data du 10 novembre 1946, lorsqu'il s'agit d'élire les députés à l'Assemblée nationale, après l'adoption de la Constitution du 27 octobre 1946. Le déséquilibre est déjà tout à fait marquant entre le sud et le nord du Soudan. Avant cette date, la vie politique n'a pas pénétré au nord, alors que le sud est déjà organisé, peut aligner des leaders crédibles et des partis constitués. Rappelons en effet que ce même mois se tint le Congrès de Bamako², constitutif du RDA. Les Kel Adagh étaient alors bien loin des luttes qui marquèrent à cette occasion l'opposition entre le Parti progressiste soudanais de Fily Dabo Sissoko, le Bloc démocratique soudanais (BDS) de Mamadou Konaté, et le Parti démocratique soudanais (PDS) de Pierre Morlet et Modibo Keita, et qui aboutirent à la création de l'Union soudanaise, section du Rassemblement démocratique africain (US-RDA), auquel ne s'affilia pas le PSP. Cette année 1946 avait connu une vie politique suivie, avec la création de ces trois partis au Soudan. Le PDS, proche du Parti communiste, avait été fondé le premier, le 7 janvier. Il avait été

² Lire à ce sujet : KIPRE (P.), *Le congrès de Bamako ou la naissance du RDA*, Paris, Chaka (coll. Afrique contemporaine), 1989, 189 p.

rapidement suivi par le BDS qui naquit le 26 janvier, officiellement proche de la SFIO, mais qui fut rapidement soutenu par le PCF. Le PSP fut créé cependant peu après, le 13 février. Contrairement aux deux premiers, sa base était en grande partie rurale, et il sut organiser en quelques mois plus d'une trentaine de comités dans le pays. Mais la coloration sociale de ses adhérents le classa rapidement du côté de l'autorité, puisqu'il recruta nombre de chefs de canton. Certainement moins radical, il fut peu à peu préféré par l'administration française, qui finit par le soutenir, malgré certaines réticences des administrateurs de terrain à accepter tout nouveau partenaire politique dans un jeu qui s'était jusque là uniquement déroulé entre eux et les chefs coutumiers³. L'US-RDA, créée le 22 octobre 1946 par la fusion du Bloc soudanais et du PDS et dirigée par Mamadou Konaté, proche des communistes, était au contraire regardée d'un mauvais oeil par l'administration. Le Soudan connut ainsi une véritable bipolarisation de sa vie politique, entre le PSP et l'US-RDA, tous deux partis de gauche, et qui s'affrontèrent ces années là pour le contrôle politique du Soudan. Le PSP fut majoritaire jusqu'au début 1956. Il n'y eut aucun représentant du RDA dans les quatre conseillers de la République élus en janvier 1947 par les membres du Conseil général, et les consultations du 17 juin 1951 à l'Assemblée nationale, et du 30 mars 1952 à l'Assemblée territoriale (nouvelle appellation du Conseil général), virent chacune la victoire du PSP. L'US-RDA n'eut alors qu'un seul élu, en la personne de Mamadou Konaté. Il fallut attendre les élections législatives du 2 janvier 1956 pour que ce parti émerge un peu, avec l'élection d'un deuxième élu, Modibo Keita. Implantation politique confirmée en juillet, où Mamadou Konaté, décédé le 11 mai fut remplacé par un nouvel élu RDA.

Adagh : le désintérêt politique des nomades

Comment ce bouillonnement politique fut-il vécu dans l'Adagh ? Les résultats des élections qui s'y sont tenues (Cf. tableaux des élections de 1946 à 1958) permettent de dire qu'en réalité, cette effervescence n'y est pas observable. Jusqu'en 1951, la vie politique était tout simplement inexistante chez les nomades de la région. Le nombre même des inscrits sur les listes électorales est particulièrement révélateur : 243 personnes inscrites en 1946, 314 en 1948, 245 en avril 1951... Malgré la loi Lamine Guèye du 25 avril 1946 accordant la citoyenneté française à tous les anciens sujets de l'empire, le

³ Voir à ce sujet l'intéressant commentaire de Jean Clauzel : "Jamais les élections ne furent, si peu que ce soit, truquées. Notre intervention en ce domaine se bornait à indiquer aux chefs qui venaient solliciter notre avis quels étaient les "bons" candidats, en l'occurrence ceux du PSP de Fily Dabo Sissoko. Compte tenu de ce qu'étaient nos rapports avec les représentants locaux de ce parti, on a compris que nos avis donnés sans grande conviction ne s'accompagnaient d'aucune insistance excessive, moins encore d'aucune pression", *Administrateur de la France d'outre-mer*, Paris, Lafitte, 1989 : 88. Voir aussi dans ce même ouvrage le chapitre "Début des réformes et apparition de la vie politique" : 83-89, témoignage très utile des sentiments d'un administrateur de terrain envers l'éveil de la politique soudanaise.

Elections à l'Assemblée nat. (const. du 27 oct. 1946)

Date	10/11/46		
Inscrits	243		
Votants	158		
Exprimés	152		
PSP	101		
US-RDA	42		
Union Mossi-Samogo	4		
MRP	5		

Part. totale
65,0%

Résultats des élections dans l'Adagh (1946/1958)

Elections complémentaires au Conseil général

Date	30/05/48	20/06/48	
Inscrits	314	314	
Votants	195	169	
Exprimés	177	157	
Sidi Mohammed (PSP)	100	84	
Omar Touré (US-RDA)	38	30	
Mamadou Diallo	20	29	
Moulaye Alicher	10	7	
Adama Traoré	9	7	

Part. 1er tour
62,1%

Part. 2e tour
53,8%

Elections partielles au Conseil général (suff. restreint)

Date	1/04/51	22/04/51	
Inscrits	283	283	
Votants	106	108	
Exprimés	106	108	
PSP	59	69	
US-RDA	47	29	
RPF			
BDS			

Part. 1er tour
37,5%

Part. 2e tour
38,2%

Elections à l'Assemblée nationale (nouvelle loi du 23 mai 1951)

Date	17/06/51	Sédent.	Nomades	Part. totale	Part. sedent./sédent.	Part. nomade/nomades
Inscrits	4886	287	4599	16,1%	51,9%	13,9%
Votants	789	149	640			
Exprimés	789	149	640			
PSP	18	18	0			
US-RDA	78	76	2			
RPF	693	55	638			

sed./votants

18,9%

nom./votants

81,1%

vot. sed./Insc.

3,0%

vot. nom./Insc.

13,1%

Renouvellement de l'Assemblée territoriale (ancien Conseil général)

Date	31/03/52	Sédent.	Nomades	Part. totale	Part. sedent./sédent.	Part. nomade/nomades
inscrits (6 bureaux)	4493	255	4688	15,8%	44,7%	12,7%
votants	709	114	595			
Exprimés	706	111	595			
PSP	678	88	590			
RDA	17	14	3			
RPF	11	9	2			

sed./votants

16,1%

nom./votants

83,9%

vot. sed./Insc.

2,5%

vot. nom./Insc.

13,2%

Elections législatives (Assemblée nationale)

date	2/01/56	Sédent.	Nomades	Part. totale	Part. sédent./sédent.	Part. nomade/nomades
Inscrits	5133	535	4598	5,4%	46,4%	0,6%
Votants	276	248	28			
Exprimés	275	247	28		sed./votants	nom./votants
PSP	124	107	17		89,9%	10,1%
RDA	151	140	11			
RPF					vot. sed./Insc.	vot. nom./Insc.
BDS					4,8%	0,5%

Elections législatives partielles (remplacement de Mamdou Konaté décédé le 11 mai)

Nomades	8/07/56	Sédent.	Nomades	Part. totale	Part. sédent./sédent.	Part. nomade/nomades
Inscrits	5157	538	4619	4,8%	40,9%	0,6%
Votants	249	220	29			
Exprimés	167	138	29		sed./votants	nom./votants
PSP	46	32	14		88,4%	11,6%
RDA	118	106	12			
RPF					vot. sed./Insc.	vot. nom./Insc.
BDS	3		3		4,3%	0,6%

Renouvellement de l'Assemblée territoriale (suffr. univ.)

Date	31/03/57	Sédent.	Nomades	Part. totale	Part. sédent./sédent.	Part. nomade/nomades
inscrits (9 bureaux)	11177			6,0%		
votants	672					
Exprimés	667					
PSP	79					
RDA	588					

Référendum sur la Communauté

Date	28/09/58	Sédent.	Nomades	Part. totale	Part. sédent./sédent.	Part. nomade/nomades
inscrits (9 bureaux)	11316			10,6%		
votants	1202					
Exprimés	1195					
oui (RDA)	1082					
non *	113					

* (surtout à Tessalit (67) et à Kidal I (30))

système électoral était resté basé sur le principe du double collège. Le deuxième collège, dont les ordonnances de 1945 avait fixé les critères d'appartenance, représentait ainsi dans l'Adagh bien peu de monde. Seules finalement ont pu voter les personnes considérées comme sédentaires, agents de l'administration, fonctionnaires du sud en majorité, commerçants, gardes. La participation fut d'ailleurs encore plus significative. En 1946, il n'y eut que 158 personnes à se présenter devant les urnes. Rappelons qu'à cette date, l'administration recensait 13 577 individus dans la subdivision. C'est dire que selon les chiffres officiels, à peine plus de 1% des habitants de l'Adagh avaient exprimé leur opinion. Quand on sait que les recensements étaient bien en dessous de la réalité démographique, que la consultation était réservée aux résidents sédentaires, il est clair qu'il faut tenir pour négligeable l'expression politique des nomades Kel Adagh.

Les choses s'arrangèrent en apparence à partir du milieu de l'année 1951. La loi du 23 mai avait en effet permis un élargissement du corps électoral, essentiellement au profit des nomades qui jusque là n'étaient pas représentés. Leur inscription en nombre sur les listes électorales est tout à fait visible dans les chiffres des élections à l'Assemblée nationale du 17 juin de cette année. Les électeurs y sont consignés selon leur qualité de nomades ou de sédentaires, ce qui facilite l'observation. Ainsi, sur 4 886 inscrits sur les listes, 287 sont considérés comme sédentaires, pour 4 599 électeurs nomades. Les recensements comptabilisaient, en 1951-52, 864 sédentaires pour 15 669 nomades dans la subdivision. La proportion d'inscrits par rapport à la population totale devenait ainsi comparable entre nomades et sédentaires, respectivement de 29% et 33%. On peut alors estimer que pour cette consultation, l'expression nomade fut équivalente à celle des sédentaires, d'autant qu'elle représenta 81% des votants. Ce furent donc bien les nomades qui représentèrent l'opinion en juin 1951, première election où ils s'exprimèrent.

Les chiffres de cette consultation permettent d'autres observations intéressantes. La première provient du choix opéré. Trois partis étaient en lice : PSP, US-RDA, RPF. A lui seul, ce dernier parti obtint 693 des 789 suffrages exprimés, soit presque 88% des voix. Si les sédentaires ont réparti leurs voix entre les deux formations soudanaises, les Touaregs ont voté en masse pour le seul parti français représenté. Pourquoi un tel vote ? Apparemment parce que le candidat RPF était un Français, alors que ceux des partis soudanais étaient des fonctionnaires du sud, auxquels les nomades n'ont pas voulu donner leurs voix ⁴ :

"En l'absence d'un candidat de leur ethnie, les nomades votèrent en masse pour le candidat du RPF qui était un Français, le partage habituel entre le candidat de l'Union Soudanaise (US-RDA) et celui du Parti Progressiste Soudanais (PSP), au net avantage cette

⁴ Ce qui ne fut pas une réaction isolée, comme le montre le commentaire de l'inspecteur Even : "Comme à Bourem, les nomades ont voté RPF par réaction contre le PSP et le RDA, partis des sédentaires". Rapport d'inspection générale de la subdivision de Kidal (cercle de Gao). Mars 1952, M. Even, inspecteur en chef. ANM, Bamako, 2D20, Fonds récents, Inspection des affaires administratives.

fois-ci du premier, ne s'opérant que parmi les électeurs sédentaires des postes de Kidal et de Tessalit"⁵

Les nomades ne s'intéressaient donc pas à la vie politique soudanaise, et refusaient de voter pour un de ses représentants. S'intéressaient-ils d'ailleurs pour autant à la vie politique tout court ? Les chiffres montrent que les 640 votants nomades ne représentaient que 13% des inscrits de cette qualité. C'est à dire, en renversant les chiffres, qu'il y eut 87% d'abstention chez les nomades (seulement 48% chez les sédentaires), ce qui est loin d'être négligeable. Ces 640 votants représentaient donc une part minime non seulement de la population nomade dans son ensemble (4%), mais même de la part électorale de celle-ci. Ces chiffres furent quasiment les mêmes pour l'élection suivante du 31 mars 1952 destinée au renouvellement du Conseil général, appelé depuis peu Assemblée territoriale. Encore faut-il noter que ces deux élections furent celles où la représentation nomade fut la plus forte, comme on peut l'observer à travers les chiffres des élections suivantes. Mais avant d'analyser celle-ci, il est intéressant de remarquer un dernier fait à propos de ces deux consultations de 1951-52. A l'occasion de la première d'entre elles, les nomades avaient voté en masse pour le candidat RPF. Les chiffres s'inversent totalement lors de la seconde, qui vit la victoire écrasante du PSP, qui obtint 678 des 706 suffrages exprimés, soit 96% des voix. Les nomades, qui représentaient 84% des votants, ont donc lors de cette consultation rejoints les électeurs sédentaires du PSP. L'explication de ce revirement tient semble-t-il à une seule raison : la liste du PSP comptait des candidats d'origine nomade... Ainsi peut-on établir une hiérarchie de valeur dans l'esprit des Kel Adagh de l'époque. On vote non pas pour un parti, pour ce qu'il représente, pour ses objectifs ou son idéologie, mais avant tout pour ceux qui l'incarnent. Et dans cet ordre d'idée, on fait confiance d'abord aux nomades, éventuellement aux Français si les nomades ne sont pas représentés, et pas du tout aux candidats originaires du sud ! Ce fait, remarquable, pèsera lourd ensuite...

Si ces deux élections révèlent le désintérêt nomade pour la vie politique soudanaise en 1951-52, celles qui se tinrent ensuite en 1956 furent totalement catastrophiques à cet égard. La comparaison est d'autant plus claire qu'elle est possible, ces consultations se basant sur les mêmes critères d'appartenance au corps électoral. Ainsi, après réévaluation due à la progression du recensement, il y avait 5 133 inscrits sur les listes lors des élections législatives du 2 janvier 1956, dont 535 sédentaires et 4 598 nomades. La participation sédentaire fut à peu près équivalente à celles déjà observées, représentant environ un électeur sur deux. Ce n'était déjà pas une proportion très élevée, mais cela tenait quand même d'une participation massive en comparaison de celle qu'eut la part nomade de l'électorat. En effet, celle-ci ne fut représentée que par 28 votants ! Si les nomades faisaient près de 90% du corps électoral, leur participation ne fut que de 0,6%.

⁵ CLAUZEL (J.), *Administrateur de la France d'outre-mer*, Paris, Barthélémy/Lafitte, 1989 : 152.

Ils ne représentaient, même si l'on ne tient compte que du nombre des votants, que 10% de ces derniers, alors que les électeurs sédentaires formaient 90% des votants pour 10% du corps électoral, dans une proportion exactement inversée. Il est évident que les Kel Adagh s'étaient alors totalement désintéressés de la vie politique soudanaise, et ne se sont pas dérangés pour cette consultation, ni pour celle du 8 juillet 1956 aux élections législatives partielles, qui devaient aboutir au remplacement de Mamadou Konaté. La proportion pour ces dernières fut exactement du même ordre. Un seul Touareg de plus s'était présenté, les votants nomades étant 29 au lieu des 28 précédents...

Pourtant, la situation coloniale évoluait rapidement. Le 23 juin 1956 avait été votée la loi-cadre qui devait rapidement acheminer le Soudan et les autres possessions françaises d'Afrique noire vers l'autonomie, puis l'indépendance. Chaque colonie, appelée maintenant Territoire, se dotait d'Assemblées territoriales jouant le rôle de Parlement local, et choisissant en son sein cinq députés devant siéger au Grand conseil. Un Conseil de gouvernement était présidé par un chef de Territoire, nommé par le gouvernement français. Si les compétences des Assemblées territoriales étaient limitées, l'essentiel du pouvoir de décision restant entre les mains de l'Assemblée nationale en métropole, et si les décisions du Conseil de gouvernement pouvaient être annulées par un simple veto du Ministre de la France d'outre-mer, les progrès étaient sensibles pour les colonisés, qui disposaient dès lors d'une possibilité de représentation plus importante et d'une expression de leurs sentiments. Il était de plus décidé que les prochaines élections au renouvellement des Assemblées territoriales se feraient au suffrage universel direct, et verraient donc la disparition du double collège, revendication ancienne de la part des partis politiques africains. Ces élections se tinrent le 31 mars 1957. Elles virent au Soudan, selon un mouvement amorcé depuis quelques temps, la victoire de l'Union soudanaise dirigée par Modibo Keita, qui obtint 57 sièges à l'Assemblée territoriale, alors que le PSP n'en gagnait que 6. Ce parti, qui avait été longtemps soutenu par l'administration française, ne représentait plus grand monde, alors que l'US-RDA devenait à l'époque le parti de l'indépendance et le représentant des aspirations africaines. Aussi l'Assemblée territoriale de 1957, de laquelle fut tirée le premier Conseil de gouvernement rassemblé le 21 mai et dirigé par Jean-Marie Koné ⁶, fut-elle essentiellement ouverte aux revendications du RDA. L'Adagh, comme dans les consultations précédentes suivit les mêmes évolutions politiques que le reste du Territoire. L'US-RDA s'y tailla la part du lion en mars 1957 avec plus de 88% des suffrages exprimés, selon un irrésistible mouvement ascendant, puisqu'elle avait réalisé 2,5% du score en mars 1952, 55% en janvier 1956 et 70% en juillet de la même année.

Pour autant, les nomades avaient-ils en 1957 retrouvé le chemin des bureaux de

⁶ Modibo Keita n'y participa pas, car il devint secrétaire d'État à la Présidence du Conseil dans le cabinet de Félix Gaillard qui exista jusqu'en mai 1958.

vote ? Assurément non. Le changement du système électoral avait rendu encore plus massive la représentation nomade dans les listes électorales, qui se montaient maintenant à 11 177 personnes. Le nombre des sédentaires ayant peu évolué (les recensements le montaient à 867 personnes en 1956 pour 16 711 nomades dans la subdivision), les électeurs étaient essentiellement des Touaregs de l'Adagh. Or, si le corps électoral avait plus que doublé entre 1956 et 1957, la participation totale avait à peine augmenté, passant de 5 à 6%. La participation sédentaire pendant toute la période étant restée stable, les nomades n'ont pas plus été s'exprimer que lors des consultations précédentes. Même les estimations les plus favorables montrent une désertion massive de leur part. En supposant que tous les suffrages exprimés aient été d'origine nomade, le taux d'abstention de leur part aurait néanmoins dépassé les 80% ! Il fut peut-être un peu moindre lors du référendum du 28 septembre 1958 sur la Communauté, où la participation monta dans l'Adagh à plus de 10%. Mais à cette date les sédentaires ne représentaient guère plus de 5% de la population. Un rapide calcul montre que si les nomades avaient été voter dans les mêmes proportions que les sédentaires, ce qui ne fut certainement pas le cas, leur abstention se serait quand même élevée à 90% ! Ce dernier scrutin organisé dans l'Adagh par l'administration française était cependant fondamental, puisqu'il était destiné à ratifier la nouvelle constitution qui ouvrait la porte à l'indépendance des pays sous tutelle française. Le "oui", préconisé tant par le PSP que par l'US-RDA, l'emporta largement dans l'Adagh comme dans le reste du Soudan, avec 1082 voix sur 1202, soit 90% des suffrages exprimés. L'autonomie interne du Soudan était à portée de main. Moins d'un mois après, le 24 novembre 1958, l'Assemblée territoriale du Soudan rassemblée en session extraordinaire proclamait à l'unanimité la naissance de la République soudanaise, Etat-membre de la Communauté. L'émancipation était alors acquise : les Kel Adagh, s'en désintéressant, n'avaient pas bougé d'un pouce pour l'obtenir...

Une indépendance mal comprise

La politique, une affaire des gens du sud

Un tel désintérêt des nomades de l'Adagh pour la vie politique soudanaise résulte de causes multiples. Les difficultés matérielles ont évidemment joué. Jusqu'en 1951, les bureaux électoraux ont été placés uniquement à Tessalit, Kidal et Aguelhoc, les trois (petits) centres urbains de l'Adagh. Lorsque les nomades commencèrent à représenter l'essentiel des listes électorales, l'administration tenta de rapprocher les lieux d'élection des terrains de parcours. Mais les distances à parcourir pour seulement glisser son bulletin dans l'urne pouvaient paraître bien considérables à de nombreux nomades pris

par leurs obligations pastorales :

“Malgré la création de deux bureaux de vote supplémentaires pour nomades (In Frit-Aguelhok, Rarous-Tin Tersen), certains électeurs -ceux du Tamesna par exemple- étaient à huit jours de chameau de leur bureau de vote.”⁷

De plus, si les administrateurs trouvaient dans leurs tournées des tiwsaten inconnues jusque dans le milieu des années 1950, en retour celles-ci ne devaient guère se sentir concernées par des pratiques électorales totalement inconnues à leurs yeux. Un hiatus existait aussi entre un système issu d’une civilisation européenne de l’écrit sous-tendue par l’égalitarisme, et les us touarègues. En particulier, si les femmes ont toujours représenté un pouvoir politique d’influence occulte considérable, il était mal admis à l’époque qu’elles s’expriment ouvertement :

“Les Touaregs refusaient que leurs femmes (à peu près 40% du corps électoral) se rendent dans les bureaux de vote.”⁸

Le système de représentation traditionnel n’organisait pas non plus l’expression de chacun sur le même mode électoral. Si les avis de nombreuses personnes étaient pris en compte à l’époque précoloniale dans les décisions intéressant la communauté, ceux-ci remontaient au sommet par l’intermédiaire d’une hiérarchie graduelle qui passait par les chefs de famille et de tiwsaten. Il n’était pas dans les habitudes de pensée de mettre au même niveau l’expression de tous, et selon ce schéma, l’avis nomade aurait dû finalement passer par les chefs après une vaste consultation transitant par l’oralité des conseils successifs et recherchant plutôt le consensus. Donner un suffrage personnel et s’en retourner, sans discussions et sans polissage des opinions respectives n’entraînait que peu dans les habitudes mentales des Touaregs.

D’autres raisons tiennent à l’organisation même de la vie matérielle et politique dans la région. L’information ne circulait pas dans l’Adagh de la même façon que dans le sud du territoire. Dans l’Adagh, les nouvelles de Bamako n’arrivaient que retardées, amplifiées ou diminuées selon les cas, mais presque toujours déformées, et souvent sans lien avec leurs causes initiales, et la réciproque est vraie. Que dire de la perception de la réalité des évolutions politiques de Bamako ou du sud du Soudan et de ses turbulences à une époque où les postes radio n’existaient pas dans la région, en un temps où les Kel Adagh pour la plupart n’étaient jamais sortis des limites, au mieux du Sahel, au pire de leurs terrains de parcours habituels ? Le militantisme des partis, faible dans le nord, n’arrangeait pas la situation. L’activité politique était majoritairement urbaine, et les partis n’eurent de représentants dans l’Adagh qu’au milieu des années 1950, et encore n’était-ce qu’à Kidal. Il n’y avait en 1952 encore aucune section de parti constituée dans la

⁷ CLAUZEL (J.), *Administrateur de la France d’outre-mer*, Paris, Barthélémy/Lafitte, 1989 : 151.

⁸ CLAUZEL (J.), *ibid.*

région⁹, et en 1956, leur réalité était toujours bien mince :

"On retrouve à Kidal les deux partis habituels :

- le PSP, dont le bureau n'est pas constitué, qui dispose seulement d'un "représentant", le chef de quartier Ali Lareybi.

- Le RDA dont le bureau est présidé par le gérant des postes Niaré Mamadou (fils de l'ancien chef de province de Bamako, Maridie Niare) et qui a pour secrétaire général l'aide météorologiste Ibrahim Yatara."¹⁰

En outre, cette représentation n'était le fait que de fonctionnaires noirs que tout séparait des nomades : origine géographique et culturelle, niveau de scolarisation, degré de pénétration dans l'administration coloniale, schémas de pensée, imagination de l'avenir, priorités sociales, économiques et politiques étaient différents chez un comptable Bambara au service du chef de subdivision et chez un nomade de l'Adagh élevant son bétail. La communication passait mal, et la propagande politique encore plus. Cette dernière avait d'autant plus de difficultés à se répandre qu'elle était issue de revendications sudistes mal comprises au nord en général, et certainement encore plus dans l'Adagh en particulier. Si la question des serviteurs, par exemple, pouvait avoir un impact dans les groupements touaregs chez lesquels ils étaient présents en grand nombre, le problème glissait dans l'Adagh où les descendants d'esclaves n'étaient qu'une très faible minorité :

"L'action (des partis politiques) mord encore difficilement sur les sables et ils redoutent les réactions des nomades. La faible proportion de serviteurs diminue aussi les possibilités de propagande. Celle-ci essaie de s'exercer autrement."¹¹

A la différence du sud, on n'observe guère non plus de revendication d'égalité avec les colonisateurs, ni de volonté d'accéder à la citoyenneté française. De fait, les Kel Adagh, de par la faiblesse numérique des représentants de la métropole, n'ont pas eu à vivre les humiliations répétées que devaient supporter les gens du sud, pour lesquels les différences entre sujets et citoyens, entre collègues électoraux, entre salaires attribués aux Français et aux indigènes pour le même travail, entre niveaux de vie constituaient autant d'amères et évidentes réalités quotidiennes. Les gens de l'Adagh n'ont pas eu à souffrir du mépris de l'élite coloniale, de la primauté du blanc sur le noir. Ils ont au contraire côtoyé des Français qui souvent les admiraient, parlaient leur langue, tentaient parfois de vivre leurs réalités quotidiennes. Les Touaregs n'ont pas été recrutés pour aller se battre sur les divers fronts de la seconde guerre mondiale. Ils n'ont pas non plus connu l'injustice de voir leurs mérites ou leur utilité militaire remis en cause par les Français à leur retour. Ils n'ont pas eu de pensions d'ancien combattant à se faire payer, ils n'ont

⁹ Rapport d'inspection générale de la subdivision de Kidal (cercle de Gao). Mars 1952, M. Even, inspecteur en chef. ANM, Bamako, 2D20, Fonds récents, Inspection des affaires administratives, Kidal (1937-1957)

¹⁰ Rapport d'inspection 1956, M. Escargueil. ANM, 2D20, Fonds récents, Bamako. Inspection des affaires administratives. Kidal 1937-1957

¹¹ *Idem.*

pas non plus connu l'Europe et la France en grand nombre. Très peu de scolarisés, aucun diplômé de l'enseignement supérieur chez eux : les Kel Adagh n'ont pas été touchés par les idées libertaires de la Révolution française, du marxisme ou du socialisme, et par toutes les idéologie globalisantes qui ont nourri l'anti-impérialisme et l'anticolonialisme. Aussi, mis à part la présence même de la France qui imposait une domination extérieure, contre quelle inégalité se révolter ? Les administrateurs présents en petit nombre pendant la période coloniale ont été les représentants d'un nouveau partenaire politique régional, qui avait réussi à vaincre par la force. Les Kel Adagh s'étaient soumis volontairement, car il était au moment où ils ont eu à le faire, de bonne stratégie de tirer les derniers avantages d'une situation qui n'était pas en leur faveur. La chefferie en a tiré une amélioration de son statut, mais l'ensemble de la communauté, y compris les chefs, a eu à vivre une suzeraineté différente, d'origine française et non plus touarègue, qui remplaçait, toute proportions gardées, celles que les groupements voisins avaient établie sur l'Adagh à l'époque précoloniale. Les Kel Adagh ont dû ensuite résister aux rigidités qui firent le fond de la déstabilisation qu'ils ont connus. Perturbations sociales, spatiales, économiques ont existé. Mais, à la grande différence du sud, les Kel Adagh n'ont pas eu à vivre d'injustice, de différenciation raciale, salariale, politique, etc... L'administrateur français était gênant, on aurait bien aimé s'en débarrasser pour reprendre la vie précédant son arrivée, mais il était le représentant d'une force qui avait vaincu les nomades, et qu'il fallait bien accepter. Il était difficile pour les Kel Adagh de penser que le bout de papier insignifiant qu'on allait glisser dans l'urne avait des chances de vaincre cet adversaire, avec lequel d'ailleurs on ne pensait pas à revendiquer l'égalité, puisqu'il n'était qu'un agent isolé du pouvoir administratif. Les volontés à l'oeuvre et les bases mêmes des revendications n'étaient pas les mêmes au nord et au sud du Soudan, et les slogans des partis soudanais eurent peu d'échos dans le monde nomade.

Des enjeux mal maîtrisés

Plus gravement, les enjeux de la vie politique et des élections n'ont pas été clairement compris, et les Kel Adagh, encore plus que les autres nomades du nord du Soudan, n'ont pas assez rapidement réalisé vers quel type d'organisation et vers quelles situations cela pouvait les mener ¹². La plupart des témoignages montre le manque de

¹² Gabriel Féral, ancien administrateur, raconte à ce propos une intéressante anecdote : "Le monde nomade manifestait vis-à-vis de cette activité (les élections) le même mépris que pour toute autre activité "d'importation". (...) Je reviens au Mali, et le chef des Kounta, Badi, m'envoie un de ses hommes de confiance en m'invitant pour le week-end. Il m'a dit : "Est-ce que tu sais quand les européens vont partir ?" (nous étions en 55). J'ai dit que non. Il reprit la parole : "Mais vous repartirez un jour ! Quand vous partirez, c'est Bamako qui va commander, ce sont les sédentaires, les nègres...". Je lui ai répondu que cela paraissait logique... Il me dit alors : "Bon, j'ai un projet, je vais t'en parler, pour ne pas que tu entendes parler de cela par des bouches mal intentionnées ; Maintenant, les choses ne se font plus avec le fusil,

compréhension des Touaregs de l'Adagh des évolutions probables de l'avenir. Seule peut-être la famille amenokale, qui avait à assurer son pouvoir, pressentit-elle qu'il allait falloir composer avec un nouveau pouvoir issu du domaine politique soudanais :

"Au sein des tribus, Intalha, le fils cadet d'Attaher devenu coadjuteur de son père, avait pris du poids au fil des années, sa pénétration, sa pondération et sa clairvoyance le distinguant de la plupart des autres chefs de tribu. (...) Il avait compris que l'avenir de l'Adar ne serait pas uniquement le nôtre et prenait donc des contacts qui permettraient aux familles dirigeantes des Iforas d'y demeurer présentes."¹³

Mais l'action d'Intalla fait exception. Il semblait peu probable aux Kel Adagh que les Français s'en aillent, et s'ils le faisaient, les gens du sud, battus eux aussi par les Français, n'avaient pas de raison de s'imposer au nord. La perception des nouvelles règles étatiques n'était pas réellement prise en compte, d'autant que l'absence de nomades scolarisés ne permettait pas à cette communauté d'avoir une image claire des mécanismes à l'oeuvre. La rapidité même des processus en cours, si elle surprit les Français, n'était pas intégrée par les Touaregs. Si ceux-ci pouvaient rêver d'un départ éventuel des Français, ils n'imaginaient pas que cela put se faire dans les années immédiatement à venir. Aussi était-il difficile pour eux de remettre en cause un pouvoir et une administration qui semblaient avoir encore de beaux jours devant eux :

"Le comportement des nomades pendant cette décade où s'accélère l'évolution de l'Afrique noire peut se caractériser d'un mot : immobilisme. Les nomades ne veulent se fier qu'à leurs souvenirs de la conquête et négligent ce que leurs yeux voient du présent. Ils étaient les maîtres du pays avant notre arrivée. Ils n'ont été vaincus qu'après de durs combats. Il leur paraît inconcevable que leurs vainqueurs cèdent à leurs anciens tributaires et cèdent sans défaites, sans même lutter. Ils se cantonnent donc dans une expectative prudente, demeurent fidèles à l'administration et n'entrent pas dans le nouveau jeu"¹⁴

Les Kel Adagh ne participent pas, quasiment jusqu'à la fin des années 1950, du projet politique de création d'un état africain autonome qui mobilise pourtant les gens du sud, et les enjeux électoraux ne sont pas saisis. Ce système leur paraît être surtout le fait

avec la takouba, tout cela c'est fini, cela se fait avec le vote, avec les élections. Or nous, les nomades, nous sommes en minorité, et on ne pèsera quelque chose que si l'on s'unit et si l'on commence à avoir des conseils territoriaux. Ce que je veux faire, avec ton accord, c'est partir faire un grand tour dans l'Adrar voir les Touaregs, leur expliquer que les vieilles histoires, les vieilles rivalités, c'est fini, on n'en parle plus ; maintenant, devant nous, il y a un problème qui est pratiquement un problème de survie, et je vais leur demander, à tous : "Faites-vous inscrire sur les listes électorales, on a un commandant qui risque d'accepter, allez-y, allez-y...!". Et Badi est parti et il m'a envoyé, de temps en temps, un émissaire. Puis un jour, quatre mois après, il m'a réinvité pour un week-end. J'ai vu devant moi un homme défait, qui m'a dit : "Mon Commandant, nous sommes foutus ! Les Touaregs n'ont rien compris, ils vivent dans le passé, sous leurs anciennes rivalités, leurs anciennes haines, et il y en a même un qui m'a dit : "Pour nous, l'essentiel est que les Français foutent le camp!", et ils n'ont pas accepté". Témoignage de FERAL (G.), "Administrations comparées en pays nomade", in BERNUS(E.), BOILLEY(P.), CLAUZEL(J.), TRIAUD(J. L.), *Nomades et commandants. Administrations et sociétés nomades dans l'ancienne AOF.*, Paris, Karthala, 1993 : 111.

¹³ CLAUZEL (J.), *Administrateur de la France d'outre-mer*, Paris, Barthélémy/Lafitte, 1989 : 210.

¹⁴ DUPUIS (J.), *Les nomades dans l'État soudanais*, CHEAM, 3245, 1960 : 9.

des fonctionnaires, des sédentaires, et le lien n'est pas fait entre l'acte électoral et la vie quotidienne ou le changement d'administration. De fait, la colonisation avait à la fois trop et pas assez violenté la société nomade pour qu'elle puisse s'investir dans le jeu politique. Trop, car les chefs étaient moins suivis, les solidarités internes moins claires. Trop, car la division de l'espace nomade avait rejailli sur l'espace politique, le réduisant aux intérêts de chaque groupement ou même de chaque tiwsaten. Trop encore, car le corps social nomade, en même temps qu'il avait éclaté, s'était rigidifié, sclérosé, et que les capacités d'adaptation aux situations nouvelles avaient en partie disparues, laissant certains crispés sur leur rêve d'un âge d'or précolonial, espérant le revivre un jour au départ des Français mais craignant que ce dernier n'annonce la fin de leur pouvoir, alors que d'autres dans le même temps redoutaient le retour des anciens seigneurs. Mais aussi pas assez, car la volonté de conservation de la société nomade dans son état alliée au manque d'intérêts économiques et à la crainte de turbulences difficiles à maîtriser n'avait pas amené les Français à précipiter les nomades dans le monde contemporain, tant sur le plan économique que politique ou scolaire. Les retards de développement, de scolarisation, expliquent ainsi en grande partie l'incompréhension nomade des évolutions à venir et le désintérêt pour une indépendance annoncée dont ils ne mesuraient pas les réalités ni même ne maîtrisaient le concept.

L'impact fantasmatique des projets d'autonomie saharienne

L'évolution des esprits ne commença réellement à se manifester qu'après la mise en place de la loi cadre, c'est à dire dans le cours de l'année 1957. A cette date, il devint en effet plus clair que les conditions évoluaient. Les nomades commencèrent à s'inquiéter des rumeurs de départ des Français, qui se traduisaient imperceptiblement par des changements d'attitude de l'administration sur le terrain. La plupart des Kel Adagh ne croyaient toujours pas que l'administration coloniale était en train de disparaître, mais de nouveaux courants d'idées traversaient l'opinion, et certains, peu nombreux, y étaient sensibles. Si la France s'en allait, la question se posait du devenir du Soudan, et plus particulièrement pour les nomades de l'avenir du Sahara. Quelques personnes, quelques groupes amorcèrent alors une réflexion qui les conduisit à affirmer leur différence. Il n'était pas question pour eux d'être laissés dans la même entité territoriale et politique que les gens du sud. L'idée d'autonomie saharienne commença alors à poindre, en écho aux débats français qui agitaient la métropole au sujet de l'hypothétique création d'un "Sahara français" que certains appelaient de leurs vœux, et qui paraissaient alors une des possibilités qu'avait la France de maintenir une présence en Afrique. La polémique qui en

résulta aboutit à la création de l'OCRS. Cette nouvelle structure administrative ne fut que l'ombre d'un état saharien, et n'eut que peu d'influence sur la création des nouveaux états africains indépendants. Mais elle engendra des espoirs chez certains, de la colère chez les autres, et si elle est bien oubliée en France, elle est toujours perçue à l'heure actuelle en Afrique, et notamment au Mali et au Niger ayant à résoudre le problème des révoltes touarègues, comme l'expression d'une velléité impérialiste française sur le Sahara. Aussi est-il important de montrer ce qu'elle fut vraiment lors de sa création.¹⁵

Le Sahara sous domination française était partagé entre plusieurs administrations différentes - et souvent concurrentes -, celle de l'Algérie, celles de l'A.O.F. et de l'A.E.F., sans compter celles des parties désertiques du Maroc et de la Tunisie, sous protectorat... Mais, à partir du début des années cinquante, une idée avait fait son chemin : il fallait unifier les possessions sahariennes... Cette entreprise de "remembrement" opposa les partisans de la création d'un nouveau territoire à ceux du maintien du statu quo, dans une véritable "querelle du Sahara"¹⁶. La polémique aboutit, après une conception longue et laborieuse, à la mise en place d'une administration originale et atypique, l'Organisation Commune des Régions Sahariennes (OCRS), qui ne survécut pas au départ des Français du continent africain...

La conception difficile de l'OCRS

Il est difficile de dater précisément la naissance de l'idée d'unification saharienne, à laquelle certains pensaient depuis longtemps. Mais sa première expression concrète fut un article de E. Belime, "Avenir de l'Union Française", qui remonte à mai 1951¹⁷. Quel était le fondement de ce texte? L'Empire français avait fait place à l'Union française. Les peuples qui la composaient pouvaient donc, à plus ou moins long terme, et d'après la constitution, faire usage de leur nouvelle liberté de s'administrer eux-mêmes. M. Belime exhortait donc les Français, s'ils voulaient que vive l'Union, à changer leur vision des colonisés, et les rapports qu'ils entretenaient avec eux, pour les rendre plus égalitaires. Cependant, apparemment dubitatif, il ajoutait : "Aider les autres à mieux vivre, sans doute! Mais vivre d'abord!"¹⁸. Et, si le Sahara n'avait pas encore révélé sa richesse

¹⁵ Voir aussi mon article dans BERNUS(E.), BOILLEY(P.), CLAUZEL(J.), TRIAUD(J. L.), *Nomades et commandants. Administrations et sociétés nomades dans l'ancienne AOF.*, Paris, Karthala, 1993 : 215-240, et une maîtrise récente sur le sujet de BOUGER (A.), *L'Organisation Commune des Régions Sahariennes. La dernière frontière de la France coloniale*, sous la direction de Vincent Joly, Rennes II, juin 1993, 106 p. et annexes.

¹⁶ BLANCHET (A.), "Autour d'une grande idée... La querelle du Sahara", *Le Monde*, 24/25 février 1952 : 1 et 3.

¹⁷ BELIME (E.), "Avenir de l'Union Française", *Hommes et Mondes*, 58, mai 1951 : 672-688.

¹⁸ BELIME (E.), 1951 : 678.

pétrolière, il s'avérait déjà receler de nombreuses promesses minières. Peu peuplé, et par des populations sans grandes revendications indépendantistes, il pouvait être facilement annexé, de façon "que cette immensité s'intègre à la France et la prolonge"¹⁹. Et M. Belime s'écriait : "Ayons la sagesse de soustraire notre Alaska saharien aux difficultés et aléas de nos futurs Porto-Rico !" ²⁰. C'est à partir de cet article, que Bernard Simiot, directeur de la revue, lança une campagne de presse sur le thème : "Il faut <<nationaliser>> le Sahara!" ²¹, reprise par des journaux ou des revues tels que le Monde ²², La Revue de la Défense Nationale ²³, Le Figaro ²⁴ et d'autres, proposant que les parties sahariennes des possessions françaises, réparties jusque là entre l'Algérie, l'A.O.F. et l'A.E.F., ne constituent plus qu'un seul territoire, administré directement par la France. Cette campagne fut soutenue par la création d'un Comité du Sahara Français qui réunit un certain nombre de personnalités (E. Belime, B. Simiot, bien sur, mais aussi le Général Catroux, Fr. de Clermont-Tonnerre, H. Lhote, etc.) pour organiser l'offensive en direction de l'opinion et du pouvoir. Le débat public se transmit assez vite au domaine parlementaire. Dès le 25 mars 1952, un premier projet de loi fut présenté à l'Assemblée de l'Union Française, par M. Cornet et plusieurs de ses collègues, proposant d'ériger "un territoire autonome d'outre-mer, <<l'Afrique Saharienne Française>>, placée sous la direction d'un Haut-Commissaire de la République" ²⁵, et simultanément (le 27 mars), par M. Pierre July à l'Assemblée Nationale ²⁶. Mais, si l'opinion publique commençait peu à peu à s'intéresser à l'idée, sa traduction législative mit du temps à s'opérer. Pendant cinq ans, plusieurs propositions furent ainsi déposées, en vain, aussi bien à l'Union française qu'à l'Assemblée Nationale, assorties de leur lot de demande d'avis et de rapports des différentes commissions ²⁷. De ces projets ressortent deux ensembles, représentant deux manières d'envisager des solutions à l'éclatement administratif du Sahara. La première série de textes proposait le regroupement des zones sahariennes en un seul territoire autonome et unifié administrativement, sous le nom "d'Afrique

¹⁹ BELIME (E.), *ibid.* : 682.

²⁰ BELIME (E.), *ibid.* : 681.

²¹ SIMIOT (B.), 1951, "Il faut <<nationaliser>> le Sahara", *Hommes et Mondes*, 60, juillet : 161-164; 61, août : 436-453; 62, septembre : 540-553.

²² BLANCHET (A.), "Coeur de l'Afrique blanche, le Sahara doit être réunifié", *Le Monde*, 26 octobre 1951 : 9.

²³ CHARBONNEAU (J.), "Existe-t-il vraiment une querelle du Sahara?", *Revue de la Défense Nationale*, nlle série, juin 1952 : 693-714.

²⁴ LE FEVRE (G.), "Le Sahara, territoire national", *Le Figaro*, 1er août 1951.

²⁵ Annales de l'Assemblée de l'Union Française-Documents, Annexe n°155, séance du 25 mars 1952 : 184-186.

²⁶ N° 1131, de M. Pierre July, Edgar Faure, Paul Reynaud, Jean de Lipowski, tendant à ériger l'ensemble de la zone saharienne, centrale et désertique en un groupe de trois départements français à statut spécial distinct des territoires limitrophes (Algérie, AOF, AEF), et nommé "Afrique Saharienne Française" (27 mars 1952)

Annexe n°3066, Annales de l'Assemblée Nationale-Documents parlementaires, session de 1952, séance du 27 mars 1952 : 617-618

²⁷ Cf. Annexe : Sahara français/Rapports et Avis

saharienne française" (Cornet, July) ou de "Territoire national du Sahara" (Pupat, Pelat, Fourcade, Laborde). La seconde préconisait plutôt la création d'une entité supra-territoriale à vocation économique, destinée à la mise en valeur du Sahara, sans remettre en cause le découpage administratif existant (Alduy). Les résistances s'avéraient fortes, cependant, et ces propositions n'aboutirent pas. Elles furent rejetées par des votes défavorables²⁸, ou se perdirent dans les commissions qui les mettaient à l'étude.

Mais, en juillet 1956, le pétrole jaillit à Hassi Messaoud. La question du Sahara rebondit alors, aggravée par l'évolution de la situation politique en Algérie. Dans l'urgence, le gouvernement chargea M. Houphouët-Boigny, ministre délégué à la Présidence du conseil, d'établir un premier projet, tendant à définir un Territoire national des Régions Sahariennes²⁹. Critiqué, ce texte fut remplacé par un second projet, approuvé le 1er août 1956 par le Conseil des Ministres, qui se limitait à prévoir la mise en place d'une autorité économique destinée à mettre en valeur les régions sahariennes. Il fallut attendre encore cinq mois pour que ce "Projet de loi créant une organisation commune des régions sahariennes" fût présenté aux députés. La discussion, assortie de navettes entre l'Assemblée et le Conseil de la République³⁰, dura encore plusieurs jours, et ce n'est qu'en décembre 1956 que fût enfin adoptée par l'Assemblée Nationale la loi n° 57-27, parue au J.O. le 11 janvier 1957, "créant une organisation commune des régions sahariennes"³¹. Les avatars de ce texte législatif n'étaient cependant pas terminés. Mais il est utile d'analyser quelles ont été les thèses et les espérances en présence pendant son élaboration.

²⁸ 1ère, 2ème et 3ème séances du 21 juillet 1953, Journal des débats, Assemblée de l'Union Française : 704-738.

²⁹ QUERMONNE (J. L.), "L'Organisation Commune des Régions Sahariennes", *Revue juridique et politique de l'Union Française*, 2, avril-juin 1957 : 275.

³⁰ **Première lecture :**

Assemblée nationale : discussion les 13 et 14 décembre 1956. Adoption le 14 décembre 1956 (L. n° 328) [*Journal des débats*, séance du 13 déc. 1956 : 5926-5948; séance du 14 déc. 1956 : 5979-5999 et 6010-6026.]

Conseil de la République : discussion et adoption le 27 déc. 1956 (L. n° 73) [*Journal des débats*, conseil de la République, séance du 27 déc. 1956 : 2879-2892 et 2900-2939]

Deuxième lecture :

Assemblée nationale : discussion et adoption le 28 déc. 1956 (L. n° 373) [*Journal des débats*, séance du 28 déc. 1956 : 6371-6281]

Conseil de la République : discussion et adoption le 29 déc. 1956 (L. n° 91) [*Journal des débats*, conseil de la République, séance du 29 déc. 1956 : 2992-3002]

Troisième lecture :

Assemblée nationale : discussion et adoption le 29 déc. 1956 (L. n° 387) [*Journal des débats*, séance du 28 déc. 1956 : 6408-6411]

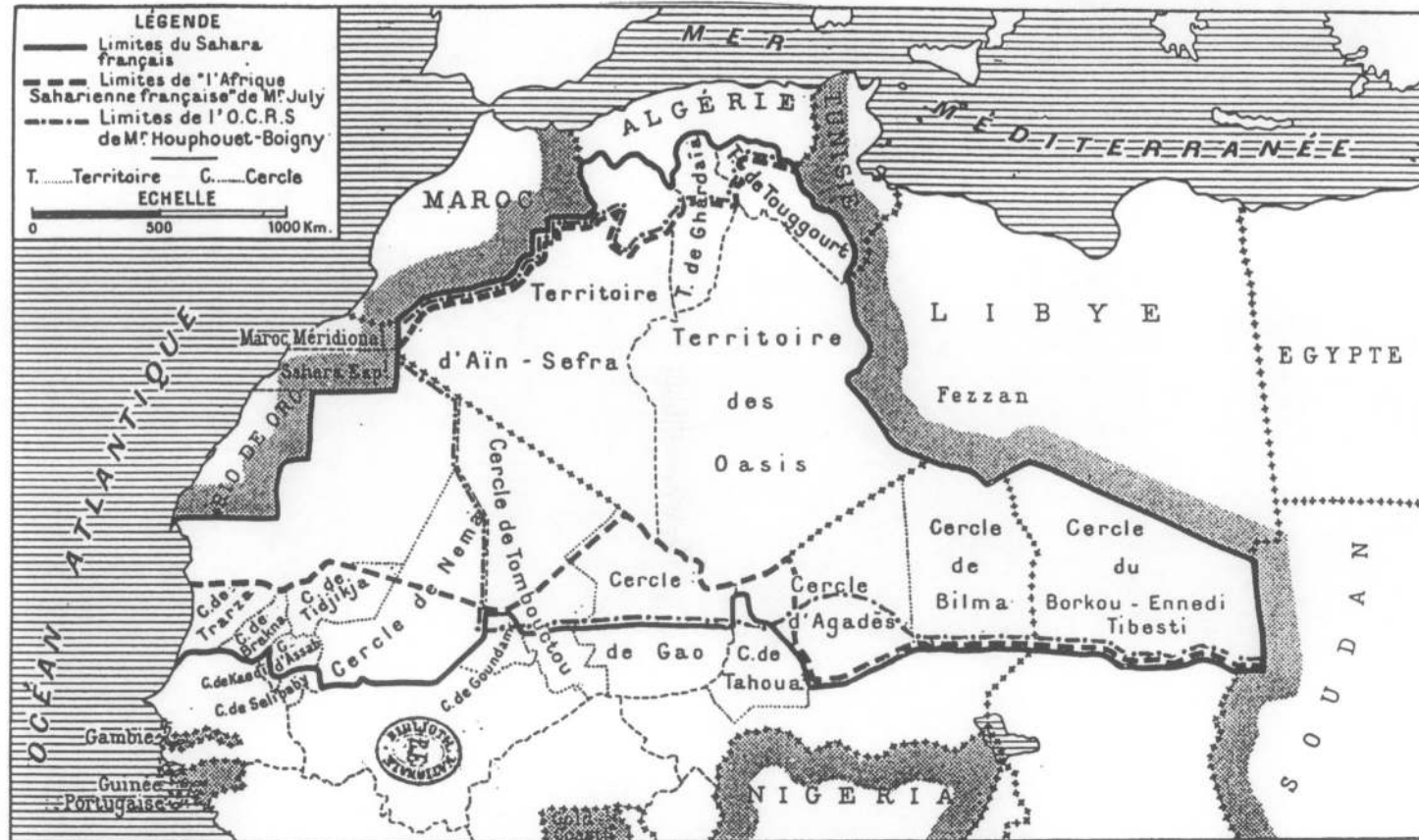
Conseil de la République : discussion et adoption le 29 déc. 1956 (L. n° 92) [*Journal des débats*, conseil de la République, séance du 29 déc. 1956 : 3003-3005]

Quatrième lecture : Assemblée nationale : discussion et adoption le 29 déc. 1956 (L. n° 387) [*Journal des débats*, séance du 28 déc. 1956 : 6411-6414]

³¹ Cf. annexe : Loi 57-27 du 10 janvier 1957 créant une Organisation commune des régions sahariennes.

PROJETS DE LOI : LIMITES SAHARIENNES

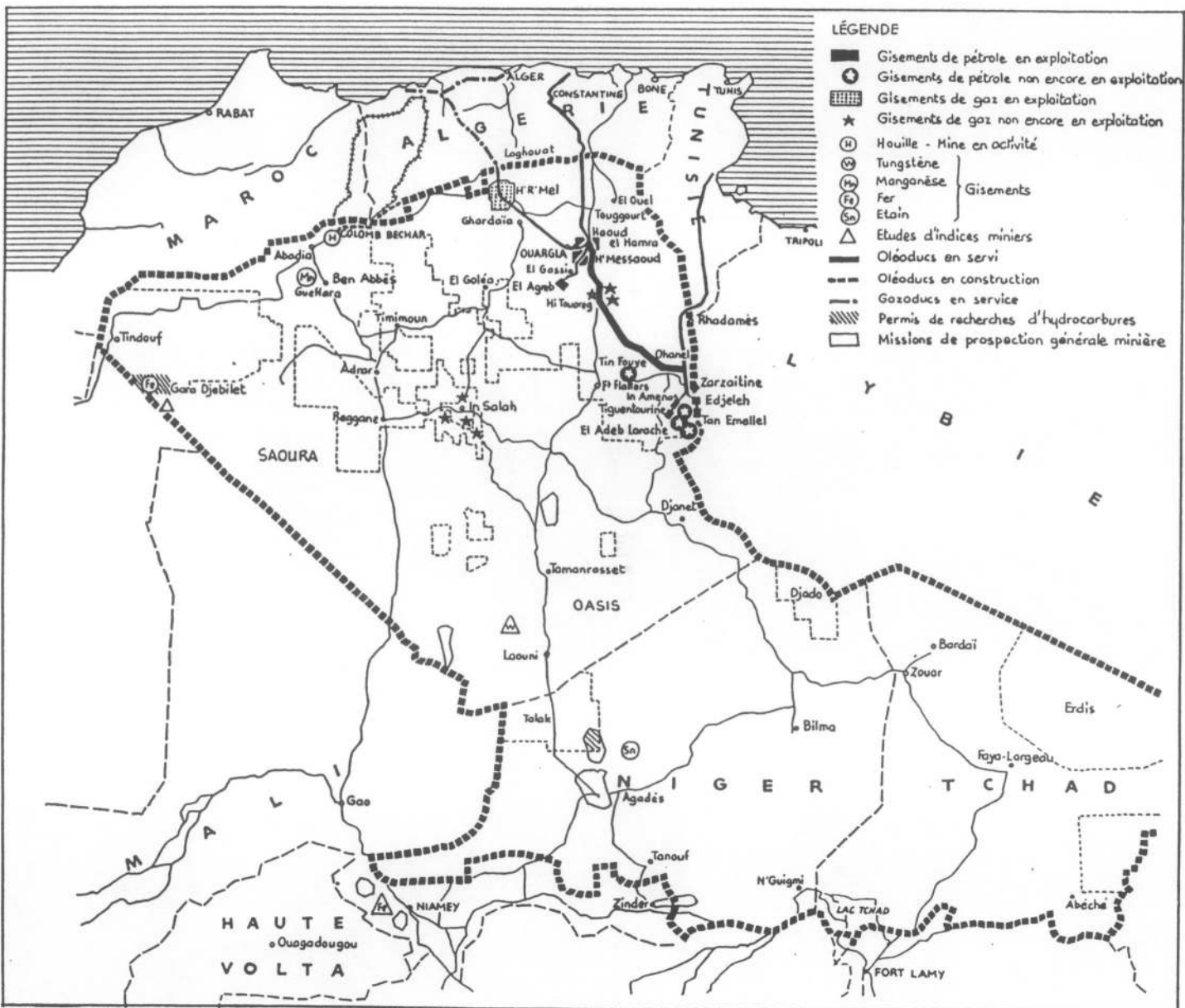
(In STRASSER (D.), *Réalités et promesses sahariennes*, Paris, 1956, Encyclopédie d'Outre-mer : 193)



Carte n° 8. — Carte du regroupement des Territoires sahariens français

O.C.R.S. : PETROLE ET MINES 1962

(In TREYER (C.), *Sahara 1956-1962*, Paris, 1966, Les Belles Lettres : 51)



Un faisceau d'espoirs convergents mais multiformes

Au vu des articles et des discussions parlementaires, il apparaît clairement que tous les défenseurs du Sahara réuni, s'ils poursuivaient le même but, ne le faisaient pas pour les mêmes raisons. On peut grouper ces dernières en trois grandes catégories. La première recoupe les intérêts économiques et énergétiques, nourris par les richesses minières, et soutenus par les premiers résultats obtenus par les prospecteurs de pétrole. Le Sahara ne pouvait être abandonné, car il représentait un formidable potentiel énergétique dont la France avait un besoin fondamental. C'est l'argument majeur, qui revient en permanence dans les articles de presse ou les débats parlementaires, et dont Félix Houphouët-Boigny se fit le chantre :

"Je voudrais demander à ceux qui nous proposent le statu quo, à ceux qui veulent qu'on ne fasse rien, comment un Français pourrait ne pas accepter, alors qu'il y a là enfouis sous le sable, des millions de tonnes d'essence, de pétrole, qui pourraient libérer la France de cette tutelle révoltante (...), que se fasse l'unanimité, aussi bien à l'Assemblée de l'Union française qu'au Parlement, pour permettre à la France de se libérer de cette dépendance pire qu'une occupation." ³²

Dans cette optique, l'argument avancé était qu'un cadre rénové, une administration unifiée pourraient faciliter la mise en exploitation des régions sahariennes et, en rassurant les financiers par un statut clair, favoriser l'investissement. Prolongeant ceci, l'analyse de certains les conduisit à penser que la France pourrait bien un jour ne plus garder la maîtrise de ses territoires africains. Or, puisqu'il s'agissait de mettre en exploitation les richesses du sous-sol, il fallait bien entendu garder la souveraineté sur le sol... De plus, unifier le Sahara pouvait être considéré comme un gage de stabilisation de la présence métropolitaine au cœur de l'Afrique :

"La transformation d'une telle zone en départements unis à la métropole ne présenterait donc, vue sous cet angle que des avantages. Elle permettrait de maintenir *sur le plan juridique* la présence française au cœur de l'Afrique avec le maximum de chances de durée. Elle n'aboutirait pas seulement d'ailleurs au résultat en quelque sorte *négalif*, d'empêcher la dislocation du Sahara au gré des autonomies périphériques, mais elle tendrait aussi au renforcement *constructif*, autour d'un vaste noyau central, de la cohésion des différentes parties de l'Union ou de l'ensemble français, quelle que soit l'appellation qu'on lui donne dans l'avenir." ³³

En outre, dans le cas où ce renforcement ne suffirait pas à éviter l'abandon des anciennes colonies, du moins les parties sahariennes détachées préalablement de celles-ci pourraient-elles rester sous contrôle français ³⁴. Raisons politiques articulées avec des

³² M. Houphouët-Boigny, *Journal des débats*, Assemblée de l'Union Française, séance du 7 décembre 1956 : 1231.

³³ BRITSCH (J.), *Perspectives sahariennes*, Paris, Lavauzelle, 1956 : 71-72.

³⁴ "Le Maroc et la Tunisie sont passés en l'espace de quelques mois du protectorat à l'indépendance et leur "interdépendance" avec la France est encore à négocier. On s'interroge sur l'avenir de l'Algérie elle-même. Enfin, une loi "cadre", en discussion devant le Parlement doit permettre de promouvoir à une plus grande autonomie, les "territoires d'outre-mer" et de nombreuses voix parlent de Fédération. Il ne paraît guère douteux (...) que l'évolution actuelle ne tende vers la sécession des territoires périphériques à travers

raisons économiques, donc, mais aussi raisons plus romantiques, ou plus généreuses, et qui seront celles, en grande partie, des officiers méharistes. Ceux-ci voient avec quelque inquiétude les pétroliers venir transformer leur désert en un gigantesque chantier industriel. Ils voient avec encore plus d'effroi les pays limitrophes, avec leur part du gâteau saharien, glisser rapidement vers l'indépendance. Enfin, ils redoutent de voir les nomades qu'ils connaissent bien être transformés en autant de minorités. Pour eux, les habitants du désert ont des droits sur le Sahara que n'ont pas les populations périphériques. Ils articulent leurs arguments autour de faits historiques, montrant que dans le passé ni les maghrébins ni les africains noirs n'ont étendu leur emprise sur le désert, en dehors de quelques expéditions sans lendemain. Aussi, pour eux, seuls les nomades sahariens, Touaregs, Toubous, Chaamba, Maures, peuvent être considérés comme les véritables autochtones. Pour cette raison, et parce qu'ils n'imaginent pas abandonner leur Sahara, qui leur semble avant tout une construction française, ils pensent la France comme seule fédératrice possible. Des remords surgissent aussi parfois, et l'on s'aperçoit qu'il est temps de réparer l'oubli et l'isolement dans lesquels on a laissé s'installer les populations sahariennes :

"L'egoïsme sacré a voulu que chacun de nos territoires sacrifie délibérément ses frères déshérités du Sahara..."³⁵

"Aujourd'hui, l'éloignement des capitales administratives accuse encore la pauvreté des territoires sahariens. Tel haut fonctionnaire s'intéresse d'abord aux régions les plus immédiates. (...) Le Ténéré est fréquemment inconnu du gouverneur du Niger et le Tibesti du gouverneur du Tchad"³⁶

Cependant, ces dernières raisons ne seront que très minoritairement évoquées dans les débats parlementaires, même si le premier but proclamé de l'OCRS est la promotion sociale des populations sahariennes. Ces explications généreuses semblent surtout être une couverture humanitaire justifiant l'exploitation économique, où d'ailleurs les nomades pourront servir de main-d'oeuvre facile :

"Quant aux autochtones, ils constituent une main d'oeuvre locale de base que la sédentarisation progressive due au bouleversement des structures économiques rend disponible..."³⁷

la Fédération. Ces territoires vont-ils entraîner avec eux les immensités désertiques que nous leur avons rattachées nous mêmes ou faut-il y parer par le remède de l'intégration, c'est-à-dire de l'assimilation juridique du Sahara à la France métropolitaine (statut personnel des rares habitants mis à part). (...) Si l'on estime, d'autre part, que les pays riverains doivent conserver un "Hinterland" saharien, ne va-t-on pas donner aux anciens protectorats un argument pour réclamer le leur par analogie ? Le seul moyen d'éviter cette difficulté, c'est de proclamer que le désert n'est ni algérien, ni marocain, ni soudanais ou nigérien, mais... saharien". BRITSCH (J.), *Perspectives sahariennes*, Paris, Lavauzelle, 1956 : 71 et 73.

³⁵ M. Houphouët-Boigny, *Journal des débats*, Assemblée de l'Union Française, séance du 7 décembre 1956 : 1230.

³⁶ M. Joly, *Journal des débats*, Assemblée nationale, 1ère séance du 13 décembre 1956 : 5939.

³⁷ M. Baudouin, *Journal des débats*, Assemblée de l'Union Française, 1ère séance du 6 décembre 1956 : 1172.

Ainsi, que ce soit le cœur qui parle, ou seulement l'intérêt, les partisans de la modernisation et de l'exploitation économique du Sahara rejoignent ceux qui en redoutent les conséquences pour le désert et ses habitants auxquels ils sont attachés. En filigrane de ces raisons multiples, émerge le moyen que tous considèrent comme seul valable : le Sahara dans son ensemble doit rester français, il ne faut surtout pas l'abandonner aux pays limitrophes ou aux appétits étrangers, et pour cela, il faut l'unifier... Un certain nombre d'arguments sont alors lancés pour démontrer la relative facilité de le faire. Le fait, par exemple, que le Sahara ne possède que peu d'habitants, et que ceux-ci ne soient guère revendicatifs. Il serait facile de les intégrer. La crainte issue de l'égalité de citoyenneté n'a pas cours non plus pour le Sahara, en raison de la faible proportion que sa population représente en face de celle de la métropole. L'institution du suffrage universel effectif dans un collège électoral unique au même taux de représentation que dans la métropole ne pouvait renverser les anciens équilibres, et faire de la France "la colonie de ses colonies", comme cela avait été affirmé pour rejeter en son temps les réformes électorales. De même l'élévation du niveau de vie des populations sahariennes, faibles numériquement, au même niveau que celui des Français métropolitains ne représentait pas un obstacle financier ni un investissement inconsidéré. Mais malgré tous ces espoirs, et en dépit de tous ces arguments, la construction d'une véritable "Afrique Saharienne" ne se fit pas, et l'OCRS, qui fut créée à sa place était bien en retrait des revendications initiales. En effet, les oppositions étaient nombreuses, et provenaient d'analyses diverses qui s'épaulaient les unes aux autres.

Une gerbe d'intérêts divergents

Du point de vue français, tout d'abord, de fortes réticences sont observables. Elles proviennent en premier lieu des pesanteurs de l'habitude et des paralysies administratives. Pourquoi changer ce qui a bien fonctionné jusqu'à présent? En outre, même dans le cas où l'évolution serait bénéfique, tel service, tel ministère s'effrayent de la perte éventuelle de leurs compétences, donc de leurs pouvoirs, ou de leurs budgets. "Vit-on jamais ministre consentant de bonne grâce au transfert d'un de ses services sous une autre compétence?"³⁸. Elles découlent aussi des esprits de corps qui s'étaient créés peu à peu. Comment fondre, par exemple les Compagnies méharistes d'Algérie et les groupes nomades de l'Infanterie Coloniale dans une seule force de maintien de l'ordre, opposés qu'ils étaient par une longue tradition de concurrence? Plus difficile encore, et dans le cadre d'une apparente myopie sur l'évolution future des possessions françaises, comment

³⁸ BLANCHET (A.), "Autour d'une grande idée... La querelle du Sahara", *Le Monde*, 24/25 février 1952 : 3.

faire renoncer aux différents territoires et entités engendrés par la colonisation à ce que chacun considérerait comme sa richesse propre? Ainsi, les autorités et l'opinion publique algériennes ne pouvaient admettre qu'au moment où le Sahara devenait potentiellement source de richesses et de profits, on veuille les en priver :

"Ce que nous devons retenir, c'est qu'à travers les propositions de réforme administrative et politique, apparaît d'une façon claire, aveuglante, le souci de mettre la main sur les gisements et les richesses sahariennes, d'en dépouiller l'Algérie"³⁹.

Pareillement, les gouvernements généraux de l'A.O.F. et de l'A.E.F. ne voulurent pas facilement renoncer à leur part des ressources potentielles, alors même qu'aucune prospection sérieuse n'avait été encore réalisée... Par ailleurs, unifier le Sahara afin d'en mieux priver les futurs pays indépendants n'était-il pas avouer publiquement que l'on n'avait pas confiance dans les chances de survie des colonies françaises?

"La crainte d'une sécession future des territoires et la nécessité de mettre un paratonnerre sur les gisements miniers du sud-Oranais sont du défaitisme. (...) Nous ne voulons pas bâtir sur le doute ou sur la peur l'Union française."⁴⁰

Le projet fut enfin en butte à des oppositions politiques, notamment celles du parti communiste, dont les orateurs, M. Odru à l'Assemblée de l'Union française⁴¹, et M. Lianté à l'Assemblée nationale⁴², critiquèrent vivement un projet qui, pour eux, organisait une nouvelle forme d'impérialisme accentuant "la politique de pillage colonial des richesses sahariennes, au seul profit des groupes financiers monopolistes de France et de l'étranger..."

Si les Français eux-mêmes opposaient de telles résistances, il n'est pas étonnant que les représentants africains des pays concernés aient eu, à leur tour, de sérieuses critiques à faire sur un tel projet. Les élites des peuples coloniaux réagirent tout comme les Français, sans l'inquiétude de perdre une autorité déclinante, mais bien au contraire avec le sentiment qu'elles avançaient dans le sens de l'Histoire, et qu'elles auraient à gérer, à plus ou moins long terme, des pays devenus, sinon indépendants, du moins largement autonomes. Dans ces conditions, il s'agissait pour elles de faire en sorte que leur future nation conserve ces arpent de sable qui pouvaient révéler un riche sous-sol. Les débats parlementaires révèlent parfaitement cette volonté. Les réticences

³⁹ M. Cianfarani, *Journal des débats*, Ass. de l'Union française, séance du 21 juillet 1953 : 715.

⁴⁰ M. Cianfarani, *Ibid.*

⁴¹ M. Odru, *Journal des débats*, Assemblée de l'Union Française, 2ème séance du 6 décembre 1956 : 1200

⁴² "Votre projet n'envisage que l'extraction des matières premières, la construction des moyens de transport et, bien entendu, l'exportation de ces matières premières. Ainsi, on est sûr de ce que vous prenez, mais on ne voit guère ce que vous apportez...D'ailleurs, lorsqu'une société pétrolière mettra en exploitation tel ou tel puits, lorsque l'or noir sera transformé dans ses coffres-forts en or jaune, croyez-vous que, pour cette société, comptera l'intérêt des populations sahariennes?". M. Lianté, *Journal des débats*, Assemblée nationale, 1ère séance du 13 décembre 1956 : 5944.

mauritaniennes ⁴³, soudanaises ⁴⁴, algériennes - qui pour une fois réunissent les populations musulmanes et européennes ⁴⁵, mais aussi sénégalaises, marocaines, tunisiennes, sont claires. Tous ces pays qui ont déjà acquis leur indépendance ou s'acheminent vers elle, voient dans le projet l'esquisse d'une vaste spoliation de leurs futures richesses minières nationales... Les Africains, pas plus que les Français, n'étaient donc d'accord entre eux sur l'opportunité d'une telle loi...

Ces intérêts mêlés et divergents, ces susceptibilités et ces crispations, dans un contexte international nettement anticolonialiste, firent que l'idée initiale d'unification du Sahara, de modifications en amendements, fut vidée de son contenu pour aboutir à une loi surtout économique, et très ambiguë, où l'on sentira les scories des attermoissements politiques, des renoncements conjoncturels, des volontés de préserver l'avenir, bref, de l'histoire de sa difficile conception...

Le résultat : une loi hybride et ambiguë...

Quel fut, en effet, le visage de l'OCRS, lors de sa naissance au début de 1957? Son objet est "la mise en valeur, l'expansion économique et la promotion sociale des zones sahariennes de la République Française et à la gestion de laquelle participent l'Algérie, la Mauritanie, le Niger, le Soudan et le Tchad." (art 1). Et l'article 3 de la loi permet de préciser ces objectifs. Ils sont de deux ordres : social et économique. Si le social est mis en avant : "promouvoir toute mesure propre à améliorer le niveau de vie des populations et à assurer leur promotion sociale dans le cadre d'une évolution qui devra tenir compte de leurs traditions", l'économique est largement plus détaillé. Quatre points sont énoncés :

"a) Préparer et coordonner les programmes d'études et de recherches nécessaires au développement de ces régions;

b) En fonction des résultats de ces études et recherches, établir des inventaires et

⁴³ "Il ne saurait être question de séparer, fut-ce dans le cadre limité d'une organisation économique, une partie de l'ensemble mauritanien heureusement réalisé depuis quelques années". M. Cheikh Sidya, *Journal des débats*, Assemblée de l'Union Française, 2ème séance du 6 décembre 1956 : 1194

⁴⁴ "Nous sommes obligés de vous dire que toutes ces dispositions qui ont été prises constituent un biais que l'administration, le Gouvernement ont peut-être intentionnellement pris pour la construction d'un futur territoire autonome...La création de cette organisation affectera le Soudan qui verra tôt ou tard le démembrement de ses deux plus importants cercles, Tombouctou et Gao...Pour toutes ces raisons, nous ne nous déciderons que si le Gouvernement nous donne l'assurance que ces régions sahariennes, statutairement et administrativement, continueront à relever des divers départements et territoires auxquels elles sont rattachées". M. Amadou Ba, *Journal des débats*, Assemblée de l'Union Française, 2ème séance du 6 décembre 1956 : 1198.

⁴⁵ "...les 5 juin et 5 juillet, l'assemblée algérienne... s'élevait contre toute amputation éventuelle d'une partie du territoire de l'Algérie en vue de son intégration dans un territoire indépendant qui relèverait directement du gouvernement de la métropole." M. Arrighi, *Journal des débats*, Assemblée nationale, 1ère séance du 13 décembre 1956 : 5935.

mettre en oeuvre les programmes généraux de mise en valeur, principalement dans les domaines énergétique, minier, hydraulique, industriel et agricole;

c) Établir et mettre en œuvre un plan d'infrastructure (notamment transports et communications) en fonction de ces programmes;

d) Susciter l'installation d'industries extractives et de transformation et créer, lorsque les conditions le permettent, des ensembles industriels."

L'accent est ainsi particulièrement mis sur l'extraction, l'énergie et le caractère industriel de la loi, renforcé par les exemptions fiscales prévues : "il pourra être institué un régime fiscal exceptionnel de longue durée au bénéfice des entreprises dont la création, l'équipement ou l'extension présenteront une importance particulière" (art. 4)

Quant aux organes de direction de l'OCRS, ils sont au nombre de trois et sont définis dans les articles 5, 6, 7, ainsi que 10 et 11.

Une Haute Commission, d'abord, est composée par moitié des représentants des populations des régions sahariennes élus par les assemblées locales et par moitié de représentants des assemblées constitutionnelles (Assemblée nationale, Conseil de la République, Assemblée de l'Union française, Conseil économique). Son rôle est de se prononcer sur "les programmes d'activité et les rapports qui lui sont soumis par le délégué général ainsi que sur le budget prévisionnel de fonctionnement et les programmes d'investissements". De plus, "elle contrôle chaque année l'état des ressources et les comptes de gestion de l'organisation".

Un Délégué Général, ensuite, nommé par décret en conseil des ministres, est investi de pouvoirs étendus. Il représente le Gouvernement, il préside le Comité technique de direction, il exerce le pouvoir réglementaire et prononce les affectations aux emplois civils. Mais il est aussi responsable de la défense et du maintien de l'ordre, et pour cela "est assisté d'un officier général qui a autorité, pour l'emploi, sur les forces armées organiquement affectées à la zone de l'Organisation commune des régions sahariennes ainsi que sur les autres forces stationnées ou non dans cette zone qui pourraient être mises à sa disposition". Des contestations se sont élevées sur ce point, certains voyant par ce biais l'OCRS redevenir le Territoire qu'ils refusaient, une organisation économique n'ayant pas besoin, à leurs yeux, de disposer de forces armées :

"On crée brusquement un organisme à caractère économique dont le personnage placé à la tête serait responsable de la défense. Je trouve que ce n'est pas du tout de la logique. Je ne vois pas ce que le représentant d'un organisme économique vient faire dans la défense nationale!"⁴⁶

De plus, "le délégué général peut recevoir par décret, pris en conseil des ministres, après avis, selon le cas, du ministre de la France d'outre-mer ou du ministre chargé de l'Algérie, en totalité ou en partie, délégation des pouvoirs actuellement exercés par le

⁴⁶ M. Le Gros, *Journal des débats*, Conseil de la République, séance du 27 décembre 1956, p. 2934.

gouverneur général de l'Algérie et par les hauts commissaires et gouverneurs de l'Afrique occidentale française et de l'Afrique équatoriale française". Sur ce point encore, des critiques se sont élevées sur l'étendue de ces délégations de pouvoir, qui, dans le cas d'une extension au delà de l'économique et du social, auraient fait du Délégué l'égal d'un Gouverneur Général, et auraient remis en cause le caractère supra-territorial de l'organisation.

Un Comité technique de direction, enfin, est composé de six représentants des administrations ministérielles (ministères de la France d'outre-mer, de l'Algérie, des affaires économiques et financières, de l'industrie), et de huit personnalités choisies en fonction de leur compétence. C'est un véritable conseil, qui "assiste le délégué général dans l'élaboration des programmes et qui fixe leurs conditions d'exécution".

Les pouvoirs octroyés à ces divers organes ont aussi suscité de nombreuses critiques en ce qu'ils renforcent l'aspect hybride de l'organisation. En effet, l'article 4 de la loi spécifiait que "des mesures spéciales peuvent être édictées par décret en conseil des ministres", concernant la mise en valeur économique, le fonctionnement industriel ou les régimes fiscaux, ce qui soulevait des problèmes d'inconstitutionnalité, le Parlement étant seul à posséder le pouvoir réglementaire avec, de façon exceptionnelle, le Président de la République. De plus, l'organisation "est habilitée à rechercher éventuellement l'adhésion des territoires limitrophes et de passer avec ces derniers des conventions" (art. 3), et son Délégué Général peut de même "négocier avec les organismes internationaux et étrangers" (art. 9). Se positionnant théoriquement sur un autre plan que celui d'une collectivité territoriale, l'organisation, avec la possibilité qui lui était reconnue d'établir des traités, prenait un tour quelque peu paradoxal, qui n'a pas manqué d'être relevé :

"Au moins d'un point de vue juridique, l'imputation à l'organisation elle-même -et non pas à l'État - d'accords quasi-diplomatiques doit sembler révolutionnaire dans une République unitaire..."⁴⁷

En 1957, la loi qui voit le jour est donc embarrassée des lambeaux des divers projets qui ont présidé à sa conception. Les tenants d'un Sahara territoire national voient leurs espoirs certes s'effondrer. Ils n'ont pas réussi à faire aboutir leur projet d'Afrique Saharienne française, et aucune entité territoriale nouvelle n'a été créée. En ce sens, les réticences évoquées plus haut ont joué à plein. Mais l'OCRS n'est pas non plus une simple organisation économique, un établissement public ou une nouvelle administration. Elle peut signer des accords internationaux, établir ses propres règlements, son délégué peut un jour recevoir la totalité des pouvoirs détenus par les autorités des territoires limitrophes, qui s'exerceraient à l'intérieur de frontières bien définies... Elle constitue en fait un compromis laborieux entre des tendances contradictoires, cherchant à ménager les

⁴⁷ QUERMONNE (J. L.), "L'Organisation Commune des Régions Sahariennes", *Revue juridique et politique de l'Union Française*, 2, avril-juin 1957 : 287.

susceptibilités, mais aussi à préparer un avenir incertain, en se donnant la possibilité éventuelle de changer de nature...

...Et une histoire brève et cahotante

Le 13 juin 1957, un Ministère du Sahara fut créé, et son premier titulaire, Max Lejeune, fut également nommé Délégué Général de l'OCRS. L'institution pouvait donc commencer à fonctionner. Mais les événements et sans doute aussi la "confusion des prérogatives politiques et économiques"⁴⁸, qui caractérisait sa direction, firent que la loi de 1957 ne resta pas longtemps en l'état, et fut rapidement, et à plusieurs reprises, notablement modifiée. Ainsi l'ordonnance 59-228 du 4 février 1959⁴⁹, les décrets 59-443 du 21 mars 1959⁵⁰ et 60-537 du 10 juin 1960⁵¹ concrétisèrent peu à peu ces changements que l'on peut interpréter souvent comme un recul par rapport au projet initial. Les compétences du Délégué Général en matière de défense et de maintien de l'ordre disparaissaient : "Le ministre du Sahara dans les départements sahariens, et les États de la Communauté qui adhéreront à L'Organisation commune conserveront le *gouvernement des hommes* alors que le délégué général de l'OCRS disposera de l'administration des choses"⁵². Sur le plan territorial, par ailleurs, ses limites se réduisirent comme une peau de chagrin. L'article 2 de la loi de 1957 prévoyait que l'organisation "englobe, à l'origine, les zones suivantes, réparties entre l'Algérie, le Soudan, le Niger et le Tchad : La commune mixte et l'annexe de Colomb-Béchar, la partie de l'annexe de Géryville, située au Sud des monts des Ksour, les communes indigènes et les annexes de la Saoura, du Gourara, du Touat et de Tindouf, la partie saharienne des cercles de Goundam, de Tombouctou et de Gao; Les parties sahariennes des communes mixtes de Laghouat et de Djelfa, les communes indigènes et les annexes de Ghardaïa, El Goléa et Ouargla, les communes mixtes de Touggourt et d'El Oued, les communes mixtes et annexes du Tidikelt, des Ajjer et du Hoggar; La partie Nord des cercles de Tahoua et d'Agadès, comprenant la totalité de la subdivision de Bilma, la région de Borkou Ennedi Tibesti."(cf. carte). Le même article, modifié le 4 février 1959 n'envisage plus qu'une "zone d'intervention constituée des départements sahariens", c'est à dire ceux de l'Algérie. Enfin, bien que les décrets aient en 1959 nettement séparé les attributions du Ministre du Sahara et du Délégué Général de l'OCRS, et en aient confié les responsabilités à deux personnalités différentes (Olivier Guichard devint ainsi

⁴⁸ TREYER (C.), *Sahara 1956-1962*, Dijon, Publications de l'Université de Dijon, 1966 : 26.

⁴⁹ J.O. du 7 février 1959 : 1685.

⁵⁰ J.O. du 25 mars 1959 : 3572.

⁵¹ J.O. du 11 juin 1960 : 5263.

⁵² THOMAS (M. R.), *Sahara et Communauté*, Paris, PUF, 1960 : 242.

le second Délégué Général), bien qu'ils aient en partie dépolitisé l'institution pour mieux la recentrer sur son caractère économique et social, les nouveaux États africains restèrent réticents à entrer dans l'organisation. Seuls, finalement, le Niger (le 12 mai 1959) et le Tchad (le 14 septembre 1959) signèrent des accords de coopération qui n'eurent que peu d'effets réels⁵³. En fin de compte, l'action concrète de l'OCRS se limita aux ex-départements sahariens de la Saoura et des Oasis. Pour peu de temps... Car l'évolution de la guerre d'Algérie porta un coup fatal à l'organisation. Les accords d'Evian, après de longues discussions, entérinèrent l'appartenance des départements sahariens à l'Algérie nouvelle. Après le scrutin d'autodétermination de 1962, l'OCRS disparaissait. Elle fut remplacée par l'Organisme technique de mise en valeur du sous-sol saharien, organisme paritaire franco-algérien, et par le Fonds français d'aide et de coopération, qui n'avaient plus qu'un lointain rapport avec elle.

Le bilan de l'OCRS est donc en définitive plutôt maigre. Issue d'un débat passionné long de plusieurs années, qui toucha réellement l'opinion publique française et africaine, tentant de répondre aux espoirs suscités par les découvertes minérales et pétrolières, elle essaya de dresser un barrage contre la perte irrémédiable de l'ensemble des territoires coloniaux qui s'annonçait de façon de plus en plus palpable. Basée sur une incantation répétée mais fausse, l'affirmation que le Sahara était vide d'hommes, et qu'il n'était rien avant la France, mêlant les buts les plus intéressés et les sentiments les plus altruistes, la mystique saharienne et les projets industriels, elle eut surtout le caractère d'une tentative de la dernière heure pour durer, et fut perçue par les nouveaux responsables africains comme soutenue par une volonté néocolonialiste.

Des avis nomades partagés

Si ce projet d'OCRS n'eut donc pas d'avenir, il fut cependant un espoir pour certains, tant nomades que militaires français. Les sahariens, en majorité nomades, n'avaient pas eu d'opinion à exprimer, parce qu'ils n'avaient guère de représentants politiques dans les assemblées. De plus, la plupart étaient dans l'ignorance que l'on discutait de leur sort ailleurs, et qu'une quelconque indépendance se profilait à l'horizon. Certains, cependant, poussés par des officiers méharistes, ou plus au fait des enjeux par leur itinéraire personnel, leurs relations ou le moindre isolement de leur lieu de résidence (Agadès ou Tombouctou, par exemple), réagirent, et firent connaître leur sentiment. Deux pétitions furent lancées dans les années 1957-60 par le monde nomade aux autorités françaises, dans le but de réaliser une séparation effective entre les espaces soudanais et

⁵³ "Quelques réalisations limitées ont eu lieu au Niger et au Tchad : études et améliorations de l'élevage, construction d'un tunnel frigorifique par exemple". TREYER (C.), *Sahara 1956-1962*, Dijon, Publications de l'Université de Dijon, 1966 : 27.

sahariens. La première fut lancée le 30 octobre 1957, et réitérée le 30 mai 1958, par un cadi de Tombouctou, Mohammed Makhmoud ould Cheikh (en réalité cadi officiel des Ahal Arawan, qui fut arrêté en janvier 1960) ⁵⁴. La seconde, dont on ne connaît la teneur que par témoignages oraux, eut pour origine une réunion des chefs de l'Aïr, et aboutit aussi à une lettre à Charles de Gaulle, alors président de la République.

La "lettre ouverte par les chefs coutumiers, les notables et les commerçants de la Boucle du Niger (Tombouctou, Gao et Goundam), à sa majesté Monsieur le Président de la République Française" ⁵⁵ fut signée par plus de 300 chefs ou notables maures, Touaregs et même Songhay de la région de Tombouctou, de Gao et de Goundam. Son préambule annonce clairement le refus d'être intégré à un ensemble maghrébin ou, plus encore soudanais, qui serait dominé par les populations d'Afrique noire :

"Nous avons l'honneur de vous déclarer très sincèrement une fois de plus que nous voulons rester toujours français musulmans avec notre cher statut privé. Nous vous affirmons notre opposition formelle au fait d'être compris dans un système autonome ou fédéraliste d'Afrique Noire ou d'Afrique du Nord. Nos intérêts et nos aspirations ne pourraient dans aucun cas être valablement défendues tant que nous sommes attachés à un territoire représenté forcément et gouverné par une majorité noire dont l'ethnique, les intérêts et les aspirations ne sont pas même que les nôtres. C'est pourquoi nous sollicitons votre haute intervention équitable pour être séparé politiquement et administrativement et le plus tôt possible d'avec le Soudan Français pour intégrer notre pays et sa région Boucle de Niger au Sahara Français dont faisant partie historiquement et ethniquement" ⁵⁶.

La pétition se base ensuite sur toute une description de l'histoire des cercles sahariens du Soudan pour affirmer que ces derniers n'avaient jamais été placés sous l'autorité d'un pouvoir issu d'Afrique du Nord ou d'Afrique Noire. En conséquence, les auteurs montrent le "caractère artificiel des frontières de cette partie de l'AOF", qui n'ont jamais tenu compte des "réalités ethniques et économiques". Les arguments en faveur de la partition s'articulent ensuite autour de considérations politiques. La lettre de Mohammed Makhmoud montre d'abord que les hommes politiques africains ne sont pas représentatifs, d'une part à cause de la "très forte proportion d'abstention" des électeurs nomades lors des différentes consultations (ce qui est une réalité indéniable), et d'autre part, parce qu'ils sont issus du sud du Soudan dont les populations ne forment pas avec celles du nord un ensemble homogène, mais au contraire un rassemblement de gens "sans ethniques, sans coutumes ou traditions communs (sic)". Le texte met ensuite en avant que si tout ce monde était rassemblé, c'était parce qu'il était sous la domination d'une autorité qui n'était pas "proprement soudanaise, mais comme émanant de la France elle-même". Aussi la disparition de ce pouvoir ne pouvait laisser le pays en l'état. Avant de le

⁵⁴ Je dispose d'une copie du document original, qui m'a été transmis par des voies détournées, et qu'il est impossible de retrouver dans les archives françaises ou maliennes à l'heure actuelle.

⁵⁵ Cf. Annexes.

⁵⁶ Lettre ouverte par les chefs coutumiers, les notables et les commerçants de la Boucle du Niger (Tombouctou, Gao et Goundam), à sa majesté Monsieur le Président de la République Française, 30 mai 1958.

transmettre aux Africains, il paraissait nécessaire de "réorganiser les territoires de l'Afrique Française, afin que les groupes de même intérêt, mêmes coutumes et mêmes traditions se retrouvent ensemble et non séparés comme actuellement". Cette pétition établissait donc clairement la revendication d'un territoire basé sur une homogénéité culturelle et une communauté d'intérêt économique, c'est à dire de fait un état saharien unifié politiquement et administrativement, qui établirait des frontières et un "barrage infranchissable" avec le Maghreb et l'Afrique noire. Dans le cas où cette construction ne pourrait se faire, les signataires de la pétition étaient très pessimistes. Ils envisageaient l'oppression d'une partie de la population soudanaise par une autre, suivie de "troubles locaux" ou d'une émigration massive vers le nord de l'Afrique ou le Moyen Orient. Si des retards dans l'édification de cette entité saharienne devaient être envisagés, Mohammed Makhmoud proposait enfin un certain nombre de solutions transitoires, où le rattachement à la Mauritanie avait sa faveur :

"Rattachement PROVISOIRE :

A) Au Niger comme avant

B) ou à la Mauritanie pays de nos frères dont une partie de la région de Tombouctou (Oualata, Néma, etc...) y rattachée 1945

C) ou bien une réorganisation érigeant l'ensemble de la province de Tombouctou Boucle de Niger et le reste de la zone Saharien de l'A.O.F. de l'Est de la Mauritanie en une circonscription à statut spécial administrativement et politiquement distinct des territoires limitrophes" ⁵⁷

Les Mauritaniens sautèrent bien sûr sur l'occasion. Une lettre de M. Boumediana, attaché à la présidence de l'Assemblée territoriale, vint immédiatement apporter le soutien des Maures à l'initiative de Mohammed Makhmoud, en suggérant que la seule possibilité (et la meilleure), était bien le rattachement des cercles soudanais à la Mauritanie ⁵⁸.

Ce ne fut d'ailleurs pas la seule réaction des territoires d'Afrique septentrionale. La Mauritanie, mais aussi le Maroc, la Libye, les Algériens et les Français d'Algérie

⁵⁷ Lettre ouverte par les chefs coutumiers, les notables et les commerçants de la Boucle du Niger (Tombouctou, Gao et Goundam), à sa majesté Monsieur le Président de la République Française, 30 mai 1958 : 5.

⁵⁸ "Mon Cher Mohamed Mahmoud,

J'ai appris avec plaisir la pétition qu'ont faite nos frères de la région nord-soudanaise qui consiste à demander leur rattachement à leurs frères mauritaniens que nous sommes. Cette initiative est heureuse parce qu'elle prouve le sentiment indéfectible et les affinités réciproques et fait constater que ces gens se réveillent soucieux de leur avenir. Il nous faut nous unir et former un bloc saharien à part. Quatre solutions sont en perspective :

1°/ appartenir à la C.F.A. donc à l'Exécutif Fédéral.

2°/ s'intégrer purement et simplement dans la communauté maghrébienne.

3°/ départementaliser la Mauritanie seule.

4°/ faire de toute la Mauritanie et toute la région de chez vous un bloc saharien autonome qui dépendra directement d'un pouvoir central.

Les deux premières solutions me paraissent inacceptables parce que je trouve inadmissible que les Mauritaniens consentent à s'absorber dans la masse noire qui les domine dans tous les domaines, ou alors être sous le joug marocain. La troisième solution aura à mon avis des conséquences lointaines mais fâcheuses (exemple Algérie). Donc la quatrième solution reste à retenir". Lettre de YACOUB OULD BOUMEDIANA, Attaché à la Présidence de l'Assemblée Territoriale de la Mauritanie, à Mohammed Makhmoud, Saint Louis, le 3 avril 1958.

regardaient tous avec convoitise ce morceau du Sahara qui, s'il se détachait du Soudan, pouvait bien un jour tomber sous leur influence... En tout cas, la formulation surprenante de cette pétition, en ce qu'elle contient d'affirmation pro-française, doit être relativisée. Les nomades, touaregs ou maures, de la Boucle du Niger n'étaient pas des partisans résolus de la présence française, et leur résistance initiale, leur refus de l'école ou l'existence de "bandits d'honneur" jusqu'à la fin de la période coloniale en témoignent. Ce ton particulier est explicable de deux façons différentes. La première tient dans le but même de la pétition. Les meilleurs alliés pour une séparation des zones sahariennes du Soudan paraissaient bien être à cette époque les Français qui oeuvraient pour le même objectif, et il ne fallait pas se les aliéner. Le style adopté permettait ainsi de se ranger du côté de ceux pour qui le rattachement des cercles soudanais au Sahara était aussi un projet politique. Il était temps ensuite de réclamer une autonomie au sein de l'entité ainsi créée. La deuxième explication est celle de l'influence des militaires français, qui ont en partie dicté l'esprit de cette pétition. Avant d'envisager ces pressions, rappelons la deuxième tentative nomade dans les mêmes années, celle des gens de l'Aïr, pour laquelle on ne dispose pas du document original. Une lettre revendiquant l'autonomie aurait été envoyée d'Agadès par un des notables et lettrés de cette ville, El Hadj Malem Alamine, au nom des Kel Aïr et de tous les Touaregs, après une réunion des chefs de la région dans cette même ville. Adressée elle aussi au Président de la République Française, Charles de Gaulle, elle aurait déclaré la volonté des nomades de reprendre en main leur destin, au sein d'une entité exclusivement touarègue :

"Puisque vous quittez le pays le pays touareg, rendez-nous notre pays tel que vous nous l'avez arraché après la défaite de Kaosen. Nous ne voulons pas que les Noirs ni les Arabes nous dirigent... Puisque l'indépendance s'annonce et que vous nous la donnez, alors nous aussi, les Touaregs, nous voulons nous diriger nous-mêmes et rassembler notre société toute entière, là où elle se trouve, dans notre pays. Nous voulons que notre pays soit un seul pays" ⁵⁹.

Le ton est bien le même, et la volonté de séparation tant avec l'Afrique du nord qu'avec l'Afrique noire aussi clairement exprimée. Pour autant, ces deux expressions nomades furent-elles tout à fait spontanées, et sont-elles une représentation exacte des sentiments sahariens du moment ? Il faut bien reconnaître que les Français ont joué un rôle non négligeable dans ces affaires. Les témoins ne cachent pas que l'initiative vint en grande partie des militaires français, dans une ultime tentative pour maintenir les zones sahariennes d'Afrique noire dans l'orbite de la France. De nombreux témoignages montrent en effet l'effort réalisé par ces "sahariens" français, pour tenter d'imposer l'idée d'une séparation au gouvernement métropolitain. L'utilisation dans ce but de l'expression nomade était logique, et l'opinion fut orientée dans ce sens par des pressions très claires.

⁵⁹ Témoignage de Fakando, chef des Ikazkazen, Cité par CLAUDOT-HAWAD (H.), "La coutume absente ou les métamorphoses contemporaines du politique chez les Touaregs", *Les cahiers de l'IREMAM*, n° 4, 1993 : 80.

Ainsi, ce furent des officiers français qui organisèrent la signature de la pétition de Mohammed Makhmoud :

“A l’époque, on a fait une lettre au général de Gaulle, qui était un très grand homme, et qui savait déjà qu’il allait se passer quelque chose. Il y a eu une tentative de faire un grand Sahara, l’OCRS. (...) Les officiers sont venus en avion à Gao, et ils nous ont montré la carte (du Sahara). Ils étaient venus avec Mohammed Makhmoud would Cheikh, cadi de Tombouctou. Ils étaient plusieurs, c’étaient des militaires. Ils m’ont trouvé en Gao, à l’époque de la loi-cadre, en 1957 ou 1958. Ils ont demandé à ce qu’on leur présente 400 signatures et quelques de notables ou de chefs de tribu, des régions du nord, Tombouctou, Gao, Menaka.”⁶⁰

Non seulement les militaires étaient en lien avec le cadi, ils ont milité pour obtenir le plus grand nombre de signatures possibles, mais ils n’hésitaient pas à convoquer les chefs afin de les sensibiliser :

“En 1959, vers la fin, le commandant d’arme français de la deuxième compagnie de Gao a fait venir les différents chefs touaregs de Menaka, de Gao, de Bourem, de Kidal. Attaher n’avait pas pu venir mais il avait envoyé son fils Intalla. Il leur a expliqué que les Français étaient obligés de partir, et dans peu de temps, mais que certains trouvaient qu’il n’était pas normal de partir comme cela en laissant les Touaregs se débrouiller dans l’indépendance avec les noirs du sud. Si les nomades ne voulaient pas d’une telle indépendance, ils n’avaient qu’à écrire une lettre à de Gaulle, qu’il se chargeait de transmettre, lui expliquant qu’ils ne voulaient pas l’indépendance, qu’ils voulaient le maintien des Français jusqu’à ce qu’ils puissent obtenir leur propre indépendance.”⁶¹

Cette action était ainsi manifestement concertée, et au Niger le processus fut le même, comme en témoigne un des chefs des Ikazkazen de l’Air :

“Un Français, un grand échalas qui dirigeait la section des méharistes qui nomadisaient dans l’Air... m’a convoqué au puits de Sikerat... Le Français m’a dit : ‘je vais vous donner des armes pour empêcher les noirs de posséder le désert touareg après notre départ... Moi et d’autres officiers de l’armée française, on va organiser vos tribus pendant le rassemblement de juillet. A cette date, nous vous réunirons tous... Après vous prendrez les armes pour les distribuer à vos guerriers car le pays est à vous et vous allez le protéger. Nous, il n’est pas à nous, nous allons partir’”⁶²

Ces lettres et pétitions n’étaient donc pas une manifestation spontanée de certaines élites maures et touarègues, mais entraient bien dans le jeu politique français, dans lequel les partisans du Sahara français cherchaient par tous les moyens à réaliser leurs vœux. Pour autant, ces initiatives n’étaient pas en contradiction avec la perception qu’avaient les nomades de leur avenir. En réalité, il semble bien qu’un vaste débat ait traversé dans ces années le monde nomade. Il toucha surtout d’ailleurs les régions situées autour de Tombouctou et à proximité du fleuve Niger, et plus le monde maure que le monde touareg. Les rapports politiques des cercles concernés montrent d’une part l’inquiétude des chefs à propos des conséquences du départ des autorités françaises⁶³, et d’autre part

⁶⁰ Entretien avec Limam Chaffy, 23/6/94, Cergy-Pontoise

⁶¹ Entretien avec Ammera ag Fakri, Paris, 18/6/92.

⁶² Cité par CLAUDOT-HAWAD (H.), “La coutume absente ou les métamorphoses contemporaines du politique chez les Touaregs”, *Les cahiers de l’IREMAM*, n° 4, 1993 : 79-80.

⁶³ “En zone sahélo-saharienne, les nomades, plus spécialement les chefs, prennent conscience des problèmes politiques qui se posent à eux. Ils estiment nécessaire de s’affranchir de l’influence grandissante

les espoirs inégaux suscités par l'OCRS :

"C'est l'OCRS qui, au Soudan, a eu la primauté sur les grandes questions à l'ordre du jour. (...) Dans la Boucle du Niger, l'OCRS continue à être considérée par les nomades comme une solution politique. Les populations de race blanche, qui répugnent à être dirigés "par des Bambaras", tournent leur regard vers le nord. L'OCRS leur a donné l'espoir de se voir rattachés au Sahara. C'est la thèse que défend le cadi Mohammed Mahmoud à Tombouctou, et si le personnage lui-même n'a que peu d'envergure, son activité et la séduction de son projet lui ont acquis l'adhésion d'une minorité non négligeable notamment chez les Berabiches de l'Est et de l'Ouest, les Kel Antassar de l'Est et les Armas."⁶⁴

D'autres initiatives différentes, issues des maures, notamment Kounta, précisent cet intérêt. Ainsi, Habib El Wafy, commerçant à Gao et notable des Ahal Arawan, crée en 1958 une "Association arabo-berbère de solidarité et de secours mutuel", tandis que la même année Bouyagui ould Abidin fonde la "Nahda el Wataniya al Maurinatiya", le Parti de la Renaissance mauritanienne, qui trouve un certain écho auprès de commerçants et de certains nomades arabes de Gao et de Tombouctou. Mais le débat divise cependant les Maures eux-mêmes. Si certains voient le rattachement au futur état mauritanien comme une solution facile et de réussite possible, d'autres, plus tournés vers le Maghreb, redoutent de porter atteinte aux luttes anti-coloniales en cours au nord de l'Afrique, et particulièrement à l'espoir d'émancipation algérienne :

"Il y a eu une tentative de faire un grand Sahara, l'OCRS. Mais nous, on n'a pas voulu répondre à cela à cause de l'Algérie, parce qu'elle était en pleine guerre. La carte qu'on nous a présenté, il y avait dessus Hassi Messaoud. Alors on s'est dit, mon Dieu, les Algériens sont nos frères, il faut les aider contre les Français, et on ne peut pas accepter cela. (...) Il y a beaucoup de gens qui n'ont pas voulu signer (les pétitions) à cause de l'Algérie, à cause de la guerre, parce qu'on voyait sur la carte une très grande partie de l'Algérie, surtout la partie la plus riche, et on a dit que c'était une trahison d'accepter cela, et que les Algériens n'allaient jamais accepter cela."⁶⁵

Du côté touareg, les opinions étaient aussi diverses. Certains, tels que Mohammed Ali ag Attaher, des Kel Antsar, dont on a déjà vu la clairvoyance politique à propos de la scolarisation, s'engagèrent dans la lutte pour la séparation des régions sahariennes d'avec le Soudan. Il partit en tournée en Arabie saoudite et en Libye pour tenter d'y trouver des appuis, et son passage dans ce dernier pays fut relaté comme celui d'un véritable homme d'état ⁶⁶. En même temps, il poursuivait des entretiens épistolaires avec le Président de

du monde noir, et souhaitent avoir leur organisation administrative et leur représentation territoriale propres. Les chefs Touaregs et Kountas en particulier, s'interrogent sur les conséquences du départ des autorités françaises, jugé par eux comme la conclusion normale de l'application de la loi-cadre". Rapport politique, 1957, Soudan. CARAN, 200 Mi 2760, Fonds moderne AOF, sous-série G, 2G57/151.

⁶⁴ Rapport politique mensuel, 1958, Soudan. CARAN, 200 Mi 2760, Fonds moderne AOF, sous-série G, 2G57/155.

⁶⁵ Entretien avec Limam Chaffy, 23/6/94, Cergy-Pontoise

⁶⁶ "Au cours des dernières semaines est arrivé en Libye, venant du royaume d'Arabie, son Excellence Mohamed Ali Ansari El Tomboucti, chef des tribus touarègues du Grand Sahara d'Afrique. Il est l'hôte de la Cour, le roi lui ayant accordé sa sympathie et sa haute protection... Après l'invasion colonialiste française dans le centre et l'ouest africain, les Touaregs connus pour leur affiliation à la Senoussiya combattirent les forces françaises dans le Grand Sahara... La France dissocia ensuite cette

l'Istiqlal marocain, Allal el Fassi, lui demandant de faire pression auprès du roi pour que celui-ci, tout en réalisant le Grand Maroc, "libère les régions sahariennes usurpées" ⁶⁷. Le Maroc soutint ainsi dès l'indépendance, et pour longtemps, Mohammed Ali ag Attaher, d'abord par une campagne de presse réclamant la réinsertion à l'espace marocain d'une proportion importante du Sahara, en l'accueillant ensuite lorsqu'il s'exila dans ce pays en 1960, à partir duquel son autorité rayonna sur de nombreux groupes touaregs. Mais il n'était pourtant pas suivi par l'ensemble du monde touareg. Les nomades de la région de Gao, notamment, ne voyaient pas encore clairement quelles conséquences pouvait avoir pour eux la réalisation de l'indépendance, et les administrateurs français les considéraient alors "comme trop divisés par des luttes d'influence et des rivalités pour songer à entreprendre une action commune à ce sujet" ⁶⁸. Les Kel Adagh particulièrement ne croyaient pas réellement au départ des Français. Plus isolés que les autres groupes touaregs, sans contacts importants avec l'évolution de la vie politique soudanaise, ils ne prirent pas part à ces manifestations diverses : aucune signature originaire de l'Adagh ne fut apposée sur la pétition de Mohammed Makhmoud. Les événements mis en avant ces années là dans la chronologie locale n'intéressent que la région elle-même, et au moment où le Soudan basculait dans l'indépendance, où se décidait leur rattachement au nord ou au sud, et où les luttes politiques faisaient rage, les Kel Adagh furent marqués par le nombre important de moustiques, les pluies inhabituelles, le nombre des avortements de chamelles où l'emplacement du "carré" (c'est à dire du bivouac de saison sèche) du Peloton méhariste du Timetrin ⁶⁹ ! Les sollicitations françaises à propos de la pétition en faveur de la séparation saharienne les prirent au dépourvu. Peu au fait des réalités politiques, ils furent vite retournés, comme les autres Touaregs voisins, par les sédentaires indépendantistes, bien informés, dont la dialectique les convainquit rapidement. L'anecdote suivante, relatée par Ammera, est à cet égard significative. Elle se situe en 1958, lors de la convocation pour signature des chefs du cercle. Après l'exposé de l'officier Français,

"Les chefs ont dit que c'était une proposition importante, qu'ils voulaient réfléchir, et qu'ils reviendraient le soir, après avoir discuté. Ils sont retournés dans Gao, où ils étaient accueillis par les députés Songhay de la ville, Alhassan al Ousseini, et Agna Doumbou. Ces derniers étaient curieux de savoir la raison de cette convocation adressée aux seuls chefs nomades. Les Touaregs leur ont raconté l'histoire. Alors les autres se mettent à rire, et disent : "Les Français sont en train de vous monter contre nous. On ne désire pas l'indépendance pour aller commander chez vous. On cherche seulement à séparer les musulmans d'avec les chrétiens, d'avec les Ikoufar. Si l'on a l'indépendance, chacun sera indépendant chez lui. Toi,

partie du Maroc et l'intégra à l'une de ses colonies du sud-ouest soudanais pour en faire une minorité au sein des habitants noirs de ses colonies...". *Es Zamen*, Tripoli, 1er octobre 1959.

⁶⁷ *El Alam*, 8 juin 1960.

⁶⁸ Rapport politique mensuel, 1958, Soudan. CARAN, 200 Mi 2760, Fonds moderne AOF, sous-série G, 2G57/155.

⁶⁹ Cf. Annexe : "Chronologie des années touarègues", pour les années 1957 et 1958.

Hamatou (c'est Tiljad ⁷⁰ qui devait venir, mais il avait finalement envoyé son frère Hamatou), quel est le noir qui veut venir commander chez toi ? Aucun ne veut venir ! Chez vous, c'est à vous, les Iwlliminden ! Toi, Intalla, l'Adrar est à toi ! Et toi, Badi ⁷¹, Bourem est à toi, personne ne viendra te le demander !" Et ainsi de suite. (...) Ils rajoutent que le Français voulait les tromper en disant cela. Les chefs se rassurent alors, et répondent que si c'est cela, l'indépendance leur est égale, et qu'ils retournent le dire au commandant d'arme. Mais les députés leur affirment qu'il n'est pas utile de répondre à un commandant qui va partir dans quelques jours, et qu'il leur faut rentrer chez eux. Ils ont fourni des véhicules, et les chefs sont partis. (...) Le commandant les a cherché un moment puis a laissé tomber."⁷²

Seuls quelques jeunes (qui devinrent plus tard des personnes politiquement influentes), résidant en dehors de la région, et vivant au contact d'autres populations furent conscients des évolutions en cours et de la nécessité de peser dessus pour leur faire prendre un tour plus propice. Mais ils étaient bien démunis quant aux conclusions pratiques qui devaient être tirées de leur réflexion :

"On avait formé un petit groupe, dans les années 58, 59. J'étais un peu jeune à cette époque, mais on se réunissait, et bien que nous ne soyons pas très lettrés, on essayait de comprendre la situation. Comme je travaillais avec les Français, j'entendais ceci ou cela, et je racontais ensuite aux Touaregs ce que j'avais appris. Il y avait dans ce groupe le fils d'Ayouba, des Daoussahak, Sid Alamin ag Echer, Issuf son frère, et d'autres gens de Gao. Il y avait avec nous un interprète Kel Antsar, c'était le plus lettré de nous tous. On se réunissait chez lui pour parler de l'indépendance du Mali, si jamais les Français l'acceptaient. On a essayé de parler aux gens dans les derniers moments, de leur faire faire de la politique, pour qu'ils n'acceptent pas n'importe quoi. Il fallait faire quelque chose. Mais malheureusement on ne savait pas quoi..."⁷³

Aussi, lors de la passation des pouvoirs de l'administration française à l'administration soudanaise, qui succéda très rapidement à ces polémiques, les gens de l'Adagh vécurent l'événement avec beaucoup de stupeur, voyant se réaliser l'inconcevable, le départ des Français qui n'avaient pas été battus et leur remplacement par des gens du sud, émissaires d'un certain "Mali" dont on ne savait pas qui il était réellement ni ce qu'on devait en penser. L'année 1959, qui fut celle de la transition fut ainsi vécue comme "awatay wa n udek Mali", l'année de l'envahissement du Mali.

"Awatay wa n udek Mali" (l'année de l'envahissement du Mali)

Après le référendum sur la Communauté, où le RDA préconisa le "oui" pour ne pas être mis en minorité, les événements allèrent très vite. En novembre 1958 était proclamée la République soudanaise, et l'année 1959 voyait le remplacement des administrateurs français par des cadres africains tandis que naissait, pour une existence éphémère, la

⁷⁰ Amenokal des Iwlliminden de Menaka.

⁷¹ Badi ould Hammoadi, Chef des Kountas de Bourem

⁷² Entretien avec Ammera ag Fakri, Paris, 18/6/92.

⁷³ *Id.*.

Fédération soudano-sénégalaise du Mali. La politique qui fut alors suivie dans le nord tendait à la conciliation avec les nomades pour assurer au nouvel état sa possession des franges septentrionales sahariennes. Malgré cela, le choc de l'indépendance fut particulièrement stupéfiant pour les Kel Adagh, qui furent les derniers à comprendre les conséquences des réalités nouvelles. S'ils adoptèrent au début de la présence administrative malienne une prudente réserve, les tensions commencèrent peu à peu à s'exacerber. Les rapports entre les nomades de l'Adagh et l'état malien, placés dans les premiers temps sous le signe d'un calme précaire, n'attendirent alors plus qu'une étincelle pour sombrer dans la violence.

Une rapide passation de pouvoir

A partir de décembre 1958, les administrateurs français furent rapidement remplacés par leurs homologues africains. Ce processus fut en effet terminé en novembre 1959, moins d'un an plus tard. Dans l'Adagh, était nommé comme chef de la subdivision de Kidal Mohammed Najim, dont le père était un marabout maure, et la mère une Touarègue d'origine Kel Antsar. Le chef de poste de Tessalit qui lui était subordonné, fut Mohammed Mahmoud, lui aussi d'origine maure. Les autres fonctionnaires de l'administration ne changèrent pas, et le goum de Kidal, bras armé de la subdivision, s'il fut un peu renforcé (il passa de 35 à 45 goumiers⁷⁴), resta sous les ordres de Mohammed Belgacem comme auparavant. En 1960, il était décrit par un officier français comme une unité équivalente à celle qu'il avait pu connaître quelques temps auparavant :

"Le goum de Kidal comprend les mêmes éléments que par le passé. Il est à la disposition du chef de subdivision de Kidal qui l'emploie pour les mêmes missions qu'autrefois : mission de contrôle chez les ressortissants soudanais, qu'ils soient de ce côté ci ou de l'autre de la frontière, perception de l'impôt, règlement de chikaya"⁷⁵

Les chefs de tribu et leurs attributions ne furent pas non plus remis en cause, contrairement aux chefferies coutumières en zone sédentaire qui étaient toutes rapidement supprimées. A ce niveau encore, les changements furent mineurs pour les nomades.

La structure administrative de l'Adagh resta donc globalement la même. Un effort fut cependant fait pour que cette région nomade soit dirigée par des administrateurs eux-mêmes d'origine nomade, donc au fait des réalités de leur subdivision. Bien que n'étant pas issus de la région elle-même, ce qui pouvait leur éviter de trop s'engager dans des querelles partisans, ils connaissaient le milieu touareg, sa psychologie et ses aspirations. Il est évident que le gouvernement soudanais ne voulut pas brusquer les populations

⁷⁴ CLAUZEL (J.), *Les nomades dans l'État soudanais*, CHEAM 3245, 1959 : 11.

⁷⁵ REGNIER (J.), *État d'esprit des Touaregs de l'Adagh pendant l'été 60*, CHEAM 3457, 1960 :

nomades, mais bien au contraire se les concilier. Un commentaire de l'administrateur Clauzel à l'époque donnait d'ailleurs un satisfecit de fait à propos de cette politique :

"Le gouvernement soudanais est servi par une bonne connaissance des problèmes nomades et pratique une politique habile. L'africanisation des postes est progressive et intelligente. (...) A Kidal qui est la subdivision la plus "blanche" du Soudan ne sont nommés que des Blancs : le chef de subdivision est un métis maure-touareg, le chef de poste de Tessalit un Maure"⁷⁶

Pendant l'année 1960, le changement porta sur les éléments militaires présents dans la région. Le peloton méhariste du Timetrin fut licencié et remplacé par des unités mixtes du même type, c'est à dire composées à moitié de soldats issus du sud, et à moitié de nomades (Touaregs et arabes). Des unités, à l'effectif théorique de 25 hommes, furent placées dans les postes de Boughessa, Tessalit et Aguelhoc, sous les ordres de sous-officiers noirs. Le poste le mieux pourvu au départ était celui de Boughessa, commandé par Mamadou Baneye, qu'un officier français en tournée dans la région jugeait parfaitement apte :

"Son français, son écriture et son style dénotent une instruction nettement supérieure au niveau CEP (et en particulier à tout ce que le Hoggar pourrait mettre en ligne)"⁷⁷

Si les nouvelles unités manquaient encore de matériel (pas d'uniforme, de radio, de véhicules ou de chameaux, retards de solde importants), les descriptions qui en sont faites montrent aussi leur bonne organisation, et leur "instruction militaire de base assez poussée". Quant aux pelotons de gendarmerie, ils étaient laissés en l'état, hormis le remplacement des officiers européens par des africains au début de l'année 1960. L'africanisation des forces militaires s'achève enfin au cours de l'année 1961. Le 1er octobre 1960 avait été créée l'Armée nationale du Mali, et le 20 janvier 1961, cet état demandait officiellement à la France l'évacuation de ses bases militaires. Celle-ci fut réalisée assez rapidement. Dans l'Adagh, la base aérienne de Tessalit était remise aux autorités maliennes, et les unités encore présentes se replièrent au nord, sur l'Algérie.

Les années 1959 à 1961 ne sont donc pas des moments de grands bouleversements des structures administratives et militaires dans la région. Les Français sont remplacés par des fonctionnaires et des militaires africains, mais l'organisation elle-même ne change pratiquement pas, en même temps que l'attention est portée sur une certaine harmonisation entre les cadres et ceux qu'ils auront à administrer. Le gouvernement soudanais apparaît sensible aux réserves nomades quant à leur intégration dans le nouvel état, ne prend pas de mesures nouvelles qui pourraient être mal appréciées, et s'avance précautionneusement.

⁷⁶ CLAUZEL (J.), *Les nomades dans l'État soudanais*, CHEAM 3245, 1959 : 13.

⁷⁷ REGNIER (J.), *État d'esprit des Touaregs de l'Adagh pendant l'été 60*, CHEAM 3457, 1960 :

Affirmation de l'état sur les régions nomades

Dans le même temps, l'État soudanais était décidé à s'opposer à toute velléité de sécession, et à montrer que son autorité n'était pas contestable dans les régions du nord. Cette volonté s'exprima à l'intérieur, où des mises en garde très claires furent avancées contre ceux qui voudraient s'y opposer, ainsi qu'à l'extérieur, où furent repoussées les prétentions étrangères.

Le gouvernement semblait ainsi se méfier des tendances centrifuges du nord. A cet égard furent prises en 1959 des ordonnances réprimant toute contestation exprimée sur des bases régionales :

"Ordonnance n° 32 du 28 mars 1959

§1 : Des crimes et délits de caractère racial, régionaliste, ou religieux.

art. I : Conformément à la constitution de la République soudanaise, tout acte de discrimination raciale ou ethnique, de même que toute propagande régionaliste, toute manifestation contraire à la liberté de conscience et à la liberté de culte susceptible de dresser les uns contre les autres les citoyens, sera puni de 1 à 5 ans de prison et de 5 à 10 ans d'interdiction de séjour"

Les autres textes adoptés le 28 et le 30 mars 1959 complétèrent l'appareil répressif. Ainsi, l'ordonnance n° 60 du 30 mars 1959 permit aux autorités de placer en résidence surveillée ou en prison, sans contrôle judiciaire, des personnes qui auraient troublé l'ordre public, ou se seraient opposées à l'administration. Cette disposition fut prise particulièrement en prévision de problèmes sécessionnistes, comme le montre la réponse de Modibo Keita à une question qui lui avait été posée sur le caractère transitoire ou permanent de cette disposition précise :

"La réponse à cette question est inscrite dans l'histoire. Le Soudan est un État jeune; le pays est divisé en 4 grandes régions, avec des populations et des mentalités différentes. L'idée de l'État n'est pas encore formée. Des flambées de régionalisme se produisent. Nous ne pouvons couper court à ce danger que par des mesures énergiques, par des mesures exceptionnelles, comme la France en a pris à certaines périodes. L'ordonnance dont il s'agit sera rapportée quand il apparaîtra qu'elle n'a plus de justification"⁷⁸

Par ailleurs, les expressions politiques ou associationnistes de personnes d'origine nomade furent rapidement étouffées. Les associations nouvelles, telles que l'Association arabo-berbère (appelée aussi "Association des originaires du Sahara"), ne réussit pas à faire entériner ses statuts par le Ministère de l'Intérieur, pendant que les plus anciennes, comme la Nahda, étaient surveillées. Des pressions étaient exercées sur les personnalités qui avaient trop clairement pris position, comme le cadi Mohammed Makhmoud ould Cheikh, l'auteur de la pétition de 1958 réclamant un statut particulier pour le nord, M.

⁷⁸ Réponse de Modibo Keita, Président du Conseil de la République soudanaise, le 21 juin 1959, à la 8ème question du débat de la réunion d'information contradictoire organisé au Soudan-Club, cité par CLAUZEL (J.), *Les nomades dans l'État soudanais*, CHEAM 3245, 1959 : 12.

Wafy, le fondateur de l'Association arabo-berbère, qui s'exila d'ailleurs par prudence à Niamey, ou encore Mohammed Ali ag Attaher, le chef des Kel Antsar, qui décida de rester en exil au Maroc, à l'issue du voyage qu'il avait entrepris dans les pays arabes. L'État pesait aussi sur d'autres personnes pour obtenir leur adhésion, en utilisant dans les régions nomades des procédés qui rappellent l'action de l'administration française au temps de son installation. Les autorités jouèrent ainsi avec l'attribution des tribus aux chefs, retirant à ceux qu'ils voulaient sanctionner, ou dont ils désiraient amoindrir le pouvoir, une partie de leur groupe, leurs rétrocédant s'ils revenaient dans le droit chemin. L'exemple le plus frappant fut celui de Badiould Hammadi, chef des Kounta. Les positions qu'il pouvait prendre étaient cruciales pour le gouvernement soudanais. Badi était en effet le chef d'un groupe numériquement important, qui de plus comptait de nombreux marabouts influents. Son prestige et son aura dans la région, et notamment auprès des Touaregs, faisaient de lui un élément clef de l'approche des nomades. Son influence pouvait en effet rapprocher les autres nomades de l'État ou les en éloigner. Aussi, pour amener ce chef, jusqu'alors réticent, à adhérer au RDA, on lui retira l'autorité sur une fraction, les Regagdas, qui cherchaient leur autonomie. Pour ce faire, un décret du 30 janvier 1959 plaça cette tribu sous l'administration directe du nouveau poste administratif de Bamba, ce qui la soustrayait de fait à l'autorité de Badi. Finalement, plusieurs mois après, les Regagdas furent attachés de nouveau aux Kounta. Mais c'est que Badiould Hammadi avait apporté publiquement son soutien au RDA, à l'issue d'une entrevue en juillet 1959 à Bamako avec le gouvernement soudanais⁷⁹.

L'affirmation du caractère soudanais des régions sahélo-sahariennes fut aussi revendiquée régulièrement vis-à-vis de l'extérieur. Les représentants du gouvernement soudanais utilisaient pour cela toutes les occasions, organisant des tournées au nord du Soudan, et les discours prononcés au cours de ces voyages furent autant de mise en garde contre les appétits étrangers. L'OCRS, qui était pourtant dès l'époque en perte de vitesse, fut ainsi régulièrement prévenue contre toute tentative de rattachement des provinces du nord au Sahara. En 1958, Modibo Keita se rendit à Tombouctou, et expliqua que :

"L'OCRS ne sera jamais un organisme politique, tout au plus un ensemble économique dont les états riverains seront actionnaires. Toutes les intrigues tendant à englober une fraction du territoire soudanais dans le Sahara seront vouées à l'échec et leurs promoteurs poursuivis"⁸⁰

La même année, le Ministre de l'Intérieur Madeira Keita était à Tessalit en novembre. En avril 1959, il montait jusqu'au salines de Taodenni, visitant ainsi les deux postes les plus septentrionaux, les plus sahariens et les plus proches de la frontière algérienne au Soudan. En octobre 1959, du 10 au 26, il effectuait une tournée dans la

⁷⁹ CHAVENTRE (A.), *Antagonisme Noir-Blanc. La dissidence au Mali*, Paris, Mémoire de l'EPHE, 1967 : 48-49.

⁸⁰ Discours de Tombouctou de Modibo Keita, 1958, cité par CHAVENTRE (A.), *Antagonisme Noir-Blanc. La dissidence au Mali*, Paris, Mémoire de l'EPHE, 1967 : 38.

Boucle du Niger, conclue par un communiqué qui affirmait de façon volontariste l'adhésion des groupes nomades à la politique soudanaise, l'harmonie qui régnait entre eux et le gouvernement, et l'inanité des volontés d'influence extérieures :

"Les tribus nomades sont aujourd'hui toutes pénétrées de cette vérité essentielle que la voie de l'indépendance et de la souveraineté passe obligatoirement par l'unité nationale et que rien ne saurait désormais les séparer de leurs frères noirs, auxquels plusieurs siècles d'histoire les lient plus intimement que le croient ceux qui ne veulent pas admettre que l'ère coloniale est terminée et que l'avenir appartient désormais à la coopération fraternelle des peuples. Aussi, ceux qui pensent créer dans ces régions un mouvement de sécession avec le mirage de l'OCRCS se trompent dangereusement, car l'idée d'un État saharien n'a jamais effleuré l'esprit des tribus nomades de cette région qui n'ont jamais tourné leurs regards que vers le sud".⁸¹

Déniant le fait que les nomades n'acceptent pas l'autorité du gouvernement soudanais, Madera Keïta affirmait que l'africanisation des cadres ne s'était heurtée à aucune difficulté dans les cercles de la Boucle du Niger et, à propos de l'indépendance nationale, que "l'unanimité est faite en République soudanaise". Mais il mettait ouvertement en cause "tous ces agents dits "spécialistes des questions nomades" qui sillonnent la brousse sans même se douter du grave préjudice qu'ils sont en train de causer à l'avenir des relations amicales que le Mali indépendant veut conserver avec la France"⁸².

On assiste ainsi en ce début des années soixante à une lutte sourde pour le contrôle du nord du Soudan. Les autorités soudanaises ne veulent pas perdre leurs provinces sahariennes, dont elles sont persuadées qu'elles recèlent d'importants gisements miniers et pétroliers, à l'égal du Sahara algérien, et qu'il suffira de prospector pour offrir au nouvel État des ressources bienvenues sous la forme de rentes financières. Si cet aspect économique n'est pas souvent mis en avant dans les discours politiques qui préfèrent exalter la mystique de l'unité nationale, il est sous-jacent en permanence, et clairement affirmé dans les documents à usage interne. C'est ainsi qu'au cours de sa première tournée dans l'Adagh, le nouveau commandant du cercle de Gao, Bakara Diallo, décrit la région comme un futur Eldorado :

"Lorsqu'on a vu les minéralisations de l'Adrar, même le profane en matière de géologie ne peut s'empêcher de penser que ce n'est pas en vain que ces montagnes ont poussé là. L'Adrar, indéniablement, n'a pas encore dit son dernier mot en matière de richesses minières. (...) Nous ne pouvons oublier que c'est cette partie de la bande que nous avons dans le Sahara qui touche le plus près ce que les spécialistes français du Sahara ont convenu d'appeler "le Sahara des derricks"(...). Aucun effort ne doit donc être ménagé pour affirmer chaque jour notre souveraineté sur les moindres arpents de ce vaste pays dont la superficie dépasse 200.000 km²."⁸³

⁸¹ Discours du Ministre de l'Intérieur Madeira Keïta prononcé au cours de la tournée au nord du 10 au 26 octobre 1959. Cité par CHAVENTRE (A.), *Antagonisme Noir-Blanc. La dissidence au Mali*, Paris, Mémoire de l'EPHE, 1967 : 38.

⁸² Cité par CLAUZEL (J.), *Les nomades dans l'État soudanais*, CHEAM 3245, 1959 : 16.

⁸³ Rapport de la tournée effectuée du 4 au 10 juillet 1960 dans la subdivision de Kidal par Diallo Bakara, commandant du cercle de Gao. ANM, 1E24, Bamako, Fonds récents. Rapports 1960. Fédération du Mali, République soudanaise, Cercle de Gao

Remarquons que dans ce Sahara malien qui pourrait devenir "utile", l'Adagh était en première place, car plus proche des nappes de pétrole d'Algérie. C'était aussi la région touarègue la plus proche de l'Algérie, et celle qui apparaissait à l'époque comme la plus vulnérable à la propagande des officiers français encore présents dans le sud de ce pays toujours sous domination coloniale. Les Soudanais étaient ainsi persuadés que la France n'avait pas renoncé à rattacher cette région au Sahara français, et qu'une politique occulte était menée pour dresser les nomades contre le gouvernement. Souci qui d'ailleurs n'était pas exagéré, car s'il est vrai que la France gouvernementale se dirigeait vers l'abandon de ses possessions algériennes et africaines, tout un courant de pensée, dont les officiers sahariens représentaient en grande partie l'ossature, ne se résignait pas à abandonner le Sahara, et ce jusqu'en 1962, lorsqu'il fut évident que le maintien de la présence française n'était plus possible. Rappelons qu'à cette date, Alain Peyrefitte pouvait encore publier un ouvrage sous le titre "Faut-il partager l'Algérie ?"⁸⁴, qui imaginait la possibilité d'une "issue de secours" à la désastreuse position française, dans le "remembrement" de l'Algérie en trois états, algérien, européen et saharien...

Par ailleurs, l'administration soudanaise, formée au jacobinisme centralisateur de la France ne pouvait à juste titre imaginer une partition de son territoire au moment même où elle en prenait le contrôle, ni une autonomie dangereuse de certaines régions dans le cadre d'un État fédéral ou décentralisé. Les positions étaient donc claires, et parfaitement justifiées tant par la logique politique que par les intérêts économiques. L'attitude adoptée à l'égard des populations sahariennes s'inscrivait dans cette logique. Il s'agissait de se concilier les nomades tout en balisant clairement les limites qu'ils ne devaient pas dépasser, et en affirmant l'autorité de l'état. La République soudanaise, devenue malienne à partir du 22 septembre 1960, ne voulut pas heurter le monde nomade, et ne prit aucune mesure brutale propre à les soulever. Elle se contenta d'africaniser les cadres de l'administration et de l'armée, afin de prendre réellement sa souveraineté. Dans l'Adagh, à part cette différence rien n'avait profondément changé entre le début des années 1950 et celui des années 1960. La décolonisation semblait ainsi se développer sans heurts. Pourtant, le processus ne se déroulait pas aussi heureusement dans les profondeurs du monde nomade de l'Adagh. Dès le milieu de l'année 1960, J. Régnier, officier saharien, notait ceci :

"Les changements effectués ont été minimes, ne portant que sur le commandement. Les mesures nouvelles prises sont inexistantes, et malgré cela un certain malaise, une certaine inquiétude commence à se ressentir chez les nomades"⁸⁵

Effectivement, on peut observer dans la période 1960-1963 une tension croissante entre les Kel Adagh et leur nouvelle administration. Celle-ci s'alimente de frictions

⁸⁴ PEYREFITTE (A.), *Faut-il partager l'Algérie ?*, Plon, 1962, 362 p.

⁸⁵ REGNIER (J.), *État d'esprit des Touaregs de l'Adagh pendant l'été 60*, CHEAM 3457, 1960 : 7.

souvent mineures, de vexations parfois minimales, mais qui portèrent insensiblement la région, sur le terreau général d'une amertume réelle, à un point d'incandescence tel qu'il suffit d'une étincelle pour qu'elle s'embrace.

Une tension croissante

La vision Kel Adagh du changement d'autorité fut en effet dès le départ assez mal vécue. L'état d'impréparation psychologique de ces populations à l'indépendance qui s'annonçait a été évoqué plus haut. Les nomades ne crurent pas au départ des Français qu'ils ne voyaient nullement vaincus, et leur désintérêt vis-à-vis de la politique pratiquée au sud n'avait pas aidé à la compréhension des mécanismes à l'oeuvre. Aussi, lorsqu'il s'avéra que contre toute attente, les Français abandonnaient réellement le pays, le désarroi fut total :

"Les Français sont partis vite. Très vite. D'ailleurs ce départ, c'est ce qui a fait perdre un peu les pédales aux Touaregs. Ils sont partis si vite! Je pense qu'ils n'ont même pas fait de passation, ils n'ont pas expliqué comment il fallait administrer le pays. (...) Les Maliens, une fois les Français partis, sont arrivés. Ils ne connaissaient rien des Touaregs, et les Touaregs rien des maliens. C'est surtout cela qui a amené l'année 63 (la révolte de l'Adagh), car les gens n'étaient pas préparés à ça, ni matériellement, ni politiquement..."⁸⁶

N'ayant pas suivi de près les processus en cours, n'ayant pas tous les éléments d'explication en main, les Touaregs ne savaient plus comment analyser les évolutions qu'ils observaient et qu'ils vivaient sans les comprendre. Ceux qui avaient voté exprimaient l'illogisme du résultat de leur expression. Le référendum de 1958, notamment, leur parut avoir été biaisé. Le "oui" avait été pour eux l'expression du désir de rester attaché à la France, ce qui dans leur esprit ne signifiait pas leur attachement à la colonisation et à la présence française, mais leur volonté de ne pas être rattachés au sud, au Soudan. Or, peu après la victoire de ce "oui", ils virent les Français se retirer, et l'administration soudanaise prendre leur place. Ils ne surent donc plus comment décrypter la situation, ce qu'exprimaient les commentaires ou les questions qu'ils posaient alors à l'officier français de passage :

"Est-ce que nous sommes encore français ?"

"Pourquoi nous a-t-on dit de voter "oui" pour de Gaulle et pour rester français, et maintenant vous êtes partis, et vous avez donné le "tobol" (commandement) aux noirs"⁸⁷

L'impression d'avoir été "donné aux noirs" semble avoir été largement partagée. Car si le processus d'africanisation de l'administration peut paraître, pour un observateur extérieur, avoir été mené avec beaucoup de prudence par le Mali, il n'en fut pas de même

⁸⁶ Entretien avec Ammera ag Fakri, Paris, 18/6/92.

⁸⁷ REGNIER (J.), *État d'esprit des Touaregs de l'Adagh pendant l'été 60*, CHEAM 3457, 1960 : 9.

à l'intérieur de la communauté Kel Adagh, pour qui le nouveau pouvoir des militaires noirs, et même la nomination de chefs administratifs d'origine arabe était une réalité mal acceptée. Les nouveaux administrateurs étaient en effet d'origine nomade, mais n'étaient pas des Touaregs, et les gens de l'Adagh eurent le sentiment diffus, mais réaliste, que le pouvoir de se déterminer eux-mêmes, la responsabilité de leur propre histoire continuait à leur échapper.

"A Bouressa, avant, il y avait un officier français comme chef de poste. Maintenant c'est un caporal noir."

"Mohammed Najem dit qu'il est à moitié touareg, mais maintenant nous avons bien vu qu'il est tout à fait arabe." ⁸⁸

Aussi l'inquiétude se répandit-elle. Un bon moyen de l'apprécier est d'observer les discussions qui ont été engagées dans l'Adagh lors de la tournée du commandant de cercle de Gao, Bakara Diallo, en juillet 1960. Les conceptions de l'administration et des Kel Adagh y apparaissent clairement différentes. Le discours de M. Diallo exprime sa formation politique et l'orientation de son analyse. Un pouvoir socialiste est en train de se construire au Mali, et le rapport illustre la vision marxiste de l'administration sur la société touareg. Les chefs de l'Adagh y sont traités de "nobliaux", leur pouvoir de "privilèges féodaux". Une réponse à Intalla qui s'inquiétait de l'avenir de la chefferie est en ce sens tout à fait significative :

"Nous sommes des réalistes et avons conscience que pendant longtemps encore nous aurons besoin dans certaines régions de notre État du service des cadres traditionnels à condition que ces cadres comprennent avec nous que l'ère de l'arbitraire, du despotisme et des exactions est irrémédiablement dépassé.

L'avenir est au contraire à l'extension toujours plus large de la démocratie, la preuve la plus tangible étant le processus de décolonisation auquel nous assistons actuellement. Notre parti a toujours été un parti démocratique puisant sa force dans les masses, aussi tous nos partenaires doivent comprendre qu'il y a des objectifs auxquels nous ne pouvons renoncer comme il y a des principes que nous ne pouvons piétiner sans nous renier nous-mêmes". ⁸⁹

Si les rapports entre Attaher, son fils Intalla et Bakara Diallo sont empreints de courtoisie pendant toute la tournée de l'administrateur, ce dernier n'en pense pas moins. Pour lui, la noblesse Ifoghas est constituée de "nostalgiques de l'anarchie de l'Adrar", et n'est pas placée haut dans son estime. Il en parle en effet comme des "difficiles et pas intelligents Ifoghas que les Clauzel et Allard avaient habitués à l'illégalité et à l'irrégularité". La façon d'appréhender les gens de l'Adagh, et particulièrement les classes dominantes se fait donc sur le mode de la méfiance. Comme les Français au début de leur conquête, et dans un parallèle saisissant, l'administration soudanaise craint essentiellement la turbulence touarègue. Aussi son action politique dans la région doit-elle "avancer avec beaucoup de circonspection". La nomination d'un chef de subdivision tel

⁸⁸ REGNIER (J.), *ibid.*

⁸⁹ Rapport de la tournée effectuée du 4 au 10 juillet 1960 dans la subdivision de Kidal par Diallo Bakara, commandant du cercle de Gao. ANM, 1E24, Bamako, Fonds récents. Rapports 1960. Fédération du Mali, République soudanaise, Cercle de Gao.

que Mohammed Najim participe de cette prudence. Mais il s'agit d'une solution d'attente. En effet, Bakara Diallo laisse percevoir dans ses conclusions l'avenir que le Mali imagine d'imposer à l'Adagh. En premier lieu, le contrôle doit être plus complet. Si l'on a nommé un administrateur d'origine nomade, celui-ci fait partie de ces populations dont on se méfie. L'idéal est donc à terme de le remplacer par quelqu'un de sûr. Mohammed Najim "a déjà rendu d'éminents services et continuera encore à en rendre", mais seulement jusqu'à ce que le Mali ait pu "trouver un officier africain cultivé capable d'accomplir des tâches administratives et politiques à mettre dans cette région névralgique de notre État". En second lieu, et c'est une différence importante avec les volontés françaises précédentes, l'analyse politique des rapports sociaux dans la société touarègue implique un bouleversement des classes. La chefferie "féodale" est à balayer, et la conscientisation politique doit viser surtout les dominés, afin de les promouvoir et d'en faire les meilleurs agents du pouvoir socialiste :

"Tout en continuant à surveiller les Ifoghas qui ne doivent pas ignorer l'existence de l'État et de ses lois, le principe de notre action doit être dirigé en direction des masses "Imrads" chez lesquelles nous devons provoquer une prise de conscience" ⁹⁰

Deux conceptions de l'organisation de la société se heurtent ainsi dès le départ. Cette opposition se retrouve dans la pensée des uns et des autres à propos de l'État. Malgré la réalité centralisatrice déjà perceptible en juillet 1960 dans la République soudanaise, les Kel Adagh rêvent toujours d'autonomie. Lors de cette même tournée, le commandant de cercle de Gao rencontre Attaher, qu'il rejoint dans son campement de l'oued Ouzzeyn, à une soixantaine de kilomètres de Kidal. L'amenokal, bien que connaissant la visite de l'administrateur, puisqu'il a rassemblé une "forte délégation" pour recevoir Bakara Diallo, ne s'est pas déplacé à sa rencontre, ce qui est déjà un signe de l'importance relative qu'il lui accorde. La conversation qui s'engage devient très vite revendicative chez les Touaregs. Elle porte d'abord sur l'organisation future de l'État. Les Kel Adagh revendiquent l'autonomie régionale, et la responsabilité du maintien de l'ordre. Le passage le plus significatif de leur pensée politique est la suivante :

"Instituer dans l'Adrar une sorte d'autonomie régionale, le Représentant du pouvoir central, même en matière d'ordre public ne devant agir que sur demande expresse du pouvoir local. Ce pouvoir local devant évidemment avoir une force de police qu'ils appellent en tamacheq "les partisans".⁹¹

Il est frappant de constater à quel point cette revendication est proche de ce qui sera beaucoup plus tard avancé par les rebelles des années 1990... Mais pour le moment, la conception fédérale de l'état mise en avant par les Touaregs est évidemment incompatible

⁹⁰ Rapport de la tournée effectuée du 4 au 10 juillet 1960 dans la subdivision de Kidal par Diallo Bakara, commandant du cercle de Gao. ANM, 1E24, Bamako, Fonds récents. Rapports 1960. Fédération du Mali, République soudanaise, Cercle de Gao.

⁹¹ *Idem.*

avec l'affirmation de l'autorité de l'état. Bakara Diallo réagit immédiatement et se fait le défenseur de cette dernière :

"Sans ambages, j'ai évidemment dit à mon auditoire ce que ces conceptions avaient de contraire avec celles du pouvoir central dans le domaine de l'organisation future de l'État. Certes leur ai-je dit, nous avons conscience de la grande diversité de notre pays et sommes prêts à respecter partout ces diversités, mais dans un État, il ne peut y avoir deux armées, deux forces de police, le maintien de l'ordre public étant de la compétence exclusive de la puissance publique. Au delà de ce principe, c'est la voie ouverte à l'anarchie, à la sécession. Le régime colonial a eu des aspects positifs, il a fait régner la paix et la sécurité sur tous nos peuples ; nous avons demandé notre Indépendance pour hâter notre évolution et non pour tomber dans les maux de l'Afrique pré-coloniale ; l'anarchie et les guerres intestines."⁹²

Cette réponse n'est pas celle qu'attendaient Attaher et son entourage, qui la reçoivent avec difficulté. Bakara Diallo note d'ailleurs que "ces paroles, visiblement, n'eurent pas l'heur d'enchanter mon auditoire", et plus loin, que cette journée passée en discussions dans la région "fut véritablement pour les "Kel Adrar" une journée de déception". En 1960, les choses commencent donc à devenir claires pour la chefferie de l'Adagh. L'indépendance est synonyme pour eux d'intégration dans le nouvel État. Il n'est pas question de recouvrer une quelconque autonomie de décision aliénée plusieurs décennies auparavant par les Français. Il n'est pas réservé aux chefs un statut meilleur que ce qu'ils ont connu depuis. Encore ne soupçonnent-ils pas alors que les autorités sont déjà décidées à aller plus loin, en éliminant à terme complètement le peu de pouvoir qu'ils exercent encore. Mais une rupture est déjà nettement perceptible à cette date entre l'administration et la chefferie de l'Adagh, tout au moins une partie d'entre elle.

Une partie seulement, car certains commencent déjà en son sein à se rapprocher de l'État soudanais qui exploite les divisions et aggrave peu après, à l'occasion de la succession de l'amenokal Attaher, une nouvelle dimension de rivalité au sein même de la famille dominante, attisant contre lui les rancœurs d'une de ses branches. Si Attaher semble accablé par les nouvelles réalités, son fils Intalla, déjà considéré comme son "coadjuteur" est en effet prêt à composer pour sauver le pouvoir auquel il est destiné. La conjonction Intalla/État soudanais, et les stratégies qui en découlent commencent à se dessiner clairement dès l'année 1959. Les Français sur le départ notent à cette date "le soutien accordé au "moderne" Intalla contre les "anciens", son frère aîné Zeyd et son père le vieux chef Attaher, l'ami des Français, le compagnon d'armes de Le Cocq..."⁹³. Ce choix s'intégrait alors dans le cadre de l'exploitation des rivalités internes à la société touarègue par l'administration naissante de la République soudanaise, à l'égal de la politique qui avait été menée pour amener Badi à résipiscence. Intalla joue cette carte, et cette attitude, qui le place à contre-pied de son père Attaher, est repérable dans ses

⁹² Rapport de la tournée effectuée du 4 au 10 juillet 1960 dans la subdivision de Kidal par Diallo Bakara, commandant du cercle de Gao. ANM, 1E24, Bamako, Fonds récents. Rapports 1960. Fédération du Mali, République soudanaise, Cercle de Gao.

⁹³ CLAUZEL (J.), *Les nomades dans l'État soudanais*, CHEAM 3245, 1959 : 16.

rapports avec Bakara Diallo pendant la tournée évoquée. Un problème survenu peu de temps auparavant dans l'Adagh devait en effet être réglé à l'occasion de la visite du commandant de cercle. Il s'agissait de la mort d'un Afaghis, Inadjelène ag Ebanzen, qui avait été tué par deux goumiers en mai 1960, lors d'une rixe avec ces derniers. Lorsqu'il rencontre la chefferie de l'Adagh, le commandant du cercle de Gao met en avant la légitime défense des goumiers prouvée par l'enquête, et la fin des poursuites exercées contre eux. Le rapide échange à ce sujet est très instructif sur les positions que l'amenokal et son fils adoptent respectivement :

"Le vieil Attaher évidemment n'entendait pas les choses ainsi, pour lui il y a crime et il faut que justice se fasse. J'ai dit très fermement au vieil Aménokal mon désaccord et que ma proposition était à prendre ou à laisser. Quelques minutes de réflexion ont amené le fils à donner son accord à ma proposition quant au vieux il est resté muet et comme transi."⁹⁴

Si Attaher est dans cette discussion orageuse prêt à aller jusqu'au bout de son mécontentement, Intalla s'est déjà aligné sur les positions de l'administration... Cette nouvelle alliance lui servit d'ailleurs peu de temps après, lorsqu'à la mort de son père en 1962 il s'agit de décider quel serait son successeur. Dans cette affaire, les maliens entrent dans un jeu très proche de celui qu'avait joué en son temps l'administration française. Comme elle, ils respectent en apparence la tradition, choisissant le nouvel amenokal dans la famille dominante de l'Adagh, mais de la même façon, ils écartent en son sein le candidat qui ne leur est pas favorable. Il fallait en effet, selon les coutumes, choisir l'un des deux fils d'Attaher, puisque celui-ci n'avait plus de frères. La compétition s'établissait donc entre Intalla et son frère Zeyd. Ce dernier étant l'aîné, il était à priori mieux placé pour devenir amenokal, d'autant qu'il était soutenu par les notables du groupement. Mais à cette occasion, le rapprochement sensible d'Intalla et du gouvernement malien apparut en pleine lumière. Intalla devint ainsi dans cette course au pouvoir le candidat de l'État, d'autant que "Zeyd avait proclamé urbi et orbi son mépris des noirs"⁹⁵. Cependant, la Djemaa de l'Adagh prit parti pour Zeyd en 1962. Intalla se rapprocha alors d'autant plus du gouvernement central qu'il s'avérait être son seul soutien. Les positions devenaient difficiles à rapprocher. Mais la situation fut finalement réglée de fait par l'entrée en révolte ouverte de Zeyd contre le Mali.

L'opposition qui devient rapidement perceptible au sein de la chefferie en exercice, est aussi repérable dans les sentiments de la population. Celle-ci ne se définit pas pour ou contre une quelconque organisation de l'État, et ne basa pas son aigreur sur une analyse politique approfondie. Mais elle vécut mal, tout simplement, ce qu'elle considéra comme des attitudes arbitraires des représentants de l'administration. Mal disposée dès le départ

⁹⁴ Rapport de la tournée effectuée du 4 au 10 juillet 1960 dans la subdivision de Kidal par Diallo Bakara, commandant du cercle de Gao. ANM, 1E24, Bamako, Fonds récents. Rapports 1960. Fédération du Mali, République soudanaise, Cercle de Gao.

⁹⁵ CHAVENTRE (A.), *Antagonisme Noir-Blanc. La dissidence au Mali*, Paris, Mémoire de l'EPHE, 1967 : 58.

aux nouvelles autorités dont elle ne comprenait pas la présence, les moindres vexations se transformèrent en humiliations quotidiennes difficilement supportées. Ces difficultés provinrent d'une part d'une certaine méconnaissance du milieu que présentaient les nouveaux administrateurs, et d'une volonté trop rapide d'imposer de nouvelles habitudes qui ne rentraient pas dans les façons de faire touarègues.

Ainsi, des dispositions telles que celle sur le mariage ne s'appliquèrent pas sans heurts dans l'Adagh. C'était la Commission sociale des femmes de l'US-RDA qui avait été à l'origine de la loi votée début 1962 et complétée par suite, et destinée à mettre un terme "à certaines pratiques archaïques qui doivent être bannies de la société dans un pays socialiste", à propos des fiançailles et des mariages. La loi fixait notamment la somme à ne pas dépasser dans les cérémonie du mariage (20 000 F), dont les festivités ne devaient plus qu'uniquement se dérouler le jour même de sa célébration⁹⁶. Mais les Kel Adagh vécurent cela comme une intervention outrageuse de l'État dans leur vie privée :

"Au temps de Modibo, il y a certaines lois créées par notre autorité qui n'ont pas intéressé du tout les Tamacheqs, tels que le code du mariage. Parce que les nomades font leur mariage selon les coutumes religieuses, mais au temps de Modibo, on a créé la loi du mariage qui fixe la dot à 20 000 F et certaines conditions, il faut amener la femme au bureau, ce que les nomades n'ont pas l'habitude de faire publiquement, faire le mariage avec les parents, les signatures. Tous ces problèmes là n'ont pas intéressé les nomades. Ils ont l'habitude de faire leur mariage au niveau des marabouts, avec certaines conditions bien précises. Le nomade qui a l'habitude de marier sa fille avec cinq chameaux ou chamelles, vous lui dites de payer une somme de 20 000 F, c'est impossible ! Et ce qui les emmerde surtout, c'est le fait d'amener sa fille et ses parents devant l'autorité, publiquement, devant tout le monde, pour dire oui, j'aime l'homme ou ce mariage..."⁹⁷

D'autres lois, sur la coupe des arbres ou la chasse par exemple, pourtant destinées à préserver la flore et la faune de la région, furent aussi mal comprises, et considérées comme autant d'intrusions injustifiées :

"Il y eu aussi qu'à l'époque on a beaucoup emmerdé les gens pour la coupe d'arbres, la chasse. Il y a certaines lois qui ont été créées pour les empêcher de couper des branches d'arbres qui servent à nourrir les chèvres quand il y a des sécheresses. On a monté des brigades partout. Si le service des eaux et forêts vous trouve en train de couper une branche d'arbre, on vous enlève des taxes énormes que la population nomade ne peut pas supporter..."⁹⁷

Mais c'est aussi que ces dispositions étaient prises dans un contexte où les représentants du pouvoir, mal tenus en main par les autorités, présentaient des attitudes conquérantes qui heurtaient psychologiquement la société nomade :

"Les Noirs ont commencé par faire aux Touaregs des choses très révoltantes. Ils ont commencé par ça. S'ils avaient su comment administrer les gens, ou bien s'ils avaient un peu connu leurs traditions, ils n'auraient pas fait cela. D'abord ils prennent les femmes touarègues de force. Et ils maltraitent les gens avec lesquels ils habitent..."⁹⁸

⁹⁶ Loi n°63-19 ANRM du 25 janvier 1963, modifiant ou complétant les articles 10, 24 et 43 de la loi n° 62-17 ANRM du 3 février 1962, portant code du mariage et de la tutelle en République du Mali (décret de promulgation n° 04 PGRM du 5 février 1963/ J.O. du 10 février 1963)

⁹⁷ Entretien Iknan Ag Ahmed, Bamako, 10/2/94.

⁹⁸ Entretien avec Ammera ag Fakri, Paris, 18/6/92.

Ces procédés n'étaient pas d'ailleurs le fait des seuls agents venus du sud. Les gnomiers, d'origine saharienne, faisaient aussi preuve d'un arbitraire certain :

"Les gnomiers, les agents qui étaient là aussi étaient emmerdants, parce qu'à l'époque, ils avaient le moyen, la liberté de monter sur les chameaux des gens gratuitement, et de leur faire payer les impôts. Il y avait tout un tas de choses révoltantes à l'époque !" ⁹⁹

Si l'administration montrait un contrôle insuffisant des gnomiers qui en prirent plus à leur aise qu'auparavant, ces mêmes gnomiers, eux aussi d'origine nomade, n'étaient pourtant pas non plus satisfaits des relations que les nouvelles autorités entretenaient avec eux :

"Les gnomiers de Kidal ne cachent pas leur déception ou leur mécontentement vis-à-vis du nouvel administrateur. Ils lui reprochent principalement de les mépriser, de ne pas leur payer ce qu'il leur doit, et toujours en retard, de ne pas leur donner la nourriture à laquelle ils ont droit, de ne pas leur donner de cartouches de chasse, de ne jamais les remercier pour un travail bien fait" ¹⁰⁰

Tous ces reproches, pris isolément, ne sont pas des affaires majeures. Mais ils heurtaient la sensibilité des populations et, rassemblés, ils dessinaient un mécontentement latent, et creusaient le fossé qui séparait les nomades du nouvel État auquel ils appartenaient dorénavant. Une dernière mesure, prise en 1962, porta l'amertume à son comble. Ce fut l'élévation des impôts, et la perception rigoureuse des contributions au moment où la situation économique des nomades se dégradait. En effet, l'État malien avait accompli sa rupture économique avec la France par la création le 1er juillet 1962 du Franc malien. Peu argenté par conséquent, et désirant faire rentrer dans ses caisses le maximum de ressources pour mener à bien les premières réformes de son indépendance, il annonça qu'il allait ajuster au plus près les rôles d'impôt par de nouveaux et plus stricts recensements, et qu'il allait faire porter l'essentiel de la taxation sur les revenus et le capital de chacun.

Ceci alourdissait particulièrement les contributions des nomades, imposés sur chacune des têtes de leur bétail. De plus, cette mesure survenait au moment où la nouvelle monnaie, non convertible, ne leur permettait plus de vendre leurs bêtes ailleurs qu'au Mali. Coupés des courants commerciaux extérieurs, ils furent obligés de se tourner vers le marché intérieur, alors que l'État venait d'imposer des prix moins élevés à la vente du cheptel, afin d'adapter les échanges au nouvel isolement économique malien. Les nomades perdaient dans ce contexte une grande part de leur richesse ou simplement de leurs ressources, et se sentirent particulièrement visés par le gouvernement. De forts mouvements d'humeur traversèrent à cette occasion l'ensemble du monde nomade

⁹⁹ Entretien Iknan Ag Ahmed, Bamako, 10/2/94.

¹⁰⁰ REGNIER (J.), *État d'esprit des Touaregs de l'Adagh pendant l'été 60*, CHEAM 3457, 1960 : 6.

malien ¹⁰¹. Mais il n'y eut que dans l'Adagh que toutes ces rancoeurs accumulées se traduisirent dès 1963 en une opposition ouverte et armée contre l'État.

1963-1964 : La révolte

Après la mort du vieil amenokal Attaher ag Illi en 1962, la situation des Kel Adagh alla de mal en pis. La succession du vieux chef opposa ses deux fils, Intalla et Zeyd, tandis que la présence malienne apparaissait de plus en plus insupportable à de nombreux nomades. Si un petit groupe réfugié en Algérie poursuivait son organisation et la sensibilisation du milieu, il n'eut pas le temps d'aller au bout de sa démarche. En effet, sur un prétexte mineur, la révolte éclata, inaugurée par une action d'Elladi, le fils du rebelle Alla tué par les Français. La division de la société Kel Adagh évoquée plus haut pris alors tout son sens. La chefferie elle-même éclata en deux clans opposés, et certains groupes de l'Adagh prirent les armes tandis que le reste de la population restait dans une prudente expectative. Mais la répression généralisée qui s'ensuivit, et qui ne fit pas le détail des opinions, engloba toute la communauté dans une même image négative, rejetant l'ensemble des Kel Adagh dans l'humiliation, et la violence employée dans la réduction de la révolte toucha tous les nomades de la région, décimant leurs rangs, diminuant leurs potentialités économiques, et les plaçant à son terme sous une sévère surveillance militaire.

Ce dernier soubresaut de la décolonisation, qui marque la prise en main réelle de l'Adagh par le Mali, est encore largement méconnu. Les documents militaires ou administratifs relatifs à la révolte n'ont pas été versés, s'ils existent, aux Archives Nationales du Mali, et cet événement sort à peine d'une longue occultation. Les témoins se sont tus pendant presque trente ans, jusqu'à ce que très récemment les effets conjugués de la chute de la dictature de Moussa Traoré et de la signature du Pacte national entre les Mouvements et Front Unifiés de l'Azawad (MFUA) et le gouvernement malien en avril 1992 libèrent la parole. Mais force est encore actuellement de se contenter de témoignages qui, s'ils expriment avec intensité les sentiments de la communauté Kel Adagh, restent parfois contradictoires au plan chronologique. La lecture historique de ces faits n'en est pas affectée dans son analyse des lignes de force qui traversent cette période, mais la précision temporelle en pâtit. Une grande enquête sur ce sujet exclusif permettrait d'approfondir les premiers résultats obtenus, si tout au moins l'aggravation de la situation dans le nord du Mali ne referme pas une porte à peine entrouverte...

¹⁰¹ "A l'annonce de ces mesures, certains chefs touaregs réagirent violemment et Bissada ag Rakad lors d'un de mes passages à Tamanrasset parlait de régler ses impôts avec des balles". CHAVENTRE (A.), *Antagonisme Noir-Blanc. La dissidence au Mali*, Paris, Mémoire de l'EPHE, 1967 : 55.

Une inutile préparation politique

En 1961-1962, Zeyd, candidat à l'amenokalât refusé par l'État, commence à se préparer avec ses proches à la révolte ouverte, prenant des contacts tant avec les militaires français qu'avec les algériens du FLN. Un deuxième groupe de personnes n'appartenant pas directement à la chefferie, installées dès l'indépendance du Mali en Algérie, est aussi en train d'organiser une alternative à l'intégration dans la nouvelle République. Mais ces deux pôles de résistance n'eurent pas le temps de mettre en forme leurs volontés. Ils furent tant l'un que l'autre surpris par l'éclatement spontané d'une révolte dont l'impréparation causa la perte.

Zeyd ag Attaher incarna dès l'indépendance du Mali le refus des nouvelles situations induites par la décolonisation et le transfert d'autorité des Français aux Soudanais. Les actions variées qu'il tenta alors visèrent tous les objectifs à la fois, et les cibles de ses démarches furent aussi bien les représentants de l'État malien que les Algériens du FLN ou les Français d'Algérie qu'il voyait comme des alliés potentiels. Ainsi, à l'annonce des nouvelles mesures d'imposition, Zeyd tenta, en vain, de sonder les Français encore installés pour peu de temps en Algérie et d'obtenir leur appui :

"Zeyd ag Attaher et Bissada ag Rakad demandèrent audience au Colonel Nivaggioni qui commandait alors le sous-secteur et le cercle de Tamanrasset pour lui demander une aide française en armes et munitions afin de résister de façon efficace à la domination noire. Cette aide leur fût évidemment refusée, ce qui ne devait pas empêcher l'entrée en dissidence d'une partie des Iforas"¹⁰²

Parallèlement, il prenait langue avec les Algériens du FLN, qui avaient alors installé une base militaire arrière dans la région de Gao. L'existence de cette "Wilaya 7", qui complétait au sud la présence de la Wilaya 6 installée au Sahara algérien, n'est guère exposée dans les ouvrages traitant de la guerre d'Algérie. Il est vrai que ses interventions furent discrètes, et qu'elle ne pesa pas d'un poids majeur dans les rapports de force existants. Elle fut rendue possible par la conférence de Casablanca ¹⁰³, en janvier 1961, qui réunit à l'initiative du Maroc les pays afro-arabes "progressistes" favorables au GPRA et à l'émancipation algérienne. Cette rencontre déboucha sur la décision de créer un "Front Sud Saharien"¹⁰⁴ qui devait mener des actions sur les bases françaises de

¹⁰² CHAVENTRE (A.), *Antagonisme Noir-Blanc. La dissidence au Mali*, Paris, Mémoire de l'EPHE, 1967 : 55.

¹⁰³ Voir à ce propos MICHEL (M.), *Décolonisations et émergence du tiers monde*, Paris, Hachette, 1993 : 210, ainsi que DIARRAH (C. O.), *Le Mali de Modibo Keita*, Paris, L'Harmattan, 1986 : 59

¹⁰⁴ RENAUD (P.C.), *Combats sahariens*, Paris, Grancher, 1993 : 249.

l'Algérie méridionale, et permettre, grâce aux fournitures africaines, le ravitaillement en armes des maquis du nord. Pour ce faire, les accords issus de cette conférence accordèrent à l'Armée de Libération Nationale (ALN), l'autorisation d'implanter en territoire malien un camp de recrutement et d'entraînement. Les émissaires algériens qui se rendirent alors au Mali pour l'organiser étaient composés de cinq officiers algériens¹⁰⁵ partis de Tunisie, auxquels s'était joint Frantz Fanon, qui, emporté par une leucémie la même année, ne put poursuivre bien loin sa mission. Cette petite équipe mena une campagne de sensibilisation, surtout dirigée vers les arabes du nord Mali, qui permit le recrutement de plusieurs dizaines d'hommes (peut-être jusqu'à 200), qui comprenaient néanmoins quelques Touaregs.

"Avant leur indépendance, les Algériens étaient au Mali, où ils formaient des soldats. Tout un groupe s'entraînait dans l'Adrar, à Gao et à Kidal. Les Maliens étaient d'accord, et avaient fourni des armes."¹⁰⁶

"Les gens du FLN sont venus, ils ont fait entrer les armes par le Mali. Ils ont formé presque un bataillon parmi les ressortissants algériens nés au Mali. Ils les ont tous engagés dans ce groupe, par exemple Alassane ag Embarek, et d'autres."¹⁰⁷

Ces combattants de l'ALN furent regroupés dans le camp d'In Tedeyni, près de Kidal, au milieu de l'année 1961. Une attaque des postes français à la frontière algéro-malienne était prévue pour le mois de juillet de cette même année, mais des fuites concordantes permirent aux autorités militaires françaises de l'empêcher avant même qu'elle ne se déclenche, par l'intervention dans la région des unités méharistes de Tamanrasset, commandées par le capitaine Michel Vallet. La "Katiba de la Zone sud Sahara, Wilaya 7", n'intervint finalement qu'en juin 1962, aux environs de Silet, et entra à Tamanrasset le 5 juillet de la même année sans combat. Cependant, avant la fin de la guerre d'Algérie, Zeyd ag Attaher avait pris langue avec ces Algériens pour leur demander leur aide :

"Zeyd est venu les voir. Il leur a dit qu'il voulait prendre les armes, pour que les Maliens nous laissent nos pâturages. Les Algériens lui ont répondu de ne pas agir maintenant, pour ne pas obliger les Français à intervenir, et retarder ainsi leur départ. Comme la frontière était commune, ils ne voulaient pas que les Français restent dans la région. Ils lui ont dit d'attendre, qu'ils allaient avoir bientôt leur indépendance (c'était à l'approche du cessez le feu), et que quand cela serait arrivé, il pourrait venir à Alger, qu'ils l'aideraient alors. A cause de ce discours, Zeyd non seulement a attendu, mais en plus il leur a fourni des chameaux et des guerbas. Il est reparti dans l'Adrar et il a attendu. C'est tout cela qui l'a retenu."¹⁰⁸

Dans cette démarche, Zeyd n'avait pas montré des qualités de grand politique. Il paraissait en effet difficile aux gens du FLN de soutenir par son intermédiaire une rébellion tournée contre leurs hôtes maliens dont le soutien leur était nécessaire, qui

¹⁰⁵ Trois de leurs noms m'ont été cités : il s'agirait de MM. Belouchat, Draya, Bouteflika. Entretien avec Ammera ag Fakri, Paris, 19/6/92.

¹⁰⁶ Entretien avec Ammera, Paris, 18 juin 1992.

¹⁰⁷ Entretien Ammera, Paris, 19/6/92.

¹⁰⁸ *Idem*.

étaient des alliés reconnus dans la lutte anti-coloniale, et qui affichaient les mêmes options socialistes. De plus, et malgré le recrutement de certains Touaregs au sein de la Wilaya 7, une défiance existait de la part des Algériens envers ces nomades, due notamment à l'attitude ambiguë de l'amenokal de l'Ahaggar, Bey ag Akhamouk. Celui-ci avait pris contact avec le FLN par prudence, mais restait néanmoins lié aux Français, et continua jusqu'en 1962 à les soutenir. Les Touaregs de l'Ahaggar dont il était le chef ne rejoignirent d'ailleurs pas l'ALN, et ce jusqu'à la fin du conflit, adoptant à ce moment là une position médiane :

"Les deux pelotons méharistes de la Compagnie méhariste du Tidikelt-Hoggar avaient été avisés de leur transfert à la "force locale". Recrutés en majorité chez les Touareg, ils désertèrent dans la nuit du 1er au 2 juillet avec tout leur armement, leur matériel et leur troupeau, laissant libres les Européens, mais ils désertèrent non pour venir grossir les rangs de l'ALN, comme cela se fit dans le Sahara arabe, mais au contraire pour se regrouper autour de l'amenokal" ¹⁰⁹

Zeyd se heurta donc à des réponses dilatoires des Algériens, qui l'utilisèrent mais ne l'aidèrent finalement pas. Bien plus, ils communiquèrent la teneur de leur entrevue aux Maliens, et leur firent part de ses intentions ¹¹⁰. Zeyd de toute façon ne cachait pas ses vues, et avait été même directement voir les autorités maliennes à Gao pour leur demander de quitter l'Adagh, au moins militairement :

"Il y avait une tension, de la part des Maliens. (...) Il avait été les voir, jusqu'à Gao, pour leur dire qu'il fallait qu'ils retirent leurs militaires de nos pâturages. Il avait parlé avec Bakara Diallo, qui était le premier gouverneur à Gao, et dont le dernier poste officiel a été d'être le directeur de cabinet de Modibo Keita. (...) Zeyd est donc allé le voir. C'était une intervention isolée, mais ils ont senti qu'il voulait vraiment prendre les armes." ¹¹¹

En fin de compte, l'action désordonnée de Zeyd fut plus néfaste qu'autre chose aux gens de l'Adagh. Tout en n'obtenant aucun résultat pratique, elle eut surtout pour effet de prévenir l'administration malienne contre les Touaregs dont elle se défiait déjà, et qu'elle considéra dès lors comme des rebelles en puissance. Après ces démarches, les Maliens s'attendaient à devoir résoudre à court terme un éventuel soulèvement nomade dans la région, et ont eu le temps de s'y préparer, ce qui permettrait d'expliquer en partie la rapidité de la riposte lors des premières attaques rebelles, et la brutalité de la répression qui s'ensuivit.

L'action de Zeyd, si elle était individuelle, n'était pas unique. Le petit groupe de sensibilisation qui s'était formée dans les années 1958-59, déjà évoqué, travaillait lui aussi de son côté. Rappelons qu'il était formé d'Ammera ag Fakri, un Adnou dont la mère faisait partie des Iwlliminden, de Yunes ag Ayuba et de son frère Ilias ag Ayuba des Dawssahak, de Sid Alamin ag Echer et de son frère Issuf ag Echer, et d'un ancien

¹⁰⁹ DENIS (P.), *L'armée française au Sahara*, Paris, L'Harmattan, 1991 : 232.

¹¹⁰ Entretien Ammera, Paris, 19/6/92.

¹¹¹ *Idem*.

interprète des Kel Antsar, Mohammed Ghali, qui avait exercé à Gao et à Tombouctou. Ce dernier était le plus lettré de tous, et jouait le rôle de fédérateur et d'initiateur. Cette petite assemblée de réflexion composite était plus au fait des évolutions politiques que les Touaregs dans leur ensemble. Ses jeunes membres s'étaient rendus en ville, à Gao, et étaient moins enfoncés dans les profondeurs du milieu des éleveurs. Par l'intermédiaire d'Ammera, qui était alors employé par les Français, ils étaient au courant des agissements de ces derniers et de leur état d'esprit. Enfin, le vieil interprète était en relation avec Mohammed Ali ag Attaher, déjà exilé du Soudan, et qui voyageait alors en Arabie Saoudite et en Libye, avant de se rendre au Maroc, afin de solliciter le soutien des pays arabes. Plus politisés que Zeyd ag Attaher, moins impulsifs, ils poursuivirent tout d'abord une réflexion qui les amena à tenter de mobiliser les nomades pour qu'ils réagissent devant l'approche de l'indépendance, et qu'ils s'organisent pour s'y préparer. Bien que conscients de la situation, ils étaient néanmoins assez démunis devant les applications pratiques de cette sensibilisation, et leur action n'alla pas plus loin dans un premier temps. Elle suffit pourtant à les faire connaître des militants du RDA et des autorités soudanaises en gestation, qui n'appréciaient que fort modérément les positions qu'ils avaient adoptées. Aussi, lorsque l'indépendance survint, surprenant le groupe, décision fut prise de continuer l'action à l'extérieur du Mali :

"Quand on a vu que c'était trop tard, que l'indépendance était déclarée, et qu'ils (les Maliens) savaient déjà qu'on n'était pas d'accord avec eux, on s'est dit qu'il faudrait que l'on puisse sortir quelque part pour essayer de s'organiser ailleurs. C'est ainsi que l'on s'est tous rendus en Algérie. Chacun s'est débrouillé pour partir comme il le pouvait, et on s'est tous retrouvé là-bas."

Ce départ quasi-clandestin ne se déroula pas toujours facilement. Ammera fut arrêté par les Maliens, mais relâché après quelques jours, réussit avec l'aide des Français à se rendre au Niger en avion militaire, puis de là en Algérie en camion. Peu à peu, le groupe se reconstitua et s'étoffa d'autres Touaregs de toutes les régions nomades du Mali. Chacun avait trouvé à s'employer. Ammera fut engagé comme infirmier au centre d'essais nucléaires d'In Ecker, Sid Alamin ag Echer fut après l'indépendance algérienne recruté par le sous-préfet de Tamanrasset, Si Abdelaziz, pendant que d'autres devenaient manoeuvres ou transporteurs. En même temps l'action politique continuait, en partie guidée du Maroc par Mohammed Ali ag Attaher. Des collectes étaient organisées pour recueillir des fonds, et une action de sensibilisation était menée auprès des Touaregs pour les amener à participer à l'organisation en gestation d'un mouvement sécessionniste :

"On envisageait à la fois une action militaire et diplomatique. Et nous savions que la population nous connaissait, était solidaire, et attendait quelque chose. Des gens étaient partis s'entraîner au Maroc. Mohammed Ghali surtout avait placé des gens à travers tout le pays. Depuis qu'il avait été exilé il avait emmené des enfants, des jeunes avec lui. Il les a mis à l'école un peu partout, en Libye, en Arabie Saoudite, en Syrie, etc.... (Il n'y avait pas) de plans précis, seulement une orientation. C'était Mohammed Ghali qui nous orientait, disant qu'il faudrait travailler, s'acheter des armes, que les gens arrivent à se faire de l'argent, trouvent des places à l'école. Il disait qu'il finirait ensuite par trouver comment agir. C'était un plan à très

long terme. Le but du départ était vraiment une action visant l'indépendance."¹¹²

L'administration algérienne était tout à fait au courant de ce travail politique qui était réalisé sur son territoire ¹¹³. Mais elle le tolérait, espérant peut-être en profiter ultérieurement, s'il débouchait sur un succès, pour avancer des revendications sur l'Adagh. Quant aux Français, ils soutinrent un temps les exilés, notamment en leur trouvant du travail dans leurs bases. Cependant, alors que l'organisation d'un mouvement structuré n'en était qu'à ses débuts, une étincelle mit le feu aux poudres dans l'Adagh même, début 1963, sans que personne ne contrôle l'explosion. La surprise fut totale pour tous, et laissa les Touaregs de l'Adagh réfugiés en Algérie complètement démunis :

"Mais le déclenchement spontané de 63 (...) a tout désorganisé. Mohammed Ghali a compris que c'était trop tard, (...il) nous a dit lui-même que puisque cela avait commencé comme cela on ne pouvait plus rien faire. On a été surpris par la révolte (...) Nous, on prévoyait cela plus tard. Il n'y avait pas de date exacte prévue, cela aurait dépendu de notre préparation..."¹¹⁴

Il n'y avait alors plus grand chose à faire, sinon profiter de l'assise acquise en Algérie pour tenter d'accompagner et d'aider les révoltés. Certains, tels Sid Alamin ag Echer qui en deviendra un des chefs, partirent rejoindre la rébellion pour combattre dans l'Adagh. D'autres contribuèrent en collectant des fonds pour acheter des armes, entre autres à d'anciens combattants du FLN, et tenter de les faire parvenir sur le terrain. Mais les possibilités d'action étaient limitées, et si le groupe d'organisation permit, à l'issue de la rébellion, à un certain nombre de Kel Adagh en fuite devant la répression de sortir du Mali et s'installer en Algérie, organisant dans tout le pays une véritable diaspora, son intervention ne fut pas à la mesure de ses intentions initiales. La révolte qui s'était déclenchée spontanément s'engagea sans organisation, sur des bases matérielles plus que fragiles, et ne fut pas sous-tendue par une réelle réflexion politique qui lui aurait permis d'atteindre ses fins.

¹¹² Entretien avec Ammera ag Fakri, Paris, 18/6/92 et 19/6/92.

¹¹³ "On a contacté le FLN, des gens très importants. Par exemple le préfet, Belouchat, qui commandait; Draya, qui était dans l'Adrar avant l'indépendance. Il y avait le sous-préfet placé à Tamanrasset à ce moment là, Si Abdelaziz. On le connaissait, et il était au courant de notre problème. Ces gens disaient qu'il n'était pas normal que nous, des blancs, on reste au sud. Ils disaient qu'on étaient une partie de l'Algérie. Ils ont dit de bonnes choses, mais ils n'ont jamais rien fait". Entretien avec Ammera ag Fakri, Paris, 18/6/92 et 19/6/92.

¹¹⁴ Entretien avec Ammera ag Fakri, Paris, 18/6/92 et 19/6/92.

CHRONOLOGIE DE LA RÉVOLTE DE 1963-64 (Source : AG BAYE/BELLIL)

Date	Lieu	Rebelles	Action
1/01/63	près Timiawine	Elladi ag Alla Tuteka ag Elladi, et d'autres	Prise des armes de deux gnomiers
4/01/63	Kidal	Sid Alamine ag Cheikh Awnay ag El Kheir Ghabdu Salem ag Ghotmanu et d'autres	Attaque des gnomiers Prise de ±40 chameaux et des armes
mi-janvier	Kidal	Saghid (cousin d'Elladi)	Rend les armes d'Elladi Il est emprisonné et fusillé
22/01/63	Tidjem	Sid Alamine ag Cheikh et d'autres	Accrochage avec patrouille commandée par le lieutenant Zulheber de la gendarmerie mort d'Aghali
9/02/63	Bughessa	Elladi ag Alla Sid Alamine ag Cheikh Sumeyta Amekassu et d'autres (± 20 hommes)	Siège des gnomiers Prise de ± 80 chameaux
fin février	Les forces armées arrivent sur l'Adrar. Les gnomiers seulement guidés		
	Kidal		Diby demande reddition de Zeyd refus, famille embarquée
Mars	Acie/Bughessa	Elladi ag Alla Azizen, Ineskak, et d'autres	Accrochage
fin mars	Akhub/Timiawine		Accrochage prise de ± 30 chameaux, ±10 armes automatiques, provisions
15/04/63	In Tiniké	Elladi ag Alla Sumeyta Azizen Tebiga	Intalla les rencontre, rien n'en ressort
12/05/63	Durayet	Elladi ag Alla Mohammed ag Imnakh Azizen, Bibi, Awssa, Aku et d'autres	accrochage avec blindés prise de ±40 chameaux et d'armes individuelles nombreuses victimes
17/07/63	Les militaires commencent à s'attaquer aux civils et aux troupeaux		
	Tessalit	Elladi ag Alla Najem ould Sidi Tebiga Issuf ag Echer Bibi Azizen et d'autres	Attaque du dépôt d'armes du camp d'aviation Prise d'armes, de ±20 chameaux, troupeaux de caprins confisqués par les militaires
22/07/63	Tin Tignutin	Sid Alamine ag Cheikh Bibi Tebiga In Ekkatuf, Osman Etteyub ag Elkhader Lekhwan, Bechar et d'autres (± 45)	Attaque d'un convoi militaire Au moins deux morts touaregs Mort du lieutenant, et d'autres
25/07/63		Elladi ag Alla Ineskak Azizen, Tihikad, Mikka et d'autres	Prise de ±120 chameaux, ±40 bovins
2/09/63	Tin Zawaten		Accrochage
10/09/63	In Gheccam (Algérie)	Silla Elladi ag Alla et d'autres	Accrochage Silla pris et brûlé vif
25/09/63	Ekhey Argham	Elladi ag Alla Issuf ag Echer Makhiya, Akuni	Rencontre avec Intalla vaine
27/09/63	Tamanrasset	Zeyd Ilias ag Ayub	Rejoint par El Hassan ag el Antessar (émissaire de Mohammed Ali) reconduit par les Algériens capture d'Elladi
6/11/63	Surram		Accrochage nombreux morts touaregs
12/11/63	Tessalit	Sid Alamine ag Cheikh Azizen, In Ekkatuf, Tebiga et d'autres	Attaque du poste militaire
15/12/63	Kidal Tessalit		Présence de Modibo Keita, discours
15/12/63	Aghlit	Mohammed ag Eman Issuf ag Echer Zeyd ag Badudu, Akuni et d'autres	Attaque du poste militaire 5 personnes libérées
6/02/64	Tin Adaman	Khosman ag El Kheir Swibeg, Ibrahim Sid Alamine ag Cheikh et d'autres	Attaque d'une patrouille mort de Si Alamine
22/09/64	Kidal		Après des contacts d'Intalla, reddition des rebelles

(Cette chronologie présente des erreurs, parmi lesquelles certaines sont facilement décelables)

- Ainsi, du voyage du Président Keita, qui s'est rendu dans l'Adagh en novembre et non en décembre
- Le lieutenant Zulheber s'appelle Zulbeyba
- Sid Alamine a été tué en juillet 1964, et non en février
- Les derniers rebelles se sont rendus avant le 22 septembre 1964, qui fut la fête de l'indépendance où la libération de certains marqua la fin des hostilités)

CHRONOLOGIE DE LA RÉVOLTE DE 1963-64 (HYPOTHESE II)

RÉVOLTE COMMENCANT EN JANVIER (Sources orales)

Date	Lieu	Rebelles	Etat	Action	Résultat
1/01/63	± Timiawine	Eladi ag Alla Tuteka ag Eladi	Ahhoya Bania Maiga	Prise des armes des goumiers	2 armes chameaux
4/01/63	Kidal	Eladi ag Alla Awnay ag El Kheir Ghabdu Salem ag Ohotmanu et d'autres		Attaque du troupeau Goum Prise de Bania Maiga	±40 chameaux armes
22/01/63	Tidjem	Sid Alamine ag Cheikh Awnay ag El Kheir et d'autres	Zulbeyba Gendarmes Goumiers	Accrochage mort d'Aghali	Perte des armes et des chameaux
20/01/63	Teghadert	Eladi ag Alla et d'autres	Goumiers		Perte des armes et des chameaux
9/02/63	Bughessa	Eladi ag Alla Sid Alamine ag Cheikh Sumeyta, Amekassu et d'autres (± 20 hommes)	Goumiers	Attaque du troupeau	± 80 chameaux
Les forces armées arrivent sur l'Adrar.					
22/02/63	Tin Tidjnutin	Sid Alamine ag Cheikh Bibi Tebiga In Ekkatuf Osman, Makhamad Etteyub ag Elkhader Lekhwani, Bechar, Akhmadu Abazede, Magdi et d'autres (± 45 hommes)	Lt. K. Kouroma Soldats Goumiers Blindés	attaque d'un convoi militaire Tué un infirmier, un soldat tué Tués dans l'accrochage	
28/02/63	Kidal			Diby demande reddition de Zeyd refus, famille embarquée	
1/03/63	Aclel	Eladi ag Alla Azizen, Ineskak et d'autres	Soldats	accrochage	
9/03/63 31/03/63	Akhbub	Les goumiers seulement guidés ou rassemblés à Tedjeret		Soldats Accrochage	± 30 chameaux, ±10 armes provision
15/04/63	In Tiniké	Eladi ag Alla Sumeyta, Azizen, Tebiga		Rencontre avec Intalla	Aucun
12/05/63	Durayet	Eladi ag Alla Mohammed ag Imnakh Azizen, Bibi, Awssa, Aku et d'autres		Accrochage avec blindés	±40 chameaux Armes
taires commencent à s'attaquer aux civils et aux troupeaux					
17/07/63	Tessalit	Eladi ag Alla Najemould Sidi Tebiga Issuf ag Echer, Bibi, Azizen et d'autres	Gardes	Attaque du dépôt d'armes du camp d'aviation	Armes ±20 chameaux Caprins
25/07/63	?	Eladi ag Alla Ineskak Azizen, Tihikad, Mikka et d'autres			±120 chameaux ±40 bovins
2/09/63	Tin Zawaten	Eladi ag Alla et d'autres	Soldats	accrochage	?
10/09/63	In Gheccam (Algérie)	Silla et d'autres	Soldats	accrochage Silla pris et brûlé vif	?
20/09/63		Zeyd Ilyas ag Ayub Bogheilata ± 20 notables		se rendent à Tam.	
25/09/63	Ekhey Argham	Eladi ag Alla Issuf ag Echer, Akuni Makhiya		Rencontre avec Intalla vaine	
27/09/63		Zeyd		rejoint par Hassan ag El Antessar (émissaire de Mohammed Ali)	
fin sept.		Eladi		capture d'Eladi	
6/11/63	Surram	?	Soldats	accrochage beaucoup de morts touaregs	?
12/11/63	Tessalit	Sid Alamine ag Cheikh Tebiga, In Ekkatuf, Azizen		attaque du poste militaire	?
15/11/63	Tessalit	Zeyd		remis par les Algériens aux Maliens (Chaventré)	
15/12/63	Kidal, Tessalit Aghlit	Mohammed ag Eman Issuf ag Echer Zeyd ag Badudu, Akuni et d'autres		Présence de Modibo Keita, discours attaque du poste militaire 5 personnes libérées	
16/07/64	Timetrine	Sid Alamine ag Cheikh Khosman ag El Kheir Swibeg, Ibrahim et d'autres		accrochage, Sid tué (Mali)	
17/08/64				Communiqué de victoire malien fin de rébellion	
22/09/64	Kidal			Après des contacts d'Intalla, reddition des rebelles Fête de l'indépendance	

CHRONOLOGIE DE LA REVOLTE DE 1963-64 (HYPOTHESE III)

RÉVOLTE COMMENÇANT EN MAI (Sources orales)

Date	Lieu	Rebelles	Etat	Action	Résultat
début mai 63	± Timiawine	Eladi ag Alla Tutoka ag Elladi	Ahihoya Bania Maiga	Prise des armes des goumiers	2 armes chameaux
début mai 63	Kidal	Eladi ag Alla Awnay ag El Kheir Ghabdu Salem ag Ghotmanu et d'autres	Bergers gardes	Attaque du troupeau Goum	±40 chameaux armes
mi-mai 63	Tidjem	Sid Alamine ag Cheikh Awnay ag El Kheir et d'autres	Zulbeyba Gendarmes Goumiers	Accrochage Awnay capturé Mort d'Aghali	Perte des armes et des chameaux
mi-mai 63	Teghadert	Eladi ag Alla et d'autres	Goumiers	Un berger révolté capturé	Perte des armes et des chameaux
fin mai 63	Bughessa	Eladi ag Alla Sid Alamine ag Cheikh Sumeyta, Amekassu et d'autres (± 20 hommes)	Bergers gardes	Attaque du troupeau	± 80 chameaux
début juin 63	Les forces armées arrivent sur l'Adrar. Tin Tidjnutin	Sid Alamine ag Cheikh Bibi Tebiga In Ekkatuf Osman, Makhamad Etteyub ag Elkhader Lekhwan, Bechar, Akhmadu Abazede, Magdi et d'autres (± 45 hommes)	Lt. K. Kouroma Soldats Goumiers Blindés	Attaque d'un convoi militaire Tué Un infirmier, un soldat tué Tués dans l'accrochage	
courant juin	Kidal			Diby demande reddition de Zeyd refus, famille embarquée	
mi-juin 63	Aclel	Eladi ag Alla Azizen, Ineskak et d'autres	Soldats	Accrochage	?
mi-juin 63	Les goumiers seulement guidés ou rassemblés à Tadjerert Akhbub		Soldats	Accrochage	± 30 chameaux, ±10 armes provision
fin juin 63	In Tiniké	Eladi ag Alla Tebiga, Azizen, Sumeyta		Rencontre avec Intalla	Aucun
fin juin 63	Durayet	Eladi ag Alla Mohammed ag Imnakh Azizen, Bibi, Awssa, Aku et d'autres	Soldats	Accrochage avec blindés	±40 chameaux Armes
17/07/63	Les militaires commencent à s'attaquer aux civils et aux troupeaux Tessalit	Eladi ag Alla Najem ould Sidi Tebiga Issuf ag Echer, Bibi, Azizen et d'autres	Gardes	Attaque du dépôt d'armes du camp d'aviation	Armes ±20 chameaux Caprins
25/07/63	?	Eladi ag Alla Ineskak Azizen, Tihikad, Mikka et d'autres	Bergers gardes		±120 chameaux ±40 bovins
2/09/63	Tin Zawaten	Eladi ag Alla et d'autres	Soldats	Accrochage	?
10/09/63	In Gheccam (Algérie)	Silla et d'autres	Soldats	Accrochage Silla pris et brûlé vif	?
20/09/63		Zeyd Ilyas ag Ayub Bogheilata ± 20 notables		Se rendent à Tam.	
25/09/63	Ekhey Argham	Eladi ag Alla Issuf ag Echer, Akuni Makhiya		Rencontre avec Intalla vaine	
27/09/63		Zeyd		Rejoint par Hassan ag El Antessar (émissaire de Mohammed Ali)	
fin sept.		Eladi	Soldats	Capture d'Eladi	
6/11/63	Surrat/T	?	Soldats	Accrochage Nombreux morts touaregs	?
12/11/63	Tessalit	Sid Alamine ag Cheikh Tebiga, In Ekkatuf, Azizen	Soldats	Attaque du poste militaire	?
15/11/63	Tessalit	Zeyd		Remis par les Algériens aux Maliens	
15/12/63	Kidal, Tessalit Aghlit	Mohammed ag Eman Issuf ag Echer Zeyd ag Badudu, Akuni et d'autres	Soldats	Présence de Modibo Keita, discours Attaque du poste militaire 5 personnes libérées	
16/07/64	Timetrine	Sid Alamine ag Cheikh Khosman ag El Kheir Swibeg, Ibrahim et d'autres	Soldats	Accrochage, Sid tué (Mali)	
17/08/64				Communiqué de victoire malien fin de rébellion	
22/09/64	Kidal			Après des contacts d'Intalla, reddition des rebelles Fête de l'indépendance	

Une révolte d'un autre âge

L'action qui engagea le soulèvement fut une affaire insignifiante, mais néanmoins révélatrice par ses conséquences de l'état de tension et de la méfiance réciproque qui régnaient alors entre les Kel Adagh et l'État malien. Les témoignages concordent pour mettre en avant le heurt qui eut lieu entre deux gnomiers, Ahioya (un Touareg des Imghad de Bourem, dans la région de Gao) et Bania Maïga (un Songhay), avec Elladi, le fils d'Alla, qui avait on s'en rappelle tenu en haleine les Français et l'Adagh pendant plusieurs années avant de se faire tuer lors d'un accrochage, en 1954, et dont la tête avait été exposée à Boughessa pour prouver sa mort aux Touaregs incrédules. L'histoire s'est déroulée au début de l'année 1963, mais il est difficile d'en préciser le jour exact ¹¹⁵.

Elladi était alors très jeune, mais le sort réservé à son père l'avait traumatisé et révolté, comme le montre sa réaction. Avec son cousin Tuteka, il croisa aux environs de Boughessa, ou dans la ville même, les deux gnomiers en train de collecter l'impôt. La rencontre était fortuite, soit que les deux jeunes gens soient simplement venus assister par désœuvrement à l'opération, soient qu'ils aient été concernés par le paiement de leur famille. Quoiqu'il en soit, les gnomiers ont reconnu en ce jeune Touareg le fils du célèbre Alla, et ont commencé à lui lancer des piques dans lesquelles ils lui promettaient le sort de son père. Outré, Elladi ag Alla attendit le moment propice pour leur voler leurs armes, et s'enfuit avec elles :

"Le gnomier Ahioya a dit à Elladi : "Toi, tu as une grosse tête, tu mérites que l'on te décapites, comme ce que l'on a fait à ton père". Cela a beaucoup choqué Elladi. Alors, quand ils ont vu que les gnomiers laissaient leurs chameaux, leurs bagages, leurs selles et leurs armes, le soir, et qu'ils partaient dans un campement à côté pour assister à des festivités, les jeunes gens sont revenus à leur insu pour se saisir de leurs armes, et de leurs chameaux, et sont partis avec. Quand les gnomiers sont revenus, ils n'avaient plus rien. L'un d'eux, Ahioya est parti à pied pour prévenir Boughessa, et ensuite envoyer un télégramme à Kidal pour prévenir de l'incident. On a envoyé beaucoup de gnomiers à la recherche des jeunes gens."¹¹⁶

Les versions diffèrent légèrement sur la relation de cet épisode. Certains témoins racontent qu'Elladi et Tuteka ont suivis les gnomiers à leur insu, d'autres que ces derniers avaient arrêté les deux jeunes et qu'ils se sont enfuis la nuit avec leur équipement alors qu'ils étaient en train de prier. Mais cela n'a que peu d'importance. Car ce ne sont pas les faits en eux-mêmes qui sont remarquables dans cette histoire, mais les conséquences qui en découlent. La réaction malienne est immédiatement démesurée, disproportionnée à

¹¹⁵ Certains avancent la date du 1er janvier 1963 (AG BAYE (C.)/BELLIL (R.), "Une société Touareg en crise : les Kel Adrar du Mali", *Awal*, 2, 1986 : 72), mais il est possible que l'événement se soit passé aux environs du mois de mai, des témoins précisant qu'il s'était déroulé juste avant la saison des pluies, qui commence généralement au cours du mois de juin. La chronologie des événements, en l'état actuel des choses, étant très peu assurée sur des témoignages contradictoires, j'ai préféré présenter plusieurs hypothèses, qui pourront être ensuite confirmées ou infirmées. La première est tirée de l'article de Cheikh ag Baye et Rachid Bellil, les deux suivantes ont été réalisées à partir des témoignages collectés.

¹¹⁶ Enregistrement effectué par Mohammed ag Eghless, sans date, auprès d'un ancien gnomier de 1963.

l'incident réel. Le Mali était déjà sur ses gardes, et le fait que les gnomiers aient été bernés par le fils même du révolté qui avait laissé de si mauvais souvenirs aux Français aggrava le réflexe répressif qui suivit. Les agents du maintien de l'ordre furent alors lancés dans toutes les directions à la recherche des fuyards. Tuteka fut rejoint le lendemain, arrêté, l'arme qu'il avait volé reprise. Mais Elladi réussit à s'enfuir, et à rejoindre un petit groupe de Touaregs dans la région d'Abeybera, qui semble-t-il comprenait Zeyd, Ilias ag Ayuba et d'autres. Le processus était alors lancé. Cette petite troupe "prit la montagne", alors que les gnomiers parcouraient le pays à leur trousses, recherchant dans les campements, manifestement sans douceur, des renseignements sur leur localisation. Les oppositions étaient irréductibles, et la révolte commença alors pour ne finir que plus d'un an plus tard.

Cette rébellion qui s'engageait ne concernait donc au départ que quelques personnes, mal armées qui plus est. Les effectifs gonflèrent peu à peu, par le ralliement d'un certain nombre de gens, et la répression brutale de l'armée malienne fut le meilleur fournisseur de la rébellion en hommes, par la haine qu'elle engendra chez les Kel Adagh. Mais les révoltés ne furent certainement jamais très nombreux. Si leur chiffre est pour le moment impossible à connaître exactement, l'estimation la plus haute relevée parlait d'environ un millier d'hommes, alors que certains Touaregs n'avancent le chiffre que de 120 personnes environ au plus fort du mouvement¹¹⁷. La fourchette est large, et il n'est pas sûr qu'il soit possible un jour de la réduire avec précision¹¹⁸. Leur nombre était de plus variable, ces combattants quittant régulièrement la révolte, y revenant pour lancer une embuscade, sur le mode des rezzous précoloniaux, et du type de guerre habituelle au Sahara dans les débuts de la présence française. La tactique employée relevait ainsi essentiellement de la guérilla, et les cibles visées étaient des patrouilles isolées, des convois en marche. Le but le plus fréquent de ces attaques était l'appropriation des chameaux, nécessaires aux déplacements, et des armes. En effet, la rébellion fut toujours mal armée, d'abord parce qu'elle s'était lancée dans l'aventure sans avoir eu le temps de constituer de stocks ou de dépôts d'armes, ensuite parce qu'elle ne fut soutenue par personne, et particulièrement pas par les Algériens. Elle commença avec quelques "armes réformées qu'on appelait à l'époque mousquetons"¹¹⁹, et se poursuivit, seulement alimentée par l'armement récupéré sur l'armée (un des coups de main les plus payants fut l'attaque du dépôt d'armes du camp d'aviation de Tessalit, dirigé par Yussuf ag Echer et Najimould Sidi), des armes de contrebande ou des achats individuels :

"Les gens avaient récupéré des armes un peu partout, en particulier en les achetant aux

¹¹⁷ "Au plus fort, ils étaient 120. Certains parfois repartent, ou laissent tomber. Ils étaient donc parfois 80 ou 50, et parfois par groupes de 20 ou 30." Entretien Ammera, Paris, 19/6/92

¹¹⁸ Le seul moyen d'acquiescer sur ce chiffre des certitudes relatives serait de recenser individuellement chaque combattant. Ce véritable travail de bénédictin, que j'ai déjà engagé, ne pourra cependant porter ses fruits que lentement. Une quarantaine de noms sont pour le moment seulement disponibles, et le travail est à poursuivre.

¹¹⁹ Entretien Iknan Ag Ahmed, Bamako, 10/2/94.

militaires. En effet, sur la frontière algérienne, il y avait des soldats et des goumiers qui avaient rejoint les rangs du FLN. Certains ont vendu leurs armes, et ceux qui en avaient deux ont en vendu une et ont donné l'autre au FLN. C'est comme cela que la récupération s'est effectuée. De notre côté, nous en avons acheté aussi un certain nombre dans la région de Tamanrasset. Chacun se débrouillait pour trouver de vieux fusils, notamment des Mauser, dont certains avaient été pris aux Maliens." ¹²⁰

Les moyens de déplacement utilisés furent exclusivement les dromadaires. Les rebelles auraient eu l'occasion à plusieurs reprises de les troquer contre des véhicules motorisés pris aux unités maliennes, mais ils n'en connaissaient pas l'utilisation :

"(Nous n'avions) aucune voiture... Car même quand nous récupérons du matériel à l'ennemi, nous étions obligés de l'abandonner car personne ne savait s'en servir ! On ne savait pas se servir de la mitrailleuse, et on récupérait simplement les vivres quand il y en avait à bord." ¹²¹

La récupération des chameaux était donc un impératif stratégique pour les rebelles. Les premières grandes attaques se firent d'ailleurs sur les troupeaux du goud de Kidal, afin de priver ce dernier de montures, et d'accroître dans le même temps les capacités des révoltés. Peu de temps après qu'Elladi et Tuteka aient volé leurs armes aux goumiers, le groupe de révoltés s'attaquait au troupeau de réserve du goud de Kidal, au repos dans son pâturage de Farar, non loin de la ville. Ils emportaient une quarantaine de chameaux, et se dirigeaient vers l'Algérie, après s'être divisés pour accroître leurs chances, une partie d'entre eux accomplissant un mouvement vers le nord-est, l'autre vers le Nord-Ouest. Les forces de l'ordre se divisèrent alors aussi dans leur poursuite. Un fort parti de goumiers dirigés par leur chef Belgacem partit vers l'est, et rattrapait les rebelles sur la colline de Tighadert, au delà de Tin Zawaten, c'est à dire déjà en territoire algérien. Ces derniers s'enfuirent, refusant le combat. Les animaux qu'ils avaient avec eux furent récupérés par les goumiers, mais seul un berger fut capturé, avec son arme, et fut mis en prison, et certainement exécuté ensuite.

Le deuxième groupe parti à la poursuite des rebelles était composé de quelques goumiers et de gendarmes dirigés par leur chef Zulfeyba. Ils rejoignirent les révoltés au pied de la montagne de Tidjim, et engagèrent le combat. Cet épisode a marqué les témoins, car il fait la part belle à l'action individuelle. Il semble que l'action se soit passée en deux temps, et que le hasard ait joué dans ces rencontres. Tout d'abord, l'accrochage concerne essentiellement les acteurs de la poursuite :

"L'autre groupe de gendarmes et de goumiers a poursuivi la seconde partie des rebelles qu'ils ont rattrapé dans la montagne de Tidjim et une bataille rangée a commencé. Ils se sont battus toute la nuit, et au petit matin, les goumiers et les gendarmes avaient récupéré une partie des chameaux et des armes, des bagages des rebelles. Aussitôt les goumiers et les gendarmes se sont partagés afin de contourner la colline, versant est et ouest, et en se donnant rendez-vous avant la nuit au sommet. Ceux qui sont partis au nord-est sont arrivés avant le petit jour au

¹²⁰ Entretien Ammera, Paris, 19/6/92

¹²¹ Interview de Makhmad Daghada (de la fraction *imghad*), réalisée à Kidal, dans la maison du gouverneur (septembre 1993).

sommet de la colline, et c'est ce groupe là qui a arrêté le nommé Awnay, un afaghis. Awnay avait son arme et ses munitions, mais Agham-Agham l'a arrêté par surprise."¹²²

Agham-Agham, ou encore Mohammed wan Hramdaran ag Ragenas, qui commandait ce petit groupe de goumier, tombe en effet sur Awnay de façon tout à fait imprévue. Ce dernier, avec Sid Alamin ag Echer, venait juste de rejoindre la rébellion. Avec les fusils et les marchandises qu'ils rapportaient de Tamanrasset, ils s'étaient rendus dans le massif de Tigharghar, où Sid Alamin avait temporairement abandonné ses compagnons pour récupérer un de ses chameaux dans les environs. Awnay était quant à lui parti visiter un campement où il avait des connaissances, laissant les marchandises dans une cache. Mais celles-ci furent retrouvées par le petit groupe de goudiers, qui fit prisonnier Awnay quand il revint les chercher. Lorsque Sid Alamin arriva à son tour, il tenta d'attaquer, seul, ses adversaires :

"Lorsque Sid Alamin est rentré, il a aperçu les Maliens. Il est alors monté au dessus d'eux dans la montagne, et a pris position dans un endroit où il savait que le groupe devait passer. C'était un bon tireur, et il avait avec lui un fusil Mauser neuf et plus de 200 cartouches. Les Maliens ont chargé les bagages et se sont préparés à descendre. Lorsqu'ils ont débouché, en file indienne, dans la ligne de Sid Alamin, celui-ci a décidé de tirer d'abord sur le premier, puis sur les suivants, les uns après les autres. En tête marchait Aghali, qui avait été fait prisonnier, mais Sid Alamin l'a pris pour Zulbeyba, parce qu'il avait une ceinture et qu'il paraissait guider les Maliens. Il a tiré, mais ensuite le fusil a "mordu l'étui", il s'est enrayé. Il n'a pu tirer qu'une cartouche, mais il a réussi ensuite à s'enfuir. Et il a tué Aghali du premier coup, et sans savoir même que c'était lui, parce qu'il croyait avoir tiré sur Zulbeyba..."¹²³

Les versions diffèrent quant au statut de l'homme qui fut tué pendant cet épisode. Ghali ag Babakar était un Iriyaken des Ifoghas. Il présente une certaine importance, puisqu'il était le père d'Iyad ag Ghali, qui fut le chef des révoltés lors de la rébellion déclenchée en juin 1990... Ghali faisait ce jour là partie des gendarmes de Zulbeyba et les guidait, mais certains affirment que c'était contre son gré. Quoiqu'il en soit, le récit de cette rencontre est intéressant par ce qu'il met en valeur. Les témoignages se recoupent suffisamment pour qu'il soit possible de penser que les choses se soient déroulées comme elles sont décrites. Il ne s'agit donc pas d'un mythe, mais la fréquence de cette histoire dans les témoignages, le fait que beaucoup des acteurs de la révolte s'en souviennent est

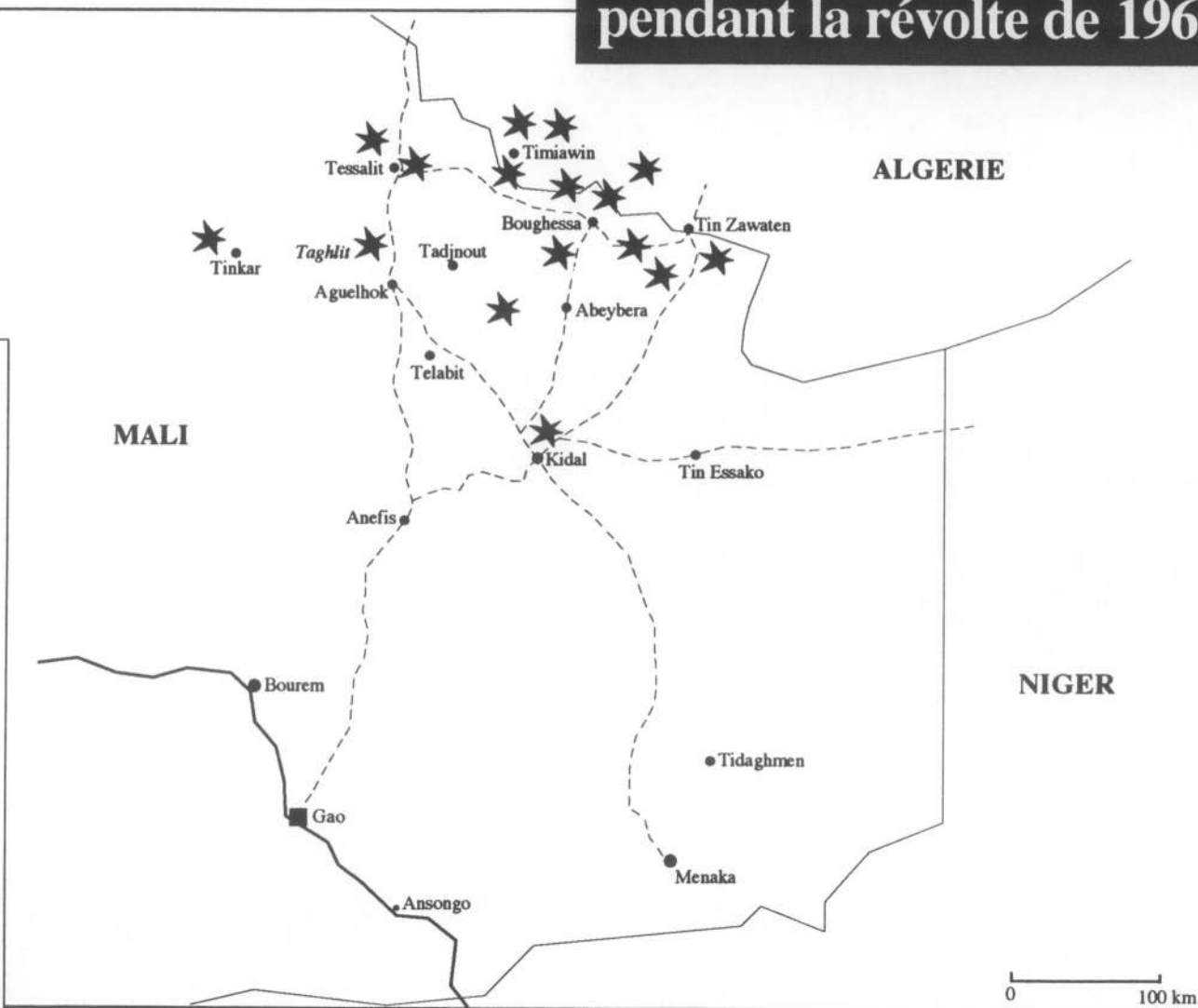
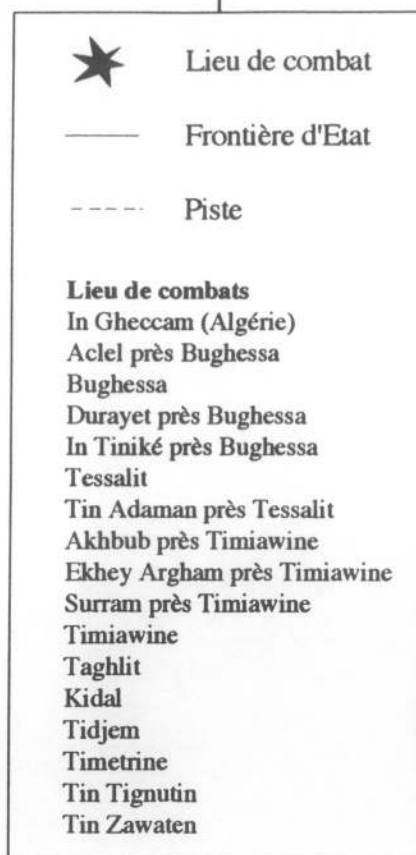
¹²² Enregistrement effectué par Mohammed ag Eghless, sans date, auprès d'un ancien goumier de 1963.

¹²³ Entretien Ammera, Paris, 19/6/92.

La petite troupe effrayée par ce tir précis se protège alors. Elle est rejointe peu après par l'autre détachement qui avait contourné la colline et qui les trouve dans une position peu glorieuse :

"Une fois Ghali mort, Sid Alamin, qui ne pouvait plus faire usage de son arme enrayée, a descendu la colline de l'autre côté. Pendant ce temps, les goudiers et les gendarmes étaient cachés parmi les pierres pour se protéger. Ils sont restés comme cela jusqu'à ce que l'autre groupe (...) vienne les retrouver, et leur demander pourquoi ils étaient planqués comme cela. A quoi ils ont répondu que la colline était bourrée de rebelles, qu'ils avaient tué Ghali. Les autres ont répondu que cela n'avait pas de sens de rester couché comme cela, qu'il fallait soit combattre soit partir. Ensuite ils ont sellé les chameaux et ils sont partis. C'est ce même jour qu'ils sont venus nous trouver à Boughessa." Enregistrement effectué par Mohammed ag Eghless, sans date, auprès d'un ancien goumier de 1963.

Localisation des combats pendant la révolte de 1963-64



significatif. Cet épisode en effet symbolise et magnifie en même temps la réalité de la rébellion. D'un côté, des révoltés peu nombreux (ici un homme contre tous), mais rusés, mobiles, se fondant dans le paysage, et surtout courageux. De l'autre, des représentants de l'État mal à l'aise, incertains des forces réelles de leurs adversaires, vite effrayés par leur présence. Les rebelles sont valorisés, et même si l'affaire ne tourne pas à leur avantage (ici les armes et les chameaux sont repris, des combattants capturés...), entre autres à cause de la mauvaise qualité de leur matériel (le fusil s'enraye), ils ont le temps d'accomplir un exploit, avant de réussir à s'évanouir dans la nature (un homme est tué avec une seule balle, le groupe entier en est stoppé). Le fait que soit tué dans cette affaire un Touareg qui aidait d'une façon ou d'une autre les forces de l'ordre résonne manifestement comme un avertissement pour ceux qui deviendraient de fait des traîtres. Enfin, le caractère tactique même de la révolte est mis en valeur. La plupart du temps, les accrochages furent issus de poursuite et d'embuscades, ou encore simplement le fruit du hasard, de rencontres fortuites. La révolte fut ainsi le fait de petits groupes de quelques dizaines d'hommes guidés par des chefs tels qu'Elladi Ag Alla, Issuf ag Echer à l'est, et par Sid Alamin Ag Echer, qui opéra surtout à l'ouest de l'Adagh et dans le massif du Timetrin. Chaque groupe était implanté dans des régions qu'il connaissait parfaitement. La carte des attaques (Cf. **Répartition géographique des combats et des attaques pendant la rébellion de 1963-64**) montre parfaitement le caractère septentrional des opérations. La révolte se déroule autour des villages de Tin Zawaten, de Boughessa, de Timiawin, de Tessalit et dans le Timetrin. Les attaques les plus méridionales ont concerné la région de Kidal, et seulement au tout début des événements. Ensuite, quand l'appareil militaire malien s'est déployé, les rebelles n'ont plus opéré que sur la limite nord de l'Adagh, prêts à se réfugier en Algérie après un coup de main. Bien que des accords aient existé entre l'Algérie et le Mali, qui donnaient notamment un droit de poursuite aux Maliens sur le territoire algérien, les Touaregs trouvaient sur ce dernier une certaine sécurité, d'autant que les Algériens ne sont apparemment jamais intervenus militairement contre eux.

Parfois, les attaques de convoi prirent cependant la forme de véritables batailles rangées, comme celle qui opposa une cinquantaine de rebelles menés par Sid Alamin ag Echer à des véhicules blindés de l'armée, à Tin Tindjnuten ¹²⁴. Cet affrontement est resté

¹²⁴ Un ancien rebelle en propose le récit suivant : "Est-ce que tu connais la route qui va à Achébrech (Tin-Zawaten) ? Connais-tu l'endroit précis où cette route traverse un oued du nom de Tin Tédjnouten ? C'est là où a eu lieu l'accrochage. Exactement. Arrivés là, nous avons laissé une partie du groupe, et nous avons descendu le ravin pour monter une embuscade sur la route. Il y avait déjà eu d'autres accrochages avant celui-là. Nous sommes arrivés, en fin d'après-midi ; nos chefs, Sid Alamin ag Echer et Magdi, nous ont appelé, et Sid Alamin nous a dit à El Khader et moi-même qu'à son avis, il valait mieux que nous attendions ici dans le ravin et que l'équipe creuse une tranchée. Il nous a expliqué qu'en creusant un trou et en le recouvrant à la manière d'une trappe, tout véhicule qui y engagera une roue se renversera. Une fois celui-ci réalisé, nous devons être attentifs, et en cas d'alerte, nous avons prévu de nous répartir, en plusieurs groupes, derrière ces collines. (...) Si les véhicules étaient nombreux, nous

dans les mémoires : la mort du lieutenant Koniba Kourouma tué dans le combat fut rappelé par le secrétaire d'État à la Défense et à la Sécurité, Mamadou Diakité, dans son discours prononcé lors de la fête de l'Indépendance, le 22 septembre 1964 ¹²⁵. Ce fut le plus important engagement de toute la révolte, par les effectifs engagés de chaque côté ¹²⁶. Cependant, malgré leur connaissance du terrain, leur mobilité, les forces de la rébellion n'équilibraient pas celles du Mali. Seuls les goumiers de la circonscription, peu nombreux, armés et se déplaçant de la même façon qu'eux, avaient été opposés aux révoltés au début des événements. Ils étaient de plus originaires pour la plupart de la région. Mais très vite, le gouvernement semble s'être méfié d'eux, et ce furent les jeunes forces armées maliennes qui reprirent la relève, n'utilisant plus que quelques autochtones comme guides ou comme forces supplétives. Le rapport de force bascula dès ce moment là. Les soldats qui vinrent dans l'Adagh n'avaient pas les scrupules qu'auraient pu avoir les goumiers, parce qu'ils n'avaient aucune attache dans la région. La plupart étaient des Bambara qui venaient pour la première fois dans l'Adagh. En 1963, le plus grand nombre

devions laisser passer le premier. Puisque les hommes sont à même le sol et l'ennemi ne peut se douter de rien. Magdi qui est mort au cours de cet accrochage (et qui est le père de Bachir que tu dois connaître), nous a appelé, Al Khader, Akhmadou et moi-même pour nous demander d'aller sur la colline en face et de creuser des tranchées. C'est tout. Nous sommes allés sur la colline où nous sommes restés jusqu'au matin. C'est sous cette colline que passe la route balisée par des kers. (...*Au matin*), quelqu'un s'est hasardé à dire qu'il entendait un bruit de moteur. Les avis étaient partagés jusqu'à ce que toute le monde aperçoive un nuage de poussière. Aussitôt nous nous étions dispersés, et lorsque les véhicules sont arrivés, certains d'entre nous étaient sur les collines et d'autres dans les ravins.

Les premiers véhicules à être arrivés étaient un Zil transportant des militaires, une Land Rover et un blindé. Les véhicules se suivaient, la Land Rover en tête, le blindé après, et le Zil fermait la marche. El Khader et moi, nous nous sommes précipités derrière les rochers. Aussitôt, il y a eu ouverture de feu, et le blindé, touché, avait fait une marche arrière. (...) Nous avons ouvert (le feu) de nous-mêmes. Chacun avait fait à sa tête. C'est le groupe de devant qui avait ouvert le feu le premier bien avant que le blindé soit touché. Lorsque le blindé avait été touché et qu'il avait fait marche arrière, beaucoup d'entre nous s'étaient dit qu'il repartait à Kidal alors qu'il avait battu retraite pour rejoindre le Zil qui le suivait. Là, il a récupéré à son bord une partie des soldats du Zil alors que l'autre partie devaient progresser à pied vers nos positions. A la manière d'une génisse à laquelle on veut arracher son petit, le blindé furieux s'attaqua à nous. Le tir nourri de nos partisans semblait n'avoir aucun d'effet. Le blindé tirait de son côté jusqu'à ce qu'il tua deux des nôtres. Nous étions très troublés par cette perte. Je m'étais levé pour observer le blindé de plus près, et In Katouf m'a intimé de me protéger des tirs du blindé. En observant du haut, j'aperçus les crânes des soldats disposés comme des pastèques dans l'engin qui n'était pas fermé. Comme l'engin était ouvert, ses occupants étaient bien visibles. J'ai incliné mon arme et j'en ai abattu deux. Aussitôt l'un des soldats du blindé s'est écrié au chef et le blindé a reculé pour s'immobiliser jusqu'au soir. (...) Ce jour là, j'avais un Mauser de bonne qualité.

(Nous avons eu deux morts ce jour là), Magdi et Abazede. Abazede a été tué par le blindé. Quant à Magdi, c'est quand il s'est levé de sa tranchée, qu'un des occupants de l'autre véhicule l'a abattu. (En face, ils en ont perdu) trois dont le chef et le médecin. Est-ce que tu connais le puits de Bouressa ? N'as-tu pas remarqué qu'il y avait trois tombes ? C'est ce jour là qu'ils les ont emmenés pour les enterrer à cet endroit." Interview de Makhamad Daghada (de la fraction *imghad*), réalisée à Kidal, dans la maison du gouverneur (septembre 1993).

¹²⁵ "Lieutenant Koniba Kourouma, digne fils du KénéDougou, mort sur ta mitrailleuse face à l'ennemi, tu resteras l'égal des Bademba et ta farouche détermination a marqué le tournant de notre action dans le Nord." BONKANE (C.), "Kidal a célébré la fête nationale avec un éclat particulier", *L'Essor Hebdo.*, 28 septembre 1964 : 5.

¹²⁶ Le récit qu'en font les anciens rebelles est confirmé par les acteurs qui vécurent ce combat du côté des forces maliennes. Voir l'enregistrement effectué par Mohammed ag Eghless, sans date, auprès d'un ancien gommier de 1963.

d'entre eux était issu de l'armée coloniale. Ayant reçu une formation militaire approfondie, leur entraînement pouvait en partie compenser leur méconnaissance du terrain. Beaucoup d'entre eux, ainsi que leurs officiers, le général Abdullaye Soumaré, chef d'État-major, les capitaines Diby Sillas Diarra ou Amadou Sissoko étaient d'anciens militaires de l'armée française ayant déjà combattu en Indochine ou en Algérie. Certains, comme le capitaine Diarra, avaient de plus effectué des stages de perfectionnement dans les pays socialistes amis tels que la Chine. Les forces armées maliennes pouvaient de plus compter sur un armement moderne (armes automatiques, automitrailleuses, blindés légers), et sur des moyens de télécommunications qu'ils maîtrisaient parfaitement et dont la plus grande partie avait été laissée sur place par l'armée française après son retrait du pays. Les effectifs étaient aussi manifestement en faveur du gouvernement, bien qu'il soit difficile de préciser leur importance numérique tant d'un côté que de l'autre. Le seul élément d'appréciation qu'il a été possible de relever sur l'importance numérique des forces gouvernementales est issu d'un article du journal "Marchés Tropicaux", qui évoque la présence au Nord des "4 500 hommes de l'armée nationale affectés à la lutte antiguérilla" ¹²⁷ et envoyés combattre la rébellion. Mais outre qu'il paraît peu probable que l'effectif total de l'armée ait été utilisé (le capitaine Diby Sillas Diarra, dans son discours du 22 septembre 1964, présente son "détachement" comme une "fraction de l'armée nationale", qui n'aurait eu "recours qu'à la valeur de deux commandos maliens pour mater les rebelles", le reste de l'effectif ayant été "employé à garder le contact des masses nomades" ¹²⁸), le même journal, dans une étude publiée quatre mois plus tôt sur les forces armées africaines, n'attribue au Mali que 4 350 hommes, armée et police confondues ¹²⁹. Il faut donc se contenter d'estimations, et l'on peut avancer avec prudence une fourchette de 1 500 à 2 000 hommes au moins pour reprendre le contrôle de la région. Confrontées à des rebelles insaisissables parce qu'opérant dans leur milieu et soutenu par lui, les forces maliennes utilisèrent une tactique classique de la lutte contre les guérillas. Elles décrétèrent d'abord "zone interdite" toute la région comprise entre la frontière algérienne et la ville de Kidal, traçant une limite au delà de laquelle toute personne rencontrée était considérée comme rebelle et pouvait être immédiatement abattue sans sommation. Dans cet espace, les puits furent systématiquement empoisonnés, et le bétail abattu, afin que les révoltés Touaregs ne puissent plus trouver sur le terrain de sources de ravitaillement en eau et en nourriture. Beaucoup de campements furent aussi déplacés autour de Kidal, pendant qu'une partie de la population qui avait ses terrains de parcours dans la région interdite se réfugiait en Algérie. Coupés des leurs, les rebelles

¹²⁷ "Des précisions sur la rébellion des Touaregs", *Marchés Tropicaux*, 984, 19 septembre 1964 : 2233.

¹²⁸ BONKANE (C.), "Kidal a célébré la fête nationale avec un éclat particulier", *L'Essor Hebdo.*, 28 septembre 1964 : 5.

¹²⁹ "Le rôle des forces militaires en Afrique", *Marchés Tropicaux*, 965, 9 mai 1964 : 1235.

furent ainsi soumis à une lente asphyxie qui causa leur perte. Mais cette tactique entraîna évidemment un grand nombre de "bavures", et la mort de nombreux civils :

"On a créé des zones interdites, pour mieux contrôler la circulation des gens, cela fait partie des méthodes militaires. Toute population qu'on trouve dans la zone est considérée comme rebelle et est massacrée. (...) C'était une grande zone. Parce que la tactique de l'armée était, puisque le champ de bataille de la rébellion était vers l'Adrar de Boughessa et de Tin Zawaten, que toute la population qui n'a pas adhéré à la rébellion, qui ne la soutient pas, doit se trouver au sud de Kidal ou à Kidal même. Donc dans cette partie là, entre Kidal et la zone où il y a la base rebelle, toute population qui se trouve là est considérée comme rebelle. Il y a beaucoup de gens qui ont été tués comme ça, parce qu'on les trouve en transhumance dans ces coins. (...) C'est après qu'on apprend que telle personne est morte dans telle zone..."¹³⁰

De nombreux témoignages évoquent ces massacres, dont beaucoup furent d'ailleurs simplement dus à la bonne foi des éleveurs qui ne comprenaient pas ce que pouvait avoir de répréhensible leur présence sur des terrains de parcours qu'ils fréquentaient depuis toujours.

"Pourquoi ont-ils tué Mitten ag Esinama, qui était si calme ? Ils l'ont trouvé dans un pâturage interdit. Les Maliens avaient mis en place des limites de nomadisation. Au-delà de tel oued, toute personne prise était considérée comme un rebelle. Ils ont trouvé Mitten dans une telle zone. Lui n'avait pas compris, il ne faisait que suivre ses animaux qui pâturaient. Alors ils ont ouvert le feu sur lui et son troupeau. C'était près d'Ibdaqen."¹³¹

L'armée malienne fit ainsi le vide devant les rebelles, les isolant, employant à rebours la tactique de la terre brûlée pour réduire la révolte. Les Touaregs purent un temps trouver en Algérie des bases de repli, dans les campements qui s'y étaient réfugiés et qui possédaient encore du bétail. Mais les forces gouvernementales, fortes de l'autorisation donnée par l'Algérie, n'hésitèrent pas à poursuivre des actions du même type sur le territoire voisin, repoussant réfugiés et rebelles encore plus au nord :

"Une grande partie de la population s'est retirée en Algérie. Une fois aussi, il y a eu un très grand massacre de bétail, à un puits qu'on appelle In Ouzel, à la frontière algérienne. Toutes nos populations qui étaient retirées campaient autour de ce puits où il y avait un immense pâturage. L'armée s'est arrangée pour monter une opération là bas. Ils se sont couchés sur la frontière d'où le puits est tout près, à environ cinq km. Le matin, l'armée est partie dans la direction du puits. Tout ce que l'armée rencontrait dans cet oued là comme bétail a été massacré. Ça c'était devant moi, je faisais partie de la mission. Parce que le chef avec qui je faisais l'interprète faisait partie de la mission. Quand on est arrivé au puits, il y avait plus de 400 têtes de vaches, parce que c'était le seul puits de la région, et toutes les populations retirées

¹³⁰ Entretien Iknan Ag Ahmed, Bamako, 10/2/94.

¹³¹ Entretien Ammera, Paris, 19/6/92.

Ibiya ag Sidi témoigne aussi d'une affaire semblable, qui lui est arrivée personnellement : "En 1963, j'avais 7 ans. Mon père Sidi était déjà mort. J'étais avec ma mère et ma grand-mère dans le campement, et comme nous étions dans une zone de rébellion, un jour l'armée est arrivée, elle a tiré sur tout le troupeau, et nous avons été accusé d'être des rebelles. Ma mère et ma grand-mère ont été mises en prison. Moi, j'ai été mis à l'école de force, et c'est comme cela que j'ai commencé à faire des études ! (...) Parce qu'à l'époque, il y avait une frontière au delà de laquelle il ne fallait pas se trouver. Il y avait une ligne au nord-est de Kidal, à 70 km, et tout ce qui se faisait au delà était rebelle. On a dit à tout le monde de quitter cette zone, car tout ceux que l'on allait y trouver s'exposait au danger d'être raflé par l'armée. Mais nous, on n'y était resté, parce qu'on n'avait pas supposé être concerné ! On était dans la région de Boughessa. Presque tout le troupeau a été tué, et le reste s'est éparpillé, personne ne s'en est occupé, et ça a été gaspillé. Je me suis trouvé quasiment seul." Entretien Ibiya ag Sidi. Paris, 28/6/94.

étaient venues au puits. On a surpris la population, les gens ont fui dans les montagnes autour. On a tiré sur des gens mais il n'y a pas eu de morts. Ils ont planté les armes et ils ont massacré tout ce qu'il y avait comme bétail ! Et tout de suite ils se sont repliés pour rejoindre la frontière du Mali. Il y a eu ces choses là. Tous les biens des gens qu'on rencontrait étaient massacrés, tous les troupeaux de chameaux, de chèvres, il faut qu'on tue tous ces animaux là avant de continuer. Je peux vous dire que cette rébellion de 63, c'est ce qui a créé une pauvreté au niveau des populations de l'Adrar. Il y a eu des milliers et des milliers d'animaux tués. Et aussi, les gens qui partaient en Algérie, leurs animaux qui n'étaient pas habitués à ces zones de la frontière algérienne reviennent, fuient pour revenir dans leur zone habituelle de transhumance et ces animaux aussi sont trouvés, et sont tués bêtement comme ça.¹³²

La rébellion ne pouvait dans ces conditions subsister longtemps. Les échos des combats faiblissent en effet rapidement, et l'année 1964 voit la raréfaction des engagements entre militaires et rebelles. Mais si la stratégie malienne fut possible, c'est qu'elle put profiter d'autres avantages. Isolés matériellement sur le terrain, les rebelles le furent aussi tant dans l'espace touareg qu'internationalement.

Des révoltés minoritaires

La rébellion ne concerna en effet qu'une partie des Touaregs maliens, ceux de l'Adagh, et même parmi ceux-ci, seules certaines tiwsaten participèrent activement au mouvement, pendant que d'autres le firent marginalement, voire pas du tout. A l'intérieur du Mali, ni les Iwlliminden, ni les Kel Antsar, ni aucun autre groupe ne participa à une rébellion strictement circonscrite à l'Adagh, et le mouvement n'eut pas non plus de retombées à l'extérieur de ce pays. Les Touaregs d'Algérie ou du Niger observèrent avec passion ce qui se déroulait au nord du Mali, mais ne bougèrent pas.

"En 1963, le pouvoir a réussi à séparer les Touaregs, ce qui a fait que la rébellion n'a pas fait long feu. C'est une révolte qui n'a intéressé que la région de Kidal. Les autres Touaregs n'ont pas été concernés, ceux de Menaka et de Tombouctou ne se sont pas intéressés, certains ne savaient même pas qu'il y avait une rébellion au nord. (...) Vers Menaka ils n'étaient pas au courant et ils traînaient encore des souvenirs de la défaite de Firhun. Ils ne s'en étaient pas encore remis, et ils ne voulaient pas tout de suite intégrer un conflit. Les gens de Tombouctou étaient tous fidèles à Mohammed Ali, et je crois qu'il n'a pas pu recevoir les ordres de mobilisation, ce qui fait qu'ils sont restés à l'écart."¹³³

Parmi les Kel Adagh eux-mêmes, les révoltés étaient en grande partie issus des Kel Afella et des Idnan. S'il est bien entendu difficile, pour les raisons déjà avancées plus haut ¹³⁴, de préciser quelle fut la participation respective de chaque tiwsaten de l'Adagh, certains éléments d'appréciation peuvent appuyer cette observation. Les témoignages, tout d'abord, concordent, et dénotent l'importance des tiwsaten majoritaires, appartenant aux Ifoghas (essentiellement Iriyaken et Kel Afella) ou au groupe Idnan :

¹³² Entretien Iknan Ag Ahmed, Bamako, 10/2/94.

¹³³ Entretien Ibiya ag Sidi. Paris, 28/6/94

¹³⁴ Une certitude relative ne pourrait être obtenue qu'en possédant le recensement exhaustif et exact des participants actifs à la révolte, ce qui, on le sait, n'est malheureusement toujours pas le cas...

Combattants touaregs de la révolte de 1963-64 (classement alphabétique)

(Sources : témoignages oraux)

	Rebelles	Tawset	
1	Abazede		
2	Akhmadu		
3	Aku		
4	Akuni		
5	Amekassu		
6	Attiyub	Kel Tessalit ?	
7	Awnay ag El Kheïr	Ifoghas	Ifergoumessen
8	Awssa		
9	Azizen	Iredjanaten	
10	Bechar	Ifoghas	Kel Afella
11	Bibi	Ifoghas	Kel Afella
12	Bogheilata		
13	Boubekar	Kel Tessalit ?	
14	El Hati		
15	Elladi ag Alla	Ifoghas	Iriyaken
16	Etteyub ag Elkhader	Idnan	
17	Ghabdu Salem ag Ghotmanu	Ifoghas	
18	Ibrahim		
19	Ilyas ag Ayub	Dawssahak	
20	In Ekkattuf		
21	Ineskak	Iredjanaten	
22	Issuf ag Echer	Idnan	
23	Khosman ag El Kheïr		
24	Lekhwan	Ifoghas	Iriyaken
25	Magdi	Ifoghas	Iriyaken
26	Makhamad		
27	Makhiya		
28	Mikka		
29	Mohammed ag Eman	Ifoghas	
30	Mohammed ag Imnakh		
31	Najem ould Sidi	Idnan	
32	Osman		
33	Saghid (cousin d'Elladi)		
34	Sid Alamine ag Echer	Idnan	
35	Silla		
36	Sumeyta	Ifoghas	
37	Swibeg		
38	Tebiga	Ifoghas	
39	Tedega	Ifoghas	
40	Tihikad		
41	Tuteka ag Effekenan	Ifoghas	Iriyaken
42	Youssef ag Sidalamine	Idnan	
43	Zeyd	Ifoghas	Kel Afella
44	Zeyd ag Badudu		

Combattants touaregs de la révolte de 1963-64 (classement par tawset)

	Rebelles	Tawset	
1	Ilyas ag Ayub	Dawssahak	
2	Sid Alamine ag Echer	Idnan	
3	Etteyub ag Elkhader	Idnan	
4	Issuf ag Echer	Idnan	
5	Najemould Sidi	Idnan	
6	Youssef ag Sidalamine	Idnan	
7	Awnay ag El Kheïr	Ifoghas	Ifergoumessen
8	Elladi ag Alla	Ifoghas	Iriyaken
9	Lekhwan	Ifoghas	Iriyaken
10	Magdi	Ifoghas	Iriyaken
11	Tuteka ag Effekenan	Ifoghas	Iriyaken
12	Bechar	Ifoghas	Kel Afella
13	Bibi	Ifoghas	Kel Afella
14	Zeyd	Ifoghas	Kel Afella
15	Ghabdu Salem ag Ghotmanu	Ifoghas	
16	Mohammed ag Eman	Ifoghas	
17	Sumeyta	Ifoghas	
18	Tebiga	Ifoghas	
19	Tedega	Ifoghas	
20	Azizen	Iredjanaten	Tributaires des Iriyaken
21	Ineskak	Iredjanaten	Tributaires des Iriyaken
22	Attiyub	Kel Tessalit ?	
23	Boubekar	Kel Tessalit ?	
24	Abazede		
25	Akhmadu		
26	Aku		
27	Akuni		
28	Amekassu		
29	Awssa		
30	Bogheilata		
31	El Hati		
32	Ibrahim		
33	In Ekkattuf		
34	Khosman ag El Kheïr		
35	Makhamad		
36	Makhiya		
37	Mikka		
38	Mohammed ag Imnakh		
39	Osman		
40	Saghid (cousin d'Elladi)		
41	Silla		
42	Swibeg		
43	Tihikad		
44	Zeyd ag Badudu		

“Au début, il y avait beaucoup de gens, comme Attiyoub ag Elkhader, des Idnanes, le frère de Dochi, qui était dans l’affaire de Tisserlatin avec les Edaoura, et qui était présent dès le début. En 63, il n’y avait que des Kel Adagh, les autres n’ont pas suivi. Il y avait des Ifoghas (Tedega, El Hati, ag Effekenan, ag Aman...), Attiyoub et Boubakar de la région de Tessalit, et pas mal d’Idnanes. Zeyd a confié le commandement à un Idnane, Youssef ag Sid Alamin, chef jusqu’à sa mort, et qui a mené la rébellion à la place de Zeyd. Il y avait aussi des Irreganaten, des Ifergomoussen, des Taghat Mellet.”¹³⁵

“Donc ça s’est limité à l’Adrar, et dans l’Adrar, principalement aux familles Ifoghas. Mais il y avait quand même d’autres tribus.”¹³⁶

La localisation des attaques dans le nord de l’Adagh est aussi significative, tout au moins au début de la rébellion, puisqu’ensuite les révoltés n’eurent plus guère d’autre choix. Les premiers combattants, lorsqu’ils fondent sur les troupeaux du goum, viennent du nord, et y retournent ensuite avec leurs prises. Ils sont issus des tiwsaten dont les terrains de parcours sont situés près de la frontière algérienne, telles que celle des Iriyaken, dont on a vu le caractère réfractaire à l’autorité, et à laquelle appartenaient Alla, et plus tard son fils Elladi. Précisons que si les chefs militaires de chacun des groupes engagés dans la révolte sont généralement des nobles des Ifoghas Kel Afella, Iriyaken et autres, et des Idnan, ils entraînent avec eux un certain nombre de membres des tiwsaten qui leur sont tributaires, et qui constituent le gros des éléments combattants.

Au sein des Kel Afella eux-mêmes, des divisions existent encore. La chefferie est éclatée, et si Zeyd peut être considéré comme une des personnalités importantes de la rébellion, Intalla a nettement fait son choix en faveur de l’État. Pendant les événements, il fut considéré comme l’émissaire du gouvernement qui le chargea de prendre contact avec les rebelles, et sillonna l’Adagh pour leur demander de cesser leur mouvement. Si l’on peut supposer que son rôle d’intermédiaire était aussi dicté par la volonté d’éviter des malheurs plus grand encore à son peuple, il est clair qu’il ne soutint cependant pas la révolte, et que contrairement à son frère Zeyd, il fit son possible pour en hâter l’achèvement. Intalla disposait pour ses démarches d’un véhicule qui lui avait été fourni par la Mali ¹³⁷, et pouvait se déplacer avec l’autorisation des autorités dans les zones interdites. L’opposition entre les deux chefs ne facilita pas ainsi la cohésion des Kel Adagh. Il est indubitable que la position adoptée par Intalla empêcha que de nombreuses personnes tentées de rejoindre le mouvement le fassent. Malgré les discours socialistes qui préconisaient “la fin des féodaux”, Intalla sauva ainsi son pouvoir.

L’idéologie socialiste du Mali aggravait enfin d’autres fractures au sein de la communauté Kel Adagh. La coupure entre les classes dominantes et les tributaires avait été renforcée au cours de la colonisation par la coopération de la chefferie avec l’administration française, par l’enrichissement plus important des imghad dans un

¹³⁵ Entretien Ammera, Paris, 19/6/92

¹³⁶ Entretien Ibiya ag Sidi. Paris, 28/6/94

¹³⁷ Cf. entretien avec Iknan Ag Ahmed, Bamako, 10/2/94.

contexte de paix, mais aussi par le relâchement des liens de subordination entre les ceux-ci et les illelan. La remise en cause du pouvoir des nobles trouvait alors une justification dans l'option socialiste du Mali, dont certains Touaregs Kel Adagh adoptèrent les positions, allant jusqu'à faire paraître dans l'Essor, l'organe de l'US-RDA qui s'empressa de les publier, des articles critiquant fortement les révoltés et soutenant ouvertement la réaction gouvernementale. Dans ces écrits, les rebelles sont traités de "coupables qui ne constituaient qu'une faible minorité d'aventuriers, coupés de tout contact"¹³⁸, ou de "dissidents apatrides", "de minorité féodale Ifoghas"¹³⁹, qui ont eu le raisonnement faussé par les discours et la propagande française. La politique menée par l'armée dans la région est aussi justifiée par la nécessité d'une révolution sociale :

"Nous savons tous, et les mêmes milieux français également qu'il y avait une étincelle constituée par la minorité féodale Ifoghas dont le mode d'existence devait tomber nécessairement et obligatoirement en désuétude en régime socialiste. Pourquoi (...) donc accuser le Mali qui a eu le courage d'entreprendre ce que la France n'a jamais osé toucher du doigt : la lutte contre le féodalisme ? (...) L'activité de L'ladi ag Alla s'inscrit dans la rébellion non pas en tant qu'opposition à une domination quelconque, mais en tant qu'opposition du régime féodal au régime socialiste. (...) Ainsi il apparaît clair que le problème de l'Adrar est une étape qui devait être nécessairement franchie dans notre révolution socialiste. (...) Les Iforas cherchent à préserver leurs privilèges féodaux et non à obtenir une autonomie. Ils se seraient bien accommodés de n'importe quel régime, à la condition que ces privilèges soient épargnés." ¹⁴⁰

Pour les auteurs de ces articles, les révoltés sont des nobles cherchant à sauver une organisation sociale archaïque, et ne doivent donc pas être soutenus par le reste de la population. Ces articles furent évidemment critiqués par un certain nombre de Touaregs qui les considérèrent comme des coups de poignards dans le dos d'un peuple soumis à la répression de l'État qu'ils soutenaient. Sans doute aussi, la phraséologie révolutionnaire qu'ils adoptaient semble actuellement désuète, et retire de la spontanéité aux idées qu'ils expriment ¹⁴¹. Néanmoins, ils sont le reflet d'une fêlure sociale dont les réalités ont été observées avant même le terme de la colonisation et que la révolte a contribué à les mettre en valeur.

La révolte de 1964 fut ainsi le fait d'une minorité de Kel Adagh, isolés eux-mêmes au sein des autres Touaregs. Elle révèle les fractures visibles à la décolonisation, qui se croisent ou se superposent dans une société qui n'est plus solidaire. Une partie des tributaires rejette le pouvoir des nobles, mais si certains considèrent l'État malien comme un allié objectif, d'autres ne sont pas prêts à en accepter la présence, et font partie intégrante de la rébellion. Les couches dominantes sont traversées par le fossé qui existe entre les deux extrêmes de la chefferie. Un pan de celle-ci se trouve du côté du pouvoir

¹³⁸ AG BAILLE (A.), "Je démens", *L'Essor hebdo.*, 11 mai 1964.

¹³⁹ AG RHISSA (A.), "A propos des Touaregs de l'Adrar des Ifoghas. Qu'on le sache !", *L'Essor hebdo.*, 22 juin 1964.

¹⁴⁰ AG RHISSA (A.), *Idem.*

¹⁴¹ Il est possible aussi que des pressions aient été exercées à leur égard par le pouvoir pour qu'ils écrivent ces textes...

malien pour sauver sa propre autorité, tandis qu'un autre se lance à corps perdu et sans préparation dans la lutte ouverte contre le gouvernement, afin de retrouver l'autonomie perdue à l'arrivée des Français. Mais cette opposition à l'État n'est pas non plus réductible aux seuls nobles, et trouve une résonance dans d'autres groupes humains, tant ceux qui ne comprennent pas les réalités nouvelles que ceux qui, les ayant au contraire mieux comprises que les autres, se sont politisés et organisés pour les refuser. Les divisions se recouvrent ainsi dans une recomposition complexe des sentiments des Kel Adagh sur leur propre situation, opposant tributaires révoltés aux tributaires pro-gouvernementaux, ces derniers aux nobles, "archaïques" aux "socialistes", divisant nobles collaborateurs et nobles révoltés, autonomistes modernes et nostalgiques du passé : les déconstructions sociales reconnues à la fin de la colonisation française ont empêchés que les Kel Adagh trouvent, par la révolte, par le rejet de l'État ou au contraire par l'acceptation de l'intégration, une unanimité, une homogénéité dans les réponses à adopter en face des mutations de l'indépendance. Le résultat concret dans les années 1963 et 1964 fut ainsi l'isolement interne des révoltés face au Mali

Une révolte sans soutien international

Mais cet isolement interne se doubla d'un isolement externe. La rébellion ne fut soutenue par aucun partenaire extérieur, aucune émotion internationale, aucune aide étrangère tant matérielle que politique. Ce fut aussi l'une des raisons de son échec.

L'alliance de l'Algérie et du Mali en face de la révolte fut ainsi sans faille. L'Algérie ne refoula ni les populations ni les révoltés lorsqu'ils vinrent trouver refuge sur son territoire. Mais elle accorda un droit de poursuite aux forces maliennes sur le sol algérien, dont celles-ci usèrent régulièrement, attaquant hors de leurs frontières les combattants touaregs, mais aussi les campements et les troupeaux sortis du Mali. De plus, ceux qui furent considérés comme les chefs de la rébellion n'eurent droit à aucun égard. Lorsque Zeyd ag Attaher, fort des promesses qui lui avaient été faites en échange de l'aide qu'il avait apporté au FLN en 1961-62, vint en Algérie, la réception qu'il reçut ne fut pas celle qu'il attendait. Cet épisode est d'ailleurs poignant. Zeyd vint en toute bonne foi implorer l'aide algérienne. Mais il fut arrêté, et livré aux Maliens :

"Quand Zeyd est venu à Tamanrasset, il était avec Bogheilata, et avec une vingtaine de notables. Il a trouvé Elias ag Iyoub, qui était avec nous dans la ville, et qui l'a conduit auprès du chef de la sous-préfecture. Il a dit à ce dernier qu'il voulait aller à Alger pour rencontrer le président. Abdelaziz, le sous-préfet, lui a répondu que ce n'était pas le moment, mais Zeyd a rappelé les promesses qu'on lui avait faites, et a insisté. Devant sa détermination, Abdelaziz lui a procuré un véhicule pour monter à Alger, qu'il a pris sans même vouloir attendre l'avion. Mais il n'a pas pu voir le président. Il n'a même pas atteint Alger. Les Algériens, déjà sensibilisés par Soumaré, savaient que Zeyd devait venir. A son arrivée à Ouargla, ils l'ont

arrêté, et l'ont amené du côté de Béchar, pour le rendre aux Maliens."¹⁴²

De Bechar, Zeyd fut ramené sur Tessalit en Land Rover, et remis au Mali le 15 novembre 1963¹⁴³. Il fut humilié en présence de la population¹⁴⁴, puis transporté à Gao, jugé, et condamné à mort. Si la sentence ne fut pas exécutée, il resta néanmoins pendant 14 ans en prison, d'où il ne sortit qu'en 1978. Zeyd, fort de sa bonne foi, s'était une fois de plus aveuglé sur les sentiments réels de l'Algérie à l'égard de la rébellion. Ce pays était au temps de la guerre froide dans le même camp socialiste et anticolonialiste que le Mali, qui l'avait aidé dans sa guerre de libération. L'Algérie, solidaire idéologiquement et politiquement, opposée avec détermination elle aussi aux projets de partition du Sahara, soutint logiquement le Mali qui se battait contre une rébellion suspectée de sympathies pro-françaises, et considérée comme une tête de pont utilisée par les Français pour revenir au centre de l'Afrique. L'Algérie ne voyait certainement pas non plus d'un bon oeil les tentatives Kel Adagh d'émancipation politique, au moment même où elle devait réduire au nord l'insurrection d'autres berbères, les Kabyles¹⁴⁵, et alors qu'elle comptait sur son sol plusieurs dizaines de milliers de Touaregs Kel Ahaggar et Kel Ajjer, qui auraient pu trouver dans une éventuelle réussite Kel Adagh un exemple et l'occasion d'un soutien extérieur. Zeyd s'était donc trompé. L'Algérie n'était pas un soutien, et le Niger non plus, dont le président Hamani Diori, socialiste lui aussi, était venu rencontrer à Gao le président Modibo Keita le 28 novembre 1963, pour prendre avec lui des mesures de surveillance des zones touarègues. Quant à la France, elle ne bougea pas non plus. S'il est indéniable que la révolte des Kel Adagh eut la sympathie des officiers sahariens français, ceux-ci ne pouvaient guère agir en sa faveur. La France n'avait plus alors que quelques bases au Sahara (qui leur permirent cependant de donner des emplois aux Kel Adagh réfugiés du Mali), et l'opinion publique française, soulagée par la fin de la guerre d'Algérie, n'aurait certainement pas supporté un engagement quelconque aux côtés des Touaregs. De plus, l'opinion de gauche, alors majoritairement marxiste et anticolonialiste, était acquise aux nouveaux pays indépendants africains se réclamant du socialisme. Dans ces conditions, une révolte des Touaregs dont la légende faisaient les "derniers chevaliers des sables", et dont les écrits coloniaux avaient systématiquement décrit l'organisation en terme de féodalisme, de vassaux et de suzerains, et d'esclavagisme, ne pouvait qu'être éminemment suspecte. L'opinion publique française n'eût d'ailleurs pas à s'émouvoir en faveur ou en défaveur de la révolte, parce qu'elle ne

¹⁴² Entretien Ammera, Paris, 19/6/92

¹⁴³ CHAVENTRE (A.), *Antagonisme Noir-Blanc. La dissidence au Mali*, Paris, Mémoire de l'EPHE, 1967 : 60.

¹⁴⁴ AG BAYE (C.)/BELLIL (R.), "Une société Touareg en crise : les Kel Adrar du Mali", *Awal*, 2, 1986 : 75

¹⁴⁵ Cette rébellion éclata à la fin de l'année 1963, structurée par le Front des Forces Socialistes d'Aït Ahmed. Elle fut écrasée par le Président algérien Ben Bella, qui prit à cette occasion les pleins pouvoirs qu'il conserva jusqu'à ce qu'il soit renversé par le colonel Boumedienne, le 19 juin 1965.

fut tout simplement pas informée des événements. Aucun journal ne fit sa une de ce qui se passait dans l'Adagh. On ne trouve dans les médias français de l'époque que quelques brèves dans "Jeune Afrique", "Paris Jour" et les revues "Marchés Tropicaux" et "Afrique contemporaine"¹⁴⁶, et le seul article d'importance sur le sujet fut édité par "le Monde"¹⁴⁷ à l'occasion du communiqué de victoire du Mali sur la rébellion, c'est à dire lorsque celle-ci fut complètement écrasée... Les révoltés de 1963-64 ne purent donc compter sur aucun soutien extérieur, qu'il fut matériel, humanitaire ou politique, et leur écrasement se fit dans le silence et l'indifférence de la communauté internationale.

Répression et isolement

La répression fut violente. A la fin de l'année 1963, le président Modibo Keita qui s'était rendu dans l'Adagh en novembre annonçait que la pitié n'était plus de mise (si elle l'avait jamais été) dans le traitement réservé aux rebelles :

"Les rebelles ne doivent pas se faire d'illusions car il ne sera pas toléré que des inconscients apportent le moindre trouble dans l'extrême nord de la République. Une dernière chance est accordée aux rebelles afin qu'ils reprennent leur vie normale. Ceux qui resteront sourds à cet appel n'auront plus de chance de survie après la date du 2 janvier 1964. Une seule peine sera alors prononcée à l'encontre de ces rebelles : la peine capitale"¹⁴⁸

L'absence de pitié dans le traitement de la rébellion était déjà remarquable dans la stratégie d'isolement des rebelles. La mise place d'une zone interdite avait occasionné, on l'a vu, de grands massacres de bétail et de nombreux assassinats de civils sur lesquels les forces armées pouvaient tirer sans sommation lorsqu'elles les trouvaient dans l'espace prohibé. Mais cette stratégie fut complétée dans la région de Kidal et au sud de l'Adagh, d'une véritable terreur associée à une propagande décidée. Il fallait "désintoxiquer les masses" et "extirper de leur sein la gangrène semée dans l'Adrar par la clique des Allard et des Clauzel à la veille de notre indépendance" pour les éloigner des "aventuriers sans patrie", comme "on coupe le poisson de l'eau"¹⁴⁹. Pour cela fut utilisée l'arme de l'intimidation par la peur. Il fallait faire des exemples publics, et ils furent nombreux. Les exécutions ne cessèrent pas à partir du moment où les forces armées furent acheminées dans l'Adagh, et le capitaine Diby Sillas Diarra s'y tailla une réputation de tueur sanguinaire, alliant la sauvagerie à la volonté d'humiliation, et dont le souvenir est encore particulièrement présent dans la région :

¹⁴⁶ Cf. Bibliographie

¹⁴⁷ Anonyme, "Le gouvernement de Bamako annonce l'écrasement de la rébellion des Touareg par l'armée malienne", *Le Monde*, 16-17 août 1964 : 4.

¹⁴⁸ Discours de Modibo Keita après sa tournée de novembre 1963 dans le nord du Mali, cité par *Jeune Afrique*, 161, 9-15 Décembre 1963 : 10.

¹⁴⁹ Discours du capitaine Diby Sillas Diarra, le 22 septembre 1964 à Kidal. BONKANE (C.), "Kidal a célébré la fête nationale avec un éclat particulier", *L'Essor Hebdo.*, 28 septembre 1964 : 5.

"Au cours de la rébellion, Diby Sillas a fait tuer cinq chefs de tribu. L'argument est qu'il leur avait demandé de faire venir leurs propres enfants à l'école et ils n'ont pas voulu. Il les a pris, les a emprisonnés, il les a mis au fort, dans des cellules. On leur faisait pousser des barriques d'eau, on les frappait, et finalement ils sont morts dans leurs cellules. Et ils étaient humiliés : un chef de tribu, devant une population immense, on le déshabille, on lui rase la tête, on lui fait rouler la barrique, et on le frappe ! On ne peut pas faire une humiliation à quelqu'un plus grande que ça ! Surtout chez nous à l'époque, les nomades préféraient recevoir cent coup de cravaches sur le dos qu'enlever leurs turbans, parce que ça ne se faisait pas ! Et la population ne pouvaient rien faire, elle était obligée d'assister. Parfois même, lorsqu'il y avait une exécution les militaires rassemblent la population, hommes, femmes, enfants tout le monde, on les rassemble, on les amène à l'endroit de l'exécution, il y en a qui se cachent, mais malgré tout on oblige la foule à assister à l'exécution, et même on les fait applaudir. C'est vrai, je t'assure, et les gens pleuraient, mais ils n'avaient pas de moyens, pas de force pour refuser, ils étaient devant les fusils, devant la mort, et ils étaient obligés d'accepter!"¹⁵⁰

La répression a ainsi laissé un souvenir terrible, non seulement à cause du nombre des victimes, mais aussi parce qu'elle s'attaquait de plein fouet à des populations civiles, et qu'elle piétinait tout ce que les nomades avaient alors de plus sacré, et notamment la dignité, ou le respect dû aux femmes et aux anciens :

"Lorsqu'il y avait des exécutions capitales, les gens devaient venir et applaudir. Ils faisaient même sortir les élèves des classes, pour qu'ils puissent eux aussi applaudir. Lorsque Zeyd et Mohammed Ghali ont été faits prisonnier par les Maliens, ils ont été amenés à Kidal. Là, ils ont été exposés devant la population, attachés. Un discours a été fait, dans lequel ils les ont injurié. Et ils disaient à la population : "Voyez ces voleurs, ils se prennent pour des chefs, et ils voulaient vous révolter pour rien !" Et ils ont obligé les gens, les femmes surtout, à leur cracher à la figure."¹⁵¹

"A cette époque, j'ai vu des exécutions, à Boughessa, et dans la brousse. Au campement, j'ai vu une patrouille, qui faisait des recherches. Ce jour là, elle a trouvé quelqu'un à chameau, elle l'a poursuivi en voiture. Elle a pu rapidement abattre son chameau et il s'est retrouvé à pied, et ils ont réussi tout de suite à l'attraper, et à l'abattre sur le champ. C'était la première scène que je voyais, j'étais jeune, et je ne l'ai pas oublié. Mais ce qui m'a beaucoup touché, c'était à Kidal les femmes qu'on faisait travailler de force. On faisait des briques tous les matins, sur un chantier, des briques en terre, et toutes les femmes qui étaient en prison devaient les transporter sur une distance de plus d'un kilomètre. Et les soldats les battaient. Et une fois, une femme a accouché, comme cela, sur le chemin, et les militaires ne voulaient même pas qu'elle s'arrête..."¹⁵²

Aussi, lorsque Diby Sillas Diarra s'exclame en 1964 que les nomades ne peuvent plus ignorer le Parti de l'US-RDA, on veut bien le croire, mais ces derniers n'ont pas du éprouver le même optimisme que lui, ni certainement apprécier le cynisme de ses déclarations sur la fraternité de la politique qu'il avait menée :

"Pour en revenir au Parti, le fossé comblé est immense, si l'on se souvient que le Tamachèque moyen il y a un an seulement ignorait jusqu'au nom de notre pays, qui se confondait très facilement avec celui du secrétaire général de notre parti. Aujourd'hui nul n'ignore plus l'US-RDA et ses principes fondamentaux, nul n'ignore plus que l'option socialiste signifie l'abolition de la féodalité, de l'exploitation d'un frère par un autre frère. (...) Le Tamachèque d'hier, ignorant tout de l'Union Soudanaise-RDA, est aujourd'hui militant à part entière après que l'occasion lui ait été donnée d'apprécier à sa juste valeur la politique

¹⁵⁰ Entretien Iknan Ag Ahmed, Bamako, 10/2/94.

¹⁵¹ Entretien Ammera, Paris, 20/6/92

¹⁵² Entretien Ibiya ag Sidi. Paris, 28/6/94

fraternelle et de justice de notre Parti.”¹⁵³

La propagande malienne n’hésita pas non plus à imputer aux rebelles les exactions dont les forces armées s’étaient rendu coupables. Le communiqué de victoire du Mali, publié le 15 août 1964, se permet ainsi de condamner les rebelles :

“Terrorisant les habitants pour obliger les hommes, sous peine de mort, à les suivre dans la rébellion, ramassant par milliers le bétail pour se constituer des réserves dans les montagnes et se livrant aux plus odieuses exactions sur les femmes, cette poignée d’exaltés, s’était organisée en plusieurs groupes très mobiles dans les parties difficiles d’accès des monts Iforas. Saisies de terreur, les populations nomades avaient fui dans toutes les directions devant ces bandes féroces dont la pratique courante était toujours l’assassinat, le viol ou le vol à main armée.”¹⁵⁴

Allant plus loin, les autorités maliennes se félicitèrent même de l’éclatement de la révolte, puisque grâce à elle, elles avaient pu intervenir dans l’Adagh et accélérer l’application de sa politique, ainsi que l’établissement de son pouvoir sur les régions nomades les plus septentrionales. Les révoltés, finalement avaient ainsi selon elles objectivement servi la cause malienne :

“L’explosion de la bombe héritée du régime colonial était plutôt salutaire pour l’application correcte de notre politique socialiste dans cette partie de notre pays. Le malheur qu’aurait pu être la rébellion a plutôt accéléré l’édification de la nation malienne dans le grand nord de notre patrie.”¹⁵⁵

Cette politique de terreur porta ses fruits amers. Les populations non combattantes n’eurent plus d’autre choix qu’obéir la tête basse et “les chefs traditionnels se comportant jadis en féodaux” furent bien obligés de se transformer rapidement “en guides conscients”. Coupés de tout soutien, les révoltés furent peu à peu éliminés ou amenés à se rendre. Le dernier grand combat fut mené par l’armée malienne dans le massif du Timetrin le 16 juillet 1964 contre le dernier petit groupe commandé par Sid Alamin ag Echer, qui fut tué au cours de l’engagement. Peu de temps auparavant, Elladi ag Alla avait été capturé. Malgré les sévices¹⁵⁶ qu’il dut subir, il survécut, et rejoignit Zeyd en prison. Les rebelles survivants qui ne voulurent pas se rendre au Mali se réfugièrent en

¹⁵³ Discours du capitaine Diby Sillas Diarra, le 22 septembre 1964 à Kidal. BONKANE (C.), “Kidal a célébré la fête nationale avec un éclat particulier”, *L’Essor Hebdo.*, 28 septembre 1964 : 5.

¹⁵⁴ “Communiqué du secrétariat à la défense et à la sécurité du Mali”, *L’Essor Hebdo.*, 17 août 1964. (Repris dans *Le Monde*, 16-17 août 1964 : 4, et la revue *Afrique contemporaine*, 15, sept-oct 1964 : 14)

¹⁵⁵ Discours du capitaine Diby Sillas Diarra, le 22 septembre 1964 à Kidal. BONKANE (C.), “Kidal a célébré la fête nationale avec un éclat particulier”, *L’Essor Hebdo.*, 28 septembre 1964 : 5.

¹⁵⁶ “Elladi après avoir fait beaucoup de missions, beaucoup d’accrochages dans le secteur de Boughessa, a été capturé après, par l’armée, je ne me souviens pas de la date. On l’a capturé, on l’a frappé, on l’a torturé, on lui a brûlé de l’essence sur le dos, là, mais il a continué à vivre quand même. Arrivé à Kidal, Diby Sillas l’a ménagé. On l’a mis en prison, on l’a soigné, on a cherché des renseignements avec lui, comment ils ont fait pour créer cette rébellion. Finalement il a fini par l’envoyer à Bamako. Là, ils s’est retrouvé avec Zeyd, qui était là aussi en prison.” Entretien Iknan Ag Ahmed, Bamako, 10/2/94.

Algérie, où ils restèrent définitivement pour la plupart ¹⁵⁷. Le 22 septembre 1964, la fête de l'indépendance fut célébrée à Kidal, afin d'affirmer le retour de la souveraineté pleine et entière du Mali sur l'Adagh. Une délégation nationale se rendit à cette occasion dans la ville, conduite par le secrétaire d'État à la défense et à la sécurité, Mamadou Diakité, et les discours de ce dernier et du capitaine Diby Sillas Diarra devenu commandant du cercle de Kidal, furent écoutés par les représentants de l'ensemble de l'administration du cercle, et des délégués des cercles voisins (Gao, Ansongo, Menaka), ainsi que par toute la population rassemblée devant une cinquantaine de rebelles prisonniers. La fête qui suivit les cérémonies, à fort caractère socialiste, vit les défilés des femmes et des jeunes nomades organisés en miliciennes et en pionniers. Pour bien enfoncer le clou, la journée se termina par une représentation théâtrale, où toute l'assistance fut bien obligée d'applaudir "un Bellah sur la scène qui revendique ses bêtes dont s'est emparé son maître targui." ¹⁵⁸

Conclusion : Indépendance et recolonisation

Une révolte aux conséquences dramatiques

La révolte de 1963-1964 eut pour les Kel Adagh, qui en sont sortis fortement traumatisés, des conséquences dramatiques. Les populations ont été déplacées de force loin de leurs terrains de parcours ou se sont réfugiées dans les pays voisins, des familles ont été détruites, dispersées, un grand nombre d'enfants sont devenus orphelins, après avoir vu leurs parents abattus sous leurs yeux. Le bilan des tués de part et d'autre est quasiment impossible à établir à l'heure actuelle, car le dénombrement des victimes se heurte à de multiples difficultés. Beaucoup d'entre elles n'ont pas été consignées dans les rapports militaires, et elles furent souvent exécutées sans témoin, au détour d'un oued interdit. Parfois aussi des familles entières ont été abattues, et les témoins eux-mêmes ont ainsi disparus. Mais il paraît plausible de penser que les victimes se chiffrent par centaines, sinon par milliers.

¹⁵⁷ "Elladi a pu fuir de la prison parce qu'il a pu avoir la confiance des gens de la garde et il a pu avoir une certaine liberté, il a même commencé à faire des classes de nuit à l'intérieur de la prison pour parler français. Il parlait couramment bambara aussi, et finalement il a réussi à fuir de la prison. Il est passé par le Niger, puis dans des camions algériens jusqu'à Aguelhoc, et de là il a pu rejoindre le secteur de Boughessa, où il a retrouvé sa famille à chameau, et c'est de là qu'il est parti en Algérie. Zeyd, lui, est resté en prison pendant 14 ans jusqu'à ce qu'il soit libéré. (...) Après la rébellion, presque tous les chefs sont partis en Algérie. Elladi ag Alla a résidé en Algérie, il a même eu beaucoup de problèmes avec les Algériens, mais finalement il est resté à Tamanrasset. Au temps de Moussa Traoré, Moussa lui a fait des lettres qu'on lui a transmises par le canal d'Intalla, lui demandant de se rendre aux autorités, qu'il allait être gracié. Mais il n'a jamais eu confiance. Et jusqu'à présent, il n'a pas encore été officiellement libéré de la prison..." Entretien Iknane Ag Ahmed, Bamako, 10/2/94.

¹⁵⁸ Pour l'ensemble de la relation de cette journée, voir en annexe l'article de BONKANE (C.), "Kidal a célébré la fête nationale avec un éclat particulier", *L'Essor Hebdo*, 28 septembre 1964

"Il y a eu au moins un millier de personnes tuées. On trouvait parfois des fosses communes. A Tessalit, ainsi, 25 personnes ont été mitraillées ensemble, et jetées dans une seule fosse. Et cela s'est passé bien des fois : Plus de trois fois à Tessalit, plusieurs fois à Aguelhoc, et à Kidal n'en parlons pas. C'étaient des exécutions collectives. Et lorsque les Maliens cherchaient des personnes précises, ils pouvaient aussi sur leur route tuer les gens qu'ils rencontraient."¹⁵⁹

A l'issue de l'année 1964, le souvenir de la répression hante la région, et les nomades de l'Adagh ont du Mali et de ses ressortissants méridionaux une image d'horreur portée à son point le plus haut. Sur le plan matériel, la désorganisation et l'appauvrissement de la région sont patents. Les massacres de bétail ont occasionné la mort de milliers d'animaux, et le cheptel tant camelin, bovin que caprin est détruit dans une proportion importante. S'il est impossible là aussi de chiffrer ces pertes, des estimations les portent à près de 40% des troupeaux ¹⁶⁰. Une part importante des Kel Adagh ne peut plus conserver un mode de vie basé sur le nomadisme pastoral, et ces gens qui ne connaissaient aucune autre activité économique ne savent plus où se tourner pour survivre. L'exil des populations a ainsi continué longtemps après la fin de la rébellion, les nomades sans ressources commençant à aller s'établir aux périphéries des villes, ou alimentant à travers les pays voisins d'Afrique de l'Ouest les premières bases de la diaspora Kel Adagh en Algérie. Les premiers exilés dans ce pays jouèrent alors pour l'accueil à l'étranger un rôle important, qui consistait à :

"aider ces gens là, ne pas les laisser seuls, dans la désorganisation. Il fallait cotiser pour eux, essayer de leur faire de la place pour qu'ils puissent sortir du Mali en Algérie. Et c'est ce qu'on a fait. C'est grâce à notre action qu'on a pu placer les populations aux frontières : Bordj Mokhtar, Tin Zawaten, In Guezzam. Avant l'indépendance il n'y avait rien en ces endroits, et maintenant, ils sont essentiellement peuplés par notre population. Quant à moi, de Tamanrasset à Reggane, à Ouargla, je me suis déplacé de ville en ville pour préparer des nids de réfugiés, des lieux d'accueils."¹⁶¹

De plus, les Kel Adagh en particulier, mais aussi les Touaregs et les populations nomades dans leur ensemble se heurtent désormais à une méfiance profonde de la part de l'État malien, de son administration, et cette suspicion, par l'intermédiaire de la propagande gouvernementale, devient aussi le fait d'une proportion élevée des populations sédentaires. En pratique, les nomades deviennent au Mali des pestiférés, des rebelles en puissance, et l'Adagh, entièrement administré par des militaires, est proclamé en totalité "zone d'insécurité" interdite aux étrangers, et l'est resté jusque dans les années 1980. La rupture est consommée entre les autorités maliennes et les nomades, et le fossé creusé par la révolte de 1963-64 et la répression qui en découla, n'est alors pas prêt de se fermer. Au lendemain des événements, et pour plusieurs décennies, la situation des Kel Adagh au sein du Mali devient celle d'une population considérée dans son ensemble

¹⁵⁹ Entretien Ammera, Paris, 19/6/92

¹⁶⁰ AG BAYE (C.)/BELLIL (R.), "Une société Touareg en crise : les Kel Adrar du Mali", *Awal*, 2, 1986 : 80.

¹⁶¹ Entretien Ammera, Paris, 19/6/92

comme traître à la cause de la construction nationale. Différents par leurs coutumes, par leur système de production, par leur origine géographique, les Kel Adagh et les nomades dans leur ensemble, Touaregs et maures, furent rejetés par la communauté nationale soupçonneuse, et durent désormais vivre au Mali comme des citoyens de seconde zone.

La solitude des Kel Adagh

Mais si l'opprobre de la révolte retombe sur tous les nomades, les Kel Adagh ont été les seuls à se soulever au Mali. Comment expliquer cette rupture de solidarité au sein de la communauté touarègue ? Le traumatisme issu de la conquête coloniale éclaire en premier lieu cette question. Effectivement, les Kel Adagh ont été le seul groupement à ne pas avoir eu à combattre les Français, grâce à l'analyse qu'ils avaient faite des rapports de force qui ne leur étaient pas alors favorables. Cinquante à soixante ans après, les souvenirs de la défaite qu'ont connu les Kel Tademekket, les Iwlliminden ou les Kel Aïr ont certainement joué un rôle non négligeable sur l'absence d'engagement de ces groupements. Mais si les Kel Adagh, devant l'affaiblissement de leurs voisins après la résistance qu'ils avaient menée, avaient choisi au début du siècle de ne pas s'opposer à la pénétration française, pourquoi n'eurent-ils pas la même attitude en 1963, alors que le rapport de force ne leur était pas plus favorable ? Le caractère particulier quoique ambigu des liens que les Kel Adagh avaient créés avec les Français permet un début d'explication. Au début du siècle, les gens de l'Adagh ne possédaient pas la puissance de leurs voisins, et ne pouvaient imaginer faire mieux qu'eux devant l'avancée coloniale. Mais celle-ci a contribué à leur donner un statut plus élevé qu'avant au sein du monde touareg, et le caractère guerrier de leur groupement, ou du moins de leurs tiwsaten dominantes, par leur forte participation à la défense de l'Adagh dans les années 20 et 30, a supplanté le rôle religieux qu'on leur attribuait jusque là. La présence française aurait été en ce sens un facteur d'optimisme exagéré sur leurs capacités réelles d'opposition violente aux nouveaux arrivants. Un autre élément de réponse peut provenir de la situation particulière qu'ont toujours connu les Kel Adagh au sein de l'espace touareg. On se rappelle que leur éloignement de l'extérieur, coupés qu'ils en étaient par les Kel Ahaggar au nord, par les Iwlliminden et les Touaregs du Fleuve au sud, avait déjà été l'origine de certaines particularités, telles que le faible nombre d'esclaves qu'ils possédaient. Cette originalité, renforcée par la colonisation qui contribua à isoler la région de l'extérieur, tant spatialement, par les limitations imposées au mouvement, que psychologiquement et politiquement, par l'absence de scolarisation, la faible pénétration des partis, l'absence de transformations économiques, l'enclavement généralisé de la région, fit que les Kel Adagh n'avaient jusque dans les années 60 que peu de contacts approfondis avec le monde subsaharien. Ce qu'ils en connaissaient, et qu'ils affectaient

d'ignorer, n'était pas propre à en améliorer leur vision. Les gens du sud qu'ils avaient pu rencontrer jusqu'à l'indépendance ne furent que les quelques fonctionnaires affectés à Kidal (des serviteurs des Français), les prisonniers du pénitencier (des captifs des Français), les tirailleurs des pelotons méharistes (jamais les chefs). Les Kel Adagh n'avaient donc aucune habitude des rapports avec les populations sédentaires, et n'étaient que très peu préparés à en supporter la domination. Ce fut en effet en ces termes que fut vécue le remplacement de l'administration française par son homologue malienne. Les Kel Adagh connaissaient mal les gens du sud, et en tout cas de manière beaucoup moins intime que les autres Touaregs qui vivaient avec ceux-ci et depuis longtemps une réelle interpénétration. Le choc de la décolonisation fut donc particulièrement important pour eux, en regard de ce que vécurent les Touaregs plus méridionaux.

La révolte put aussi exister parce qu'elle disposait d'un terrain qui lui était a priori favorable. Il y eut des mouvements de protestation et d'humeur dans les autres groupements touaregs. Mais ceux-ci n'avaient pas l'avantage de résider en zone montagneuse, ce qui les rendaient nettement plus vulnérables aux ripostes d'une armée équipée de façon moderne, mobile, aux déplacements rapides et motorisés, possédant des armes à longue portée. La Tamesna, le Gourma ou la vallée de l'Azawakh, dans ces conditions, ne présentaient pas pour des révoltés les retraites plus assurées que pouvaient être les massifs montagneux du nord. Les possibilités du terrain incitaient à la révolte, et assuraient un certain nombre d'avantages, qui n'en avaient pas été à l'époque coloniale. En effet, là où passe un chameau ne passe pas obligatoirement un véhicule. Si les Français disposaient d'un armement très supérieur, d'une organisation et d'une tactique éprouvée, ils se déplaçaient aussi comme les nomades, et cet ensemble de conditions a fait leur avantage. L'armée malienne possédait l'avantage du nombre, de l'armement, des télécommunications, mais elle n'a jamais pu poursuivre et dénicher l'ensemble des groupes de révoltés qui pouvaient profiter de sanctuaires inaccessibles pour une armée motorisée. Si les forces gouvernementales ont pris l'avantage, c'est essentiellement parce qu'elles ont réussi dans leur stratégie d'isolement de la révolte, et qu'effectivement, passé un certain stade, les révoltés n'ont pu bénéficier plus avant du soutien qu'auraient pu leur offrir leur milieu humain ou les pays avoisinants.

Enfin, peut-être faut-il considérer l'aspect même de ce que fut la révolte. Celle-ci ne concerna pas tous les Kel Adagh. Elle n'était même dans ses premières semaines que le fait de révoltés peu nombreux. Aussi peut-on avancer que le caractère outrageusement brutal de la répression malienne fut le moteur réel de la transformation d'une contestation isolée en une rébellion réelle. Les Kel Adagh vivaient dans une région qui avait été contestée au Mali par les projets de l'OCRS. Une véritable fixation s'était ainsi faite sur un espace que les maliens considéraient comme névralgique, riche de promesses minières, et particulièrement exposé. Ceci peut alors expliquer la brutalité de la riposte, et sa disproportion. Le caractère violent de la répression n'aurait certainement pas été

semblable dans une autre région touarègue. Effrayés par les difficultés du terrain, sûrs de livrer un combat justifié par les prétentions extérieures, les maliens ont voulu frapper vite et fort pour que ne leur échappe pas un morceau de territoire qui était pour eux un atout économique en perspective. La répression qui fut le corollaire de la stratégie d'isolement des révoltés était alors logique. Elle pouvait de plus s'exercer sans aucun scrupule. L'isolement de l'Adagh ne permit pas aux autres populations du Mali de s'émouvoir des brutalités exercées, et son éloignement empêchait les médias internationaux, non seulement de se pencher trop profondément sur les débordements de l'action militaire, mais même d'en connaître les réalités. La répression s'est effectuée dans le silence, et les échos qu'il était possible d'en entendre au delà du massif ne furent que ceux d'un "méprisable remue-ménage". Ce serait dans cette optique la riposte qui fit la révolte, et qui contribua ensuite à l'aggraver, avant de la réduire, par la radicalisation issue de la violence de la répression.

Un processus malien de reconquête et de recolonisation

A l'issue du processus de décolonisation, qui s'étend pour l'Adagh de 1958 à 1964, l'autorité de l'état malien est assurée sur la région. Mais les conditions de son imposition ont fait de la décolonisation et de l'indépendance un cauchemar pour les nomades. Mal préparés intellectuellement, les Kel Adagh ont vécu la situation nouvelle comme une recolonisation de leur pays par des envahisseurs venus de l'extérieur, et prenant la place des occupants français, au moment où un début de *modus vivendi* avec ces derniers commençait à peine à s'installer. Peut-on reprocher aux gens de l'Adagh cette vision dure de l'État malien ? Loin de retrouver lors de l'indépendance une autonomie d'action et de décision, la liberté de se déterminer eux-mêmes, de s'administrer ou de remettre en valeur des modes d'existence mis à mal lors de la conquête française, les Kel Adagh ont perdu un peu plus de leur autonomie, dans un processus qui rappelle celui que le monde touareg avait vécu au début du siècle.

En effet, l'autorité malienne s'est imposée par la force, dans ce qui prit le visage d'une véritable reconquête du pays. Contrairement à l'attitude qu'ils avaient eu à l'arrivée des Français, les Kel Adagh ne firent pas le dos rond, et s'opposèrent résolument à cette nouvelle domination qui leur paraissait étrangère, adoptant pour l'occasion la conduite qu'avaient eu alors d'autres groupements, Iwlliminden ou Kel Aïr par exemple. En ce sens, la révolte de 1963-64 est l'égale de celles de 1916 ou 1917, et beaucoup d'éléments communs les apparentent. La disproportion de la quantité et de la qualité des armements réciproques, l'organisation des combattants, l'utilisation des chameaux pour lancer des raids sur l'ennemi, et la nécessité pour ce faire de mener des attaques sur les troupeaux de l'adversaire rappellent les grands traits des actions menées au début du siècle. Mais de

nombreuses différences existent aussi. Ainsi, l'analyse politique des rapports de force fut manifestement moins consistante en 1963 qu'au début du siècle. Les Firhun et Kaocen n'avaient peut-être pas mesuré à quel point l'armement, la tactique et l'organisation dont ils disposaient les défavorisaient par rapport aux Français. Mais ils savaient parfaitement que la France, en guerre contre l'Allemagne, était en difficulté, et ils surent, pour Kaocen tout au moins, établir des alliances internationales qui les menèrent fort près de la réussite, et qui pour le moins firent trembler l'autorité française dans le Sahara. La prise en compte de l'évolution de ces rapports de force avait de même permis aux Kel Adagh de vivre sans traumatisme majeur dus à une conquête violente l'arrivée du colonisateur. Mais la colonisation, en partie sans l'avoir désiré ni planifié, cassa les capacités d'analyse de cette société, par l'hétérogénéité sociale qu'elle fit naître en son sein, par sa mise "hors-monde", à l'écart des grands bouleversements mondiaux et africains, loin de toute formation et de toute politisation. Ne démêlant plus dans l'écheveau d'un contexte mal maîtrisé ce qui leur était favorable ou pas, les Kel Adagh se lancèrent dans une révolte vouée à l'échec, sans coordination avec les autres groupes nomades, sans lien entre l'action sur le terrain et la réflexion politique, sans projet réel et sans stratégie d'ensemble, sans entraînement ni connaissances militaires, et des chefs tels que Zeyd poussèrent l'aveuglement jusqu'à se jeter dans la gueule du loup... Malgré ces différences, la rébellion de 63-64 apparaît comme un soulèvement du type de ceux observables lors de la pénétration française.

La réaction de l'État, sur le même plan, est assimilable à une réaction coloniale. Le Mali veut imposer en 1958-59 une administration exogène, composée d'agents dont aucun n'est originaire de l'Adagh. Son but n'est pas la promotion de la population concernée, mais la possession d'un territoire considéré comme nécessaire économiquement et stratégiquement au pouvoir central. Pour ce faire, elle utilise en premier lieu une organisation administrative calquée sur celle qu'elle remplace, et héritière directe de l'administration coloniale. Les agents de l'État sont nommés sans concertation avec la population, leur rôle est essentiellement le maintien de l'ordre et la levée des impôts, et pour atteindre ces buts ils utilisent comme avant les éléments de la chefferie qui leur sont favorables, n'hésitant pas à leur faire jouer un rôle qui n'est pas à priori le leur. Comme l'avaient fait les Français au moment des révoltes de Firhun ou de Kaocen, l'État n'hésite pas, en face de ces nomades dont on se méfie préalablement, à faire intervenir l'armée dès les premiers troubles. La mission de celle-ci est de rétablir l'ordre sans pitié, au prix de la terreur et du massacre des hommes et des animaux. A l'issue des opérations militaires, et lorsque la population assommée est amoindrie humainement et économiquement, les chefs rebelles en prison ou tués, les chefs collaborateurs confirmés et soumis, une administration entièrement militaire est mise en place. Si les Français parlèrent pour les espaces nomades ainsi gérés de Territoires militaires, les Maliens employèrent le terme de "zones d'insécurité", mais le résultat fut le même.

Pour les Kel Adagh, l'État malien apparut donc comme un pouvoir colonial, et l'affirmation de son autorité sur l'Adagh comme le début d'une nouvelle colonisation. Bien plus, celle-ci commençait par un conflit, ce qui avait été évité dans la période précédente, et les nouveaux administrateurs, issus sans exception des régions sédentaires, ne faisaient pas preuve de la même fascination que leurs prédécesseurs pour les modes de vie et la culture touaregs. La colonisation nouvelle qui s'annonçait en 1964 apparaissait alors pire pour les gens de l'Adagh, qui avaient de plus à résoudre les problèmes issus de la présence française. Les divisions internes étaient en effet plus profondes qu'au début du siècle, les retards à rattraper vis-à-vis de l'extérieur considérables, et l'isolement militaire de la région maintenant total.

Le processus de décolonisation et d'indépendance fut donc un désastre pour les Kel Adagh. Ils n'ont pas retrouvé la maîtrise de leur destin que leur avait enlevée la France. Bien au contraire, leur réaction violente mais désordonnée a aliéné encore plus leur liberté d'être eux-mêmes, et ce désavantage n'est pas compensé par leur intégration ratée à la communauté nationale malienne. A une colonisation qui s'achève succède immédiatement une nouvelle recolonisation. Une interrogation insolite pouvait alors naître sur les lèvres des Kel Adagh : "Quand l'indépendance va-t-elle finir ?"¹⁶² Cette question significative était destinée à hanter les esprits nomades pour de longues années à venir...

¹⁶² CLAUDOT-HAWAD (H.), "Ledepadas (l'indépendance)", *Ethnies*, 15, 1987.

**LA PAIX MALIENNE, DE
L'ENFERMEMENT À L'ERRANCE**

Divisions administratives au nord du Mali, VIe Région

(après l'indépendance)

Région de Gao

Cercles

1. Gao
2. Ansongo
3. Bourem
4. Kidal
5. Ménaka
6. Tombouctou
7. Diré
8. Goundam
9. Gourma-Rharous

- Limite de région
- - - Limite de cercle
■ Chef-lieu de région
• Chef-lieu de cercle

0 100 200 km

VIe Région

Gao

“Désormais, tout en veillant jalousement sur la paix et la tranquillité de nos masses, c’est à leur éducation profonde, à leur organisation que nous allons nous attaquer.”¹

Cette phrase du capitaine Diby Sillas Diarra, dans son discours prononcé à Kidal à l’occasion de la fête de l’indépendance, le 22 septembre 1964, résume parfaitement ce que fut la politique de l’État malien dans l’Adagh sous les présidences de Modibo Keïta et, sous une forme atténuée, de Moussa Traoré. A l’issue de la révolte de 1963-64, les Touaregs de la région, assommés par la répression de l’armée, n’eurent pas d’autres choix que d’accepter ce qu’on leur imposait, et qui tient dans ces trois mots : tranquillité, éducation, organisation.

Tranquillité, car il n’est alors plus question pour eux de pouvoir fomenter une quelconque agitation. L’Adagh est quadrillé par les forces armées, son administration est entièrement aux mains des militaires, et la surveillance politique est omniprésente.

Éducation, parce qu’à l’époque de Modibo Keïta, l’école devient une obligation, et il n’est plus possible de la refuser. Les chefs qui s’y sont risqués furent condamnés à mort. La scolarisation devint un moyen “d’éducation des masses”, et en grande partie un lieu de propagande destiné à réduire à néant le pouvoir des “féodaux”.

Organisation, car le rêve qu’avaient eu les Français dans les premières années de leur installation, et qui resurgit de façon récurrente lorsque l’administration malienne prit les rênes du pouvoir, reçut un début d’application, en même temps que ces éleveurs étaient sommés d’entrer dans l’économie monétaire afin de contribuer à l’enrichissement du Mali. Faire des Kel Adagh des Maliens, les fondre dans l’ensemble des citoyens, afin que disparaissent les soucis de séditions ou de sécessions qu’ils suscitaient, voilà le but. Mais des Maliens dont on se méfiait, pourtant, et à qui toutes les portes n’étaient pas ouvertes, notamment celles de l’armée, car confier une arme à un Touareg paraissait toujours une forme de suicide étatique... Sous la chape de cette politique, les Kel Adagh tentèrent doucement de se relever, de reconstituer les troupeaux, de recommencer à vivre.

Mais l’ère des cataclysmes n’était pas terminée pour eux. Moins de dix ans après la révolte, une terrible série de sécheresses s’abattit sur le nord du Mali. Le cheptel péniblement en voie de reconstitution prit de plein fouet cette nouvelle épreuve. De nouveau, des milliers de bêtes mouraient, entraînant leurs propriétaires dans un immense mouvement de panique vers le sud et vers le nord, et les premiers réfugiés de la révolte furent rejoints par des dizaines de milliers d’autres nomades qui avaient tout perdu. Dès lors, plus rien pour eux ne fut comme avant. Sans espoir de retrouver leur activité d’antan, les Kel Adagh commencèrent en grand nombre à se méfier de l’élevage, et à prendre des activités salariés quand ils avaient la chance d’en trouver. La population de

¹ Capitaine Diby Sillas Diarra, discours à l’occasion de la fête nationale, Kidal, 22 septembre 1964. BONKANE (C.), “Kidal a célébré la fête nationale avec un éclat particulier”, *L’Essor Hebdo.*, 28 septembre 1964

l'Adagh commença à se disperser, dans une diaspora qui étendit ses ramifications dans toute l'Afrique de l'ouest et le Maghreb. Parmi celle-ci, les jeunes furent les plus actifs. Des courants de migrations du travail se dessinèrent alors, où se retrouvaient les Touaregs de toutes les régions nomades. Une mentalité nouvelle naissait chez les "ishumar" (les chômeurs), terreau fertile de l'organisation politique de révoltes futures.

Des années de plomb

L'Adagh sous administration militaire

En 1964, l'Adagh était inclus dans la gigantesque VI^e Région du Mali, qui couvrait tout le nord du pays et la Boucle du Niger. Gao en était la capitale régionale et le siège du Gouverneur, à cette date Bakara Diallo. Elle était divisée en neuf cercles (cf. Carte "Divisions administratives au nord du Mali, VI^e Région, après l'indépendance"), dont celui de Kidal, qui englobait la presque totalité de l'Adagh et le Timetrin. Les limites administratives, quant à elles, n'avaient pas changé avec l'indépendance, et ces cercles recouvraient les territoires des anciennes subdivisions de la colonisation. Le cercle de Kidal était alors lui-même divisé en cinq arrondissements, Kidal centre, Tessalit, Boughessa, Aguelhoc, Tin Zawaten ². Leurs limites géographiques n'étaient pas cartographiées précisément, ce qui ne signifiait pas grand chose en zone nomade, mais dépendaient du rattachement de telle ou telle fraction sous leur autorité. La composition des agents administratifs à la tête de ces circonscriptions était alors significative :

Circonscription	Administrateur	Grade
Cercle de Kidal	Diby Sillas Diarra	capitaine
Arrdt. Kidal centre	Seydou Guindo	administrateur
Arrdt. de Tessalit	Diassa Moussa Diakité	capitaine
Arrdt. de Boughessa	Mamadou Sissoko	capitaine
Arrdt. d'Aguelhoc	Abderhamane Maïga	lieutenant
Arrdt. de Tin Zawaten	Saliou Alliou	administrateur

Contrairement aux autres arrondissements et cercles de la région de Gao, qui étaient alors gérés par des administrateurs civils, le cercle de Kidal était sous les ordres d'un militaire, et les arrondissements qui le composaient étaient aussi en majorité sous la responsabilité de militaires. Ainsi l'Adagh, qui n'avait connu à la fin de la période

² Les arrondissements de Tinkar et Tin Essako furent créés un peu plus tard en complément de ce dispositif.

coloniale et aux débuts de l'indépendance qu'une brève période d'administration civile, était-il de nouveau sous l'administration de l'armée, et destiné à le rester jusque dans les années 1990. Il était de plus couvert par le bataillon de Gao, sous les ordres du chef de bataillon Bokar Sada Diallo. Le dispositif était bien verrouillé, et il rappelait l'ancienne organisation administrative et militaire française, lorsque la France avait pour but essentiel d'assurer la sécurité et l'ordre dans la région. Les objectifs maliens, après la rébellion, étaient alors nettement les mêmes.

L'encadrement des militaires se doubla de celui des agents politiques, qui exerçaient dans l'Adagh, au même titre que dans le reste du Mali, un véritable pouvoir parallèle à celui des administrateurs. En effet, le VI^e et dernier Congrès de l'Union soudanaise-RDA, en 1962, avait voté des recommandations qui guidèrent la mise en place des institutions politiques au Mali, dont le but était l'édification d'une société socialiste dans le pays. Pour atteindre cet objectif, le Parti basé sur le centralisme démocratique, prit en main la plupart des leviers de commande. Par ses organismes directeurs, il était partie prenante de l'action du gouvernement : six des 19 membres du Bureau Politique National (BPN, élu par le Congrès) étaient également ministres. En pratique, les réunions du BPN, qui se tenaient la veille du Conseil des Ministres, étaient les véritables sources de décision. Elles étaient présidées par Modibo Keita, qui était aussi le secrétaire général du Parti, et ses recommandations s'imposaient à toutes les sections du pays et aux responsables politiques, mais aussi aux fonctionnaires et à l'administration. Il était d'ailleurs fréquent que les responsables administratifs soient aussi membres du Parti. Diby Sillas Diarra, par exemple, cumulait dans l'Adagh les fonctions de chef militaire, administratif et politique. Les instances nationales s'appuyaient sur toute une pyramide politique, calquée sur celle de l'organisation administrative. A l'échelon des cercles correspondaient les sections, à celui des arrondissements les sous-sections, et au niveau des villages ou des fractions les comités du Parti. La confusion entre ces organes et ceux de l'administration était d'ailleurs renforcée par la conférence mensuelle des cadres, qui réunissait au chef-lieu du cercle le commandant de cercle, les membres du bureau politique de la section, les chefs d'arrondissement, les chefs de service. Le Parti, représenté par les sections et sous-sections, exerçait donc une influence importante sur la vie du cercle.

Dans l'Adagh, les comités du Parti n'existèrent quasiment que sur le papier, et les membres politiques des sections et sous-sections furent essentiellement des fonctionnaires venus du sud du Mali. Les autres organisations du Parti, Milice populaire et Brigades de vigilance, destinées à accueillir des militants volontaires, ne furent en réalité guère fréquentées par les nomades. Elles étaient centrées sur la surveillance de la population et la découverte des activités subversives, et les Touaregs considérés dès le départ comme éminemment séditeux n'y furent pas conviés. Aussi restèrent-elles essentiellement composées là aussi de membres sédentaires. La marginalisation politique

des nomades, qui n'étaient représentés après 1964 ni dans l'administration ni dans les organes locaux du Parti, fut donc forte.

Par ailleurs, si l'administration continuait à se servir des chefs coutumiers comme intermédiaires entre elle et les populations, la structure de la chefferie éclata lors de l'établissement d'une nouvelle organisation censée être plus égalitaire. La chefferie fut réduite. Bien que l'amenokal ait conservé la direction coutumière de la région, toutes les tiwsaten furent mises sur le même plan, où voisinaient une soixantaine de fractions. Celles-ci regroupaient l'ensemble de la population, et aucune n'avait la primauté sur les autres. Chaque chef de fraction dépendait directement du chef d'arrondissement, et l'ancienne structure pyramidale utilisée par l'administration française fut rejetée. Dans ce cadre, les anciens chefs de tribu, qui avaient la responsabilité de plusieurs fractions regroupées sous leur autorité, n'eurent plus à diriger que leur propre tawset. Cette réorganisation avait pour but de contribuer à rendre la société Kel Adagh plus égalitaire, en émancipant les tiwsaten tributaires et en les éloignant de celles de leurs anciens protecteurs. Dans le même ordre d'idée, et afin d'éviter la constitution de familles dirigeantes, les chefs de fraction devaient être élus démocratiquement par tous les membres de la tawset. Mais en pratique, le schéma classique, bien qu'ayant perdu une grande partie de sa substance, résista, tout au moins sur le plan des statuts personnels reconnus à chacun. Et malgré le respect apparent des formes administratives, les modes anciens d'héritage de la chefferie persistèrent. Dans la plupart des cas, les chefs continuèrent à être choisis dans les familles traditionnellement au pouvoir dans les tiwsaten. L'amenokal Intalla lui-même resta à son poste malgré les options socialistes du Mali (mais il est vrai qu'il avait contribué, par l'aide qu'il avait apporté au gouvernement, à leur établissement).

Le socialisme par l'école

Modibo Keïta et l'US-RDA avaient pour but de socialiser les masses. Aussi cherchèrent-ils à engager la population malienne dans des organisations de masse, sur le modèle des démocraties populaires. Il s'agissait aussi par ce biais d'établir un contrôle supplémentaire et de propager l'idéologie du Parti.

La jeunesse, notamment, fut regroupée dans plusieurs types de mouvement. Elle avait été organisée après le VI^e Congrès de l'US-RDA sous l'égide d'un Conseil National de la Jeunesse, composé des Commissaires à la Jeunesse de l'US-RDA, des Inspecteurs de la Jeunesse, des délégués des sections de Jeunesse du Parti. Ce Conseil constituait avec une Commission Nationale de la Jeunesse les instances dirigeantes de la Jeunesse malienne, dont étaient théoriquement membres tous les jeunes maliens de huit à vingt-cinq ans. Dans l'Adagh, cette organisation prit essentiellement la forme du Mouvement

des Pionniers, qui accueillait les jeunes jusqu'à dix-huit ans, et encore son encadrement fut-il assez lâche. Il intéressa surtout les jeunes Touaregs scolarisés, et parmi ceux-ci majoritairement les orphelins de 1964 pris en charge par l'école et les cantines scolaires, qui n'eurent pas le droit de retourner dans les campements familiaux avant le coup d'état de Moussa Traoré. Si les activités de ces Pionniers pouvaient peut-être captiver les élèves du sud, elles paraissaient assez déplacées dans les zones nomades : appliquant les consignes centrales, les responsables y apprenaient aux jeunes Touaregs à vivre sous la tente...

"On allait aussi dans des camps de pionniers, des espèces de scouts. On y apprenait à camper ! On apprenait à vivre en groupe, le maniement de certaines armes, l'ordre serré, un tas de choses... C'était un peu paramilitaire."³

Tous les jeunes n'étaient donc pas touchés par ce mouvement. Ceux qui nomadisaient avec leurs parents, et qui n'étaient pas même scolarisés, n'y furent évidemment pas intégrés. En fin de compte l'effort porta surtout sur ceux, plus nombreux qu'auparavant, qui passèrent par l'école.

Les effectifs de celle-ci s'accrurent sous l'effet de la politique volontariste et coercitive de l'administration, mais aussi à cause des circonstances qui favorisèrent le recrutement. Les déplacements forcés des familles et des campements autour des villages et de la ville de Kidal, qui avaient été décrétés lors de la révolte en même temps qu'étaient créées des zones interdites, offrirent aux administrateurs la possibilité de toucher plus facilement des populations moins dispersées qu'avant et d'en mobiliser les enfants. Pour les accueillir, chaque chef-lieu d'arrondissement (sauf un) fut doté d'une école, ce qui porta à cinq le nombre de celles-ci. De plus, des classes de second cycle furent mises en place à Kidal et Tessalit. Chaque école devait chaque année atteindre un objectif précisant le nombre d'élèves minimum, porté la première année à quarante-cinq enfants à recruter. Pour atteindre ce but, l'administration ne s'embarrassa pas de scrupules, et les familles désignées durent impérativement conduire les enfants demandés à l'école, sous peine de graves ennuis. Les chefs de tawset furent d'ailleurs tenus pour responsables en cas de non observation des ordres de recrutement. C'est ainsi qu'en 1967, trois chefs, Bessada ag Ghissa des Kel Taghlit, Ebbag ag El Mouacq des Taghat Mellet, et Hamzata ag Alqacem des Kel Telabit, furent exécutés à Kidal pour avoir tardé à envoyer leurs enfants à l'école⁴. Cette politique sévère porta ses fruits en terme d'effectif. A partir du milieu des années 1960, plus de 250 enfants furent scolarisés chaque année, et certains chiffres avancés vont jusqu'à une moyenne annuelle de 300 enfants⁵. En proportion du nombre

³ Entretien Ibiya ag Sidi, Paris, 28/6/94.

⁴ AG LITNY (I.), *Systèmes éducatifs et société touarègue. Les Kel Adagh du nord du Mali*, Mémoire de l'EHESS, dir. POUILLON (F.), 1992 : 153.

⁵ AG FONI (E.), *L'impact socio-économique de la sécheresse dans le cercle de Kidal*, Brême, Borda, 1979 : 107.

total des enfants scolarisables dans l'Adagh, qui atteignait plusieurs milliers, le chiffre restait encore faible ⁶. Beaucoup d'entre eux échappaient donc encore à la scolarisation. Mais si l'on compare ces moyennes avec les effectifs scolaires à l'époque coloniale, il est indéniable que la scolarisation fit dans ces années un énorme bond quantitatif. On se rappelle en effet qu'entre 1948 et 1958 le recrutement bisannuel concernait une trentaine d'enfants. Cent cinquante enfants de l'Adagh étaient passés par l'école française, soit, si l'on rapporte ce chiffre sur la période, une moyenne de quinze par an. Le tableau suivant, qui concerne les deux seules années scolaires 1966-1967 et 1967-1968, permet de se rendre compte de l'augmentation considérable du recrutement, qui approche, à la fin de la présidence de Modibo Keita, le millier d'élèves.

Nombre de classes et nombres d'élèves (1er et 2ème cycle) 1966-1968⁷

	1er cycle		2ème cycle		Total	
	Classes	Élèves	Classes	Élèves	Classes	Élèves
1966-1967	17	759	4	69	21	828
1967-1968	21	790	5	111	26	901

L'ensemble des données statistiques concernant la scolarisation dans l'Adagh n'est hélas pas disponible. Mais ces deux années peuvent servir de références, d'autant qu'elles furent celles de l'installation du second cycle à Tessalit, complétant celui déjà en place à Kidal. Elles permettent de se faire une idée des réalités scolaires à l'époque du Mali socialiste, qui mettait l'accent sur la formation de base. L'organisation adoptée, modifiant celle de la colonisation, était basée sur un système fondamental partagé entre un premier cycle de cinq ans et un second cycle de quatre ans. Mais seuls les meilleurs étaient acceptés dans le second cycle, qui ne représentait pas une priorité. Une évolution importante, observable dans le tableau suivant, marque cependant cette école malienne naissante. Contrairement à l'école coloniale, les filles y étaient en effet recrutées elles aussi. Bien que leur nombre soit largement inférieur à celui des garçons dans le second cycle (elles n'y représentent plus que 11, 6 % de l'effectif), il s'en approche dans le premier cycle (où elles représentent plus de 32 % du total des élèves, soit environ le tiers).

⁶ La population était en effet alors estimée à 21 000 personnes. Bien que ce chiffre soit issu d'un recensement certainement inexact, il donne un effectif minimum de la population Kel Adagh, ce qui permet d'estimer à cette époque le nombre des enfants en âge d'aller à l'école à plusieurs milliers.

⁷ Source : AG LITNY (I.), *Systèmes éducatifs et société touarègue. Les Kel Adagh du nord du Mali*, Mémoire de l'EHESS, dir. POUILLON (F.), 1992 : 156.

Répartition des élèves par sexe et par cycle (1966-1967)⁸

	1er cycle	2ème cycle	Total
Garçons	512	61	571
Filles	247	8	255
Total	759	69	828

La déperdition entre le premier et le second cycle était évidemment importante pour les filles. Elle pouvait s'expliquer par les mariages, mais aussi par les maternités précoces, les jeunes élèves du sexe féminin, isolées de leur famille et sans protection étant une proie facile pour les fonctionnaires et militaires célibataires qui abusèrent fréquemment de la situation. Cependant, subsiste le fait nouveau de la féminisation de la scolarité, qui fut un apport du régime socialiste malien.

Cependant celui-ci comptait sur l'école surtout pour transformer la mentalité nomade à la base de la communauté, c'est à dire chez ses enfants, considérés comme plus malléables. Il s'agissait de les amener à rejeter la culture nomade, et surtout à leur faire prendre conscience qu'ils étaient les "pionniers de la Révolution", et qu'ils devaient pour cette raison renier un système féodal jugé réactionnaire. Pour ce faire, l'embrigadement de la jeunesse scolarisée fut un souci de tous les instants. A l'école, mais aussi dans le mouvement des Pionniers, les élèves recevaient une formation idéologique qui se poursuivait lors des activités diverses organisées à leur intention, troupes théâtrales ou folkloriques, compétitions sportives, défilés quotidiens scandés par des slogans politiques (en 1967, le commandant de cercle fit défiler les jeunes Touaregs à Kidal aux cris de "Les féodaux, nous marcherons sur votre dos" ⁹). La volonté de couper les jeunes des références habituelles à leur communauté s'accompagnait aussi du souci de les éloigner de l'influence parentale. A cet effet, les jour fériés et les vacances d'hiver et de printemps étaient supprimées pour les élèves de l'Adagh. Ceux-ci ne pouvaient donc plus retourner voir leurs familles dont les terrains de nomadisation étaient souvent très éloignés des centres scolaires. Les vacances d'été elles-mêmes étaient utilisées pour placer les enfants dans des camps de jeunes où leur endoctrinement se poursuivait :

"Le temps scolaire est partagé entre les cours en classe et les activités de la "Révolution culturelle". Pendant les grandes vacances, les enfants quittent les villages pour la campagne, où ils construisent eux-mêmes des camps d'habitation et mènent les activités de la "Révolution". Ils ne voient que très rarement leurs parents. En dehors des heures de cours, où le français est utilisé, obligation est faite de s'exprimer en bambara, parler du sud décrété Langue Nationale. Les chansons comme les pièces de théâtre y sont interprétées pour un auditoire qui ne le parle guère. S'exprimer dans sa propre langue, la Tamachaq, est considéré comme une injure à la

⁸ Source : AG LITNY (I.), *Systèmes éducatifs et société touarègue. Les Kel Adagh du nord du Mali*, Mémoire de l'EHESS, dir. POUILLON (F.), 1992 : 158.

⁹ AG BAYE (C.)/BELLIL (R.), "Une société Touareg en crise : les Kel Adrar du Mali", *Awal*, 2, 1986 : 80.

révolution : il faut, pour plaire à celle-ci, renier ses origines et s'en démarquer le plus visiblement possible. A toutes les occasions, la formule sacrée est répétée : "Prêts à mourir pour Modibo, notre père et à donner notre sang pour le Mali, notre patrie".¹⁰

La propagande socialiste se doublait ainsi d'une volonté d'unification culturelle. On tenta de faire oublier leur propre langue aux enfants afin qu'ils s'éloignent toujours plus de leur origine et se fondent dans la communauté nationale, où les Bambara formaient alors la minorité la plus nombreuse et la plus représentée dans les différents pouvoirs. Cette politique classique (l'homogénéisation française, entre autres, a été menée de la même manière), fut cependant originale : elle ne s'appliquait pas aussi fortement dans le reste du pays, où l'on se méfiait moins des habitants.

La scolarisation en hausse des jeunes Kel Adagh après la rébellion de 1963-64 aboutit ainsi à un paradoxe. L'administration malienne tenta de faire des enfants touaregs des jeunes coupés de leur milieu, mais en même temps leur offrit une formation qui leur donnait à terme des armes intellectuelles leur permettant de mieux analyser les situations qu'ils vivaient. A cela s'ajoutait le fait qu'une grosse proportion des élèves était formée des enfants dont les parents avaient été tués ou avaient disparu pendant la révolte et la répression malienne, ou bien qui avaient eu à souffrir d'un déplacement forcé, suivant dans un certain nombre de cas le spectacle de campements détruits et du cheptel massacré. Les jeunes qui purent ainsi progresser dans leurs études, devenir éventuellement les premiers intellectuels des Kel Adagh, furent aussi souvent ceux qui gardaient de leur jeunesse les plus forts traumatismes, et envers le Mali une rancune tenace. Vingt ou vingt-cinq ans après, ce furent ces jeunes qui structurèrent les analyses des rebelles de 1990, et qui formèrent le gros des cadres combattants dans le nouveau soulèvement de l'Adagh contre l'État malien. En ce sens, la scolarisation qui suivit la répression, fit du Mali le plus gros pourvoyeur de futurs révoltés ...

Une volonté de sédentariser

En 1964, à l'issue de la rébellion, le commandant du cercle de Kidal, le capitaine Diby Sillas Diarra, exposait les objectifs économiques maliens à propos de l'économie des zones nomades. Ils passaient par la mise en valeur et la sédentarisation :

"Notre soldat combattant d'hier pourra dorénavant se doubler d'agriculteur pour enseigner par exemple au nomade la culture du dattier, du tabac et surtout le jardinage dont les résultats sont si éclatants. En un mot la mise en valeur et la sédentarisation du nomade est notre objectif."¹¹

¹⁰ Témoignage de AG LITNY (I.), *Systèmes éducatifs et société touarègue. Les Kel Adagh du nord du Mali*, Mémoire de l'EHESS, dir. POUILLON (F.), 1992 : 151.

¹¹ Discours du capitaine Diby Sillas Diarra, à l'occasion de la fête nationale, Kidal, 22 septembre 1964. BONKANE (C.), "Kidal a célébré la fête nationale avec un éclat particulier", *L'Essor Hebdo.*, 28 septembre 1964.

L'administration malienne, qui reprenait ainsi à son compte les anciennes intentions françaises des débuts de l'installation coloniale en zone nomade, tenta de réaliser ces projets de deux façons différentes. Il s'agissait d'une part de transformer les éleveurs en agriculteurs, et d'autre part d'essayer au moins de les contenir à l'intérieur des frontières nationales, en détournant au profit de l'État les courants commerciaux transfrontaliers habituels. La première de ces tentatives n'eut guère de succès, malgré les encouragements de l'État au jardinage et à la mise en exploitation de parcelles concédées. Des foires furent organisées à partir de 1967, et se tinrent jusqu'en 1971, afin de valoriser l'activité agricole et d'en permettre l'écoulement plus facile des produits. Si les récoltes de légumes atteignirent des quantités et des qualités respectables en regard des possibilités de la région, les personnes qui s'y consacrèrent furent essentiellement d'anciens esclaves. L'estimation de leur nombre est d'environ 900 personnes¹², parmi lesquelles il n'y eut quasiment pas d'anciens éleveurs Kel Adagh.

En revanche, ceux-ci furent bien obligés de s'intégrer dans la nouvelle organisation des échanges inscrite dans la politique générale du pays. L'encadrement du monde rural passait en effet par la monopolisation par l'État socialiste de la commercialisation des produits agricoles et de l'approvisionnement en produits de première nécessité. Cela se traduisit en zone nomade par l'établissement d'un réseau de coopératives d'éleveurs dans lequel furent insérées toutes les fractions nomades. Les éleveurs n'eurent plus le droit de s'en abstraire pour exporter animaux ou produits dérivés (viande séchée, beurre, fromage). Afin de stopper les échanges individuels, le contrôle douanier aux frontières algérienne et nigérienne fut considérablement renforcé. Des amendes furent infligées aux caravaniers qui tentaient de rejoindre, comme ils avaient l'habitude, le Touat (d'où ils importaient des dattes, du tabac, des couvertures, du thé, du sucre, etc.), la région de Tamanrasset (qui produisait des tapis, des chaussures, des articles de sellerie), ou encore le Niger (où les nomades trouvaient les tissus de guinée, les boubous, des céréales). Le mouvement caravanier fut d'ailleurs interdit, y compris vers la région de Gao. Pour commercialiser leurs produits, les éleveurs furent alors dirigés vers les sociétés d'État, SOMIEX (Société malienne d'importation et d'exportation), OPAM (Office des produits agricoles du Mali). Elles étaient seules habilitées à acheter les productions destinées à l'exportation, et en échange proposaient aux nomades les produits dont ils avaient besoin (guinée, percale, cretonne, céréales). L'État recherchait par ce biais à intégrer l'économie nomade dans une économie nationale monétarisée, ce qui permettait de mieux contrôler l'élevage, et d'accroître les recettes issues de la fiscalité. En pratique, cette nouvelle organisation n'atteignit pas le succès que l'administration en attendait. L'organisation

¹² AG FONI (E.), *L'impact socio-économique de la sécheresse dans le cercle de Kidal*, Brème, Borda, 1979 : 77.

coopérative en zone sédentaire, plus facilement contrôlable, ne fut déjà pas une réussite, à cause de la bureaucratisation qu'elle entraînait, et les champs collectifs qui avaient été imposés aux agriculteurs furent largement négligés. Mais en zone nomade, le résultat fut encore pire, car la mise en place des réseaux coopératifs n'avait pas tenu compte des particularités du genre de vie des éleveurs, et qu'un contrôle frontalier étanche était quasiment impossible à établir dans ces vastes zones sahariennes. Les lourdeurs administratives prirent des formes telles qu'elles éloignèrent les nomades de la légalité économique :

"En 1967, les éleveurs membres de (*la coopérative de la fraction des Kel Ahelwat de Kidal*), venus des oueds les plus reculés au début de la saison froide, rassemblèrent à Kidal ville leurs biens (animaux, sacs de viande séchée, beurre) qu'ils voulaient exporter sur l'Algérie par la voie de leur coopérative. Pour cela il fallait obtenir les licences d'exportation par les Affaires Économiques de Gao. Les pauvres coopérateurs attendirent de novembre à mars. La saison froide pendant laquelle pouvait se faire la traversée du désert passa et les licences d'exportation ne venaient pas. Les animaux longtemps retenus auprès du village commencèrent à maigrir (par manque de pâturage). Après tout, les coopérateurs se découragèrent et rentrèrent chez eux" ¹³

De plus, les éleveurs ne comprenaient guère les raisons de cette nouvelle organisation. Ils la ressentaient essentiellement comme une contrainte étatique supplémentaire, d'autant qu'ils n'étaient pas associés à sa gestion, réalisée par des fonctionnaires comme de coutume originaires du sud du Mali. Aussi les fraudes furent-elles considérables, et la douane ne vit-elle passer aux frontières qu'une faible proportion du bétail exporté :

"D'une manière générale plus de 60% du cheptel exporté de l'Adrar ne passent pas par les services de douanes. L'essentiel des recettes douanières du bureau de Tessalit s'opère d'une part sur les marchandises (dattes, tapis, tabacs), d'autre part sur le cheptel qui passent par les véhicules algériens" ¹⁴

Les tentatives de sédentarisation, d'intégration et de contrôle de l'économie nomade n'atteignirent donc pas l'essentiel de leurs objectifs. Mais elles contribuèrent à rendre plus difficiles les déplacements, qui prirent souvent la forme d'un jeu de cache-cache avec les agents de l'État, et donc à renforcer la présence mal tolérée des frontières qui sectionnaient l'espace touareg entre les nouveaux pays indépendants. Les contrôles administratifs, la bureaucratie économique ont ainsi accru le poids de la présence étatique sur les Kel Adagh qui ne pouvaient plus exprimer le sourd ressentiment qu'ils ressentaient de façon latente.

¹³ Cité par AG FONI (E.), *L'impact socio-économique de la sécheresse dans le cercle de Kidal*, Brême, Borda, 1979 : 81-82.

¹⁴ AG FONI (E.), *L'impact socio-économique de la sécheresse dans le cercle de Kidal*, Brême, Borda, 1979 : 82.



Carte administrative du Mali
(Après 1977)

Divisions administratives au nord du Mali

(après l'ordonnance n° 77-45 du 12/7/1977,
portant création d'une VIIe Région)

Région de Tombouctou

Cercles

1. Tombouctou
2. Diré
3. Goundam
4. Gourma-Rharous
5. Niafounké

Région de Gao

Cercles

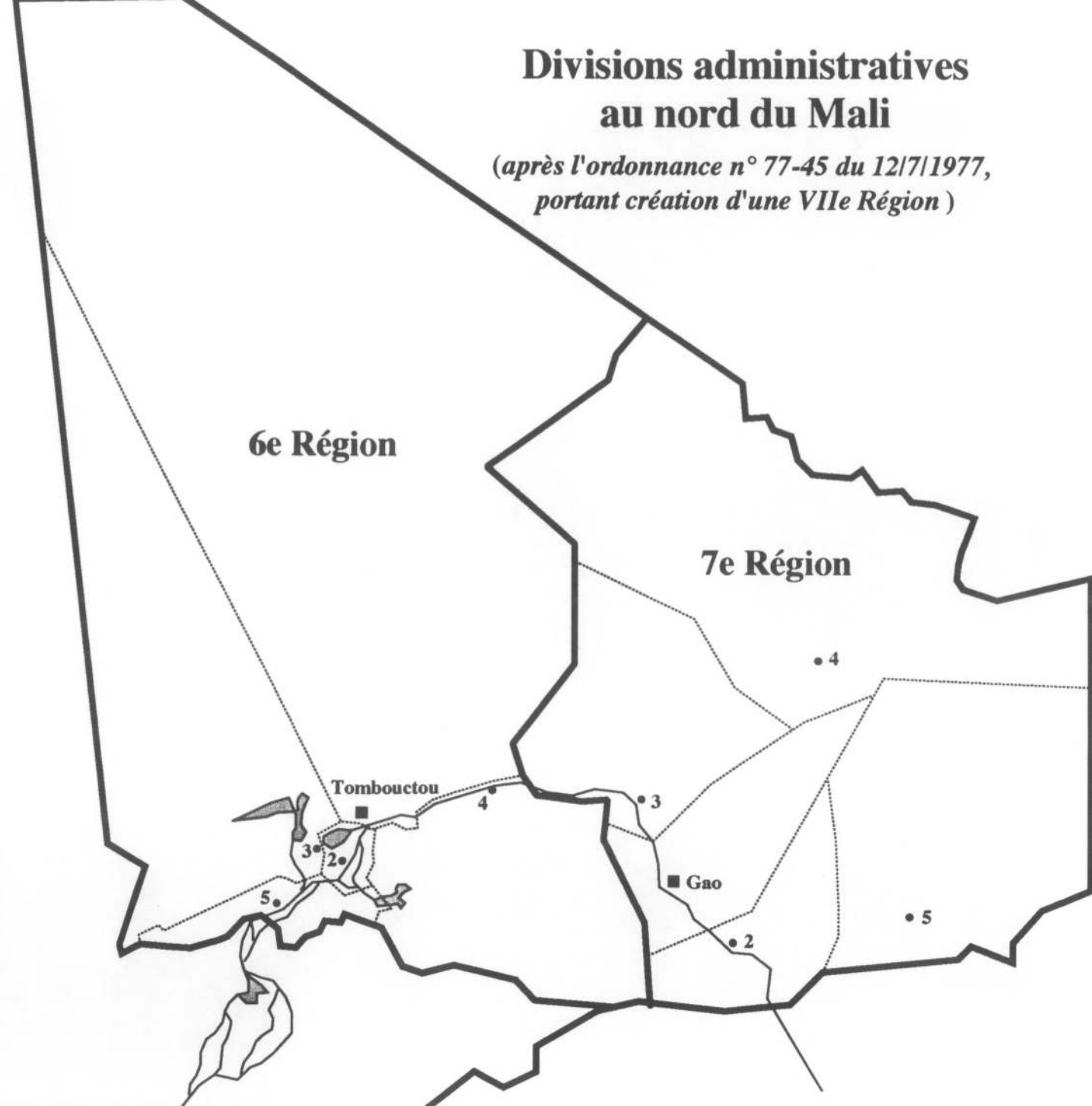
1. Gao
2. Ansongo
3. Bourem
4. Kidal
5. Ménaka

6e Région

7e Région

- Limite de région
- - - Limite de cercle
- Chef-lieu de région
- Chef-lieu de cercle

0 100 200 km



Une amélioration éphémère sous Moussa Traoré

Cependant, si les Kel Adagh n'avaient plus l'énergie ni les moyens de réagir pour soulever d'une quelconque manière la chape de plomb qu'on leur imposait, la contestation du pouvoir de l'État socialiste prenait peu à peu de l'importance dans le reste du Mali. La signature, le 15 février 1967, d'un accord avec la France pour que la monnaie nationale soit admise de nouveau dans la zone franc, était le symbole de la faillite économique du régime. Ce retour en arrière monétaire fut analysée par les idéologues de l'US-RDA comme le signe d'un affaiblissement des options socialistes qui pouvait favoriser les déviations internes, au sein même du gouvernement et du parti. Un durcissement politique s'ensuivit. Il se matérialisa le 1er mars 1967 par l'octroi des pleins pouvoirs aux membres d'un Comité national de défense de la révolution (CNDR), qui supprima le 22 août le Bureau politique national du Parti. Le CNDR radicalisa l'action gouvernementale, destituant ministres et fonctionnaires accusés d'enrichissement personnel, poussant les députés à se démettre de leur mandat le 16 janvier 1968, renforçant les pouvoirs de surveillance de la Milice. Devant cette sévérité accrue, le mécontentement gagna de larges couches de la population. Des réactions populaires sporadiques éclatèrent ici et là, comme à Ouolossébougou, le 26 juin, où la répression fit plusieurs victimes¹⁵. Un groupe de jeunes officiers décida alors de mettre fin au régime. Ce fut chose faite le 18 novembre 1968 au soir, avec l'arrestation de Modibo Keita par un détachement militaire, et la prise du pouvoir par le lieutenant Moussa Traoré¹⁶, à la tête d'un Comité militaire de libération nationale (CMLN) composé de quatorze officiers.

Pour les Kel Adagh, ce coup d'état eût pour premier résultat la satisfaction certaine de voir les hommes qu'ils considéraient comme leurs tortionnaires subir leur châtimeut au sein même du pays qu'ils avaient tant fait souffrir. Modibo Keita fut en effet interné au pénitencier de Kidal, où il mourut le 16 mai 1977, tandis que le capitaine Diby Sillas Diarra, qui fut l'auteur du premier coup d'État contre le nouveau régime, en août 1969, fut déporté aux salines de Taodenni, où il mourut le 22 juin 1972. Les souffrances¹⁷ qu'endura ce dernier pendant les trois ans où il réussit à survivre au traitement qu'on lui infligeait, sont encore considérées à l'heure actuelle dans l'Adagh comme un effet de la

¹⁵ AMSELLE (J.L.), "La conscience paysanne : la révolte de Ouolossebougou", *Revue canadienne des études africaines*, XIII, 3, 1978 : 339-355.

¹⁶ Sur ces bouleversements politiques, voir :

DIARRAH (Cheikh Oumar), 1986, *Le Mali de Modibo Keita*, Paris, L'Harmattan, 190 p.

DIARRAH (Cheikh Oumar), 1991, *Vers la IIIe République du Mali*, Paris, L'Harmattan, 236 p.

SANAKOUA (B.), *La chute de Modibo Keita*, Paris, Chaka, coll. Afrique contemporaine (vol. 9), 1990, 185 p.

¹⁷ Voir à ce sujet le récit de Samba Sangaré, l'un des rares survivants du groupe des militaires ayant tenté le coup d'état de 1969, qui réussit à revenir des salines de Taodenni : Propos recueillis par DRAMÉ (T.), "Dans l'enfer de Taoudénit", Bamako, *Le Républicain*, n° 100, 10 août 1994 : 5.

justice divine et de la punition du ciel pour les exactions qu'il avait conduites dans la région. Le deuxième résultat de la prise de pouvoir de Moussa Traoré fut un relâchement de la tension dans l'Adagh, tout au moins dans les premiers temps. Le nouveau régime proclama la "réconciliation nationale", et la fin de l'option socialiste se manifesta par l'abandon de la propagande politique, la cessation des activités destinées à la mobilisation de la jeunesse, et le retour des traditions culturelles et folkloriques touarègues à nouveau autorisées. L'accent mis sur la lutte des classes, qui avait conduit l'État à faire une distinction dans la société Kel Adagh entre la "classe exploitée et révolutionnaire" des tributaires et des anciens esclaves, et la classe aristocratique "réactionnaire et exploiteuse" des nobles disparut. La matérialisation de cette abandon idéologique fut la réhabilitation des chefs, et l'élévation du statut de l'amenokal, qui devint le député de Kidal. Les Touaregs de l'Adagh, mais aussi des autres régions, furent ainsi mieux représentés politiquement, tout au moins symboliquement, puisqu'ils étaient largement minoritaires dans la nouvelle assemblée, et que leur présence au sein du gouvernement fut toujours à peu près nulle. Il est cependant intéressant d'observer cette revalorisation du rôle de l'amenokal. Intalla, qui par ses choix politiques était passé au travers de la période socialiste sans trop de dommages, y retrouva le pouvoir relatif qu'il avait préservé. Il continua ainsi à être considéré, à travers les régimes successifs, comme l'agent de l'administration, et si le respect des couches les plus âgées lui était toujours acquis par tradition, les générations montantes englobèrent dans une même réprobation amenokal, chefs coutumiers et administration malienne coercitive dans une remise en cause de l'organisation sociale habituelle. En ce sens, l'idéologie socialiste de la période 1960-1968 a contribué à renforcer une contestation qui était déjà en germe à la fin de la colonisation, et qui ne fit que s'accroître par la suite.

Cependant, si l'atmosphère dans l'Adagh devint relativement plus respirable, le poids du contrôle étatique ne fut que peu modifié. La direction des circonscriptions resta aux mains des militaires, et l'administration fut toujours monopolisée par des fonctionnaires originaires du sud du Mali. La surveillance des nomades continua à être la règle, l'Adagh resta zone de sécurité interdite aux étrangers, et la discrimination dont ils souffraient sur le plan de leur intégration ne fut pas levée. Les écoles militaires leur furent toujours interdites de fait, et aucun officier d'origine nomade ne fut nommé dans l'armée de Moussa Traoré. De plus, ce dernier instaura un pouvoir qui devint rapidement fortement dictatorial. L'embellie sensible dans l'Adagh alla en se détériorant, et les espaces de liberté et d'expression se réduisirent comme peau de chagrin.

Ce n'était d'ailleurs pas une spécificité touarègue, et tout le Mali eût bientôt à souffrir de l'omnipotence de l'État. Le CMLN ne fut en effet pas un modèle de pouvoir représentatif, et son remplacement par l'UDPM (Union démocratique du peuple malien), créé effectivement le 31 mars 1979, mais prévu depuis plusieurs années par la nouvelle constitution malienne adoptée après le référendum du 2 juin 1974, aboutit à

l'établissement d'un parti unique qui n'avait de démocratique que le nom. Le contrôle militaire et policier du pays, dans un contexte d'arbitraire juridique, de corruption et d'échec économique, supprima les libertés essentielles et bâillonna l'expression politique. L'Assemblée nationale ne fut plus qu'une chambre d'enregistrement des décisions issues du parti et bientôt du seul Moussa Traoré. Dans cette atmosphère de pouvoir personnel, les Maliens se turent, et l'action politique prit une tournure de plus en plus clandestine. Mais au sein du pays, les régions nomades, et parmi celles-ci surtout la région de Kidal, vécurent une situation particulièrement difficile. L'Adagh, associé au pénitencier de Kidal, au camp de mort des salines de Taodenni, sous administration militaire, décrété zone interdite, matraqué par la répression de l'armée, lieu d'affectation disciplinaire des fonctionnaires et des officiers sanctionnés, fit frissonner, tant sous la présidence de Modibo Keita que de Moussa Traoré, l'ensemble du Mali. Et surtout, sa situation s'aggrava dramatiquement par les sécheresses qui commencèrent à partir de 1973-74 à tuer hommes et bêtes, entraînant les Kel Adagh dans une mortelle spirale de déstructurations économiques et sociales qui s'ajoutèrent à celles qu'ils connaissaient déjà.

Des sécheresses catastrophiques

A partir de la fin des années 1960, l'Adagh et les zones sahélo-sahariennes du Mali entrèrent dans une période climatique caractérisée par une pluviométrie annuellement insuffisante. Le phénomène n'était pas exceptionnel. Les Kel Adagh se souviennent toujours, par exemple, de la sécheresse de 1913, et l'appellation de cette année (*awatay wa n Tin Ahamma*, l'année de Tin Ahamma) gardait la trace de la mare de Tin Ahamma, dans la région de Menaka, où ils avaient dû conduire leurs troupeaux pour leur fournir un pâturage suffisant¹⁸. Le retour cyclique de périodes moins arrosées était une des données connues de ces régions, et les Touaregs avaient développé des stratégies de réponses adaptées à ce genre de situations. Elles passaient d'abord par la mobilité, qui permettait l'utilisation de toutes les ressources de la région, puis, si cela ne suffisait pas, la recherche de zones mieux arrosées, car il est rare que toutes les régions nomades connaissent en même temps des pluies insuffisamment abondantes. Elles passaient aussi par le fractionnement des troupeaux répartis dans des espaces différents, par la constitution de réserves alimentaires (sous forme d'animaux sur pied), par la vente des animaux surnuméraires ou des biens précieux accumulés pendant les périodes favorables. Enfin, les systèmes de prêts réciproques de bétail permettaient à ceux qui avaient le plus

¹⁸ Cf. en annexe : "Chronologie touarègue"

souffert de pouvoir reconstituer assez rapidement leur cheptel amoindri¹⁹. Ainsi, il était rare qu'une sécheresse aboutisse à une catastrophe générale ou à la famine entraînant la mort de nombreuses personnes. Or, la sécheresse de 1972-73, et dans une moindre mesure celles des années 1980, furent pour le monde nomade, et pour les Kel Adagh en particulier, de véritables cataclysmes. Plusieurs explications peuvent être avancées à cela. Tout d'abord, la sécheresse de 1972-73 fut exceptionnelle par sa durée, mais aussi par son étendue sur une grande partie des zones pastorales et agricoles du Sahel. Ensuite, les Kel Adagh l'abordèrent avec un cheptel déjà amoindri par la révolte de 1964, et qui n'avait pas eu encore le temps de se reconstituer. Enfin, la plupart des stratégies de défense face à une telle crise climatique avaient été rendues difficiles, sinon impossibles, par les nouvelles conditions politiques existantes. L'effolement fut alors total. Les Kel Adagh fuirent dans toutes les directions, peuplant en Algérie, au Niger et au Mali même de vastes camps de réfugiés. Dans ce dernier pays, le coup de grâce fut donné au malheur des populations sinistrées qui ne dépendaient plus que de l'aide alimentaire internationale. Celle-ci fut en effet partiellement détournée de son but, à tel point qu'un certain nombre d'observateurs conclurent à cette époque à l'utilisation politique de la famine, dans une planification réfléchie d'élimination rapide d'une population nomade mal acceptée dans son propre pays.

1972-73 : "awatay wa n laz" (l'année de la faim)

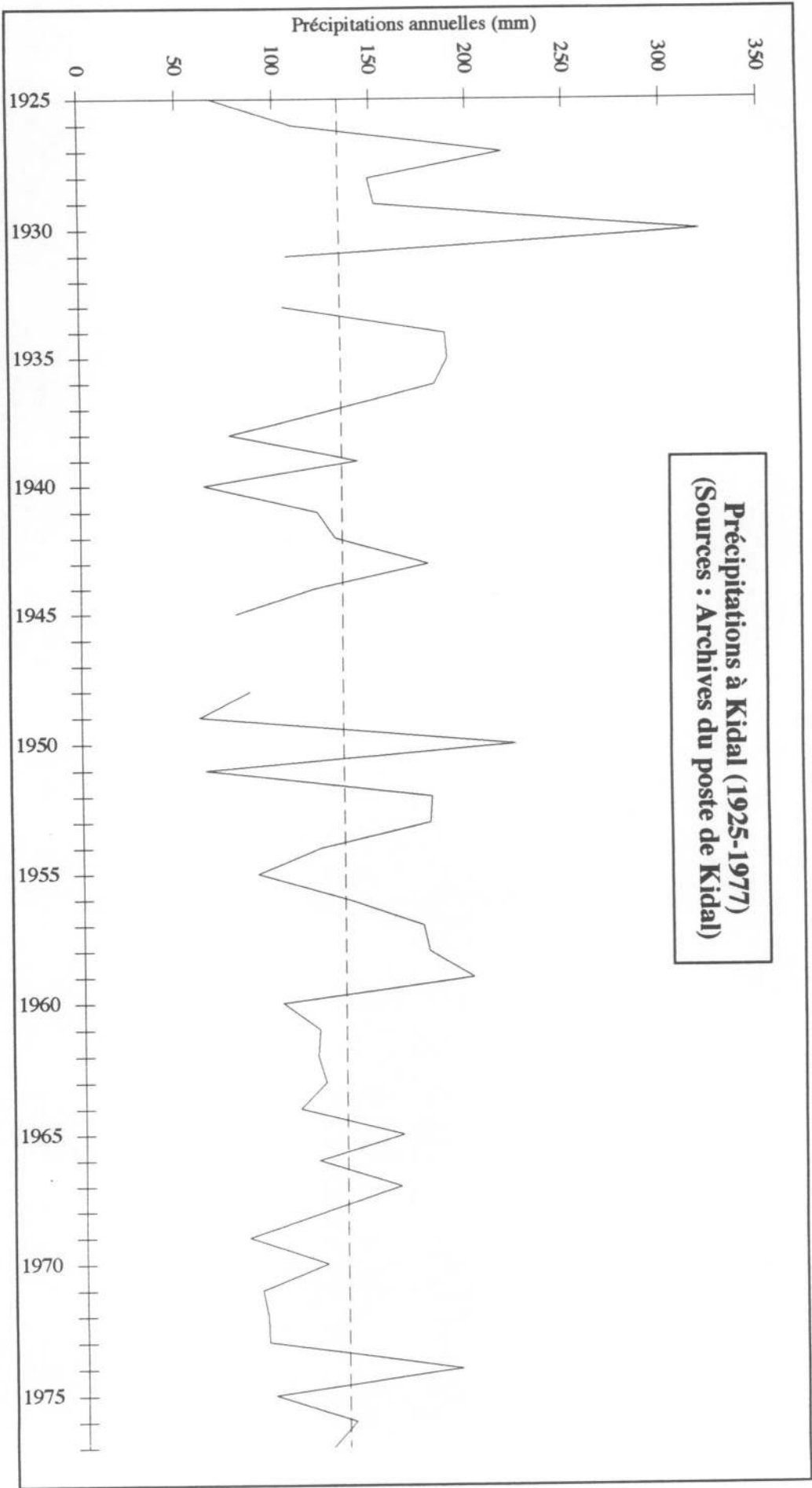
Dès le milieu des années 1960, et particulièrement à partir de 1968, la pluviométrie baissa dans le Sahel. Les saisons des pluies plus brèves, les hivernages moins arrosés, entraînèrent une couverture insuffisante des besoins en eau. Les puits baissaient de niveau en même temps que la nappe phréatique, mais ils furent pourtant intensivement exploités, parce que les mares asséchées ne permettaient plus la dispersion habituelle des parcours de nomadisation. Les animaux furent alors dirigés vers les points d'eau, ce qui occasionna une surexploitation des pâturages dans leurs environs. La perturbation de l'équilibre écologique avait d'ailleurs amoindri les possibilités de pâture en elles-mêmes, et leur utilisation de saison humide ne laissait pas de surplus pour la saison sèche, comme c'était le cas habituellement. Cependant, si l'on observe le diagramme des précipitations relevées à Kidal de 1925 à 1977 (Cf. Graphique "Précipitations à Kidal. 1925-1977")²⁰, le phénomène ne paraît pas exceptionnellement remarquable.

¹⁹ Voir le chapitre concernant l'Adagh précolonial

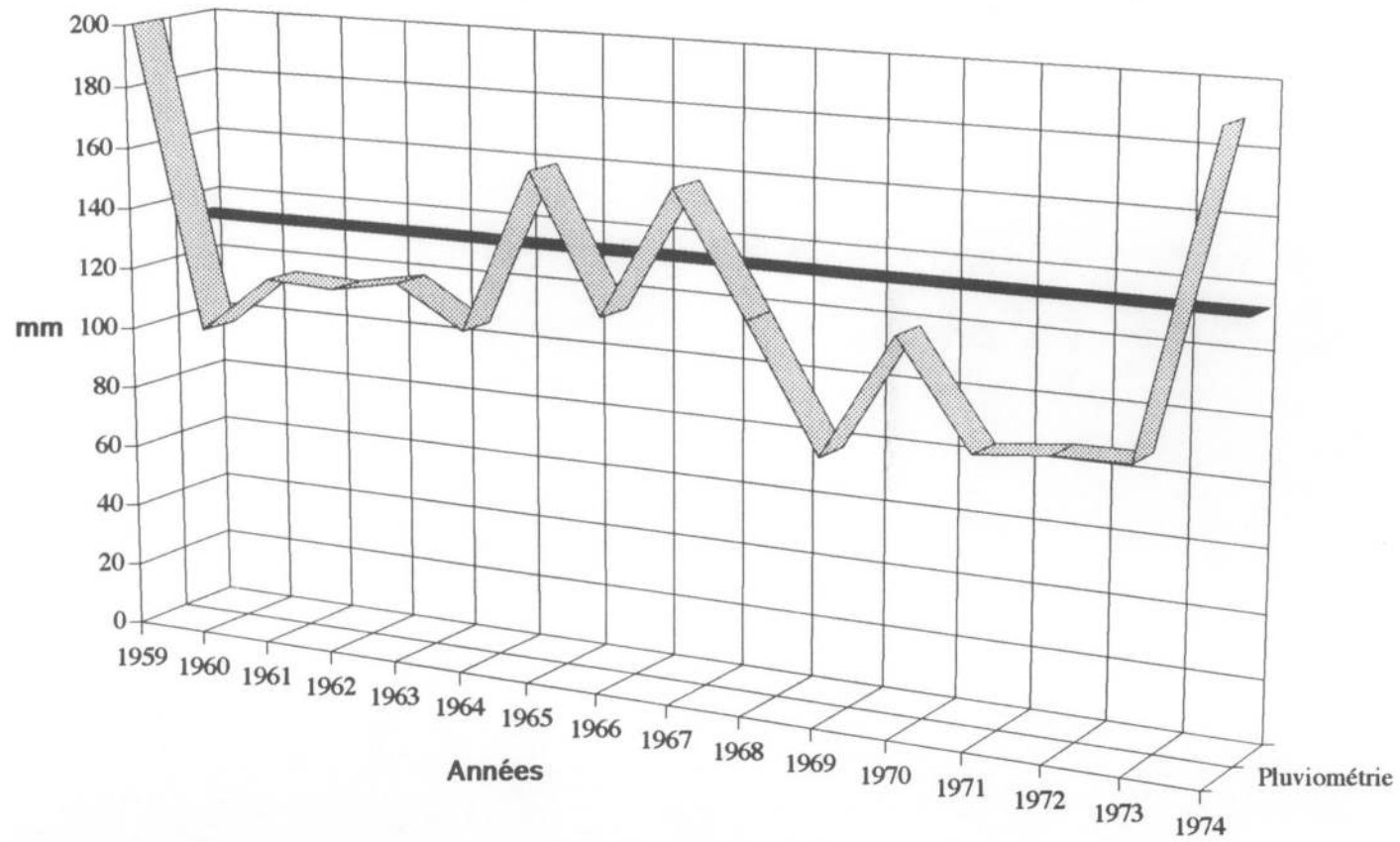
²⁰ Chiffres obtenus par association des données recueillies par

- SWIFT (J.), *The economics of traditional nomadic pastoralism : the Twareg of the Adrar n Iforas (Mali)*, University of Sussex, 1981 : 45.

- AG FONI (E.), *L'impact socio-économique de la sécheresse dans le cercle de Kidal*, Brème, Borda, 1979 : 39.



Précipitations à Kidal (1959-1974, sources : archives de Kidal)



Sur cette série, qui ne montre il est vrai que la réalité de la seule zone de Kidal, l'irrégularité de la pluviométrie apparaît en effet comme une caractéristique de la région. Cette variabilité se retrouve aussi dans l'espace, la pluie tombant sous forme d'orages et de tornades localisés, et il est fréquent que certains oueds soient correctement arrosés une année, alors que d'autres ne le sont pas suffisamment pendant la même période. Il est aussi possible de noter qu'en général, de bonnes années suivent celles qui ont présenté un déficit de précipitations. Ces deux faits, variabilité spatiale et alternance de bonnes et de mauvaises années, connus des nomades, leur permettaient de gérer les ressources naturelles de leurs zones de nomadisation. Certaines vallées étaient plus exploitées que d'autres une année, abandonnées une année suivante. Les troupeaux pouvaient croître lorsqu'une bonne pluviométrie engendrait un pâturage abondant, ce qui permettait de supporter les pertes d'animaux les années plus sèches. L'irrégularité des pluies pouvait donc être compensée d'une année sur l'autre, d'un oued à l'autre.

Mais l'une des particularités de la période 1960-1975 fut au contraire la constance des mauvaises années. Pendant ces quinze ans, seuls les hivernages de 1965 et 1967 dépassèrent la moyenne établie sur l'ensemble de la période. Les autres années furent toutes déficitaires. Ces deux hivernages favorables auraient pu suffire à reconstituer les réserves s'ils n'avaient pas été suivis d'une nouvelle série de sécheresses annuelles. D'année en année, la soudure devint plus difficile, et la crise survint en 1972. L'hivernage défavorable de cette année là ne fut pas pire que les précédents, mais il fut de trop.

Une deuxième particularité de cette sécheresse fut son étendue. Les sédentaires agriculteurs eux-mêmes furent touchés. Fin 1972, la Croix Rouge parle de "famine de masse" dans les régions sahéliennes, où le Niger, la Mauritanie et le Mali sont touchés de façon comparable, et précise que les éleveurs et agriculteurs de la région de Gao ne disposent en 1972-73 que de moins de 400 calories par jour²¹. Les stratégies habituelles furent ainsi rendues inefficaces, parce que les Kel Adagh ne pouvaient plus gérer un espace habituel complètement exploité à la suite de plusieurs années difficiles, et qu'ils ne trouvèrent pas à l'extérieur de leur région des zones de repli mieux arrosées.

C'est pourtant ce qu'ils tentèrent de faire dans un premier temps. Après avoir essayé de se maintenir dans leurs terrains de parcours habituels, à l'issue de l'hivernage de 1972, ils durent se rendre à l'évidence qu'ils ne pouvaient subsister sur place, et que la situation devenait dangereuse :

"Depuis cinq ans le cheptel de Kidal connaissait chaque année une diminution sensible de 5%. Les éleveurs voyaient autour d'eux mourir les arbres, tarir les puits. Les oueds étaient envahis par le sable; ce qui provoque le surpâturage qui sera suivi par un mauvais hivernage. En septembre, c'était l'inquiétude générale. Les animaux mouraient dans les oueds. Ce fut alors

²¹ Enquête de la Croix Rouge citée par MESSIANT (C.), "La situation sociale et matérielle des populations", dans COPANS (J.) dir., *Dossiers africains, Sécheresses et famines au Sahel*, tome I, Paris, Maspéro, 1975 : 71.

la dispersion générale”²²

Poussant les animaux survivants, ils commencèrent à descendre vers le sud, vers les régions habituellement mieux arrosées, en un mouvement si généralisé que cette année reçut aussi le nom “*awatay wa n Tendjay*”, l’année de la coulée, l’année où les nomades se dirigeant vers l’Algérie, les régions du fleuve, de Menaka ou vers le Niger étaient si nombreux qu’ils formèrent une rivière humaine qui coulait lentement hors de l’Adagh. La direction première était celle du sud-est, vers l’Azawakh et le pays des Iwlliminden, vers Menaka et Niamey, vers ces régions habituellement plus humides où les Kel Adagh s’étaient déjà réfugiés en 1913. Cette solution de repli était considérée comme la meilleure, bien que la plus lointaine, car les éleveurs pensaient être assurés de trouver des pâturages tout le long du parcours. Mais ici aussi, la sécheresse avait fait son œuvre, et l’herbe déjà plus rare disparut devant l’afflux inhabituel du bétail. Dans cette longue marche, les animaux moururent alors par dizaines. Des éleveurs en grand nombre perdirent la totalité de leur cheptel, et continuèrent à pied en abandonnant leurs bagages qu’ils n’avaient plus les moyens d’emporter.

Ceux qui avaient dès le départ perdu la plus grande partie de leurs animaux ne pouvaient envisager une si longue route. Ils se dirigèrent alors vers les petits centres urbains de la frontière algérienne, Boughessa, Bordj Mokhtar, Timiawin ou Tin Zawaten, pour y trouver du secours. Ceux qui n’étaient même plus capables d’aller jusque là se réfugièrent dans les villages de l’Adagh même, Kidal, Tessalit, Aguelhoc. Si certains, parce qu’il leur restait quelques chèvres seulement, animaux plus résistants mais moins capables de longues transhumance, purent subsister quelques temps encore dans l’Adagh, la grande majorité de ses habitants déserta cette région, jusqu’à 90% selon certaines estimations.

Ayant pour la majorité perdu leurs animaux, ces émigrants arrivèrent épuisés au terme de leur fuite. Avant de chercher de l’aide, ils vendirent la totalité de leurs maigres biens pour se nourrir (armes, bijoux, sacs, selles, tentes), et les quelques animaux survivants. Quand tous ces biens étaient épuisés, le choix n’était plus possible. Un grand nombre de ceux qui étaient partis vers le sud trouva alors refuge à Niamey, au camp du Lazaret, où l’on dénombra 13 000 nomades²³. Ceux qui s’étaient dirigés vers le nord échouèrent dans les camps d’Algérie : on compta 12 000 touaregs maliens, surtout Kel Adagh²⁴ dans les camps de In Edaq (Bordj Mokhtar) et Timiawin.

²² Rapport du vétérinaire de Kidal, 1972. Cité par AG FONI (E.), *L’impact socio-économique de la sécheresse dans le cercle de Kidal*, Brême, Borda, 1979 : 63.

²³ Courrier de l’UNESCO, avril 1975 : 11.

²⁴ Estimation du Croissant Rouge algérien. Chiffres de 1974, recueillis aux archives de la wilaya de Tamanrasset par AG LITNY (I.), *Systèmes éducatifs et société touarègue. Les Kel Adagh du nord du Mali*, Mémoire de l’EHESS, dir. POUILLON (F.), 1992 : 162.

**Situation hebdomadaire du camp des sinistrés
de l'arrdt. central de Kidal**
(Sources : Archives de Kidal)

Dates			Total	H	F	Enfants
16/12	au	22/12/73	2022	439	691	892
23/12	au	29/12/73	2050	437	696	917
30/12	au	5/01/74	-----	-----	-----	-----
6/01	au	12/01/74	-----	-----	-----	-----
13/01	au	19/01/74	-----	-----	-----	-----
20/01	au	26/01/74	-----	-----	-----	-----
27/01	au	2/02/74	-----	-----	-----	-----
3/02	au	9/02/74	-----	-----	-----	-----
10/02	au	16/02/74	-----	-----	-----	-----
17/02	au	23/02/74	2059	404	716	939
24/02	au	2/03/74	-----	-----	-----	-----
3/03	au	9/03/74	2058	418	709	931
10/03	au	16/03/74	2067	410	714	943
17/03	au	23/03/74	-----	-----	-----	-----
24/03	au	30/03/74	2132	418	741	973
31/03	au	6/04/74	2137	424	749	964
7/04	au	13/04/74	2202	425	762	1009

Comparaison des recensements de 1971 et de 1974
(Sources : Rapport du service de santé et Répertoire des villages 1974)

Arrdts	1971	1974	Diff.
Kidal	9218	7320	-1898
Tessalit	1500	1813	313
Aguelhok	2388	1731	-657
Boughessa	996	970	-26
Tin Essako	6798	3348	-3450
Tin Zawaten	208	54	-154
Tinkar	417	253	-164
Total	21525	15489	-6036

Ceux qui enfin n'avaient pas pu sortir de l'Adagh furent accueillis dans les camps de sinistrés des villages de la région, où ils se comptèrent aussi par milliers. Ainsi, pour le seul camp de Kidal, les chiffres disponibles, de mi-décembre 1973 à mi-avril 1974, montrent que les sinistrés ne furent jamais moins de 2 000 (Cf. Tableau : "Situation hebdomadaire du camp des sinistrés de l'arrondissement central de Kidal, entre le 16/12/73 et le 14/4/74").

Si la perte des ressources animales s'était traduit très rapidement, avant même que les gens ne fuient l'Adagh, par l'élévation de la mortalité humaine (les premiers touchés furent les enfants privés de lait, mais les adultes furent rapidement atteints eux aussi par les effets de la dénutrition), l'affaiblissement des réfugiés provoqua dans les camps mêmes de nombreux décès. Les sinistrés arrivaient dans un tel état de fragilité et de dénutrition qu'ils mouraient de faiblesse ou par l'effet des épidémies de rougeole et de dysenterie auxquelles leur état ne leur permettait souvent plus de résister. Le scorbut et le béribéri faisaient rage, par suite d'une alimentation trop peu diversifiée et de dévitaminose. De nombreux témoignages font ainsi état de la forte mortalité des camps :

"En 1973, il y avait eu des jours où nous ne quittions pas le cimetière, tellement il mourait de personnes. Nous ne finissions pas d'ensevelir un corps qu'un, deux ou trois autres arrivaient. La mort ne faisait plus peur aux gens, elle était partout dans le camp" ²⁵

"Malgré tous les efforts déployés sur place (*Sud-Algérie*), environ vingt-cinq Touareg - enfants ou adultes - meurent quotidiennement de faim, d'épuisement ou de maladie" ²⁶

Le bilan chiffré des pertes humaines est difficile, voire impossible à présenter. La seule conclusion que l'on puisse avancer est l'important et très rapide déficit démographique. Mais comme pour toute précision numérique dans l'Adagh, on ne dispose pas de bases de comparaison, ni de statistiques fiables. Dans ce cas précis, l'observation est encore moins aisée, puisque l'exil s'est produit dans un contexte d'affolement, que les gens ne sont pas passés par les postes frontières, et que les responsables des camps ont ensuite été apparemment débordés par la mortalité qu'ils avaient à combattre. Il n'y a donc pas eu de contrôle sur la sortie des populations, ni de tenue de comptes des décès dans les camps. Néanmoins, les recensements permettent d'estimer les pertes démographiques de l'Adagh. On ne peut en tirer des conclusions précises, ces documents offrant depuis toujours dans les régions nomades une fiabilité toute relative, comme déjà montré plus haut. Néanmoins, des tendances sont observables (Cf. tableau "Comparaison des recensements de 1971 et de 1974"). Les chiffres de 1971 ont été collectés par les services sanitaires, ceux de 1974 par les administrateurs maliens.

²⁵ Témoignage d'Issuf ag Echeikh, Ouargla, 1987, Cité par AG LITNY (I.), *Systèmes éducatifs et société touarègue. Les Kel Adagh du nord du Mali*, Mémoire de l'EHESS, dir. POUILLON (F.), 1992 : 163.

²⁶ Témoignage de M. Edmond Kaiser, fondateur de Terre des Hommes, après une visite des camps de sinistrés au sud de l'Algérie. Cité par DECRAENE (P.), "La grande détresse des Touaregs du Mali réfugiés en Algérie", *Le Monde*, 8 mars 1974.

Précisons qu'au cours de l'été 1974, le Niger demanda au Mali d'effectuer le rapatriement de ses ressortissants du camp Lazaret de Niamey, dont un certain nombre sont alors revenus dans l'Adagh (on ne sait d'ailleurs pas dans quelle proportion). Les chiffres de 1974 ne sont donc pas ceux qui correspondent aux moments de plus forte dépopulation. La différence négative est néanmoins de plus de 6000 personnes, montant qui doit être nettement en dessous de la réalité. Ce chiffre ne concerne évidemment pas le seul nombre de morts, les réfugiés encore à l'extérieur de l'Adagh, dans d'autres régions du Mali, en Algérie ou ailleurs, y étant mêlés. Mais il est significatif de voir qu'en 1974, les chiffres officiels acceptent une diminution de la population dans l'Adagh de près d'un tiers de ses effectifs, ce qui est déjà considérable, et a dû l'être encore plus dans les faits. La diminution démographique est causée par les décès, mais aussi par les exilés qui n'étaient alors toujours pas rentrés. Certaines personnes restèrent en effet définitivement sur leurs lieux d'accueil, essentiellement en Algérie, sur la frontière avec le Mali, et à Bordj Mokhtar et Tamanrasset où se sont construits de véritables quartiers Kel Adagh, encore observables aujourd'hui.

La sécheresse de 1973-74 fut une véritable catastrophe pour le Sahel, et pour l'Adagh en particulier, qui subit une perte démographique de plusieurs milliers de ses ressortissants, et la disparition de la majorité de son bétail. Mais un tel désastre aurait été difficilement observable à l'époque précoloniale, et si les populations nomades gardent le souvenir d'années difficiles, celles-ci n'avaient pas été aussi catastrophiques. Aussi faut-il envisager l'hypothèse de l'aggravation de ce phénomène climatique par les choix politiques qui avaient été imposés aux Kel Adagh.

La sécheresse, conséquence du politique

Les nomades sahariens avaient en effet, comme on l'a déjà observé, utilisé une gamme importante de stratégie de réponse aux problèmes climatiques. Si les grandes sécheresses de l'époque précoloniale ont marqué les nomades, ils s'en souviennent comme de sérieuses difficultés pour lesquelles la riposte a été spectaculaire (émigration temporaire vers une autre région par exemple), non comme des événements engendrant des famines généralisées. On observe dans la chronologie touarègue des "années mauvaises" (*awatay wa n labassen*), mais aucune "année de la faim" (*awatay wa n laz*), avant celle de 1973-74. La sécheresse cette année-là fut certainement remarquable dans ses caractéristiques physiques. Mais il apparaît que les conditions politiques dans lesquelles se trouvaient les Kel Adagh ont renforcé ses effets destructeurs et les ont aggravés, quand elles ne les ont pas créés de toute pièce.

Evoquons d'abord l'impact du politique sur la mobilité, parce que celle-ci était la base des flexibilités nécessaires en période de sécheresse. La colonisation française, puis

l'administration malienne l'ont rendue plus difficile, notamment d'État à État. Il faut cependant nuancer ce propos. On a vu que les nomades affolés se sont rués à l'extérieur de l'Adagh lorsqu'ils se sont rendus compte que la survie n'y était plus possible. L'État malien n'a pu, et n'a apparemment même pas cherché à enrayer cette "coulée" lorsqu'elle s'est produite, et n'en avait d'ailleurs pas les moyens. Ce n'est donc pas au moment même de la panique nomade observable en 1973 que les restrictions légales à la mobilité doivent être incriminées, mais plutôt dans les années précédentes. En effet, les nomades ont attendu le dernier moment pour fuir leur région. Ils auraient pu le faire plus tôt, en plus petit nombre, comme cela avait pu se passer dans les sécheresses antérieures, que le tapis végétal de l'Adagh aurait peut-être été en partie préservé, ainsi que celui des régions d'accueil qui n'a pu résister à une exploitation massive. Mais ceci n'est qu'une hypothèse, et l'on ne peut disposer des éléments nécessaires pour l'étayer. En revanche, les limitations au déplacement ont joué sur d'autres plans. Ainsi, l'établissement de barrières douanières qui se voulaient rigoureuses ont à leur manière contribué à rompre un équilibre existant. La douane a bien sûr été tournée de multiples façons. Mais il est indéniable qu'elle a néanmoins gêné les déplacements, par le fait même qu'elle les rendait clandestins pour la plupart, les nomades cherchant à échapper aux contrôles et aux taxes. En diminuant le nombre des convois caravaniers, en confisquant produits et animaux des caravanes saisies en situation de fraude, elle a joué un rôle important dans la limitation des circuits commerciaux et l'appauvrissement de la région. Les surplus ont été moins facilement commercialisables, et les nomades obligés de s'approvisionner dans les coopératives étatiques n'y ont pas toujours trouvé les produits auxquels ils étaient habitués, et souvent à un tarif plus onéreux que celui dont ils auraient pu bénéficier dans d'autres endroits, en Algérie par exemple.

La volonté politique de l'État malien d'insérer la société nomade dans l'économie nationale et les circuits monétaires en est la cause. Les animaux stockés sur pied au sein de troupeaux pléthoriques n'intéressaient pas le Mali qui n'en voyait pas l'utilité. Les coopératives ont servi en milieu nomade à conduire les éleveurs à vendre leur bétail plutôt qu'à l'accroître, puisque c'était la seule manière de pouvoir acheter les produits distribués par ce même secteur étatique disposant du monopole de l'import-export. Mais en réalisant une telle intégration, et donc en diminuant le volant de sécurité du cheptel surnuméraire, l'État contribuait à supprimer une des façons qu'avaient les nomades de supporter les pertes d'animaux en période de sécheresse. Lorsque les bêtes ont commencé à mourir en grand nombre, les Kel Adagh n'ont pas pu vendre celles qui constituaient habituellement le surplus qui permettait de survivre, ni étaler les pertes sur un plus grand nombre d'animaux. La situation ainsi créée ne reposait plus que sur un équilibre fragile qui a été rapidement détruit lors des difficultés climatiques.

En outre, depuis les massacres d'animaux occasionnés par la répression militaire lors de la révolte de 1963-64, les troupeaux des Kel Adagh n'avaient pas eu le temps, en

une dizaine d'années, de se reconstituer et de retrouver leur importance. Les nomades abordèrent donc la sécheresse avec un potentiel d'adaptation limité par les situations qu'avaient engendrées le politique et les événements qu'ils avaient eu à vivre. Le climat a fait le reste. En ce sens, s'il est indéniable que les déficits pluviométriques ont été réels, ce furent les conditions politiques qui les rendirent dramatiques. Ces dernières n'ont pas créé la sécheresse, mais elles ont contribué largement à créer la famine qui en résulta.

On peut objecter à cette interprétation que les autres régions nomades n'avaient pas connu ces effets dévastateurs, ces retombées d'une révolte dont elles n'avaient pas été partie prenante. Elles furent pourtant elles aussi touchées par la famine. Mais il faut noter d'abord que cette dernière fut moins dévastatrice en dehors de l'Adagh (et cela a eu d'importantes répercussions dans les mouvements migratoires et les prises de conscience ultérieures), et que les Touaregs des autres régions étaient proportionnellement moins représentés par rapport à leur nombre que les Kel Adagh dans les camps de réfugiés. Il faut ensuite préciser que la fuite des Kel Adagh a rejailli sur la surexploitation des pâturages des autres régions soumises elles aussi à la sécheresse, et qu'enfin les coopératives ont existé dans toutes les régions du monde rural, et donc dans les autres régions d'élevage, produisant les mêmes effets de réduction des troupeaux par leur commercialisation. En ce sens, la critique militante du Comité d'information Sahel, formé en 1974 par un certain nombre de chercheurs, qui donnait aux pouvoirs en place la responsabilité du désastre humain, s'avérait juste :

"Les termes de catastrophe naturelle, de désastre climatique ne sont pas seulement insuffisants, ils sont mensongers. En les utilisant abondamment les pouvoirs actuels - Occidentaux et Africains - visent à masquer leurs propres responsabilités, qui sont écrasantes".²⁷

Il est par contre plus difficile d'adhérer à d'autres jugements émis à la même époque, et qui renversent radicalement les termes de la réflexion :

"L'inclusion de la région du Sahel dans l'économie marchande dont le but principal est de grouper le maximum de ressources a provoqué un processus régressif dans l'environnement sahélien, on s'aperçoit que le cheptel en plusieurs zones atteint pratiquement la charge maximale possible pour les pâturages"²⁸

Si ce jugement a peut-être pu être fondé pour d'autres régions africaines, ce ne fut pas le cas pour l'Adagh. Les nomades n'ont pas souffert de la famine parce qu'ils étaient trop riches en bétail, mais bien au contraire parce qu'ils étaient dépourvus des surplus nécessaires. L'introduction dans l'économie monétaire et marchande qu'ils ont vécue dans ces années, la nécessité qu'ils ont connue de se procurer un numéraire indispensable

²⁷ "De quoi meurent les Africains", texte publié en mai 1973 par le Collectif des chercheurs africanistes, *Nouvel Observateur*, 9 mai 1973. Repris dans Comité information Sahel, *Qui se nourrit de la famine en Afrique ?*, Cahiers libres 292-293, Maspéro, 1974 : 255.

²⁸ BUGNICOURT (J.), *Un peuple privé de son environnement*, Dakar, Institut Africain de développement et de Planification, 1973 : 156.

au paiement des produits vendus par les coopératives et d'un impôt en constante progression, ne pouvait permettre l'énorme accroissement des troupeaux évoqué ci-dessus...

Une arme étatique contre les nomades ?

Si le politique aggrava la sécheresse, des observateurs contemporains de cette catastrophe ont aussi affirmé que l'État malien s'en était servi pour arriver à ses fins. Au delà des conditions défavorables créées par l'alourdissement du système de gestion des nomades hérité de la colonisation, il aurait utilisé la situation difficile des éleveurs et accentué sciemment leurs problèmes pour les réduire définitivement. La sécheresse aurait été alors transformée en une "arme politique" destinée à casser une fois pour toutes la turbulence et l'opposition larvée des nomades vis-à-vis de l'État, voire à les contraindre à l'exil ou tout simplement à tenter de les éliminer, à l'occasion d'un "vaste règlement de comptes entre le gouvernement de Bamako et les tribus touaregs de la VI^e région" ²⁹. Le Mali aurait ainsi utilisé les malheurs engendrés par la sécheresse dans deux opérations liées. La première aurait été l'exposition de la famine, notamment nomade, afin d'émouvoir l'opinion publique internationale et attirer capitaux, dons et aides diverses des pays étrangers. La seconde aurait consisté à détourner cette aide et à ne pas la distribuer aux nécessiteux d'origine nomade, afin de "mettre à profit la famine pour réduire les dernières velléités de résistance ou les ultimes manifestations de particularisme des Touaregs" ³⁰, vivant jusque là en marge de la communauté malienne. Cette accusation, lancée par Philippe Decraene dans le journal *Le Monde*, était grave, et fit grand bruit. Elle se fondait sur des arguments tirés d'un séjour qu'il avait effectué dans la région nord du Mali. Philippe Decraene y avait observé tout d'abord que l'aide était détournée, et que les dons alimentaires des pays bienfaiteurs, loin d'être distribués à ceux auxquels ils étaient destinés, étaient revendus sur les marchés au prix fort :

"A Kabara, où des gamins stationnaient autour de sacs portant l'inscription "Don de la Communauté économique européenne", notre guide nous a interdit l'accès à l'aire de stockage. A Tombouctou, le commandant de cercle a refusé de nous recevoir "par manque de temps" et nous a interdit l'accès aux camps des réfugiés "par défaut" d'autorisation légale". Dans certaines boutiques de la ville, on vend des grains qui devaient être distribués gratuitement." ³¹

La suspicion qu'il en avait tirée avait été renforcée par les difficultés administratives qu'il avait rencontrées dans ses demandes d'autorisation de visite de la VI^e Région du Mali (cercles du nord, sahariens). Il avait noté que le camp de réfugiés de Tombouctou,

²⁹ DECRAENE (P.), "Une arme politique contre les Touaregs du Mali", *Le Monde*, 6 février 1974 : 1 et 3-4.

³⁰ DECRAENE (P.), *ibid.*

³¹ DECRAENE (P.), *ibid.*

ainsi que ceux des autres lieux de regroupement, notamment à Diré, étaient interdits aux visiteurs, que leurs accès étaient réservés aux autorités maliennes et, exceptionnellement, aux représentants de quelques organisations internationales. Il s'était de plus heurté à ce qu'il avait ressenti comme une conspiration du silence respectée par les militaires, mais aussi par les fonctionnaires régionaux qu'il avait rencontrés, représentants du service de santé, des eaux et forêts, et même hauts fonctionnaires en poste à Bamako. Les témoignages qu'il avait recueillis appuyaient cette impression première. Les membres des représentations diplomatiques installés dans la capitale lui communiquaient des sentiments semblables à ce qu'il éprouvait, mais à mots couverts, en procédant "avec une extrême prudence sous peine de voir rapidement mettre un terme à leur mission", et en réclamant l'anonymat. Les experts internationaux se plaignaient du détournement des buts de leurs visites :

"Les missions d'experts qui se succèdent au Mali pour étudier les conséquences de la sécheresse, et savoir de quelle façon sont utilisés et distribués les secours que leurs organismes font parvenir au Mali, vont, en règle générale, de méchouis en réception, de bureaux de cercle en casernements, voire d'excursions sur le Niger en randonnées touristiques, leurs demandes précises restant le plus souvent sans réponse. Guidés "pour mieux voir et ne pas perdre de temps", ces experts ne peuvent pas obtenir que soient respectés les programmes qu'ils ont préparés"³²

Les organisations caritatives non gouvernementales réprouvaient aussi les tracasseries et les gênes qui leur étaient imposées par l'administration dans la réalisation de leur action. L'article citait plusieurs témoignages, issus de représentants de plusieurs associations. Ainsi, la *Christian Aid* se plaignait des interdictions qui lui avaient été faites de visiter le camp de réfugiés de Gao ou de connaître la destination des sacs de céréales qu'elle avait livrés au titre du programme alimentaire mondial, une fondation allemande d'avoir été expulsée de la VI^e Région par le chef d'État-major de la gendarmerie, les organisateurs du pont aérien alimentaire de se voir refuser le fuel pour les avions destinés à acheminer l'aide à Gao. Le journaliste du *Monde* concluait sur le manque de bonne volonté des dirigeants maliens, ainsi que sur l'entière latitude que ceux-ci avaient d'agir à leur guise au nord du pays, sans contrôle international :

"Le "rideau de sable" isole la VI^e région du reste du monde. Lorsqu'on parvient à le franchir, on se heurte au mutisme des représentants du gouvernement"³³

Plus gravement, d'autres observateurs évoquaient aussi les injustices observées dans la répartition de l'aide alimentaire entre nomades et sédentaires, ces derniers étant favorisés :

"Au niveau de la distribution des vivres, il a été irréfutablement constaté que les populations nomades subissaient une très grave ségrégation, et que les secours qu'elles

³² DECRAENE (P.), "Une arme politique contre les Touaregs du Mali", *Le Monde*, 6 février 1974 : 3.

³³ DECRAENE (P.), 6 février 1974 : 4.

recevaient étaient bien inférieurs en qualité et en quantité à ceux administrés aux populations sédentaires. Une étude nutritionnelle menée au printemps 1973 démontre que l'état de malnutrition des enfants nomades était beaucoup plus avancé que celui des sédentaires (sur 3500 enfants de l'échantillon, 10 à 17% des enfants nomades étaient nettement sous-alimentés, contre 3 à 7% chez les enfants sédentaires). On sait aujourd'hui avec certitude que l'aide alimentaire a donné lieu aux pressions administratives et aux injustices les plus criantes. Dans bien des cas, les rations alimentaires distribuées étaient très insuffisantes (400 à 500 calories par jour, au lieu des 1200 à 2800 nécessaires).³⁴

L'ensemble des faits rapportés conduit à s'interroger sur les volontés de l'état malien dans ce contexte de famine des années 1973-1974. Si l'expression de "solution finale du problème targui", employée par Philippe Decraene à propos de l'attitude gouvernementale malienne est excessive (particulièrement par la connotation qu'elle induit de l'engagement d'un grand nombre de fonctionnaires dans un génocide planifié), il faut admettre qu'un faisceau convergent de témoignages amène au moins à douter de la bonne volonté administrative malienne à l'égard des nomades. Il est probable que dans la distribution de l'aide, les sédentaires ont été favorisés : la préférence de l'État leur était accordé dans la plupart des domaines. Il est évident, de plus, que des dons ont été détournés³⁵. Mais ce détournement pouvait aussi être attribué à la corruption et à la prévarication auxquelles certains fonctionnaires étaient accoutumés, sans que cela soit pour autant le signe d'une volonté délibérée de nuire aux populations nomades. Quant à la méfiance à l'égard des visiteurs, elle était alors la règle au Mali, qui interdisait dans tout le pays (et pas seulement au nord) la prise de photographies sans autorisation, les visites sans guide de certaines régions touristiques, et qui soumettait le voyageur à d'incessants contrôles tatillons. Les impressions ressenties par le correspondant du *Monde* pouvaient être en partie expliquées par l'ambiance générale d'un pays soumis à une direction dictatoriale. Cependant, ces considérations ne justifient pas toutes les limitations qu'il a rencontrées, et qu'ont connues aussi les diplomates et les représentants des organismes internationaux. Elles n'expliquent pas non plus les différences de traitement entre nomades et sédentaires. La question reste posée, dans l'attente de documents et de témoignages supplémentaires qui viendraient appuyer avec force la thèse de M. Decraene.

Le plus important reste que les nomades eux-mêmes ont ressenti les faiblesses de l'action gouvernementale comme l'expression de la volonté de l'État de planifier et d'organiser leur disparition programmée. C'est finalement ce dernier trait qui compte le

³⁴ Comité information Sahel, "Les organismes "d'aide" au développement et les investisseurs privés face à la sécheresse" in *Qui se nourrit de la famine en Afrique ?*, Cahiers libres 292-293, Maspéro, 1974 : 160.

Voir aussi le rapport du Center for Disease Control (CDC), cité par BRUN (T.), "Manifestations nutritionnelles et médicales de la famine", dans COPANS (J.) dir., *Dossiers africains, Sécheresses et famines au Sahel*, tome I, Paris, Maspéro, 1975 : 92.

³⁵ L'observation directe des détournements était toujours possible lors des sécheresses des années 1980. Il était alors facile à nouveau de voir sur les marchés de Gao ou de Tombouctou s'opérer la vente de produits, conserves, sacs de grains, etc., sur lesquels s'étaient clairement les mentions "Don de la RFA", "Aide de la Communauté européenne" ou autres, qui prouvaient à l'évidence qu'ils n'auraient pas dû servir à l'enrichissement des commerçants de la place...

plus. S'il en a eu le désir, le Mali n'a pas réussi à éliminer ses nomades. Mais il a parfaitement réussi à leur en donner le sentiment, et celui-ci a contribué à accroître la distance considérable qui séparait le gouvernement de ses citoyens du nord. La confiance déjà très relative des Touaregs dans l'État malien a fini de disparaître à cette occasion.

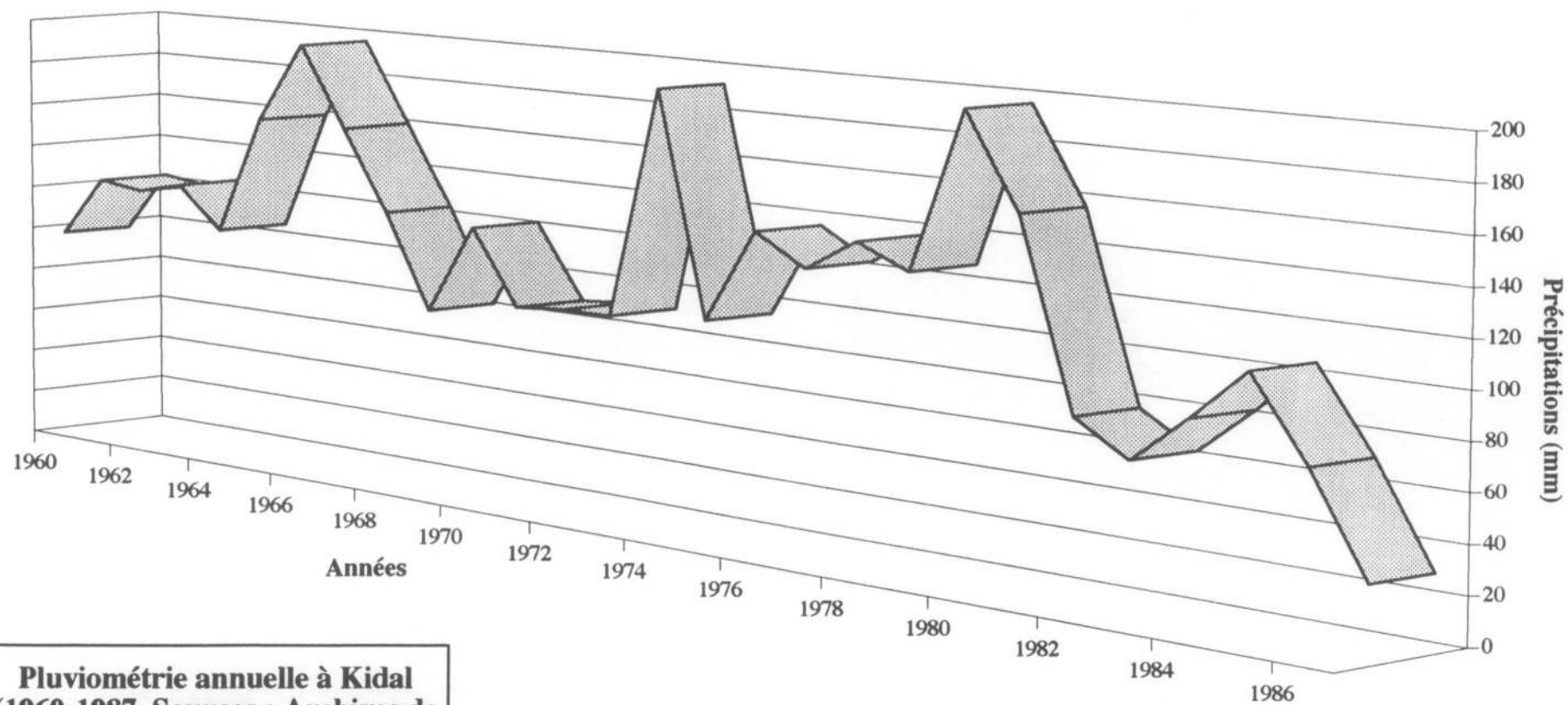
1973,1984 : des cataclysmes récurrents

La sécheresse des années 1969-1974, qui a produit dans ses derniers moments la famine que l'on sait, n'a pas été l'ultime désastre climatique qu'ont eu à subir les Kel Adagh. Après une série d'années moyennes, les années 1984 à 1986 reproduisent les mêmes déficits de pluviométrie, peut-être d'ailleurs encore plus graves (Cf. graphique "Précipitations à Kidal, 1960-1987").

De nouveau, les pâturages se dessèchent, les mares disparaissent, les puits se tarissent, et les troupeaux sont décimés. De nouveau, des centaines de nomades se réfugient à l'extérieur de l'Adagh, à l'extérieur même du Mali. Les camps d'accueil se remplissent une fois encore, de nombreuses personnes meurent de faim, de maladie ou d'épuisement en y échouant ou avant même d'y arriver. En 1986, le Croissant Rouge algérien évaluait à 40 478 personnes le nombre total des réfugiés de la faim sur le territoire algérien, répartis sur les deux wilayas du sud, celle d'Adrar et celle de Tamanrasset ³⁶. Il y avait 12 672 réfugiés, essentiellement Kel Adagh, dans le camp de Bordj Badji Mokhtar, et 27 330 dans ceux de Tin Zawaten et de In Guezzam, où se répartissaient les Touaregs maliens et nigériens.

Pourtant, ce nouveau désastre climatique affecta moins les Kel Adagh, tout au moins moralement. Si l'appauvrissement conséquent est proportionnellement tout aussi important qu'en 1973-1974, les nomades étaient moralement habitués à ces situations difficiles, connaissaient déjà un certain nombre de solutions pour y remédier, même si celles-ci étaient le signe d'une perte de plus en plus irrémédiable de leur autonomie économique ou de leur liberté personnelle.

³⁶ Chiffres du Croissant Rouge algérien pour l'année 1986, cités par FRITSCHER (F.), "Quelques dix mille Touaregs en situation irrégulière ont été refoulés vers le Niger et le Mali", *Le Monde*, 24 mai 1986 : 4.



**Pluviométrie annuelle à Kidal
(1960-1987, Sources : Archives de
Kidal)**

Des retombées majeures

Si l'impact matériel et démographique des sécheresses se traduisit par un désastre pour l'Adagh et son considérable appauvrissement, les retombées sociales et culturelles furent non moins fondamentales, et eurent encore plus d'importance pour l'avenir de cette population. Toutes les bases de la société furent remises en cause, tant dans ses aspects sociaux qu'organisationnels, et les relations que les Kel Adagh entretenaient avec l'extérieur subirent elles-mêmes de profondes modifications.

Des nobles humiliés

Socialement, la tendance à l'effritement du statut et du pouvoir des nobles fut rapidement aggravé par les conséquences des sécheresses. A l'issue de la colonisation, les couches aristocratiques, qui avaient perdu en majeure partie le contrôle des classes tributaires, et des troupeaux que celles-ci élevaient, s'étaient appauvries en proportion. La sécheresse fut pour eux, économiquement, le coup de grâce. Ils y perdirent la plupart de leurs biens, et furent les premiers touchés par la réduction du cheptel. Parce qu'ils avaient perdu toutes leurs ressources, ils furent aussi les plus affaiblis physiquement, et moururent proportionnellement en plus grand nombre que les personnes appartenant à d'autres classes sociales. Mais leur déchéance fut surtout sociale. Les nobles se retrouvèrent dans les camps de réfugiés complètement dépouillés, et ne pouvaient, comme c'était normalement leur rôle et leur justification, soutenir ceux qui théoriquement dépendaient d'eux. De façon peut-être encore pire, ils furent eux-mêmes obligés pour survivre d'accepter les distributions de vivres, voire de rivaliser avec d'autres pour en obtenir une part. Ils ressentirent cela comme une véritable humiliation, qui les rabaisait autant à leurs yeux qu'à ceux des autres. Les nobles qui se sont retrouvés en grand nombre dans les camps de réfugiés ou clochardisés dans les villes du sud n'étaient pas les seuls représentants de la société Kel Adagh. Mais ils furent ceux qui souffrirent le plus de leur situation, car l'image qu'ils se faisaient d'eux-mêmes était pulvérisée par leur misère. De plus, leur statut les empêchait d'accepter la plupart du temps les moyens de pallier à leur déplorable situation, la majorité des travaux leur apparaissant déshonorants. Les tributaires au contraire s'en sortirent mieux, parce qu'ils n'avaient pas de comportement social à respecter vis-à-vis de l'extérieur, pas d'apparences à défendre, et qu'ils étaient plus habitués que les dominants à exercer toutes sortes d'activités manuelles et artisanales. Ils n'hésitèrent pas comme les nobles à se lancer dans le jardinage, la maçonnerie, les travaux de manoeuvres ou tout autre emploi qui leur permettait de se procurer les maigres ressources permettant de survivre. Ils devinrent bergers pour

d'autres, bûcherons, et trouvèrent des activités tant en ville que dans la brousse. Enfin, ceux qui avaient réussi à préserver quelques têtes de bétail n'étaient définitivement plus décidés à en partager le bénéfice avec quiconque. La diminution de l'écart existant entre classes différentes soumises aux mêmes difficultés et la chute sociale des nobles fut matérialisée par les mariages qui se firent entre d'anciens dominés et des femmes d'origine noble. En 1974, on a vu

“des esclaves demander en mariage les mains des filles de leurs maîtres. Dans plusieurs cas ils ont réussi. Cette déchéance sociale a été provoquée par le besoin, la misère. Il était même devenu une injure de dire à des gens : “Que Dieu vous rabaisse comme les Ifoghas”. (...) La chute des “nobles” dans l'esprit des Kel Adrar n'a jamais été aussi catastrophique qu'aux heures difficiles des camps de sinistrés”³⁷

Après la sécheresse, le statut des nobles, déjà entamé, est ainsi fortement remis en cause. Les rapports de dépendance ou de domination qui liaient les nobles à leurs tributaires ou à leurs esclaves disparaissent alors en grande partie. L'ancienne structure de la société persiste cependant, mais elle a perdu de son sens, elle est dénaturée. Si les nobles sont toujours après la sécheresse considérés comme les couches supérieures, et les tributaires les couches inférieures, la distinction a perdu de sa réalité pratique. Elle est en outre moins bien supportée par les anciens dominés qui acceptent mal une dévalorisation sociale qui n'a plus de justification. Une reconstruction mentale des rapports sociaux commence alors lentement. Les nobles se crispent sur leur statut mais n'ont plus les moyens de l'assurer ni de l'imposer, pendant que les tributaires et les anciens esclaves tentent de se sentir les égaux des premiers, malgré les difficultés psychologiques qu'un tel changement suppose dans des mentalités profondément ancrées. Toute l'organisation sociale ressent les conséquences de cet état de fait. Les liens de solidarité se relâchent, le sentiment d'appartenance à un groupe lignager, à une tawset perd de l'importance, et chaque entité familiale tend à devenir autonome dans ses rapports sociaux et sa capacité de production économique.

L'élevage pastoral déconsidéré

Cette dernière ne passe d'ailleurs plus systématiquement par l'élevage pastoral. Le caractère aléatoire de cette activité est ressenti de plus en plus profondément. Les troupeaux apparaissent vulnérables et n'offrent plus de revenus assurés. Les anciennes stratégies de défense contre les aléas climatiques ayant échoué sont remises en cause, parce que les conditions nouvelles ne permettent plus de les utiliser avec efficacité. Les activités et les façons de vivre liées au nomadisme sont aussi touchées. Les réfugiés ont

³⁷ AG FONI (E.), *L'impact socio-économique de la sécheresse dans le cercle de Kidal*, Brème, Borda, 1979 : 114.

été en contact avec de nouvelles manières de s'alimenter, de nouveaux produits différents de ceux auxquels ils étaient accoutumés. S'ils en ont souffert au début, des habitudes alimentaires différentes ont été prises, des besoins nouveaux ont été créés, et le retour aux us anciens en la matière était difficile. Le commerce caravanier a lui-même été transformé. La perte du cheptel ne permet plus d'organiser les caravanes habituelles qui se rendaient jusqu'au Touat algérien ou au Niger. Si ces convois n'avaient jamais atteint dans l'Adagh la taille d'autres caravanes, telles que celles qui se rendent habituellement à Bilma pour aller en chercher le sel avec des milliers de chameaux, elles regroupaient néanmoins souvent plus d'une centaine de chameaux ou de moutons. Le rassemblement d'un tel nombre d'animaux devint quasiment impossible après 1974. Si l'on ajoute à cela l'interdiction faite par l'État malien d'exporter du bétail entre 1973 et 1975, afin de permettre la reconstitution du cheptel ³⁸, et l'impossibilité matérielle de suivre des itinéraires jalonnés par des puits asséchés, on comprendra la cessation presque complète des activités caravanières à longue distance. Les seuls points atteints furent alors les villes situées sur les frontières avec l'Algérie (Timiawin, Tin Zawaten) ou avec le Niger (Ayerou), et par des éleveurs n'échangeant plus que quelques moutons à la fois. Les conséquences les plus visibles de cette interruption furent une perte de revenus, mais aussi un renforcement du changement des habitudes alimentaires, les produits habituels n'arrivant plus dans l'Adagh que dans des quantités réduites.

La remise en cause de l'élevage pastoral et du commerce caravanier, la recherche d'activités moins éprouvantes physiquement et aux revenus plus constants, la connaissance même de métiers différents renforça la pénétration du salariat dans la société Kel Adagh. Mais ceux qui s'y engagèrent ne pouvaient le plus souvent exercer ces emplois qu'à l'extérieur de leur région, ce qui rendit plus difficile le retour des exilés, et détermina au contraire un fort courant d'émigration définitive ou temporaire.

Des valeurs bafouées

Les sécheresses, et le bouleversement social et économique qu'elles engendrèrent, eurent de fortes répercussions sur les codes utilisés dans les rapports sociaux, et leur représentation symbolique. La traditionnelle retenue qu'il était bienséant d'adopter et qui faisait le fond de la pudeur et de la dignité touarègue fut remise en cause. L'une des raisons en est que les activités réprouvées par la morale touarègue devenaient souvent indispensables. La mendicité, la prise de repas en public, l'évocation des souffrances ou de la faim, le fait de manger des animaux morts, toutes choses honteuses auparavant

³⁸ AG FONI (E.), *L'impact socio-économique de la sécheresse dans le cercle de Kidal*, Brême, Borda, 1979 : 91.

furent alors, sinon admises, du moins tolérées devant l'impossibilité de s'en passer. De la même façon, le respect dû aux plus âgés, et surtout aux nobles déconsidérés, s'estompa, et l'on accepta de voir des femmes travailler, ce qui était hors de question auparavant. Les façons d'être ensemble, malmenées, évoluèrent jusque dans les détails vestimentaires. Le drapé du voile de tête, la taguelmoust, pourtant symbole de l'identité touarègue, perdit de sa rigidité. Les jeunes surtout ne respectèrent plus en grand nombre l'exigence de se voiler le visage, ou encore laissèrent apparents bouches et mentons, même en face de gens âgés ou de parents, ce qui était auparavant le comble de l'impolitesse. Certaines femmes abandonnèrent leurs tissus de guinée bleu pétrole pour des étoffes colorées, où parfois même pour des robes européennes, à l'image des populations urbaines qu'elles côtoyaient. Les signes vestimentaires et les comportements devinrent ainsi l'expression du relâchement des liens sociaux et du désarroi général qui toucha la communauté Kel Adagh dans ces années là.

Une scolarisation en perte de vitesse

Certains effets induits par les sécheresses n'étaient guère prévisibles. Il en fut ainsi de la scolarisation des enfants Kel Adagh. Après la rébellion de 1964, le taux de scolarisation fut croissant pendant une dizaine d'années. Mais tout fut remis en cause à partir de 1973-74. La fuite de familles entières hors de l'Adagh ainsi que la forte mortalité infantile engendrée par la famine firent baisser les effectifs des écoles de l'Adagh. Installés dans des camps de réfugiés ou à la périphérie des villes sédentaires, les enfants ne retrouvèrent pas les conditions scolaires de leur région d'origine, et furent la plupart du temps laissés à eux-mêmes. Même ceux des Kel Adagh qui réussirent à retrouver un équilibre de vie après leur fuite dans les pays voisins eurent de fortes difficultés à mettre leurs enfants en classe, à cause des barrières administratives. Ainsi, l'Algérie exigeait une preuve de la nationalité algérienne de l'enfant avant de le scolariser, ce qui s'avérait évidemment impossible à des nomades déjà souvent sans papier, et de plus étrangers au pays. Pourtant, la prise de conscience de l'utilité de l'école commençait à exister chez les Kel Adagh, qui en avaient pourtant été parmi les plus grands réfractaires. Elle se renforça avec les contacts pris dans les sociétés sédentaires pendant l'exil, où il apparaissait qu'un bagage scolaire favorisait celui qui cherchait un emploi. Les familles qui avaient réussi à subsister dans l'Adagh, souvent recueillies autour des centres urbains, donc moins éloignées de l'école, cherchèrent aussi à y envoyer leurs enfants. Les raisons n'étaient pas les mêmes et tenaient souvent plus à l'assurance d'un repas pour l'enfant pris en charge par la cantine scolaire, mais le mouvement était semblable. Cependant, ces dispositions favorables ne compensèrent pas la chute des effectifs. Les chiffres de la scolarisation montrent une dégradation permanente du recrutement à partir des premières

années de sécheresse, qui ne ralentit qu'à peine à la fin des années 1970. En effet, si l'année 1967-68 connut le plus fort nombre d'enfants recrutés dans l'Adagh depuis la création de la première école en 1947, avec 284 nouveaux élèves, les années suivantes eurent un recrutement beaucoup plus maigre, avec soixante cinq nouveaux enfants scolarisés en 1971-72, et seulement quarante quatre l'année d'après. En 1976-77, la situation ne s'était pas amélioré, puisqu'il n'y eut cette année là que seulement quarante nouveaux élèves, un léger progrès étant seulement observable l'année d'après, où soixante enfants furent scolarisés, ce qui ne représentait encore que moins du quart du recrutement annuel avant la sécheresse ³⁹. Encore faut-il ajouter que ces chiffres concernent l'ensemble des enfants scolarisés. Lorsque l'on sait que le gros de ceux-ci était dans ces années là composé à 80% des enfants de fonctionnaires et de sédentaires urbains, il apparaît que la sécheresse a engendré une déscolarisation nomade massive.

Les sécheresses, venant après l'écrasement de la rébellion de 1963-64, furent de nouveaux coups très durs portés à la communauté Kel Adagh, atteinte plus profondément que les autres communautés nomades, pourtant profondément touchées elles aussi. La révolte l'avait placée dans une situation politique et économique particulièrement défavorable, qui transforma des conditions climatiques difficiles mais surmontables, en un véritable désastre. Les famines qui accablèrent les Kel Adagh en furent l'expression, et résultèrent de la politique imposée par l'État malien. Aggravées, peut-être intentionnellement, par celui-ci, les sécheresses engendrèrent dans l'Adagh des effets similaires à ceux qu'avait produits la répression du soulèvement. Les nomades de la région y perdirent les trois quarts de leur cheptel, ce qui les priva de leurs moyens de production et de subsistance et des possibilités qu'ils avaient de commercer. Les décès se comptèrent par milliers (il est possible que le quart de la population n'ait pas survécu), et les Kel Adagh fuirent en masse leurs terrains de parcours habituels, pour se réfugier en partie autour des villages de la région, mais surtout à l'extérieur de celle-ci, en Algérie, au Niger, dans les zones sédentaires maliennes et souvent au delà. L'exil généralisé des Touaregs de l'Adagh fut ainsi le phénomène le plus remarquable issu des sécheresses. Touchant une société appauvrie et très ébranlée dans ses structures sociales et ses références propres, il produisit dans un premier temps un véritable éclatement des Kel Adagh en une vaste diaspora répartie sur toute l'Afrique de l'Ouest, mais aussi au Maghreb et même à l'extérieur du continent africain, dont on put croire un moment qu'elle annonçait leur fin. Pourtant, insensiblement, une nouvelle culture s'affirma, de nouveaux réseaux de solidarité se mirent en place, de nouveaux moyens de subsistance apparurent, pendant que se tissait une réflexion politique originale à travers l'errance.

³⁹ Chiffres présentés à partir de l'enquête de LITNY (I.), *Systèmes éducatifs et société touarègue. Les Kel Adagh du nord du Mali*, Mémoire de l'EHESS, dir. POUILLON (F.), 1992 : 168.

Exils, frontières

La diaspora Kel Adagh

Suivant la première vague d'exilés lors de la révolte de 1963-64, les réfugiés de la sécheresse partirent dans trois directions, vers l'Algérie, le sud du Mali et le Niger. Certains furent pris en charge par leurs prédécesseurs, notamment en Algérie, mais la plupart de ceux qui n'étaient pas morts en route s'entassèrent dans des camps de réfugiés ou dans des bidonvilles spontanés à la périphérie, ou parfois même à l'intérieur des villes. Les emplois salariés permanents que trouvèrent un certain nombre d'anciens éleveurs leur permirent parfois de s'installer dans les agglomérations d'accueil. Mais le fait fut minoritaire. La grande majorité des travaux qu'ils effectuèrent étaient temporaires, et tenaient souvent des petits métiers de la rue. Certains, par exemple, développaient une petite activité artisanale, fabriquant des objets traditionnels de la culture touarègue, sacs, bracelets, pipes en fer, bijoux, et tentaient de les vendre au passant, particulièrement européen. Moins attachés à un lieu par la nature même de leurs travaux, ces exilés passèrent régulièrement d'une ville à l'autre, d'un pays à l'autre. En Afrique noire, des Kel Adagh se répandirent dans plusieurs pays, et des communautés assez importantes ont ainsi fini par s'installer dans certaines capitales, à Abidjan par exemple, en Côte d'Ivoire, mais aussi au Cameroun, au Sénégal, ou encore au Togo et au Nigeria. En Algérie, de nombreuses familles ont réussi à s'intégrer à Tamanrasset, où un véritable quartier Kel Adagh s'est progressivement constitué. Mais de nombreuses villes plus septentrionales furent aussi peu à peu investies par des communautés Kel Adagh. Il en est ainsi de villes sahariennes telles que Ouargla, Adrar, Colomb-Béchar ou d'autres, et les villes de la côte accueillirent aussi des Kel Adagh, comme Alger par exemple.

La diaspora Kel Adagh se répandit encore plus loin, notamment par l'intermédiaire des jeunes gens et des femmes. Quelques unes de ces dernières trouvèrent leur salut dans le concubinage ou le mariage avec des fonctionnaires ou des militaires, et s'installèrent avec leur conjoint dans leurs villes d'origine. On les retrouve ainsi dans la plupart des grandes villes du Mali, mais aussi du Niger, du Burkina, d'Algérie. Un certain nombre d'entre elles se sont aussi mariées avec des non-africains de passage, Français, Américains, Belges, et ont suivi leur mari dans son pays. Les jeunes quant à eux suivirent deux sortes de voie. La majorité emprunta les chemins de l'exil qui les menèrent, à la recherche de travail, en Algérie d'abord puis ensuite en Libye où ils se rendirent en grand nombre, allant jusqu'à Tripoli. La minorité qui avait eu la chance de faire quelques études choisit souvent la voie du professorat, qui laissait suffisamment de temps libre pendant l'hivernage, grâce aux vacances d'été, et qui permettait de revenir passer quelques semaines dans l'Adagh. La plupart de ces jeunes Kel Adagh trouvèrent



une affectation dans les villes du sud, à Bamako notamment. Ce qui ne les empêcha pas de se rendre eux aussi régulièrement en Algérie, en Libye ou en France.

Les Kel Adagh dans leur ensemble devinrent ainsi de grands voyageurs, fondant dans un grand nombre de pays d'Afrique, mais aussi d'Europe et d'ailleurs des communautés parfois vastes, parfois minuscules, mais toujours reliées entre elles par les nouvelles de l'Adagh et des autres groupes, apportées par un nouvel arrivant, un jeune de passage, où l'usage intensif des moyens modernes de communication, téléphone, télex, courrier postal. Les tfinagh, l'écriture ancienne des Touaregs, y trouvèrent d'ailleurs un regain de vitalité, car ils constituaient non seulement un moyen de ne pas oublier ses racines, mais aussi une certaine garantie d'inviolabilité des messages...

L'éclatement de la société Kel Adagh dans d'autres régions ou pays que les siens représenta ainsi une nouveauté majeure. Pendant la période coloniale, les personnes qui étaient sortis de l'Adagh l'avaient fait de manière ponctuelle, à la faveur des caravanes nombreuses certes, mais qui ne séjournaient guère longtemps dans les régions où elles se rendaient, villes du Sahara algérien ou marchés de la Boucle du Niger. Après l'indépendance, et jusque dans les années 1970 où commencèrent les sécheresses, la surveillance exercée par l'administration malienne sur l'Adagh et les interdictions de toute sorte qui étaient imposées à la région avaient amoindri les échanges caravaniers et raréfiés les possibilités de contacts hors de la région. Après la rébellion et les sécheresses, les Kel Adagh qui avaient été jusque là particulièrement préservés des influences extérieures par leur enclavement au sein de l'espace touareg, vécurent un contact massif avec les régions avoisinantes, avec les pays étrangers, avec les populations sédentaires. L'ouverture au monde, limitée mais réelle qui existait avant l'arrivée des Français, et qui avait été amoindrie par l'isolement que la colonisation française d'abord, puis surtout la méfiance malienne leur avaient imposé, reprenait tous ses droits, dans un processus involontaire au départ, mais rapide, et vite appuyé par les intéressés eux-mêmes qui y trouvèrent aussi un palliatif à l'étouffement qu'ils ressentaient dans l'Adagh sous domination militaire malienne.

Cet exil n'allait pourtant pas de soi, et la position de ceux qui y avaient été contraints n'était pas toujours facile à supporter. Outre les nombreuses brimades de la part des sociétés qui les accueillaient, souvent de mauvaise grâce, les Kel Adagh eurent à supporter les difficultés dues à la dilution toujours possible de leur identité dans un environnement humain et physique étranger.

Au titre des brimades et des avanies qu'ils eurent à subir, les refoulements algériens furent certainement les plus conséquentes. Après la sécheresse de 1973-74, c'étaient des milliers de Touaregs qui s'étaient réfugiés en Algérie, venus du Niger ou du Mali. Le groupe le plus important était cependant celui des Kel Adagh. Lorsqu'en 1984 une nouvelle vague d'émigration tenta d'échapper au retour de la sécheresse, les Algériens tentèrent de l'endiguer en la fixant dans des camps placés à proximité de la frontière entre

les deux pays, à Tin Zawaten et Bordj Mokhtar (tandis que les Touaregs nigériens étaient stoppés à In Guezzam). Mais un grand nombre de Kel Adagh ne resta pas dans les camps. Ils furent accueillis à Tamanrasset par leurs prédécesseurs dans le quartier dit "Choumara" qu'ils avaient déjà commencé à constituer. Comme ailleurs, la recherche de ressources nécessaires à la survie lança les réfugiés en quête de travaux de toute sorte, malgré l'interdiction officielle du marché du travail algérien à ceux que l'état considérait comme des clandestins. Ils formèrent un sous-prolétariat exploitable à merci, sans papiers et en situation irrégulière, véritable aubaine des employeurs.

Mais si des dérogations nombreuses furent tolérées, le gouvernement voyait d'un tout autre oeil l'activité commerciale frauduleuse que bon nombre de Kel Adagh entreprirent ces années là. L'Algérie socialiste soutenait en effet les prix d'un certain nombre de produits de première nécessité, sucre, semoule, huile, café et thé ou encore essence. Ces produits subventionnés, peu onéreux à l'achat en Algérie, pouvaient se revendre facilement au Mali où existait une pénurie chronique, notamment dans le nord. Par ailleurs, si la planification algérienne produisait l'abondance temporaire de certains produits, notamment de pièces mécanique fort prisées, elle engendrait aussi régulièrement d'importantes carences d'autres produits tout aussi indispensables. Il pouvait y avoir ainsi une année abondance de pneus pendant que les chambres à air devenaient introuvables... De façon permanente, Tamanrasset et le sud de l'Algérie manquaient aussi de viande.

Les produits subventionnés achetés en dinars en Algérie pouvaient être vendus au Mali dont les acheteurs payaient en CFA. Le retour avec des animaux et des CFA était alors très rentable, les Algériens étant aussi en quête sempiternelle de devises exportables pour compenser le maigre quota qui leur était alloué par l'État. Le CFA pouvait ainsi s'échanger au marché noir à un taux six fois plus élevé que celui du cours officiel. Aussi, tant pour ravitailler l'Adagh en céréales ou en sucre introuvables dans la région, que pour se créer des sources de revenus qui leur permettraient de subsister, les Kel Adagh connaissant bien la région et aptes à déjouer la plupart des contrôles se lancèrent dans le trafic entre l'Algérie et le Mali. Ils furent d'ailleurs suivis, et même souvent précédés, par les transporteurs algériens qui y trouvaient aussi une source de profit. Or, ce trafic posait des problèmes à l'État dans son approvisionnement de la ville de Tamanrasset, dont la population s'était démesurément gonflée de milliers de réfugiés, et qui devait faire venir du nord son ravitaillement. La responsabilité de la fuite des produits subventionnés fut alors essentiellement imputée aux Touaregs maliens, c'est à dire surtout à la communauté Kel Adagh, qui devint peu à peu la bête noire de l'administration algérienne.

Les premières mesures prises par celle-ci datent de juillet 1984, où un quartier abritant des Touaregs maliens fut rasé. Plusieurs centaines de familles se retrouvèrent sans toit. Les contrôles furent renforcés aux frontières, pour empêcher le passage de transports clandestins, et plusieurs caravanes, de chameaux ou de véhicules, furent

interceptées. Les arrestations se succédèrent, et la Sécurité Militaire algérienne surveilla particulièrement les Kel Adagh, qui furent suspectés d'activités politiques clandestines et de trafic d'armes. Mais la mesure la plus importante fut prise en avril 1986. Elle fut destinée à l'expulsion pure et simple de milliers de Touaregs renvoyés dans leur pays d'origine. Le 9 avril 1986, une ruse des autorités, dite "opération des Galeries" attira les nomades au centre de Tamanrasset :

"Les Grandes surfaces de la ville avaient été copieusement approvisionnées. Les Touaregs s'y sont rendus en grand nombre, 500 à 1000 selon les témoins, ont été raflés et regroupés dans l'enceinte du commissariat qui fait face aux "Galeries", le 9 au soir. (...) "L'opération des Galeries" s'est poursuivie dans les quartiers de Tahaggart, Qot el Oued et Imechouane, à forte concentration de réfugiés en situation irrégulière, puis dans les zones périphériques." ⁴⁰

Le lendemain, les personnes arrêtées furent placées dans des camions fournis par la SNTR (Société nationale de transport routier), délestées de leurs dinars inconvertibles et de leur maigre bagage, et reconduits à la frontière malienne. On estima au minimum à six mille le nombre des refoulés :

"Une quarantaine de camions partent en direction du Mali, remplis d'hommes, de femmes et d'enfants, debout. Plus de 6000 personnes sont conduites aux frontières de Tin Zaoutanene et Timéaouine. Sur un parcours de 600 kilomètres, il n'y aura pas de distribution d'eau" ⁴¹

Une dépêche de l'AFP de mai 1986 indiquait quant à elle un chiffre de sept mille personnes renvoyées d'Algérie, et précisait certaines des conditions très dures de ces expulsions :

"Les Touaregs, sans distinction de sexe ou d'âge, sont entassés à bord de camions et conduits dans des conditions plus que précaires aux frontières. Ils seraient le plus souvent dépouillés de leurs biens et plusieurs cas de viols ont été signalés. (...) Une trentaine de personnes auraient d'autre part, déjà succombé des suites des mauvais traitements et des conditions climatiques." ⁴²

Une fois arrivés sur la frontière malienne, les tribulations des expulsés ne finirent pas pour autant. Les autorités refusèrent en effet d'accueillir ceux qui ne pouvaient prouver leur nationalité, n'acceptant que les personnes de couleur noire, plus facilement présumés maliens. Pour ces Touaregs sans papier, l'exigence était impossible à satisfaire. Certains furent alors parqués dans les villes frontières, d'autres furent renvoyés dans le no man's land existant entre les deux frontières, à charge pour eux de se débrouiller sans eau et sans nourriture. L'opération de refoulement ne se limita d'ailleurs pas au seul mois de mai 1986. En juillet de cette même année, on pouvait assister à l'arrivée quotidienne de camions algériens à Tessalit, dans le nord de l'Adagh. Bourrés de personnes se tenant

⁴⁰ FRITSCHER (F.), "Quelques dix mille Touaregs en situation irrégulière ont été refoulés vers le Niger et le Mali", *Le Monde*, 24 mai 1986 : 4.

⁴¹ MERVIN (S.), Douze mille Touareg sahéliens en danger", *Jeune Afrique*, 28 mai 1986.

⁴² Dépêche AFP, 13 mai 1986, 18 : 37, Algérie-expulsion.

debout sur les plates-formes arrières, ils étaient escortés de véhicules de la gendarmerie algérienne qui assuraient la bonne livraison des expulsés jusque dans ce premier village malien. Les Touaregs qui en descendaient, exténués, n'avaient pas de bagages, et restaient parfois des jours entiers à côté du poste de douane, attendant que les discussions avec les autorités trouvent leur terme. Les Kel Adagh peu habitués aux formalités administratives se retrouvaient ces années là soumis à l'arbitraire étatique, ballottés entre plusieurs pays pour lesquels ils étaient indésirables, et rejetés par leur propre nation pour laquelle leur couleur de peau n'en faisait pas des citoyens d'évidence. Refusés comme algériens ou comme maliens, les Kel Adagh furent sans nul doute renforcés à cette occasion dans l'idée qu'ils étaient avant tout des... Touaregs.

Pourtant, l'affirmation de leur identité n'allait pas toujours de soi pour des exilés noyés au sein de populations étrangères à leur culture. Les enfants étaient, à cet égard, en situation plus difficile. Nés pour un grand nombre d'entre eux hors de l'Adagh, ils étaient les plus touchés par l'acculturation aux sociétés non touarègues. Ils apprirent les langues des lieux où ils se trouvaient, français, bambara ou arabe, et surent parfois mieux les parler que la tamashaq, au désespoir de leur parents. Moins déterminés que ces derniers par une éducation plus classique, ils s'ouvrirent largement aux mondes sédentaires, et même s'ils n'étaient que peu scolarisés, acquirent une connaissance approfondie de ces mondes qui paraissaient si étrangers auparavant aux Kel Adagh. Les transformations mentales qui en résultèrent accélérèrent les transformations des comportements et la vision du monde que ces jeunes Touaregs pouvaient acquérir. Par là même, il leur arriva de rejeter une culture jugée à l'aune de celles dont ils avaient l'expérience, ou tout au moins de se sentir très différents des générations plus anciennes, incapables d'oublier les modes de vie, les traditions, les mœurs ou les comportements sociaux des nomades qu'ils avaient été et continuaient à être. L'éloignement se doublait des différences de perception existantes entre des aînés accablés par la série des malheurs et des destructions qu'avait eu à vivre la société Kel Adagh, et des jeunes pénétrés d'une mentalité plus ouverte, mais qui, n'abandonnant pas leur sentiment d'appartenance touarègue, étaient impatients d'agir pour secouer une communauté jugée inerte en face de l'adversité. Cette pensée nouvelle trouva un terrain particulièrement favorable auprès des jeunes hommes qui prirent le chemin de l'Algérie ou de la Libye, et qu'on finit par prendre l'habitude de surnommer les *ishumar*, les chômeurs...

Les voies de la Tanakra (prise de conscience, révolte)

Conséquence ultime de la sécheresse et des exils qui en découlèrent, le mode de vie basé sur l'errance et la recherche de ressources salariées nécessaires à la survie, devint peu à peu synonyme d'une pensée touarègue naissante, d'une nouvelle culture, puis d'une critique politique radicale. Il est en grande partie à l'origine de l'organisation politique des jeunes Kel Adagh, qui retrouvèrent d'autres représentants des groupes touaregs au long des routes des migrations qu'ils suivaient à la recherche d'une occupation rémunérée, vers la Libye essentiellement.

Une réponse économique

Le terme de "tanakra" est issu du verbe "enker", qui en tamashaq signifie "se lever", et qui peut prendre des sens conjoints très riches. Il recouvre ainsi les notions d'éveil, de départ au petit matin, mais aussi de renouveau, de résurrection, et encore le fait de se dresser contre quelque chose, ou pour quelque chose, et prend dans cette acception le sens de défense, de protection⁴³. Ce terme fut repris par les jeunes de l'exil parce qu'il recouvrait à la fois leur départ dans l'errance et le sens de plus en plus politique qui s'y attachait. Il finit par signifier autant la prise de conscience personnelle et politique que le changement de mentalité, ainsi que la révolte et la rébellion. Il recouvre en partie le terme de "teshumara" employé par le poète Hawad⁴⁴ pour exprimer cette nouvelle mentalité, et qui dérive du mot français "chômeur", par l'intermédiaire d'un emprunt linguistique concernant d'abord les personnes sans emploi et désœuvrées que l'on appela ishumar (singulier ashamur). Mais ce terme de teshumara est une construction linguistique qui ne fait pas partie du vocabulaire de l'Adagh. Aussi utiliserai-je plutôt le mot de tanakra, plus pertinent parce qu'il est celui qui fut employé par les jeunes qui sortirent du Mali, se retrouvèrent en Libye ou en Algérie, et devinrent les combattants de la révolte de 1990. Les précurseurs de ce mouvement de tanakra furent ceux des Kel Adagh partis en Algérie dans les années 1960, qui trouvèrent du travail sur les chantiers et les bases françaises encore présentes dans ce pays, notamment à In Ecker. On en a rencontré plus haut les représentants, qui formèrent au moment de l'indépendance les premiers groupes de réflexion politique, mais qui furent surpris par l'éclatement spontané de la révolte de 1963-64. Leur action essentielle fut alors l'organisation de relais en Algérie pour les populations fuyant la répression. Il est indéniable que ces premiers

⁴³ Voir pour une plus ample description de ce terme :

FOUCAULD (C. de), *Dictionnaire Touareg-Français*, Paris, Imprimerie nationale, 1952, Tome III : 1377-1380

⁴⁴ HAWAD, "La Teshumara antidote de l'État", *REMMM*, 57, 1990/3 : 123-138.

migrants jouèrent un rôle non négligeable dans la prise en compte des données politiques nouvelles dans la réflexion et l'analyse touarègue. Mais le concept de tanakra semble surtout naître à partir des difficultés dues aux sécheresses, c'est à dire au milieu des années 1970. A partir de cette rupture majeure, il se constitua dans la société Kel Adagh une classe importante de personnes ayant tout perdu et qui se trouvaient dans l'impossibilité de reprendre une activité liée à l'élevage. La perte du bétail avait en effet libéré une importante masse de main d'oeuvre disponible qui ne pouvait trouver dans l'Adagh des emplois à occuper. Une partie d'entre eux réussit en Algérie ou ailleurs à se réinsérer plus ou moins superficiellement, mais elle était toujours menacée d'expulsion, de difficultés administratives, d'arrestations arbitraires. Vivant dans une position semi-clandestine fragile, à la merci d'employeurs peu scrupuleux ou de petits fonctionnaires menaçants, ils pouvaient à tout moment être renvoyés dans les rangs de ceux qui pour survivre n'avaient que la solution de migrer de chantier en emplois temporaires, d'une ville à l'autre ou d'un pays à l'autre. Ces nomades marginalisés formèrent ce qu'André Bourgeot a appelé en 1986 un "lumpen-nomade", un sous prolétariat d'origine nomade, qui s'il continuait à se mouvoir dans l'espace, et même sur de plus grandes distances qu'auparavant, ne le faisait plus pour les mêmes raisons :

"Il ne s'agit plus ni de mobilité ni de flexibilité, (...) mais 'une "extraversion" obligée ce qui les dénature fondamentalement. Cette extraversion se manifeste par une errance qui illustre le résultat d'une rupture et de blocages successifs. (...) Ces blocages successifs génèrent la formation d'un "lumpen-nomade"..."⁴⁵

Vidée de son sens pastoral, la mobilité fut cependant pour les nomades le passage obligé de leur réadaptation aux conditions nouvelles issues d'une situation politique, climatique et économique défavorable. Le mouvement qui imprégnait les mentalités détermina en effet fréquemment les formes de réponse apportées à la crise. Plutôt que d'organiser leur sédentarisation, se vouer à l'agriculture ou à d'autres travaux sédentaires auxquels seule une minorité s'adonna, un grand nombre de nomades préféra se rendre temporairement là où le travail se trouvait, quitte quelques temps après à en chercher de nouveau vers une autre destination, ou à organiser soi-même de petits trafics transfrontaliers. Parmi ces migrants, les jeunes ont été les plus nombreux. Ils étaient les plus forts physiquement, n'avaient pas de responsabilités de famille qui les empêchaient de partir, aucun bien personnel à défendre et étaient aussi les plus détachés de l'élevage pastoral. Se heurtant aux frontières et aux méfiances étatiques, ils entreprirent une "longue marche dans le temps et dans l'espace" évoquée par Iyad ag Ghali qui l'a vécue :

"Les gens ont commencé à partir à pied jusqu'en Libye. Ils nageaient contre le courant. Chaque frontière posait des problèmes. Ainsi par exemple, les Algériens n'ont pas voulu au départ que les gens dépassent les premières localités de la frontière algérienne, Timiawin, Tin Zawaten ou Bordj. Mais ils sont passés, sont arrivés à Tamanrasset. Là, on leur a dit que c'était

⁴⁵ BOURGEOT (A.), "L'herbe et le glaive : de l'itinérance à l'errance (la notion de territoire chez les Touaregs)", *Bulletin de liaison* n° 8, ORSTOM, octobre 1986 : 158-159.

la limite finale, qu'ils ne devaient pas quitter la ville. Mais ils sont passés jusqu'à Djanet. A Djanet les Algériens ont même créé des unités méharistes pour lutter contre l'exode. Mais ils ont continué à pied, jusqu'à Ghat, en Libye. Les Libyens ont alors dit que cette ville était la dernière limite autorisée, et ils ont d'ailleurs commencé à les renvoyer en Algérie. Mais les Algériens les ont refusés, parce qu'ils n'étaient pas de leurs citoyens. Et ils ont continué à pied, comme ça, jusqu'à atteindre la Méditerranée. Cela a été comme ça de 72 à 78, et les gens ont atteint la Méditerranée, isolés, ou par petits groupes de 5, 10 personnes, très jeunes, de 12 à 18 ans. Et ils étaient des centaines et des centaines, des milliers.

Ensuite les gens ont appris à faire beaucoup de choses, les petits métiers les plus accessibles, jardiniers, puisatiers, chauffeurs, bergers. Avant la fin des années 70, il y avait déjà parmi nous des chauffeurs, des mécaniciens, des peintres en bâtiment, des maçons. Moi, par exemple, j'ai été mécanicien, tailleur, peintre et même maçon, après avoir commencé comme jardinier, à l'âge de 16, 17 ans..."⁴⁶

Un certain nombre d'entre eux partaient aussi en caravanes clandestines, par des itinéraires connus d'eux seuls, qui évitaient les contrôles policiers. Avec un ou deux chameaux portant l'eau, ces convois de jeunes à pied partant de la région d'In Gall, d'Agadès ou de Boughessa traversaient les frontières pour se rendre le plus souvent en Libye. Ces départs isolés ou en groupes ont ainsi structuré l'espace nomade dans une nouvelle série de réseaux migratoires détachés de l'élevage et des zones d'influence habituelles. Ces réseaux n'étaient pas à sens unique. Régulièrement, l'ashamur revenait voir les siens, et surgissait à l'improviste dans le campement familial, chargé de cadeaux, restait quelques jours, et repartait ensuite.

La solidarité de l'exil

Les conditions précaires dans lesquelles s'exerçaient ces migrations ont créé de nouvelles solidarités entre les jeunes ishumar⁴⁷, qui transcendaient les divisions habituelles de la société touarègue. En effet, les jeunes Kel Adagh ne furent pas, de loin, les seuls concernés par le mouvement. Les ishumar provenaient de toutes les régions du monde touareg. Ils purent alors s'apercevoir que les problèmes qu'ils avaient connus étaient les mêmes pour tous, que les évolutions étaient semblables, et que les responsabilités pouvaient en être attribuées de la même façon aux conditions héritées de la colonisation renforcées par l'action des nouveaux états indépendants. Cette réflexion était facilitée et entretenue par les nombreux contacts que ces jeunes avaient en tout lieu, et surtout par le fait qu'ils étaient éloignés de leur société et isolés au sein de communautés qui leur étaient étrangères. Ils se sentirent d'une part plus proches des autres Touaregs, et plus Touareg eux-mêmes qu'auparavant, mais aussi purent développer leur réflexion

⁴⁶ Entretien avec Iyad Ag Ghali, Bamako, 10/2/94.

⁴⁷ "Nous nous rencontrons entre nous hors des yeux des autorités en plein désert, nous échangeons des nouvelles, nous parlons des routes faciles à suivre pour éviter les douaniers mais aussi des veillées et des nouvelles des autres ishumar, des cours du marché et des acheteurs. Les ishumar qui avaient compris l'origine de leur mal étaient extraordinaires. Ils ne laissaient jamais un ashamur en difficulté." AG AHAR (E.), "L'initiation d'un ashamur", REMMM, 57, 1990/3 : 145.

propre hors des pesanteurs sociales auxquelles ils étaient accoutumés, hors de tout classement en tawset ou de classe. L'appartenance à tel ou tel clan, à la couche noble ou tributaire perdit de son importance et même fut considérée comme un trait négatif qui empêchait la naissance d'une solidarité globale et d'une homogénéité de réponse en face de l'adversaire, comme un trait de l'ordre ancien qui devait disparaître. En ce sens, l'analyse était révolutionnaire puisqu'elle prônait l'abandon de la division en classe. Cependant, si les chefs étaient rejetés, il ne s'agissait pas de privilégier l'affrontement d'une classe contre l'autre, il n'était pas encore question d'un quelconque combat des anciens dominés contre les maîtres. Puisqu'on se détournait des divisions sociales, qu'on les niait purement et simplement, l'économie était faite d'un ajustement des statuts.

“Alors cela a donné aux jeunes le temps de rester au dehors très longtemps, sans contacts directs avec la famille. Ils se sont trouvés seuls, de tous bords, de tout horizon, ceux de Menaka, ceux de Kidal, ils se sont retrouvés dans l'exil et ils ont parcouru leur chemin seuls. Ils ont affronté leur destin, cette nouvelle situation. Il a fallu qu'ils travaillent à des travaux qu'ils ne connaissaient pas, mais qu'ils devaient apprendre pour vivre. Il a fallu qu'ils circulent de frontières en frontières, sans papier, avec toutes les contraintes administratives. Et tout cela, ils l'ont fait seuls, en dehors des contacts avec leurs familles, leurs populations, en dehors de leur société et de son mode d'organisation.

Ils se sont forgés dans l'exil une culture spéciale, bien à eux, influencée par les contacts quotidiens avec les autres, même si ceux là, en Algérie ou en Libye, ne les orientaient pas consciemment. Mais les étrangers offraient des exemples, des façons nouvelles de s'organiser, de travailler, et ils influençaient les jeunes.”⁴⁸

Ainsi, parce que les jeunes Touaregs crurent s'être débarrassés des oripeaux de l'ancien monde, et que leur pensée n'était plus structurée par l'encadrement social habituel, parce qu'ils pouvaient confronter le sort de leurs communautés respectives entre elles et en observer les similitudes de malheur, parce qu'ils pouvaient aussi comparer leur société d'origine à celles qu'ils fréquentaient dans leur exil, parce qu'enfin ils acquièrent des outils mentaux différents au contact de celles-ci, naquit au sein de la jeunesse une nouvelle culture et une nouvelle pensée politique radicalisée.

Une nouvelle culture nomade

Des objets détournés de leur utilisation habituelle sont importés dans cette nouvelle culture. Le jeune ashamura n'arbore plus l'épée au côté comme ses pères, mais rêve de brandir la “kalach”, le fusil-mitrailleur Kalachnikov devenu l'arme de tous les mouvements de résistance, de dissidence et de révolte. Il délaisse le chameau au profit de la Toyota, la guerba, l'outre en peau de chèvre contre le bidon de plastique entouré de chiffons, et le “shakmara”, le sac marin qui lui permet de transporter son bagage devient sa tente qui le suit partout dans ses déplacements et forme son seul abri.

⁴⁸ Entretien avec Iyad Ag Ghali, Bamako, 10/2/94.

Ses souffrances, ses errances sont exaltées par une poésie nouvelle, qui n'est plus chantée par les femmes au son de l'antique imzad, le violon touareg, mais par l'ashamur lui-même qui s'accompagne de la guitare et compose un répertoire nouveau. Celui-ci est largement répandu dans toutes les communautés touarègues en Afrique de l'ouest et au Maghreb par l'intermédiaire de cassettes magnétiques enregistrant des chants brûlants aux paroles subversives. C'est toute une culture qui naît, en rupture avec les us anciens, qui utilise sans complexe les armes et les outils de l'adversaire, mais ne renie pas l'identité touarègue, au contraire valorisée et défendue dans ce qu'elle a de plus intime, la langue, la tamashaq, et l'écriture tfinagh.

Une nouvelle pensée politique

"Les gens ont commencé à réfléchir, politiquement, sur le sort, le destin même de la société. Une réflexion a été entreprise sur le mode d'organisation qu'il fallait pour sauver notre communauté." ⁴⁹

Peu à peu, une justification politique naquit des obligations économiques. L'errance devenait une forme de résistance à l'adversité, mais aussi une façon d'être Touareg envers et contre tout, à la barbe des états et de leurs règles tenus pour responsables des malheurs du moment :

"Pour contourner le désordre que les frontières avaient engendré dans le cycle du nomadisme touareg, pour résister à la logique étatique, il fallait alors inventer un nomadisme - autrement dit un mode de vie - d'une autre nature qui s'inspire en même temps des valeurs traditionnelles. Mais le recours au passé n'était-il pas lui-même une entrave ? Une nouvelle conscience apparût qui prônait un modèle de nomadisme désorganisé, anarchique, en rupture totale avec le nomadisme cyclique traditionnel qui s'harmonisait avec la marche des saisons. Aucune autre parade ne semblait capable d'offrir une résistance aux nouveaux maîtres du pays, qui étaient devenus nombreux et chacun jaloux du territoire de son État. Il devenait donc urgent de créer sur l'ancienne géographie, un espace de nomadisme moderne qui brouille celui instauré par l'adversaire. La tactique employée fut la mouvance, la rapidité et la légèreté obtenue par une distanciation par rapport aux traditions. La marginalisation de la société elle-même était jugée préférable pour qu'elle n'ait pas d'échappatoires ni de collaborateurs qui l'aliènent au système hérité des Français." ⁵⁰

De ce passage ressort la conception, volontariste et théorique, de la tanakra. La base en est l'abandon du nomadisme traditionnel, rendu impossible pour beaucoup parce qu'après les sécheresses il n'y a plus de troupeau à garder, parce que ce système de production a été remis en cause pour sa fragilité, en grande partie inhérente aux rigidités politiques et aux limitations administratives imposées aux éleveurs, parce qu'aussi il n'offre que peu de perspectives d'insertion dans une économie profondément bouleversée, et parce qu'enfin les jeunes qui ont connu une autre vie dans les villes ou lors de leur scolarisation, n'ont plus vraiment envie de poursuivre l'élevage pastoral.

⁴⁹ Entretien avec Iyad Ag Ghali, Bamako, 10/2/94.

⁵⁰ HAWAD, "La Teshumara antidote de l'État", *REMMM*, 57, 1990/3 : 125.

L'errance qui en résulte est renforcée parce que le travail salarié ne se trouve pas au Mali, mais plutôt en Algérie et en Libye.

En même temps, l'organisation économique et sociale "traditionnelle" est déconsidérée, parce qu'elle n'a pas su apporter les réponses nécessaires aux crises à répétition qu'ont vécu les nomades depuis le début du siècle. Dans cette vision des choses, l'existence même des anciennes classes sociales, la hiérarchisation dominée par les nobles commence à être perçue négativement, et s'instaure une critique radicale à ce propos.

"Une rupture s'était aussi créée dans la société, avec les chefs de fraction et de tribus. (...) Le rôle qu'ils avaient joué pendant la colonisation, ou au moment de l'indépendance, c'était pour éviter le pire à leur communauté. C'est pourquoi ils avaient servi d'intermédiaire entre l'administration et les populations. Chaque fois qu'il y avait une contestation avec la nouvelle administration, ils essayaient d'être diplomates. Ils ont dit à l'administration qu'ils allaient se charger des taxes, des impôts. Lorsque l'administration ne voulait pas ceci ou cela, ils allaient négocier avec les gens. Et c'était toujours comme cela, en réalité, dans l'Adrar ou ailleurs. En apparence, cela fonctionnait, mais en bas, au niveau de la nouvelle génération, la rupture était totale. La confusion s'est faite entre l'administration et les chefs, le mode d'organisation même de la société en fractions et tribus. Les jeunes ont assimilé les chefs de tribus et de fractions et le mode même d'organisation avec l'administration. Donc il y a eu, en bloc, une contestation de la société." ⁵¹

La distanciation qui en ressort devient la forme privilégiée de la résistance et de la reconstruction d'une identité nouvelle, ce qu'exprime Hawad en parlant de la "teshumara" :

"Faire la teshumara, c'est mener une résistance qui convient à l'époque actuelle, celle qui sort de l'abri de la société déchirée pour bâtir sa propre identité, tout en revenant aussi, de temps en temps, à l'intérieur de la société. La teshumara est un regard de l'intérieur qui s'extirpe hors de son cadre pour saisir les facteurs qui le rongent. Elle représente aujourd'hui pour les ishumar et toute la société touarègue, une résistance en marche, une forme de vie fondée sur la mouvance, la marginalisation, la maîtrise de l'espace que les États ont dicté avec le tracé de frontières nouvelles, ainsi que la solidarité de ses membres et l'existence de projets qui ne respectent pas les lois ni le cadre touaregs" ⁵²

Mais si la société et son organisation sont remises en cause, ce sont les États qui sont chargés de la responsabilité initiale de la dégradation de la société touarègue. Toutes les rancoeurs et les amertumes se lient alors entre elles, et ces jeunes Touaregs qui n'ont toujours vu des États que leur côté coercitif, répressif, arbitraire et injuste les rejettent en bloc. Dans cette analyse, l'État qui n'avait pas aidé les nomades dans leurs difficultés, mais au contraire en avait profité pour les réduire encore plus, devenait ainsi l'adversaire majeur, à travers ses fonctionnaires, son armée, ses représentants, mais aussi ceux des Touaregs, amenokal, chefs, qui avaient partie liée avec lui.

"S'est répandue aussi l'idée, la réflexion du mouvement qu'on ne pouvait pas laisser notre destin dans les mains d'un pouvoir central inconscient de nos malheurs, qui ne nous prend

⁵¹ Entretien avec Iyad Ag Ghali, Bamako, 10/2/94.

⁵² HAWAD, "La Teshumara antidote de l'État", *REMMM*, 57, 1990/3 : 123.

pas en charge, qui ne se soucie pas de nos misères.”⁵³

Les ishumar, dont le mépris des cadres anciens offre une liberté d'esprit exceptionnelle, offrent alors à leur société une image contrastée. Ils sont d'une part ceux qui remettent en cause l'ordre ancien, y compris dans l'apparence vestimentaire. Sur ce plan, ils poussent l'évolution à un point jamais égalé, s'habillant la plupart du temps à l'européenne, négligeant ou abandonnant le voile.

“Quelques uns revenaient de temps en temps à leurs tentes. Pour les Touaregs, ils étaient un objet de curiosité, accroupis autour de leur brasero en fils de fer et entourés de gadgets insolites - lampe à huile, cantine, stylo à bille, théière de citadins, blouson, chemise, chaussures fermées...”⁵⁴

Mais s'ils deviennent en partie incompréhensibles aux leurs, agissant sur des codes nouveaux et des références personnelles, ils acquièrent un statut positif par l'aide qu'ils réussissent à apporter à leur famille grâce aux revenus des salaires qu'ils perçoivent à l'étranger. Ils sont aussi investis des espoirs de changement et d'amélioration que la société met en eux et la résistance qu'ils incarnent leur permet de représenter auprès des plus jeunes l'exemple à suivre.

“Nous tous, surtout les jeunes, ne rêvions que de routes sillonnées par les ishumar chantant la poésie des chemins, les ishumar portant les “kalach” et les sacs marins bourrés d'explosifs. Nous rêvions aussi de Toyotas remplis d'ishumar reliant les terres”⁵⁵

Ils apparaissent alors comme ceux qui ne plient pas l'échine, qui se dressent en face des adversaires de la société touarègue, et deviennent insensiblement les nouveaux “guerriers” de celle-ci, ceux qui pourront reprendre le flambeau de la lutte et apporter leur protection. En ce sens ils constituent une nouvelle aristocratie, basée sur la combativité, l'expérience des mondes extérieurs et l'énergie, très différente de la noblesse ancienne basée sur la naissance et la force des armes. Cette nouvelle noblesse a ses réseaux de solidarité qui lui permet de constituer une véritable fraternité clandestine, ses propres valeurs, sa propre culture.

Les ishumar, qui ont réussi à s'abstraire des difficultés et des pesanteurs que connaissaient leurs communautés apparaissent ainsi comme “les uniques porteurs de la vision nomade. Ils ont élargi l'amplitude de leur mouvement et de leur pensée au-delà de l'espace de la société touarègue”⁵⁶. Ce mouvement, issu des blocages économiques et des détresses matérielles qui en résultent se transforme au cours des décennies 1970 et 1980 en espace d'analyse sur le devenir de la société touarègue. Rejetant l'ancienne

⁵³ Entretien avec Iyad Ag Ghali, Bamako, 10/2/94.

⁵⁴ HAWAD, “La Teshumara antidote de l'État”, *REMMM*, 57, 1990/3 : 127.

⁵⁵ AG AHAR (E.), “L'initiation d'un ashamura”, *REMMM*, 57, 1990/3 : 142.

⁵⁶ HAWAD, “La Teshumara antidote de l'État”, *REMMM*, 57, 1990/3 : 129.

organisation hiérarchisée des statuts et des pouvoirs, niant l'inégalité entre les classes et ne se définissant plus par le groupe auquel ils appartiennent, les jeunes exilés se dotent d'une culture et d'une réflexion politique dont le but avoué est la récupération de l'autonomie perdue, du pouvoir de décision détourné par les États. Il s'agit de retrouver la responsabilité du cours de sa propre histoire. Pour atteindre cet objectif, les ishumar n'envisagent pas d'entreprendre une action politique de longue haleine. Emportés par leur jeunesse et leur impétuosité, peut-être aussi marqués par la culture touarègue dont ils sont issus qui valorise les guerriers, c'est la lutte armée qui est rapidement privilégiée. Pour sortir la société de sa marginalisation économique et politique, ils décident de devenir des combattants, et de se former pour cela à la guerre moderne, celle qui permet de vaincre l'adversaire avec ses propres armes en le surclassant. Pour ce faire, il faut trouver des appuis : l'Algérie servit de base arrière un temps, mais ce fut surtout la Libye qui joua ce rôle, plus ou moins volontairement. Dès la fin des années 1970, le rêve d'un soulèvement touareg armé est dans toutes les têtes ishumar...

1960-1990 : Trente ans de colonisation malienne

A la veille de la rébellion qui explose de nouveau en 1990, le bilan de trente ans d'indépendance malienne apparaît largement négatif pour le monde touareg et pour les Kel Adagh en particulier. Politiquement, ces derniers, loin de reprendre en main leur destin à l'issue de la colonisation française, ont tout simplement changé de maîtres, et sont passés d'une domination à l'autre. L'administration qui fut implantée dans la région était totalement exogène, et après la révolte de 1963-64, fut confiée aux militaires. C'est pour les Kel Adagh un vaste retour en arrière, une importante régression. Leur situation était alors politiquement pire qu'à la fin de la colonisation, où une confiance relative commençait à s'instaurer et où l'administration avait été rendue aux civils. Elle était aussi plus grave qu'aux débuts de la pénétration française, car le Mali a eu à réprimer une insurrection et une résistance armée dont la France avait fait l'économie. La méfiance réciproque qui faisait le fonds des rapports entre les Touaregs de l'Adagh et leur administration s'en est trouvée aggravée. Les rapports à l'État malien qui ont été construits pendant ces trois décennies ne sont donc pas ceux de citoyens. Le Mali apparaît aux yeux des Kel Adagh comme une force étrangère qui les domine par la force et la contrainte. Au sein de l'espace touareg, les rapports politiques ont été pulvérisés. Il ne s'agit plus de chercher à réajuster des statuts complexes entre groupements de puissance différente, puisqu'à cette époque tous ont perdu leur capacité de décision, et que les rapports entre eux ont changé de nature. Sur le plan interne, la perte de pouvoir des chefs

des tiwsaten et la déconsidération de la chefferie entamées par les Français sont largement consommées. Les tiwsaten ont été mises sur un pied d'égalité, et les groupes anciens ont éclaté. Pourtant, en ne destituant pas l'amenokal Intalla, dont, il est vrai, elles se sont servi, et en sauvegardant l'organisation traditionnelle en "fractions", les autorités maliennes ont laissé subsister un système ancien vidé de son sens et qui bloque les évolutions sociales.

Socialement, les déstructurations observables à la fin de l'époque coloniale sont ainsi renforcées. Les chefs sont considérés par les jeunes Kel Adagh comme des collaborateurs d'une administration abhorrée, et sont rejetés, au même titre que la division en tiwsaten et le pouvoir subsistant, et maintenant largement théorique, des nobles sur les tributaires. L'émergence d'une définition de soi-même passe par l'affirmation simple de sa "targuïté", et non par son appartenance à tel ou tel groupe social, tel ou tel groupement politique.

Économiquement, le désastre est complet. Le durcissement des contrôles administratifs, la transformation des anciennes limites administratives coloniales en frontières d'État ont amoindri les possibilités de mobilité pastorale. L'organisation coopérative et le monopole étatique du commerce ont rendu inopérants les anciens réseaux d'échange. L'ensemble de ces conditions économiques nouvelles, profondément liées au domaine politique, a affaibli ou rendu inefficaces les stratégies de réponses aux aléas climatiques, et a contribué à transformer les sécheresses récurrentes de cette période en catastrophes et en famines. L'élevage pastoral privé de ses bases ne permet plus d'assurer l'autosuffisance qui avait été possible auparavant, au sein d'un système de production rendu "archaïque" par les mutations qui lui ont été imposées :

"Le système économique "traditionnel" devient "archaïque" car il ne détient plus les ressources intrinsèques qui lui permettraient de s'insérer dans un nouveau système économique. De surcroît, cette insertion n'est pas favorisée par les politiques étatiques. Enfin, cette "archaïsation" du système est secrétée en même temps par les modèles de développement, leurs logiques, leurs finalités et leurs capacités à assimiler ou rejeter les sociétés selon que celles-ci détiennent ou non les possibilités de satisfaire aux besoins de ce "développement" (rentabilité, qualification, production marchande, etc...)." ⁵⁷

Le monde nomade perçoit cette longue décadence comme une manière de "fin du monde", scandée par les désastres successifs qu'il a eu à subir. Ceux-ci ne sont pas compensés par une intégration au nouvel état malien qui reste quasiment nulle trente ans après sa création, ni par l'attention portée à la région par un gouvernement qui, loin d'offrir un soutien économique ou d'être l'initiateur de projets de développement inexistants, contribua, volontairement ou non, à l'accentuation des difficultés nomades. La seule amélioration sensible, mais limitée dans le temps, est observable dans les progrès de la scolarisation. Mais ceux-ci furent aussi remis en cause par les sécheresses et

⁵⁷ BOURGEOT (A.), "L'herbe et le glaive : de l'itinérance à l'errance (la notion de territoire chez les Touaregs)", *Bulletin de liaison* n° 8, ORSTOM, octobre 1986 : 158-159.

les exils multiples qui en résultèrent. Aussi, après trois décennies de présence malienne, les Kel Adagh considèrent-ils qu'ils ont vécu une nouvelle colonisation, finalement pire que celle qu'ils avaient supportée précédemment, et qui n'est vue que comme l'héritage de la présence française. Le bilan est ainsi très sombre.

Pourtant, une réaction s'est déjà manifestée au sein de la société touarègue. Elle est en 1990 et jusqu'à l'éclatement de la révolte difficilement visible, car elle est souterraine et largement clandestine. La vitalité de la communauté nomade est passée par sa jeunesse, qui a réussi à inventer de nouveaux modes d'existence. Vus de loin, ceux-ci peuvent paraître l'expression des déstructurations multiples, être perçus comme des "errances" ou les conséquences d'une "extraversion" imposée sans rapport avec les bases sociétales anciennes, et sans fondements. L'espace nomade semble avoir perdu tout sens, les populations toute cohésion, livrées à l'exil, aux emplois de fortune et à la dilution culturelle. Cependant, sur le terreau de cet éclatement, à la faveur même des graves difficultés qui pèsent sur les Touaregs, une culture nouvelle est en gestation depuis plusieurs années, et a déjà produit des formes originales d'expression. Mais au delà, c'est toute une conception différente de la société qui s'affirme à travers de nouvelles expériences de solidarité et une analyse politique poussée très loin, et qui est décidée à créer, par les armes, les conditions d'une reprise en main par les Touaregs de leur propre destin.

**LA RÉVOLTE DE 1990, OU LA RENAISSANCE
D'UNE HISTOIRE TOUARÈGUE**

La révolte qui éclate avec l'attaque de Menaka le 29 juin 1990 marque de façon éclatante le retour dans l'Histoire des Touaregs, et parmi ceux-ci, des Kel Adagh, véritables fers de lance du mouvement. Les évolutions souterraines engagées se révèlent au grand jour, les mutations sociales réprimées s'expriment violemment. Cette société placée depuis de longues décennies sous les étouffoirs français et maliens, déstructurée par la colonisation européenne, réprimée et isolée par l'armée malienne, décimée par les sécheresses, éclatée, exilée, appauvrie, sans pouvoirs de décision, se relève, et tente désespérément de rattraper les retards accumulés, tout en opérant avec fracas sa rentrée dans le monde. La minorité négligée devient partenaire à part entière avec lequel il faut maintenant compter, et s'engage dans une intégration délicate. A partir de 1990, plus rien ne sera comme avant pour les Touaregs.

La rébellion qui s'engage n'a plus en effet que de lointains rapports avec celle de 1963-64. Les combattants Kel Adagh, formés militairement, aguerris, utilisent les armes modernes et les véhicules motorisés de l'adversaire, et surpassant ce dernier dans la connaissance du terrain, ne s'en laissent plus compter. Mais au delà du terrain, les conditions dans lesquelles ils combattent sont radicalement différentes. Les ishumar qui forment le gros des combattants ont parcouru le monde, connaissent ses rouages. L'ouverture qu'ils ont acquise leur permet d'utiliser avec beaucoup d'habileté les liens qu'ils ont créés à l'extérieur du Mali, les organes de presse et l'opinion publique internationale. Ils ne se battent plus dans le silence, et la communication tous azimuts dont ils usent devient aussi une arme. A la différence de 1963, leur isolement n'est plus total. L'Algérie tolère l'utilisation de son territoire comme base arrière, la Libye n'est pas loin, et la France ne tient pas à soutenir un pouvoir décrié au moment où le président Mitterrand clame à La Baule les bienfaits de la démocratie. Les rebelles se servent de ces nouvelles conditions de la politique internationale. La réflexion et l'analyse politique qu'ils ont peu à peu développées leur permettent de structurer leur mouvement, d'adopter des bases revendicatives qui n'effrayent pas les nations d'Afrique ou des autres continents, et de prendre en compte les luttes maliennes internes. Organisé depuis longtemps, le mouvement touareg évite la spontanéité suicidaire de celle de 1963, ainsi que la séparation qui avait eu lieu alors entre le politique et le militaire. Enfin, si la lutte entreprise s'engage dans l'Adagh, elle réussit rapidement à déborder ce cadre, entraînant l'ensemble des Touaregs, et même des nomades en général au Nord Mali, mais aussi au Niger.

Cependant, après les premiers succès dont l'obtention a mobilisé énergie et concentration de tous, un second visage du soulèvement apparaît, qui fait de cette révolte un événement révélateur des tensions internes issues de l'histoire passée. Toutes les frustrations et toutes les ruptures accumulées qui n'avaient pu encore trouver leur règlement s'étalent alors en vrac, remettant en cause dans une critique tumultueuse et contradictoire les divisions et les inégalités sociales, le pouvoir et l'attitude des chefferies,

l'organisation politique "traditionnelle", le rôle des groupements, les fondements économiques du nomadisme. L'éclatement du mouvement qui s'ensuit induit au sein des Touaregs des difficultés et des tensions politiques parfois insurmontables qui peuvent aller jusqu'à l'affrontement armé. Il était néanmoins certainement inévitable. Il exprime en effet l'intrusion du présent dans une société artificiellement maintenue dans des structures anciennes vidées de leur sens, les volontés paradoxales qui traversent les populations, les conflits de générations, et les difficultés à gérer l'accélération foudroyante des mutations en cours.

En ce sens, si ces déchirements internes ne sont pas encore bridés, et ne peuvent l'être immédiatement, ils matérialisent le mouvement vers l'avant d'une société en devenir, qui a de nouveau latitude de crever elle-même ses propres abcès, et qui ne retrouvera la paix que lorsqu'elle les aura vidés sans intervention extérieure.

Un soulèvement politiquement réfléchi

Contrairement à ce qui a pu être dit ici ou là, la rébellion de 1990 n'a pas eu le caractère spontané qu'on lui a souvent prêté. La pauvreté en armes et en moyens matériels des combattants de juin 1990 n'était pas due à l'improvisation, mais aux coups très rudes qu'avaient portés peu avant à l'organisation touarègue les services maliens de la sécurité intérieure. C'était en effet depuis des années que les *ishumar* se préparaient au soulèvement, par un entraînement militaire conséquent, la participation à des conflits armés, et la création d'une structure politico-militaire en partie clandestine qui regroupait des centaines d'hommes, et dont les cellules étaient dispersées sur tout l'ouest du continent, tant au Maghreb qu'en Afrique noire, et même en Europe. Dans cette édification, les anciens de la révolte de 1963-64 ont joué un rôle non négligeable de relais, ainsi que la Libye, dont l'attitude fut pour le moins ambiguë.

Loin d'être les bandits armés que le gouvernement de Moussa Traoré désignait en 1990 à la vindicte publique, les combattants touaregs étaient des révolutionnaires réfléchis, et le premier message qu'ils lancèrent après l'attaque de Menaka au tout début du soulèvement est en cela significatif :

"Nous sommes en révolte pour une cause valable et bien connue. Nous ne sommes pas des bandits, mais nous voulons réclamer nos droits en tant que citoyens maliens. Actuellement, ces droits sont bafoués et le Mali, qui nous considère comme des arabes, des étrangers, tend à nous faire disparaître."

"Nous sommes une révolution bien organisée, et vous le saurez bientôt"¹

¹ "Nous, Touaregs du Mali...", document issu de la rébellion, 1990. Cf. annexes.

Les relais de 1963-64

Le petit groupe déjà décrit qui s'était constitué à la fin des années 1950 pour envisager une action politique en faveur des Touaregs ne s'était pas démobilisé. Ses membres, exilés pour la plupart en Algérie, avaient été surpris par l'éclatement de la révolte en 1963. Certains avaient rejoint les rangs des rebelles, puis s'ils avaient réussi à échapper à la répression, s'étaient de nouveau réfugiés en 1964 en Algérie, rejoints par tous les combattants et populations civiles qui fuyaient les retombées de la mise au pas de l'Adagh. Un nouveau cercle s'était alors constitué, rassemblant tous ceux qui refusaient de rester les bras croisés.

Leur première action avait été d'offrir leur soutien aux nombreux nomades démunis qui arrivaient du Mali, pour les réinstaller en Algérie en créant des lieux d'accueil, d'abord dans le sud algérien, puis de plus en plus au nord. L'aide qu'ils avaient apportée aux leurs se trouva de nouveau bienvenue lorsque le flot de réfugiés grossit une nouvelle fois au début des années 1970, à cause de la sécheresse. Développant un soutien qui n'avait jamais vraiment cessé, les vétérans politiques et combattants de 1963-64 recommencèrent à accueillir les Kel Adagh dans la détresse. Mais la composition de cet afflux de réfugiés commençait à changer de nature. Arrivèrent en nombre de plus en plus importants à partir de ces difficultés climatiques les jeunes Kel Adagh à la recherche d'un travail, ceux qui constituèrent les premières troupes de la tanakra. Ceux-ci, très mobiles, eurent rapidement pour but l'eldorado libyen, où le travail et l'argent semblaient abondants grâce aux dividendes pétroliers, et où de plus on accueillait sans difficultés les nomades. Dans ces passages, les anciens jouèrent un rôle important de relais matériel, et Issuf ag Echer ou Elladi ag Alla à Tamanrasset, Ammera ag Fakri ou Yunes ag Ayuba à Ouargla accueillirent les jeunes de passage, leur offrant des points de chute dans un certain nombre de villes sahariennes sur la route de la Libye :

"Il y a eu déjà les réfugiés de 63, qui ont ensuite beaucoup aidé les autres à s'installer, ceux de 67 à 73, qui sont venus à cause de la sécheresse. A partir de 67, les pluies se sont dégradées, jusqu'à 73, qui a été une année catastrophique. Chaque année a été moins bonne que la précédente. Les gens arrivèrent alors en nombre. Les jeunes ont commencé vers 71 à aller en Libye, en passant par l'Algérie. La plupart (80%) sont passés par chez moi à Ouargla. Ils sont partis en Libye parce qu'ils y trouvaient du travail, surtout chez des privés comme jardiniers ou bergers, parce qu'il n'y a pas un seul Libyen qui n'ait un troupeau, soit de mouton, soit de chameau. Des jeunes de toutes les tribus du Mali sont arrivés là-bas. Il n'y a pas une seule tribu qui n'ait été touchée par ces départs."²

Le rôle de ces anciens ne se limita cependant pas à celui d'hôtes de passage. Forts d'une réflexion engagée depuis de nombreuses années, ils entreprirent l'éducation politique de tous ces jeunes Touaregs déracinés. Dans les centres algériens d'accueil, ou

² Entretien avec Ammera, Paris, 20/6/92.

dans les lieux de regroupement libyens qu'ils rejoignaient clandestinement ³, ils se posèrent d'abord auprès d'eux en conseillers, en sages, en imgharen ⁴, fondant leur autorité sur leur ancienneté et surtout sur le prestige qu'ils avaient tiré des actions menées dans les années 1960. Ils devinrent ainsi les premiers chefs d'un mouvement renaissant, pour lequel le premier souci était la sensibilisation. Celle-ci prenait alors deux visages. Il s'agissait d'une part de fournir aux jeunes les moyens d'une analyse pertinente de la situation déplorable dans laquelle se trouvaient les Touaregs, et d'autre part de leur faire prendre conscience des bases indispensables du renouveau.

Nakkane, Kel Tamashaq, ghas ! (Nous sommes seulement des Touaregs)

Sur ce dernier point, la condition première de l'efficacité mise en avant par les anciens était l'unité. Il fallait réunir ces nomades dispersés en groupements et en tiwsaten, les unir dans un but commun, et apaiser entre eux toutes les dissensions qui auraient pu nuire à la poursuite des objectifs. Ceci les amena naturellement et très rapidement à remettre en cause l'ancienne organisation sociale. Les statuts sociaux trop inégalitaires, le pouvoir des chefferies, la division en groupes autonomes cherchant chacun leur intérêt leur paraissait en effet à l'origine des ruptures existantes ou possibles. Dans ce travail de critique sociale et de réorganisation des liens communautaires, le poids du passé, des traditions et des prétentions personnelles pesait encore lourd :

"Après de ces jeunes, il y a eu beaucoup de travail pour expliquer la situation, sensibiliser les gens au maximum sur le fait qu'on ne pourrait jamais résoudre le problème que l'on avait au Mali si l'on était pas tous unis. Tant qu'on ne ferait pas le travail du bras, cela ne servirait à rien. Et les gens ont pris conscience de leur unité. On a nommé des commissaires politiques qui ne faisaient que cela, que sensibiliser, uniquement. Mais parfois les ambitions de certains passaient par dessus cette sensibilisation, et les faisaient sortir de cette discipline. Par exemple, certains Ifoghas disaient qu'ils avaient toujours été à la tête des gens, et qu'ils devaient normalement exercer l'autorité. Les réalités tribales n'ont pas disparu..." ⁵

Néanmoins, la sensibilisation unitaire fit son chemin, et les jeunes dépassèrent en partie leurs divisions. Ils étaient d'ailleurs poussés en cela par la vie commune qu'ils menaient en Libye, par les expériences qu'ils avaient partagées au long des routes

³ Ammera raconte ainsi ses voyages clandestins : "J'allais voir ces jeunes de temps en temps, plusieurs fois par an, notamment pour régler certains conflits entre eux. Les Algériens ne savaient pas ce que je faisais. J'emportais des marchandises, je partais pendant mes vacances, et il était rapide d'aller en Libye. Là-bas, plusieurs personnes possédaient des maisons. Je n'allais pas plusieurs fois chez les gens, je changeais toujours d'endroit. Mon entrée dans le pays se faisait en voiture, et souvent les Libyens ne me voyaient même pas entrer, je passais entre les postes-frontières, clandestinement". Entretien avec Ammera, Paris, 20/6/92.

⁴ "J'allais là-bas comme amghar (...). Les responsables de ces groupes, les imgharen, étaient moi, Elladi ag Alla, Yussef, Yunes ag Ayoub... Nous étions à la tête du mouvement". Entretien avec Ammera, Paris, 20/6/92.

⁵ Entretien avec Ammera, Paris, 20/6/92.

sahariennes, par les dangers qu'ils avaient vécus ensemble. Une fraternité de l'exil apparut, qui refusait les divisions sociales ou nationales, dans la vision pan-touarègue d'un seul peuple uni dans l'adversité et tendu vers le but commun d'une réhabilitation internationale. Dans ces années, Touaregs nigériens et maliens, nobles et tributaires, originaires de tiwsaten et de groupements différents apprirent à se connaître et à lutter ensemble. Si les divisions finirent par réapparaître, la nostalgie de cette époque existe toujours, et l'unité acquise alors reste l'idéal :

"En Libye, on était tous unis, quelques soient les fractions d'origine. Il y avait l'égalité entre nous, personne ne se disait supérieur ou inférieur aux autres. Les fractions, c'est ce qui nous gêne. Les jeunes ne veulent plus de cela. Même maintenant, si on leur demande, en les rencontrant, de quelle fraction ils sont, cela les gêne vraiment. Ce que nous voulons, c'est être un seul peuple, Touaregs ou Kel Tamashaq, ghas !" ⁶

Au delà de cette action qui s'adressait à des jeunes qui pour la plupart n'avaient jamais été scolarisés, les "anciens", et notamment Ammera ag Fakri, cherchèrent à établir le lien entre ce mouvement embryonnaire et les jeunes Touaregs qui avaient suivi des études plus ou moins longues, et que l'on commença alors à regrouper quel que fut leur niveau, sous l'appellation générique "intellectuels". Ceux-ci, munis d'un bagage conceptuel plus important, pouvaient en effet devenir les futurs cadres d'une organisation qui manquait alors encore cruellement de penseurs :

"Personnellement, mon rôle était double. Je faisais l'amghar d'un côté, mais de l'autre j'essayais d'intégrer des intellectuels, ce qui était une tâche très difficile. Ils ne m'écoutaient pas toujours, mais ils ne pouvaient pas me rejeter, car tous autant qu'ils étaient, c'était moi qui les avait fait venir !" ⁷

L'analyse politique des situations et des besoins était ainsi très claire dès les années 1970. Il manquait cependant encore au mouvement une stratégie, et surtout des objectifs bien définis. De plus, le caractère clandestin de cette organisation naissante, s'il introduisait un frémissement politique au sein des ishumar dispersés, et le sentiment "qu'il se passait quelque chose", ne leur permit pas à cette époque de prendre réellement conscience de leur force potentielle, ni de se mobiliser dans un but précis.

"Pendant tout ce temps le mouvement politique a évolué, mais il ne s'était pas encore concrétisé. Il n'y avait pas encore d'idées claires, de programme. Mais il y avait une prise de conscience, une évolution des mentalités. Certains cependant commençaient à travailler pour préparer un mouvement politique organisé. C'est à partir de ce moment là que ceux qui étaient derrière cette préparation politique ont commencé à détruire l'image des chefs de fractions, et même à remettre en cause la structure et la hiérarchisation sociale. Ceux qui organisaient cela étaient assez nombreux. Il y avait tous ceux qui étaient actifs à l'époque, et surtout Issouf, qui était déjà en Algérie avant 62.

On a commencé à cotiser, depuis 1974. On ne savait pas à qui allait l'argent, mais on ne demandait pas, on ne posait pas de questions. On pensait que ça allait servir surtout à acheter des armes, des papiers, mais aussi donner le prix du voyage à ceux qui montent ou qui descendent, ou pour envoyer des missions. On pensait que c'était quelque chose comme ça, mais on ne savait pas bien. Il y avait des gens qui passaient pour prendre les cotisations, très

⁶ Entretien avec Lohiya, combattant intégré issu du MPA, piste de Gao à Kidal, 2/2/1994.

⁷ Entretien avec Ammera, Paris, 20/6/92.

régulièrement. Et puis, on prêtait serment, de garder le secret, de ne rien révéler, de ne pas trahir. Cette première phase a duré une dizaine d'années, de 73-74 jusqu'en 1979."⁸

Malgré ces lacunes, les "anciens" représentèrent un relais véritable entre la révolte de 1963, les aspirations obscures et insuffisamment clarifiées qu'elle avait matérialisées dans l'inorganisation, et la constitution d'un mouvement conscient et structuré. Ils furent à l'origine d'une éducation politique de base qui manquait aux jeunes ishumar dont la révolte latente ne trouvait alors pour s'exprimer que les défis qu'ils lançaient dans leur errance et leur clandestinité de sautes-frontières aux États et à leurs règlements. Leur action orienta ainsi la pensée touarègue, contribua à remettre en cause les blocages sociaux, et permit la conception des organisations politiques ultérieures. Si celles-ci, en s'érigeant, rejetèrent un moment la direction des anciens en partie dépassés par les évolutions ultérieures, elles leur doivent néanmoins d'avoir pu se baser sur des analyses qui sans eux seraient restées diffuses et inopérantes.

La Libye, patrie des Touaregs ?

La seconde phase organisationnelle du mouvement touareg, qui prit alors un tour différent, débuta au début des années 1980. Dans cette évolution, la Libye, qui n'avait été jusque là que simple territoire d'accueil, ouverte aux Touaregs et riche d'emplois, commença à jouer un rôle important de soutien matériel et politique. Cette aide qu'elle offrit au mouvement n'était cependant pas désintéressée. S'insérant dans une stratégie internationale, elle permit d'utiliser les Touaregs pour faire pression sur les pays sub-sahariens, Niger notamment. Elle contribua à internationaliser le problème saharien et à l'insérer dans la politique africaine du colonel Khaddafi.

Les ishumar, jeunes et désireux d'apprendre à se battre pour se retourner un jour contre leurs États, n'hésitèrent pas de leur côté à s'engager militairement. Dès lors, les Touaregs furent liés à des degrés divers aux champs d'opération libyens, que ceux-ci se trouvent en Afrique sub-saharienne, au Maghreb ou même à l'extérieur du continent, notamment au Proche-Orient. S'ils furent dans cette politique les pions d'une partie qui dépassait leurs intérêts, ils tirèrent de cette période des avantages indéniables pour la réalisation ultérieure de leurs objectifs.

⁸ Entretien avec Iyad ag Ghali, Bamako, 10/2/94.

Les Touaregs, pions d'une stratégie libyenne en Afrique

La récupération des coups d'état au Niger

Le tournant de la politique libyenne à l'égard des Touaregs peut être daté du milieu des années 1970, et trouve son origine dans les appétits africains du colonel Khaddafi. Son désir d'expansion vers le sud, et ses stratégies de contrôle des pays d'Afrique subsaharienne l'amènèrent à diriger ses regards vers le Tchad dans des épisodes bien connus que je ne rappellerai pas ici, mais aussi vers le Niger, avec lequel la Libye a aussi une frontière commune. Cette politique s'inscrivait dans le vaste projet d'un ensemble saharo-soudanais musulman ⁹, dans lequel les interventions libyennes dans le conflit du Sahara occidental, celui du Tchad, au Niger ou ailleurs, loin d'être les éléments dispersés d'une gesticulation sans fondement, offraient une cohérence véritable. Dans cette idée, l'intérêt porté au Niger avait le triple objectif d'une ouverture vers l'Afrique noire, d'une éventuelle extension du sol libyen par la satisfaction des revendications territoriales portant sur la région de l'oasis de Toummo, à l'extrême nord-est du pays, et du contrôle de certaines ressources minières, parmi lesquelles l'uranium d'Arlit pouvait être la base d'une future bombe atomique arabo-musulmane.

Ces intérêts divers avaient dans un premier temps poussé la Libye au rapprochement avec le pouvoir nigérien. En avril 1971, Mouamar Khaddafi et Hamani Diori signaient un traité d'amitié et de bon voisinage, ainsi que des conventions de recherches pétrolières à entreprendre en commun dans le nord du Niger. Cet accord était complété en mars 1974 par des engagements sur la sécurité et la défense extérieure. Mais ces progrès dans les relations nigéro-libyennes furent remis en cause un mois plus tard par le coup d'État du lieutenant-colonel Seyni Kountché, le 15 avril 1974. Les implications supposées de la France et des services de Jacques Foccart dans ce dernier montrent d'ailleurs bien toute la complexité des relations géostratégiques régionales. Le renversement d'Hamani Diori s'est en effet produit dans un contexte de tractations délicates entre une France en situation énergétique difficile après le début de la crise pétrolière et un Niger décidé à profiter du nouveau rapport de force en sa faveur pour agir sur le cours de l'uranium ¹⁰. La déstabilisation du Niger dans ces négociations difficiles qui concernaient aussi au même moment la révision des accords de coopération, était en tout cas bienvenue pour la France qui, par ailleurs, ne voyait pas d'un bon oeil son rapprochement avec la turbulente Libye. La relations nigéro-libyennes ne furent néanmoins pas radicalement modifiées à l'issue de la prise du pouvoir par le lieutenant-colonel Kountché. Peut-être ce dernier était-il cependant plus difficile à manier par la

⁹ Voir à ce sujet MARTEL (A.), *La Libye, 1835-1990*, Paris, PUF, 1991 : 202-212.

¹⁰ Voir à ce propos RAYNAUT (C.), "Niger. Trente ans d'indépendance : repères et tendances", *Politique Africaine*, 38, juin 1990 : 3-29.

Libye que son prédécesseur. Toujours est-il que ce pays fut manifestement impliqué dans la nouvelle tentative de coup d'état qui survint deux ans plus tard, le 15 mars 1976. Khaddafi y utilisa les tensions interethniques. Les populations du nord, qui avaient été en partie prises en compte sous Hamani Diori grâce à la création d'un ministère des Affaires sahariennes et nomades, attribué au Touareg Mouddour Zakara, n'apprécièrent pas que Seyni Kountché supprime ce poste de son gouvernement. Aussi la tentative du commandant Bayéré Moussa (ancien ministre de l'Économie rurale sous Hamani Diori), eut-elle l'appui de Ahmed Mouddour (le fils de Mouddour Zakara), ainsi que du capitaine Sidiould Sidi Mohammed (maure, ancien chef de cabinet du ministre de la défense), et l'un de ses objectifs avoués était-il la fin de la suprématie Djerma/Songhay au Niger¹¹. Il est plus que probable que la Libye fournit une partie des armes nécessaires, par l'intermédiaire du commerçant Limam Chaffy, d'origine maure et touarègue, qui réussit à s'enfuir alors que sept des conjurés étaient exécutés un mois plus tard¹² :

“(Ce coup d'état), c'étaient les Libyens qui voulaient le faire. Alors, ils ont aidé dans ce but les Touaregs et surtout les Arabes du Niger. Ils leur ont donné des armes, qui ont été réceptionnées par Limam Chaffy, un grand commerçant originaire de Mauritanie, mais dont la mère est une Touarègue de l'Adagh. Il était installé à Niamey. C'est lui donc qui a reçu ces armes, en les faisant passer pour des marchandises. Mais ce coup d'état n'a pas réussi. Limam s'est sauvé, et il a réussi à aller en Mauritanie en chameau.”¹³

Limam Chaffy a toujours nié avoir été l'un des conjurés, et incrimine seulement son origine saharienne dans l'accusation qui lui a été portée d'être un des instigateurs du coup d'état. Il s'enfuit cependant du Niger le soir même de la tentative avortée de renversement du pouvoir :

“J'ai été au Niger, et j'ai été accusé en 1976 d'un coup d'état. Alors je suis parti du Niger, j'ai tout laissé, tous mes biens, ma famille, je suis parti le 15 mars 1976, le jour même du coup d'état. J'ai été accusé parce que j'étais un saharien, et que ceux qui ont fait le coup d'état étaient des amis, des officiers sahariens. Alors on a dit que certainement M. Chaffy était avec eux, c'est un ami de Sidiould Sidi Mohammed qui est arabe et le cerveau de l'opération... Je suis parti en Mauritanie, chez moi, et je suis resté là bas. J'ai été plus tard en résidence forcée en Mauritanie, à cause d'autres problèmes.”¹⁴

Toujours est-il que Limam Chaffy, libéré par les Mauritaniens après le coup d'état de juin 1978, rejoignit alors Tripoli en passant par la France. Arrivé en Libye en 1979, il fut réutilisé par le colonel Khaddafi qui commençait à cette époque à s'intéresser aux Touaregs présents sur son sol comme moyen de pression sur les gouvernements du Niger et dans une moindre mesure du Mali. La conjoncture était bonne, puisqu'à ce

¹¹ Voir l'article de NIANDOU SOULEY (A.), “Niger. L'armée et le pouvoir”, *Politique Africaine*, 38, juin 1990 : 48-49.

¹² Il s'agissait du commandant Bayéré Moussa, du Capitaine Sidiould Sidi Mohammed, de l'adjudant Armayou Ibrah, du sergent Aboubakar Guy Tyrolien, de Ahmed Mouddour, Idrissa Boubé et Issaka Dan Koussou. Les autres personnes impliquées dans la tentative furent condamnées pour 22 d'entre elles à des peines d'emprisonnement à vie, et pour huit autres à des peines de prison de un à cinq ans.

¹³ Entretien avec Ammera, Paris, 20/6/92.

¹⁴ Entretien avec Limam Chaffy, Cergy-Pontoise, 23/6/94.

moment là les Touaregs eux-mêmes cherchaient l'appui du pouvoir libyen afin de progresser dans leur propre organisation, et avaient déjà pris un certain nombre de contacts ¹⁵. Il y eut ainsi en 1979 conjonction d'intérêts. L'organisation des anciens de 1963 avait montré ses limites, les Touaregs cherchaient à passer à la vitesse supérieure. Ce fut finalement Limam Chaffy qui prit les contacts au plus haut niveau, avec Mouamar Khaddafi lui-même :

"A l'époque, il y avait beaucoup de gens, mais ils n'étaient pas organisés, c'étaient les chômeurs. Comme j'étais très bien avec tous, du Niger ou du Mali, ce sont tous mes fils, on a commencé à parler, à discuter, et ils m'ont demandé de voir ce que je pouvais faire pour contacter le guide libyen. Alors j'ai employé mes efforts et il m'a reçu. Je ne le connaissais pas, mais certainement il avait déjà entendu mon nom, à l'époque du coup au Niger, parce qu'on avait accusé la Libye, et qu'on m'avait appelé le cerveau. Il m'a reçu, on a parlé, et je l'ai convaincu d'essayer d'aider les gens. Il n'était pas très disposé au départ, il disait que le Niger et le Mali étaient ses voisins, ses frères, qu'il ne voulait pas rentrer dans leurs affaires, que cela le gênait beaucoup. Mais j'ai essayé de lui dire que ce n'était pas pour leur faire du mal, mais pour essayer de réveiller un peu la conscience humaine chez eux et dans le monde sur la situation des Touaregs et des arabes qui habitent dans l'Azawad et l'Aïr, qui sont opprimés, qui ont la sécheresse, et qui risquent de disparaître complètement. Enfin, j'ai essayé de le sensibiliser, et il m'a donné rendez-vous pour en discuter ensuite. Ça c'était fin 79. Et puis il a été d'accord pour accepter de nous aider, et le 16 octobre 80, il a fait son discours d'Ubari pour appeler les pays voisins, le Mali, le Niger, à ce qu'ils fassent quelque chose pour les Touaregs." ¹⁶

Ces différentes initiatives se rejoignent donc, et aboutissent en 1980. Les derniers mois de cette année là furent propices aux Touaregs installés en Libye, qui nagèrent alors (bien que pour peu de temps), en pleine euphorie. Coup sur coup en effet, le mouvement Touareg put s'organiser en plein jour avec l'aide de la Libye, tenir son premier congrès constitutif à El Homs, entendre Khaddafi lancer sur les ondes un appel favorable aux nomades du Niger et du Mali, et disposa d'un centre d'entraînement militaire.

¹⁵ Iyad ag Ghali, futur chef de la rébellion, relate ainsi ces premiers contacts : "En 1978, un petit noyau est né, dont je faisais partie moi-même. Au début, on a initié une rencontre, comme ça, à l'insu des autorités libyennes et même de la police, dans la maison de quelqu'un. Cette rencontre s'est passée le 10 octobre 1979, à Syrte, dans le golfe de Libye. On a dégagé un comité d'organisation qui devait prendre contact avec les autorités libyennes, ainsi qu'avec nos intellectuels travaillant dans ce pays. C'est à dire une poignée de gens, des ingénieurs agronomes, des enseignants. On a cotisé sur place, on a mis au point et financé des missions, et on les a lancées. Deux mois après, par l'intermédiaire de quelqu'un qui avait fait le Polisario, on a connu un Libyen qu'il avait connu là-bas, sur le terrain. On a commencé à venir souvent chez lui, discuter un peu, repartir. Au début, ce n'était pas très facile, car tout ça, c'était clandestin. Ensuite ça a continué, continué. On a pris de plus en plus de contacts avec les Libyens. Et moi, j'ai commencé à travailler avec l'ambassadeur malien. Il résidait au Caire, mais il venait à Tripoli de temps en temps. Un jour où nous étions venus nombreux le voir pour établir des papiers, pour faire des passeports, il a annoncé qu'il avait besoin de deux ou trois personnes pour travailler avec lui. On a fait nos demandes, en français et en arabe. Et j'ai été retenu avec un autre. On est alors resté là à travailler avec lui. Un jour où il y avait eu beaucoup d'arrestations de maliens clandestins au sud de la Libye, on y est allé ensemble. Mais l'ambassadeur était pressé, il devait partir en Allemagne, et il m'a laissé sur place et confié le travail. Comme les autorités régionales libyennes nous demandaient, j'ai pris des contacts avec elles. Après avoir fait connaissance, j'ai exploité les rencontres que j'avais avec elles pour les sensibiliser sur notre mouvement. Ils ont promis de nous aider, de nous faire donner un centre où l'on pouvait se regrouper, et de nous accorder un quota de travailleurs. Des centaines de gens ont alors travaillé dans des projets agricoles, et on leur a donné quelque chose chaque mois, même s'ils n'avaient pas de papiers. C'est ainsi, par l'intermédiaire du Mali, que j'ai commencé à mieux connaître et à entrer en contact avec les autorités libyennes !". Entretien avec Iyad ag Ghali, Bamako, 10/2/94.

¹⁶ Entretien avec Limam Chaffy, Cergy-Pontoise, 23/6/94.

L'organisation clandestine et embryonnaire des débuts changeait de nature, et le nouveau front touareg prenait son envol.

Le congrès d'El Homs (8 septembre) et le discours d'Ubari (15 octobre 1980)

Dès le début de l'année 1980, la décision est prise de rassembler les chefs de file, certains intellectuels et les anciens responsables politiques touaregs dans un congrès qui doit permettre d'organiser le futur mouvement. Cette réunion est essentiellement organisée par la Libye, qui fournit l'aide matérielle, le local, et les billets permettant à ceux qui sont pressentis de rejoindre à temps. Dans le second semestre de l'année, des Touaregs convergent ainsi de partout vers la Libye, du Mali, d'Algérie, du Niger, de Mauritanie. Tous les courants sont représentés, aussi bien les vétérans de 1963, avec des gens tels qu'Ammera ag Fakri ou Issuf ag Echer, des intellectuels comme Ibiya ag Sidi, et des chefs de file de la tanakra. Semi-officiel, ce rassemblement débouche sur la première structure politique véritable : la nébuleuse des réfractaires touaregs devient à El Homs, en septembre 1980, un mouvement à part entière, sous l'oeil bienveillant et avec la protection de la Libye.

Celle-ci pèse d'ailleurs fortement sur les conclusions du congrès. Le secrétaire général nommé le 8 septembre 1980 est son candidat, en la personne de Limam Chaffy, et le nom adopté pour le mouvement (Front Populaire de Libération du Sahara Arabe Central - FPLSAC) ne fait pas référence aux Touaregs, mais à l'arabité. En fait, dès sa fondation, Khaddafi place ce mouvement dans la ligne de la lutte panarabe, détournant ainsi à son profit et à celui de sa politique internationale une partie importante de l'énergie contestataire touarègue. Mais si cette récupération fait grincer des dents les Touaregs les plus conscients, la plupart d'entre eux ne voient alors que le fantastique bond en avant de l'organisation, sa reconnaissance par l'un des grands pays du Maghreb, la Libye révolutionnaire, l'aide promise par celle-ci, et, très rapidement, la matérialisation de ces progrès sous la forme d'un siège à Tripoli.

"Nous avons tenu le congrès. Il a permis de structurer le mouvement : bureau exécutif, secrétaire général, recommandations, décisions. Nous étions entre 75 et 80 personnes dans cette réunion, nigériens et maliens, Touaregs des deux pays. C'est Limam Chaffy qui a été nommé secrétaire général, et il l'est resté jusqu'en 1982.

Un mois après nous avons eu un bureau, avec un local, un secrétariat, une machine, le téléphone, tout quoi ! C'était à Tripoli. On avait un nom à l'époque, c'était le Front Populaire de Libération du Sahara Central." ¹⁷

¹⁷ Entretien avec Iyad ag Ghali, Bamako, 10/2/94.

Pour les jeunes Touaregs de la tanakra, c'est alors réellement l'enthousiasme. Ils ont trouvé un pays d'accueil, qui les accepte sans discrimination, qui leur offre du travail, qui semble les comprendre, qui reconnaît officiellement leur lutte, et surtout leur donne les moyens de s'organiser et de s'entraîner en vue d'un soulèvement. En effet, la demande touarègue de l'ouverture d'un camp d'accueil et de formation militaire est agréée par la Libye. Le premier camp touareg, situé à Beni Walid, dans les environs de Tripoli, ouvre en décembre 1980.

Enfin, pour aller au bout de sa démarche, et attirer les jeunes Touaregs sur son territoire, le colonel Khaddafi, dans un discours radiodiffusé prononcé le 15 octobre 1980, à Ubari, dans le sud de la Libye, se déclare prêt à accueillir les Touaregs qui souffrent de privations au Mali et au Niger car ce sont de "purs arabes"¹⁸. Il proclame que les frontières libyennes sont "ouvertes aux Touaregs, fils libres de la nation arabe, qui souffrent de la répression et des camps d'extermination au Mali et au Niger"¹⁹. La phraséologie employée à cette occasion en dit long, et confirme la volonté de récupération des Touaregs dans la lutte arabe...

Ce discours est en tout cas considéré par les gouvernements des États au sud du Sahara comme une véritable déclaration de guerre. Les relations avec le Niger, notamment, aggravées par l'action libyenne au Tchad voisin, se détériorent, et les relations diplomatiques entre les deux pays sont interrompues peu de temps après, en 1981²⁰. A partir de cette date, la méfiance des autorités maliennes ou nigériennes envers leurs nomades, déjà profonde, se renforce encore. La désertion vers la Libye de Khamed Moussa, un Touareg chef de cabinet du ministre de la Défense, lequel est à cette époque tenu par Seyni Kountché lui-même, n'arrange rien. Les Touaregs sont alors assimilés à des agents déstabilisateurs de Khaddafi, et les thèses du complot international, dans lesquelles la France avait été mise en cause en son temps, trouvent avec cette situation une nouvelle jeunesse. Il est clair d'ailleurs que tout cela n'est pas pour déplaire au guide de la révolution libyenne, qui use durant les années suivantes de ce moyen de pression qu'offre l'existence d'un mouvement touareg structuré pour tenter d'accroître son influence vers les pays du Sahel. Dans ceux-ci en effet, la psychose est telle que les autorités voient dans le moindre sursaut nomade la main de Khaddafi. Plusieurs affaires, assez obscures d'ailleurs, et dont le lien avec des intentions libyennes n'est pas établi, peuvent illustrer ce contexte dans les années suivantes.

¹⁸ *Maghreb-Machrek*, n° 91, janvier à mars : 81-82

¹⁹ *Annuaire de l'Afrique du Nord*, CNRS, 1980 : 781.

²⁰ SALIFOU (A.), *La question touarègue au Niger*, Paris, Karthala, 1993 : 43. Juliette Bessis date elle cette rupture du début de l'année suivante : voir BESSIS (J.), *La Libye contemporaine*, Paris, L'Harmattan, 1986 : 157.

Utilisation des Touaregs comme moyen de pression sur les pays africains

Les premières circonstances connues et relatées par la presse, dans lesquelles les Touaregs furent accusés de vouloir déstabiliser le Mali et le Niger datent de 1982. Le magazine *Jeune Afrique*, notamment, alarme l'opinion par un article sensationnel, publié en juin 1982 sous le titre "Commandos sur le Sahel". Les auteurs relatent ce qui selon eux représente une tentative de déstabilisation dont le but était

"rien de moins que de détruire les installations d'Arlit, la cité de l'uranium dans le massif de l'Aïr (à 800 Km de Niamey). Précisément le 14 avril, à l'occasion du huitième anniversaire de l'arrivée au pouvoir des militaires. Et selon un scénario présentant des analogies troublantes avec l'attaque de Gafsa en Tunisie (27 janvier 1980), par un commando de jeunes "chômeurs" nationaux qui, entraînés et armés en Libye, avaient transité par l'Algérie grâce à de sérieuses complicités au plus haut niveau"²¹

Ils décrivent la stratégie du commando composé de quelques Touaregs venus de Libye, ayant séjourné quelques temps dans la région de Tamanrasset, qui se divise en deux groupes d'une vingtaine de personnes chacun après son passage de la frontière nigérienne en avril. Le premier groupe, après avoir suivi la vallée de l'Azawakh, tombe dans la nuit du 7 au 8 avril sur le poste malien de Tarara dont il massacre tous les occupants, sauf un sergent parti dormir plus loin. Celui-ci alerte alors l'armée, qui lance de Menaka un détachement qui détruit le jour même les attaquants. L'autre groupe se dirige vers Arlit, avec pour objectif de neutraliser le poste de défense du centre minier, puis de saboter les installations et prendre en otage des techniciens français. Cette dernière action, selon *Jeune Afrique*, avait pour but d'obtenir la satisfaction de revendications politiques telles que "le retour des civils au pouvoir et, surtout, la création d'un État touareg révolutionnaire dans la partie saharienne du Mali et du Niger". Mais l'action échoue, pour des raisons étranges : le chef du commando est resté à Tamanrasset, certains hommes se font repérer en achetant des vivres et finalement le groupe entier est arrêté. Malgré les échecs successifs de ce commando, les auteurs de l'article concluent en voyant dans ces affaires une stratégie d'ensemble visant à instaurer des "États-Unis du Sahel". Mais la relation qui est faite de cette histoire présente des détails qui rendent le lecteur dubitatif. Les membres du commando sont armés misérablement, leur tactique apparaît sommaire, et l'on ne voit guère dans ces soi-disant attaques le fait de militaires d'élite. En effet, si vraiment Khaddafi avait voulu envoyer des commandos déstabiliser le Niger ou le Mali, il est probable qu'il aurait formé de véritables groupes de choc, et non pas ces quelques individus "armés de coupe-coupe et d'armes de fortune" ou de "quelques grenades de fabrication artisanale", qui doivent errer dans les rues de Tamanrasset et d'Arlit pour trouver des vivres, qui dans leur quête se font même repérer

²¹ DAHMANI (A.) / DIALLO (S.), "Commandos sur le Sahel", *Jeune Afrique*, n° 1118, 9 juin 1982 : 24.

par les services de sécurité, qui oublient leur chef en chemin, et qui révèlent dès leur arrestation, et "sans difficultés", la cache de leurs complices... Quant à l'attaque de Tarara, une autre explication en fut donnée l'année d'après :

"C'est également au mois d'avril 1982 (7 et 8) qu'un fait divers tristement sanglant survient sur la frontière du côté malien. Des femmes touarègues, restées seules dans leur campement, sont violées par des militaires maliens. Le soir, après avoir abreuvé leurs troupeaux, les hommes rentrent; ils décident de se venger, attaquent le poste frontière et tuent les militaires" ²²

Effectivement, dans cette version, la fin de l'histoire est semblable : le poste de Menaka alerté envoie un détachement à Tarara, qui détruit le campement concerné dans la journée du 8 avril. Cette relation semble mieux cadrer avec la réalité. Car si l'armée malienne pouvait sans difficulté rejoindre un campement et l'anéantir, on voit mal comment elle aurait pu avoir la même efficacité contre un commando bien armé et entraîné, à moins que celui-ci ait fait un peu de tourisme dans la région de son forfait avant de s'en retourner... L'article de *Jeune Afrique* ne paraît donc pas sérieux, et ses auteurs ne sont d'ailleurs pas sûrs d'eux puisqu'ils avouent à la fin de leur récit qu'à "en juger par la composition de l'arsenal (...), le groupe ne comptait pas sur l'armement pour réaliser son plan. Ni sur la seule force humaine, étant donné le petit nombre des commandos". Il ne semble pas vraisemblable que l'attaque d'Arlit ait été commanditée par les autorités libyennes. Cet épisode est néanmoins intéressant. Car il met en lumière les conséquences des crispations et des frayeurs internationales à propos de la Libye, et la tension corollaire entre les Touaregs et les gouvernements sahéliens. Plusieurs hypothèses peuvent se dégager de ces événements, que l'on accorde ou non à ce commando une quelconque réalité. La première est fondée sur l'intérêt même du Niger. Pour ce pays, mettre en avant l'origine libyenne d'une attaque, c'est se donner un argument pour intervenir contre ses nomades et les surveiller plus étroitement. Confirmation fut d'ailleurs donnée de cette première analyse par l'arrestation de plusieurs dizaines de nomades, leur condamnation et un renforcement des contrôles dans le nord²³, immédiatement après l'affaire d'Arlit. C'est aussi se placer dans les rangs des adversaires de l'expansionnisme libyen, parmi lesquels la France et les USA sont des partenaires à ne pas négliger. Le Niger peut alors se définir comme allié potentiel de l'Occident et verrou sahélien à l'arabisme. Ce qui permet d'espérer une aide économique accrue, et dans un contexte de récession, le maintien voire la progression du prix de l'uranium, denrée stratégique.

Enfin, dans l'hypothèse où une attaque aurait été réellement préméditée, il faudrait peut-être en tenir pour seuls responsables les attaquants eux-mêmes. Car l'idée d'un geste

²² TITINE (A.), "D'Adrar à Gao, je n'ai pas rencontré de nomades heureux", *Autrement*, Série Monde n° 5, novembre 1983 : 64.

²³ TITINE (A.), "D'Adrar à Gao, je n'ai pas rencontré de nomades heureux", *Autrement*, Série Monde n° 5, novembre 1983 : 64.

désespéré de quelques Touaregs est plausible elle aussi. C'est en effet dès 1982 que la Libye opéra un important revirement à l'égard des jeunes nomades qu'elle avait contribué à organiser. Le colonel Khaddafi caressait l'ambition de prendre cette année là la présidence de l'OUA, dont le sommet devait se tenir sur son sol, à Tripoli. Le désir de respectabilité internationale qui en découlait le poussa alors à d'importantes concessions envers les pays africains, et notamment à accepter le retrait de ses forces du Tchad, demandé par le chef du GUNT. Pour les Touaregs, ce renversement de la politique libyenne se matérialisa par la fermeture du camp de Beni Walid, en décembre 1981, après un an d'existence, ce qui produisit le désespoir de la plupart des jeunes ishumar :

"Il y a eu beaucoup de pressions sur la Libye, venant de l'Algérie, du Mali, de l'OUA elle-même, pour renvoyer les gens, supprimer ce qui avait été fait. Car tous ces pays là étaient au courant, les choses ne pouvaient pas passer inaperçues. Les Libyens n'ont pas pu résister à ces pressions. Ils ont fermé le bureau, ils ont fermé le camp (...). Au début, tu sais, les gens avaient de l'enthousiasme, ils se sont dit "ça y est, c'est fini, on a un bureau, tout ce qu'il nous faut, on va bientôt rentrer au Mali..." ! Mais quand ils ont vu que soudain, comme ça, les Libyens reculaient, qu'ils fermaient tout, ils ont eu l'impression que tout était fini, foutu !" ²⁴

La possibilité d'une attaque de la dernière chance est ainsi probable, parce qu'elle cadre avec le contexte libyen. Les auteurs de l'article de *Jeune Afrique* ont d'ailleurs aussi l'intuition de cette dernière explication, sans en tirer les conséquences :

"Tout se passe comme si, à l'approche du XIXe sommet de l'OUA (plus important pour l'heure, aux yeux de Khaddafi, que les États-Unis du Sahel), les Libyens, qui hébergeaient depuis plusieurs années des opposants maliens et nigériens, leur avaient fait savoir qu'ils ne pouvaient les garder sur leur territoire" ²⁵

C'était effectivement le cas... Les Libyens ne voulaient plus alors apparaître comme les initiateurs et les protecteurs d'un mouvement de sédition ou de déstabilisation touareg, et les jeunes militants nomades chez qui l'on avait suscité de grands espoirs furent alors priés de s'effacer. Soutenus et poussés en avant lorsqu'ils intéressaient la politique de Khaddafi, fin 1980, ils furent lâchés un an plus tard parce qu'ils étaient devenus gênants. Nous verrons plus loin que la Libye eut cependant le cynisme de continuer à se servir d'eux d'une autre façon.

Une autre attaque présumée de commandos touaregs sur le Niger, en mai 1985, connue comme "l'affaire de Tchén Tabaraden", peut permettre de renforcer l'hypothèse d'événements montés de toutes pièces par le Niger. A cette date, des bruits courent dans le pays d'un nouveau coup de force, dans la localité de Tchén Tabaraden cette fois-ci. L'événement n'est pas annoncé par les médias nigériens, mais par Radio France Internationale et Africa N°1. Pour couper court aux rumeurs issues de l'absence d'information, Seyni Kountché évoque l'affaire le mardi 4 juin 1985, au cours d'une

²⁴ Entretien avec Iyad ag Ghali, Bamako, 10/2/94.

²⁵ DAHMANI (A.) / DIALLO (S.), "Commandos sur le Sahel", *Jeune Afrique*, n° 1118, 9 juin 1982 : 25.

conférence des cadres qu'il convoqua à Niamey pour l'occasion. Pendant celle-ci, il explique à l'auditoire que l'attaque a été menée par quatorze personnes,

"dans le but de s'emparer des fonds de l'Agence spéciale et du bureau de poste. Au cours de cette attaque, deux gardes républicains ont été tués et un gendarme blessé. Mais, grâce à l'intervention immédiate et efficace de nos forces armées et de sécurité, dix assaillants ont été appréhendés, un tué, un autre blessé. Deux personnes ayant réussi à prendre la fuite sont activement recherchées. Le but de cette action est évident : tester le dispositif de sécurité du Niger" ²⁶

Cette affaire, relayée par les médias français, suscite alors un peu partout les mêmes interrogations sur la responsabilité supputée du colonel Khaddafi. Le chef de l'État nigérien évoque d'ailleurs dans la même conférence la main d'un certain "Front populaire de libération du Niger" installé en Libye et animé par Limam Chaffy et Khamed Moussa, appuyé par Abdoulaye Diori, fils de l'ancien président du Niger, en exil en Côte d'Ivoire depuis avril 1974. L'accusation est claire, et la mise en cause de la Libye directe. Il est pourtant possible de réfuter les allégations avancées par Seyni Kountché en juin 1985. Évoquons tout d'abord les contre-arguments proclamés par l'ancien président Hamani Diori lui-même. Celui-ci n'accepte pas de voir dans l'affaire de Tchén Tabaraden une action d'origine libyenne, mais bien plutôt "la réaction logique de quelques Nigériens affamés, venus chercher des vivres là où ils se trouvent, c'est à dire dans les magasins de l'Office des produits vivriers du Niger (OPVN)." ²⁷ Les entrepôts ont été effectivement attaqués, ce qu'a passé sous silence Seyni Kountché. Cet argument a du porter, puisque le jour même Hamani Diori, qui avait été libéré en avril 1984, est de nouveau assigné à résidence, puis deux jours plus tard, le 8 juin, exilé du Niger ! De plus, Seyni Kountché émet des contre-vérités, ce qui apparaît lorsque l'on confronte son discours au contexte de l'époque, c'est à dire à la situation des Touaregs en Libye en 1985. A cette date, le mouvement touareg n'a toujours pas retrouvé d'existence légale dans ce pays, et s'il existe bien une organisation, comme on le verra ensuite, elle s'est créée clandestinement, à l'insu des Libyens. En outre, Limam Chaffy ne peut être le maître d'œuvre d'une attaque commanditée par la Libye, puisqu'à cette époque il a quitté ce pays, et ce depuis l'année 1982, écoeuré par l'attitude libyenne et le revirement de Khaddafi ²⁸...

Ces diverses affaires, évoquées dans la presse entre 1982 et 1985, ont été à la base des supputations sur les volontés libyennes de déstabiliser les pays sahéliens. Elles n'ont cependant ni le caractère ni l'importance qu'on a bien voulu leur donner. Si ces événements ont effectivement eu un caractère militaire, ce dont on peut douter, ils ne semblent pas issus d'une volonté libyenne, mais au contraire de l'absence de cette volonté et du désengagement de Khaddafi qui fait le désespoir des Touaregs. Il est néanmoins indéniable que ce dernier se soit servi des Touaregs pour influencer et impressionner les

²⁶ Rapporté par SALIFOU (A.), *La question touarègue au Niger*, Paris, Karthala, 1993 : 44.

²⁷ Rapporté par SALIFOU (A.), *La question touarègue au Niger*, Paris, Karthala, 1993 : 45.

²⁸ Voir en annexe le témoignage de Limam Chaffy sur son départ de Libye.

gouvernements du Mali, et surtout du Niger. Mais il l'a fait ouvertement pendant peu de temps, de 1980 à la fin de l'année 1981, et essentiellement par la création du FPLSAC, qui apparaît ainsi plutôt comme une gesticulation libyenne dirigée vers l'extérieur que comme l'investissement d'un pays frère dans une lutte aux bases idéologiques et humaines communes. Khaddafi ne faisait certainement pas grand cas des objectifs touaregs eux-mêmes, et poursuivait à travers eux ses propres stratégies. Quant les ishumar lui furent utiles, il valorisa et soutint leur mouvement, mais il le dispersa quand son existence lui apparut comme une nuisance. Cette conception libyenne du soutien à la cause touarègue apparaît d'ailleurs encore plus clairement dans les événements ultérieurs...

Les Touaregs, chair à canon des conflits libyens

S'il use des Touaregs comme épouvantail auprès des pays sahéliens, Khaddafi les utilise aussi comme chair à canon dans les conflits dans lesquels il est impliqué. Car à la fermeture du camp de Beni Walid fin 1981, les Libyens cherchèrent à récupérer un certain nombre de combattants pour se battre à leurs côtés. Accordons-leur qu'ils ne forcèrent personne. Le choix de leur engagement, sur la base du volontariat, leur fut en effet laissé :

"Les Libyens nous ont proposé quatre choix : "ceux qui veulent être volontaires pour la cause palestinienne, il y a un registre, qu'ils signent. Ceux qui veulent s'engager dans l'armée libyenne régulière, c'est une autre procédure. Qu'ils l'accomplissent, et qu'ils sortent. Ceux qui veulent travailler en Libye, qu'ils le fassent. Ceux qui veulent retourner au Mali, qu'ils y aillent !" Il s'est donc fait quatre groupes." ²⁹

Un certain nombre de Touaregs sont ainsi partis pour le Liban, soutenir les Palestiniens et les Syriens dans des combats qui étaient bien éloignés de leur propre cause. Ces départs vers le Liban ne se sont d'ailleurs pas effectués en une seule vague. Le 7 avril 1981, un camp s'était en effet ouvert pour un petit nombre de volontaires qui voulaient recevoir une formation commando ³⁰. Ceux-ci s'entraînèrent pendant deux mois, et durent partir fin mai 1981 en Syrie, où ils reçurent pendant plusieurs mois une formation approfondie sur les armes lourdes. La plupart de ceux qui ont suivi ces stages de formation de haut niveau furent plus tard les responsables militaires du mouvement les plus reconnus. Il en est ainsi de Bilal Saloum, d'Iyad ag Ghali et d'autres. Mais le gros de ceux qui rejoignirent le Liban choisirent d'y aller à la fermeture du camp de Beni Walid.

²⁹ Entretien avec Iyad ag Ghali, Bamako, 10/2/94.

³⁰ Voir en annexe l'entretien avec Bilal Saloum qui s'est déroulé dans l'Adagh, à Kidal, le 6/2/1994, peu avant sa mort.

“Nous, on a accepté de partir comme volontaires chez les Palestiniens. On était autour de 700, 660 et quelques. On est parti en groupe, peu important au début. Puis, beaucoup de monde nous a rejoint, mais on a dit que c'était trop. On a tout fait pour que les autres repartent. Ils sont partis, et nous on est restés environ 300, 200 et quelques. On est restés jusqu'à la guerre, et on a fait un an 1/2 au Sud-Liban à la frontière israélienne jusqu'à l'invasion de 1982. Donc on était à Beyrouth, on a participé à tout, au siège avec Yasser Arafat... Ensuite on est reparti, en passant par la Syrie, et on est revenu en Libye, en novembre 1982. Notre arrivée a coïncidé avec la conférence de l'OUA qui a échoué à Tripoli, le XIXe congrès de l'OUA, je crois.”³¹

Ce retour du Liban ne s'est pas déroulé facilement pour tous les Touaregs engagés dans ce pays. En novembre 1982, des combattants sont encore en Syrie, et il fallut de longues démarches effectuées par Iyad ag Ghali pour que ce pays et leurs alliés palestiniens acceptent de les laisser repartir :

“Après mon départ, ils étaient encore nombreux en Syrie. Alors j'y ai été, on a négocié avec les Palestiniens, avec les Libyens. On a même fait une mission à Tripoli pour négocier le retour d'une partie des gens. On a vu beaucoup de gens, beaucoup de responsables, on a beaucoup parlé. Finalement on a trouvé un compromis, un consensus pour qu'une partie de nos gens reviennent de Syrie.”³²

Au retour en Libye, rien n'attendait ceux qui avaient combattu. Ils durent s'engager dans l'armée, se mettre à travailler, ou sortir du pays. Il n'y avait en effet plus de camp pour les accueillir, et si les Libyens acceptaient alors leur présence en tant qu'individus, et étaient prêts à les naturaliser, ils n'étaient pas encore décidés à les accepter sous couvert d'un mouvement organisé. Pourtant, en mars 1986, un nouveau camp est ouvert, dit “camp du 2 mars” chez les Touaregs. Mais cette création ne correspond pas à la refondation d'un mouvement politique. Une fois de plus, la Libye est décidée à se servir de ces combattants potentiels dans un conflit qui se prépare. Khaddafi met en effet au point à cette époque une nouvelle offensive au Tchad qu'il déclenche à la fin juillet de l'année 1986. Si les Libyens acceptent de nouveau des Touaregs dans un camp militaire, cinq mois avant le déclenchement des opérations, c'est manifestement dans le souci de recruter de nouveaux soldats peu exigeants, et qui plus est tout à fait adaptés aux combats dans les zones désertiques³³. Les Touaregs y ont apparemment fait merveille, “sauvant l'honneur de la Libye”³⁴, selon Ibiya ag Sidi. Ils obtinrent à cette occasion des grades élevés dans l'armée libyenne, et eurent pour certains latitude de s'organiser de façon autonome, sous leur propre commandement³⁵. Ils rentrèrent en Libye après le cessez le feu entre ce pays et le Tchad, en septembre 1987.

³¹ Entretien avec Iyad ag Ghali, Bamako, 10/2/94.

³² Entretien avec Iyad ag Ghali, Bamako, 10/2/94.

³³ Les Touaregs ne s'y sont d'ailleurs pas trompés : “Là on a compris aussi que les Libyens voulaient se constituer une force facilement, avec des hommes majeurs, capables de se battre sur tous les fronts, peu exigeants... Il n'était pas question de les envoyer se révolter au Mali, il valait mieux les garder ! Nous étions un plat tout cuit ! Quand on a compris cela, nous savions ce que pensent les Libyens à notre propos”. Entretien avec Ibiya ag Sidi, Paris, 28/6/94.

³⁴ Entretien avec Ibiya ag Sidi, Paris, 28/6/94.

³⁵ Entretien avec Ibrahim ag Litny, Paris, 20/6/94.

Il est ainsi significatif d'observer les dates d'ouverture et de fermeture des camps d'entraînement militaire destinés aux Touaregs. Désireuse en 1980 d'en imposer au Niger, la Libye soutient la création du FPLSAC sous couvert de l'arabisme, et ouvre le camp de Beni Walid où se rassemblent des centaines d'ishumar qui reçoivent une formation militaire. Mais fin 1981 et début 1982, parce qu'elle désire retrouver une certaine respectabilité internationale, le camp est fermé, et ceux des Touaregs qui sont volontaires sont envoyés en Syrie et au Liban, pendant que les autres sont engagés à s'en aller ou à se débrouiller par eux-mêmes. En mars 1986, alors que Goukouni Weddeye, protégé de la Libye, avait commencé depuis moins d'un mois une offensive au sud du 16^e parallèle au Tchad, et qu'il était patent que la Libye n'allait pas tarder à être de nouveau impliquée dans ce conflit, les Touaregs sont de nouveau acceptés comme soldats au camp du 2 mars. Engageant en juillet sa propre offensive au Tchad, la Libye y envoie naturellement ses Touaregs. Ainsi, la politique extérieure de Khaddafi scande-t-elle et détermine-t-elle son engagement auprès du mouvement nomade. De 1980 à 1987, les Touaregs ont été clairement utilisés par la Libye tant dans l'image qu'elle a voulu donner au monde que plus concrètement sur ses théâtres d'opérations militaires extérieurs. Pour autant, les Touaregs se sont-ils faits flouer par leur soi-disant protecteur ? Sans doute, si l'on considère qu'un certain nombre d'entre eux sont morts pour des causes qui ne les concernaient pas. Mais si beaucoup de jeunes Touaregs ont pu concevoir une grande amertume devant l'attitude libyenne à leur égard, et si à partir de 1981-1982, le divorce est réel entre la Libye et eux, ils surent ne pas exposer trop violemment leurs griefs. Ils purent ainsi continuer à profiter des avantages que leur procurait parfois à son corps défendant le pays de Khaddafi. Recommençant à s'organiser, souterrainement cette fois-ci, les Touaregs utilisèrent autant la Libye que celle-ci les utilisa. Ils en firent en effet une base de regroupement et d'entraînement, essentielle pour eux.

L'utilisation touarègue de la Libye

Amertume touarègue et refus de l'arabisme

Les premières réticences touarègues devant l'attitude libyenne naquirent dès la fondation du premier mouvement, après le congrès d'El Homs en septembre 1980, alors même que celui-ci suscitait pourtant un grand enthousiasme dans les rangs des ishumar. Elles vinrent en premier lieu de l'orientation panarabe sur laquelle avait été basé le FPLSAC à sa création. En effet, si les Touaregs se sentent plus proches culturellement du Maghreb que de l'Afrique noire, et s'ils sont plus attirés vers le nord que vers le sud, ils ne sont pas arabophones, et ne se considèrent en aucun cas comme arabes. Il est possible au contraire d'observer une longue tradition historique de dissensions arabo-touarègues,

que l'on peut relier à celles qui existaient depuis des siècles entre berbères et arabes. Aussi la défense et la promotion de l'unité arabe, ou la création du Grand Maghreb laissaient-elles les jeunes assez froids. Le congrès d'El Homs lui-même fut parfois regardé avec méfiance :

"Ce congrès avait été facilité ou même convoqué par les Libyens qui voulaient savoir ce que désiraient les Touaregs. Mais nos vrais responsables n'étaient pas là. En fait, c'était plus pour le panarabisme. Et ce congrès n'en était pas vraiment un. C'était plutôt une sorte de séminaire, et il n'y a pas eu de résolution. Limam Chaffy n'a pas été désigné comme chef, je pense qu'il a plutôt été placé là par la Libye." ³⁶

L'appellation même du mouvement à l'issue de ce rassemblement crée des dissensions au sein des Touaregs, qui ne comprennent pas en quoi leurs objectifs peuvent s'apparenter avec la cause arabe :

"Après le congrès d'El Homs, le mouvement s'appelait FPLSAC, Front Populaire de Libération du Sahara Arabe Central. Cela a contribué à diviser les gens, car certains ne comprenaient pas pourquoi on voulait nous coller l'étiquette arabe. Il y avait un sentiment de récupération." ³⁷

Les sentiments oppositionnels à la Libye dus au refus du panarabisme s'aggravèrent avec le revirement de Khaddafi fin 1981. Si la crainte du détournement des objectifs touaregs était réelle, le mouvement avait malgré tout le mérite d'exister. Mais quand la Libye ferma le camp de Beni Walid, et envoya des Touaregs se battre à Beyrouth, la colère gronda sourdement. Celui qui l'exprima le plus ouvertement fut Limam Chaffy. Bien que paraissant à priori l'homme de Khaddafi qui l'avait récupéré après le coup d'état de mars 1976 au Niger, bien qu'en partie arabe (M. Chaffy est un métis de Maure et de Touareg), et donc, peut-on penser, moins hostile à priori aux conceptions arabes libyennes, le secrétaire général du FPLSAC, profondément acquis à la cause saharienne, ne supporta pas de voir les forces vives de celle-ci dilapidées pour des motifs n'offrant que peu de rapport avec ce pour quoi il luttait. Le mois suivant la fermeture du camp de Beni Walid, en janvier 1982, il quitta la Libye et se réfugia en Algérie pour tenter de faire repartir le mouvement. Mais les Algériens, qui suivaient ces évolutions de près, ne l'entendirent pas de cette oreille, et s'assurèrent rapidement de sa personne ³⁸. Les combattants volontaires eux-mêmes, bien que désireux de profiter de

³⁶ Entretien avec Ibrahim ag Litny, Paris, 20/6/94.

³⁷ Entretien avec Ibiya ag Sidi, Paris, 28/6/94.

³⁸ Limam Chaffy raconte lui-même ces épisodes avec beaucoup de modestie :

"Moi, je n'étais pas d'accord que les gens partent au Liban, et c'est cela qui m'a un peu énervé, parce que les gens sont partis sans que je le sache. On ne m'a rien dit, les volontaires sont partis, c'est tout. (...) En janvier 82, je suis parti, j'ai été pour faire un deuxième congrès, mais j'ai été arrêté en Algérie, et je suis resté en résidence surveillée à Alger, pendant neuf mois, sans voir personne. Ils ne voulaient pas avoir de mouvement, ils trouvaient que c'était prématuré. J'ai même fait deux grèves de la faim. Ils ont fait leurs enquêtes, ils ont appris beaucoup de choses, et ils ont vu que je n'étais pas en train d'entraîner les Touaregs d'Algérie, et ils m'ont relâché, ils se sont excusés. Mais j'ai pensé qu'ils ne voulaient pas que je retourne en Libye, et je suis reparti en Mauritanie." Entretien avec Limam Chaffy, Cergy-Pontoise, 23/6/94.

mais ceux qui le connaissent bien comme Ammera ag Fakri ont nettement perçu son opposition

l'occasion pour se former militairement, prirent à cette occasion leur distance avec la Libye. La rupture se radicalisa encore plus fortement au retour du Liban, lorsque les jeunes s'aperçurent qu'ils ne pourraient même pas compter sur une quelconque reconnaissance pour s'être battus :

"(Au retour du Liban) les Libyens nous ont alors dit, par l'intermédiaire d'un officier noir qu'ils nous avaient envoyé, un capitaine noir libyen, qu'ils avaient de bonnes relations avec le Mali, et qu'ils ne pouvaient pas garder comme cela, que l'on devait travailler ou nous en aller. Les jeunes ont été furieux ! Ils se sont tellement énervés. "Vous vous servez de nous et ensuite vous dites que vous avez de bonnes relations !", criaient-ils. C'était vraiment trop terre à terre ! Alors on a réagi." ³⁹

La réaction qu'évoque Iyad ag Ghali permit ainsi la naissance d'un mouvement clandestin dont les bases avaient été jetées par les combattants du Liban. A partir de 1982, les jeunes Touaregs ont compris qu'ils ne devaient rien attendre de l'extérieur, et qu'ils ne devaient compter que sur eux-mêmes. Ravalant leur amertume, ils engagèrent un difficile processus de restructuration souterraine. En butte à l'indifférence libyenne et à la hargne algérienne, ils réussirent cependant à atteindre leur objectif de refondation, qui fut marqué par le temps fort du Congrès de Tripoli, en 1987. Jusqu'à cette date, ils entreprirent patiemment un long travail politique.

La Libye, base arrière d'un mouvement clandestin

Quelle qu'ait été la position libyenne à leur égard, et malgré l'amertume et parfois la colère qu'ils aient ressenties à son égard, les jeunes Touaregs ne voulurent jamais adopter vis-à-vis de leur hôte une attitude d'hostilité déclarée. Outre qu'un certain attachement existait envers un pays qui ne faisait pas de différence entre des ressortissants autochtones et eux-mêmes, la Libye leur était désespérément nécessaire, puisque le Mali et le Niger, et dans une moindre mesure, l'Algérie, leur avaient déclaré ouvertement la guerre. Du milieu des années 1970 aux années 1990, le pays de Khaddafi fut indispensable au mouvement touareg sur plusieurs plans.

déterminée et sa colère :

"Lorsque la Libye a ouvert ses casernes aux Touaregs, elle leur a dit que c'était pour les aider à se libérer du Mali, qu'elle voulait leur donner le même soutien que celui qu'elle avait apporté au Niger, pour que nous puissions essayer la même chose. Mais lorsqu'il y a eu beaucoup de monde dans ces casernes, que ces gens ont été formés, il s'est avéré que la Libye les a envoyés se battre au Liban, au Tchad, en Syrie... Alors là, Limam Chaffy n'a pas été d'accord, et il a vraiment manifesté son mécontentement. Il leur a dit qu'il avait fait venir les gens pour les aider à résoudre leur problème propre, et pas pour cela, pour se battre ailleurs. Et il s'est enfui de Libye. Comme j'étais en contact avec lui, il s'est réfugié chez moi en Algérie. Ce dernier pays était alors en tension avec la Libye. A un moment, il a même déplacé toutes ses forces vers la frontière commune. Il y avait des menaces réciproques. Limam s'est alors livré aux Algériens, qui l'ont gardé un an pour l'interroger." Entretien avec Ammera, Paris, 20/6/92.

³⁹ Entretien avec Iyad ag Ghali, Bamako, 10/2/94.

Il fut tout d'abord, on l'a vu, source d'emplois. Non seulement ces derniers permirent aux jeunes démunis de trouver des ressources nécessaires à leur survie et à celle de leur famille, mais les salaires réguliers qu'ils offraient étaient la base des cotisations politiques versées au mouvement. En ce sens, la richesse libyenne a servi aux Touaregs à s'organiser, à se créer un trésor de guerre, à transférer des fonds à l'extérieur, et à acheter les premières armes.

La Libye, attirante pour tous les jeunes de la tanakra, ne faisant pas subir de discrimination à ses immigrés du travail, leur laissant une certaine liberté, prête s'ils en faisaient la demande à leur octroyer nationalité et passeport ⁴⁰, fut le lieu de convergence de tous ceux qui ne pouvaient subsister ailleurs et qui en ressentaient de la colère, de tous ceux que les humiliations vécues au Niger et au Mali révoltaient. La Libye fut alors le lieu de convergence par excellence, et donc de regroupement de toutes les volontés jusque là dispersées. Les jeunes venus de tout l'espace touareg purent se retrouver ensemble dans des lieux connus et définis (particulièrement lorsque les camps étaient ouverts), et l'éducation et la fermentation politique se produire plus aisément en dehors de toute répression.

Enfin, le pays de Khaddafi permettait l'accès aux armes et à la formation militaire et technique moderne. La conscience aiguë des Touaregs qu'il fallait progresser dans les connaissances techniques pour battre l'adversaire avec ses propres armes porta ces jeunes à passer sur leurs réticences à s'engager pour des objectifs qui n'étaient pas les leurs. Qu'importait le combat mené, pourvu qu'il permette de se former, qu'il donne la possibilité de devenir des combattants aguerris, et même souvent des soldats d'élite. Ce qui n'était pas possible au Mali et au Niger, entrer dans l'armée et apprendre le métier des armes, était non seulement autorisé, mais même conseillé en Libye, qui avait besoin de cette force supplémentaire pour ses intérêts extérieurs, et qui se constituait ainsi à peu de frais une troupe de bon niveau.

Les phases organisationnelles

La Libye fut donc la base arrière indispensable de l'organisation d'un mouvement touareg. Cette structuration peut être divisée en plusieurs phases. Les deux premières, phase embryonnaire dirigée par les anciens de 1963-64, et "phase panarabe" qui fut celle du FPLSAC, de 1980 à 1982, ont été déjà évoquées. Une troisième phase de l'évolution du mouvement s'étend de 1982 à 1987, après le retour des combattants du Liban et la fermeture préalable du camp de Beni Walid. Une dissociation s'opère alors entre les

⁴⁰ "En Libye, les Touaregs pouvaient tout faire, accéder à l'armée, accéder à tous les postes, mais une fois qu'ils avaient la nationalité libyenne. Et ils avaient toutes les facilités pour la prendre." Entretien avec Ibiya ag Sidi, Paris, 28/6/94.

Touaregs maliens et nigériens, ces derniers seulement continuant à profiter de la tolérance libyenne. C'est le moment le plus difficile pour les jeunes Touaregs maliens. Cette phase a en effet le caractère d'être pour eux un temps de clandestinité, de dispersion, d'absence de reconnaissance officielle ou même semi-officielle de leur existence politique. C'est aussi le moment des plus dures tentatives de répression, notamment algériennes. Malgré cela, les ishumar ont pu progresser, et déboucher en 1987 sur un nouveau congrès fondateur, qui s'est déroulé à Tripoli. Ce fut alors le début d'une quatrième et dernière phase, dans laquelle régnait un certain optimisme. Malgré des moments difficiles (retour des Touaregs nigériens chez eux après la visite en Libye du président Ali Saïbou, succès des services de la Sécurité malienne et désorganisation corollaire juste avant le déclenchement potentiel du soulèvement), cette dernière période s'ouvrit sur le déclenchement en 1990 de la lutte armée au Mali.

**“Ne compter que sur soi-même” : organisation clandestine et difficultés
(1982-1987)**

Malgré le démantèlement du camp de Beni Walid fin 1981 et le revirement politique de la Libye envers les Touaregs, une nouvelle structure prit naissance, et ce, dès les événements du Liban. Les centaines de Touaregs envoyés se battre dans ce pays, isolés des leurs restés en Libye, commencèrent en effet à s'organiser de façon autonome, et tirèrent de leur expérience des leçons qu'ils décidèrent de mettre en pratique. Ils décidèrent d'abord de se donner un chef, en la personne d'Iyad ag Ghali. Excellent combattant, déjà marqué politiquement - bien que ne faisant pas partie du bureau politique qui en était issu, il avait participé au congrès d'El Homs -, il présentait de plus une personnalité et un ascendant qui expliquent le choix fait par les combattants. Cette nouvelle autorité n'était alors en rien officielle. Cependant, le pouvoir qui lui fut attribué de fait se renforça peu à peu, et fut notamment légitimé par des actions telles que les négociations qu'il entreprit avec les Palestiniens, la Syrie et la Libye pour le retour des derniers combattants du Libye. C'est donc autour de 1982 qu'Iyad ag Ghali prit dans le mouvement touareg une importance nouvelle, et contribua à donner à celui-ci un esprit différent. Le discours de ce chef à l'étoile montante tenait en ces quelques mots : “ne compter que sur soi-même !”. Il était sous-tendu par la méfiance née des volte-face de la Libye tout autant que par ce que les Touaregs avaient pu toucher du doigt de l'isolement palestinien, malgré les grandes déclarations des pays arabes qui se disaient leurs alliés. Dès le Liban, les combattants touaregs entendirent les paroles suivantes qu'ils comprenaient fort bien, et partageaient :

“Vous voyez, les Palestiniens ont été massacrés ici, devant nous, et toute cette nation arabe n'a pas bougé pour eux. A plus forte raison, personne ne bougera pour nous. Il faut que

cela nous serve d'expérience. On ne peut pas rester sans bouger, et attendre que l'on nous dise que tout est prêt et qu'il n'y a plus qu'à rentrer chez nous! On ne peut compter que sur nous-mêmes. Aujourd'hui, ce doit être votre seule devise, le seul slogan possible! Pour cela, il faut rentrer chez nous, et tout ce dont on aura besoin, il faut qu'on le crée nous-mêmes. Si nous avons besoin d'argent, qu'on le crée nous-mêmes; besoin d'une politique, qu'on la crée nous-mêmes. S'il faut faire quelque chose à l'intérieur, il faut qu'on le fasse nous-mêmes, et à l'intérieur. Voilà, c'est tout...! Et pour cela, il faut qu'il y ait une grande confiance entre nous, et un travail de fourmi. Un travail où la clandestinité sera parfaite. Il est plus efficace de passer inaperçus, sans déclaration de presse, sans rien." ⁴¹

Les conséquences de cette nouvelle ligne étaient claires. Abandonnant le combat politique ouvert, la nouvelle organisation renonçait à se faire connaître, à se définir comme une opposition politique malienne. Elle se détournait d'un éventuel combat légal, qui de toute façon, dans un contexte de pouvoir militaire dictatorial avait peu de chance d'arriver à ses fins au Mali, et optait pour la lutte armée. Ce choix impliquait la clandestinité absolue, mais aussi la rupture avec les anciens représentants du mouvement, trop connus, et trop impliqués déjà dans un type de structure qui avait montré ses limites. Cependant, ces cadres avaient été reconnus par la Libye, et surtout, de fait, par les services algériens qui s'ils ne maîtrisaient pas tout, étaient d'une certaine manière rassurés par la présence de personnalités qu'ils connaissaient depuis longtemps et dont ils avaient pu suivre l'itinéraire dès l'indépendance. Aussi, sentant le contrôle de la contestation touarègue leur échapper en se faisant souterraine, leur inquiétude grandit en proportion, et leur attitude devint franchement hostile aux ishumar qui transitaient sur le sol algérien ou y résidaient. Une violente répression commença alors, soutenue par certains membres de l'ancienne direction qui n'acceptaient pas non plus de voir le mouvement échapper à leur contrôle :

"On a été arrêté plusieurs fois par la sécurité algérienne, mais sans preuve. Bien sûr, les Algériens savaient. Ils étaient informés. Parce que les membres de l'ancienne direction que nous avions écartée n'étaient pas contents. Alors, ils ont cherché à nous combattre, à dresser des barrières, nous interdire l'Algérie, en quelque sorte, pour couper la source. C'est à cause de cela que les Algériens ont été informés. En réalité, on avait bien essayé de coopérer avec eux. Mais leurs idées ne nous plaisaient pas du tout. Ils n'avaient pas de programme solide et de plus ils ne voulaient rien faire tant que l'Algérie n'avait pas donné son feu vert. En fait, ils voulaient contrôler le mouvement. Il y eut beaucoup de problèmes..." ⁴²

Aussi, ces années furent-elles particulièrement difficiles à vivre pour les militants du mouvement clandestin. L'hostilité de l'Algérie à l'égard des jeunes Touaregs maliens se matérialisait par des poursuites à l'encontre de tous ceux qui étaient soupçonnés de revenir de Libye, et beaucoup d'entre eux firent de la prison. Certains d'ailleurs n'en sortirent pas, et disparurent dans des conditions obscures. Le transit entre le Mali, l'Algérie et la Libye devint très difficile, et ceux qui étaient pris sur le fait étaient internés. Un camp de regroupement fut même créé pendant quelques temps :

⁴¹ Entretien avec Iyad ag Ghali, Bamako, 10/2/94.

⁴² Entretien avec Iyad ag Ghali, Bamako, 10/2/94.

“Certains ont été pris et regroupés dans le sud algérien. Il y avait quelques 300 à 350 personnes. L’Algérie a essayé de rafler tout le monde et ils ont été détenus là pendant six mois, gardés dans un camp pendant six mois et tous ceux qu’on ramassait aux frontières un peu partout on les mettait là.”⁴³

Les Touaregs d’origine malienne étaient particulièrement visés par cette répression. Si l’existence officielle d’un mouvement nigérien n’était pas non plus d’actualité en Libye, les Touaregs du Niger gardaient en effet un statut privilégié par rapport à ceux du Mali, et leur présence était toujours acceptée. Les relations n’étant pas au beau fixe entre Seyni Kountché et Khaddafi, ce dernier voulait se réserver l’éventuel moyen de pression qu’ils représentaient. Mais surtout, c’étaient les jeunes maliens qui constituaient la base de la nouvelle organisation clandestine dont ils formaient la grande majorité des membres, et parmi ceux-ci les Kel Adagh étaient les plus nombreux, parce que les plus politisés, ayant au cœur le désir, que n’avaient pas au même point les autres Touaregs maliens, de venger les morts de 1963 dont ils étaient pour la plupart les orphelins. Enfin, l’ancienne direction elle-même avait été en grande partie composée de Kel Adagh. La lutte sourde pour le contrôle du mouvement qui se déroula ces années là se passa ainsi essentiellement au sein des Touaregs de l’Adagh.

Cependant, si la clandestinité était l’objectif, le nouveau mouvement ne pouvait se passer de structures matérielles, et surtout d’un lieu de regroupement permettant de faciliter les contacts entre les gens. Cette nécessité devint même urgente lorsque les sécheresses de 1983-84 lancèrent sur les routes de l’exil une nouvelle vague de jeunes ishumar. Les centaines de jeunes venus de toutes les régions nomades du Mali ne pouvaient être abandonnées à leur sort. Il fallait les prendre en main, les encadrer, et pour cela les rassembler, ce qui permettait aussi de former rapidement un grand nombre de militants. Alors, Iyad ag Ghali et les responsables du mouvement souterrain que l’on peut à partir de cette époque qualifier de malien décidèrent-ils de profiter des facilités faites par la Libye à leurs frères nigériens. La centaine d’anciens combattants du Liban prit les choses en main, et par des contacts officieux avec les cadres libyens, réussit à obtenir que les jeunes maliens, sans revendiquer leur origine, intègrent aussi le camp de formation nigérien :

“On n’est pas sortis de la clandestinité. Les négociations, les contacts n’étaient pas officiels, et se faisaient toujours par personnes interposées. Et ensuite, le centre même n’était pas en notre nom. Ce n’était pas le centre du mouvement touareg malien. Bien qu’on soit placé à l’intérieur de ce centre, qu’on avait notre autonomie, et même si nous étions les plus nombreux, il n’y avait pas que nous. D’autres étaient là, comme des gens du Polisario. En réalité, notre présence était sous le couvert des Nigériens. Car si les Libyens n’ont jamais reconnu un mouvement malien, la présence des Nigériens était reconnue dans le pays. Car la Libye avait rompu les liens avec les différents régimes du Niger, surtout à l’époque de Seyni Kountché.”⁴⁴

⁴³ Entretien avec Ibiya ag Sidi, Paris, 28/6/94.

⁴⁴ Entretien avec Iyad ag Ghali, Bamako, 10/2/94.

L'assurance de cette base matérielle facilita la poursuite de l'organisation. Mais l'Algérie continuait à poser le problème du barrage qu'elle dressait entre le Mali et la Libye. Aussi, pour établir un relais, un "pont", il fut décidé, malgré les difficultés potentielles et les dangers que cela impliquait, d'installer des membres de la direction à Tamanrasset, à mi-chemin entre ces deux derniers pays. A partir de 1984, le centre du mouvement fut donc placé dans cette ville, qui faisait le lien entre les camps de formation libyen et les réseaux constitués sur le sol malien lui-même. En effet, tout un maillage de cellules politiques fut peu à peu constitué à l'intérieur du Mali, tant dans l'Adagh que dans les villes du sud telles que Gao ou Tombouctou. Ces groupes de l'intérieur étaient constitués exclusivement de Touaregs formés militairement et politiquement en Libye, ceux qui n'avaient pas quitté le Mali n'étant pas contactés. La clandestinité imposait en effet de ne pas se faire connaître dans ce pays, ni d'y entreprendre d'actions de sensibilisation ou de propagande. En quelque sorte, l'exil constitua alors le filtre de la mobilisation réelle et de l'engagement des militants. Il fallait en être passé par l'errance, être déjà dans les rangs de la *tanakra*, s'être frotté avec les réalités libyennes et algériennes pour entrer dans l'organisation clandestine. Les populations touarègues ne furent donc pas mises au courant de ce qui se tramait. Les jeunes militants se méfiaient des gens restés au pays, de la timidité politique qu'ils leur supposaient, et de leur incrédulité quant à la possibilité d'un soulèvement armé :

"Les cellules étaient composées de gens qui venaient de l'extérieur et qui rentraient au Mali. On n'avait pas de contacts avec les gens de l'intérieur, parce que pour les convaincre, il fallait de l'argent pour qu'ils voient des réalisations concrètes. Les paroles ne leur suffisaient pas, et de toute façon nous n'étions pas des orateurs assez qualifiés pour les convaincre comme ça. Et en réalité on n'en avait même pas envie. Car on ne savait pas si tout cela allait échouer ou réussir, et on ne voulait pas mêler les gens à cette affaire. Nous avons opté pour l'option militaire, et les gens qui auraient pu adhérer à l'intérieur était très rares. Et nous avons opté aussi pour la clandestinité, et cela impliquait de ne pas se faire connaître. Donc nous n'avons pas de contacts avec les gens de l'intérieur, pas du tout de contacts." ⁴⁵

Entre 1982 et 1987, il s'opère ainsi à la fois une radicalisation et un rétrécissement du mouvement. Un rétrécissement, parce que les Touaregs maliens et nigériens, réunis tous dans un seul mouvement en 1980, commencent à se séparer, ne vivent plus les mêmes réalités, les mêmes répressions, et parce que le mouvement clandestin qui se structure alors ne s'adresse qu'aux seuls Maliens, qui optent pour une efficacité et des débouchés à court terme de leur organisation. Radicalisation, parce qu'il ne s'agit plus pour eux d'attendre indéfiniment une solution à leurs problèmes, et encore moins de patienter pour trouver des alliances extérieures. Ces dernières ne sont à cette époque même plus recherchées, parce que les jeunes Touaregs pressentent que les bénéfices qu'ils pourront en tirer seront toujours à la merci d'un revirement, dans un contexte où ni le rapport de force ni l'intérêt qu'ils représentent ne seront jamais en leur faveur.

⁴⁵ Entretien avec Iyad ag Ghali, Bamako, 10/2/94.

Le congrès de Tripoli (1987) et la détermination des objectifs politiques

Les difficultés subies durant les années 1982-1987, mais acceptées dans l'espoir d'une amélioration future débouchèrent finalement sur un nouveau temps fort du mouvement symbolisé par le Congrès de Tripoli. Malgré les arrestations, les tortures et les disparitions qui avaient été le lot des Touaregs maliens en Algérie et au Mali, des réseaux s'étaient constitués, des cellules existaient, et le mouvement clos sur sa clandestinité, n'avait pas été démantelé. Entre 1983 et 1986, la sécheresse qui force une nouvelle fois à l'exil de nombreux nomades, si elle produit chez eux de nouveaux traumatismes, a par contre l'avantage paradoxal d'apporter au mouvement politique le sang neuf de centaines de nouveaux ishumar qui rejoignent leurs aînés en Libye. Ces mêmes années, la concentration des jeunes redevient forte dans ce pays, par le retour des combattants du Tchad, ainsi que par la libération de nombreux militants qui avaient été internés en Algérie.

Fort de cet accroissement numérique et de la dynamique créée par la convergence géographique des militants avérés ou potentiels, le mouvement malien décida de passer à la vitesse supérieure, et de se restructurer pour accroître son efficacité et son organisation. Ce souci se traduisit par la rencontre à Tripoli des personnalités du mouvement, le 11 novembre 1987, dans le cadre du camp du 2 mars. Le Congrès, qui réunissait la plupart des futurs chefs de la rébellion malienne, se fit à l'insu de tous, tant de la Libye, de l'Algérie, que de l'ancienne direction. Les options prises au départ, clandestinité et organisation en vue d'un soulèvement armé, furent confirmées, mais le mouvement se donna alors une véritable direction structurée, afin de concrétiser ce qui n'avait été jusque là qu'implicite et en grande partie spontané. L'organigramme adopté avait pour base les nombreuses cellules déjà existantes au Mali, en Algérie, en Mauritanie et en Libye. Au niveau supérieur, des représentants du mouvement furent élus par l'ensemble des militants présents, sur la base de leurs compétences, de leur engagement et de leurs actions passées. Ils formèrent un comité exécutif, en charge de la réalisation matérielle des objectifs fixés, et un conseil révolutionnaire, organe de réflexion et de mise en forme politique et idéologique constitué d'autres responsables, militaires et intellectuels du mouvement réunis. Ce dernier conseil était composé d'une trentaine de personnes, parmi lesquelles se trouvaient Iyad ag Ghali, Bilal Saloum, Sidi Ham, Abderrahmane ag Galla, Assalat ag Ghabi, Mohammed ag Gharib, Daoud ag Mohammed, Ibiya ag Sidi entre autres. Comité et conseil devaient se répartir en commissions, chacune en charge d'un problème bien précis. A la tête de cette structure fut élu un secrétaire général, en la personne d'Iyad ag Ghali.

Une charte du mouvement, fixant les objectifs à atteindre, fut établie, sur laquelle s'engagèrent les militants, en même temps qu'ils prêtaient serment d'abolir en leur sein toute pratique tribaliste ou raciale. Mais dans ces temps de clandestinité, il n'était pas

possible d'en garder une trace écrite. On en peut cependant reconstituer au moins les grands traits ⁴⁶. Il s'avère ainsi que le premier point de la charte mettait en avant "la libération totale de la région communément appelée Azawad" ⁴⁷. La volonté des Touaregs en 1987 était donc claire lors du Congrès de Tripoli. Un mouvement ⁴⁸ malien s'organisait, seul, pour obtenir la séparation d'avec le Mali, et créer une entité étatique autonome. En 1987, naissait donc officiellement (bien que clandestinement), le premier mouvement structuré des Touaregs maliens. Il s'adressait à eux seuls, et devenait l'outil politique pour atteindre, par la lutte armée, l'indépendance.

Un plan d'action, qui matérialisa cet objectif, fut aussi établi à Tripoli. Il préconisait la rentrée progressive au Mali des éléments formés en Libye, individu par individu afin de n'alerter ni la Sécurité Militaire algérienne, ni les services maliens, ni même la Libye, qui ne devait pas s'apercevoir de la lente disparition d'un certain nombre de personnes du camp de regroupement. Pour cela, il s'agissait de remplacer tout partant par un nouvel arrivant ⁴⁹. Celui-ci commençait alors la formation que son prédécesseur avait terminée. Arrivés au Mali, les militants devaient être pris en charge par les réseaux de cellules strictement cloisonnés, afin que le repérage de l'une d'entre elles ne produise pas la chute des autres. Enfin, certains des militants basés au Mali devaient réceptionner l'argent et les armes accumulés à l'extérieur, et convoyés secrètement sur des pistes détournées, et constituer sur place dépôts et caches. L'argent provenait des cotisations des ishumar et de l'aide de certains commerçants, et les armes étaient achetées pour la plupart, volées pour certaines en Libye, ou, plus rarement, emportées avec eux par ceux qui désertaient l'armée libyenne. Précisons qu'il n'était pas question de demander à la Libye des fournitures, dans le cadre d'un mouvement qui se voulait clandestin même vis-à-vis de

⁴⁶ Notamment si l'on se réfère aux documents issus de la Rencontre de Paris, du 20 au 22 novembre 1990 (voir en annexe). Bien que beaucoup plus tardive, cette réunion avait entre autres buts de confirmer les points fondamentaux de la charte issue du Congrès de Tripoli, et leur évocation permet à cette occasion d'en retrouver la trace.

⁴⁷ Lors de la discussion qui s'est tenue sur ce point en novembre 1991, les différents visages que pouvait prendre cette option ont été évoqués. Un vote a conclu ces échanges : il s'agissait de choisir entre l'autonomie interne au Mali, au sens d'une gestion territoriale octroyée aux populations de l'Azawad, la création d'une entité autonome liée au reste du pays dans une structure fédérale, ou l'indépendance totale. La moitié des voix des huit représentants présents à cette rencontre alla à l'indépendance, et l'assemblée conclut ainsi ce scrutin : "La majorité représentée a opté pour l'indépendance totale des 6e et 7e régions, ce qui reconferme l'article premier des objectifs de la charte issue du congrès de 1987". Voir en annexe le "compte rendu de la Rencontre de Paris", 20-22/11/1990.

⁴⁸ Lors de la rencontre de Paris, les participants évoquèrent le nom qui aurait été adopté en 1987 : il s'agirait du FPLA, c'est à dire du Front Populaire de Libération de l'Azawad. Mais d'autres dénominations me furent aussi communiquées, notamment celle de MRLM (Mouvement révolutionnaire de libération du Mali). N'ayant pu confirmer l'une ou l'autre de ces appellations, je continuerai à parler simplement de "mouvement".

⁴⁹ "Les places des premières personnes qu'on a transférées à l'intérieur, qui ont quitté la source, ont été comblées par de nouveaux arrivants. Et moi je suis resté à Tamanrasset, avec tous les problèmes de sécurité qu'il y avait, pour faire le lien. Les camarades m'envoyaient de l'argent de ce qu'ils cotisaient et moi je le faisais évacuer vers les cellules au Mali. Et ça a continué comme cela, ça a continué, le réseau travaillait..." Entretien avec Iyad ag Ghali, Bamako, 10/2/94.

son hôte ⁵⁰.

A l'issue du congrès de Tripoli, les objectifs politiques et matériels étaient donc clairement définis, les directions militaires et politiques mises en place. Cette organisation accrut encore son efficacité par la décision prise peu après, dès le début de l'année 1988, d'opérer un rapprochement avec les membres de l'ancienne direction, afin que leur opposition ne soit plus une source de gêne. La réconciliation fut effective la même année, et la lutte interne qui avait été menée jusque là fut close, par l'intégration des anciens responsables comme conseillers et "sages" du mouvement. Structuré, unifié et solidaire, tendu vers un objectif clair, ce dernier présenta alors une vitalité et un dynamisme renforcés, ce qui n'excluait cependant pas les difficultés :

"Après ce congrès, à partir de 1987, on a intensifié la descente des jeunes vers le Mali, mais petit à petit, progressivement. Cette descente, ça a été le travail le plus difficile, en réalité. Soustraire les cadres et les éléments dont on dispose, les faire passer par l'Algérie, rentrer au Mali, petit à petit... Tu es sur les nerfs. La clandestinité, c'est la période la plus difficile, la plus difficile, vraiment." ⁵¹

Mais l'optimisme était revenu, la période sombre paraissait terminée, chacun connaissait maintenant sa tâche et les commissions étaient actives. De nouvelles cellules se créaient régulièrement, peu à peu des éléments Touaregs passaient au Mali, augmentant le nombre des combattants potentiels, et quelques armes arrivaient. Les militants maliens voyaient le bout du tunnel. Ne dépendant plus de personne ni d'une aide quelconque, ils s'étaient alors pris en main. Même la dissociation qu'il vécurent avec les nigériens ne remit pas en cause cette dynamique.

La dissociation des Touaregs maliens et nigériens

Le 10 novembre 1987, mourut à Paris Seyni Kountché, depuis longtemps malade. Ali Saïbou, chef d'État-major de l'armée nigérienne, lui succéda à la tête de l'État. La politique qu'il suivit fut placée dans la continuité de celle de son prédécesseur, avec

⁵⁰ Il faut ainsi écarter toute hypothèse de fourniture d'armes par la Libye au mouvement touareg. La rébellion déclenchée en 1990 n'a pas eu de Khaddafi d'autre soutien que moral, et a commencé dans le dénuement le plus complet : "Ce qui est arrivé au front touareg, on ne l'a jamais vu dans le monde entier. Car c'est un front qui n'a pas d'aide : la Libye n'a jamais donné une cartouche, jamais, la Mauritanie n'a jamais donné une cartouche, l'Algérie était très loin de donner la moindre aide matérielle ou logistique. Leur effort personnel a seul compté". Entretien avec Limam Chaffy, Cergy-Pontoise, 23/6/94.

C'est ce qu'affirme aussi Ammera ag Fakri : "Au début, on a bien essayé de voler des armes en Libye, mais cela n'a pas beaucoup marché. Certains avaient réussi à partir avec leur fusil, mais ils ont été rattrapés. Actuellement, il y en a bien une trentaine ou une quarantaine qui sont en prison à cause de cela. Mais aucun n'a dit où ils avaient caché leur fusil. Ils sont en prison, ils attendent tranquillement de sortir... La Libye a ainsi fourni la formation, mais c'est tout. Elle n'a pas fourni d'armes. Quand la rébellion a commencé, à Menaka, les combattants avaient juste un vieux fusil de chasse, des sabres, et des couteaux de plongée faciles à cacher sur la jambe. Il n'y avait même pas de Kalachnikov." Entretien avec Ammera, Paris, 20/6/92.

⁵¹ Entretien avec Iyad ag Ghali, Bamako, 10/2/94.

cependant une volonté nouvelle de libéraliser le régime. Dans son discours du 17 décembre 1987, le nouveau président, appelant à la "réconciliation nationale", proclama "une amnistie générale pour tous les Nigériens impliqués dans les différentes affaires politiques" ⁵². Pour les Touaregs du Niger, cette orientation nouvelle impliquait l'oubli du rôle joué par certains d'entre eux dans les tentatives de coup d'état qu'avait connu le pays les années précédentes, la libération des nomades emprisonnés au lendemain des "attaques" d'Arlit ou de Tchindabaraden, et l'abandon de la méfiance à l'égard de ceux qui s'étaient formés en Libye. Leur retour était alors possible, et le pouvoir nigérien le proposa ouvertement, en même temps qu'il se disposait à rapatrier les réfugiés de la sécheresse vivant toujours en Algérie, dans les villes du sud ou les camps d'accueil.

Allant encore plus loin dans cette démarche, Ali Saïbou décida de renouer des relations normalisées avec la Libye, et de se rendre dans ce pays pour rencontrer les Nigériens qui s'y trouvaient. Il effectua cette visite en mars 1989 :

"L'entretien entre le chef de l'État et les représentants de la colonie nigérienne avait eu lieu en présence du vieux Mohammed Abdoulmoumine, chef du 2^e groupement de Tabalak et de ses deux enfants, à savoir Mohammed Abdoullahi, ministre nigérien chargé de la tutelle des sociétés et membre de la délégation conduite par le président Ali Saïbou et un de ses frères, lieutenant dans l'armée libyenne !" ⁵³

A partir de cette rencontre, les Touaregs nigériens, qui ne disposaient pas alors d'une organisation aussi aboutie que celle que les Touaregs maliens avaient su mettre en place, et devant l'amnistie et les promesses de réinsertion qu'on leur proposait, se décidèrent à rentrer au Niger. Tous ne le firent pas, mais un grand nombre d'entre eux alimenta un courant continu de retour à partir du milieu de l'année 1989. Il se mêla à celui qui provenait des camps de réfugiés et des villes d'Algérie, et porta à plusieurs milliers le nombre de rapatriés. Une des premières conséquences de ce départ massif des Nigériens de Libye et d'Algérie fut que les Touaregs maliens se retrouvèrent quasiment entre eux, la même démarche n'ayant pas été entreprise par Moussa Traoré. Ce fait entérina la dissociation politique déjà largement entamée entre les Touaregs nigériens et maliens, ces derniers étant les seuls à garder les objectifs de lutte armée qu'ils s'étaient clandestinement donnés :

"Il y a eu une coupure parce que le gouvernement nigérien a contacté les Touaregs et les arabes nigériens à l'intérieur même de la Libye, et on leur a promis beaucoup de choses. On leur a dit qu'on allait leur donner tout ce qu'ils voulaient, qu'on allait les intégrer facilement, qu'on allait leur donner leurs droits. Et comme la Libye n'avait pas pour objectif de déchirer ces gens là, mais ne voulait que ce qu'ils gagnent leurs droits, elle leur a conseillé d'accepter la proposition du gouvernement nigérien. Alors ils ont accepté, et la plupart d'entre eux est rentrée. Leurs chefs sont rentrés, tous sont revenus. (...) Alors à l'époque, les arabes et les Touaregs maliens sont restés seuls en Libye, et ils ont commencé forcément à préparer tout seuls leur révolution, parce que personne n'est venu leur dire de revenir, leur faire des

⁵² SAÏBOU (A.), *Discours et messages. Décembre 1987-Novembre 1988*, Niamey, Imprimerie nationale du Niger, 1987 : 45.

⁵³ Informations communiquées par l'un des membres de la délégation présidentielle en Libye à SALIFOU (A.), *La question touarègue au Niger*, Paris, Karthala, 1993 : 48.

promesses, comme avec le Niger. C'est comme cela qu'il y a eut la séparation." ⁵⁴

Si cette séparation n'eût pas de répercussions sur l'organisation du mouvement malien, déjà séparé de celui issu du Niger, elle matérialisa l'éloignement des Touaregs les uns des autres, et accentua le caractère national de leur lutte. Après 1989, l'idéal de fusion de l'ensemble des groupements dans une lutte commune, qui avait été un temps, en 1980-1981, mis en application dans les faits, ne pouvait plus être réalisé à court terme. Il laissa néanmoins de fortes nostalgies chez les jeunes Touaregs qui, bien que suivant des voies parallèles, ne rompirent pas les ponts entre eux.

Dès la fin de 1989, le mouvement touareg du Mali était prêt à agir. Il avait fallu presque vingt ans depuis les premiers *ishumar* de la sécheresse du début des années 1970, et un quart de siècle depuis la fin de la révolte de 1963-64 pour qu'il parvienne à s'organiser efficacement. Une longue période pour des Touaregs pressés d'obtenir une amélioration de leur sort, et qui avaient été obligés, en face des hauts et des bas qu'ils avaient connus, de faire preuve d'une aussi longue patience. Mais un moment très bref si l'on tient compte des évolutions extrêmement rapides que ces Touaregs ont vécues en l'espace de deux décennies. Le contraste est frappant lorsque l'on compare leurs situations au début des années soixante et à la fin des années quatre-vingt. Les révoltés de 1964, avec leurs chameaux, leurs vieux fusils, leur méconnaissance des réalités politiques nationales et internationales, leur organisation informelle, étaient bien loin des comités exécutifs, des secrétaires généraux, des commissions que pratiquaient avec aisance leurs cadets, formés au maniement des armes lourdes, des mitrailleuses et des missiles, maîtrisant les rapports de force internationaux et l'espace africain qu'ils parcouraient à toute vitesse au volant de leurs véhicules 4x4... A ce stade, il faudrait d'ailleurs parler, plus que d'évolution, d'une véritable mutation touarègue, d'une révolution impressionnante des mentalités. Celle-ci ne concernait pas seulement les rapports à la technique ou aux mécanismes de la politique internationale, mais avait aussi touché profondément les structures sociales internes et la façon même qu'avaient de se considérer les uns les autres ceux qui étaient entrés dans cette dynamique. Dans la *tanakra*, en Libye, sur les champs de bataille, les jeunes de tout l'espace touareg s'étaient réunis, s'étaient rencontrés, avaient parlé et souffert ensemble, et les vieilles dissensions avaient peu à peu régressé. Cependant, sur ce dernier point, l'évolution n'était pas encore terminée à la fin des années 1980. Tout d'abord parce qu'elle n'avait pas concerné l'ensemble de la société, mais seulement ceux qui s'étaient structurés à l'extérieur de lieux de vie habituels, c'est à dire essentiellement les jeunes. Ensuite parce que la fusion des différents pôles de la communauté touarègue, si l'on s'en était approché un temps, n'avait

⁵⁴ Entretien avec Limam Chaffy, Cergy-Pontoise, 23/6/94.

finalement pas été réalisée. Le poids des réalités, des pesanteurs anciennes, mais aussi des données étatiques nouvelles avait joué, et bien que l'idée d'appartenance à une seule entité touarègue ait pu s'ancrer dès lors comme idéal, l'organisation politique avait fini par faire la différence entre Touaregs maliens, nigériens, algériens et libyens. Le mouvement qui allait se déclencher en 1990 n'allait pas être celui de tous les Touaregs, mais celui des Touaregs maliens, suivi peu après par celui des Touaregs nigériens. En ce sens, la revendication des révoltés n'était pas, au déclenchement du soulèvement, l'indépendance d'un "État touareg" au sens large, mais celle de l'autonomie par rapport au seul Mali.

De Menaka aux accords de Tamanrasset : l'Adagh en feu

C'est en 1989 que les Touaregs maliens se considérèrent prêts à agir, et décidèrent de lancer le compte à rebours du déclenchement des hostilités. Le contexte était favorable, les réseaux étaient opérationnels, et les combattants bien formés n'attendaient plus qu'un signal. Cependant, *in extremis*, les services de sécurité maliens démantelèrent en profondeur les cellules présentes dans le pays, déclenchant chez les militants Touaregs une panique qui parut remettre en cause tout soulèvement pour de nombreuses années. Décidant alors de jouer leur va-tout, les combattants touaregs se lancèrent dans la lutte avec des moyens dérisoires, mais avec toute l'énergie du désespoir, et engagèrent une fuite en avant militaire qui les obligea à attaquer sans cesse pour réussir à durer. Ils eurent la chance d'avoir devant eux un pouvoir aux abois, déjà déstabilisé par des contestations multiples, qui s'aliéna ses derniers soutiens par la brutale répression qu'il engagea contre les populations nomades civiles. Acculé, Moussa Traoré chercha à gagner du temps et offrit aux rebelles de négocier. Aussi, quelques mois seulement après le début du soulèvement, les Touaregs et les Arabes maliens avaient de façon inespérée atteint des objectifs qu'ils avaient entre temps minorés par rapport à leurs revendications premières : les accords de Tamanrasset leur accordaient l'autonomie interne et de multiples avantages par l'octroi d'un statut particulier des régions du Nord-Mali, sans remettre en cause l'intégrité nationale. Dès ce premier temps de la lutte ouverte, les mutations souterraines engagées depuis de longues années apparurent en pleine lumière. L'opinion internationale habituée à l'image des nomades hiératiques juchés sur leurs chameaux découvrit avec stupéfaction la nouvelle efficacité des combattants touaregs. En ce sens, la révolte de 1990 est significative de l'impressionnante évolution des mentalités dans la jeune génération nomade.

Un déclenchement précaire

Un contexte international favorable

A partir de la fin de l'année 1988, les conditions politiques internationales dans lesquelles s'insère l'édification progressive du mouvement touareg malien clandestin connaissent une série de modifications susceptibles d'améliorer considérablement sa situation. Au premier chef intervient la libéralisation du régime algérien. En octobre de cette année, les émeutes violentes et meurtrières des jeunes algériens ébranlent la stabilité du pouvoir FLN, qui engage une réforme constitutionnelle. Celle-ci aboutit en février 1988 à la proclamation, après référendum, d'une nouvelle constitution qui ouvre la voie au multipartisme, officialisé en juillet. C'était la fin d'une certaine forme de dictature qui avait jusque là laissé les mains libres à la Sécurité militaire. Les Algériens y trouvèrent une liberté nouvelle, et les Touaregs maliens en profitèrent aussi. Leurs déplacements notamment furent facilités par le relâchement de la surveillance qui découlait de ces événements :

"Il y a eu ce vent nouveau de multipartisme en Algérie, et cela a été un pas en avant, qui nous a fait espérer. La dictature algérienne a été plus ou moins vaincue, et nous avions la possibilité de rentrer en Algérie sans être trop inquiétés. Nous pouvions circuler entre le Mali, l'Algérie et la Libye, et c'était un moment favorable. Il fallait en profiter le plus vite possible. Et c'est à cette époque que ceux qui pouvaient désertier, s'acheter une arme ont profité de cette occasion. Donc c'est à partir de là que les premiers éléments sont rentrés au Mali avec une kalach, quelques munitions, des grenades... Ce n'était pas très important, mais ils ont su quand même en profiter." ⁵⁵

De plus, l'implosion de l'empire soviétique et la fin de la confrontation est-ouest, qui avait jusque là figé les camps en présence et fait du continent africain l'un des théâtres des rivalités mondiales permettait au renouveau démocratique de s'étendre. Les généraux-présidents et les dictateurs qui avaient représenté pour l'Occident des garanties de stabilité, et qui avaient été globalement soutenus, voyaient leurs protecteurs se détourner progressivement d'eux. Le Mali commençait à bouger, et les mouvements politiques et syndicaux s'organisaient semi-clandestinement. Les Touaregs avaient rencontré des opposants maliens en Libye, et avaient parfaitement saisi les aspirations populaires à plus de liberté. Moussa Traoré et son pouvoir étaient rejetés par une majorité grandissante de Maliens, et toutes les oppositions à son régime étaient bienvenues. Dans ce contexte, les Touaregs considérèrent qu'ils auraient la sympathie de la population s'ils se dressaient contre l'État, et que le vent du multipartisme créait les conditions favorables pour le faire. Cependant, l'option militaire qu'ils avaient choisie, et une certaine méfiance réciproque, les empêcha de s'inscrire politiquement au sein du mouvement démocratique. Leur but

⁵⁵ Entretien avec Ibiya ag Sidi, Paris, 28/6/94.

n'était pas d'ailleurs le rétablissement de la liberté d'expression ou le retour de la démocratie, mais bien la possibilité de s'autodéterminer. Le lien ne fut jamais créé réellement entre le mouvement touareg et les Forces démocratiques, mais des contacts furent pris et chacun connaissait l'existence, sinon la réalité exacte de l'autre.

"On était conscient de la résistance démocratique, on avait des contacts avec les représentants en France, on avait des échos de l'intérieur du Mali, des exigences de certains milieux. Mais on n'avait pas de liaisons directes avec eux. Je crois qu'inversement, on était pas vraiment considéré comme des alliés, mais que nous étions craints par les autres. On avait été en Libye, alors on nous considérait comme des mercenaires, souvent comme ayant des préjugés religieux, des racistes, des marginaux, donc il y avait toujours une certaine réticence à nous approcher. Mais ils connaissaient notre existence." ⁵⁶

Tous perçurent cependant qu'une alliance objective existait entre eux, car l'intérêt commun était dans un premier temps d'affaiblir Moussa Traoré et son régime. La révolte touarègue pouvait y contribuer, mais la contestation politique et sociale au sud du pays présentait de son côté l'avantage de déstabiliser le pouvoir et son armée.

Enfin, dans ce contexte démocratique nouveau, l'attitude de la France elle-même vis-à-vis des pouvoirs africains autoritaires et corrompus a joué un rôle non négligeable dans la décision de commencer la lutte. Le discours prononcé à La Baule par François Mitterrand le 20 juin 1990, intégrait la lame de fond des volontés populaires africaines en annonçant un soutien accru aux pays qui s'engageraient dans la voie démocratique. Il fut interprété rapidement en Afrique comme l'avis officiel de l'abandon des pouvoirs en place par la France, qui précipitait ainsi la crise de leur légitimité. Les mouvements d'opposition se sentirent compris et soutenus, au moins moralement, par l'extérieur, et leur détermination en fut renforcée. Pour les militants du FPLA, ce discours fut certainement le dernier coup de pouce qui les décida à agir. D'abord parce que se dresser contre Moussa Traoré, c'était s'opposer à un pouvoir autoritaire, et donc se placer du "bon côté", dans le camp démocratique, et parce qu'ensuite, trop attendre, c'était peut-être avoir à commencer la lutte après qu'un jeune régime démocratique ait été installé par la volonté populaire. Se révolter dans ces conditions, c'était alors apparaître comme une force de déstabilisation de la démocratie, et se mettre dans une situation politique difficile à tenir au Mali, en France, et devant l'opinion publique internationale :

"Il y a eu le sommet de La Baule, qui a été assez instructif. On s'est dit que la France qui entretient quand même tous ces gouvernements africains vient de tracer les grandes lignes de sa politique africaine pour les années à venir, son désir de démocratisation qui était la condition pour continuer à aider l'Afrique, et donc il est certain qu'il faut anticiper la démocratisation en Afrique. On était suffisamment préparé, bien implantés tant au Mali qu'en Algérie et en Libye, l'atmosphère politique était favorable un peu partout, cela nous permettait de voyager, de bouger, de transporter n'importe quoi, alors il n'était plus question d'attendre plus longtemps. Donc, le sommet de la Baule a été déterminant dans la prise de décision." ⁵⁷

Une semaine après le discours de La Baule, le 28 juin 1990, l'attaque de Menaka

⁵⁶ Entretien avec Ibiya ag Sidi, Paris, 28/6/94.

⁵⁷ Entretien avec Ibiya ag Sidi, Paris, 28/6/94.

signait le début de la révolte des Touaregs maliens... Elle parut à l'extérieur du Mali la réaction logique d'une population de nouveau en butte à la répression des pouvoirs centraux, symbolisée par les morts de Tchén Tabaraden qui soulevèrent une grande émotion.

Tchén Tabaraden et les problèmes nigériens

Le contexte politique propice fut en effet renforcé par l'indignation internationale favorable aux Touaregs suscitée par une nouvelle affaire de Tchén Tabaraden, dans laquelle les autorités nigériennes firent de nouveau preuve d'une grande brutalité à l'égard de leurs nomades. Ces événements furent engendrés par le grand retour, évoqué plus haut, des Touaregs nigériens d'Algérie et de Libye, après la visite effectuée dans ce dernier pays par le président Ali Saïbou. La proposition qu'il avait faite aux exilés s'inscrivait dans une politique de rapatriement engagé depuis quelques temps. Les Nigériens avaient en effet dès 1986 pris langue avec les organismes internationaux afin d'obtenir une aide leur permettant de réaliser la réinsertion des réfugiés. Cette initiative, appuyée par l'Algérie qui cherchait à réduire le nombre des réfugiés sur son sol et les dépenses que cela lui occasionnait déboucha sur le soutien effectif du Programme alimentaire mondial (PAM) et du Fonds international pour le développement agricole (FIDA), rejoints fin 1989 par l'Organisation des Nations unies pour les secours en cas de catastrophe (UNDRO) et l'UNICEF ⁵⁸. Les fonds dégagés par ces organismes étaient conséquents, mais, soit qu'ils aient été mal utilisés par les autorités nigériennes, soit qu'ils aient été malgré tout insuffisants en face de l'afflux des réfugiés, leur emploi ne donna pas toute satisfaction.

Lorsque les Touaregs nigériens revinrent, nombreux ⁵⁹, ils se heurtèrent à l'inorganisation administrative : un seul des sites pressentis (Tchén Tabaraden), avait été viabilisé, les tentes destinées à les abriter étaient présentes en trop petit nombre, et les vivres manquaient. Pressées par l'urgence, les autorités nigériennes dispersèrent les réfugiés autour de la localité dans des sites précaires. Pour tous ces nomades démunis mélangés aux ishumar retour de Libye, qui avaient cru aux promesses nigériennes, l'amertume le disputait à la rancœur. Le sentiment d'avoir une fois de plus été floués par

⁵⁸ Le détail des sommes engagées est précisé est précisé dans les rapports administratifs nigériens (voir notamment MAÏTAGAOUA (O.), *Note sur le processus de retour et de réinsertion des populations nomades*, Niamey, 4 sept. 1991 : 1), mais aussi dans le document issu de la Conférence nationale du Niger qui se pencha le 3 et 7 septembre 1991 sur les causes et les responsabilités de la répression exercée sur les nomades (*Rapport de synthèse sur l'examen de l'affaire dite de Tchén Tabaraden*). Ces informations sont reprises par SALIFOU (A.), *La question touarègue au Niger*, Paris, Karthala, 1993 : 49-50.

⁵⁹ Il est difficile de préciser leur nombre, mais l'estimation la plus fréquemment proposée atteint 30 000 personnes, les deux tiers de celles-ci revenant du camp algérien d'In Guezam.

un pouvoir auquel la confiance accordée n'était déjà pas totale, revint vite à la surface. Le mécontentement se propagea, et les jeunes formés en Libye, plus conscients politiquement, se sentirent investis de la défense des populations et de l'action à entreprendre pour que leurs revendications soient prises en compte. La situation devint alors vite explosive, et c'est en avril et surtout mai 1990 que les événements se précipitèrent. Les grandes lignes en sont connues, mais il est encore impossible d'établir des faits incontestables, et de faire le partage entre les témoignages issus de la communauté touarègue et ceux présentés par les militaires, souvent tout à fait contradictoires ⁶⁰. Rappelons donc seulement certains faits probables.

Dès la mi-avril, la tension est palpable de part et d'autre. Elle se traduit chez les militaires par un certain nombre d'arrestations de jeunes Touaregs dans la deuxième quinzaine du mois. Ils sont accusés par l'état d'avoir voulu "déclencher une guérilla terroriste" et "faire sauter les mines d'Arlit et d'Agadès" ⁶¹, alors que, selon d'autres sources ⁶², ils étaient seulement "réunis pour célébrer un mariage". Le 4 mai 1990, le meurtre d'un garde forestier et de deux autres personnes dans la région de Tchén Tabaraden est imputé aux Touaregs. Mais la patrouille de la 5e compagnie saharienne motorisée de Tahoua arrivée sur les lieux le 5 mai pour rechercher les assassins, se livre à des exactions au cours desquelles, de l'aveu même du colonel Toumba Boubacar, chef d'État-major général des Forces armées nigériennes, "de nombreuses personnes furent arrêtées, torturées et humiliées publiquement" ⁶³. D'autres faits se passent à Tillia le lendemain et le surlendemain. Les militaires regroupent au poste de ce village vingt personnes interpellées par des patrouilles. Certaines d'entre elles auraient porté des armes à feu (mais, fait remarquable, ne s'en sont apparemment pas servi lors de leur arrestation...), d'autres des documents révélant un plan d'attaque de la région. Toujours est-il que ces Touaregs sont froidement exécutés par l'armée, sans enquêtes ni jugement, le 7 et le 8 mai, sur ordre du capitaine Maliki Boureima. Enfin, l'affaire la plus évoquée fut l'attaque de la gendarmerie de Tchén Tabaraden par quelques Touaregs, dans la nuit du 6 au 7 mai. L'État y vit une attaque planifiée, portant sur trois objectifs importants : prison civile, sous-préfecture et gendarmerie, pour laquelle le bilan officiel, après de brefs combats terminés avant le jour, aurait été de quatre blessés et de trois morts du côté des forces de sécurité (deux gardes nomades et un gendarme) et de trois morts parmi la population. Inversement, les témoignages recueillis à cette occasion dans la population touarègue évoquent une réalité plus prosaïque :

⁶⁰ Chacun a évidemment intérêt à accabler l'autre et à minimiser ses propres responsabilités, et l'enquête ne peut actuellement trouver, dans le contexte brûlant d'une rébellion qui se poursuit au Niger, les conditions d'apaisement et d'objectivité nécessaires.

⁶¹ Cité par SMITH (S.), "Massacres de Touaregs au Niger", *Libération*, 15 juin 1990 : 31.

⁶² Anonyme, "A propos des massacres de Touaregs au Niger", lettre-circulaire du 17 juillet 1990 : 4.

⁶³ Conférence nationale, *Rapport de synthèse sur l'examen de l'affaire dite de Tchén Tabaraden*, (journées du 3 au 7 septembre 1991) : 8.

"Le 7 mai, un groupe de jeunes gens non armés ont essayé d'occuper la prison de Tchén Tabaraden, pour protester contre l'arrestation de certains des leurs trois jours auparavant et pour attirer l'attention de l'opinion internationale et internationale sur la précarité de leur condition de vie. Il s'en est suivi une bagarre entre ces jeunes et les gardiens de la prison. Au cours de cette bagarre, un gardien a été tué avec sa propre arme dont il essayait de se servir contre ceux-ci." ⁶⁴

D'autres sources parlent pour le même événement de trois à sept morts chez les forces de l'ordre, de trente à soixante-dix tués dans la population ⁶⁵. Quoiqu'il en soit, l'armée reçoit alors l'ordre de rétablir le calme, dans une opération de défense opérationnelle du territoire (DOT). Celle-ci tourne rapidement au massacre. Son bilan est lourd. La Conférence nationale nigérienne reconnut qu'il "s'établit provisoirement à 19 exécutés sommaires, 50 morts par tortures, représailles ou à la suite des exactions", et que les forces de l'ordre avaient fait preuve de "démesure tant dans les moyens militaires utilisés que dans le commandement qui a transformé une opération de maintien de l'ordre en expédition punitive" ⁶⁶. Si officiellement, il y eut moins d'une centaine de morts dans cette répression, le bilan officieux dénombre quant à lui, sur la base des témoignages de la population, plus de 600 tués par l'armée ⁶⁷, certains n'hésitant pas à parler de près de 1 700 victimes. Ces faits ne sont pas connus de suite dans le reste du Niger ni à l'extérieur du pays. Mais peu à peu l'information se répand, et l'émotion qui en résulte prend des proportions importantes. En France se crée en août un "Comité pour le Peuple Touareg", qui fait circuler une pétition condamnant les exactions de l'armée nigérienne. Elle est signée par de nombreuses personnalités des milieux universitaires, politiques ou artistiques, où se retrouvaient côte à côte Isabelle Adjani et Germaine Tillon, Michel Fugain et Guy Penne. L'affaire était même un peu plus tard évoquée au Sénat, où le secrétaire d'État Thierry de Beaucé, interpellé par le sénateur Paul Lorient, exprimait "la préoccupation" de la France, et "l'inquiétude du Parlement européen" sur le sort réservé aux Touaregs ⁶⁸. Amnesty International s'élevait aussi très rapidement contre les atteintes faites aux droits de l'homme, à travers les "arrestations arbitraires et les exécutions extrajudiciaires de Touaregs, en avril et mai 1990, au Niger" ⁶⁹. A partir de là, l'opinion publique internationale, et particulièrement française, avait choisi son camp, et l'opprobre

⁶⁴ Anonyme, "A propos des massacres de Touaregs au Niger", lettre-circulaire du 17 juillet 1990 : 3.

⁶⁵ Voir à ce propos les articles de : MINANGOY (R.), "Niger : des Touaregs attaquent une sous-préfecture : trente et un morts", *Le Monde*, 10 mai 1990.

SMITH (S.), "Massacres de Touaregs au Niger", *Libération*, 15 juin 1990 : 31.

⁶⁶ Conférence nationale, *Rapport de synthèse sur l'examen de l'affaire dite de Tchén Tabaraden*, (journées du 3 au 7 septembre 1991).

⁶⁷ Voir l'article de l'envoyé spécial du Monde, BARRIN (J. de), "Au cours de représailles en mai, des centaines de Touaregs tués au Niger", *Le Monde*, 15 juin 1990. Voir aussi FRITEL (J.), "On achève les Touaregs", *VSD*, 672, 19 au 25 juillet 1990 : 48-53.

⁶⁸ Sénat. Séance du 18 octobre 1990, Journal des débats : 2909. Voir en annexe.

⁶⁹ Communiqués AU 227/90 et AFR 43/02/90 du 1er juin 1990, AFR 43/03/90 du 2 juillet 1990, et AU 335/90, AFR 37/03/90 du 15 août 1990.

était unanimement jeté sur l'attitude des pouvoirs centraux envers leurs nomades. Les Touaregs du Mali surent profiter de ce courant de sympathie, et ne manquèrent pas de lier aux événements du Niger le déclenchement de leur révolte, bien que celle-ci fut de toute façon décidée, et aurait commencé sans cela. Dans le premier mémorandum touareg intitulé "Nous, Touaregs du Mali...", et destiné à expliquer à l'opinion les raisons historiques du soulèvement et les objectifs qu'il poursuivait, étaient mis en avant les ressentiments issus des exactions nigériennes. Les Touaregs maliens en profitaient pour accuser le gouvernement malien de collusion avec son voisin dans la même répression, ce qui était une manière supplémentaire de justifier le début de leur action :

"Dans cette situation, les exactions commises par l'armée nigérienne dans la région de Tchénoua et les massacres qui y furent perpétrés finirent d'exaspérer la population touarègue malienne. Aussi, l'internement par la gendarmerie malienne de paisibles caravaniers touaregs réfugiés du Niger après les troubles et fuyant les massacres, et la menace d'extradition à leur égard, qui revenait à les promettre à la mort, furent l'étincelle qui déclencha la révolte."⁷⁰

En pratique, l'existence de ces paisibles caravaniers touaregs n'a jamais été prouvée, et la première attaque était essentiellement destinée à récupérer des armes.... Ceci dit, cela n'enlève rien à l'exaspération touarègue réelle, et justifiée, devant les répressions récurrentes qu'ils avaient à souffrir de la part des pouvoirs centraux. Si la vérité ponctuelle fut un peu tirée au profit du mouvement, l'image exprimait parfaitement la réalité générale des sentiments de la population touarègue. La lutte qui allait s'ouvrir, bien qu'organisée par une minorité, et de façon clandestine, était sûre de pouvoir compter sur la compréhension non seulement de l'opinion internationale, mais aussi de la grande majorité des populations nomades des régions nord du Mali et du Niger.

Les arrestations multiples

Pourtant, la rébellion faillit ne pas débiter, parce qu'au dernier moment les services de sécurité malien enregistrèrent des succès qui manquèrent de compromettre l'organisation mise en place par le mouvement touareg. Fin 1989 et début 1990, la descente des éléments Touaregs depuis la Libye vers le Mali s'était accélérée, et la moitié des membres de la direction du mouvement (l'autre moitié restant sur place pour ne pas donner l'alerte) avait elle aussi rejoint l'Adagh pour être présente au début des hostilités. Mais les services maliens, rendus méfiants par cette trop forte concentration de jeunes, soupçonnèrent que quelque chose se tramait. Il arrêtèrent en mai 1990 quelques jeunes repérés pour les interroger. Certains parlèrent sous la torture, donnant des noms et des bribes de l'organisation en place. Ce ne fut pas une catastrophe complète pour ce

⁷⁰ Anonyme, Nous, Touaregs du Mali..., document issu de la rébellion, 1990. Cf. annexes.

mouvement strictement cloisonné, mais néanmoins un coup très dur porté au moment où le signal de l'insurrection allait être lancé. Le dépôt d'armes constitué par les Touaregs en prévision du soulèvement fut retrouvé par les services maliens, dans des conditions obscures et encore inexpliquées par la direction du mouvement elle-même ⁷¹, ainsi que l'argent qui avait été rassemblé pour soutenir matériellement les combattants en armes et en vivres. De plus, à la fin du même mois, le 25 ou le 27, les responsables des différentes cellules rassemblés à Gao pour une réunion furent aussi arrêtés tous ensemble dans un vaste coup de filet qui décapitait la plupart des groupes installés à l'intérieur du Mali. Le vent d'une panique naissante souffla alors sur les jeunes qui faisaient partie de ces cellules, et ils commencèrent dans la précipitation à quitter les villes et à se diriger vers la frontière algérienne pour ne pas tomber dans les mains de la police. La situation était décourageante. Les meilleurs éléments avaient disparu dans les geôles maliennes, ainsi que les armes et le trésor de guerre patiemment amassé, et une hémorragie de militants vidaient les cellules touarègues de l'intérieur. Les conditions humaines et matérielles du soulèvement s'évaporaient ⁷²...

La direction du mouvement fit dans cette situation preuve de son énergie, et décida de jouer son va-tout :

"Les gens ont commencé à fuir, à remonter hors du Mali. Les cellules ont évacué les endroits où elles ont été repérées. Quand on nous a fait le compte-rendu de ces événements, que l'état-major avait été arrêté, qu'on avait perdu les armes, que les gens repartaient, il a bien fallu choisir : soit commencer le mouvement tout de suite, soit abandonner ce beau plan et attendre la génération suivante... Nous avons opté pour le déclenchement. Nos gens étaient sur la frontière. On est venu, on est entré au Mali, et on a déclenché comme cela. (...) C'est dans ce désordre, cet éparpillement qu'on a rassemblé pour débiter une cinquantaine d'éléments, et c'est avec ça qu'on a commencé. Pour ces 50 personnes, sans rien, sans argent, il n'y avait que cinq armes, et aucun véhicule..." ⁷³

Finalement, malgré l'absence complète de moyens, le soulèvement était lancé. La direction du mouvement, Iyad ag Ghali en tête, pariait avec un bel optimisme sur les premiers succès pour rétablir la situation matérielle. Mais déclencher le soulèvement dans ces conditions, ce fut aussi pour elle une manière de brûler ses vaisseaux, afin qu'un retour en arrière ne fut pas possible. Déterminée à agir, sachant pouvoir compter sur l'énergie de ses combattants, elle mit ces derniers devant le fait accompli afin qu'ils ne puissent pas reculer et que leur engagement soit total :

⁷¹ "On a eu un problème avec le lot d'armes qu'on avait placé dans les cellules. La cache a été déjouée par les services maliens, et jusqu'à présent cela reste un mystère, c'est à dire qu'on ne sait pas du tout comment cela s'est passé en réalité. On ne sait pas comment la police a connu le dépôt, ni même ce qu'elle en a fait, on ne sait même pas si elle a récupéré les armes. Jusqu'à présent, c'est un mystère, mais on le saura ! Parce que nous étions tellement cloisonnés que nous ne savions pas nous-mêmes où les armes se trouvaient. Mais on le saura, Inch' Allah !" Entretien avec Iyad ag Ghali, Bamako, 10/2/94.

⁷² "Parce que non seulement nous n'avions pas d'armes, mais on n'avait même pas d'argent pour acheter les vivres nécessaires. Et on devait de plus stocker le carburant, la nourriture, avoir des médicaments pour soigner les blessés, organiser une guerre, quoi ! Mais ni l'argent n'est venu, ni les armes n'ont été trouvées..." Entretien avec Iyad ag Ghali, Bamako, 10/2/94.

⁷³ Entretien avec Iyad ag Ghali, Bamako, 10/2/94.

“Bien sur, on a perdu de l’argent, des armes, a cette occasion. En fait c’est un incident qui a eu des conséquences très positives. D’abord ce n’était pas grand chose, 8 ou 10 millions de Francs CFA, qui étaient destinés à l’achat d’armes. Mais on n’a jamais été sûr que ces armes seraient achetées. Par contre on avait besoin d’un stimulant psychologique, et cela en a été un. Car cela a permis de se dire qu’on avait des armes sur place, qu’on avait une cache importante, et cela donnait plus de courage à tout le monde pour y aller. C’était mieux de se lancer sans aucun moyen en se disant que c’était un suicide, qu’on allait se débrouiller... Là on pouvait dire aux gens que nous avions quelques moyens, et ils étaient tout de suite tentés de participer. (...) Mais quand ils sont venus, et qu’ils ont vu qu’il n’y avait pas d’armes, que cet argent là était passé on ne sait où, qu’on s’était amusé avec, ils se sont trouvés dans une situation où il a bien fallu qu’il fasse face, et ils ont été contraints de se battre avec les moyens qu’ils avaient, car il n’était plus question de faire demi-tour, et d’annuler l’action ! Et si on n’avait pas agi de cette façon, les gens n’auraient jamais eu le courage d’affronter l’ennemi sans aucun moyen. C’est comme cela que c’est parti, avec pas grand-chose. Pas grand chose en fait ! “⁷⁴

Le sort en était jeté. Iyad ag Ghali prit la tête de la première attaque, et choisit pour cible le poste de Menaka, non parce que c’était là que des caravaniers étaient internés, mais parce que les Touaregs savaient qu’ils pouvaient y trouver des armes, et parce que c’était la ville la plus proche de la frontière nigérienne où il se trouvait alors...

L’attaque se produisit dans la nuit du 28 au 29 juin 1990. Dans la soirée, les combattants touaregs, mal armés ⁷⁵ au nombre d’une cinquantaine arrivèrent à chameau dans la région de Menaka et tendirent une embuscade sur la route qui reliait cette ville à Tedjerert. Ils arrêtaient le premier convoi qui passait, qui fut celui de l’ONG World Vision, et récupérèrent les quatre véhicules tout-terrain qui le constituaient. Déposant leurs occupants (quatre conducteurs maliens et deux américains) dans un des magasins de l’ONG, à Ikadewan, il se dirigèrent vers Menaka. L’assaut fut donné vers quatre heures du matin à la gendarmerie du poste. Tirés du sommeil, pris complètement par surprise, les gendarmes n’opposèrent pas de résistance, et furent tous massacrés : le bilan serait de 36 tués, les assaillants ne comptant qu’un blessé dans leurs rangs. Toutes les armes du poste furent alors raflées, carabines chinoises, Kalachnikov, munitions, et huit autres véhicules appartenant à l’ONG World Vision et à la société italienne Zooconsult furent réquisitionnés dans le village. Les voitures furent chargées du butin, auquel s’ajoutait des fûts de gasoil et des vivres récupérés au magasin de l’OPAM (Office de Produit alimentaire du Mali) ⁷⁶. Au petit matin, les combattants quittèrent Menaka : la rébellion touarègue venait de commencer au Mali.

⁷⁴ Entretien avec Ibiya ag Sidi, Paris, 28/6/94.

⁷⁵ “C’est comme cela que nous sommes partis pour attaquer Menaka, avec deux fusils de chasse, cinq Kalachnikovs et des sabres... On n’avait rien d’autre, et c’est pour cela qu’on avait choisi Menaka, parce qu’on savait qu’il y avait des armes et des véhicules !”. Entretien avec Iyad ag Ghali, Bamako, 10/2/94.

⁷⁶ Ce récit est basé sur plusieurs témoignages recueillis au Mali en juillet 1990, par E. Bernus et moi-même.

La fuite en avant militaire de la rébellion

Attaquer toujours !

Dès l'attaque de Menaka, la stratégie à adopter était claire pour la direction du mouvement. Manquant cruellement de moyens, les combattants touaregs devaient attaquer sans relâche afin de se procurer armes, munitions, vivres et véhicules. C'était la seule façon de réussir à durer et c'était aussi le moyen d'exercer une pression intense sur l'armée malienne. En dispersant les attaques dans des postes éloignés les uns des autres, il fallait ajouter à la confusion en donnant l'impression que les rebelles étaient partout, obliger les militaires à protéger de nombreuses localités, et à dissocier leurs forces. C'était enfin la seule manière de se faire connaître, et, en donnant le plus grand retentissement possible aux attaques, montrer qu'il ne s'agissait pas d'actes individuels et isolés mais bien d'une véritable rébellion :

"Après avoir attaqué Menaka, il ne fallait pas ensuite s'arrêter. Il fallait adopter une stratégie de mobilité, intensifier les attaques pour récupérer le maximum d'armes. C'était aussi la manière de remonter le moral au gens, d'avoir un esprit de combativité. Car la question que beaucoup se posaient était de savoir ce que l'on pouvait encore faire puisque le plan avait échoué, et ils se disaient qu'ils ne pouvaient pas combattre un état, une armée sans armes. Donc il fallait intensifier les attaques, être dix fois au-dessus de notre capacité pour combler les vides et récupérer le maximum." ⁷⁷

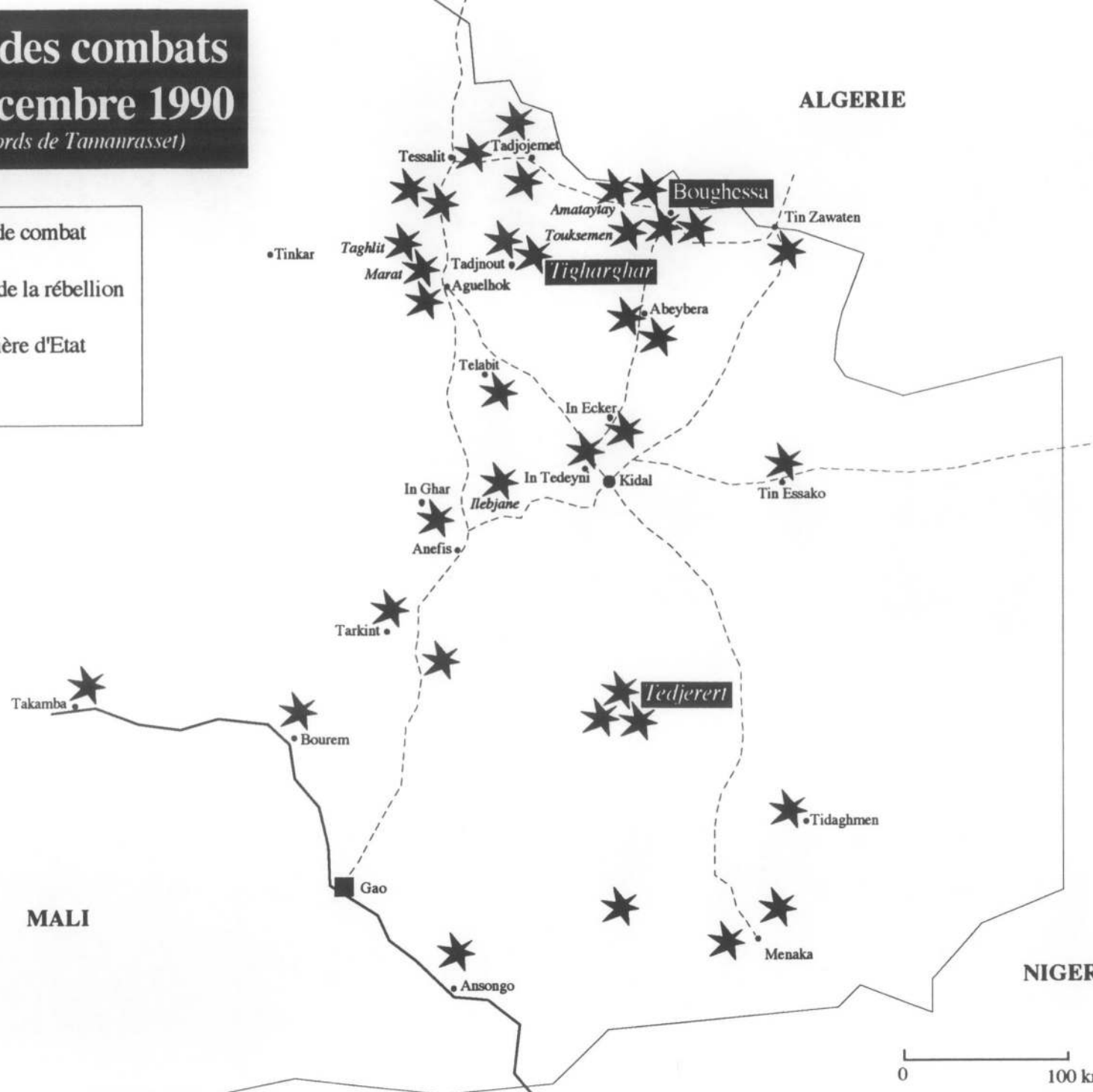
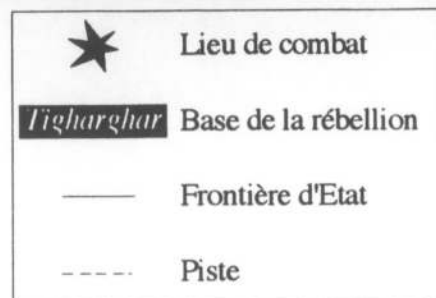
Aussi le poste de Tidaghmen est-il attaqué le même jour, lors du repli de Menaka, la ville de Tin Essako trois jours plus tard, le 2 juillet, celle de Tarkint le 16, celle d'Abeybera le 28 (voir "Carte des attaques jusqu'aux accords de Tamanrasset"). On ne fera pas ici la liste, fastidieuse, de l'ensemble des actions menées pendant ces derniers mois de l'année 1990 ⁷⁸. Il est par contre utile d'en analyser les caractéristiques. La première de celles-ci est le nombre des assauts lancés par les Touaregs sur les postes de l'armée ou de la gendarmerie. Il s'élève en effet à plus d'une trentaine entre la fin du mois de juin et le début du mois de décembre 1990, ce qui est considérable, et représente en moyenne une attaque tous les cinq jours. Il faut noter ensuite leur dispersion, qui a fait la réussite de ces raids. L'armée ne pouvait en effet maintenir des effectifs importants dans chacun des postes qu'elle contrôlait, et s'épuisait à courir après les assaillants, très mobiles, et qui portaient leurs coups alternativement d'un bout à l'autre de l'Adagh. Il est par contre à remarquer que dans cette phase de la première rébellion, qui s'étend de l'attaque de Menaka aux accords de Tamanrasset, si les interventions touarègues sont effectivement très disséminées, la majorité d'entre elles restent incluses globalement dans les limites de l'Adagh, un très petit nombre visant la région de Menaka et d'Ansongo.

⁷⁷ Entretien avec Iyad ag Ghali, Bamako, 10/2/94.

⁷⁸ On pourra se reporter pour cela à la "Chronologie des événements politiques et militaires entre 1974 et 1994", ainsi qu'aux documents communiqués par la rébellion ou issus de l'armée.

Localisation des combats de Juin à Décembre 1990

(De Menaka aux accords de Tamanrasset)



Estimations des pertes des Forces armées maliennes et des combattants rebelles (1990-1992)

(Sources : Mouvements et Fronts touaregs, presse, témoignages)

Date	Événement	Estimations basses				Sources touarègues				Sources maliennes			
		Rebelles		Armée		Rebelles		Armée		Rebelles		Armée	
		Morts	Bless.	Morts	Bless.	Morts	Bless.	Morts	Bless.	Morts	Bless.	Morts	Bless.
28/06/90	Attaque de Menaka		1	36			1	36					
29/06/90	Attaque de Tidaghmène		1	3			1	22					
2/07/90	Attaque de Tin Essako	1		3	4	1		23	4	1		0	
7/07/90	Offensive de l'armée sur Tedjerert			105				51	32				
16/07/90	Attaque de Tarkint		1	2			1	19	5	0	0	0	0
17/07/90	Offensive de l'armée sur Tinaykar							37	5				
18/08/90	Offensive de l'armée sur Essali-Boughessa							47					
28/07/90	Offensive de l'armée sur Tedjerert					1		107					
28/07/90	Attaque d'Abeybera			16	2			41					
9/08/90	Attaque de Boughessa	1	4	27	10	1	4	65					
11/08/90	Attaque de Tin Zawaten												
15/08/90	Attaque de Tadjjemete							19					
17/08/90	Attaque de Telabit												
25/08/90	Attaque d'In Ecker							18	10				
4/09/90	Attaque de Toksimen	15		140		18	6	280					
11/09/90	Attaque d'Abeybera			40									
22/09/90	Accrochage à Boughessa			25									
22/09/90	Attaque d'In Tedayni							25					
22/09/90	Offensive de l'armée sur Illebjane							70	12				
22/09/90	Offensive de l'armée sur Tedjerert							23	7				
22/09/90	Offensive de l'armée sur In Tele							17	6				
23/09/90	Attaque d'Inghar							45					
26/09/90	Combat de Tadjamot				7								
28/09/90	Accrochage à Tadjnout (Tigharghar)			4	5								
29/09/90	Combats Tigharghar			6									
3/10/90	Rapt de voitures												
5/10/90	Embuscade route de Tessalit			15	5								
9/10/90	Attaque de Marat							87					
9/10/90	Attaque d'Aguelhoc					3	2	65					
12/10/90	Attaque de Takamba							28					
12/10/90	Attaque de Bourem					5		37					
13/10/90	Embuscade à Egharghar		5	30									
16/10/90	Embuscade à Amataytaye			2									

7/11/90	Interception convoi Marmande-Sahel												
10/11/90	Embuscade entre Menaka et Ansongo			5									
14/11/90	Offensive de l'armée sur Tedjerert		3	70				112	36				
16/11/90	Attaque de Tessalit			10	3		2	19					
16/11/90	Embuscade Timiawine-Tessalit				2								
23/11/90	Attaque d'Ansongo					2	3	40					
	Total	17	15	539	38	31	20	1333	117	1	0	0	0
20/02/91	Attaque de Bourem			3									
6/04/91	Attaque de Tessit												
23/04/91	Attaque de Djebok												
10/05/91	Attaque de Tonka												
20/05/91	Attaque de Gouadama ((Goundam)	2	1	15									
17/06/91	Attaque de lakezman (Inkezman)		1										
18/06/91	Attaque de Taghliit												
19/06/91	Attaque de Larneb												
24/06/91	Attaque de Rharous			2									
28/06/91	Attaque de Bamba												
29/06/91	Attaque de Temera			1									
30/06/91	Attaque de Nampala		1	22	1								
24/07/91	Attaque de Tonka			5									
25/07/91	Attaque de Larneb	3	3	27	2								
26/08/91	Combat de Fassala			65									
18/09/91	Attaque de Labezanga			4									
8/10/91	Attaque de Labezanga (reprise)		1	30									
26/11/91	Attaque Tessalit				8								8
12/12/91	Attaque de Tombouctou			25	70								
22/12/91	Attaque Ansongo			3	3							3	3
25/12/91	Attaque d'Oukenek			19	12								
7/01/92	Attaque de Youwarou												
8/01/92	Accrochage environs de Youwarou				1								
26/01/92	Embuscade entre Léré et Tombouctou												
8/02/92	Cessez le feu												
	Total	5	7	221	97	0	0	0	0	0	0	3	11
		22	22	760	135	31	20	1333	117	1	0	3	11

L'attaque type est ainsi celle d'une trentaine de Touaregs en treillis, armés de Kalachnikov, arrivant par surprise en véhicule tout-terrain sur un village peu défendu de l'Adagh. Les quelques soldats présents n'opposent que peu ou pas de résistance, sont tués, et les combattants rebelles repartent aussi vite qu'ils sont venus en emportant les armes, munitions et vivres que recèle le poste, et s'évanouissent dans la montagne. Le même type d'opération vise aussi de temps en temps des convois militaires. Dans ces conditions, il s'avère que le bilan des pertes est largement en défaveur des soldats gouvernementaux.

La hauteur de cette disproportion est d'ailleurs délicate à définir. Les autorités maliennes ont longtemps nié la réalité des combats, et n'ont la plupart du temps pas présenté de bilan des pertes. L'estimation doit être faite avec les seules sources touarègues. Si celles-ci permettent d'établir avec assez de précision les lieux et dates des combats, renseignements qui peuvent être confirmés par la presse ou certains télégrammes militaires, elle présentent en revanche un nombre de tués qui peut aller du simple au double. Les chiffres de cette macabre comptabilité que j'ai tenté cependant de faire, en attendant d'éventuels rapports de l'armée malienne, présentent ainsi des fourchettes qui oscillent pour la période juin-décembre 1990 entre 17 et 31 tués chez les rebelles, entre 539 et 1333 morts du côté gouvernemental. Même en ne conservant que le chiffre le plus élevé du côté touareg, et le plus bas du côté de l'armée, la proportion reste de vingt soldats tués pour chaque rebelle touché.

Ce déséquilibre, basé sur des chiffres peu assurés, peut paraître énorme, et ne révéler qu'une volonté propagandiste. Pourtant, un certain nombre d'indices plaident en faveur d'une réalité certainement assez proche de ces estimations, comme ces communications radio de l'armée malienne, transcrites sur papier, qui ont pu être saisies à l'issue d'attaques. Elles sont peu nombreuses, mais certaines donnent des indications utiles. Ainsi en est-il du message envoyé par le commandant de cercle de Kidal à ses unités après l'attaque d'Abeybera le 28 juillet 1990, qui évoque "l'ampleur des pertes causées par rebelles, lors attaque du poste LN5"⁷⁹. Cette attaque fait d'ailleurs l'objet d'un autre message militaire intercepté par les Touaregs, qui donne un bilan se montant à "14 tués, 3 rescapés, 2 blessés graves et deux disparus, poste entièrement dépouillé". Cette description est, dans son laconisme, significative des résultats impressionnants des assauts rebelles, et confirme les chiffres avancés par une des sources touarègues, qui contrairement à d'autres, ne semble pas exagérer les bilans fournis. Certaines des informations fournies par cette source sont d'ailleurs confirmées par les renseignements d'origine militaire qu'a publiés le journal malien "Aurore", un des rares organes de presse

⁷⁹ Voir en annexe : "Messages radio de l'armée malienne. Documents provenant de la serviette du sous-lieutenant Diawara Gollé, commandant du poste de Bouressa, saisie par les combattants touaregs après le succès de leur attaque du 9 août 1990".

à évoquer pendant cette période les événements du nord ⁸⁰. L'extrême prudence nécessaire ne permet pas cependant de tirer des conclusions plus précises. Néanmoins, pour qui a vu, à plusieurs reprises, vivre et agir dans le Sahara des combattants touaregs et des soldats de l'armée malienne, l'information donnée par ces documents paraît fondée. D'un côté, de jeunes nomades connaissant parfaitement la région, utilisant avec brio des véhicules tout-terrain lancés à pleine vitesse, sûrs d'eux et forts d'une longue expérience des combats, connaissant points d'eau, montagnes, sols et végétations, et se dirigeant sans hésitation en dehors de toute piste vers des objectifs lointains qu'ils atteignent avec une grande précision, de l'autre des soldats du sud, mal à l'aise dans le désert, ne connaissant pas les sols et s'ensablant régulièrement, perdus dès que les balises de la route s'estompent : le combat n'était pas égal... Il tourna dans certains cas à la déroute véritable.

Ainsi en a-t-il été lors du combat de Toukcemen, à 18 km du poste de Boughessa, le 3 et 4 septembre 1990, qui est considéré tant par l'armée que par les rebelles comme la rencontre la plus importante et la plus meurtrière de cette période. L'origine en fut la tentative gouvernementale de reprendre le poste de Boughessa perdu par les militaires depuis le début du mois d'août 1990 et occupé par les Touaregs. L'armée y fit intervenir des blindés légers, qui pilonnèrent le poste pendant la journée du 3 septembre, avant d'entrer dans la ville désertée par les combattants qui avaient refusé stratégiquement le combat frontal. Installés le soir dans le poste, les soldats maliens se firent surprendre en pleine nuit par une quarantaine de combattants touaregs qui étaient restés cachés dans les environs, et plusieurs dizaines d'entre eux furent tués. Au petit matin, les Touaregs poursuivirent l'attaque sur les servants des véhicules blindés, au corps à corps. Si les rebelles perdirent dans le combat de 15 à 20 personnes tuées par les tirs à l'arme lourde, les pertes gouvernementales s'élevèrent à plus d'une centaine de morts. Une part importante de ces pertes ne fut d'ailleurs pas due aux combats eux-mêmes : la frayeur occasionnée par ces attaques inopinées avait en effet conduit un certain nombre de soldats paniqués à fuir, à pied, le plus loin possible. Ils furent retrouvés plus tard morts de soif...

Les embuscades et les attaques sur les postes maliens tournèrent ainsi généralement au désavantage de l'armée. Mais celle-ci eut apparemment des pertes aussi, voire plus importantes encore lorsqu'elle tenta d'engager des combats frontaux. Ceux-ci étaient en effet rendus possibles par l'existence de bases rebelles fixes, qui constituaient le deuxième aspect de la stratégie touarègue.

⁸⁰ TRAORE (C.), "Plusieurs localités attaquées", *Aurore*, 14, 23 août 1990.

Créer des bases, les défendre

La direction du mouvement eut en effet dans les premiers mois à résoudre le problème de ses effectifs paradoxalement trop élevés. Car si les armes étaient rares, les combattants potentiels furent de jour en jour plus nombreux. Il ne s'agissait pas de les renvoyer, mais l'impossibilité de les équiper immédiatement impliquait de les regrouper et de continuer leur entraînement, en attendant qu'ils soient opérationnels, dans des lieux bien précis. Connus de tous les nomades, ces positions stables avaient le deuxième avantage de pouvoir servir de point de ralliement aux jeunes volontaires dispersés à l'origine dans un espace étendu. Il fut alors décidé de créer ce qu'on prit l'habitude d'appeler des "bases", et qui étaient en pratique des coins de montagne difficilement accessibles où se rassemblaient les gens, en plein air ou sous quelques rares tentes.

La première de ces bases fut placée dès les premiers jours à Tedjerert, au sud de l'Adagh, la seconde à Essali, dans la région de Boughessa, dans le village même après la prise de ce poste début août 1990 puis quelques temps après dans les proches environs, près de Toukcemen. Elle se replia plus tard devant les difficultés d'approvisionnement en eau sur la troisième base créée, qui fut installée début septembre dans le massif de Tigharghar, à l'est d'Aguelhoc. L'installation de ces centres rebelles utiles pour concentrer les forces touarègues, présentait pourtant un inconvénient majeur. En effet, a contrario des attaques rapides des postes par des groupes mobiles et difficilement saisissables, les bases étaient très facilement repérables, et pouvaient donc être attaquées à tout moment par l'armée. Cela impliquait donc de les défendre, et pour cela d'accepter le combat frontal dans des conditions matérielles qui pouvaient être considérées comme favorables aux forces gouvernementales.

Celles-ci ne se privèrent pas de lancer rapidement des assauts contre ces concentrations rebelles. La première offensive militaire contre la base de Tedjerert eut lieu dès le 7 juillet 1990, soit moins d'une dizaine de jours après l'attaque de Menaka. L'armée attaqua avec des mortiers et des blindés légers (BRDM), et les combats durèrent trois jours. Mais contre toute attente, les rebelles repoussèrent ces assauts en occasionnant de lourdes pertes aux assaillants. Un résultat aussi négatif peut étonner. Mais il ne faut pas imaginer ces combats sous la forme classique de l'attaque d'une redoute fortifiée. Plus que des bases au sens habituel du terme, il faudrait parler de zones, géographiquement étendues sur plusieurs kilomètres. Les rebelles y étaient disséminés en de nombreux points d'observation et d'appui, et bien qu'ils y soient plus concentrés que d'habitude, il est difficile de parler à cette occasion de la constitution d'un front, ou de l'existence de batailles rangées telles qu'on a pu les observer dans d'autres circonstances historiques. L'armée était repérée bien avant d'arriver, les combattants touaregs ne tenaient un point que jusqu'au moment où il n'était plus défendable et avaient largement l'espace de se replier plus loin pour recommencer le combat. De plus, l'armée malienne

n'a pas fait preuve lors de ces attaques d'une grande audace. Il est vrai qu'elle connaissait mal les massifs montagneux qu'elle attaquait, ni l'importance réelle des forces qui s'opposaient à elle. Aussi, sa tactique se borna-t-elle la plupart du temps à un pilonnage de longue durée, qui, sans objectifs précis, avait des résultats à peu près nuls. C'est par exemple ce qui s'est passé lors de l'attaque de la base de Tigharghar, le 19 août 1990 :

"Quand l'armée a attaqué la base de Tigharghar, ils étaient nombreux. Il y avait 28 ou 30 véhicules, et certainement un minimum de 300 personnes. Peut-être jusqu'à 400. Mais ils ne pouvaient rien faire, parce qu'ils étaient repérés dès le départ, et surtout ils n'étaient pas assez combattifs. Ils se basaient à quelques km, ils essayaient de pilonner au hasard. Ce n'était pas efficace. Il n'y a même pas eu de combat sur la base même. Cela a duré 7 jours, mais comme ils n'arrivaient à rien, ils sont repartis." ⁸¹

Dans d'autres circonstances, les rebelles n'avaient pourtant aucune chance de pouvoir résister. Ce fut le cas lors de la première attaque, le même mois, du rassemblement d'Essali, près de Boughessa, où la plupart des combattants touaregs n'étaient pas armés. La tactique employée alors fut toute simple. Connaissant bien le terrain, les rebelles n'attendirent pas que les détachements militaires, repérés longtemps avant leur arrivée, les accrochent. Ils se dispersèrent dans les environs, et revinrent tranquillement lorsque les soldats, qui n'avaient trouvé personne sur les lieux et qui ne voyaient aucun intérêt à tenir une partie de massif montagneux, s'en furent éloignés. De fait, les combattants touaregs n'acceptèrent le combat pour défendre ces bases que lorsqu'ils étaient suffisamment armés pour le faire.

En réalité, les problèmes les plus difficiles à résoudre pour la rébellion furent ceux qui concernaient l'approvisionnement, l'intendance, tout ce qui faisait la survie matérielle des combattants. Des médicaments à la nourriture, tout représentait un souci permanent. Ne disposant pas d'une logistique véritable, ni mêmes dans les premiers temps du soutien de la population, les Touaregs vécurent d'expédients, et utilisèrent la moindre ressource pour arriver à tenir, dans des conditions qui restèrent cependant très précaires :

"Si tu crées une base stable, qui sera un adresse pour que les gens viennent, pour récupérer tous ceux qui sont éparpillés, il faut aussi pouvoir la tenir, la maintenir. Et pour cela il faut être puissant sur le plan militaire, mais sur le plan vivres aussi. Il faut qu'il y ait de la nourriture, que les gens mangent. Et si tu amènes aussi des blessés, il faut qu'ils puissent être soignés et qu'ils se reposent dans un endroit tranquille. En réalité, on les a tous soignés avec les médicaments traditionnels, parce qu'on n'avait rien d'autre. On les a tous soignés avec des herbes, certaines feuilles d'arbre... Et si tu crées deux bases, tu multiplies encore les nécessités et les difficultés, et si tu en crées trois, c'est encore pire. Et cela a été notre cas, car après trois mois nous avions déjà trois bases. (...) Et pour chacune il a fallu en plus inventer des routes qui n'existaient pas pour déjouer les guides qu'avait pris l'armée. Car ceux là permettaient à l'armée de passer s'ils connaissaient les axes existants. Mais s'il n'a jamais connu de route à un endroit, il est pour lui impossible de passer là. Surtout si la route elle-même paraît impossible, dans la montagne, montant et descendant ! Il fallait créer des choses qui n'existaient pas. Ce sont toutes ces difficultés qu'on a connu, mais trois mois après on avait trois bases. (...) Mais pour nous cela nous a demandé beaucoup d'efforts. On a fait les premiers six mois sans aucun repos. En réalité, le repos n'existait pas, et on travaillait nuit et jour. C'était très intense, il n'y avait pas un moment de vide : soit on était en mouvement vers une

⁸¹ Entretien avec Ibiya ag Sidi, Paris, 28/6/94.

attaque, soit on repoussait une offensive.

Il y avait aussi le problème de la nourriture. Pendant les premiers six mois, on s'est seulement débrouillé. Par exemple, quand on a pris Tidaghmen, on a trouvé un peu d'argent dans la caisse, et dans chaque localité on trouvait un peu d'argent. On a acheté des vivres avec ça, à Tin Zawaten, à des commerçants algériens, et on les transportait à la base. C'était seulement de la semoule. On ne mangeait que ça, de la semoule et de l'huile, et c'est tout ! On tuait des biches, bien sûr, pour la viande, et de temps en temps on trouvait un autre animal et on le mangeait. Voilà ! C'était de la survie... De telle sorte que la moindre petite blessure s'infectait beaucoup, parce que nous avions des carences de vitamines. La moindre blessure, par exemple quand tu démontes ou tu ré pares un véhicule, ça reste ! " 82

Ces difficultés, qui pouvaient occasionner à terme l'épuisement de la révolte, ne durèrent cependant que les premiers mois. En effet, l'armée qui n'obtenait pas les résultats espérés se lança rapidement dans une stratégie qui avait fait ses preuves en 1963-64, et tenta par la répression exercée sur les civils et l'établissement de la terreur, de couper les rebelles de leur milieu. Mais les conditions n'étaient plus les mêmes, et cette attitude se retourna contre elle. La population excédée se radicalisa, et les informations concernant les exactions se répandirent cette fois rapidement à l'extérieur d'un Adagh qui n'était plus une région étanche. Elles contribuèrent à affaiblir considérablement un pouvoir de plus en plus isolé.

Un pouvoir isolé

Une répression brutale qui se retourne contre ses auteurs

En face de la détermination des combattants touaregs, et des avantages que ceux-ci possédaient grâce au terrain, l'armée malienne ne pouvait pas réduire facilement la révolte. Aussi tenta-t-elle de pallier son manque d'efficacité militaire par d'autres actions dirigées vers les populations civiles. La stratégie était classique : essayer de couper les rebelles de leur milieu, obtenir des renseignements, effrayer les civils pour qu'ils s'éloignent des lieux de combat, et finalement asphyxier la rébellion en l'isolant, afin que les combattants découragés n'aient plus d'autres solutions que de se rendre. L'arbitraire dans lequel la répression s'effectua entraîna de nombreuses exactions qui ne furent pas seulement le fait de soldats énervés et exaspérés par le caractère insaisissable de leurs adversaires. Il faut y voir en réalité l'effet d'ordres venus d'en haut. Les communications radio interceptées montrent que les dirigeants des forces de l'ordre donnaient des directives très claires à leurs unités qu'elles voulaient sans pitié, tant à l'égard des rebelles que des populations civiles. Les messages saisis par la rébellion 83 confirment à

82 Entretien avec Iyad ag Ghali, Bamako, 10/2/94.

83 Voir en annexe : Messages radio de l'armée malienne. Documents provenant de la serviette du sous-lieutenant Diawara Gollé, commandant du poste de Bouressa, saisie par les combattants touaregs après le succès de leur attaque du 9 août 1990.

l'évidence qu'ont été créées par ces ordres les conditions d'une répression brutale effectuée par des militaires maliens qui se savaient couverts par leur hiérarchie. Ainsi, le 29 juin 1990, soit deux jours après l'attaque de Menaka, le ministère de la Défense Nationale envoie au commandant de la région de Gao l'injonction suivante : "Vous demande exterminer avec la dernière rigueur" ⁸⁴, tandis que le 8 juillet, le commandant de cercle de Kidal précise à ses subordonnés la conduite (musclée) à tenir en cas d'interrogatoire :

"Pour application dans cadre interrogatoires : vous rappelle pas de quartier et éviter évasion (...) en cas d'arrestation de personnes ayant collaboré, procéder à leur abattage en public sans autre forme de procès" ⁸⁵.

D'autres messages enjoignent la plus grande sévérité dans le contrôle des déplacements dans la région ⁸⁶, et l'un d'eux ouvre la porte à la répression des populations civiles :

"Protection populations civiles innocentes ne veut pas dire admettre leur complicité.
Par conséquent vous ordonne abattre sans pitié tout élément soupçonné de complicité et qui se refuse de donner ces informations.
Prendre dispositions pour encercler le camp de rapatriés et procéder à un contrôle rigoureux à l'intérieur dit camp." ⁸⁷

Dès juillet 1990, l'armée entreprend ainsi de faire porter le poids de sa réaction sur les nomades de la 7e région de Gao. Pour avoir les mains libres et couvrir ses agissements, ce territoire est placé dès le début du mois en état d'urgence. Le couvre-feu est imposé, et la région est interdite aux voyageurs. Représailles et arrestations se multiplient dans le milieu touareg et maure. Les motifs de suspicion sont divers et parfois tout à fait anodins : on regarde avec méfiance toute personne "rouge" (c'est à dire blanche ou assimilée, à cause notamment de la couleur de ses oreilles), toute personne qui ne possède pas sur elle de carte d'identité (et peu de nomades en brousse en portent), le reçu d'impôt habituellement présenté ne suffisant plus. Les signes d'appartenance à la

⁸⁴ Télégramme du 29 juin 1990, du Ministère de la Défense nationale à : Commandant région Gao-Gouverneur de Tombouctou. Voir en annexe : Messages radio de l'armée malienne.

⁸⁵ Télégramme du 8 juillet 1990, du Commandant cercle Kidal aux commandants PM du cercle. Voir en annexe : Messages radio de l'armée malienne.

⁸⁶ " 9 Juillet 90 De : Commandant région Gao à : Commandant cercle Kidal :

"A partir de ce jour et jusqu'à nouvel ordre, la circulation des véhicules personnels genre Toyota, Land, Cruiser, Nissan patrol et tous les véhicules légers tout terrain est strictement interdite sur toute l'étendue de la VIIème région - Tous les véhicules des genres ci-dessus doivent être confisqués et parkés sous surveillance, dans tous les cas préciser immatriculation et nom des propriétaires. Je ne tolérerai aucune faiblesse dans l'exécution des présentes instructions. Par conséquence, tout véhicule sans autorisation doit être systématiquement fouillé. En cas de résistance, abattre les occupants à l'exception des routes nationales et internationales. Interdiction totale accès sur toute voie secondaire. Tout véhicule sur l'une de ces voies doit être considéré comme suspect". Voir en annexe : Messages radio de l'armée malienne.

⁸⁷ Télégramme Mission 90A-90B-90C - Mission 91A-91B - Mission 94A - Cdts GRM/GGM - Coordinateur police Gao. HVR TON 010/Cem/GA du 13-7-90. Voir en annexe : Messages radio de l'armée malienne.

communauté nomade, tels que le port du voile, ou même celui du slip, qui pour l'armée indique des habitudes prises à l'étranger, c'est à dire à son sens en Libye, classent leurs porteurs comme étant proches des rebelles. Les fonctionnaires d'origine nomade sont des cibles particulièrement visées : ils sont inquiétés jusqu'à Bamako, et la plupart d'entre eux fuient dans cette période leur emploi ou se terrent en attendant une amélioration de la situation ⁸⁸.

Les conditions de détention elles-mêmes sont effroyables, et la plupart de ceux qui sont emprisonnés sont torturés, sans distinction de sexe ou d'âge, pour obtenir d'eux d'éventuels renseignements. Les rares européens qui sont alors présents dans la région et qui tentent de s'opposer à ces exactions sont immédiatement inquiétés. Ainsi en est-il du père Jean Poulain, missionnaire des Pères blancs à Gao, contre qui un mandat d'arrêt fut lancé à Gao et Tombouctou, et qui fut interrogé longuement par la Sûreté nationale à Bamako en 1990 à cause de ses liens avec le milieu nomade, et notamment parce qu'il avait aidé deux femmes touarègues de ses amies qui avaient été torturées ⁸⁹. La situation est encore plus grave en brousse, où exécutions sommaires et humiliations se succèdent dans des conditions effroyables. Comme en 1963-64, des puits sont empoisonnés pour circonscrire les rebelles, des campements sont attaqués par l'armée à la mitrailleuse, et des centaines de têtes de bétail sont abattues. Les nomades sont fréquemment déshabillés en public et battus afin de les humilier. Certains épisodes où la cruauté s'accompagnait de perversité ont particulièrement marqué et traumatisé la population. Ainsi en est-il de ce qui est arrivé au campement du vieil Adnou Attaher ag Bissaada :

"Le 17 Août, une compagnie des Commandos parachutistes, dirigée par le capitaine Siaka Koné, désigné depuis Gao pour mission spéciale, investit le campement du vieil Attaher, à Alkit, 25 km au Sud de Kidal sur la route de Gao. Les soldats commencent par perquisitionner dans les tentes, mais, ne trouvant rien, se retournent contre leurs occupants. Deux soldats sont désignés pour ôter aux femmes leurs parures et bijoux (bagues, bracelets en argent ou en or, colliers, etc...). Puis 10 nomades sont obligés de creuser une grande fosse. Ce travail effectué, les dix hommes y sont étendus. Alors les soldats lancent dans la fosse deux grenades : 7 touaregs meurent sur le coup :

- Assiltan ag Moussa
- son fils
- Alkhouneyni ag Moussa, son frère,
- Attaher ag Abag,
- Makhmud ag Abag, son frère,
- Kaya ag Akhmoudan
- Lamine ag Bissaada

Les 3 derniers, grièvement blessés, ont été transportés à l'infirmerie de Kidal. L'un y a déjà succombé à ses blessures." ⁹⁰

Les populations nomades commencent alors de nouveau à fuir la région. Certaines se réfugient en Algérie, et un grand nombre en Mauritanie.

⁸⁸ Il était extrêmement difficile à cette époque de pouvoir prendre contact avec eux à Bamako et dans les villes du nord, ceux qui n'étaient pas cachés ayant été arrêtés.

⁸⁹ Voir en annexe : "Témoignage du père Jean Poulain, missionnaire des Pères blancs, octobre 1994."

⁹⁰ "Représailles et exactions de l'armée malienne en 1990", archives personnelles.

Chiffres des victimes civiles de la répression (juin-décembre 1990)

(Estimation basse à partir des sources : témoignages, associations humanitaires, presse)

Date	Lieu	tués	arrêtés
30/06/90	Tedjerert	50	
30/06/90	Abalen	14	
30/06/90	Région de Gao	80	
7/07/90	Tedjerert	12	
8/07/90	Tawarde	22	
15/07/90	Kidal	11	
18/07/90	Tin Essako	7	
25/07/90	Gao	20	
25/07/90	Gao		200
25/07/90	In Chawadje	56	
2/08/90	45km Tessalit	7	
2/08/90	Zakar	10	
4/08/90	Gao	11	
5/08/90	In Tedeyni	13	
6/08/90	Menaka	5	
14/08/90	Gao	24	
15/08/90	Gao	1	
17/08/90	Alkit	8	
17/08/90	Kidal	7	
28/08/90	Edjerer	20	
28/08/90	Tanaynayt	10	
3/09/90	Région de Gao		300
11/09/90	Taghlit	15	
11/09/90	Tawarde	5	
21/09/90	Edjerer	9	
21/09/90	Toukcemen	2	
27/09/90	Tinaykar	48	
8/10/90	In Akarot	8	
14/11/90	Inzaraf	20	
		495	500

Le bilan de ces exactions militaires ne peut là encore être présenté avec certitude. Cependant, une estimation basse est possible car les informations précisent la plupart du temps les noms des personnes exécutées, et les sources de diverses origines ne se contredisent guère sur les victimes connues dont la mort est plus facilement vérifiable. Le bilan qui en ressort (Cf. les tableaux "Chiffres des victimes civiles de la répression (juin-décembre 1990)") permet d'avancer des chiffres qui sont au minimum de 200 à 300 personnes non combattantes tuées lors de la répression. Une estimation rassemblant les diverses sources permet d'atteindre un total de près de 500 victimes. Ces bilans ne peuvent être qu'approximatifs, et certainement en dessous de la vérité, des nomades ayant disparu en brousse en dehors de tout témoin. Il est peu probable que l'on connaisse un jour le chiffre exact des victimes civiles, mais dans les conditions de répression sévère et expéditive exigée des unités militaires, le chiffre d'un demi-millier de personnes ayant trouvé la mort entre juin et décembre 1990 au sein des populations touarègues et maures, en brousse ou en ville, ne paraît pas exagéré.

Ces chiffres semblent d'ailleurs moins élevés pendant cette première phase de la rébellion que lors de la révolte des années soixante. L'armée ne put en effet en 1990 réitérer la technique qu'elle avait alors utilisée en déclarant tout le nord de l'Adagh zone interdite. En effet, devant la dispersion des attaques et la mobilité des rebelles, c'était à peu près la moitié du territoire malien qu'il aurait fallu interdire, ce qui n'était évidemment pas possible. Seuls les déplacements en véhicules motorisés furent proscrits en dehors des grands axes ⁹¹. De plus, les combattants jouèrent lors de cette révolte un rôle de protecteurs qui n'avait pas été joué par les révoltés de 1963, et qui les valorisa de fait dans leur milieu. Ils organisèrent des convois clandestins de civils et les amenèrent par des chemins détournés, en véhicules, hors de l'Adagh, et surtout hors des zones les plus fréquemment parcourues par l'armée. Beaucoup de nomades furent ainsi mis à l'abri ⁹².

Cette attitude des combattants rebelles fut une des expressions de la stratégie qu'ils avaient adoptée. Loin de se servir des pays voisins comme bases arrière, et de s'y replier après une attaque, la volonté de se maintenir à l'intérieur du pays, notamment par

⁹¹ Il est d'ailleurs probable à cet égard que la mort obscure de la famille Roudaut (le père médecin, sa femme et son fils), dont les corps ont été retrouvés le 5 août au nord de Gao, ait pu être occasionnée par une bavure de l'armée, bien que le gouvernement en ait rejeté la responsabilité sur les Touaregs. Voir sur ce sujet :

Anonyme, "Mali : les cadavres de trois européens découverts dans la région de Gao", *Le Monde*, 10 août 1990.

Anonyme, "Identification formelle des corps de la famille Roudaut", *BQA*, 13263, 14 août 1990 : 24.

⁹² Évoquons aussi le rôle joué par le commandant Oumar Mariko de l'armée malienne placé comme commandant de cercle de Kidal quelques temps avant les accords de Tamanrasset. Il avait été militaire dans l'Adagh en 1963, et avait combattu contre les rebelles. Il avait eu aussi l'occasion d'assister à la répression, et en avait conçu une grande horreur. Aussi tenta-t-il en 1990 de soustraire le plus possible de personnes aux exactions des troupes de choc, et réussit-il à le faire dans un certain nombre de cas. Voir le témoignage d'Iknan ag Akhmed, à l'époque chef d'arrondissement central de Kidal, qui a eu souvent l'occasion d'accompagner le commandant Mariko et de le voir agir. Cette attitude humaine valut à cet officier, maintenant en retraite à Ségou, l'estime et l'affection de tous les Kel Adagh.

l'intermédiaire des bases, joua en leur faveur dans l'opinion qu'eurent d'eux les nomades non-combattants. En restant dans le pays, et bien que le nombre des tués montre que les populations civiles eurent à déplorer plus de pertes que les combattants, ils se posèrent en défenseurs de la communauté en butte à la répression. En cela, ils récupéraient l'attitude traditionnelle qu'étaient censées adopter les classes nobles et guerrières dont la légitimité provenait du fait qu'elles assuraient la défense des populations sur place.

Cette prise de position dans le vieux débat politique et stratégique ⁹³ entre la résistance dans le pays et celle effectuée depuis l'extérieur, qui agitait le monde touareg depuis le début du siècle lorsqu'il avait été confronté à l'avancée française, améliora leur image qui n'était au départ pas totalement positive. Bien sûr, le déclenchement de la rébellion en juin 1990 suscita chez les Touaregs une sympathie de prime abord, par le simple fait qu'il leur rendait de leur fierté perdue. Mais beaucoup de nomades, lassés des massacres et des exils, ne virent dans ce mouvement que la crainte de nouveaux et graves ennuis, occasionnés par des *ishumar* pendant longtemps mal compris par leurs plus proches parents. En rupture avec leur société, adoptant des coutumes étranges et vivant loin des leurs, ils furent en effet souvent regardés comme des extraterrestres, et il leur fut reproché leur égoïsme qui consistait, pour les gens restés au pays, à s'occuper plus d'eux-mêmes que de leurs parents ⁹⁴. Dans les premiers temps de la rébellion de 1990, ce sentiment participait manifestement de l'opinion que les populations eurent des combattants. Ceux-ci n'ayant pas fait connaître à l'extérieur leurs intentions, il fut renforcé par la surprise des nomades eux-mêmes lors du déclenchement de la révolte. La méfiance des populations se transforma cependant peu à peu en admiration et en soutien, surtout lorsqu'il fut établi que les combattants resteraient sur place et n'abandonneraient pas les populations à la répression qui s'accroissait et contribuait à les radicaliser.

Ce rapprochement fut aussi indéniablement renforcé par les succès obtenus par la rébellion. Pour la première fois dans l'histoire contemporaine des Touaregs, un soulèvement tenait la dragée haute aux forces extérieures, et semblait, le temps passant, en mesure de réussir. Enfin, le soutien de la société fut définitivement acquis lorsque les premières rencontres entre le gouvernement et les rebelles rendirent patent le fait que

⁹³ Débat expliqué en ces termes par Baba ag Moussa, un touareg nigérien, dont le témoignage fut recueilli par Hélène Claudot-Hawad : "Depuis la première défaite d'Egatrigh au nord de l'Aïr (c'est à dire en 1899, lors du passage de la mission Foureau-Lamy), à une époque où les Touaregs n'avaient pas d'armes à feu, s'est instauré un débat entre ceux qui veulent résister dans leur pays et avec leurs traditions et ceux qui veulent la résistance quelle qu'elle soit, pourvu qu'ils n'aient plus de Français dans leur pays. C'est depuis ce temps que se sont dessinés les partisans de la guerre moderne mais aussi les partisans de l'exil, quitter tout le pays où il y a des Français et les combattre partout où ils se trouvent, même si c'est contraire à l'honneur de la noblesse qui n'abandonne ni son lieu ni sa position ni ses dépendants". Baba ag Moussa, cité par CLAUDOT-HAWAD (H.), "Les choix stratégiques des Touaregs pendant la colonisation française", *RMMM*, 57, 1990/3 : 27.

⁹⁴ Ce sentiment est décrit par Hawad, notamment de la part des femmes, des soeurs des *ishumar* "qui les critiquent et leur reprochent d'être partis en abandonnant leur société, d'avoir vagabondé sans s'être occupé de leurs parents, en ne se souciant que de leurs propres estomacs". HAWAD, "La teshumara, antidote de l'État", *RMMM*, 57, 1990/3 : 27.

l'État reculait et que les combattants étaient en train de remporter leur pari :

“Après les premiers six mois, on a eu un gros soutien de la population. Ce qui a beaucoup changé les choses, c'est la répression, les massacres. A cause de cela, l'ambiance a changé, les populations se sont solidarisées. Et puis, nous avons adopté une bonne stratégie, celle de créer des bases à l'intérieur, et de résister sur place. On n'a pas bougé. Parce que si les gens nous avaient vu nous replier en Algérie après une attaque, en les laissant se faire massacrer... On a résisté sur place, on était là, et on les défendait. Mais les premiers mois, nous n'avions pas de contacts avec la population, ça c'est sûr.

A cause de notre attitude, et parce que les négociations informelles ont commencé à Tamanrasset, les gens ont commencé à nous aider. Ce sont ceux de Tamanrasset qui ont commencé à s'organiser, quand ils ont eu le moral, quand ils ont vu, au bout de six mois, que ça pouvait marcher. Donc tout le monde a commencé à cotiser, les femmes ont vendu ce qu'elles avaient comme bijoux, et tout le monde s'y est mis, à Tamanrasset, partout, et même en Libye. Et puis les gens fabriquaient des produits que l'on pouvait manger sans faire la cuisine, des trucs séchés, et ils nous envoyaient cela. Il y avait toujours le problème que cela venait trop tard, ou difficilement, mais ils nous envoyaient ça. Et les populations nomades ont commencé à nous envoyer la viande gratuitement. Mais les autres produits, le carburant, ça il fallait qu'on l'achète.”⁹⁵

L'armée et le pouvoir atteignirent ainsi, par le fait de la répression, un but opposé à celui qu'ils s'étaient fixé. Loin de couper les combattants de leur milieu, le lien qui n'existait que de façon ténue au départ fut renforcé considérablement par la conjonction des attitudes respectives et opposées de l'armée répressive et des rebelles résistant sur place. Mais les exactions eurent pour le pouvoir un autre effet négatif : à cause d'elles, une réprobation unanime de l'opinion publique vit le jour et occasionna sa condamnation sans appel. A cette occasion, les rares journaux qui réussissaient à paraître au Mali prirent, dans le contexte général du bâillonnement de l'expression par Moussa Traoré, de courageuses positions. Ainsi du journal “Les Échos”, qui dès juillet 1990, alors que le gouvernement niait l'existence même d'un problème au nord du pays, publia un article intitulé “Menaka. Silence, on ratisse”, et qui concluait, après avoir relaté les événements du nord :

“A tout le moins il s'agit de graves épreuves devant lesquelles il s'agit de garder son sang-froid et qui nous interpellent aussi quant à une réelle politique de démocratisation des institutions, de participation des populations, de développement.”⁹⁶

Le même journal présentait en septembre un éditorial publié sous le titre “Nous sommes tous des Touareg”⁹⁷, qui refusait de faire une distinction entre Maliens et liait les problèmes nomades à l'action des “corrompus, des détournateurs de deniers publics”, ainsi qu'à l'absence de multipartisme dans le pays. Ainsi en fut-il encore du journal “Aurore”, qui par ses articles⁹⁸ contribua à fissurer le mur du silence édifié au Mali par

⁹⁵ Entretien avec Iyad ag Ghali, Bamako, 10/2/94.

⁹⁶ TOUNKARA (T.), “Menaka. Silence, on ratisse”, *Les Échos*, 37, 20 juillet 1990.

⁹⁷ Anonyme, “Nous sommes tous des Touareg”, *Les Échos*, 42, 14 septembre 1990.

⁹⁸ Se reporter notamment aux articles suivants :

TRAORE (C.), “La question Touareg”, *Aurore*, 13, 9 août 1990 : 3.

TRAORE (C.), “Plusieurs localités attaquées”, *Aurore*, 14, 23 août 1990.

TRAORE (C.), “Les événements des 6e et 7e Régions. Les deux ministres ne maîtrisaient pas le dossier”, *Aurore*, 20 septembre 1990 : 3.

Moussa Traoré et l'armée à propos des événements au nord du pays, ou encore du bimensuel "Cauris", qui consacra à la société touarègue un dossier de plusieurs pages ⁹⁹. Cependant la presse malienne ne pouvait dans sa situation couvrir les événements aussi largement que le faisaient les médias à l'extérieur du pays. Et de fait, si la révolte de 1963-64 n'avait suscité que de rares commentaires, celle de 1990 fut amplement abordée par la presse étrangère, algérienne, française, anglaise ou allemande ¹⁰⁰, ainsi que par les journaux radiodiffusés, notamment ceux de Radio France Internationale. Il est vrai que le problème nomade ne fit pas la une des journaux, et fut considéré comme un souci mineur, en comparaison d'autres événements (guerre du Golfe notamment). Mais l'intérêt qui lui était porté fut suffisamment important pour que le pouvoir malien réagisse à ce qu'il persistait à considérer dans les colonnes du journal gouvernemental "L'Essor" comme "une campagne de désinformation et d'intoxication" ¹⁰¹, et qu'il se sente accusé tant par son opinion publique interne que par celle de l'extérieur. De même, le Bureau exécutif central de l'UDPM (Union démocratique du peuple malien, et parti unique au pouvoir au Mali), fustigeait le 22 septembre "les prétendus défenseurs des minorités qui veulent coûte que coûte présenter comme problème touareg des actes de banditisme perpétrés par des apatrides" ¹⁰².

Les organes de presse ne furent pas les seules voix qui s'élevèrent contre les brutalités maliennes exercées au nord. Les organisations de défense des droits de l'homme, les partis politiques et les institutions se mirent aussi de la partie. Amnesty International continua à alerter l'opinion sur des faits qu'elle avait mis en lumière dès les massacres nigériens, condamnant le 15 août 1990 l'exécution extrajudiciaire de 28 Touaregs non-combattants et les tortures qui leur avaient auparavant été infligées ¹⁰³, et le 7 septembre la situation de plusieurs Touaregs détenus arbitrairement à Gao ¹⁰⁴. Le Comité de Défense des Libertés Démocratiques au Mali (CDLDM) s'insurgeait le 16 août 1990 contre la "répression aveugle au faciès" s'abattant sur les Touaregs maliens, et condamnait "le silence officiel du Gouvernement qui encore une fois donne la mesure du mépris qu'il a toujours affiché pour le Peuple Malien" ¹⁰⁵. Le Parti Socialiste français, alors au pouvoir, indiquait le 17 août dans un communiqué à propos de la répression au Mali qu'il "ne saurait accepter que de tels actes barbares tiennent lieu de moyen de

⁹⁹ COULIBALY (C.), "Les problèmes du Nord-Est du Mali", *Cauris*, 2, août-septembre 1990 : 2-8.

¹⁰⁰ Voir les sources de presse s'intéressant à partir de 1990 aux problèmes nomades du Mali et du Niger (Cf. Sources et Travaux).

¹⁰¹ Anonyme, "Il n'y a pas de problème touareg au Mali", *L'Essor*, 1600, 16 septembre 1990 : 1 et 2.

¹⁰² Dépêche AFP DAP0214 4 / AFP-QP86 du 22 septembre 1990.

¹⁰³ Rapport AU 335/90 et AFR 37/03/90 déjà cité

¹⁰⁴ Rapport AU 354/90 et AFR 37/04/90. Voir aussi "Chronique Amnesty International", septembre 1990 : 15.

¹⁰⁵ Communiqué de presse du CDLDM, 16 août 1990.

règlement des conflits”¹⁰⁶, et le secrétaire d’État à l’action humanitaire, M. Bernard Kouchner, se rendait à Bamako et à Niamey à la fin septembre 1990¹⁰⁷. Le Parlement européen lui-même lançait un appel le 12 septembre en faveur des populations touarègues confrontées à “une succession de tueries, de révoltes et de répressions sanglantes”, menaçant “d’extinction toute une ethnie”¹⁰⁸. Enfin, prenant la succession du “Comité pour la survie du peuple Touareg”, se créait à Paris une association de défense des Touaregs, sous le nom de “Tilalt” (mot touareg signifiant “aide”, “soutien”), qui regroupait Touaregs vivant en France, chercheurs, sympathisants, et qui tentait de coordonner l’action en faveur du droit des Touaregs à exister, et faisait le lien entre la presse et les multiples canaux d’informations provenant du Sahara.

En face de ces réactions diverses, la position du gouvernement malien, qui persistait à parler de “bandits armés”, “d’éléments apatrides”, et à nier la réalité non seulement de la répression, mais même de toute révolte dans le nord du pays, devenait de plus en plus intenable. Sur ce plan encore, l’attitude brutale adoptée contre les rebelles se retourna contre lui. La réprobation de l’opinion publique malienne et internationale affaiblissait le pouvoir de Moussa Traoré, et l’empêchait d’aller dans la répression aussi loin qu’il le désirait. Son isolement moral devenait de plus important, et il fut aggravé par un isolement politique croissant.

Un soutien international défaillant

Affolé, Moussa Traoré chercha désespérément les alliances internationales qui lui permettraient d’étouffer la rébellion, comme avait pu le faire en son temps Modibo Keita avec l’aide de l’Algérie. Dès le 12 juillet 1990, une rencontre interministérielle des ministres de l’intérieur algérien, nigérien et malien eut lieu à Tamanrasset, pour résoudre les “sérieux problèmes de sécurité” que posaient les Touaregs des trois pays¹⁰⁹. Cette entrevue déboucha sur la mise en place d’une “commission de la circulation des biens et des personnes”, qui n’était pas destinée, selon les ministres des trois pays, à “empêcher les Touaregs de circuler”, mais à “contrôler leurs déplacements”, afin de “les aider à se stabiliser dans la région”, pour que celle-ci “puisse devenir un havre de paix”¹¹⁰. La

¹⁰⁶ Dépêche AFP OAPO177 4 /AFP -KP22 du 17 août 1990.

¹⁰⁷ Voir à ce propos, entre autres :

Anonyme, “Niger : “Le conflit avec les Touaregs risque de dégénérer”, affirme M. Kouchner”, *Le Monde*, 22 septembre 1990 : 9

FICATIER (J.), “B. Kouchner : Le conflit peut dégénérer”, *La Croix*, 22 septembre 1990 : 6

¹⁰⁸ Résolution sur le peuple touareg du Parlement européen, P.V. 78 11-PE 144.654 du 12/9/1990.

¹⁰⁹ BARRIN (J. de), “Les Touaregs posent de “sérieux problème des sécurité” pour l’Algérie, le Mali et le Niger”, *Le Monde*, 17 juillet 1990.

¹¹⁰ Compte rendu de la réunion interministérielle du 12 juillet 1990, cité par MOUFFOK (G.), “La révolte des Touareg. Une question de survie”, *Algérie-Actualité*, 1292, 19 juillet 1990 : 15.

phraséologie apaisante employée dans le communiqué issu de cette rencontre ne pouvait cacher qu'il s'agissait bien d'une entente inter-étatique dirigée contre la rébellion des Touaregs maliens, et Moussa Traoré crut à cette date pouvoir compter sur le soutien effectif et militant de ses voisins, et notamment sur l'appui de l'Algérie, qui était fondamental pour couper toute issue à la rébellion. Cependant, contre toute attente, les dispositions prises en juillet restèrent lettres mortes, et l'Algérie continua à fermer les yeux sur les allées et venues des nomades et sur les multiples violations de frontière effectuées par les rebelles, mouvements qu'elle ne pouvait pas ignorer. Tamanrasset et les villes frontières du sud de l'Algérie étaient alors les lieux de ravitaillement des révoltés maliens, par ailleurs en contact permanent avec les Touaregs de l'Ahaggar, dont les téléphones, les télex et les fax installés dans leurs agences de voyage permettaient d'alimenter en informations directes les différentes cellules et les associations de soutien en Afrique et en Europe.

Sentant qu'il fallait relancer l'action entamée à Tamanrasset, la diplomatie malienne agit alors dans le sens d'une nouvelle concertation. Celle-ci finit par se tenir deux mois plus tard, à Djanet, avec un éclat particulier. Les 8 et 9 septembre 1990, se réunirent en effet dans cette ville, sous la présidence de l'Algérie, et de son Président Chadli Bendjedid, les dirigeants des trois autres pays sahariens abritant des Touaregs sur leur sol, Ali Saïbou, président du Niger, Moussa Traoré, président du Mali, et Mouamar Khaddafi, guide de la Révolution libyenne. Le communiqué commun qui sortit de cette réunion présentait apparemment tous les signes d'une réussite. Les quatre dirigeants réaffirmaient les liens de solidarité existant entre leurs pays, leur adhésion aux principes de la Charte de l'Unité africaine concernant la non-ingérence respective, ainsi que le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États. Ils précisèrent que "la stabilité et la sécurité de chacun des pays sont indispensables à la stabilité et à la sécurité de l'ensemble de la sous-région", et que "la nécessaire mobilisation de la solidarité régionale" ainsi que "la coopération internationale" étaient nécessaires. Tout indiquait à priori qu'une entente était en train de se réaliser sur le dos des rebelles, d'autant que des mesures concrètes étaient envisagées pour réaliser ces objectifs. Il était en effet prévu d'instituer un comité interministériel permanent pour "faire respecter les réglementations en matière de circulation des personnes et des biens entre leurs pays respectifs, de lutter contre les phénomènes migratoires clandestins par une coopération étroite entre les services concernés des quatre pays, de renforcer le dispositif de contrôle et de surveillance au niveau des zones frontalières et échanger des informations entre leurs services administratifs" ¹¹¹. Pourtant, ces décisions ne furent que du vent. Moussa

¹¹¹ Communiqué commun du sommet quadripartite de Djanet du 8 et 9 septembre 1990, publié par le journal algérien *El Moudjahid*, 7851, 12 septembre 1990.

Voir aussi l'article de CISSE (A. K.), "Sommet quadripartite de Djanet : les Chefs d'État se concertent pour ramener la quiétude dans la sous-région", *L'Essor*, 1600, 15 septembre 1990 : 1-2.

Traoré s'en aperçut clairement et rentra furieux à Bamako. Il est vrai que Khaddafi adopta lors de cette rencontre une attitude on ne peut plus provocatrice. Il arriva tout d'abord habillé en Touareg, la tête enveloppée dans un tagelmust (voile) impressionnant qui ne laissait que ses yeux découverts, stupéfiant Ali Saïbou qui ne le reconnaissait pas, et agaçant prodigieusement Moussa Traoré. En outre, le guide libyen ne s'en tint pas à cet aspect folklorique, et son attitude politique eut largement de quoi décourager le président malien. Dans la conférence de presse qui suivit la rencontre, Khaddafi déclara en effet que "les Touaregs sont des tribus arabes libyennes, et la Libye est leur vrai pays". Allant plus loin, il mit en cause la position malienne en affirmant que "le gouvernement du Mali considère cette action (*touarègue*) comme une manière de brigandage alors que les Touaregs ont une cause politique". Enfin, assénant le dernier coup, il appela "toutes les tribus touarègues à tenir des congrès populaires afin de décider de leur sort et considérer la Libye comme leur pays d'origine" ¹¹². Dans ces conditions, l'unité de vue entre les pays concernés par le Sahara paraissait évidemment fort compromise... Le sommet de Djanet n'eut pas plus d'effet que la précédente rencontre ministérielle. Khaddafi persistait à jouer les trublions, et en pratique avait saboté la rencontre. Les Touaregs furent soulagés ¹¹³, bien qu'ils aient récusé une nouvelle fois à cette occasion leur appartenance arabe ou libyenne. Et l'attitude du guide libyen déclencha l'hilarité des Sahariens, qui considérèrent que le camouflet infligé à Moussa Traoré avait aussi couvert ce dernier de ridicule.

L'Algérie n'eut pas l'insolence libyenne, mais sa politique à l'égard des Touaregs ne varia pas d'un pouce après ce sommet, et la tolérance observée précédemment fut toujours de mise. L'attitude qu'elle adopta, si différente de celle qu'elle avait eue en 1963-1964, oblige à s'interroger sur l'analyse qu'elle faisait de la situation en 1990. Plusieurs hypothèses sont possibles sur ce point. Tout d'abord, les rapports qu'elle entretenait avec le Mali n'étaient plus ceux qui existaient au moment de l'indépendance. L'Algérie n'avait plus besoin de l'aide de Moussa Traoré, et la communauté idéologique n'existait plus entre les deux états. Les systèmes d'alliance n'étaient pas non plus les mêmes. L'Algérie était plus proche de la Libye que du Mali, ou tout au moins ne désirait pas remettre en cause le *modus vivendi* qui s'était instauré entre elle et le colonel Khaddafi, en s'opposant aux Touaregs considérés comme ses protégés. L'alliance contre le Maroc qu'elle avait aussi passée avec le Front Polisario, peuple saharien dans une situation proche de celle des Touaregs, ne l'y incitait pas non plus. Les alliances régionales et les politiques extérieures de l'Algérie poussaient donc globalement en faveur des Touaregs.

¹¹² Cité par *La Lettre du Continent*, 20 septembre 1990 : 4.

¹¹³ La tenue de ce sommet les avait inquiété comme le précise Iyad ag Ghali, chef du mouvement à l'époque : "Le sommet de Djanet nous a fait beaucoup peur. On s'est dit qu'ils allaient maintenant se rassembler pour venir sur nous." Entretien avec Iyad ag Ghali, Bamako, 10/2/94.

D'autres arguments plaidaient encore pour eux. Tant que l'Algérie était utile aux Touaregs maliens, et leur servait de base arrière, ils n'avaient aucun intérêt à se l'aliéner : elle pouvait ainsi être assurée de ne pas voir la rébellion déborder sur son sol. Elle apparaissait de plus aux yeux de ses propres nomades sinon comme le paradis, du moins comme une terre où leur présence était acceptée et éventuellement défendue. La minorité touarègue vivant sur son sol, qui jusque là ne lui avait guère posé de problèmes, pouvait en effet se réveiller si l'on matraquait ses frères maliens, et risquait alors de devenir d'autant plus dangereuse qu'un rapprochement entre elle et la turbulente communauté berbère kabyle s'esquissait depuis quelques temps. De plus, en adoptant une position médiane dans le conflit Mali-Touaregs, l'Algérie en espérait des dividendes. En se posant comme médiatrice, elle valorisait en cas de succès sa diplomatie africaine, et renforçait son rôle de puissance régionale. Son action contribuait aussi à éloigner la France des négociations éventuelles. Ce faisant, l'Algérie l'évinçait de la région, affaiblissait son influence en Afrique, et pouvait la supplanter. Cela lui donnait donc à terme de meilleurs atouts pour une ouverture vers le sud, vers l'Afrique noire, et réservait l'avenir en cas de sécession touarègue du Mali. Enfin, elle pouvait, en adoptant cette position de neutralité dans le conflit, peser sur les négociations à venir dans le sens d'une meilleure intégration touarègue et non dans celui d'une sécession ou d'une indépendance qui pouvait contaminer son propre espace saharien. Tout ceci lui permettait de s'assurer à peu de frais de sa tranquillité interne au sud, au moment où elle devait résoudre les difficultés que posait l'agitation politique dans le nord du pays. En s'alliant comme au début des années 1960 avec le Mali pour aider ce pays à écraser la rébellion, elle pouvait par contre être sûre, au minimum, de voir le poids des réfugiés s'accroître, au pire de se mettre sur le dos pour de longues années une agitation touarègue toujours prête à resurgir, que son difficile voisin libyen aurait pu exploiter à tout moment, et qui posait un problème beaucoup plus difficile à résoudre que celui des quelques révoltés de 1963 mal armés et sans appréciations réelles des réalités internationales.

Beaucoup de raisons militaient donc en faveur de ce profil bas de l'Algérie. Mais le résultat le plus évident fut celui d'un isolement accru du Mali et de son président Moussa Traoré. Lâché par la France, voyant se détourner de lui la Libye et l'Algérie, condamné par l'opinion publique, ce dernier se trouvait bien seul en 1990. Qui plus est, l'agitation politique se développait au sud du pays, ouvrant un deuxième front contre le pouvoir.

La contestation au sud

Isolé diplomatiquement, Moussa Traoré l'était aussi politiquement, et de façon croissante, dans son propre pays. Le vent démocratique qui soufflait en 1990 sur l'Afrique n'épargna pas en effet le Mali. Un des premiers signes du changement de

l'ambiance politique fut à la fin mai 1990 la prise de position claire de l'Union nationale des travailleurs maliens (UNTM) en faveur du multipartisme, lors de son Conseil central extraordinaire. Ce syndicat, qui jusque là n'avait été que l'organe du parti unique UDPM, rompait par là même avec le pouvoir. La contestation se développait en même temps dans le pays, soutenue par la parution d'une presse libre encore fragile mais vindicative, représentée par des titres tels que l'organe de la coopérative Jamana, le bimensuel *Les Échos*, ou l'hebdomadaire *Aurore*, dont on a vu plus haut les prises de position audacieuses en défaveur du pouvoir. L'UDPM, à son corps défendant, contribuait à répandre la contestation, en organisant auprès de ses propres militants des conférences-débats dans lesquelles ils se prononçaient régulièrement pour le pluralisme politique. Mais elle aggravait en même temps leur frustration, en le repoussant lors de son Conseil national du 27 au 30 juin. Après le début de la rébellion touarègue, la contestation s'amplifiait, alimentée par la réprobation de la répression, et liait la résolution du problème du nord à l'instauration de la liberté politique. En août, les avocats maliens se prononçaient pour l'instauration du multipartisme, et une pétition circulait, à l'initiative du journal *Les Échos*, pour le réclamer. L'agitation atteignit le même mois les rangs de l'UDPM elle-même. Lors du Conseil national extraordinaire de ce parti, du 23 au 25 août, les cadres politiques se divisaient sur la question de l'ouverture et l'un des clans, entraîné par le Secrétaire politique Djibril Diallo, réclamait ouvertement le pluralisme. Enfin, en octobre 1990, des embryons de partis politiques apparaissaient, sous couvert d'associations, portant les noms d'Alliance pour la Démocratie au Mali (ADEMA), et de Comité national d'initiative démocratique (CNID), en même temps que naissait l'AEEM (Association des élèves et étudiants du Mali), qui devint vite le fer de lance de l'agitation. Celle-ci prenait un tour offensif à la fin de l'année, lorsque le 10 et 30 décembre, à l'appel des mouvements démocratiques, d'importantes manifestations parcoururent les rues de Bamako et de Kayes. La contestation devint alors massive, de plus en plus violente, et Moussa Traoré commença à sentir que toutes ses forces devaient être disponibles empêcher un éventuel soulèvement populaire contre son pouvoir.

Le général-Président voulut alors ne pas avoir à se battre sur deux fronts à la fois. La rencontre de Djanet lui avait fait toucher du doigt son isolement international face à la rébellion touarègue : quelques semaines plus tard, en octobre, les premières rencontres entre son gouvernement et les représentants touaregs commençaient. Les manifestations populaires et la contestation au sud du pays accélérèrent encore les événements. Les premières négociations officielles se tinrent à la fin du mois de décembre, et devaient conduire à la signature début janvier 1991, sous la médiation algérienne, des accords de Tamanrasset entre le gouvernement malien et la rébellion touarègue.

Les accords de Tamanrasset

Les revendications rebelles et les premières négociations

Le début des négociations informelles entre le pouvoir et les rebelles vint à point nommé pour les deux protagonistes. Si Moussa Traoré voulut aller vite pour se dégager au nord, la direction du mouvement touareg savait qu'elle ne pouvait tenir longtemps le rythme frénétique des combats qu'elle s'était imposé jusque là :

"En fait on avait prévu qu'en six mois de combats il fallait trouver une solution. Et les Maliens sont tombés dans notre stratégie. Six mois, c'était le maximum pour que l'armée ne se retrouve pas, et il fallait faire le maximum de coups d'éclats pour que cela marque, que cela change les mentalités au Mali, et que cela suscite tous les changements en suspens. Et ça a marché ! Les accords de Tamanrasset sont arrivés tout de suite. Il ne fallait pas mener une longue guerre, du type de la guérilla classique, des embuscades par ci, des petits trucs par là, une escarmouche, une attaque. Il fallait mener des actions très énergiques, avec le maximum de résultats. (...) On ne prévoyait pas un combat plus long, d'abord par insuffisance de moyens, pour aussi des raisons stratégiques, il n'était pas possible de continuer le combat au-delà de ces six mois." ¹¹⁴

Aussi, dès octobre 1990 les premiers contacts furent-ils pris entre les deux parties, soit moins de quatre mois après l'attaque de Menaka. Un rencontre des délégations maliennes et touarègues se tint à Tamanrasset, sous l'égide de l'Algérie, du 10 au 12 octobre 1990. Cette réunion ne permit pas encore de résoudre les problèmes existants, mais elle fut l'occasion pour les rebelles de faire connaître au pouvoir leurs revendications. Les premières volontés officiellement exprimées par le mouvement touarègue sont alors observables. Elles ont été largement revues à la baisse par rapport aux objectifs sur lesquels s'étaient rassemblés les participants du Congrès de Tripoli. Après consultations réciproques des deux côtés, les négociations officielles s'ouvrirent le 5 janvier 1991. Dès le lendemain 6 janvier, un accord fut signé entre les rebelles et le gouvernement malien. Mais la rapidité, voire la hâte dans lesquelles il avait été élaboré lui donnèrent un caractère approximatif et inachevé.

Les revendications rebelles : volonté d'intégration ou d'autonomie ?

Il est intéressant, à l'occasion de cet ensemble de rencontres et de négociations, d'observer l'évolution des revendications de la rébellion. En 1987, le Congrès de Tripoli avait dégagé, dans sa charte fondatrice, l'objectif poursuivi. Il s'agissait alors d'arracher par la lutte armée l'indépendance, sinon de l'ensemble des Touaregs, du moins dans un

¹¹⁴ Entretien avec Ibiya ag Sidi, Paris, 28/6/94.

premier temps de l'espace saharien malien. La Rencontre de Paris, en novembre 1990, réaffirmait officieusement cette volonté, bien que le mouvement eût déjà pris langue avec le pouvoir sans mettre en avant cette revendication. En réalité, ce désir d'indépendance ne fut jamais officialisé par les rebelles, mais est resté sous-jacent pendant toute cette période. Il apparaît clairement dans le compte-rendu de la Rencontre de Paris, et on en sent l'existence dans le seul document public issu de la rébellion avant les accords de Tamanrasset, intitulé "Nous, Touaregs du Mali...", puis ensuite "Nous, Touaregs...". Ce texte fut composé dans le dernier trimestre de l'année 1990, et communiqué aux pouvoirs publics français, aux associations de soutien et aux organismes internationaux, tels que le Parlement européen ou l'Organisation des Nations Unies. Il est représentatif du discours à usage externe qu'avaient alors les Touaregs maliens : il est nécessaire de s'arrêter quelques temps sur son contenu. Son titre ne fait pas mention des autres composantes des populations du nord Mali. A ce stade, la révolte est encore celle des seuls Touaregs, et les Maures, dont certains sont déjà présents en tant que combattants rebelles, ne sont pas encore mentionnés. Ils n'apparaîtront officiellement qu'aux accords de Tamanrasset. Il s'agit donc dans ces premiers temps d'un mouvement qui se considère exclusivement Touareg, et qui plus est Touareg malien. La rectification postérieure existe, et supprime cette mention qui fait référence à un ensemble étatique, mais cette correction ne peut faire illusion. Les rebelles s'insèrent donc dans une conception de l'état qui ne remet pas en cause les frontières existantes, ou tout au moins qui prend la mesure des rapprochements effectués depuis trois décennies entre nomades ayant vécus les mêmes difficultés parce que soumis au même pouvoir. Car si les problèmes ont été globalement semblables pour les Touaregs du Niger et du Mali, des différences ont existé, et ont commencé à produire un certain éloignement des communautés. Les gestions qu'ont eues les pouvoirs nigériens et maliens de leurs nomades n'ont pas été exactement semblables, la position des exilés en Libye n'a pas non plus été la même, les situations de départ présentaient des différences : la séparation des groupes s'observe en filigrane dans cette hésitation de titre, et elle est l'expression d'une expérience historique. On peut ainsi observer en 1990 la reconstitution de trois pôles importants du monde touareg : l'Ahaggar, l'Aïr et l'Adagh, qui ne vivent pas les mêmes conditions politiques. L'Ahaggar est déjà en partie intégré à l'Algérie, il ne rentre pas dans la lutte, et ne sera même pas convié dans les mouvements de l'exil libyen, afin de ne pas froisser les susceptibilités algériennes déjà sensibles ¹¹⁵. Les Kel Ahaggar servirent de bases

¹¹⁵ Cette mise à l'écart fut engagée dès la création du FPLSAC, comme l'explique Limam Chaffy, placé à sa tête à sa création : "En 1979, le front qu'on a constitué à El Khoms, a été nommé le Front Populaire de Libération du Sahara Arabe Central. (...) Pour le Sahara algérien du sud, il y a eu 4 personnes qui ont adhéré, qui sont partis dans les camps d'entraînement, mais j'ai su ensuite que c'était des Algériens. J'ai été les voir et je les ai fait sortir. Et je leur ai dit que nous n'étions pas là pour armer les Algériens ! Il ne fallait uniquement que des Maliens et des Nigériens. Ce n'était que eux qui étaient concernés par le problème." Entretien avec Limam Chaffy, Cergy-Pontoise, 23/6/94.

arrières, furent de cœur avec les ishumar et les révoltés, mais ils restèrent exclus de l'organisation politique. Les Nigériens s'organisent autour du pôle politique des Kel Aïr, et l'histoire du jeu à trois qu'ils mènent avec les pouvoirs nigériens et libyens, s'il a déterminé un temps leur avance en terme de structuration politique dans les années 1980, a occasionné parallèlement la dissociation qui s'est opérée entre eux et les Maliens, leur non-intégration dans le mouvement clandestin, et finalement leur retard politique. Enfin, le troisième pôle se structure au Mali, et autour des Kel Adagh. Ceux-ci, tant au point de vue politique que militaire, forment le gros de la direction du mouvement, représenté par l'Iriyaken Iyad ag Ghali. La plupart des personnalités de ce mouvement sont à l'époque issus de l'Adagh : Iyad ag Ghali, Ibiya ag Sidi, Ibrahim ag Litny, Hama ag Sidi Mohammed, Sidi Mohammed ag Ichrach, Cheikh ag Baye, Mohammed ag Erlaf, Bedin ag Yussuf entre autres. L'accent n'est pas mis par ces derniers sur cette appartenance, le rejet du tribalisme étant une des bases de l'engagement, mais elle donne de fait une certaine tonalité au mouvement, et aura plus tard une grande importance. L'hésitation à prendre en compte l'ensemble des Touaregs peut pour une part s'expliquer de cette façon, en même temps que par le souci de ne pas heurter les états africains ou occidentaux en apparaissant comme sécessionnistes. Dans le document "Nous, Touaregs...", la revendication territoriale d'un espace touareg global, bien que restant floue, apparaît cependant nettement au début du texte. Dans une première partie historique, ses auteurs précisent en effet, après avoir décrit l'avancée coloniale, qu'ainsi "fut conquise notre patrie, le Sahara central", et un peu plus bas, qu'on "divisa notre terre". Cependant, une page plus loin, le discours ne s'intéresse plus qu'au seul Mali, et la notion de territoire glisse ainsi de l'espace touareg dans son ensemble à celui des seuls Touaregs maliens :

"L'ex-Soudan français accédait à l'indépendance sous le nom de République du Mali. Ses frontières tracées depuis le début de la colonisation de la façon que l'on sait, le nouvel état malien étendait sa souveraineté sur notre territoire par la simple logique du système colonial" ¹¹⁶

Enfin, à l'occasion de la description de la révolte de 1963-64, le "nous" utilisé pour désigner au début du texte tous les Touaregs devient celui des seuls Kel Adagh. Malgré cela, la revendication est alors celle de l'indépendance, bien que le mot ne soit pas directement utilisé :

"Nous ne demandons pas autre chose que de bénéficier de garanties reconnues à tous les autres peuples. Ce qui nous manque, et que nous revendiquons, est la liberté de pouvoir disposer de nous-mêmes pour assumer notre destin.

Ceci ne peut se concevoir sans un espace qui nous soit internationalement reconnu, par conséquent inaliénable, sur lequel nous pourrions exercer notre mode de vie nomade, élever nos enfants dans notre propre culture. Sur cet espace nous désirons pouvoir bâtir des villages quand la nécessité de la sédentarisation s'imposera, des villages avec des écoles où notre langue et notre histoire seront enseignées comme celles des autres peuples." ¹¹⁷

¹¹⁶ "Nous, Touaregs du Mali...", document issu de la rébellion, 1990. Cf. annexes.

¹¹⁷ *Idem.*

De plus, des précautions de langage rassurantes sont aussitôt présentées afin de ne pas effrayer les états qui représentent pour la rébellion des alliés possibles :

“Nous ne souhaitons, en aucune manière, attenter à la souveraineté des états voisins, ni encore moins nuire aux intérêts de la France dans cette région.” ¹¹⁸

La revendication de base est à cette époque toujours celle de l'indépendance. Mais les adoucissements présentés ci-dessus montrent que les rebelles commencent à reculer tactiquement sur cet objectif. La critique de ce même texte faite à l'époque par la cellule de Nouakchott est en cela tout à fait significative. La situation politique ne permet pas de se poser en sécessionnistes, et le faire risque d'effrayer les instances africaines et internationales qui se défient de l'exemple que cela pourrait donner à d'autres minorités :

“Le document aurait à gagner s'il précisait mieux sa revendication principale : autonomie ou souveraineté internationale ? Pour des raisons d'opportunités, il serait conseillé de jouer la carte de l'autonomie pour l'instant pour prétendre à l'aide de certains états, si nous jouons aux séparatistes même la Libye ne va pas lever le petit doigt” ¹¹⁹

Ce sentiment est bien perçu par toutes les sensibilités du mouvement. L'action est en passe de réussir, il faut composer avec les conditions du moment et être réaliste, même si l'on n'en pense pas moins. C'est aussi ce qu'exprime un des sages du mouvement, Ammera ag Fakri :

“Le but du départ était vraiment une action visant l'indépendance. Et jusqu'à preuve du contraire, les gens désirent toujours l'indépendance. Impossible de leur dire qu'ils vivent pour de bon avec le Mali, avec des gens avec lesquels ils n'ont jamais rien eu à voir, avec lesquels ils n'ont jamais eu le même territoire. Ils disent que ce n'est pas possible. Mais, vu les histoires de Lomé, de l'OUA, etc., les gens se sentent obligés de patienter, de trouver une porte de sortie, du moins ceux qui comprennent la situation. Ce qui a été fait est fait. Il faut trouver comment vivre ensemble en attendant.” ¹²⁰

Aussi, les revendications proposées en octobre lors des négociations informelles de Tamanrasset font-elles preuve d'une grande modération sur ce sujet sensible. Les rebelles qui viennent prendre langue avec la délégation gouvernementale le font sous l'étiquette du Mouvement Populaire de l'Azawad (MPA). Cette dénomination n'est pas neutre. Il ne s'agit pas d'un “front” mais d'un “mouvement”, ce qui implique la mise en veilleuse de l'option militaire pour se concentrer sur l'option politique. Mais le maintien de la dénomination Azawad a aussi son importance : il subsiste un aspect territorial fort, bien que limité aux seules régions nomades du Mali. De plus, les Touaregs ne se mettent pas en avant, et tentent par là même de faire le lien avec les autres composantes de la population des régions septentrionales du Mali, et de les impliquer dans leurs

¹¹⁸ *Ibid.*

¹¹⁹ Commentaires de la cellule de Nouakchott sur le document “Nous, Touaregs du Mali”, anonyme, 1990.

¹²⁰ Entretien avec Ammera ag Fakri, Paris, 18/6/92.

revendications. Cette volonté était déjà sensible dans la critique d'origine touarègue qui avait été faite à propos du document "Nous, Touaregs du Mali..." :

"L'introduction (*du document*) devrait faire ressortir que toutes les ethnies originaires des 6e et 7e régions souffrent toutes du même problème fondamental à savoir qu'elles sont tenues à l'écart de toute politique développementaliste; même si les Touaregs sont seuls à être victimes de massacres et de représailles. Aussi, l'Union Patriotique Touarègue revendique non seulement pour les Touaregs mais aussi pour les maures, les songhays et les peulhs, historiquement originaires des 6e et 7e régions, le droit à l'existence, au respect de leur culture et le droit de disposer d'eux-mêmes. L'Union Patriotique Touarègue est la dénomination que nous proposons." ¹²¹

Enfin, utiliser le terme "populaire" n'est pas non plus anodin. S'il faut peut-être y voir la survivance de l'idéologie libyenne acquise pendant l'exil, il est aussi possible d'évoquer, comme les revendications présentées à Tamanrasset le montrent, le désir de ne pas se couper de la contestation alors à l'oeuvre dans le sud du pays.

Le procès-verbal ¹²² qui est issu des premières rencontres de Tamanrasset confirme ces options, à travers les points mis en avant par les Touaregs. Il est possible d'y observer deux volets. Le premier est politique : faiblement revendicatif, il n'oublie pas de lier tactiquement les revendications touarègues à celle des forces démocratiques, et, loin de réclamer l'indépendance, demande au contraire une intégration accrue, et le second est économique. Sur le plan politique, le MPA demande essentiellement, pour ce qui concerne le nord, la "démilitarisation des 6e et 7e régions" (point n° 1), et la "relève des administrateurs actuels opérant dans ces régions et leur remplacement par des natifs de ces régions" (point n° 3). Le fait que ces revendications soient parmi les trois premières de la liste communiquée à la délégation malienne montre l'importance qui leur est accordée. Il ne s'agit pas d'indépendance, mais le désir de voir disparaître du nord la réalité de l'administration malienne, et la volonté d'autonomie, tout au moins de gestion, sont clairement présents. Inversement, les revendications suivantes présentent un important caractère intégrationniste. Il est en effet demandé la "création de 6 postes ministériels à confier aux ressortissants des 2 régions" (point n° 4), ainsi que "l'intégration et la prise en charge de nos combattants par le Ministère de la Défense" (point n° 6). Bien que trop exigeantes, particulièrement dans la réclamation du tiers des postes ministériels, ces revendications ne pouvaient que rassurer le Mali sur le désir d'intégration. Il ne s'agit pas en effet par là de se séparer de la nation, mais au contraire de mieux s'y insérer. Observons à ce propos qu'il n'est pas fait mention des Touaregs, mais uniquement des "natifs" ou des "ressortissants" des régions concernées. Enfin, le lien tactique avec le mouvement démocratique est cherché par la doléance n° 5, qui réclame "l'instauration du multipartisme".

¹²¹ Commentaires de la cellule de Nouakchott sur le document "Nous, Touaregs du Mali", anonyme, 1990.

¹²² Voir en annexe : "Procès-verbal de la Rencontre entre délégations à Tamanrasset du 10 au 12 octobre 1990". Archives personnelles.

Le second volet, économique, est destiné à rattraper le retard pris par le nord en matière de développement. Le catalogue des mesures réclamées est vaste, depuis "la résolution du problème de l'emploi" (point n° 8), jusqu'à la "réalisation d'un barrage du Tossaye" (point n° 17), en passant par des aspects fiscaux (points n° 9 et 19) ou bancaires (création de banques agro-pastorales : point n° 13), la promotion de la scolarisation (points n° 10 et 11) et de l'assistance sanitaire (point n° 12), le désenclavement de la région par la construction de routes (point n° 16) ou d'aéroports (point n° 14), et sa mise en valeur par la réalisation de projets agro-pastoraux (point n° 15) ou l'intensification de la recherche minière (point n° 18). Notons que certaines de ces demandes, telles que le désenclavement de la région, la création d'un Prytanée militaire à Kidal, vont aussi dans le sens d'une meilleure intégration au reste du pays.

La délégation malienne, qui n'était pas en octobre investie d'un pouvoir de décision, ne fit qu'enregistrer ces demandes, qui servirent cependant de base aux accords signés début janvier. Rien ne se décida donc en octobre à Tamanrasset, mais ces négociations informelles restent intéressantes. On peut y observer d'abord le renouveau du rôle des intellectuels du mouvement, qui avaient été jusque là marginalisés par le poids de la direction militaire ¹²³, et surtout le réalisme politique de la rébellion. A cette occasion en effet, les rebelles sont décidés à taire les revendications indépendantistes qui les animent, et montrant patte blanche, n'exposent plus que des demandes allant dans le sens d'une meilleure intégration. L'évolution est impressionnante, en ce qu'elle révèle des connaissances des réalités internationales et des capacités à les prendre en compte politiquement. Pour assurer leur avantage, les Touaregs n'ont pas fait de surenchère, et se sont même autocensurés. Comprenant parfaitement qu'il pouvaient en allant trop loin s'aliéner l'environnement international propice à leur mouvement, et qui était l'élément essentiel du rapport de force fragile en leur faveur, ils surent en rabattre sur leurs prétentions, afin d'au moins prétendre à certains acquits. Ceux-ci furent matérialisés, d'ailleurs très temporairement, par la signature des accords de janvier 1991.

¹²³ Comme l'exprime Iyad ag Ghali, pour qui la mise à l'écart temporaire des politiques était une façon de ne pas décourager les combattants : "Quand (*les Maliens*) ont voulu savoir nos revendications, on leur a dit (...) qu'on avait besoin de temps pour se concerter entre nous d'abord, et qu'ensuite seulement on leur fera savoir nos revendications. C'est pourquoi on a fait appel aux gens qui étaient en France, en Mauritanie, en Libye, partout, à Abderrahmane Galla, Medou ould Sidi Mohammed du FIAA, Ibrahim Litny, Acheriff, tout le monde. Parce que, dès le début, j'étais pour qu'il y ait une complémentarité entre les jeunes révolutionnaires et les cadres, les intellectuels de l'intérieur, mais après le début des négociations, pas avant. Car pour ces intellectuels, tout ce qu'on a fait était impossible, la révolution, tout cela. Pour eux, il était impossible que le Mali puisse donner une autonomie. Alors, je n'ai pas voulu qu'ils nous influencent. Ce qu'ils appellent impossible, c'est ce que nous, nous cherchons, en réalité ! Il ne fallait donc pas qu'ils nous (...) découragent. Mais après avoir trouvé un acquis, ils deviennent indispensables pour nous. Il faut alors qu'il y ait complémentarité. Nous ne pouvons rien faire seuls en réalité. (...) Car on n'a pas la capacité intellectuelle nécessaire pour exploiter les situations. Si elles sont prêtes, les cadres intellectuels peuvent alors intervenir et les transformer en acquis. Ils sont tous venus à Tamanrasset, et on s'est concertés, fin décembre 1990. Je suis aussi allé là-bas, et j'ai participé aux réunions que nous avons fait entre nous-mêmes. Ensuite les Maliens sont venus, et on a négocié avec eux. Voilà, c'est comme cela qu'on a passé les accords de Tamanrasset." Entretien avec Iyad ag Ghali, Bamako, 10/2/94.

Les accords de Tamanrasset (6 janvier 1991) : des engagements incertains

Pressé par les événements, Moussa Traoré poussa les feux de la négociation. Les revendications rapportées de Tamanrasset par la délégation malienne furent étudiées dès la fin octobre, les 18, 19 et 20, par une commission du ministère de la Défense, sous la présidence du chef d'état-major de l'armée, le général de brigade Mamadou Coulibaly. Le relevé des décisions et recommandations ¹²⁴ qui en ressortit présente ses réflexions. Sur le plan économique et social, les revendications présentées ne lui posent apparemment pas de difficultés particulières. Ainsi, l'effort demandé en matière de création d'emplois, d'exemptions fiscales, de scolarisation, de désenclavement de la région ou de recherches minières lui apparaît tout à fait possible, et même à son avis déjà engagé par l'état malien. De même, l'amnistie des prisonniers ou l'intégration des combattants rebelles lui semble envisageable.

En revanche, la lecture gouvernementale des demandes politiques de la rébellion révèle les différences de conception qui existaient entre les militaires ou les fonctionnaires maliens et les Touaregs sur l'État. Raisonnant selon le schéma classique de l'état centralisé issu du modèle occidental, la commission ne pouvait que rester dubitative sur les doléances qui lui étaient présentées par ceux qu'elle ne reconnaissait pas comme les membres d'une révolte politique, mais toujours comme des "bandits armés", ce qui augurait mal de sa bienveillance ¹²⁵. Dès le préambule du relevé elle considérait que certaines revendications étaient

"irrecevables parce que contraires aux principes constitutionnels, républicains et laïcs en vigueur ou préjudiciables à l'unité nationale ou en contradiction avec la mission souveraine de préservation de la sécurité des personnes et des biens dévolue à la force publique sur l'ensemble du territoire national." ¹²⁶

Ainsi, la démilitarisation lui apparaissait "inconcevable" sans une entente sous-régionale, et ne pouvait selon elle que prendre le caractère d'un cessez-le-feu. L'autonomie administrative réclamée et la nomination de cadres natifs de la région étaient pour elle impossibles, parce qu'elles nécessitaient l'emploi de critères de nomination

¹²⁴ Voir en annexe : "Commission ad-hoc sur les événements du Nord, (sessions des 18, 19 et 20 octobre 1990). Relevé des décisions et recommandations. Ministère de la défense nationale".

¹²⁵ Il faut noter d'ailleurs au passage le caractère caricatural de la dénomination des rebelles. Si nommer c'est faire exister, la commission se garde bien de parler de rebelles, de révoltés, de Touaregs ou même de mécontents. Il en ressort une certaine cocasserie. Voyant bien qu'il n'est pas possible d'intégrer des "bandits" à l'armée malienne, elle est obligée d'accoler le terme "repenti" à la dénomination utilisée. Ce qui donne l'étonnant titre suivant à propos de la revendication n° 6 : "Reversement des bandits armés repentis à concordance de grades dans l'armée nationale" !

¹²⁶ Considérations générales. Relevé des décisions et recommandations. Commission ad-hoc sur les événements du Nord, (sessions des 18, 19 et 20 octobre 1990). Ministère de la défense nationale.

autres que ceux de la seule compétence. Aussi ne pouvait-elle imaginer "qu'accélérer la décentralisation administrative de ces régions et à y remplacer progressivement les cadres militaires par des cadres civils dans l'administration selon leurs vertus et leurs compétences à l'exclusion de tout autre critère". Dans ces conditions, si les recommandations finales de la commission ne fermaient pas la porte aux négociations ultérieures, il était palpable qu'elles se positionnaient de façon ambiguë dans le cadre d'un étouffement politique et militaire de la rébellion. La commission préconisait de mettre en place à tous les niveaux "des dispositions appropriées pour lutter contre une exploitation tendancieuse des événements en cours au plan interne et externe", et rêvait encore de l'aide de l'Algérie, en réclamant "l'engagement des autorités algériennes de contribuer en tant que besoin à la recherche, la poursuite et l'extradition de délinquants isolés ou regroupés en bandes après l'application des mesures de clémence", et une "plus grande implication de ce pays" dans le "traitement judiciaire" du problème.

Cependant, malgré ces blocages, les négociations continuèrent, et permirent la signature d'accords qui allaient beaucoup plus loin que ce que la commission du ministère de la Défense avait recommandé. Après l'envoi par le gouvernement d'émissaires sur la base de Tigharghar et leur rencontre avec les combattants, les délégués gouvernementaux et rebelles se retrouvaient de nouveau ensemble à Tamanrasset le 5 janvier 1991. Avec la médiation de l'Algérie, représentée par le ministre de l'Intérieur M. Mohammedi, ils signaient un "accord sur la cessation des hostilités"¹²⁷. A cette occasion apparaissait du côté rebelle un nouveau mouvement, créé pour que soit prise en compte la composante arabe de la rébellion, qui jusque là avait été étouffée sous le poids de la représentation touarègue. Il s'agissait du Front islamique arabe de l'Azawad (FIAA), qui cosignait les accords à Tamanrasset avec le MPA, bien que le seul représentant effectif des deux mouvements continua à être Iyad ag Ghali.

La précipitation dans laquelle s'était faite cette signature est tout à fait sensible dans le contenu de ces accords, qui tiennent en une seule page. Il ne s'agit en fait que d'un accord de cessez le feu. Tels quels, ces accords représentaient néanmoins pour la rébellion une importante victoire. Ils mettaient fin à la militarisation des zones nomades, considérée par les rebelles comme le symbole même de l'oppression, et consacraient, au delà de la fin des opérations militaires, une démilitarisation effective des 6e et 7e régions, par un "allégement progressif" du dispositif des Forces armées maliennes et le transfert des casernes des chefs-lieux de région et de cercles vers "d'autres sites plus appropriés", ainsi que l'évitement par l'armée des "zones de pâturage et de fortes concentration de populations" (art. 6). Ils prévoyaient surtout le retrait des militaires de l'administration et le retour à une gestion civile (art. 5).

¹²⁷ Voir en annexe : "Accord sur la cessation des hostilités, le Gouvernement de la République du Mali d'une part et le Mouvement Populaire de l'Azaouad et le Front Islamique arabe d'autre part"

Le contenu politique et économique ne faisaient l'objet que de résolutions intégrées au procès-verbal de la rencontre. Celles-ci étaient cependant de taille. Sur le plan politique, était annoncée la création d'une huitième région, ce qui portait à trois le nombre des régions au nord du Mali. A ces dernières était accordé un "statut particulier", dont la dénomination désignait en fait l'octroi d'une large autonomie de gestion :

"Les deux parties ont convenu que les populations des trois régions du nord du Mali géreront librement leurs affaires régionales et locales par le biais de leurs représentants dans des assemblées élues, selon un statut particulier consacré par la loi.

Dans ce cadre, les assemblées locales constituées d'un organe délibérant et d'un organe exécutif, réglementent dans tous les domaines liés à leurs spécificités en matière économique, sociale et culturelle.

Ces assemblées élisent en leur sein leurs représentants qui se constituent en un conseil consultatif régional chargé de délibérer sur toutes questions intéressant les trois régions." ¹²⁸

Par ce statut, les réticences de la commission à une administration tenue en main par les ressortissants des régions volaient en éclat, et la porte leur était ouverte pour une gestion politique et économique autonome. Sur la satisfaction des revendications économiques, aucune précision n'était donnée. Mais il était décidé que "47,3 % des crédits du quatrième programme d'investissement" seraient affectés aux régions du nord, sans que l'on sache d'ailleurs très bien comment ce montant avait pu être calculé.

Les progrès enregistrés par ces accords et ce procès-verbal étaient donc importants. Il restait cependant des obscurités et des insatisfactions à résoudre. Les rebelles n'avaient pas obtenu que la responsabilité du maintien de l'ordre soit confiée aux représentations locales, ce qui donnait la possibilité à l'armée d'intervenir à nouveau, et surtout, les points qui composaient les accords renvoyaient à une lecture ultérieure que devaient consacrer des lois définitives. Autrement dit, rien, sinon le cessez-le-feu, n'était vraiment décidé, et l'imprécision des décisions pouvait faire penser que leur traduction dans les faits, dans le meilleur des cas serait longue et laborieuse, et au pire inexistante. La méfiance vis-à-vis de l'état malien subsistait donc après Tamanrasset. L'heure n'était cependant pas le 6 juin aux réticences. La rébellion avait acculé le pouvoir non seulement à négocier, mais encore à opposer sa signature sur des accords, à égalité avec les mouvements touaregs et arabes, et la nouvelle fit grand bruit au Mali et dans la sous-région. L'existence d'un problème Touareg et maure était reconnue officiellement par l'État malien, les mouvements de la rébellion acquéraient eux-mêmes le caractère d'organisations politiques qui leur était dénié jusque là, et devenaient les représentants officiels d'une population hissé au statut de peuple autochtone.

¹²⁸ Voir en annexe : "Procès verbal de la rencontre entre la délégation du gouvernement du Mali et la délégation du Mouvement populaire de l'Azaouad et du Front islamique arabe de l'Azaouad à Tamanrasset, les 5 et 6 janvier 1991."

Divisions administratives au nord du Mali

(après les accords de Tamanrasset)

Région de Tombouctou

Cercles

1. Tombouctou
2. Diré
3. Goundam
4. Gourma-Rharous
5. Niafounké

Région de Gao

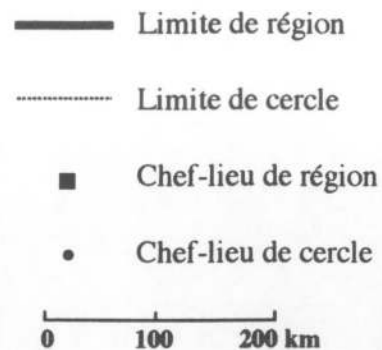
Cercles

1. Gao
2. Ansongo
3. Bourem
4. Ménaka

Région de Kidal

Cercles

1. Kidal
2. Tessalit
3. Abeybera
4. Tin Essako



8e Région de Kidal (Carte politique depuis mai 1991)

CERCLE
DE
TOMBOUCTOU

ALGERIE

CERCLE
DE
BOUREM

CERCLE
DE
GAO

CERCLE
DE
MENAKA

Vers Bordj

Vers Gao

Tassounfat

Taounnant

Tessalit

Assemelmel

Boughessa

Tin Zawaten

• Tinkar

Tichit

• Taghlit

Tassindjit

Aguelhok

• Abeybera

Aslagh

Telabit

In Tachdayt

Essouk

In Tedeyni

Kidal

Tamaradant

Tin Essako

• Abiyou

In Esrine

In Tamat

Anou Melen

Anefis

In Tebzaz

— Limite d'Etat

— Limite de Région

- - - Piste

Kidal Chef-lieu de Région

Tessalit Chef-lieu de cercle

Tinkar Chef-lieu d'arrdt.

● Village

• Puits

0 100 200 km

1990, une révolte touarègue d'un type nouveau

Avec les accords de Tamanrasset se terminait la première phase d'une rébellion armée très différente de celles qui l'avaient précédée dans le passé. La comparaison avec la révolte de 1963-64 montre toute l'étendue des évolutions engagées en moins de trois décennies, et révèle la matérialisation d'une partie des fractures apparues au sein de la communauté touarègue.

Matériellement, tout d'abord, la rébellion de 1990 n'a plus que de lointains rapports avec celle des années soixante. Les combattants rebelles ont acquis les techniques de l'adversaire, le surclassent même sur le terrain militaire, grâce à l'entraînement approfondi qu'ils ont suivi en Libye et sur les champs de bataille du Liban et du Tchad. Ils utilisent ses armes, ses moyens de déplacement, et savent parfaitement, contrairement à leurs aînés, profiter du matériel et des véhicules saisis lors des attaques de postes ou de convois, qui seront d'ailleurs leurs principales sources d'armement.

Politiquement, les combattants se sont aussi organisés. Ils disposent d'un mouvement structuré, d'une réflexion politique, de commissions actives, d'une direction militaire, et le lien est établi avec les intellectuels chargés de transformer les réussites militaires en acquits politiques. La rébellion de 1990 est réfléchie, se base sur des objectifs et une stratégie pensés depuis plusieurs années. Elle agit en connaissance des réalités internationales et maliennes, a une vision claire des rapports de force, et utilise tous les moyens à sa disposition. L'insertion dans le mouvement démocratique est engagé, et l'opinion publique est prise en compte. La communication extérieure n'est pas oubliée, afin de mettre de son côté la sympathie internationale, et le pouvoir des médias est intégré comme une arme dont il faut pouvoir disposer à son avantage :

"En 1989, on a mis en place le plan de déclenchement des hostilités. En réalité, quand on est parti en France, cette année là, c'était pour savoir si nous aurions accès à la presse quand nous démarrerions. Ibrahim (ag Litny) nous a rassuré, nous a dit qu'il n'y aurait pas de problèmes. En France, on n'avait pris de contact qu'avec lui. C'était quand nous sommes venus chez toi. Et on a tenté aussi d'autres terrains, comme la Mauritanie. On ne voulait pas faire d'action de presse avant que cela ne démarre. Mais on ne voulait pas non plus que cela démarre sans presse : il fallait que notre action soit tout de suite répercutée." ¹²⁹

La rébellion sut aussi profiter positivement des conditions favorables que les attitudes algérienne et libyenne engendraient, et, négativement, sut s'appuyer sur les erreurs de ses adversaires, en utilisant la brutalité de la répression. Elle réussit en effet à en faire connaître les réalités à l'extérieur des zones concernées, et par là même à créer une émotion en sa faveur. Elle put en outre, par la décision de se maintenir dans le pays et d'organiser la défense, obtenir le soutien des populations, ce qui n'était pas au départ une évidence. Les combattants ont donc mené une rébellion ouverte sur le monde,

¹²⁹ Entretien avec Iyad ag Ghali, Bamako, 10/2/94.

contrairement à celle de 1963 qui en était restée totalement coupée, et qui en retour avait aussi été complètement ignorée. Le soulèvement de 1990 symbolise ainsi, par la prise en compte de l'environnement national et international, la remondialisation de la société touarègue, tout au moins de sa jeunesse.

Sur le plan interne, les changements sont aussi conséquents. La révolte est menée en grande partie par les Kel Adagh, plus radicaux que les autres du fait de leur histoire passée, et ce fait pèsera lourd ensuite. Mais en 1990, il apparaît surtout que ces derniers ont su se fondre dans la masse de l'ensemble des Touaregs, et même des Maures du nord du Mali. Si la composition de la direction et la localisation des combats montrent la prépondérance Kel Adagh, ces derniers ont dépassé l'isolement qui avait caractérisé, et fragilisé, leur action en 1963. La fraternité vécue dans l'exil a ainsi permis l'unité retrouvée des Touaregs maliens. Même si cette solidarité d'action fut temporaire, comme on le verra ensuite, il y a là un moment remarquable dans l'histoire touarègue.

Inversement, d'autres fractures se révèlent. La rébellion est le mouvement de la jeune génération, qui s'oppose à une organisation sociale qu'elle juge alors dépassée. Elle a rejeté les divisions tribales, ce qui fait sa force, mais sa contestation du pouvoir des chefferies "traditionnelles" produit d'autres ruptures qui apparaissent alors en pleine lumière. La composition des délégations lors des négociations informelles ou au moment des accords de Tamanrasset en est un bon exemple. D'un côté, des combattants qui ne se définissent que par leur action et leur revendication, et du côté du pouvoir, les chefs traditionnels, l'amenokal de l'Adagh Intalla ag Attaher en tête, suivi de l'amenokal Iwlliminden Aroudeini ag Hamatou, et des chefs des tiwsaten Idnan, Taghat Mellet, Kel Telabit, Cheman Amas, Imededghen, ainsi que quelques cadres d'origine touarègue. La présence majoritaire de chefs de tiwsaten de l'Adagh confirme à cette occasion le poids des Kel Adagh dans la rébellion, le Mali envoyant les chefs dont il pense qu'ils auront plus d'impact sur leurs interlocuteurs. Au delà de cet aspect des choses, le compte-rendu des discussions tenues entre les rebelles et les chefs permet d'observer des échanges significatifs des positions respectives. En face des revendications rebelles, les chefs sont solidaires avec le pouvoir, et le défendent. Ainsi, quand Sidi Mohammed ag Ichrach, un des intellectuels de la rébellion, évoque l'arrestation arbitraire de Touaregs dans les villes, l'amenokal Intalla lui répond que "le Président n'était pas au courant"¹³⁰, ce qui n'est guère crédible, et minimise les exactions. De même, lorsque Ahmadou Hamza évoque la revendication rebelle de retrait de l'armée malienne, Intalla oppose à cette demande l'impossibilité pour le gouvernement de retirer ses troupes en pleine guerre. Il s'attire alors une verte réplique de la part d'un autre délégué rebelle, Baye El Hassani : "Nous n'avons pas fait la guerre pour revenir au point de départ. Si nous faisons des concessions, il faut que vous en faisiez aussi !", et le "vous" employé collectivement

¹³⁰ Procès-verbal de la Rencontre entre délégations à Tamanrasset du 10 au 12 octobre 1990.

suppose l'assimilation de l'amenokal à la partie gouvernementale. En même temps, il est sensible que ces chefs envoyés par le Mali sont dans une position difficile. Ils n'ont pas de pouvoirs de décision, représentent l'état malien mais n'en ont pas reçu de mandat. Leur situation pitoyable leur attire le mépris de rebelles, qui les considèrent à la fin de la rencontre comme de simples émissaires, des coursiers du pouvoir, auxquels est finalement assénée l'injonction suivante :

"Nous perdons du temps en discutant les propositions soumises à votre appréciation. Si vous ne pouvez pas prendre de décisions, transmettez les doléances à qui de droit et ramenez nous soit la réponse soit des propositions" ¹³¹

La rupture entre les rebelles et la chefferie est encore plus nette à Tamanrasset, lors de la discussion des accords. Il fallut même à cette occasion que les anciens de 1963 devenus sages du mouvement touareg, et envoyés à ce titre par l'Algérie en observateur des négociations, jouent entre les chefs et les jeunes combattants un rôle inédit d'interposition :

"Intalla, (*les combattants*) l'ont vraiment insulté pendant les pourparlers de Tamanrasset. J'ai même eu honte, et j'ai essayé de m'interposer. Ils lui ont dit : 'Tu n'as jamais rien fait pour les Touaregs, tu ne fais que le mouchard pour les Maliens, et aujourd'hui tu te permets de venir nous voir pour jouer les intermédiaires ? Ce que nous avons à demander, nous le demanderons nous-mêmes. On a pas besoin de toi pour cela !' Ils lui ont même demandé si le Mali lui était reconnaissant..." ¹³²

La rupture entre la chefferie et les rebelles apparaît ainsi consommée en 1990. Pour autant, les chefs, et particulièrement l'amenokal gardent à cette date auprès de la population non combattante un prestige certain. De fait, l'éloignement entre la chefferie et les combattants, composante la plus radicale de la société, est aussi l'expression de la cassure existant entre les nomades plus âgés restés nomadiser dans l'Adagh, et les ishumar qui ont parcouru le monde et ont connu une expérience très différente. La distanciation avec les pesanteurs de leur milieu, la réflexion qui, dégagé des contraintes de leur environnement, pouvait s'étendre de l'analyse des erreurs passées à la critique sociale, leur permettaient d'abolir leurs habitudes mentales pour les remplacer par d'autres conceptions qui firent toute l'originalité de la révolte de 1990. Cependant, de retour au pays pour déclencher le soulèvement, les combattants furent de nouveau plongés dans une société qui n'avait pas effectuée la même démarche qu'eux, et dont la pression émoussa leur radicalisme. Rattrapés par les réalités de leur milieu d'origine qui n'avait pas évolué au même rythme, ils eurent à composer avec les vieux schémas, les vieilles rivalités et les anciens respects. L'idéal d'unité et de modernité qui avait été inscrit dans les faits pendant cette première phase de la rébellion en fut largement écorné, et le mouvement touareg commença rapidement à éclater.

¹³¹ Procès-verbal de la Rencontre entre délégations à Tamanrasset du 10 au 12 octobre 1990.

¹³² Entretien avec Ammera ag Fakri, Paris, 20/6/92.

Date	Politique	Militaire
1974	Premières cotisations au mouvement touareg	
15/04/74	Coup d'Etat de Seyni Kountché au Niger	
15/03/76	Tentative de coup d'Etat au Niger (avec L. Chaffy)	
Sep-80	Congrès touareg d'El Homs. Création du FLSC	
15/10/80	Discours de Khaddafi à Ubari	
Déc-80		Ouverture du premier camp touareg en Libye (Beni Walid)
7/04/81		Ouverture du camp du 7 avril (entraînement commando)
Mai-81		Premiers départs au Liban. Formation militaire à Damas
Déc-81		Fermeture du camp de Beni Walid
8/04/82		Attaque du poste malien de Tarara, destruction du "commando" (?)
14/04/82		Attaque d'Arlit
6/06/82		Début de l'opération israélienne "Paix en Galilée" au Liban
21/08/82		Force multinationale au Liban (USA, France, Italie)
Nov-82		Retour du corps touareg du Liban en Libye
1982	Rupture des relations Niger-Libye	
Mai-85		Attaque de Tchinn Tabaraden
2/03/86		Ouverture en Libye du camp du 2 mars
21/07/96		Début offensive libyenne au Tchad. Envoi de Touaregs
16/09/87		Cessez-le-feu Libye-Tchad
11/11/87	Congrès de Tripoli	
1988	Réconciliation avec l'ancienne direction	
Mar-89	Visite de Ali Seybou en Libye	
fin 1989	Retour de milliers de Touaregs nigériens d'Algérie et de Libye	
7/05/90		Affaire de Tchinn Tabaraden
Mai-90	Arrestations multiples au Mali	
28/06/90		Attaque de Menaka
29/06/90		Attaque de Tidaghmène
2/07/90		Attaque de Tin Essako
7/07/90		Offensive de l'armée sur Tedjerert
12/07/90	Rencontre ministérielle Algérie-Niger-Mali	
16/07/90		Attaque de Tarkint
17/07/90		Offensive de l'armée sur Tinaykar
18/08/90		Offensive de l'armée sur Essali-Boughessa
28/07/90		Offensive de l'armée sur Tedjerert
28/07/90		Attaque d'Abeybera
9/08/90		Attaque de Boughessa
11/08/90		Attaque de Tin Zawaten
15/08/90		Attaque de Tadjojemete
17/08/90		Attaque de Telabit

4/09/90		Attaque de Toksimen
8/09/90 au 9/09/90	Rencontre de Djanet	
11/09/90		Attaque d'Abeybera
22/09/90		Accrochage à Boughessa
22/09/90		Attaque d'In Tedayni
22/09/90		Offensive de l'armée sur Illebjane, Tedjerert et In Tele
23/09/90		Attaque d'Inghar
26/09/90 au 27/09/90		Combat de Tadjamot
28/09/90		Accrochage à Tadjnout (Tigharghar)
29/09/90		Combats Tigharghar
3/10/90		Rapt de voitures
5/10/90		Embuscade route de Tessalit
9/10/90		Attaque de Marat et d'Aguelhoc
10/10/90 au 12/10/90	Négociations à Tamanrasset (doléances du MPA)	
12/10/90		Attaque de Takamba et de Bourem
13/10/90		Embuscade à Egharghar
16/10/90		Embuscade à Amataytaye
18/10/90 au 20/10/90	Commission sur les événements du Nord	
7/11/90		Interception convoi Marmande-Sahel
10/11/90		Embuscade entre Menaka et Ansongo
14/11/90		Offensive de l'armée sur Tedjerert
16/11/90		Attaque de Tessalit
20/11/90 au 22/11/90	Rencontre Paris	
23/11/90		Attaque d'Ansongo
6/01/91	Accords de Tamanrasset	
20/02/91		Attaque de Bourem
28/02/91	Rencontre de Tin Zawaten pour tenter d'empêcher les divisions	
26/03/91	Chute de Moussa Traoré	
6/04/91		Attaque de Tessit
23/04/91		Attaque de Djebock
Avr-91	Les cadres du nord font un doc. sur le statut particulier	
9/05/91	Réunion n°5 du CTSP, consacrée au Nord	
10/05/91		Attaque de Tonka
11/05/91 au 14/05/91	Visite ATT en Libye et Algérie	
15/05/91	Création de la 8e Région	
20/05/91		Attaque de Gouadama ((Goundam))
5/06/91 au 10/06/91	Rencontre des délégués du MPA à Tamanrasset	
17/06/91		Attaque de Inkezman
18/06/91		Attaque de Taghlit
19/06/91		Attaque de Larneb
24/06/91		Attaque de Rharous
28/06/91		Attaque de Bamba

30/06/91		Attaque de Nampala
24/07/91		Attaque de Tonka
25/07/91		Attaque de Larneb
29/07/91 au 13/08/91	Conférence nationale	
13/08/91	Adoption de la Constitution par la Conférence nat.	
26/08/91		Combat de Fassala
18/09/91		Attaque de Labezanga
8/10/91		Attaque de Labezanga (reprise)
Sep-91	Remise du rapport d'E. Pisani et A. B. Miské	
Nov-91	Elaboration du mémorandum du comité nat. d'organisation de la conf. spéciale sur le Nord	
4/11/91 au 8/11/91	Congrès de Tigharghar (fondation de l'ARLA)	
25/11/91 au 27/11/91	Réunion technique de Ségou	
26/11/91		Attaque Tessalit
10/12/91 au 13/12/91	Rencontres d'El Goléa création des MFUA	
12/12/91		Attaque de Tombouctou
16/12/91 au 18/12/91	Conférence de Mopti	
22/12/91		Attaque Ansongo
25/12/91		Attaque d'Oukenek
27/12/91	Rencontre à Paris I. Litny et Haidara, Diarrah, Ag Erlaf	
29/12/91 au 30/12/91	Rencontre à Alger délég. Gouv. Mali et partie algérienne	
7/01/92		Attaque de Youwarou
8/01/92		Accrochage environs de Youwarou
12/01/92	Référendum sur la Constitution	
19/01/92	Elections municipales	
22/01/92 au 24/01/92	Alger I : 1ère session de négociation	
26/01/92		Embuscade entre Léré et Tombouctou
8/02/92		Cessez le feu
15/02/92 au 19/02/92	Alger II	
20/02/92 au 25/02/92	Réunions MFUA-médiateurs	
8/03/92	Second tour des élections législatives	
15/03/92 au 25/03/92	Alger III	
11/04/92	Signature du Pacte national	
12/04/92	Premier tour des élections présidentielles	
14/05/92 au 17/05/92		événements de Gossi (AEN)
17/05/92		Embuscade Léré-Nampala
24/07/92	Rencontre à Ouagadougou avec Ghissa	
26/10/92 au 30/10/92	Rencontre de Tawarde	
6/09/93 au 10/09/93	Rencontre de Gossi (initiative du MPA)	

Le politique rattrapé par le social, ou l'éclatement du mouvement

Si la phase de la rébellion qui s'achève avec la signature des accords de Tamanrasset peut faire figure d'épure, tant les évolutions engagées apparaissent clairement sur le terrain, les événements qui suivent semblent beaucoup plus confus. Le mouvement rebelle soudé dans la lutte éclate en de multiples mouvements armés qui rivalisent entre eux, des rancoeurs anciennes remontent à la surface, et l'on peut alors croire les jeunes Touaregs rattrapés par les vieux démons de la division, rejoints et engloutis de nouveau par les anciennes hiérarchies, les dissensions entre tiwsaten. Les différents mouvements qui se créent à cette époque ont indéniablement des bases tribales, et certains n'ont vu dans ce processus que la reconstitution du politique sur le social ancien. Mais d'autres lectures de ces dissensions sont possibles. La génération des combattants, éloignée pendant de longues années de sa propre société, a effectivement été engloutie dans les pesanteurs sociales qu'elle retrouvait en rentrant. Mais d'autres dynamiques plus positives sont aussi à l'oeuvre dans les divisions qui apparaissent. Elles sont le signe que cette société est de nouveau vivante et en marche, et cherche à adapter ses réalités propres à celles du monde contemporain. Bien que le règlement des problèmes existants ne puisse se faire à court terme, les combattants réussirent à s'unir de nouveau malgré leurs rivalités, et à reprendre langue avec le nouveau pouvoir démocratique malien. L'accord qui sortit de cette nouvelle série de négociations fut l'acte de naissance du Pacte national, qui marque le début d'une intégration possible de la minorité touarègue au sein de la République du Mali.

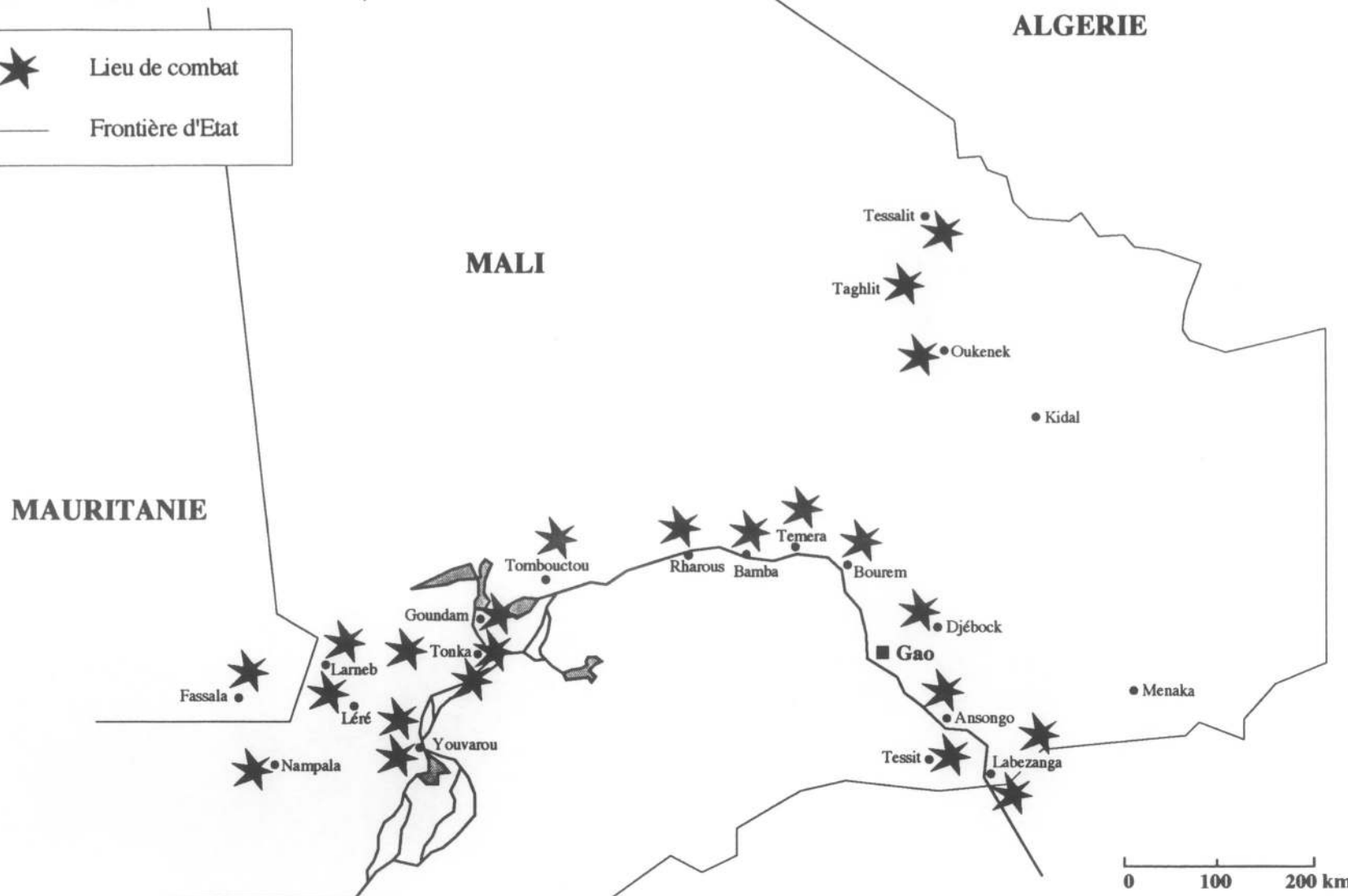
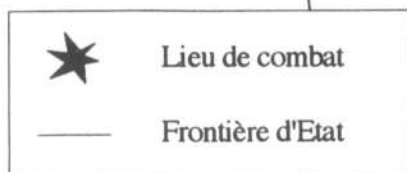
L'éclatement du mouvement

Ghissa ag Mohammed réussit la radicalisation

L'attaque de Bourem, fin février 1991, marque dès le mois suivant les rencontres de Tamanrasset toute l'inanité des accords qui y avaient été signés. De nouveau, les combats se succèdent, les villages et les postes sont attaqués, et de nouveau la répression se déchaîne contre les populations civiles. Une observation superficielle pourrait faire croire à la simple poursuite des conflits antérieurs aux accords, qui n'auraient été ainsi qu'une très brève parenthèse. Mais en réalité, le climat général de l'affrontement a changé.

Localisation des combats de Janvier 1991 à Avril 1992

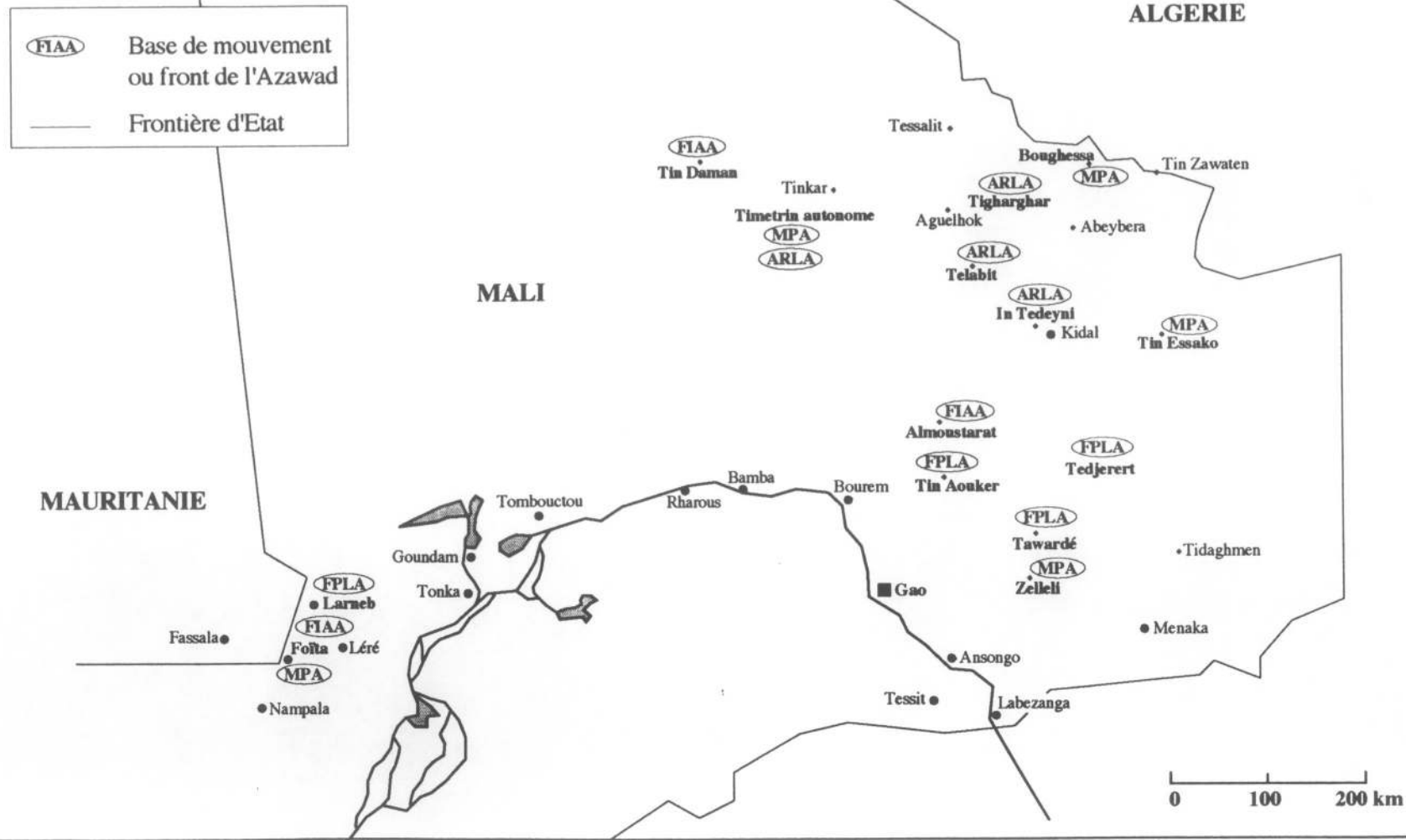
(Des accords de Tamanrasset au Pacte national)



Bases des mouvements et fronts de l'Azawad

(Après les accords de Tamanrasset)

La révolte de 1990



Un simple regard sur les localisations des attaques et des combats permet d'observer que les affrontements ne sont plus géographiquement situés dans les mêmes régions (Cf. Carte : "Localisation des combats de janvier 1991 à avril 1992"). Avant les accords de Tamanrasset, plus de six attaques sur dix s'étaient déroulés dans l'Adagh. Dans la période suivante la proportion est plus qu'inversée, avec les 9/10 des combats se déroulant à l'extérieur de la 8e région de Kidal. A partir de 1991, c'est essentiellement le fleuve Niger qui est visé, depuis Nampala jusqu'à Labezanga, en passant par Léré, Goundam, Tombouctou, Rharous, Bamba, c'est à dire l'ensemble de la Boucle, de la frontière mauritanienne à celle du Niger. L'Adagh lui-même ne semble presque plus concerné par cette nouvelle série d'affrontements. Si les exactions sur les populations civiles sont de nouveau nombreuses, elles non plus ne sont pas dirigés vers l'Adagh et ses campements, mais vers les personnes d'origine nomade installées dans les villes et villages de la Boucle du Niger.

En second lieu, dans les mois qui suivent les accords, il est dénié aux attaques existantes le caractère d'action politique, et l'on n'évoque que le fait de "bandits", ou de "voleurs". L'accusation n'est pas nouvelle ¹³³, mais ce qui est original, c'est qu'elle provient alors tout autant du gouvernement que de la direction du MPA, dont la plupart des membres est au même moment engagé dans la Commission de suivi des accords créée à Tamanrasset lors de la signature du cessez-le-feu, ou dans une campagne de sensibilisation aux accords destinée aux populations du Nord-Mali. En février et mars 1991, les engagements pris à Tamanrasset ne sont donc officiellement pas remis en cause, et cependant la confrontation se poursuit, violente, sur le terrain. Une certaine confusion s'ensuit, et l'opinion ne sait plus alors "qui est qui" ¹³⁴. Mais peu à peu la vérité apparaît : le mouvement touareg est en train d'éclater, et la direction du MPA ne contrôle plus l'ensemble de ses affiliés. Elle persiste pourtant à l'époque à nier la réalité d'une dissidence au sein du mouvement, préférant incriminer l'intérêt personnel d'éléments incontrôlés, profitant de l'absence d'autorité de l'état ou de l'impuissance de l'armée pour se livrer à une délinquance de grand chemin. Son discours était appuyé par le fait que les attaques elles-mêmes avaient changé de nature. C'était moins l'armée qui était attaquée que des villes, des centres administratifs, et le but essentiel de ces actions était manifestement la récupération d'armes, mais surtout de véhicules et de vivres. Néanmoins, le discours du MPA ne pouvait plus faire longtemps illusion. Une véritable scission s'était opérée, et une partie importante des combattants touaregs ne reconnaissait plus l'autorité d'Iyad ag Ghali et de la direction du MPA. Ce groupe, considérant qu'il

¹³³ Elle rappelle les dénominations employées par les Français à propos des réfractaires à la colonisation, razzieurs ou "bandits" tels qu'Alla, ainsi que la façon dont l'armée malienne désignait les révoltés de 1963-64, et même des débuts de la rébellion de 1990. Ce terme péjoratif est utilisé chaque fois que le caractère politique d'une action d'opposition violente veut être dénié.

¹³⁴ MAÏGA (T.B.), "La situation dans le nord du pays. La cohabi-tension", *Les Échos*, 80, mai 1991.

restait le seul dépositaire des volontés politiques initiales, prit le nom de FPLA ¹³⁵, et se reconnaissait un secrétaire général en la personne de Ghissa ag Mohammed. Il réprouvait la manière dont les négociations avaient été conduites à Tamanrasset, l'abandon de la revendication d'indépendance ou au minimum de fédéralisme, exprimée dans la charte du Congrès de Tripoli, et affirmait ne pas faire confiance au gouvernement malien pour l'application des accords considérés comme nuls et nonavenus. En conséquence, il décidait unilatéralement de ne pas reconnaître ces derniers, et de poursuivre la lutte. Mais en l'absence de congrès fondateur ou de communiqué officiel expliquant les objectifs poursuivis, le mouvement de Ghissa ag Mohammed paraissait au début de l'année 1991 encore bien obscur.

En face de cette dissidence, le MPA et son secrétaire général Iyad ag Ghali se trouvaient démunis, et surtout placés en porte à faux, entre une base qui se radicalisait et un pouvoir avec qui avaient été signés des engagements qu'il fallait tenir, et dont ce mouvement espérait des avancées significatives, notamment sur la démilitarisation et le statut particulier. Le gouvernement lui-même renforça cette déstabilisation. En effet, une très faible publicité fut donnée par Moussa Traoré à la signature des accords, et la population malienne qui n'en connaissait pas la teneur supputa que l'état avait octroyé aux rebelles plus qu'il n'était censé le faire. La rumeur alimenta la croyance en ce que beaucoup redoutaient, c'est à dire la partition du pays. Pour les rebelles, inversement, le pouvoir adoptait une attitude qui justifiait la méfiance à son égard. Bien que la démilitarisation ait été engagée, et que quelques petits postes aient été fermés ¹³⁶, dont certains d'ailleurs, abandonnés par les militaires depuis longtemps, avaient été déjà réoccupés par les rebelles, il restait qu'au début mars, soit deux mois après les accords, l'allégement auquel s'était engagée l'armée était loin d'être terminé. Par ailleurs, la loi qui devait consacrer l'autonomie des régions du nord ainsi que leurs compétences en matière de maintien de l'ordre n'avait pas encore été examinée par l'Assemblée nationale, ni même d'ailleurs simplement matérialisée par un texte qui devait être soumis aux mouvements pour être analysé et éventuellement modifié. De plus, Moussa Traoré s'était exprimé sur les ondes, et occultant la notion de statut particulier, n'avait parlé que de décentralisation, promise d'ailleurs à tout le pays. Le retour en arrière était patent. Iyad ag Ghali et les dirigeants du MPA, bloqués à Bamako pour faire avancer l'application des accords étaient coupés du terrain qui s'échauffait, mais ne recevaient que des assurances formelles de la bonne volonté de l'état. Aussi, le 7 mars 1991, lors de la réunion à Gao

¹³⁵ En prenant ce nom, un de ceux qui avaient été déjà utilisés avant les accords pour désigner le mouvement issu du Congrès de Tripoli, il est possible qu'il ait voulu ainsi souligner que, s'il y avait divergence sur les objectifs originels du mouvement, il n'en était pas responsable. Il rejetait ainsi la faute sur le MPA qui en changeant de nom avait selon lui matérialisé le reniement dont il était coupable.

¹³⁶ Il s'agit des postes de Fanfin, Tamalet, Boughessa, Tin Zawaten, Insari, Telabit, Tinkar, Tadjoujement, Aït el Ksour, Léré, Nampala, In Tadenit. Procès-verbal de la première réunion de la commission de suivi de l'application de l'accord de Tamanrasset, 5 au 7 mars 1991, Gao.

de la commission de suivi de l'Application des accords, Iyad ag Ghali, qui représentait MPA et FIAA, exigea que la partie gouvernementale remette le même mois à la Commission un projet de loi qui devait être "conforme à l'esprit et à la lettre de l'accord de Tamanrasset", repoussait la dissolution des branches armées des mouvements signataires au lendemain de la promulgation de cette même loi, et regrettait "la mauvaise interprétation faite de l'Accord au Mali et ailleurs"¹³⁷. Malgré le durcissement du ton employé envers le gouvernement, l'inconfort de sa position ressortait dans la même phrase, lorsqu'il condamnait "tout acte de nature à heurter la paix", et s'engageait à "tout mettre en oeuvre pour combattre ce genre d'agissements". C'était à mot couverts une déclaration de guerre à Ghissa ag Mohammed et à son mouvement. Entre l'enclume de l'inertie malienne et le marteau de la dissidence FPLA, la situation des mouvements "officiels", MPA et FIAA, devenait précaire.

Les nouvelles conditions politiques

C'est dans ce contexte que les conditions politiques maliennes changèrent radicalement, quelques jours après la réunion de Gao. Les émeutes populaires du 22 au 25 mars à Bamako, occasionnaient plusieurs dizaines de morts et de nombreux blessés. L'armée malienne renversait alors Moussa Traoré et établissait, sous la direction d'Amadou Toumani Touré, un Conseil de Réconciliation Nationale (CRN). Celui-ci se transformait le 31 mars 1991 en CTSP (Comité Transitoire de Salut Public), au sein duquel étaient associés les membres des mouvements démocratiques. Amadou Toumani Touré promettait alors le retour à l'administration civile, l'organisation d'élections pluralistes, et autorisait la création de partis. Il adoptait enfin face au problème du Nord une position qui suscitait l'espoir des mouvements de la rébellion, en affirmant que les engagements pris par le pouvoir précédent seraient respectés.

Cependant, ces espérances furent de courte durée. Loin de voir l'application des accords accélérée par le nouveau régime, la période qui suivit la mise en place du CTSP fut celle d'une profonde dégradation des rapports entre les populations nomades et l'état associé aux populations sédentaires du nord et à l'armée, une intensification des affrontements et des massacres de civils, et l'abandon du processus engagé à Tamanrasset. Le 27 avril 1991, les événements de Gao symbolisaient la nouvelle tournure que prenait l'affrontement : la population Songhay de la ville s'en prenait aux habitants d'origine nomade et pillait leurs domiciles.

¹³⁷ Procès-verbal de la première réunion de la commission de suivi de l'application de l'accord de Tamanrasset, 5 au 7 mars 1991, Gao.

Estimation basse des chiffres des victimes civiles de la répression
(entre les accords de Tamanrasset et la signature du Pacte national)

Date	Lieu	tués	arrêtés
27/04/91	Gao	2	345
5/05/91	Tonka	2	
8/05/91	Goundam	2	
11/05/91	Tombouctou	7	120
20/05/91	Léré	22	
21/05/91	Sarhmissa	9	
22/05/91	Campement	4	
19/06/91	Tessalit	6	
24/06/91	Tombouctou	4	
Jul-91	env. Menaka	3	
27/07/91	env. Tombouctou	15	
31/07/91	env. Tombouctou	36	
8/08/91	Adialamdialam	5	
9/08/91	Gargando	4	
17/08/91	Tiguere	14	
22/08/91	Léré	2	
25/08/91	Niafunké	16	
26/08/91	Niafunké	6	
28/08/91	Tonka	1	
Sep-91	env. Tombouctou	5	
Sep-91	env. Mopti		10
15/03/92	Léré	9	
		174	475

Sources : témoignages, associations humanitaires, presse

Le problème du nord débordait apparemment sur la confrontation ethnique. Effectivement, les sédentaires des régions septentrionales avaient été inquiétés par la signature des accords de Tamanrasset, pour les négociations desquels ils n'avaient pas été conviés, et certains d'entre eux y voyaient leur minorisation au sein d'un ensemble autonome dominé par les seuls nomades ¹³⁸. Mais les témoignages de personnes ayant assisté aux "casses" de Gao relativisaient cette interprétation. Des militaires, soldats et officiers (la capitaine Brin et le lieutenant Ibrahim Sangaré ont été nommément accusés par les victimes de pillage) avaient été observés encadrant la population, participant en armes au pillage des boutiques maures et touarègues du marché de Gao, ouvrant à coup de rafales de mitrailleuse les portes des maisons des résidents d'origine nomade, et même chargeant du butin sur des camions de l'armée ¹³⁹. Il ne s'agissait donc pas seulement d'une émeute populaire, mais d'un mouvement préparé et soutenu par l'armée. Plus gravement, celle-ci avait profité du désordre pour tirer sur une voiture de la Commission de suivi des accords, dont les occupants touaregs étaient venus tenter de s'interposer. Deux d'entre eux avaient été tués sur le coup, deux autres avaient été blessés, et le dernier avait été arrêté. Sous couvert d'agitation ethnique, l'armée humiliée par ses défaites contre la rébellion, et dont une part importante considérait les accords comme une trahison, tentait manifestement de les saboter. Le gouvernement d'Amadou Toumani Touré renforça l'impression désastreuse produite par les émeutes de Gao : la radio nationale rejetait sur une attaque du MPA le déclenchement de l'agitation, et le CTSP gardait le silence en face des exactions, malgré les interventions des représentants du MPA à Bamako. Cette attitude se confirmait lors des semaines suivantes. Le pouvoir n'appelait pas au calme et semblait ne vouloir ni retenir son armée ni condamner les coupables des actions répétées contre les populations d'origine nomade. A Tombouctou, à Léré et dans de nombreux endroits, les arrestations arbitraires suivies d'exécutions se multipliaient, dans lesquelles l'armée était fortement impliquée ¹⁴⁰. L'absence de sanctions de la part du CTSP fit penser aux Touaregs et aux Maures que le pouvoir encourageait, ou tout au moins accordait un soutien tacite aux actions militaires de

¹³⁸ "Nous nous contentons de faire remarquer que les négociations pour la fin des hostilités avaient été entièrement conduites par des dignitaires et cadres Touaregs. L'ostracisme dont les composantes ethniques (sédentaires) ont été victimes découle du mépris affiché envers les principes de base d'une cohabitation séculaire réelle sur le même espace géographique...". Voir "Lettre ouverte à Messieurs : Le Président du CTSP et au Chef du gouvernement", *Les Échos*, 80, supplément n° 4, mai 1991.

¹³⁹ Voir "Appel au calme lancé par 68 cadres toute catégorie socio-professionnelle confondue et venant de tous les horizons géographiques du Mali", *Les Échos*, 80, supplément n° 2, mai 1991.

Voir aussi les témoignages "Représailles et répression contre les populations touarègues et maures".

¹⁴⁰ Voir les témoignages "Représailles et répression contre les populations touarègues et maures", ainsi que les articles :

SANGARE (B.), "Tombouctou. Le règne de l'insécurité", *Les Échos*, 80, mai 1991 : 5.

AG MOHAMED ALI (Y.), "Léré : l'enfer", *Aurore*, 6 juin 1991.

représailles : la radicalisation des combattants s'en trouva renforcée, les attaques se multiplièrent. Elles ne visèrent pas seulement l'armée, mais aussi des villages ou des organisations humanitaires, suscitant en retour la colère des populations sédentaires et des pogroms. La spirale de la violence produisit sur l'ensemble du territoire des trois régions du nord une insécurité plus étendue encore que lors de la première phase de la révolte en 1990. Toutes les populations civiles maures et touarègues, et non plus seulement celles de la région de Gao ou de l'Adagh, se sentirent menacées par ce qui prenait la forme d'une véritable chasse aux "blancs". La frayeur qui en résulta produisit la fuite de milliers de personnes vers l'Algérie et la Mauritanie, où elles s'entassèrent de nouveau dans des camps de réfugiés surpeuplés, et se trouvèrent confrontées aux épidémies et à la disette ¹⁴¹.

Dans ces situations extrêmes, la modération devenait difficile. Les oppositions se raidirent, et même les cadres touaregs qui avaient accompagné les chefs dans les délégations maliennes avant les accords, et qui s'étaient vus comme eux rejetés par les rebelles comme alliés du pouvoir, se radicalisèrent ¹⁴². Les populations touarègues et maures en butte aux mêmes problèmes considérèrent en bloc le pouvoir et l'état comme des adversaires. Seul la direction du MPA et une partie de ses membres s'entêtaient à rester fidèles aux accords de Tamanrasset et à rechercher leur application. Mais ce groupe restreint était isolé, et souvent violemment accusé de collusion avec le pouvoir par l'opposition du FPLA devenue majoritaire au sein des nomades. Le loyalisme du MPA n'était pas non plus soutenu par le pouvoir. Lors de la Conférence nationale malienne, qui se tint du 29 juillet au 12 août 1991, Iyad ag Ghali conduisit une délégation des mouvements signataires des accords de Tamanrasset, MPA et FIAA. Il agissait ainsi de son propre chef, puisqu'il ne représentait que les personnes qui lui étaient restées fidèles, et n'avait pas reçu de mandat de la part des dissidents, de fait majoritaires à cette époque parmi les militants Touaregs et Maures. Malgré cette audace, il faut bien reconnaître que la Conférence nationale fut pour les Touaregs désespérante. Le problème du Nord y fut cependant abordé, et une Commission sur l'état de la nation produisit un rapport sur ce sujet. Mais dans celui-ci était réaffirmé le rejet de toute idée d'autonomie ou de statut

¹⁴¹ Voir entre autres :

- Amnesty international, communiqués du 11 juin et du 23 juillet 1991.
- Anonyme, "Mali : aux confins des Afriques noire et blanche, razzias et représailles en pays nomade", *Le Monde*, 25 juillet 1991.
- Anonyme, "La situation dans le Sud saharien : l'afflux de réfugiés touaregs maliens inquiète les responsables algériens", *Le Monde*, 6 septembre 1991.

¹⁴² "Lorsque la rébellion a éclaté en juin 1990 et a créé un climat d'insécurité dans les 6e et 7e régions, ce sont des membres des communautés aujourd'hui agressées qui ont combattu volontairement aux côtés des forces armées. Ils ont aussi quand cela est devenu nécessaire servi d'intermédiaires entre les rebelles et le pouvoir central, pour amorcer le dialogue. Comment donc comprendre qu'à Gao les 27 et 28 avril 1991, on ait rangé systématiquement tous les touaregs et arabes dans le camp des rebelles ? (...) Tout se passe comme s'il faut à tout prix creuser un fossé entre Noirs et Blancs de la région." "Appel au calme lancé par 68 cadres toute catégorie socio-professionnelle confondue et venant de tous les horizons géographiques du Mali", *Les Échos*, 80, supplément n° 2, mai 1991.

particulier, et la préférence était donnée au projet de décentralisation. D'autre part, s'il était demandé la conduite d'enquêtes sur les crimes commis, et l'indemnisation de toutes les victimes, la Commission réclamait aussi un renforcement de l'équipement militaire afin de donner plus d'efficacité à l'armée, et n'envisageait pas d'autres solutions au problème de la rébellion que le renvoi de son traitement lors d'une Conférence spéciale sur le nord qui devait se tenir ultérieurement ¹⁴³. Finalement, cette question n'occupa qu'une part minoritaire des débats. La Conférence nationale se penchait essentiellement sur le projet de Constitution, la Charte des partis, le Code électoral, et les débats sur ces sujets ne tenaient pas compte du fait que les conclusions retenues ne pouvaient de toute façon s'appliquer à la moitié du territoire malien qui se trouvait hors de toute juridiction. De même, l'adoption finale du projet de Constitution qui devait être soumis au référendum, affirmait avec force l'unité nationale et l'intégrité territoriale, mais ne prenait nulle part en compte les résultats des accords de Tamanrasset et ne faisait aucune place particulière aux populations du nord ¹⁴⁴. Cette conclusion constitua une grande déception pour les mouvements de la rébellion, et un camouflet pour le MPA. Une occasion de renouer le dialogue avait été perdue, et le mépris dans lequel avait été tenu le sort du Nord justifiait alors la méfiance de Ghissa ag Mohammed, des combattants du FPLA et des populations nomades à l'égard du reste du Mali.

ARLA : une tentative de réunification

Cependant, l'union des dissidents sur le rejet de la politique malienne n'aboutit pas au renforcement du FPLA. L'opposition au MPA éclatait elle-même lorsque, le 5 novembre 1991, dans la base de Tigharghar, était fondé le quatrième mouvement de l'Azawad, sous le nom d'Armée révolutionnaire de libération de l'Azawad (ARLA). A l'issue de son Congrès de fondation, qui s'était déroulé du 4 au 8 novembre, l'ARLA se donnait des statuts, des objectifs et des principes ¹⁴⁵. Ceux-ci évoquent un territoire, l'Azawad, avec son peuple, son drapeau, son hymne, sa devise ("Unité, Liberté, Justice"), à l'exclusion de toute référence à l'entité malienne. Elle se donne pour but la "libération totale de l'Azawad", et la "défense de la souveraineté du Peuple de l'Azawad", ce qu'il est difficile d'interpréter autrement que comme une volonté d'autonomie politique achevée, d'autant que l'éligibilité aux instances de l'ARLA est subordonnée à la possession d'une "expérience reconnue dans la lutte nationaliste" (Chap. IV-Titre II- Art.

¹⁴³ Rapport de la Commission État de la Nation, sous-commission spéciale Crime de sang, Crime économique et Problème du Nord.

¹⁴⁴ Projet de Constitution de la Troisième République du Mali, août 1991, Conférence Nationale.

¹⁴⁵ Statuts adoptés au congrès de Tegharghar du 4/11/91 au 8/11/91. Armée Révolutionnaire de l'Azawad. Archives personnelles. Voir en annexe.

28)... Les concepts restent cependant flous : le terme de libération n'est pas explicité, et l'on ne sait si cela recouvre une notion d'indépendance, de sécession, ou simplement d'autonomie interne ou de fédéralisme. Par contre, il est intéressant de remarquer qu'il n'est fait non plus nulle part mention de Touaregs, de Maures ou encore de Songhay. Bien au contraire, les statuts de l'ARLA insistent sur le bannissement des "considérations raciales, régionales et tribales". Ce souci est récurrent, puisqu'il se retrouve dans le serment exigé des membres élus, à qui il est demandé de prendre l'engagement de "lutter contre le tribalisme, le clanisme, le régionalisme et le racisme", ainsi que dans l'expression des principes (Titre II des statuts). On peut alors supposer que le "Peuple de l'Azawad" était pensé comme l'ensemble des composantes ethniques du Nord-Mali. Cependant là encore, la notion n'est pas précisée, et des notations supplémentaires viennent en partie l'obscurcir. Il est ainsi affirmé le principe du "respect des valeurs culturelles des autres peuples" (Titre II-1), sans que l'on sache si ceux-ci sont internes ou externes à l'Azawad. Les limites de ce dernier ne sont d'ailleurs pas précisées, bien que la notion territoriale soit présente, à travers notamment les mentions de "pays" (Chap. VIII), de "ressortissants", ou de "non-originares" de l'Azawad (Chap. IV- art. 27).

Cette organisation politico-militaire se donnait des représentants en la personne d'Ibrahim ag Litny ainsi que d'Abderrahmane ag Galla. Ceux-ci insistaient sur le fait que l'ARLA était fondée sur la volonté de rassembler l'ensemble des populations du nord, et que sa création était destinée à retrouver l'union perdue lors de l'éclatement du mouvement initial

"Le rôle de l'ARLA (Armée Révolutionnaire de Libération de l'Azawad), c'est avant tout de contribuer au rapprochement de différents mouvements car nous sommes persuadés que, sans unité, nous n'arriverons à aucun résultat probant." ¹⁴⁶

En même temps, il s'agissait de positionner ce nouveau mouvement sur une ligne politique moins intransigeante que celle adoptée par le FPLA, afin de pouvoir éventuellement renouer le dialogue avec le pouvoir pour de nouvelles négociations. Une partie des affiliés du FPLA ainsi que des membres du MPA rejoignaient alors l'ARLA, qui n'arrivait cependant pas à regrouper l'ensemble des forces vives de la rébellion.

Finalement, en novembre 1991, la situation ne semblait jamais avoir été pire pour les Touaregs et les Maures du Mali. Les résultats de la première phase de la révolte qui s'était déroulée dans le deuxième semestre de l'année 1990 et qui avait abouti aux accords de Tamanrasset s'étaient volatilisés, tant par le refus du FPLA de les accepter que par l'attitude de l'armée et même du pouvoir malien. L'affrontement, initialement politique, avait débordé sur des confrontations ethniques et une crispation des différentes communautés dans le rejet amer de l'autre, alors qu'elles vivaient jusque là en assez

¹⁴⁶ Interview accordée par Abderahman Ag Galla, (de la fraction *Iredjanaten*), secrétaire général de l'A.R.L.A. à des journalistes allemands, et réalisée à Tidjdar (près de 50 km de Kidal), septembre 1993.

bonne intelligence. Les attaques rebelles étaient toujours aussi nombreuses mais ne présentaient plus exclusivement le caractère de combats militaires, polluées qu'elles étaient par les attaques de villages et d'organisations humanitaires, et paraissaient souvent ne plus relever que d'une basse délinquance sans grand rapport avec les objectifs politiques précédents. L'image du mouvement rebelle en était largement terni auprès de l'opinion malienne et internationale, qui, bien que continuant à défendre les droits des populations civiles soumises à des exactions aussi brutales que précédemment, n'était plus disposée à prendre politiquement fait et cause pour un mouvement éclaté. Cette dispersion était peut-être le point le plus négatif. Les efforts de l'ARLA n'avaient abouti qu'à la création d'un mouvement de plus, et c'était maintenant quatre fronts différents qui se disputaient la représentation des populations nomades du Nord-Mali. Officiellement, les divergences entre ces différentes sensibilités étaient issues de visions politiques dissemblables, si l'on excepte le FIAA dont la création avait été faite, sans heurts et d'un commun accord au moment des négociations de Tamanrasset, afin de donner une possibilité d'expression autonome aux Maures de l'Azawad. Le MPA se voulait le représentant d'une politique de conciliation et d'abandon de la lutte armée, et prônait la poursuite de la discussion avec le pouvoir malien pour l'application des accords de Tamanrasset sur lesquels il restait aligné. Le FPLA représentait la ligne intransigeante de la rébellion qui considérait, en face de la duplicité du pouvoir et de l'armée, la poursuite du conflit comme légitime et justifiée par la continuation de la répression qui s'abattait sur les populations nomades civiles. Il reprochait au gens rassemblés autour d'Iyad ag Ghali une déviation des objectifs initiaux, l'acceptation de résultats insuffisants, le rapprochement avec le pouvoir et éventuellement pour l'expliquer la satisfaction d'intérêts personnels. Enfin, l'ARLA se positionnait en mouvement rassembleur, et tout en affichant des objectifs plus radicaux que ceux du MPA, ne fermait pas la porte à la reprise de nouvelles négociations. Mais en réalité, ces divergences politiques ne représentaient qu'une des facettes de la division. Celle-ci recouvrait aussi des réalités plus profondes, issues de situations individuelles ou sociales qu'il est fondamental d'analyser pour trouver les clefs des nouvelles structurations de ces divers mouvements.

Les bases multiformes de la division

L'éclatement, une affaire de chefs et d'hommes

Le premier de ces éclairages différents relativise les causes exclusivement politiques des divisions pour donner de celles-ci une vision plus terre à terre et très humaine. Cette analyse est le plus souvent reprise par des membres du MPA. Elle a des fondements réels, même si elle ne fait pas toute la lumière nécessaire. Elle fait la part belle aux

susceptibilités personnelles, aux conflits de personnes et aux intérêts de chacun dans la volonté d'organiser sa propre promotion. Selon elle, les divisions du mouvement seraient surtout dues aux rancœurs de personnalités combattantes jalouses du rôle tenu par Iyad ag Ghali lors du soulèvement de 1990 et de la célébrité qu'il en aurait retiré. C'est ce qu'exprime par exemple Ibiya ag Sidi, un des cadres du MPA. Pour lui, la contestation des accords de Tamanrasset a certes profité de l'insuffisance de ces derniers pour s'exprimer, mais était surtout sous-tendue par la volonté de ceux qui n'avaient pas jusque là participé au mouvement de se faire un nom. Reprendre le combat, dans un contexte facilité par la réputation qu'avaient déjà acquis les combattants, c'était s'ouvrir la possibilité de partager la notoriété, la popularité des dirigeants de la première phase de la rébellion. C'était aussi tenter de montrer que ceux-ci n'avaient pas été au bout de la démarche entreprise, et qu'il était possible d'obtenir plus, de faire mieux qu'eux. C'était aussi, en se construisant une légende personnelle, en faisant ses preuves, se faire une place au sein d'un groupe restreint par les exigences de la clandestinité, effacer les frustrations de ne pas en avoir partagé l'histoire, le passé et l'intimité.

"C'est une dissidence qui a été faite par des gens qui venaient d'arriver, qui n'avaient pas combattu, qui n'avaient pas une histoire véritable dans tout cela. Certains, comme Ghissa (*ag Mohammed, secrétaire général du FPLA*) par exemple, étaient dans le mouvement depuis longtemps, mais il est arrivé 20 jours après l'attaque de Toukemen. Il est arrivé après les combats, assez tardivement, alors il avait encore l'ambition de faire ses preuves sur le terrain ! Il voulait prouver qu'il avait des connaissances militaires, qu'il pouvait mener un front aussi bien qu'Iyad et tous les autres. Et cela a aussi été valable pour Abderrahmane ag Galla (*dirigeant de l'ARLA*), puisqu'ils étaient tous les anciens compagnons de toutes les aventures. Il y avait la considération que tous étaient sortis de la même école, et que si Iyad avait réussi des coups d'éclats, il n'était pas supérieur, tous pouvaient le faire et cela valait la peine d'essayer. Je ne pense pas personnellement qu'au début c'était autre chose." ¹⁴⁷

Certains mêmes font le lien avec des rivalités anciennes, présentes dès l'exil :

"Ce problème existe depuis la Libye. C'est un problème d'individus, entre Iyad, Ghissa et Ibrahim Awal qu'on a ensuite transposé sur les groupes de gens. Le problème était relatif au fonctionnement des casernes." ¹⁴⁸

Dans le même ordre d'idée d'importance du facteur individuel, était aussi incriminée l'arrivée tardive des intellectuels dans le mouvement. N'ayant pas participé aux combats, voir à la période fondatrice de l'exil libyen, ils auraient en contribuant à diviser le mouvement créé les conditions d'une prise de responsabilité multipliée par les possibilités de postes de direction :

"Si on peut parler d'intellectuels, ils ont été pour beaucoup dans la division du mouvement. Parce qu'ils ont été absents tout ce temps, et la seule manière d'intégrer le mouvement, c'était de le diviser. Eux aussi ont joué ce même rôle, et leur action a été la plus négative. Ghissa à lui seul par exemple n'aurait pas eu les moyens de fonder un mouvement. Tous ces intellectuels qui sont à la tête des mouvements, des tendances aujourd'hui sont arrivés en 90. Mis à part Brahim (*ag Litny, de l'ARLA*) et Acheriff (*ag Mohamed, du MPA*), qui

¹⁴⁷ Entretien avec Ibiya ag Sidi, Paris, 28/6/94.

¹⁴⁸ Entretien Bilal Saloum, Meti ag Ghissa, Cheikh ag Baye, Kidal, 6 Février 1994.

étaient là depuis longtemps, surtout Brahim, d'ailleurs, tous les autres n'avaient pas d'autre manières d'intégrer le mouvement que de le diviser." ¹⁴⁹

Cette interprétation subordonne ainsi les prétextes politiques aux problèmes personnels. Elle est réaliste, mais insuffisante, car elle ne justifie pas l'adhésion de nombreux combattants aux positions adoptées par les uns et les autres. Lorsque Ghissa ag Mohammed est entré en dissidence vis-à-vis d'Iyad ag Ghali, sa rivalité avec ce dernier a joué. Mais elle n'explique pas que peu après le MPA se soit vidé d'une partie de ses membres. Il faut donc creuser plus profond.

Les bases sociales de la division

Une division sur la base des Tiwsaten

Lorsqu'après les accords de Tamanrasset, l'armée s'était en partie retirée de l'Adagh et des régions avoisinantes, certains des combattants avaient occupé quelques petits postes délaissés, mais le gros des forces militaires du MPA s'était regroupé dans les deux bases de Tigharghar, à l'est d'Aguelhoc, et de Tedjerert-In Taykaren, entre Menaka et Kidal. Or, il s'avéra peu à peu que le FPLA dissident contrôlait cette dernière base, et avait laissé au MPA la direction du centre septentrional. C'était déjà une première indication de la réalité des divisions en cours. Car si Iyad ag Ghali et les siens étaient originaires du nord de l'Adagh, Ghissa ag Mohammed était un Cheman Amas du sud, et organisait donc sa position centrale dans les régions qui lui étaient acquises. Il apparut de plus en plus clairement que le MPA regroupait les Ifoghas de l'Adagh, c'est à dire les combattants et les familles des tiwsaten Iriyaken, Kel Afella, Ifergoumessen, etc..., alors que le FPLA se structurait autour des Cheman Amas, des Ishedenharen, des Dawsahak et d'autres tiwsaten extérieures à l'Adagh. La division prenait ainsi le visage de séparations géographiques, ce qui ne voulait pas dire grand chose, mais celles-ci renvoyaient à des réalités sociales plus anciennes, celles de l'appartenance aux groupes de parenté, c'est à dire aux tiwsaten, et plus encore aux anciens groupements politiques. Dans cette optique, la première séparation du FPLA pouvait être analysée comme le rejet de l'importance prise dans la rébellion par les Kel Adagh. La différence notée dans la localisation des attaques avant et après les accords de Tamanrasset prenait alors tout son sens. En 1990, le mouvement dirigé par des Kel Adagh utilisait le terrain de l'Adagh qu'ils connaissaient le mieux, tandis qu'ensuite ceux qui poursuivaient les combats, basés à l'extérieur de l'Adagh, prenaient pour cibles des localités situées au bord du fleuve Niger, plus proches des lieux qu'ils fréquentaient habituellement. Les développements ultimes de la

¹⁴⁹ Entretien avec Ibiya ag Sidi, Paris, 28/6/94.

promotion historique du groupement politique de l'Adagh se révélaient ainsi dans ses derniers avatars en 1990. La longue évolution qui avait mené les Kel Adagh de la position d'un ensemble dominé par ses voisins au moment de l'arrivée des Français à la fin du XIX^e siècle, à celui d'un groupement reconnu entraînant dans la lutte l'ensemble des Touaregs maliens apparaissait alors en pleine lumière, au moment même où sa réussite recommençait à être contestée. Cette interprétation ancrée sur les réalités d'une évolution séculaire était une grille d'analyse possible qui se trouva cependant rapidement compliquée par les faits ultérieurs.

La création de l'ARLA renforçait cette répartition tribale des combattants en l'affinant, en poussant les séparations au delà des références aux groupements politiques, et ce jusqu'aux tiwsaten elles-mêmes. Après sa fondation, l'ARLA récupéra en effet des Touaregs de nombreuses tiwsaten différentes, et l'on s'aperçut alors que le MPA était alors essentiellement composé de Touaregs Ifoghas des Kel Adagh, et le FPLA quasiment plus que de Cheman Amas. Les divisions ne s'arrêtèrent d'ailleurs pas là. De nombreux mouvements divers apparaissaient au fil du temps, et l'on crut un moment que la fragmentation des rebelles ne pourrait s'arrêter que lorsque chaque tawset serait organisée autour de son propre front politique :

"Ils ne se sont pas arrêté là, ils ont été jusqu'aux tribus. Les tribus ont permis aux gens de se mettre en valeur. On a vu des trucs comme le FNLA (Front national de libération de l'Azawad), qui est sorti du FPLA, comme le FILA (Front islamique de libération de l'Azawad), qui est aussi une scission du FPLA, et qui regroupe actuellement les Kel Antsar, même s'ils ne sont pas particulièrement islamique ! (...) Le FNLA a d'ailleurs aussi éclaté ensuite, une partie se rapprochant du MPA, l'autre du FPLA, mais libre, un peu à l'écart." ¹⁵⁰

Les divisions et les recompositions devenaient alors difficiles à suivre, et les bases politiques de ces entités multiples paraissaient bien lointaines. Ainsi, au delà des rivalités de groupements, et malgré l'expérience de l'exil, malgré la volonté initiale de rejeter la vieille organisation basée sur la séparation entre les groupes de parenté, les jeunes issus de la tanakra semblaient retrouver le chemin des appartenances traditionnelles, et la complexité des affiliations lignagères paraissait se reconstituer sous des appellations nouvelles. Les rivalités entre individus évoquées plus haut prenaient aussi plus de profondeur, et s'expliquaient mieux. Cette lecture permettait en effet de voir dans les divisions des intérêts de groupe structurés par des personnalités fortes. Dans cette hypothèse, l'autonomie prise par un individu s'accompagnait de celle de l'ensemble du groupe de même origine. Celui-ci se sentait valorisé par sa promotion au niveau de mouvement politique à part entière, et revendiquait de cette manière son importance propre. Prendre les armes était ainsi une façon pour une tawset particulière d'exister en tant que groupe, et en devenant guerrière, se valoriser et élever son statut au sein de la

¹⁵⁰ Entretien avec Ibiya ag Sidi, Paris, 28/6/94. Citons aussi le FPUA (Front populaire de l'Unité de l'Azawad), composé d'Idnan dissidents de l'ARLA et regroupé dans ce qui fut un temps appelé "Base autonome du Timetrin", et d'autres encore...

communauté. Ainsi, par exemple, le groupe des Cheman Amas qui n'avait pas participé au même titre que les groupes du nord de l'Adagh à la défense de la société lors de la rébellion de 1963-64 et qui pouvait en ressentir un certain complexe, pouvait prendre sa revanche en apparaissant comme un pôle de la nouvelle rébellion. En ce sens, les chefs de mouvement tels que Ghissa ag Mohammed devenaient les nouveaux guides guerriers, et s'inscrivaient ainsi dans un type d'autorité bicéphale originale, partagée entre les chefs traditionnels de la tawset et le dirigeant politique. Les chefs, poussant en sous-main ce dernier dans l'intérêt et la valorisation de leur groupe, pouvaient d'autre part exercer leur autorité par son intermédiaire. On pouvait donc y voir la récupération des formes nouvelles de l'organisation politique par les structures anciennes des différentes chefferies. Celles-ci pouvaient ainsi perdurer et continuer d'exercer leur pouvoir malgré le rejet de leur caractère archaïque par la jeune génération, et à travers ses propres représentants. Il était alors plausible d'y voir la perversion, par les pesanteurs sociales anciennes, d'un "sentiment national touareg" formé dans l'exil libyen : dans le conflit de génération et d'idées issu des expériences différentes qu'avaient connues les jeunes, la victoire des anciens pouvait représenter l'annihilation des évolutions politiques engagées, et la clôture du débat qui remettait en cause les structures sociales classiques. Ce processus fut ressenti négativement par les jeunes les plus conscients, qui eurent ainsi le sentiment de s'être fait rattraper par le passé, et de n'avoir pas su imposer leurs conceptions, comme l'exprime Iyad ag Ghali avec amertume :

"Les chefs de fraction ont commencé à imposer le respect aux jeunes révoltés pendant la première prise de contact pour négocier. Ils ont exercé ce pouvoir traditionnel sur nous tous, et d'abord sur moi-même, qui fais partie de cette jeunesse là, avec la même mentalité. (...) Les apparences m'ont peut-être trompé. J'ai cru que la rupture existait entre la jeunesse qui a fait la révolution et le milieu d'origine, c'est à dire les pères de famille, les chefs de fractions. Je croyais que c'était deux mentalités différentes, et aussi deux mondes différents... Mais ce n'étaient que des apparences." ¹⁵¹

C'est ce qu'exprime encore Lohiya, un combattant qui a suivi lui aussi l'itinéraire libyen :

"Quand les combattants sont rentrés, ils ont été repris par la réalité, et ils n'ont pas pu résister aux pressions des familles, aux relations traditionnelles, au respect qu'on leur demandait d'avoir pour certaines personnes. C'est cela qui les a divisé." ¹⁵²

Cette lecture sociale de la division des mouvements sur la base des tiwsaten recouvre ainsi une réalité importante, qui permet de mieux comprendre certains aspects de l'évolution politique après les accords de Tamanrasset. Ce serait finalement le concept de "peuple touareg", insuffisamment intégré par la jeune génération, et repoussé par les plus anciens, qui n'aurait pas réussi à se matérialiser. Cette vision est réaliste, mais ne contient pas non plus toute l'explication des séparations observées. Car un autre discours existe

¹⁵¹ Entretien avec Iyad ag Ghali, Bamako, 10/2/94.

¹⁵² Entretien avec Lohiya, combattant intégré issu du MPA, piste de Gao à Kidal, 2/2/1994.

encore au sein des combattants. Il s'appuie quant à lui sur une vision plus large de la société, et se focalise sur d'autres divisions transversales, qui échappent en partie à celle des tiwsaten. Il met en avant l'existence de classes sociales, et les volontés d'émancipation des anciennes couches tributaires. Ce discours est ambigu, dans la mesure où le statut social n'était pas individuel chez les Touaregs, mais déterminé par l'appartenance à un groupe, à une tawset. Il recouvre donc en partie ce qui vient d'être évoqué. Mais il introduit dans l'analyse des divisions des réalités plus larges et des motifs plus complexes.

Le discours de l'ARLA : une division sur les couches sociales

L'évolution politique postérieure à la signature des accords de Tamanrasset peut en effet être aussi analysée sous l'angle de la révolution sociale. Cette interprétation est essentiellement issue du discours de l'ARLA, rejeté avec force par le MPA qui n'y voit aucune réalité, mais un prétexte pour justifier la dissension de ce mouvement. Cependant, ce discours existe, et malgré les critiques qui lui sont portées, il suscite par son existence même des interrogations qui ne peuvent être négligées. Dans cette optique, la constitution de l'ARLA, au delà de la volonté affichée de rassemblement, serait l'expression d'une remise en cause tout à la fois de la chefferie des Kel Adagh et de l'organisation sociale basée sur les rapports de domination des nobles sur les tributaires. Cette contestation met en cause, dès le départ, la structuration initiale de la direction du premier mouvement, constitué après le Congrès de Tripoli. On se rappelle que ce mouvement créé en Libye rassemblait toutes les tiwsaten du Mali, avec cependant une forte proportion de Kel Adagh. Mais tant parmi ces derniers que parmi les autres groupes, la composante tributaire était évidemment importante, puisqu'elle représente la majorité numérique de la population touarègue. En 1963-64, les imghad affiliés aux tiwsaten nobles avaient combattu sous l'autorité de chefs rebelles issus de ces dernières. En 1990, la situation fut en partie la même. Car si la direction du mouvement fut largement composée de jeunes issus des tiwsaten Kel Adagh, celles-ci étaient aussi souvent des tiwsaten Ifoghas. Les cadres militaires et politiques du mouvement furent ainsi en partie des nobles. Il en était ainsi de son secrétaire général, Iyad ag Ghali, un Afaghis, mais aussi des autres responsables : Ibiya ag Sidi, Sidi Mohammed ag Ichrach, membres de l'état-major politique, Ibrahim ag Litny, représentant extérieur du mouvement, Cheikh ag Baye, Acheriff ag Mohammed, représentants du mouvement auprès du gouvernement de transition, Meti ag Mohammed Rhissa, Hama ag Sid Akhmed, cadres et intellectuels, étaient des Ifoghas. La direction n'était pourtant pas composée uniquement d'Ifoghas, et d'autres tiwsaten, y compris tributaires, ou des descendants d'Iklan (le chef militaire Bilal Saloum en était un bon exemple), y étaient aussi représentés. Les dirigeants d'origine

Ifoghas rappellent de plus que les nominations au comité exécutif ou au conseil révolutionnaire étaient issues d'élections auxquelles avaient participé tous les militants présents au congrès, et qu'elles n'étaient pas à l'époque basées d'aucune façon sur les appartenances tribales (celles-ci étaient d'ailleurs rejetées, et le serment qui était exigé des militants en faisait foi), mais sur des critères de compétences individuelles et d'engagement personnel. Il n'y avait donc pas de la part des Ifoghas une volonté de prendre la tête du mouvement, et ils s'en défendent avec constance, précisant seulement qu'ils avaient été les plus actifs, et qu'au moment du congrès personne n'avait critiqué leur présence au sein du mouvement ou dans sa direction. Cependant, l'important reste que les autres composantes du mouvement en aient conçu plus tard de l'agacement, et que bon nombre d'entre eux aient considéré que les Ifoghas reproduisaient dans la rébellion les mêmes hiérarchies que celles qui étaient à l'oeuvre dans la société. Le rejet de la domination Ifoghas fut ainsi une des bases de l'écatement du mouvement initial, et la réalité de ce sentiment est reconnue par le secrétaire général du MPA, Iyad ag Ghali, bien qu'il considère que ce soit un faux problème, et que l'importance prise par les Ifoghas au sein des combattants soit essentiellement due au fait qu'ils étaient plus engagés dans la lutte, et plus tôt, que d'autres :

"En réalité, objectivement, les Ifoghas sont le fer de lance de l'Adrar, et l'Adrar des Ifoghas, c'est le fer de lance des Touaregs du Mali en général. C'est une réalité. Et si l'on veut classer les gens, ceux qui ont négocié avec l'état, sous-entendu les alliés de l'état, ce sont des Ifoghas, mais ceux qui ont aussi été les plus actifs dans la révolution, ce sont aussi des Ifoghas, tu vois ? Sur le terrain, la réalité est contradictoire. Ceux qui ont fait le soulèvement de 63 ce sont les Ifoghas, et ce sont eux qui ont aussi subi les massacres. Mais ceux qui ont négocié avec l'état en 63, pour que les choses se calment, et aussi pour diminuer les dégâts, ce sont toujours les Ifoghas...! Et en 1990, c'est toujours la même chose. Pendant la clandestinité, ceux qui ont subi la répression de la sécurité des états algérien et malien étaient des Ifoghas. A tel point qu'à un moment donné la rébellion était en Algérie synonyme des Ifoghas. Et donc tout type qui était Ifoghas était automatiquement recherché, arrêté et torturé, en Algérie comme au Mali. Donc, ça, c'est une réalité.

L'autre réalité, c'est que les autres tribus existent, et elles sont plus nombreuses que les Ifoghas. Et pendant l'écatement du mouvement, de la déchirure en plusieurs courants, les gens ont contesté les Ifoghas en même temps que les accords de Tamanrasset. Ils contestaient toutes les personnes Ifoghas, les cadres Ifoghas, et jusqu'à la tête, donc y compris moi et les autres. Tout le monde est sorti du MPA, au début sans organisation, tout le monde, de l'est à l'ouest, sauf les Ifoghas, pour les contester. Ils voulaient même créer une alliance pour combattre militairement les Ifoghas. Carrément !" ¹⁵³

En pratique, l'importance prise dans le mouvement rebelle par les Kel Adagh en tant que groupement politique s'est confondue avec celle prise par les Ifoghas dans la direction du mouvement. Ceux-ci, dans le discours de l'ARLA, sont accusés d'avoir une attitude passéiste, de vouloir s'appuyer à la fois sur la chefferie traditionnelle et sur le gouvernement et le pouvoir, et d'essayer ainsi de restaurer l'autorité des nobles sur la société et la dépendance des tributaires. Cette critique est sans doute injuste à l'égard des individus eux-mêmes. Des dirigeants tels qu'Iyad ag Ghali ou d'autres n'ont pas fait

¹⁵³ Entretien avec Iyad ag Ghali, Bamako, 10/2/94.

preuve dans leurs actions de la volonté qui leur est prêtée d'éliminer de la direction du mouvement les non-Ifoghas. Il semble même plutôt qu'ayant eu conscience de la possibilité de cette critique, ils aient tenté de la désamorcer, en demandant par exemple que les cotisations rassemblées par les populations civiles soient fusionnées, et que n'apparaisse pas dans ces contributions la part prise par chaque tawset. Malgré ses outrances, cette critique est intéressante. Elle s'inscrivait en effet dans la contestation du pouvoir de la chefferie déjà observée depuis les dernières années de la colonisation française, pendant lesquelles les tributaires avaient connu économiquement et politiquement un début d'émancipation. Les dissidents assimilaient ainsi l'attitude de la direction du MPA à celle qu'avait adoptée la chefferie de l'Adagh depuis l'arrivée des Français, c'est à dire la poursuite de son seul intérêt par le renforcement toujours plus important de son autorité sur l'Adagh, et la collusion pour ce faire avec les différents pouvoirs qui s'étaient succédés sur son sol, pouvoir colonial français d'abord, pouvoir militaire malien à partir des années 1960, pouvoir du gouvernement transitoire et du CTSP en 1991. En ce sens, cette contestation était issue d'un mouvement de fond, dont les prémices ont été évoquées plus haut.

La constitution de l'ARLA n'était pas au départ exclusivement tournée vers cet objectif social. Mais ce souci apparaît en filigrane dans ce qui constituait au départ simplement la poursuite des idéaux de l'exil, c'est à dire le refus "du tribalisme, du clanisme et du régionalisme". Fondée en réaction à la fois au pouvoir des Ifoghas au sein du MPA, et à la domination Cheman Amas du FPLA, la ligne choisie était alors logique. MPA et FPLA apparaissaient en effet à ce moment comme des entités calquées sur des tiwsaten ou des groupes sociaux trop précis. Cependant, le discours émancipateur qui s'est rapidement imposé au sein de l'ARLA a indisposé les membres d'origine nobles dont un grand nombre a quitté cette organisation pour rejoindre de nouveau le MPA. Finalement, les positions se sont radicalisées, et l'ARLA a contribué à créer ce qu'elle rejetait. La recomposition, à la fin 1991, s'était faite autour de ces notions. Le FPLA restait presque exclusivement alors le mouvement des Cheman Amas, auxquels s'étaient adjoints les Kel Antsar, et cette union était en fait celle des Touaregs non originaires de l'Adagh. Le FIAA était le mouvement des arabes et des Maures, et le MPA et l'ARLA ceux des Kel Adagh. Mais parmi ces derniers, l'ARLA revendiquait être celui des tributaires. Il est évident que cette description est en partie caricaturale, et qu'il n'y avait pas de détermination obligée sur des bases sociales. Des tributaires et des descendants d'iklan ont toujours appartenu au MPA, même après le raidissement des positions, et l'ARLA ne fermait pas la porte aux nobles. La meilleure preuve en est d'ailleurs qu'Ibrahim ag Litny, dirigeant important de ce mouvement, était lui-même issu des Kel Taghlit, c'est à dire d'une tawset noble de l'Adagh. Il s'agissait donc plutôt d'une séparation idéologique sur la base des projets de conservation ou de transformation de la société, qui recouvrait en partie les origines sociales de ses adhérents. L'ARLA se voulait

“progressiste”, dénonçait “l’oppression” des nobles. Son analyse était peut-être une vision de l’esprit, par rapport aux réalités de l’Adagh. Les nobles n’avaient plus guère depuis longtemps la possibilité d’opprimer les couches tributaires. Mais les anciennes rancoeurs remontaient à la surface, ce mouvement s’en voulait l’expression, et ses discours sont devenus très nets. Ainsi pouvait-on entendre, en 1994, dans une des réunions de l’ARLA les affirmations suivantes :

“Nous voulons poursuivre la révolution sociale. Nous voulons l’égalité. Au MPA en théorie, on est aussi pour l’égalité. Les jeunes surtout ne sont pas hostiles au changement. Mais leur milieu, la vieille aristocratie, est hostile à l’évolution. Nous voulons voir disparaître les séquelles de l’ancienne situation, mais nous accueillons à bras ouvert les Ifoghas. Nous n’avons rien contre les individus, c’est la mentalité que nous refusons. Nous voulons amener les populations plus âgées à ce changement de mentalité, doucement, les sensibiliser. Cela ne sera pas très difficile, parce que 90% de la population étaient opprimés par les nobles. Cependant nos vieux ont peur de perdre une protection. Mais nous, nous sommes révolutionnaires, et nous n’avons pas peur de nous découvrir.”¹⁵⁴

En retour, les membres du MPA contestent qu’il y ait jamais eu oppression des nobles sur le reste de la société. Ils affirment d’ailleurs ne pas refuser l’évolution sociale, mais plutôt ne pas vouloir l’imposer artificiellement, préférant attendre que les rapports changent d’eux-mêmes, grâce aux nouvelles conditions dans lesquelles les Kel Adagh seront de plus en plus amenés à vivre.

“La révolution qu’ils préconisent est une fausse révolution car l’oppression n’est pas réelle, et le rôle de relais administratif des chefs Ifoghas est une fausse idée car les chefs sont issus de toutes les fractions. Cette idéologie a été développée a posteriori pour continuer d’exister et montrer qu’ils ont à reconquérir dignité et liberté, mais c’est un prétexte, une justification. Iyad n’a jamais fait la différence entre noir, blanc, vassal, noble. Le MPA contient toutes les composantes, et ne veut plus des fractions. La différence, c’est que le MPA voudrait refaire les choses à partir de la société traditionnelle, sans bousculer tout brutalement, alors que l’ARLA voudrait créer une nouvelle société.”¹⁵⁵

Il s’agit ainsi, dans le discours du MPA, de prendre appui sur les réalités existantes, et de ne pas plaquer dessus une idéologie de l’égalité encore mal intégrée, qui pourrait faire exploser la société parce que trop brutalement imposée. Il est ainsi reproché aux militants de l’ARLA de vouloir brusquer les choses, et plutôt que de prôner la cohésion interne, d’engendrer de nouvelles divisions :

“Ils ne peuvent pas créer une nouvelle société, ou en tout cas cela demande des générations, et personne n’en a la maîtrise. Personne ne peut maîtriser un tel changement, car ce qui existe actuellement est la seule organisation sociale que l’on ait connue. Et jusqu’à preuve du contraire, dans tout ce qu’on a vécu et ce qu’on a vu, les chefs de tribu et de fraction sont incontournables ! D’abord, ils ont le respect. (...) C’est pour cela qu’ils ne peuvent pas détruire tout de suite et dans l’immédiat cette structure sociale. Si tous les Touaregs marchaient avec cette théorie, cela peut suivre, d’accord. On assistera à un désordre pendant une génération et puis cela va se tasser. Mais comme tous les Touaregs ne marchent pas pour cette idée, et même qu’une partie des Imghad ne marchent pas ... ! (...) La meilleure formule est de laisser les choses évoluer pacifiquement. (...) J’accepterais que les Ifoghas n’aient plus de pouvoir sur la société) à partir du moment où je dis que le temps lui-même va imposer cette situation. C’est

¹⁵⁴ Compte-rendu de la réunion des militants de l’ARLA-CNID, Kidal, 3 février 1994.

¹⁵⁵ Entretien Bilal Saloum, Meti ag Ghissa, Cheikh ag Baye, Kidal, 6 Février 1994.

valable pour les Ifoghas, les Kel Antsar, les Iwlliminden. Un jour on verra un député Imghad à Kidal ! Un député Daoussahak à Menaka!, et un autre à Goundam, tu vois ! Mais il ne faut pas brusquer les choses, créer des situations de confrontation." 156

Ainsi, au delà de l'organisation en tawset, et du recentrage des combattants sur les groupes auxquels ils appartiennent, une autre dynamique est à l'oeuvre. La confusion entre la séparation sur la base des tiwsaten et celle provenant d'une aspiration à une transformation sociale ressort du fait que la structure de la société et les différences de statut social se basent sur les groupes de parenté, et non sur le statut de chaque individu. Dans ce schéma, promouvoir son groupe peut équivaloir à refuser la domination des nobles, et les deux soucis s'interpénètrent inextricablement. Aussi l'éclatement des mouvements dépasse-t-il le simple cadre d'une position politique à propos des accords de Tamanrasset, de l'attitude à tenir en face de l'état malien ou de l'utilité de nouvelles négociations. En réalité, il est le signe des luttes personnelles, des rivalités individuelles et des égoïsmes de groupe, mais aussi et surtout d'une complexe recomposition de la société, d'une révolution sociale autant que d'une révolution politique, de la différence des réponses apportées aux débats qui traversent la société touarègue sur son avenir, et des tentatives de faire aboutir des évolutions sociales de longue durée, engagées bien avant la révolte de 1990. Les Touaregs ont à la fois à résoudre les questions qu'ils se posent au sujet de l'attitude à adopter en face des pouvoirs centraux, de leur position et de leur minorisation au sein de l'Etat-nation, de la conservation de leurs techniques et de leurs habitudes culturelles, des changements à apporter à leur économie pastorale pour mieux l'intégrer aux économies contemporaines, tout en cherchant à tâtons les réponses aux débats qui les traversent concernant les modifications à introduire dans leur organisation sociale, la légitimité de leurs chefs, représentants et délégués, la marche vers plus d'égalité, le choix de l'appartenance de groupe ou de territoire, et ce, sans pouvoir sérier les problèmes, et dans un contexte de guerre et de répression, d'exils et de destructions qui ne favorise pas l'échange serein...

Dans ces débats multiples, les Kel Adagh, à la pointe de la rébellion dans ses premiers temps, sont ensuite toujours en tête d'une réflexion qui semble moins concerner les autres régions nomades, ou qui en tout cas n'a pas été menée chez elles avec la même fougue, et n'a pas occasionné de ruptures aussi visibles et aux conséquences aussi importantes pour les évolutions ultérieures du mouvement général. Par ailleurs, la notion de peuple touareg apparaît de moins en moins dans ces confrontations d'idées. La volonté d'indépendance elle-même, présente au départ dans les objectifs de la lutte, s'estompe au profit des autres interrogations. Quant à celles-ci, elles se trouvent exacerbées par leur intégration au sein des luttes politiques maliennes. En effet, des relations se sont créées entre les partis politiques fondés au sud du Mali et les différentes tendances touarègues.

156 Entretien avec Iyad ag Ghali, Bamako, 10/2/94.

C'est ainsi que le MPA a rejoint la ligne de l'ADEMA, tandis que l'ARLA a établi des rapports avec le CNID. Ces liaisons sont aussi intéressantes, car elles sont utilisées dans les critiques que se portent les différents mouvements, et rejaillissent sur les évolutions de leurs conflits. L'ARLA a pu reprocher au MPA de rejoindre les rangs de l'ADEMA qui dirigeait l'état à travers le président Alpha Omar Konaré et la plupart des membres du gouvernement, et de faire preuve dans ce choix du même opportunisme qu'avaient montré les anciennes chefferies. Inversement, il a été reproché à l'ARLA de suivre le CNID dans sa contestation du pouvoir, ce que d'aucuns ont considéré comme de l'irresponsabilité. Mais finalement, il est possible d'observer que les divergences partisans à Bamako renforcent par ces affiliations les divisions au sein des Touaregs. Lorsqu'en 1994 le CNID a quitté le gouvernement en rompant avec la coalition au pouvoir, il est apparu dans le discours de l'ADEMA, et donc aussi de l'état, la préférence faite au MPA et l'accusation lancée à l'ARLA de renforcer par son attitude l'insécurité du nord et les retards dans l'application des accords. Tout ce passe comme si l'on assistait à un investissement plus important des Touaregs dans les réalités politiques maliennes, ce qui pourrait faire penser au renforcement de leur intégration. Ces évolutions sont pourtant trop récentes pour qu'on puisse en tirer des conclusions autres qu'hasardeuses. Il n'empêche que cette tendance à l'intégration et les revendications qui en découlent, après la réalisation d'une nouvelle unité des mouvements rebelles sous le couvert de la coordination des MFUA (Mouvements et Fronts unifiés de l'Azawad), apparaît clairement dans le texte du Pacte national, le nouvel accord qui fut signé après de longues négociations en avril 1992.

La reconstitution d'une unité : la coordination des MFUA

La réunification des mouvements divisés après les accords de Tamanrasset s'est avérée au fil du temps impossible. Néanmoins, des efforts de rapprochement furent engagées et bien qu'ils n'aient pas abouti pas à la fusion des organisations en un seul nouveau front, ils réussirent à les rassembler sous la bannière d'une coordination qui leur permettait de parler d'une seule voix, et qui constitua le préalable à la reprise des négociations avec l'état malien. Il fallut cependant une année de rencontres et de tractations pour que naisse l'organisation des Mouvements et Fronts Unifiés de l'Azawad (MFUA), le 13 décembre 1991.

La première tentative d'empêcher les divisions, avant même que le mouvement n'éclate complètement, fut prise dès février 1991. Le 28 de ce mois, une rencontre fut organisée à Tin Zawaten où furent conviés tous les responsables des deux seuls mouvements de l'Azawad existant à cette époque, le MPA et le FIAA. Mais devant l'intransigeance de Ghissa ag Mohammed, cette démarche échoua finalement :

"J'ai contribué à organiser une rencontre le 28 février 1991. Ainsi, si les gens contestent les accords de Tamanrasset, qu'ils prennent leurs responsabilités, et le disent en conférence. Qu'ils changent la direction politique qui a signé les accords et qu'ils prennent la responsabilité de déclencher une nouvelle guerre. Ce n'est pas moi qui le ferai ! La rencontre a eu lieu à Tin Zawaten, et tout le monde a participé, sauf Ghissa, qui n'a pas voulu venir. Alors, juste après la rencontre, le 3 mars, on est parti le voir en délégation. Mais il n'a pas voulu discuter avec nous. Tu vois...!" 157

Malgré cet échec, le MPA était l'initiateur d'un nouvel essai de rassemblement des différents points de vue. Du 5 au 10 juin 1991, l'Algérie acceptait de réunir sur son sol, au Palais de la Culture de la Wilaya de Tamanrasset, une rencontre "de toutes les sensibilités du Mouvement Populaire de l'Azawad"¹⁵⁸. A cette occasion était créée une Commission de réconciliation, "chargée de consolider l'entente" au sein du MPA, et les affaires courantes étaient confiées à un Conseil de crise qui devait prendre en charge la gestion des Affaires du mouvement jusqu'à la tenue d'un Congrès. Celui-ci, dont la date n'était pas déterminée, devait aboutir, après expression de toutes les critiques et positions politiques, au resserrement des liens au sein du MPA. Cependant, ce congrès ne se tint pas, et le mouvement se divisa au contraire de plus en plus profondément, comme on l'a observé précédemment. Cependant, les politiques des mouvements n'étaient pas dans une logique d'affrontement, et chacun savait que les choses n'avaient de chance d'avancer que si les rebelles parlaient d'une voix unie. L'Algérie de son côté entreprenait ses propres démarches, et se démenait pour amener les responsables des quatre mouvements existants à partir de novembre 1991, à se rencontrer et à traiter ensemble. Elle poursuivait ainsi la politique qu'elle avait adoptée depuis 1990, et qui consistait à tenter de faire revenir le calme dans les régions nomades voisines, afin d'éviter qu'elles ne déstabilisent ses propres populations. Pour elle aussi, le retour à la paix ne pouvait être envisagé tant que les rebelles n'adopteraient pas une position unitaire qui leur permette de présenter ensemble une plate-forme commune de revendications au gouvernement de transition.

Finalement, l'énergie déployée porta ses fruits. Les représentants des quatre mouvements se retrouvaient du 10 au 13 décembre à El Goléa, en Algérie, et engageaient des conversations qui aboutirent à une position commune. A l'issue des entrevues, les mouvements annonçaient dans un communiqué de presse qu'ils avaient "d'un commun accord accepté un processus d'unification"¹⁵⁹, qui devait être entériné lors de la tenue d'un congrès ultérieur, et qu'une plate-forme commune de revendications avait été élaborée pour servir de base à "d'éventuelles négociations". Le congrès ne se tint jamais, mais les progrès étaient cependant significatifs. La coordination des MFUA existait, et permettait de présenter un front uni en face de l'état malien, en même temps qu'un bureau

¹⁵⁷ Entretien avec Iyad ag Ghali, Bamako, 10/2/94.

¹⁵⁸ Communiqué de presse du MPA, à l'issue de la rencontre tenue à Tamanrasset, 10 juin 1991.

¹⁵⁹ Communiqué de presse publié à l'issue de la Conférence d'unification des Mouvements et Fronts de l'Azawad, El Goléa, 13 décembre 1991.

constitué de quatre délégués pour chacun des mouvements était chargé de régler les affaires internes. Les revendications sur lesquelles tous s'étaient accordés reprenaient les objectifs précédant les accords de Tamanrasset. Il s'agissait de chercher la réalisation d'un "système de type fédéral", et l'obtention d'une démilitarisation complète de l'Azawad¹⁶⁰. Pour arriver à ce but, les MFUA recherchaient l'internationalisation des négociations en demandant que celles-ci se déroulent en dehors du territoire malien, et sous garantie internationale. Aussi, bien que ne revendiquant pas l'indépendance de l'Azawad, ces revendications étaient-elles assez radicales, notamment lorsqu'elles évoquaient plusieurs fois le "Peuple de l'Azawad", et lorsqu'elles considéraient quasiment l'Azawad comme une entité politique en elle-même, rattachée contre son gré au moment de l'indépendance à l'État malien, "malgré les vives protestations des principaux chefs traditionnels en 1958". De plus, les retombées des frictions ethniques étaient lisibles dans la plate-forme, qui considérait que les Touaregs et les Arabes, nommément cités pour la première fois, étaient les "composantes majoritaires du peuple de l'Azawad", et que l'armée malienne constituait "une source d'insécurité permanente" pour ces seules populations. Malgré la sévérité de la condamnation de l'état malien ainsi que l'importance des revendications présentées, la rencontre d'El Goléa se terminait de façon largement positive : malgré les divisions et les dissensions internes, elle réussissait à refaire l'unité des mouvements rebelles, et ouvrait la porte aux négociations futures.

Des Touaregs maliens : le Pacte national

Ces négociations ne tardèrent d'ailleurs pas à s'engager. Le gouvernement de transition cherchait à résoudre le problème du Nord, qui bloquait en partie le processus de démocratisation malien, puisqu'il s'était engagé à ne pas organiser d'élections présidentielles avant la signature d'un nouvel accord. Pendant que les rebelles étaient concentrés sur leurs divisions, des contacts avaient été pris, un débat s'était engagé, et le Mali était prêt à reprendre les négociations. Aussi la Conférence de Mopti, consacrée au Nord se tint-elle seulement quelques jours après la rencontre d'El Goléa. Mais il fallut cependant plusieurs mois de discussions, pour que soit finalement signé le Pacte national, la veille du premier tour des élections présidentielles. Cet accord fondamental représentait un véritable aboutissement, et contrairement aux accords de Tamanrasset, un traité fouillé et précis des engagements pris de part et d'autre. Il devint la base des relations entre les populations du Nord et le reste du Mali, et permit l'ouverture sur une possible intégration des populations Touaregs et Maures au sein de la nation malienne.

¹⁶⁰ Voir en annexe : "Plate-forme des revendications communes des Fronts et Mouvements Unifiés de l'Azawad, El Goléa, 13 décembre 1992".

Une longue préparation

Afin de faciliter la relance du dialogue, le gouvernement malien engageait de son côté des démarches dans deux directions. D'une part, des médiateurs furent pressentis, et d'autre part fut entreprise l'organisation d'une Conférence sur le Nord, comme l'avait recommandé lors de la Conférence nationale la sous-commission sur l'État de la nation.

Les médiateurs choisis furent finalement le français Edgar Pisani et le mauritanien Ahmed Baba Miské, qui furent chargés de rencontrer les différentes parties concernées, d'explorer les intentions, les objectifs et les volontés de chacune, et de produire un rapport qui pourrait servir de base aux premières entrevues. Celui-ci fut remis, après une série de consultations à Paris et au Mali, au gouvernement de la transition dès septembre 1991. Il liait les revendications identitaires des populations du nord à celles d'autres groupes existant dans le monde, y compris au sein d'États-nations ayant une longue histoire unitaire, et en faisait donc "un problème moderne"¹⁶¹, mais aussi une affaire transnationale dans laquelle le Mali ne pouvait agir isolément. Il évoquait le sentiment nomade d'une recolonisation du Nord par le Sud après l'indépendance, et enfin, rejetant les solutions de l'étouffement, de l'émigration ou de l'indépendance des populations touarègues et maures, préconisait "l'unité dans la diversité" du Mali. De son côté, Baba Akhib Haïdara, le délégué général chargé des problèmes du nord nommé par le CTSP, remettait au gouvernement un mémorandum qui établissait les bases possibles de négociations ultérieures. Celui-ci n'était guère audacieux, car, bien qu'envisageant une gestion autonome des régions du nord, il ne prévoyait un accord que sur les bases de l'intégrité territoriale, de la non-démilitarisation de la région et du démantèlement des groupes armés contestant l'autorité de l'État, et considérait la France comme incontournable dans les négociations surtout parce qu'elle abritait "une communauté touareg très active soutenu par un puissant groupe de pression disposant d'un relais médiatique redoutable"¹⁶². Quant au Comité national d'organisation de la conférence spéciale sur le Nord, il ne réfléchissait que dans le cadre des "collectivités territoriales" maliennes et de la décentralisation, notion déjà rejetée par les mouvements de l'Azawad. Les positions étaient donc encore bien éloignées dans les mois suivants la Conférence nationale. La réunion technique de Ségou, organisée du 25 au 27 novembre 1991, ne rapprochait pas plus les parties concernées. Réunissant des représentants de la société civile du nord, c'est à dire essentiellement des membres des chefferies coutumières, des

¹⁶¹ Cité par DIARRAH (C.O.), "Le Pacte national, au-delà des passions", *Les Échos*, 311, 24 juin 1994 : 4

¹⁶² *Idem*.

pouvoirs publics et des partis politiques maliens, elle produisait un document envoyé aux représentants des mouvements rebelles, lesquels n'en concevaient que colère et amertume :

"Les autorités de Bamako ont fait parvenir aux représentants des différents mouvements un document élaboré à Ségou le 25 novembre dernier et qui détaillait une **proposition de décentralisation des collectivités territoriales** (processus de décentralisation qui n'a rien de nouveau puisqu'il était déjà engagé depuis 1987 par le Général Moussa Traoré), et qui pour nous contredisait et rejetait le statut particulier obtenu lors des Accords signés à Tamanrasset le 6 janvier 1991.

Nous avons constaté malheureusement avec regret que les autorités de Bamako, qui disent nous tendre une main fraternelle, régressent dans leurs propositions premières, et contredisent l'allocution du président Toumani Touré prononcée le 9 novembre ¹⁶³; nous, membres du MPA, ne pouvons que déplorer cette mauvaise volonté, nous, seul mouvement jusque là le plus modéré, qui respecte les engagements pris le 6 janvier 1991, et qui essaie, par des moyens difficiles, de ramener les autres tendances dissidentes du MPA, regrettons de devoir dire que le Mali ne facilite guère la tâche aux médiateurs ni au MPA" ¹⁶⁴

De son côté, la conférence spéciale sur le nord était reportée plusieurs fois, malgré l'intérêt et le débat national qu'elle commençait à susciter au Mali¹⁶⁵. Prévue initialement à Tombouctou, elle finit par se tenir à Mopti, du 16 au 18 décembre 1991, sous la présidence d'Amadou Toumani Touré, et avec la médiation de l'Algérie. Les quatre mouvements de l'Azawad y étaient représentés ¹⁶⁶, et un comité des sages composés d'anciens dirigeants du premier mouvement (dont Limam Chaffy, Ammera ag Fakri, Omrani ag Sidi Mohammed) devait servir de modérateur. Cette conférence n'était pas destinée à produire un accord, les délégations n'ayant pas mandat pour cela, mais à établir les bases des négociations ultérieures. Celles-ci furent fixées à janvier 1992. Il fut admis que ces rencontres se déroulent à l'extérieur du Mali, et qu'elles s'accompagnent d'une trêve pendant le temps des discussions. De plus, la constitution d'une commission indépendante pour enquêter sur les crimes commis n'était pas rejetée, ni l'indemnisation des victimes, et l'accord s'était fait sur la libération réciproque des prisonniers. Cependant, la Conférence de Mopti donnait l'occasion d'observer tout le chemin que les deux parties devaient encore faire pour arriver à un règlement de la question. Le gouvernement malien refusait en effet le fédéralisme au nom de l'unité nationale et la

¹⁶³ Au cours de celle-ci, le président Amadou Toumani Touré avait affirmé : "Nous assumons toutes les conclusions de la Conférence de Tamanrasset, mais l'État entend, comme je l'ai dit, aller au delà"

¹⁶⁴ Communication du MPA, décembre 1991.

¹⁶⁵ Voir les articles suivants :

MAIGA (T.B.), "Conférence spéciale sur le Nord : Ça ne doit pas échouer !", *Les Échos*, 118, 25 octobre 1991.

OUSS (B.), "Le Nord : un enjeu stratégique mondial", *Union*, 3, novembre 1991 : 2.

ARRALD (O.), "Contributions à la recherche de solutions au Problème du Nord", *Les Échos*, 120, 8 novembre 1991 : 4.

MAIGA (O. D.), "Conférence de Tombouctou, un enjeu", *Les Échos*, 120, 8 nov. 1991 : 4-5.

MAIGA (T.B.), "Conférence de Tombouctou. Les raisons du report", *Les Échos*, 121, 12 novembre 1991 : 2. Etc...

¹⁶⁶ Pour le MPA : Cheikh ag Baye, l'ARLA : Sidi Mohamed ag Ichrach, le FIAA : Zahabi ould Sidi Mohammed, et le FPLA : Aghattam.

démilitarisation complète des régions du Nord au nom de la préservation de l'intégrité territoriale. Deux conceptions de l'état s'opposaient toujours, et les acquis de Tamanrasset ne semblaient plus avoir aucune incidence sur la poursuite des discussions. Néanmoins, les mouvements et l'état avaient repris langue, et affirmaient qu'ils étaient disposés à chercher une entente, ce qui constituait la retombée majeure de cette rencontre. Enfin, une délégation malienne rencontrait le 29 et le 30 décembre 1991 à Alger les médiateurs algériens, qui contribuaient à tracer le cadre des négociations à venir en poussant les Maliens à quelques pas supplémentaires vers les rebelles. Il était en effet admis lors de cette rencontre qu'un accord devait être signé avant la fin de la Transition, que l'allègement du dispositif militaire au nord pourrait être envisagé sur la base de ce qui avait été décidé à Tamanrasset, et à condition que les mouvements rebelles ne cherchent pas à en tirer profit. En échange de quoi, les rebelles acceptaient, par l'entremise de l'Algérie, que le référendum sur la constitution prévu le 12 janvier 1992 se tienne dans la sécurité et ne soit pas troublé par leurs attaques. Notons au passage que les Algériens en profitaient aussi pour assurer leur position de médiateurs exclusifs. Le Mali acceptait en effet que l'action de MM. Pisani et Miské soit limitée à la "facilitation", et que ces deux personnalités n'interviennent pas lors de la négociation. Ils furent ainsi cantonnés au rôle de conseil et de modération, notamment auprès des mouvements, dont ils avaient su acquérir la confiance, tout en contribuant à l'élaboration technique d'un document juridique. Selon sa politique habituelle, l'Algérie diminuait ainsi le rôle de la France, et se positionnait, en tant que puissance régionale, comme seule garante des accords futurs.

Enfin, l'année 1992 s'ouvrit sur les négociations proprement dites, qui se déroulèrent à Alger en trois phases. En pratique, la première session de discussions, qui se tint du 22 au 24 janvier 1992, aboutit essentiellement à la signature d'une trêve devant prendre effet à compter du 8 février 1992, à préciser les conditions de l'échange des prisonniers dont il était admis qu'il devait se faire par l'intermédiaire de l'Algérie à partir du 15 février, à définir enfin les modalités de création de la Commission d'enquête, qui devait réunir à Mopti dès le 19 février des personnalités issues à part égale du gouvernement malien, des MFUA, et de pays indépendants (cinq représentants chacun)¹⁶⁷. Le rapprochement des positions n'était encore guère avancé, et faillit même être remis en cause lors de la deuxième session des négociations, du 15 au 19 février 1992 : cette deuxième rencontre ne fit qu'enregistrer la protestation des MFUA à propos de la tenue, sur toute l'étendue du territoire, des consultations électorales qui se poursuivaient au mépris de l'impossibilité pour les populations du Nord d'y participer. Si l'organisation du référendum du 12 janvier avait été accepté par les mouvements rebelles, il n'en avait pas été de même en effet pour les élections municipales, qui se tinrent le 19 janvier, ni

¹⁶⁷ Communiqué de presse adopté par la réunion tenue entre le Gouvernement du Mali et les Mouvements et Fronts Unifiés de l'Azawad tenue à Alger du 22 au 24 janvier 1992.

pour les élections législatives prévues pour le 8 mars. Au contraire, le gouvernement malien avait accepté lors de sa première rencontre avec la médiation algérienne le principe du report de ces élections dans les régions du nord jusqu'au retour des réfugiés nomades, et les rebelles l'accusèrent de nouveau de ne pas tenir ses engagements. Malgré ces difficultés, la troisième session de négociation se tint quand même, du 15 au 25 mars 1992. La délégation des MFUA y était dirigé par Zahabi ould Sidi Mohamed, chargé de la coordination des mouvements, et négocia avec celle du gouvernement malien conduite par le chef de bataillon Moussa Diabaté, ministre délégué à la Sécurité intérieure, sous la médiation algérienne représentée par Ahmed Ouyahia. Après un véritable marathon de discussions, les deux parties, pressées par l'Algérie et par la nécessité de parvenir à une entente avant la date butoir fixée au 26 mars, réussirent à s'accorder sur un "Document de paix"¹⁶⁸, qui prenait le nom de "Pacte National consacrant le statut particulier du Nord du Mali". Après l'échange réciproque des prisonniers, la signature officielle de cet accord se fit à Bamako, le 11 avril 1992 (la veille du premier tour des élections présidentielles), avec une grande solennité et en présence du Président du CTSP Amadou Toumani Touré, du premier ministre Soumana Sacko, de responsables politiques et syndicaux, et de délégations étrangères. Le représentant du Niger soulignait à cette occasion la valeur "d'exemple et de modèle" du texte adopté, et celui de la France, en la personne de l'ambassadeur Jean-Didier Roisin, soulignait dans une déclaration à la tribune "la haute signification politique" du Pacte ¹⁶⁹. La signature du Pacte national représentait effectivement l'espoir du retour de la paix. Plus approfondi et plus audacieux que le texte des accords de Tamanrasset, il constituait aussi pour les populations du Nord et pour les combattants rebelles la consécration de leur position particulière mais aussi de leur acceptation de s'intégrer au sein de la République malienne.

Le Pacte, ou l'intégration malienne

Le Pacte signé en avril 1992 à Bamako s'organise en six titres différents ¹⁷⁰. Parmi ceux-ci deux points se dégagent tout particulièrement et représentent les points nodaux de l'accord. Il s'agit d'une part des dispositions favorisant le retour de la paix, et surtout de celles qui précisent le statut particulier octroyé aux régions du Nord-Mali. Les préambules de l'accord en montrent l'esprit. Remarquons tout d'abord les précautions de langage qui

¹⁶⁸ Procès-verbal de la troisième rencontre d'Alger entre la Gouvernement de la République du Mali et les Mouvements et Fronts unifiés de l'Azawad (15-25 mars 1992), signé par Zahabi ould Sidi Mohamed (MFUA), Moussa Diabaté (Mali), Ahmed Ouyahia (Algérie).

¹⁶⁹ GILGUY (C.), "La signature du pacte pour la paix et la réconciliation", *Marchés Tropicaux*, 17 avril 1992.

¹⁷⁰ Voir en annexe : "Pacte National, conclu entre le gouvernement de la République du Mali et les Mouvements et Fronts unifiés de l'Azawad consacrant le statut particulier du Nord du Mali"

dénotent toute l'âpreté des négociations. La dénomination même des régions concernées par l'accord montre à quel point les notions territoriales restent encore divergentes et sous-tendues par des concepts différents. Le Pacte porte en effet sur "les 6ème, 7ème et 8ème régions de la République du Mali, appelées Azawad par les Mouvements et Fronts Unifiés". D'un côté des circonscriptions administratives internes à un pays souverain, de l'autre une entité géographique et humaine globale et originale : le rapprochement des visions respectives n'est pas parfait. Mais il s'agit surtout d'un problème formel, qui cache les réalités fondamentales de l'accord. Car si le Mali reconnaît en son sein des "diversités culturelles, démographiques et socio-économiques", les MFUA acceptent de leur côté "l'unité et l'intégrité nationales". Finalement, un moyen terme a été trouvé à travers la dénomination, reprise dans le titre et le corps du texte, de "Nord du Mali", qui conserve, au delà des bornages administratifs, la notion d'entité originale, mais sauvegarde en même temps son caractère de région interne. D'autres termes employés sont aussi symboliques, lorsque le Pacte parle de "terroir" notamment (Titre I. Principes directeurs du Pacte, point 4), qui exprime bien la notion d'originalité culturelle et humaine, mais écarte celle de souveraineté territoriale, d'autant qu'est accolé dans la même phrase la mention "partie du territoire national". Mais il est intéressant de remarquer que l'état malien n'écarte pas l'appellation "Azawad", dont il subordonne seulement l'utilisation à l'avis des populations concernées. Il est clair qu'il y a eu là un débat passionné sur des notions qui étaient loin d'être neutres, mais que celui-ci a pu finalement être évacué par la reconnaissance de l'unité malienne par les rebelles. C'est d'ailleurs le point le plus important qui se dégage de ce texte. De façon nette, les mouvements touaregs et maures renoncent à l'indépendance. L'accord s'inscrit dans "l'ordre juridique interne du Mali"¹⁷¹, et la répétition du terme "national" (Pacte national, réconciliation nationale, concorde nationale, réglementation nationale, solidarité nationale, etc.), le confirme amplement. De plus, les mouvements affirment leur appartenance malienne, et "leur volonté et celles des populations qu'ils représentent, de reprendre leur place dans la nation malienne" (Titre VI. De la garantie de la mise en oeuvre du Pacte, art. 78). Cette affirmation ouvre la voie au reste des dispositions explicitées dans le Pacte.

Réciproquement, en effet, le Mali va très loin dans la reconnaissance des spécificités des régions du Nord. Il est ainsi noté que les trois régions concernées partagent "une très forte similitude de paramètres géographiques, climatiques, socio-économiques et culturels" (Art. 18). Aussi est-il accordé à celles-ci le bénéfice d'un "statut particulier" (Titre III). Ce terme fait bien sûr immédiatement penser à ce qui avait déjà été conclu lors des accords précédents. Mais s'il est vrai que l'idée est la même, le Pacte est beaucoup plus précis sur les conséquences administratives que cela induit, et ce

¹⁷¹ ROSENBERG (D.), "Le peuple touareg, du silence à l'autodétermination", *Revue Belge de Droit International*, 1992/1 : 34.

statut représente le coeur du nouveau dispositif. Il s'agit en effet de donner aux populations la responsabilité des "affaires inter-régionales, régionales et locales", par l'intermédiaire d'Assemblées à chacun de ces niveaux d'organisation territoriale, assemblées auxquelles sont attribuées de très larges compétences : elles prendront en charge non seulement leur organisation propre et leur développement économique, social et culturel, mais aussi, et c'est une profonde mutation, leur sécurité intérieure et leurs relations extérieures. En effet, l'article 31 (Titre III, Chap. II), permet au président de l'Assemblée régionale de dégager "les effectifs régionaux suffisants des corps de sécurité intérieure", de contrôler les "forces de police et de maintien de l'ordre civil" au niveau régional, et donc d'assurer le maintien de l'ordre. Les régions peuvent aussi engager des accords avec leurs voisins notamment dans le cadre de leur coopération extérieure, y compris en prenant des initiatives "dans le cadre transfrontalier" (Art. 15 G). Il était ainsi reconnu que le problème touareg dépassait le cadre strictement malien, ce qui ouvrait la voie à des actions nomades communes par dessus les frontières. Il y avait là de très importantes avancées, et notamment un véritable transfert de compétence étatique, qui n'avait jamais été accepté jusque là par le Mali. De plus, les assemblées disposent au niveau de la commune, de l'arrondissement, du cercle et de la région d'un exécutif propre, "désigné au sein de l'instance élue". Au niveau inter-régional, une autre assemblée symbolise l'unité de destin des trois régions du nord et la reconnaissance de leurs spécificités communes. Ces assemblées, "démocratiquement élues par les populations locales", deviennent ainsi la source de la gestion et de la direction de chaque entité territoriale. Pratiquement cela revenait à doter les régions du nord d'une administration, d'une force de maintien de l'ordre, de représentants et de dirigeants autochtones, et à leur donner une large liberté de manoeuvre pour se gérer de façon autonome et promouvoir leur propre politique de développement transfrontalier. Le Pacte allait donc bien au delà d'une décentralisation, même de large envergure, et s'approchait ainsi, sinon du fédéralisme, du moins d'une véritable autonomie interne. Restait à savoir quelle serait l'attitude ultérieure de l'état, qui disposait d'un pouvoir de contrôle par l'intermédiaire d'un représentant nommé par le gouvernement auprès de chaque région (Art. 27), et de fortes possibilités de pression puisque la majeure partie du financement régional restait de son ressort.

Afin de rendre possibles ces dispositions, le Pacte organisait le retour à la paix. Après le préalable du cessez-le feu, qui devait prendre effet le lendemain de la signature de l'accord (Art. 6), les mesures envisagées recherchaient la "restauration de la confiance" tout autant que l'élimination des facteurs d'insécurité". A cette fin, il était décidé "l'intégration totale (...) des combattants" des MFUA dans les différents corps en uniforme de l'État (Titre II, art. 7 A), la mise sur pied d'unités spéciales "composées majoritairement des combattants intégrés", ainsi qu'un "corps de sécurité intérieure (Gendarmerie nationale, Garde-goum, Police), comprenant toutes les composantes des

populations locales". En même temps, l'armée devait alléger de façon substantielle son dispositif, retirer ses unités des villes et des zones de pacage, afin d'aboutir à "un retrait majoritaire" des régions du Nord (Art 7 B). Ces dispositions revenaient à remplacer le gros des Forces armées par des unités issues des combattants de la rébellion ou des populations autochtones. Pour contrôler le processus, était mise en place une Commission du cessez-le-feu (CCF), composée à partie égale de représentants du Mali, des MFUA et du médiateur algérien (10 membres chacun).

Par ailleurs, un volant important de mesures était destiné à faciliter le retour des "personnes déplacées" (Art. 9 à 11), en coopération avec les pays d'accueil des réfugiés, "ainsi qu'avec les pays amis et les organisations humanitaires internationales qui seront sollicitées à cet effet" (Art. 10). Il comportait notamment la création de deux fonds, l'un destiné au développement de petites et moyennes entreprises et industries, l'autre à l'assistance et à l'indemnisation des victimes et de leurs ayants droits. Le Mali reconnaissait par ailleurs le retard de développement pris par les régions du Nord, et décidait d'un "programme spécial" destiné à "résorber les inégalités entre le Nord du Mali et le reste du pays" (Art. 48), tout en accordant aux régions concernées un "régime fiscal préférentiel" pour y favoriser l'investissement (Art. 51). Dans le même ordre d'idée, l'État prévoyait de faire un "effort particulier" pour intégrer des cadres des Mouvements et des ressortissants du Nord dans les forces armées, leur état-major et l'administration, afin "d'assurer une présence équitable des populations de chaque région du pays dans l'appareil de l'État" (Art. 53).

Enfin, deux mesures étaient destinées à compenser les dommages politiques et matériels qu'avait occasionné le conflit. La première attribuait quatre sièges à l'Assemblée nationale aux populations du Nord qui n'avaient pas pu participer aux élections législatives, ainsi que deux sièges supplémentaires au titre des Maliens à l'étranger, qui devaient être pourvus par des élections partielles (Art. 54 à 56). La deuxième installait une Commission d'Enquête Indépendante dont le mandat était de faire la lumière "sur tous les événements qui ont eu lieu au Mali en relation avec les problèmes du Nord à savoir : les crimes perpétrés contre les populations civiles dans leurs personnes physiques et morales ainsi que leurs biens, les atteintes à l'environnement et destructions de bétail, les vols, pillages ainsi que toute acte de vandalisme et de spoliation" (Art. 14). Composée de représentants des deux parties, elle était complétée dans ses effectifs par cinq à sept experts indépendants choisis à raison d'un expert par nationalité dans les pays suivants : Algérie, Burkina-Faso, France, Libye, Mauritanie, Niger, Sénégal, l'un d'entre eux présidant la Commission. Pour assurer son indépendance et son impartialité, ses membres ainsi que tout témoin qu'elle déciderait d'entendre étaient assurés de l'impunité, et l'État se chargeait non seulement de ses frais de fonctionnement, mais assurait aussi "son plein concours matériel et administratif".

Le Pacte national présentait ainsi un impressionnant arsenal de mesures, qui s'articulait autour de deux avancées spectaculaires, celle de la reconnaissance des spécificités et de l'autonomie des populations du Nord par le Mali, celle de l'acceptation de leur intégration à la nation par ces mêmes populations. Le statut particulier accordé par le Mali constituait le point le plus important du dispositif, d'ailleurs mis en valeur dans le titre même de l'accord. Il représentait la reconnaissance de l'identité touarègue et maure, ainsi que son caractère transfrontalier, et rendait une part de souveraineté aux populations qui en ressortissaient, par la large autonomie de gestion administrative et économique, la représentation politique interne et les compétences en matière de maintien de l'ordre qu'il leur accordait. Le Pacte était aussi pour le Mali l'occasion d'admettre, et de tenter de réparer, les torts qu'il avait accumulés depuis plusieurs décennies : négligence des régions du Nord, inégalité de traitement par rapport au reste du pays, retard pris en matière de développement et d'investissement, sous-représentation administrative et politique des populations nomades, exactions de l'armée à l'encontre des civils. Il justifiait ainsi le déclenchement de la rébellion, tout en s'engageant à en effacer les causes et les conséquences négatives. A l'issue des négociations, les populations du Nord étaient théoriquement libres de s'administrer elles-mêmes, de se déterminer politiquement par leurs propres représentants autochtones, pouvaient assurer leur sécurité elles-mêmes grâce à des unités de police qu'elles contrôlaient : l'État y perdait un pan considérable de ses prérogatives, et les régions du Nord y gagnaient un espace de liberté très étendu par rapport à l'autorité du pouvoir central.

En revanche, le Mali s'assurait de l'intégration des ces populations qui depuis l'indépendance renâclaient à reconnaître sa réalité. Mieux intégrés à l'administration, à l'armée, à l'économie nationale, les Maures et surtout les Touaregs qui avaient posé le plus de problèmes, se trouvaient de fait plus impliqués dans la vie de la nation, malgré l'autonomie qui leur était accordée. Bien plus, ils avaient dans les négociations revendiqué d'être des Maliens à part entière. Par cet abandon de toute velléité de sécession, il apparaissait finalement que les combattants de la rébellion s'était soulevés contre le Mali non pas pour s'en séparer, mais bien au contraire pour mieux s'y insérer. Le Pacte représentait ainsi une importante mutation dans la vision qu'avaient de leur avenir les populations nomades. C'était objectivement aussi la ratification de fait des frontières étatiques existantes, de la séparation du corps social et de l'espace touareg en plusieurs fragments, et de la dissociation de destin des différents groupes qui le composaient. Les Touaregs de l'Azawad, qui jusque là n'avaient fait que vivre au Mali, acceptaient de devenir aussi des Maliens.

Au delà du Pacte national : une société de nouveau en mouvement

La signature du Pacte national était donc un fait de grande conséquence pour les Kel Adagh et pour l'ensemble des Touaregs maliens. Pourtant, sa conclusion, si elle était censée régler le problème des rapports entre les différentes communautés du pays, ne se penchait pas sur les difficultés internes à la société nomade elle-même. Mais elle lui laissait maintenant la liberté de les résoudre elle-même, et lui rendait sa capacité propre de se déterminer. Cet accord était donc fondamental, car il conduisait l'état malien à ne plus s'ériger en tuteur oppressif d'une société qui s'en trouvait bloquée dans ses évolutions. En ce sens, la rébellion déclenchée en 1990, et qui devait théoriquement s'achever le 11 avril 1992 par la mise en action du Pacte, peut être considérée comme un moment historique de rupture, comme le passage, pour les Kel Adagh particulièrement, qui avaient eu plus que les autres Touaregs à souffrir de leur isolement et de leur mise hors-monde, d'une phase de ralentissement de leur histoire interne à une nouvelle phase d'accélération et de réajustement. Les problèmes des Kel Adagh étaient encore nombreux, beaucoup de blocages étaient encore à éliminer en 1992. Ainsi, rien n'était encore résolu des adaptations sociales nécessaires. Les ruptures évoquées plus haut entre les anciennes couches tributaires et nobles n'étaient pas réduites, et les Kel Adagh n'avaient pas encore trouvé de réponses au problème conjoint que posait l'existence d'une chefferie, respectée par un pan important de la société restée dans des valeurs plus traditionnelles, mais décriée et rejetée par toute une autre partie de la population. Pendant les années 1993 et 1994, ces difficultés ont produit des crises d'envergure dans l'Adagh. Cette région a vu les mouvements touaregs en arriver à l'affrontement direct, après le meurtre du cadre militaire du MPA Bilal Saloum¹⁷², attribué à des combattants de l'ARLA. Celle-ci enleva aussi à Kidal l'amenokal Intalla ag Attaher, ce qui fit grand bruit eu égard au respect qui lui était dû dans les relations sociales habituelles, et finalement les deux mouvements entrèrent en conflit ouvert plusieurs jours durant¹⁷³, ce qui occasionna de part et d'autres morts et blessés, et instaura entre des gens qui avaient connu ensemble l'exil et la fraternité des combats une méfiance durable. La remise en cause de l'organisation hiérarchique traditionnelle, et du pouvoir de la chefferie Ifoghas était donc toujours patente et rien n'était encore acquis à ce sujet. De même, le fractionnement des mouvements sur la base des tiwsaten se poursuivait après le Pacte, même si la

¹⁷² SYLLA (C.H.), "Qui a tué le colonel Bilal ?", *Le Républicain*, 77, 2 mars 1994.

MAIGA (T.B.), "Continuer l'oeuvre de Bilal !", *Les Échos*, 295, 4 mars 1993.

AG RATBOU (R.), "La mort de Bilal", *Le Républicain*, 78, 9 mars 1994.

¹⁷³ Voir, entre autres :

Anonyme, "Vive tension au Nord", *Le Républicain*, 78, 9 mars 1994.

AG RATBOU, "Conséquences de la mort du colonel Bilal Saloum : le MPA et l'ARLA s'affrontent", *Le Républicain*, 79, 16 mars 1994

coordination des MFUA refusa de reconnaître l'existence officielle de plus des quatre mouvements et fronts signataires du Pacte. Le partage entre l'unité nécessaire et les intérêts particuliers n'est toujours pas réalisé en 1994, et l'avenir reste aussi ouvert sur ce point quant aux évolutions futures. Mais précisément, et malgré toute l'éventuelle absurdité apparente de ces divisions et de ces luttes fratricides, ces événements prouvaient au moins que les abcès étaient en train de se crever, que l'évolution et les réadaptations sociales et politiques étaient en train de se faire, et qu'il fallait attendre que soient réunies les conditions d'un nouvel équilibre à venir pour que la région retrouve son calme. Dans ces processus, le Pacte et le nouveau statut que les Touaregs avaient arrachés par leur révolte octroyaient aux Kel Adagh la liberté de se déterminer, leur avaient permis de retrouver leur capacité d'action.

Pour autant, l'optimisme qui pouvait s'exprimer, le 11 avril 1992, devant la formidable ouverture qui avait été créée, retomba ensuite peu à peu. Car au delà des complications internes que vivaient les Kel Adagh, des blocages externes aggravaient la situation. Les mois, les années passèrent en effet, et les potentialités incluses dans le Pacte ne trouvèrent guère à s'exprimer. Les retards d'application s'accumulèrent, et les améliorations que ce texte audacieux promettaient furent par là même remises en cause. L'intégration des combattants, que le calendrier du Pacte prévoyait dans les deux mois suivants sa mise en application n'était qu'à peine commencée deux ans après, laissant les jeunes des bases démunis et dans l'expectative. Les unités spéciales, qui devaient être organisées sur la base de leur recrutement ne virent le jour qu'à de rares exemplaires. L'armée ne se hasardant plus guère dans le nord, certains jeunes se lancèrent dans un véritable banditisme rendu possible par l'absence de toute force de maintien de l'ordre. L'insécurité plus ou moins forte suivant les moments mais constante ne disparut pas du nord du Mali. En conséquence, les "populations déplacées" pour lesquelles étaient prévu tout un programme de réinsertion ne rentrèrent pas, et même devinrent plus nombreuses. Les élections prévues, destinées à pourvoir les sièges des différentes assemblées régionales et inter-régionales ne se tinrent pas, et finalement les régions du nord devinrent des zones sous-administrées, voire pas du tout administrées. En pratique, si l'autonomie promise n'était pas encore effective, et si les autorités régionales n'existaient toujours pas, l'État avait quant à lui disparu des régions du Nord, et ni le maintien de l'ordre, ni la sécurité n'y étaient plus assurés. Plus gravement encore, les attaques qui ne cessèrent pas engendrèrent de la part des populations sédentaires une réaction violente. Se sentant abandonnées et laissées à elles-mêmes par la disparition de l'État, elles considérèrent qu'il devenait de leur ressort d'assurer leur propre sécurité. L'officialisation de mouvements d'autodéfense s'ensuivit, et notamment l'organisation songhay Ganda Koy (maîtres de la terre), commença à faire sinistrement parler d'elle, attaquant campements et lieux d'habitation de populations touarègues et maures dans un cycle terrible de représailles et de contre-représailles, qui plongèrent les régions de la Boucle du Niger dans une situation

proche de la guerre civile et ethnique ¹⁷⁴. Le climat se tendit tellement que les populations du sud du Mali et un certain nombre de responsables maliens à Bamako finirent par remettre ouvertement en cause l'existence du Pacte national, pourtant toujours considéré par le président Alpha Omar Konaré et le gouvernement comme le seul cadre possible de la résolution des problèmes du Nord. Mais les hésitations du pouvoir et l'étroitesse de sa marge de manoeuvre en face d'une opposition agressive et d'une armée mal contrôlée, les difficultés économiques du Mali soumis aux effets de la dévaluation et des plans d'ajustement structurel rendaient encore plus difficile et retardaient d'autant une application de l'accord toujours repoussée et remise en cause. Aussi, rien n'est encore conclu ni même vraiment déterminé en 1994. Cette note finale de tristesse et d'interrogation sur un présent douloureux et un avenir incertain ne peut cependant remettre en cause les avancées positives de la situation historique remarquable qui pouvait être observé en avril 1992. La signature du Pacte national restera peut-être malgré tout l'exemple de ce que pourraient être les engagements d'un état à vocation unitaire vis-à-vis de ses minorités internes...

¹⁷⁴ A partir de 1994, les articles concernant attaques de nomades, représailles de sédentaires, actions de Ganda Koy et prises de position diverses sont trop nombreux dans la presse malienne pour être cités en note. Je renvoie les lecteur à la liste des articles de presse constituée pour les années 1990 à 1994.

Conclusion

Une nécessaire complexité

Au terme de cette étude, il est nécessaire de revenir sur la genèse de la problématique qui en a été le ressort. Il serait d'ailleurs plus pertinent de parler des problématiques, qui au cours du temps se sont élargies au delà des interrogations premières. Deux démarches ont coexisté au cours de cette recherche. L'une partait du présent, de la situation originale que vivaient les Kel Adagh, et en cherchait les racines dans le passé, l'autre eut pour mobile de suivre les enseignements de l'histoire plus ancienne dans les évolutions les plus récentes, dans un aller et retour permanent et fructueux. L'étonnement originel devant l'isolat dans lequel évoluaient les Kel Adagh au Mali laissa rapidement place au questionnement portant sur l'existence en 1963-64 d'une révolte post-coloniale de leur part. Ce fait posait problème, puisque ces nomades se rebellaient au moment où la domination extérieure semblait disparaître. Fallait-il y voir la conséquence de l'action de la nouvelle administration malienne en tant que telle, ou, comme il était possible de le lire ici et là, de son caractère négro-africain mal supporté par une population blanche ? Cette dernière explication était facile, qui opposait les anciens esclaves aux anciens maîtres, le schéma était frappant, qui mettait en exergue la revanche des anciens dominés sur les anciens dominants. Mais, comme tout cliché évident, cette thèse trop simpliste n'était pas opératoire. Des humiliations avaient bien existé de la part des nouveaux pouvoirs, mais elles étaient surtout le fait des agents de terrain, dont beaucoup étaient des goumiers d'origine saharienne, et les autres des militaires venus du sud du Mali qui n'avaient guère de revanche à prendre, puisque leur société d'origine n'avait pas dans l'histoire été en contact avec les Touaregs. De plus, les Kel Adagh qui se révoltaient peu après étaient justement reconnus pour ne pas avoir été de grand esclavagistes. Cependant, la révolte était un fait, et il apparut rapidement qu'elle ne s'était pas levée contre des noirs, mais qu'elle s'était opposée à une domination qui, comme celle qui venait de s'achever avec le départ des Français, était aussi d'origine externe.

En fait, les conditions de la domination nouvelle exercée par le Mali étaient issues de l'expérience coloniale, qui avait laissé en partant des structures administratives prêtes à être réutilisées, ainsi qu'une population nomade déstabilisée, "mines à retardement" évoquées par l'ancien pouvoir socialiste au moment de la révolte de 1963-64. La violence qui avait existé ces années là n'était donc pas le produit du temps court des années d'indépendance, mais du temps long des années de colonisation. Ce n'était pas contre les agents *maliens*, mais contre des agents *extérieurs*, qui s'étaient coulés dans le même cadre de domination, que les Kel Adagh se révoltaient, au moment où l'espoir leur était permis

de retrouver une liberté perdue. En ce sens, la révolte de 1963-64 devenait un des derniers avatars de la colonisation et de la décolonisation. Ce fut le premier cercle problématique, dans un bornage temporel qui se limitait à la période coloniale, et à ses retombées immédiates.

Cependant, envisager le problème sous ce seul angle était réducteur : cela revenait à dénier toute responsabilité autochtone au déclenchement des événements, à voir les réalités africaines comme le seul résultat de déterminations externes préalables. Il s'avérait que si la colonisation avait créé les bases des troubles futurs, le nouveau pouvoir malien n'avait pas désamorcé ces mines, mais bien au contraire contribué à en augmenter la charge explosive. Une nouvelle problématique naissait, qui opposait une colonisation européenne décriée à une nouvelle colonisation, d'origine africaine, largement occultée jusque là. La révolte de 1963, particularité qui avait servi de point de départ au questionnement, s'en trouvait explicitée par le refus des Kel Adagh de voir la colonisation perdurer sous une autre forme, mais aussi par celui d'une nouvelle suprématie exogène qui possédait ses réalités propres. En revanche, le problème de l'originalité des Kel Adagh revenait en force. Pourquoi ceux-ci se révoltaient-ils, seuls, puisque le nouveau pouvoir malien agissait de la même façon avec tous ses nomades ? Il fallait de nouveau revenir en arrière pour interroger le passé. Il apparut alors que les Kel Adagh présentaient une autre particularité. Non seulement ils s'étaient révoltés après l'indépendance, mais encore ils ne s'étaient pas opposés à la conquête française, contrairement aux autres touaregs. Une conjonction d'intérêt s'établissait clairement à l'arrivée des Français. Ceux-ci avaient aidé ce groupement naissant à acquérir un statut politique meilleur, mais l'avait néanmoins placé ensuite à l'écart des mutations politiques et économiques engendrées par la colonisation. Ces nomades avaient été coupés des évolutions qu'avaient connues les autres composantes de la population du Mali. A la décolonisation, ils prenaient de plein fouet le choc des nouvelles réalités qu'ils n'avaient pas intégrées, et réagissaient en conséquence. Les Kel Adagh qui n'avaient pas été traumatisés lors de la conquête coloniale et n'avaient jamais fait l'expérience de la répression, se lançaient dans une insurrection comparable à celles que leurs voisins avaient développées au moment de l'arrivée des Français. Conditions nouvelles et conditions anciennes se répondaient donc et produisaient une situation complexe qu'une observation superficielle ne pouvait résoudre. Ce fut le second cercle de la réflexion.

Le manichéisme n'était donc pas de mise, et il ne s'agissait pas d'opposer l'esclavagiste au serviteur, le blanc au noir, le méchant colonial au bon colonisé, et l'interrogation s'en trouvait de nouveau relancée. Loin des simplifications, des schémas réducteurs et des clichés peu opératoires, il fallait retisser le jeu subtil de politiques et de stratégies parfois antagonistes, parfois confluentes, et admettre que les intérêts de chacun étaient en cause dans leur détermination. Les Kel Adagh n'avaient pas désiré la colonisation, mais ils en avaient tiré parti au moment où il s'avérait que toute opposition à

son établissement devenait vaine. La colonisation n'avait pas cherché la destruction de la société touarègue, mais par l'imposition d'un cadre nouveau qui ne correspondait pas à ses réalités, avait peu à peu créée sa fragilisation, et surtout lui avait retiré les rênes de son destin. Lors de l'indépendance, les Kel Adagh n'étaient pas des nostalgiques de la colonisation qui refusaient un pouvoir d'origine africaine, mais en se révoltant, ils exprimaient le rejet de cette mise en dépendance dont l'administration malienne avait hérité, et qu'elle aggrava à l'issue de l'échec de leur révolte, les coupant d'autant plus des décisions les concernant. Le sens de leur histoire contemporaine devenait plus clair. C'était, à travers deux dominations extérieures, l'impossibilité de se déterminer eux-mêmes qui avait été imposée aux Touaregs de l'Adagh, plus encore qu'à ceux des autres régions.

Or, la révolte de 1963-64 avait échoué, et leur isolement en avait été renforcé, tout autant que leur déresponsabilisation politique. Dans ces conditions, la question se posait de savoir comment pouvait se résoudre cette mise à l'écart de l'histoire. Le Mali ne semblait pas déterminé à ouvrir grande la porte à ses nomades, et l'on s'interrogeait sur les chances d'une éventuelle révolte. En 1990, la rébellion venait apporter une réponse à ces interrogations. Les Kel Adagh devenaient les éléments les plus actifs d'une lutte ouverte contre l'Etat malien. Le traumatisme de leur échec de 1963 avait cette fois joué en faveur de la radicalisation, et non de la soumission, contrairement à ce qu'avaient en leur temps vécu les autres groupements. C'est qu'en fait les conditions dans lesquelles s'était préparée cette rébellion avaient changé et donnaient aux jeunes combattants bien entraînés, sinon bien armés, et profitant d'une mentalité nouvelle, l'espoir raisonnable d'égaliser l'armée malienne. Les frayeurs anciennes ne jouaient plus négativement, et elles ne jouèrent pas non plus pour les autres groupes, qui entrèrent en même temps dans la lutte.

Tous réclamaient que l'on tienne compte de leur existence, revendiquaient la possibilité de se diriger eux-mêmes. La résurgence de la revendication touarègue venait de loin, et l'on assistait à la matérialisation de volontés issues de facteurs mis en place sur la longue durée, après un siècle de dominations extérieures où la société nomade avait été figée, empêchée d'évoluer à son rythme. Ces facteurs anciens jouèrent aussi dans la division du mouvement rebelle. La longue maturation sociale qui n'avait jusque là pas pu s'exprimer, la remise en cause des hiérarchies de pouvoir et de l'organisation communautaire engagée depuis des décennies, le lent discrédit des chefferies qui avaient su tirer leur épingle du jeu à travers les dominations successives en adoptant des positions ambiguës de défense et de collaboration mêlées, s'étaient au grand jour. De nombreux ébranlements internes, déjà perceptibles auparavant mais sans effet dans une société qui n'avait pas eu encore la possibilité d'en tenir compte, se révélaient et produisaient des fractures aux effets ravageurs. Le rattrapage des mutations sociales s'opérait d'un coup, dans une prodigieuse accélération d'une histoire bloquée pendant un siècle. La rébellion

matérialisait des évolutions anciennes déjà repérées, validait des hypothèses de travail. Il n'était pas possible de ne pas en tenir compte pour expliquer les réalités passées.

L'histoire des Kel Adagh devenait ainsi plus compréhensible. Un siècle s'était écoulé depuis la prise de Tombouctou, symbole de la conquête française du Sahara méridional, de l'intrusion d'une puissance coloniale qui annonçait la domination de l'Adagh et la mise en dépendance de ses habitants. Un siècle pendant lequel les Kel Adagh avaient perdu la maîtrise de leur destin, et avaient du se plier aux exigences des autorités soudanaises, puis maliennes, avant de réussir, à partir de 1990, leur réhabilitation politique. Pour autant, le tableau n'était pas aussi contrasté qu'il y paraissait. On ne pouvait parler d'une période de ténèbres, celle des dominations extérieures, qui aurait été une parenthèse entre deux âges d'or. Avant la colonisation, l'existence des Kel Adagh n'était pas particulièrement sereine. La présence des puissants voisins Iwlliminden et Kel Ahaggar, l'insécurité de la guerre et des pillages assombrissaient le tableau précolonial. Après 1990, leur état n'est guère plus brillant. Les nomades de l'Adagh se trouvent en grand nombre dans des camps de réfugiés, vivant quotidiennement dans la crainte des affrontements avec l'armée, avec les milices songhay d'autodéfense, et même avec d'autres Kel Adagh, dans une région où toute autorité a quasiment disparue. Avant 1893, comme après 1990, les armes circulaient librement dans l'Adagh, et la paix n'était pas assurée. Avant la prise de Tombouctou, comme après le Pacte national, l'arbitraire pouvait surgir à tout moment, et la force s'exercer librement. Une vision pessimiste permettait de conclure à une succession de moments tous aussi difficiles les uns que les autres, et la caricature des années passées ne laissait aux Kel Adagh que le seul choix de la liberté dans l'insécurité ou de la paix dans la contrainte.

En réalité, des différences de nature fondamentales existaient dans ces situations troublées qu'ont eu à vivre, et que vivent actuellement les Kel Adagh. Dominés avant la colonisation, mais par d'autres Touaregs, dans un jeu politique qui n'était pas figé, mais au contraire ouvert sur tous les devenirs possibles, ils vivaient des recompositions permanentes qui constituaient l'évolution normale des rapports entre groupes au sein d'un même espace culturel et économique, dans la souplesse nécessaire à une adaptation tant politique qu'économique toujours renouvelée. Les Kel Adagh n'avaient pas toujours été dans la situation où les avaient trouvés les Français en arrivant dans les dernières années du XIX^e siècle, et n'étaient pas destinés à le rester définitivement. Ils vivent depuis 1990 de nouveau dans l'insécurité, mais dans une situation où tous les futurs sont de nouveau envisageables, et pour lesquels ils auront leur mot à dire. Car tel est bien le noeud de la différence : avant la conquête française, et après la signature du Pacte national, les Kel Adagh ont été et sont les acteurs de leur propre destin, ont eu, et ont la responsabilité de mener eux-mêmes leur histoire propre, ce qui leur avait été dénié sous les dominations extérieures. C'est la recherche permanente de cette autonomie de décision qui structure l'histoire des Kel Adagh depuis un siècle, qui est le ressort et le mobile de leurs

agissements.

Trois temps de l'histoire s'imbriquaient, qui répondaient à trois questions différentes : la colonisation française, en apparence respectueuse des réalités nomades, avait effectivement changé en profondeur cette société; la présence malienne avait été vécue par les gens de l'Adagh comme une nouvelle colonisation; les dominations extérieures confondues avaient occasionné le ralentissement de leur histoire et leur mise "hors-monde". La rébellion de 1990 constituait la matérialisation violente du refus de rester les oubliés de l'histoire, rendait aux évolutions leur mouvement, traduisait les mutations bloquées qui n'avaient pu s'exprimer, annonçait une entrée rapide dans une modernité qui leur avait été refusée jusque là.

Cette étude pouvait alors être l'occasion d'apporter les premiers éléments de réponse aux interrogations et aux débats que suscitait l'histoire trop longtemps négligée de cette population nomade. Elle autorisait à relativiser ou à éliminer les explications schématiques et les clichés encore trop souvent et trop largement utilisés pour expliquer les réalités brûlantes des conflits actuels, en restituant la complexité des dynamiques en cours. Elle privilégiait dans les soulèvements de 1963-64 et de 1990 le caractère essentiellement politique et non pas seulement identitaire, ethnique ou passéiste qu'on leur attribue trop régulièrement. Elle permettait de comprendre que la marginalisation nomade n'était pas du à l'archaïsme du nomadisme ou à l'enclavement saharien mais en majeure partie aux conditions politiques qui avaient été imposées à ces populations.

Le besoin d'une histoire immédiate répondant aux évolutions de longue durée

Cependant, l'intérêt intellectuel et historique d'une démarche qui se proposait en partie d'observer les conséquences les plus contemporaines des conjonctures longues, qui désirait confronter les réponses apportées par les événements récents aux hypothèses concernant le passé, rendait nécessaire une histoire particulièrement immédiate. Il était en effet impossible de négliger les enseignements des faits les plus proches. Néanmoins, il y avait des risques à le faire, et le débat concernant la validité d'un tel type d'histoire, même s'il est actuellement atténué, ne peut être ignoré. Il suscite toujours des polémiques, et la publication récente d'un ouvrage sur l'histoire immédiate, qui s'en veut défense et illustration, montre que les problèmes ne sont pas encore définitivement réglés ¹. La première critique portée à l'histoire du temps présent est celle de l'inaccessibilité des sources d'archives, et l'impossibilité qui en résulte de pouvoir analyser l'ensemble des

¹ SOULET (J.-F.), *L'histoire immédiate*, Paris, PUF, QSJ 2841, avril 1994, 127 p.

documents concernant le sujet traité. Disons de suite que dans le cas présent, un tel reproche n'est pas recevable. La volonté d'écrire une histoire issue d'une vision interne et non externe à la société observée ne permettait pas de se baser uniquement sur les productions des administrations qui se sont succédés sur le sol de l'Adagh. Même si ce but originel n'a pas été complètement atteint, la recherche entreprise a tenté de s'en approcher. Or l'histoire touarègue ancienne ou récente ne laisse que peu de documents écrits derrière elle, et ne pas tenter de recueillir les discours des acteurs était aussi accepter le risque de ne pas faire d'histoire du tout. Dans une société qui n'archive pas, qui ne possède pas traditionnellement de spécialistes de l'histoire, le problème n'est pas le délai d'inaccessibilité des documents, mais bien plutôt leur inexistence assurée au delà d'un certain temps. Fallait-il choisir entre une histoire plus objective parce que mieux séparée temporellement de son objet, et une histoire sous-informée, où l'objectivité n'était pas mieux assurée ? Dans ce contexte, faire de l'histoire immédiate devenait une nécessité.

La critique la plus fondamentale restait par ailleurs celle de l'engagement plus ou moins inévitable de l'historien dans des événements qu'il est amené à vivre lorsque ceux-ci sont immédiatement contemporains : "Peut-on analyser avec rigueur des phénomènes dont on a été spectateur, voire témoin direct ou même acteur ? N'y a-t-il pas là un risque imparable de dérapage subjectif ?" ². Cette crainte existait, et elle a d'ailleurs été évoquée dès les premières pages de cet ouvrage. Cependant, elle portait en elle-même les réponses aux questions qu'elle suscitait. La collecte des témoignages, l'utilisation des périodiques et des commentaires journalistiques, indispensables pour cette étude, ont permis de recueillir les souvenirs tant des colonisés que des colonisateurs, tant des rebelles combattants que des populations sédentaires, tant des représentants du pouvoir que des membres des mouvements touaregs. La confrontation de ces témoins, leur réaction par rapport aux analyses produites à partir de leurs récits, obligeait à nuancer les interprétations trop rapides, ou trop affirmatives. En ce sens, il était impossible de "dire n'importe quoi, ce qui exclut le dogmatisme" ³. Comme le remarquait déjà Lucien Febvre ⁴, essayer d'appréhender le passé le plus proche oblige à tenir compte d'une réalité humaine essentielle : la complexité. C'est ce que constatait aussi Catherine Coquery-Vidrovitch : "L'histoire immédiate, parce qu'elle est encore toute proche du vécu, est difficile à ordonner, à conceptualiser; mais elle enseigne, du même coup, à se méfier des modèles trop simples, des concepts trop réducteurs" ⁵. Cette difficulté, cet enseignement furent des expériences inoubliables, et parfois douloureuses, de ce

² SOULET (J.-F.), *L'histoire immédiate*, Paris, PUF, QSJ 2841, avril 1994 : 43.

³ PROST (A.), *Histoire du temps présent et enseignement*, *Historiens et géographes*, 287, décembre 1981 : 445-447.

⁴ dans la préface de l'ouvrage de MICHEL (H.)/MIRKINE-GUETZEVITCH, *Les idées politiques et sociales de la Résistance (Documents clandestins, 1940-1944)*, Paris, PUF, 1954.

⁵ COQUERY-VIDROVITCH (C.)/FOREST (A.)/WEISS (H.), *Rébellions-révolution au Aïre (1963-1965)*, Paris, L'Harmattan, tome 2, 1987 : 206.

travail...

Enfin, se pencher sur les faits les plus contemporains, accompagné des acteurs de l'événement, est une façon de tenir compte des réalités du moment dans toutes leurs composantes, de sentir l'ambiance encore perceptible dans laquelle ils se déroulent, d'utiliser un environnement qu'auront beaucoup de difficultés à reconstituer les historiens futurs, d'en comprendre souvent de l'intérieur les enjeux et les limites. L'historien qui s'ouvre à l'histoire immédiate, s'il refuse les facilités journalistiques, s'il cherche à comprendre les réalités qu'il observe au-delà de la simple relation événementielle, y trouve de nombreux avantages et une compréhension accrue des phénomènes qu'il décrit. Dans le cas présent, la rébellion de 1990 fut une opportunité qu'il fallait saisir. Elle survint après que se soient accumulées les années de recherche sur le sujet, elle put être vécue et analysée par le filtre d'une culture historique déjà existante. La mise en perspective était possible, en lien avec les tendances sociales et politiques profondes et anciennes déjà observées, avec les dynamiques en cours depuis un siècle, déjà repérées au fil d'une recherche préalable. Les erreurs d'interprétation étaient toujours possibles, mais de sérieux garde-fous étaient présents... Concluons sur ce point en précisant que cette étude n'est pas définitive. La nécessité d'en approfondir les résultats suscitera, on peut l'espérer, de nouveaux travaux qui perdront ce caractère d'immédiateté. En ce sens, ce travail répondait à la nécessité de faire le premier pas vers la compréhension des processus en cours, premiers pas qui doivent être relayés et complétés par des recherches ultérieures.

Premiers éléments de réponse en effet, car dans cette recherche, la modestie et la prudence sont indispensables. L'absence d'étude préalable sur l'ensemble de la période ne permettait pas de confronter les conclusions qui se révélaient au cours du temps à d'autres interprétations existantes. Par ailleurs, le caractère monographique de cette étude a supplanté l'aspect comparatiste qui serait ultérieurement bienvenu pour relativiser certaines hypothèses. Il faudrait poursuivre l'enquête, confronter les données déjà recueillies à ce que l'on pourrait observer dans d'autres groupes touaregs, d'autres groupes nomades, d'autres populations, notamment sédentaires. Enfin, la longue occultation de l'histoire de l'Adagh, l'absence de données d'archives ou l'insuffisance des témoignages obtenus limite certaines explications. D'autres témoins doivent être encore interrogés, entre autres sur la perception qu'ont eu de la colonisation et de la décolonisation les différentes *tiwsaten*, les différentes couches sociales de l'Adagh, les administrateurs français, ou sur les réalités encore à peine connues de la révolte de 1963-64. Des soldats et des officiers maliens acteurs des événements ont encore à s'exprimer, d'autres fonds d'archives doivent être exploités, tel que celui existant dans la ville même de Kidal ou ceux des fonds privés. Espérons simplement que ce premier travail donnera l'envie à d'autres chercheurs de poursuivre la recherche.

Les Kel Adagh, cas particulier d'un débat général

Cette histoire, passionnante en elle-même, l'est tout autant parce qu'elle croise et illustre les grands débats africains de la colonisation, de la décolonisation et de l'indépendance. Elle permet de prendre en compte à leur sujet les particularités locales dans les réactions africaines à la conquête française et à l'établissement colonial, mais aussi dans la structuration de l'Etat post-colonial qui se veut Etat-nation. Loin des stratégies globales, des grands acteurs de l'indépendance et des pères fondateurs, loin des oppositions des blocs et des affrontements mondiaux, l'histoire des Kel Adagh en est pourtant aussi l'un des éclairages possibles. Cette étude, qui scrute un cas particulier, se veut ainsi une pierre apportée à la construction d'une meilleure compréhension des dynamiques populaires et rurales à l'oeuvre dans les conjonctures africaines de longue durée.

En effet, l'histoire des Kel Adagh permet d'apporter un éclairage particulier à un certain nombre d'interrogations contemporaines à propos du continent africain. Elle illustre en premier lieu une des réponses apportées par le Mali à la question de l'héritage colonial : "Comment moderniser les sociétés africaines sans retomber dans la dépendance coloniale et affirmer l'identité culturelle sans s'enfermer dans la tradition antécoloniale ?" ⁶. Dans le cas des Kel Adagh, la réponse n'est pas ambiguë. Le Mali a choisi jusque dans les années 1990 de reproduire à l'égard d'une de ses composantes le même schéma de dépendance coloniale que celui existant avant l'indépendance. Il est vrai que deux conceptions de l'état et des rapports politiques s'opposaient au moment de la décolonisation. La logique des élites maliennes qui avaient pris en main les rênes du pouvoir était celle de l'Etat-nation et de l'idéologie nationaliste. Il s'agissait de construire une nation à l'intérieur des limites frontalières qu'on ne remettait pas en cause, et tout était sacrifié à cette exigence. En face de ces élites qui avaient été aussi les leaders du mouvement indépendantiste, les Touaregs opposaient leur volonté d'émancipation, une conception fédérale des rapports politiques entre groupes sociaux, et surtout le concept d'une terre communautaire à la notion de propriété individuelle ou étatique. Les deux systèmes étaient incompatibles, et l'idée d'un espace sans limites dont on ne peut qu'avoir l'usufruit et sur lequel se dessinent, au niveau politique, seulement des aires d'influence, était irréconciliable avec celui de territoire borné, sous l'autorité d'une entité politique définie. Ce débat n'était pas exclusif aux Touaregs, et se retrouvait sur d'autres continents. Il tourna au Mali à l'avantage de la conception occidentale des réalités spatiales, intégrée par les élites maliennes. L'ancienne logique nomade semble être

⁶ COQUERY-VIDROVITCH (C.) dir., *L'Afrique occidentale au temps des français. Colonisateurs et colonisés (1860-1960)*, Paris, La découverte, 1992 : 438.

actuellement oubliée, et les combattants de la révolte de 1990, en revendiquant l'autonomie sur un espace bien défini appelé Azawad, reprennent aussi à leur compte cette conception européenne de la frontière et des bornages politiques.

Ce dernier fait s'inscrit d'ailleurs dans un autre débat, celui de l'existence même de ces frontières héritées de la colonisation, qui fut clos rapidement après l'indépendance mais qui commence actuellement à resurgir devant l'existence de revendications identitaires. Il se double des dialectiques nation/ethnie, assimilation/exclusion, mais aussi dépendance/autonomie qui traversent de nombreux autres peuples africains. Le cas des Kel Adagh en est un éclairage intéressant. On a beaucoup parlé à leur propos d'un problème identitaire, de l'éclatement de leur corps social entre cinq états souverains. Qu'en a-t-il été et qu'en est-il maintenant ? Eliminons l'existence supposée d'un état touareg précolonial. Une unité culturelle, linguistique et même économique existait indéniablement avant l'installation coloniale. Mais l'unité politique était inexistante, et cela coûta d'ailleurs cher aux Touaregs qui se battirent contre les Français en ordre dispersé, et furent abattus les uns après les autres. L'existence d'une "assemblée nationale" touarègue ⁷, avant l'arrivée des Français, est encore à prouver, et ne fut de toute façon pas opératoire dans les circonstances de la pénétration coloniale. Lors de la conquête française, les groupes réagirent selon des intérêts très particuliers, parfois incompatibles entre eux, et les Kel Adagh participèrent de ce type de réaction. Plus tard, au moment même où les rébellions revendiquent l'autonomie des populations touarègues, on assiste à un début d'intégration au sein des Etats nations, ou tout au moins à la renonciation, peut-être temporaire il est vrai, de l'existence d'une entité touarègue globale. Les mouvements rebelles, en négociant chacun avec les pouvoirs des états dans lesquels ils agissent, en revendiquant leur appartenance à l'Azawad, à l'Aïr ou à l'Ahaggar, acceptent de fait le découpage étatique. Abandonnant leur revendications indépendantistes, ils tentent au contraire de créer en signant avec les gouvernements concernés les conditions de leur insertion dans la nation dans laquelle ils vivent.

En ce sens, la lecture ethnique des événements récents est dépassée par leur lecture politique, et le problème des frontières étatiques ne se pose plus (pour le moment) tel quel. Le problème identitaire existe, mais il est circonscrit à l'exclusion que vivent des populations au sein d'un état particulier, et pratiquement le lien n'est pas fait entre des luttes au départ proches parce qu'issues de difficultés et de situations semblables. Il est difficile de se prononcer sur l'avenir des Touaregs, mais une dilution progressive dans chacun des espaces nationaux semble être en train de s'opérer.

La question se pose en conséquence de savoir ce qu'est un Touareg aujourd'hui. La définition ne peut plus se faire sur l'opposition nomade/sédentaire, parce que l'élevage

⁷ CLAUDOT-HAWAD (H.), *Bandits, rebelles et partisans : vision plurielle des événements touaregs (1990-1992)*, Politique africaine, 46, juin 1992 : 144.

*Touareg
de
l'air*

pastoral nomade est en perte de vitesse, et ne concerne plus qu'une proportion de Touaregs qui va en s'amenuisant. L'organisation sociale hiérarchisée qui caractérisait les rapports sociaux est critiquée, abandonnée souvent, et en passe de disparaître. Reste une langue, une culture commune, vivante et fouettée par les conditions nouvelles. Or, ce sont ces réalités qui structurent à long terme les identités, toujours prêtes à resurgir, toujours vivaces malgré les contraintes et l'étouffement que l'histoire peut engendrer. Le processus d'intégration est-il temporaire ou destiné à s'approfondir ? Ce n'est plus à l'historien de répondre à cette question, mais bien aux Touaregs eux mêmes, qui se sont battus pour que les solutions à leurs problèmes ne leur soient plus imposées de l'extérieur...

**SOURCES ET
TRAVAUX**

Sources

Archives

Les sources utilisées pour cette recherche sont disponibles aussi bien en France qu'en Afrique, particulièrement au Mali. Les fonds des Archives Nationales, Section Outre-Mer, à Aix-en-Provence se confondent de plus en plus avec ceux des Archives Nationales, à Paris, maintenant que le microfilmage est bien avancé. Les fonds des Archives du Service Historique de l'Armée de Terre (SHAT), à Vincennes, ont été aussi particulièrement utiles pour tout ce qui concerne l'histoire militaire de l'Adagh et la défense contre les rezzous.

Au Mali, si je n'ai pu consulter les archives du poste de Kidal (ville pénitencière interdite aux étrangers jusqu'à très récemment), les Archives Nationales situées sur la colline de Koulouba, à Bamako, ont été primordiales pour cette étude. Mais elles n'ont couvert que la période coloniale, les archives postérieures à l'indépendance n'étant pas encore accessibles.

1. Les Archives Nationales, et la Section Outre-Mer ¹

1.1. Colonies et archives ministérielles modernes

Les séries géographiques consacrées à l'Afrique forment dans ce fonds l'ensemble de documentation le plus riche pour le sujet.²

1.1.1. Séries géographiques Afrique

Pour l'**Afrique** en général :

le carton III, dossiers 1 à 45, sur les explorations et les missions, de 1802 à 1913.

le carton IV, dossiers 1 à 71, expansion territoriale, jusqu'à 1916.

le carton V, dossier 1, sur les expéditions militaires de 1909 à 1919.

Pour le **Sénégal et dépendances** : carton II, dossier 12, sur la cartographie du Sénégal et du Niger (1858-1895)

carton III, dossier 1 à 18, sur les explorations et missions, de 1816 à 1901.

¹ Cf. sous la direction de FAVIER (J.), Les Archives Nationales, état général des fonds, Paris, Arch.nat., 1980, 713 p. Tome III, Marine et Outre-mer.

² Cf. Guide des sources de l'histoire de l'Afrique au Sud du Sahara, I, Archives, Zug, 1971, XIX, 959 p. (pp 198-525: Etat détaillé des séries géographiques de l'Afrique)

carton IV, avec notamment, pour les expéditions militaires, conflits locaux, rapport avec les indigènes, les dossiers 46 à 72, de 1854 à 1895 et les dossiers 97 à 132, de 1879 à 1908; le dossier 133, pour l'étude des confréries et des sectes (1912-1913).

Pour le Soudan :

le carton I, dossier 1 à 12, contient la correspondance générale.

le carton III, dossier 1 à 7, explorations et missions (1889-1904)

le carton IV, expansion territoriale et politique indigène, avec notamment, pour l'expansion territoriale de 1890 à 1902, les dossiers 1 à 9, pour les traités de 1889 à 1897, le dossier 10, et le dossier 11 pour les affaires musulmanes de 1899 à 1900.

le carton VII, dossiers 1 à 10, administration générale, traitant de l'organisation politique et administrative, de la modification des cercles de 1890 à 1907, et contenant des notes historiques et économiques pour la période 1903-1908.

le carton X, dossiers 1 à 7, est intéressant pour les informations qu'il contient sur l'enseignement de 1891 à 1910.

Pour l'A.O.F. :

le carton I, sur la correspondance générale.

le carton II, avec le dossier 1, ouvrages et notes scientifiques de 1899 à 1902, le dossier 5, coupures de presse relatives à la politique française en 1908-1909.

le carton III, dossiers 1 à 9, explorations, missions, voyages (1895-1919)

le carton IV, expansion territoriale et politique indigène, de 1897 à 1913.

le carton X, statistiques sur l'enseignement, de 1907 à 1910, et l'enseignement et les cultures indigènes, de 1900 à 1913

le carton XVI, troupes et Marine, avec surtout les dossiers 1 à 5, sur l'organisation des troupes (1895-1901), les rapports militaires (1896-1900), le service géographique (1901-1914), les dossiers 6 à 11, contenant les rapports d'ensemble sur la situation militaire et les rapports de chefs de poste, de 1902 à 1903, et enfin les dossiers 20 et 21, sur les méharistes, spahis, et le recrutement indigène, pour 1907-1908.

1.1.2. Autres fonds

Direction des Affaires politiques

Surtout, pour 1920-1940, les documents issus du Service des affaires musulmanes.

Agence économique de la France d'Outre-mer

On y trouve des dossiers documentaires sur chacune des colonies et par thèmes (population, élevage, études ethnographiques, tourisme dans les colonies), et des

photographies, plaques et tirages cotés par colonies, avec différentes rubriques (armée, costumes, élevage, enseignement, habitat, religions...), dont, pour l'Afrique, AOF 7856.

Commission d'enquête dans les territoires d'Outre-mer

Pour l'AOF, les rapports politiques de 1928 à 1935, et les statistiques sur l'enseignement de 1933 à 1936.

Archives privées

Essentiellement la série APC, avec notamment, les lettres autographes de Galliéni pendant la campagne du Soudan (1887-1895) sous la cote 20 APC 1, et le fond Gaétan Bonnier, cote 37 APC 1 à 7, contenant des notes documentaires sur l'Afrique de 1882 à 1918, et des documents sur l'occupation de Tombouctou de 1893 à 1931.

Cartothèque

Documents cartographiques, notamment sur l'A.O.F.

1.2. ARCHIVES D'OUTRE-MER

Ces archives, pour ce qui concerne l' A.O.F., contiennent un ensemble de documents touchant de près au Sahara. Elles sont exploitables dans les séries suivantes :

1.2.1. Série A : Actes officiels

Bulletins et journaux officiels.

1.2.2. Série D : Affaires militaires

Cette série contient des informations sur les opérations et l'organisation militaire, et notamment sur le Haut fleuve et le Soudan de 1880 à 1898 (1D 57 - 1D 169), le Niger et le H.S.N. de 1900 à 1920 (1D 199-1D 220), la période de guerre de 1914 à 1920 (2D 1-2D 23), la défense et l'organisation militaire de 1763 à 1920 (5D 1-5D 73), le matériel et les bâtiments militaires de 1854 à 1920 (6D 1-6D 32).

1.2.3. Série G

Une mention spéciale est à donner à cette série. Divisée en plusieurs sous-séries, elle fournit une masse d'informations fondamentales pour cette étude, et couvre de plus

toute la période coloniale. Les sous-séries 2G et 15G y sont particulièrement importantes.

Sous-série 1G : Etudes générales, missions, notices et monographies (1818-1921). S'y trouvent notamment :

un historique de la conquête du Gourma (1897), coté 1G 178,

une note sur la mission Foureau entre l'Algérie et le Soudan (1894-1895), cotée 1G 192,

des notices sur Tombouctou et les tribus nomades (1894-1896), cotées 1G 194,

des notices générales sur le Soudan (1896-1899), cotées 1G 195...

Sous-série 2G : Rapports périodiques des gouverneurs et chefs de services (1895-1940 et 1941-1960).

Il serait trop long de donner le détail de cette série, classée par années et par colonie³. Chaque cote a pour exposant le numéro de l'année (par exemple 2G 50 pour l'année 1950), sauf les années 1895-1901, regroupées sous la cote 2G 1. Ont été consultés pour le Soudan, de 2G 1 à 2G 59, les rapports politiques d'ensemble annuels, trimestriels, et mensuels, les rapports économiques, les rapports sur l'élevage, l'enseignement, la justice, la santé, l'armée et le commandement militaire, la police et la sûreté, les prisons.

Il faut cependant noter que ces rapports, compilation d'autres rapports, tel que ceux des chefs de cercle, présentent une hauteur de vue parfois préjudiciable à la précision des faits. Cette série, malgré son intérêt, doit donc être complétée par l'étude d'autres fonds ou séries.

Sous-série 4G : Missions d'inspection des colonies (1874-1919)

Sous-série 11G : Affaires politiques, administratives et musulmanes. Niger (1897-1920)

Sous-série 12G : Afrique du Nord et Sahara (1899-1920)

Ces trois sous-séries ne concernent pas directement le Soudan, ni les régions de l'Adagh, Gao ou Tombouctou. Elles apportent cependant des compléments d'information non négligeables sur les régions voisines.

Sous-série 15G : Affaires politiques, administratives et musulmanes. Soudan (1821-1920).

³ Pour plus de précision, se reporter à :

Abdoulaye Gamby N'DIAYE, Répertoire des archives, sous-série 2G, Rapports périodiques, Dakar. Archives Nationales.

- Vol. I, première tranche 1895-1940, mars 1967.

- Vol. II, seconde tranche 1941-1960, avril 1975.

On pourra se reporter notamment aux dossiers 1 et 2 (traités de 1821 à 1899), 3 à 20 (actes officiels de 1893 à 1904), 21 à 61 (correspondance générale du commandant supérieur du Soudan, des commandants de cercles, de 1883 à 1901), 62 à 82 (correspondance indigène de 1840 à 1900), 211 à 230 (Tombouctou : correspondance et rapports du commandant de la région nord, des cercles et des postes de 1894 à 1919), 231 (copies et documents du gouvernement du Soudan 1883-1889).

Sous-séries 17G, 18G, 19G : Affaires politiques, administratives et musulmanes. A.O.F. (1895-1920, 1893-1920, 1900-1921).

Sous-séries 21G, 22G, 23G : Police et sureté (1825-1920), Statistiques (1818-1920), Etat-civil (1797-1920).

1.2.4. Série J : Enseignement

Notamment J27 à J48, statistiques scolaires, avec, de J34 à J36, celles du H.S.N. et, J88 et J89, écoles coraniques du H.S.N. de 1904 à 1912.

1.2.5. Série H : Santé

Notamment H27 à H57, sur les épidémies de 1868 à 1920.

L'ensemble de ces archives est consultable à Aix-en-Provence, aux Archives Nationales, Section Outre-Mer (ANSOM). La plupart des documents y sont microfilmés, et répertoriés sous la cote 14 MI. Depuis peu, les doubles de ces microfilms sont consultables à Paris, au CARAN (Centre d'Accueil et de Recherche des Archives Nationales). Ils sont répertoriés sous la cote 200 MI.

2. Archives du Service Historique de l'Armée de Terre (SHAT)

2.1. Archives de l'armée

2.1.1. Série 1H : Algérie

Les dossiers 1H 1 à 1H 954 présentent la correspondance générale des bureaux du ministère sur l'Algérie, les mémoires, papiers des bureaux arabes, etc. Plus intéressants sont les dossiers 1H 955 à 1H 1086, qui concernent le Sahara pour la période 1870-1935. On y trouve notamment traités :

1H 955-1001 : l'organisation militaire des territoires, la pénétration, les reconnaissances et les colonnes,

1H 1002-1012 : les opérations dans le Sud-Oranais,

1H 1013-1047 : par le commandement du territoire des Oasis, le problème des confins sahariens, avec particulièrement

1H 1017-1018 : les Compagnies Sahariennes,

1H 1020 : les affaires indigènes, les mouvements insurrectionnels, les razzias,

1H 1027 : la politique saharienne, les négociations avec les Touaregs,

1H 1030 : la mission Foureau-Lamy,

1H 1031 : l'organisation des oasis du Tidikelt, du Gourara et du Touat,

1H 1036-1037 : le Hoggar, de 1901 à 1907

1H 1038 : la jonction entre les troupes sahariennes et soudanaises, la situation générale de 1907 à 1914, les opérations au Sahara de 1917 à 1919;

1H 1044 : le programme de pénétration saharienne, les missions des compagnies sahariennes de 1927 à 1935, le budget 1940 des Territoires du Sud,

1H 1057 : les rapports du Territoire des Oasis sur la pacification de 1891 à 1913,

1H 1085 : les Touaregs Ajjér de 1905 à 1939,

1H 1086 : les Touaregs Hoggar de 1906 à 1939.

2.1.2. Série N : section Afrique

Moins intéressante, elle offre cependant, dans les dossiers 7N 2079-2082, les bulletins de renseignements sur les questions musulmanes, le recrutement des indigènes, la situation au Sahara de 1882 à 1920; 7N 2129-2130, des documents sur l'organisation des territoires sahariens, les opérations de Ghat, Djanet, etc, la délivrance d'Agadès (1916-1918); 7N 4135, des informations sur le Sahara, le programme d'action saharienne de 1929 à 1938, les rapports mensuels sur la situation économique et politique

des Territoires du Sud de 1919 à 1939.

2.1.3. Série A1 : A.O.F.

Les cartons 1 à 6, et le carton 9 peuvent renseigner utilement sur la situation militaire et l'emplacement des troupes, les opérations, et le recrutement indigène, de 1890 à 1939, dans les territoires militaires, le H.S.N., le Soudan et particulièrement la région de Tombouctou, l'Adagh et le Niger. Mentionnons spécialement les informations sur le combat d'el Gettara en mai 1912 (carton 1), les opérations contre les Iwlliminden (carton 3), et les frontières sahariennes (carton 6)

2.2. Archives militaires d'outre-mer

2.2.1. Archives du Soudan

Les archives anciennes, de 1879 à 1917, sont utiles pour le carton Soudan 4, où se trouve la correspondance au sujet des opérations de 1914-1917, et particulièrement dans le dossier I, qui traite de Tombouctou, des confins sahariens et des Iwlliminden.

Les archives de Tombouctou, qui concernent les cartons Soudan 5 à Soudan 14, sont particulièrement intéressantes car, fait rare, quasiment complètes pour la période 1893-1960. Enfin, les cartons Soudan 16 à Soudan 20 rassemblent des informations sur les campagnes sahariennes, les manoeuvres et les tournées de brousse, de 1945 à 1960. Ils sont utiles pour la seconde période de la colonisation.

Soudan 4, dossier I sur Tombouctou de juin 1914 à mars 1916

Soudan 5, où l'on trouve notamment les circulaires et instructions du Territoire militaire du Niger de 1905 à 1929 (dossiers 8 à 17), le Journal de marche du Bataillon de Tirailleurs Sénégalais n° 2 (dossier 16), ainsi que la correspondance sur l'organisation de la colonne projetée sur l'Adagh (dossier 4)

Soudan 7 et 8, renfermant les rapports sur le combat d'El Gettara (dossier 2), Achorat (dossier 3), et de nombreuses correspondances sur les rezzous, avec pour auteurs, entres autres, Bétrix, Ayasse, Grosdemange, etc.

Soudan 9, sur le combat de Tifeliane et la révolte de Firhun

Soudan 10 et 11, contenant des informations sur les combats d'Aneschaye (dossier 3), de Tisserlitin (dossier 2), et de nombreux autres contre-rezzous

Les cartons **Soudan 12 à 24** sont moins complets, et traitent des périodes plus contemporaines (des années 1940 à l'indépendance du Mali)

2.2.2. Archives du Niger

Six cartons concernent particulièrement la région étudiée :

Niger 3, dans les dossiers II (Oulliminden)

de 1901 à 1911, rapport du chef de bataillon Bétrix sur la situation des Oulliminden du 27 Octobre 1908, et les conventions avec Firhun, les Kountas); VI (colonne contre Filingué et Firhun); VIII (Adrar des Ifoghas).

Niger 7, dossier VIII, où l'on trouve un historique de l'Adrar et de l'Azaouakh

Niger 8, dossier I, avec une notice sur le cercle de Gao en 1950.

Niger 13, dossier IV, sur le cercle de Gao en 1954-1958, avec un carnet d'itinéraires.

Niger 33 et 34, sur les manoeuvres de 1951-1958, avec notamment, en février 1956, celle du Tilemsi, et en janvier 1957, celle de Tessalit.

2.3. CARTOGRAPHIE

Les cartes concernant l'Afrique, le Soudan et l'Adrar peuvent être compulsées au Bâtiment K1, dans les tiroirs 19, 20, 21, 24 et 25.

Il en existe aussi dans la série A1 (A.O.F.), carton 7, la série B, cote 6B 180 et 6B 205, les archives du Soudan, cartons 31 et 32.

3. LES ARCHIVES NATIONALES DU MALI

Elles sont consultables actuellement à Bamako, sur la colline de Koulouba. Très riches, ces archives sont bien organisées, même si les moyens matériels font cruellement défaut. Les fonds y sont partagés en deux parties : les fonds anciens, de 1855 à 1954, en pratique jusque vers 1920, et les fonds récents, de 1918 à 1960, en pratique à partir des années 1920.

3.1. FONDS ANCIENS

3.1.1. Séries A et B : Actes officiels et correspondance générale

Ces séries regroupent les décisions de commandants supérieurs de 1883 à 1920, la correspondance aux arrivées et départs de gouverneurs généraux, ainsi que la correspondance par ville.

3.1.2. Série D : Monographies, études, coutumiers

Sous-série 1D : Une sous-série incomparable et irremplaçable! Plus de 300 notices ethnologiques, géographiques, politiques, économiques, militaires, par cercles, par villes, par tribus, etc, composent cette ensemble d'un énorme intérêt. Réalisées dans les premiers temps de la colonisation afin de progresser dans la connaissance des populations et de lieux, ces monographies, parfois plus ou moins bien renseignées mais toujours sérieuses, permettent de dresser le tableau général du Mali au début du siècle. Il serait fastidieux d'énumérer ces études. Citons, pour l'exemple :

1D 8 : Notice sur les tribus Touarègues (Interprète M. Ben Saïd, 1896)

1D 23 : Rezzous marocains, origine et procédés (Lt-col. Lamolle, 1907)

1D 26 : Les Oulliminden sous la domination française (1917)

1D 27 : Les nomades de l'Adrar sous la domination française (Arnaud, 1917)

1D 28 : Etudes sur l'Islam et les tribus du Soudan (Marty, 1918)

1D 39 : Monographie du cercle de Gao (Lacroix, 1905)

1D 50 : Les tribus nomades et leur administration. Touaregs, Maures...

Les autres sous-séries D ne sont pas aussi utiles pour ce sujet. Citons cependant la **série 5D : Recensement**, par cercles, et la **série 8D : Cartographie, Itinéraire et topographie**.

3.1.3. Série E : Politique générale

Une autre série fondamentale. Les deux sous-séries 1E : Affaires politiques, et 2E : Politique indigène, sont particulièrement utiles.

Sous-série 1E : Particulièrement 1E 36-37, rapports de Gao (1899-1920), complétée notamment par 1E 11-13, rapports politiques du Soudan de 1896 à 1920, 1E 77, rapports de Tahoua (1905-1908), 1E 78-81, rapports de Tombouctou (1895-1920), 1E 88, rapport de tournée du cpt. Dineaux (Adrar, Ahaggar, Aïr, 1905).

1E 92 à 1E 184, pour le problème de l'esclavage, les villages de liberté, etc,

1E 185-219, pour la correspondance par cercles et les instructions ministérielles aux commandants des cercles.

Sous-série 2E : Un des grands intérêts de cette sous-série tient à ce qu'elle présente des "fiches de renseignements sur les chefs et notables", véritables dossiers sur chacun des personnages importants, avec leur évolution, dans les cartons 2E 50-53-71. Mais citons aussi, sans exhaustivité, 2E 76 (conventions de délimitations passées avec les chefs du cercle de Gao 1907-1910), 2E 83 (Affaire Firhun, Gao, Rapport de la mission Demaret 1909-1919).

Les autres sous-séries sont moins utiles, sinon peut-être la **5E : Relations extérieures**, où l'on trouve les conventions de délimitations frontalières.

3.1.4. Série N : Opérations militaires

Nous pouvons dégager dans cette série importante, entre autres, ce qui concerne l'Adagh (reconnaisances, jonction avec les troupes algériennes, occupation...) : 1N 74, 103, 105-107, 114; les Ioulliminden (révoltes, opérations) : 1N 11, 12, 39; les rezzous : 1N 13 à 20, 53.

Les autres séries sont moins utilisables. Citons cependant, les séries G (enseignement), H (santé), M (justice indigène), Q (affaires économiques), d'où il est possible de tirer quelques informations.

3.2. FONDS RECENTS

Les dénominations des séries sont semblables à celles du fonds ancien. Mais les séries sont dans l'ensemble moins riches que précédemment.

Sont cependant utilisables avec profit :

la **série B : correspondance**, du gouverneur, des bureaux, de l'armée, des cercles...

la **série D : missions et voyages**, particulièrement intéressante, on peut y trouver 1D 98 (étude sur les populations sahariennes du H.S.N., 1923), 1D 144-146 (Tombouctou, confins sahariens...). On peut surtout y lire en 2D 20 les rapports des missions d'inspection (Escargueil, Even, etc.) de la subdivision de Kidal, qui donnent une vision ponctuelle mais très complète de l'Adagh aux moments des tournées de chacun des inspecteurs administratifs.

la **série E : Affaires politiques**,

avec particulièrement 1E 17, 24 et 143, consacrées aux rapports de tournée et aux rapports politiques, 1E 76, sur les rezzous et les opérations militaires,

la série 2E, suite des fiches de renseignements des chefs, les affaires sahariennes et les conventions de nomadisation (à consulter aussi en 2M),

la série 5E (Affaires politiques), avec 5E 11 et 15 (Kidal), 5E 14 (Tombouctou), 5E 16 (Ménaka), 5E 17 (zones de nomadisation)...

la **série G : Enseignement**, particulièrement pour les écoles nomades.

la **série K : Pistes Sahariennes**,

la **série N : Affaires militaires**, avec notamment, dans la sous-série 2N, ce qui concerne le Sahara.

la **série R : Elevage**, où se trouvent des notes sur l'élevage nomade.

Sources imprimées

Quelques ouvrages ou articles peu nombreux, écrits par des acteurs de l'exploration, de la conquête ou de l'administration de l'Adagh peuvent être considérés comme autant de sources directes. Leur témoignage ou leurs mémoires, souvent rédigés au lendemain même de l'expérience qu'ils décrivent, prennent ainsi une place à part, entre les archives proprement dites et les témoignages oraux.

En voici les plus importants, parmi lesquels l'ouvrage de Cortier, "D'une rive à l'autre du Sahara", entièrement consacré à la description de l'Adagh et de ses habitants au début du siècle, est particulièrement irremplaçable.

AUDOUIN-DUBREUIL (L.) / HAARDT (G.M.)

1923, *Le raid Citroën. La première traversée du Sahara en automobile de Touggourt à Tombouctou par l'Atlantide*, Paris, Plon, 311 p.

BETRIX (Cdt.)

1911, *La pénétration Touareg*, Paris, Lavauzelle, 63 p.

BURTHER D'ANNELET (D.)

1932, *A travers l'Afrique française. Du Cameroun à Alger (septembre 1928-juin 1931). Carnets de route I-II*, Paris, 837 p.

CLAUZEL (J.)

1989, *Administrateur de la France d'outre-mer*, Paris, Ed. Jeanne Lafitte/A. Barthélémy, 224 p.

CORTIER (Lt. M.)

1907, "La jonction de l'Algérie et du Soudan", *Revue des Troupes Coloniales*, février.

1908, "L'adras des ifor'ass", *La Géographie*, 17, n° 4 : 265-280.

1908, *D'une rive à l'autre du Sahara (Mission Arnaud-Cortier, 15 février-24 juin 1907)*, Paris, Larose, 416 p.

1913, *Reconnaissance Ouallen-Achourat. (Route d'In Salah à Tombouctou par Achourat)*, Paris, Larose, 32 p.

DINAUX (Cpt.)

1907, "Rapport de tournée du Capitaine Dinaux (3 mai-29 octobre 1905)", *Renseignements coloniaux*, 17 : 11-18, 42-50 et 62-72.

1908, "Une mission dans l'Adrar du Niger, 8 mars-25 juillet 1907. Rapport de tournée", *Bull.Com. de l'Afr. Fr., suppl. Rens.Col*, 18 : 76-84 et 104-109.

FOUCAULD (C. de)

1951, *Dictionnaire Touareg-Français. Dialecte de l'Ahaggar*, Paris, Imp. Nat., 4 tomes, 2028 p.

1951, "Chez les touareg Taïtoq, Ifoghas, Hoggar. Journal de voyage, mars-septembre 1904", *Bull. de Liaison Sah.*, 3, février : 20-30 et n°4, 1951 :19-32.

GAUTIER (E.F.)

1905, "La traversée du Sahara, Mission Gautier", *Bull. Com. Afr. Fr.* : 399-401.

1906, "Du Touat au Niger", *La Géographie*, 13 : 5-18.

1907, "Etudes d'ethnographie saharienne", *L'Anthropologie*, 18 : 37-68 et 315-332.

LAPERRINE (H.)

1905, "Une tournée dans le sud de l'annexe du Tidikelt. Du 14 mars au 3 juillet 1904. Rapport du Commandant Laperrine", *Bull. Com. Afr. Fr.*, 15, suppl. n° 2 : 37-62.

1913, "La pacification des Touareg, notes et souvenirs", *Questions diplomatiques et coloniales*, 35 et 36 : 393-407, 517-529, 651-659 et :74-81, 137-146.

1907, "Tournée à Taodeni", *Bull. Com. Afr. Fr., suppl. Rens. Col.* : 77.

MOREL (Lt.)

1910, "Le combat d'Achourat (rapport Morel)", *Bull. Com. Afr. Fr., Rens. Col.* : 213-222.

Sources orales

Les entretiens ont été enregistrés, tout au moins lorsque l'interlocuteur ne s'y est pas opposé, comme ce fut parfois le cas, et de toutes façons répertoriés et fichés. Les témoignages les plus intéressants ont été placés en annexe, afin qu'ils puissent servir ultérieurement à d'autres chercheurs. Leur rédaction a été faite dans le souci de coller au plus près de l'expression de l'interlocuteur. Une réécriture superficielle, sans altération du fond, a cependant été parfois nécessaire afin de faciliter la compréhension du lecteur.

Les séjours effectués dans l'Adagh, mais aussi ceux que des amis touaregs ont passés à Paris, m'ont permis de rencontrer, et d'interroger, les personnes suivantes, dont je suis redevable de l'aide qu'elles m'ont apportée :

- Abderhamane ag Galla, Irreganaten, actuellement chef de l'ARLA (la trentaine)
- Acheriff ag Mohammed, Kel Affella, ancien cadre du MPA, actuellement consul du Mali à Tamanrasset (la trentaine)
- Akhmoudène ag Ikmass, de Kidal (la quarantaine)
- Ambeiry ag Ghissa, enseignant, créateur de la *tambeyrit* (système de transcription pour la *tamashaq*), actuellement conseiller d'une ONG (la quarantaine)
- Ammera ag Fakri, Idnane, vivant en Algérie, ancien membre de la direction du mouvement touareg, un des "sages" de l'Adagh (la cinquantaine)
- Aybella ag Mohammed, forgeron chez les Idnan (la cinquantaine)
- Badiould Sidi Khaybella, Kounta, petit-fils d'Abidine (chef Kountas au début du siècle) (la cinquantaine)
- Badiould Sidi Mokhammed, marabout Kounta (la quarantaine)
- Baya, métisse Ifoghas et Idnan (la soixantaine)
- Bilal Saloum, tué en 1994, ancien cadre militaire du MPA
- Boubakar Baly, Hal Araouan, commerçant (la soixantaine)
- Cheikh ag Baye, neveu de l'aménokal In Talla, architecte, actuellement cadre du MPA (la trentaine)
- Dochan ag Sala, chef des Idnan, éleveur (environ quatre-vingt ans)
- Eghless ag Foni, Idnan, enseignant, actuellement gouverneur de la région de Kidal (la cinquantaine)
- Ekhya ag Albostan, étudiant et chercheur (la trentaine)
- Ghissa, dit Ouvrier, combattant de l'ARLA, membre actuel de la Commission du cessez-le-feu (la trentaine)
- Hama ag Sidi Mohammed, Taghat mellet, actuellement cadre du MPA (la trentaine)
- Hassan Faradji, métis maure-touareg, actuellement cadre militaire du FIAA (la trentaine)

Henri Mohamedine, métis Français-Touareg, ancien chef d'arrondissement de Tessalit, actuellement restaurateur (la soixantaine)

Ibiya ag Sidi, Kel Affella, cadre du MPA (la trentaine)

Ibrahim ag Litny, Kel Taghlit, dirigeant de l'ARLA, ancien enseignant à Tamanrasset, étudiant à l'ENA (la trentaine)

Iknan ag Ahmed, Kel Ghala, ancien gommier, ancien chef de l'arrondissement de Kidal central (la soixantaine)

Iyad ag Ghali, Iriyaken, actuellement dirigeant du MPA (la trentaine)

Limam Chaffy, Hal Araouan, commerçant, ancien dirigeant du FPLSAC (la soixantaine)

Lohiya, ancien instituteur, combattant MPA (la trentaine)

Malik, chef des Irredjanaten, éleveur (la cinquantaine)

Saghid ag Eraytak, gendre de Malik, éleveur (la quarantaine)

Illagi ag Eraytak, son frère, éleveur (la quarantaine)

Méti ag Mohamed Rhissa, Kel Affella, enseignant, cadre du MPA (la trentaine)

Mohammed ag Assonaqi, Kel Taghlit, éleveur (la quarantaine)

Mohammed ag Eghlaf, dit Amghar, Idnan, actuellement ministre du gouvernement malien (la trentaine)

Mohammed ag Eghless, chercheur à l'ISH de Bamako (la trentaine)

Mohammed ben Khouider, ancien gommier Chaamba dans l'Adrar (environ quarante ans)

Negefa ag Lakhbeyb, Idnan (la quarantaine)

Sidi Mohammed ag Ichrach, Irreganaten, actuellement cadre de l'ARLA (la trentaine)

Sikaye ag Ekawel, Cheman Amas, fonctionnaire (la cinquantaine)

Yakhoub ag Jouka, Idnan, éleveur (la quarantaine)

Ne connaissant qu'imparfaitement le Tamachaq, j'ai été aidé pour l'interprétariat :

Dans la région de Tessalit, par Suelum Diago

Dans la région d'Aguel-Hok, par Hassan Faradji

A Paris, par Ibrahim ag Litny

Il faut noter que les conditions des entretiens, que ce soit dans les villages ou les campements, ne permettent pas d'avoir les témoignages ou les opinions des seuls informateurs présentés. Entourés de leur famille et de leurs amis qui n'hésitent pas à intervenir pour apporter une précision ou corriger une information, c'est davantage le sentiment de groupes entiers que l'on peut recueillir.

Presse

Avant 1990 (classement par dates)

ANONYME (), "Rébellion au Mali ?", *Jeune Afrique*, 161, 9-15 décembre 1963 : 10.

ANONYME (), "Dissidence targui dans le nord Mali", *Dépêche UPI*, 11 octobre 1963.

RATO (B.), "Los Tuareg y el Mali", *Africa*, Madrid, 21, 1964 : 744-745.

ANONYME (), "Démantèlement des bandes touareg rebelles aux confins sahariens du Mali", *Dépêche AFP*, 15 août 1964.

ANONYME (), "Le gouvernement de Bamako annonce l'écrasement de la rébellion des Touareg par l'armée malienne", *Le Monde*, 16-17 août 1964 : 4.

ANONYME (), "Communiqué du secrétariat à la défense et à la sécurité du Mali", *L'Eclair hebdomadaire (organe de l'US-RDA)*, Bamako, 17 août 1964.

ANONYME (), "Encore "Le Monde"", *L'Eclair*, Bamako, 20 août 1964.

ANONYME (), "Fins des combats dans le nord du Mali. Communiqué n° 981", *Marchés Tropicaux*, Paris, 981, 29 août 1964 : 2088.

ANONYME (), "Les Touareg du Mali guerroient contre le gouvernement de Bamako qui veut les soumettre à l'impôt", *Gazette de Lausanne*, 23 janvier 1964.

AG RHISSA (A.), "A propos des Touaregs de l'Adrar des Ifoghas. Qu'on le sache !", *L'Eclair hebdomadaire (organe de l'US-RDA)*, Bamako, 15 juin 1964 : 5.

AG BAILLE (A.), "Je démens", *L'Eclair hebdomadaire (organe de l'US-RDA)*, Bamako, 11 mai 1964.

ANONYME (), "Mali. Les opérations militaires contre les rebelles du désert", *Afrique contemporaine* (repris de *L'Eclair* du 15-8-1964), 15, sept-oct. 1964 : 14.

ANONYME (), "Des précisions sur la rébellion des Touareg. Communiqué n° 984", *Marchés Tropicaux*, Paris, 984, 19 septembre 1964 : 2233.

BONKANE (C.), "Kidal a célébré la fête nationale avec un éclat particulier. Discours du Cpt. Diarra et du secrétaire d'Etat Diakité", *L'Eclair hebdomadaire (organe de l'US-RDA)*, Bamako, 28 septembre 1964 : 5-6.

RATO (B.), "Guerra contra los Tuareg en Mali", *Africa*, Madrid, 22, 1965 : 154-156.

DECRAENE (P.), "Une arme politique contre les Touaregs du Mali", *Le Monde*, Paris, 6 février 1974 : 1 & 3-4.

DECRAENE (P.), "La grande détresse des Touaregs réfugiés en Algérie", *Le Monde*, Paris, 8 mars 1974.

DAHMANI (A.)/DIALLO (S.), "Commandos sur le Sahel", *Jeune Afrique*, Paris,

1118, 9 juin 1982 : 24-26.

ANONYME (), "Algérie-expulsion. Témoignages", *dépêche AFP*, Paris, 131840, 13, 05, 1986.

ANONYME (), "Témoignages sur l'expulsion de milliers de Touaregs", *dépêche AFP*, Paris, 131837, 13 mai 1986.

FRITSCHER (F.), "Quelque dix mille Touaregs en situation irrégulière ont été refoulés vers le Niger et le Mali", *Le Monde*, Paris, 24 mai 1986 : 4.

MERVIN (S.), "Douze mille Touaregs sahéliens en danger", *Jeune Afrique*, Paris, 28 mai 1986.

Révolte de 1990 et années suivantes (classement par dates)

Anonyme, "Touaregs : L'Épuration ethnique".

Anonyme, "La colère du Hoggar", 1990.

ALLOUACHE (Abida), "Mouvement populaire Azawad Touareg du Mali. Paix et autonomie", 1990.

ALOUANI (Khaled), "Nous sommes contre l'utilisation de notre culture", 1990 : 10.

SMITH (Stephen), "Massacres de Touaregs au Niger", *Libération*, 1990.

THIOLAY (Boris), "Sauver les hommes bleus", *GLOBE*, 1990 : 22.

Anonyme, "Legendary Tuareg blue-veiled warriors killed in Niger", *Teheran Times*, 03/06/1990.

de BUGNICOURT (J), "Les Touaregs posent de "sérieux problèmes de sécurité", *Le Monde*, 14/07/1990.

Anonyme, "A propos des massacres de Touaregs au Niger", 17/07/1990 : 1-4.

FRITEL (Jérôme), "On achève les Touaregs", *VSD*, 672, 19 au 25/07/1990 : 48-53.

TOUNKARA (Tiémokoba), "Silence on ratisse", *Les Echos (Jamana)*, 37, 20/07/1990.

Anonyme, "Situation au Mali", *Courrier de l'ACAT*, 107, 07/08/1990.

Anonyme, "Niger : Entre effervescence sociale & économie budgétaire", *Jeune Afrique Economie*, 134, 08/1990 : 37.

BOUSSEL (Pierre), "Le vent de l'oubli", *Télé 7 jours*, 08/1990.

BOUSSEL (Pierre), "Splendeur et misère", *Télé 7 jours*, 08/1990.

Anonyme, "Les Touareg seraient victimes de sévères représailles", *Le Monde*, 05 et 06/08/1990.

TRAORE (Chouaidou), "La question Touareg", *Aurore*, 13, 09 au 23/08/1990 : 3.

Anonyme, "Contre le massacre des Touaregs au Niger", *Le Monde*, 10/08/1990.

Anonyme, "Les cadavres de trois Européens découverts à Gao", *Le Monde*, 10/08/1990.

Anonyme, "Une centaine de personnalités protestent", *BQA*, 13261, 10/08/1990 : 26-27.

Anonyme, "Identification des corps de la famille ROUDAUT", *BQA*, 13263, 14/08/1990 : 24.

Anonyme, "Exécutions extrajudiciaires, Tortures au Mali", *Amnesty International*, 15/08/1990.

SIMON (Catherine), "Des affrontements meurtriers entre armée et Touaregs", *Le Monde*, 15/08/1990.

Anonyme, "Répression aveugle contre les Touaregs Maliens", *C.D.L.D.M.*, 16/08/1990.

Anonyme, "Mali : Exécutions sommaires de Touaregs", *Amnesty International*, 16/08/1990.

Anonyme, "Le Parti socialiste proteste contre les massacres", *A.F.P.*, 17/08/1990.

Anonyme, "*Amnesty International* dénonce les "assassinats" ", *Le Monde*, 17/08/1990.

Anonyme, "Assassinat de Touareg au Mali", *l'Humanité*, 17/08/1990.

Anonyme, "Exécutions sommaires d'une trentaine de Touaregs", *Courrier de l'Ouest*, 17/08/1990.

Anonyme, "Mali : Amnesty au secours des Touaregs", *Ouest-France*, 17/08/1990.

GM (D), "Massacre de Touaregs au Mali", *Libération*, 17/08/1990 : 15.

Anonyme, "Mali : la répression contre les Touaregs", *Le Monde*, 18/08/1990 : 6.

Anonyme, "Mali et Niger : massacres de Touaregs", *Ouest-France*, 18/08/1990.

MABROUK (Ibrahim), "L'Azaouak avant la Corrèze ? ", *Le Sahel*, 19/08/1990.

Anonyme, "Mali : une association de solidarité avec les Touareg", *Le Monde*, 19/20/08/1990 : 6.

Anonyme, "La mémoire courte", *Le Sahel*, 21/08/1990.

SIMON (Catherine), "Nouveaux affrontements entre Touaregs & forces armées", *Le Monde*, 21/08/1990 : 20.

Anonyme, "Le Général Mamadou Coulibaly fait le point", *L'Essor*, 22/08/1990.

Anonyme, "Le Mali accuse les Touaregs du meurtre des Roudaut", *Libération*, 2876, 22/08/1990 : 32.

TRAORE (Chouaïdou), "Plusieurs localités attaquées", *Aurore*, 14, 23/08/1990.

Anonyme, "Tuareg getötet und zerstückelt", *Franffurter Rundschau*, 28/08/1990.

COULIBALY (Chélibane), "Les problèmes du nord-est du Mali", *Cauris*, 2, 08-09 /1990 : 2-8.

Anonyme, "La désinformation continue", 09/1990.

Anonyme, "Mali exécutions sommaires de Touaregs", *Chronique Amnesty*

International, 09/1990 : 15.

Anonyme, "Les Touaregs", *L'autre journal*, 4, 09/1990 : 12.

SIMON (Catherine), "Mali: De nouvelles atrocités auraient été commises..", *Le Monde*, 05/09/1990 : 10.

Anonyme, "Touaregs, Des messages codés de l'armée interceptés", *Télex confidentiel de Jeune Afrique*, 832, 06/09/1990 : 2.

Anonyme, "Le rapport d'Amnesty", *Aurore*, 06 au 20/09/1990 : 5.

TRAORE (Chouaïdou), "Des accrochages", *Aurore*, 06 au 20/09/1990 : 5.

Anonyme, "Situation juridique / Etat de santé : Mali", *Amnesty international*, 07/09/1990.

Anonyme, "Über Mord an Tuareg empört", *Franffurter Rundschau*, 07/09/1990.

LENOIR (René), "Afrique: L'honneur d'un continent", *Le Monde*, 07/09/1990 : 2.

Anonyme, "Algérie: sommet saharien sur le sort des Touaregs", *Le Monde*, 11/09/1990.

Anonyme, "Le sommet quadripartite de Djanet", *El Moujahid*, 7851, 12/09/1990.

KLUTE (Georg), "Die "Ritter der Wüste" kämpfen ums Überleben", *Die Tageszeitung*, 12/09/1990 : 13.

Anonyme, "Le président Saïbou demande de déposer les armes", *Le Monde*, 13/09/1990.

Anonyme, "Niger-Mali : La révolte des Touaregs", *Le Figaro*, 13/09/1990.

Anonyme, "Mali Les touaregs en danger", *L'Evènement du Jeudi*, 13 au 19/09/1990 : 26.

Anonyme, "Mali : Closing ranks", *Africa Confidential*, vol 31 N° 18, 14/09/1990 : 4-6.

MAIGA (T.), "Etat d'urgence à Gao", *Les Echos*, 42, 14 au 28/09/1990 : 1 & 5-6.

Anonyme, "Il n'y a pas de problème touareg au Mali", *L'Essor*, 1600, 15 et 16/09/1990 : 2.

CISSE (A.Kadry), "La tolérance n'exclut pas la fermeté", *L'Essor*, 1600, 15 et 16/09/1990 : 3.

CISSE (A.Kadry), "Sommet quadripartite de Djanet", *L'Essor*, 1600, 15 et 16/09/1990 : 1-2.

DAHMANI (Adbelaziz), "Touareg Le sommet de la dernière chance ?", *Jeune Afrique*, 1551, 19 au 25/09/1990 : 31.

Anonyme, "Le drame des hommes bleus du Sahara", *Les Affaires du Monde*, 20/09/1990 : 7.

Anonyme, "Mali: En conflit avec la Libye ?", *La Lettre du Continent*, 20/09/1990 : 4.

FICATIER (Julia), "Fierté et Malheur des Touaregs", *La Croix l'Evènement*,

20/09/1990 : 2-3.

HAU (Jean), "La situation tragique des Touaregs", 20/09/1990.

Anonyme, "Niger: Le conflit avec les Touaregs risque de dégénérer", *Le Monde*, 22/09/1990 : 9.

FICATIER (Julia), "La question des Touaregs au Niger et au Mali", *La Croix l'Evènement*, 22/09/1990 : 6.

Anonyme, "Le MALI durcit le ton sur l'affaire Touareg", *A.F.P.*, 24/09/1990.

REMDE (Achim), "Nur Gaddafi hilft den "Freien" ", *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 26/09/1990.

TRAORE (Chouaïdou), "Les deux Ministres ne maîtrisaient pas le dossier", *Aurore*, 20 au 04/09/10 /1990 : 3.

TRAORE (Maïmouna), "Revue Inter-Presse", *Aurore*, 20 au 04/09/10 /1990 : 6.

Anonyme, "Touaregs du Niger", *Tilalt (Solidarité Touarègue)*, 10/1990.

Anonyme, "Le dernier des Touareg", *Faim et Développement Magazine*, 71, 10/1990 : 18.

ASSOU MASSOU, "La mémoire des Berbères", *Jeune Afrique Economie*, 136, 10/1990 : 116.

DAHMANI (Hedi), "Touareg : En marche vers l'autonomie", *L'autre journal*, 5, 10/1990 : 28-31.

MAIGA (Mahmoud-Alpha), "Génocide ou vandalisme ?", *Africa International*, 231, 10/1990 : 35.

MAIGA (Mahmoud-Alpha), "Le refus Touareg", *Africa International*, 231, 10/1990 : 36.

MARTINEAU & ASSOU MASSOU, "Massacre dans le désert", *Jeune Afrique Economie*, 136, 10/1990 : 110-112.

MARTINEAU (J.-Christophe), "Chronique d'une révolte", *Jeune Afrique Economie*, 136, 10/1990 : 113-115.

Anonyme, "Mali : les troubles dans le nord du pays", *Le Monde*, 01/10/1990 : 7.

Anonyme, "Niger : Ali Saïbou lâche du lest", *La Lettre du Continent*, 04/10/1990 : 4.

CARADEC'H (Jean-Michel), "La dernière charges des Touaregs", *L'Express*, 04/10/1990 : 74-76.

Anonyme, "Les événements de Tchén-Tabaraden", *Lettre Ambassade du Niger*, 09/10/1990.

MISSER (François), "Heures difficiles pour les Touaregs", *La Cité*, 11/10/1990 : 68-69.

MOKRANE (A)/DEDECKER (M), "Hawad : "On en a assez de la folklorisation" ", *La Cité*, 11/10/1990 : 69-70.

BELGHICHE (Tayeb), "Qui est derrière la révolte des Touareg ? ", 13/10/1990 : 1-

4.

T.. (F), "S.O.S. pour les Touaregs", *Le Populaire du Centre*, 15/10/1990.

Anonyme, "Afrique Occidentale", *B.O.A.*, 13312, 23/10/1990 : 22.

Anonyme, "Malaise sur la question des Touaregs", *B.O.A.*, 13312, 23/10/1990.

DAYAK (Mano), "TENERE Le sable et le sel de la vie", *Pélerin Magazine*, 5630, 26/10/1990 : 34-38.

Anonyme, "En bout de piste", *Grands Espaces*, 6, 11/1990 : 20-27.

Anonyme, "Touaregs : aux pays des "nomad's land"", *Afrique Asie*, 14, 11/1990.

Anonyme, "Les combats continuent dans le Nord Mali", *A.F.P.*, 01/11/1990.

LEHMULLER (Daniel), "Evènements de Ménaka", *Les compagnons d'Horus*, 17, 20/11/1990 : 1-10.

SCHISSEL (Howard), "Tuareg nomads fall on hard times", *Arab News*, 26/11/1990.

d'ERCEVILLE(Isabelle), "Dans l'Adrar des Iforas, ça va mal pour les Touareg", *Grands Reportages*, 12/1990 : 16.

RAMIR (Sylvie), "Touaregs au Niger : entre révolte et espoir", *L'autre journal*, 7, 12/1990 : 44-46.

DUTEIL (Mireille), "Je n'ai pas rencontré de Touareg heureux", *Le Point*, 951, 10/12/1990 : 93-95.

EL BECHIR (Mohammed), "Adieu aux Touareg", *Le Figaro Magazine*, 14407, 21/12/1990 : 102-107.

CARADEC'H (Jean-Michel), "Les Touaregs : Fin d'une civilisation", *L'Express*, 2060, 27/12/1990 : 58-66.

GAUDIO (Attilio), "La rivolta degli "uomini blu", *Mondio e Missione*, 01/1991 : 47-49.

Anonyme, "Accord entre les touaregs et le Mali", *Libération*, 07/01/1991.

Anonyme, "Mali : Le gouvernement a signé un accord", *Le Monde*, 08/01/1991.

Anonyme, "Mali : Les Touaregs gagnent leur autonomie", *La Croix l'Evènement*, 08/01/1991 : 5.

DISSEZ (Anne), "Touaregs Maliens : Le contenu de l'accord", *La Croix l'Evènement*, 10/01/1991 : 7.

MORVAN (Philippe), "Une balle dans le Dakar au coeur du pays touareg", *Libération*, 12 et 13/01/1991 : 27.

Anonyme, "Des Touaregs en mal d'identité", *Le Monde*, 13 et 14/01/1991 : 8.

LAM KABORE (Gilbert), "La paix fragile de Tamnarasset", *Jeune Afrique*, 1568, 16 au 22/01/1991 : 28-29.

FAVRE (Gilberte), "Seigneurs du désert contre fils d'esclaves", *Journal de Genève*, 22/01/1991 : 23.

TREBOUS (Madeleine), "La répression des Touaregs au Niger et au Mali",

Courrier de l'ACAT, 112, 01/02/1991 : 4-6.

MILLET (Gilles), "Bamako : Vingt morts pour la démocratie", *Libération*, 23 et 24/03/1991 : 14.

Anonyme, "Des émeutes au Mali ont été violemment réprimées", *Le Monde*, 14357, 24 et 25/03/1991 : 1 & 5.

PERRET (Thierry), "Mali : L'épreuve de force pour le départ de Traoré", *Libération*, 26/03/1991 : 18.

Anonyme, "L'armée a pris le pouvoir au Mali", *Le Monde*, 14359, 27/03/1991 : 1-2.

PERRET (Thierry), "Retour à la normale à Bamako", *Libération*, 28/03/1991 : 33.

SIMON (Catherine), "Jacqueries au Mali", *Le Monde*, 14360, 28/03/1991 : 1 & 6.

Anonyme, "Un calme précaire semble avoir été rétabli à Bamako", *Le Monde*, 29/03/1991 : 4.

THIOLAY(B)/ROCHEGUDE(A), "Dans la trace des Touareg", *Géo*, 146, 04/1991 : 18-39.

Anonyme, "Demba Diallo le Sage", *Jeune Afrique Economie*, 05/1991.

Anonyme, "La cohabi-tension", *Les Echos (Jamana)*, 80, 05/1991.

Anonyme, "Le CTSP", *Marchés Tropicaux*, 05/1991.

Anonyme, "Lettre ouverte au Président du CTSP, Chef de l'Etat", *Les Echos (Jamana)*, 80, 05/1991.

Anonyme, "Mountaga Tall l'Avocat", *Jeune Afrique Economie*, 05/1991.

Anonyme, "Oumar Mariko l'Etudiant", *Jeune Afrique Economie*, 05/1991.

Anonyme, "Soumana Sacko le Justicier", *Jeune Afrique Economie*, 05/1991.

Anonyme, "Un problème malien", *Les Echos (Jamana)*, 80, 05/1991.

MARTINEAU (J.-Christophe), "Mali : Le provisoire s'installe", *Jeune Afrique Economie*, 05/1991.

MARTINEAU (J.-Christophe), "Mali : Transition à hauts risques", *Jeune Afrique Economie*, 05/1991.

SANGARE (Boubacar), "Tombouctou : Le règne de l'insécurité", *Les Echos (Jamana)*, 80, 05/1991.

TRAORE (Adama), "Sévaré et Tilwat : Xénophobie ou vandalisme", *Les Echos (Jamana)*, 80, 05/1991.

A.YATTARA (Sadou), "Insécurité en 6e et 7e Régions : La nouvelle donne", *Aurore*, 23 au 30/05/1991.

Anonyme, "Le Chef de l'Etat invite les Touaregs au dialogue", *BQA*, 13459, 28/05/1991 : 19-20.

Ag MOHAMED ALI (Yehia), "Léré : L'enfer", *Aurore*, 06 au 12/06/1991.

TRAORE (Chouaïdou), "Etablir la vérité", *Aurore*, 06 au 12/06/1991.

Ag HAMANA (Abocar Segdig), "Un responsable touareg accuse", *Les Echos*

(*Jamana*), 82, 07/06/1991 : 6 & 8.

SOKE (Gongoloma), "Le Mali ne doit pas jouer à l'autruche", *Cauris*, 15, 20/09/1991 : 2.

Anonyme, "Tuareg in trouble", *World*, 10/1991.

PERRET (Thierry), "Le dilemme touareg", *Africa international*, 10/1991 : 36-37.

SOUDAN (François), "Quand les Hommes Bleus voient rouge", *Afrique Magazine*, 85, 10/1991 : 58-65.

YATTARA (Sadou), "Rébellion au Nord : Les femmes exigent une solution", *Aurore*, 74, 03 au 10/10/1991 : 4 & 6.

NDIAYE (Mohamed), "Mali : la question touarègue", *Jeune Afrique*, 1606, 09 au 15/10/1991 : 25.

SOUDAN (François), "Pourquoi Kaddafi ne fait plus peur", *Jeune Afrique*, 1606, 09 au 15/10/1991 : 22-25.

MAIGA (Tiégoum Boubèye), "Conférence sur le Nord : Ca ne doit pas échouer", *Les Echos (Jamana)*, 118, 25/10/1991.

Anonyme, "Massaker an Tuareg beenden", *Vierte Welt Aktuell*, 97, 10/11/1991.

BEN OUSS, "Le Nord : Un enjeu stratégique mondial" *Union*, 3, 11/1991 : 2.

TRAORE (Ousmane), "Pour une décentralisation réussie au Mali", *Union*, 3, 11/1991 : 5 & 7.

ARRAID (Oudam), "Contributions à la Recherche de solutions au Nord", *Les Echos (Jamana)*, 120, 08/11/1991 : 4.

MAIGA (Oumar Djibrila), "Conférence de Tombouctou : Un Enjeu", *Les Echos (Jamana)*, 120, 08/11/1991 : 4 & 5.

SANGARE (Boubacar), "Edgar Pisani : "La solution au problème du Nord", *Les Echos (Jamana)*, 120, 08/11/1991 : 5.

TESSA (Sabou N.), "A ton appel Mali,...Nous serons unis !", *Les Echos (Jamana)*, 120, 08/11/1991 : 4.

Anonyme, "Mali : la conférence de Tombouctou est reportée", *Le Monde*, 10/11/1991.

Anonyme, "Les raisons du report", *Les Echos (Jamana)*, 121, 12/11/1991 : 2.

Anonyme, "Réactions au report de la conférence sur le Nord", *Les Echos (Jamana)*, 121, 12/11/1991 : 5-6.

Anonyme, "Tombouctou : Plutôt la paix que la guerre", *Les Echos (Jamana)*, 121, 12/11/1991 : 1.

Anonyme, "Un étrange dialogue dans le Nord", *Les Echos (Jamana)*, 121, 12/11/1991 : 6.

BAILLY (A.C.P.), "Le défi du 26 mars et la question du Nord", *Les Echos (Jamana)*, 121, 12/11/1991 : 4.

DIARA(A.S.) MAIGA(A.K.G), "Interview exclusive du Lieutenant-Colonel A. T.

Touré", *Les Echos (Jamana)*, 121, 12/11/1991 : 3.

TESSA (Sabou N.), "Report de la paix ou préparation de la guerre?", *Les Echos (Jamana)*, 121, 12/11/1991 : 2.

Anonyme, "Des propositions pour une solution aux problèmes", *Le Républicain*, 20, 14/11/1991 : 5-6.

FICATIER (Julia), "Les Libyens ont été les seuls à nous aider", *La Croix l'Evènement*, 29/11/1991 : 7.

MARION (Georges), "Le nomadisme forcé des Touaregs", *Le Monde*, 14570, 01 et 02/12/1991 : 1 & 5.

Anonyme, "Mali : douze morts dans un accrochage", *A.F.P.*, 1992.

MEZHOUD (Salem), "Murder of a romantic Myth", *Anti Slavery International*, 8, 1992 : 106 - 110.

SOULE (Sylvie), "Il faut sauver les Touaregs !", *La Croix l'Evènement*, 1992.

Anonyme, "Odile et Mano DAYAK", *V.S.D.*, 748, 02 au 08/01/1992 : 32.

DAYAK (Mano), "les Touaregs sont au bord de la guerre civile", *V.S.D.*, 748, 02 au 08/01/1992 : 44 - 45.

Anonyme, "Mali : rezzou", *Libération*, 13/01/1992 : 20.

Anonyme, "Mali : Victoire du oui au référendum constitutionnel", *Le Monde*, 17/01/1992 : 6.

Anonyme, "Mali : prochaine rencontre gouvernement/rebelles", *Le Monde*, 21/01/1992 : 5.

Anonyme, "Municipales : victoire de l'Adema", *Marchés Tropicaux*, 24/01/1992.

THIERNO OMAR DIALLO, "Demain la paix dans le Nord", *Jeune Afrique*, 1620, 24 au 31/01/1992 : 41 - 43.

Anonyme, "Niger : Un mort et dix touristes blessés", *Le Monde*, 26 et 27/01/1992 : 20.

Anonyme, "Mali : Report des élections législatives", *Le Monde*, 28/01/1992 : 6.

MARTINEAU (J.-Christophe), "Mali : l'appel aux urnes", *Jeune Afrique Economie*, 02/1992.

LUTTENBACHER (Valérie), "Le blues des "Hommes Bleus"", *Témoignage Chrétien*, 01/02/1992 : 10.

SUBTIL (Marie-Pierre), "Rébellion touarègue au Niger", *Le Monde*, 11/02/1992.

Anonyme, "Réunion Gouvernement/Mouvements de l'Azawad à Alger", *Haské*, 11 au 18/02/1992.

Anonyme, "Mali : Demande d'annulation du calendrier électoral", *Le Monde*, 12/02/1992 : 3.

Anonyme, "Niger : Trois morts lors d'une attaque", *Le Monde*, 12/02/1992 : 3.

KPATINDE (Francis), "Catch à quatre sur les rives du Djoliba", *Jeune Afrique*, 19/02/1992.

Anonyme, "Mali : Les hommes avant les politiques", *Africa Confidential*, 156, 24/02/1992.

Anonyme, "Niger : Des militaires ont pris des responsables", *Le Monde*, 29/02/1992 : 4.

S.Sm, "Niger : coup de semonce de l'armée", *Libération*, 01/03/1992 : 23.

Anonyme, "Mali : l'ADEMA a remporté la majorité absolue", *Le Monde*, 12/03/1992.

Anonyme, "Mali : Législatives : nette victoire de l'Adema", *Marchés Tropicaux*, 13/03/1992.

Anonyme, "Reprise des négociations entre le Mali et les Touareg", *Le Monde*, 18/03/1992.

Anonyme, "Négociations entre Bamako et les Touareg", *Marchés Tropicaux*, 20/03/1992.

DAYAK (Mano), "La question touareg", *Libération*, 25/03/1992 : 6.

SUBTIL (Marie-Pierre), "Les déçus de la démocratie au Mali", *Le Monde*, 25/03/1992.

Anonyme, "Mali : Résultat des législatives", *Marchés Tropicaux*, 27/03/1992.

PERRET (Thierry), "Bamako s'entend avec les Touaregs", *Libération*, 13/04/1992.

SUBTIL (Marie-Pierre), "Tombouctou à la lisière de deux mondes", *Le Monde*, 13/04/1992.

SUBTIL (Marie-Pierre), "Un "Pacte National" signé à Bamako avec les Touaregs", *Le Monde*, 14/04/1992.

Anonyme, "Mali : M. Konaré largement en tête au premier tour", *Le Monde*, 15/04/1992.

Anonyme, "Un Président et un Pacte National", *L'Echo de l'Afrique*, 16/04/1992.

GILGUY (Christine), "La signature du pacte pour la paix et la réconciliation", *Marchés Tropicaux*, 17/04/1992.

GILGUY (Christine), "L'enjeu de l'électorat "de l'extérieur"", *Marchés Tropicaux*, 24/04/1992.

PERRET (Thierry), "Les Maliens s'éveillent mollement à la démocratie", *Libération*, 28/04/1992 : 28.

SUBTIL (Marie-Pierre), "M. Konaré a largement remporté l'élection", *Le Monde*, 29/04/1992 : 5.

IMPE (Anne-Marie), "Bamako s'ouvre à une ère nouvelle", *La Croix*, 30/04/1992.

SIGNATE (Ibrahima), "La victoire de Konaré", *Le Nouvel Afrique Asie*, 32, 05/1992 : 28.

Anonyme, "Touaregs : Apaiser la soif d'eau et de dignité", *Présence dans le Monde*, 1-5/05/1992.

Anonyme, "Mali : Une attaque touareg aurait fait cinq morts", *Le Monde*, 19/05/1992 : 6.

Anonyme, "Nouvelles scissions apparues au sein de la rébellion", *AFP*, 27/05/1992.

Anonyme, "Attaque de Gossi : un coup monté selon des voyageurs", *AFP*, 27/05/1992.

DELAFIN (Antoinette), "Mali : A l'épreuve de la démocratie", *Jeune Afrique Economie*, 06/1992.

PAOLI (Paul-François), "Cris dans le Désert", *Télé 7 jours*, 06/1992.

SAKO (Soumana), "Bilan d'une année de transition", *Africa International*, 250, 06/1992 : 12 & 13.

TREBOUS (Madeleine), "Les Touaregs du Mali : la fin d'un long calvaire ?", *Courrier de l'ACAT*, 126, 06/1992 : 7 & 8.

SIMON (Catherine), "L'armée continue de peser sur la vie politique", *Le Monde*, 11/06/1992.

BABA MISKE (Ahmed)/SOUDAN, "Nous avons gagné notre course contre la mort", *Jeune Afrique*, 1640, 11 au 17/06/1992 : 30 & 31.

BABA MISKE (Ahmed)/MORAND, "Il faut sécuriser les Touaregs", *Le Journal de Genève*, 23/06/1992.

ANDRIAMIRADO (Sennen), "Mali : Le président est parti, vive le président!", *Jeune Afrique*, 24/06/1992.

BOURGI (Albert), "Mali : l'élan démocratique", *Jeune Afrique*, 1642, 25 au 30/06/1992 : 13.

Anonyme, "Bons offices de la France pour la question touarègue", *Le Monde*, 27/06/1992 : 3.

Anonyme, "Quatre morts dans des attaques de "bandes armées"", *Le Monde*, 27/06/1992 : 3.

Anonyme, "Un voyageur enlevé par des rebelles", *Le Monde*, 27/06/1992 : 3.

MENSAH (Odilon), "Mali : Un exemple pour l'Afrique", *Afrique Réalité*, 07/1992 : 5.

Anonyme, "Touaregs : Le Pacte national de paix en question", *AFP*, 20/07/1992.

MINANGOY (Robert), "La guerre désespérée des "Hommes Bleus"", *La Croix*, 30/07/1992.

LANDIER (Robert), "Des Touaregs dissidents se livrent au pillage", *Le Monde*, 24/08/1992 : 6.

Anonyme, "Mali : Des représentants des Touaregs à Ouagadougou", *Le Monde*, 27/08/1992.

Anonyme, "Niger : Des dizaines de Touaregs ont été arrêtées", *Le Monde*, 31/08/1992 : 4.

- Anonyme, "Offensive anti-Touaregs au Niger", *Libération*, 31/08/1992 : 21.
- Anonyme, "Niger : coup de force militaire", *Le Monde*, 01/09/1992 : 6.
- Anonyme, "Niger : Touaregs", *La Croix*, 02/09/1992.
- Anonyme, "Niger : vague d'arrestation parmi les Touaregs", *Le Monde*, 02/09/1992 : 6.
- Anonyme, "Niger : Les Etats Unis expriment leur préoccupation", *Le Monde*, 03/09/1992 : 6.
- Anonyme, "Touaregs : le décomposition", *La lettre du Continent*, 03/09/1992 : 3 & 4.
- MENARD (Robert), "Arrestation de deux journalistes", *Reporters sans frontières*, 03/09/1992.
- SOULE (Sylvie), "La rébellion des Touaregs du Niger", *La Vie*, 2453, 03/09/1992 : 7.
- JOANNIDIS (Marie), "Niger : La colère des hommes bleus", *La Croix*, 05/09/1992 : 8.
- PERRET (Thierry), "Niger : La question touareg aux mains de la troupe", *Libération*, 06/09/1992 : 17.
- Anonyme, "Niger : vague de répression dans le Nord", *Le Monde*, 06 & 07/09/1992 : 4.
- Anonyme, "Niger : l'offensive contre la rébellion touarègue", *Le Monde*, 09/09/1992 : 6.
- MINANGOY (Robert), "Sahara : Le dernier combat des seigneurs du désert", *Le Point*, 1044, 19/09/1992 : 62 - 63.
- TBM, "Nord : Un front de libération pour quoi faire ?", *Les Echos*, 199, 25/09/1992.
- FODE (Amadou), "Répression", *Afrique Asie*, 37, 10/1992 : 26 & 27.
- Anonyme, "Cote d'alerte au Nord Mali", *Présence dans le Monde*, 11/1992 : 15.
- Anonyme, "Touaregs : La caravane s'est arrêtée en Mauritanie", *Présence dans le Monde*, 11/1992.
- Anonyme, "MALI : Finances : Paris accorde une rallonge", *La Lettre Afrique Expansion*, 285, 07/12/1992 : 7.
- KPATINDE (Francis), "Le pays où tout est permis", *Jeune Afrique*, 1666, 10 au 16/12/1992 : 24 - 26.
- MAAIGA (Kader), "Alpha Oumar Konaré, investi candidat du parti", *Les Echos*, 140, 1993 : 5.
- Anonyme, "La question Touareg au Mali et au Niger", 008, 01/1993 : 10.
- HAWAD, "Hachis touareg pour dîners officiels", *Libération*, 12/01/1993 : 5.
- Anonyme, "MALI : Ajustement : Important soutien multilatéral", *La Lettre Afrique Expansion*, 292, 25/01/1993 : 7.

Anonyme, "Amnesty Internat. appeals for former President Traoré", 24/03/1993.

Anonyme, "Niger : les rebelles touareg ont libéré les prisonniers", *Le Monde*, 13/04/1993 : 5.

Anonyme, "Enfin le Gouvernement tant attendu", *Le Procès*, 11, 20 au 25/04/1993 : 4.

Anonyme, "Déclaration de l'Union des Ecrivains Maliens", *Le Procès*, 11, 20 au 25/04/1993 : 4.

HATZFELD (Jean), "Mali : un président contre la culture du parti unique", *Libération*, 04/05/1993 : 21.

Anonyme, "Rentrée des classes à Bamako & Kati : la lutte continue", *Les Echos*, 249, 07/05/1993 : 1.

PONS (Roger), "Le problème touareg", *Marchés Tropicaux et méditerranéens*, 2478, 07/05/1993 : 1185 à 1191.

Anonyme, "Mali : un chef rebelle touareg renonce aux armes", *Le Monde*, 17/05/1993.

Anonyme, "Réfugiés maliens : Rapatriement graduel", *El Moudjahid*, 18/05/1993 : 4.

Anonyme, "Mali : le HCR organise le rapatriement des réfugiés", *Le Monde*, 26/05/1993.

Anonyme, "Niger : discussions à Paris Gouvernement / Touaregs", *Le Monde*, 03/06/1993 : 7.

Anonyme, "Mali : retour de 148 Touaregs réfugiés en Algérie", *Le Monde*, 24/06/1993.

Anonyme, "Les militaires retiennent 11 otages au Niger", *Libération*, 14/07/1993 : 16.

Anonyme, "Niger : Scission au sein du mouvement touareg", *Le Monde*, 21/07/1993 : 6.

Anonyme, "Mali : l'ancien aide de camp de Moussa Traoré inculpé", *Le Monde*, 04/08/1993.

Anonyme, "Mali : l'attaque d'une patrouille a fait cinq morts", *Le Monde*, 19/10/1993.

CHANAUD MOHAMED, "L'Azawak dans la tourmente", *Le Démocrate*, 76, 01/11/1993 : 1 & 4.

LATIF SAID, "Dépasser les considérations ethniques", *Le Démocrate*, 76, 01/11/1993 : 4 & 5.

DEFFONTAINES (Thérèse-M.), "La révolution de la presse au Mali (I)", *Le Monde*, 03/11/1993 : 11.

DEFFONTAINES (Thérèse-M.), "La révolution de la presse au Mali (II)", *Le Monde*, 04/11/1993 : 26.

Anonyme, "Niger : rencontre gouvernement/rébellion reportée", *Le Monde*, 16/11/1993 : 7.

Anonyme, "La France "ne lâchera pas l'Afrique"", *Le Monde*, 31/12/1993 : 7.

Travaux

Bibliographie (Classement alphabétique)

ABADIE (Col. M.)

1927.- *La colonie du Niger*, Paris, Société ed.g. Maritime et Coloniale, 466 p.

Niger / Aïr

Zones de nomadisation - Nomenclature des tiwsaten.

1935.- "Un voyage aux Ajjers", *Le Monde Col. Ill.*, n° 142 tome XIII, mai.

Algérie / Ajjers

Description de voyage.

ABITBOL (M.)

1979.- *Tombouctou et les Arma : De la conquête marocaine du Soudan nigérien en 1591 à l'hégémonie de l'empire peul du Macina en 1833*, Paris, Maisonneuve, 295 p.

Mali / Tombouctou et Fleuve

Précolonial

ABROUS (D.)

1991.- "Le prix de la survie ou le deuil d'un passé", *Rev. du Monde Musul. et de la Médit.*, 57 : 163-181.

Algérie - Mali - Niger / Adagh - Tamesna - Gourma - Tombouctou et Fleuve - Ahaggar - Ajjers - Aïr - Azawakh

Révolte de 1990 - Paix Malienne - Révolte de 1964 - Processus décolon. - Volonté d'indépendance - Conséquences coloniales - Transformations Coloniales / Rapports ethniques.

1993.- "Peuple de l'Azaouad, Tamurt ou comment négocier une définition de soi", *Les cahiers de l'IREMAM (Le politique dans l'histoire touarègue)*, Aix-en-Provence, IREMAM-CNRS, 4 : 87-94.

Mali

Révolte de 1990

AG AHAR (E.)

1991.- "L'initiation d'un Ashamur", *Rev. du Monde Musul. et de la Médit.*, 57 : 140-152.

Niger / Aïr

Révolte de 1990 / Rapports ethniques.

AG ALAWJELI (G.)

1975.- *Histoire des Kel Denneg avant l'arrivée des Français*, Copenhague, Akademisk Forlag, 200 p.

Niger / Azawakh

Chronologie - Précolonial - Conquête - Résistances / Nomenclature des tiwsaten - Généalogies/parenté - Chefferie - Tradition orale - Poésie.

AG AMBAREK (M.)

1983.- *Etude sur les Tifinagh*, Bamako, Mémoire de l'ENS.

Mali - Ecriture.

AG ASSILAKANE (Rhousmane)

1978.- *L'impôt dans le cercle de Kidal*, Bamako, Mémoire de l'ENS.

Mali / Adagh - Paix Malienne - Révolte de 1990 / Impôt.

AG ATAHHER INSAR (Moh. Ali)

1991.- "La solarisation moderne comme stratégie de résistance", *Rev. du Monde Musul. et de la Médit.*, 57 : 91-97.

Mali / Tombouctou et Fleuve

Ecole - Transformations Coloniales - Résistances - Conséquences coloniales - Processus décolon. / Rapports ethniques.

AG BAY (C.)/BELLIL (R.)

1986.- "Une société touareg en crise : Les Kel Adrar du Mali", *Awal*, 2 : 49-86.

Mali / Adagh

Transformations Coloniales - Conséquences coloniales - Volonté d'indépendance - Processus décolon. - Révolte de 1964 - Précolonial / Rapports ethniques.

AG BOUYA (A.)

1984.- *Les conséquences de la sécheresse sur le nomadisme*, Bamako, Mémoire de l'ENA.

Mali / Adagh

Paix Malienne / Sécheresse.

AG FONI (E.)

1979.- "L'impact socio-économique de la sécheresse dans le cercle de Kidal de 1974 à 1976", Brême, Mémoire de l'ENS, Bamako, Borda, 154 p.

Mali / Adagh

Paix Malienne - Révolte de 1964 / Sécheresse.

1991.- "Récit d'un internement scolaire", *Rev. du Monde Musul. et de la Médit.*, 57 : 112-121.

Mali / Adagh

Ecole - Transformations Coloniales

AG LITNY (I.)

1992.- *Systèmes éducatifs et société touarègue. Les Kel Adagh du nord du Mali*, dir. **POUILLON (F.)**, Paris, Mémoire de maîtrise de l'EHESS, 192 p.

Mali / Adagh

Précolonial - Ecole - Résistances - Paix Malienne / Techn. élevage - Elevage - Sécheresse - Nomenclature des tiwsaten - Education trad. - Scolarisation.

AG MAHMOUD (H.)

1968.- *Le problème de la sédentarisation des populations nomades du Mali*, Bamako, Mémoire de l'ENS.

Mali / Adagh - Tamesna - Tombouctou et Fleuve - Gourma

Conséquences coloniales - Révolte de 1964 - Paix Malienne / Rapports ethniques.

AG SIDIYENE (E.)/ KLUTE (G.)

1989.- "La chronologie des années 1913-14 à 1987-88 chez les Touaregs Kel-Adagh du Mali", *Journal des Africanistes*, 59, n°1-2 : 203-227.

Mali / Adagh

Chronologie

AG WACAWALEN (A.)

1988.- *Contribution à l'histoire des Kel-Tamacheq de la conquête arabe à la veille des indépendances. Le cas des Kel Tamacheq de l'Adrar des Iforas*, dir. **Bintou Sanankoua**, Bamako, Mémoire de l'ENS, 115 p.

Mali / Adagh

Précolonial - Conquête - Organisation Col. - Aménokal - Esclavage - Ecole - Réformes - Résistances - Transformations Coloniales - Conséquences coloniales

AGERON (C.-R.) / MICHEL (M.) dir.

1992.- *L'Afrique noire française : l'heure des Indépendances, Actes du colloque "La France et les indépendances des pays d'Afrique noire et de Madagascar"*, organisé par l'IHPOM et l'IHTP (26-29 avril 1990), Paris, CNRS, 729 p.

Algérie - Burkina - Mali - Mauritanie - Niger

Conséquences coloniales - Processus décolon.

AGERON (C.R.), MEYNIER (G.), COQUERY-VIDROVITCH (C.), THOBIE (J.)

1991.- *Histoire de la France coloniale*, Paris, Colin, 2.

Organisation Col. - Conquête - Réformes - Buts coloniaux - Transformations Coloniales - Conséquences coloniales - Processus décolon. / Généralités externes.

ALIBERT (L.)

1944.- *Méhariste (1917-1918)*, Paris, Delmas, 365 p.

Niger / Aïr - Azawakh . Défense col. et rezzous - Vie du colonial - Conquête

ALZUYETA (Lt.)

1955.- "Tombouctou", *Tropiques*, n° 371, mai.
Mali / Tombouctou et Fleuve

AMIN (S.)

1971.- *L'Afrique de l'Ouest bloquée. L'économie politique de la colonisation (1888-1970)*, Paris, Ed. de Minuit, 322 p.
Exploration - Conquête - Organisation Col. - Buts coloniaux / Routes commerciales - Nouveaux modes - Généralités externes.

AMSELLE (J.L.) / M'BOKOLO (E.)

1985.- *Au coeur de l'ethnie. Ethnicité, tribalisme et Etat en Afrique*, Paris, La découverte.
Généralités externes.

ANONYME ()

1912.- "Au Nord de Tombouctou (combat d'El Gattara) [24 mai 1912]", *Bull. Com. Afr. Fr.* : 282-283.
Mali / Tombouctou et Fleuve
Conquête - Défense col. et rezzous / Histoire.

1913.- "La pacification du Sahara soudanais (contre-rezzou, novembre 1912)", *Bull. Com. Afr. Fr.*, n° 23 : 127-128.
Mali / Adagh - Tombouctou et Fleuve - Timetrin
Conquête - Défense col. et rezzous / Histoire.

1917.- "Chez les Oulliminden", *L'Afrique française*, 27 : 298-299.
Mali / Tamesna
Conquête - Résistances

AOUAD-BADOUAL (R.)

1993.- "Le rôle de 'Abidin el Kounti dans la résistance nomade à la conquête française de la Boucle du Niger (1894-1902)", *Les cahiers de l'IREMAM (Le politique dans l'histoire touarègue)*, Aix-en-Provence, IREMAM-CRNS, 4 : 35-48.
Mali / Adagh - Gourma - Tombouctou et Fleuve - Timetrin et Maures
Conquête - Défense col. et rezzous - Résistances

ARCHIVES ()

1971.- *Sources de l'Histoire de l'Afrique au sud du Sahara dans les archives et bibliothèques françaises*, Archives.Inter-Doc.c° Zug, 960 p.
Bibliographie

ARDAILLON (lt. E.)

1911.- "Note sur les Touareg Ajjer. Aperçu sur l'oasis de Djanet et son utilisation au point de vue du commerce transsaharien", *B.S.G. Alger*, n° 16 : 355-372.

Algérie / Ajjers

Buis coloniaux - Transformations Coloniales - Conséquences coloniales / Commerce caravanier - Routes commerciales.

ARMEE ()

1931.--1932 , *Les armées francaises d'outre-mer. (G1.Conquête et pacification de l'Algérie), (G6. Histoire militaire de l'AOF)*, Paris, Imp.Nat., 21 Volumes.

Algérie - Mali - Niger

Conquête - Défense col. et rezzous / Histoire.

1948.- *Encyclopédie coloniale et maritime, 1.Algérie.Sahara*, Paris, Ed. Union Francaise, 2 Vol.

Algérie

Conquête - Défense col. et rezzous

1953.- *Encyclopédie coloniale et maritime, 2.AOF*, Paris, Ed.Union Francaise, 2 Volumes.

Mali - Niger

Conquête - Défense col. et rezzous - Organisation Col.

ARMENGAUD (Gnl.)

1927.- "L'attaque de port Etienne et les rezzous du Sahara occidental", *L'Afr. Fr.*

Mauritanie - Maroc

Conquête - Défense col. et rezzous - Organisation Col. / Histoire.

1930.- *La pacification de l'Afrique encore insoumise*, Paris, Berger-Levrault, 49 p.

Conquête / Histoire.

ARNAUD (Cpt R.)

1907.- "La situation politique musulmane chez les Oulliminden", *Bull. Com. Afr. Fr., Rens.Col.*, n° 17 : 91-96 et 122-123.

Mali - Niger / Tamesna - Azawakh

Conquête - Organisation Col. - / Marabouts - Histoire.

ARON (R.)

1972.- *L'historien entre l'ethnologue et le futurologue*, Paris.la Haye, Mouton, 294 p.

Généralités externes.

ATGIER (Dr.)

1903.- "Les Maures d'Afrique", *Bull. et Mem. Soc. Anthropol. Paris*.

Mauritanie - Mali / Timetrin
Anthropologie.

1909.- "Les Touareg à Paris", *Bull. Soc. Anthropologie*, 10 : 222-243.

Anthropologie - Habitat - Costume - Armes.

ATTANOUX (B. D')

1897.- "Ce qu'il faut penser des Touareg", *Questions Diplomatiques et Coloniales*, Tome II : 33.

Conquête - Buts coloniaux - Image du Touareg

1898.- "L'utilisation du Sahara français", *Revue de Géo.*, 42 : 22-32.

Algérie - Mali - Niger
Buts coloniaux - Image du Touareg - Conquête

AUCAPITAINE (H.)

1864.- "Notions ethnographiques sur les berbères Touareg", *B.S.G. Genève*, tome IV : 1.

Ethno. générale.

AUDISIO (G.)

1932.- "Le Hoggar", *Larousse mensuel*, novembre.

Algérie / Ahaggar

AUDOUIN-DUBREUIL (L.) / HAARDT (G.M.)

1923.- *Le raid Citroën. La première traversée du Sahara en automobile de Touggourt à Tombouctou*, Paris, Plon, 308 p.

Algérie - Mali / Adagh - Tombouctou et Fleuve - Ahaggar -
Organisation Col. - Aménokal - Image du Touareg / Ethno. générale - Routes commerciales
- Cartes - Zones de nomadisation - Géo physique - Puits.

1926.- *Les nuits du Hoggar. Poèmes Touareg*, Paris, Les éd. d'Art. Devambez, 91 p.

Algérie - Mali / Adagh
Précolonial / Tradition orale - Poésie - Conte - Chanson - Proverbes - Devinettes - Magie.

AUGIERAS (Cpt.)

1923.- *La pénétration dans le Sahara occidental*, Paris, Publ. du Comité de l'Afrique Française, 115 p.

Conquête / Histoire.

1930.- *Chronique de l'Ouest saharien (1900-1930)*, Paris, Ed. du Comité de l'Afrique Française, 192 p. et *Rens. Col.*, n° 4/n° 5, mai : 275-295/ n° 6, juin, pp 355-372, 4, avril : 193-213.
Conquête - Organisation Col.

AUGIERAS (Cpt.)/DRAPER (W.P.)/GIERZYNSKI (E.)/BESNARD (V.)/MONOD (T.)

1931.- *D'Algérie au Sénégal. Mission Augiéras-Draper 1927-1928*, Paris, Société de Géographie, 293 p.

Algérie - Mali / Ahaggar - Adagh - Tombouctou et Fleuve
Précolonial - Réformes - Image du Touareg / Cartes - Description de voyage.

AUTREMENT ()

1983.- *Désert : nomades, guerriers, chercheurs d'absolu, Autrement*, Paris, Autrement, n° 5, hors série, novembre, 257 p.

Algérie - Mali - Niger / Adagh - Aïr
Paix Malienne - Révolte de 1990

AVRIL (A. d')

1889.- "Le Sahara, Tombouctou et les Touaregs", *Revue Fr. Etr. et Col.*, 9 : 577-584.

Conquête - Buts coloniaux

AYMARD (Cpt A.)

1908.- "Les Touaregs du sud", *Le Tour du Monde*, 14 : 109-156.

Mali / Tombouctou et Fleuve
Conquête - Précolonial - Organisation Col. / Magie - Costume - Habitat - Techn. élevage - Classes sociales - Islam - Elevage - Nomenclature des tiwsaten - Commerce caravanier.

1910.- "Les Touaregs de la région de Tombouctou", *Bull. Com. Afr. Fr.*, 20 : 399-401.

Mali / Tombouctou et Fleuve
Précolonial / Elevage - Nomenclature des tiwsaten.

1911.- "Langue tamacheq", *Bull. Com. Af. Fr., Rens. Col.*, 21 : 200-205.

Ecriture - Lexique - Grammaire.

1911.- *Les Touareg*, Paris, Hachette, 238 p.

Mali / Tombouctou et Fleuve
Précolonial - Exploration - Conquête - Organisation Col. / Ethno. générale - Routes commerciales - Commerce caravanier - Elevage - Nomenclature des tiwsaten - Rapports ethniques - Islam - Magie - Zones de nomadisation.

BACCARD (A.)

1956.- *De la coutume matriarcale-successorale des Kel Rheris (Gao)*, Paris, CHEAM 2622, 33 p.

Mali / Gourma .Précolonial / Généalogies/parenté - Chefferie.

BALANDIER (R.)

1962.- "Les mythes politiques de colonisation et de décolonisation en Afrique", *Cahier Intern. de Sociologie*, tome XXXIII (juillet, décembre).

Buts coloniaux - Processus décolon. / Généralités externes.

BAQUE (P.)

1993.- "Des Touaregs doublement dépossédés", *Le Monde diplomatique*, Paris, 02 : 21.

Mali - Niger

Révolte de 1990

BAQUET (Lt.)

1908.- *La pénétration saharienne. Résumé historique (1839-1905)*, Paris, Lavauzelle.

Algérie / Ahaggar - Ajjers

Conquête

BARATIER (Gnl.)

1942.- *A travers l'Afrique*, Paris, Fayard, 127 p.

Récit de voyage

BARBE (R.)

1960.- *Caractéristiques du colonialisme français*, Paris, Imp. Centrale Commerciale, 44 p.

Organisation Col. - Réformes - Buts coloniaux - Transformations Coloniales - Conséquences coloniales - Processus décolon.

BARBIER (M.)

1886.- *Rapport sur une nouvelle mission accomplie par M. Basset en Algérie, à la recherche des dialectes berbères*, Paris, Cr. Académie Insc. et Belles Lettres, XIV 4^e série.

Lexique - Grammaire.

1985.- *Trois français au Sahara occidental en 1784-1786 (Introduction, choix de textes et notes)*, Paris, L'Harmattan, 215 p.

Précolonial

BARRAL (H.)

1967.- *Les populations d'éleveurs et les problèmes pastoraux dans le nord-est de la Haute-Volta (1963-1964)*, *Cahiers ORSTOM*, Paris, ORSTOM, Série Sciences Humaines, 4 : 3-30.

Burkina / Oudalan

Précolonial - / Ethno. générale - Elevage - Nomenclature des tiwsaten - Classes sociales - Généalogies/parenté - Chefferie - Zones de nomadisation.

BARRERE (G.)

1955.- *La transhumance chez les Touaregs*, Cannes, L'imprimerie à l'école, 24 p.

Techn. élevage - Elevage.

BARRES (J.-F.)

1975.- *contribution à la programmation régionale en 6ème région du Mali*, Paris, IRAM, p.n.n.

Mali / Adagh

Paix Malienne

BARTHE (A.)

s.d.- *Vie économique et nomadisme des Berabiches*, Paris, CHEAM, n° 1890, 7 p.

Techn. élevage - Elevage.

1951.- *Les Touaregs du Gourma*, Paris, CHEAM 1911.

Mali / Gourma

Conquête - Organisation Col. - Défense col. et rezzous - Esclavage - Image du Français / Zones de nomadisation - Nomenclature des tiwsaten - Démographie - Rapports ethniques - Classes sociales - Généalogies/parenté - Chefferie - Esclavage.

BARY (E. von)/SCHIRMER (trad.)

1898.- *Le dernier rapport d'un européen sur Ghat et sur les Touareg de l'Aïr (journal de voyage d'Erwin de Bary, 1876-1877)*, Paris, Fischbacher, 221 p.

Algérie - Niger / Aïr - Ajjers - Ahaggar

Ethno. générale - Rapports ethniques - Géo physique - Description de voyage.

BASSET (A.)

1934.- "Notes sur les parlers Touaregs du Soudan", *Bull. Com. Et. Hist. et Sc. AOF*, tome XVII : 496-509.

Mali / Gourma

Lexique - Grammaire.

1935.- "Notes sur les parlers Touaregs du Soudan et du Niger", *Bull. Com. Et. Hist. et Sc. AOF*, tome XVIII : 336-352.

Mali - Niger / Gourma - Azawakh

Lexique - Grammaire.

1947.- "Les Touaregs", *Questions Sahariennes*, CHEAM 1009 : 90-98.

BASSET (R.)

1887.- *Recueil de textes et documents relatifs à la philologie berbère*, Alger.

Lexique - Grammaire.

1888.- "Notes de lexicographie berbère. Dialecte des Touaregs Aoulliminden", J. Asiat. (Paris), 4è série, 73 p.

Mali - Niger / Tamesna - Azawakh

Lexique - Grammaire.

BAUZIL ()

1938.- Note sur les méthodes de colonisation indigène de l'Office du Niger, Paris, Imp. Nat., 129 p.

Niger - Mali / Tamesna - Gourma - Tombouctou et Fleuve - Azawakh

Organisation Col. - Réformes - Buts coloniaux - Transformations Coloniales - Conséquences coloniales

BEAU DE ROCHAS ()

1889.- Oasis et Soudan (la pénétration du Soudan considérée dans ses rapports avec la création de grandes oasis sahariennes), Paris.

Mali / Adagh - Tamesna - Ahaggar - Azawakh

Conquête - Organisation Col. - Défense col. et rezzous - Buts coloniaux

BEGOUEN (comte M. de)

1931.- "A travers le Hoggar", Bull. Amitiés Franco-étrangères (Toulouse), 10 : 273-279.

Algérie / Ahaggar

Description de voyage.

BELIME (E.)

1956.- Gardons l'Afrique, Paris, Nlles Editions Latines.

Algérie - Mali - Niger

O.C.R.S.

BELLIL (R.)

1990.- "La révolte des Touareg. Une question de survie", Algérie-Actualité, Alger, 1292, 19 au 25, 07 : 15-16.

Algérie - Mali - Niger

Révolte de 1990

1990.- "La Traversée du désert", L'Avenir, Alger, 12, 24, 11 : 10-12.

BEN HAZERA (M.)

1908.- Six mois chez les Touaregs du Ahaggar, Alger, Jourdan, 234 p.

Algérie / Ahaggar

Précolonial / Ethno. générale - Chanson - Proverbes - Poésie - Ethno. générale - Nomenclature des tiwsaten - rezzous - Généalogies/parenté - Classes sociales - Elevage - Commerce caravanier - Routes commerciales - Islam.

BEN SAID (M.)

1903.- "Les Touareg de la région de Tombouctou", *Revue Tunisienne*, Tome X : 34-49, 116-123, 209-214.

Mali / Tombouctou et Fleuve

1904.- "Les tribus arabes de la région de Tombouctou", *Revue Tunisienne*, Tome II : 479-489.

Mali / Timetrin et Maures - Tombouctou et Fleuve

BENOIST (J. R. de)

1989.- *Le Mali*, Paris, L'Harmattan, 265 p.

Mali

Conquête - Organisation Col. - Transformations Coloniales - Processus décolon. - Paix Malienne / Généralités externes - Histoire.

BENOIT (M.)

1931.- *Histoire militaire de l'Afrique Occidentale Française*, Paris, Les armées françaises d'outre mer.

Conquête - Défense col. et rezzous

BENOIT (M.)

1977.- *Introduction à la géographie des aires pastorales soudaniennes de Haute-Volta*, Paris, ORSTOM, 95 p.

Burkina / Oudalan

Elevage - Zones de nomadisation.

BERAUD-VILLARS (J.)

1942.- *L'empire de Gao. Un état soudanais aux XVe et XVIe siècles*, Paris, Plon, 211 p.

Mali - Maroc / Adagh - Tombouctou et Fleuve

Précolonial

BERNARD (A.)

1882.- *Deuxième mission Flatters*, Alger, Jourdan, (réed. 1896), 368 p.

Algérie / Ahaggar - Ajjers

Conquête

1906.- "Les diverses catégories de nomades", *B.S.G. et Arch. Oran*, janvier.

Algérie

BERNARD (A.)/LACROIX ()

1906.- *Evolution du nomadisme en Algérie*, *Annuaire de Géographie*, Alger. Paris, Jourdan. Challamel, 343 p.

Algérie

Transformations Coloniales

1906.- *La pénétration saharienne (1830-1906)*, Alger, 195 p.

Algérie - Mali

Conquête

BERNEZAT (O.)

1975.- *Hommes et montagnes du Hoggar*, Grenoble, Ed. des 4 seigneurs, 370 p.

Algérie / Ahaggar

Ethno. générale - Description de voyage.

1982.- *Touaregs au fil du temps*, Voiron, O.Bernezat, 112 p.

BERNUS (E.)

1963.- *Quelques aspects de l'évolution des Touaregs de l'Ouest de la République du Niger*, *Etudes Nigériennes*, Paris, IFAN, n° 9, 87 p.

Niger / Azawakh - Aïr

Rapports ethniques - Classes sociales - Zones de nomadisation - Elevage - Nouveaux modes.

1966.- "Les Touareg du Sahel nigérien", *Les Cahiers d'Outre-mer*, 19, n° 73 : 5-34.

Niger / Aïr - Azawakh

Conséquences coloniales - Transformations Coloniales / Type de nomadisation - Sédentarisation - Rapports ethniques.

1967.- "Cueillette et exploitation des ressources spontanées du sahel nigérien par les Kel Tamasheq", *Cahiers ORSTOM*, Paris, ORSTOM, 4, Série Sciences Humaines : 31-52.

Niger

Economie de subsistance.

1974.- *Les Illabakan. Une tribu touarègue sahelienne et son aire de nomadisation*, Paris, Atlas des structures agraires au Sud du Sahara 10, ORSTOM, 116 p.

Niger / Azawakh

Précolonial - / Ethno. générale - Elevage - Commerce caravanier - Nomenclature des tiwsaten - Démographie - Rapports ethniques - Classes sociales - Généalogies/parenté.

1981.- *Touaregs nigériens : unité culturelle et diversité régionale d'un peuple pasteur*, Paris, ORSTOM, 508 p.

Niger / Azawakh - Aïr

Ethno. générale.

1992.- "Etre Touareg au Mali", *Politique africaine*, Paris, Khartala, 47, octobre : 23-30.

Mali / Adagh - Tamesna - Gourma - Tombouctou et Fleuve - Timetrin et Maures

Révolte de 1990 - Révolte de 1964 - Résistances -

BERNUS (E.)/BOILLEY (P.)/CLAUZEL (J.)/TRIAUD (J.L.)

1993.- *Nomades et commandants. Administration et sociétés nomades dans l'ancienne A.O.F.*, Paris, Karthala, 246 p.

Mali - Mauritanie - Niger / Adagh - Tamesna - Tombouctou et Fleuve - Aïr - Timetrin et Maures

Conquête - Organisation Col. - Esclavage - Ecole - Réformes - Buts coloniaux - Vie du colonial - Résistances - Transformations Coloniales - Conséquences coloniales - O.C.R.S. / Histoire.

BERNUS (S.)

1972.- *Henri Barth chez les Touaregs de l'Aïr (juillet-décembre 1850)*, Niamey, CNRSH, 28, 197 p.

Niger / Aïr

Précolonial

1983.- *Touaregs*, Paris, L'Harmattan, 70 p.

Niger

BERNUS (S.)/BONTE (P.)/ BROCK (L.)/ CLAUDOT (H.)

1986.- *Le fils et le neveu : jeux et enjeux de la parenté touarègue*, Paris. Cambridge, Ed. Maison des Sciences de l'Homme/ University Press, 343 p.

Généalogies/parenté.

BESLAY (F.)

1948.- *Aperçu sur les croyances, les coutumes et institutions des Maures*, Paris, CHEAM, 51 p.

Mauritanie / Timetrin et Maures

Généalogies/parenté - Chefferie - Ethno. générale - Islam.

1984.- *Les Reguibats de la paix française au front Polisario*, Paris, L'Harmattan, 189 p.

Mauritanie / Timetrin et Maures

Organisation Col. - Défense col. et rezzous - Buts coloniaux - Transformations Coloniales - Conséquences coloniales

BESSET (Col. G.)

1948.- "Le début de l'action du Cmdt Laperrine et du père de Foucauld chez les Hoggar", *Cah. Ch. de Foucauld* 3, n° 10 : 52-61.

Algérie / Ahaggar

Conquête - Précolonial

BESSIS (J.)

1986.- *La Libye contemporaine*, Paris, L'Harmattan, Coll. Histoire et perspectives méditerranéennes, 221 p.

Libye - Niger - Mali

Révolte de 1990

BETRIX (Cdt.)

1911.- *La pénétration Touareg*, Paris, Lavauzelle, 63 p.

Mali - / Adagh - Tamesna

Précolonial - Conquête - Organisation Col. - Défense col. et rezzous - Aménokal - Buts coloniaux

BISSUEL (Cdt H.)

1888.- *Les Touaregs de l'ouest*, Alger, Jourdan, 210 p.

Algérie / Ahaggar

Précolonial / Ethno. générale - Nomenclature des tiwsaten.

BLACHERE (A.) / WOLFF (H.)

1884.- *Sahara et Soudan. Les régiments de dromadaires*, Paris, Challamel, 78 p.

Algérie - Mali

Défense col. et rezzous - Conquête

BLANCHET (A.)

1953.- *Sahara, notre Ruhr ?*, Tanger, Editions Internationales.

Algérie - Mali - Niger

O.C.R.S.

BLANGUERNON (C.)

1955.- *Le Hoggar*, Paris, Arthaud, 209 p.

Algérie / Ahaggar

Ethno. générale - Conte - Commerce caravanier - Centres de culture - Economie de subsistance - Elevage - Classes sociales - Lexique.

1958.- *Le Hoggar. Une réserve qui disparaît*, Paris, CHEAM 2882, 6 p.

Algérie / Ahaggar

Transformations Coloniales - Conséquences coloniales / Nouveaux modes.

BLAUDIN de THE (Cmdt. B.)

1955.- *Historique des compagnies méharistes (1902-1952)*, Alger, Imp. Off. du Gv. Gén., 127 p.

Conquête - Organisation Col. - Défense col. et rezzous

1958.- *Contribution à la bibliographie du Sahara (1953-1957)*, Alger, Imbert, 100 p.

Bibliographie

1960.- (rééd. OCRS, 1960), *Essai de bibliographie du Sahara français et des régions avoisinantes*, Paris, Arts et métiers graphiques. Klimsieck, 258 p.

Bibliographie

BLET (H.)

1946.-1950 , *Histoire de la colonisation française*, Paris, Arthaud.

Organisation Col. - Conquête - Buts coloniaux - Transformations Coloniales

BLUZET (R.)

1895.- "La région de Tombouctou", *B.S.G. Paris*, (7) XVI : 374-388.

Mali / Tombouctou et Fleuve

Précolonial / Nomenclature des tiwsaten - Généalogies/parenté - Chefferie.

BOILLEY (P.)

1987.- "Touaregs. Parole et désert", *DIRE*, n° 2 : 35-40.

Mali / Adagh

Tradition orale - Conte.

1988.- *Les Kel Adagh et la colonisation. Etude des évolutions politiques, sociales et économiques du groupement Touareg de l'Adrar des Ifoghas pendant la colonisation (1894-1965)*, D.E.A., Dir. C. Coquery-Vidrovitch, Université Paris VII, 139 p.

Mali / Adagh

Méthodologie - Chronologie - Conquête - Organisation Col. - Réformes - Transformations Coloniales - Conséquences coloniales - O.C.R.S. - Volonté d'indépendance - Processus décolon. - Révolte de 1964

1989.- "Les Kel Adagh et la colonisation. Etude des évolutions politiques, sociales et économiques du groupement Touareg de l'Adrar des Ifoghas (1894-1965)", *Islam et Sociétés au Sud du Sahara*, 3 : 233-252.

Mali / Adagh

Conquête - Organisation Col. - Réformes - Buts coloniaux - Transformations Coloniales - Conséquences coloniales - Révolte de 1964 / Rapports ethniques.

1990.- "L'Histoire des Touaregs. Chronologie établie en fonction des événements marquants", *Pour La Science*, n° 157 : 12-14.

Mali / Adagh

Chronologie

1993.- "Aux origines de la question touarègue au Mali. Une exception coloniale : l'occupation pacifique de l'Adrar des Ifoghas", *Islam et sociétés au sud du Sahara*, Paris, MSH, 7, novembre : 144-181.

Mali - Algérie / Adagh - Ahaggar - Tamesna

Conquête - Précolonial

1993.- "L'organisation commune des régions sahariennes (OCRS)", in *BERNUS (E.)/BOILLEY (P.)/CLAUZEL (J.)/TRIAUD (J.L.), Nomades et commandants. Administration et sociétés nomades dans l'ancienne A.O.F.*, Paris, Karthala : 215-240.

*Algérie - Mali - Mauritanie - Niger / Adagh - Ahaggar - Ajjers - Aïr - Timetrin et Maures
O.C.R.S. - Volonté d'indépendance - Processus décolon. / Histoire.*

1993.- "Les droits d'un peuple", *Le Monde des Débats*, Paris, 10, 07/08 : 27 & 28.

*Mali - Algérie - Niger
Révolte de 1990*

BOISBOISSEL (H. de)

1952.- "L'évolution géographique et ethnique du Sahara", *C.R.Ac.Sc.Col.*, 12 : 179-194.

Esclavage - Transformations Coloniales

1954.- "La découverte, la pénétration, la pacification du Sahara d'AOF", *Tropiques (revue des troupes coloniales)*, août-septembre : 9-16.

*Mali - Niger / Adagh - Tamesna - Gourma - Tombouctou et Fleuve - Azawakh - Timetrin et Maures
Précolonial - Exploration - Conquête - Organisation Col. - Défense col. et rezzous - Résistances*

1955.- "L'exploration et la pacification du Sahara", *Cah. Ch. de Foucauld*, vol 38 (9) (2ème trimestre) : 127-156.

Précolonial - Exploration - Conquête

1963.- *Situation au Sahara occidental à la veille de l'indépendance*, Paris, CHEAM, 9 p.

*Mauritanie
Processus décolon.*

BOISSELOT (R.)

1934.- "Une subdivision nomade au Niger : le cercle de Tanout", *Bull. Com. Afr. Fr., Rens. Col.*, n° 44, avril : 81-85.

*Niger / Aïr
Défense col. et rezzous - Réformes - Transformations Coloniales*

BOISSONNADE (E.)

1983.- *Conrad Killian : explorateur souverain*, Paris, Ed. France-Empire, 325 p.

*Algérie / Ahaggar - Ajjers
Exploration*

BONNAFONT (Dr.)

1863.- "Notice sur les trois chefs Touareg qui sont venus à Paris", *Bull. Soc. Anthropologie.*, 4 : 104-117.

*Algérie / Ajjers
Anthropologie.*

BONNET (A.)

1980.- *Souvenirs sahariens et nord-africains*, Paris, La pensée Universelle, 379 p.

Description de voyage.

BONNIER (Gnl G.)

1926.- *L'occupation de Tombouctou*, Paris, Ed. Monde moderne, 291 p.

Mali / Tombouctou et Fleuve . Précolonial - Conquête

BONTE (P.)/ECHARD (N.)

1976.- *Histoires et histoire. Conception du passé chez les Haussa et les Touaregs Kel Gress de l'Ader*, *Cahiers d'Etudes Africaines* 16, 61-62 : 237-296.

Niger / Azawakh

Tradition orale.

BOU HACQ ()

1938.- "Noirs et Blancs aux confins du désert", *Bull. du Com. d'Etud. Hist et Scient. de l'AOF*, 21 : 480-488.

Mali - Niger

Transformations Coloniales / Rapports ethniques.

BOUCHE (D.)

1968.- *Les villages de liberté en Afrique noire française (1887-1910)*, Paris, Mouton, 281 p.

Mali - Niger

Esclavage

1975.- *L'enseignement dans les territoires français de l'Afrique occidentale de 1817 à 1920 (thèse Paris I, 1974)*, Lille, Service de Repr. des Thèses, 2 vol, 947 p.

Ecole

BOURCART (J.)

1929.- "Les Touareg du Hoggar", *A.Ac.Sc.Col.*, tome IV.

Algérie / Ahaggar

BOURGEOIS (A.)

1976.- *Relance des coopératives et réhabilitation des pasteurs-nomades en 6ème région. Cercle de Kidal (République du Mali). Rapport de mission, octobre-décembre 1975*, Bamako, Dir. Nat. de la Coop. Ministère de l'économie, 99 p.

Mali / Adagh

Paix Malienne / Elevage - Nouveaux modes.

1978.- "Les échanges transsahariens, La Senusiya et les révoltes Tuaregs de 1916-1917", *Cahiers d'Etudes Africaines*, 18 (1-2), 69-70 : 159-185.

Algérie - Mali - Niger

Conquête - Organisation Col. - Réformes - Buts coloniaux - Résistances - Transformations Coloniales / Commerce caravanier - Routes commerciales - Islam - Histoire - Confréries - Marabouts.

1984.- Les mouvements de résistance et de collaboration en Ahaggar (Algérie) de 1880 à 1920, in *Annuaire de l'Afrique du Nord*, Paris, Ed. C.N.R.S. : 479-499.

Algérie - Mali / Ahaggar - Adagh

Précolonial - Conquête - Organisation Col.

1986.- La conquête coloniale au Sahara central ou L'utopie du transsaharien, L'histoire du Sahara et des relations transsahariennes entre le Maghreb et l'Ouest Africain du Moyen-âge à la fin de l'époque coloniale, Actes du IVème colloque Euro Africain, Erfoud, 1985, Bergamo, Gruppo Walk Over : 192-198.

Algérie - Mali - Niger / Adagh - Ahaggar - Tombouctou et Fleuve - Tamesna - Gourma - Ajjers - Aïr - Azawakh

Précolonial - Conquête - Organisation Col. - Défense col. et rezzous - Buts coloniaux / Routes commerciales.

1986.- "L'herbe et le glaive : de l'itinérance à l'errance (La notion de territoire chez les Touaregs)", *Bull. liaison ORSTOM, dpt H*, n° 8, octobre : 145-162.

Algérie - Mali - Niger

Transformations Coloniales - Conséquences coloniales - Paix Malienne

1987.- Cultures, langues berbères et folklorisation chez les Touaregs : éléments de débat, in : *Tradition et Modernité dans les sociétés berbères (Actes de la Table ronde)*, Dir. Tassadit Yacine, Paris, AWAL : 33-51.

Algérie - Mali / Ahaggar - Adagh

Paix Malienne - Révolte de 1990

1989.- "Le lion et la gazelle : Etats et Touaregs", *Politique africaine*, Paris, Karthala, 34, juin : 19-29.

Algérie - Mali - Niger

Paix Malienne / Sécheresse - Elevage - Nouveaux modes - Sédentarisation - .

1990.- "Le désert quadrillé : des Touaregs au Niger", *Politique africaine*, Paris, Karthala, 38, juin : 68-75.

Niger

Nouveaux modes.

1992.- "L'enjeu politique de l'histoire : vision idéologique des événements touaregs (1990-1992)", *Politique Africaine*, Paris, 48, 12 : 129 -135.

Mali - Niger / Adagh - Tamesna - Aïr - Timetrin et Maures

Révolte de 1990 - Résistances - Précolonial - Aménokal - Conquête - Défense col. et rezzous

1994.- "Les peuples heureux n'ont pas d'ethnie !", *Autrement (Pays du Sahel du Tchad au Sénégal, du Mali au Niger)*, Paris, 72, janvier : 83-92.

Mali - Niger

Révolte de 1990

BOURGEO (A.) / CASAJS (D.)

1992.- "Les Touareg piégés par la guerre", *Libération*, Paris, 27, 07 : 2.

*Mali - Niger
Révolte de 1990*

BOURGEO (A.)/GUILLAUME (H.)

1989.- "Des nomades en devenir", *Politique africaine*, Paris, Karthala, 34, juin : 2-6.

*Algérie - Mali - Niger - Mauritanie
Transformations Coloniales - Conséquences coloniales - Précolonial / Elevage.*

BOUTHOBZA (M.)

1976.- *Nomadisme et colonisation : analyse des mécanismes de destructuration et de disparition de la société pastorale en Algérie*, Paris, EHESS, 350 p.

*Algérie
Réformes - Transformations Coloniales - Conséquences coloniales*

BOUVIER (J.)/ GIRAULT (R.)

1976.- *L'impérialisme français d'avant 1914*, Paris, Mouton.

Buts coloniaux - Organisation Col. - Conquête / Généralités externes.

BOYER-BANSE ()

1907.- "L'évolution du nomadisme en Algérie", *B.S.G. Alger* : 244.

*Algérie
Précolonial - Buts coloniaux*

1950.- "Récente exploration du tassili des Ajjers", *La Nature*, n° 3181 : 133-135.

*Algérie / Ajjers
Exploration*

BRAHIM (Al Khalil)

1978.- *Problèmes actuels de la société nomade au Mali : les Maures et les Tamashek*, Bamako, Mémoire de l'ENS.

*Mali / Adagh - Tamesna - Gourma - Tombouctou et Fleuve - Timetrin et Maures
Paix Malienne / Sécheresse - Rapports ethniques.*

BRASSEUR (G.)

1957.- *L'A.O.F*, Dakar, IFAN, 74 p.

*Mali - Niger
Géo géné Humaine.*

1968.- *Les établissements humains au Mali*, Paris/Dakar, Mémoires de l'IFAN 83, 550 p.

Mali
Habitat.

BRASSEUR (G.)/DIALLO DIOP (B.)

1992.- "Se documenter sur le Mali", *Politique africaine*, Paris, Karthala, 47, octobre : 101-108.

Mali
Bibliographie

BRASSEUR (P.)

1964.- (réed. 1976. 284 p), *Bibliographie générale du Mali. (Ancien Soudan français et Haut-Sénégal-Niger)*, Dakar, IFAN. Nouvelles Editions Africaines, 461 p.

Mali
Bibliographie

BRASSEUR (P.) / MAUREL (J.F.)

1970.- *Les sources bibliographiques de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique équatoriale d'expression française*, Dakar, Université Dakar, 88 p.

Mali - Niger
Bibliographie

BRITSCH (J.)

1956.- *Perspectives sahariennes*, Paris, Lavauzelle, 122 p.

Algérie - Mali - Mauritanie - Niger / Adagh - Tamesna - Tombouctou et Fleuve - Ahaggar - Ajers - Aïr - Azawakh - Timetrin et Maures
O.C.R.S.

BROCK (L.)

1991.- "Histoire, tradition orale et résistance : la révolte de 1917 chez les Kel Denneg", *Rev. du Monde Musul. et de la Médit.*, 57 : 49-75.

Niger / Azawakh
Précolonial - Conquête - Résistances - Méthodologie

BROUSSAIS (E.)

1928.- "Les Touareg dans le sud algérien", *T. d'Afr. Ill.*, novembre-décembre : 32.

Algérie

BRUNSCHWIG (H.)

1960.- *Mythes et réalités de l'impérialisme colonial français (1871-1914)*, Paris, Colin, 200 p.

Organisation Col. - Buts coloniaux - Transformations Coloniales - Conséquences coloniales / Généralités externes.

BUGNICOURT (J.)

1989.- "Touaregs à la dérive", *Le Monde diplomatique*, Paris, 06 : 19.

*Mali - Niger
Révolte de 1990*

BUONFANTI ()

1844.- "Le Sahara et le Soudan occidental. Relation de voyage", *Bull. Soc. Royale Belge Géog.*, n° 8 : 113, 135.

*Mali - Mauritanie
Précolonial - Exploration*

BURKY (Ch.)

1927.- "Le sort des Touareg du Hoggar", *T. d'Afr. Ill.*, octobre : 13.

*Algérie / Ahaggar
Buts coloniaux - Transformations Coloniales*

BURTHER D'ANNELET (D.)

1932.- *A travers l'Afrique française. Du Cameroun à Alger (septembre 1928-juin 1931). Carnets de route I-II*, Paris, 837 p.

*Algérie - Mali - Niger / Aïr - Tamesna - Adagh - Ahaggar - Ajjers
Précolonial - Réformes - Image du Touareg - Exploration - Conquête - Résistances / Cartes
- Description de voyage - Nomenclature des tiwsaten - Centres de culture - Elevage.*

BUTAYE (Cdt P.)

1957.- "Le droit au commandement chez les Kel Ahaggar, essai sur la descendance de l'aménokal Sidi", *Bull. de Liaison. Sah.*, 8, n° 28, décembre : 250-256.

*Algérie / Ahaggar
Précolonial - Aménokal / Généalogies/parenté - Chefferie.*

C.N.R.S. ()

1979.- *Recherches sahariennes*, Paris, CNRS, 224 p.

Bibliographie

CAILLIE (R.)

1985.- *Voyage à Tombouctou*, Paris, LD/La Découverte (rééd.), 760 p.

Algérie - Mali / Tombouctou et Fleuve - Timetrin et Maures
Précolonial

CAMEL (F.)

1991.- *L'administration des nomades de la Boucle du Niger (Soudan Français), au lendemain de la dernière révolte touareg 1918-1945*, Dirigé par Marc MICHEL, Université de Provence, Mémoire de maîtrise, 110 p.

Mali / Tombouctou et Fleuve - Gourma - Tamesna - Adagh - Timetrin et Maures
Conquête - Organisation Col. - Défense col. et rezzous - Esclavage - Ecole - Réformes -
Buts coloniaux - Résistances - Transformations Coloniales

1993.- "L'enseignement colonial chez les nomades. Les premières tentatives au Soudan français (Goundam 1917-1947)", *Cahiers de l'IREMAM (Le politique dans l'histoire touarègue)*, 4 : 57-66.

Mali / Tombouctou et Fleuve
Ecole / Histoire.

CAMPS (G.)/CLAUDOT-HAWAD (H.)

1985.- *Adrar des Iforas, Encyclopédie berbère*, Aix-en-Provence, Edisud, 2 : 147-153.

Mali / Adagh
Histoire - Géo géné Humaine.

CAPOT-REY (R.)

1942.- "Le nomadisme pastoral dans le Sahara français", *Trav. I.R.S.*, tome I : 63-86.

Sédentarisation - Type de nomadisation.

1951.- "Sur quelques formes de relief de l'Adrar des Ifoghas", *Trav. I.R.S.*, tome VII : 195-199.

Mali / Adagh
Géo physique.

1953.- *L'Afrique blanche française II. Le Sahara français*, Paris, PUF. Coll. Pays d'Outre-mer, colonies, empires, II , 564 p.

Ethno. générale - Géo géné Humaine - Nomenclature des tiwsaten - Elevage - Routes commerciales - Economie de subsistance - Centres de culture.

1961.- "Notes sur la sédentarisation des nomades du Sahara", *Annales de Géographie*, n° 377, janvier-février : 82-86.

Transformations Coloniales - Conséquences coloniales / Sédentarisation.

CARCASSONNE (P.)

1902.- "Maures et Touaregs", *Revue Franco-musulmane et Saharienne*, I : 34-43.

Algérie - Mali - Mauritanie - Niger
Exploration - Conquête - Organisation Col.

CARL (L.)

1953.- "Avec les Touaregs campeurs-randonneurs", *Le courrier du Maroc*, Fès (32020).

Description de voyage - Ethno. générale.

1953.- "La technique du Targui", *Sc. et Voy.*, n° 92 tome XXXV, août : 6-8.

Ethno. générale.

CARON (E.)

1891.- *De St Louis au port de Tombouctou, voyage d'une canonnière française*, Paris, Challamel, 376 p.

Mali / Tombouctou et Fleuve
Conquête

CARRIERE (B.)

1986.- "Une épopée des sables. Le transsaharien", *La vie du rail*, Paris, 2031 à 32/ 2034 à 39, février à avril, 41/46/46/47/49/43/45/44 et suivantes.

Algérie - Mali / Adagh - Timetrin et Maures
Transformations Coloniales - Organisation Col. / Routes commerciales - Nouveaux modes.

CARTES ()

1969.- *Cartes historiques d'Afrique occidentale, Sénégal et H.S.N. (1802-1899)*, Paris, Sté des africanistes. Musée de l'Homme.

Histoire - Cartes.

CASA ()

1926.- "La situation politique dans la région de Tombouctou", *Bull. Com. Afr. Fr., Rens. Col.* : 501-506.

Mali / Tombouctou et Fleuve
Organisation Col.

CASAJUS (D.)

1979.- *Parenté et mariage dans un groupement Touareg du Niger*, direction Michel de CERTEAU, Paris VII, Thèse 3ème cycle ethnologie.

Niger
Généalogies/parenté.

1985.- *Peau d'âne et autres contes Touareg*, Paris, L'Harmattan, 173 p.

Niger

Conte - Généalogies/parenté.

CAUNEILLE (A.)

1950.- "Les nomades Reguibats", *Trav. I.R.S.*, tome VI : 83-100.

Mauritanie / Timetrin et Maures

CAUNEILLE (A.) / DUBIEF (J.)

1955.- "Les Reguibats Lgouacem", *Bull. I.F.A.N.*, tome VII, série b, n° 3-4 : 528-550.

Mauritanie / Timetrin et Maures

CAUVET (Cdt G.)

1933.- "Les Touaregs Ifoghas", *B.S.G. Alger*, n° 34 : 495-541.

Mali - Algérie / Adagh

Précolonial

1936.- "Les Touaregs Kel es Souk", *B.S.G. Alger*, n° 37 : 317-325.

Mali / Adagh

Précolonial

1903.- "Notice sur les fractions Touareg au sud d'In Salah", *Bull. Com. Afr. Fr.* : 35.

Mali - Algérie

Précolonial

1924.- "Les noms des tribus Touareg", *B.S.G. Alger*, 25 : 275-319.

Précolonial / Nomenclature des tiwsaten.

1924.-/1925, "Les origines caucasiennes des Touaregs", *B.S.G. Alger*, 25/26 : 419-444 et 1-38.

Précolonial

1925.-/1926, "La formation celtique de la nation Targuia", *B.S.G. Alger*, 26/27 : 337-399 et 60-95.

Précolonial / Armes - Costume.

1930.- "Tribu des Aoullimmiden", *B.S.G. Alger et Afr. noire* : 316.

Mali / Tamesna

Précolonial

CAUVIN (Cpt.)

1907.- "Un article concernant la région Arawan Taoudeni", *J.O. du HSN*, 1, mai : 262-263.

Mali / Adagh - Timetrin et Maures

Précolonial

1908.- "La pénétration saharienne et les méharistes soudanais", B.S.G. Com. Paris, tome XXX : 505-518, 553-567.

Mali / Adagh - Tamesna

Conquête - Défense col. et rezzous

CELHTO ()

1974.- *Iwillimidan, traditions historiques*, Niamey, CELHTO, 153 p.

Mali - Niger / Tamesna - Azawakh

Précolonial - Image du Français / Tradition orale.

1977.- *Traditions historiques des Touaregs de l'Imannan*, Niamey, CELHTO. OUA, 62 p.

Niger

Précolonial / Tradition orale.

CENTRE D'ETUDES AFRICAINES (CRA)

1981.- *Etudes africaines en Europe. Bilan et inventaire*, Paris, Karthala, 2 Tomes, 655+714 p.

Bibliographie

CESCO (F. de)

1971.- *Touaregs, nomades du sahara*, Paris, Hachette, 176 p.

Algérie / Ahaggar

Livre de photos.

CHABROLLES (Lt M.)

1952.- "Essai de portrait des Touaregs de l'Adrar des Ifoghas", *Bull. de Liaison Sah.*, tome III, n° 11, décembre : 30-35.

Mali / Adagh

Conséquences coloniales - Processus décolon.

1952.- *Données générales sur les confins algéro-soudanais (Adrar des Ifoghas et région de Tin-Zaouaten)*, Paris, CHEAM (mémoire), 41 p.

Mali / Adagh

Précolonial - Conséquences coloniales / Ethno. générale - Nomenclature des tiwsaten.

1955.- "Comment se voilent les Touaregs", *Bull. de Liaison Sah.*, tome VI, n° 20, mai : 81-88.

Costume.

1955.- *Les Kel Hoggar face au progrès et à l'évolution*, Paris, CHEAM 2415, 23 p.

Algérie / Ahaggar

Transformations Coloniales - Conséquences coloniales - Conquête - Ecole - Réformes - Résistances

1990.- *Les hommes du voile*, Paris, Cistre-Essais, 246 p.

Algérie - Mali - Niger / Adagh - Tamesna - Gourma - Tombouctou et Fleuve - Ahaggar - Ajjers - Aïr - Azawakh

Précolonial - Exploration - Conquête - Organisation Col. - Ecole - Esclavage - Réformes - Buts coloniaux - Vie du colonial - Image du Touareg - Résistances - Transformations Coloniales / Lexique - Tradition orale - Proverbes - Poésie - Ethno. générale - Nomenclature des tiwsaten - Scolarisation - Classes sociales - Généalogies/parenté - Chefferie - Esclavage - Type de nomadisation - Géo physique - Toponymie.

CHAILLEY (M.)

1953.- *Les grandes missions francaises en Afrique occidentale*, Dakar, IFAN, 145 p.

Généralités externes.

CHAILLEY (M.) / DESCHAMPS H.(préface)

1968.- *Histoire de l'AOF (1638-1959)*, Paris, Berger-Levrault, 580 p.

Généralités externes - Histoire.

CHAKER (S.) Dir.

1988.- *Etudes Touarègues. Bilan des recherches en sciences sociales*, Aix-en-Provence, Edisud, 192 p.

Bibliographie

CHANTRE (E.)

1910.- "Observations anthropométriques sur quinze nomades sahariens, Chaamba et Touareg", *Bull. Soc. Anthropol. Lyon* : 34-40.

Anthropologie.

CHAPELLE (J.)

1947.- *Les Touaregs*, Paris, CHEAM 1031, 22 p.

Algérie - Mali - Niger / Ajjers - Ahaggar - Adagh - Aïr

Conséquences coloniales / Type de nomadisation - Nomenclature des tiwsaten - Classes sociales.

1948.- "Les Touaregs de l'Aïr", *Cah. Ch. de Foucauld*, (3), n° 12 : 70-95.

Niger / Aïr

Précolonial - Conquête - Transformations Coloniales

1948.- "Les nomades du Sahara méridional: les Maures", *Tropiques*, n° 304, novembre : 5-15.

Mali / Timetrin et Maures

1949.- "Les nomades du Sahara méridional : les Touareg", *Tropiques*, 47, n° 308, mars : 25-38.

Mali - Niger

Précolonial - Transformations Coloniales / Nomenclature des tiwsaten - Ethno. générale - Classes sociales - Islam - Confréries - Nouveaux modes.

1957.- *Le pays touareg. Hoggar, Niger et Soudan*, PARIS, CHEAM 2805, 16 p.

Algérie - Mali - Niger

Organisation Col. - Transformations Coloniales - Processus décolon. / Démographie - Nomenclature des tiwsaten - Zones de nomadisation.

1957.- *Nomades noirs du Sahara*, Paris, Plon, 449 p.

Algérie - Mali - Niger

CHARBONNEAU (J.)

1931.- *Les contingents coloniaux. Du soleil et de la gloire, Exposition coloniale internationale de Paris 1931. Les armées françaises d'Outre-mer*, Paris, Imp. Nat., 147 p.

Algérie - Mali - Niger

Conquête - Défense col. et rezzous

1948.- *Charles Le Coq, officier de France*, Paris, Pouzet, 155 p.

Mali - Mauritanie / Adagh - Tombouctou et Fleuve - Timetrin et Maures

Organisation Col. - Défense col. et rezzous - Vie du colonial / rezzous.

CHARLET (Cpt.)

1913.- "Imanr'assaten", B.S.G. Alger, 18 : 634-671.

Algérie / Ajjers

Précolonial / Histoire - Nomenclature des tiwsaten - Généalogies/parenté - Chefferie.

CHARPENTIER (C.)

1936.- "Reconnaissance mehariste du goum et des partisans Ifoghas de Kidal dans la région In Dagouber Amrenane", *Bull. Rech. Soudanaises, Koulouba*, n° 5-6, Nov-Dec : 205-221.

Mali / Adagh

Conquête - Défense col. et rezzous

1941.- *Aspects politiques de l'administration des Touareg*, Paris, CHEAM 502, 7 p.

Mali - Niger

Transformations Coloniales - Conséquences coloniales - Réformes

1941.- *Les populations du Soudan oriental dans la région de Tombouctou et de Gao*, Paris, CHEAM 480, 8 p.

Mali / Adagh - Tombouctou et Fleuve - Gourma - Tamesna

Rapports ethniques.

CHARVIN (R.) / VIGNET-ZURZ (J.)

1987.- *Le syndrome Kadhafi*, Paris, Albatros, 152 p.

Libye

Paix Malienne - Révolte de 1990

CHASSEY (F. de)

1977.- *L'étrier, la houe et le livre : sociétés traditionnelles au Sahara et au Sahel occidental*, Paris, Anthropos, 312 p.

Algérie - Mali - Niger - Mauritanie

Ethno. générale.

CHAVENTRE (A.)

1967.- *Antagonisme Noir-Blanc. La dissidence au Mali*, Paris, Mémoire de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes, 82 p.

Mali / Adagh

Révolte de 1964 / Rapports ethniques.

1969.- *Firhoun, héros malien d'une guerre d'indépendance. Etude du contexte social et historique de la révolte Aoullemeden de 1916, Positions des thèses de 3ème cycle, université de Paris*, 180 p.

Mali / Tamesna - Adagh

Conquête - Résistances

1972.- "Le Mali. Bilan de travaux", *Rev. de l'Occ. Musul. et de la Médit.*, 11 : 57-58.

Mali

Bibliographie

1983.- *Evolution anthropo-biologique d'une population touarègue : les Kel Kummer et leurs apparentés*, Paris, PUF, 334 p.

Mali - Niger / Tamesna - Azawakh

Anthropologie - Généalogies/parenté.

CHEBEL (M.)

1991.- "Sortis de l'oubli, les Touareg souffrent de l'histoire", *Le Monde diplomatique*, Paris, 08 : 4-5.

Mali - Niger

Révolte de 1990

CHERBONNEAU (J.)

1857.- "Itinéraire descriptif de Tuggurt à Tombouctou et aux monts de la Lune", *Rev. de l'Or.*, (3) Tome V : 224-233.

Algérie - Mali / Adagh - Timetrin et Maures

Exploration / Description de voyage.

1860.- "Itinéraire descriptif de Tuggurt à Tombouctou et aux monts de la Lune", *Rev. Al. et Col.*, Tome III, septembre : 289-300.

Algérie - Mali / Adagh - Timetrin et Maures

Exploration / Description de voyage.

1880.- "Les peuplades voilées d'Afrique", *Rev. de Géo.*, 8 : 332-338.

Précolonial

CHUDEAU (R.)

1906.- "Notes sur l'ethnographie de Sahara", *La Géographie*, 13, n° 1 : 52-54.

Ethno. générale.

1907.- "Notes sur l'ethnographie de Sahara", *La Géographie*, 14, n° 1 : 45-46.

Ethno. générale.

1907.- "Quelques renseignements ethnographiques sur le Sahara et le Soudan", *Bull. Soc. Anthropologie. Paris*, 8 : 138-146.

Ethno. générale.

1909.- *Sahara soudanais. Taodenni et Tegahaza*, Paris, Armand Colin.

Mali / Timetrin et Maures

Ethno. générale.

1910.- "Sahara soudanais. Taodenni et Tegahaza", *L'Afr. Fr.*, janvier : 13-16.

Mali / Timetrin et Maures

Ethno. générale.

1910.- "Notes sur l'ethnographie de la région du Moyen-Niger", *L'Anthropologie*, n° 21 : 661-666.

Mali / Gourma

Type de nomadisation - Habitat.

1913.- "Peuples du Sahara central et occidental", *L'Anthropologie*, 24 : 185-196.

Précolonial / Lexique - Ethno. générale.

1913.- "Peuples du Sahara occidental", *C. R. Inst. Fr. Anthropol.*, 1, n° 7, 15, janvier : 137-138.

1915.- "Itinéraire Tombouctou, Taodenni, Kidal, Gao", *C.R.A.C.S.C.*, 1, février : 170-180.

Mali / Adagh - Tombouctou et Fleuve - Timetrin et Maures

Description de voyage.

1942.- "La clé des songes Touaregs", *Terre d'Islam*, (4ème trim.) : 241-242.

CID KAOUI (J.)

1894.- *Dictionnaire Français-Tamacheq*, Alger, Jourdan, 894 p.

Algérie / Ahaggar

Lexique - Ecriture - Proverbes.

1900.- *Dictionnaire pratique Tamâheq-Français*, Alger, Jourdan, 441 p.

Algérie / Ahaggar

Ecriture - Lexique - Proverbes.

CISSE (B.)

1957.- "Histoire sommaire des touaregs Ioulliminden depuis la conquête. Chronologie locale à l'usage des maîtres des écoles nomades", *Education Africaine*, n° 40 : 87-93.

Mali - Niger / Tamesna - Azawakh

Chronologie

s.d.- "La sagesse Touarègue nous dit..Les différentes étapes de l'âge d'un homme. En causant avec le Kounta Sidi Ahamar de Menaka", *Traits d'Union*, n° 15 : 94.

Mali / Tamesna - Timetrin et Maures

Tradition orale.

s.d.- "Les écoles nomades au pays des Hommes bleus", *Traits d'Union*, n° 15 : 10-17.

Mali / Tamesna

Ecole / Scolarisation.

1989.- "Pratiques de sédentarité et nomadisme au Mali. Réalité sociologique ou slogan politique ?", *Politique africaine*, Paris, Karthala, 34, juin : 30-38.

Mali

Paix Malienne / Sédentarisation - Sécheresse - Nouveaux modes - Elevage.

CLAUDOT (H.)

1982.- *La sémantique au service de l'anthropologie, Recherches méthodologiques et application à l'étude de la parenté chez les Touaregs de l'Ahaggar*, Paris, C.N.R.S., 273 p.

Algérie / Ahaggar

Lexique - Ethno. générale - Généalogies/parenté.

CLAUDOT (H.)/HAWAD

1993.- "Coups et contre-coups : l'honneur en jeu chez les Touaregs", in *Les Touaregs. Portraits en fragments*, Aix-en-Provence, Edisud : 13-27.

Algérie - Mali - Niger

Précolonial - Conquête - Défense col. et rezzous / rezzous.

1985.- "Adrar des Ifoghas", *Encyclopédie Berbère*, Edisud, 2 : 147-153.

Mali / Adagh

Précolonial / Histoire - Ethno. générale.

CLAUDOT-HAWAD (H.)

1987.- "Ledepadas (L'indépendance)", *Ethnies*, 6-7 : 48-63.

Mali - Algérie - Niger / Adagh - Tamesna - Gourma - Tombouctou et Fleuve - Ahaggar - Ajjers - Aïr - Azawakh

Paix Malienne - Révolte de 1964 - Processus décolon. - Volonté d'indépendance / Rapports ethniques.

1987.- "Des Etats-nations contre un peuple : le cas des Touaregs", *Rev. de l'Occ. Musul. et de la Médit.*, 44, n° 2 : 48-63.

Mali - Algérie - Niger / Adagh - Tamesna - Gourma - Tombouctou et Fleuve - Ahaggar - Ajjers - Aïr - Azawakh
Paix Malienne - Révolte de 1964 / Rapports ethniques.

1990.- "Printemps touareg au Niger", *L'Autre Journal*, Paris, 3, 07/08.

Niger
Révolte de 1990

1991.- "Honneur et politique. Les choix stratégiques des Touaregs pendant la colonisation française", *Rev. du Monde Musul. et de la Médit.*, 57 : 11-47.

Niger / Aïr
Conquête - Résistances

1992.- "Bandits, rebelles et partisans : vision plurielle des événements touaregs, 1990-1992", *Politique Africaine*, 46, juin : 143-149.

Algérie - Mali - Niger - Burkina / Adagh - Tamesna - Gourma - Tombouctou et Fleuve - Ahaggar - Ajjers - Aïr - Azawakh
Révolte de 1990 - Paix Malienne - Révolte de 1964 - Processus décolon. - Conséquences coloniales - Transformations Coloniales

1993.- *Les Touaregs. Portrait en fragments*, Aix-en-Provence, Edisud, 213 p.

Algérie - Mali - Niger - Libye
Précolonial - Résistances - Volonté d'indépendance - Processus décolon. - Révolte de 1964 - Paix Malienne - Révolte de 1990 / Costume - Musique - Musique - Education trad. - rezzous - Histoire.

1993.- "Des Etats-nations contre un peuple. Le cas des Touaregs", in *Les Touaregs. Portraits en fragments*, Aix-en-Provence, Edisud : 98-117 (réed de ROMM, 44, 1987).

Algérie - Libye - Mali - Niger
Précolonial - Conquête - Organisation Col. - Défense col. et rezzous - Aménokal - Esclavage - Réformes - Résistances - Transformations Coloniales - Volonté d'indépendance - Révolte de 1964 - Paix Malienne - Révolte de 1990

1993.- "Les mirages de la scolarisation", *Les Lettres Françaises*, Paris, 30, 03 : 15 & 16.

Mali - Algérie - Niger
Ecole - Révolte de 1990 / Scolarisation.

1993.- "Les armes de la résistance", *Les Lettres Françaises*, Paris, 30, 03 : 12 & 13.

Mali - Niger
Révolte de 1990

1994.- "Regard touareg", *Autrement (Pays du Sahel du Tchad au Sénégal, du Mali au Niger)*, Paris, 72, janvier : 148-153.

Algérie - Mali - Niger
Précolonial / Rapports ethniques.

CLAUDOT-HAWAD (H.) dir.

1993.- *Le politique dans l'histoire touarègue, Les cahiers de l'IREMAM, Aix-en-Provence, IREMAM-CRNS, 4, 153 p.*

Algérie - Mali - Niger - Libye

Précolonial - Exploration - Conquête - Défense col. et rezzous - Organisation Col. - Ecole - Résistances - Transformations Coloniales - Paix Malienne - Révolte de 1990

CLAUZEL (J.)

1959.- "Influence des monuments funéraires sahariens sur la toponymie (Adrar des Ifoghas)", *Bull. de Liaison Sah.* 10, n° 34, juin : 99-101.

Mali / Adagh

Précolonial / Toponymie.

1959.- *Un problème de minorité : les nomades dans l'Etat Soudanais, Paris, Cheam 3245, décembre, 25 p.*

Mali / Adagh - Tamesna - Gourma - Tombouctou et Fleuve - Timetrin et Maures

Organisation Col. - Défense col. et rezzous - Aménokal - Esclavage - Ecole - Réformes - Buts coloniaux - Image du Touareg - Résistances - Transformations Coloniales - Conséquences coloniales - Volonté d'indépendance - Processus décolon. / Rapports ethniques

1960.- *Evolution de la vie économique et des structures sociales au pays nomade du Nord Soudan de la conquête française à l'autonomie interne (1893-1958), Paris, CHEAM 3244, 28 p.*

Mali / Adagh - Tamesna - Gourma

Conquête - Organisation Col. - Défense col. et rezzous - Aménokal - Esclavage - Ecole - Réformes - Buts coloniaux - Image du Touareg - Résistances - Transformations Coloniales - Conséquences coloniales - Volonté d'indépendance - Processus décolon. / Rapports ethniques - Nouveaux modes.

1960.- *L'exploitation des salines de Taoudenni (monographie régionale), Paris (Université d'Alger. IRS), Le Chevalier, 151 p.*

Mali / Timetrin et Maures - Adagh - Tombouctou et Fleuve

Transformations Coloniales / Commerce caravanier - Routes commerciales.

1960.- "Transports automobiles et caravanes dans le Sahara soudanais", *Trav. IRS, 19 : 161-168.*

Mali / Adagh - Timetrin et Maures

Précolonial - Transformations Coloniales - Conséquences coloniales / Cartes - Commerce caravanier - Routes commerciales - Nouveaux modes

1962.- "Les hiérarchies sociales en pays Touareg", *Trav. I.R.S., 21 (1er semestre) : 120-175.*

Algérie - Mali - Niger / Ahaggar - Adagh - Aïr

Précolonial - Transformations Coloniales - Conséquences coloniales / Lexique - Classes sociales.

1962.- "Evolution de la vie économique et des structures sociales du pays nomade du Mali de la conquête française à l'autonomie interne (1893-1958)", *Tiers-Monde, Paris, n° 3 : 283-311.*

Mali / Adagh

Précolonial - Réformes - Résistances - Transformations Coloniales - Conséquences coloniales - Volonté d'indépendance / Rapports ethniques.

1962.- "La situation en pays touareg", *L'Afrique et l'Asie*, 58, 2^e trimestre : 23-40.

Algérie - Mali

Transformations Coloniales - Révolte de 1964 - Volonté d'indépendance - Processus décolon. / Rapports ethniques.

1963.- "L'évolution contemporaine de l'économie et de la société chez les Touaregs", *Actualités d'outre-mer*, n° 24, juillet : 5-23.

Mali / Adagh - Tamesna

Transformations Coloniales - Conséquences coloniales / Nouveaux modes - Classes sociales - Rapports ethniques.

1989.- *Administrateur de la France d'outre-mer*, Paris, Ed. Jeanne Lafitte/A. Barthélémy, 224 p.

Mali / Adagh - Tombouctou et Fleuve

Ecole - Réformes - Buts coloniaux - Vie du colonial - Image du Touareg - Résistances - Transformations Coloniales - Image du Français - Conséquences coloniales - Volonté d'indépendance - Processus décolon.

1992.- "L'administration coloniale française et les sociétés nomades dans l'ancienne Afrique occidentale française", *Politique Africaine*, 46, juin : 99-116.

Algérie - Mali - Niger - Mauritanie / Adagh - Tombouctou et Fleuve - Ahaggar - Ajjers - Azawakh - Timetrin et Maures

Organisation Col. - Esclavage - Ecole - Réformes - Buts coloniaux - Résistances - Transformations Coloniales - Conséquences coloniales - Processus décolon. - Révolte de 1964 - Paix Malienne

CLOZEL (J.)

1913.- "Lettres de Korbous. Politique musulmane au Soudan. Pacification du Sahara soudanais", *Bull. Com. Afr. Fr.*, n° 60-61 : 106-108, 149-152, 182-186.

Mali / Tombouctou et Fleuve - Adagh - Tamesna

Conquête - Défense col. et rezzous - Organisation Col.

COHEN (M.)

1948.-1951 , "L'écriture dans la main chez les Touaregs et en Chine", *C. R. Groupe Ling. et Chamito-sémitiques*, 5 : 56.

Ecriture.

COHEN (W. B.)

1973.- *Empereurs sans sceptres: Histoire des administrateurs de la France d'Outre-mer et de l'Ecole coloniale*, Paris, Berger-Levrault, 304 p.

Organisation Col. - Buts coloniaux / Généralités externes.

COLLOQUE ()

1966.- *Deuxième colloque sur le nomadisme pastoral et la sédentarisation en Afrique et en Asie (30 sept 1966)*, Paris, Cheam, 33 p.

Zones de nomadisation - Elevage - Commerce caravanier - Type de nomadisation.

1973.- *Pastoral production and society. (Actes du colloque international sur le pastoralisme nomade, 1-3 déc 1973), Paris, Maison des Sciences de l'Homme, 493 p.*

Elevage - Commerce caravanier - Economie de subsistance - Classes sociales - Type de nomadisation.

COMBELLES (H.)

1951.- "L'enseignement des nomades dans le cercle de Gao (Soudan)", *Education Africaine*, 39, n° 13 : 11-22.

*Mali / Adagh
Ecole / Scolarisation.*

1989.- "L'enseignement des nomades Touaregs et Maures dans le cercle de Gao, 1948-1953", *Mémoires de la colonisation, études et documents*, Aix-en-Provence, IHPOM, 23 : 125-134.

*Mali / Adagh - Tamesna - Timetrin et Maures
Ecole*

1993.- "La scolarisation et les écoles nomades au Mali", in *Nomades et commandants. Administrations et sociétés nomades dans l'ancienne AOF.*, BERNUS (E.)/BOILLEY (P.)/CLAUZEL (J.)/TRIAUD (J.L.), Paris, Karthala : 133-138.

*Mali
Ecole*

COMM. EN CHEF DES FORCES EN ALGERIE (CCFA)

1960.- *Atlas régional des départements sahariens, Etat-Major Interarmées*, 243 p.

*Algérie - Niger / Ahaggar - Ajjers - Aïr - Azawakh
O.C.R.S.*

CONSTANS (E.)

1946.- *Assihar Touareg*, Paris, Ed. Ocia, 112 p.

*Algérie / Ahaggar
Description de voyage.*

CONSTANTIN ()

1885.- *Alger et Tombouctou, étude sur le commerce transsaharien*, Paris, Challamel.

*Algérie - Mali / Ahaggar - Adagh - Timetrin et Maures - Tombouctou et Fleuve
Précolonial / Commerce caravanier - Routes commerciales.*

COPANS (J., dir.)

1975.- *Sécheresses et famines au Sahel*, Paris, Maspéro, 2 tomes, *Dossiers africains*, 155 et 143 p.

*Mali - Niger - Mauritanie - Algérie / Adagh - Tamesna - Gourma - Tombouctou et Fleuve - Aïr - Azawakh - Oudalan - Timetrin et Maures
Paix Malienne / Sécheresse.*

COQUERY-VIDROVITCH (C.)

1976.- "Histoire de la dépendance en Afrique noire, 1800-1970", *Cahiers d'Etudes Africaines*, 61-62 : 7-58.

Buts coloniaux - Transformations Coloniales - Conséquences coloniales / Généralités externes.

1985.- *Afrique noire. Permanences et ruptures*, Paris, Payot.

Transformations Coloniales - Conséquences coloniales / Généralités externes.

1987.- "Les transferts économiques de pouvoir en Afrique francophone, 1956-1980", *Cahiers du groupe Afrique noire de l'Université Paris VII*, L'Harmattan, 9.

Processus décolon. / Généralités externes.

COQUERY-VIDROVITCH (C.)/ FOREST (A.)

1986.- *Décolonisations et nouvelles dépendances. Modèles et contre-modèles idéologiques et culturels*, Lille, Presses Universitaires.

Processus décolon. / Généralités externes.

COQUERY-VIDROVITCH (C.)/ MONIOT (H.)

1984.- *L'Afrique noire de 1800 à nos jours*, Paris, P.U.F..

Généralités externes.

CORNET (P.)

1957.- *Sahara, terre de demain*, Paris, Nlles Editions latines, 286 p.

*Algérie
O.C.R.S.*

CORTIER (M.)

1907.- "La jonction de l'Algérie et du Soudan", *Revue des Troupes Coloniales*, février.

*Algérie - Mali / Ahaggar - Adagh - Tombouctou et Fleuve
Précolonial - Exploration - Conquête*

1908.- "L'adarr des ifor'ass", *La Géographie*, 17, n° 4 : 265-280.

*Mali / Adagh
Précolonial - Exploration - Conquête / Géo physique - Zones de nomadisation - Nomenclature des tiwsaten.*

1908.- *D'une rive à l'autre du Sahara (Mission Arnaud-Cortier, 15 février-24 juin 1907)*, Paris, Larose, 416 p.

*Mali / Adagh
Précolonial - Chronologie - Exploration - Conquête / Ecriture - Lexique - Tradition orale - Poésie - Conte - Devinettes - Ethno. générale - Nomenclature des tiwsaten - Démographie - Education trad. - Classes sociales - Généalogies/parenté - Chefferie - Esclavage - Droit/justice - Type de nomadisation - Marabouts - Confréries - Cartes - Description de voyage - Géo géné Humaine - Géo physique - Puits - Zones de nomadisation - Toponymie - Histoire.*

1910.- "Mission du Capitaine Cortier", *La Géographie*, 21 : 347-348.

Mali / Adagh - Timetrin et Maures

Précolonial - Exploration - Conquête / Cartes - Géo géné Humaine - Description de voyage.

1912.- Mission du transafricain. Notice sur le Sahara soudanais, in : Mission du Transafricain, Paris : 1-30.

Mali - Niger / Adagh - Aïr - Tamesna - Azawakh

Précolonial - Exploration - Conquête

1913.- Reconnaissance Ouallen-Achourat. (Route d'In Salah à Tombouctou par Achourat), Paris, Larose, 32 p.

Algérie - Mali / Adagh - Tombouctou et Fleuve

Précolonial - Exploration - Conquête / Géo physique - Description de voyage.

1914.- Mission Cortier (1908-1909-1910), Paris, Larose, 292 P.

Algérie - Mali / Timetrin et Maures - Ahaggar - Tamesna - Adagh

Précolonial - Exploration - Conquête - Buts coloniaux / Nomenclature des tiwsaten - Elevage - Commerce caravanier - Centres de culture - Géo géné Humaine.

CORTIER (M.)/ARNAUD (E.)

1908.- Mission Arnaud-Cortier. Nos confins sahariens, étude d'organisation militaire., Paris, Larose, 512 p.

Mali / Adagh

Conquête - Exploration - Précolonial

COURNAULT (CH.)

1856.- "Itinéraire de Tlemcen à Tombouctou donné par Abd'Allah Ben Cassem de Tlemcen et suivi jusqu'à Saglia Hamra", *Rev. de l'Orient*, (3) III : 331-332.

Algérie - Mali / Ahaggar - Adagh - Tombouctou et Fleuve

Précolonial - Exploration / Description de voyage.

CRESS-WELL (R.)/BERNOT, BONTE, GARANGER, IZARD ()

1975.- *Eléments d'ethnologie* (1. Huit terrains, 2. Six approches), Paris, Armand Colin, 2 tomes, 318 /283 p.

Mali - Niger - Algérie

Ethno. générale - Type de nomadisation.

CROWDER (M.)

1971.- *West african resistance, the military response to colonial occupation*, London, Hutchinson, 314 p.

Résistances

CROZAL (Dr.)

1886.- "Le commerce du sel du Sahara au Soudan", *Rev. de Géo.*, 18 : 241-253 et 326-342.

*Mali / Timetrin et Maures - Adagh - Tombouctou et Fleuve
Précolonial / Commerce caravanier - Routes commerciales.*

1896.- "Le commerce du sel du Sahara au Soudan", *Annales de l'Université de Grenoble*, 8 : 33-95.

*Mali / Adagh - Tombouctou et Fleuve - Timetrin et Maures
Précolonial / Commerce caravanier - Routes commerciales.*

D'ARBAUMONT (J.)

1988.- "Jean-Baptiste THEVENIAUT", *Le Saharien*, n° 107 : 46-53.

*Mali / Adagh
Exploration - Conquête - Précolonial*

DANIOKO (Ch.)

1984.- *Contribution à l'étude des partis politiques au Mali de 1945 à 1960*, Thèse 3ème cycle, Université Paris VII, 549 p.

*Mali
Processus décolon.*

DAYAK (M.)

1992.- *Touareg, la tragédie*, Paris, Lattès, 218 p.

*Niger - Mali / Adagh - Tamesna - Aïr - Azawakh
Exploration - Conquête - Esclavage - Ecole - Réformes - Résistances - Transformations
Coloniales - Conséquences coloniales - O.C.R.S. - Volonté d'indépendance - Volonté
d'indépendance - Processus décolon. - Révolte de 1964 - Paix Malienne - Révolte de 1990 /
Histoire - Type de nomadisation.*

DECRAENE (P.)

1974.- "Une arme politique contre les Touaregs du Mali", *Le Monde*, Paris, 06, 02 : 1 & 3-4.

*Mali / Adagh - Tamesna - Tombouctou et Fleuve - Timetrin et Maures - Gourma
Paix Malienne / Sécheresse - Rapports ethniques.*

1974.- "La grande détresse des Touaregs réfugiés en Algérie", *Le Monde*, Paris, 08, 03.

*Mali - Algérie / Adagh - Tamesna - Tombouctou et Fleuve - Ahaggar - Timetrin et Maures
Paix Malienne / Sécheresse.*

1992.- "Dossier d'Information : La révolte des Touareg", *Fondation pour Etudes Défense Nat.*, Paris, 260, 29, 06 : 1-4.

1992.- "Quelques éléments de réflexions s/la révolte touareg", *Etudes Sociales Politiques Economiques*, Paris, 484, 08 : 1-6.

DEJEUX (J.)

1978.- *Bibliographie de la littérature algérienne des Français (1896-1975). Romans, récits et recueils de nouvelles écrits par des Français inspirés par l'Algérie*, Paris, CNRS, 116 p.

Algérie

Image du Touareg

DELAFOSSÉ (M.)

1911.- "Les confréries musulmanes et le maraboutisme dans les pays du Sénégal et du Niger", *Bull. Com. Afr. Fr., Rens. Col.* : 81-90.

Mali - Niger / Tombouctou et Fleuve - Tamesna - Azawakh - Adagh

Précolonial - Résistances / Islam - Marabouts - Confréries.

1912.- (réed. 1972), *Haut-Sénégal-Niger (Soudan français), pays, peuples, langues, Histoire, civilisation (1912)*, Paris, Larose, I-III, 3 vol, 1182 p.

Mali - Niger

Précolonial / Ethno. générale.

DELAFOSSÉ (M.)/collection dirigée par HANOTAUX (G.)

1931.- *L'A.O.F., Histoire des colonies françaises et de l'expansion de la France dans le monde*, Paris, Tome IV.

Buts coloniaux - Transformations Coloniales - Conséquences coloniales

DELMOND (P.)

1936.- "Le Soudan français et les relations transsahariennes", *Bull. Rech. Soudanaises. Koulouba*, n° 2, Août : 36-56.

Mali / Tombouctou et Fleuve - Adagh - Tamesna

Organisation Col. - Transformations Coloniales - Conséquences coloniales / Commerce caravanier - Routes commerciales.

DELON (M.)

1950.- *Le Tamesna du cercle de Gao*, Paris, CHEAM 1759, 35 p.

Mali - Niger / Adagh - Tamesna - Azawakh

Transformations Coloniales - Organisation Col. / Zones de nomadisation - Nomenclature des tiwsaten - Type de nomadisation - Commerce caravanier - Confréries - Marabouts.

1951.- *L'aménokalât dans les confédérations Touarègues, (exposé CHEAM)*, Paris, CHEAM 1863, 20 p.

Algérie - Mali - Niger / Ahaggar - Adagh - Aïr

Précolonial - Organisation Col. - Aménokal - Transformations Coloniales / Nomenclature des tiwsaten - Chefferie - Zones de nomadisation.

DELONCLE (P.)

1927.- *La caravane aux éperons verts (Mission Alger-Niger)*, Paris, Plon, 243 p.

Algérie - Mali / Ahaggar - Adagh

Défense col. et rezzous - Conquête - Réformes - Buts coloniaux / Routes commerciales - Description de voyage.

1934.- *A.O.F. : découverte, pacification, mise en valeur*, Paris, Leroux, 462 p.

Mali - Niger - Burkina

Précolonial - Exploration - Conquête - Organisation Col. - Réformes

DEMAEGHT (L.)

1881.- "Notes sur l'Adrar", *B.S.G. et Arch. Oran*, n° 9 : 391-408.

Mauritanie / Timetrin et Maures

DEMANCHE (G.)

1893.- "Au Sahara agérien. La France et les Touaregs", *Rev. Fr. Etr. et Col.* : 342.

Algérie / Ahaggar - Ajjers

Précolonial

DEMOULIN (Lt F.)

1926.- "Les Touareg du Hoggar", *L'Afr. Fr., suppl. Rens. col.*, 36 : 174-185.

Algérie / Ahaggar

Précolonial - Exploration - Conquête - Organisation Col. - Défense col. et rezzous - Réformes - Transformations Coloniales / Nomenclature des tiwsaten - Elevage - Commerce caravanier - Routes commerciales - Centres de culture - Classes sociales - Généalogies/parenté - Chefferie.

1928.- "La vie des Touareg du Hoggar", *Annales de Géogr.*, 37 : 137-162.

Algérie / Ahaggar

Précolonial / Cartes - Costume - Habitat - Artisanat - Economie de subsistance - Commerce caravanier - Routes commerciales - Classes sociales - Chefferie.

1931.- "L'exploration du Sahara", *Annales de Géogr.*, 40 : 337-361.

Algérie - Mali - Niger

Conquête

DENIKER ()

1907.- "Les Touareg à l'exposition coloniale", *La Nature*, 2, 24, Aout : 167-170.

Algérie - Mali - Niger

Image du Touareg

DENIS (P.)

1967.- *L'évolution des troupes sahariennes françaises de Bonaparte à nos jours (Thèse).*

Algérie - Mali - Niger

Conquête - Défense col. et rezzous

1991.- *L'armée française au Sahara, Paris, L'Harmattan, 320 p.*

Algérie - Mali - Niger - Mauritanie / Adagh - Tamesna - Tombouctou et Fleuve - Ahaggar - Ajjers - Aïr - Azawakh - Timetrin et Maures

Conquête - Organisation Col. - Défense col. et rezzous - Buts coloniaux - Résistances - Transformations Coloniales

DEPORTER (V.)

1890.- *A propos du transsaharien, Alger, 473 p.*

Algérie - Mali / Ahaggar - Adagh - Tombouctou et Fleuve

Précolonial - Buts coloniaux / Cartes - Description de voyage - Routes commerciales - Centres de culture.

DESCHAMPS (H.)

1953.- *Méthodes et doctrines coloniales de la France, Paris, Colin, 222 p.*

Algérie - Mali - Niger - Burkina

Buts coloniaux - Réformes - Conséquences coloniales / Généralités externes.

1970.--71 (réed. 1973), *Histoire générale de l'Afrique noire, Tome 1: Des origines à 1800, Tome 2: De 1800 à nos jours, Paris, PUF, 2 tomes, 576/720 p.*

Burkina - Mali - Niger

Histoire - Généralités externes.

1974.- *Perspectives nouvelles sur le passé de l'Afrique noire et de Madagascar, Paris, Publication de la Sorbonne, 336 p.*

Généralités externes.

DESIRE VUILLEMIN (G.)

1962.- *Contribution à l'histoire de la Mauritanie de 1500 à 1934, Dakar, Clairafrique, 413 p.*

Mauritanie / Timetrin et Maures

Précolonial - Conquête

DESOMBRE (S.)

1950.- *Aventures sahariennes, Paris, Niles Editions Latines, 156 p.*

Algérie / Ajjers

Image du Touareg / Description de voyage.

DESTENAVE (R.)

1900.- "L'occupation et l'organisation de la boucle du Niger : création de la région Est et Macina, résumé des opérations", *Bull. Com. de l'Afr. Fr. Paris*, 12 p.

Mali - Niger
Précolonial - Conquête

DEVERDUN (E.)

1952.- "Un voyage de Marrakech à Tombouctou, en 1804-1805", *Bull. de Liaison Sah.*, 11, décembre : 24-29.

Maroc - Algérie - Mali / Adagh - Tombouctou et Fleuve
Précolonial - Exploration / Description de voyage.

DEX (L.)

1900.- *Au pays des Touareg*, Paris, Delagrave, 301 p.

Image du Touareg

DIARRAH (C. O.)

1986.- *Le Mali de Modiba Keita*, Paris, L'Harmattan, 190 p.

Mali
Processus décolon. - Paix Malienne

1991.- *Vers la IIIe République du Mali*, Paris, L'Harmattan, 236 p.

Mali
Processus décolon. - Paix Malienne - Révolte de 1990

DIBIE (Pascal)

1975.- *De l'ethnologie en Histoire? De l'Histoire en ethnologie?* (Thèse de doctorat), Directeur Robert Jaulin, Paris VII.

Généralités externes.

DINAUX (Cpt.)

1907.- "Rapport de tournée du Capitaine Dinaux (3 mai-29 octobre 1905)", *Renseignements coloniaux*, 17 : 11-18, 42-50 et 62-72.

Algérie - Mali - Niger / Ahaggar - Adagh - Aïr
Précolonial - Exploration - Conquête / rezzous - Démographie - Nomenclature des tiwsaten - Généalogies/parenté.

1908.- "Une mission dans l'Adrar du Niger, 8 mars-25 juillet 1907. Rapport de tournée", *Bull.Com. de l'Afr. Fr., suppl. Rens.Col*, 18 : 76-84 et 104-109.

Mali / Adagh
Exploration - Conquête - Précolonial - Défense col. et rezzous

DINSTEL (M.)

1966.- *List of French doctoral dissertation on Africa (1884-1961)*, Boston, Hall.

Bibliographie

DOULS (C.)

1971.- *Cinq mois chez les Maures nomades du Sahara occidental (1887)*, Paris, Hachette.

Mauritanie

Description de voyage - Ethno. générale.

DOUTRESSOULLE (G.)

1947.- *L'élevage en A.O.F.*, Paris, Larose, 298 p.

Mali / Adagh - Tombouctou et Fleuve - Gourma

Réformes - Transformations Coloniales / Elevage.

1949.- "L'élevage dans la boucle du Niger", *Rev. Elev. Med. Vet. Pays Trop.*, 3 : 17-28.

Mali - Niger / Adagh - Tombouctou et Fleuve - Gourma

Transformations Coloniales - Réformes / Elevage.

1952.- (2ème éd. augmentée) , *L'élevage au Soudan français*, Alger, Imbert, 383 p.

Mali / Adagh - Tamesna - Gourma - Tombouctou et Fleuve

Réformes - Transformations Coloniales / Elevage.

DU BOIS (V.D.)

1974.- "The drought in Niger. Part III : The flight of the Malian Tuareg et Part IV : the new refugee camp at Lazaret", *Fieldstaff Reports. West African Studies*, 15, n° 6 et 7, 21 p.

Mali - Niger

Paix Malienne - Révolte de 1990 / Sécheresse.

DUBIEF (J.)

1942.- "Les chronologies des Kel Ahaggar et des Taitoq", *Trav. I.R.S.*, I : 87-132.

Algérie / Ahaggar

Chronologie

1948.- "Les Ifoghas de Ghadamès, chronologie et nomadisme", *IBLA*, XI (2ème trimestre) : 141-158.

Algérie - Mali

Chronologie

1950.- "Chronologie et migration des Imanghasaten", *IBLA*, 13 : 23-36.

Algérie - Mali

Chronologie

1956.- "Les Ouraghen des Kel Ajjers, chronologie et nomadisme", *Trav. I.R.S.*, 14 (1er et 2ème trim.) : 85-135.

Algérie / Ajjers

Chronologie

DUBOC (Gnl. A.)

1938.- *L'épopée coloniale en A.O.F.*, Paris, Malfère, 400 p.

Mali - Niger

Conquête - Organisation Col.

1946.- *Méharistes coloniaux*, Paris, Fournier, 175 p.

Mali - Niger

Conquête - Défense col. et rezzous - Organisation Col.

1956.- "Esquisse de l'Histoire du Soudan français avant notre occupation", *Tropiques*, 54, n° 385 : 19-26.

Mali

Précolonial

DUCHAMP ()

1938.- "Les Bellah soudanais", *Bull. d'Inf. et de Rens. du Gv. Gén. de l'AOF*, 180 : 22-34.

Mali

Esclavage

DUFOUR (J.-L.)

1987.- *La révolte de l'Aïr (1916-1917)*, Paris, Centre d'Etudes sur l'Histoire du Sahara, 261 p.

Niger / Aïr

Conquête - Résistances

DUPIRE (M.)

1972.- *Les facteurs humains de l'économie pastorale*, Niamey. Paris, Centre Nigérien de Recherches en Sciences Humaines (CNRSH), 93 p.

Niger / Azawakh

Transformations Coloniales / Sédentarisation.

DUPUIS (J., Pseudonyme de J. Clauzel)

1960.- "Un problème de minorité: les nomades dans l'état soudanais", *Afrique et Asie*, 50, (2ème trimestre) : 19-44.

Mali / Adagh - Tombouctou et Fleuve - Gourma - Tamesna

Transformations Coloniales - Conséquences coloniales - Volonté d'indépendance - Processus décolon. / Rapports ethniques.

DURAND (A.)

1904.- "Les Touareg", B.S.G. Alger, 9 : 686-713.

*Algérie - Mali - Niger / Ahaggar - Tamesna - Azawakh - Adagh - Ajjers
Précolonial / Ethno. générale - Nomenclature des tiwsaten - Généalogies/parenté - Chefferie
- Commerce caravanier - rezzous.*

DUVEYRIER (H.)

1863.- "Notes sur les Touareg et leur pays", BSG , Paris, 5 : 102-105.

*Algérie - Mali - Niger
Précolonial / Ethno. générale - Classes sociales.*

1864.- Les Touaregs du Nord, Paris, Challamel, 498 p.

*Algérie / Ahaggar - Ajjers
Précolonial / Ethno. générale - Nomenclature des tiwsaten - Rapports ethniques - Classes sociales - Généalogies/parenté - Chefferie.*

EKHYA (Digga ag Khammad)/ALTININE (ag ARIAS) (trad. et transcrip.)

1970.- Iwilleminden. Traditions historiques, Niamey, C.R.D.T.O./ C.R.S.H., 154 p.

*Mali - Niger / Azawakh - Tamesna
Précolonial - Chronologie / Tradition orale.*

EL HACHAICHI (M. el O.)

1903.- Voyage au pays des Senoussia à travers la Tripolitaine et les pays Touareg, Paris, Challamel, 316 p.

*Algérie - Libye
Résistances - Exploration - Conquête / Confréries - Description de voyage.*

EMERIT (M.)

1954.- "Les liaisons terrestres entre le Soudan et l'Afrique du Nord au XVIIIe et au début du XIXe siècle", Trav. IRS, 11 : 29-47.

*Algérie - Maroc - Mali - Niger
Précolonial / Commerce caravanier - Routes commerciales.*

ESTIENNE (G.)

1937.- Naissance de Bidon V, Paris, Publication Com. afr. fr., 30 p.

*Algérie
Histoire.*

ETUDES ET DOCUMENTS ()

1969.- "Bibliographie sommaire de la république du Niger", Etudes et documents, 18 , 22 p.

*Niger
Bibliographie*

EYDOUX (H.P.)

1938.- *L'exploration du Sahara*, Paris, Gallimard, 240 p.

Algérie - Mali - Niger - Libye / Adagh - Tamesna - Tombouctou et Fleuve - Ahaggar -
Ajjers - Aïr - Azawakh - Timetrin et Maures
Exploration

FAIDHERBE (Gnl.)

1859.- "Renseignements géographiques sur la partie du Sahara comprise entre l'oued Noun et le Soudan", *Le Moniteur Universel*, 248, septembre : 1023. et *Nouv. A. des Voy.*, (6) Tome V, août : 129-156.

Géo physique.

FERAL (G.)

1955.- "Notes sur le régime successoral en coutume Tamacheq, (Kel Gheris et Kel Gossi de Gao)", *Notes Africaines*, 65, janvier : 21-22.

Mali / Adagh - Gourma - Tombouctou et Fleuve

Précolonial - Transformations Coloniales / Généalogies/parenté - Droit/justice.

FERME (A.)

1900.- *Le Touareg*, Paris, Ollendorf, 236 p.

Image du Touareg

FEVRE (F.)

1983.- *Les seigneurs du désert. Histoire du Sahara*, Paris, Presses de la Renaissance, 319 p.

Algérie - Mali - Niger

Précolonial / Histoire.

FLATTERS (Col.)

1884.- *Documents relatifs à la mission dirigée au sud de l'Algérie par le lt. col. Flatters, journal de route, rapports des membres de la mission, correspondance*, Paris, Imp. Nat., 440 p.

Algérie / Ahaggar

Exploration - Conquête

FOLEY (Dr. H.)

1930.- "Moeurs et médecine des Touaregs de l'Ahaggar", *A.I.P.A.*, 8 : 165-287.

Algérie / Ahaggar

Précolonial / Ethno. générale.

FORGEOT (A.)

1952.- Monographie régionale de Ménaka, Paris, CHEAM 1990, 27 p.

Mali / Tamesna

Conquête - Transformations Coloniales - Précolonial / Ethno. générale - Nomenclature des tiwsaten - Démographie - Classes sociales - Type de nomadisation - Islam - Esclavage - Commerce caravanier.

1955.- La société nomade Touaregue. Son évolution, Paris, CHEAM 2577, 16 p.

Mali / Tamesna

Précolonial - Transformations Coloniales - Conséquences coloniales - Volonté d'indépendance / Nomenclature des tiwsaten - Classes sociales - Généalogies/parenté - Droit/justice - Ethno. générale - Islam.

1961.- Les Touaregs soudanais et l'évolution de l'Afrique de 1946 à 1959, Paris, CHEAM 3477, 14 p dact.

Mali / Adagh - Tamesna - Gourma - Tombouctou et Fleuve

Esclavage - Ecole - Processus décolon. - Conséquences coloniales / Rapports ethniques.

FOUCAUCOURT (J. de)

1928.- Les deux rives du Tanezrouft n'Ahnet. De l'Algérie au Soudan, par le Sahara, 5000 km en auto dans le désert et la brousse, Paris, Larose, 127 p.

Algérie - Mali / Adagh - Tombouctou et Fleuve

Précolonial - Exploration / Description de voyage.

FOUCAULD (C. de)

1951.- Dictionnaire Touareg-Français. Dialecte de l'Ahaggar, Paris, Imp. Nat., 4 tomes, 2028 p.

Algérie - Mali - Niger

Ecriture - Lexique - Grammaire.

1951.- "Chez les touareg Taïtoq, Ifoghas, Hoggar. Journal de voyage, mars-septembre 1904", Bull. de Liaison Sah., 3, février : 20-30 et n°4, 1951 :19-32.

Algérie - Mali / Adagh - Ahaggar

Précolonial - Conquête

1955.- "Le Sahara Français", Cah. Ch.de Foucauld, 38 et 39 (3ème et 4ème trim.).

FOUCAULD (C.)/BASSET (publication)

1918.--1920 , Notes pour servir à un essai de grammaire Touareg, Alger, Carbonnel, 169 p.

Algérie / Ahaggar

Ecriture - Lexique.

1918.--1920 (réed. Paris. Larose. 1940), Dictionnaire abrégé Touareg-Français des noms propres, Alger, Carbonnel, 652 et 791 p.

Algérie / Ahaggar

Lexique.

1922.- Textes touaregs en prose, Alger, Carbonnel, 239 p.

Algérie / Ahaggar

Tradition orale - Proverbes - Devinettes.

1925.- Poésie Touarègues, dialecte de l'Ahaggar (I-II), Paris, Leroux, 658 et 461 p.

Algérie - Mali / Adagh - Ahaggar - Ajjers

Tradition orale - Poésie - Chanson.

FOURCADE (Lt.Col.)

1938.- "Opérations de police en 1916 contre les Touaregs nigériens (Gourma)", *Revue des Troupes coloniales* : 883-912.

Mali / Gourma

Résistances - Conquête

FOUREAU (F.)

1898.- Mon 9ème voyage au Sahara et au pays Touareg. Mars-juin 1897, Paris, Soc. de Géog., 149 p.

Algérie / Ajjers

Précolonial

1971.- (réed), Ma mission chez les Touareg Azdjer, Paris, Hachette.

Algérie / Ajjers

Précolonial / Description de voyage.

FREEMAN (G.)

1862.- A grammatical sketch of the Temahug or the Touareg language, Londres, 47 p.

Algérie

Grammaire - Lexique.

FRÉMEAUX (J.)

1987.- L'Afrique à l'ombre des épées. L'administration militaire française en Afrique blanche et noire (1830-1930), Thèse de doctorat préparé sous la direction de MM. les Professeurs Yacono (X.) et Martel (A.), Université Paul-Valéry Montpellier III, 1073 p.

Mali - Mauritanie - Niger - Algérie - Maroc

Conquête - Organisation Col. - Défense col. et rezzous - Buts coloniaux

1993.- "La mise en place d'une administration aux marges sahariennes de l'A.O.F. (1891-1930)", in Bernus (E.) / Boilley (P.) / Clauzel (J.) / Triaud (J.L.), *Nomades et commandants*, Paris, Khartala : 21-27.

Mali - Mauritanie - Niger - Maroc - Algérie / Adagh - Tamesna - Gourma - Tombouctou et Fleuve - Ahaggar - Aïr - Azawakh - Timetrin et Maures

Conquête - Organisation Col. - Défense col. et rezzous - Buts coloniaux - Résistances

FRENCH COLONIAL HISTORICAL SOCIETY (FCHS)

1979.- *Proceedings of the 4th meeting of the French Colonial Historical Society*, April 6-8, 1978, University of Mississippi, Washington University, Press of America, 235 p.

Bibliographie - Organisation Col. - Buts coloniaux - Réformes - Transformations Coloniales - Conséquences coloniales / Généralités externes.

FRITSCHER (F.)

1986.- "Quelque dix mille Touaregs en situation irrégulière ont été refoulés vers le Niger et le Mali", *Le Monde*, Paris, 24, 05 : 4.

*Algérie - Mali - Niger / Adagh - Tamesna - Gourma - Tombouctou et Fleuve - Ahaggar - Ajjers - Aïr - Azawakh - Timetrin et Maures
Paix Malienne / Sécheresse.*

FROELICH (J.-Cl.)

S.d.- *Cartes des pays de l'Afrique noire*, Paris, Dir. de la Documentation, carte n° 71, Afr. Occ. AOF.

*Mali - Niger - Burkina
Organisation Col. / Cartes.*

1962.- *Les musulmans d'Afrique noire*, Paris, Orante, 406 p.

*Mali - Niger
Résistances / Islam - Marabouts - Confréries.*

FUGLESTAD (F.)

1983.- *A History of Niger (1850-1960)*, Cambridge, Cambridge University Press, 275 p.

*Niger
Résistances - Organisation Col. / Histoire.*

GABUS (J.)

1945.- "La colonisation chez les Touareg de la boucle du Niger", *Acta Tropica*, 2 : 353-373.

*Mali / Gourma
Réformes - Transformations Coloniales / Nomenclature des tiwsaten - Classes sociales - Chefferie - Esclavage - Elevage - Commerce caravanier - Routes commerciales - Economie de subsistance - Zones de nomadisation.*

1948.- "Organisation et premiers résultats de la mission ethnographique chez les Touaregs soudanais (26 décembre 1946 au 10 mars 1947)", *Acta Tropica*, 5 : 1-56.

*Algérie - Mali - Niger / Tamesna - Tombouctou et Fleuve - Ahaggar - Aïr - Azawakh
Artisanat.*

1954.- *Initiation au désert*, Lausanne, F. Rouge, 238 p.

*Mali - Niger / Adagh - Aïr - Ahaggar
Transformations Coloniales / Ethno. générale - Description de voyage.*

1954.- *Au Sahara I. Les hommes et leurs outils*, Genève, Imp. Roto Sadag, 111 p.

*Algérie - Mali - Niger / Tamesna - Tombouctou et Fleuve - Azawakh
Artisanat.*

GALLAIS (J.)

1975.- *Pasteurs et paysans du Gourma. La condition sahélienne*, Paris, C.N.R.S., 240 p.

Mali / Gourma.

*Transformations Coloniales / Tradition orale - Nomenclature des tiwsaten - Démographie -
Classes sociales - Esclavage - Type de nomadisation - Zones de nomadisation.*

GALLIENI (J.-S.)

1882.- "Exploration du Haut-Niger (1880-1882)", *Le Tour du Monde*, 1138-1141 : 257-320.

*Niger - Mali / Tombouctou et Fleuve - Gourma
Précolonial*

1883.- "Exploration du Haut-Niger (1880-1882)", *Le Tour du Monde*, 1155-1160 : 113-208.

*Mali - Niger / Tombouctou et Fleuve - Gourma
Précolonial*

1971.- *Deux campagnes au Soudan Français (1886-1888)*, Paris, Hachette.

*Mali / Tombouctou et Fleuve - Gourma
Précolonial - Conquête*

GALLOY (P.)

1958.- *Nomadisation et sédentarisation dans les cercles de Goundam et de Tombouctou (mission d'étude et d'aménagement du Niger)*, Bamako, Trav. Publ., 144 p.

Mali / Tombouctou et Fleuve

*Transformations Coloniales - Organisation Col. - Réformes - Conséquences coloniales /
Nomenclature des tiwsaten - Sédentarisation - Classes sociales - Type de nomadisation -
Zones de nomadisation - Elevage - Démographie - Chefferie - Marabouts - Islam -
Confréries.*

GAMA (Cpt.)

1925.- "Reconnaissance de la vallée du Tilemsi, Etude des possibilités de liaison aérienne entre Bourem, Kidal et Tessalit", *Rev. de l'Aéronautique militaire*, 25, janvier-février : 6-11.

Mali / Adagh

Transformations Coloniales - Réformes / Géo physique - Routes commerciales - Nouveaux modes.

GANON (F.) / RIBET (J.)

1966.- *Etude démographique et économique en milieu nomade, Tome 1: généralités, méthodologie, tome 2: élevage*, Paris, I.N.S.E.E., 201 p.

Niger - / Azawakh

Transformations Coloniales - Réformes / Elevage.

GARDEL (G.)

1961.- *Les Touareg Ajjer*, Alger, Baconnier, 389 p.

Algérie / Ajjers

Précolonial - Conquête - Exploration - Organisation Col. - Réformes - Buts coloniaux

GARDINIER (David E.)

1971.- *French colonial rule in Africa: a bibliographical essay*, Newhaven, Conn.

Bibliographie

GAST (M.)

1965.- "Evolution de la vie économique et structures sociales en Ahaggar de 1660 à 1965", *Trav. IRS*, 24 : 129-143.

Algérie / Ahaggar

Précolonial - Transformations Coloniales - Conséquences coloniales - Processus décolon.

1968.- *Alimentation des populations de l'Ahaggar*, Paris, Arts et Métiers Graphiques, 459 p.

Algérie / Ahaggar

Alimentation.

1983.- "Mutations sahariennes", *Autrement (Désert. Nomades, guerriers, chercheurs d'absolu)*, H.S. n° 5, série Monde : 65-80.

Algérie - Mali - Niger / Adagh - Tamesna - Gourma - Tombouctou et Fleuve - Ahaggar - Ajjers - Aïr - Azawakh

Transformations Coloniales - Conséquences coloniales - O.C.R.S. - Processus décolon. - Paix Malienne / Nouveaux modes - Rapports ethniques.

1991.- "L'école nomade au Hoggar. Une drôle d'histoire", *Rev. du Monde Musul. et de la Médit.*, 57 : 98-111.

Algérie / Ahaggar

Ecole - Transformations Coloniales - Conséquences coloniales

GAUDIO (A.)

1957.- "La libre femme du Targui", *Sc. et Voy.*, 140, août : 27-30.

Généalogies/parenté.

s.d.- *Les civilisations du Sahara (10 000 ans d'Histoire)*, Paris, L'Inter, 320 p.

Précolonial / Histoire.

GAUTIER (E.F.)

1905.- "La traversée du Sahara, Mission Gautier", *Bull. Com. Afr. Fr.* : 399-401.

Algérie - Mali / Adagh - Ahaggar
Précolonial - Exploration - Conquête

1906.- "Du Touat au Niger", *La Géographie*, 13 : 5-18.

Algérie - Mali / Adagh
Précolonial - Exploration - Conquête / Description de voyage - Géo géné Humaine - Géo physique - Zones de nomadisation - Puits - Cartes - Toponymie - Ethno. générale.

1907.- "Etudes d'ethnographie saharienne", *L'Anthropologie*, 18 : 37-68 et 315-332.

Mali / Adagh
Précolonial / Anthropologie - Ethno. générale.

1907.- "A travers le Sahara Français (I. D'In Ouzel au Niger, II. L'oued Tilemsi)", *La Géographie*, 15 : 1-28 et 103-120.

Mali / Adagh
Précolonial - Exploration - Conquête

1910.- *La conquête du Sahara. Essai de psychologie politique*, Paris, Colin, 261 p.

Algérie - Mali / Adagh - Ahaggar
Précolonial - Conquête

1910.- "La conquête du Sahara Touareg", *Rev. de Paris*, 2 : 542-560.

Algérie - Mali - Niger / Adagh - Ahaggar
Précolonial - Exploration - Conquête - Organisation Col.

1928.- (réed. 1948), *Le Sahara*, Paris, Payot, 232 p.

Algérie - Mali - Niger
Précolonial / Géo physique.

GENEVIERE (J.)

1950.- "Les Kountas et leurs activités commerciales", *Bull. I.F.A.N.*, 4, octobre : 1111-1127.

Mali / Timetrin et Maures
Transformations Coloniales / Routes commerciales.

GERMAIN (J.)/FAYE (S.)

1922.- *Le Général Laperrine, grand Saharien*, Paris, Plon-Nourrit, 276 p.

Algérie - Mali / Adagh - Ahaggar
Précolonial - Conquête - Organisation Col. - Défense col. et rezzous

GERSI (D.)

1972.- *La dernière grande aventure des Touaregs*, Paris, Robert Laffont, 278 p.

Algérie - Mali / Adagh - Ahaggar
Description de voyage.

GILLIER (Cdt.)

1924.- "Les méharistes de l'Adrar", *Revue des Troupes Coloniales*, janvier-août : 24-43, 106-136, 185-209, 336.

Mauritanie

Conquête - Défense col. et rezzous - Organisation Col.

1926.- *La pénétration en Mauritanie. Découverte, explorations, conquête. La police du désert et la pacification définitive*, Paris, Geuthner, 359 p.

Mauritanie / Timetrin et Maures

Précolonial - Exploration - Conquête - Organisation Col. - Défense col. et rezzous

GIRARDET (R.)

1972.- *L'idée coloniale en France (1871-1962)*, Paris, La Table Ronde, 332 p.

Réformes - Buts coloniaux - Conquête - Transformations Coloniales - Conséquences coloniales - Processus décolon.

GIRONCOURT (G. de)

1914.- "L'art chez les Touareg", *Rev. d'Ethnol. et de Soc.*, n° 1-2, janvier-février : 42-56.

Mali / Adagh - Gourma

Précolonial / Artisanat.

GODDE (H.)

1948.- "Le Tassili des Ajjers", *Cah. Ch. de Foucauld*, 3ème série, n° II : 3-15 et 190-203.

Algérie / Ajjers

Géo géné Humaine.

GOETZ (F.)

1992.- *Méharistes et Touaregs. Récit saharien*, Paris, La Pensée Universelle, 143 p.

Algérie / Ahaggar - Ajjers

Processus décolon. - Volonté d'indépendance - O.C.R.S. - Conséquences coloniales - Vie du colonial

GOUILLY (A.)

1952.- *L'Islam dans l'Afrique occidentale française*, Paris, Larose, 318 p.

Mali - Niger - Burkina

Islam.

GOULETQUER (P.)/KLEINMANN (D.)

1976.- "Structure sociale et commerce du sel dans l'économie touarègue", *Rev. de l'Occ. Musulman et de la Médit. (Actes du colloque sur l'organisation sociale chez les Touaregs)*, Abbaye de Sénanque, 14-16 juin 1974, 21 : 131-139.

Précolonial - Transformations Coloniales - Conséquences coloniales / Commerce caravanier - Routes commerciales.

GOURAUD ()

1909.- "La colonne Gouraud dans l'Adrar", *L'Illustration*, (31837) : 187.

*Mauritanie / Timetrin et Maures
Conquête*

1910.- "La pacification de la Mauritanie. Journal de marche et opérations de la colonne de l'Adrar", *Bull. Com. Afr. Fr.*, mai-juin.

*Mauritanie / Timetrin et Maures
Conquête*

1945.- *Mauritanie, Adrar, souvenirs d'un africain*, Paris, Plon, 351 p.

*Mauritanie / Timetrin et Maures
Conquête - Organisation Col. - Défense col. et rezzous*

GRAVIER (G.)

1881.- *Voyage de Paul Soleillet à l'Adrar (décembre 1879-mai 1880)*, Rouen, Cagniard, 64 p.

*Mauritanie
Exploration / Description de voyage.*

GROS (J.)

1881.- *Les voyages de P. Soleillet dans le Sahara et dans le Soudan, racontés par lui-même et rédigés sur ses mémoires*, Paris, Dreyfus, 241 p.

*Mauritanie / Timetrin et Maures
Exploration*

GROSS (E.)

1927.- *Faut-il faire le Transsaharien ?*, Paris, Heintz, 181 p.

*Algérie - Mali / Adagh - Ahaggar
Buts coloniaux*

GUIGNARD (E.)

1975.- *Musique, honneur et plaisir au Sahara. Etude psychosociologique et musicologique de la société Maure*, Paris, Geuthner, 232 p.

*Mauritanie / Timetrin et Maures
Musique.*

1984.- *Les Touareg Udalén. Faits et modèles de parenté*, Paris, L'Harmattan, 259 p.

Burkina / Oudalan
Généalogies/parenté.

GUILHEM (M.)

1963.- *Précis d'Histoire du Mali*, Paris, Liégel, 168 p.

Mali
Histoire.

GUILLAUME (H.)

1974.- *Les nomades interrompus. Introduction à l'étude du canton Touareg de l'Imanan (Algérie)*, Niamey, Etudes nigériennes. C.N.R.S.H., 35, 145 p.

Niger / Azawakh
Précolonial - Transformations Coloniales / Tradition orale - Nomenclature des tiwsaten - Classes sociales - Sédentarisation - Généalogies/parenté - Chefferie - Type de nomadisation - Centres de culture - Nouveaux modes - Routes commerciales - Elevage - Commerce caravanier - Zones de nomadisation.

GUILLAUMET (E.)

1976.- *Le Soudan en 1894. La vérité sur Tombouctou, l'esclavage au Soudan*, Paris, POF, 165 p.

Mali / Tombouctou et Fleuve
Précolonial / Esclavage.

HAMA (B.)

1967.- *Recherches sur l'Histoire des Touareg sahariens et soudanais*, Paris, Présence Africaine, 559 p.

Algérie - Mali - Niger - Burkina / Adagh - Tamesna - Gourma - Tombouctou et Fleuve - Ahaggar - Ajjers - Aïr - Azawakh - Oudalan
Précolonial - Exploration - Conquête

HAMET (I.)

1911.- "Les Kounta", *Rev. Monde Musulman*, n° 15, juillet-octobre : 302-318.

Mali / Timetrin et Maures
Précolonial - Conquête

HANOTEAU (A.)

1856.- "Littérature orale des Touareg. Fables", *Rev. Afr.*, 1 : 510-520.

Algérie / Ahaggar
Précolonial / Tradition orale - Conte.

1860.- (réed. Paris. Jourdan. 1866/ Alger. Jourdan. 1896), *Essai de grammaire de langue Tamacheq, réédition POF 1976, 229 p*, Paris, Imp.Imperiale, 299 p.

Algérie / Ahaggar - Ajjers

Précolonial / Grammaire - Ecriture - Conte - Chanson.

HARDY (G.)

1917.- *Une conquête morale. L'enseignement en AOF.*, Paris, A. Colin.

Mali - Niger - Mauritanie - Burkina

Ecole

1928.- (réed. 1947), *Histoire de la colonisation française*, Paris, Larose.

Conquête - Organisation Col.

HAWAD ()

1991.- "La Teshumara, antidote de l'Etat", *Rev. du Monde Musul. et de la Médit.*, 57 : 122-139.

Algérie - Mali - Niger / Adagh - Tamesna - Gourma - Tombouctou et Fleuve - Ahaggar - Ajjers - Aïr - Azawakh

Conséquences coloniales - Paix Malienne - Révolte de 1990 / Rapports ethniques.

1993.- "Une identité dans le sillage de l'infini", *Les Lettres Françaises*, Paris, 30, 03 : 14 & 15.

Algérie - Mali - Niger

Révolte de 1990

HENRIQUE (L. dir.)

1889.- *Exposition coloniale, Paris 1889. Les colonies Françaises., Notices illustrées publiées par ordre du sous-secrétaire d'état aux colonies*, Paris, Quentin.

Image du Touareg / Généralités externes.

HOMBERG (O.)

1929.- *L'école des colonies*, Paris, Plon, 297 p.

Algérie - Mali - Niger

Vie du colonial - Buts coloniaux - Réformes - Conquête - Transformations Coloniales

HOURST (Lt. de V.)

1898.- *Sur le Niger et au pays des Touareg. La mission Hourst*, Paris, Plon, 481 p.

Mali - Niger / Tombouctou et Fleuve - Tamesna - Gourma - Azawakh - Oudalan

Précolonial - Exploration - Conquête

HUGUET (Dr.)

1902.- "Sur les Touareg", *Société anthropologique Paris*, 3 : 615-642.

Algérie - Mali - Niger - Burkina / Adagh - Tamesna - Gourma - Tombouctou et Fleuve - Ahaggar - Ajjers - Aïr - Azawakh - Oudalan
 Précolonial - Exploration - Conquête - Image du Touareg / Nomenclature des tiwsaten - Classes sociales - Généalogies/parenté - Chefferie - Ethno. générale - Zones de nomadisation.

HULOT (Baron E.)

1908.- "L'oeuvre de pénétration des méharistes sahariens", *Revue des Deux Mondes*, 44, 15, mars : 419-444.

Algérie - Mali - Niger / Adagh - Tamesna - Gourma - Tombouctou et Fleuve - Ahaggar
 Précolonial - Exploration - Conquête

IBN KHALDOUN/SLANE (traduction)

1925.- (réed.1968-1969), *Histoire des Berbères et des dynasties musulmanes de l'Afrique septentrionale I-IV*, Paul Geuthner, Paris.

Algérie - Mali - Niger
 Précolonial

IMPERATO (P. J.)

1977.- *Historical dictionary of Mali*, Scarecrow Press, 204 p.

Mali
 Histoire.

INSTITUT FRANCAIS D'AFRIQUE NOIRE (I.F.A.N.)

1952.-1964 , *Cartes ethno-démographiques de l'Afrique occidentale*, Dakar, IFAN, 5 fasc..

Mali - Niger - Burkina
 Cartes.

JEAN (C.)

1909.- *Les Touaregs de l'Aïr. Leur rôle dans la politique saharienne*, Paris, Larose, 361 p.

Niger / Aïr
 Précolonial - Exploration - Conquête - Organisation Col. - Buts coloniaux / Nomenclature des tiwsaten - Géo physique - Démographie - Chefferie - Classes sociales - Droit/justice - Ethno. générale - rezzous.

JOUBERT (Lt.)

1939.- "Les coutumes et le droit chez les Kel Tadele", *Bull. I.F.A.N.*, Tome I, n° 1, janvier : 245-281.

Niger / Aïr
 Précolonial / Droit/justice - Généalogies/parenté.

JOUCLA (E.A.) / MAUPOIL (B.)

1912.- (réed. 1937), *Bibliographie de l'AOF*, Paris.

Burkina - Mali - Niger
Bibliographie

JOURNET (B.)

1988.- *Nomades de Tombouctou. Autopsie d'une colonisation*, Paris, Centre d'Etudes sur l'Histoire du Sahara, 158 p.

Mali / Tombouctou et Fleuve

Précolonial - Exploration - Conquête - Organisation Col. - Défense col. et rezzous - Réformes - Buts coloniaux - Image du Touareg - Résistances - Transformations Coloniales - Aménokal

JOUBE (E.)

1974.- *La république du Mali*, Paris, Berger-Levrault, Encyclopédie pol. et Constit., série Afrique, 98 p.

Mali

Processus décolon. - Paix Malienne

JUDAS (A.)

1847.- "Note sur l'alphabet berbère usité chez les Touareg et ses rapports avec l'antique alphabet des Lybiens", *Journal Asiatique*, 9, mai : 455-461.

Ecriture.

KAUFMANN (H.)

1958.- *Reiten durch Iforas*, Munich, 152 p.

Mali / Adagh

Transformations Coloniales / Description de voyage.

KAUFMANN (H.)

1964.- *Wirtschafts und Sozialstruktur der Iforas-Tuareg, Inaugural-Dissertation*, Universität von Köln, 377 p.

Mali / Adagh

Transformations Coloniales - Conséquences coloniales - Précolonial / Habitat - Ethno. générale - Classes sociales - Type de nomadisation - Elevage - Commerce caravanier - Centres de culture - Chasse - Routes commerciales - Puits - Nomenclature des tiwsaten - Zones de nomadisation.

KEENAN (J. H.)

1973.- *Social change among the Tuareg of Ahaggar (Algeria)*, in GELLNER (E.)/MICAUD (C.), *Arabs and Berbers. From tribe to nation in North Africa*, Londres, Duckworth : 345-360.

Algérie / Ahaggar

Précolonial - Transformations Coloniales - Réformes - Conséquences coloniales

1977.- *The Tuareg : people of Ahaggar*, London, A. Lane, 385 p.

Algérie / Ahaggar

KI ZERBO (J.)

1972.- *Histoire de l'Afrique noire*, Paris, Hatier, 702 p.

Mali - Burkina - Niger

Histoire.

KILLIAN (C.)

1934.- "L'art des Touareg", *La Renaissance*, n° 711 : 147-169.

Algérie

Armes - Artisanat - Bijoux.

KIMBA (I.)

1981.- *Guerres et sociétés (1896-1906), Les populations du Niger occidental au XIX^e siècle et leurs réactions face à la colonisation*, Niamey, Inst. de Rech. en Sc. Hum., 222 p.

Niger

Résistances - Conquête

KIPRE (P.)

1989.- *Le congrès de Bamako ou la naissance du RDA*, Paris, Coll. Afrique contemporaine, 189 p.

Mali

Processus décolon.

KLUTE (G.)

1990.- "Die Revolte der Gastarbeiter", *Pogrom*, 156, 11/12 : 49-52.

LA DOCUMENTATION FRANCAISE (DF)

1953.- *L'économie pastorale saharienne*, Paris, La Documentation Française, n° 1730, 21, avril.

Algérie - Mali - Niger

Elevage - Economie de subsistance - Commerce caravanier.

LABOURET (H.)

S.d.- *A la recherche d'une politique indigène dans l'Ouest africain*, Paris, 1932, 128 p.

Mali - Niger

Buts coloniaux - Réformes - Transformations Coloniales

1928.- "Ethnologie dans l'Ouest africain (1920-1927), bibliographie sommaire", *Africa (Londres)*, Tome I : 240-248.

Algérie - Mali - Niger

Bibliographie

LACHAPELLE (F. de)

1930.- "Histoire du Sahara occidental", *Hespéris*, Tome XI, fasc. 1-2 : 35-95.

Mauritanie / Timetrin et Maures

Histoire.

LAPERRINE (H.)

1905.- "Une tournée dans le sud de l'annexe du Tidikelt. Du 14 mars au 3 juillet 1904. Rapport du Commandant Laperrine", *Bull. Com. Afr. Fr.*, 15, suppl. n° 2 : 37-62.

Mali - Algérie / Ahaggar - Adagh

Précolonial - Conquête - Organisation Col.

1907.- "Tournée à Taodeni", *Bull. Com. Afr. Fr.*, suppl. Rens. Col. : 77.

Mali / Adagh - Timetrin et Maures

Précolonial - Conquête - Organisation Col. - Défense col. et rezzous

1909.- "Les noms de années chez les Touaregs du Ahaggar de 1875 à 1907", *Revue Africaine*, 53 : 87-132.

Algérie / Ahaggar

Chronologie

1910.- "Noms donnés par les Touareg Ahaggar aux diverses années de 1860 à 1874", *Rev. afr.*, 54 : 191-194.

Algérie / Ahaggar

Chronologie

1913.- "La pacification des Touareg, notes et souvenirs", *Questions diplomatiques et coloniales*, 35 et 36 : 393-407, 517-529, 651-659 et : 74-81, 137-146.

Algérie - Mali / Adagh - Ahaggar

Conquête - Précolonial - Organisation Col. - Défense col. et rezzous

LARTIGUES (Cdt. R. de)

1897.- "Notice sur les Maures du Sénégal et du Soudan", *Rens. Col.*, juillet : 41-72.

Mali / Timetrin et Maures

Précolonial

LASSAUZET (Cpt.)

1947.- Les "Kel Ferouane", Paris, CHEAM 1142, 26, juin, 19 p.

Niger / Aïr

Précolonial / Nomenclature des tiwsaten - Zones de nomadisation.

LAYA ()

1972.- *La tradition orale, problématique et méthodologie des sources de l'Histoire africaine*, Niamey, C.R.D.T.O., 197 p.
Bibliographie / Généralités externes.

LE CHATELIER (A.)

1899.- *L'Islam dans l'Afrique occidentale*, Paris, Steinheil, 374 p.
Burkina - Mali - Niger
Islam.

LE FEVRE (G.)/MANNONI (P.)

1956.- *Notre Sahara. Une terre morte qui ressuscite*, Paris, Denoël, 251 p.
Algérie - Mali - Niger
O.C.R.S.

LE GOFF (G.)

1938.- "Les Bellah, captifs libérés", *Bull. d'Inf. et de Rens. du Gv. Gén. de l'AOF*, 201 : 354-356.
Esclavage

LE MORE (R.)

1912.- "D'Alger à Tombouctou", *B.S.G. Alger* : 11.
Algérie - Mali / Adagh - Tombouctou et Fleuve - Ahaggar
Précolonial / Description de voyage.

LE PRIEUR (J.)

1965.- "Les relations caravanières à travers le Sahara de l'Antiquité au seuil du XXe siècle", *Le Saharien*, 39 : 26-40.
Précolonial / Commerce caravanier - Routes commerciales.

LE ROUX (H.)

1898.- "Notre ennemi le Touareg", *Bull. Com. Afr. Fr.*, 8 : 272-274.
Image du Touareg - Buts coloniaux

LE RUMEUR (Col. G.)

1954.- "Les premiers méharistes de la Coloniaie", *Tropiques*, août-septembre : 17-22.
Mali - Niger / Adagh - Tamesna - Gourma - Tombouctou et Fleuve - Azawakh
Défense col. et rezzous - Organisation Col. - Conquête

1955.- "De l'imprévu à Tombouctou", *Tropiques*, n° 371, mars.
Mali / Tombouctou et Fleuve
Défense col. et rezzous - Conquête

LEBLANC (Dr E.)

1924.- *Aperçu anthropologique et ethnographique sur les populations du Sahara occidental*, Alger, Imp. de Imbert, 20 p.
Mauritanie / Timetrin et Maures
Précolonial / Anthropologie - Ethno. générale.

1929.- "Les Touareg, ethnographie physique et anthropologique", *Rev. Anthr.*, 39, n° 1-3, janvier-mars.
Algérie - Mali - Niger
Anthropologie.

1930.- *Choses et gens du Hoggar*, Alger, Soubiron, 115 p.
Algérie / Ahaggar
Précolonial - Image du Touareg

LECOINTRE (Cpt. Jean)

1957.- "Les Touareg au Tamesnar", *Bull. Liaison Sah.*, 8, n° 27, septembre : 170-190.
Mali / Tamesna - Ahaggar
Ethno. générale.

LEHURAUX (Cpt. L.)

1928.- "La poésie chez les Touareg", *B.S.G. Alger*, 33 : 234-244.
Algérie / Ahaggar
Précolonial / Poésie - Tradition orale.

1932.- *Au Sahara avec le commandant Charlet, 1911-1913*, Paris, Plon, 248 p.
Algérie / Ahaggar
Conquête - Précolonial

1935.- *Les Français au Sahara*, Alger, Ed. Les Territoires du Sud, 493 p.
Algérie - Mali - Niger - Mauritanie / Adagh - Tamesna - Gourma - Tombouctou et Fleuve - Ahaggar - Ajjers - Aïr - Azawakh - Timetrin et Maures
Conquête - Exploration - Précolonial - Défense col. et rezzous - Organisation Col.

1948.- *Où va le nomadisme en Algérie ?*, Alger, Baconnier, 184 p.
Algérie / Ahaggar
Conséquences coloniales - Réformes - Transformations Coloniales

1956.- "La danse chez les Touareg", *Algeria*, 24, n° 45, janvier-février : 11-16.
Algérie / Ajjers
Musique.

LENZ (O.)

1975.- *Timbouctou, voyage au Maroc, au Sahara et au Soudan (1886)*, Paris, POF, 905 p.

Maroc - Algérie - Mali / Adagh - Ahaggar - Timetrin et Maures
Précolonial / Description de voyage.

LERICHE (A.)

1946.- "Contribution à l'étude de l'Histoire maure. Les guerres des kountas (traduit du wasit)", *Notes Africaines*, n° 30, avril : 4.

Mali - Mauritanie / Timetrin et Maures
Précolonial

1952.- "Toponymie et Histoire maure", *Bull. I.F.A.N.*, 14, n° 1, janvier : 337-343.

Mauritanie - Mali / Timetrin et Maures
Précolonial

LESELL (Cpt. R.)

1958.- "Populations de l'O.C.R.S.", *Bull. de Liaison Sah.*, 9, n° 30, juin : 153-158.

Algérie - Mali - Mauritanie - Niger / Adagh - Tamesna - Gourma - Tombouctou et Fleuve - Ahaggar - Ajjers - Aïr - Azawakh
O.C.R.S.

LEUPEN (A.H.A.)

1978.- *Bibliographie des populations Touarègues (Sahara et Soudan centraux)*, Leyde, Afrika Studie Centrum, 240 p.

Bibliographie

LHOTE (H.)

1938.- "Contribution à l'anthropologie somatique des Touareg", *Rev. Anthropologique*, 48 : 284-306.

Algérie - Mali / Ahaggar - Ajjers - Adagh - Tombouctou et Fleuve
Anthropologie.

1944.- (réed. 1955, 467 p), *Les Touaregs du Hoggar*, Paris, Payot, 415 p.

Algérie / Ahaggar
Précolonial - Exploration - Conquête - Organisation Col. - Défense col. et rezzous - Aménokal - Esclavage - Résistances / Ethno. générale - Elevage - Commerce caravanier - Routes commerciales - Economie de subsistance - Centres de culture - Nomenclature des tiwsaten - Classes sociales - Généalogies/parenté - Chefferie - rezzous - Islam - Confréries - Zones de nomadisation - Anthropologie - Ecriture - Lexique - Tradition orale.

1947.- *Dans les campements Touaregs*, Paris, Les Oeuvres Françaises, 415 p.

Algérie - Mali
Description de voyage - Habitat - Chasse - .

1947.- *Comment campent les Touaregs*, Paris, J. Susse, 164 p.
Algérie - Mali - Niger
Habitat.

1951.- *La chasse chez les Touaregs*, Paris, Amiot-Dumont, 247 p.
Précolonial / Chasse.

1954.- "Touareg Tademakket, le peuplement humain du Sahara", *Tropiques*, 52, n° 365, août-septembre : 26-30.
Mali / Tombouctou et Fleuve - Tamesna - Azawakh
Conséquences coloniales

1955.- "Contribution à l'Histoire des Touareg soudanais. Les Saghmara, les Maghcharen, les expéditions de l'Askia Mohamed en Aïr et la confusion Takedda-Tademekka", *Bull. I.F.A.N.*, 17 : 334-370.
Mali / Tombouctou et Fleuve - Aïr -
Précolonial

1969.- "Le cycle caravanier des Touaregs de l'Ahaggar et la saline d'Amadrar. Leur rapports avec les centres commerciaux du Soudan", *Bull. IFAN*, 31, série B, n° 4 : 1014-1027.
Algérie - Mali / Ahaggar - Tombouctou et Fleuve - Adagh
Précolonial - Transformations Coloniales - Conséquences coloniales / Commerce caravanier - Routes commerciales.

1985.- "Le raid du Capitaine Charlet", *Le Saharien*, n° 95 : 24-25.
Mali - Algérie - Niger / Adagh - Tombouctou et Fleuve - Ahaggar - Ajjers - Timetrin et Maures
Conquête - Défense col. et rezzous / rezzous.

LORIN (H.)

1907.- "L'évolution du nomadisme en Algérie, (compte-rendu)", *B.S.G. Bordeaux*, décembre.
Algérie / Ahaggar - Ajjers
Transformations Coloniales

LOUIS (J.)

1946.- *Gentilhommes Touaregs*, Alexandrie, Ed. du Scarabée, 47 p.
Algérie / Ajjers
Livre de photos - Chanson.

LOYER (abbé C.)

1861.--62, "Les Touareg", *B.S.G. Paris et Rev. Or. Alg. Col.*, 14 : 359-382.
Algérie - Mali - Niger
Précolonial - Exploration - Conquête - Image du Touareg - Buts coloniaux / Routes commerciales.

MAAZOUZI (M.)

1986.- *Le Touat comme carrefour d'échanges culturels, religieux et économiques entre le Maroc et le Sahara méridional avant l'occupation française, L'histoire du Sahara et des relations transsahariennes entre le Maghreb et l'Ouest Africain du Moyen-âge à la fin de l'époque coloniale*, Actes du IVème colloque Euro Africain, Erfoud, 1985, Bergamo, Gruppo Walk Over : 153-172.

*Maroc - Algérie - Mali - Niger / Adagh - Tombouctou et Fleuve - Ahaggar - Aïr
Précolonial - Buts coloniaux / Routes commerciales.*

MAC CARTHY (O.)

1856.- "Les Touareg", *Rev. Orient Alg. et Col.*, 3, février : 135-141.

Précolonial

MAGE (A. E.)

1980.- (reprod. de Paris, Hachette, 1872), *Voyage au Soudan occidental (1863-1866)*, Paris, Karthala, 308 p.

Mali

Précolonial / Description de voyage.

MAHMADOU (A. Ba)

1923.- "Chronologie de l'Adrar", *Rens. col.*, n° 2, février : 36-48.

Mauritanie / Timetrin et Maures

Chronologie

1933.-34, "Contribution à l'Histoire des Regueybats", *Rens. Col.*, décembre : 273-278 et 90-92.

Mauritanie / Timetrin et Maures

Précolonial

MALAURIE (J.)

1945.- *Hoggar, Touareg, derniers seigneurs*, Paris, Nathan, 88 p.

Algérie / Ahaggar

Image du Touareg - Transformations Coloniales - Conséquences coloniales / Livre de photos.

1953.- "Touaregs et noirs au Hoggar, aspects de la situation actuelle", *Annales*, 8 : 338-346.

Algérie / Ahaggar

Réformes - Buts coloniaux - Transformations Coloniales - Conséquences coloniales / Centres de culture - Elevage - Alimentation.

MANGEOT (Col.)

s.d.- *Manuel à l'usage des troupes opérant au Soudan français et plus particulièrement en zone saharienne*, s.l., 59 p.

Mali / Adagh - Tombouctou et Fleuve - Tamesna - Gourma

Défense col. et rezzous

MARAVAL-BERTHOIN (A.)

1924.- *Chants du Hoggar*, Paris, L'Edition d'Art, 165 p.

Algérie / Ahaggar

Précolonial / Tradition orale - Chanson - Poésie.

MARCY (G.)

1941.- "Les vestiges de la parenté maternelle en droit coutumier berbère et le régime des successions Touarègues", *Rev. Africaine*, 87 : 187-211.

Maroc - Algérie - Mali - Niger

Précolonial / Droit/justice - Généalogies/parenté.

MARIKO (K.)

1984.- "L'histoire ancienne des Touaregs du Mali par les légendes et la tradition orale", *L'Universo*, 64, n°5 : 9-10 et 40-52.

Mali / Adagh - Tamesna - Gourma - Tombouctou et Fleuve

Précolonial / Tradition orale.

1984.- *Les Touareg Ouelleminden*, Paris, Karthala, 176 p.

Mali - Niger / Tamesna - Azawakh - Adagh

Précolonial - Conquête - Organisation Col. - Aménokal - Réformes - Résistances - Transformations Coloniales - Image du Français

MARTEL (A.)

1991.- *La Libye (1835-1990). Essai de géopolitique historique*, Paris, PUF, coll. Perspectives internationales, 246 p.

Libye - Niger - Mali

Révolte de 1990 - Paix Malienne

MARTY (A.)

1975.- *Contribution à la relance des coopératives d'éleveurs en 6ème région du Mali. Rapport de mission : mars-mai 1975*, Paris, IRAM, 125 p.

Mali / Adagh

Paix Malienne

1985.- *Crise rurale en milieu nord-sahélien et recherche coopérative. L'expérience des régions de Gao et Tombouctou. Mali, 1975-1982., Thèse pour le doctorat d'Etat, sous la direction de Guy Belloncle, Université François Rabelais-Tours, 2 tomes, 927 p.*

*Mali / Adagh - Tamesna - Gourma - Tombouctou et Fleuve - Timetrin et Maures
Révolte de 1964 - Paix Malienne / Elevage - Nouveaux modes - Rapports ethniques - Sécheresse.*

MARTY (P.)

1920.- *Etude sur l'Islam et les tribus du Soudan (Tome I: Les kountas de l'Est, les Bérabiches, les Iguellad), Paris, Leroux, 4 vol., 358 p.*

*Mali - Niger / Timetrin et Maures
Précolonial - Conquête*

MARTY (P.) / MANGEOT (Col. P.)

1918.- "Les Touareg de la boucle du Niger", *Bull. Com. Et. Hist. Sc. de l'AOF*, 3 : 87-136, 257-288, 422-475.

*Mali / Gourma - Tamesna - Tombouctou et Fleuve
Précolonial / Nomenclature des tiwsaten - Zones de nomadisation - Centres de culture - Généalogies/parenté.*

MASQUERAY (E.)

1889-90.- "Le commerce chez les Touareg Taïtoq et par leur territoire, du Touat dans la région de Tombouctou et le Damergou", *B.S.G. Paris*, 12 : 389-401.

*Algérie - Mali / Ahaggar - Adagh - Tombouctou et Fleuve
Précolonial - Buts coloniaux / Routes commerciales - Commerce caravanier.*

1893.- *Dictionnaire Français-Touareg. Dialecte des Taïtoq, Paris, Leroux, 362 p.*

*Algérie - Mali / Ahaggar - Adagh
Ecriture - Lexique.*

1897.- *Observations grammaticales sur la grammaire Touareg, Textes de la Tamahaq des Taïtoq, Paris, Leroux, 272 p.*

*Algérie - Mali / Ahaggar - Adagh
Précolonial / Ecriture - Grammaire - Tradition orale - Conte - Chanson - Proverbes.*

MASSONI (C.) / PERROT (M.H.) / FOURCADIER (N.)

1971.- *Liste bibliographique des travaux effectués dans le bassin du fleuve Niger par les chercheurs de l'ORSTOM (1943-1968), Bondy, O.R.S.T.O.M., 71 p.*

*Mali - Niger
Bibliographie*

MEILLASSOUX (C.)

1970.- Treize cartes historiques de l'Afrique occidentale (1802-1899), Paris, Musée de l'Homme.

Mali - Niger - Burkina
Précolonial / Cartes.

1975.- L'esclavage en Afrique précoloniale (17 études), Paris, Maspéro, 584 p.

Mali - Niger
Précolonial - Esclavage

1978.- "Rôle de l'esclavage dans l'histoire de l'Afrique occidentale", *Anthropologie et sociétés*, 2, n° 1 : 117-148.

Mali
Esclavage / Esclavage.

MENIAUD (J.)

1931.- Les pionniers du Soudan avant, avec, et après Archinard (1879-1894), Paris, Publications Modernes.

Mauritanie / Timetrin et Maures
Précolonial - Exploration - Conquête

MERAY/ARNAUD ()

1900.--1902 , Exposition universelle, Paris 1900. Organisation administrative, judiciaire, politique, financière des colonies, Paris, Challamel, 212 p.

Mali - Niger - Mauritanie
Organisation Col. / Généralités externes.

MERCIER ()

1889.- La France dans le Sahara et le Soudan, Paris, Leroux.

Algérie - Mali
Précolonial - Conquête

MERVIN (S.)

1986.- "Douze mille Touaregs sahéliens en danger", *Jeune Afrique*, Paris, 28, 05.

Mali - Algérie - Niger / Adagh - Tamesna - Tombouctou et Fleuve - Ahaggar - Ajjers - Aïr - Azawakh
Paix Malienne / Sécheresse.

METOIS (Cpt A.)

1904.- "Note sur la transcription en Français de quelques dénominations usitées chez les Touareg", *Rev. Afr.*, 48 : 184-190.

Toponymie.

1906.- *La soumission des Touareg du Nord*, Paris, Challamel, 55 p.

Algérie - Mali / Ahaggar - Ajjers - Adagh
Précolonial - Conquête

1907.- "Essai de transcription méthodique des noms de lieu Touareg", *B.S.G. Alger*, 12 : 401-410.

Toponymie - Nomenclature des tiwsaten.

MEYNIER (Gnal O.)

1930.- *La pacification du Sahara (1852-1930)*, Paris, Publ. du Comité Nat. Métrop. du Cent. de l'Algérie, 2, Cahiers du Centenaire de l'Algérie, 62 p.

Algérie - Mali - Mali - Niger / Adagh - Ahaggar - Ajjers - Aïr - Tamesna - Azawakh
Conquête - Défense col. et rezzous

1939.- "La guerre sainte de la Senoussya dans l'Afrique française (1915-1918)", *Revue Africaine*, 83 : 227-275.

Niger
Résistances / Confréries.

1946.--48, "La guerre sainte de la Senoussya", *Cah. Ch. de Foucauld*, n° 3-4, 5, 7, 8, 11 : 119-143, 85-103, 83-105, 103-120, 54-78.

Niger / Aïr
Résistances / Confréries.

1960.--61, "Les Touareg et Tombouctou en 1897", *Eurafrique*, n° 23/ n° 24 / n° 25 : 5-16, 17-23, 7-11.

Mali / Tombouctou et Fleuve - Gourma
Précolonial - Conquête - Image du Touareg / Ethno. générale.

MICHAL (F.)

1904.- "L'Adghagh", *Bull. Soc. Géo. Alger et Afr. du Nord*, 9 : 282-307.

Mali / Adagh
Précolonial - Exploration / Géo physique - Nomenclature des tiwsaten - Zones de nomadisation.

MICHEL (M.)

1993.- *Décolonisations et émergences du tiers monde*, Paris, Hachette, coll. Carré Histoire, 271 p.

Processus décolon. / Généralités externes.

MIGAUX (P.)

1985.- *Touaregs et sécheresse, dans le cadre du conflit ethnies/Nations. Les conséquences de la sécheresse de 1973 sur le phénomène d'acculturation des pasteurs Touaregs sahéliens*, D.E.A. d'ethnologie, Dir. M.E. Kotto, Université Paris VII, 152 p.

Mali - Niger / Tamesna - Gourma - Adagh - Tombouctou et Fleuve - Aïr - Azawakh
Paix Malienne - Révolte de 1990 / Sécheresse - Rapports ethniques.

1986.- "Touaregs : la dépossession", *Actuel Développement*, 70 : 1-2 et 54-56.

Algérie - Mali - Niger

Paix Malienne / Rapports ethniques.

1990.- *Dans le contexte du conflit Ethnies/Nations, le phénomène d'acculturation des Touaregs pasteurs*, Thèse de Doctorat d'ethnologie, Université Paris VII-Jussieu, 1046 p.

Mali / Adagh

Paix Malienne - Révolte de 1990 / Tradition orale - Poésie - Conte - Rapports ethniques.

MINISTERE DES ARMEES, ET. MAJ. ARMEE DE TERRE/SERVICE HISTORIQUE (SHAT)

1969.- *Guide bibliographique sommaire d'Histoire militaire et coloniale française*, Paris, Imprimerie Nationale, 522 p.

Bibliographie

MONOD (T.)

1933.--1935, "Notes bibliographiques sur le Sahara occidental", *Bull. Soc. Afr.*, 3, fasc 1-2 et 5, fasc 1 : 129-196, 335-340 et : 117-124.

Mauritanie

Bibliographie

MONTEIL (P.)

1976.- *De St Louis à Tripoli par le lac Tchad. Voyage au travers du Soudan et du Sahara (1890-1892)*, Paris, Pub. Orientalistes de Fr., 453 p.

Mali - Niger - Libye - Algérie

Précolonial / Description de voyage.

MONTEIL (P.-L.)

1894.- "Tombouctou et les Touareg", *Rev. de Paris*, 1, juillet-août : 9-43.

Mali - Algérie - Niger / Tombouctou et Fleuve - Gourma - Tamesna

Précolonial - Conquête

MOREL (Lt.)

1910.- "Le combat d'Achourat (rapport Morel)", *Bull. Com. Afr. Fr., Rens. Col.* : 213-222.

Conquête - Défense col. et rezzous

MOREL (M.H.)

1947.- "Remarques sur la vie mentale et les gestes des Touareg de l'Ahaggar", *Trav. I.R.S.*, 4 : 127-144.

Algérie / Ahaggar

Gestuelle - Islam.

MORISSON (Cpt.)

1897.- "Les écoles au Soudan français", *Bull. Com. Afr. Fr., Rens. Col.* : 81-91.

Mali
Ecole

MOURGUES (G.)

1932.- "Le Moyen-Niger et sa boucle dans la région de Tombouctou", *Bull. Com. Afr. Fr.*, 42 : 351-367, 425-437, 489-499, 564-568, 623-635, 685.

Mali / Gourma - Tombouctou et Fleuve
Transformations Coloniales / Géo géné Humaine - Géo physique - Islam.

1935.- "Le Tilemsi de Goundam", *Bull. Com. Afr. Fr., Rens. Col.*, n° 45 : 81-85, 108-11.

Mali / Gourma
Géo géné Humaine - Géo physique.

MOUSSET (P.)

1959.- *Ce Sahara qui voit le jour*, Paris, Presses de la Cité, 282 p.

Algérie - Mali - Niger
Processus décolon. - O.C.R.S.

NACHTIGAL (G.)

1975.- *Sahara et Soudan (1881)*, Paris, INALCO, 547 p.

Mali - Niger
Précolonial

NAZI BONI ()

1972.- *Histoire synthétique de l'Afrique résistante. Les réactions des peuples africains face aux influences extérieures*, Paris, Présence Africaine, 310 p.

Mali - Niger
Résistances

NERLICH (G.)

1976.- *Les hommes voilés*, Paris, La Farandole, 123 p.

Algérie - Mali - Niger
Image du Touareg

NICOLAISEN (J.)

1963.- Structures politiques et sociales des Touaregs de l'Aïr et de l'Ahaggar, Niamey/Paris, Etudes Nigériennes, 7, 121 p.

Algérie - Niger / Ahaggar - Aïr

Précolonial - Esclavage / Elevage - Esclavage - Nomenclature des tiwsaten.

NICOLAISEN (J.)

1963.- Ecology and culture of the pastoral Tuareg with particular reference to the Tuareg of Ahaggar and Ayr, Copenhagen, Nat. Museum, 548 p.

Algérie - Mali - Niger / Adagh - Tamesna - Gourma - Tombouctou et Fleuve - Ahaggar - Ajjers - Aïr - Azawakh

Conséquences coloniales - Transformations Coloniales - Précolonial / Ethno. générale - Classes sociales - Généalogies/parenté - Lexique - Elevage - Commerce caravanier - Chefferie.

1982.- Etudes sur les Touareg, Niamey, IRSH, 161 p.

Niger

NICOLAS (F.)

1941.- Aspects politiques et sociaux de l'administration chez les Touareg du Niger, Paris, CHEAM 505, Octobre, 16 p.

Mali - Niger / Azawakh - Tamesna

Réformes - Buts coloniaux - Transformations Coloniales - Organisation Col. / Nomenclature des tiwsaten - Zones de nomadisation.

1941.- Les populations touareg du Niger et leur participation à l'économie moderne, Paris, CHEAM 495, Octobre, 15 p.

Niger / Aïr - Azawakh

Transformations Coloniales / Elevage - Centres de culture - Artisanat - Commerce caravanier - Nouveaux modes.

1945.- Aperçu sur les populations berbères du groupe Touareg aux points de vue historique, social, politique, Paris, CHEAM 753, Octobre, 16 p.

Mali - Niger / Adagh - Aïr - Tamesna - Azawakh

Aménokal - Précolonial / Nomenclature des tiwsaten - Chefferie.

1946.- Les Twareg (Sahara, Soudan, Libye), Paris, CHEAM 1537 bis, 49 p.

Algérie - Mali - Niger - Libye

Précolonial - Transformations Coloniales / Nomenclature des tiwsaten.

1946.- Les Twareg de l'Aïr (Niger). Le peuplement historique et l'état actuel, Paris, CHEAM 1537 bis 2, Février, 42 p.

Niger - Mali / Aïr - Adagh - Azawakh - Tamesna

Précolonial / Classes sociales - Chefferie - Nomenclature des tiwsaten.

1946.- Etudes sur la coutume et la tradition, Coutume juridique et sociale, matriarcat et patriarcat chez les Touareg, Paris, CHEAM 1573 bis 3, Février, 5 p.

Niger / Aïr

Précolonial / Généalogies/parenté - Droit/justice.

1946.- "Coutumes et tradition chez les Touareg. Matriarcat et patriarcat", *IBLA.*, n° 36 (4ème trimestre) : 403-411.

Niger / Aïr

Précolonial / Généalogies/parenté.

1947.- "La transhumance chez les Iulleminden de l'Est", *Trav. I.R.S.*, 4 : 111-126.

Niger / Azawakh

Type de nomadisation - Zones de nomadisation - Nomenclature des tiwsaten - Commerce caravanier.

1950.- "Etude sur l'Islam, les confréries et les centres maraboutiques chez les Touareg du Sud", *Memoire I.F.A.N.*, Paris, Larose, n° 10 : 480-491.

Niger / Aïr

Islam - Marabouts - Confréries.

1950.- Tamesna : les Ioullemenden de l'est ou Touareg "Kel Dinnik". Cercle de Tahoua, Niger (Linguistique et ethnologie berbère), Paris, Imp. Nat., 279 p.

Niger / Azawakh

Précolonial / Lexique - Tradition orale - Ethno. générale.

1951.- "Textes ethnographiques de la Tamajaq des Iullemenden de l'Est", *Anthropos*, 46 : 754-800.

Niger / Azawakh

Précolonial / Tradition orale.

NORRIS (H.T.)

1952.- "Touareg nomadism in the modern world", *Afr. Affairs. Londres*, n° 51 : 152-155.

Algérie - Mali - Niger

Transformations Coloniales / Type de nomadisation.

1975.- *The Tuaregs. Their islamic legacy and its diffusion in the Sahel*, Londres, Aris and Philips, 234 p.

Mali - Niger

Résistances - Précolonial / Marabouts - Islam - Confréries.

ORGANISATION COMMUNE DES REGIONS SAHARIENNES (O.C.R.S.)

1972.- *Organisation commune des régions sahariennes, Organisation, fonctionnement, buts (dossier d'articles)*, Paris, O.C.R.S..

Algérie - Mali - Niger / Adagh - Tamesna - Tombouctou et Fleuve - Ahaggar - Ajjers - Aïr - Azawakh

O.C.R.S. - Processus décolon.

OULD SIDI MOHAMED (Z.)

1990.- *Le développement et les conflits fonciers dans la boucle du Niger : la vallée du cercle de Gourma Rharous (Mali)*, Dir E. Le Roy, Université de Paris I-Sorbonne, Mémoire de D.E.A. en Sociologie du Développement, 125 p.

Mali / Tombouctou et Fleuve - Gourma. Conséquences coloniales / Rapports ethniques.

PAILLARD (J.)

1959.- *Destin des Reguibat*, Paris, CHEAM (mémoire), 36 p.

Mauritanie - Mali / Timetrin et Maures

Conséquences coloniales

1967.- *Le problème des Reguibat*, Paris, CHEAM, Novembre, 6 p.

Mauritanie / Timetrin et Maures

PALHORIE (L.)

1949.- *Alger-Ouagadougou, A travers le Sahara, le Soudan, le Niger, la Haute-Volta*, Paris, Vitiano, 330 p.

Algérie - Mali - Burkina / Ahaggar - Adagh - Gourma - Oudalan

Description de voyage.

PALMER (H.R.)

1932.- "The Tuareg of Sahara", *Journal of the African Society*, 31, avril et juillet : 153-166, 293-308 et 33, 1934: 276-291.

Algérie - Mali - Niger

Précolonial / Histoire - Tradition orale - Ecriture - Nomenclature des tiwsaten.

1936.- "Some Tuareg ornaments", *Man*. Londres, 36 : 167.

Algérie - Niger - Mali

Bijoux.

PAULHIAC (Lt H.)

1905.- *Promenades lointaines, Sahara, Niger, Tombouctou, Touareg*, Paris, Plon. Nourrit, 497 p.

Mali - Algérie - Niger / Tombouctou et Fleuve - Timetrin et Maures - Adagh

Précolonial - Conquête - Image du Touareg - Buts coloniaux

1905.- "Maures et Touareg", *Rev. de Géographie*, 55, mars : 74-81 et 99-103.

Mali / Tombouctou et Fleuve - Timetrin et Maures

Précolonial

PEARSON (J.D.)

1982.- *International African bibliography (1973-1978: books, articles and papers)*, London, Mansell. Ed J.D. Pearson, 343 p.

Bibliographie

PHILEBERT (Gnl.)

1890.- *Création de postes sur la route du Soudan*, Paris.

Algérie - Mali / Ahaggar - Adagh

Précolonial - Conquête

PIERRE (M.)

1906.- *L'élevage en A.O.F.*, Paris, Challamel.

Mali - Niger

Précolonial - Buts coloniaux / Elevage.

PIERRET (R.)

1948.- *Etude du dialecte Maure des régions sahariennes et sahéliennes de l'A.O.F.*, Paris, Imp. Nat., 521 p.

Mali / Timetrin et Maures

Lexique - Grammaire.

PIETRANTONI (M.)

1949.- *Les Touareg Kel Gress*, Paris, CHEAM 1574, 19 p.

Niger / Aïr

Précolonial - Conquête / Commerce caravanier - Islam - Chefferie.

PLOUSSARD (J. Yahia ag Rissa)

1964.- *Carnet de route*, Paris, Seuil, 349 p.

Description de voyage.

POTTIER (J.-R.)

1943.- *Légendes Touareg*, Paris, F.Sorlot, 256 p.

Niger / Ajjers

Précolonial / Conte.

1947.- *Histoire du Sahara*, Paris, Nlle. ed. Latines, 335 p.

Algérie / Ahaggar - Ajjers

Précolonial - Exploration - Conquête / Artisanat.

1951.- *La mission Foureau-Lamy*, Paris, Ed. de l'Union Française, 191 p.

Algérie - Niger

Exploration - Conquête

1952.- "Les Touareg", *Encycl. Mens. d'O.M.*, n° 25, septembre : 262-272.

Algérie - Mali - Niger

Précolonial - Transformations Coloniales

POULET (G.)

1904.- *Les Maures de l'A.O.F.*, Paris, Challamel, 172 p.

Mali / Timetrin et Maures

Précolonial

PRAX ()

1852.- "Les Touariks", *Rev. Alg. et Col.*, 2 : 41-58.

Algérie / Ahaggar

Précolonial

PREVILLE (A. de)

1894.- *Les sociétés africaines: leur origine, leur civilisation, leur avenir (ch II: région des pasteurs chameliers; ch III : les oasis)*, Paris, Firmin Didot.

Algérie
Précolonial

PUIGAUBEAU (O. de)

1954.- "Mes amis les Maures. Le peuplement humain du Sahara", *Tropiques*, août-septembre : 23-25.

Mauritanie - Mali / Timetrin et Maures

QUERAMY (L.)

1927.- "Les seigneurs du désert. les Touareg", *Le Monde Coll. Ill.*, septembre : 204-205.

Image du Touareg

RAMIR (S.)

1992.- *Les pistes de l'oubli. Touaregs au Niger*, Parsi, Le Félin, 179 p.

Niger / Aïr - Azawakh

Conséquences coloniales - Révolte de 1990 - Conquête - Ecole

RAYNAUD (G.)

1904.- "La jonction de l'Algérie et du Soudan", *Bull. Reun. E. Alg.*, n° 6 : 66-103, 122-132.

Algérie - Mali / Ahaggar - Adagh

Conquête - Organisation Col. - Buts coloniaux

RECENSEMENT ()

1969.- *Bamako: recensement 1958. Enquête démographique 1960-1961*, Paris, Imp. Compoffset.

Mali / Tombouctou et Fleuve - Tamesna - Gourma - Adagh

Transformations Coloniales / Démographie.

RECLUS (E.)

1886.- *Nouvelle Géographie universelle. La Terre et les Hommes (2ème partie. Sahara)*, Paris, Hachette, 918 p.

Algérie

Image du Touareg

REEB (Col. F.)

1947.- *Les Iklan, ou les Touaregs noirs*, Paris, CHEAM (mémoire d'entrée au stage) 1226, Juillet, 34 p.

Niger / Azawakh

Esclavage - Réformes

1948.- *Les Noirs au sein de la société Touarègue (Soudan-Niger)*, Paris, CHEAM 1291, Avril, 25 p.

Mali - Niger

Esclavage - Réformes

REGNIER (J.)

1960.- *Etat d'esprit des Touareg de l'Adrar pendant l'été 1960*, Paris, CHEAM (exposé) 3452, 14 p.

Mali / Adagh

Volonté d'indépendance - Processus décolon. - Révolte de 1964 / Rapports ethniques.

1961.- "Les salines de l'Amador et le trafic caravanier", *Bull. de Liaison Sah.*, 12, n° 43 : 234-261.

Algérie - Mali / Adagh - Ahaggar - Tombouctou et Fleuve

Précolonial - Transformations Coloniales - Conséquences coloniales / Commerce caravanier - Routes commerciales.

1961.- "Bandits d'honneur dans l'Adrar des Ifoghas", *Bull. de Liaison Sah.*, 12, n° 44 : 350-358.

Mali / Adagh

Résistances / rezzous - Tradition orale - Poésie.

RICHER (Dr. Ange-Marie-Joseph)

1925.- (réed. 1935), *Les Touareg du Niger (région de Tombouctou-Gao). Les Oulliminden*, *Rev. du Monde Musulman*, Paris, Larose, vol 36 , 359 p.

Mali / Adagh - Tombouctou et Fleuve - Tamesna

Précolonial - Conquête - Organisation Col. - Défense col. et rezzous

RINN (Cmdt.)

1887.- "Lettres de Touareg", *Rev. Afr.*, 31 : 321-340.

Algérie / Ahaggar

Précolonial

RITTER (H.)

1981.- *Caravanes du sel*, Paris, Arthaud, 211 p.

Niger - Mali / Aïr - Tombouctou et Fleuve

Livre de photos - Routes commerciales - Commerce caravanier.

RODD (F.)

1929.- "A second journey among the southern Tuareg", *Geogr. Journ.*, 73 : 147-158.

Ecriture.

ROTTIER (Cmdt.)

1928.- "Une reconnaissance automobile au Sahara soudanais",
Afr. Fr., suppl Rens. Col. : 157.

Mali / Adagh - Timetrin et Maures
Transformations Coloniales

ROUSSEAU (Lt.)

1908.- *L'Adrar occidental et le pays des Oulliminden.*

Mali / Adagh - Tamesna
Précolonial - Exploration - Conquête

RUEFF (Cpt.)

1929.- "Les combats de Tisserlitine et de Tamakaste (oct. 1928)", *Rev. Militaire AOF., Tome I : 9-17.*

Mali / Adagh - Timetrin et Maures
Conquête - Défense col. et rezzous / rezzous.

RUPP/ROSSET (A.)

S.d.- *Inventaire des thèses et mémoires africanistes de langue française depuis 1966, Bull. d'information et de liaison C.A.R.D.A.N..*

Bibliographie

SABATIER (C.)

1891.- "Touat, Sahara et Soudan. Etude géographique, politique, économique et militaire", *B.S.G. Paris, 13 : 99.*

Algérie - Mali / Ahaggar - Adagh
Précolonial - Conquête - Buts coloniaux

SALIFOU (A.)

1977.- *Colonisation et sociétés indigènes au Niger de la fin du XIX^e s. au début de la 2^{ème} guerre mondiale (thèse de 3^{ème} cycle),* Toulouse, Université de Toulouse.

Niger / Aïr - Azawakh
Organisation Col. - Conquête - Réformes - Transformations Coloniales

SALVY (Cmdt G.)

1910.- "La région de Raz el Ma", *La Géographie, 22 : 397-408.*

Mali / Tombouctou et Fleuve
Précolonial / Centres de culture - Elevage - Commerce caravanier.

1953.- "Le Sahara des nomades", *Nlle. Rev. de la Fr. d'Outre-mer, 45 : 278-279.*

Algérie - Mali - Niger
O.C.R.S. - Transformations Coloniales - Conséquences coloniales

SALVY (Cmdt G.)/BARTHE (Lt.)

1955.- "Les populations sahariennes Arabes et Touareg", *Cah. Ch. de Foucauld*, (9), vol 38 (2ème trimestre) : 73-96.

Algérie - Mali - Niger / Adagh - Tamesna - Gourma - Tombouctou et Fleuve - Ahaggar - Ajjers - Aïr - Azawakh - Timetrin et Maures
O.C.R.S. - Conséquences coloniales - Transformations Coloniales

SANAKOUA (B.)

1990.- *La chute de Modibo Keïta*, Paris, Chaka, vol. 9, coll. Afrique contemporaine, 185 p.

Mali
Paix Malienne / Généralités externes - Histoire.

SCHIFFERS (H.)

1972.- *Struktur einer Nomadengruppe und ihre Lebensweise. Die Iforas Tuareg*, in : SCHIFFERS (H.), *Die Sahara und ihre Randgebiete*, Munich, Welforum-Verlag, Afrika-Studien 61 : 56-64.

Mali / Adagh
Conséquences coloniales - Précolonial / Ethno. générale - Type de nomadisation.

SCHIRMER (H.)

1891.- "Les voies de pénétration au Soudan", *Ann. de Géogr.* : 16.

Algérie - Mali / Ahaggar - Adagh
Précolonial - Exploration - Conquête

1893.- *Le Sahara*, Paris, Hachette, 444 p.

Algérie / Ahaggar

1896.- "Pourquoi Flatters et ses compagnons sont morts", *B.S.G. Lyon*, 13 : 571-599.

Algérie / Ahaggar
Exploration - Conquête - Image du Touareg

SCHRADER (P.)

1912.- "Tombouctou et le trafic saharien", *Rev. de Paris*, 2 : 369.

Mali / Tombouctou et Fleuve
Buts coloniaux - Précolonial / Routes commerciales - Commerce caravanier.

SENEKE MODY (C.)

1975.- *Tombouctou et l'empire Songhay*, Dakar, Niles. ed. Africaines.

Mali / Tombouctou et Fleuve
Précolonial / Rapports ethniques.

SERGENT (E.)

1953.- "Le peuplement humain du Sahara", *Archives de l'Inst. Pasteur d'Algérie*, Alger, 31 : 1-45.

Algérie - Mali - Niger

O.C.R.S. / Nomenclature des tiwsaten - Zones de nomadisation.

SEVIN-DESPLACES (L.)

1893.- "La politique franco-Touareg", *Nouvelle Revue*, Tome VII : 165.

Conquête - Image du Touareg - Buts coloniaux

SIDI ()

1892.- "La mission des Touareg", *Bull. Com. Afr. Fr.*, 12 : 5.

Image du Touareg - Buts coloniaux

SPITTLER (G.)

1993.- *Les Touaregs face aux sécheresses et aux famines. Les Kel Ewey de l'Aïr (Niger)*, Paris, Karthala, 420 p.

Niger / Aïr

Sécheresse - rezzous - Elevage - Histoire.

SPITZ (G.)

1955.- *Le Soudan français*, Paris, Ed. Maritimes et Coloniales, 112 p.

Mali

Processus décolon. - Conséquences coloniales - O.C.R.S.

STEINILBER-OBERLIN (E.)

1934.- *Au coeur du Hoggar mystérieux. Les Touareg tels que je les ai vus*, Paris, P. Goger, 254 p.

Algérie / Ahaggar

Image du Touareg / Ethno. générale.

SWIFT (J.)

1973.- "Le nomadisme pastoral en tant que forme d'utilisation des terres : les Touareg de l'Adrar des Ifoghas", *Etudes Maliennes*, 5 : 35-44.

Mali / Adagh

Transformations Coloniales / Economie de subsistance - Elevage - Nouveaux modes.

1975.- "Une économie nomade sahélienne face à la catastrophe. Les Touaregs de l'Adrar des Ifoghas (Mali)", in J. COPANS, *Sécheresse et famines du Sahel*, Paris, Maspéro, 2 : 87-101.

Mali / Adagh

Conséquences coloniales - Transformations Coloniales - Paix Malienne / Elevage - Nouveaux modes - Sécheresse.

1981.- *The economics of traditional nomadic pastoralism : the Twareg of the Adrar n Iforas (Mali)*, Londres, University of Sussex, 394 p.

Mali / Adagh

Paix Malienne / Sécheresse - Elevage - Commerce caravanier - Economie de subsistance - Techn. élevage - Type de nomadisation.

THIELLEMENT (A.)

1949.- AZAWAR, Paris, L'Amitié par le livre, 217 p.

Niger / Azawakh

Vie du colonial - Réformes - Image du Touareg

THOBIE (J.)

1982.- *La France impériale*, Paris, Megrelis, 326 p.

Conquête - Buts coloniaux - Organisation Col. / Généralités externes.

1986.- *L'impérialisme à la française (1914-1960)*, Paris, La Découverte.

Conquête - Organisation Col. - Réformes - Buts coloniaux - Transformations Coloniales - Conséquences coloniales - Processus décolon. / Généralités externes.

THOMAS (M. R.)

1960.- *Sahara et Communauté*, Paris, PUF, 298 p.

Algérie

O.C.R.S.

TITINE (A.)

1983.- "D'Adrar à Gao, je n'ai pas rencontré de nomades heureux", *Autrement (Désert. Nomades, guerriers, chercheurs d'absolu)*, H.S. n° 5, série Monde : 60-64.

Mali / Adagh

Paix Malienne - Révolte de 1990 / Rapports ethniques.

TOUPET (C.)

1959.- "Orientation bibliographique sur la Mauritanie", *Bull. I.F.A.N.*, B XXI: 201-203 : 201-203 et XXIV, 1962: 494-613 .

Mauritanie

Bibliographie

TREYER (C.)

1966.- *Sahara 1956-1962*, Dijon, Publications de l'Université de Dijon, 339 p.

Algérie - Mali - Niger / Adagh - Tombouctou et Fleuve - Ahaggar - Ajjers - Aïr - Azawakh
O.C.R.S.

TRIAUD (J.-L.)

1991.- *Les relations entre la France et la Sanûsiyya (1840-1930). Histoire d'une mythologie coloniale. Découverte d'une confrérie saharienne*, Doctorat d'état sous la direction de COQUERY-VIDROVITCH (C.), Paris, Université Paris VII, 4 tomes, juin, 1927 p.

Niger - Libye / Aïr - Ajjers

Conquête - Buts coloniaux - Résistances / Islam - Confréries - Histoire.

TRUMELET (C.)

1878.- *Les Touareg et le commerce du Sahara*, Rev. Géogr. Intern., n° 34 : 237.

Algérie - Mali - Niger

Précolonial - Buts coloniaux / Commerce caravanier - Routes commerciales.

TSCHUDI (Y.)

1948.- "Trois mois chez les Touareg du Hoggar", Pays Neufchâtellois, 5, mai : 10-14.

Algérie / Ahaggar

Description de voyage - Ethno. générale.

1952.-53, "Quelques aspects sur la psychologie des Touareg", Bull. Soc. Neufchâteloise de Géo., 51, fasc. 4 : 135-146.

Algérie - Mali - Niger

Transformations Coloniales - Chronologie

TUCCI (G.)

1949.- "Contributo alla conoscenza dei Tuareg di Gat (Notes sur les structures de la société Touarègue)", Riv. di Etnografia, 3, n° 1-2, mars-juin : 1-11.

Algérie - Libye

Classes sociales.

TYMOWSKI (M.)

1975.- *Le développement et la répression chez les peuples de la boucle du Niger à l'époque précoloniale*, thèse, Warsaw Uniwersitetu, 152 p.

Mali / Gourma - Tombouctou et Fleuve - Adagh

Précolonial

UNESCO ()

1963.- *Nomades et nomadisme au Sahara*, Paris, UNESCO, 195 p.

Algérie - Mali - Niger

Transformations Coloniales - Conséquences coloniales

URVOY (Cpt. Y.)

1933.- "Histoire des Oulliminden de l'Est", *Bull. Com. Et. Hist. et Sc. AOF.*, 16 : 66-97.

Niger / Azawakh

Précolonial - Conquête - Résistances / Nomenclature des tiwsaten - Généalogies/parenté - Chefferie.

1936.- *Histoire des populations du Soudan central (Colonie du Niger)*, *Publ. Com. Et. Hist. et Sc. AOF.*, Paris, Larose, série A, n° 5, 352 p.

Niger / Azawakh - Aïr

Précolonial - Conquête - Résistances

1936.- *Bibliographie des populations du Soudan central*, *Bull. Com. Et. Hist. et Sc. AOF.*, 19 : 243-333.

Niger

Bibliographie

1942.- *Petit atlas ethno-démographique du Soudan*, Paris, Larose, 52 p.

Mali / Adagh - Tamesna - Gourma - Tombouctou et Fleuve

Cartes - Démographie - Ethno. générale.

VALLET (M.)

1960.- "Cycle de migration des tribus Hoggar dans l'Adrar des Ifoghas", *Bull. de Liaison Sah.*, 11, n° 40 : 347-351.

Algérie - Mali / Adagh - Ahaggar

Conséquences coloniales / Zones de nomadisation - Type de nomadisation.

1961.- *Kel Hoggar de l'Adrar des Ifoghas*, Paris, CHEAM (mémoire d'entrée) 3547, 202 p.

Algérie - Mali / Adagh

Chronologie - Précolonial - Transformations Coloniales - Conséquences coloniales - Volonté d'indépendance - Processus décolon. / Démographie - Nomenclature des tiwsaten - Géo physique - Commerce caravanier - Economie de subsistance - Alimentation - Type de nomadisation - Zones de nomadisation.

1965.- *Nomadisation et sédentarisation de la société Touarègue*, Paris, CHEAM (conférence), 23 p.

1966.- *Nomades blancs et gouvernements noirs*, Paris, CHEAM 4141, 6 p.

Mali - Mauritanie - Niger

Conséquences coloniales - Volonté d'indépendance - Processus décolon. - Révolte de 1964 - Paix Malienne / Rapports ethniques.

1966.- *les Touaregs, aujourd'hui*, Paris, CHEAM 4113, 20 p.

Algérie - Mali - Niger / Adagh - Tamesna - Gourma - Tombouctou et Fleuve - Ahaggar - Ajjers - Aïr - Azawakh

Paix Malienne - Révolte de 1964 - Processus décolon. - Volonté d'indépendance - O.C.R.S. - Conséquences coloniales - Précolonial / Démographie - Rapports ethniques - Esclavage - Classes sociales - Chefferie - Economie de subsistance - Ethno. générale - Nouveaux modes - Commerce caravanier.

1975.- "Les Touaregs et le développement", *Options méditerranéennes*, n° 28 : 34-41.

Conséquences coloniales - Paix Malienne

1990.- "La vie au Sahara. Zone Saharo-sahélienne, 3ème trimestre 1990. Les "événements" en pays Touareg", *Le Saharien*, n° 115 : 6-10.

*Mali - Niger / Adagh - Tamesna - Azawakh
Paix Malienne - Révolte de 1990 / Rapports ethniques.*

1990.- "La vie au Sahara. Zone Saharo-sahélienne, 2ème trimestre 1990. Les "événements" en pays Touareg", *Le Saharien*, n° 114 : 10-11.

*Mali - Niger / Azawakh - Tamesna - Adagh
Révolte de 1990 - Paix Malienne / Rapports ethniques.*

1990.- "La vie au Sahara. Zone Saharo-sahélienne, 3ème trimestre 1990. Mali", *Le Saharien*, n° 116 : 5-6.

*Mali / Adagh
Révolte de 1990 / Rapports ethniques.*

1991.- "La vie au Sahara. Zone Saharienne et Saharo-sahélienne, 1er trimestre 1991. Algérie, Niger, Mali", *Le Saharien*, n° 117 : 2-11.

*Algérie - Mali - Niger / Adagh - Ahaggar - Azawakh
Révolte de 1990 / Rapports ethniques.*

1991.- "La vie au Sahara. Zone Saharo-sahélienne, 2ème trimestre 1991", *Le Saharien*, n° 118 : 5-6.

*Mali / Adagh - Tamesna - Tombouctou et Fleuve - Gourma
Révolte de 1990 / Rapports ethniques.*

1991.- "La vie au Sahara. Zone Saharienne. Zone Saharo-sahélienne, 3ème trimestre 1991", *Le Saharien*, n° 119 : 4-11. (Voir aussi numéros suivants)

*Algérie - Mali / Adagh - Tombouctou et Fleuve
Révolte de 1990 / Rapports ethniques.*

1991.- "Les Touaregs du Hoggar entre colonisation et indépendance (1954-1974)", *Rev. du Monde Musul. et de la Médit.*, 57 : 77-90.

*Algérie / Ahaggar
Transformations Coloniales - Conséquences coloniales / Rapports ethniques.*

VASCO (G.)

1907.- "Sahara. La colonne Laperrine à Taodeni", *Rev. Fr. Etr. et Col.*, janvier : 385-393.

*Mali / Adagh - Timetrin et Maures
Conquête - Défense col. et rezzous*

VENEL (Lt-Col.)

1911.- "Le territoire militaire du Niger au début de 1910", *Revue des Troupes Coloniales*, 1er semestre : 139-158 et 229-259.

*Niger - Mali
Conquête - Organisation Col.*

VENTURE de PARADIS ()

1849.- "Itinéraire sur les pays compris entre le Maroc, Tombouctou et le Sénégal", *B.S.G. Paris*, janvier : 100-105.

Maroc - Mali / Adagh - Timetrin et Maures - Tombouctou et Fleuve
Précolonial / Description de voyage.

VERLET (B.)

1959.- *Le Sahara*, Paris, PUF, Que sais je ?, n° 766, 127 p.

Algérie - Mali - Niger
Géo géné Humaine - Géo physique.

VIGNON (L.)

1919.- *Un programme de politique coloniale. Les questions indigènes*, Paris, Plon, 571 p.

Conquête - Organisation Col. - Réformes - Buts coloniaux

VILLATTE (N.)

1905.- "Du Tidikelt vers Timbouctou (Ahenet, Adrar, Hoggar et Tifedest)", *La Géographie*, 12 : 209-230.

Algérie - Mali / Adagh - Ahaggar
Précolonial - Exploration / Description de voyage - Cartes - Géo géné Humaine.

VUILLOT (P.)

1895.- "Dans la région de Tombouctou. Opérations contre les Kel Antassar", *Bull. Com. Afr. Fr.*, 5 : 328-329.

Mali / Tombouctou et Fleuve
Conquête

1895.- *L'exploration du Sahara, étude historique et géographique*, Paris, Challamel, 343 p.

Algérie - Mali
Exploration

1897.- "Influence des Kel Antassar et Kel es Souk auprès des chefs Touareg de la région de Tombouctou", *C. R. Soc. Géogr. Paris* : 370-373.

Mali / Tombouctou et Fleuve
Conquête - Résistances

1897.- "Traité de protectorat avec les Touareg Aoulemenden", *Bull. Com. Afr. Fr.*, 7 : 422-424.

Mali / Tamesna
Conquête

WAKEFIELD (F.M.)

1949.- "Tuareg women of the Sahara", *The Muslim World*, 39 : 6-10.

Généalogies/parenté.

WELSCH (J.)

1927.- "Blancs et Noirs dans le Sahara", *La Nature*, janvier : 10-12.

Rapports ethniques.

ZAKARA (M. A.)

1981.- "A propos de la notation du touareg", *Bull. des Etudes Afr. de l'INALCO*, 1, n° 1 : 9-23.

Ecriture - Lexique.

1984.- "Vous avez dit "touareg" et "tifinagh"?", *Bull. des Etudes Afr. de l'INALCO*, 4, n° 7 : 13-20.

Ecriture.

ZAKARA (M. A.)/DROUIN (J.)

1979.- *Traditions Touarègues nigériennes*, Paris, L'Harmattan, 112 p.

Niger / Aïr - Azawakh

Précolonial / Tradition orale.

ZELTNER (F. de)

1915.- "A propos des Touareg du Sud", *Revue Anthropologique*, 25, mai : 171-173.

Anthropologie.

ZIDOUEMBA (D.)/GROLIER (E. de)

1977.- *Répertoire des services de documentation, de bibliothèques et d'archives d'Afrique*, Paris, UNESCO, 311 p.

Bibliographie

Suppléments bibliographiques

BELLIL (R.)/DIDA (B.)

1993.- "Evolution de la relation entre Kel Ahaggar et Kel Adagh", in *Le politique dans l'histoire touarègue* (H. Claudot-Hawad Dir.), *Les cahiers de l'IREMAM*, 4, 1993 : 95-110.

FUGLESTAD (F.)

1973.- "Les révoltes des Touaregs du Niger (1916-1917)", *Cahiers d'Etudes Africaines*, 13 : 82-120.

1976.- "Révoltes et mort de Tegama, sultan d'Agadès (1920)", *Notes africaines*, 152 : 96-101.

GIRONCOURT (G. de)

1920.- *Missions de Gironcourt en Afrique occidentale 1908-1909 et 1911-1912. Documents scientifiques*, Paris, Société de Géographie (et *La géographie*, t. 28, 1913 : 295-307)

HAMANI (D.)

1989.- *Au carrefour du Soudan et de la Berbérie : le sultanat touareg de l'Ayar*, Niamey, IRSH, 521 p.

LEVICKI ()

1981.- "Les origines et l'islamisation de la ville de Tademakkat d'après les sources arabes", in *Le sol, la parole et l'écrit (Mélanges offerts à R. Mauny)*, Paris, Société fr. d'Histoire d'Outre-mer, 2 vol. : 436-444.

NORRIS (H.T.)

1978.- "L'amenokal Kawa ou l'histoire des Oulliminden", in *Les Africains* (Ch. A. Julien dir.), Paris, tome 11 : 171-191.

SALIFOU (A.)

1973.- "Les Français, Firhun et les Kountas, 1902-1916", *Journal de la Société des Africanistes*, 43 : 175-195.

1993.- *La question touarègue au Niger*, Paris, Karthala, 207 p.

Bibliographie thématique

(Noms d'auteurs et années se réfèrent à la bibliographie classée alphabétiquement)

Ouvrages bibliographiques et répertoires d'archives

- ARCHIVES (), 1971
BLAUDIN de THE (Cmdt. B.), 1960 (réed. OCRS, 1960)
BLAUDIN de THE (Comdt. B.), 1958
BRASSEUR (G.)/DIALLO DIOP (B.), 1992
BRASSEUR (P.), 1964 (réed. 1976. 284 p)
BRASSEUR (P.) / MAUREL (J.F.), 1970
C.N.R.S. (), 1979
CENTRE D'ETUDES AFRICAINES (CRA), 1981
CHAKER (S.) Dir., 1988
CHAVENTRE (A.), 1972
DINSTEL (M.), 1966
ETUDES ET DOCUMENTS (), 1969
FRENCH COLONIAL HISTORICAL SOCIETY (FCHS), 1979
GARDINIER (David E.), 1971
JOUCLA (E.A.) / MAUPOIL (B.), 1912 (réed. 1937)
LABOURET (H.), 1928
LEUPEN (A.H.A.), 1978
MASSONI (C.) / PERROT (M.H.) / FOURCADIER (N.), 1971
MINISTERE DES ARMEES, ET. MAJ. ARMEE DE TERRE/SERVICE
HISTORIQUE (SHAT), 1969
MONOD (T.), 1933-1935
PEARSON (J.D.), 1982
RUPP/ROSSET (A.),
TOUPET (C.), 1959
URVOY (Cpt. Y.), 1936
ZIDOUEMBA (D.)/GROLIER (E. de), 1977

Ouvrages généraux (Histoire de l'Afrique coloniale et de la décolonisation)

- AGERON (C.R.), MEYNIER (G.), COQUERY-VIDROVITCH (C.), THOBIE (J.), 1991
AMIN (S.), 1971
ARON (R.), 1972
BALANDIER (R.), 1962
BOUVIER (J.)/ GIRAULT (R.), 1976
BRUNSCHWIG (H.), 1960
CHAILLEY (M.), 1953
CHAILLEY (M.) / DESCHAMPS H.(préface), 1968
COHEN (W. B.), 1973
COQUERY-VIDROVITCH (C.), 1976
COQUERY-VIDROVITCH (C.), 1985
COQUERY-VIDROVITCH (C.), 1987
COQUERY-VIDROVITCH (C.)/ FOREST (A.), 1986
COQUERY-VIDROVITCH (C.)/ MONIOT (H.), 1984
DESCHAMPS (H.), 1970-71 (réed. 1973)
DESCHAMPS (H.), 1974
DESCHAMPS (H.), 1953
DIBIE (Pascal), 1975
FRENCH COLONIAL HISTORICAL SOCIETY (FCHS), 1979
HENRIQUE (L. dir.), 1889
LAYA (), 1972
MERAY/ARNAUD (), 1900-1902
MICHEL (M.), 1993
THOBIE (J.), 1982
THOBIE (J.), 1986

Cartes et toponymie

- CARTES (), 1969
CLAUZEL (J.), 1959
FROELICH (J.-Cl.),
INSTITUT FRANCAIS D'AFRIQUE NOIRE (I.F.A.N.), 1952-1964
MEILLASSOUX (C.), 1970
METOIS (Cpt A.), 1904

METOIS (Cpt. A.), 1907

URVOY (Cpt. Y.), 1942

Géographie et environnement physique de l'Adagh

CAPOT-REY (R.), 1951

CORTIER (M.), 1908

CORTIER (M.), 1908

CORTIER (M.), 1913

FAIDHERBE (Gnl.), 1859

FAIDHERBE (Gnl.), 1859

GAMA (Cpt.), 1925

GAUTIER (E.F.), 1906

GAUTIER (E.F.), 1928 (réed. 1948)

MICHAL (F.), 1904

MOURGUES (G.), 1932

MOURGUES (G.), 1935

Chronologies touarègues

AG ALAWJELI (G.), 1975

AG SIDIYENE (E.)/ KLUTE (G.), 1989

BOILLEY (P.), 1990

CISSE (B.), 1957

DUBIEF (J.), 1942

DUBIEF (J.), 1948

DUBIEF (J.), 1950

DUBIEF (J.), 1956

EKHYA (Digga ag Khammad)/ALTININE (ag ARIAS) (trad. et transcrip.), 1970

LAPERRINE (H.), 1909

LAPERRINE (H.), 1910

MAHMADOU (A. Ba), 1923

Ethnologie générale

- AUCAPITAINE (H.), 1864
AUDOUIN-DUBREUIL (L.)/HAARDT (G.M.), 1923
AYMARD (Cpt A.), 1908
AYMARD (Cpt A.), 1911
BEN HAZERA (M.), 1908
BERNEZAT (O.), 1975
BERNUS (E.), 1974
BERNUS (E.), 1981
BESLAY (F.), 1948
BISSUEL (Cdt H.), 1888
BLANGUERNON (C.), 1955
BRASSEUR (G.), 1968
CAPOT-REY (R.), 1953
CARL (L.), 1953
CARL (L.), 1953
CHABROLLES (Lt M.), 1955
CHABROLLES (M.), 1990
CHAPELLE (J.), 1949
CHASSEY (F. de), 1977
CHUDEAU (R.), 1906
CHUDEAU (R.), 1907
CHUDEAU (R.), 1907
CHUDEAU (R.), 1909
CHUDEAU (R.), 1910
CHUDEAU (R.), 1910
CHUDEAU (R.), 1913
CLAUDOT (H.), 1982
CLAUDOT (H.)/HAWAD (M.), 1985
CLAUDOT-HAWAD (H.), 1993
CORTIER (M.), 1908
CRESS-WELL (R.)/BERNOT, BONTE, GARANGER, IZARD (), 1975
DELAFOSSÉ (M.), 1912 (réed. 1972)
DEMOULIN (Lt F.), 1928
DOULS (C.), 1971
DURAND (A.), 1904
DUVEYRIER (H.), 1863
DUVEYRIER (H.), 1864

FOLEY (Dr. H.), 1930
FORGEOT (A.), 1952
GABUS (J.), 1948
GABUS (J.), 1954
GABUS (J.), 1954
GAST (M.), 1968
GAUTIER (E.F.), 1907
GIRONCOURT (G. de), 1914
GUIGNARD (E.), 1975
HUGUET (Dr.), 1902
KILLIAN (C.), 1934
LEBLANC (Dr E.), 1924
LECOINTRE (Cpt. Jean), 1957
LEHURAUX (Cpt. L.), 1956
LHOTE (H.), 1944 (réed. 1955, 467 p)
LHOTE (H.), 1947
LHOTE (H.), 1947
LHOTE (H.), 1951
NICOLAISEN (J.), 1963
PALMER (H.R.), 1936
SCHIFFERS (H.), 1972
STEINILBER-OBERLIN (E.), 1934
TSCHUDI (Y.), 1948
URVOY (Cpt. Y.), 1942
VALLET (M.), 1961
VALLET (M.), 1966

Elevage : techniques et nomadisation

ABADIE (Col. M.), 1927
AG LITNY (I.), 1992
AYMARD (Cpt A.), 1908
AYMARD (Cpt A.), 1910
AYMARD (Cpt A.), 1911
BARRAL (H.), 1967
BARRERE (G.), 1955
BARTHE (A.), 1951
BENOIT (M.), 1977

- BERNUS (E.), 1963
BERNUS (E.), 1966
BERNUS (E.), 1967
BERNUS (E.), 1974
BOURGEOIS (A.), 1976
CAPOT-REY (R.), 1942
CAPOT-REY (R.), 1953
CHABROLLES (M.), 1990
CHAPELLE (J.), 1947
CHAPELLE (J.), 1957
CISSE (S.), 1989
COLLOQUE (), 1966
COLLOQUE (), 1973
CORTIER (M.), 1908
CORTIER (M.), 1908
CORTIER (M.), 1914
CRESS-WELL (R.)/BERNOT, BONTE, GARANGER, IZARD (), 1975
DELON (M.), 1950
DEMOULIN (Lt F.), 1926
DEMOULIN (Lt F.), 1928
DOUTRESSOULLE (G.), 1947
DOUTRESSOULLE (G.), 1949
DOUTRESSOULLE (G.), 1952 (2ème éd. augmentée)
FORGEOT (A.), 1952
GALLAIS (J.), 1975
GALLOY (P.), 1958
GANON (F.) / RIBET (J.), 1966
GUILLAUME (H.), 1974
KAUFMANN (H.), 1964
LA DOCUMENTATION FRANCAISE (DF), 1953
LASSAUZET (Cpt.), 1947
LHOTE (H.), 1944 (réed. 1955, 467 p)
MARTY (A.), 1985
MARTY (P.) / MANGEOT (Col. P.), 1918
MICHAL (F.), 1904
NICOLAISEN (J.), 1963
NICOLAS (F.), 1941
NICOLAS (F.), 1947
NORRIS (H.T.), 1952

PIERRE (M.), 1906
SALVY (Cmdt G.), 1910
SCHIFFERS (H.), 1972
SPITTLER (G.), 1993
SWIFT (J.), 1973
SWIFT (J.), 1975
SWIFT (J.), 1981
VALLET (M.), 1960

Anthropologie

ATGIER (Dr.), 1903
ATGIER (Dr.), 1909
BONNAFONT (Dr.), 1863
CHANTRE (E.), 1910
CHAVENTRE (A.), 1983
LEBLANC (Dr E.), 1924
LEBLANC (Dr E.), 1929
LHOTE (H.), 1938
ZELTNER (F. de), 1915

Littérature (Poèmes, prose, chants, devinettes, proverbes)

AUDOUIN-DUBREUIL (L.) / HAARDT (G.M.), 1926
BOILLEY (P.), 1987
CASAJUS (D.), 1985
CELHTO (), 1974
CELHTO (), 1977
CISSE (B.), s.d.
CORTIER (M.), 1908
EKHYA (Digga ag Khammad)/ALTININE (ag ARIAS) (trad. et transcrip.), 1970
FOUCAULD (C.)/BASSET (publication), 1922
FOUCAULD (C.)/BASSET (publication), 1925
HANOTEAU (A.), 1856
LEHURAUX (Cpt. L.), 1928
MARAVAl-BERTHOIN (A.), 1924
MARIKO (K.), 1984

MOREL (M.H.), 1947
NICOLAS (F.), 1950
NICOLAS (F.), 1951
POTTIER (J.-R.), 1943
ZAKARA (M. A.)/DROUIN (J.), 1979

Tifinagh, Linguistique, dictionnaires Français-Touareg

AG AMBAREK (M.), 1983
AYMARD (Cpt A.), 1911
BARBIER (M.), 1886
BASSET (A.), 1934
BASSET (A.), 1935
BASSET (R.), 1887
BASSET (R.), 1888
CID KAOUÏ (J.), 1894
CID KAOUÏ (J.), 1900
COHEN (M.), 1948-1951
FOUCAULD (C. de), 1951
FOUCAULD (C.)/BASSET (publication), 1918-1920
FOUCAULD (C.)/BASSET (publication), 1918-1920 (réed. Paris. Larose. 1940)
FREEMAN (G.), 1862
HANOTEAU (A.), 1860 (réed. Paris. Jourdan. 1866/ Alger. Jourdan. 1896)
JUDAS (A.), 1847
MASQUERAY (E.), 1893
MASQUERAY (E.), 1897
NICOLAS (F.), 1950
PIERRET (R.), 1948
ZAKARA (M. A.), 1981
ZAKARA (M. A.), 1984

Histoire précoloniale

ABITBOL (M.), 1979
AG ALAWJELI (G.), 1975
AG BAY (C.)/BELLIL (R.), 1986
AG LITNY (I.), 1992

- AG WACAWALEN (A.), 1988
AUDOUIN-DUBREUIL (L.) / HAARDT (G.M.), 1923
AUDOUIN-DUBREUIL (L.) / HAARDT (G.M.), 1926
AUGIERAS (Cpt.)/DRAPER (W.P.)/GIERZYNSKI (E.)/BESNARD
(V.)/MONOD (T.), 1931
AYMARD (Cpt A.), 1908
AYMARD (Cpt A.), 1910
AYMARD (Cpt A.), 1911
BACCARD (A.), 1956
BARBIER (M.), 1985
BARRAL (H.), 1967
BEN HAZERA (M.), 1908
BERAUD-VILLARS (J.), 1942
BERNUS (E.), 1974
BERNUS (S.), 1972
BESSET (Col. G.), 1948
BISSUEL (Cdt H.), 1888
BLUZET (R.), 1895
BOILLEY (P.), 1993
BOISBOISSEL (H. de), 1954
BOISBOISSEL (H. de), 1955
BONNIER (Gnl G.), 1926
BOURGEOU (A.), 1984
BOURGEOU (A.), 1986
BOYER-BANSE (), 1907
BUONFANTI (), 1844
BURTHE D'ANNELET (D.), 1932
BUTAYE (Cdt P.), 1957
CAILLIE (R.), 1985
CAUVET (Cdt G.), 1933
CAUVET (Cdt G.), 1936
CAUVET (Cpt G.), 1903
CAUVET (Cpt G.), 1924
CAUVET (Cpt G.), 1924/1925
CAUVET (Cpt G.), 1925/1926
CAUVET (Cpt G.), 1930
CAUVIN (Cpt.), 1907
CELHTO (), 1974
CELHTO (), 1977

CHABROLLES (M.), 1990
CHAPELLE (J.), 1948
CHAPELLE (J.), 1949
CHARLET (Cpt.), 1913
CHERBONNEAU (J.), 1880
CHUDEAU (R.), 1913
CLAUDOT (H.)/HAWAD, 1993
CLAUDOT-HAWAD (H.), 1993
CLAUDOT-HAWAD (H.) dir., 1993
CLAUZEL (J.), 1959
CLAUZEL (J.), 1962
CLAUZEL (J.), 1962
CLAUZEL (J.), 1960
CONSTANTIN (), 1885
CORTIER (M.), 1907
CORTIER (M.), 1908
CORTIER (M.), 1908
CORTIER (M.), 1910
CORTIER (M.), 1912
CORTIER (M.), 1913
CORTIER (M.), 1914
CORTIER (M.)/ARNAUD (E.), 1908
COURNAULT (CH.), 1856
CROZAL (Dr.), 1886
CROZAL (Dr.), 1896
DELAFOSSSE (M.), 1912 (réed. 1972)
DELAFOSSSE (M.), 1911
DELON (P.), 1951
DELONCLE (P.), 1934
DEMANCHE (G.), 1893
DEMOULIN (Lt F.), 1926
DEMOULIN (Lt F.), 1928
DESIRE VUILLEMIN (G.), 1962
DESTENAVE (R.), 1900
DEVERDUN (E.), 1952
DINAUX (Cpt.), 1907
DINAUX (Cpt.), 1908
DUBOC (Gnl. A.), 1956
DURAND (A.), 1904

- DUVEYRIER (H.), 1863
DUVEYRIER (H.), 1864
EKHYA (Digga ag Khammad)/ALTININE (ag ARIAS) (trad. et transcrip.), 1970
EMERIT (M.), 1954
FERAL (G.), 1955
FEVRE (F.), 1983
FOLEY (Dr. H.), 1930
FORGEOT (A.), 1952
FORGEOT (A.), 1955
FOUCAUCOURT (J. de), 1928
FOUCAULD (Ch. de), 1951
FOUREAU (F.), 1898
FOUREAU (F.), 1971 (réed)
GALLIENI (J.-S.), 1882
GALLIENI (J.-S.), 1883
GALLIENI (J.-S.), 1971
GARDEL (G.), 1961
GAST (M.), 1965
GAUDIO (A.), s.d.
GAUTIER (E.F.), 1905
GAUTIER (E.F.), 1906
GAUTIER (E.F.), 1907
GAUTIER (E.F.), 1907
GAUTIER (E.F.), 1910
GAUTIER (E.F.), 1910
GAUTIER (E.F.), 1928 (réed. 1948)
GIRONCOURT (G. de), 1914
GOULETQUER (P.)/KLEINMANN (D.), 1976
GUILLAUME (H.), 1974
GUILLAUMET (E.), 1976
HAMA (B.), 1967
HAMET (I.), 1911
HANOTEAU (A.), 1856
HANOTEAU (A.), 1860 (réed. Paris. Jourdan. 1866/ Alger. Jourdan. 1896)
HOURST (Lt. de V.), 1898
HUGUET (Dr.), 1902
HULOT (Baron E.), 1908
IBN KHALDOUN/SLANE (traduction), 1925 (réed. 1968-1969)
JEAN (C.), 1909

- JOUBERT (Lt.), 1939
JOURNET (B.), 1988
KAUFMANN (H.), 1964
KEENAN (J.H.), 1973
LARTIGUES (Cdt. R. de), 1897
LASSAUZET (Cpt.), 1947
LE MORE (R.), 1912
LE PRIEUR (J.), 1965
LEBLANC (Dr E.), 1924
LEBLANC (Dr E.), 1930
LEHURAUX (Cpt. L.), 1928
LEHURAUX (Cpt. L.), 1932
LEHURAUX (Cpt. L.), 1935
LENZ (O.), 1975
LERICHE (A.), 1946
LERICHE (A.), 1952
LHOTE (H.), 1944 (réed. 1955, 467 p)
LHOTE (H.), 1951
LHOTE (H.), 1955
LHOTE (H.), 1969
LOYER (abbé C.), 1861-62
MAAZOUZI (M.), 1986
MAC CARTHY (O.), 1856
MAGE (A. E.), 1980 (reprod. de Paris, Hachette, 1872)
MAHMADOU (A. Ba), 1933-34
MARAVAL-BERTHOIN (A.), 1924
MARCY (G.), 1941
MARIKO (K.), 1984
MARIKO (K.), 1984
MARTY (P.), 1920
MARTY (P.) / MANGEOT (Col. P.), 1918
MASQUERAY (E.), 1889-90
MASQUERAY (E.), 1897
MEILLASSOUX (C.), 1970
MEILLASSOUX (C.), 1975
MENIAUD (J.), 1931
MERCIER (), 1889
METOIS (Cpt. A.), 1906
MEYNIER (Gnl. O.), 1960-61

- MICHAL (F.), 1904
MONTEIL (P.), 1976
MONTEIL (P.-L.), 1894
NACHTIGAL (G.), 1975
NICOLAISEN (J.), 1963
NICOLAISEN (J.), 1963
NICOLAS (F.), 1945
NICOLAS (F.), 1946
NICOLAS (F.), 1946
NICOLAS (F.), 1946
NICOLAS (F.), 1946
NICOLAS (F.), 1950
NICOLAS (F.), 1951
NORRIS (H.T.), 1975
PALMER (H.R.), 1932
PAULHIAC (Lt H.), 1905
PAULHIAC (Lt. H.), 1905
PHILEBERT (Gnl.), 1890
PIERRE (M.), 1906
PIETRANTONI (M.), 1949
POTTIER (J.-R.), 1943
POTTIER (R.), 1947
POTTIER (R.), 1952
POULET (G.), 1904
PRAX (), 1852
PREVILLE (A. de), 1894
REGNIER (J.), 1961
RICHER (Dr. Ange-Marie-Joseph), 1925 (réed. 1935)
RINN (Cmdt.), 1887
ROUSSEAU (Lt.), 1908
SABATIER (C.), 1891
SALVY (Cmdt G.), 1910
SCHIFFERS (H.), 1972
SCHRADER (P.), 1912
SENEKE MODY (C.), 1975
TRUMELET (C.), 1878
TYMOWSKI (M.), 1975
URVOY (Cpt. Y.), 1933
URVOY (Cpt. Y.), 1936

VALLET (M.), 1961
VENTURE de PARADIS (), 1849
VILLATTE (N.), 1905
ZAKARA (M. A.)/DROUIN (J.), 1979

Descriptions de voyage

ABADIE (Col. M.), 1935
AUDOUIN-DUBREUIL (L.) / HAARDT (G.M.), 1923
AUGIERAS (Cpt.)/DRAPER (W.P.)/GIERZYNSKI (E.)/BESNARD
(V.)/MONOD (T.), 1931
BARY (E. von)/SCHIRMER (trad.), 1898
BEGOUEN (comte M. de), 1931
BERNEZAT (O.), 1975
BONNET (A.), 1980
BURTHE D'ANNELET (D.), 1932
CARL (L.), 1953
CHERBONNEAU (J.), 1857
CHERBONNEAU (J.), 1860
CHUDEAU (R.), 1915
CONSTANS (E.), 1946
CORTIER (M.), 1908
CORTIER (M.), 1910
CORTIER (M.), 1913
COURNAULT (CH.), 1856
DESOMBRE (S.), 1950
DEVERDUN (E.), 1952
DOULS (C.), 1971
EL HACHAICHI (M. el O.), 1903
FOUCAUCOURT (J. de), 1928
FOUREAU (F.), 1971 (réed)
GABUS (J.), 1954
GAUTIER (E.F.), 1906
GERSI (D.), 1972
GRAVIER (G.), 1881
KAUFMANN (H.), 1958
LE MORE (R.), 1912
LENZ (O.), 1975

LHOTE (H.), 1947
MAGE (A. E.), 1980 (reprod. de Paris, Hachette, 1872)
MONTEIL (P.), 1976
PALHORIE (L.), 1949
PLOUSSARD (J. Yahia ag Rissa), 1964
TSCHUDI (Y.), 1948
VENTURE de PARADIS (), 1849
VILLATTE (N.), 1905

Explorations

BOISBOISSEL (H. de), 1954
BOISBOISSEL (H. de), 1955
BOISSONNADE (E.), 1983
BOYER-BANSE (), 1950
BUONFANTI (), 1844
BURTHE D'ANNELET (D.), 1932
CHERBONNEAU (J.), 1857
CHERBONNEAU (J.), 1860
CORTIER (M.), 1907
CORTIER (M.), 1908
CORTIER (M.), 1910
CORTIER (M.), 1912
CORTIER (M.), 1913
CORTIER (M.), 1914
CORTIER (M.)/ARNAUD (E.), 1908
COURNAULT (CH.), 1856
DELONCLE (P.), 1934
DEVERDUN (E.), 1952
DINAUX (Cpt.), 1907
EL HACHAICHI (M. el O.), 1903
EYDOUX (H.P.), 1938
FLATTERS (Col.), 1884
FOUCAUCOURT (J. de), 1928
GAUTIER (E.F.), 1905
GAUTIER (E.F.), 1906
GAUTIER (E.F.), 1907
GAUTIER (E.F.), 1910
GILLIER (Cdt.), 1926

GRAVIER (G.), 1881
GROS (J.), 1881
HOURST (Lt. de V.), 1898
LEHURAUX (Cpt. L.), 1935
MENIAUD (J.), 1931
POTTIER (R.), 1947
POTTIER (R.), 1951
SCHIRMER (H.), 1891
VILLATTE (N.), 1905
VUILLOT (P.), 1895

Conquête coloniale, défense, rezzous

ALIBERT (L.), 1944
ANONYME (), 1912
ANONYME (), 1913
ANONYME (), 1917
AOUAD-BADOUAL (R.), 1993
ARMEE (), 1931-1932
ARMEE (), 1948
ARMEE (), 1953
ARMENGAUD (Gnl.), 1927
ARMENGAUD (Gnl.), 1930
ATTANOUX (B. D'), 1897
ATTANOUX (B. D'), 1898
AUGIERAS (Cpt.), 1923
AUGIERAS (Cpt.), 1930
BAQUET (Lt.), 1908
BARTHE (A.), 1951
BEAU DE ROCHAS (), 1889
BENOIT (M.), 1931
BERNARD (A.), 1882
BERNARD (A.)/LACROIX (), 1906
BERNUS (E.)/BOILLEY (P.)/CLAUZEL (J.)/TRIAUD (J.L.), 1993
BESLAY (F.), 1984
BESSET (Col. G.), 1948
BETRIX (Cdt.), 1911
BLACHERE (A.) / WOLFF (H.), 1884

BLAUDIN de THE (Cmndt. B.), 1955
BLET (H.), 1946-1950
BOILLEY (P.), 1989
BOILLEY (P.), 1993
BOISBOISSEL (H. de), 1954
BOISBOISSEL (H. de), 1955
BONNIER (Gnl G.), 1926
BOURGEOIS (A.), 1984
BOURGEOIS (A.), 1986
BURTHE D'ANNELET (D.), 1932
CAMEL (F.), 1991
CARCASSONNE (P.), 1902
CARON (E.), 1891
CARRIERE (B.), 1986
CASA (), 1926
CAUVIN (Cpt.), 1908
CHARBONNEAU (J.), 1948
CHARBONNEAU (J.), 1931
CHARPENTIER (C.), 1936
CLAUDOT (H.)/HAWAD, 1993
CLAUDOT-HAWAD (H.), 1991
CLAUDOT-HAWAD (H.) dir., 1993
CLOZEL (J.), 1913
CORTIER (M.), 1907
CORTIER (M.), 1908
CORTIER (M.), 1910
CORTIER (M.), 1912
CORTIER (M.), 1913
CORTIER (M.), 1914
CORTIER (M.)/ARNAUD (E.), 1908
D'ARBAUMONT (J.), 1988
DELONCLE (P.), 1934
DENIS (P.), 1967
DENIS (P.), 1991
DESIRE VUILLEMIN (G.), 1962
DESTENAVE (R.), 1900
DINAUX (Cpt.), 1908
DUBOC (Gnl. A.), 1938
DUBOC (Gnl. A.), 1946

FLATTERS (Col.), 1884
FOURCADE (Lt.Col.), 1938
FRÉMEAUX (J.), 1987
FRÉMEAUX (J.), 1993
FUGLESTAD (F.), 1983
GALLIENI (J.-S.), 1971
GAUTIER (E.F.), 1910
GAUTIER (E.F.), 1910
GERMAIN (J.)/FAYE (S.), 1922
GILLIER (Cdt.), 1924
GILLIER (Cdt.), 1926
GOURAUD (), 1909
GOURAUD (), 1910
GOURAUD (), 1945
HAMA (B.), 1967
HARDY (G.), 1928 (réed. 1947)
HOURST (Lt. de V.), 1898
HULOT (Baron E.), 1908
JEAN (C.), 1909
JOURNET (B.), 1988
KIMBA (I.), 1981
LAPERRINE (H.), 1905
LAPERRINE (H.), 1907
LAPERRINE (H.), 1913
LE RUMEUR (Col. G.), 1954
LE RUMEUR (Col. G.), 1955
LEHURAUX (Cpt. L.), 1932
LEHURAUX (Cpt. L.), 1935
LHOTE (H.), 1985
MANGEOT (Col.), s.d.
MENIAUD (J.), 1931
MERCIER (), 1889
METOIS (Cpt. A.), 1906
MEYNIER (Gnal O.), 1930
MEYNIER (Gnl. O.), 1960-61
MONTEIL (P.-L.), 1894
MOREL (Lt.), 1910
PHILEBERT (Gnl.), 1890
POTTIER (R.), 1947

POTTIER (R.), 1951
RAYNAUD (G.), 1904
RICHER (Dr. Ange-Marie-Joseph), 1925 (réed. 1935)
ROUSSEAU (Lt.), 1908
RUEFF (Cpt.), 1929
SALIFOU (A.), 1977
SCHIRMER (H.), 1891
SCHIRMER (H.), 1896
SEVIN-DESPLACES (L.), 1893
URVOY (Cpt. Y.), 1933
URVOY (Cpt. Y.), 1936
VASCO (G.), 1907
VENEL (Lt-Col.), 1911
VUILLOT (P.), 1897
VUILLOT (Paul), 1895

Résistances et révoltes à l'époque coloniale

AG ALAWJELI (G.), 1975
AG ATAHHER INSAR (Moh. Ali), 1991
AG WACAWALEN (A.), 1988
AOUAD-BADOUAL (R.), 1993
BERNUS (E.)/BOILLEY (P.)/CLAUZEL (J.)/TRIAUD (J.L.), 1993
BOURGEOIS (A.), 1978
BROCK (L.), 1991
CAMEL (F.), 1991
CHAVENTRE (A.), 1969
CLAUDOT-HAWAD (H.), 1991
CLAUZEL (J.), 1989
CROWDER (M.), 1971
DUFOUR (J.-L.), 1987
FOURCADE (Lt.Col.), 1938
FUGLESTAD (F.), 1983
JOURNET (B.), 1988
KIMBA (I.), 1981
MARIKO (K.), 1984
MEYNIER (Gnl. O.), 1939
MEYNIER (Gnl. O.), 1946-48

NAZI BONI (), 1972
REGNIER (J.), 1961
TRIAUD (J.-L.), 1991
URVOY (Cpt. Y.), 1933
URVOY (Cpt. Y.), 1936

Ecole et scolarisation

AG ATAHHER INSAR (Moh. Ali), 1991
AG FONI (E.), 1991
AG LITNY (I.), 1992
BERNUS (E.)/BOILLEY (P.)/CLAUZEL (J.)/TRIAUD (J.L.), 1993
BOUCHE (D.), 1975
CAMEL (F.), 1991
CAMEL (F.), 1993
CHABROLLES (M.), 1955
CISSE (B.), s.d.
CLAUDOT-HAWAD (H.), 1993
CLAUDOT-HAWAD (H.) dir., 1993
CLAUZEL (J.), 1960
CLAUZEL (J.), 1959
CLAUZEL (J.), 1989
CLAUZEL (J.), 1992
COMBELLES (H.), 1951
COMBELLES (H.), 1989
COMBELLES (H.), 1993
DAYAK (M.), 1992
FORGEOT (A.), 1961
GAST (M.), 1991
HARDY (G.), 1917
MORISSON (Cpt.), 1897

Routes commerciales, caravanes

ARDAILLON (lt. E.), 1911
AYMARD (Cpt A.), 1908
AYMARD (Cpt A.), 1911

BEN HAZERA (M.), 1908
BERNUS (E.), 1974
BLANGUERNON (C.), 1955
BOURGEOIS (A.), 1978
BOURGEOIS (A.), 1986
CAPOT-REY (R.), 1953
CARRIERE (B.), 1986
CLAUZEL (J.), 1960
CLAUZEL (J.), 1960
CONSTANTIN (), 1885
CORTIER (M.), 1914
CROZAL (Dr.), 1886
CROZAL (Dr.), 1896
DELMOND (P.), 1936
DEMOULIN (Lt F.), 1928
DEPORTER (V.), 1890
EMERIT (M.), 1954
GENEVIERE (J.), 1950
GOULETQUER (P.)/KLEINMANN (D.), 1976
KAUFMANN (H.), 1964
LA DOCUMENTATION FRANCAISE (DF), 1953
LE PRIEUR (J.), 1965
LHOTE (H.), 1969
MAAZOUZI (M.), 1986
MASQUERAY (E.), 1889-90
NICOLAS (F.), 1941
REGNIER (J.), 1961
RITTER (H.), 1981
SCHRADER (P.), 1912
SWIFT (J.), 1981
TRUMELET (C.), 1878

Esclavage

BERNUS (E.)/BOILLEY (P.)/CLAUZEL (J.)/TRIAUD (J.L.), 1993
BOISBOISSEL (H. de), 1952
BOUCHE (D.), 1968
CAMEL (F.), 1991

CLAUZEL (J.), 1960
CLAUZEL (J.), 1959
CLAUZEL (J.), 1992
CORTIER (M.), 1908
DUCHAMP (), 1938
GUILLAUMET (E.), 1976
LE GOFF (G.), 1938
MEILLASSOUX (C.), 1975
MEILLASSOUX (C.), 1978
NICOLAISEN (J.), 1963
REEB (Col. F.), 1947
REEB (Col.), 1948
VALLET (M.), 1966

Islam, religions, confréries, marabouts

ARNAUD (Cpt R.), 1907
BESLAY (F.), 1948
BOURGEOIS (A.), 1978
CORTIER (M.), 1908
DELAFOSSÉ (M.), 1911
EL HACHAÏCHI (M. el O.), 1903
FROELICH (J.-Cl.), 1962
GUILLY (A.), 1952
LE CHATELIER (A.), 1899
MEYNIER (Gnl. O.), 1939
MEYNIER (Gnl. O.), 1946-48
MOREL (M.H.), 1947
NICOLAS (F.), 1950
NORRIS (H.T.), 1975
TRIAUD (J.-L.), 1991

Processus de décolonisation

DUPUIS (J., Pseudonyme de J. Clauzel), 1960
FORGEOT (A.), 1955
REGNIER (J.), 1960

AG BAY (C.)/BELLIL (R.), 1986
BENOIST (J. R. de), 1989
BOILLEY (P.), 1988
BOILLEY (P.), 1993
BOISBOISSEL (H. de), 1963
CHABROLLES (Lt M.), 1952
CHAPELLE (J.), 1957
CLAUDOT-HAWAD (H.), 1987
CLAUZEL (J.), 1960
CLAUZEL (J.), 1959
CLAUZEL (J.), 1962
CLAUZEL (J.), 1989
CLAUZEL (J.), 1992
DANIOKO (Ch.), 1984
DAYAK (M.), 1992
DIARRAH (C. O.), 1986
DUPUIS (J., Pseudonyme de J. Clauzel), 1960
FORGEOT (A.), 1961
GAST (M.), 1965
GAST (M.), 1983
JOUVE (E.), 1974
KIPRE (P.), 1989
REGNIER (J.), 1960
VALLET (M.), 1961
VALLET (M.), 1966
VALLET (M.), 1966

OCRS

BELIME (E.), 1956
BERNUS (E.)/BOILLEY (P.)/CLAUZEL (J.)/TRIAUD (J.L.), 1993
BLANCHET (A.), 1953
BOILLEY (P.), 1988
BOILLEY (P.), 1993
BRITSCH (J.), 1956
COMM. EN CHEF DES FORCES EN ALGERIE (CCFA), 1960
CORNET (P.), 1957
LE FEVRE (G.)/MANNONI (P.), 1956

LESELL (Cpt. R.), 1958

MOUSSET (P.), 1959

ORGANISATION COMMUNE DES REGIONS SAHARIENNES (O.C.R.S.),

1972

SALVY (Cmdt G.), 1953

SALVY (Cmdt G.)/BARTHE (Lt.), 1955

SERGEANT (E.), 1953

THOMAS (M. R.), 1960

TREYER (C.), 1966

Révolte de 1963-64

AG BAILLE (A.), 1964

AG BAY (C.)/BELLIL (R.), 1986

AG FONI (E.), 1979

AG MAHMOUD (H.), 1968

AG RHISSA (A.), 1964

BONKANE (C.), 1964

CHAVENTRE (A.), 1967

CLAUDOT-HAWAD (H.), 1987

CLAUDOT-HAWAD (H.), 1987

CLAUDOT-HAWAD (H.), 1993

CLAUZEL (J.), 1962

DAYAK (M.), 1992

MARTY (A.), 1985

RATO (B.), 1964

RATO (B.), 1965

REGNIER (J.), 1960

VALLET (M.), 1966

VALLET (M.), 1966

Adagh et administration malienne

ABROUS (D.), 1991

AG ASSILAKANE (Rhousmane), 1978

AG BOUYA (A.), 1984

AG FONI (E.), 1979

- AG LITNY (I.), 1992
AG MAHMOUD (H.), 1968
ANONYME (), 1986
ANONYME (), 1986
AUTREMENT (), 1983
BARRES (J.-F.), 1975
BENOIST (J. R. de), 1989
BOURGEOU (A.), 1976
BOURGEOU (A.), 1986
BOURGEOU (A.), 1987
BOURGEOU (A.), 1989
BRAHIM (Al Khalil), 1978
CISSE (S.), 1989
CLAUDOT-HAWAD (H.), 1987
CLAUDOT-HAWAD (H.), 1993
CLAUDOT-HAWAD (H.) dir., 1993
CLAUZEL (J.), 1992
COPANS (J., dir.) , 1975
DAHMANI (A.)/DIALLO (S.), 1982
DAYAK (M.), 1992
DECRAENE (P.), 1974
DECRAENE (P.), 1974
DIARRAH (C. O.), 1986
DIARRAH (C. O.), 1991
DU BOIS (V.D.), 1974
FRITSCHER (F.), 1986
GAST (M.), 1983
HAWAD (), 1991
JOUVE (E.), 1974
MARTY (A.), 1975
MARTY (A.), 1985
MERVIN (S.), 1986
MIGAUX (P.), 1986
MIGAUX (Ph.), 1985
MIGAUX (Ph.), 1990
SANAKOUA (B.), 1990
SWIFT (J.), 1975
SWIFT (J.), 1981
TITINE (A.), 1983

VALLET (M.), 1966

VALLET (M.), 1966

VALLET (M.), 1975

VALLET (M.), 1990

Sécheresses

AG BOUYA (A.), 1984

AG FONI (E.), 1979

AG LITNY (I.), 1992

ANONYME (), 1986

ANONYME (), 1986

BOURGEOIS (A.), 1989

BRAHIM (Al Khalil), 1978

CISSE (S.), 1989

COPANS (J., dir.) , 1975

DECRAENE (P.), 1974

DECRAENE (P.), 1974

DU BOIS (V.D.), 1974

FRITSCHER (F.), 1986

MARTY (A.), 1985

MERVIN (S.), 1986

MIGAUX (Ph.), 1985

SPITTLER (G.), 1993

SWIFT (J.), 1975

SWIFT (J.), 1981

Révolte de 1990

ABROUS (D.), 1991

ABROUS (D.), 1993

AG AHAR (E.), 1991

AUTREMENT (), 1983

BAQUE (P.), 1993

BELLIL (R.), 1990

BERNUS (E.), 1992

BOILLEY (P.), 1993

- BOURGEOIS (A.), 1992
BOURGEOIS (A.), 1994
CLAUDOT-HAWAD (H.), 1992
CLAUDOT-HAWAD (H.), 1993
CLAUDOT-HAWAD (H.), 1993
CLAUDOT-HAWAD (H.) dir., 1993
DAYAK (M.), 1992
DIARRAH (C. O.), 1991
HAWAD (), 1991
MIGAUX (Ph.), 1990
RAMIR (S.), 1992
VALLET (M.), 1990
VALLET (M.), 1990
VALLET (M.), 1990
VALLET (M.), 1991
VALLET (M.), 1991
VALLET (M.), 1991

UNIVERSITÉ PARIS VII DENIS DIDEROT

UFR GÉOGRAPHIE, HISTOIRE ET SCIENCES DE LA SOCIÉTÉ (GHSS)

T. 1175
(3)

LES KEL ADAGH

UN SIECLE DE DÉPENDANCES, DE LA PRISE DE
TOMBOUCTOU (1893) AU PACTE NATIONAL (1992)

*ETUDE DES ÉVOLUTIONS POLITIQUES, SOCIALES ET ECONOMIQUES
D'UNE POPULATION TOUARÈGUE
(SOUDAN FRANÇAIS, RÉPUBLIQUE DU MALI)*

PIERRE BOILLEY

TOME III

ANNEXES

THÈSE DE DOCTORAT D'HISTOIRE

SOUS LA DIRECTION DE CATHERINE COQUERY-VIDROVITCH

1994

MSH-TOURS



D 355 003465 4

UNIVERSITÉ PARIS VII DENIS DIDEROT

UFR GÉOGRAPHIE, HISTOIRE ET SCIENCES DE LA SOCIÉTÉ (GHSS)

MAG.T. 1175

III

LES KEL ADAGH

UN SIECLE DE DÉPENDANCES, DE LA PRISE DE
TOMBOUCTOU (1893) AU PACTE NATIONAL (1992)

*ETUDE DES ÉVOLUTIONS POLITIQUES, SOCIALES ET ECONOMIQUES
D'UNE POPULATION TOUARÈGUE
(SOUDAN FRANÇAIS, RÉPUBLIQUE DU MALI)*

PIERRE BOILLEY

TOME III

ANNEXES

THÈSE DE DOCTORAT D'HISTOIRE

SOUS LA DIRECTION DE CATHERINE COQUERY-VIDROVITCH

1994

ANNEXES

NB : L'orthographe originale des textes présentés dans les annexes a été respectée

Conquête et défense contre les rezzous

Conclusions de la réunion du 26 décembre 1908, à Kidal, entre le chef de bataillon Bétrix, commandant la région de Gao, et les chefs Ifoghas, Kountas, Iwlliminden.¹

"Après de longues discussions entre les Iforas, Hamoadi et Firhoun qui basent leurs prétentions sur des faits antérieurs, des origines de race et sur le droit de conquête, les dispositions suivantes sont définitivement adoptées par tous.

Il est entendu que les Hoggars restent en dehors de la question, comme étrangers au pays. On lira plus loin les propositions les concernant.

1 - Les Iforas sont indépendants et relèvent directement de la région de Gao. Ils n'ont plus rien à payer à leurs voisins et deviennent enfin les maîtres chez eux.

Hamoadi ne fait aucune objection, mais Fihroun qui perd un revenu annuel, réclame d'abord toutes les tribus imrads, puis simplement un partage de troupeaux, enfin au moins un cadeau d'adieu. Les Iforas refusent énergiquement et avec raison. Le chef de bataillon les soutient et les Ouliminden abandonnent toute prétention.

2 - Les Iforas nomment leur amenokal "Safikoun" petit fils du vieil Illy, incapable de commander vu son grand âge.

3 - Le nouvel élu jure sur le Coran (les mains lavées) obéissance aux Français, le commandant de Région reçoit ensuite le serment des autres dignitaires qui promettent dans les mêmes conditions d'obéir à leur aménokal et à la France. On remet à chacun une lettre de nomination datée du 26 décembre 1908, signée par Safikoun et le chef du bataillon et portant la formule de l'engagement.

4 - La liste ci-jointe donne la composition politique dont voici le résumé.

a) un aménokal.

b) six am'rar à la tête des groupes Kel Affela, Ifergué-Moussen, Taghat-Mellet, Kel Taghlit, Idnanes, Kel Tenere.

c) Quarante chefs de tribus dépendants respectivement des 6 am'rar.

Il n'y a dans le pays aucune tribu bellah, mais seulement des tribus nobles (imageren) et d'hommes libres (imrad) les premières seules comprennent quelques bellahs de case.

5 - Les limites politiques de l'Adrar sont :

- Au nord ; la ligne fixée par la convention du 7 février 1905 entre les ministres de l'intérieur et des colonies.

- A l'ouest : le méridien d' Aneschay

- Au sud : la ligne Aneschay, Asselag, In Rhar, Tametak, In Guezza.

- A l'est : la ligne In Guezza, Touffé, Tin Zaouaten.

La discussion est vive entre les 3 intéressés, mais ils tombent enfin d'accord.

6 - Il est reconnu que les Iforas ne peuvent pas facilement vivre chez eux en toute saison, pendant les années de sécheresse, fréquentes ici. En outre, les Ouliminden, rarement et les Kountas toujours, sont obligés d'envoyer leurs chameaux et chevaux dans les montagnes d'Adrar. En conséquence, les 3 populations nomades continueront, à suivre leurs règles de transhumance annuelle, mais aucune d'elle ne paiera de redevance à ses voisins. Tout abus sera signalé aux lieutenants commandant les secteurs nomades et le chef de bataillon, prévenu, solutionnera.

¹ Rapport du chef de Bataillon Bétrix, commandant la Région de Gao, 22 janvier 1909, Archives Nationales de la République du Mali, Bamako, IN114, Fonds anciens.

7 - Les Ouliminden n'ont aucune attache dans l'Adrar.

Au contraire Hamoadi, Baye, El Bakaye, dignitaires Kountas, cultivent 3 morceaux de vallées (arrem) à Tessalit, Teleyet et Aracher.

Depuis 110 ans, leurs familles y récoltent des dattes, du blé, du tabac, des oignons..... etc..... Or, ils demandent à conserver ces terrains; l'amenokal, Safikoun y consent spontanément, et le commandant de Région décide, après discussion que :

- a) les 3 Kountas propriétaires continueront à travailler les arrem en question.
- b) le lieutenant d'Adrar en fera le levé et limitera exactement les concessions.
- c) les intéressés pourront passer les terrains à leurs héritiers.
- d) le nombre des travailleurs sera fixé sur chaque arrem.
- e) les Kountas paieront la dîme à l'amenokal Safikoun.
- f) les habitants du pays ne seront pas gênés quant à l'accès des puits.
- g) si des incidents fâcheux se produisent, le commandant de Région aura le droit d'expulser les propriétaires et de rendre ces terrains à l'amenokal.

8 - La situation des Iforas qui se sont expatriés sera étudiée sur place par le chef de bataillon et réglée ensuite entre le lieutenant et Safikoun.

9 - Les relations de l'Adrar avec les Hoggars et l'Algérie vont être définies suivant les instructions territoriales (politique, caravanes, commerce).

10 - Les cinq conditions Lamolle sont exposées et acceptées :

- a) les tribus payeront l'impôt (dès 1910 seulement)
- b) elles repousseront les rezzous, mais n'y répondront pas par des contre-rezzous, elles se borneront à demander justice au retour.
- c) Elles ne feront pas le vide dans les campements à l'arrivée des européens ni des tirailleurs.
- d) elles se rendront à toutes les convocations
- e) elles fourniront guides, émissaires, courriers, animaux de portage et de consommation.

11 - La politique de "Responsabilité" est expliquée aux Iforas qui la comprennent parfaitement, c'est celle en vigueur déjà chez les autres nomades de la Région avec approbation du commandant du Territoire. Chaque chef de tribu est responsable vis-à-vis de son am'rar qui le devient à son tour vis-à-vis de l'amenokal dirigé par ce lieutenant.

Safikoun détachera auprès du commandant du secteur, un Iforas qui le représentera et assurera la liaison avec les groupes.

12 - Les prix de vente des moutons et des boeufs nécessaires au détachement sont fixés.

13 - Le service des courriers sera réglé à Gao pour l'Adrar et l'Algérie, avec relais probables à Fes en Fes ou Kerchouel.

14 - On recensera les fusils à tir rapide. Les Iforas qui ne déclareront pas les leurs seront punis sévèrement et les armes confisquées.

15 - Le centre politique sera Teleyet : On y fondera le marché du pays, vers lequel convergent déjà les caravanes montantes et descendantes (les autres postes (greniers) seront Kidal, Arrhli, Tessalit).

16 - La rixe survenue entre Iforas et Hoggars, à Tin-Ebler, ne donnera lieu à aucune poursuite, parce que les deux partis ont subi les mêmes pertes et notre occupation date seulement d'aujourd'hui.

17 - 3 affaires très récentes sont seules à retenir :

- a) vol de chameaux commis par Dago ag Abassane et Dago ag Abado (Hoggars, Karamoyen) au préjudice du groupe Ifergue - Moussen (instance).

b) rappel d'une fraction Igдалen du groupe Kel Taghlit qui est allée s'installer chez les Dinnik. Le nommé al Boustan est chargé des négociations avec le capitaine de Tahoua (instance).

c) la succession Araoua, à régler entre le groupe Kel Tenere et Fihroun (instance).

18 - Les 3 amenokals se rendent à Gao pour recevoir, le 10 février et le lieutenant-gouverneur et le commandant du territoire.

Hamoadi et Safikoun arriveront avec le chef de bataillon ; Fihroun, appelé à Menaka, s'y rendra de son côté.

Les diverses conventions établies en Français et Arabe, seront alors signées devant les autorités françaises."

Rapport du commandant Bétrix sur les opérations du Timétrin et du Ténéré, 10 décembre 1909 ²

En exécution des ordres du Lieutenant Colonel commandant le Territoire militaire du Niger, le Chef de Bataillon BETRIX quitte le fleuve le 8 novembre, pour visiter le Timétrin et le Ténéré, qui constituent la dernière zone non pénétrée de la Région de Gao. Partent en même temps le Capitaine AYASSE, qui va prendre la direction des secteurs nomades Iforas et Kounta, et le capitaine Cortier, en mission astronomique. Ces trois officiers arrivent à Téléya le 18 novembre au soir.

Le lieutenant Jalat, commandant les Iforas, rend compte au Chef de bataillon qu'une bande très forte, composée d'Ouled Djérir et Béraber, occupe précisément la zone susvisée et marche sous les ordres d'Abidin, notre vieil adversaire. Elle a déjà tué ou blessé plusieurs Kounta partis pour Taodéni, par El Gattara, malgré la défense formelle du Lieutenant Colonel, qui avait ordonné à tous les maures de se joindre, à Arouan, à la compagnie d'escorte de l'Azalaï. Quelques troupeaux de chameaux, bourriquets et boeufs ont été également pillés. La population a pris peur et s'est retirée vers l'Est, dans les montagnes d'Adrar, ou bien vers le Sud, sur le Niger. Les chefs ne nous renseignant pas, de peur de représailles de la part d'Abidin. Nos nomades ne se montreront pas hostiles ; ils se borneront à rester neutres et à se cacher.

Parmi les chefs convoqués, quelques-uns arrivent ; les autres sont encore occupés à remettre en sureté leurs familles et leurs troupeaux. Ils confirment les dires du Lieutenant, et déclarent avec insistance que la bande est forte de deux mille (2.000) à trois mille deux cents (3.200) hommes. Après interrogatoires et renseignements nous arrivons à 350 fusils environ.

Le chef de bataillon se dispose à partir avec le Capitaine Ayasse et un détachement de 46 tirailleurs, les 15 derniers dont il dispose resteront à Téléya, avec le lieutenant Jalat, pour garder les femmes, les munitions et approvisionnements. Ce dernier officier tranquilliser la population et se renseignera le mieux possible sur ses agissements.

Le lieutenant de SAINT LEGER, du territoire des Oasis algériennes, qui nomadise avec 30 fusils vers In Tamaten, au Nord de l'Adrar, est appelé à Téléya pour aider, le cas échéant, le lieutenant Jalat et opérer de concert avec lui. (Il est convenu depuis longtemps que l'officier algérien chargé des Hoggar viendrait à Téléya lorsque le commandant de Région y monterait. De plus, le lieutenant de Saint Léger s'était, quelques jours auparavant, mis spontanément à la disposition du Chef de Bataillon).

Pendant la nuit du 18 au 19 novembre, de nouveaux renseignements permettent de préciser la situation et font ressortir nettement qu'il ne s'agit pas d'un rezzou, mais bien d'une occupation effective du pays, avec service de renseignements et constitution d'approvisionnements. La bande manoeuvrait et serait prête à jouer une partie sérieuse. Les Iforas étaient affirmatifs.

Dans ces conditions le Commandant de Région prescrit de retarder le départ, de tenir le détachement prêt et de lancer de nouveaux émissaires, afin de pouvoir opérer par surprise et profiter d'une faute de l'adversaire. On s'occupe en même temps de grouper les chefs et de les soustraire à l'influence d'Abiddin, qui leur a écrit et insiste aussi pour que les troupeaux soient mis à l'abri dans les montagnes.

Dans la nuit du 21 au 22 novembre, les émissaires rapportent que :

- 1° - Le chiffre réel est de 300 fusils ;
- 2° - La bande s'est divisée en 2 parties d'égale force ; (p73) la première occupe le Timétrin et le Ténéré, et se concentre vers Anechag et Tin Etissan. La 2° monte vers le N.E. sur l'Oued Igoudem ;
- 3° - Abidin lui-même n'est pas présent, mais deux de ses fils, Baba et Sidi Alamine, commandent ;
- 4° - Le mobile qui pousse les Ouled Djérir et Béraber est la vengeance à exercer

² Rapport du commandant Bétrix, 10 décembre 1909. ANM, Bamako, ID27 fonds anciens.

contre les Kounta de Hamoadi et les Kel Ténéré, qui ont tué Ousman Diko, mais le pillage les tente également.

Le chef de bataillon donne les ordres suivants :

“Téléya, le 21 novembre 1909, n°5-R.

La bande des Abidin s'est divisée en partie :

1° - 150 fusils sont allés piller l'Adrar, d'Anechag. On pense qu'ils viendront sur In Oury et Tabahalet, ou bien qu'ils descendront sur Médiaguillet.

C'est ce dernier projet qui paraît le plus vraisemblable (chef Sidi Alamine) ;

2° - 150 fusils sont montés vers le N.E. occupé par les Kel Ténéré (chef BABA) ;

Le commandant BETRIX et le capitaine Ayasse, avec 46 fusils, marchent sur le 1° groupe.

Le lieutenant Jalat reste à Téléya, où il rassemble les chefs Iforas, ainsi que des agents de renseignements et des courriers. Il se tiendra en communication avec le Commandant de Région, qui, en principe, marche sur Asselag, In Oury, Anechag, etc (?).

Le lieutenant Jalat écrira au lieutenant de Saint Léger qu'une bande menace les Kel Ténéré et qu'en venant à Téléya il pourrait la rencontrer. Ce dernier officier frapperait seul, le cas échéant, ou viendrait aux renseignements pour agir avec le lieutenant Jalat.

Un européen restera en permanence à Téléya. Signé BETRIX.”

“Le détachement de Téléya part aussitôt, le 22 novembre, sa composition est la suivante :

Chef de bataillon BETRIX, Capitaine Ayasse,

Sergents indigènes Moro Diallo et Bougou,

44 tirailleurs, 2 interprètes, 2 guides, 2 boys,

un convoi léger, 17 jours de vivres sur les hommes.

Arrivée à In Oury, nous apprenons que le 1° groupe comprend 80 à 100 hommes, dont beaucoup porteurs de fusils à piston et même non armés, et que le 2° groupe qui devait attaquer les Kel Ténéré, n'existe pas. De plus on nous dit que les pillards ont enlevé 100 chamelles aux Regagda nomadisant dans le Nord et 200 bourriquets aux gens d'Hamoadi. Ils ont également abattu des moutons et des boeufs pour leur subsistance et tué ou blessé 11 Kounta. On ajoute enfin qu'ils se sont repliés sur Teraraouen et In Ahmed.

Le détachement change alors de direction et marche sur les points indiqués. A Teraraouan, nous laissons le convoi en arrière, avec 16 fusils, et nous partons au trot, avec les 30 autres, sur In Ahmed. Nous y arrivons le 27 novembre, mais la bande est partie, et, au lieu d'Ouled Djérir, nous trouvons à ce puits le capitaine Grosdemange, avec le lieutenant Morel, 3 sous-officiers européens et 70 tirailleurs de Tombouctou ; ils sont là depuis quelques heures seulement. Le capitaine avait pris le commandement de l'Azalaï d'Araouan, mais apprenant qu'un rezzou se dirigeait vers l'Est, il s'était lancé à sa poursuite.

Nous constatons ensemble que les pillards ont quitté In Ahmed depuis 36 heures (avis de tous les guides), et que leurs traces vont dans la direction d'Aït Moulay et Achourat. Etant donné les derniers renseignements sur la force de l'adversaire, le détachement de Tombouctou peut largement opérer seul et, de plus comme il gagne Taodéni par la même route que le rezzou, il est logique de lui confier la poursuite.

Le capitaine Grosdemange part, en conséquence, le 27 novembre, après midi. Nous avons appris que des gens isolés ont prévenu les pillards de l'arrivée des tirailleurs. Mabrouk et Tiraraouen ont envoyé 3 chameliers, dont nous relevons en effet les traces. On nous a dit aussi que Sidi Amar, ermite influent dans le désert et le frère d'Abidin, ainsi que Aï Bella, fils du vieil irréductible, habitent Mabrouk et que leurs familles et troupeaux sont à Téréraouen.

Le chef de bataillon donne en conséquence les ordres suivants :

1° - Le sergent MORO DIALLO, avec 15 fusils, retournera à Téréraouen et enlèvera les gens et biens de Sidi Amar et de Aï Bella. Il gagnera ensuite Asselag où il attendra le

Chef de bataillon ;

2° - Le Commandant de Région, le Capitaine Ayasse, et les 30 autres fusils partiront sur Mabrouk, pour s'emparer des deux individus précités.

La casbah de Mabrouk est cernée et ses habitants surpris, le 30 novembre à midi, grâce au désert qui sépare ce point d'In Ahmed et à deux mouvements enveloppants simultanés, au grand trot des chameaux, qui forcent les gens en fuite à se rejeter dans l'enceinte fortifiée.

Nous trouvons là des commerçants de passage, des femmes, le marabout Sidi Amar et son fils. Après de longues recherches, nous découvrons enfin, caché dans un sac, le fils d'Abidin, Aï Bella.

Nous laissons en paix les gens de la casbah et emmenons seulement sur Asselag les deux personnages importants. Nous retrouvons à ce point le sergent MORO DIALLO, qui a également réussi son coup de main.

Le 7 décembre le détachement rentre à Téléya. Tirailleurs et chameaux ont accompli ce raid de 520 km dans d'excellentes conditions. Il n'y a pas eu un seul homme indisponible ni un chameau en mauvais état.

Aujourd'hui, 10 décembre, les nouvelles du capitaine Grosdemange ne nous sont pas encore parvenues, mais le Chef de bataillon n'a aucune inquiétude à son sujet, étant donné la force de son détachement et celle de la bande.

Résultats obtenus

1° - L'Adrar et le pays Kounta n'ont pas été envahis, le rezzou ayant été chassé par le détachement de Téléya et probablement rejoint et battu dans la suite par celui de Tombouctou. Les pertes subies sont de faible importance ; si les Kounta de Hamoadi avaient exécuté les ordres du Lieutenant Colonel, il n'y aurait peut-être pas eu de victimes.

2° - Le Timétrin et le Ténéré sont maintenant connus et l'influence d'Abidin y sera réduite par l'occupation.

Le Chef de Bataillon prend les décisions suivantes :

1° - On évacuera Mabrouk complètement, car la casbah est simplement un lieu de pèlerinage ; elle est construite en plein désert, on trouve de l'eau en ce point, mais les pâturages en sont très éloignés.

Les passagers y venaient simplement pour donner des vivres à l'ermite et recevoir sa bénédiction. Sidi Amar vivait donc là d'aumônes et ne possédait que quelques poulets, pigeons et 3 chèvres. Il avait autour de lui son fils, des femmes de sa famille, son neveu Aï Bella et plusieurs élèves en bas âge.

2° - Les habitants de la casbah seront confiés à Hamoadi qui les installera à Tabérichat, point situé à mi distance entre (p77) Gao et Téléya, sur la route en construction. C'est là que le chef Kounta va construire le premier village de son pays, sa propre case et enfin un poste grenier.

3° - Aï Bella et Sidi Amar sont en prison pour avoir prévenu ou laissé prévenir les deux autres fils d'Abidin de l'arrivée des tirailleurs. Tous deux entretenaient des relations par lettres avec le vieil agitateur et l'ont avoué. Ces 2 individus ne sont pas des pillards et habitaient Mabrouk depuis longtemps, mais ils s'occupaient des histoires du Timétrin et du Ténéré et gênaient Hamoadi, qui est l'ennemi d'Abidin. L'influence morale de Sidi Amar est considérable, nous avons pu nous en rendre compte en cours de route, car de tous côtés on lui apportait des vivres et l'on demandait sa bénédiction ; sa casbah était un office de renseignements. Enfin, même si ces deux hommes étaient restés neutres, il serait bon de les isoler pour un moment et de les installer, plus tard, dans un endroit bien choisi, sous la surveillance et la responsabilité d'un chef dévoué.

4° - La casbah de Téléya a été relevée par le lieutenant Jalat pendant que cet officier était maintenu à ce point, avec tous ses hommes, par ordre du Territoire et en raison des circonstances. Des puits abondants ont été construits d'une façon définitive. Le poste grenier et le marché sont terminés. La section d'Adrar va reprendre son existence nomade, maintenant que sa concentration n'est plus nécessaire.

Téléya sera le point de passage forcé des caravanes d'In Salah sur Gao et Tombouctou et réciproquement. Les premières y passaient déjà, les secondes quittaient l'artère saharienne au Nord de l'Adrar et descendaient par Mabrouk. Mais la (p78) casbah

de Sidi Amar étant évacuée et l'ermite placé sous notre surveillance, nous allons donner l'ordre de faire passer par Téléya tous les convois (Le Com. de Région demande que le Territoire prévienne In Salah et Tombouctou).

La piste caravanière Téléya-Gao est jalonnée, comme on le sait, par Tachdaït, In Rhar, Tabankort, In Tassit, Kerchouel, In Sagaouane, Argabech, Tinguérouen. Elle est en construction, et sera terminée avant les prochaines pluies. Ce travail comporte l'installation de puits, campements, postes-greniers, et marchés.

La nouvelle route de Téléya - Tombouctou sera jalonnée par Asselag, In Oury, In Etissan, Ellouel, El Mahmoud, Boudjebeha. On trouve des puits en tous ces points, ainsi que des pâturages. (Boudjebeha seul est désertique, mais il appartiendra à la Région de Tombouctou d'indiquer un tracé à partir d'El Mahmoud, si c'est nécessaire).

Cette ligne a été donnée par les gens du pays comme la meilleure ; elle remplit toutes conditions de sécurité, de surveillance et de subsistance. Le poste grenier que nous voulions construire à Mabrouk, le sera à In Etissane, qui offre de réelles ressources en eau et en pâturages".

Signé : BETRIX.

Suit un rapport portant propositions de récompenses.

COPIEVincennes APF
Soudan 8.
dossier III

RAPPORT DU CAPITAINE PASQUIER COMMANDANT

LA 2ème COMPAGNIE ET LE CERCLE DE GAO SUR LE COMBAT

D'EL GATTARA (24 MAI 1912)

N°25.B

29 Juin

Le 16 Juin, deux maures Kountahs, MOHAMED Ould KOUAT et MOHAMED LAMINE Ould BOUTTALI venaient nous déclarer que la Section Méhariste de Kidal, le goum Kountah et l'Azalai avaient été anéantis à El Gattara par un rezzou de trois cents fusils venant du Sud Marocain. 20 Kountahs seuls avaient échappé et il ne restait de la Section que trois carabines et trois chameaux. Ce rezzou uniquement composé de Reggueibat et d'Ouled Driun était commandé par quatre chefs.

SIDI MOHAMED, Chef des Reggueibat

FARRAH, Chef des Ouled Driun

MOHAMED SALOUM Ould ABBAT, Chef des Ouled Driun

MOHAMED SALOUM Ould ALBOUS, -----d°-----

Il avait été rassemblé à Saguir el Hamra par le marabout Cheik MOHAMED el HEYBA, fils aîné du grand marabout MA-el-AIMINE mort en 1910.

EL HEYBA qui prêche actuellement la guerre sainte contre les Français avait donné à ce rezzou des armes, des munitions et la bénédiction de Dieu pour la guerre qu'ils allaient entreprendre. MOHAMED Ould KOUAT nous fit quelques déclarations intéressantes qui sont résumées dans notre télégramme N°7.C. du 17 Juin adressé au Colonel Commandant la Région et au Chef de Bataillon Commandant le Bataillon Sénégalais N°3.

A la suite de ces déclarations nous prescrivons au Sergent
Commandant.....



Commandant le Secteur de Douren de rechercher tous les Kountahs ayant échappé, de les interroger et de les diriger ensuite sur Gao. Nous envoyions un agent politique dans les campements Kountahs du Tondibi et nous convoquions à Gao les chefs des fractions Kountahs.

Toutes ces recherches de enseignement durèrent du 15 au 29 Juin. Nous recueillîmes les déclarations faites par chacun en les interrogeant longuement, certaines furent invariables, d'autres furent nettement contradictoires. Bref une opinion se dégage maintenant de ces déclarations. Nous pensons devoir en toute conscience la soumettre au Commandement en attendant que les recherches faites à El Gattara et sur la piste Telik-El Gattara permettent déclaircir certains points.

Le rent qui va suivre est donc l'expression d'une opinion toute personnelle; opinion sujette par conséquent à discussion et à erreur puisqu'elle est basée sur des récits contradictoires et que notre raisonnement n'a pu dans ces conditions ni s'appuyer que sur des probabilités.

Le 18 Mai se trouvaient rassemblés à Aneschaye :

1°/-La Section Méhariste de la 2ème Compagnie commandée par le Lieutenant Lelorain : Effectif 35 tirailleurs.

2°/-Le goum Kountah commandé par Hamoadi, chef des Kountahs et Monsieur Rossi, Commis de 2ème classe des Affaires Indigènes ancien adjudant de la 2ème Compagnie qui avait été blessé à Achorat : Effectif 66 gouniers.

3°/-L'Azalai comprenant différentes tribus : 1°/- Kountahs, 2°/- Iguelad, 3°/- Kel-es-Souck; 4°/- Idnanes.

Effectif : 1.000 chameaux. Certains convoyeurs ou propriétaires étaient armés de fusils de différents modèles.

L'Azalai.....

L'Azalai escortée par la Section Méhariste et le Goum Kountah quitte ~~xxxxxxx~~ Aneschage le 19 Mai pour se rendre à Tadolini par El Gattara et Telik emportant 5 jours d'eau et le Lieutenant six jours.

L'Ordre de marche est le suivant :
 Avant-garde le Lieutenant avec tous ces Méharistes. Derrière lui le convoi et l'Azalai. Arrière-garde et flancueur. Goum Kountah av HAMDADI et Monsieur ROSSI.

Avec leur imprévoyance habituelle les maures Kountahs et ceux de l'Azalai n'avaient plus une goutte d'eau le quatrième jour au soir. Le cinquième jour c'est à dire le 23 Mai HAMDADI envoie au puits à El Gattara un chouff (éclaireurs) de six goumiers le chouff aperçoit bientôt dans le lointain deux hommes montés à chameau. IL détache immédiatement deux goumiers pour prévenir HAMDADI. Les quatre goumiers restant continuant leur route arrivent en vue du puits d'El Gattara qu'ils trouvent occupé par un groupe important. Ils s'arrêtent, observent et voient 40 hommes montés à chameau se diriger sur eux. Ils s'enfuient, poursuivis à toute vitesse par les 40 hommes et rejoignent le Lieutenant. Celui-ci déploie sa section et ouvre le feu. Deux hommes du rezzou tombent à la première salve, deux autres après. Le rezzou s'enfuit abandonnant ses quatre hommes et deux chameaux ~~xxxxxx~~ portant leur provision d'eau. La Section continuant sa route arrive vers 5 heures du soir en vue du puits. Au moment, HAMDADI veut attaquer, mais le Lieutenant LELORRAIN s'y oppose. HAMDADI insiste déclarant que ces hommes ayant soif il faut à tout prix attaquer et prendre le puits. Le Lieutenant refuse. IL distribue deux peaux de bouc sur son approvisionnement aux goumiers d'HAMDADI qui peuvent ainsi boire un peu d'eau. La nuit HAMDADI insiste pour attaquer, mais le Lieutenant refuse remettant l'attaque au lendemain matin.....

C'est exactement le contraire, après renseignements plus précis.

au lendemain matin.

Dans cette nuit du 23 au 24 aucun événement ne serait survenir chacun restant sur ses positions. Cependant le bruit court que le chef du rassemblement aurait fait dire aux Kountahs : " Vous les musulmans votre chef est un grand marabout, il ne faut donc pas se battre les uns contre les autres, puisque nous sommes des frères. Nous faisons la guerre aux Français, ne tirez donc pas sur nous et nous ne vous ferons aucun mal.

NASIM, qui nous a rapporté ces paroles, affirme formellement qu'elles sont l'expression même de la vérité. Pas un Kountah, ajoute NASIM, n'osera les rapporter en ce moment aux Français, mais vous connaîtrez un jour toute la vérité sur ce qui s'est passé à EL Gattara. Vous verrez que je n'ai pas menti.

Le lendemain 24 mai, la tactique suivante est proposée par HIMOADI pour attaquer. Mettre en avant tous les chameaux et les pousser vers le puits. Les tirailleurs et les goumiers se dissimuleront dans ce troupeau et protégés par les chameaux on pourra atteindre le puits et s'en emparer en évitant les pertes d'hommes.

La position occupée par l'ennemi est la suivante : Sur une circonférence de cinq mètres de rayon au tour du puits quatre fortins en pierres à une distance de 15 mètres environ chacun (A.B.C.D.) ont leurs murs percés de six meurtrières. Chaque fortin est occupé par six hommes. En arrière un autre fortin E. élevé sur un rocher dominant le puits est également occupé.

En avant de ces points fortifiés deux groupes importants, A et B. déployés et évalués à 80 hommes chacun environ attendent l'attaque. Un troisième groupe (C.) n'a pas été vu et exécutera au cours de l'attaque un mouvement tournant pour prendre à revers la Section LELORRAIN.

Les.....

Les deux parties sont à cinq cents mètres de distance.

Un peu avant le lever du jour, la Section LILORRAIN se déploie et commence l'attaque. Une partie du goum Kountah avec MALOADI et Monsieur ROSSI part pour attaquer par l'Ouest.

L'attaque du Lieutenant est poussée avec vigueur. IL inflige au groupe B. de fortes pertes, il va atteindre son objectif, le fortin E. lorsqu'il tombe frappé mortellement d'une balle en plein front à dix mètres du fortin. IL est 8 heures du matin. A ce moment le groupe C. a réussi à tourner la Section et attaque de flanc nos tirailleurs en batte déjà au feu des fortins B. et C.

Le Sergent indigène MALADOU KEITA numéro Matricule 2.185 prend le commandement et d'après le témoignage de tous les Kountahs s'est conduit héroïquement. Complètement entourés maintenant par le groupe C. les tirailleurs se groupent autour du Corps de leur Lieutenant et quinze d'entre eux se font tuer sur lui. Le combat dure jusqu'à onze heures. Deux tirailleurs ayant échappé au feu intense dirigé sur la Section se replient sur les Kountahs. Ils trouvent Monsieur ROSSI qui lutte avec quelques Kountahs fidèles, certains disent même qu'il était seul, ayant été abandonné par tous. Les deux tirailleurs, Monsieur ROSSI et les Kountahs, (s'ils étaient près de lui), sont bientôt entourés et tués.

Un seul tirailleur fut fait prisonnier par le rezzou. Après le combat, il fut tué à coups de baïonnette par un Ouled Driun dont le fils avait été tué au cours du combat. Cette scène qui se passa sous les gens de MOHAMED Oulid KOUAT fut particulièrement atroce.

La Section étant anéantie et le feu ayant cessé, il était alors environ 11 heures 30; le rezzou s'avança sur le groupe de 20 Kountahs qui était assisté en spectateur au combat et l'interpella en lui disant : Les arabes qui sont avec les Français sont les infidèles et

l'on.....

L'on ne tient pas parole aux infidèles, vous allez mourir. Ils tirent sur ce groupe et c'est alors que la fuite générale des Kountahs commença. Il était midi.

La majeure partie prit la Section de Telik, d'autres celle d'Al Arigzane comptant trouver de l'eau dans cet oued en creusant. Il suffit en effet en temps ordinaire de creuser dans cet oued des trous à la hauteur d'un homme pour arriver à l'eau. Ils arrivèrent à trouver seulement un peu de sable humide qu'ils se mirent sur le corps et les lèvres. Cinquante Kountahs dont quelques roudiers moururent de soif en ce point. Parmi ceux qui avaient continué sur Telik, beaucoup moururent en cours de route et quelques uns, une vingtaine environ réussirent cependant à atteindre ce puits après avoir éventré plusieurs chameaux pour boire. MOHIDI mourut de soif à 25 kilomètres de Telik à l'Oued Hessert Gani en un point nommé Kinjré.

On lui prit son arc, ses emblèmes religieux et l'on recouvrit son corps d'un grand vêtement dont on fixa les quatre extrémités dans le sable. Son corps ne porterait aucune trace de blessure. Quant aux gens de l'Azalai ils moururent tous de soif.

En dehors des 20 Kountahs revenus dans leurs campements, nous avons à signaler que trois Kountahs ont rejoint le rezzou ou sont plutôt restés avec lui déclarant vouloir les suivre dans la guerre religieuse qu'ils entreprenaient. Ce sont :

MOHAMED Ould SIDI EL AZZE, Chef de la fraction des Ouled Louaffi.

EL ROHIR Ould OUMAROU de la fraction des Ahel Abiddin.

M'BARECK de la fraction d'El Baye de l'Adrar des Iforas.

Les pertes du rezzou d'après des témoignages nous concordants seraient :

de 40 tués

de 6 à 20 blessés.

Le.....

Le chef les Reuei-latt CIDI MOHAMED a été tué et cette perte aurait tout particulièrement affecté les autres chefs du rezzou.

L'impression générale mal gré le succès remporté était des plus tristes. Tous pleuraient leurs morts et dans leurs conversations revenait sans cesse cette pensée que jamais ils n'avaient rencontré des gens aussi braves.

Il est certain que si la trahison des Kountahs est un jour prouvée trahison dont personnellement nous ne doutons pas le combat engagé par le Lieutenant LELCHERAIN avec ses 35 tirailleurs contre 300 Regguibat et Ouléd Driun comptera parmi les actions héroïques dont nos sénégalais et ceux qui les commandent peuvent à juste titre être fiers.

Sont joints ~~xx~~ à ce rapport :

- 1°/- le plan d'après renseignements du combat d'El Gattara.
- 2°/- l'itinéraire El Gattara - Telik au

1
500.000

Signé : PASQUIER.

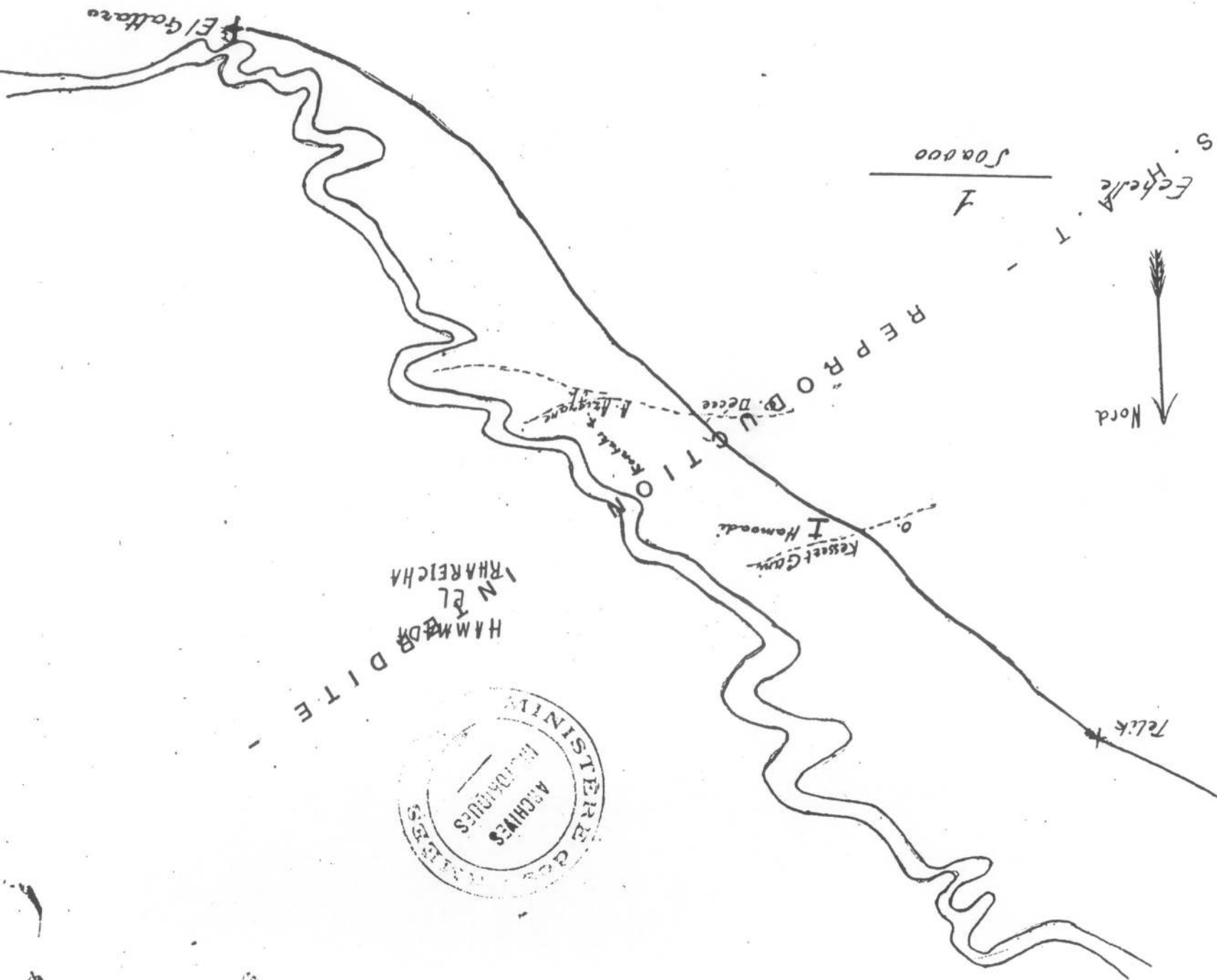


INTERDITE

Yusuf de Tachem



AMERICAN
HAMBURG
N 2
REICH



Ksar de Taoulina

Telik



IN HARDITE
HAMADA
EL
RHAREICHA

Kesset Gani

I Hamoadi

O. Decce

A. Azigane

REPRODUCTION

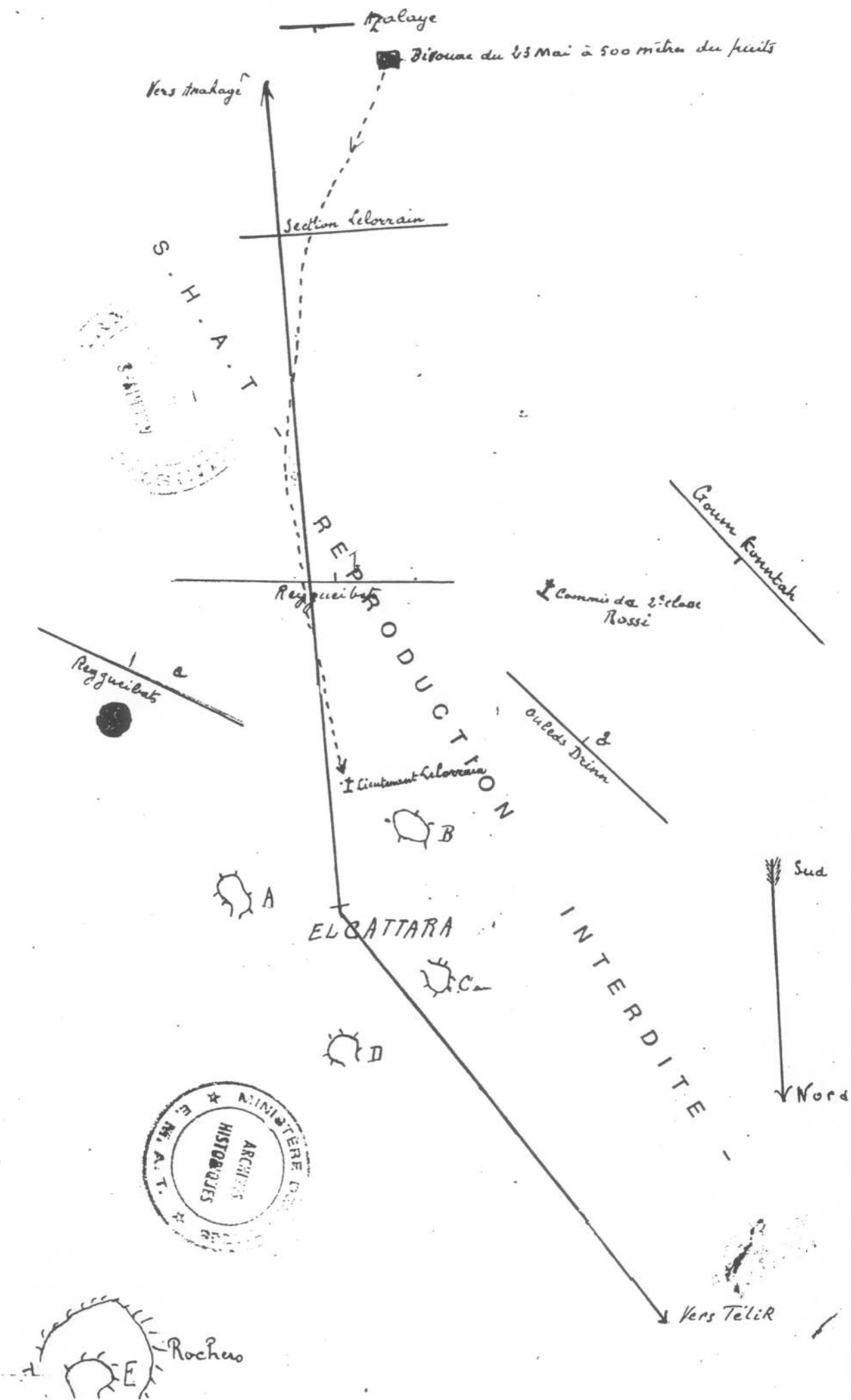


A.T.
Echelle

1

50000

El Gattaro



Afrique Occidentale Française
 Région de Tombouctou
 Secteur d'Araouan.

Tombouctou, le 24 janvier 1912

Vincennes AOF
 Soudan 8 - Dossier III

Rapport du Lieutenant Galet-Labande

Commandant le Secteur d'Araouan,
 au sujet des renseignements recueillis à
 L'oudenni et El Guettera, sur le
 combat livré par le Lt Lorrain
 le 24 Mai 1912.



Ayant appris qu'un Ladjakant, témoin
 oculaire du combat de El Guettera se trouvait
 à Iméidi (Kas de L'oudenni), nous le
 faisons appeler le 18^e décembre, et le questionnons.
 Il se nomme Ahmadou Brahim.

Le compte rendu de son interrogatoire a
 été transmis déjà. Le présent rapport a pour
 objet de ^{relater} la visite au puits de El Guettera,
 et au lieu du combat.

La plus grande partie des faits déjà
 connus par Ahmadou Brahim semblent
 exacts, et le croquis ci-joint permet de suivre
 les grandes lignes de l'affaire, dont les détails
 restent,

dont les détails restent, et restent sans doute toujours mystérieux -

Seuls, les Kountas qui ont réussi à échapper aux balles et à la soif pouvaient éclairer un peu l'obscurité de ce drame, mais comme il sera démontré plus loin, il est probable que l'honneur de leur tribu réclame un silence profond sur bien des points, et des plus importants -

Nous eussions peut-être pu, avec l'aide du témoin, venu avec nous à El Guettera reconstituer d'une façon plus précise les diverses phases de la lutte, si un concours de circonstances n'avait permis à un détachement du Eidi Kelt de rendre avant notre arrivée les derniers devoirs aux morts, et d'effacer en accomplissant ce devoir dont nous avions depuis si longtemps revendiqué le douloureux privilège, les traits marquants du tableau du combat -

De nombreux vestiges ^{nous} ont néanmoins autorisé à nous créer une impression qui doit se rapprocher de la vérité -

Le El nous amène dans l'Oued Guettera par l'Ouest -

Dès l'arcès de l'Oued, nos regards sont frappés par un grand nombre d'ossements de chameaux par des débris de toute nature qui jonchent le sol -

Ce sont -

Se sont des peaux de bouc desséchées, des cordes d'assabai, des ligatures de cuir pour les bannes de sel, en un mot des vestiges du matériel de l'Azgalai Koumba. Un de nos flangueurs vient nous prévenir qu'il a aperçu à 1500^m environ au Sud, des cadavres, et un tonnelet, ainsi que des bûts.

Nous approchons du puits.

Dans un chaos indescriptible, des peaux de bouc, des carcasses d'animaux, des cordes, des bûts indigènes jonchent le sol.

Le camp est établi dans l'Oued, et aussitôt nos investigations commencent.

Il s'agit tout d'abord d'établir la situation du regzi à El Guettera le 23 mai, veille du combat.

Le Reyquebats ont razzié les Ouled Djéir. Ils ont au moins 1000 chameaux à abreuver avant de songer à conduire leurs prises au Nord, par Oum - El - Assel, (leur route naturelle.) Ils se gardent néanmoins, et comme il convient au désert, c'est à dire sur leurs traces. Leurs "Chouffs" ou sentinelles observent donc les abords du puits, et principalement le Sud. Le 23^m au matin ces chameaux aperçoivent six hommes venant du Sud. Ils donnent l'alarme. Le Reyquebats sautent en selle, emportant à tout hasard quelques peaux de bouc d'eau sur leurs chameaux.

Ils poursuivent



Ils poursuivent les six hommes qui s'enfuient vers le Sud jusqu'à la chaîne rocheuse de R' Narbich.

Ces six hommes sont des gommiers Koumta envoyés en éclaireurs par le Lieutenant Lelorrain.

Ils préviennent cet officier -

Les 10 Reguebats sont accueillis par un feu nourri qui tue trois des leurs -

Un chameau portant de l'eau est capturé -

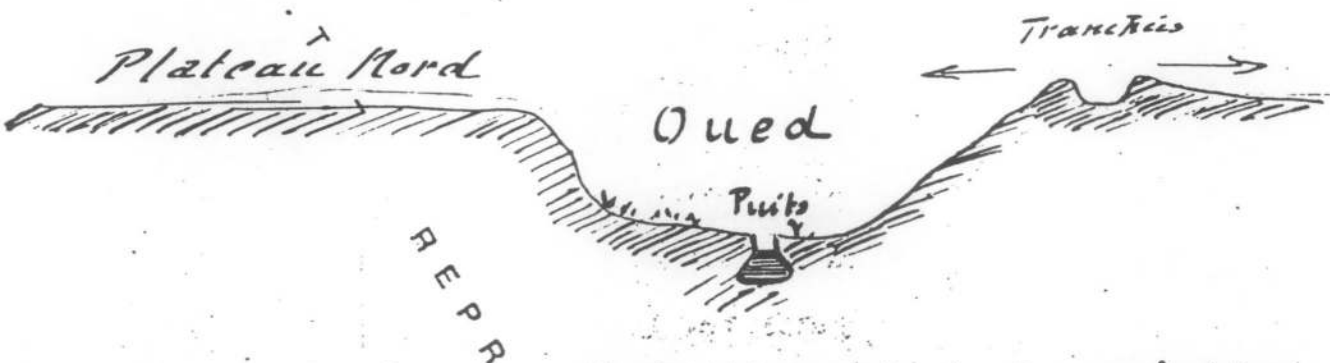
Les 17 Reguebats reprennent la route d'El Guettera où ils sont avertis le gros du regzgi que l'Azgalai Koumta arrive escortée par des tirai. Ils dont ils ont peut être même pu donner le nombre. Le regzgi se trouve dans l'alternation suivante : En abandonner le puits en traînant à sa suite un fort troupeau de chameaux qui ont soif, ou lutter pour conserver sa position, qui est excellente en tâchant de capturer les chameaux de l'Azgalai. La nécessité de conserver le puits l'emporte, et c'est l'âpre lutte pour la possession du point d'eau qui va s'engager.

La présence du gommier Koumta n'inquiète pas les Reguebats. Et s'ils font des tranchées pour tirer couchés, c'est afin de résister à l'attaque des tirailleurs qui ils prennent cette mesure défensive.

Ils savent que l'attaque peut avoir lieu des deux côtés : soit directement par le Sud,

~~soit par le Nord.~~

soit par le Nord, si l'adversaire, traversant l'Oued en un point inconnu, vient s'établir sur le plateau qui leur fait vis à vis - (croquis) - Aussi leurs tranchées que nous avons examinées attentivement sont-elles à deux fins - Elles sont creusées dans



le reg qui blenté qui recet superficiellement le plateau Sud du puits et les terres de rejet forment un double parapet destiné à les abriter des coups venant du Sud ou du Nord. Ils creusent aussi des trous pour les tireurs.

Ci est devenue l'Algalaï Kounta depuis la rencontre du matin.

Tout le monde souffre de la soif - Un tisseur vient de mourir, épuisé, et il ne reste plus qu'une petite provision d'eau, dernière réserve que l'on ne peut entamer. (6 tonnelets de 40 litres)

Le chameau capturé portait deux peaux de Boue - Elles ont été distribuées -

Il faut à tout prix atteindre le point d'eau, et pour cela il faudra combattre.

Le Sgt Lelorrain décide d'aborder le puits par l'Ouest.

par l'Ouest et marche probablement jusqu'à
Erg Gouéré qu'il atteint vers 5 heures du soir -

L'Azalai est groupé - On s'arrête -

M^r Rossi, d'après le témoin, voudrait attaquer
sur le champ - Selonain voyant sans doute
l'état d'épuisement de tous juge qu'il vaut mieux
attendre la nuit -

Il envisage même la possibilité de repartir
vers Dagoub'x, mais se heurte à un refus absolu
des Koumbas, qui, pensant que les Ouled Djéir
battus par les Reguebato sont à Dagoub'x,
ne soupçonnent pas de faire encore 50 kilomètres
pour se retrouver en face de la même situation -

Les Koumbas ne veulent pas servir de guides
alléguant leur ignorance de la route -

Les pompes se prolongent, la nuit arrive -
La soif est ardente -

Selonain distribue les tonnelets d'eau, et
le témoin dit que cette eau était aussi "brûlante" que
si on avait voulu faire du "chi" -

Un des tonnelets est distribué aux gendarmes
de Monsieur Rossi -

Le Lieutenant Selonain voudrait pro-
fiter de la nuit pour attaquer la position, mais
les Koumbas se débrouillent, disant que le matin
"on verra mieux" -

Les gommiers de M^r Rossi me débordent
 " sur ma gauche de façon à former une action parallèle
 " et à occuper le plateau N. du puits."

Le témoin est très priés en ce qui concerne
 ces ordres. L'aube apparaît et Lelorrain se met
 en marche.

Les Reyquebats le guettent, et il reçoit des
 coups de fusils dès qu'il a fait quelques centaines
 de pas. Aussi va-t-il être obligé de marcher par
 bonds très restreints, et il n'est pas douteux qu'il a
 du employer la marche rampante, la marche par
 infiltration, avec ses tréaillens, puisqu'il a mis
 trois heures $\frac{1}{2}$, peut-être davantage, pour attein-
 dre avec ses hommes l'endroit où ils sont tous tombés
 (9 H $\frac{1}{2}$ ou 10 H du matin).

L'ennemi les harcèle. Chaque côté est
 occupé. Lelorrain se voit entouré, cerné et combat
 seul avec sa poignée d'hommes. Où sont les
 Koumtas ?

Pourquoi ne sont-ils pas au poste de
 combat fixé par le Lieutenant ?

C'est qu'aux premiers coups de fusil, dit
 le témoin, trois Koumtas seulement ont répondu, et
 aussitôt toute la troupe des gommiers est venue se
 réfugier dans le convoi, se couchant même entre
 les chameaux, abandonnant M^r Rossi.

Lelorrain est donc seul. Il avance, et
 nul ne saura jamais, les péripéties, les épisodes
 héroïques

les épisodes héroïques de ce combat disproportionné.

Il atteint un petit monticule (C) (croquis 3).

Il va l'occuper avec les 20 hommes qui lui restent.

Mais à 15 pas de lui une fraction de Reyquebats occupe un petit mamelon D et derrière lui s'élèvent

des coups de feu. C'est la fin. Revolver au poing

il se défend, mais la lutte est terminée, les Reyquebats se rapprochant cernent la petite troupe et

tuent à bout portant les tirailleurs et leur chef.

Les 20 corps ont été retrouvés mêlés, l'un sur l'autre,

Le rezgi en a fini avec le seul adversaire qu'il pouvait redouter.

Il faut en finir avec les Komtaks.

La chose est facile, et il suffit aux Reyquebats de tirer dans le tas des fuyards qui courent de tous côtés, pour retrouver en quelques instants les maîtres de la situation et les possesseurs du convoi, des armes, des munitions, et des 1000 chameaux restés sur place.

Les Komtaks partis dans toutes les directions iront mourir de soif, surtout vers Eléick. Nous avons vu un grand nombre de corps desséchés.

Le Chef Hamoadi, lui-même a été reconnu à 1 jour environ d'El Guettera.

D'autres, trente, plus heureux atteignent Eléick.



Ils boivent, et retournent vers El Guettera. A moitié route, ils remontent de nouveau les Reyquebats vainqueurs venant de El Guettera et allant à Eléick pour prendre ensuite la route d'Oum El Assel; mais ceux-ci les laissent dédaigneusement passer, sans même leur parler.

Les Reyquebats sont restés deux jours au puits. Ils ont pillés les bagages, cassés les caisses et les cantines.

Un tircilleur, fait prisonnier, a été mis en demeure de tirer l'eau du puits pour les chamans. Il refuse. On l'y contraint par les coups. Puis il est tué à coups de poignard.

Les Reyquebats ont subi les pertes suivantes
3 hommes tués le 23. Quelques blessés le 24.

~~Etat. tutelle~~

no 211⁶⁴

Transmis au Colonel C. La
Région de Tombouctou.

J'ai parcouru le terrain du combat avec le Lt. Galit Calandi et le Lt. adj. adj. Ahmadou Brahim et j'ai assisté aux explications qui ont été fournies sur place par ce dernier.

De ces explications il résulte :

1^o que le Lt. Lorrain n'a pas manqué droit sur le puits en venant de El Guettera.

ing venir en que, pour attaquer le point,
il a dirigé vers l'Ouest et a essayé de
déboucher dans l'Ouest à 1^{er} au Sud-Ouest
du point.

2^e que les Regueyats ont manœuvré et
parfaitement utilisé le terrain.

Les occupants
du point
la nuit
Voyant le mouvement offensif du
C. Lomrain, ils se sont portés à 1^{er} au
S.-O. du point et ont attendu nos
troupes sur une position avantageuse.
Ils avaient d'ailleurs une 2^e ligne
de défense aux abords immédiats du point.

3^e que le C. Lomrain a remis environ
3 heures après franchi les mille mètres
qui séparaient l'endroit où il a pris sa
formation de combat du lieu où il a été tué.

Parti avec une trentaine de tirailleurs,
il a réussi à arriver avec une vingtaine
d'hommes à environ cinquante mètres de
l'ennemi.

A ce moment, il a été entouré et
écrasé sous le nombre. Les tirailleurs n'ont
rien pu faire pour l'environ de leur chef.

Combattant le 9 Avril 1913

Le Chef de B. Galy, C. L.

B. de la 1^{re} S. N. 2



1
100.000

N G

S

I
V. l'oued Amague
don Hajara

Plaine de reg

El Ghattara

Chaine de Ghattara

2 effluents de l'oued blanche

REP
G
OD
C
T
I
O
N
d
n
d
niveau de reg

Erg Gouère (Petit erg)
ondule sale jaune
15 a 20 m relief max

Erg Erick
Très ondule 15 m
relief max sale
jaune franches



PERDITE

Vors R. V. 2

Combat d'Inakafe et rapport d'Attaher ag Illi ³

Bataillon de Tirailleurs Sénégalais N° 2
3ème Compagnie
Peloton Méhariste N° 3

ASSELAH, le 22 novembre 1921

**RAPPORT du Lieutenant HIRE, Commandant le Peloton Méhariste
N°3 sur "la poursuite d'un Rezzi et le combat qui a eu lieu le 19 octobre
1921 au puits d'INAKAFE dans les environs de TIGUIRIRT à 100
kilomètres au Nord de MENAKA".
au Capitaine Commandant la 3ème Compagnie à BAMBA**

Le 13 octobre 1921 à 10 heures alors que le peloton est au pâturage Adjoul affluent de l'Oued Iracher Sabiden, un nomade Iforas arrive et m'informe qu'un rezzi, comprenant plus de CENT hommes, avait été vu par une femme aux environs de TESSALIT le 12 octobre dans la matinée - Immédiatement le Peloton est alerté - A midi un Chouaf de partisans KEL EFFELE arrive à toute vitesse et me rend compte qu'un Rezzi comprenant à peu près CENT hommes avait été vu par eux le 12 au soir au Nord de TELEYA, se dirigeant à vive allure vers le Sud-Est.

Aussitôt un détachement de poursuite est formé :

COMPOSITION DU DETACHEMENT DE POURSUITE :

Lieutenant HIRE	:	
Sergent Indigène	:	BANDIOUGOU SANGARE
Caporaux -	:	DJI KONE et BIRAHIMA ALUIGUI
Tirailleurs	:	51
Goumiers	:	6
Bergers	:	2

MUNITIONS ET ARMEMENT

180 cartouches par homme
2 F.M. avec chargement complet
3 tromblons V.B.
20 grenades par tromblon

VIVRES - Tout le monde est aligné en vivres pour 20 jours.

MATERIEL - 2 délous, 2 cordes à puits, 1 abreuvoir pour chameaux, une peau de bouc par homme. Les hommes emportent leur toile de tente et les outils portatifs.

CHAMEAUX 61 chameaux de selle
2 chameaux transportant les F.M.

DEPART DU DETACHEMENT

13 octobre - A 14 heures tout est prêt, et au moment de partir je reçois un courrier de TAHER, Aménokal des Iforas, pour me prévenir qu'il vient d'être attaqué et qu'il se replie vers KIDAL.

A 14 h 10, départ du détachement dans la direction du campement de TAHER situé au Nord de l'Iracher Sabiden. A 16 h 30, un deuxième courrier rejoint le détachement et

³ SHAT, Vincennes - AOF Soudan 10 - Dossier 3 - pièce 7.

me communique que TAHER est arrivé à KIDAL où il rassemble tous ses partisans pour prendre part à la poursuite du rezzi qui se dirige vers l'Est de KIDAL⁴ où j'arrive à 19 h 30. Je repars à 21 heures avec TAHER et quarante deux partisans. Nous prenons la direction Nord-Ouest pour recouper les traces du rezzi. Arrêt à minuit dans l'Oued Isseyguen.

14 octobre - A 5 heures départ de l'Oued Ysseyguen, même direction que la veille. Une heure après le départ, les partisans partis en avant en éclaireurs signalent qu'ils sont sur la trace du rezzi qui va dans la direction du puits de BARUS, où nous arrivons à 9 heures. Le rezzi semble avoir passé une partie de la nuit en cet endroit où il a laissé pas mal de vieux débris de toutes sortes : peaux de boucs, vieux cordages...etc... Nous ne nous arrêtons que quelques instants pour reconstituer notre provision d'eau et repartons aussitôt. Nous suivons les traces toute la journée, direction générale Sud- Sud-Est. En effet le rezzi après avoir contourné KIDAL par le Nord, semble maintenant s'infléchir légèrement vers le Sud-Est. En tout cas, il fait de nombreux crochets, va d'un Oued à l'autre et de pâturage en pâturage. Il est en chasse et semble ne pas être bien renseigné de l'endroit où se trouvent les chameaux des Iforas.

Arrêt le soir à AGUILOS à 22 heures près d'un campement Ibottonaten ou le rezzi était passé le matin vers 10 heures. Nous sommes obligés d'attendre le jour pour suivre les traces dans la montagne.

15 octobre - Départ à 5 h 30. Arrêt à 10 heures. Les partisans en éclaireurs font dire qu'ils ont perdu la trace.

Déjà depuis notre départ de KIDAL, plusieurs partisans nous ont rejoint et pendant notre arrêt il en arrive de tous côtés dont un groupe de 25 Ibottonaten avec leur chef El Ousseini. A ce moment TAHER dispose de plus de 80 partisans dont 60 bons, bien armés et bien montés. Comme je me trouve à plus de 80 kilomètres au Sud-Est de KIDAL et que ma mission est surtout de protéger l'Ouest et que d'autre part TAHER dispose de forces suffisantes pour continuer la poursuite, je décide d'accord avec TAHER :

1°) TAHER et 60 bons partisans choisis continueront la poursuite. Je lui laisse pour cela :

Le Sergent Indigène BANDIOUGOU SANGARE, vieux et bon méhariste.

Le Caporal DJI KONE

24 Tirailleurs avec 1 F.M. et 2 tromblons V.B.

4 goumiers.

soit en tout 30 méharistes.

Je regrette de ne pouvoir lui laisser un Sous-Officier européen, mais cela m'est impossible parce que le Sergent CHOPARD est parti en reconnaissance dans une autre direction et le Sergent VEILLOTTE, nouvellement affecté au Peloton Méhariste n°3, arrivé au carré le 9 octobre très fatigué de son voyage ayant été assez sérieusement malade à BOUREM, n'aurait sans doute pu supporter cette randonnée.

Moi, avec le reste des Tirailleurs, goumiers, partisans et le Chef Ibottonaten, El Ousseini, nous retournons vers le carré du P.M. pour protéger les chameaux rassemblés au cas où un deuxième rezzi viendrait attaquer les campements ou le carré et en même temps protéger l'Ouest qui est complètement découvert.

A midi, les éclaireurs ayant envoyé dire qu'ils avaient retrouvé les traces du rezzi, TAHER et le Sergent BANDIOUGOU partent immédiatement avec leur détachement pour continuer la poursuite.

RENSEIGNEMENT SUR LE REZZI - Pendant l'arrêt un Imrad à TAHER est venu et lui a raconté qu'ayant été pris par le Rezzi vers TELEYA il avait été amené jusque vers RAROUS où il avait réussi à s'échapper et déclare que le rezzi comprend 70 hommes commandés par un des fils d'ABIDIN, mais ne connaît pas son nom, toutefois il croit que ce doit être SIDI LAMINE.

⁴ Je change de direction et vais vers KIDAL où j'arrive à 19 h 30

RETOUR DU DETACHEMENT du Lieutenant HIRE au CARRE du P.M.3

A midi également, le 15 octobre, le détachement du Lieutenant HIRE se met en route pour le retour au carré du P.M.3. Arrêt à 16 heures auprès d'une mare dans l'Eguérir Nord. Abreuvoir et pâturage des chameaux toute la nuit.

Départ à 8 heures, arrivée à KIDAL à 18 heures.

Départ de KIDAL à 7 heures, arrivée au carré à Adjoul à midi.

COMPTE RENDU VERBAL FAIT PAR LE SERGENT INDIGENE BANDIOUGOU SANGARE, Commandant le Détachement de Tirailleurs de poursuite.

15 octobre - En exécution des ordres du Lieutenant HIRE, commandant le P.M.3. le 15 octobre à midi, je me mets en route avec TAHER et ses partisans pour continuer la poursuite. Nous continuons à marcher vers le Sud-Est. Arrêt le soir à TIGUEBALEN à minuit.

16 octobre - Départ à 5 heures, nous suivons toujours les traces en direction du Sud-Est. Arrêt à 10 heures au puits d'ARACADE où nous prenons de l'eau et mettons les chameaux au pâturage. Départ à 16 heures. Arrêt le soir dans la brousse à minuit.

17 octobre - Départ à 5 heures, toujours sur les traces du rezzi, direction Sud-Est. Arrêt à 20 heures à TIGUEZAL.

18 octobre - Départ à 5 heures, nous sommes toujours sur les traces. Même direction générale. Arrêt à 14 heures à TINDOUDOU. Départ à 15 heures, arrivée au puits de TIGUIRIRT à 19 heures où nous prenons de l'eau. Départ aussitôt, TAHER m'ayant prévenu que le rezzi ne devait pas être bien éloigné et qu'il y avait lieu de marcher toute la nuit.

19 octobre COMBAT d'INAKAFE - Nous avons marché toute la nuit. Le matin à la pointe du jour, des chouafs envoyés par TAHER, dans toutes les directions. Arrêt à 7 h 30 auprès d'un puits du TIGUIRIRT. Abreuvoir des chameaux. Vers 9 heures un chouaf vient trouver TAHER et lui rend compte qu'il a vu le rezzi arrêté en avant de nous à peu près à deux heures de marche. Aussitôt, je prends les dispositions d'attaque, mais TAHER me dit qu'on ne peut pas attaquer en plein jour l'emplacement où est campé le rezzi. Qu'il est impossible de s'approcher sans être vu de très loin. Que le rezzi est dans un petit rocher isolé au milieu d'une vaste plaine, que si nous l'attaquons en cet endroit et de jour, nous aurons de trop grosses pertes. Que lui TAHER connaît bien l'emplacement et qu'il est préférable de l'attaquer de nuit. Alors nous décidons de ne l'attaquer que de nuit à moins qu'il ne parte avant, dans ce cas nous l'attaquerons au moment de son départ.

Vers 16 heures les chouafs signalent que le rezzi s'apprête à partir. Aussitôt nous nous élançons en formation d'attaque, les tirailleurs en avant, avec des groupes de partisans en flancs gardes. Dès que le rezzi nous voit arriver il part à toute vitesse. Alors les partisans montent à chameaux nous dépassent et poursuivent le rezzi tous tirent étant en selle, le rezzi en se sauvant et les partisans en les poursuivant. Le détachement de tirailleurs et les partisans qui avec TAHER forment la réserve suivent aussi à vive allure et prêts à soutenir les partisans d'avant-garde qui mènent le combat. Le combat a ainsi duré jusqu'à la nuit. A ce moment le rezzi serré de trop près se disperse dans la montagne. TAHER me fait dire qu'il fallait s'arrêter. Nous nous arrêtons vers 19 h 30. Pendant le combat deux hommes du rezzi ont été tués. Un moment après notre arrêt, un groupe de partisans rentre en amenant un prisonnier, 10 chameaux pris au rezzi et 4 fusils 74. Ils rendent compte qu'ils ont tué 4 hommes du rezzi qui s'enfuyaient à pied. Ils amènent aussi tous les chameaux que le rezzi avait pris en passant en Adrar, 60 environ. Dans la nuit vers 22 heures, un deuxième groupe de partisans rentre et rend compte qu'il a tué 3 hommes du rezzi et ramène 5 chameaux pris. Ce qui fait en tout 9 hommes tués, 1 prisonnier, 15 chameaux et 4 fusils 74 pris, plus toutes les prises du rezzi. Le deuxième groupe de partisans rend compte aussi qu'il y aurait encore 5 ou 6 hommes du rezzi,

blessés sans doute, qui se seraient cachés dans les rochers. De notre côté nous n'avons aucune perte.

20 octobre - Le matin à la pointe du jour un groupe de partisans part à la recherche des hommes du rezzi cachés dans la montagne. Ils rentrent à 14 heures et disent qu'ils n'ont rien trouvé.

Nous campons sur l'emplacement du combat, au puits d'INAKAFE, TAHER ayant décidé d'abandonner la poursuite à cause que le rezzi s'était dispersé et que dans ce cas la poursuite devenait trop difficile et ne donnerait aucun résultat.

Dans la journée du 20, pâturage. Le prisonnier ayant déclaré qu'un groupe de 17 hommes s'était détaché du rezzi pour passer un peu plus au Sud et qu'il devait rejoindre le gros au puits d'INAKAFE, TAHER décide de laisser un groupe de partisans au puits, tandis que le reste ira camper à environ une demi-heure. Départ du puits à 19 heures, arrêt à 19 h 30.

21 octobre RETOUR SUR KIDAL - Départ à 8 heures, arrêt à 9 h 30 dans un bon pâturage. Départ 15 heures, arrêt minuit.

22 octobre - Départ à 5 heures, arrêt 11 heures - pâturage.

23 octobre - Départ à 5 heures, arrêt à TASSIK à 13 heures.

24 octobre - Départ à 15 heures, arrêt à l'Oued KAYOUN à 19 heures.

25 octobre - Départ à 5 heures, arrêt à l'Oued ISSEYGUIN à 9 heures - Départ à 15 heures, arrivée à KIDAL à 18 heures.

26 octobre - Départ de KIDAL à 6 heures, arrivée au carré du P.M.3. à 13 heures.

COMPTE RENDU VERBAL FAIT PAR TAHER, Aménokal des Iforas,
Commandant le groupe de partisans

13 octobre - Départ de KIDAL à 21 heures avec 42 partisans et le détachement de Méharistes du Lieutenant HIRE. Arrêt à minuit dans l'Oued ISSEYGUEN.

14 octobre - Départ vers 5 heures. Au moment du lever du soleil mes éclaireurs m'annoncent qu'ils sont sur les traces du rezzi. Vers 9 heures, nous passons au puits de RAROUS. Nous suivons la trace du rezzi toute la journée. Arrêt à AGUIBAL vers 22 heures.

15 octobre - Départ un peu avant le jour. Arrêt vers 10 heures, mes éclaireurs ayant perdu les traces. Depuis mon départ de KIDAL, beaucoup de partisans m'ont rejoint et un nouveau groupe de 25 Ibottenatten commandé par leur chef EL OUSSEINI, arrive pendant notre arrêt.

Après entente avec le Lt HIRE nous décidons que :

1) Moi, TAHER, je continuerai la poursuite avec 60 partisans choisis et 25 tirailleurs, 4 goumiers commandés par le sergent BANDIOUGOU SANGARE.

2) Le Lieutenant HIRE rentrera au carré avec le chef EL OUSSEINI et le reste des partisans pour assurer la protection des chameaux car actuellement tous les partisans sont avec moi et il ne reste plus de fusils en Adrar.

16 octobre - Départ 5 heures. Arrêt vers 10 heures à ARACADE où nous prenons de l'eau. Départ 16 heures. Arrêt vers minuit dans la brousse.

17 octobre - Départ vers 5 heures, arrêt à 14 heures à TINDOUDOU. Départ à 15 heures. Arrivée au puits de TIGUIRIT à 19 heures. Arrêt quelques instants pour prendre de l'eau. D'après divers indices je suppose que le rezzi ne doit pas être bien loin.

Je décide donc de marcher toute la nuit.

19 octobre COMBAT d'INAKAFE - Un peu avant la pointe du jour, j'envoie des chouafs dans toutes les directions. Nous nous arrêtons vers 7 heures à un puits qui fait partie du groupe puits d'INAKAFE. Abreuvoir des chameaux.

Vers 9 heures, un chouaf vient me prévenir qu'il a vu le rezzi un peu en avant de nous à environ deux heures de marche. Je fais prévenir immédiatement le Sergent BANDIOUGOU SANGARE, qui me dit qu'il faut attaquer tout de suite, mais après avoir expliqué que nous ne pouvons attaquer en plein jour à cause du terrain que je connais très bien, que l'ennemi est dans un endroit très difficile à enlever, nous décidons d'attendre la nuit pour l'attaquer, à moins qu'il ne parte avant, dans ce cas, nous devons l'attaquer au moment de son départ.

Vers 16 heures, un des hommes que j'avais envoyé en surveillance vient me prévenir que le rezzou se prépare à partir et commence à seller. Aussitôt nous prenons les dispositions d'attaque. Les tirailleurs en avant et des groupes de partisans en flancs gardes pour essayer de déborder l'ennemi. Nous nous avançons rapidement mais arrivés à une demi-heure de marche du rezzi, celui-ci nous ayant vu part à toute vitesse. Aussitôt les partisans se mettent en selle et partent à la poursuite. Les tirailleurs suivent derrière avec quelques partisans en réserve. Lorsque le rezzi s'aperçoit qu'il est serré de près il se met à tirer sans descendre de chameaux et en se sauvant, les partisans les poursuivent aussi en tirant depuis sur les chameaux. Au moment du coucher du soleil nous les gagnons de vitesse et les serrons de très près.

Alors il semble qu'il y a de l'affolement, deux hommes sont tués et roulent à terre, d'autres tombent de chameaux et se sauvent à pied. Les autres se débarrassent de tout ce qui est encombrant, peaux de bouc, sac à vivres...etc... Ils laissent toutes leurs prises. A ce moment il commence à faire nuit et ils se dispersent dans la montagne. Alors d'accord avec le Sergent BANDIOUGOU nous décidons de nous arrêter pour camper. Les partisans d'avant garde continueront pendant la nuit à suivre les trainards et rechercher ceux qui ont été blessés ou ceux qui sont tombés de chameaux. Vers 20 heures, un groupe de partisans rentre et me rend compte qu'ils ont tué 4 hommes et ramènent 1 prisonnier. Vers 22 heures un deuxième groupe rentre et me rend compte qu'ils ont tué 3 hommes. Ce qui fait en tout comme pertes en hommes du rezzi 9 tués et 1 prisonnier.

Nous n'avons aucune perte de notre côté.

20 octobre - Dès le matin, je rassemble tout ce qui a été pris au rezzi ce qui donne :

1°) 63 chameaux, chamelles ou chamelons qu'il avait pris en passant dans nos campements

2°) 12 chameaux du rezzi

3°) 4 chameaux volés en Adrar en 1918 et reconnus comme appartenant à des Iforas

4°) 4 fusils 74

5°) Un tas de vieux débris de toutes sortes (peaux de bouc, vieux boubous...etc...).

Je profite du repos pour faire contrôler les dires des partisans au sujet des 7 hommes du rezzou que les deux groupes de partisans ont signalé avoir tués.

Les hommes que j'ai envoyés me rendent compte qu'ils ont bien vu les 7 hommes du rezzi morts. Donc le renseignement est exact. Je suppose même qu'il doit y avoir des blessés qui vont mourir dans les rochers sans que personne ne les retrouve jamais.

Un groupe de partisans Fourgau Moussen est envoyé pour suivre les traces du rezzi, rechercher les trainards et tacher de donner des indications sur la direction que prendra le rezzi.

Un deuxième groupe envoyé le matin à la recherche des trainards rentre à 14 heures et rend compte qu'il n'a rien vu.

Le prisonnier m'ayant déclaré qu'un groupe de 17 hommes s'était détaché du gros du rezzi depuis 3 ou 4 jours et devait les rejoindre au puits d'INAKAFE, je tente une embuscade, en laissant un groupe de partisans au puits qui simulera le rezzi, tandis que nous, nous allons camper un peu plus loin. Mais personne ne vient. L'embuscade n'ayant pas réussi nous partons le 21 vers 8 heures pour le retour sur KIDAL où nous arrivons le 25 octobre vers 18 heures.

RENSEIGNEMENTS SUR LE REZZOU fourni par le prisonnier BRAHIM ould HAMOUADI Oulad Rheilane de la fraction ALEYA ould CHERKHI Ould Fanana dépendante d'Ould AIDA EMIR d'ATAR (Mauritanie).

EFFECTIF ET COMPOSITION DU REZZI - Le rezzi avec lequel je marchais comprenait exactement CENT hommes, composé de Oulad el Ouade, Aïtoussas, Noadji, Bérabiches et Télémides de feu Cheik Ma el Aïnin, commandés par Sidi Lamine ould Abidin qui a avec lui, trois de ses frères, les nommés ; Hamma, El Ouata et Sidi Amar.

ITINERAIRE - Nous sommes partis de MRIBET -Point situé sur l'Oued Drâa au Sud de Tizounine, vers le 1er septembre. Tous nos campements se tiennent dans l'Oued Akkhay et l'Oued Tataa, affluents de la rive droite de l'Oued Drâa. Nous sommes venus par petits groupes par Oum Mlachar, Agueilt, El Bechara situé sur l'Oued El Ma, nous avons traversé l'Iguidi à El Métri Ouhagha, passé El Ksaib en Hank, nous avons traversé l'Erg Chache à Tifouria, passé à Oum el Acel et le rassemblement a eu lieu à Télík (près de Taoudéni) vers le 26 septembre, nous sommes restés 3 jours à Télík, puis nous avons été à El Guattara où nous avons passé deux jours et où le rassemblement s'est terminé. Ensuite nous sommes partis sur Achourat-Tin-Korban-In Chikker - et In Imzel près Tessalit. Jusqu'à ce dernier point nous n'avons pas marché très vite, ce n'est qu'à partir de In Imzel que nous avons pris l'allure pour traverser l'Adrar en 2 jours et arriver à RAROUS la 2ème nuit.

OBJECTIF - Si nous trouvions des chameaux en Adrar une partie du rezzi devait faire demi-tour en amenant les prises et les autres devaient continuer leur route sur le secteur de Tahoua, chez les Kel Gress, grands propriétaires de chameaux.

ARMEMENT - Le rezzi est surtout armé de Fusils 74. Il n'y a que 5 ou 6 carabines 90 et 1 fusil 1886. Les hommes ont en moyenne 40 à 50 cartouches.

RENSEIGNEMENTS DIVERS - Nous nous procurons des cartouches par des marchands qui viennent les vendre depuis la côte et aussi par les gens du Maroc, surtout par ceux de la fraction de El Glaoui qui lui volent les cartouches pour nous les vendre à raison de 25 francs les 10. Nous nous procurons aussi des armes par le Maroc, soit que nous allions les voler, soit que les gens nous les vendent. Une carabine se vend environ 2 000 francs. Les voleurs passent les cartouches ou les carabines dans les bâts à chameaux. Nous achetons aussi des munitions dans l'Oued Noun. Celui qui en vend beaucoup se nomme MOHAMED AILATH, il habite TAHATA dans la montagne Bani.

Nous sommes partis ensemble deux rezzous, un le nôtre venant en Adrar des Iforas ; l'autre comprenant 110 hommes commandés par El Kalifa Ould Sidi Mohamed Ould Mohamed ; chef Bérabiche dissident ; allant sur Oualata. Au moment de notre départ il n'y avait pas d'autre rezzi en formation.

CONCLUSION

Je ne peux terminer le présent rapport sans signaler : l'endurance et l'énergie dont ont fait preuve pendant cette poursuite tous les Tirailleurs du détachement du Sergent BANDIOUGOU SANGARE. Du reste le détachement a fait l'admiration des partisans et de l'Aménokal TAHER, qui me dit en arrivant "Je te remercie beaucoup de ton détachement tu as de bons tirailleurs méharistes qui arriveraient à fatiguer mes partisans et qui malgré cela te ramènent des montures en très bon état comme tu peux en juger par toi même".

Encore une fois je te remercie et te prie de remercier tes chefs pour moi. Sans tes tirailleurs je n'aurai pu battre le rezzi et reprendre les biens qu'ils m'avaient volés.

En effet, les chameaux sont rentrés en aussi bon état qu'ils étaient partis.

Aussi, j'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir appuyer favorablement auprès de l'autorité supérieure les propositions que je crois devoir vous soumettre et qui sont relatées ci-dessous.

Je demanderais également qu'une récompense soit remise au nommé ROBAH de la fraction Ibottenaten qui a été précieux comme guide et comme partisan. Du reste à chaque rezzou qui pénètre en Adrar c'est toujours lui qui est en tête pour les poursuivre.

Je serais heureux également qu'une récompense soit remise à l'Aménokal.

PROPOSITIONS

1°) POUR L'INSCRIPTION AU TABLEAU D'ADJUDANT INDIGENE

BANDIOUGOU SANGARE Sergent Indigène n°Mle 16848

"Excellent sous-officier, modèle d'énergie et de bravoure. A participé en Adrar a de nombreux combats contre les rezzous. Chargé de la poursuite d'un rezzi de 100 hommes s'est acquitté de sa mission avec une énergie et un entrain dignes des plus grands éloges. A rejoint les pillards après une poursuite de sept jours et a réussi pour une large part à leur faire subir un grave échec, les mettre en fuite en leur infligeant des pertes sérieuses en hommes et animaux et lui reprenant toutes les prises qu'ils avaient faites. Déjà médaillé militaire et nommé sergent pour faits de guerre".

Cercle de Tombouctou
Subdivision Kidal

**Rapport du lieutenant Le COCQ chef de la subdivision
de Kidal, au sujet du contre-rezzou effectué en octobre 1928
dans le Ténéré et de l'engagement de Tamakatte. ⁵**

I - Renseignements et faits qui ont motivé le contre-rezzou

Le 15 octobre 1928 au soir, un garde méhariste du groupe nomade du Timétrin arrivé au poste de Kidal, porteur d'un pli annonçant que le détachement du Lieutenant Bennejean avait eu un engagement à Tisserlittin avec un rezzou d'une cinquantaine d'hommes.

Le T/O suivant est envoyé immédiatement au Cercle de Tombouctou

"N° 507 Priorité urgent. Rezzou 50 fusils regueibats comprenant fils Abidine, gommier dissidents Tombouctou a attaqué détachement Bennejean Tisserlittin cent dix kilomètres N.O. Tessalit les 10 et 11 octobre puis a fui laissant cinq tués devant charge baïonnette. De notre côté un garde méhariste et un tirailleur tués, un sergent indigène blessé grièvement Lieutenant Bennejean légère éraflure crâne - Détachement Bennejean ayant eu ses chameaux tués ou blessés a rejoint Tessalit le 13 Groupe Parat parti Tessalit le 14 - Lieutenant Bennejean demande si auto peut monter chercher sergent indigène blessé - Craint n'avoir rencontré qu'une partie rezzou - Partisans Ifoghas alertés. Le Cocq".

Un garde méhariste de la Subdivision est envoyé pour prévenir Ataher, l'aménokal des Ifoghas d'avoir à alerter ses partisans dans le plus bref délai. Une autre part au campement des gardes de la subdivision avec l'ordre de dire au brigadier de rassembler ses hommes, les chameaux et de les amener à Kidal le lendemain matin.

Le 16 octobre, à 6 heures, arrivée de 16 gardes méharistes sous le commandement du brigadier Beyès ag Krami - Leurs armes sont vérifiées, du riz et des cartouches distribuées.

Vers 15 heures, arrivée d'Ataher avec une dizaine de partisans. D'après lui on a tout à craindre de ce rezzou qui va certainement essayer de pénétrer en Adrar.

Deux partisans sont envoyés à Tin Zaouaten avec mission de prévenir les Algériens de l'arrivée d'un rezzou et le T/O suivant est adressé au Cercle de Tombouctou :

"N° 514. Partisans partis ce jour Tin Zaouaten prévenir groupe chaamba arrivée rezzou Tisserlittin. Le Cocq"

Le 17 octobre - Les partisans d'Ataher continuent à se rassembler. Ils sont actuellement une vingtaine.

Vers midi, un nomade venant d'Arli se présente à Kidal ; il rend compte qu'il a vu à ce puits le chouf d'un groupe nomade du Timétrin commandé par le sergent Brahim, rejoignant à toute vitesse son unité après avoir aperçu à Bouressa un rezzou d'une cinquantaine de fusils prenant la direction du Ténéré.

Le T/O 521 est envoyé au cercle :

"D'après mes renseignements nomades, rezzou serait à côté Bouressa se dirigerait sur le Ténéré où se trouve nombreux chameaux Ifoghas. G.N. Timetrin averti. Le Cocq".

⁵ ANM. 1E76 - Fonds récents Bamako. Rezzous

Deux partisans sont envoyés au G.N. Timetrin pour assurer la liaison avec cette unité ; deux autres partent à Akallen et Tegohas, où se trouvent de nombreux troupeaux de chameaux pour les avertir d'avoir à se replier sur Kidal ou In Tebsasse le plus rapidement possible.

18 octobre - Formation du contre-rezzou

Les partisans sont tous arrivés - une cinquantaine environ, des cartouches leur sont distribuées.

Le G.N. du Timetrin, alors dans la région Tessalit - Tisserlitine, étant trop éloigné pour être d'un secours quelconque à ce moment, la formation d'un contre-rezzou est décidée.

Composition

Le lieutenant colonel Le Cocq chef de Subdivision

Mohamed Mahmoud, interprète (volontaire)

Les tirailleurs du poste de Kidal (volontaires et à qui l'on donne comme monture 2 des chameaux de la Subdivision)

16 gardes méharistes sous le commandement du brigadier Beyès ag Krami.

50 partisans Ifoghas sous le commandement de l'Aménokal Ataher et de Sidi Amar ag Souelem.

Armement

70 carabines Mle 90 ou Mle 16

Chef de Subdivision, interprète, tirailleurs et gardes - 200 cartouches chacun - Partisans - 30 cartouches par homme.

Mission

1° - Protéger les troupeaux de chameaux Ifoghas

2° - Poursuivre et si possible détruire le rezzou

Départ du contre-rezzou de Kidal le 18 octobre à 10 heures.

L'objectif - Se placer à côté du massif d'Itiquenan de façon à se mettre entre le rezzou et les troupeaux de chameaux.

Protection des troupeaux

Le 18 octobre, dans la nuit, vers 20 heures, arrêt du contre-rezzou dans un petit oued au delà de Rarous. Les chameaux sont mis au pâturage et un chouf est envoyé à Tameradente pour nous y précéder et chercher des renseignements.

19 octobre - Départ à 6 heures, arrivée à Tameradente vers 16 heures - Le chouf envoyé la veille nous y attend - Aucune nouvelle - Les campements paraissent surpris, n'ayant pas entendu parler de rezzou.

Deux choufs de cinq hommes chacun, partent l'un à Arli, l'autre dans l'oued Tin Essako avec mission de rechercher tout renseignement se rapportant au rezzou - Le détachement attendra leur retour à Tameradente.

20 octobre - Des nomades venus dans la matinée nous confirment que les troupeaux de chameaux Ifoghas, avertis par les partisans de la présence d'un rezzou, se replient tous sur Kidal ou In Tebsasse.

Vers 13 heures, un des partisans envoyés en chouf, arrive au grand trot et annonce qu'il a aperçu les traces de 50 razzieurs dans l'oued Tin Essako - Ces traces sont de la veille et se dirigent sur Akallou - Quatre hommes du chouf les suivent et nous renseigneront sur tous les mouvements du rezzou.

Nous décidons aussitôt de nous porter non dans l'oued Tin Essako mais entre Akallou et Teqohas de façon à couper la route au rezzou avant qu'il n'atteigne les troupeaux.

Le T/O suivant est envoyé à Kidal pour être transmis au Cercle et au G.N. Timétrin.

"N° 531 - Renseignements sûrs signalent rezzou Oued Tin Essako où doit commencer razzier campements chameaux - Pars poursuite avec Ataher gardes et partisans - Préviens groupe nomade - Le Cocq".

A 14 heures, départ de Tameradente au petit trot, direction Sud-Est.

Dans la nuit, vers 21 heures, rencontre d'un partisan resté suivre les traces ; il prévient que le rezzou a quitté la veille Akallou pour Teqohas et que de nombreux troupeaux Ifoghas se trouvent encore du côté de Tigebaben.

Arrêt dans un oued pendant quatre heures - Les chameaux sont laissés sellés au pâturage et un chouf est envoyé à Tiquelalen.

21 octobre - Départ du détachement vers 1 heure du matin, en direction de Tiquelalen et précédé d'un fort chouf d'une dizaine de partisans.

Arrivée au puits à 8 heures, le rezzou n'y a pas passé ; les campements font l'abreuvoir des troupeaux comme à l'ordinaire.

Un chouf est envoyé dans la direction de Teqohas - Il revient au bout de quatre heures avec un Kounta de Sidi El Bellah que le rezzou a forcé la veille à lui servir de guide.

Les razzieurs sont allés hier matin, jusqu'à un petit oued situé à mi-chemin entre Tiquelalen - Là ils ont appris par un imrad que les partisans se rassemblaient de ce côté. Ils ont fait alors demi-tour et sont repartis sur leurs traces dans la direction de Teqohas, le laissant libre. Il nous confirme que le rezzou est d'une cinquantaine d'hommes et que Sidi Lamine Ould Abidine le commande.

D'après ces renseignements, le rezzou paraît abandonner les troupeaux de chameaux Ifoghas et va sans doute essayer de se porter sur un autre point - Ataher déclare qu'il ira soit du côté de Tiguiirir soit vers l'oued In Atenkarer dans le Ténéré, de grands troupeaux de chameaux se trouvant dans ces deux régions.

Poursuite

La poursuite du rezzou est décidée. Dix partisans partent immédiatement en direction de Teqohas. Ils devront voir si le puits est occupé. Dans ce cas, leur consigne est de ne pas se montrer et de nous attendre pour attaquer par surprise au petit jour.

Si les razzieurs ne s'y trouvent pas, ils détacheront un chouf sur ses traces.

Départ du détachement de poursuite à 16 heures, après l'abreuvoir des animaux - Petit trot et pas - Arrivée en vue du puits à 19 heures. Les partisans nous attendent ; le rezzou est parti vers Akallou et le chouf a pris les traces.

Nous continuons la marche et nous arrêtons vers minuit dans un oued situé à une heure environ du puits.

Les chameaux sont baraqués en silence, des sentinelles détachées et un chouf envoyé en direction d'Akallou, le premier n'étant pas rentré.

22 octobre - Arrivée des choufs vers 6 heures ; ils rendent compte qu'ils ont été obligés d'attendre le petit jour pour pouvoir suivre les traces jusqu'au puits.

Le rezzou est passé ici, la veille vers midi, avec quelques chameaux pris à Teqohas, se dirigeant sur Gelgiet - Il a comme guide un bellah d'Ibottenaten connaissant très bien toute la région et particulièrement la position des troupeaux de chameaux nomadisant dans l'oued In Atenkarer.

Le T/O suivant est envoyé à Kidal pour transmettre au cercle :

"N° 541 - Rezzou cinquante fusils venant oued Tin Essako a essayé razzier

campements chameaux Ataher - N'a réussi qu'à en prendre quatre - Parti direction Gelgiet - Suis sur traces à une journée marche derrière - Le Cocq".

Départ d'Akallou vers huit heures, en suivant les traces très nettes des pillards - A une heure du puits nous trouvons le cadavre d'un imrad tué par le rezzou pour n'avoir pas fourni de renseignements.

Vers midi, nous arrivons à l'endroit où les razzieurs ont campé pendant la nuit du 21 au 22. Leur carré est formé de la même façon que celui d'un détachement de tirailleurs méharistes. Les chameaux rassemblés au centre, douze hommes par face, leurs trous individuels ayant près d'un mètre de profondeur.

A seize heures et demi, les traces du rezzou rencontrent celles d'un troupeau de chamelles (une trentaine de bêtes) qu'un partisan nommé Rabat reconnaît comme lui appartenant.

A partir de ce moment les traces des pillards encadrent celles des troupeaux raziés.

Vers dix-huit heures, nous approchons des dunes vives où se trouve Gelgiet ; le chouf envoyé rend compte que les razzieurs ont creusé deux puits, fait la corvée d'eau, et campé à côté dans l'après-midi. Mais impossible de savoir, la nuit étant noire, s'ils se trouvent encore dans les dunes, ou s'ils sont partis dans une direction quelconque.

D'autres gardes et partisans vont en reconnaissance et reviennent sans résultat.

Nous décidons alors d'attendre le petit jour pour continuer et de prendre un peu de repos.

23 octobre - Dès 6 heures du matin, nous sommes au puits ; deux gardes envoyés sur les traces, viennent annoncer qu'elles se dirigent, en sortant des dunes, vers l'oued In Atenkarer.

La poursuite est reprise aussitôt après un court arrêt d'une demi-heure au puits.

A quatre heures de Gelgiet nous trouvons l'emplacement où le rezzou a campé la nuit. Il en est parti au petit jour sans se presser car les hommes allaient tous à pied.

Nous ne sommes donc plus qu'à cinq heures de marche environ de lui. Les chameaux n'étant pas encore trop fatigués nous accélérons l'allure et marchons ainsi sans s'arrêter toute la journée.

Accrochage

Nous ne devons plus être qu'à une heure ou deux des pillards.

A la tombée de la nuit, nous décidons de former un détachement d'accrochage d'une vingtaine d'hommes, possédant les meilleures montures. Ils ont comme mission, si le rezzou essaye de s'enfuir de le poursuivre à toute allure et de le déborder, ce qui le forcera à s'arrêter et à faire face.

Sidi Amar ag Souelem, chef des partisans, Mohamed Mahmoud, interprète et Ratamane ag Baba Ahmed garde de 1^{ère} classe en font partie.

Ce détachement part devant nous, au grand trot et doit nous prévenir à la première alerte.

Nous suivons au petit trot. La nuit devient de plus en plus noire et vers 12 heures nous sommes forcés d'arrêter, ne pouvant plus apercevoir les traces.

24 octobre - A une heure du matin, un partisan envoyé par Mohamed Mahmoud arrivé porteur des renseignements suivants : "Le Rezzou doit connaître notre présence, il s'est arrêté, a formé le carré".

Le groupe d'accrochage a baraqué chameaux sellés à 1 kilomètre de nous, prêt à se porter en avant au moindre bruit.

Nous en faisons autant et attendons le petit jour. Dès 5 heures tout le monde est debout et à pied, avec comme guide le partisan arrivé quelques heures auparavant, nous nous dirigeons vers le détachement d'avant-garde.

A ce moment, un autre nomade arrive, prévenant que le rezzou s'enfuit et que le groupe d'accrochage poursuit à toute allure.

Nous sautons aussitôt à selle et partons au grand trot - Le jour commence à peine à se lever, le terrain est composé de dunes assez rapprochées, parsemées de touffes de had

désséchées - Aussi ne peut-on voir assez loin devant.

Au bout d'un certain temps, nous entendons quelques coups de fusils espacés. Le groupe d'avant-garde doit donc gagner du terrain et ne plus se trouver qu'à quelques centaines de mètres des pillards.

C'est alors une galopade effrénée - Taher ne peut plus retenir ses partisans, qui foncent en avant, chacun de leur côté - Il les suit.

J'ai moi-même les plus grandes peines à maintenir les gardes et quelques partisans.

Des détonations continuent à se faire entendre mais le brigadier des gardes Beyès me fait observer qu'elles proviennent maintenant de la droite ce qui tenderait à faire croire que le rezzou change de direction.

La course au grand trot continue, mais nous nous dirigeons maintenant sur l'endroit d'où proviennent les détonations, laissant Taher et ses partisans suivre les traces du groupe d'accrochage.

Il doit être environ 7 heures. Les coups de fusils deviennent de plus en plus rapprochés et obliquent toujours vers la droite.

Nous allons maintenant à 90° de la direction primitive de marche.

Vers 7 heures et demi, les coups de feu parviennent très nets et sortent du même endroit. D'après les goudiers, le rezzou vient enfin de baraquier et de faire face.

En effet, un quart d'heure après, du sommet d'un monticule, nous apercevons le carré des pillards établi au flanc d'une dune, les chameaux baraqués au centre.

Attaque du carré

L'attaque est déjà commencée - Les partisans arrivent par petits paquets et se joignent à leurs camarades du groupe d'accrochage.

Le garde de 1ère classe Ratamane ag Baba Ahmed, qui nous a aperçus, arrive en courant et nous renseigne en quelques mots :

Les chameaux raziés sont tous repris.

Le changement de direction vers la droite, fait par les pillards, provient du mouvement débordant vers la gauche, esquissé par Mohamed Mahmoud et quelques partisans du groupe d'avant-garde.

Deux raziés sont prisonniers, trois ou quatre autres tués - Malheureusement, il y a autant de partisans hors de combat.

Ataher arrive à ce moment avec ses hommes et se porte immédiatement sur la ligne de feu - Mais les partisans sont placés de telle sorte qu'ils ne voient pas très bien le rezzou et tirent en général au-dessus.

Les chameaux des gardes et tirailleurs sont alors baraqués derrière une dune et nous nous élançons à notre tour, prenant le rezzou à revers.

Après une progression faite sous le feu, nous arrivons à une cinquantaine de mètres du carré ennemi, qui installé sur la pente d'une dune, s'offre entièrement à nos coups.

Pour être certains qu'il ne s'échappera pas, nous tirons d'abord sur les chameaux qui au bout d'un quart d'heure sont tous tués.

Puis le tir est réglé sur les trous individuels faits dans le sable par les raziés, et pendant trois heures, gardes d'un côté, partisans de l'autre, nous faisons converger sur eux un feu assez nourri.

Au début, les pillards répondent par un tir très ajusté, mais au bout d'un certain temps nous entendons distinctement Sidi Lamine recommander à ses hommes d'économiser les cartouches. Gardes, partisans et pillards se lancent des défis et à un moment même, un razié se met à chanter.

Reddition

Vers 11 heures, nous sommes absolument certains d'avoir le dernier mot, ayant encore de nombreuses munitions, alors que le rezzou ne nous répond plus que par intervalles.

J'ordonne de cesser le feu et par l'intermédiaire de Mohamed Mahmoud, je fais prévenir les raziés qu'ils auront la vie sauve s'ils se rendent immédiatement.

Leur chef Sidi Lamine répond et au milieu des négociations meurt de ses blessures.

Son frère Arouata le remplace et déclare qu'ils veulent bien se rendre mais craignent d'avoir la tête coupée par les partisans, dès qu'ils seront désarmés.

Enfin, après quelques palabres, Omar oud Mehemet, Arouta ould Abidine se décident à sortir de leur carré et à venir faire leur soumission.

Ils vont ensuite chercher leurs hommes et reviennent au nombre de 31 déposer leurs armes, munitions, équipements en tas devant le chef de Subdivision.

Le contre-rezzou est terminé, pas un pillard n'ayant pu s'échapper.

Résultat du contre-rezzou

Perte du rezzou	16 tués 31 prisonniers dont 7 blessés (un de ceux-ci meurt de ses blessures en cours de route)
De notre côté	6 partisans tués - 3 blessés.
Armes prises au rezzou	1 fusil Mle. 86 5 fusils Mle. 07-15 10 carabines Mle. 90 ou 16 28 armes Mle. 74
plus 4 jumelles en bon état appartenant à	Sidi Lamine Mohamed Lache M'Barek Sidi Mohamed

30 chameilles razziées à Gelgiet reprises.

De plus, ce contre-rezzou libère toute la région des principaux pillards habitués à venir razzier régulièrement soit des caravanes soit des campements.

Kidal, 7 novembre 1928
Le lieutenant Le Cocq, chef de Subdivision

Signé : le Cocq.

Pour copie conforme

Tombouctou, le 23 novembre 1928

Le chef de Bataillon Fouré, Délégué du Commandat Militaire.

RENSEIGNEMENTS DONNES PAR LES PRISONNIERS

Renseignements donnés par Arouata ould Abidine et Omar ould Méhemet

Origine - Composition du rezzou

Le rezzou détruit à Tamahaste se forme dans la région de l'oued Draa vers la fin du mois d'août.

Il se compose de 51 hommes placés sous le commandement de Sidi Lamine Ould Abidine.

23 sont du campement d'Abidine dont les trois frères Sidi Lamine, Arouata, Badi.

8 Bérabiches ou Maures venus avec Omar ould Mehemet.

14 Ait Oussa amenés par Sidi Mohamed

6 Harib sous le commandement d'Ali Ould Bécha.

Itinéraire suivi jusqu'à Tisserlitine

Ils descendent directement sur l'Adrar en passant par Bir Amila, Oquilet, Aib Allah, In Dagobert, Tin Datsen, Tisserlitine, et encerclent le détachement du lieutenant Bennejean qui vient d'arriver à ce dernier puits.

Engagement de Tisserlitine

L'engagement dure deux jours.

Leurs pertes sont de quatre tués :

Badi Ould Abidine

Sidi Amar Touadji

Ahmedou Campement Abidine

Heila Ait Oussa

Ils n'ont pas de blessés et partent finalement en emmenant une carabine et quelques chameaux du G.N. Timétrin.

Itinéraire suivi après engagement Tisserlitine

De Tisserlitine, ils vont à Timaouine puis Bouressa (où ils aperçoivent le chouf du G.N.T. commandé par le sergent Ibrahim ould Mouloud) et de là descendent sur In Abalen, O. In Oufasen, O. Tin Essaco et Akallou. Leur intention est de razzier les troupeaux Ifoghas se trouvant entre Teqohas et In Tebsasse.

Ils vont à mi-chemin entre Teqohas et Tiguilalen, ne peuvent rien razzier et apprennent que les partisans de l'Adrar se rassemblent de ce côté.

Ils reviennent alors à Akallou, où ils trouvent un bellah d'Ibottenaten qui leur donne des renseignements précis sur les emplacements occupés par les troupeaux de chameaux Hoggar, Allmoussakarès, Kountas et Inottenaten qui nomadisent au-delà de l'oued In Atenkarer dans le Ténéré.

Ils décident alors d'y aller en prenant le bellah comme guide.

En passant à Gelgiet ils razzient 30 chameaux puis passent l'oued In Atenkarer se dirigeant sur les troupeaux.

Lorsqu'ils sont rejoints à Tamahaste, les chameaux convoités ne se trouvent plus qu'à une petite journée de marche.

Renseignements divers

1 - La caravane Ifoghas razziee du côté d'In-Zize, l'hiver dernier était commandée par Mohamed Lache (tué à Tamahaste) et Ali ould Bécha (blessé et prisonnier).

2 - L'incursion faite en Adrar (hiver 26) était commandée par Omar ould Méhemet (blessé et fait prisonnier à Tamakaste) et Sidi Mohamed (tué).

3 - L'armement du rezzou anéanti à Tamakaste était au départ de l'oued Draa de :

1 fusil 86
5 fusils 07-15
10 carabines cal 8 m/m
28 fusils 74

Un minimum de 200 cartouches par homme
4 razzieurs avaient des jumelles
Sidi Lamine, Mohamed Lache, M'Bareck, Sidi Mohamed.
Tous portaient un équipement de cuir.

Pour copie certifiée conforme,
Tombouctou, 26 novembre 1928
Le chef de Bataillon Fouré, Délégué du Commandant Militaire.

Propositions pour récompenses
concernant le personnel indigène civil et militaire

Médaille coloniale avec agrafe "Sahara" pour tout le personnel y compris le lieutenant Le Cocq commandant le détachement.

Pour officier de la légion d'honneur

Ataher ag Illi - Aménokal des Ifoghas Chevalier de la Légion d'Honneur

"A su rassembler avec rapidité ses partisans Kel Effelé permettant ainsi la formation immédiate d'un contre-rezzou. A animé ses partisans par son exemple et a contribué pour une large part au succès final (un état spécial joint).

Pour une citation à l'ordre de la brigade

Boubakar Abdoulaye, tirailleur de 2ème classe, Mle. 3655

"Volontaire pour partir en contre-rezzou, a fait preuve au cours d'une poursuite et d'un combat très dur, de belles qualités militaires, montrant le plus grand mépris du danger dans l'attaque du carré ennemi".

Amadou Sidi, tirailleur de 2ème classe, Mle. 731 - Même citation.

Pour chevalier de l'Etoile Noire du Bénin

Beyes ag Kreml, Brigadier garde méhariste

"Très belle attitude pendant l'engagement de Tamakaste le 25 octobre".

Ratamane ag Baba Ahmed, garde méhariste de 1ère classe.

"A par son allant, entraîné les partisans d'avant garde et permis l'accrochage du rezzou".

Il Millach ag Ratata, garde stagiaire, même citation

Ischen, garde stagiaire, même citation.

Pour la médaille d'argent

"Belle conduite au feu"

Sidi Amar ag Souelem, chef des partisans Kel Effelé

Assefar ag Samed Taleb, partisan Kel Effelé

Abidine ag Sidi Ahmed, -

Abdullah ag Bobakrine -

Bobo ag Rabat, partisan Ibottenaten

Iknane ah Rabat, -

Soride ag Houba, -

Mahoua ag Abdullah, -

Pour une médaille d'honneur en bronze

Mohamed Mahmoud, interprète auxiliaire contractuel à la Subdivision de Kidal

"Volontaire pour accompagner son chef de Subdivision en contre-rezzou. A, en tête de quelques partisans au cours d'une poursuite au grand trot, forcé le rezzou à s'arrêter et à faire face, permettant ainsi à ses camarades d'arriver et de pouvoir attaquer. A eu alors son chameau tué sous lui.

"Quelques heures plus tard, a fait preuve du plus grand mépris du danger en s'avancant jusqu'à quelques mètres du carré ennemi pour pouvoir transmettre aux rescapés la promesse qu'ils auraient la vie sauve s'ils se rendaient immédiatement".

Demande de gratifications en argent

Pour la famille des tués :

1.000 francs par famille

Bisadi ag Samoko, Kel Effelé
Hidallen ag Mohamed, -
El Kassen ag Iknace, -
Mohamed ag Gefanase, -
Abidine ag Elmestra, -
Daufy ag Rabat, Ibottenaten

Pour les blessés

500 francs chacun

Sidi Amar ag Touta
Attile ag Rhamine

Demande d'indemnités pour perte de monture
au cours de l'engagement

Sidi Amar ag Souelem, Kel Effelé	500 francs
Sidi Amar ag Touta, Ibottenaten	500 -
Mousseline ag Iknane, Kel Effelé	500 -
Sidi Mohamed ag Mohamed, -	500 -
Bobo ag Rabat, Ibottenaten	500 -

Tombouctou, 26 novembre 1928

Le chef de Bataillon Fouré, Délégué du Commandant Militaire.

Koulouba, le 14 décembre 1928

Affaires politiques
N° 715A

L'administrateur en Chef des colonies,
Lieutenant-Gouverneur p.i. du Soudan français,
A Monsieur le Gouverneur Général de l'Afrique Occidentale Française.
DAKAR (Cabinet Militaire).

- 1 dossier joint.

J'ai l'honneur de vous adresser sous ce pli les propositions suivantes en faveur des indigènes, ci-après désignés, qui se sont particulièrement distingués le 25 octobre dernier au cours du combat de l'Oued In Atankarer :

Pour officier de la Légion d'Honneur :

Attaher ag Illi, Aménokal des Ifoghas de l'Adrar.

Pour la Médaille d'Honneur en bronze :

L'interprète auxiliaire contractuel Mohamed Mahmoud
Le brigadier Garde méhariste Beyes ag Khimi
Le garde méhariste de 1ère classe Ratamane ag Baba Ahmed
Les gardes méharistes de 2ème classe In Millach ag Ratata et Ischem
Le chef des partisans Kel Effelé : Sidi Amar ag Taleb
Les partisans Kel Effelé : Assafar ag Sehed Taleb
 Abidine ag Sidi Ahmed
 Abdallah ag Bobakrine
Les partisans Ibottenaten : Bobo ag Rabat
 Iknane ag Rabat
 Soride ag Houba
 Mahoua ag Abdallah

J'ajoute que des secours en espèces vont être accordés aux familles des six partisans et du garde méhariste tués, aux deux partisans blessés et que des indemnités vont être allouées à cinq partisans qui ont perdu leur monture au cours du même engagement.

Signé : Descemet.

Troupe du groupe de l'A.O.F.
Région Militaire de Tombouctou
n° 567/M

Transmis au Général Commandant Militaire du Soudan Français au Délégué du Gouverneur du Soudan

Il y a quelques divergences dans les renseignements fournis par les lieutenants du G. nomade du Timetrin et ceux fournis par les prisonniers quant au nombre de pillards tués dans la rencontre de Tisserliti, mais ceci est sans grande importance, il y a également à noter que les 9 chameaux signalés disparus par le lieutenant Bennejean ont été emmenés par les pillards, mais peu utilisables parce que blessés.

Les dispositions prises par le lieutenant Le Cocq sont très judicieuses.

Le rassemblement des partisans Ifoghas fait rapidement montrer le réel ascendant du lieutenant Le Cocq sur les nomades.

Le dispositif de combat est celui d'une troupe régulière, une avant-garde de 20 carabines, suivie d'un gros. La poursuite est exécutée comme il est indiqué par tous les sahariens au pas et au trot, puis à vive allure lorsque le contact est imminent.

Comme chez tous les irréguliers la discipline du rang n'existe plus dès que le combat est commencé, c'est du combat individuel, l'action du chef est à ce moment absolument nulle. Seul le groupe du lieutenant marche au fusil les autres suivent les traces. Dès que les chameaux ennemis furent pris toute retraite pour les pillards était impossible, ils acceptèrent courageusement le combat. Leurs munitions réduites ne leur permettaient pas de poursuivre un long combat, ils ont en effet environ 40 cartouches le reste a été brûlé à Tisserliti (déclaration d'un prisonnier Omar ould Mehemet arrivé ce jour à Tombouctou).

La conduite de tout le personnel est digne d'éloges ; ci-joint un état de demande de récompenses pour le personnel civil et militaire ayant pris part à cette affaire.

L'organisation du service des partisans est à poursuivre intensivement, cependant il est à noter que tous n'ont pas la même valeur et que ces derniers ne consentent généralement à entrer en action seulement quand l'opération a lieu sur leur terrain naturel de parcours, et surtout comme c'était le cas ici lorsque des animaux leur ont été enlevés. Dans le cas présent on ne peut que louer et admirer la conduite des gens des Ifoghas il serait à souhaiter que les partisans de l'Azaouad aient une valeur identique, je n'oserais l'affirmer. Le lieutenant Le Cocq a été l'animateur de cette troupe il s'est montré un entraîneur d'hommes merveilleux, j'ai l'honneur de le proposer pour Chevalier de la Légion d'Honneur avec la citation suivante à l'Ordre des Troupes de l'Afrique Occidentale Française :

"Officier de toute première valeur commandant une Subdivision nomade, apprenant qu'un rezzou opérait dans son secteur, s'est jeté avec ses partisans à la poursuite de l'ennemi le 22 octobre l'a atteint le 24 et après un combat acharné l'a détruit complètement lui faisant 30 prisonniers et lui enlevant toutes ses prises".

Je demande également son inscription au tableau pour le grade de Capitaine cet Officier ayant été proposé au choix au travail de 1928.

Tombouctou, 23 novembre 1928
Le chef de Bataillon Fouré, Délégué du Commandant Militaire.

Administration coloniale

COLONIE
DU
SOUDAN FRANÇAIS

FICHE DE RENSEIGNEMENTS

concernant le nommé Attaher Ag Illi

CERCLE
de Bombouren de Kidal

Chef des Yoghas de l'Adrar

OUVERTE LE 1^{er} Novembre 1928.

Race..... Yoghas de l'Adrar, mélange de sang arabe depuis plusieurs générations,
né vers 1885 à Barlit Adrar.

Religion..... Musulman, secte quadria

Représentations sur sa gé- son ancêtre, Mohamed El Mokhtar fut un marabout notoire venu en Adrar où
néalogie, sa famille, son il se créa une grande réputation, se fonda une famille par son mariage avec la
origine..... fille d'Idar ag alba des Yoghas Kél Kabalit, puis Vincent Albenawalen ag Illi
El Mokhtar Idar ag albenawalen, Idar ag Idar, El Hassan ag Idar, El Melik ag
El Hassan, Mohamed ag Hamadi, Billa ag Mohamed. Hamadi ag Billa et, Illi ag
Hamadi, père du chef actuel

Situation antérieure. Était-il a été nommé par nous en 1914 quand son frère a été relevé.
fils de chef ou n'a-t-il été
nommé par nous?.....

Événements auxquels il a s'est battu avec les Kél affeli, contre les rezzou, Haggars et. Regueibat
pu prendre part avant
notre arrivée dans le pays.....

Événements auxquels il a Affaire d'Inouafé le 19 Octobre 1924 contre un fort rezzou commandé par
pu prendre part depuis le fils d'abidine.
notre arrivée dans le pays.....

Situation actuelle, relations Aménokal des Yoghas depuis 14 ans a une forte influence sur toutes les
intérieures, influences, re- tribus de l'Adrar. peu d'influence à l'extérieur à la réputation d'être
lations extérieures, renom- bon et pieux.
mée, etc.....

Situation de fortune aisé : mais Sit modestement.

Rapports avec ses admi- Excellents
nistres.....

Est-il combattu? ... Non

Quels sont ses principaux adversaires.....

Réant

Valeur intellectuelle et morale; ce qu'on a à attendre ou à craindre de lui.....

Chef intelligent peut très bien faire

Aptitude au commandement.....

très apte.

Mérite-t-il une récompense?

Oui, déjà titulaire de la légion d'honneur, médaille d'honneur, étoile noire du béryl

Propositions.....

pour un fusil d'honneur.

Renseignements sur son successeur éventuel, sur les membres de sa famille qui le secondent dans ses actes et sont susceptibles d'exercer un commandement.....

un fils de quelques années, son frère Faki, ancien amirahat vit avec lui.

A Kidal

le 1^{er} Novembre 1928.

L. C. 7

NOTES

très populaire parmi les tribus de l'Adrar, et ayant beaucoup d'autorité sur elles, Attaher Ag
 Ag est le seul chef digne de ce nom, habitant l'Adrar.
 très intelligent et rusé il sait se faire obéir, mais cherche constamment à maintenir
 sa popularité au détriment des autres chefs.

Vu et autorisé

Embarqué le 27.11.28

Le Chef de W. Ch. le Général

(voir) très favorable

Tombouctou le 27 novembre

de M. Agni

**“Fiche de renseignement des chefs de l’Adagh pour
l’année 1912”**

Fenna, chef de la fraction Tarat Mellet

53 ans, musulman, branche Trazza (?), grande influence dans sa tribu seulement. Dévoué ou du moins semble l'être. A été très employé par M. Gauthier et le cpt Cortier qui ont apprécié ses services. Est intelligent. Très rusé. Ne jamais porter un jugement définitif sur les renseignements qu'il donne.

Mohammed ag Sanmag dit R'houan, chef des Idnanes

40 ans, est écouté par ses gens, nommé chef récemment, semble vouloir bien faire.

Mohammed Ouan Ferzou, ancien amenokal des Iforas

68 ans, semble ne pas avoir beaucoup d'influence, a été le grand chef des Iforas et celui des Kel Afella. A été renversé par nous pour manque de loyalisme. Remplace actuellement Safikoun tué par un rezzou d'Abiddin et obéit ponctuellement à nos ordres. Trop vieux pour pouvoir quelque chose auprès des Iforas.

Eloy ag Mallad, chef des Ibotenaten

38 ans, influence nulle.

Vit retiré sur les confins de la frontière algéro-soudanaise. Pas très dévoué. Ne descend en Adrar que pour faire pâturer ses troupeaux.

Sidi Alemba, chef des Ifergoumessen

50 ans, influence faible, semble dévoué mais vit loin du poste.

Marabout Kounta Baïe

65 ans, très grande influence, jouit d'une grande réputation de sagesse. Ne donne que bons conseils à ceux qui l'approchent. A été l'investigateur dit-on, de la soumission de Moussa ag Amastane chez les Touareg Hoggars.

Ne prêche que le bien et tient en estime les français.

Peut servir notre cause en toute loyauté.

Seddou, chef des Kel Tarlit

70 ans, influence nulle, à remplacer comme chef.

Trop vieux et trop cassé pour pouvoir conduire sa tribu.

Liste des chefs de subdivision depuis l'origine du poste

Noms	Grade	Date de prise de service
Lanceron	Lieutenant	1908
Soyer	" "	1914
Martineau	" "	1918
Germain	" "	1919
Sabion	" "	1920
Rousseau	" "	1922
Guénard	" "	1923
Le Coq	" "	1924
Battesti	Capitaine	1926
Le Coq	Lieutenant	1/04/27
Parat	" "	22/12/28
de St Maur	" "	1/06/29
Waymel	" "	1/03/31
Charpentier	" "	1932
de St Maur	" "	1932
Charpentier	" "	1935
Bascou	" "	1937
Cabestan	" "	17/08/39
Reeb	" "	18/06/41
Lagarde	" "	15/03/43
Santucci	" "	30/12/45
Morichère	" "	16/08/46
Barré	" "	18/09/47
Clauzel	Elève administrateur des colonies	12/02/48
Barthe	Lieutenant	26/07/49
Clauzel	Administrateur adjoint des colonies	27/06/50
Amirault	AGOM	28/01/53
Baudelaire	Adm. FOM	6/03/54
Allard	AGOM	6/12/54
Clauzel	Adm. FOM	30/04/57
Allard	AGOM	31/12/58

Réorganisations administratives au Haut-Sénégal-Niger et au Soudan Français

Jusqu'en 1890, le Soudan relevait du point de vue politique, administratif et militaire du Gouvernement du Sénégal.

18 Août 1890

Le Haut-Fleuve devient Soudan Français

27 Août 1892

Décrets créant la "Colonie indépendante du Soudan".

16 Juin 1895

Intégration dans le Gouvernement général de l'Afrique Occidentale Française (qui comprend les colonies du Sénégal, du Soudan, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée), créé par décret. Le lieutenant -gouverneur du Soudan est à Kayes.

17 Octobre 1899

Suppression de la colonie du Soudan, et répartition de ses territoires entre le Sénégal, la Guinée, la Côte d'Ivoire, le Dahomey, et deux Territoires militaires relevant du Gouvernement général de l'A.O.F.

Les circonscriptions rattachées au Sénégal (y compris les deux Territoires militaires) prennent le nom de territoires du Haut-Sénégal et du Moyen-Niger, administrées depuis Kayes par un fonctionnaire des colonies, délégué du Gouverneur général

Gao et Tombouctou appartiennent alors au 1er Territoire Militaire du Niger.

20 Décembre 1900

Création du 3ème Territoire Militaire par arrêté (régions situées entre le Niger et le Tchad)

1 Octobre 1902

Regroupement en "Territoires de la Ségambie et du Niger" des protectorats du Sénégal et des territoires du Haut-Sénégal et du Moyen-Niger (sous l'autorité directe du gouverneur général, représenté à Kayes par un délégué permanent).

18 Octobre 1904

Création de la colonie du "Haut Sénégal-Niger", par regroupement des anciens territoires du Haut Sénégal, du Moyen-Niger, et du 3ème Territoire Militaire.

Elle est composée de :

- les cercles d'administration civile. Le deuxième Territoire militaire est transformé en cercle civil

- Le Territoire militaire du Niger comprend les précédents 1er et 3ème Territoires militaires (ou Territoire militaire de Zinder ¹)

La colonie est placée sous les ordres d'un lieutenant-gouverneur (William Ponty, précédemment délégué permanent)

26 Décembre 1904

Le Territoire Militaire du Niger est organisé en trois régions, dont celle de Tombouctou, avec Gao (chef-lieu : Niamey) (Arrêté du Gouverneur général de l'AOF)

¹ G. Spitz, Soudan Français, 1955 : 13

7 Février 1905

Convention entre le Ministère de l'Intérieur et celui des Colonies sur la délimitation entre l'Algérie et l'AOF.

31 Décembre 1907

Le Territoire Militaire du Niger est organisé en 4 régions :

Tombouctou (cercle de Tombouctou comprenant le secteur de Goundam, cercle de Bamba, annexes de Raz el Ma et du Gourma)

Gao (cercle de Gao et secteur de Bourem, cercle de Tillabéry, cercle de Dori)

Niamey (cercle de Djerma avec secteur de Yeni, cercle de Dosso et secteur de Boumba, cercle de Madaoua -ancien Tahoua- et secteur de Koni)

Zinder (cercle de Zinder, cercle d'Agadès, cercle de Bilma, cercle de N' Guimi)

(Arrêté du Gouverneur général de l'AOF)

Militairement, le Territoire est occupé par deux bataillons :

Tombouctou avec 4 compagnies

Zinder

Décembre 1908, Situation militaire ²

Deux bataillons : Tombouctou (4 compagnies, soit 700 hommes, réparties entre les régions de Tombouctou et de Gao)

Zinder (4 compagnies, soit 916 hommes, réparties entre les régions de Niamey et de Zinder)

Bataillon de Tombouctou

Région	Lieu	Composition	Eff.
Tombouctou	Tombouctou	3e Cie du Bat. de Tombouctou avec 1 Sect. d'artill.	40
		4e Cie du Bat. de Tombouctou	130
		Section H.R.	10
		1 Peloton de Gardes à cheval	20
	Raz el Ma	4e Cie du Bat. de Tombouctou	50
	Goundam	Gardes-cercle	10
	Bamba	Gardes-cercle	57
	Araouan Gourma	1e Cie du Bat. de Tombouctou (Comp. méhariste)	180
		3e Cie du Bat. de Tombouctou	100
Gao	Gao	2e Cie du Bat. de Tombouctou	60
	Bourem	Gardes-cercle	20
	Ansongo	un détachement de tirailleurs	
	Dori	Gardes-cercle	40
	Tillabéry	Gardes-cercle	40
	Menaka Adrar	Détachement de police méhariste de la 2e Cie	50
		Section méhariste de la 2e Cie	60

Total 867

Militaires 700

Gardes-cercles 167

² Vincennes, AOF, Soudan 5, chemise 21 (décembre 1908) : Composition des Garnisons du Territoire militaire du Niger.

22 Juin 1910 ³

Arrêté du Gouverneur général : la Région de Tombouctou est rattachée au territoire civil de la colonie du HSN

Elle comprend :

- le cercle de Tombouctou sédentaire (chef-lieu : Tombouctou, résidences : Bamba et Goundam)
- le cercle de Tombouctou nomade (chef-lieu : Tombouctou, sous les ordres directs du lieutenant-colonel commandant la Région; résidences : Araouan et Raz el Ma)
- le cercle du Gourma (chef-lieu : Hombori)

1 Janvier 1911

Rattachement de Tombouctou aux territoires civils de l'A.O.F.

21 (ou 28 ?) Juin 1911 ⁴

Arrêté : le cercle de Gao est retiré au Territoire militaire (du Niger ?) et rattaché à la Région de Tombouctou (Haut-Sénégal-Niger)

7 Septembre 1911

Le Territoire Militaire du Niger est séparé de la colonie du H.S.N. Il comprend la région Niger-Tchad. (Ou le Territoire Militaire de Zinder est transformé en Territoire Militaire du Niger). Il relève directement du gouverneur général, représenté à Zinder par un officier supérieur, commissaire du gouvernement général.

Le cercle de Gao, dont fait partie l'Adrar des Ifoghas, reste soudanais.

24 Avril 1912 (complété par erratum du 30 Mai) ⁵

Arrêté N° 659

La région de Tombouctou comprend :

- le cercle de Tombouctou
- " " Goundam
- " " Gourma
- " " Gao
- le secteur nomade de Oualata
- le secteur nomade des Kounta (de Raz el Ma à Bourem, et d'Araouan à Oum el Asel)

³ CARDAN, 200 Mi 1665, 2G12-13, rapport d'ensemble HSN 1912

⁴ CARDAN, 200 Mi 1665, 2G12-13, rapport d'ensemble HSN 1912

⁵ CARDAN, 200 Mi 1665, 2G12-13, rapport d'ensemble HSN 1912

1913 Situation Militaire ⁶

Région de Tombouctou (titre indicatif)

Garnisons				Total
Postes	Off.	Sous-off.	Indigènes	
Araouan	1	4	40	673
Télik	1	2	50	
Ksaïb	1	2	50	
In Etissane	1	4	40	
El Gattara	1	2	50	
Bamba	1	2	40	
Menaka	1	3	50	
Kidal		1	30	
Gao	3	4	40	
Oualata	3	4	50	
Bacikounan		2	50	
Hombori	4	6	130	
Tombouctou				
Totaux	17	36	620	

Unités méharistes				Total
Postes	Off.	Sous-off.	Indigènes	
1e Cie (peloton) (Araouan, Ksaïb, Télik)	1	5	114	420
2e Cie (section) Kidal	1	2	57	
3e Cie (peloton) (In Etissane, El Gattara)	1	5	114	
4e Cie (peloton) (Oualata, Bacikounan)	1	5	114	
Totaux	4	17	399	420

Totaux généraux **21** **53** **1019** **1093**

7 Mars 1916

La région de Tombouctou comprend 5 cercles : Tombouctou, Goundam, Bamba, Gao, Hombori (Arrêté du Gouverneur général de l'AOF).

23 Février 1917

Arrêté général : création temporaire d'une zone saharienne en AOF, dans la Région Militaire de Tombouctou et dans le Territoire Militaire du Niger. Elle relève militairement du Commandement supérieur des Territoires sahariens.⁷

1 Mars 1919

⁶ Vincennes, AOF, Soudan 8, dossier 4, pièce 2. 17 juin 1913, Lt-Col. Sadorge, commdt la Région de Tombouctou

⁷ Vincennes, AOF, Soudan 9, dossier 2, pièce 3. Arrêté du 23/2/1917

Création par décret de la colonie de la Haute-Volta, qui comprend la partie sud de la Boucle du Niger.

4 Décembre 1920

La colonie du H.S.N. reprend la dénomination de "Soudan Français".

Le Territoire Militaire du Niger est nommé Territoire du Niger (deviendra en 1952 la colonie du Niger).

31 Décembre 1922

La Région militaire de Tombouctou (avec Gao), passe à l'autorité civile (colonie du Soudan)

Suppression du cercle de Bamba, qui devient subdivision de Tombouctou.

9 Avril 1929

Arrêté général : disparition de la Région de Tombouctou. Les 4 cercles (Tombouctou, Goundam, Gao, Hombori) deviennent autonomes.

5 Septembre 1932

Décret : Suppression de la colonie de la Haute-Volta, et rattachement de certains de ses territoires au Soudan (qui deviendront cercles de Tougan et de Ouahigouya)

23 Décembre 1936

Suppression du cercle de Gourma-Rharous (qui devient subdivision du cercle de Tombouctou)

La subdivision de Bamba devient subdivision de Bourem, rattachée au cercle de Gao.

5 juillet 1944

Nouvelle frontière soudano-mauritanienne : le Soudan est amputé de 300 000 km² pris sur les cercles de Kayes, Nioro, Néma, Tombouctou.

1945

Trois cercles :

- Gao : subdivisions d'Ansongo, Gao, Menaka, Bourem, Kidal
- Goundam
- Tombouctou : subdivisions de Gourma-Rharous, Tombouctou, Tombouctou nomade

4 Septembre 1947

Reconstitution de la Haute-Volta dans ses anciennes limites. Le Soudan est amputé des cercles de Tougan et de Ouahigouya

Situation en 1955

• Organisation militaire

3e Brigade, PC à Kati : ensemble du territoire (plus Guinée française et cercle d'Aïoun el Atrouss) à l'exception du cercle de Gao. Elle a des détachements ou des pelotons mobiles à Bamako, Koulikoro (DMA 3); à Kayes, Nioro, Néma (BASO); à Tombouctou et Araouanr (3e CSM)

4e Brigade, PC à Niamey, mais englobant le cercle de Gao (et qui contrôle le Niger, le Togo, le Dahomey).

• Organisation civile

Au nord, cercle de Gao (subdivisions de Gao, Bourem, Ansongo, Menaka, Kidal); cercle de Tombouctou (subdivision de Gourma-Rharous - le reste du cercle dépendant apparemment directement de Tombouctou), cercle de Goundam à l'ouest, cercle de Niafounké, cercle de Bandiagara (subdivision de Douentza)

**Organisation Commune des Régions
Sahariennes**

Sahara français/Propositions de loi

Proposition de loi tendant à ériger un territoire autonome d'outre-mer, "l'Afrique Saharienne Française", placée sous la direction d'un Haut-Commissaire de la République, présentée par MM. Cornet, Schleiter, Roclore, Pialoux, Gaignard. Annexe n°155, Annales de l'Assemblée de l'Union Française-Documents, séance du 25 mars 1952 : 184-186.

Proposition de loi tendant à ériger en une circonscription administrative autonome, distincte des territoires limitrophes : Gouvernement d'Algérie, Afrique Occidentale française, Afrique Orientale française, "l'Afrique Saharienne Française", placée sous la direction d'un Haut-Commissaire de la République, présentée par M. July, député. Annexe n° 3066, Annales de l'Assemblée Nationale-Documents parlementaires, session de 1952, séance du 27 mars 1952 : 617-618

Proposition de loi tendant à inviter le gouvernement à promouvoir une organisation rationnelle de l'économie industrielle des espaces sahariens, présentée par M. Alduy et les membres du groupe SFIO et apparentés Annexe n°49, Annales de l'Assemblée de l'Union Française-Documents, séance du 5 février 1953 : 51-55.

Proposition de loi tendant à proclamer le Sahara "Territoire National", présentée par M. Eugène Papat et les membres du groupe paysan et du centre démocratique. Annexe n° 9251, Annales de l'Assemblée Nationale-Documents parlementaires, session de 1954, séance du 31 août 1954 : 1835.

Proposition de loi tendant à doter les espaces sahariens d'un statut politique spécial impliquant la création d'un organisme chargé de toute initiative relative à la mise en valeur et à la réorganisation défensive de cette zone, et comportant la mise sur pied d'une région saharienne, présentée par MM. Pierre Cornet, Gabriel Schleiter, Pialoux, Maurice Dardelle, Baudouin, Georges Riond. Annexe n°169, Annales de l'Assemblée de l'Union Française-Documents, séance du 8 mars 1956 : 175-178.

Proposition de loi tendant à proclamer le Sahara "Territoire National", présentée par M. Fourcade, Louvel Pascal Arrighi, députés. Annexe n° 1198, Annales de l'Assemblée Nationale-Documents parlementaires, session de 1955-56, séance du 14 mars 1956 : 799-800.

Proposition de loi tendant à ériger l'ensemble de la zone saharienne, centrale et désertique en un groupe de trois départements français à statut spécial distinct des territoires limitrophes (Algérie, AOF, AEF), et nommé "Afrique Saharienne Française" présentée par M. Pierre July, Edgar Faure, Paul Reynaud, Jean de Lipowski, Annexe n° 1131, Annales de l'Assemblée Nationale-Documents parlementaires, session de 1955-56, séance du 9 mars 1956 : 760-762.

Proposition de loi tendant à proclamer le Sahara "Territoire National", présentée par MM. Pelat, Démarquet, Bouyer, Le Pen, Gayraud et les membres d'Union et fraternité française, députés. Annexe n° 1067, Annales de l'Assemblée Nationale-Documents parlementaires, session de 1955-56, séance du 8 mars 1956 : 727-728.

Proposition de loi tendant à proclamer le Sahara "Territoire National", présentée par M. Laborde et les membres du groupe paysan, députés. Annexe n° 1627, Annales de l'Assemblée Nationale-Documents parlementaires, session de 1955-56, séance du 24 avril 1956 : 1279.

Projet de loi créant une organisation commune des régions sahariennes, présenté au nom de M. Guy Mollet, président du Conseil des ministres, par M. Félix Houphouët-Boigny, ministre délégué à la présidence du conseil. Annexe n° 2762, Annales de l'Assemblée Nationale-Documents parlementaires, session de 1955-56, séance du 1 août 1956 : 2417-2419.

Sahara français/Rapports et Avis

Demande d'avis sur la proposition de loi de M. July, député (n° 3066), tendant à ériger en une circonscription administrative autonome, distincte des territoires limitrophes : Gouvernement d'Algérie, Afrique Occidentale française, Afrique Orientale française, "l'Afrique Saharienne Française", placée sous la direction d'un Haut-Commissaire de la République, transmise par M. le Président de l'Assemblée nationale. Annexe n°222, Annales de l'Assemblée de l'Union Française-Documents, séance du 3 juin 1952 : 243-245

Rapport de la Commission de politique générale sur la proposition de M. July (n° 3066, en référence à la demande d'avis n°222) et la proposition de M. Cornet (n°155) par M. Boisdon. Annexe n°201, Annales de l'Assemblée de l'Union Française-Documents, séance du 30 juin 1953 : 185-193.

Avis de la commission des affaires économiques (en référence à la demande d'avis n°222 et au rapport n°201) sur la proposition de M. July (n° 3066), et la proposition de M. Cornet (n°155) par M. Cianfarani. Annexe n°217, Annales de l'Assemblée de l'Union Française-Documents, séance du 30 juin 1953 : 215-219.

Avis de la commission de la défense de l'Union française (en référence à la demande d'avis n°222, au rapport n°201 et à l'avis n° 217) sur la proposition de M. July (n° 3066), et la proposition de M. Cornet (n°155) par Mme Moreau. Annexe n°236, Annales de l'Assemblée de l'Union Française-Documents, séance du 9 juillet 1953 : 233-235.

Rapport d'information fait au nom de la Commission de politique générale, par la mission d'information chargée d'étudier sur place les conditions de réalisation de la proposition de M. July (n° 3066), et la proposition de M. Cornet (n°155) par M. Cornet. Annexe n°378, Annales de l'Assemblée de l'Union Française-Documents, séance du 3 décembre 1953 : 379-397.

Demande d'avis sur la proposition de M. July (n° 1131), transmise par M. le Président de l'Assemblée nationale. Annexe n°269, Annales de l'Assemblée de l'Union Française-Documents, séance du 24 mai 1956 : 342-343.

Demande d'avis sur le projet de loi de M. Boigny (n° 2762). Annexe n°9, Annales de l'Assemblée de l'Union Française-Documents, séance du 9 octobre 1956 : 4-6.

Rapport fait au nom de la Commission de politique générale sur la demande d'avis (n° 9) sur le projet O.C.R.S. (n° 2762) par M. Baudouin. Annexe n°133, Annales de l'Assemblée de l'Union Française-Documents, séance du 9 novembre 1956 : 156-168.

Avis de la commission des affaires économiques sur la demande d'avis (n° 9) et le rapport (n° 133), sur le projet O.C.R.S. (n° 2762) par M. Dusseaux. Annexe n°150, Annales de l'Assemblée de l'Union Française-Documents, séance du 4 décembre 1956 : 218-229.

Loi N° 57-27 du 10 Janvier 1957 créant une Organisation Commune des Régions Sahariennes

Art. 1er. — Il est créé une "Organisation commune des régions sahariennes" dont l'objet est la mise en valeur, l'expansion économique et la promotion sociale des zones sahariennes de la République française et à la gestion de laquelle participent l'Algérie, la Mauritanie, le Soudan, le Niger et le Tchad.

Art. 2. — L'Organisation commune des régions sahariennes englobe, a l'origine, les zones suivantes, réparties entre l'Algérie, le Soudan, le Niger et le Tchad :

La commune mixte et l'annexe de Colomb-Bechar, la partie de l'annexe de Géryville, située au Sud des monts des Ksours, les communes indigènes et les annexes de la Saoura, du Gourara, du Touat et de Tindouf, la partie saharienne des cercles de Goundam, de Tombouctou et de Gao;

Les parties sahariennes des communes mixtes de Laghouat et de Djelfa, les communes indigènes et les annexes de Ghardaïa, El Goléa et Ouargla, les communes mixtes de Tougourt et d'El Oued, les communes mixtes et annexes du Tidikelt, des Ajjers et du Hoggar;

La partie Nord des cercles de Tahoua et d'Agadès, comprenant la totalité de la subdivision de Bilma, la région de Borkou Ennedi Tibesti.

Les limites seront précisées par décret après consultation des assemblées des territoires intéressés.

Art. 3. — L'Organisation commune des régions sahariennes a pour mission, sur le plan économique et social :

1° De promouvoir toute mesure propre à améliorer le niveau de vie des populations et à assurer leur promotion sociale dans le cadre d'une évolution qui devra tenir compte de leurs traditions;

2° En harmonie avec les programmes de développement du plan de modernisation et d'équipement :

a) De préparer et de coordonner les programmes d'études et de recherches nécessaires au développement de ces régions;

b) En fonction des résultats de ces études et recherches, d'établir des inventaires et de mettre en oeuvre les programmes généraux de mise en valeur, principalement dans les domaines énergétique, minier, hydraulique, industriel et agricole;

c) D'établir et de mettre en oeuvre un plan d'infrastructure (notamment transports et communications) en fonction de ces programmes;

d) De susciter l'installation d'industries extractives et de transformation et de créer, lorsque les conditions le permettent, des ensembles industriels.

L'Organisation commune des régions sahariennes est habilitée, après accord des ministres intéressés, et notamment, et selon le cas, du ministre de la France d'outre-mer ou du ministre chargé de l'Algérie, à rechercher éventuellement l'adhésion des territoires limitrophes et à passer avec ces derniers des conventions destinées à lui permettre de réaliser son objet.

Art. 4. — Dans les zones définies à l'article 2, et nonobstant toutes dispositions législatives en vigueur, des mesures spéciales peuvent être édictées par décret en conseil des ministres, le conseil d'Etat entendu, sur le rapport du président du conseil et après avis de la haute commission prévue à l'article 5, et selon le cas, du ministre de la France d'outre-mer ou du ministre chargé de l'Algérie.

Ces mesures concernant la mise en valeur économique ainsi que la création et le fonctionnement d'ensembles industriels pourront s'appliquer aux régimes domanial, foncier, agricole, minier, hydraulique et douanier, à l'immigration, aux transports et aux communications, au régime des sociétés, des investissements et à leur fiscalité.

Dans les mêmes formes, il pourra être institué un régime fiscal exceptionnel de longue durée au bénéfice des entreprises dont la création, l'équipement ou l'extension présenteront une importance particulière.

Art. 5. — L'Organisation commune des régions sahariennes comprend :

1° Une haute commission dite "Haute commission de l'Organisation commune des régions sahariennes", dont le rôle est de définir et de coordonner les programmes d'action commune et d'intervention de l'organisation saharienne, et d'en contrôler l'application;

2° Un délégué général nommé par décret en conseil des ministres, représentant, dans les limites des zones sahariennes, le Gouvernement de la République et responsable de l'élaboration et de l'exécution de ces programmes;

3° Un comité technique de direction qui assiste le délégué général dans l'élaboration des programmes et qui fixe leurs conditions d'exécution.

Art. 6. — La haute commission est composée par moitié de représentants des populations des régions sahariennes et par moitié de représentants des Assemblées constitutionnelles de la République.

Ses membres sont désignés comme suit pour une durée qui ne peut excéder celle du mandat de leur assemblée d'origine :

1° Seize représentants des populations des régions sahariennes élus par les assemblées locales :

Huit membres représentant les populations des zones sahariennes de l'Algérie;

Deux membres représentant les populations de la Mauritanie;

Deux membres représentant les populations des zones sahariennes du Niger;

Deux membres représentant les populations des zones sahariennes du Soudan;

Deux membres représentant les populations des zones sahariennes du Tchad.

2° Seize représentants des Assemblées constitutionnelles:

Huit députés;

Quatre sénateurs;

Deux conseillers de l'Union française;

Deux membres du Conseil économique.

Lors de l'adhésion de la Mauritanie à l'Organisation commune des régions sahariennes, sa représentation sera portée à sept membres et celle des Assemblées constitutionnelles à vingt-et-un membres, à savoir :

Dix députés;

Cinq sénateurs;

Trois conseillers de l'Union française;

Trois membres du Conseil économique.

La haute commission tient deux sessions annuelles et, s'il y a lieu, des sessions extraordinaires à la requête d'au moins la moitié de ses membres ou sur la demande du délégué général.

Elle élit son président et établit son règlement.

Elle dispose d'un secrétariat propre.

Elle élit une délégation permanente de sept membres et en définit les pouvoirs.

Le délégué général assiste aux séances de la Haute Commission et de la délégation permanente.

La haute commission délibère et se prononce sur les programmes d'activité et les rapports qui lui sont soumis par le délégué général ainsi que sur le budget prévisionnel de fonctionnement et les programmes d'investissements. Elle contrôle chaque année l'état des ressources et les comptes de gestion de l'organisation.

Art. 7. — Le comité technique de direction, présidé par le délégué général, comprend, outre l'officier général désigné à l'article 11 ci-dessous, quatorze membres nommés par décret en conseil des ministres:

1° Six représentants des administrations:

Deux représentants du ministre de la France d'outre-mer;

Deux représentants du ministre chargé de l'Algérie;

Un représentant du ministre des affaires économiques et financières;

Un représentant du ministre chargé de l'industrie.

2° Huit personnalités choisies en raison de leur compétence au sein des organismes qualifiés publics et privés et des entreprises participant à la mise en valeur des régions sahariennes et notamment du Bureau d'organisation des ensembles industriels africains, de la Caisse centrale de la France d'Outre-mer, du Bureau des recherches de pétrole, du Bureau minier de la France d'outre-mer, du Bureau des recherches minières de l'Algérie et du commissariat à l'énergie atomique.

Art. 8. — L'Organisation commune des régions sahariennes a la personnalité morale et l'autonomie financière. Elle dispose d'un budget de fonctionnement rattaché à la présidence du conseil.

Art. 9. — L'Organisation commune des régions sahariennes bénéficie de l'assistance technique et financière de la métropole. Elle peut utiliser, à cet effet, les services du Bureau d'organisation des ensembles industriels africains et de la Caisse centrale de la France d'outre-mer ainsi que, d'une façon générale, ceux des organismes techniques et financiers dont l'activité entre dans les compétences qui lui sont dévolues.

Dans la mesure où l'Organisation commune des régions sahariennes fait appel à ces organismes, leurs zones géographiques d'activité peuvent s'étendre à celles de l'Organisation.

Les dispositions de la loi du 5 janvier 1952 régissant le Bureau d'organisation des ensembles industriels africains seront, en tant que de besoin, modifiés par décret pour permettre à cet établissement d'exercer ses fonctions dans les zones sahariennes visées par l'article 2 ci-dessus.

Pour le compte de l'Organisation commune des régions sahariennes, le délégué général peut négocier, après avis de la haute commission et sous réserve de l'approbation du Gouvernement, avec les organismes internationaux et étrangers, une aide financière sous forme de prêts ou de participations dans les entreprises sahariennes.

Néanmoins, le caractère national de la gestion des ensembles industriels devra, en tout état de cause, être sauvegardé. Afin d'assurer ce caractère, le capital des sociétés créées pour la mise en valeur de ces zones pourra comporter des actions privilégiées.

Tous les fonds publics destinés à financer des opérations de mise en valeur du Sahara seront comptabilisés et répartis par l'Organisation commune des régions sahariennes selon des modalités à prévoir par décret.

Art. 10. — Les lois et décrets se rapportant aux questions visées à l'article 4 deviennent obligatoires huit jours après leur publication au Journal Officiel de la République française. Pour l'exécution de ces lois et décrets, le délégué général prend des arrêt qui sont publiés au Bulletin Officiel de l'Organisation commune des régions sahariennes.

Le délégué général assure l'exécution des missions confiées à l'Organisation commune des régions sahariennes qu'il représente dans tous les actes de la vie civile. A l'intérieur du périmètre saharien défini à l'article 2 ci-dessus, il prononce les affectations à tous les emplois civils relevant de sa compétence.

Le délégué général peut recevoir par décret, pris en conseil des ministres, après avis, selon le cas, du ministre de la France d'outre-mer ou du ministre chargé de l'Algérie, en totalité ou en partie, délégation des pouvoirs actuellement exercés par le gouverneur général de l'Algérie et par les hauts commissaires et gouverneurs de l'Afrique occidentale française et de l'Afrique équatoriale française.

Art. 11. — Le délégué général est responsable de la défense et du maintien de l'ordre dans tout ou partie des régions sahariennes définies à l'article 2 ci-dessus.

La défense de ces régions est préparée et assurée dans le cadre général de la stratégie africaine.

Le délégué général est assisté d'un officier général qui a autorité, pour l'emploi, sur les forces armées organiquement affectées à la zone de l'Organisation commune des régions sahariennes ainsi que sur les autres forces stationnées ou non dans cette zone qui pourraient être mises à sa disposition.

Art. 12. — Un rapport sur l'activité de l'Organisation commune des régions sahariennes sera présenté annuellement au Parlement et annexé au projet de loi de finances.

Art. 13. — Des décrets pris en la forme de règlement d'administration publique fixeront les modalités d'application de la présente loi.

Toutes dispositions contraires à la présente loi sont abrogées.

PROPOSITION DE LOI présentée par MM. Pierre JULY, Edgar FAURE, Paul REYNAUD et Jean de LIPKOWSIKI, députés, tendant à ériger l'ensemble de la zone saharienne en un groupe de trois départements français, à statut spécial, nommé "Afrique saharienne française".

ARTICLE PREMIER. — L'ensemble de la zone saharienne, centrale et désertique, actuellement comprise dans les territoires de l'Algérie, de l'A.O.F. et de l'A.E.F., et délimitée sommairement ci-dessous, forme un groupe de départements français, à statut spécial, nommé "Afrique saharienne française".¹

ART. 2. — Ce groupe de départements est ainsi composé:

1° Le département de Haute-Mauritanie, comprenant les cercles de Port-Etienne, de l'Adrar et de la commune mixte de Tindouf et regroupant la Confédération des tribus Reguibat;

2° Le territoire du Hoggar comprenant la partie méridionale des territoires du Sud;

3° Le département du Tibesti comprenant le territoire du Borkou Ennedi Tibesti et celui de Bilma et groupant l'ensemble des tribus toubous.

ART. 3. — Chacun de ces départements est représenté à l'Assemblée nationale par un député.

Le groupe de départements du Sahara français est représenté au Conseil de la République par un sénateur.

ART. 4. — Les élections auront lieu de plein droit dans les trois mois suivant le vote de la présente loi.

ART. 5. — Un inspecteur général de l'administration en mission extraordinaire sera chargé de coordonner l'administration de ces trois départements.

ART. 6. — Ce haut fonctionnaire est assisté d'un Comité consultatif ainsi composé de personnalités désignées pour quatre ans:

- deux membres de l'Assemblée nationale;
- un membre du Conseil de la République;
- le président de chacun des Conseils généraux des trois départements des l'A. S. F.;
- un représentant du Ministre de l'éducation nationale, choisi parmi les membres de l'Office de recherche scientifique et technique outre-mer;

¹ Limites du groupe de départements du Sahara français:

Au nord: ligne Trinquet (actuelle limite administrative algéro-marocaine); limite nord de Colomb-Béchar; limite nord du Touat; limite nord du poste d'El-Goléa; une ligne de ce point à travers Ouargla et El-Oued au puits de Bir-Aouin sur la frontière algéro-tunisienne.

A l'est: frontière de la Tunisie et de Libye, frontière du Soudan anglo-égyptien.

Au sud: sud du cap Timiris, limite nord du cercle du Trarza; limite nord du cercle du Brakna; limite nord du cercle de Tijikja jusqu'à Aguel-Nemadi, limite ouest du désert du Djouf; limite sud du désert du Diouf jusqu'à Araouane (exclu) et de ce point le long de la limite sud du Tanezrouft, à la limite sud de l'annexe du Touat; limite sud de l'annexe du Hoggar jusqu'à In-Azaoua; limite ouest du désert de Ténéré jusqu'à la limite nord du cercle de Gouré (mont Ecchar); limite nord du cercle de Nguimi, à la limite nord de la circonscription du Kanem (A. E. F.); limite nord de la circonscription du Ouadaï (A. E. F.) à la frontière du Soudan.

A l'ouest: Océan, frontière du Sahara espagnol.

- un représentant du Ministre de la défense nationale;
- trois membres désignés conjointement par le Ministre de l'intérieur et le Ministre de la France d'outre-mer, parmi les personnalités ayant participé à des missions sahariennes ou ayant fait partie de commissions spécialisées;
- le président du Bureau industriel africain.

ART. 7. — Le Conseil consultatif est consulté initialement sur les limites administratives définitives de l'A. S. F. et sur les problèmes d'organisation qu'elle soulève.

Il s'attache tout particulièrement au développement économique de l'A. S. F., au progrès social de ses populations et à l'expansion de la recherche scientifique dans ce territoire.

ART. 8. — Le budget de l'A. S. F. forme une section particulière du budget du ministère de l'intérieur.

ART. 9. — Des décret pris sur le rapport du Ministre de l'intérieur, du Ministre des finances, et, éventuellement, des autres Ministres Intéressés, régleront les modalités d'application des précédents articles.

PROPOSITION de MM. Pierre CORNET, Gabriel SCHLEITER, PIALOUX, Maurice DARDELLE, BAUDOIN, Georges RION, Conseillers de l'Union française, invitant le gouvernement à doter les espaces sahariens d'un statut politique spécial

PROPOSITION (*Annexe au P.-V. de la séance du 8 mars 1956*)

L'Assemblée de l'Union française invite le gouvernement à déposer un projet de loi dont la teneur serait la suivante:

PROJET DE LOI

ARTICLE PREMIER. — La zone désertique forme une région nommée "région saharienne". La mise en valeur des zones désertiques situées dans le périmètre désertique, en dehors de la région saharienne, est assurée par un Comité de coordination des affaires sahariennes.

ART. 2. — La "région saharienne" comprendra trois circonscriptions: Colomb-Béchar-Haute-Mauritanie, Hoggar, Tibesti, dont les limites extérieures et intérieures seront déterminées dans les conditions fixées à l'article 10.

ART. 3. — La représentation parlementaire de la région saharienne est composée de : trois membres de l'Assemblée nationale, un sénateur.

L'ensemble des circonscriptions de la région saharienne est représenté à l'Assemblée de l'Union française par un conseiller.

ART. 4. — La "région saharienne" est placée sous l'autorité d'un haut fonctionnaire qui peut être choisi parmi les membres du corps préfectoral ayant rang d'inspecteur général de l'administration, en mission extraordinaire, ou parmi les fonctionnaires de la France d'outre-mer, ayant rang de gouverneur.

ART. 5. — Le budget d'entretien et d'équipement de la "région saharienne" forme une section particulière du budget de la présidence du Conseil.

ART. 6. — Le haut fonctionnaire responsable de l'administration des circonscriptions sahariennes prévues à l'art. 2 est assisté dans sa mission:

— par un préfet chargé d'assurer la liaison avec le département du Sahara (nord des territoires du Sud);

— par un inspecteur du département de la France d'outremer chargé d'assurer la liaison avec les fédérations d'A. O. F. et d'A. E. F.;

— par un Comité de coordination des affaires sahariennes.

ART. 7. — Le Comité de coordination des affaires sahariennes est composé de:

— deux membres de l'Assemblée nationale;

— un membre du Conseil de la République;

— un membre de l'Assemblée de l'Union française;

— un membre de l'Assemblée algérienne;

— un membre appartenant au grand Conseil d'A. O. F.;

— un membre appartenant au grand Conseil d'A. E. F.;

— le Ministre des affaires étrangères ou son représentant;

— le Ministre des affaires marocaines ou tunisiennes ou son

- représentant;
- le représentant du Ministre de l'éducation nationale choisi parmi les membres de l'O. R. S. T. O. M.;
 - deux représentants du Ministre de la défense nationale;
 - le Ministre des finances ou son représentant;
 - deux membres désignés conjointement par le Ministre de l'intérieur et le Ministre de la France d'outre-mer parmi des personnalités ayant participé à des missions sahariennes ou ayant appartenu des commissions spécialisées;
 - le président du Comité des Z. O. I. A.

Le président du Comité est le Ministre Secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil.

Quand le Comité fonctionne au titre d'organe consultatif auprès du haut fonctionnaire, administrateur de la "région saharienne", il est complété par deux représentants de chacune des trois circonscriptions.

ART. 8. — Sous la tutelle de la présidence du Conseil sera constitué un Comité permanent restreint doté de l'autonomie financière, composé de quatre membres représentant les ministères de l'intérieur, des finances, de la France d'outre-mer, de la défense nationale désignés pour cinq ans.

Le président du Comité sera de droit le Secrétaire général de la présidence du Conseil.

Il est assisté par un secrétaire général désigné pour cinq ans et choisi parmi les hauts fonctionnaires de la défense nationale.

Chaque membre du Comité agit avec plein pouvoir de son Département ministériel.

ART. 9. — En cas de contestation, l'avis du secrétaire général est prépondérant. Il ne peut y être mis obstacle que par l'opposition du président du Comité. Ce dernier en réfère alors au Président du Conseil qui rendra un arbitrage dans les quinze jours. Si, pendant ce délai, le Comité a pu se mettre d'accord, sa décision annule l'arbitrage. Si, au bout de quinze jours, l'arbitrage n'est pas intervenu, l'avis du secrétaire général du Comité aura valeur de décision.

ART. 10. — Dans ses travaux, le Comité restreint devra s'inspirer des suggestions du Comité de coordination des affaires sahariennes qui se réunit obligatoirement deux fois par an et à la demande de l'administrateur de la "région saharienne".

Le Comité restreint fixe par priorité les limites territoriales de sa zone d'action.

ART. 11. — Dans les zones périphériques entrant dans le périmètre saharien, le Comité de coordination des affaires sahariennes agit par délégation des autorités locales pour promouvoir en matière sociale, agricole, économique et financière, une politique d'ensemble à l'égard des populations et des espaces sahariens de l'Union française.

ART. 12. — Des décrets pris sur le rapport du Ministre de l'intérieur, du Ministre de la France d'outre-mer et, éventuellement d'autres Ministres intéressés, régleront les modalités d'application des précédents articles.

**Proposition de Loi de MM. Pelat, Demarquet, Bouyer,
Le Pen, Gayrard, tendant à proclamer le Sahara "Territoire
national"**

ARTICLE PREMIER. — Le Sahara français est territoire national au même titre que la métropole.

ART. 2. — Dans les quinze jours qui suivront la promulgation de la présente loi, une Commission de parlementaires, autorisés à se faire assister de spécialistes, sera constituée en vue d'en préciser les limites.

Annexes

- LETTRE OUVERTE -

-:-:-:-:-

Par les chefs coutumiers, les Notables et les commerçants
de Boucle Niger: TOMBOUCTOU, GAO et GOUNDAME
A sa majesté Monsieur le Président de la REPUBLIQUE FRAN
CAISE à

P A R I Ss/c des Messieurs:

Le Président du Gouvernement Français
Le Ministre de France d'Outre-Mer
Le Haut Commissaire de l'A.O.F.
Le Ministre du Sahara Français
Le Commandant du Cercle de Tombouctou

COPIES ADRESSEES AUX MESSIEURS:

Le Ministre d'Etranger
Le Ministre de défense National
Le Général Commandant Supérieur des Forces Armées de l'AOF.
Le Général Commandant de la 32 Brigade S/C du Colonel
délégué Militaire, Commandant d'Armes de Tombouctou.

Monsieur le PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Nous avons l'honneur de vous reiterer très respectueuse-
ment notre pétition du 30 Octobre 1957 en sollicitant votre haute
bienveillance une suite très favorable.

Comme nous sommes parmi les citoyens Français-musulmans,
nous croyons que nous disposons les droits parfaits de vous exprimer
nos aspirations.

Nous avons l'honneur de vous déclarer très sincèrement
une fois de plus que nous voulons rester toujours français musul-
mans avec notre cher statut privé.

Nous vous affirmons notre opposition formelle au fait
d'être compris dans un système autonome ou fédéraliste d'Afrique
Noire ou d'Afrique Nord.

Nos intérêts et nos aspirations ne pourraient dans aucun
cas valablement défendues tant que nous sommes attachés à un terri-
toire représenté forcément et gouverné par une majorité noire dont
l'ethnique, les intérêts et les aspirations ne sont pas mêmes que les
notres.

Nous vous assurons que nous ne pourrions sous aucune forme
soumettre à cette autorité africain que si ce n'est pas la France
nous l'ignorons totalement -

.../....

-2-

C'est pourquoi nous sollicitons votre haute intervention équitable pour être séparé politiquement et Administrativement et le plutôt possible d'avec Soudan-Français pour intégrer notre pays et sa région Boucle de Niger au Sahara Français dont faisant partie historiquement sentimentalement et ethniquement-

C'est nos ancêtres Sahariens les Touaregs et les Maures Nomades et sédentaires qui ont habité et dominé le Sahara des milliers d'années avant l'Islam- Ce sont les fondateurs des grandes villes sahariennes, Ghana, Oudaghost, Immaddahara, Araouan, Tadamequat (Essouk de Kidal) Gao (de Tadanakkat et non Gao de Haute-Volta) Tombouctou etc...etc...

Nous n'étions jamais soumis à aucune autorité d'Afrique Noire ou d'Afrique Nord, c'est nos ancêtres sahariens qui avaient conquis l'Afrique nord (où ils y avaient fondé Marrakeche) et Afrique Noire comme l'Histoire écrit l'atteste.

Si Tombouctou parfois a été conquise par africains noirs ou blancs elle n'a jamais restée aux mains des envahisseurs mais libérée toujours par ses fondateurs- Jusqu'au passage des explorateurs Européens notamment Monsieur RENE CAILLE et ses suivants et jusqu'à l'arrivée Française: TOMBOUCTOU et ses régions étaient sous la domination de ses fondateurs les Touaregs et les Maures (Moulethimines de Sanhadja sonrays-Assikya, Armas, Berabiche, Kounta et leurs assimilés dans la même ethnie des Touaregs et Maures nomades et Sédentaires.

C'est avec ces Touaregs et ces Maures que la France avait traité affaires du pays:

12)- Par l'intermédiaire de Elhaj ABDOUL KADER Ambassadeur de Tombouctou à PARIS Janvier 1885, dix ans environ avant l'arrivée Française-

22)- Avec les Chefs Maures et Touaregs après l'arrivée Française et non jamais avec les Africains noirs du Soudan (partie sud de Haute Sénégal Niger) qui n'existait pas encore à cette date-

Au point de vue historique, étymologique et terminologie: le mot Soudan employé dans les livres chroniques veut dire l'expression BILAD-ESSOUDAN qui signifie pays des noirs qui s'applique à toute la partie qui contient africains noirs situé au Sud du Sahara c'est à dire au sud de Boucle Niger et jamais dans la langue usuelle le Soudan Colonie créée et baptisée par les Français et dont les limites comprennent des régions sahariennes nord Soudanais- Ces dernières régions n'ont jamais été appelées Soudanaises qu'après les organisations administratives Françaises surtout 1921.

Les régions de la bordure Saharienne ne furent jamais définitivement délimitées.

Comme vous savez en 1880 avant le nom empreinté "SOUDAN" Cette région se nommait Haut Sénégal- 1881 il prenait le nom de Haut Fleuve- 1890 (18 Août) Commandement Supérieur du Soudan Français dépendant du Sénégal- 1895 (16 Juin) Colonie Soudan-Français- 1899 (17 Octobre) dislocation du Soudan Français par décret et fut répartie en donnant:

.../...

-3-

A Dahomey: Canton de Kando et territoire de Say; à côte d'Ivoire Odienné Kang et Bouno; à la Guinée: Dinguiray, Siguiri, Kouroussa, Kankan, Kissideougou et Beyla, en rattachant la partie de Haut Sénégal du Sahel et du Haut Niger à la Colonie du Sénégal-

Les provinces de Tombouctou et de la Haute Volta formèrent deux territoires, militaires placées chacun sous le Commandement d'un Officier Supérieur relevant du Gouverneur Général-

1904(18 Octobre) création Colonie de Haut-Sénégal Niger (comprend région de Tombouctou et Zinder)- 1905 création du Territoire militaire Zinder au Tchad; rattachement de Hoggar au Territoire du Sud; 1910-11 création du Niger et rattachement de Tombouctou au Niger; 1919 création de Haute-Volta; en 1912 création cercle de Oualata Néma desservant de région de Tombouctou; en 1920 (Décembre) ont vit réapparaître le nom empreinté "SOUDAN"- Alors notre pays a été divisé en core la partie l'Est Azaouak) Cercle de Tahoua Agadès, etc... restait attachée au Niger et le reste de la province de Tombouctou y compris Cercles Gao, Goundam, Soumpi et Haoud (Néma Oualata) était alors rattachés au Soudan Français avec un délégué du Gouverneur désigné par Paris avec résidence à Tombouctou.

Après quelques années suppression de délégation de Tombouctou En 1927 rattachement de Dori et Fada au Niger- 1932 suppression de Haut volta- 1936 les Subdivisions de Kidal et de Bourem détachés de Tombouctou et attachés du Cercle de Gao- 1945 rattachement de Haoud (Néma Oualata et leur région) Mauritanie- 1947 rétablissement de Haut Volta-

Tous ceci montre clairement le caractère artificiel des frontières de cette partie de l'A.O.F. Les lignes de démarcation n'y ont jamais tenu compte des réalités ethniques et économiques.

Tous ces remaniements et divisions administratives qui furent peut être valables il y a vingt ans, sont largement dépassés ici l'heure de l'avion, du téléphone et de Radio et l'heure où la France a accordé le droit politique à la population de F.O.M.- Ces droits sont toujours détenus par une minorité insuffisamment représentative de l'ensemble des populations à cause de la très forte proportion d'abstention d'une part et d'autre part les populations de Territoire de Soudan notamment ne forme jamais un ensemble homogène mais composé des populations totalement différentes, sans ethniques sans coutumes ou traditions communs mais tous les différencie-

Cette minorité politicien africain dont les éléments ne sont même véritablement citoyens de propre pays, en ignorant totalement les cadres traditionnels de la vie africaine, a porté par la politique des parties à la population de graves atteintes; disocialisation dans les familles, une complète incompréhension dans les villages, canton et tribus, des lourdes charges aux contribuables des profondes mépris à l'égard des Français musulmans traditionnels et particulièrement les Touaregs et leurs assimilés les Haures et enfin jusqu'à...

.../...

- 4 -

BIBLIOTHEQUE
URBAMA
LA 385

Jusqu'à songer la séparation d'avec notre Patrie la France au contraire aux aspirations de la majorité des populations autochtones qui tiennent à rester partie intégrale de la Nation Française avec leur statut personnel.

Avant cette nouvelle réforme, les ordres qui viennent de Saint Louis Dakar, Kayes, Niamey et Koulouba ne sont considérés par nous comme émanant d'une autorité proprement soudanaise, mais comme émanant de la France elle-même - Donc il a été nécessaire (et jusqu'à présent il n'est pas encore trop tard) avant d'appliquer la loi cadre de réorganiser les territoires de l'Afrique Française afin que les groupes de chaque population de même intérêt, mêmes coutumes et mêmes traditions se retrouvent ensemble et non séparés comme actuellement.

Pour cette solution juste que nous insistons d'appeler votre haute autorité sur laquelle nous comptons toujours pour que la France établisse un barrage infranchissable entre notre Pays et nos voisins d'Afrique Noire et d'Afrique du Nord dont chacun d'eux depuis quelque temps considère indûment notre propre pays comme le sien par revendication et prétehtion fillacieuses, injustifiées sans valeur, ni fondement.

Cette reconsidération des limites maintenant est la seule garantie réelle pour :

12) qu'une population d'une région ne soit pas opprimée par une autre

22) que le caractère de chaque territoire de France d'Outremer et des populations qui l'habitent peuvent être loyalement respectés et leurs intérêts soient valablement défendus.

32) Et surtout pour contrebattre la propagande et la politique défavorable à la cause française et les propres intérêts du pays et pour contrecarrer les dangers dont nous sommes menacés par les visées du politicien encouragé par l'extérieur.

En conséquence, nous attirons encore très respectueusement votre attention bienveillante sur les conséquences, si la France ne prend pas d'urgence une mesure favorable et juste dans l'intérêt de tous :

Ou bien des troubles locaux regrettables surviendront,

Ou bien il y aura des émigrations vers le nord ou vers le moyen Orient

Si l'unification du Sahara politiquement et administrativement serait peu retardé, nous sollicitons de votre haute bienveillance française :

...../.....

- 5 -

Rattachement PROVISOIRE :

- A) au Niger comme avant
- B) ou à la Mauritanie pays de nos frères dont une partie de la région de Tombouctou (Oualata, Néma, etc...) y rattachée 1945,
- C) ou bien une réorganisation érigeant l'ensemble de la province de Tombouctou Boucle de Niger et le reste de la zone Saharien de l'A.O.F. de l'Est de la Mauritanie en une circonscription à statut spéciale administrativement et politiquement distincte des territoires limitrophes :

Aucun de ces quatre solutions à notre connaissance n'a rien d'injustice ou extraordinaire mais chacune d'elles est constitutionnellement réalisable, les textes en vigueur ne font pas obstacle au transfert à l'intérieur de l'Union Française des poteaux de démarcation à un nouvel aménagement intérieur.

On peut citer entre autres :

Le territoire de Haut Volta de fédération d'A.O.F. a subi des vicissitudes : tantôt englobé dans le territoire du Soudan tantôt séparé (comme les autres cercles détachés du Soudan et rattachés au Niger, Guinée, Côte d'Ivoire, Sénégal, et Mauritanie), Fort-Archambault est Tchadien après avoir été rattaché à l'Oubangui - Des précédentes existent : les Comores, pour leur plus grand bien se sont séparés juridiquement de Madagascar, de même les terres Australes et antarctiques, Iles Saint Paul et Amsterdam, Crozet et Kerguelon, terre Adélie etc...

En attendant une suite favorable nous avons l'honneur de vous exprimer une fois de plus notre serment de fidélité des Français-musulmans, notre vive gratitude et nous Vous serions très obligés d'agréer Monsieur le Président de la République, l'expression de notre très haute considération et profonde respect -

VIVE LA FRANCE, VIVE TOMBOUCTOU SAHARA FRANÇAIS -

Rédigé à TO. BOUCTOU le 30 MAI 1958 avec la demande des soussignés par Mohamed Mahmoud Guld cheikh Guld de Tombouctou ./.

LES SIGNATAIRES

M.M. MAHMOUD GULD DAHMANE chef des Borabiche EST

OUMAR ELKAYA chef de canton de TOMBOUCTOU

MOHAMED OUMAR TANDINA secrétaire du chef de canton

AHMEDOU ALASSANE ELKAYA neveu du chef de canton

AMMICHIEF quartier de Djinguera Ber

IBRAHIMA AMIROU chef de quartier SARRA

AHMEDOU OUMAIJE Notable " " " " " "

L'IImame MOHAMED Elakeb Imame Sankorey,

L'IImame MAHMOUD BEN ELMOKHTAR Imame du Vieux Fedi,

AHMED BABA ben san taoua Grand Maraout de TOMBOUCTOU



Rattachement

244.29.50

Handwritten signatures and notes in Arabic script, including a large signature at the bottom that appears to read 'Guld cheikh Guld de Tombouctou'.

30 MAY 1958

EMERGENCE

1. Handwritten text
 2. Handwritten text
 3. Handwritten text
 4. Handwritten text
 5. Handwritten text
 6. Handwritten text
 7. Handwritten text
 8. Handwritten text
 9. Handwritten text
 10. Handwritten text
 11. Handwritten text
 12. Handwritten text
 13. Handwritten text
 14. Handwritten text
 15. Handwritten text
 16. Handwritten text
 17. Handwritten text
 18. Handwritten text
 19. Handwritten text
 20. Handwritten text
 21. Handwritten text
 22. Handwritten text
 23. Handwritten text
 24. Handwritten text
 25. Handwritten text
 26. Handwritten text
 27. Handwritten text
 28. Handwritten text
 29. Handwritten text
 30. Handwritten text
 31. Handwritten text
 32. Handwritten text
 33. Handwritten text
 34. Handwritten text
 35. Handwritten text
 36. Handwritten text
 37. Handwritten text
 38. Handwritten text
 39. Handwritten text
 40. Handwritten text
 41. Handwritten text
 42. Handwritten text
 43. Handwritten text
 44. Handwritten text
 45. Handwritten text
 46. Handwritten text
 47. Handwritten text
 48. Handwritten text
 49. Handwritten text
 50. Handwritten text
 51. Handwritten text
 52. Handwritten text
 53. Handwritten text
 54. Handwritten text
 55. Handwritten text
 56. Handwritten text
 57. Handwritten text
 58. Handwritten text
 59. Handwritten text
 60. Handwritten text
 61. Handwritten text
 62. Handwritten text
 63. Handwritten text
 64. Handwritten text
 65. Handwritten text
 66. Handwritten text
 67. Handwritten text
 68. Handwritten text
 69. Handwritten text
 70. Handwritten text
 71. Handwritten text
 72. Handwritten text
 73. Handwritten text
 74. Handwritten text
 75. Handwritten text
 76. Handwritten text
 77. Handwritten text
 78. Handwritten text
 79. Handwritten text
 80. Handwritten text
 81. Handwritten text
 82. Handwritten text
 83. Handwritten text
 84. Handwritten text
 85. Handwritten text
 86. Handwritten text
 87. Handwritten text
 88. Handwritten text
 89. Handwritten text
 90. Handwritten text
 91. Handwritten text
 92. Handwritten text
 93. Handwritten text
 94. Handwritten text
 95. Handwritten text
 96. Handwritten text
 97. Handwritten text
 98. Handwritten text
 99. Handwritten text
 100. Handwritten text

A Suivre

Suite d'une lettre ouverte à sa Majesté Monsieur le Président de la République Française, par M.M. les chefs coutumiers, les notables et les commerçants de TOMBOUCTOU et sa région de Boucle de Niger en date du 30 MAI 1958 ,

LES SIGNATAIRESEMARGEMENT

MOHAMED AGHISSA AGMOHAMED cousin et représentant de chef de village Arnassay,

HAJUME OULD BABA employeur principal de Taoudeni, chef OULAD BOUKHCIB

des BERABICHES EST.....

SIDI MOHAMED OULD MOHAMED notable O. BOUKHCIB B.E.

HAJUME OULD HAMMADI notable " "

ABDOULLAHI OULD ABDOULAZIZ notable " "

SISI OULD MOHAMED MAOULOUD notable " "

KAINA OULD MOHAMED notable " "

ASSADEK AG IMBADHA? chef de tribu de Kel INAKOUNDER,

CHEIKH AG MOHAMED, marabout de KEL INAKOUNDER,

ABDOURAHMANE AG MOHAMED ASSADEK notable " "

ALAMBITALEB OULD BADI OULD BRAHIME filset secrétaire de chef de (Ahel Diar Kel Araouane)

MOHAMED ALI OULD KAOUA notable OULAD ICHE,

SIDI MOHAMED OULD MOHAMED ELMAOULOUD notable oulad ICHE,

NEOUA OULD ELMOUNIR notable O. BOUKHCIB B.E.

MOHAMED ISSA OULD MOHAMED ELHAJ notable Ahel DIAR Kel Araouane,

ABOUBAKRINE AG HINBAKATI chef de Kel Inteicherin,

MOHAMED OULD HAJUME notable Oulad Dris B.E.S.T.,

ELMOKE'AR AG MOHAMED IBRAHIME? CHEF COUTUMIER DE KEL SIDI ALI,

MOHAMED ELMAOULOUD AG AHMED chef DAG TOUTA,

CHEIKH OULD ELKADI MOHAMED notable de Kel Sidi ALI,

BOURAKAR OULD SIDI MOUNA notable Oulad Iche,

MOHAMED AHMED chef kel Teneg Elhay,

ALIJI GUENGUINA neveu et représentant de chef de Village de Dellassaoua Guenguina,

(3ème liste de cercle de Tombouctou)

A Suivre

Suite d'une lettre ouverte à sa Majesté Monsieur Le Président de la République Française, par M. Les chefs coutumiers, les notables et les commerçants de Tombouctou et de la région de boucle niger en date du 30 MAI 1958

LES SIGNATAIRES

EMARGEMENT

HAMA OULD ALI notable O. BOUKHCIB GHAILANE BERABICHE EST,
 SIDI MOHAMED OULD OUMAR notable frère du chef AHEL GHAILANE BE
 AHMED OULD BRAHIME notable Oulad Boukhcib Ghailane B.E.
 AHMED OULD ESSAYOUTI notable "" ""
 MOHAMED NAJUME OULD BADI notable "" ""
 HAMA OULD AHMED notable "" ""
 MOHAMED OULD AHMED Notable "" ""
 ALOUARA OULD MOHAMED notable OULAD ICHE,
 ALI OULD ESSALEK chef des eskakna Berabiches Ouest,
 ZAIDANE OULD OUMAR notable oulad Iche,
 SIDI OUMAR OULD ELHAJ ABDALLA notable oulad oumrane Berabiches Ouest,
 SIDNA OUMAR OULD ABDOULJELIL chef coutumier des OUASRAS
 AROUATTA OULD OUMAR chef Rouaguènes OUASRAS,
 MOHAMED DIT IDDA OULD CHEIKH chef Lekzeme OUASRAS,
 MOULAY abdalla notable de Lekzeme "" ""
 KHATRI OULD OUMAR notable "" ""
 ISSA OULD ALI chef Ahel CHREIGUI ""
 CHEIKHNA OULD OUMAR frère de chef ROUAGUENES
 MOHAMED MALEK OULD FALL frère de chef des oulad Mahame, OUASRAS,
 MOHAMED ABDOULLAH OULD BOUBAKER ESSADIK cadi-arbitre de OUASRAS
 BOUBAKER OULD HAMMADI notable O. BOUKHCIB B.E.,
 MOHAMED OULD BRAHIME OULD MAATALLA notable "" ""
 NINI OULD AHMED IANSRI notable KEL ARAOUANE
 MOHAMED EL NE ould Youba notable Ahel Issa ""
 MOHAMED OULD ELHOUSSEINE notable Ahel Issa (kel Araouane)
 (4ème liste de cercle de TOMBOUCTOU)

a suivre

Suite d'une lettre ouverte à sa Majesté Monsieur le Président de la République Française par M.M. les chefs coutumiers, les notables et les commerçants de Tombouctou et sa région de Boucle Niger en date du 30 MAI 1958

LES SIGNATAIRES

EMARGEMENT

AYAZID AG ZOUKA chef de tribu Chioukhenes,
 BADI OULD HEMMA chef des Gouanines Noires BERABICHES ESI,
 ALL OULD OUSMANE chef Gouanines blancs ""
 MOHAMED AG BAOUANI EX-CHEF CANTON RHERGO (G. RHAROUS) chef traditionnel de GABERI
 BELY SIDI MOHAMED notable Oulad OUMRANE B.O.
 HARAGORE MOHAMED notable RHERGO (G. RHAROUS)
 TERAHIMA AG LIMAME ex-moniteur d'agriculture de G. RHAROUS,
 ASSADEK AG ELMOSTAPHA chef Dag Bazanga neveu de chef de tribu IMMEDDADRANE,
 SAHNOUNE AG ZOUBEIR marabout, neveu de l'Imame et de chef de village Boureminaly,
 ALL OULD BAHAYA OULD MARZOUG notable oulad Iche,
 ELBECHIR OULD ESSALEK notable oulad Iche,
 TARDINA ALFADI ALASSANE ELKAYA neveu de chef de cantonde TOMBOUCTOU, commerçant à GAO,
 MOHAMED ELMAOULOUD notable de village Bella Saoua Zeina,
 DOUDOU MOUSSA chef village Dangouma, canton Sereri (GOURMA-RHAROUS)
 ALI AG ABOUBAEKER IMAME ET CADI DE DANGOUMA, "" ""
 MOUSSA MONTA-ELHADOU notable DANGOUMA "" ""
 MONGORO SIDI chef de village de BANIKANE canton RHERGO "" ""
 BAKATIE ATENINE notable de Banikane "" ""
 AROUMOUR MONTA AOUNA Fnotable de "" ""
 MAJD IDDYNE AG ELMAHDI professeur arabe Kel Intesser de L'EST,
 DOUSSANA AG MOHAMED chef fraction Kel ouane Igouaderene del'ouest
 HIMNAT AG ITTAHA fils de chef de kel Tagant I Kel Intessar de l'Est,
 MAHMOUD AG HADAY neveu de chef kel Tagant I,
 (5ème liste de cercle de Tombouctou)

A Suivre

10

Suite d'une lettre ouverte à sa Majesté Monsieur le Président de la République FRANCAISE, par M.M. les Chefs coutumiers, les notables et les commerçant de TOMBOUCTOU et sa région de boucle Niger. En date du 30 MAI 1958

LES SIGNATAIRESEMARGEMENT

REGANI OULD SIDALLI ,chef Nouaji (Kel Araouane)
 MOHAMED OULD OUMEISSA notable Nouaji,
 AHMED OULD ABDOULOUADOUD professeur coranique Nouaji "
 SIDI MOHAMED OULD BOUBAKER notable "" ""
 SIDALLI OULD BOUBAKER OULD DAHMAN notable "" ""
 HIMMAY AG ELHAJ chef Dag DOUADOUA ,Kel Intessar EST,
 ALHASSANE AG ATTAHER notable DOUADOUA "" ""
 BRAHIME AG MOHAMMED frère de chef de Kel Inkoumene "" ""
 BRAHIME AG MOHAMED AHMED notable "" "" ""
 MOHAMEDOUNE AG HADAYA chef Kel Ourouzil,
 MOHAMED AG AHMED notable Kel Ourouzil,
 YOUNOUSSA ASSALIHA chef , de village Boureminali
 MOHAMED ELMOUSTOUPH OULD ABEIDI chef RAKKANE OUEST,
 MAHMOUD OULD NAJUIME ex-barguedier de goume ,notable oulad Dris B.E.
 MAHMOUD OULD HAMMADI chef des gouanines blancs BERABICHES OUEST
 ISSA OULD MOHAMED? marabout Kel teneg Elhay AHMED AG AGADA,
 OUMCUR AG BADRA chef village MILALA (TIAWAY)
 ATT OULD BADI OULD AHMED BADI fils aîné du chef oulad Bouhunda Kel Araouane
 MOHAMED AG YAKYA notable Kel AHMED AGADA,
 MOHAMED OULD IBEREK notable marabout NOUJIA TOMBOUCTOU,
 MOHAMED LAIBEID ould Sidi MOHAMED notable Ahel ISSA ,KEL ARAOUANE

(6ème liste de cercle de TOMBOUCTOU)

A suivre

II

Suite d'une lettre ouverte à MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA RE PUBLIQUE FRANCAISE
par les chefs coutumiers, les notables et les commerçants de Boucle de Niger de
TOMBUCTOU, GAO et GOUNDAME en date du 30 MAI 1958

LES SIGNATAIRES

EMARGEMENT

MOHAMED AHMED AG ALI chef Iferas IREGUENATENE G. RHAROUS
MOHAMED ELMOHETAR AG HAOUAD chef religieux cadi-arbitre de Kel Intessar
MOHAMED AG HAOUAD chef Kel Anou chegerine
HAMATA AG MOHAMED chef Kel Inteichek Kel Tagant 2
ABRAHIME AG MOHAMED notable Kel Inteichek
MOHAMED AG HATTAHIL notable de Kel Anou Chegerine
ABDOURAHMANE AG MOHAMED ALI, représentant de chef de Kel Inguarene
ISMAIL AG MOHAMED CHEKOU, chef de village Tourchaouine (G. RHAROUS)
ALHASSANE BABO INTIAGNA, notable de
ALMOUSTPHEA DOMA notable de
ALABAS AG INJOUA notable de Djiri canton de serèri
FARAJI BILAL chef quartier Taitawane Rhergo
ABDOULLAH AG ABOUBEKRINE IMAME DE TOURCHOUANE?
ALHANAFI AG MOHAMED CHEKOU frère de chef de village Tourchouine
SIDIB ABOUBEKRINE neveu de chef de canton de Serèri G. RHAROUS)
SANA AG SAMOURY neveu de chef de tribu Igouaderenes de LEST
MOHAMED ALHOUSSEINI AG ABOUDA fils de chef de Goungoubèr
MOHAMEDINE AG ASSAMRAGHANDI notable, ex-représentant du chef Igouaderene
(G. RHAROUS)
ALI AG ELFOUTOUH chef cherifens d'Ouaray
CHRAHE AG ATTERRAF notable Igouaderenes de l'EST

(7ème liste de cercle de Tombouctou)

A suivre

I2

Suite d'une lettre ouverte à sa Majesté Monsieur le Président de la REPUBLIQUE FRANÇAISE, par M.M. les Chefs coutumiers, les notables et les commerçants de TOMBOUCTOU. et de la région de boucle Niger en date du : 30 MAI 1958 ,

LES SIGNATAIRESEMARGEMENT

Ibrahim ag Sakib Chef Igouaderen Touareg Subdivision (Rharous)

Abba ag Ali Chef village Sahamar Subdivision Rharous

Mohamedou ag Mohamadoune Chef Kel El Horna "

Mohamed ag Inkoudouaye Chef village Sahamar et Bella Sawazeina

Abba Zeina Attenine représentant Chef village de Sawazeina Subdivision Tombouctou

Abouda Achame Chef village Goungoubéri (canton Séréré Rharous)

Hamada ag Tokha fils Chef Kel Temouleït et son représentant (Subdivision Rharous)

Mohamed ag Sidi notable de même tribu Touareg

Tazou Idine ag Zangou notable -id-

Aboubakrine ag Tokha fils du Chef de tribu -id-

Khama ag Assimite notable -id-

Moussa ag Mohamed Lamine notable -id-

Aghaly ag Assadek notable -id-

Roumour ag Animar notable -id-

Mohamed Ibrahim ag Zangou -id-

Chila ag Nagaidat notable Touareg Igouaderen

Imadou Idine ag Mohamed notable touareg Kel Temouleït

Mohamedoune ag Mohamed notable -id-

Hama ag Aboussaigi notable Touareg Igouaderen

Mokha ag Mohamed Lamine notable Touareg Kel Temouleït

Moubak ag Mohamed Lamine notable Ifertattane Igouaderen

(8ème liste de cercle de Tombouctou)

A Suivre

123

Suite d'une lettre ouverte à MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE
 par les chefs coutumiers, les commerçants et les notables de Boucle de Niger
 de TOMBOUCTOU, GAO et GOUNDAME en date du 30 MAI 1958

LES SIGNATAIRESEMARGEMENT

MOHAMED ELJOU cadi et chef fraction cherifiennes Rhergo, tribu
 d'Igouaderènes Ouest,

ABDOU SEDOU cultivateur Sahamar canton de Serèrè, RHAROUS,

TIAMBOU BABA cultivateur " " " "

MOHAMED DADOU cultivateur " " " "

LABAS AG ALLOUT Imame de Rhergo (Gaberi) " "

MOHAMED TALFI notable " " " "

MOHAMEDINE BADDE chef quartier Koirè Mojina de RHERGO " "

MOYAJI BATA notable " " " "

ZEINA MOHAMED notable " " " "

AZERAY MOHAMANE chef quartier Zidji Sorgoy " "

GANGA MOUTTAINFA notable de Gaberi " " " "

OUAYAYA ALJI notable " " " "

ALKHAMISSI MOHAMED notable, " " " "

SIDIKI ICHIRAY, notable " " " "

LETTOU CHEKOU SIDI notable, " " " "

ABDOU L. LI chef de Village GARBAY, " "

IBRAHIM BALI frère dedit chef, " "

IDRISSA MOUTTA ATA notable " " " "

BAMAKA / KATANIT notable GABERI " "

OUASSIATA AG BIKO notable " " " "

(9ème liste de / cercle de TOMBOUCTOU)

A Suivre

I4

En attendant une lettre ouverte à sa Majesté Monsieur le Président de la République Française, Par M.M. les Chefs coutumiers, les notables, les commerçants de Tombouctou et sa région de Boucle Niger : En date du 30 mai 1958

GOUNDAM

LES SIGNATAIRES

Cercle de GOUNDAM

EMBARCÈMENT

- Abdollahi
 - MOHAMEDOUNEAG MOHAMED chef de tribu Kel Maoussa / *Almarouy Alaba*
 - ALMAHABABA CADI DE GOUNDAM, *Almarouy Alaba*
 - MAHMOUD AG MOHAMED INGOUNA notable Kel Intessar Ouest *Almarouy Alaba*
 - ELMOUBAREK AG MOHAMEDOUNE FILS DE CHEF DE TRIBU DE KEL HAOUSSA *Almarouy Alaba*
 - BAY AG MOHAMEDOUNE fils de chef de tribu de Kel " " *Almarouy Alaba*
 - YOUNA OULD ABIDINE chef de tribu Tormoz, *Almarouy Alaba*
 - MOHAMED OUSMANE AG ATTIKOU frère de chef de canton chirffigay, *Almarouy Alaba*
 - MOHAMED ALI AG ATTIKOU FRÈRE chef de canton chirffigay, *Almarouy Alaba*
 - MOHAMED AHMED IDEHAL fils d'ex-chef de chirffigay, *Almarouy Alaba*
 - WATENGUENET AG ELBOUKHARI chef Dag Hattahil Kel Intessar Ouest, *Almarouy Alaba*
 - MOHAMED ELMAOULOUD notable Dag Hibda, *Almarouy Alaba*
 - ABABA AG HAMATA notable Dag Haouala, *Almarouy Alaba*
 - MOHAMED INDALLA notable Dag Hibda, *Almarouy Alaba*
 - MOHAMED ATTAHIR AG OUANTA frère de chef de Dag HAOUALA, *Almarouy Alaba*
 - MOHAMED AG MOHAMED ESSALEH notable Dag Haouala, *Almarouy Alaba*
 - ABDOULLAH OULD HOUD, OULAD ICHE commerçant à Goundame, *Almarouy Alaba*
 - SIDI MOHAMED O. SIDI ALI/ notable de Tormoz, *Almarouy Alaba*
 - MOHAMED ELMOKHTAR OULD ELOUADANI notable de TORMOZ, *Almarouy Alaba*
 - HAMMA CHEKOU assesseur de tribunal à GOUNDAME, *Almarouy Alaba*
 - GUMAR ABOUBEKER notable de Goundame, *Almarouy Alaba*
 - ABBA DJINGOU notable de Goundame, *Almarouy Alaba*
 - DOKOY TALFI ABDOURAHMANE frère de ex-chef de Takabango, *Almarouy Alaba*
 - ALPHA HAMMA GRAND marabout de cercle de Goundame MORI KOYRA, *Almarouy Alaba*
 - AHMAOULABAS fils de chef de Bintageungou, *Almarouy Alaba*
 - MOHAMED BEN ARIBEKER fils de 1^{er} Imams de Bintageungou, *Almarouy Alaba*
 - HILLAY AG MOHAMED ATTAHIR ex-chef de Kel ARAZAFImanna, *Almarouy Alaba*
 - MOHAMED AG MOHAMED ELHASSANE marabout de Kel Arazaffe, *Almarouy Alaba*
 - BAGRA ABBANI chef quartier Tombouctuens de DIRE (Goundame) *Almarouy Alaba*
 - TRAORE ADAMA OUSMANE fils de chef de DIRE *Almarouy Alaba*
 - MOHAMED ELMOBAREK TAFALJE Imame de DIRE et frère de chef de quartier de SANKOROY de TOUOUCTOU, *Almarouy Alaba*

(1ère liste de cercle de Goundame)

A Suivre

15

Le Président du Conseil des Présidents des Tribus de la République Française
 Bouche de Niger
 Tombouctou, Gao et Goundame en date du 30 Mai 1958



LES SIGNATAIRES

CHAYATA AG CHAIBANI chef de Tribu Tenguereguifs, +

MOHAMED AG CHAIBANI frère dedit chef, # +

IBRAHIM AG chaibani frère dedit chef, +

ROSENTHAL AG BOKAYENES chef des Forgerons de Tobol dedit chef, -

ELMAIMOUNE AG CHAIBANI frère dedit chef de tribu Tenguereguifs, +

MOHAMED AG MOHAMED Notable de 1er groupe Tenguereguifs +

ABOUBEKRINE AG MOHAMED notable de " " " " " "

ABOUBEKRINE AG TOULLA notable de Tellemedis " " " "

YOUSSEF AG SIDI représentant de Tenguereguifs au cercle, +

ALHANAFT AG DJUNBA chef de village de Koillè " " " "

SOUFFIANE AG ELHANAFT notable de Koillè, " " " "

ABRA ARDOULLAHI chef de quartier de Sapay, Bongo Ville Goundame,

ABRA ARDOULLAHI ELBENRI chef quartier alphahou, " " " "

MOHAMED IBRAHIME AG YOUSSEF notable de 5ème Groupe de Tenguereguifs,

MOHAMED OUSMAN professeur arabe d'Ecole Nomade de Kel Haoussa, -

AMMED AG HEMADA notable 5ème Groupe Tenguereguifs,

HAUSSOUHA OULD CHIHAMA notable de Tormoz Ahel Abad +

ASSALEH OULD MOHAMED notable de Tormoz " " " " " " +

SIDI MOHAMED OULD MOHAMED MAOULOUD notable de Tormoz, +

HAZINA AG KAMLI Notable fraction Kel Tahroujine de Kel Haoussa, +

ABOUBEKRINE AG OUANDATA notable de " " " " " " " "

SIDI MOHAMED OULD SIDI ELMOKHTAN notable de Tormoz, +

HABRA OULD MOHAMED notable de Tormoz

BABA OULD ESSALEH NOTABLE DE TORMOZ ,

(2ème liste de cercle de GOUNDAME)

A Suivre

Le Chef de Cercle de Gao, en vertu de ses fonctions, a l'honneur de vous adresser la liste des notables et des marabouts de l'arrondissement de Ténédougou et de la région de Gao, en date du 30 MAI 1958.

ABDOURAHMANE CHEF GENERAL DES KOUNTAS

ABDOURAHMANE HAMMADI chef général des Kountas (GAO)

MOHAMMED CADI DE GAO ARMAS,

MOHAMMED SIDIKI chef de canton GUABEROU,

MOHAMMED chef de GAO SONRAIS

MARABOUMAR chef de GAO-DIOULAS

SAIDOU AHMEDOU ex-chef de GAO SONRAIS

ELMAHDI AG ALIYOUNE Notable de Gao Sonrais

HAMRAFAIDDAR REPRESENTANT des Kountas au cercle de GAO,

YAHYA MOHAMEDOUNE MARABOUT GAO SONRAY assesseur tribunal 1er degré

MARABOUMAR AG HAIDA marabout de BAMBA,

MOHAMED OUMAROU fils de chef de village TIRIDORO, Gao Sonrais,

ALASSANE SIDI marabout de Tenheri,

HAROUNA IDRISSE frère de chef de quartier LABOU GAO SONRAIS,

ABDOURAHMANE ALASSANE NOTABLE

ISSA TESSOUMANA chef quartier REHABOU

BOMAKANA ELHADO NOTABLE

TAGOU DAOUA notable Bageundiey

MOHAMED ASSADOU chef canton de Boureme,

INOUKEND chef de tribu BOURILLITENES DE BOUREME,

SIDI ELMOHAMED OULD OUMAR chef Regagda Ahel Lohoul,

ELHOUSSEIN SALIHOU chef traditionnel de Magnadou;

IDRISSE/ ABDOURAHMANE Notable Kabarna Magnadou, (2)

ISSAREYER ABAKER chef quartier Taoutoulberi Magnadou (I)

ABIDINE OULD CHEIKH HAIBALLA OULD ABIDINE marabout Kountas Chef religieux,

ADDINE KOBANA chef des villages Haoussa Foulanes et assesseur trib. 2^e degré GAO,

(1^{er} liste de cercle de GAO)

A suivre

17

Ensemble des chefs coutumiers, les notables et les commerçants de Bouelo
 COTIGER, TOMBOUCTOU, GAO et GOUNDANE en date du 30 MAI 1958

SIGNATAIRES

EMARGEMENT

YOUNOYSSA AG AYOUBA fils de chef traditionnel d'IDAOUASSHAK (Touaregs)

MOHAMED SALOUME chef de Quartier Maures d'Ansongo Dioula,

ABDI OULD YOUNA boutiquier (et représentant de ZAOUI CHEF quartier Maures
 de GAO) à ANSONGO,

BALI MOULAY commerçant à ANSONGO

MOHAMED CHEIKH OULD MOHAMED ELBECHIR commerçant à Ansongo,

AMMI OULD AHMED Commerçant

BALI AG ADERGOJOJ frère de chef d'IDAOUASHAK,

ILYAS AG AYOUBA fils d'IDAOUASHAK,

ARAHNATT AG INABOUCHE BOUCHE Notable Idacouashak,

MAHFOUD OULD LAMINE représentant de Tribu d'IDAOUASHAK à Ansongo

ALASSANE HAMMADI CHEF TRADITIONNEL ANSONGO BAZIHAOUSSA,

HAMANE HAMMADI frère dedit chef,

ABDOULKARIME AOUANKA chef quartier Fetery Ansongo Bazi,

MOHAMEDOUNE DADA notable Ansongo Bazi,

ELHAT ABDOURAHMANE ASSELENN Notable

ABDOULLAH BRATAZOU chef quartier Hammakolaji

BOUCHA ISMILA notable

ADAMA CHOUAIBOU Notable

(2ème liste de cercle de GAO)

A Suivre

Le Chef de l'Administration soussignée a Monsieur le Président de la République Française
 les représentants, les notables et les commerçants de Boule de Niger
 de TIOKI, GAO et GOUNDAME en date du 30 MAI 1958

SIGNATAIRES

EMARGEMENT

ESSE AG GOUNDAMA chef Iffakirane Iguillade (Bourane Gao)

EDOUARD AG CHEIKH SEDIDE fils de feu-chef de tribu Iguillade,

ESSE AG AG IERAHIMA DIALLO chef canton Takanbao,

ESSE AG MOHAMMED oncle paternel de chef de canton susdit

ESSE AG SIKABBAR frère de chef de canton

ESSE AG DALL notable Takanbao;

ESSE AG ABJI marabout et Imane de Takanbao,

ESSE AG HAMADI notable de

ESSE AG DALL notable de

ESSE AG MAROUCHETT, notable de Tanda Bissane canton Takanbao,

ESSE AG DJIMAG cousin dedit chef canton de Takanbao,

ESSE AG MAIGA ex-sergent notable

ESSE AG JABER notable

ESSE AG SIKABBAR notable

ESSE AG SIKABBAR notable

ESSE AG ELMOUAMMAR chef de Kel Tabakat (cercle de GOUNDAME)

BAKA KOLA

BAKA KOLA frère et secrétaire de chef de canton de TIOKI (cercle de GOUNDAME)

A Siivre

LETTERE OUVERTE A SA MAJESTE : MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
FRANCAISE

SIGNATAIRES

EMARGEMENT

Le chef de village des Berabiches Est : Le chef Ali Ould Ousmane.
Le chef ASSADIK Ag ELMOSTAHFA Ag AGADHID.

Le chef de village OUMER Ag BADRA.

Le chef de village Ag Takys notable Kel Tenague Elhay.

Le chef de village de Beragouga Le chef de Village IDRISSE OUSMAN.

Le secrétaire des anciens combattants de Tombouctou,

BABA HANNA.

Le chef de village Baba Sane Taoua Marabout principal de
Tombouctou.

Le chef de village Ousmane

Le représentant de chef de village, son neveu fils de feu chef Alidji Ousmane.

Le chef de village MOHAMED BEN BALI notable Oulad OUMRANE Berabiches ouest.

Le chef de village MOHAMED Ag Aliaboubekrine frère de chef.

Le chef de village (Bourenne Inali),

Le chef de village YOUNOUSA ASSALINA.

Le chef de village

Le représentant et secondaire de chef de village /:

MOHAMED AGHISSE

Le chef de village ABOUBAKRINE Ag Himbakati

Le chef de village kel Araouan,

Le fils de chef et son secondaire ABIDINE OULD BADI OULD AHMED BADI

Le chef de village GOURMA KHAROUS

Le chef de village Mohamed Ag Baouani.

Le chef de village (Gourma Kharous),

Le chef de village IBRAHIMA HPARIC.

Le chef de village (Gourma Kharous),

Le chef de village ABDU BALI

Handwritten signature and stamp.

Handwritten signature and stamp.

Handwritten signature and stamp.

Handwritten signature and stamp.

Handwritten signature and stamp.

Handwritten signature and stamp.

Handwritten signature and stamp.

**Décolonisation, indépendance et révolte de
1963-64**

FEDERATION DU MALI

**REPUBLIQUE SOUDANAISE
CERCLE DE GAO**

**RAPPORT de la tournée effectuée du 4 au 10 juillet
1960 dans la subdivision de - KIDAL - ¹**

¹ ANM. 1E24 Bamako, Fonds récents. Rapports 1960

FEDERATION DU MALI
REPUBLIQUE SOUDANAISE
CERCLE DE GAO

DB/Boc.A.

RAPPORT
de la tournée du 4 au 10 juillet 1960 dans la subdivision de KIDAL

1 - ITINERAIRE et MOYENS de LOCOMOTION :

a/ - Bourem - Tabankort - Anéfis - Kidal - Bouressa - Tin Zaouaten - Oued Egguerir
- soit environ 1600 kms.

b/ - Moyens de locomotion : Willys

But de la tournée : Installation postes de sécurité - Entretien avec Attaher ag Illi Aménokal de l'Adrar sur les difficultés rencontrées par l'Administration ces derniers temps dans la Subdivision.

-----;-----

Dans le courant du moi de mai, la Subdivision de Kidal nous avait donné quelques inquiétudes.

Un Afaris (singulier d'Ifoghas) de la Tribu des Iforgomoussen avait créé un incident avec 2 goumiers qui, mis dans une position de légitime défense, ont été obligés de faire usage de leur fusil.

L'Afaris fut mortellement blessé. Cet incident provoqua un grand émoi dans toute la noblesse Ifoghas. Attaher ag Illi et son fils In Talla crurent devoir prendre la tête de l'agitation et traduisirent leur indignation par une lettre adressée au Commandant de Cercle dans laquelle ils demandent justice.

Devant une telle situation, le commandant de Cercle fut amené à renforcer par les moyens dont il dispose le dispositif de sécurité de la Subdivision de Kidal en dégarnissant les goums et les pelotons de gardes républicains des 3 subdivisions du fleuve.

Le Chef de Subdivision de Ménaka reçut également l'ordre d'envoyer une forte patrouille de goumiers jusqu'à Kidal avec mission de se montrer ostensiblement dans la vaste région à traverser.

Ces mesures, à n'en pas douter, donnèrent à réfléchir aux nostalgiques de l'anarchie de l'Adrar puisqu'une sourdine fut rapidement mise aux écarts de langage et aux rodомontades signalés auparavant sur les marchés de Kidal, Aguel'hoc et Tessalit.

Entre autres cette alerte eut l'avantage de nous rappeler très opportunément la nécessité vitale des postes de sécurité dont l'installation ne pouvait plus sans grands risques être remise.

Le Gouvernement à son tour alerté fit le maximum courant juin pour que le matériel d'équipement destiné aux groupes de sécurité de Gao fût acheminé en priorité.

A la fin du mois de juin, les opérations de recrutement étant terminées et le matériel d'équipement à pied d'oeuvre, il ne restait donc plus qu'à acheminer les troupes sur les chefs-lieux de Subdivisions.

J'ai décidé de conduire personnellement le convoi de Kidal pour me permettre de voir les régions de Bouressa et de Tin Zaouaten où les hommes sont appelés à séjourner.

En plus, cette tournée devait me permettre de faire une synthèse de la situation politique de la Subdivision, après l'entrevue que je me proposais d'avoir avec le vieil Attaher ag Illi.

Je partis donc de Gao le 4 juillet à 6 heures à bord d'une willys en direction de Bourem où m'attendaient les hommes.

J'atteignis Bourem à 7 h 45 où nous avons pris du retard car il fallut constituer le convoi et faire le plein d'essence des 4 autres véhicules.

Le convoi composé de 5 véhicules partit de Bourem à 10 heures.

Malheureusement, malgré les recommandations de prudence que j'ai données au départ (marcher lentement et ne jamais dépasser une vitesse de 60 kms) et les précautions prises en mettant un intervalle de 5 minutes entre les véhicules, un grave accident devait à 5 kms de Bourem endeuiller cette première journée.

L'accident a fait 3 morts et 11 blessés. Ayant pris la tête du convoi, je ne devais être averti de cet accident qu'à Tabankort (150 kms environ de Bourem) qui, au départ, avait été fixé comme fin de l'étape.

Il n'était évidemment plus question pour moi de revenir sur mes pas, d'autant plus que les évacuations nécessaires avaient été déjà faites par le Chef de Subdivision de Bourem.

En réponse donc à la lettre du Chef de Subdivision de Bourem qui, en même temps qu'il m'annonçait la pénible nouvelle, me demandait des instructions sur le sort du reste du convoi resté à la suite de l'accident, je donnais des ordres afin de faire suivre le convoi sur Anéfis où je l'attendrai.

Après avoir déjeuné à Tabankort, je partis à 4 h 30 de ce campement avec les deux véhicules à bagages qui ont pu me suivre en direction d'Anéfis que nous avons atteint à 6 h 30 et où nous avons campé pour la nuit.

Le troisième véhicule transportant les hommes ne devait arriver à Anéfis que vers 22 h 30 après plusieurs heures d'attente anxieuse.

Le lendemain vers six heures, nous partîmes d'Anéfis en direction de Kidal que nous atteignîmes vers 7 h 30.

Dans la journée du mardi 5 juillet, je fis avec le Chef de la Subdivision un examen de la situation qui nous conduisit à arrêter le programme suivant :

a) - Départ mercredi à Bouressa avec une équipe de détenus qui, sous la surveillance de gardes républicains seront chargés de construire les paillottes devant abriter les hommes de ce poste.

b) - Après avoir installé cette équipe de détenus et lui avoir indiqué les tâches à accomplir, continuer dans la journée de jeudi sur Tin Zaouaten où l'installation d'un quatrième poste de sécurité pour la Subdivision de Kidal est prévue.

J'eus la bonne fortune de rencontrer à Kidal, In Talla ag Attaher, le coadjuteur de l'Aménokal des Kel Effelé.

Il me rendit une visite de courtoisie au cours de laquelle je lui ai exposé le but de ma tournée qui est l'installation des postes de sécurité.

J'ai expliqué à In Talla avec toute la sincérité désirable qu'une des premières

conséquences de notre accession à l'Indépendance sera le départ prochain des troupes françaises, car nous ne pouvons raisonnablement demander notre Indépendance et demander à ceux contre lesquels nous avons demandé cette "Indépendance" d'assurer la tâche de maintien d'ordre dans notre Etat.

C'est la raison pour laquelle nous procédons à l'installation des troupes sur toute l'étendue de la République.

La mission que je suis en train d'accomplir n'est donc pas une opération isolée et particulière à l'Adrar, mais générale qui est faite dans l'intérêt des masses qui ont besoin de travailler dans la paix et la sécurité.

Ce n'est donc pas un acte de défiance mais plutôt de sollicitude car le premier devoir de tout Etat est avant toute autre chose d'assurer la protection des personnes et des biens, ce qui ne peut se faire sans forces de police.

A la fin de cette conversation, j'ai fait connaître à In Talla que je serais très heureux s'il pouvait m'accompagner dans cette tournée qui devait me conduire à Bouressa et à Tin Zaouaten, ce qu'il accepta sans hésitation et même on peut dire avec aménité.

Nous fîmes donc le voyage de Bouressa, Tin Zaouaten en compagnie d'In Talla. Au cours de ce voyage qui nous prit 3 journées nous nous efforçâmes de porter la conversation sur les problèmes politiques devant préoccuper les nobles Ifoghas.

Ainsi j'eus l'occasion de lui faire très objectivement un exposé sur la manière dont nous entendons aborder les problèmes nombreux et complexes qui vont nous surgir de toutes parts maintenant que nous avons accédé à l'Indépendance et que nous allons assumer entièrement toutes les charges de cette promotion politique.

D'abord, nous n'avions dit à personne que nous possédions une lampe d'aladin avec des solutions magiques toutes faites, nous avons invité les Nomades à se joindre à nous dans la lutte pour l'Indépendance car nous sommes certains que c'est là où se trouve la clef de notre promotion économique et sociale.

Mais, nous n'avions à aucun moment de notre lutte caché à aucun de nos partenaires qu'au delà de l'Indépendance, nous allons rentrer dans une phase difficile de notre existence dont la solution incombera à tout notre peuple auquel nous avons entière confiance.

La future organisation politique et administrative de la République Soudanaise va nous permettre de nous approcher davantage des masses dont les Représentants vont être plus intimement associés à la gestion de l'Etat.

Nous sommes sûrs que les Nomades auront à coeur d'apporter leur apport à cette construction originale que nous leur proposons.

Puisque dans ces questions, In Talla m'a paru soucieux du sort réservé aux privilèges féodaux conservés dans certaines Tribus nomades, j'ai répondu dans les termes suivants :

"Nous sommes un parti démocratique, il n'est pas possible de s'en cacher, car c'est au nom de la démocratie que nous avons depuis 14 ans lutté contre le régime colonial et ses alliés, les chefs de cantons et de tribus.

D'ores et déjà, nous avons supprimé les chefferies de canton, mais par contre nous avons conservé les chefferies de tribus ; les situations étant dissemblables, les solutions ne peuvent être identiques.

Nous sommes des réalistes et avons conscience que pendant longtemps encore nous aurons besoin dans certaines régions de notre Etat du service des cadres traditionnels à condition que ces cadres comprennent avec nous que l'ère de l'arbitraire, du despotisme et des exactions est irrémédiablement dépassé.

L'avenir est au contraire à l'extension toujours plus large de la démocratie, la preuve la plus tangible étant le processus de décolonisation auquel nous assistons actuellement.

Notre parti a toujours été un parti démocratique puisant sa force dans les masses, aussi tous nos partenaires doivent comprendre qu'il y a des objectifs auxquels nous ne pouvons renoncer comme il y a des principes que nous ne pouvons piétiner sans nous renier nous-mêmes".

Voici en résumé l'essentiel des thèmes que j'ai eu à développer devant le fils d'Attaher tout le long des 3 journées passées ensemble ce faisant, je savais évidemment répondre aux questions et aux inquiétudes préoccupant les nobliaux Ifoghas pendant ces premiers moments de notre indépendance.

Le voyage KIDAL - BOURESSA - BOURESSA - TIN ZAOUATEN s'est passé dans de très bonnes conditions. J'ai pu apprécier la valeur stratégique de ces deux points qui commandent une région curieusement accidentée et faisant frontière avec le Hoggar.

Quand on a vu ces chaines de montagnes se dressant en contreforts quasi inexpugnables, on comprend la tentation des jeunes Ifoghas vers le banditisme.

Des postes militaires installés à Bouressa et à Tin Zaouaten auront pour mission d'assurer la garde de nos arrières et surtout de contrôler les relations de nos tribus avec celles du Hoggar.

Car, perceptible ou non le Hoggar exerce sur les Ifoghas un attrait certain. Si on en croit ce qui se dit dans le pays, la France a accordé ces dernières années d'importants privilèges à la noblesse targui du Hoggar pour la détacher de l'insurrection algérienne.

Baye, l'Aménokal du Hoggar possédait une milice armée par la France ; il n'est pas étonnant dans ces conditions que la noblesse Ifoghas de l'Adrar cligne des yeux vers ce pays, où se trouve actuellement l'Administrateur CLAUZEL qui a commandé pendant plus de six ans la Subdivision de Kidal. Est-ce un hasard ? serait-on tenté de demander.

Nous sommes rentrés de cette tournée le vendredi soir à Kidal où nous avons passé la nuit pour repartir le samedi matin à la recherche du campement d'Attaher que nous avons atteint sur l'oued Ouzzène à 65 km environ de Kidal.

Attaher qui, très certainement savait que nous devions venir nous a reçu avec une forte délégation assez loin de sa tente.

Quelques minutes après notre arrivée, un groupe important d'Ifoghas faisait déjà groupe autour de nous et la conversation s'engagea autour des sujets les plus divers.

Tout d'abord, j'ai pu constater que les mesures de sécurité que nous avons prises courant mai ont eu sur les Ifoghas une influence bénéfique.

Ils me disent la peine qu'ils ont ressentie de ces mesures qui selon eux dénotent un manque de confiance et protestèrent de leur fidélité et de leurs bons sentiments vis-à-vis du Gouvernement.

A ces belles déclarations que je sais de pur principe, je répondis que l'Administration a le devoir d'être vigilante et a, en conséquence, le droit de prendre toutes mesures appelées selon elle à sauvegarder l'ordre public ; qu'à aucun moment nous

n'avons douté de la fidélité des populations de l'Adrar et que s'il en était autrement le Commandant de Cercle et le Chef de Subdivision accompagnés de 2 goumiers seulement n'auraient jamais entrepris le périple de 800 kms qu'ils viennent de faire dans la région la plus dangereuse de l'Adrar.

-----;-----

Les notables Kel Effelé sur le ton de la libre discussion m'exposèrent alors, leurs conceptions sur l'organisation future de l'Etat qui se résument comme suit :

- 1) - Primauté de l'Enseignement arabe sur l'Enseignement du Français
- 2) - Donner dans les organismes de l'Etat et de l'Administration une place équitable aux lettrés arabes.
- 3) - Instituer dans l'Adrar une sorte d'autonomie régionale, le Représentant du pouvoir central, même en matière d'ordre public ne devant agir que sur demande expresse du pouvoir local.

Ce pouvoir local devant évidemment avoir une force de police qu'ils appellent en tamacheq "les partisans".

Sans ambages, j'ai évidemment dit à mon auditoire ce que ces conceptions avaient de contraire avec celles du pouvoir central dans le domaine de l'organisation future de l'Etat.

Certes leur ai-je dit, nous avons conscience de la grande diversité de notre pays et sommes prêts à respecter partout ces diversités, mais dans un Etat, il ne peut y avoir deux armées, deux forces de police, le maintien de l'ordre public étant de la compétence exclusive de la puissance publique.

Au delà de ce principe, c'est la voie ouverte à l'anarchie, à la sécession.

Le régime colonial a eu des aspects positifs, il a fait régner la paix et la sécurité sur tous nos peuples ; nous avons demandé notre Indépendance pour hâter notre évolution et non pour tomber dans les maux de l'Afrique pré-coloniale ; l'anarchie et les guerres intestines.

Ces paroles, visiblement n'eurent pas l'heur d'enchanter mon auditoire, il sut néanmoins surmonter sa déception et passa aux problèmes économiques sous l'angle des investissements.

Ici, j'eus l'occasion de dire à l'auditoire notre optimisme sur ce problème vital à condition que nous construisions un Etat fort, capable de faire régner partout l'ordre.

Notre accession à la souveraineté internationale nous met incontestablement dans de meilleures conditions pour résoudre ce problème car elle nous permet de demander l'aide de tous les pays industriellement développés.

J'ai expliqué la position des pays-sous-développés par l'image suivante :

"Le monde des possédants pour des raisons très compliquées se trouve aujourd'hui divisé en deux groupes violemment opposés.

Les pays sous-développés de l'Afrique et de l'Asie se trouvent vis-à-vis de ce monde divisé dans le rôle du mari polygame adulé à qui mieux-mieux par les co-épouses.

Si nous savons donc nous organiser, fermer les oreilles aux chants des sirènes, ennemies de notre évolution, la conjoncture est bonne et nous, dirigeants, sommes

persuadés que dans 5 - 10 ans ce pays sous notre action revêtira une physionomie nouvelle.

Après ces exposés publics, j'ai tenu à voir Attaher et son fils In Talla en privé au sujet de la mort d'Inadjelène Ag Ebanzène.

J'ai dit à Attaher que l'Administration était la première à déplorer ce qui est arrivé car aucun chef de circonscription ne souhaite sur son territoire de tels incidents.

Mais que ceci dit, nous sommes obligés de constater que Inadjelène Ag Ebanzène a cherché lui-même cette mort d'une manière stupide en dégainant contre les agents de la force publique qu'il sait armés ;

Que l'enquête a incontestablement prouvé que les goudiers étaient en position de légitime défense donc en droit de faire usage de leur fusil.

Dans ces conditions, légalement il n'y a pas de crime et aucune poursuite ne peut être intentée contre l'auteur de l'homicide.

J'ai ajouté que seulement, il y a des orphelins, autant l'acte du père est à blâmer autant notre qualité de musulman nous fait une obligation de nous pencher charitablement sur le sort de ces pauvres enfants victimes d'un père irresponsable ; Que dans cet ordre d'idées, le Commandant de Cercle est prêt à faire un secours à la famille.

Le vieil Attaher évidemment n'entendait pas les choses ainsi, pour lui il y a crime et il faut que justice se fasse.

J'ai dit très fermement au vieil Aménokal mon désaccord et que ma proposition était à prendre ou à laisser.

Quelques minutes de réflexion ont amené le fils à donner son accord à ma proposition quant au vieux il est resté muet et comme transi.

Après l'entretien, d'accord avec le Chef de Subdivision, j'ai décidé de faire sur mes crédits politiques un secours de 50.000 francs à la famille en insistant que le caractère de secours soit nettement souligné pour qu'il ne soit pas dit que c'est le "prix du sang".

Cette journée fut, véritablement pour les "Kel Adrar" une journée de déception mais le vieil Aménokal en bon chevalier, a tenu à la clore sportivement en me proposant de m'accompagner jusqu'à Kidal pour me serrer la main à mon départ.

J'acceptait et dis à Attaher combien j'étais sensible à cette courtoise intension.

Nous partîmes donc de l'Oued Ouzzène en compagnie d'Attaher et de son fils In Talla vers 16 heures pour arriver à Kidal vers 18 heures 30 après avoir fait un rapide tour à Tin Tersen où se poursuit actuellement le forage d'un puits sur le programme FERDES.

A 20 heures, nous nous retrouvâmes avec Attaher, In Talla et leur "Alfaki" (marabout) autour d'un michoui dans la cour du Chef de la Subdivision de Kidal.

Les 3 verres du thé traditionnel nous menèrent jusqu'à 23 heures, heure à laquelle l'Aménokal prit congé de nous après les bénédictions et les remerciements d'usage.

Le lendemain matin, à 5 heures je partis de Kidal pour Gao où je suis rentré à 18 heures après un arrêt à Bourem que j'ai atteint à 10 h 30 et où j'ai passé la journée.

CONCLUSION

Cette tournée de 6 jours au cours desquels j'ai parcouru 1600 kms et qui m'a amené jusqu'à la porte du Hoggar s'est révélée pour moi pleine d'enseignements.

Tout d'abord le pays que j'ai parcouru s'est imposé à moi par son aspect physique. Lorsqu'on a vu les minéralisations de l'Adrar, même le profane en matière de géologie ne peut s'empêcher de penser que ce n'est pas en vain que ces montagnes ont poussé là.

L'Adrar, indéniablement, n'a pas encore dit son dernier mot en matière de richesses minières.

C'est pour cette raison que rien ne doit nous détacher de ces régions qui, pendant longtemps encore nous imposera de lourdes dépenses de souveraineté sans contre-parties fiscales et économiques.

La Subdivision de Kidal qui compte à peine 18.000 habitants verse au budget moins de 10 millions d'impôts, ce qui correspond tout juste à la solde des gnomiers.

Mais nous ne pouvons nous arrêter à ce bilan, ce qui doit compter pour nous ce sont les virtualités, les possibilités de demain.

Or, nous ne pouvons oublier que c'est cette partie de la bande que nous avons dans le Sahara qui touche le plus près ce que les spécialistes français du Sahara ont convenu d'appeler le Sahara oriental "le Sahara des derriks" schématiquement délimité par le méridien de Paris coupant la côte de la Méditerranée entre Oran et Alger et se prolongeant au Sud de Niamey.

Aucun effort ne doit donc être ménagé pour affirmer chaque jour notre souveraineté sur les moindres arpents de ce vaste pays dont la superficie dépasse 200.000 km².

Sur le plan politique, il est évident que la tâche à accomplir demeure immense.

Aujourd'hui, plus que jamais je suis persuadé que nous avons été très bien inspirés en confiant le commandement de cette Subdivision à Mr. MOHAMED Najim.

Sa connaissance approfondie de la psychologie berbère lui a permis à un moment très difficile d'affirmer son autorité et par conséquent celle de notre Etat sur les difficiles et pas intelligents Ifoghas que les CLAUZEL et ALLARD avaient habitués à l'illégalité et à l'irrégularité.

Mais il faut néanmoins dire que tant que le vieil Attaher vivra il nous faudra dans notre action politique avancer avec beaucoup de circonspection dans l'Adrar car il est incontestable qu'il continue à symboliser l'unité de ce pays et jouit d'une autorité morale confinant à la vénération.

Tout en continuant à surveiller les Ifoghas qui ne doivent pas ignorer l'existence de l'Etat et de ses lois, le principe de notre action doit être dirigé en direction des masses "Imrads" chez lesquelles nous devons provoquer une prise de conscience.

Les postes de sécurité qui viennent d'être créés nous donnent des possibilités plus grandes dans le domaine des contacts car les hommes de ces unités ne doivent pas rester des militaires au sens primitif du mot mais doivent être capables de mener une action psychologique au cours des contacts qu'ils vont avoir avec les nomades.

Mais il ne faut pas se leurrer, le fonctionnement de ces postes va se révéler

énormément cher et leur organisation rationnelle pour un résultat efficace va poser des problèmes qui ne pourront être résolus que par des techniciens c'est-à-dire des cadres militaires ou "Gendarmeriques".

Pour l'immédiat, les chefs de circonscription feront évidemment de leur mieux pour que l'effet recherché soit entièrement atteint.

D'ailleurs il est permis d'affirmer d'ores et déjà que cet effet est atteint car incontestablement ce déploiement de forces pour modique qu'il fût a permis de rappeler à ceux que l'anarchie pourrait tenter que le départ de l'armée française ne laissera pas de vide.

Et je vais terminer en disant que pour l'heure, malgré l'hostilité que la famille d'Attaher manifeste à l'égard du Chef de Subdivision de Kidal, je pense que le Gouvernement ne doit pas lui marchander sa confiance. Il nous a déjà rendus d'éminents services sur ce front et continuera encore à nous en rendre jusqu'au moment où nous pourrons trouver un officier africain cultivé capable d'accomplir des tâches administratives et politiques à mettre dans cette région névralgique de notre Etat.

Ainsi, Mr. NAJIM pourrait être appelé à des fonctions plus hautes en récompense du travail excellent déjà accompli.

LE COMMANDANT DE CERCLE
DIALLO Bakara

Ambeïry ag Rhissa : "A propos des Touaregs de l'Adrar des Ifoghas. Qu'on le sache !". L'Essor Hebdo (Organe de l'US-RDA), Lundi 15 juin 1964 : 5

Le camarade Ambéry ag Rhissa, instituteur en service à Mbouna, a envoyé à l'Essor cet article sur les Touaregs de l'Adrar des Ifoghas. L'auteur fait l'historique de la vie des populations de l'Adrar à la veille de l'occupation coloniale, pendant la domination française et donne son opinion sur le prétendu problème de Kidal.

Article signé à Mbouna le 26 mai 1964.

Il n'est pas dans mes habitudes d'insérer des articles dans les journaux, cela pour la raison qu'il me serait difficile de trouver à dire quelque chose qui n'ait été déjà dit avant moi ou qui ne soit connu de tout le monde. Aujourd'hui cependant je me décide à tenter l'expérience non pas parce que j'ai quelque chose à révéler mais parce que les circonstances m'y incitent. J'ai lu dans un numéro récent de l'Essor un article relatif aux Touaregs de l'Adrar des Ifoghas qui a suscité chez moi un intérêt réel, grandissant à mesure que je parcourais certains de ses passages. D'abord j'avoue que j'ignorais que l'affaire de l'Adrar était de nature à provoquer des commentaires ni d'une telle ampleur, ni d'une telle durée ! A mon tour permettez moi de dire mon opinion sur cette question. Je crois être en mesure de situer le problème dans ses proportions réelles. Ma position éloignée ne me permettait pas de lire d'autre journal que l'Essor, ni même régulièrement l'organe du Parti. Aussi j'ignorais en détail les allégations publiées par la presse étrangère au sujet des Touaregs de l'Adrar. Mais à travers la mise au point faite dans l'Essor, il m'a été possible de découvrir que la vérité avait été travestie par la presse réactionnaire, tant en ce qui concerne l'Adrar des Ifoghas qu'en ce qui concerne le "prétendu problème de Kidal". On ne peut pas ne pas être sensible à certaines calomnies, surtout lorsqu'elles sont le fruit d'une imagination capricieuse, agissant par le simple motif de la malveillance. Je ne perdrai pas de temps à relater le mode de vie des Touaregs de l'Adrar car le camarade Alassane ag Baye l'a déjà fait. J'apporterai seulement quelques aspects complémentaires, fruits d'une analyse objective sur le terrain et dans l'actualité, le tout destiné à aider ceux qui cherchent réellement la lumière et à préciser aux Français mal informés que le Mali connaît toute la vérité sur le sujet.

Les Touaregs de Kidal considérés dans leur ensemble, constituaient une petite société féodale qui n'avait jamais entretenu avec les populations sédentaires que des relations sommaires distantes et superficielles, relations qui leur étaient imposées par les nécessités de la subsistance. L'administration française a exploité l'excellente position géographique de la subdivision de Kidal pour que les échos de la lutte inlassablement menée par notre parti depuis 1946 ne dépassent jamais Bourem. Elle a également et surtout exploité l'énorme différence qui existe entre les mœurs tamacheq et les mœurs sédentaires pour développer l'esprit raciste et esclavagiste chez les Touaregs, pour achever de faire de l'Adrar un terrain entièrement propice à la traditionnelle "action française"; le féodalisme a été encouragé et renforcé. La France a appris aux Touaregs de l'Adrar à payer l'impôt sous forme de "tribut", à mépriser le sédentaire et à respecter l'ordre d'inégalité sociale artificiellement établi pour les besoins de la circonstance, et on se servait de l'innocente religion comme justification, pas plus. Toutes les conditions, depuis la structure géographique jusqu'à la conscience du milieu étaient favorables pour maintenir les Touaregs dans l'obscurantisme le plus inhumain qui soit. C'est ainsi que l'Adrar de novembre 1959 (date de départ du dernier chef de subdivision français Allard Jean), n'était que celui de 1904, date de sa soumission à la France.

Parlons un peu de cette soumission : elle a été effectuée sans heurts, sans difficultés, je dirai même à l'amiable puisque ce sont les Ifoghas eux-mêmes qui sont

partis l'apporter aux Français, à In Salah (Algérie). Ils avaient toujours des ennuis avec les Regueybats qui venaient fréquemment razzier les troupeaux de chamelles. Il leur fallait donc une aide. La France, même si elle sauta là dessus, sait que cette soumission est née d'une nécessité des circonstances d'alors, et non de l'adresse de la politique française. Que la défunte administration française ne croit donc pas avoir réussi "pacifiquement", là où elle croit déceler aujourd'hui un échec de notre part. Sa politique "pacifiste" n'a pas trouvé les portes ouvertes chez les Touaregs Kel Ahaggar le 16 février 1881, au puits de Anou N'hoaeun, lorsque la mission Flatters fut massacrée par les hommes du chef Ahitaghel. La fin inoubliable de la mission Flatters dont les derniers survivants ont échappé grâce à des conditions que nous ne dévoilerons pas, ne permet pas aux saboteurs français de nous faire croire que leur pénétration chez les Touaregs s'est effectuée "pacifiquement". La bataille de Tit, à cinquante kilomètres de Tamanrasset, livrée le 7 mai 1902 par le lieutenant français Cottenest aux Kel Ahaggar commandés par Baba ag Tamaklast et Sidi Mohammed ag Othman prouve encore une fois de plus que les Touaregs comme tous les peuples d'Afrique ont subi la domination coloniale parce qu'ils ne pouvaient faire autrement. La France n'a pu pénétrer effectivement au Hoggar (qui n'avait pas comme l'Adrar sollicité sa présence) qu'à la nomination de Mossa ag Amastane à la tête des Kel Ahaggar, en remplacement de Attici ag Amellal. Et Mossa ag Amastane a lié "amitié" avec la France parce que l'expérience lui avait prouvé que l'inégalité des moyens matériels ne permettait pas de continuer la résistance opposée par ses prédécesseurs.

Une vérité qu'il nous faut également rappeler à la presse française et étrangère, c'est que les Français n'ont jamais eu confiance en leur position en zone targuie, et cela par suite de plusieurs mouvements tous à caractère anti-français, allant du massacre de la mission Flatters à la révolte de la Senoussia et à la bataille d'Andéramboukane en 1916. La France a toujours vu dans les Touaregs "des populations à surveiller de très près". Elle a toujours eu des appréhensions qui se justifiaient peut-être parce que nés de légendes mystérieuses qui couraient sur ces populations, entourant aussi ces massifs montagneux qui se profilent de l'Attakor n Ahaggar (Algérie) au Tirar-Rar (Mali). Cette zone centrale "Hoggar-Adrar" était le trait d'union entre l'ex-Afrique du Nord et l'ex-AOF, et c'est la raison pour laquelle la France l'a toujours veillé jalousement, avec la coopération de la Compagnie saharienne du Tidikelt, du Soudan et du Niger. Cela explique la fameuse chasse aux "rebelles", méthodiquement poursuivie en ces temps là par les autorités françaises, et c'est cela seulement qui l'explique. Car l'impôt n'était pas la raison réelle qui a motivé cette prétendue lutte contre les fellagas. L'impôt était un prétexte pour dissimuler le caractère odieux et flagrant de plusieurs exécutions arbitraires. Qui peut soutenir qu'Alla, qu'Affad, qu'In Allaân, que Bou Aâmamane ne payaient pas l'impôt ? Personne, car il n'en est justement rien. Il est vrai que ces hommes ne venaient pas eux-mêmes s'acquitter de leurs contributions, mais chacun d'eux était recensé dans une famille à laquelle le chef communiquait le montant global de l'imposition, augmenté d'un supplément "pour le chef". La vérité, n'en déplaie aux nostalgiques français, est que ces hommes détenaient des armes à feu, ce qui dans l'esprit des administrateurs coloniaux équivalait à la naissance d'un mouvement de rébellion, donc à une menace pour la sécurité au Sahara. Il fallait donc tuer le germe dans l'oeuf. C'est là et c'est là seulement la raison de la tragique mort d'Alla, de l'assassinat d'In Allaân en 1957 dans l'oued Tissakakiwen, assassinat dont la procédure et le lieu ont été convenus entre Clauzel et le sergent Darscel, à Tessalit.

Revenons à l'actualité dont Jeune Afrique et Paris Jour semblent faire un cheval de bataille qui ne tient malheureusement pas debout. Tout d'abord je voudrais dire au camarade Alassane ag Baye que l'impôt est loin d'être la raison réelle et fondamentale de ce que l'on a complaisamment appelé "la rébellion de Kidal". Il est certain que faute d'éducation civique suffisante, les Touaregs de Kidal n'ont pas tout à fait compris le sens de l'impôt. Mais il faut situer correctement les faits. L'impôt n'est pas la raison de ce misérable remue-ménage, car cela impliquerait nécessairement une généralisation du mouvement, puisque tous les maliens du cercle sont imposés. Or tel n'est pas le cas, car les dissidents apatrides sont à peine une poignée. Le problème se situe plutôt dans la politique impérialiste française, qui laisse toujours une bombe à retardement partout où elle lève l'ancre. Pourquoi tenter vainement de cacher et de nier les réalités historiques, car elles ne sont plus un secret pour personne, même en Afrique, où les impérialistes

d'Occident ont tenté de maintenir les peuples dans un complexe d'infériorité injustifiable. Nous savons tous que certains gouvernements français avaient de la peine à se consoler de l'échec de l'OCRS. Nous savons tous que ses ténors ont été déconcertés par le ralliement de feu Attaher ag Ally (que la terre lui soit légère) à l'US-RDA, lors de la visite du camarade Madeira Keita à Kidal en octobre 1959, en dépit des contacts réitérés et préalablement effectués par le lieutenant Crespin (PMT). Nous savons tous, et les "milieux français" autant que nous, que ceux-ci ont largement contribué à l'agitation Ifoghas, en profitant d'un stade bien déterminé dans l'évolution d'une société donnée. Nous savons tous, et les mêmes milieux français également qu'il y avait une étincelle constituée par la minorité féodale Ifoghas dont le mode d'existence devait tomber nécessairement et obligatoirement en désuétude en régime socialiste. Pourquoi donc incriminer les Touaregs qui à part ceux devant qui l'administration française a fait miroiter le mirage de la "liberté" de jadis et qui ont déjà fait leur reddition parce qu'ils ont compris où ce chemin les menait, pourquoi donc dis-je incriminer les Touaregs qui sont des citoyens maliens à la hauteur de notre évolution sociale, pourquoi donc accuser le Mali qui a eu le courage d'entreprendre ce que la France n'a jamais osé toucher du doigt : la lutte contre le féodalisme ?

Ces accusations erronées ne trouvent aucune justification dans la participation du fils d'Alla au mouvement. L'activité de L'ladi ag Alla s'inscrit dans la rébellion non pas en tant qu'opposition à une domination quelconque, mais en tant qu'opposition du régime féodal au régime socialiste. L'ladi est resté plus d'un an à Tamanrasset entre 1961 et 1962, et il a été "ensorcelé" par les bases françaises de la même manière que ses complices. Ce n'est donc pas la lutte menée par son père qu'il a voulu "continuer", car autrement, il l'aurait dirigée contre les français, contre le sergent-chef Huguet, qui a tué Alla d'une rafale de mitrailleuse. Ainsi il apparaît clair que le problème de l'Adrar est une étape qui devait être nécessairement franchie dans notre révolution socialiste. Il apparaît clair que le problème ne s'est pas posé parce que "c'est le Mali", mais parce qu'avec les mêmes données, il se serait posé dans tout autre pays. Autrement dit, il se serait posé à la France elle-même si elle avait décidé d'entreprendre la lutte contre le régime féodal.

Nous disons donc à Jeune Afrique qu'elle a mal débuté sa jeunesse, à Paris Jour qu'il a mal vu le jour, à tous les deux que l'Histoire ne s'invente pas. Bien loin de donner naissance à des idées nouvelles et rétrogrades, leurs allégations erronées leur révéleront une fois de plus la force de notre patriotisme, ce patriotisme dont ils croient avoir décelé une défaillance chez les Touaregs. Les milieux réactionnaires français ont soufflé sur l'étincelle, croyant déclencher un incendie. Mais l'étincelle n'était pas dans une paille, elle était dans une solide maison au milieu du sable où il n'y a rien d'inflammable. Quant à la "République de Lithamie", c'est une idée tellement fantaisiste que j'oserais à peine en parler. Cette idée n'a jamais germé dans l'esprit d'aucun Targui de l'Adrar. Les Iforas cherchent à préserver leurs privilèges féodaux et non à obtenir une autonomie. Ils se seraient bien accommodés de n'importe quel régime, à la condition que ces privilèges soient épargnés. Connaissant parfaitement l'Adrar mieux que Jeune Afrique, mieux que Paris Jour, je déclare sans craindre de me tromper que la "République de Lithamie" est une invention de ceux qui ont le complexe de l'improductivité de leur esprit, et de l'inaptitude de celui-ci à analyser les problèmes en partant de leurs données réelles, une invention de ceux qui croient compenser leur incapacité à évoluer avec l'humanité par des allégations gigantesques dans leur forme mais vides de toute vérité. Les Touaregs sont ignorants, d'accord, mais ils reconnaissent ce qui leur nuit de ce qui leur est profitable. Ils se souviennent nettement de l'atmosphère asphyxiante qu'ils respiraient sous la domination coloniale fusionnée avec le régime féodal. Ils réalisent parfaitement cette brise bienfaisante qui souffle actuellement sur eux depuis notre indépendance, ils savent faire des comparaisons judicieuses. Qu'on aille donc leur demander !

"Communiqué du secrétariat d'état à la défense et à la sécurité du Mali". L'Essor hebdomadaire (organe de l'Union Soudanaise RDA) - Lundi 17 août 1964

Depuis un an, dans le Nord de l'Adrar des Iforas, des éléments nomades poussés et encouragés par une insidieuse action étrangère ont tenté de semer le désordre et la subversion parmi les tentes des tribus du désert.

Terrorisant les habitants pour obliger les hommes sous peine de mort, à les suivre dans la rébellion ramassant par milliers le bétail pour se constituer des réserves dans les montagnes et se livrant aux plus odieuses exactions sur les femmes, cette poignée d'exaltés, s'était organisée en plusieurs groupes très mobiles dans les parties difficiles d'accès des monts Iforas.

Saisis de terreur, les populations nomades avaient fui dans toutes les directions devant ces bandes féroces dont la pratique courante était toujours l'assassinat, le viol ou le vol à main armée.

Les opérations militaires qui furent organisées contre les rebelles ont permis à nos troupes de poursuivre sans répit les hors-la-loi jusque dans leurs repaires les plus inaccessibles.

Dans les régions de Bourassa, In Zaoutane et Tadjoujomat de vigoureuses actions militaires eurent pour entre autres résultats :

- La dislocation des principaux agents rebelles chargés de la propagande
- L'attaque par nos troupes d'une bande rebelle et capture du chef rebelle chargé de l'ensemble des opérations militaires : Eladji ag Alla.
- L'encerclement de deux bandes rebelles et capture du chef rebelle : Mohammed ag Rassi.
- Le 16 juillet 1964 eut lieu le combat contre le dernier bastion rebelle dans le Timetrine.

Au cours de ce combat, Sida Lamine, chef de la rébellion fut tué, amenant ainsi le démantèlement total de l'organisation.

Depuis 2 mois les populations qui avaient fui leur tente sont revenues à leurs emplacements habituels, près des points d'eau et des oasis.

La paix est revenue grâce à l'action énergique, au courage et à l'esprit de sacrifice des soldats maliens.

D'émouvants témoignages de gratitude et de reconnaissance sont chaque jour adressés au Président du Gouvernement de la République par les chefs de tentes qui s'intégrant dans l'organisation politique de notre pays ont déjà mis en place leurs comités, leurs sous-sections et leurs sections de l'Union Soudanaise - RDA.

La preuve est ainsi faite de la capacité de notre gouvernement de maintenir l'ordre et la paix en quelque point que ce soit de notre territoire naturel.

Cet échec, nous le savons, n'arrêtera pas les agents étrangers de la subversion du Mali - comme toujours nous saurons donner une cinglante réplique à leurs agissements.

**Chouaibou Bonkane : "Kidal a célébré la fête nationale
avec un éclat particulier", L'Essor Hebdomadaire, Lundi 28
septembre 1964 : 5**

Le 22 septembre 1964, quatrième anniversaire de notre indépendance a été célébré avec un grand éclat à Kidal. Le cercle du grand nord qui vient de sortir d'une épreuve a plus que jamais besoin de la sollicitude de toute la nation. Kidal est en droit d'attendre de tout le pays soutien, manifestations de solidarité agissante de tous les instants. C'est pleinement conscient de tout cela que l'Union Soudanaise-RDA et le gouvernement du Mali avaient décidé que la fête nationale fut célébrée à Kidal avec un éclat tout particulier. Telle une mère ayant une prédilection pour son enfant le moins doué, la nation malienne qui a consenti de grands sacrifices y compris le sang des plus dignes de ses fils pour que Kidal connaisse la paix et la tranquillité qui sont les siennes aujourd'hui, ne ménage rien pour l'avènement d'une ère de progrès dans cette partie de la République. Une délégation nationale conduite par le camarade Mamadou Diakité, secrétaire d'État à la défense et à la sécurité, sous la présidence duquel se sont déroulées les cérémonies, s'était rendue à Kidal à cette occasion. Cette délégation comprenait en outre les camarades Sominé Bdollo, ministre de la santé et des affaires sociales, Alhousseini Touré, commissaire politique et le lieutenant-colonel Drabo. La présence dans la cité saharienne du gouverneur de Gao, le camarade Bakara Diallo, de son chef de cabinet Mamadou Ba et du chef de bataillon Bokar Sada Diallo, commandant de la place de Gao, a conféré à Kidal le 22 septembre le titre de capitale de la VI^e région. Les autres délégations se composaient comme suit.

Cercle de Kidal :

capitaine Diby Sillas Diarra, commandant du cercle de Kidal,
Seydou Guindo, adjoint au commandant de cercle, chef de l'arrondissement central,
Zaka Baka Dicko, secrétaire général de la sous-section,
docteur Mohammed Soumaré, député et médecin-chef de la garnison de Kidal,
capitaine Diassa Moussa Diakité, chef de l'arrondissement de Tessalit,
capitaine Mamadou Sissoko, chef de l'arrondissement de Bouressa,
lieutenant Aderrahmane Maïga, chef de l'arrondissement d'Aguelhok,
Saliou Allou, chef de l'arrondissement de Tin Zaouaten.

Cercle de Gao :

Sekou Ama Dicko, adjoint au commandant de cercle de Gao,
Alhassane Touré, député,
Issa Ben Sidi, membre du bureau politique local de Gao,
Madina Cissé, directeur régional de la SOMIEX,
Cheik Diakité, inspecteur de la jeunesse.

Cercle d'Ansongo :

Mamadou Coulibaly, adjoint au commandant de cercle,

Cercle de Menaka :

Djibrila Maïga, secrétaire politique de la sous-section de Menaka.

Dès le 21 septembre, les cérémonies avaient commencé par un match amical opposant Kidal à Gao, la retraite aux flambeaux, des tirs anti-aériens et une soirée de takamba avec méchoui. Le 22, Kidal s'est réveillé en fête. Tôt le matin, la population grossie des habitants des environs et des délégations représentant toutes les fractions du cercle s'est rassemblée sur la place de l'Indépendance devant une tribune pavoisée. Les chameliers sur leurs hautes montures aux cris désordonnés et bruyants ont pris place à l'entrée de la ville, tandis que des éléments du bataillon du Sahara Est impeccablement

rangés le long de la route principale attendaient avec les miliciennes, les brigadiers de vigilance et les pionniers le signal du défilé. Après avoir passé en revue les troupes le camarade Mamadou Diakité fleurit le monument aux morts. Ce fut ensuite la cérémonie aux couleurs, suivie de la remise solennelle du drapeau du bataillon du Sahara Est. Le lieutenant-colonel Drabo procéda alors à la distribution des citations pendant que le ministre Mamadou Diakité félicitait les récipiendaires. Après cette brève cérémonie, le capitaine Diby Sillas Diarra, commandant du cercle de Kidal, prit la parole pour prononcer l'allocution suivante :

“Messieurs les ministres, messieurs les députés, camarades délégués, camarades,

La population de Kidal, nos militantes et militants de Tin Zawaten, de Tin Kar à Tirikine, par ma voix, expriment leurs remerciements fraternels à notre Parti et à son gouvernement pour la sollicitude et l'honneur particulier dont nous sommes aujourd'hui les bénéficiaires en ce grand jour anniversaire de la libération du peuple malien. Aux camarades délégués, tant à l'échelon national que régional, à nos voisins qui ont bien voulu relever l'éclat de notre fête par leur présence, nous souhaitons la plus cordiale bienvenue et le meilleur séjour à Kidal. Camarades, avant d'aller plus loin, je vous demande d'observer avec moi une minute de silence à la mémoire des vaillants bâtisseurs de la nation malienne tombés ici pour la sauvegarde de l'intégrité et de l'unité nationale. Camarades, nous n'allons pas vous affubler en ce jour de fête d'un sévère réquisitoire que mériterait bien le néocolonialisme et sa manifestation pratique que fut la rébellion de certains de nos compatriotes nomades qui se sont laissés prendre dans le piège de l'impérialisme international. Nous nous efforcerons plutôt de vous faire le point de notre bilan après l'explosion de la bombe à retardement que la France a léguée à la jeune République du Mali au lendemain du 22 septembre 1960. Camarades, la première cause de la rébellion, cause que la France connaissait, est son propre échec dans l'administration des populations nomades et plus particulièrement celles de l'Adrar des Ifoghas. En effet, la France est partie de l'Adrar sans l'avoir jamais soumis après plus de soixante ans de colonisation, soixante ans pendant lesquels elle s'y est maintenue grâce à la structure féodale qu'elle y a développée et entretenue. La politique de division de la France dans cette région ne sera d'ailleurs pas seulement géographique car les coloniaux développeront aussi dans les populations nomades d'une part, les divisions de classe propres à la société féodale et d'autre part avec le plus grand esprit de méchanceté, ils essaieront la haine raciale et les complexes religieux. En un mot, c'est une société féodale convaincue de la raison du plus fort, une société anarchique sans attaches et sans esprit de sédentarisation, une société où l'aventure est de grand goût, une société de haine et de complexe que l'administration française a léguée à la République du Mali. Comment s'est déclenchée la rébellion et quels en furent ses artisans ? Alors que de l'extérieur les nostalgiques du régime colonial, la clique des Clauzel, des apatrides maliens, des haineux de la nature, des Mohammed Ali tiraient sur la goupille de la bombe de sécession, de l'intérieur des féodaux comme Zeyd ag Attaher, des ambitieux comme Sida Lamine ou Eladi ag Alla jouaient aux marionnettes violant la conscience des simples en esprit, les révoltant contre l'ordre légal souverainement établi par le peuple malien. Ainsi toute une population trompée, soumise au viol, au pillage, voire à la mort à défaut d'information, d'éducation profonde a fait sienne la cause de ceux-là même qui la saignaient à blanc suivant les conseils contre toute logique des colonialistes, eux qui ont fait leur valise du Mali en plein jour malgré leurs canons et leurs réacteurs, ont réussi à faire croire au nomade qu'avec son fusil de traite, il pouvait venir à bout de l'État malien et de son peuple que les mêmes prophètes connaissent pourtant. Comment le détachement de notre jeune armée est-il parvenu à mater aussi rapidement la rébellion sur un terrain qu'il ne connaissait pas ? Notre victoire est une victoire logique, la victoire d'une cause juste sur une cause injuste, la victoire d'un peuple uni sur des agitateurs soldés et téléguidés de l'étranger. Sur le plan tactique, parce que notre cause était juste, nous avons réussi rapidement à désintoxiquer d'une part les masses et d'autre part extirper de leur sein la gangrène semée dans l'Adrar par les Allard et les Clauzel à la veille de notre indépendance. Gagnant ainsi la confiance des masses, nous coupions le poisson de l'eau, le rebelle de sa base de vie. Dès lors, un combat inégal et fatal allait s'engager entre notre détachement, fraction d'une armée nationale populaire et révolutionnaire défendant la juste cause d'un peuple irréversiblement engagé et des bandes sans foi et sans vertu obéissant

aux ordres d'aventuriers sans patrie. Dès lors nous avons compris qu'il fallait combiner l'action politico-civique et l'action choc. Il nous fallait détruire si nécessaire, beaucoup construire et toujours éduquer. Vous comprendrez, camarades, pourquoi nous n'avons eu recours qu'à la valeur de deux commandos maliens pour mater les rebelles et tout le reste de notre effectif employé à garder le contact des masses nomades. Quel bilan pouvons nous tirer de la triste période de la récente rébellion ? Comme nous l'avons toujours dit, l'explosion de la bombe héritée du régime colonial était plutôt salutaire pour l'application correcte de notre politique socialiste dans cette partie de notre pays. Le malheur qu'aurait pu être la rébellion a plutôt accéléré l'édification de la nation malienne dans le grand nord de notre patrie. Notre bilan le plus positif à cet égard est sans doute la lourde défaite du néocolonialisme aux abois, qui pensait remettre en cause l'option de notre peuple sinon retarder son application et la marche impétueuse en avant de la révolution malienne. A l'issue de cette rébellion et fort de l'éducation politique reçue, nous sommes convaincus que le Tamachèque ne sera plus jamais le jouet d'apatrides de l'espèce de Mohammed Ali ou de Zeyd ag Attaher. Nous sommes persuadés, comme l'a dit notre secrétaire général le président Modibo Keita, que là comme ailleurs en République du Mali, le néocolonialisme cassera ses dents contre la volonté du peuple malien. Le Tamachèque d'hier, ignorant tout de l'Union Soudanaise-RDA, est aujourd'hui militant à part entière après que l'occasion lui ait été donnée d'apprécier à sa juste valeur la politique fraternelle et de justice de notre Parti. Nous donnons l'assurance que le Parti est désormais aussi fort à Kidal qu'à Bamako ou à Sikasso. Par ailleurs, notre administration a réussi ici ce que la France n'aurait jamais pu réussir. Aujourd'hui les impôts sont collectés non par des goumiers ou des soldats en arme, mais par les responsables administratifs des fractions et tribus, ce qui traduit l'adhésion sans restriction à la politique nationale de l'US-RDA. Voici à peine trois mois que l'année fiscale est ouverte en République du Mali, et nous disons qu'à la fin de ce premier trimestre la presque totalité des impôts de notre circonscription sera recouvré sans armes et sans menaces. Sur le plan social, notre Parti a fait plus de réalisations en quatre ans d'indépendance que la France après soixante ans de colonisation. Kidal, dont le nom signifiait pénitencier et enfer, devient chaque jour davantage un pôle d'attraction, et nous profitons de l'occasion pour rendre à nos camarades responsables politiques, à nos travailleurs, nos femmes et nos jeunes, un vibrant hommage pour l'effort énorme que chacun à son poste déploie pour que notre circonscription et surtout notre chef-lieu ne soit plus le dépôt d'indésirables sociaux, mais le chantier d'honneur des bâtisseurs conscients et confiants dans les destinées de notre peuple. Les opérations militaires ne nous ont jamais détournés ou distraits de l'action sociale. C'est ainsi que deux importants magasins de la SMDR ont été édifiés à Kidal et Tessalit, une succursale de la SOMIEX fonctionne également à Kidal dont l'ancienne infirmerie secondaire présente aujourd'hui l'aspect d'un grand dispensaire moderne avec sa dépendance chirurgicale. L'action médicale intensive démarrée par notre ami le docteur Djigui Diabaté sur lequel nos militants n'ont jamais tari d'éloges est inlassablement poursuivie par le chirurgien Mohammed Soumaré, de réputation nationale. Grâce à leur compréhension du problème, leur sens de l'organisation, nos multiples postes sanitaires tant fixes qu'ambulants ont marqué notre victoire de leur sceau indélébile. Le Tamachèque jadis hostile à la médecine moderne vient facilement se confier au médecin de Kidal et se fait traiter en toute confiance. Tous nos postes sont aujourd'hui à la fois de petits dispensaires de brousse et des points de ravitaillement de la population en produits de première nécessité. Dans le cadre syndical, nos travailleurs sont parfaitement bien organisés, et notre union dirigée (p. 6) par une équipe jeune et dynamique n'a pas manqué d'apporter dans le plateau de la balance sa large contribution à notre réussite. Les chefs traditionnels se comportant jadis en féodaux se sont rapidement transformés en guides conscients, en chefs jaloux des intérêts de leurs administrés, et à cet égard nous nous devons de leur rendre un hommage particulier de ne s'être jamais laissés embobiner dans une aventure dont l'une des causes est l'ignorance, l'obscurantisme. Pour en revenir au Parti, le fossé comblé est immense, si l'on se souvient que le Tamachèque moyen il y a un an seulement ignorait jusqu'au nom de notre pays, qui se confondait très facilement avec celui du secrétaire général de notre parti. Aujourd'hui nul n'ignore plus l'US-RDA et ses principes fondamentaux, nul n'ignore plus que l'option socialiste signifie l'abolition de la féodalité, de l'exploitation d'un frère par un autre frère. La milice féminine, la brigade de vigilance, les pionniers que vous

aurez l'occasion de voir défiler tout à l'heure, ne sont pas formés ici par conformisme, mais sont les authentiques gardiens des conquêtes de notre peuple. Vous retrouvez les mêmes institutions du Parti aussi bien organisées à Aguelhok qu'à Tessalit. Leur formation a été des plus sérieuses, et ce soir même vous aurez l'occasion d'assister au concours de tir qui opposera hommes et femmes. Si le fonctionnement de nos comités de fraction avait été ralenti par la situation particulière, leur mise en activité n'est plus qu'une simple question d'organisation à laquelle nous nous attellerons sans délais. Quant à l'expérience faite par notre détachement de l'armée nationale populaire et révolutionnaire, elle est plus que concluante. Le soldat malien a cassé par nécessité, mais n'a jamais cessé de construire, et surtout de conquérir le cœur et la raison de nos compatriotes, hier dressés contre l'ordre national par les agents du néocolonialisme. L'action du doigt sur la détente du fusil ne peut plus être la seule mission du soldat nationaliste d'autant plus que cette action a été rendue nécessaire, conformément aux objectifs d'une politique qu'il a le devoir de connaître, d'appliquer pour mieux la défendre. Maintenant que la raison a triomphé de la folie et de l'aventure l'action du doigt sur la détente va céder la place à l'action du soldat bâtisseur doublé d'éducateur sans pour autant jamais atténuer notre extrême vigilance. Désormais, tout en veillant jalousement sur la paix et la tranquillité de nos masses, c'est à leur éducation profonde, à leur organisation que nous allons nous attaquer. Notre soldat combattant d'hier pourra dorénavant se doubler d'agriculteur pour enseigner par exemple au nomade la culture du dattier, du tabac et surtout le jardinage dont les résultats sont si éclatants. En un mot la mise en valeur et la sédentarisation du nomade est notre objectif numéro deux, et notre succès est d'avance assuré par notre foi inébranlable. A la place de la haine et des complexes néfastes, nous allons cultiver la fraternité et le pardon. C'est cette générosité exceptionnelle de notre Parti et de son gouvernement qui justifie aujourd'hui la présence sur cette place de plus de quarante rebelles pris les armes à la main et autant de leurs complices. Nous sommes persuadés que le message du Président Modibo Keita qui leur est destiné ne sera jamais chargé de rigueur et encore moins de haine. Au contraire tous les espoirs sont permis pour eux de retrouver très bientôt leur place dans la société dans laquelle nous sommes persuadés qu'ils retrouveront des frères et des sœurs à condition de se dépouiller de toutes les séquelles du banditisme, pour se souvenir constamment que la première loi de notre société est que seul le travail paie. Sur cette même place, vous voyez également plus de cinquante enfants d'anciens rebelles que nous avons recueillis au cours des opérations militaires et qui ont été scolarisés et entretenus par la cantine scolaire. Nous sommes persuadés d'avance que demain, forts de l'ouverture d'esprit que nos enseignants sauront leur donner, ils désapprouveront le suivisme qui a conduit leurs pères dans une rébellion fratricide. Camarades, nous ne retiendrons pas plus longtemps votre attention et nous souhaitons à tous de passer pour deux raisons une bonne fête, d'une part en souvenir du bris des chaînes coloniales par le peuple malien le 22 septembre 1960, et d'autre part pour la défaite des néocolonialistes, la prise de conscience et la reconversion de nos frères hier poussés dans une aventure dont l'issue ne pouvait être que la victoire de notre peuple.

Vive le Mali Un et Indivisible,
Vive le socialisme et l'esprit fraternel du genre humain,
A bas l'impérialisme, le colonialisme et tous leurs suppôts."

Prenant à son tour la parole, le secrétaire d'État à la Défense et à la Sécurité a déclaré :

"Messieurs les représentants de la région de Gao, chers camarades,
C'est avec une satisfaction véritable, en ce jour anniversaire de notre indépendance que je vous salue au nom du Parti et du gouvernement. Ma satisfaction est d'autant plus grande qu'il y a un an dans ce même cercle, des mains criminelles armées de l'extérieur par les forces du mal, avaient voulu semer la terreur et la désolation parmi la population de l'Adrar des Ifoghas. En cette même localité de Kidal nous disions alors à l'adresse de ces aventuriers combien leur entreprise ignoble serait éphémère, car l'issue du combat ne permettait aucun doute. Aujourd'hui la paix est revenue, grâce à la vaillante action de tous nos soldats de l'armée nationale et de la sécurité. La vie reprend son cours normal. Le Mali qui regarde vers l'avenir ne s'attardera pas sur ce qui est considéré comme une erreur, et le Président du gouvernement, le camarade Modibo Keita m'a chargé de porter

son message de pardon à tous ceux qui comprenant leur erreur ont déposé les armes. Ils peuvent donc se considérer comme citoyens libres à part entière dans ce Mali qui ne fait pas de différences entre ses enfants. Mais il est nécessaire qu'ils se souviennent, et je suis sûr que tout le monde se souviendra. Mais ce jour anniversaire du 22 septembre est également un jour de souvenir, et c'est le lieu de rendre un hommage mérité à tous les artisans de cette victoire et singulièrement à nos morts à qui nous devons tout. Et c'est avec une profonde émotion que j'évoquerai ici les noms de ceux qui ont sacrifié tout à la patrie pour donner témoignage que le Mali est un peuple debout fidèle à ses traditions d'honneur, de courage réfléchi et de dignité. Lieutenant Koniba Kourouma, digne fils du KénéDougou, mort sur sa mitrailleuse face à l'ennemi, tu resteras l'égal des Bademba et ta farouche détermination a marqué le tournant de notre action dans le Nord. Soldat Gouro Kourouma et tous tes pairs, vous resterez les exemples qu'il faudra citer chaque fois qu'on parlera des grands faits d'armes qui jalonnent la route de notre armée nationale. Et vous aussi, partisans anonymes et obscurs, qui par votre concours avez rendu cette victoire possible, nous honorons solennellement votre mémoire et vous rendons un hommage mérité. Envers vous tous, officiers, sous-officiers, soldats et partisans tombés au champ d'honneur, la nation malienne a contracté une énorme dette de reconnaissance. Elle se souviendra toujours de vous, car votre nom est déjà rentré dans l'histoire. A toute l'assemblée ici présente, je demande d'observer une minute de silence à la mémoire de ces héros qui sont morts pour que vive le Mali. Quant à vous autres, toujours sur la brèche, poursuivant votre grandiose entreprise de construction dans cette paix que vous avez installée, je vous dis que la nation apprécie hautement la contribution inestimable que vous lui apportez dans votre œuvre de bâtisseur et de pionnier. Car en effet vous êtes ici des pionniers, des précurseurs, des soldats bâtisseurs. Et c'est ce que le Mali apporte de neuf à l'Afrique dans un domaine qui était essentiellement consacré à la destruction. Nous n'aimons pas la guerre, parce que nous la connaissons bien par tradition. Nous savons qu'elle ne règle rien. nous sommes sensibles au fait que lorsqu'au bout de votre fusil vous détruisez un homme, vous faites quelque part une veuve sans espoir et des orphelins qui auront certainement faim. Cela, nous voulons l'éviter même à nos ennemis. C'est pourquoi nous n'acceptons la guerre que quand on nous l'impose et dans ce cas nous la faisons la plus courte possible, et c'est ce qui explique la violence de notre riposte. La vocation de notre vaillante armée est toute entière tournée vers l'avenir. Nous voulons édifier quelque chose d'utile à notre nation. Nous voulons dans la ferveur qui mobilise tout le peuple, sentir la présence active de tous les frères de tous les acteurs de la nation attelés dans la même tâche de construction. La gloire des armes vous a consacrés héros de la nation. Il faut également comme bâtisseurs que vous soyez cités comme terme de référence pour le reste de la nation. je sais que cela est à la mesure de vos moyens, de votre détermination farouche à vous surpasser, quand il s'agit de donner quelque chose de vous-mêmes pour asseoir la nation malienne. Je reste convaincu que vous le ferez, et la patrie reconnaissante vous dit déjà merci.

Vive la glorieuse armée malienne des Forces de sécurité !

Vive l'Union Soudanaise-RDA !

Vive le Mali résolument engagé dans la voie de sa construction socialiste !"

Et après un magnifique défilé sous les youyous des femmes, le cortège se dirigea vers les bureaux du cercle où se déroula une autre cérémonie. Il s'agissait de la libération des prisonniers graciés par le chef de l'État à l'occasion de la fête nationale. On a pu voir là l'armement pris par les prisonniers. Cet armement confirme sans conteste possible que la rébellion était aidée et téléguidée de l'extérieur et que ces leaders eux-mêmes n'étaient que stipendiés à la solde du néocolonialisme et ses agents nostalgiques de l'OCRS. Le secrétaire d'État a fait traduire aux amnistiés le message de pardon du Président Modibo Keita. L'après-midi du 22 septembre a été marquée par plusieurs manifestations de réjouissance, dont notamment des concours de tir et des jeux d'enfants. Une soirée théâtrale bien réussie a clôturé les festivités du 22 septembre. Toute l'assistance a applaudi un Bellah sur la scène qui revendique ses bêtes dont s'est emparé son maître targui.

“GUERRE CONTRE LES TOUAREGS AU MALI”
(RATO (B.), “Guerre contra los tuareg en Mali”, *Africa*
(Madrid), 22, 1965 : 154-156, traduit de l’espagnol par
Xavier Barthès et Pierre Boilley)

Les Occidentaux ont le sentiment que le Mali est le plus socialiste des états de l’Afrique noire. Lui-même se situe parmi ceux qui, pour ainsi dire, composent l’Afrique “révolutionnaire”, à tel point qu’il a pris pour modèle le régime des démocraties populaires. L’Occident ne prête pas suffisamment attention aux nations qui, comme le Mali, ne présentent pas de danger de conflit armée, du fait de la faible valeur économique de leur territoire. Même si le Mali a toujours eu sa petite guerre, c’est à peine si on lui a prêté attention; qui plus est, on en a pris conscience simplement lorsque le secrétariat d’état à la défense et à la sécurité du Mali a publié le communiqué du 15-8-64, qui en annonçait le dénouement, sans qu’il précisât toutefois que l’événement guerrier durait depuis un an, ce que le public ignorait.

Le théâtre des opérations avait été le nord du pays aux conditions nettement sahariennes, parcouru par les Touaregs, tribus turbulentes et guerrières, qui ont toujours ignoré les frontières, étant donné leur mode vie imposé par le milieu physique. Le communiqué était le suivant :

“Depuis un an, dans le Nord de l’Adrar des Ifoghas, des éléments nomades, poussés et encouragés par une insidieuse action étrangère ont tenté de semer le désordre et la subversion parmi les tentes des tribus du désert.

Terrorisant les habitants pour obliger les hommes sous peine de mort, à les suivre dans la rébellion, ramassant par milliers le bétail pour se constituer des réserves dans les montagnes et se livrant aux plus odieuses exactions sur les femmes, cette poignée d’exaltés s’était organisée en plusieurs groupes très mobiles dans les parties difficile d’accès des monts Iforas.

Saisies de terreur, les populations nomades avaient fui dans toutes les directions devant ces bandes féroces, dont la pratique courante était toujours l’assassinat, le viol ou le vol à main armée.

Les opérations militaires qui furent organisées contre les rebelles ont permis à nos troupes de poursuivre sans répit les hors-la-loi jusque dans leurs repaires les plus inaccessibles.

Dans les régions de Bouressa, Tin Zaouaten et Tadjoujomat, de vigoureuses actions militaires eurent entre autre pour résultat :

- la dislocation des principales bandes qui connurent sur le terrain des pertes sévères,
- la capture des principaux agents rebelles chargés de la propagande,
- l’attaque par nos troupes d’une bande rebelle et la capture du chef rebelle chargé de l’ensemble des opérations militaires, Eladji ag Alla
- l’encercllement de deux bandes rebelles et capture du chef rebelle Mohammed ag Rassi
- le 16 juillet 1964 eût lieu le combat contre le dernier bastion rebelle dans le Timetrin.

Au cours de ce combat, Sida Lamine, chef de la rébellion, fut tué, amenant ainsi le démantèlement total de l’organisation.

Depuis deux mois, les populations qui avaient fui leurs tentes sont revenues à leurs emplacements habituels, près des puits et des oasis.

La paix est revenue grâce à l’action énergique, au courage et à l’esprit de sacrifice des soldat maliens.

D’émouvants témoignages de gratitude et de reconnaissance sont chaque jour adressés au Gouvernement de la République par les chefs de tente qui s’intégrant dans l’organisation politique de notre pays, ont mis en marche leurs Comités, leurs sous-

sections et leurs Sections de l'Union Soudanaise-RDA.

La preuve est ainsi faite de la capacité de notre Gouvernement à maintenir l'ordre et la paix en quelque point que ce soit du territoire national.

Cet échec, nous le savons, n'arrêtera pas les agents étrangers de la subversion au Mali. Comme toujours, nous saurons donner une cinglante réplique à leurs agents."

Ce communiqué n'est pas aussi explicite qu'il y paraît. Il ne précise pas qui furent les éléments nomades qui donnèrent le coup d'envoi à la révolte, ce qui laisse la porte ouverte à toute sorte de version fantaisiste. La frontière avec l'Algérie, héritée de l'époque coloniale, est la plus absurde de ces frontières politiques uniquement conventionnelles. Son tracé géométrique ne respecte ni les migrations pastorales ni les courants commerciaux. Elle fut établie par la Convention de Niamey (20 Juin 1909). Du fait de ce tracé, les groupes nomades français de l'A.O.F. patrouillaient en Algérie, et les Touaregs du Hoggar s'installaient au Soudan, actuel Mali. C'était une frontière tracée dans le vide. En mentionnant le nord de l'Adrar des Ifoghas, le document augmente la confusion, car le Nord du plateau, c'est à dire l'ensemble du système montagneux, est déjà territoire algérien. Les Touaregs Ifoghas, les Kel Adrar, sont séparés de ceux du Hoggar, les Kel Ahaggar, devenus plus célèbres, par cette frontière absurde, même si à l'époque où les pâturages viennent à manquer, ces derniers se voient contraints pour sauver leur bétail, de nomadiser jusque dans l'Adrar, massif en décomposition où le paysage est sahélien dans les vallées occidentales et saharien sur les plateaux.

Les vallées de l'Adrar se couvrent d'un tapis de "murokba" et d'alemouz, au milieu duquel se dressent les arbres : teborak (*balanites aegyptiaca*), adiar (*maerua crassifolia*), tadahant (*boscia senegalensis*), de hauteur normale, qui ont poussé grâce aux 150 mm annuels, précipitations extrêmes du Sahel. Avec les premières tornades, l'Adrar se couvre de ce tapis verdoyant. L'étranglement de vallées rapproche de la surface la nappe phréatique, ce qui assure toute l'année un débit régulier des points d'eau à la périphérie du massif. Au sud apparaissent les grandes masses de cram-cram qui permettent l'élevage de nombreux zébus et de troupeaux de moutons résistants de race caractéristique, qui sont vendus jusque dans le sud du Maroc où leur chair est très appréciée.

La région de Tin Zawaten où abondent le "yeryir" (en tamachek alouat = schuwia purpurea), est privilégiée jusqu'à fin février. De Mars à Juillet, c'est la sécheresse. Au début de l'hiver les tribus reviennent vers les puits, spécialement celui de Bouressa, où le communiqué situe un des combats. Les chameaux traversent la vallée du Tilemsi et vont paître au Timetrin, là où a pris fin le soulèvement, selon le gouvernement malien. Peu de tentes les accompagnent, et c'est de là que proviennent les beaux tapis tissés de motifs bleus.

Tous les Touaregs ont le sentiment de former un seul peuple. La paix française brisa l'équilibre du Sahara. Les Touaregs purent descendre vers le Sud, pays plus hospitalier, et par groupe de familles, ils abandonnèrent les régions où la vie présentait moins d'attrait. Cependant, ils ne le firent pas en grand nombre pour des raisons climatiques. Parmi les Sahariens un proverbe a cours "Tras es Soudan, teqtel el baidan" (la terre des Noirs tue les Blancs). Mais les Touaregs n'étaient pas les seuls à tirer profit des pâturages du Sahara méridional : une tribu arabe au prosélytisme religieux et de forte personnalité s'appropriait le territoire saharien à l'est de l'Adrar des Ifoghas. Cette tribu arabe des Kountas partit de la Seguiet el Hamra et du Zemmour. Un de leurs cheikh fonda au début du XVIII^e siècle la zaouia Kounta du Touat, qui fut le commencement de l'étape d'une longue pérégrination vers l'est et le sud-est, plus commerciale que militaire. Durant ce siècle là, ils parvinrent aux terres où nomadisaient les Touaregs, et au début du XIX^e, ils parvenaient aux portes de Tombouctou, enjeu des luttes entre Touaregs et Peuls.

A la faveur de cette rivalité, ils réussirent à s'imposer. Ensuite ils remontèrent vers le nord et firent peser leur influence sur l'Adrar des Ifoghas. Cela fut comme une invasion arabe à laquelle les Français ne s'opposèrent pas pour des raisons alors valables.

Les détails du soulèvement au Mali n'ayant pas été rendu publics de façon objective, seuls les noms des meneurs permettent d'entrevoir quelles tribus prirent part à cette révolte qui a duré un an et qui peut éventuellement rejaillir, comme l'exprime le document du secrétariat à la défense. Aussi bien, Elayi ag Alla et Mohammed ag Rassi, ne serait ce

que par leur nom (ag équivalent de ben, fils de), ne sont pas d'origine Kounta. Par contre, Sidi Lamine, au nom arabe typique, peut avoir cette origine là. Sa défaite dans le Timetrin, zone fréquentée par les Kountas et les Ifoghas rend plausible une origine Kounta, et de ce fait, comportant un aspect religieux. Cependant, chez les Ifoghas, certaines familles se disent chérifiennes, bien que, d'un point de vue généalogique, ce soit irrecevable. Mais le refuge dans le maraboutisme leur permettait de ne pas fournir de guerriers, ou de trouver de ce fait des avantages moraux et matériels. Malgré tout, ils n'eurent pas suffisamment d'influence pour empêcher la pénétration française en provenance du Niger.

Les Français ne voulurent pas toucher à l'organisation sociale des Touaregs, à laquelle ces derniers tenaient, ne voulant pas s'exposer gratuitement à des mésaventures. Les Touaregs se montraient dans leur ensemble réfractaires à toute évolution sociale. Aussi nous devons prêter attention à la dernière partie du communiqué qui signale la politisation de groupes de tentes, en annonçant la création de comités du parti unique national. Il semble impossible que le gouvernement malien ait pu réussir à mettre en place cette nouvelle organisation, avec le Parti unique pour "berger", à moins que celle-ci ne soit une mystification dépourvue de fondements et qu'il ne s'agisse que d'une déclaration d'intention. La défaite de la rébellion eût lieu en Août, c'est à dire à la saison appelée "Tuilen", qui va de mi-mai à mi-août, l'époque où le cœur bat selon leur expression, du fait de l'oppression de la chaleur et où les puits - tilma- sont taris, ce qui peut avoir contribué à une telle capitulation. Le général Abdoulaye Soumaré, chef de l'état-major, mourut peu après - le 2 octobre - dans un hôtel parisien, d'une angine de poitrine, à l'âge de 59 ans. Bien que sénégalais, il préféra poursuivre dans le gouvernement de Bamako quand fut dissoute la fédération du Mali.

Il semble impossible que les Touaregs du Hoggar, c'est à dire algérien, n'aient pas eu beaucoup à voir avec la révolte, car ils ont habituellement nomadisé dans le nord de l'Adrar des Ifoghas et qu'en outre l'acte d'allégeance était traditionnel, les Ifoghas leur versant un tribut annuel, coutume que l'occupation française avait supprimée. Les Kel Adrar, dans les derniers recensements connus atteignaient le chiffre de 4 223, nombre suffisant pour maintenir une région en état d'alerte, et leurs possibles alliés les Kel Ahaggar, 4 254. La révolution qu'a signifiée l'indépendance et l'association à un État, dut être un fort traumatisme pour une société pastorale quelle qu'ait été la façon d'y parvenir. Le nomade est et continuera d'être le seul capable de tirer parti des étendues désertiques, préparé psychiquement et physiquement à cette mission par des siècles d'atavisme. Les nomades ont plus besoin de résoudre le problème de l'eau que d'organiser des comités. Avant l'indépendance ils n'aspiraient qu'à la conservation de leurs coutumes et à vivre tranquillement comme gardiens de leurs troupeaux sous leurs tentes de peau plantées au creux d'une vallée, avec pour horizon les crêtes des montagnes et l'immensité des regs sur lesquels ils allaient, guidant leurs chameaux par la bride. Quelque chose a bien dû les sortir de cette disposition d'esprit. Attribuer à des agents subversifs l'organisation de la révolte est une accusation trop usée, surtout quand on n'en précise pas l'origine. Modibo Keita sut gagner l'appui de l'Algérie, bien que peut-être un peu tard. Cet appui est le facteur le plus important pour parvenir à circonscrire dans un espace limité d'autres éventuelles révoltes. Il ne faut pas oublier qu'un des principaux moyens de vie des Ifoghas est l'envoi de bétail au Tidikelt et au Touat algérien, surtout du célèbre mouton touareg, "ovis longipes", au poil court et à la longue queue, après 26 jours de marche dans les mois les moins chauds à travers le Tanezrouft. Le Mali a entrepris une politique qui tente d'homogénéiser un pays aussi peu uniforme racialement, produit d'une division administrative française, dépourvue d'histoire en tant que nation indépendante et aux coutumes très différentes, inconvénients qui se rajoutent à une inégalité raciale qui créa des antagonismes qui se perdent dans leur répétition historique depuis les temps des Garamantes, ancêtres des actuels Touaregs. Modibo Keita, dirigeant d'une intelligence évidente, ne se considère pas comme dictateur. Il a bien affirmé : "Au Mali il y a une dictature : celle du Parti ! Le Gouvernement et l'Assemblée sont chargés de l'exécution des décisions du Parti". Ainsi on a pu constater récemment que le Bureau politique a imposé, contre l'opinion du chef de l'état la suppression de l'ambassade à Londres pour des raisons d'économie. Comme on ne peut pas être élu, selon la loi électorale, si on ne

figure pas dans la liste gouvernementale, il n'y a pas d'autres voies que de passer par les conditions du Parti unique. Ainsi, lors des dernières élections, sur 1 280 000 votants, l'Union Soudanaise-RDA obtint 1 279 000 voix, et de ce fait, on ne peut pas expliquer une révolte massive de toutes les tribus touarègues et moins encore Kounta. Il y a lieu de penser que les élections étaient préfabriquées.

Il n'a pas dû y avoir beaucoup de liberté dans les comices, certains hommes politiques étant en prison. Quelques uns sont morts, comme Fily Dabo Sissoko et Ahmadou N'Diko, internés au camp de Kidal, au bord de la zone en rébellion. Tous deux avaient été socialistes et membres du gouvernement français avant l'indépendance. Ils furent condamnés à mort. On ne les exécuta pas, mais par la suite on informa les familles de leur mort, le 30 juin, date qui pourrait sembler douteuse à un esprit mal intentionné. C'était des Noirs Malinké, et non des Touareg blancs. Dieu veuille que revienne la tranquillité que l'on annonce à ces peuples berbères avec cette définition des anciens colonialistes : d'abord, berbérophiles; ensuite berbérophobes; ensuite, berbérojustes.

**RATO Bernabé : "Los tuareg y el Mali" (*Africa*,
Madrid, 21, 1964 : 744-745, traduit de l'espagnol par
Xavier Barthès et Pierre Boilley)**

Le flambant état du Mali ne présente pas pour l'instant dans sa santé politique l'aspect fringant de son dirigeant tout-puissant, Modibo Keita. L'aspect de relative normalité que l'on pouvait espérer, malgré la mosaïque de races et de couleurs qui la compose, n'apparaît pas dans l'ordre public de la jeune nation africaine. Le principal problème réside dans la révolte des Touaregs, ces hommes du voile, si souvent mis en avant par la littérature. Ils forment un peuple à cheval sur divers Etats depuis peu indépendants, et à l'opposé de ce que croient ceux qui ont une connaissance superficielle de ces tribus nomades, ils ne forment pas une unité de corps homogène. Les premières connaissances cartographiques qu'a eues le monde civilisé sur leur pays sont dues aux érudits du royaume d'Aragon, spécialement des juifs majorquins. En 1373, Abraham Cresques avait dessiné une carte où apparaissait Anzicha (In Ziza), Tenbuch (Tombouctou), Geu-Geu (Gao) et Mayma (Niamey). Mecia de Villadestes, en 1413, dans une autre splendide carte fait découvrir le Hoggar, sous le nom de Ugar, popularisé par le roman et le cinéma.

Il serait hors de propos de s'étendre ici sur les Touaregs sur lesquels il existe par ailleurs une abondante bibliographie. Cette abondance d'ouvrage aura du mal à être poursuivie du fait du nombre de moins en moins important de ces érudits et d'écrivains français qui ont tant contribué à divulguer les multiples aspects concernant toutes les branches touarègues ainsi que le milieu dans lequel ils évoluaient. Nous nous en tiendrons à quelques généralités pour rappeler quelques détails qui contribueront à faciliter la compréhension de nos propos et centrer la situation actuelle qui trouble l'évolution d'une nation qui semblait en position favorable pour évoluer dans la normalité et la paix.

Au Moyen-Age, les tribus touarègues formaient un groupement qui vers le XVI^{ème} siècle se scinda en deux : les Kel Ahaggar (Kel signifie gens de ..., équivalent au Beni des arabes) et les Kel Ajjer. Au XVII^e s. un groupe important, les Iwllimenden, descendit vers le sud, s'établissant dans le nord du Niger, tandis que des groupes moins importants traversaient le fleuve, s'installant sur ses deux rives. Ces deux groupes détachés sont ceux qui aujourd'hui sont citoyens principalement du Mali, ainsi qu'on peut le voir sur le croquis ci-après dans lequel on a évité d'entrer dans les détails afin de ne pas compliquer la compréhension de l'exposé suivant. Ainsi, appartiennent au Mali les dits Iullimiden - qui ont la plus grande autorité morale -, les Kel Dinnick et les Kel Adrar des Ifoghas - bien qu'auparavant inféodés aux Kel Ahaggar, considérés aujourd'hui comme algériens -, les Tenguereguifs qui dominèrent Tombouctou avant la conquête française, quand leur valeur militaire suffisait pour qu'ils s'imposent sur les peuples noirs voisins. Si pendant un certain temps les groupes de Tombouctou et de Gao durent renoncer à leur domination sur les populations des rives du Niger sous la pression de l'empereur songhaï, et même devenant vassaux de celui-ci, ce n'est pas pour autant qu'ils ont cessé d'avoir une influence, du fait qu'ils constituaient le principal noyau guerrier du souverain noir.

Les Touaregs aujourd'hui maliens sont les groupes les plus importants en nombre. Le dernier recensement connu est celui de 1938, qui donnait 40 000 Tenguereguifs et 161 000 Iullimiden et Kel Dinnick. On estimait alors que le peuple touareg pouvait atteindre 300 000 personnes. Les plus célèbres, ceux du Hoggar ou Ahaggar, constituaient seulement 1,78% du total. Bien qu'il n'y ait pas eu de nouveau recensement, on estime que le chiffre des Touaregs aujourd'hui citoyens du Mali dépasse 300 000, dans lesquels figurent les racialement purs, les plus ou moins métissés, qui sont aujourd'hui assez nombreux, et les classes de serviteurs, dans la société hiérarchique qui les caractérise.

Si on les simplifie un peu, les nuances de cette société archaïque peuvent être divisées dans les classes suivantes : les seigneurs (Imochar), de caractère spécifiquement guerrier; les vassaux (Imrar), qui généralement sont pasteurs; les religieux (Imslimen), les

esclaves et serviteurs (Iklan).

Les Imochar ont toujours éprouvé du mépris pour le travail manuel, ce qui ne signifie pas une disposition à la paresse, mais un préjugé de classe. On ne peut pas considérer comme paresseux ceux qui faisaient des milliers de km pour mettre à sac; on devrait plutôt les qualifier de paresseux intermittents. Le demi-siècle de domination française n'a pas suffi pour changer cet état de chose qui resurgit avec force avec la disparition de l'autorité qu'exerçaient les Officiers des Affaires Indigènes françaises avec leur paternalisme pragmatique. Les temps où les Touaregs vivaient en parasites de noirs, considérés par eux de race inférieure, n'ont pas été oubliés. Les noirs, qui à présent constituent les cadres dirigeants, parce qu'ils ont assimilé les enseignements du colonisateur, se trouvent inadaptés et ont eu recours à ce qui encore est un souvenir nostalgique : l'action des armes.

Sans nul doute, Modibo Keita crut dans les premiers temps que le soulèvement était alimenté par les Algériens, ou plutôt par les Touaregs algériens, et pour en avoir le cœur net et au passage coordonner l'action politique avec le président Ben Bella, avec qui il partageait les mêmes idées, décida de lui rendre visite pour avoir un contact personnel avec le dirigeant algérien. La rébellion des Touaregs, bien que sans armée efficace et dépourvue d'effectifs, s'avérait difficile à maîtriser, surtout si les rebelles trouvaient asile et appui parmi ceux du Hoggar et leurs montagnes ou les vastes espaces où seuls des nomades familiers de ce milieu pouvaient survivre. Gouverner un pays, c'est plus que de longs discours dont l'éloquence est parfois incomprise de l'auditoire, c'est plus que l'exposé de théories politiques impropres à un pays où l'essentiel est la recherche de la survie quotidienne. (...) Il a trouvé en Ben Bella un allié, tout au moins verbal et impétueux. Dans un meeting populaire organisé en l'honneur du président visiteur, celui-là catalogua les tribus touarègues en semi-dissidence au nord du Mali de "maliens indignes", et affirma qu'il ne pouvait y avoir de pardon pour des gens qui ne "devaient attendre aucune pitié". Un tel discours fut la confirmation que la rébellion n'avait pas été maîtrisée, contrairement à ce que peu de temps auparavant avait annoncé le gouvernement malien, affirmant qu'il en avait fini avec les insurgés. L'opinion était également informée, par des propos violents, bien que le nom des touaregs n'ait pas été prononcé, du contrôle étroit que les autorités algériennes avaient dû exercer sur le possible et presque certain trafic d'armes. Les Algériens aidaient par là, et de façon ouverte, les autorités maliennes dans le rétablissement de la situation. Il y avait certainement là une volonté de prévenir toute imitation de la part des Touaregs en territoire algérien.

Cette aide trouvait un écho et un appui auprès du président Modibo Keita dans la prise de position qu'il adopta lors du même meeting en matière de politique extérieure. "Au nom du peuple du Mali, je dois vous assurer que dans notre lutte pour la réalisation du socialisme, dans notre lutte pour écraser la contre-révolution, dans notre lutte pour une totale émancipation, nous serons toujours à vos côtés". "Aussi bien à Cuba qu'au Vietnam, au Laos et à présent au Congo, on refuse aux peuples le droit de se gouverner par eux-mêmes, et on veut leur imposer des régimes qui les empêchent d'exercer leur droit à disposer d'eux-mêmes". "Nous considérons que cela est une atteinte à leur dignité nationale. Voici la réalité contre laquelle nous devons lutter tant que subsistera l'odieux régime de discrimination raciale et tant que subsisteront des régimes imposés par la toute puissance des forces armées étrangères." Un tel discours aurait semblé incompréhensible et inconnu à tout Touareg qui se serait trouvé dans le public.

Modibo Keita fut reçu très cordialement. La communauté d'opinion politique des dirigeants d'Alger et de Bamako crée entre les deux présidents un climat de compréhension. Les deux maintiennent que le socialisme constitue le fondement de leur politique intérieure et que le non-alignement et la construction de l'unité africaine sur des bases exclusivement révolutionnaires sont les principes essentiels de leur politique étrangère. Mais cette fois là ils durent en plus chercher des solutions pratiques dans l'intérêt des deux pays : éviter la montée de la dissidence rebelle des tribus sahariennes et prendre position sur la question mauritanienne. L'Algérie ainsi que le Mali ont amélioré leurs relations avec la Mauritanie en opposition aux désirs d'expansion des Marocains. A l'approche de la réunion du sommet maghrebin de Tunis, les deux dirigeants se devaient de chercher une stratégie diplomatique leur permettant de faire face à toute éventualité. Le Mali ne veut en aucune façon que la Mauritanie soit marocaine, craignant de nouvelles

revendications sur Tombouctou. De son côté l'Algérie ne tient pas à voir ses frontières avec le Maroc s'allonger démesurément.

L'agitation touarègue fut abordée avec intérêt même si le problème est difficile pour les deux parties, vu la capacité de résistance de ces tribus si endurantes, dont le plus grand plaisir est la lutte, comprise comme moyen d'améliorer une vie misérable. Si la prostration des deux économies continuait, il serait difficile de trouver une solution, malgré le pétrole providentiel et la production de gaz naturel; la rébellion des sahariens pourrait devenir chronique.

Il est évident que si Ben Bella s'est constitué allié de Modibo Keita, l'opposition algérienne devait adopter le parti contraire. Un de ses leaders, Mohammed Khuider répondit aux phrases du président malien qui avait fait allusion à l'appui dont bénéficiait l'opposition algérienne auprès de "certains éléments" français. "Le but évident d'une telle accusation est clair. En attaquant l'opposition algérienne, Modibo Keita tente de passer sous silence la répression féroce à laquelle il soumet les populations maliennes pour imposer un pouvoir personnel qu'il essaye de dissimuler. En attaquant l'opposition algérienne, il tente vainement de faire oublier les assassinats de patriotes maliens dans leurs propres domiciles." "Un dictateur est toujours solidaire d'un dictateur, et au Mali, de même qu'en Algérie, les mêmes causes engendrent les mêmes effets".

Mais les Touaregs vont trouver un allié de poids. L'opposition croît au Mali. Cette opposition a pris corps, lançant déjà le premier manifeste contre la politique intérieure et extérieure du président Modibo Keita. Manifeste relativement diffusé par la presse française, celle-ci étant la plus concernée en la matière. Ce manifeste annonce la création d'un comité d'action démocratique malien et affirme que le bilan de la gestion de l'Union Soudanaise - parti totalitaire au pouvoir-, est négatif sur tous les points de vue, et que "le socialisme que ses dirigeants prétendent ériger en doctrine politique n'est fait que de rites". Mais le manifeste en question révèle au public profane que le nombre de chômeurs ne fait qu'augmenter et que le salaire de ceux qui travaillent a diminué de 20 à 90%, tandis que la politique d'austérité "ne s'applique pas aux dirigeants". Quant à la monnaie, il fait remarquer que "créée par le régime pour maintenir l'inflation galopante instaurée comme méthode usuelle de développement et de planification", elle est si dépréciée que déjà elle ne représente que 50% de sa valeur nominale. "Cette dépréciation - ajoute le manifeste - se traduit par une baisse constante du pouvoir d'achat du citoyen malien, qui est un des plus faibles du monde".

L'opposition en vient à signaler le danger de démembrement du pays en précisant : "la politique de répression et de terreur et la situation économique font que des populations entières émigrent vers les états voisins par familles voire par villages entiers. C'est pour cela qu'il est à craindre que, à court ou à long terme, les Touaregs, les Songhaïs, les Dobos, les Sénoufos, les Sarakollés fassent sécession au profit de l'Algérie, du Niger, de la Haute-Volta, de la Côte d'Ivoire, et du Sénégal". "Ce démembrement risque d'être facilité par l'isolement du Mali provoqué par les volte-face et les palinodies de Modibo Keita qui a insulté successivement chacun de ses voisins". Mais le plus grave - conclut-il - est que la vie au Mali "n'est possible qu'à condition de renoncer à sa personnalité pour la gloire d'un seul homme, Modibo Keita".

Les méthodes que dénonce l'opposition, si elles s'avèrent vraies, ne permettront pas de calmer les Touaregs. Ils ne se calmeront qu'avec la justice, l'ordre, et surtout si on leur garantit des conditions minimales de vie, ce qui chez eux n'est pas une grosse demande habitués qu'ils sont à vivre de peu. Ils pourraient un jour constituer un peuple témoin appelé à disparaître.

Témoignages

Entretien avec Ammera ag Fakri, Paris, 18 juin 1992

Je m'appelle Ammera ag Acheriff, je suis né sur la frontière entre Tessalit et Bordj Badji Mokhtar, en 1940, dans l'oued Dajdem. C'était l'année de la peste des vaches, *awatay wa n shanga*. C'était une bonne année : les enfants ont survécu en grand nombre, contrairement aux mauvaises années, où la mortalité infantile est importante, et je fais partie d'une classe d'âge nombreuse. J'ai fait mes études à In Tedeyni, dans la région de Kidal, de 1950 à 1956, à l'époque où Henri Combelles était inspecteur. Je suis donc sorti de l'école en 1956, avec le certificat d'études seulement, parce que j'étais atteint par la limite d'âge. Je suis alors parti à Gao, où H. Combelles m'a donné l'attestation de mon certificat, et je suis parti chercher du travail avec.

J'ai obtenu un travail au service de l'élevage, comme aide infirmier-vétérinaire, poste que j'ai occupé de 1956 à 1959. L'indépendance arrivant, j'ai quitté le Mali pour venir en Algérie, où j'ai vécu depuis lors.

Je fais partie de la tribu Idnan, mais comme je ne suis pas resté beaucoup dans le milieu, cette notion de tribu n'est pas très importante pour moi, comme pour beaucoup de ceux qui sont partis en Algérie. Et, de plus, j'ai connu les gens des Kel Afella avant ceux de ma propre tribu, qui réside tout à fait à l'intérieur de l'Adagh, vers Tachdeyt. Je suis en effet né, par hasard, beaucoup plus au nord, une précédente mauvaise année ayant obligé mes parents à remonter jusque sur la frontière.

Ma mère était de la région d'Aguelhoc. Elle était Iwlliminden, issue d'une partie de cette tribu qui était restée dans l'Adagh lorsque le gros des Iwlliminden est parti vers Menaka, avant l'arrivée des Français. Ils étaient certainement les maîtres, avant, mais certains n'étaient là qu'en amis, et sont restés dans l'Adagh.

Les Kel Ahaggar, eux, sont restés longtemps en bon rapport avec les Touaregs de l'Adagh. Il y a eu des problèmes parfois, qui ont même abouti à des batailles. Mais il y avait réconciliation ensuite, parce qu'il y avait des rapports assez intimes avec eux : certains se mariaient dans l'Adagh, des Kel Adagh étaient mariés dans l'Ahaggar... A ma connaissance, il y a toujours eu des rapports de coexistence entre l'Ahaggar et l'Adagh; il n'y a jamais eu de rupture définitive.

Les Idnan se sentent Kel Adagh. C'est une tribu à cheval entre les différentes tribus. Ils ont des rapports avec presque tous les Touaregs. Ils se marient dans tous les milieux et donnent leurs femmes à tous. Ils acceptent toute personne qui se présente, et lui font sentir qu'elle est l'une d'entre d'eux. Ce sont des gens très accueillants. Il y a ainsi deux tribus qui ont toujours favorisé les rapports entre tous les Touaregs : les Idnan et les Taghat Mellet.

Ce sont les tribus mères des gens de l'Adagh, surtout les Taghat Mellet. Ces derniers étaient certainement les premiers dans l'Adagh car ce sont les seuls à ne pas se dire venir d'autre part. Même chez les Idnan certains se vantent d'avoir d'autres origines. Mais les Taghat Mellet sont conscients d'être issus du pays, et d'avoir été là avant tous les autres. C'est aussi le cas des Iredjanaten, et de certains autres encore. Certains Idnan se disent Lansari, c'est à dire gens ayant aidé le Prophète au début de l'Islam. Mais ce n'est pas une certitude, ils n'ont rien pour le prouver. C'est une façon d'acquérir un statut privilégié, c'est une politique de domination comme une autre !

Mes premiers souvenirs datent des Français. C'était un temps de paix. Les Français présents étaient considérés comme des gens de loi, des gens d'ordre. Les nomades n'avaient pas beaucoup de rapports avec eux. Mais quand il y avait des malfaiteurs, ils étaient recherchés et punis. Cette punition n'était d'ailleurs jamais très sévère pour les Touaregs. Il y avait une prison à Kidal, mais les Touaregs n'y étaient mis qu'exceptionnellement, et seulement pour quelques jours. Et on ne leur faisait pas faire de travaux sales comme les autres prisonniers : on les occupait à confectionner des entraves

de chameaux par exemple, mais jamais à transporter des poubelles ou à pousser des barriques comme les autres. Ils ont eu cet avantage... Les Français voulaient certainement les ménager, ne pas les révolter...

Les Français sont arrivés après des années difficiles, où il y avait eu beaucoup de problèmes de rezzous, et au début, les gens ont eu peur d'eux comme des autres. Cette méfiance a duré un certain temps, mais il y avait beaucoup d'améliorations dans les dernières années. Je me rappelle ainsi qu'en 58-59, les gens venaient dans les villes, ils appréciaient beaucoup de choses chez les Français, et ceux-ci commençaient à s'occuper d'eux. Les Touaregs commençaient aussi à voir les premiers enfants sortir de l'école, comme Ambeïri par exemple. Ils pensaient, avant, que l'école était faite pour convertir les enfants, en faire des chrétiens, des infidèles, et ils avaient peur de ça. Ils cachaient leurs enfants, ils sortaient même du pays avec eux pour les soustraire aux Français. Mais quand ils ont vu que ceux qui sortaient de l'école n'étaient pas changés, et étaient favorisés, même dans leur milieu d'origine, ils ont commencé à ne plus avoir peur, et à ne plus faire tout cela. C'est vers les années 50 que les gens ont commencé à comprendre.

Dans ces années, il y avait pourtant encore des gens qui fuyaient les Français, comme Alla. Alla a tout un passé sur lequel les gens n'ont jamais été d'accord. Certains le considéraient comme un résistant, d'autres par contre pensaient qu'il ne cherchait que son intérêt personnel. Mais pour la plupart des gens qui parlent de lui, Alla a fait ce qu'il a fait surtout pour faire preuve de bravoure, pour montrer à tous son courage. Il a toujours eu des problèmes à cause de cette fierté. Il a tenu tête même à l'aménokal, à Attaher¹, qui a tout fait pour le faire plier, toujours en vain. Il a failli d'ailleurs se faire tuer une fois, en 45 ou 47, je ne sais plus exactement. Des gens sont venus, quelqu'un lui a tiré dessus mais ne l'a que blessé. Il est resté quand même immobilisé pendant six mois, à cause de cette balle qu'il avait reçu, et a toujours boité ensuite. Il s'opposait à l'aménokal par fierté, mais il y avait aussi un problème tribal. Alla était issu d'une tribu proche de celle de l'aménokal, mais d'une branche différente, qui contestait son autorité. Alla était Iriyaken, alors qu'Attaher se disait Icheriffen. Chacun disait qu'il était plus noble que l'autre, et c'était une des raisons de son opposition.

Quoiqu'il en soit, des gens soutenaient beaucoup Alla, mais seulement les gens des frontières, vers l'Algérie, qui ne sont stabilisés nulle part. Quand il y avait des impôts à payer pour l'aménokal de l'Adagh, ils passaient la frontière algérienne, et quand les Algériens s'intéressaient à eux, ils rentraient en Adagh... Ils faisaient la navette entre les deux pays. Ces gens là aidaient beaucoup Alla. Ils avaient la même vie que lui et ils le comprenaient. Alla a eu aussi des compagnons, qu'il a entraîné dans le même idéal de liberté. Ils étaient au moins une douzaine avec lui. Je me rappelle du nom de quelques uns, par exemple In Allaghen, Boghmama, Ekouni, Sidi Mohammed Affoulan... Ils étaient originaires de plusieurs tribus, des Ifoghas, des Iredjanaten. Il ne s'étaient pas regroupés sur des sentiments tribaux, mais par idéal.

La mort d'Alla a touché différemment les gens. Mais cela n'a pas été un deuil général dans l'Adagh. Certains aspiraient à son idéal, beaucoup chez les Kel Afella, dont un grand nombre fuient l'autorité, quelle qu'elle soit. Peut-être ce sentiment est-il dû à leur situation frontalière. La tribu d'Alla, les Iriyaken, sont réputés pour ce désir de liberté. D'ailleurs, ils ont presque disparu, tant ils ont été tués, que ce soit par les Français, par les Maliens, ou par eux-mêmes. C'étaient des gens très batailleurs...

Attaher, dans ces années, était alors aménokal. Il travaillait avec les Français. Certains comprenaient bien pourquoi il agissait, notamment à cause de la paix qui régnait, et pas seulement dans l'Adrar, mais dans tout le Mali. Mais les tribus les plus éloignées, qui vivaient dans les endroits les plus reculés et qui n'étaient pas très informées, ou qui ne voyaient pas cette paix comme un avantage n'appréciaient pas cette collaboration. Personnellement, je pense qu'il était normal qu'il collabore. Notre chef de la tribu des Idnan, m'a raconté comment cela s'était passé au début. Il m'a dit d'ailleurs que ce n'était

¹ Attaher ag Illi, aménokal de l'Adagh des Ifoghas depuis 1912, est mort en 1961.

pas seulement le père d'Attaher ² qui avait voulu collaborer avec les Français, mais que c'était la plupart des tribus de l'Adagh qui s'étaient réunies et avaient décidé qu'il était bien de faire la paix avec les Français. Tout le monde l'avait fait avant eux, il fallait la faire à leur tour. Un très grand marabout Kounta, Baye, avait d'ailleurs envoyé une lettre à l'amenokal Illi pour lui dire de faire cette paix.

Ensuite, certains ont apprécié la présence française, d'autres non. Avant l'arrivée des Français, il y avait beaucoup de problèmes. Non seulement entre tribus d'une même localité, mais entre tribus de différents endroits. Les Kel Aïr du Niger, par exemple, venaient faire des rezzous jusque dans l'Adagh, ainsi que les Regaybat des frontières du Maroc. L'arrivée des Français a beaucoup amélioré la situation de ceux qui souffraient de ces raids. D'autres cependant profitaient de cette situation pour vivre sur le dos des gens. Ainsi, les gens des grandes tribus, des tribus plus fortes que les autres, qui faisaient travailler les gens pour eux, pour obtenir la *tiwse* (tribut), leur faire payer des tributs par la violence. C'étaient les tribus nobles, celles des Kel Afella ou des Iwlliminden, et ceux là, l'arrivée des Français ne les a pas arrangés. La plupart des opposants à l'amenokal étaient ceux qui n'étaient pas d'accord pour qu'on les empêche de piller les gens les plus faibles. Les Français ont continué à faire payer la *tiwse*, mais sous forme d'impôt. Ce n'était plus une *tiwse* forcée, comme avant. En fait, c'étaient les pillages qui étaient supprimés. Et ceux qui étaient auparavant régulièrement pillés étaient satisfaits, parce qu'ils profitaient de cette nouvelle situation.

A part la stabilité, l'arrivée des Français a changé les choses, mais de façon limitée, comme pour les serviteurs, par exemple. Les serviteurs maltraités pouvaient venir se plaindre, et les maîtres étaient obligés de les laisser tranquilles. Mais pour les esclaves qui étaient bien entretenus par leur propriétaire, ou qui voulaient rester d'eux-mêmes, les Français ne sont pas intervenus. Au début, beaucoup de serviteurs sont partis de chez leurs maîtres, dans l'espoir d'une vie meilleure. Ils sont partis d'eux-mêmes, mais beaucoup ont ensuite regretté. Un certain nombre sont revenus parce qu'ils ne trouvaient pas mieux ailleurs. Je l'ai vu moi-même souvent à Gao. Il y avait de nombreux serviteurs qui avaient quitté leur maître et qui se retrouvaient dans la misère parce qu'il n'y avait pas de travail pour eux. Ils revenaient demander à leurs propriétaires de rester avec eux. Certains acceptaient de les reprendre. Mais d'autres les avaient déjà remplacés...

La présence française, ainsi, n'a pas changé grand-chose. La grande différence, c'est la paix, la stabilité qui régnait.

Il y a une seule chose que je n'ai jamais comprise. Il y avait des Français un peu partout. Il y en avait au Niger, au Mali, au Sénégal, un peu partout en Afrique. Malgré cela les gens ne sont pas libres d'aller d'un pays à un autre, d'un pays français à un autre! Il y a eu par exemple des caravanes qui, lorsqu'elles allaient au Niger, s'y faisaient coincer. Leurs conducteurs s'y faisaient mettre en prison. Des gens qui voyageaient avaient des amendes. Et c'était fréquent. Je n'ai jamais compris pourquoi. Du moment qu'il y avait des Français au Mali, au Niger, en Algérie, pourquoi les caravanes n'étaient-elles pas libres? Les Touaregs n'ont jamais eu cette notion de laissez-passer. Ainsi, les frontières étaient déjà présentes au temps des Français, les gens se sentaient coincés. Là aussi, ce n'est que dans les dernières années des Français que cela commençait à aller mieux.

C'est aussi le moment où la politique est entrée dans l'Adagh. Les partis sont arrivés juste au moment où les Touaregs ont commencé à connaître un peu mieux les Français. Dans l'Adagh, ce n'est qu'au dernier moment, à l'époque de Clauzel ³, que les gens ont commencé à avoir un peu confiance, parce qu'ils ont vu tout ce que Clauzel avait fait. C'est à peu près le seul qui avait pu faire quelque chose dans l'Adagh. Il a fait des routes, il a planté des palmiers partout où c'était possible, il a fait des puits cimentés, et tout cela avec le peu de moyen qu'il avait pu avoir, car il n'avait pas de crédit particulier. Alors les gens ont commencé à descendre des montagnes, à s'intéresser. Jusque là,

² Illi ag Khamadin, amenokal à partir de 1880. Il meurt peu après l'arrivée des Français.

³ Jean Clauzel, administrateur de la subdivision de Kidal (cercle de Gao), de 1948 à 1953, puis de 1956 jusqu'en fin 1958.

chacun avait trouvé l'oued le plus loin possible. Au moment où ils ont commencé à revenir, la politique est arrivé du Mali. Mais les gens ne connaissaient pas grand chose, et ils prenaient pour une plaisanterie ce qu'on leur disait sur le départ des Français et l'approche de l'indépendance. Ils n'y croyaient pas du tout. Jusqu'au dernier moment ils n'ont pas pris cela au sérieux. Ils ne s'occupaient pas de politique, ils s'en moquaient. Quelques personnes ont été voter, mais pas la masse.

A l'approche de l'indépendance, quand des pétitions ont été faites, on en a chargé Mohammed Makhmoud, qui était un arabe, et qui ne représentait pas grand-chose pour les Touaregs. Si cela avait été sérieux, cela aurait été un chef touareg qui s'en serait chargé. Mais personne ne l'a fait, car ils pensaient que les Français ne partiraient pas.

En 1959, vers la fin, le commandant d'arme français de la deuxième compagnie de Gao a fait venir les différents chefs touaregs de Menaka, de Gao, de Bourem, de Kidal. Attaher n'avait pas pu venir mais il avait envoyé son fils Intalla. Il leur a expliqué que les Français étaient obligés de partir, et dans peu de temps, mais que certains trouvaient qu'il n'était pas normal de partir comme cela en laissant les Touaregs se débrouiller dans l'indépendance avec les noirs du sud. Si les nomades ne voulaient pas d'une telle indépendance, ils n'avaient qu'à écrire une lettre à de Gaulle, qu'il se chargeait de transmettre, lui expliquant qu'ils ne voulaient pas l'indépendance, qu'ils voulaient le maintien des Français jusqu'à ce qu'ils puissent obtenir leur propre indépendance.

Les chefs ont dit que c'était une proposition importante, qu'ils voulaient réfléchir, et qu'ils reviendraient le soir, après avoir discuté. Ils sont retournés dans Gao, où ils étaient accueillis par les députés Songhay de la ville, Alhassan al Ousseïni, et Agna Doumbou. Ces derniers étaient curieux de savoir la raison de cette convocation adressée aux seuls chefs nomades. Les Touaregs leur ont raconté l'histoire. Alors les autres se mettent à rire, et disent : "Les Français sont en train de vous monter contre nous. On ne désire pas l'indépendance pour aller commander chez vous. On cherche seulement à séparer les musulmans d'avec les chrétiens, d'avec les Ikoufar. Si l'on a l'indépendance, chacun sera indépendant chez lui. Toi, Hamatou (c'est Tiljad ⁴ qui devait venir, mais il avait finalement envoyé son frère Hamatou), quel est le noir qui veut venir commander chez toi ? Aucun ne veut venir ! Chez vous, c'est à vous, les Iwlliminden ! Toi, Intalla, l'Adagh est à toi ! Et toi, Badi ⁵, Bourem est à toi, personne ne viendra te le demander !" Et ainsi de suite. Au chef des Icheriffen de Gao, ils disent qu'ils sont voisins, qu'ils pourront continuer à garder les relations commerciales et traditionnelles de voisinage, mais que chacun commandera chez soi. Ils rajoutent que le Français voulait les tromper en disant cela. Les chefs se rassurent alors, et répondent que si c'est cela, l'indépendance leur est égale, et qu'ils retournent le dire au commandant d'arme. Mais les députés leur affirment qu'il n'est pas utile de répondre à un commandant qui va partir dans quelques jours, et qu'il leur faut rentrer chez eux. Ils ont fourni des véhicules, et les chefs sont partis. Voilà ce qui s'est passé.

Il y avait Hamatou des Iwlliminden, Badi des Kounta, Intalla des Kel Adagh, Hama Hama, amenokal des Icheriffen de Gao. Il y avait aussi Kiyou, des Cheman Amas de la région des Gao, et des chefs imghad, des gens de Goundam, de Tombouctou... Le commandant les a cherchés un moment puis a laissé tomber.

Plus tard, Mohammed Makhmoud est venu pour essayer de faire signer sa pétition. Mais il a fini par renoncer. Il paraît d'ailleurs qu'il avait été contacté par les Algériens qui lui ont demandé d'arrêter son action, car si les Français étaient restés plus longtemps dans le Sahara du Mali, leur indépendance aurait été compromise. Je sais que les Touaregs du Niger ont aussi fait une lettre, mais tous ne l'ont pas signée.

Nous, on avait formé un petit groupe, dans les années 58, 59. J'étais un peu jeune à cette époque, mais on se réunissait, et bien que nous ne soyons pas très lettrés, on essayait de comprendre la situation. Comme je travaillais avec les Français, j'entendais ceci ou cela, et je racontais ensuite aux Touaregs ce que j'avais appris. Il y avait dans ce

⁴ Amenokal des Iwlliminden de Menaka.

⁵ Badi ould Hammadi, Chef des Kounta de Bourem.

groupe le fils d'Ayouba, des Dawsahak, Sid Alamin ag Echer, Issuf son frère, et d'autres gens de Gao. Il y avait avec nous un interprète Kel Antsar, c'était le plus lettré de nous tous. On se réunissait chez lui pour parler de l'indépendance du Mali, si jamais les Français l'acceptaient. On a essayé de parler aux gens dans les derniers moments, de leur faire faire de la politique, pour qu'ils n'acceptent pas n'importe quoi. Il fallait faire quelque chose. Mais malheureusement on ne savait pas quoi...

Ensuite, les Français sont partis vite. Très vite. D'ailleurs ce départ, c'est ce qui a fait perdre un peu les pédales aux Touaregs. Ils sont partis si vite! Je pense qu'ils n'ont même pas fait de passation, ils n'ont pas expliqué comment il fallait administrer le pays. Quand on a vu qu'il était trop tard, que l'indépendance était déclarée, et que le Mali savait déjà qu'on n'était pas d'accord, on s'est dit qu'il fallait sortir du pays pour essayer de s'organiser ailleurs. C'est pour cela qu'on s'est tous rendus en Algérie. Les Maliens, une fois les Français partis, sont arrivés. Ils ne connaissaient rien des Touaregs, et les Touaregs rien des maliens. C'est surtout cela qui a amené l'année 63⁶, car les gens n'étaient pas préparés à ça, ni matériellement, ni politiquement...

⁶ Rébellion touarègue dans l'Adagh.

Entretien avec Ammera, Paris, 18 juin 1992 (suite)

Que s'est-il passé, cette année de la dispute entre Idnan et Dawra ?

Oui, je m'en rappelle, j'étais à l'école, c'était en 1954 je crois.

C'était une histoire banale. Mon oncle, Alkher ag Sid Ahmed, a été la première étincelle. Cela s'est passé au puits d'Asselagh. Les Dawra étaient alors une petite tribu qui vivait avec les Idnan. A Asselagh, il y avait un puits qui avait été creusé par les Idnan. Ce jour là, mon oncle est arrivé sur ce puits et il a trouvé les Dawra en train d'y puiser. Alors il n'a pas été courtois avec eux. Il a levé sa cravache et a tapé sur l'un d'eux. Mais il était seul et les Dawra étaient trois ou quatre. Ils l'ont frappé, l'ont bien arrangé d'ailleurs, et l'un d'eux lui a donné un coup de hache dans le dos.

Cet épisode a été le point de départ d'une vraie guerre. Les Dawra sont un peu à cheval entre Bourem et l'Adagh, et une partie cohabite avec les Kounta. Ceux-ci les ont aidé en leur donnant des armes. Ils leur disaient aussi : "puisque les Idnan veulent vous déclarer la guerre, il faut leur faire la même chose. C'est ainsi que les Dawra ont eu des fusils, alors que les Idnan n'avaient que des takouba, des armes blanches. Mais ils étaient pourtant beaucoup plus sûrs d'eux, car les Dawra étaient une petite tribu. Alors, ils ont essayé de les affronter à l'arme blanche. Naturellement, les autres avec leurs fusils en ont tués deux ou trois et en ont blessés beaucoup d'autres. Et s'il y a eu beaucoup d'autres combats individuels, il y a eu cette seule grande bataille, qui s'est passée à Tisserlittin.

Comment ont réagi les Français ?

Je ne sais pas, mais Clauzel lui-même aura fait tout ce qu'il pouvait pour empêcher la bataille. Ils sont intervenus, ils ont arrêté des gens. Jusqu'en 1958 il y avait encore des prisonniers à cause de cette affaire, des gens en résidence surveillée...

Année 1963

Les Noirs ont commencé par faire aux Touaregs des choses très révoltantes. Ils ont commencé par ça. S'ils avaient su comment administrer les gens, ou bien s'ils avaient un peu connu leurs traditions, ils n'auraient pas fait cela.

A cela il faut rajouter l'attitudes des Songhay. Les Touaregs ont toujours des problèmes avec eux, parce qu'ils vivaient juste côte à côte. Quand les Bambara sont arrivés, ils n'étaient pas au courant de la situation, ils arrivaient de trop loin. Les Songhay, qui n'osaient pas s'opposer aux Touaregs, ont profité de l'ignorance des Bambara pour essayer de les monter contre nous. Ils leur ont dit que les Touaregs prennent les noirs comme esclaves, que ce sont vraiment des esclavagistes, qu'il ne faut pas leur laisser le temps de s'organiser, de se former, sinon ils deviennent dangereux. Ils leur ont inculqué dès le début qu'il fallait "emmerder" les Touaregs au maximum.

Quelles étaient ces choses révoltantes ?

D'abord ils prennent les femmes touarègues de force. Et ils maltraitent les gens avec lesquels ils habitent...

Au tout début, les premiers administrateurs étaient des Arabes. Ils n'ont pas fait grand chose. Ils connaissaient très bien les nomades, ils avaient été élevés avec les Kel Antsar. Mais ils ont plutôt aidé le Mali, car ils n'aimaient pas trop les Touaregs eux aussi. Ils n'ont pas fait grand chose et après ce sont les Bambara qui sont venus.

Moi, je suis parti en Algérie aussitôt l'indépendance. Je n'étais pas d'accord avec le

RDA à l'époque. J'avais même été en prison quelques jours à cause de ça. J'ai préféré partir. Je suis parti seul au début, mais des amis sont venus ensuite me rejoindre.

On avait formé un petit groupe, dans les années 58, 59. J'étais un peu jeune à cette époque, mais on se réunissait, et bien que nous ne soyons pas très lettrés, on essayait de comprendre la situation. Comme je travaillais avec les Français, j'entendais ceci ou cela, et je racontais ensuite aux Touaregs ce que j'avais appris. Il y avait dans ce groupe le fils d'Ayoub, des Dawsahak, Sid Alamin ag Echer, Issuf son frère, et d'autres gens de Gao. Il y avait avec nous un interprète Kel Antsar, c'était le plus lettré de nous tous. On se réunissait chez lui pour parler de l'indépendance du Mali, si jamais les Français l'acceptaient. On a essayé de parler aux gens dans les derniers moments, de leur faire faire de la politique, pour qu'ils n'acceptent pas n'importe quoi. Il fallait faire quelque chose. Mais malheureusement on ne savait pas quoi...

Quand on a vu que c'était trop tard, que l'indépendance était déclarée, et qu'ils savaient déjà qu'on n'était pas d'accord avec eux, on s'est dit qu'il faudrait que l'on puisse sortir quelque part pour essayer de s'organiser ailleurs. C'est ainsi que l'on s'est tous rendus en Algérie. Chacun s'est débrouillé pour partir comme il le pouvait, et on s'est tous retrouvé là-bas.

Dès notre arrivée, on a pris contact avec Mohammed Ghali, l'amenokal des Kel Antsar exilé au temps des Français. Il nous a dit de nous organiser, que lui-même travaillait à son niveau là-bas. On a essayé de trouver une solution. Mais avant même que l'on trouve une solution qui puisse servir à quelque chose, le problème de 63 a éclaté.

63 a commencé sans que personne le sache, par le truc d'un gosse, le fils d'Alla et un autre. Un gommier malien, un Touareg de la région de Gao, les a ridiculisés. Il les a rencontrés, leur a demandé d'où ils viennent, de quelle tribu ils sont. Ils lui ont répondu que l'un était le fils d'Alla, et l'autre le fils d'un autre, tous les deux des Kel Afella, des gens connus pour leur haine de l'autorité. Le gommier a dit à ag Alla : "Toi, il serait bien qu'on te fasse ce que les Français ont fait à ton père..." Il les a un peu ridiculisés devant les gens et il est parti. Cela ne leur a pas plu. Ils l'ont suivi jusqu'au puits de Timiawin, et là ils lui ont volé son fusil avec lequel ils se sont enfuis.

Mais déjà le Mali était sur ses gardes. Il savait qu'il y avait un problème avec Zeyd qui avait dit au Mali qu'il n'accepte pas que les Maliens viennent à Kidal, et que cette indépendance, il ne la considère pas, etc....

C'est à ce moment qu'ils ont dépêché le général Soumaré en Algérie, dès l'indépendance, pour dire cela : "Il y a des gens qui sont comme les vôtres, que les Français ont monté contre nous, comme ils ont monté ici les autres contre vous. Si jamais ils viennent chez vous, il faudrait nous les rendre pour qu'on puisse les domestiquer."

C'est dans ce sens que les vols de fusils des gosses a été l'étincelle. Les Maliens ont commencé aveuglément à arrêter les gens, à les abattre, à courir derrière le gosse pour le prendre. Tout de suite aussi, Zeyd n'a pas pu patienter. Il est venu en Algérie, a été récupéré par les Algériens et renvoyé.

Entre 60 et 63, vous étiez en Algérie ?

Oui, on a contacté le FLN, des gens très importants. Il y avait le sous-préfet placé à Tamanrasset à ce moment là, Si Abdelaziz. On le connaissait, et il était au courant de notre problème. Quand Zeyd s'est présenté à lui pour lui dire qu'il voulait aller voir le président de l'Algérie, Abdelaziz lui a demandé s'il ne pouvait pas faire quelque chose à son niveau, car lui ne juge pas nécessaire maintenant qu'il monte à Alger. Non, a répondu Zeyd, j'ai des promesses de gens algériens très importants, il faut que je voie le président.

En effet, avant leur indépendance, les Algériens étaient au Mali, où ils formaient des soldats. Tout un groupe s'entraînait dans l'Adagh, à Gao et à Kidal. Les Maliens étaient d'accord, et avaient fourni des armes. Les Algériens avaient contacté Zeyd pour qu'il les aide. Ce dernier leur a fourni des chameaux. C'est aussi à lui qu'ils avaient demandé de ne pas commencer à agir contre le Mali pour ne pas retenir les Français : "On

désorganisation. Il fallait cotiser pour eux, essayer de leur faire de la place pour qu'ils puissent sortir du Mali en Algérie. Et c'est ce qu'on a fait. C'est grâce à notre action qu'on a pu placer les populations aux frontières : Bordj Mokhtar, Tin Zawaten, In Guezzam. Avant l'indépendance il n'y avait rien en ces endroits, et maintenant, ils sont essentiellement peuplés par notre population. Quant à moi, de Tamanrasset à Reggan, à Ouargla, je me suis déplacé de ville en ville pour préparer des nids de réfugiés, des lieux d'accueils.

Le but du départ était vraiment une action visant l'indépendance. Et jusqu'à preuve du contraire, les gens désirent toujours l'indépendance. Impossible de leur dire qu'ils vivent pour de bon avec le Mali, avec des gens avec lesquels ils n'ont jamais rien eu à voir, avec lesquels ils n'ont jamais eu le même territoire. Ils disent que ce n'est pas possible.

Mais, vu les histoires de Lomé, de l'OUA, etc., les gens se sentent obligés de patienter, de trouver une porte de sortie, du moins ceux qui comprennent la situation. Ce qui a été fait est fait. Il faut trouver comment vivre ensemble en attendant.

Il y a aussi beaucoup de gens qui trouvent que l'émigration a changé. Beaucoup ont émigré depuis l'indépendance du Mali, soit en Algérie, soit en Libye, soit au Niger, au Nigeria, etc.... Ces gens là en ont assez : "Tout sauf l'émigration !". Ils préfèrent, s'ils y trouvent la tranquillité, un minimum de stabilité, vivre avec les Maliens plutôt que d'être émigrés. Ils préfèrent vivre chez eux. C'est l'opinion de beaucoup d'entre eux. Moi, par exemple, je fais partie de ces gens-là. J'en ai assez de l'émigration. Je voudrai revenir dans l'Adagh. Je préfère vivre sous une tente avec un peu de lait de chèvre, plutôt que dans le grand confort de Ouargla, à l'étranger.

Et pourtant la révolte recommence en ce moment ?

Oui, mais quelle révolte ? Les révolutionnaires, et les gens qui se disent eux-mêmes révolutionnaires, sont pour la plupart des gens qui ont émigré pendant les grandes sécheresses de 73, 72, 67, ou dont les parents ont été tués ou se sont trouvés dépourvus de tout. Ils ont été obligés d'aller soit en Algérie, soit en Libye, soit au Nigeria, soit ailleurs. Ces jeunes ont beau savoir qu'ils ont été chassés de leur pays pour une raison ou pour une autre, ils ont pris goût à leur nouveau lieu de vie, et en ont emprunté les habitudes. Par exemple, les jeunes qui ont grandi en Libye, ils ont adopté l'idéologie libyenne, la façon de vivre libyenne, en Algérie, les manières algériennes, et ainsi de suite. Ces gens là, ce qu'ils ont appris et ce qu'ils connaissent ne peut pas être compatible avec la réalité de leur endroit d'origine, par exemple de l'Adagh. On ne peut vivre au Mali, dans l'Adagh ou ailleurs, en gardant les mêmes façons de vivre.

Ils veulent revenir au Mali, c'est bien joli ! Ils veulent être en fédération ou bien en statut particulier avec le Mali, c'est bien beau ! Mais il faudrait qu'ils puissent accepter les réalités maliennes. Ainsi, un militaire formé en Libye, je suis sûr qu'il ne va pas vivre avec le salaire d'un militaire malien ! Au Mali, tu es aussi obligé de parler français. Si tu veux être fonctionnaire, tu es obligé d'écrire le français. Or 80% de nos gens parlent arabe ou écrivent l'arabe. Ceux qui sont lettrés le sont en arabe. Ces gens là, on ne sait vraiment pas comment leur trouver une stabilité au Mali...

L'intégration est difficile. Au Mali, la tolérance est mince, et il est difficile que les maliens oublient ce qu'ils pensent des Touaregs. Et ailleurs, en Algérie et en Libye, les stratégies adoptées ont les mêmes objectifs. Au temps de Boumédienne, il s'agissait de parvenir à l'intégration. C'est à dire les arabiser, et, tout en les laissant dans l'ignorance, en faire des Algériens. La majeure partie de la population de l'Adagh venue en Algérie depuis 1963 est maintenant algérienne, mais pas un seul de ses enfants n'a eu accès à l'université. Ainsi l'ignorance a fait complètement disparaître la population de l'Ahaggar.

La stratégie libyenne est la suivante. Elle consiste à faire apprendre aux Touaregs le maniement des armes. Le but est d'en faire des militaires prêts à mourir, des troupes de choc, comme on forme des chiens de chasse assoiffés de batailles. Mais on leur refuse les moyens d'être autonomes : l'instruction ou des activités rémunératrices. Il ne saura ainsi que se battre, ce qu'exploiteront les Libyens dans leur intérêt, jusqu'à ce qu'il trouve la mort quelque part. C'est comme ça !

Entretien Ammera, Paris, 19/6/92

Je suis parti en Libye avec Dida, Sidi Mohammed Ichrach, Ibrahim ag Ewer (un Iredjanaten)

Juste avant qu'on arrive, il y a eu un malentendu entre eux, un truc de finance, de cotisation entre eux. Une scission s'est opérée, et un groupe est parti, mené par Iyad. C'est ce groupe qui a opéré le premier, qui a commencé l'opération de Menaka.

Sur quels critères se sont-ils regroupés ?

Après leur retour du Liban, ils ont compris que la Libye se servait d'eux. Ils ont alors décidé qu'il faudrait aussi profiter de la situation pour en tirer quelque chose. On mène le jeu avec la Libye, soit, mais en même temps on s'organise. Ils ont demandé à la Libye une caserne qui leur soit propre. On les a mis à Tripoli pour les militaires, et à un autre endroit pour les familles.

Il y avait là des gens qui venaient de partout, de toutes les tribus. Ils vivaient avec une petite solde que donnait la Libye. Avec ça, ils ont pu créer des cellules, toute une organisation. Mais au dernier moment ils n'ont pas réussi à s'entendre. Certains veulent opérer au Mali, d'autres disent que ce n'est pas le moment. Nous, nous devons venir depuis longtemps pour parler de tout cela avec eux. Mais on a mis du temps à arriver.

Iyad a dit qu'il ne peut plus attendre : "Faites toute l'organisation que vous voulez, nous, nous serons sur le terrain". C'est comme ça qu'il est parti avec un groupe pour opérer. Nous, quand nous sommes arrivés, on a parlé avec ceux qui restaient pour essayer de tous les aligner derrière Iyad. Et on a quand même réussi à les convaincre.

Iyad était parti juste quelques jours avant notre arrivée, un mois et quelques avant l'histoire de Menaka. Et jusqu'à cette attaque il est resté dans la montagne.

En Libye, nous avons donc pu continuer à les organiser un peu, à les sensibiliser. Mais c'est sur le terrain que les choses se sont gâtées, pendant les opérations, à cause toujours du problème tribal. Chacun voulait que les gens de sa tribu aient plus d'armes que les autres. Ils avaient commencé à opérer dans la région de Menaka, que les Cheman Amas considéraient comme leur région. Ces derniers disaient que les Kel Adagh, parce qu'ils étaient commandés par Iyad, avaient fait exprès d'opérer dans cette zone au lieu de la région de Kidal, que c'était un bon moyen de faire porter la répression sur la population de Menaka, et des tas de choses comme cela. Ils disaient aussi que puisque les armes avaient été prises à Menaka, ce devait être les gens de Menaka qui devaient en recevoir plus que les autres, que les gens de l'Adagh...

Autour d'Iyad, il y avait un peu de toutes les tribus, Kel Afella, Cheman Amas (Ichadanaren), etc. Mais les Cheman Amas n'avaient pas été associés à l'affaire de 1963. Ils se sentaient un peu mis à l'index, un peu rejetés, et c'est pour cela qu'ils avaient décidé de mettre le paquet cette fois-ci, pour arriver au niveau des autres...

Quant à la Libye, elle n'avait pas été prévenue du départ d'Iyad. Ils le cherchaient ailleurs...

Au commencement, c'est toi ?

Le commencement, c'est quand il y a eu l'indépendance du Mali. Nous, on n'était pas tellement au courant de tout ce qui se passait, on n'était pas très conscient, peut-être à cause de notre jeunesse. On ne nous parlait pas tellement du problème. Ce que je sais personnellement, c'est quand le commandant d'arme de Gao, 2ème compagnie (CSM de

Gao, le patron de Tonkedec), a fait venir les chefs touaregs et maures d'un peu partout.
(Cf. entretien du 18/6/92)

Il leur a dit : "Si vous ne voulez pas rester dans cette indépendance, si vous voulez que nous on reste, vous n'avez qu'à faire une lettre, on va la transmettre au grand chef français. Il ne faut pas avoir peur des noirs qui ne peuvent rien vous faire tant qu'on est là. Nous sommes à votre disposition et personne ne vous portera tort. Si vous voulez, on fait la lettre et vous allez la signer".

(Suite sur entretien 18/6/92)

C'est à partir de cette histoire que j'ai commencé à me réunir avec Yunes ag Ayoub, Ilias son frère, Sid Alamin ag Echer (qui est mort en 63), et un ancien interprète, un Kel Antsar, Mohammed Ghali, qui avait exercé à Gao, à Tombouctou. C'était un vieux très lettré, et c'est lui qui nous a un peu initiés. Il nous a dit que la cause n'était pas perdue. Il nous a parlé de son vieux chef Mohammed Ghali, et nous a dit qu'il fallait prendre contact avec lui, pour voir ce que l'on pouvait faire. On a commencé à s'organiser, à parler aux gens, à leur dire qu'il ne fallait pas qu'ils acceptent la situation. A part cela, on ne savait pas quoi faire, on ne trouvait pas de solution.

On a attendu que l'interprète prenne contact avec Mohammed Ghali, qui était alors en Arabie Saoudite, puis en Libye. Mais l'indépendance arrivait, et on entendit à la radio que c'était pour dans quelques jours. Il n'y avait plus rien à faire pour l'empêcher, et l'on se mit à réfléchir à ce que l'on pouvait faire dans l'indépendance du Mali. On a tenu une réunion, on a décidé de sortir du Mali, et d'en faire sortir un maximum de gens pour aller se former ailleurs.

Tonkedec, avec qui je travaillais, allait partir. Il m'a confié aux gens de l'aviation, mais les maliens m'ont arrêté, et m'ont mis en prison pendant quelques jours, peut-être parce que je travaillais avec Tonkedec. Dès qu'ils m'ont relâché, je suis parti par le Niger, avec l'aide des gens de l'aviation qui m'ont mis dans un avion pour me protéger. Ils m'ont aussi permis, par leur recommandation, de trouver un travail à Zinder, à l'intendance militaire. J'y ai travaillé pendant quelques jours, tout en reprenant contact avec quelques autres, dont Yunes qui était venu me rejoindre. Il avait entendu dire qu'il fallait aller en Algérie, que c'était l'endroit le plus favorable pour y amener un grand nombre de gens. Alors, bien que nous n'ayons pas de passeport, on a décidé de partir pour l'Algérie. L'ancien lieutenant de gendarmerie à Gao, Bretaigner, un grand roux, que nous avons rencontré alors qu'il venait du Tchad, nous a aidés à partir. Il nous a trouvé une place dans un camion pour aller de Zinder à Tamanrasset.

Quand je suis arrivé en Algérie, j'ai encore rencontré un bon type, le capitaine Bretodeau, qui m'a trouvé du travail. J'ai travaillé avec lui à Tamanrasset, pendant quatre bons mois au moins, jusqu'à ce qu'il parte. Et là, il m'a trouvé une autre occupation au centre d'essais nucléaires, à In Ecker. Là, j'étais placé à l'infirmerie, et j'y ai fait venir et travailler beaucoup de gens. Comme j'avais bien travaillé, on m'a donné le titre d'infirmier-major. Il y avait donc avec moi beaucoup de Kel Adagh. Les Kel Ahaggar n'aimaient pas ça, mais on a quand même réussi à avoir plus de place qu'eux. Venant du Mali, il n'y avait d'ailleurs pas que des Kel Adagh, mais des gens d'un peu partout, des Cheman Amas, des Kel Antsar, et même des imghad des Dawsahak. Mais les Kel Adagh, étant les plus proches, étaient les plus nombreux.

A In Ecker, on a eu le contact avec Mohammed Ghali, et nous avons commencé à travailler. Nous avons fait des collectes, nous avons sensibilisé les gens sur le thème de la nécessité d'une organisation pour un jour faire partir le Mali de chez nous. Les gens ont commencé à sortir du Mali, avant même les événements de 63. En mars, la rébellion éclatait. Nous, on prévoyait cela plus tard. Il n'y avait pas de date exacte prévue, cela aurait dépendu de notre préparation...

Mais 63 a éclaté, à cause du fils d'Alla. Il y avait une tension, de la part des Maliens. Cette façon d'être sur leurs gardes avait été créée par l'action de Zeyd. Il avait

été les voir, jusqu'à Gao, pour leur dire qu'il fallait qu'ils retirent leurs militaires de nos pâturages. Il avait parlé avec Bakara Diallo, qui était le premier gouverneur à Gao, et dont le dernier poste officiel a été d'être le directeur de cabinet de Modibo Keita. Il a fait une tournée dans l'Adagh en tant que gouverneur. C'était un politique, mais de qualité, et quand j'avais été arrêté, il a été le premier à intervenir pour me faire libérer. Et ensuite, il m'a même proposé de me trouver un poste. A l'époque, je ne l'avais pas cru. Mais finalement la décision de me nommer chef de poste de Tessalit est arrivée. On m'a cherché, mais j'étais à Niamey. De toute façon, j'aurais refusé, car je voulais partir.

Zeyd est donc allé le voir. C'était une intervention isolée, mais ils ont senti qu'il voulait vraiment prendre les armes. Ils l'ont retenu plusieurs jours avec une médiation algérienne. Quand il est reparti, les Algériens présents au Mali (ceux qui étaient à Gao : Belouchat, Draya) l'ont fait appeler, pour lui demander ce qu'il voulait vraiment faire. Il leur a répondu qu'il voulait vraiment prendre les armes contre le Mali, pour qu'il ne nous empoisonne plus.

Les gens du FLN sont venus, ils ont fait entrer les armes par le Mali. Ils ont formé presque un bataillon parmi les ressortissants algériens nés au Mali (Clauzel : Wilaya 6 ?). Ils les ont tous engagés dans ce groupe, par exemple Alassane ag Embarek, et d'autres.

Zeyd est venu les voir. Il leur a dit qu'il voulait prendre les armes, pour que les Maliens nous laissent nos pâturages. Les Algériens lui ont répondu de ne pas agir maintenant, pour ne pas obliger les Français à intervenir, et retarder ainsi leur départ. Comme la frontière était commune, ils ne voulaient pas que les Français restent dans la région. Ils lui ont dit d'attendre, qu'ils allaient avoir bientôt leur indépendance (c'était à l'approche du cessez le feu), et que quand cela serait arrivé, il pourrait venir à Alger, qu'ils l'aideraient alors. A cause de ce discours, Zeyd non seulement a attendu, mais en plus il leur a fourni des chameaux et des guerbas. Il est reparti dans l'Adagh et il a attendu. C'est tout cela qui l'a retenu.

Mais les Algériens ont raconté l'entrevue aux Maliens, et leur ont fait part des intentions de Zeyd, qui attendait l'indépendance algérienne avec impatience. Dès 1962, les Maliens, informés de ses intentions, ont dépêché le général Soumaré en Algérie. Il a tenu des meetings et des réunions un peu partout en Algérie, à Alger, Ouargla, Bechar, Biskra, etc., pour expliquer que certaines populations avaient été montées par les Français contre eux, comme d'autres l'avaient été à l'encontre des Algériens. Il leur demandait, si jamais certains venaient les voir, de les leur rendre, afin de les faire tenir tranquilles. Il a ainsi sensibilisé l'opinion algérienne, déjà montée contre les différents soulèvements qu'elle avait à affronter à cette époque, du côté de Tizi-Ouzou, de Biskra.

Zeyd est venu peu après à Tamanrasset. Nous y travaillions déjà, et les gens nous connaissaient. Ainsi du sous-préfet de cette ville, qui savait ce que nous faisions. Personnellement, nous étions à In Ecker, mais nous avions des gens à Tamanrasset, comme Sid Alamin, qui travaillait avec le sous-préfet et le connaissait.

L'arrivée de Zeyd a coïncidé avec l'affaire du fils d'Alla, qui était au nord de l'Adagh, à la frontière, avec le fils d'Effekenan. Nous étions en mai-juin, avant la saison des pluies. Ils ont rencontré un gommier avec lequel ils ont commencé à discuter. Ce dernier les a menacés, disant au fils d'Alla qu'on allait lui faire comme à son père. Cela les a choqués. Ils l'ont alors suivi jusqu'au puits de Timiawin, l'ont laissé s'occuper de quelque chose et lui ont volé son fusil. C'est comme cela que la révolte de 63 a commencé. Les Maliens ont commencé aveuglément à abattre des gens.

Les gens avaient récupéré des armes un peu partout, en particulier en les achetant aux militaires. En effet, sur la frontière algérienne, il y avait des soldats et des gommiers qui avaient rejoint les rangs du FLN. Certains ont vendu leurs armes, et ceux qui en avaient deux ont en vendu une et ont donné l'autre au FLN. C'est comme cela que la récupération s'est effectuée. De notre côté, nous en avons acheté aussi un certain nombre dans la région de Tamanrasset. Chacun se débrouillait pour trouver de vieux fusils,

notamment des Mauser, dont certains avaient été pris aux Maliens.

Quand Zeyd est venu à Tamanrasset, il était avec Bogheilata, et avec une vingtaine de notables. Il a trouvé Ilias ag Ayoub, qui était avec nous dans la ville, et qui l'a conduit auprès du chef de la sous-préfecture. Il a dit à ce dernier qu'il voulait aller à Alger pour rencontrer le président. Abdelaziz, le sous-préfet, lui a répondu que ce n'était pas le moment, mais Zeyd a rappelé les promesses qu'on lui avait faites, et a insisté. Devant sa détermination, Abdelaziz lui a procuré un véhicule pour monter à Alger, qu'il a pris sans même vouloir attendre l'avion. Mais il n'a pas pu voir le président. Il n'a même pas atteint Alger. Les Algériens, déjà sensibilisés par Soumaré, savaient que Zeyd devait venir. A son arrivée à Ouargla, ils l'ont arrêté, et l'ont amené du côté de Béchar, pour le rendre aux Maliens.

Il y a un problème de date : quand Zeyd a été arrêté, la rébellion était déjà bien entamée. Ils avaient déjà pris des armes au camp d'aviation de Tessalit.

Oui, je me rappelle, mais ça, c'était à la fin. Le coup a été fait par Issuf, qui est avec moi maintenant, et par Najim. Ils ont attaqué Tessalit et récupéré une cinquantaine d'armes. Najim était gommier à Tessalit, on l'appelait Najim wa n daran (le petit). Quand le Mali a commencé à tuer les gens, il s'est sauvé avec son fusil pour rejoindre les gens qui étaient déjà sur la frontière, comme Issuf ag Echeikh et ses camarades. Cela s'est passé après la mort de Sid Alamin, qui était parti rejoindre le fils d'Alla et ses camarades. C'est lui qui les a amenés sur Tessalit pour l'attaquer. Il connaissait bien les lieux. Ils sont tombés sur le poste de Tessalit, et ont pris tout ce qu'il y avait comme armes. (Najim est avec nous maintenant en Algérie : c'est un Kel Taïtoq, le fils de Sidi)

Combien de combattants en 1963 ?

Au plus fort, ils étaient 120. Certains parfois repartent, ou laissent tomber. Ils étaient donc parfois 80 ou 50, et parfois par groupes de 20 ou 30. Au début, il y avait beaucoup de gens, comme Attiyoub ag Elkhader, des Idnan, le frère de Dochi qui était dans l'affaire de Tisserliten avec les Dawra, et qui était présent dès le début.

En 63, il n'y avait que des Kel Adagh, les autres n'ont pas suivi. Il y avait des Ifoghas (Tedega, El Hati, ag Effekenan, ag Aman...), Attiyoub et Boubakar de la région de Tessalit, et pas mal d'Idnan. Zeyd a confié le commandement à un Idnan, Youssef ag Sid Alamin, chef jusqu'à sa mort, et qui a mené la rébellion à la place de Zeyd. Il y avait aussi des Iredjanaten, des Ifergoumessen, des Taghat Mellet. El Khader était combattant au début, mais il a été récupéré par Intalla pour faire la médiation, l'intermédiaire. Il vit toujours dans la région d'Ouzzeyn. Il est bien portant.

Ils ont tué Mitten ag Esinama, qui était si calme, parce qu'ils l'ont trouvé dans un pâturage interdit. Les maliens avaient mis en place des limites de nomadisation. Au-delà de tel oued, toute personne prise était considérée comme un rebelle. Ils ont trouvé Mitten dans une telle zone. Lui n'avait pas compris, il ne faisait que suivre ses animaux qui paîraient. Alors ils ont ouvert le feu sur lui et son troupeau. C'était près d'Ibdaqan.

Quand s'est terminée la rébellion de 63 ?

Début 64. Il y avait encore comme combattants des Taghat Mellet, des Dag Anin.

Histoire de Ali ag Babakar, racontée par Sid Alamin ag Echer :

Vers le début de la rébellion, Sid Alamin a quitté Tamanrasset, emportant avec lui des marchandises et des fusils que nous avons pu collecter là-bas. Ils sont arrivés à Tigharghar, lui et Aounay, un Afaris, et un Iredjanaten. Sid Alamin a laissé ses deux compagnons avec les bagages et il est allé chercher un chameau dans un oued en bas du Tigharghar. Pendant ce temps, un groupe de soldats maliens convoiaient des chameaux vers Telabit, guidés par Mohammed wan Agham-Agham ag Ragenas. Attirés par l'odeur des marchandises, ils sont tombés sur les bagages, qu'avait laissé Awnay, descendu voir une famille dans un oued plus bas. Les Maliens ont pris les bagages et se sont embusqués sur les chemins qui y menaient pour surprendre les propriétaires lorsqu'ils arriveraient. C'est ainsi qu'il ont pu attraper Awnay, le lendemain matin, mais pas son compagnon, qui a réussi à s'enfuir. Lorsque Sid Alamin est rentré, il a aperçu les Maliens. Il est alors monté au dessus d'eux dans la montagne, et a pris position dans un endroit où il savait que le groupe devait passer. C'était un bon tireur, et il avait avec lui un fusil Mauser neuf et plus de 200 cartouches. Les Maliens ont chargé les bagages et se sont préparés à descendre. Lorsqu'ils ont débouché, en file indienne, dans la ligne de Sid Alamin, celui-ci a décidé de tirer d'abord sur le premier, puis sur les suivants, les uns après les autres. En tête marchait Aghali, qui avait été fait prisonnier, mais Sid Alamin l'a pris pour Zulbeyba, parce qu'il avait une ceinture et qu'il paraissait guider les Maliens. Il a tiré, mais ensuite le fusil a "mordu l'étui", il s'est enrayé. Il n'a pu tirer qu'une cartouche, mais il a réussi ensuite à s'enfuir. Et il a tué Aghali du premier coup, et sans savoir même que c'était lui, parce qu'il croyait avoir tiré sur Zulbeyba...

Les Maliens ont tué Nardi, bien qu'il soit à Gao le représentant des chauffeurs algériens. Mais ils l'ont accusé d'aider les Touaregs.

Ils ont tué aussi Ghamzata, des Kel Telabit, parce qu'il n'avait pas emmené assez vite ses enfants à l'école. Mais c'était un prétexte, ils voulaient le tuer...

Combien ont-ils tué de personnes à cause de la rébellion ?

C'est difficile de le savoir vraiment, mais il y a eu au moins un millier de personnes tuées. On trouvait parfois des fosses communes. A Tessalit, ainsi, 25 personnes ont été mitraillées ensemble, et jetées dans une seule fosse. Et cela s'est passé bien des fois : Plus de trois fois à Tessalit, plusieurs fois à Aguelhoc, et à Kidal n'en parlons pas. C'étaient des exécutions collectives. Et lorsque les Maliens cherchaient des personnes précises, ils pouvaient aussi sur leur route tuer les gens qu'ils rencontraient.

Que sont devenus les autres ?

Attaher, lui, est mort en 62, avant la rébellion. Cela n'aurait d'ailleurs pas changé grand chose s'il avait été là, car il était vieux et malade.

Personnellement, les Maliens m'ont désigné plusieurs fois aux Algériens comme agitateur, mais je n'ai pas été ennuyé.

Issuf et Elladi ont réussi à s'en sortir. Issuf a déposé son arme en Algérie. Elladi s'est évadé de la prison de Bamako. Il a réussi à aller au Niger, et de là a regagné ensuite l'Algérie. Une fois arrivé, il est venu nous voir. Ensuite, il est devenu commerçant entre le Niger et l'Algérie. Actuellement il est à Tamanrasset, il fait de la contrebande. Il a une voiture, il fait des allers-retours sur la frontière. Il suit toujours les événements. Mais il est devenu très commerçant. Il a passé presque quinze ans en prison. Cela l'a rendu très assoiffé d'argent...

Il faudrait que j'écrive toute cette histoire, et la chronologie qu'on a, avec Yussouf. Lui maintenant il fait du commerce, il a un taxi. On est les conseillers des jeunes, mais on

est un peu dépassé maintenant ! Et que faire avec tous ces problèmes ? Ces jeunes formés en Libye, qui reviennent avec une idéologie complètement libyenne, ils ont acquis un niveau de vie qui nous dépasse, qui n'est pas compatible avec le niveau auquel ils peuvent prétendre au Mali. S'ils reviennent, ou s'il y a la paix, que vont-ils faire ? Et c'est la même chose pour les jeunes qui viennent d'Algérie. Le Pacte est une bonne chose, mais même avec cela, je ne sais pas si cela marchera...

Entretien Ammera, Paris, 20/6/92

Lorsqu'il y avait des exécutions capitales, les gens devaient venir et applaudir. Ils faisaient même sortir les élèves des classes, pour qu'ils puissent eux aussi applaudir. Lorsque Zeyd et Mohammed Ghali ont été faits prisonniers par les Maliens, ils ont été amenés à Kidal. Là, ils ont été exposés devant la population, attachés. Un discours a été fait, dans lequel ils les ont injuriés. Et ils disaient à la population : "Voyez ces voleurs, ils se prennent pour des chefs, et ils voulaient vous révolter pour rien !" Et ils ont obligé les gens, les femmes surtout, à leur cracher à la figure. Zeyd avait été livré par l'Algérie, et Mohammed Ghali, par le Maroc. Ils ont gardé ce dernier cinq ou six ans.

Ouffein, qui était gommier, avait été affecté à la frontière de l'Algérie, à Tin Elkoa. Quelqu'un a dit un jour aux Maliens qu'il aidait les rebelles. Ils sont venus pour le tuer, mais il a été prévenu, et s'est enfui. Il est venu nous rejoindre. Il est resté comme ça pendant quatre mois, et puis je lui ai trouvé du travail. Sur ces entrefaites, Mohammed Makhmoud, le chef de poste de Tessalit, avait été placé comme consul en Algérie. Il a d'abord été affecté à Tamanrasset (plus tard, il est parti comme consul à Alger). Lorsqu'il était à Tamanrasset, j'ai été le voir pour lui demander de faire quelque chose pour Ouffein, qui n'allait pas bien. Il n'arrivait pas à oublier ses enfants, il pleurait tout le temps. Effectivement, Mohammed Makhmoud l'a beaucoup aidé. Il est intervenu pour lui, a dit qu'on lui avait fait du tort, qu'il n'était pas un rebelle, mais qu'il avait eu peur. Les Maliens l'ont alors réintégré. Ils l'ont muté à Tagharoust, puis à Menaka, où il est actuellement à la retraite. Mais ses enfants sont tous actuellement dans la rébellion...!

A l'issue de la rébellion de 63, nous avons compris qu'il n'y avait plus rien à faire. Alors on a commencé à s'occuper des gens, à les installer à l'extérieur du Mali, à leur procurer des papiers algériens pour qu'ils puissent vivre sur les frontières. C'est comme cela que l'on a peuplé Bordj Mokhtar, Timiawin, Tin Zawaten, etc., et tous les coins du sud algérien, Tamanrasset, Ouargla, Reggan, Adrar, et même jusqu'à Tindouf.

Mais tous ces gens m'ont ensuite posé des problèmes. Lorsqu'il y a eu les années de sécheresse, on a cherché à leur obtenir de l'aide, des dons. Et comme il ne recevaient pas tout ce que les ONG et le Croissant rouge leur apportait, j'ai commencé à faire des rapports. J'étais alors à la mairie de Reggan et j'ai fait ces rapports au sous-préfet d'Adrar, qui l'a transmis au préfet de Béchar. Celui-ci a organisé une rencontre entre moi et les chefs militaires. A la suite de cela, le chef qui s'entendait bien avec son lieutenant à Bordj Mokhtar pour détourner les dons, a demandé à son préfet de me renvoyer de mon travail à la mairie, et j'ai été licencié à cause de cela. Il a même demandé aux gendarmes de me faire des histoires. Mais les gendarmes ont été gentils de me prévenir. Ils m'ont dit d'aller me plaindre à Alger, au grand chef de la gendarmerie, car sinon je risquais de me faire tuer. Je suis alors parti avec Issuf et Yunes. On est monté tous les trois à Alger pour se plaindre, à la fois sur la situation des gens de la frontière, et sur mon problème personnel. On a pu être reçu par le colonel qui commandait la gendarmerie. On lui a raconté ce qui se passait du côté de la frontière, les vols de tout ce qu'on donnait aux pauvres, là-bas, pour être vendu du côté de Tessalit ou ailleurs, et s'acheter des chameaux. Lorsqu'il y avait une caravane, ils arrêtaient les caravaniers, leur prenaient leurs chameaux et ensuite les revendaient. On leur a dit qu'on avait des preuves. Alors le colonel a désigné une délégation de la gendarmerie et lui a ordonné de descendre sur les frontières pour enquêter. Là, nous leur avons montré les dons détournés stockés chez les commerçants qui les vendaient, ainsi que les chameaux marqués. La gendarmerie a tout saisi. Nous avons aussi été reçus par le secrétaire du président Boumedienne grâce au rapport du colonel de gendarmerie expliquant qu'on nous cherchait des problèmes à cause des révélations qu'on avait faites à propos des vols dont on était victimes. Le secrétaire nous a reçus, et on lui a expliqué tout ce qui se passait dans le sud.

A quel moment les jeunes de l'Adagh et d'ailleurs ont commencé à partir en Algérie et en Libye ?

Il y a eu déjà les réfugiés de 63, qui ont ensuite beaucoup aidé les autres à s'installer, ceux de 67 à 73, qui sont venus à cause de la sécheresse. A partir de 67, les pluies se sont dégradées, jusqu'à 73, qui a été une année catastrophique. Chaque année a été moins bonne que la précédente. Les gens arrivèrent alors en nombre. Les jeunes ont commencé vers 71 à aller en Libye, en passant par l'Algérie. La plupart (80%) sont passés par chez moi à Ouargla. Ils sont partis en Libye parce qu'ils y trouvaient du travail, surtout chez des privés comme jardiniers ou bergers, parce qu'il n'y a pas un seul Libyen qui n'ait un troupeau, soit de mouton, soit de chameau. Ils ont commencé par travailler puis à partir de 81, ils ont commencé à s'engager dans l'armée. Le coup d'état au Niger a joué là-dedans. C'étaient les Libyens qui voulaient le faire. Alors, ils ont aidé dans ce but les Touaregs et surtout les Arabes du Niger. Ils leur ont donné des armes, qui ont été réceptionnées par Limam Chaffy, un grand commerçant originaire de Mauritanie, mais dont la mère est une Touarègue de l'Adagh. Il était installé à Niamey. C'est lui donc qui a reçu ces armes, en les faisant passer pour des marchandises. Mais ce coup d'état n'a pas réussi. Limam s'est sauvé, et il a réussi à aller en Mauritanie en chameau. Lorsque la Libye a vu que l'affaire était ratée, elle a commencé à s'intéresser à notre problème. Elle a récupéré Limam en Mauritanie pour qu'il essaye de recommencer au Mali. C'est lui qui a fait appel aux gens en Libye, leur demandant de s'engager, et ce, à partir de 81, après ce coup d'état raté au Niger.

Les jeunes qui se sont engagés ont été placés dans une caserne spéciale, à Tripoli. Tout ce qu'on a comme jeune est passé par la Légion Islamique. En 10 ans, 2500 au moins y sont passés.

Lorsque la Libye a ouvert ses casernes aux Touaregs, elle leur a dit que c'était pour les aider à se libérer du Mali, qu'elle voulait leur donner le même soutien que celui qu'elle avait apporté au Niger, pour que nous puissions essayer la même chose. Mais lorsqu'il y a eu beaucoup de monde dans ces casernes, que ces gens ont été formés, il s'est avéré que la Libye les a envoyés se battre au Liban, au Tchad, en Syrie... Alors là, Limam Chaffy n'a pas été d'accord, et il a vraiment manifesté son mécontentement. Il leur a dit qu'il avait fait venir les gens pour les aider à résoudre leur problème propre, et pas pour cela, pour se battre ailleurs. Et il s'est enfui de Libye. Comme j'étais en contact avec lui, il s'est réfugié chez moi en Algérie. Ce dernier pays était alors en tension avec la Libye. A un moment, il a même déplacé toutes ses forces vers la frontière commune. Il y avait des menaces réciproques. Limam s'est alors livré aux Algériens, qui l'ont gardé un an pour l'interroger.

Que s'est-il passé en Libye ?

Des jeunes de toutes les tribus du Mali sont arrivés là-bas. Il n'y a pas une seule tribu qui n'ait été touchée par ces départs. J'allais voir ces jeunes de temps en temps, plusieurs fois par an, notamment pour régler certains conflits entre eux. Les Algériens ne savaient pas ce que je faisais. J'emportais des marchandises, je partais pendant mes vacances, et il était rapide d'aller en Libye.

Là-bas, plusieurs personnes possédaient des maisons. Je n'allais pas plusieurs fois chez les gens, je changeais toujours d'endroit. Mon entrée dans le pays se faisait en voiture, et souvent les Libyens ne me voyaient même pas entrer, je passais entre les postes-frontières, clandestinement. Et lorsque j'étais dans les casernes touarègues, je ne risquais rien, car il n'y avait pas de Libyens avec eux. Les officiers avaient même une caserne à part. J'allais là-bas comme amghar takazezt-nasan.

Auprès de ces jeunes, il y a eu beaucoup de travail pour expliquer la situation, sensibiliser les gens au maximum sur le fait qu'on ne pourrait jamais résoudre le problème que l'on avait au Mali si l'on était pas tous unis. Tant qu'on ne ferait pas le travail du bras, cela ne servirait à rien. Et les gens ont pris conscience de leur unité. On a nommé des commissaires politiques qui ne faisaient que cela, que sensibiliser,

uniquement. Mais parfois les ambitions de certains passaient par dessus cette sensibilisation, et les faisaient sortir de cette discipline. Par exemple, certains Ifoghas disaient qu'ils avaient toujours été à la tête des gens, et qu'ils devaient normalement exercer l'autorité. Les réalités tribales n'ont pas disparu...

Les responsables de ces groupes, les imgharen, étaient moi, Elladi ag Alla, Yussef, Yunes ag Ayoub... Nous étions à la tête du mouvement. Personnellement, mon rôle était double. Je faisais l'amghar d'un côté, mais de l'autre j'essayais d'intégrer des intellectuels, ce qui était une tâche très difficile. Ils ne m'écoutaient pas toujours, mais ils ne pouvaient pas me rejeter, car tous autant qu'ils étaient, c'était moi qui les avait fait venir !

Qui sont les intellectuels du mouvement actuel ? (Addinat win gharnan, imgharen)

Il y en a beaucoup : Ibrahim ag Litny, Sidi Mohammed Ichrach (celui qu'on a placé comme adjoint au nouveau commissaire), Cheikh ag Baye, Sidi Mohammed Zaabi, Ibrahim ag Elver (?), Acheriff ag Mohammed (qui s'est intéressé au dernier moment, mais qui cherche maintenant à aider Iyad au maximum), Meti ag Rhissa (qui n'a pas été en Libye), Amghar ag Erlaff (seulement au point de vue politique), Mohammed ag Ghali (l'un des premiers élèves, et qui est à Tamanrasset maintenant), Bedin ag Yussuf (docteur vétérinaire, qui suit les ONG au niveau des réfugiés), Ghissa, Ibrahim Mao (qu'on appelle comme cela parce qu'il ressemble un peu à un chinois), Sidi Mohammed ag Makhmoud (qui est ingénieur en Côte d'Ivoire, marié avec Nina, et dont le père était gommier à Tombouctou et à Kidal), Alhassan Faradji et son frère (qui ont été en Libye). J'ai eu des problèmes avec Alhassan. Il a été militaire, mais il a créé des problèmes entre les Arabes et les Touaregs, et dans la caserne même, cela a failli dégénérer en bataille. Car il est métis : son père est arabe et sa mère est une Dawra.

Actuellement, y-a-t-il toujours des jeunes en Libye ?

Oui, mais plus à Tripoli. La Libye a eu peur des enquêtes américaines, et a changé la caserne d'endroit. Elle a donné un lieu un peu isolé, dans la région de Sabba, au Fezzan. Tout le monde n'est pas toujours dans la rébellion. Il y en a qui viennent pendant deux ou trois mois au Mali, et qui repartent en Libye. Les officiers libyens les laissent faire, car ils partent en congé. Quand l'un d'eux est blessé, on le soigne en Algérie, pas en Libye. Et quand ils partent, ils ne prennent pas leur fusil. Au début, on a bien essayé de voler des armes en Libye, mais cela n'a pas beaucoup marché. Certains avaient réussi à partir avec leur fusil, mais ils ont été rattrapés. Actuellement, il y en a bien une trentaine ou une quarantaine qui sont en prison à cause de cela. Mais aucun n'a dit où ils avaient caché leur fusil. Ils sont en prison, ils attendent tranquillement de sortir...

Dans les rebelles, il y a surtout des gens qui sont passés en Libye, mais il y en a aussi qui ont fait l'armée en Algérie. Car quand il y a eu des problèmes avec le Maroc, l'Algérie a engagé beaucoup de gens, dont pas mal des nôtres qui ont été acceptés par l'armée qui ne se rendait pas compte de leurs raisons. Elle s'en est aperçu plus tard, et les a tous licenciés, mais ils avaient déjà profité de la formation !

Quant au Front Polisario, il n'y a pas eu de Touaregs, mais beaucoup de Maures de Tombouctou ou de Goundam.

La Libye a ainsi fourni la formation, mais c'est tout. Elle n'a pas fourni d'armes. Quand la rébellion a commencé, à Menaka, les combattants avaient juste un vieux fusil de chasse, des sabres, et des couteaux de plongée faciles à cacher sur la jambe. Il n'y avait même pas de Kalachnikov. Car les Touaregs ont réussi à voler des armes en Libye, et surtout aux Tchadiens. Ils ont même réussi à les faire passer en Algérie. Mais une fois là, surtout à Tamanrasset, elles ont toutes été interceptées par la police militaire algérienne

qui était renseignée par des mouchards touaregs (imaghdaren) au service de l'Algérie...

Comment cela se passe avec le Niger ?

Il y a des liens avec les Nigériens. En 81, lorsqu'on a disposé d'une caserne en Libye, Ibrahim et moi avons été voir les Nigériens pour les prévenir qu'ils pouvaient aussi venir. Mais il n'y a pas eu grand monde. On ne sait pas comment cela va tourner au Niger. Les Touaregs là-bas ne sont pas comme au Mali : ils sont tellement mélangés avec les noirs qu'ils ne peuvent pas se séparer ni avoir leur région propre

On a des liens d'amitié, de sympathie avec le Niger, mais pas d'action commune. Chacun mène ses affaires.

Et Intalla, que représente-t-il pour les jeunes ?

Lui, ils l'ont vraiment insulté pendant les pourparlers de Tamanrasset. J'ai même eu honte, et j'ai essayé de m'interposer. Ils lui ont dit : "Tu n'as jamais rien fait pour les Touaregs, tu ne fais que le mouchard pour les Maliens, et aujourd'hui tu te permets de venir nous voir pour jouer les intermédiaires ? Ce que nous avons à demander, nous le demanderons nous-mêmes. On a pas besoin de toi pour cela !" Ils lui ont même demandé si le Mali lui était reconnaissant...

Quant à Ambeïri, c'est un intellectuel qui n'a pas de jugeote. Il n'est pas de notre côté. C'est un gosse qui a été marqué par son ressentiment envers les nobles. Il en a fait un complexe. Il a été complètement révolté contre tous les Kel Afella. Ils disaient que tout ce qu'ils cherchaient était de faire de lui un amarid...

Maintenant, il faut espérer que tout cela s'arrange, car le Mali peut facilement détruire la rébellion. Il suffit seulement d'allumer la mèche tribale ! Et comme maintenant tout le monde est armé...

**Entretien avec Lohiya, combattant intégré issu du MPA,
mercredi 2 février 1994, piste de Gao à Kidal.**

J'ai été à l'école, puis j'ai rejoint San pour faire l'école d'instituteur.

Je suis resté un an instituteur, et puis j'ai tout envoyé promener et j'ai rejoint les autres en Libye. Là-bas, on était tous unis, quelles que soient les fractions d'origine. Il y avait l'égalité entre nous, personne ne se disait supérieur ou inférieur aux autres.

Les fractions, c'est ce qui nous gêne. Les jeunes ne veulent plus de cela. Même maintenant, si on leur demande, en les rencontrant, de quelle fraction ils sont, cela les gêne vraiment.

Ce que nous voulons, c'est être un seul peuple, Touaregs ou Kel Tamashaq, ghas !

Mais quand les combattants sont rentrés, ils ont été repris par la réalité, et ils n'ont pas pu résister aux pressions des familles, aux relations traditionnelles, au respect qu'on leur demandait d'avoir pour certaines personnes. C'est cela qui les a divisés.

**Bilal Saloum, Meti ag Ghissa, Cheikh ag Baye, dimanche
6 Février 1994, Kidal**

La séparation actuelle des mouvements

Iyad est un Afaghis. Il souffre du mythe de la noblesse, car les gens disent que ce sont toujours les mêmes qui commandent. En fait, ils ont un complexe d'infériorité.

La création du FPLA s'est faite autour des imghad Cheman Amas, pour qu'on parle d'eux aussi, et la création de l'ARLA est basée sur les mêmes théories.

Mais la révolution qu'ils préconisent est une fausse révolution car l'oppression n'est pas réelle, et le rôle de relais administratif des chefs Ifoghas est une fausse idée car les chefs sont issus de toutes les fractions.

Cette idéologie a été développée a posteriori pour continuer d'exister et montrer qu'ils ont à reconquérir dignité et liberté, mais c'est un prétexte, une justification.

Actuellement, les gens commencent à en avoir assez de cette idéologie et l'ARLA éclate.

Ce problème existe depuis la Libye. C'est un problème d'individus, entre Iyad, Ghissa et Ibrahim Awal qu'on a ensuite transposé sur les groupes de gens. Le problème était relatif au fonctionnement des casernes.

Iyad n'a jamais fait la différence entre noir, blanc, vassal, noble. Le MPA contient toutes les composantes, et ne veut plus des fractions. La différence, c'est que le MPA voudrait refaire les choses à partir de la société traditionnelle, sans bousculer tout brutalement, alors que l'ARLA voudrait créer une nouvelle société.

Il y a des extrémistes des deux côtés, des gens qui refusent les imghad chez les nobles, et inversement certains chez les imghad refusent les nobles.

L'origine de la révolte

Le premier congrès a eu lieu à Homs en Libye, le 8 septembre 1980. On s'appelait le Front National de Libération de l'Azawad. Iyad était à la tête du congrès et en est resté la personne dominante. A l'époque, il n'y avait pas de caserne. La première a ouvert en décembre 1980. Très vite, il y eu un millier de personnes.

Les cadres militaires sont tous originaires de ce mouvement, quel que soit le mouvement actuel.

La caserne est ouverte trois mois après le congrès. Bilal a eu le numéro 113. En décembre, il y avait plus d'un millier de personnes. La caserne s'est ouverte car le congrès en a demandé la création à la Libye. Celle-ci l'a autorisée, mais elle restait secrète sur l'extérieur. Cette caserne était située à Ben Walid, à 200 km de Tripoli. Il y a eu tout de suite le début des formations militaires avec des cadres libyens.

Le camp a fonctionné pendant un an, jusqu'en décembre 1981. Bilal a quitté lui et 200 personnes qui devaient aller à Beyrouth six mois après pour faire une formation commando. C'était le camp du 7 avril, où ils ont fait deux mois de formation commando, jusqu'à environ mai 1981.

Les gens ont ensuite été dispersés en plusieurs groupes : certains ont été se battre, d'autres ont été dans l'armée, d'autres ont été évacués.

Au départ vers Beyrouth, ils étaient volontaires. 200 sont partis, puis le chiffre a été porté autour de 600. Ils ont fait 7 mois de formation à Damas sur les armes lourdes. Le groupe commandé par Iyad a reçu le maximum de bombardement dans la plaine de la Bekaa.

Le retour de Beyrouth s'est fait en 1982.

Ensuite, plus tard, a été ouvert le camp du 2 mars 1986. Il regroupait les gens après une période de dispersion sur les fronts du Tchad, avec l'accord de la Libye, qui les entretenait.

Après 1986, lorsque les gens reviennent de l'extérieur, ils ont compris que la Libye ne fournirait pas les armes. Donc ils ont commencé à cotiser, à collecter des fonds pour s'organiser. Un comité a été créé et envoyé à Gao, et recevait de l'argent.

Iyad a fait une réunion pour demander ce qu'il y avait à Gao. On lui a répondu qu'il y avait 300 armes, et un milliard de CFA qui avait été envoyé. Des gens de Libye sont partis pour acheter des armes. Mais la personne a été tuée, et on a perdu la trace des armes et de l'argent.

Mais Iyad était déjà dans la brousse avec les premiers combattants. Alors ils ont collecté des armes de fortune et ont fait l'attaque de Ménaka.

Entretien Iknan Ag Ahmed, Bamako, 10 février 1994.

Je m'appelle Iknan ag Ahmed. Je suis originaire de la fraction Kel Ghala d'Aguelhoc mais mes parents résident à Kidal depuis quelques années.

J'ai été recruté à l'école en 1947. J'ai été le premier gosse qu'on a récupéré dans l'Adagh pour l'école en 47. Nous avons fait l'école sous des paillotes à un puits qu'on appelle Tin Tersen, à l'est de Kidal, à 45 km à peu près.

Après, l'école a été transférée en 1948 au puits de Gharous de Kayoun, et après, en 49-50, l'école a été transférée toujours sous des paillotes au puits d'In Bater, près du poste d'In Tedeyni et ce n'est qu'en 50-51 que l'école a été transférée à In Tedeyni où les autorités, le chef de subdivision de l'époque, avait construit une école en dur. Donc, c'est de là bas que j'ai pu suivre un peu les études jusqu'au niveau du certificat d'études.

Après, début 51, on a collecté les 15 élèves premiers élèves de toute la subdivision de la région de Gao, du cercle de Gao de l'époque et on nous a emmené à Bourem, où nous devions faire un séjour de trois mois et après passer l'examen du certificat d'études. Donc arrivé à Bourem, dans le fort où on nous a campés, nous sommes restés pendant trois mois là bas, mais personnellement depuis les premiers mois j'ai attrapé la maladie des oreillons, parce que les petits enfants Songhay nous apprenaient à nager dans le fleuve, et plusieurs d'entre nous, de ceux Kidal, ont attrapé la maladie dans l'eau et on nous a hospitalisé à l'hôpital de Kidal pendant un mois. De sorte qu'à l'examen j'ai loupé, et à l'époque, c'était l'époque coloniale encore, on nous a dit que ceux qui avaient raté ne pouvaient pas redoubler mais devaient rentrer chez eux.

Je suis alors rentré chez moi, dans ma famille. J'avais déjà perdu ma mère qui étaient décédée quand j'étais en bas âge, et était séparée de mon père, de sorte que j'ai grandi avec ma grand-mère. Quand je suis revenu dans ma famille après l'examen, six mois après, j'ai eu la réflexion, quand même, le fait de parler français déjà, qu'avec le peu de français que j'avais appris, il me faut chercher du travail. Je ne me vois pas toujours derrière les animaux comme berger. C'est ainsi que début 52, j'ai été me présenter à Kidal au chef de subdivision de l'époque qui s'appelait Baudelaire Maurice, qui m'a recruté le même jour à titre d'interprète pour la subdivision. Il m'a recruté avec la solde de 1500 francs à l'époque. Non seulement j'ai fait l'interprète, mais ce dernier m'a rodé à faire l'état civil, les carnets de famille quand il faisait le recensement en brousse, le jugement supplétif d'acte de naissance et puis j'étais là en tout cas dans un bureau en train d'apprendre à faire l'état civil. Ça c'est 52.

J'ai servi avec Baudelaire jusqu'à son départ. Ensuite c'est Jean Clauzel qui est revenu pour un autre séjour à Kidal, et j'ai continué à travailler avec lui jusqu'à ce qu'il parte. Après Clauzel, le chef de subdivision Jean Allard est venu, et j'ai continué avec lui aussi jusqu'à son départ. Avant qu'il ne parte, je lui ai demandé à être recruté en 56 au corps de garde-goum. On a fait la demande qu'on a envoyée à Bamako et un mois après j'ai reçu ma décision comme quoi j'étais nommé garde stagiaire au niveau du corps de goum. C'était en 56. Cette année là j'ai continué dans le corps de goum tout en restant interprète au niveau de la subdivision jusqu'à l'indépendance. Donc j'étais à Kidal jusqu'à l'indépendance.

Après l'indépendance, il y a eu le premier commandant de cercle malien qui s'appelait Mohammed Najim avec lequel j'ai travaillé jusqu'à l'éclatement des événements de 63. Quand ils ont éclaté, je suis resté, Najim est parti. Avant son départ, j'avais demandé de changer de corps pour aller à la gendarmerie, où j'avais des copains avec lesquels j'avais été à l'école. Ça a été accepté et je venais d'avoir ma décision qui me vire à la gendarmerie et je pliais bagage pour rejoindre Bamako pour le stage quand 63 a éclaté. Le gouverneur Bakara Diallo qui commandait Gao à l'époque a alors fait un message tout de suite au commandant de cercle à Kidal de ne pas me laisser partir : comme je suis originaire du coin, il fallait que je travaille avec l'armée pour pouvoir trouver la solution à la rébellion.

Bien que je n'ai pas voulu, le gouverneur m'a convoqué à Gao, de telle sorte qu'on

m'a obligé de rester. Je suis donc resté à Kidal, d'où j'étais devenu interprète du chef opérationnel militaire qui s'appelait Diby Sillas Diarra. C'est donc avec ce dernier que j'ai travaillé du début de la rébellion jusqu'à la fin.

Quand la rébellion a pris fin, j'ai tout de suite été nommé chef d'arrondissement central de Kidal, en février 68, deuxième adjoint au commandant de cercle jusqu'en 82. Cela me fait 14 ans dans l'administration. J'ai administré 25 fractions nomades plus la ville de Kidal. De 82, tout de suite quand j'ai quitté l'arrondissement on m'a nommé sur place chef de peloton de garde-goum et j'ai assumé cette fonction jusqu'à la nouvelle création de la région de Kidal en 91, où je suis passé au grade de sous-lieutenant. En même temps j'ai été nommé commandant de compagnie de garde-goum de Kidal. D'où j'ai servi jusqu'à cette année, en septembre passé, où j'ai été nommé lieutenant. Je faisais alors partie des éléments qui doivent aller à la retraite en fin janvier passé. Et donc avant ma nomination au grade de sous-lieutenant, je devais partir à la limite d'âge en 88. De là le commandant de cercle et la population ont demandé vraiment que je prolonge d'une année au moins. J'ai accepté, j'ai fait une demande de prolongation d'une année. Cette prolongation devait prendre fin en 89. Mais quand ça a pris fin, il y a eu tout de suite l'éclosion des événements en 90 d'où on nous a dit que les éléments militaires ne doivent plus partir pour le moment. Alors c'est ainsi que je me suis retrouvé dans le service des corps de garde 5 ans d'interprète civil, 37 ans et 7 mois dans le corps de garde... Longue carrière !

Comment as-tu été recruté pour l'école ?

Ça c'est passé difficilement parce que chez nous à l'époque, la population était un peu réticente à l'école. Ça a été pour nous une surprise. Quand il a fallu recruter les enfants, le chef de subdivision avait convoqué tous les chefs de fraction de l'époque, les chefs de tribu plutôt, et chaque chef de tribu devait donner un certain nombre d'enfants, qu'on devait mettre à l'école au niveau de sa tribu. Le chef de tribu également avait fait une répartition entre les fractions, chacune devait donner un certain nombre d'enfants et ces enfants là, certains chefs de fraction ou des notables et des partisans, des éléments appelés comme cela à l'époque et qui sont remplacés actuellement par des conseils de fraction, sont chargés de leur collecte. C'est ainsi que je me suis retrouvé dans le nombre de ma fraction personnelle. Il y avait trois responsables au niveau de ma fraction qui étaient chargés de recruter les enfants. De sorte qu'un jour, les responsables ont profité de la nuit, quand les gens s'amusaient au clair de lune, ils sont venus observer et c'est comme cela qu'on m'a capturé dans la foulée, comme cela, pour me dire d'aller à l'école. On a pris certains enfants en même temps que moi, certains ont pris la fuite dans la nuit mais moi je n'ai pas eu la chance de m'évader, c'est ainsi que je suis resté à l'école. En tout cas je n'ai jamais fui, je n'ai jamais bougé de l'école.

L'instituteur à l'époque était Mohammed Makhmoud, originaire de Goundam, un Kel Antsar. Au fur et à mesure des années, on affectait ici des instituteurs de la région de Bamako, d'autres races, pour gonfler l'effectif des enseignants, surtout quand on est arrivé à In Tedeyni.

Comment a commencé la rébellion de 1963 ?

La rébellion a commencé parce qu'après la mort d'Alla, qui a été pourchassé par le GNT dans les années 50, certains de ses enfants sont restés, comme Elladi, l'un des principaux fondateurs de rébellion de 63.

Ces enfants là, surtout Elladi, étaient en poste là où il y avait la milice, des agents qu'on appelait les miliciens à l'époque, et servaient à Boughessa au niveau de l'arrondissement. Elladi était jeune, il est venu simplement dans le poste, pour regarder, comme les jeunes de l'époque. Un jour il est donc venu dans le campement des miliciens, il y avait des agents qui étaient là en train de collecter les impôts au niveau de la fraction nomade. Ils l'ont reconnu, parmi les autres jeunes. Certains l'ont taquiné, ils lui ont dit,

si tu ne quittes pas ici, on va te faire ce que les Français ont fait à ton père, etc. Ils lui lançaient des sales mots comme ça, et ça a un peu révolté le jeune homme. Il a attendu jusqu'au lendemain, et il a poursuivi les agents comme ils étaient autour des familles pour récupérer l'impôt, et un jour il est venu passer la journée avec eux, et il s'est arrangé pour sauter sur l'arme d'un de ces agents qu'il a pu emporter avec lui.

On lui a couru derrière mais on n'a pas pu l'attraper et il s'est enfui avec l'arme. Cela s'est passé aux alentours de Boughessa. C'est là qu'il a fini par rejoindre le grand frère d'Intalla, Zeyd, et avec Illias ag Ayoub qui était vers Ansongo, ils ont formé un groupe. Et c'est comme ça que la rébellion de 63 a commencé, avec de maigres moyens, à chameau, avec quelques armes réformées qu'on appelait à l'époque mousquetons. Ils n'avaient pas de moyens. C'était en 63, mais je ne me rappelle pas le jour ni le mois. La milice était composée de gens de vers Gao, des Songhay et des Touaregs mélangés.

Au fur et à mesure, l'effectif a grossi jusque cela devienne des camps, mais uniquement de gens à chameau, sans véhicule. Ils avaient formé des groupes, différents groupes qui opéraient dans plusieurs secteurs. Évidemment, ça s'est limité uniquement à la région de Kidal. C'est ainsi qu'ils ont eu à faire des attaques sur des postes, comme ce que Mariko racontait de l'embuscade où il a été blessé, celle qu'il a eu à subir au pont de Taghilit, une attaque de rebelle. Il venait de Tessalit en convoi. C'est ainsi, les jeunes viennent tendre des embuscades à des missions militaires, ils arrivent de temps en temps dans les accrochages à prendre des armes, et ils avaient ainsi gonflé l'effectif.

Les fondateurs eux-mêmes, les Illias, Zeyd ag Attaher, ont fini par aller en Algérie, au temps de Ben Bella, le président algérien. C'est là, évidemment à cause des accords avec le Mali, que les Algériens ont fini par capturer ces dirigeants là et les amener à Bamako. Ils les ont livré à l'autorité malienne. Depuis lors ils étaient en détention. Elladi après avoir fait beaucoup de missions, beaucoup d'accrochages dans le secteur de Boughessa, a été capturé après, par l'armée, je ne me souviens pas de la date. On l'a capturé, on l'a frappé, on l'a torturé, on lui a brûlé de l'essence sur le dos, là, mais il a continué à vivre quand même. Arrivé à Kidal, Diby Sillas l'a ménagé. On l'a mis en prison, on l'a soigné, on a cherché des renseignements avec lui, comment ils ont fait pour créer cette rébellion. Finalement il a fini par l'envoyer à Bamako. Là, ils s'est retrouvé avec Zeyd, qui était là aussi en prison. Ils y sont restés pendant 14 ans. Mais Elladi a pu fuir de la prison parce qu'il a pu avoir la confiance des gens de la garde et il a pu avoir une certaine liberté, il a même commencé à faire des classes de nuit à l'intérieur de la prison pour parler français. Il parlait couramment bambara aussi, et finalement il a réussi à fuir de la prison. Il est passé par le Niger, puis dans des camions algériens jusqu'à Aguelhoc, et de là il a pu rejoindre le secteur de Boughessa, où il a retrouvé sa famille à chameau, et c'est de là qu'il est parti en Algérie. Zeyd, lui, est resté en prison pendant 14 ans jusqu'à ce qu'il soit libéré.

Il existait une organisation avant la rébellion ?

Je ne pense pas pour la rébellion elle-même qu'il y a eu une organisation. Sauf qu'au début les gens s'organisaient pour créer un mouvement, et il y a eu un peu partout des réunions au niveau des fractions, et les gens avaient fait en sorte que beaucoup de jeunes adhèrent. Il y a ce problème d'Elladi que j'ai expliqué tout à l'heure, et puis au temps de Modibo aussi, il y a certaines lois créées par notre autorité qui n'ont pas intéressé du tout les Tamashaq, tels que le code du mariage qui n'intéresse pas beaucoup les populations nomades. Parce que les nomades font leur mariage selon les coutumes religieuses, mais au temps de Modibo, on a créé la loi du mariage qui fixe la dot à 20 000 F et certaines conditions, il faut amener la femme au bureau, ce que les nomades n'ont pas l'habitude de faire publiquement, faire le mariage avec les parents, les signatures. Tous ces problèmes là n'ont pas intéressé les nomades. Ils ont l'habitude de faire leur mariage au niveau des marabouts, avec certaines conditions bien précises. Il y eu aussi qu'à l'époque on a beaucoup emmerdé les gens pour la coupe d'arbres, la chasse. Il y a certaines lois qui ont été créées pour les empêcher de couper des branches d'arbres qui servent à nourrir les chèvres quand il y a des sécheresses. On a monté des brigades

partout. Si le service des eaux et forêts vous trouve en train de couper une branche d'arbre, on vous enlève des taxes énormes que la population nomade ne peut pas supporter. Le nomade qui a l'habitude de marier sa fille avec cinq chameaux ou chamelles, vous lui dites de payer une somme de 20 000 F, c'est impossible ! Et ce qui les emmerde surtout, c'est le fait d'amener sa fille et ses parents devant l'autorité, publiquement, devant tout le monde, pour dire oui, j'aime l'homme ou ce mariage... Tout cela, ça ne les a pas intéressé, ça les a même un peu révolté. Les goudiers, les agents qui étaient là aussi étaient emmerdants, parce qu'à l'époque, ils avaient le moyen, la liberté de monter sur les chameaux des gens gratuitement, et de leur faire payer les impôts. Il y avait tout un tas de choses révoltantes à l'époque !

Les gens étaient-ils tous prêts à se révolter ?

Les gens n'étaient pas tous prêts à se révolter, tout cela ça dépend de la mentalité de chacun. Même la rébellion de 90, qui a plus de sens que celle de 63, la population n'a pas compris tout de suite le pourquoi. Mais quand elle a compris, elle a accepté.

Avant l'éclatement de la rébellion de 63, dans certains milieux ils ont fait des réunions, pour demander s'ils faut faire la rébellion. Certains ont accepté, d'autres non, vous savez ça ne vient pas tout de suite. Moi je n'y ai pas participé, parce que c'était au niveau des populations nomades.

Quels ont été les moments forts de la rébellion ?

Les moments forts de la rébellion, c'est qu'il y a eu plusieurs attaques où on a perdu beaucoup de militaires, telle que celle de la mort du lieutenant Koniba qui est mort dans une embuscade entre Tin Zawaten et Boughessa. Ça a été vraiment une embuscade bien préparée avec plus d'une centaine de chameliers à peu près, et ce lieutenant là, qui avait emmerdé beaucoup les gens à l'époque servait comme chef de poste à Tin Zawaten, et là il venait à Boughessa. Les rebelles ont su son passage et avant qu'il ne revienne ils ont trouvé une oued qu'on appelle Tidoukan, rétréci des montagnes où les véhicules ne peuvent pas circuler et ont fait une grande tranchée, un grand trou dans lequel le véhicule peut chuter, ils ont couvert ça avec des branchages, de la paille, et ils ont mis du sable là dessus. Ils ont mis des guetteurs, ils avaient l'eau à côté et ils ont pris la patience d'attendre le retour. Au retour ce lieutenant était dans une 4x4 et ils avaient un BRDM, un engin blindé qui les suivait. L'engin blindé est tombé en panne à quelques km de l'endroit, mais lui a continué avec les militaires qui occupaient son véhicule jusqu'à ce qu'il chute dans le trou. Là tout de suite les gens ont ouvert le feu sur eux, ils les entouraient des deux côtés sur des positions qu'ils avaient préparées dans la colline. Ça a été vraiment une manoeuvre très importante. C'est là que le lieutenant, un infirmier et trois autres soldats sont morts, il y a eu des blessés, je crois que les rebelles ont perdu deux personnes. Ils se sont retirés à chameau. La date, je ne la sais pas, parce que, vraiment, les dates je ne les retiens pas.

Il y a eu l'attaque de Taghlit aussi, du pont, où était Mariko. Ça aussi c'était important, c'était bien préparé. A Tessalit aussi, en bas c'était le magasin de la milice, près de la palmeraie. Là aussi, les rebelles ont fini par s'attaquer au poste et ils ont défoncé ce magasin là, ils ont ligoté les deux agents qui gardaient le magasin, ils ne les ont pas tués, ils ont pris leurs armes, ils ont enfoncé la porte et ils sont partis avec tout ce qu'il y avait dedans comme armement.

Il faut reconnaître quand même, je ne peux pas tous les citer, qu'il y a eu vraiment des attaques, des embuscades très très importantes.

Je peux vous dire que c'est grâce au vieux Intalla que cela n'a pas été plus grave, plus la notabilité et des personnes très ressources dans l'Adagh, tous les chefs de fraction, Intalla en tête, qui ont pris un véhicule durant toute cette rébellion, et ont circulé

en train de suivre les rebelles pour demander de cesser la rébellion. Il faut reconnaître aussi que l'autorité a grossi aussi cette rébellion parce que Diby Sillas a massacré beaucoup de gens vraiment innocents, et beaucoup de populations ont péri dans cette rébellion.

Moi, j'ai assisté, j'étais tout le temps là dedans, mais chaque fois qu'il y a des exécutions, moi je m'arrange toujours pour trouver une occupation, parce que c'est quelque chose que je ne peux pas voir. Il y a des marabouts qu'on a exécutés, des grandes personnalités, il y a eu même des agents qu'on a exécutés, soi-disant qu'ils aidaient la rébellion... On les attachait et on les exécutait publiquement devant la population. On les fusillait. Il y a eu tous ces problèmes, beaucoup de dégâts au cours de cette rébellion, des innocents seulement. Il n'y a pas eu de campements massacrés, mais ce qu'il y a chaque fois, c'est que souvent, dans les poursuites, au cours des missions, quand les gens fuient à chameau, souvent des véhicules dans la poursuite tirent et il y a des gens qui arrivent à ramasser des balles et qui meurent. Mais il n'y a pas eu d'attaques de campements. Par contre, dans certains postes, on a empoisonné des puits pour empêcher que les gens viennent boire dedans. Ça c'est réel. Si les gens boivent l'eau, ils meurent, ils faut donc qu'ils aillent ailleurs quand ils le savent, pour qu'ils aillent dans les endroits contrôlés.

Une grande partie de la population s'est retirée en Algérie. Une fois aussi, il y a eu un très grand massacre de bétail, à un puits qu'on appelle In Ouzel, à la frontière algérienne. Toutes nos populations qui étaient retirées campaient autour de ce puits où il y avait un immense pâturage. L'armée s'est arrangée pour monter une opération là bas. Ils se sont couchés sur la frontière d'où le puits est tout près, à environ cinq km. Le matin, l'armée est partie dans la direction du puits. Tout ce que l'armée rencontrait dans cet oued là comme bétail a été massacré. Ça c'était devant moi, je faisais partie de la mission. Parce que le chef avec qui je faisais l'interprète faisait partie de la mission. Quand on est arrivé au puits, il y avait plus de 400 têtes de vaches, parce que c'était le seul puits de la région, et toutes les populations retirées étaient venues au puits. On a surpris la population, les gens ont fui dans les montagnes autour. On a tiré sur des gens mais il n'y a pas eu de morts. Ils ont planté les armes et ils ont massacré tout ce qu'il y avait comme bétail ! Et tout de suite ils se sont repliés pour rejoindre la frontière du Mali. Il y a eu ces choses là. Tous les biens des gens qu'on rencontrait étaient massacrés, tous les troupeaux de chameaux, de chèvres, il faut qu'on tue tous ces animaux là avant de continuer. Je peux vous dire que cette rébellion de 63, c'est ce qui a créé une pauvreté au niveau des populations de l'Adagh. Il y a eu des milliers et des milliers d'animaux tués. Et aussi, les gens qui partaient en Algérie, leurs animaux qui n'étaient pas habitués à ces zones de la frontière algérienne reviennent, fuient pour revenir dans leur zone habituelle de transhumance et ces animaux aussi sont trouvés, et sont tués bêtement comme ça.

Et aussi, on a créé des zones interdites, pour mieux contrôler la circulation des gens, cela fait partie des méthodes militaires. Toute population qu'on trouve dans la zone est considérée comme rebelle et est massacrée. Ces zones étaient surtout entre Boughessa et Kidal, entre Boughessa et Aguelhoc, et entre Boughessa et Tessalit. C'était une grande zone. Parce que la tactique de l'armée était, puisque le champ de bataille de la rébellion était vers l'Adagh de Boughessa et de Tin Zawaten, que toute la population qui n'a pas adhéré à la rébellion, qui ne la soutient pas, doit se trouver au sud de Kidal ou à Kidal même. Donc dans cette partie là, entre Kidal et la zone où il y a la base rebelle, toute population qui se trouve là est considérée comme rebelle. Il y a beaucoup de gens qui ont été tués comme ça, parce qu'on les trouve en transhumance dans ces coins. Tu sais, on ne peut pas contrôler, parce qu'il y a beaucoup de postes de militaires qui avaient ces ordres. Il y a beaucoup de gens qui ont été tués dans les oueds, et nous n'étions même pas au courant. C'est après qu'on apprend que telle personne est morte dans telle zone...

Moi je n'ai pas participé à des combats, j'étais toujours avec l'équipe de Diby, et on a eu la chance, jusqu'à la fin de la rébellion, de ne jamais rencontrer de rebelles nous-mêmes. Bien qu'on ait été partout, qu'on ait tendu des embuscades partout, même dans l'oued Tahort, où on a fait une semaine d'embuscade sous les arbres, mais Dieu a fait que je ne suis jamais entré dans un combat. Et vraiment ça a été une chance, parce que moi je

sais que sur ce côté, je ne suis pas du tout militaire, et je sais que si un jour je dois tuer moi-même un humain, il n'y aura rien à faire, je sais que je vais devenir fou. Jamais de ma vie, je n'ai tiré sur un humain !

Quand la rébellion s'est-elle finie ?

Avec toutes ces démarches de notabilités, de personnes-ressources, les rencontres avec les chefs rebelles, la rébellion a abouti à la paix fin 64. Là on peut dire que la rébellion est finie.

Combien y a-t-il eu de rebelles ?

Pendant toute la rébellion, les rebelles étaient par équipe. Chacune avait ses chefs. Ils étaient nombreux, mais je ne pense pas que ça dépassait le millier. Parce que les gens n'avaient pas de moyens, c'était une guérilla faite à chameaux, il n'y avait pas d'armement, et les gens n'étaient pas entraînés militairement, c'est quelque chose qui leur est tombé sur la tête comme ça, et ils se sont lancés là dedans. Les équipes étaient situées dans des endroits précis, dans la zone de Tin Zawaten, Boughessa, de l'est de Tigharghar, le secteur de Tin Essako, et sur la frontière algérienne. Les gens viennent pour faire une opération, et tout de suite ils se retirent sur la frontière algérienne. Ça les couvre, parce que l'armée n'a pas le droit de poursuivre par là. Et l'Algérie n'est pas intervenue. Ils ont livré les chefs, mais ils n'ont pas touché aux populations qui étaient venues sur leur territoire.

Au cours de la rébellion, Diby Sillas a fait tuer cinq chefs de tribu. L'argument est qu'il leur avait demandé de faire venir leurs propres enfants à l'école et ils n'ont pas voulu. Il les a pris, les a emprisonnés, il les a mis au fort, dans des cellules. On leur faisait pousser des barriques d'eau, on les frappait, et finalement ils sont morts dans leurs cellules. Et ils étaient humiliés : un chef de tribu, devant une population immense, on le déshabille, on lui rase la tête, on lui fait rouler la barrique, et on le frappe ! On ne peut pas faire une humiliation à quelqu'un plus grande que ça ! Surtout chez nous à l'époque, les nomades préféraient recevoir cent coups de cravaches sur le dos qu'enlever leurs turbans, parce que ça ne se faisait pas ! Et la population ne pouvait rien faire, elle était obligée d'assister. Parfois même, lorsqu'il y avait une exécution les militaires rassemblent la population, hommes, femmes, enfants tout le monde, on les rassemble, on les amène à l'endroit de l'exécution, il y en a qui se cachent, mais malgré tout on oblige la foule à assister à l'exécution, et même on les fait applaudir. C'est vrai, je t'assure, et les gens pleuraient, mais ils n'avaient pas de moyens, pas de force pour refuser, ils étaient devant les fusils, devant la mort, et ils étaient obligés d'accepter !

Quand les Français sont partis, la population nomade, qui avait connu dans le temps le commandement français, ne pouvait pas comprendre, parce que pour eux, c'était quelque chose d'impossible que les Africains puissent tenir seuls la sécurité de ce pays, eux qui avaient travaillé avec l'armée coloniale, avec ses moyens, avec sa force. Mais comme chez nous on n'a pas eu la chance que les populations nomades aillent à l'école, ça a beaucoup joué sur l'esprit des populations. De sorte que la force c'est la tête, c'est l'école et puis l'arme. Les gens étaient vraiment étonnés et se demandaient comment ça allait être parce que pour eux, après le départ des Français de leurs bases, le départ des forces de sécurité, ils se demandaient comment on allait tenir la sécurité dans ce pays.

Après la rébellion, presque tous les chefs sont partis en Algérie. Elladi ag Alla a résidé en Algérie, il a même eu beaucoup de problèmes avec les Algériens, mais finalement il est resté à Tamanrasset. Au temps de Moussa Traoré, Moussa lui a fait des lettres qu'on lui a transmises par le canal d'Intalla, lui demandant de se rendre aux autorités, qu'il allait être gracié. Mais il n'a jamais eu confiance. Et jusqu'à présent, il n'a pas encore été officiellement libéré de la prison...

Pendant la rébellion et après, c'est l'armée qui administrait tout le pays. Avant la rébellion, il y a eu Mohammed Najim, puis quand il est parti, il y a eu Mohammed Makhmoud, qui est resté pendant à peu près six mois commandant de cercle et depuis lors c'est toujours l'armée qui a administré Kidal, jusqu'à la création de la région. Et les commandants de cercle ont toujours été des militaires jusqu'à présent. Leur attitude était celle de militaires... Normalement, pour avoir un poste d'administration, il faut aller à l'école d'administration, chaque chose s'apprend ! Mais vous nommez un officier qui a fait ses études au niveau de la caserne, qui a des connaissances militaires, et vous le collez à un poste d'administration. Vous savez que c'est la routine qu'il va faire ! Il va toujours se pencher du côté de ce qu'il a appris. Que ce soit pour la population civile ou l'armée, vous sentez tout de suite que quand un commandant de cercle de ce genre s'adresse à la population, c'est toujours l'ordre militaire qui est là, quoi... C'est pressant.

As tu eu des problèmes avec les gens parce que, pendant la rébellion, tu travaillais avec le gouvernement ?

Que ce soit en 63 ou en 90, pendant toute ma carrière, je n'ai jamais eu de problèmes avec la population. Parce que d'abord j'ai toujours eu à l'esprit que je suis issu de cette population, ce sont mes parents, mes fractions, c'est mon pays natal. Quels que soient les problèmes ou la nature du service, je suis toujours obligé d'avoir du sentiment pour ces parents et ces familles là. Je me suis arrangé en tout cas pour servir l'autorité, et pour servir la population vraiment dans cet esprit là. On ne peut pas me forcer, sauf si l'on m'amène devant un fusil pour me tuer, à faire ce que la loi n'a pas dit ! Donc la population a compris aussi, que si j'ai fait des choses qui ne l'ont pas intéressée, c'est parce que je suis obligé de les faire, je suis administré, on se sert de moi comme interprète. Ça, c'est pendant les événements.

Et ensuite, rien ne se cache aux gens ! Si la population avait vu que j'avais tiré sur les gens, ou que je les avais emprisonnés, elle allait me garder rancune pour cela, ça, il n'y a rien à faire. Donc la population sachant que pendant les événements de 63, j'ai tout fait pour sauver des êtres humains, que tout le monde peut en témoigner, ne m'a rien gardé comme rancune. Et quand j'ai été nommé à la tête de l'arrondissement central où j'administrerais 25 fractions (et vous savez que ce n'est pas une petite affaire !), j'ai vraiment servi la population, et c'est surtout là qu'elle m'a beaucoup aimé, parce que j'ai toujours cherché son intérêt, tout en travaillant pour l'autorité. J'ai toujours fait le partage entre les deux. Et c'est ainsi que deux de mes mutations ne se sont pas réalisées, parce que c'est la population même qui a protesté pour que je reste à Kidal ! Et c'est la même chose en 90, les jeunes ne m'ont rien reproché, même les intellectuels. Dieu merci, je me suis tiré d'affaire dans tout cela !

J'ai sauvé des gens. Parce qu'en 63, dans les missions, on prenait des gens, on les attachait et il fallait les exécuter tout de suite. Alors moi je venais prier le chef, je lui disais que ces gens, je les connaissais, ce ne sont pas des rebelles, ils ne sont pas à la cause de la rébellion, que je demande vraiment qu'on les délivre parce que sinon c'est tuer des innocents ! Et souvent il accepte, on les détache et on les laisse partir. Ce sont des gens que Dieu a sauvés, mais par mon intermédiaire ! Mais parfois, le chef n'acceptait pas et ils étaient fusillés, il y a eu aussi beaucoup de cas comme cela. Des gens qu'on trouvait cachés dans une montagne, ou leur campement camouflé quelque part, pour l'armée, le doute était là, il y avait des soupçons, et des fois on le prend. Mais pour moi, l'humain coûte cher, et j'ai toujours fait en sorte de les sauver.

Comment as-tu vécu le début de la rébellion de 90 ?

Moi je suis fils du pays, j'ai eu aussi plusieurs de mes enfants qui sont partis en Libye. Ce n'était pas au début pour la rébellion, mais parce qu'en Libye, on y gagne du travail, on y gagne beaucoup d'argent et la jeunesse s'intéresse à y aller. Certains de mes

propres enfants ont quitté l'école en 6ème ou en 7ème année et ils se sont retrouvés en Libye. Et quand le mouvement a été créé, il y en a qui se sont retrouvés là dedans, qui ont suivi la formation militaire, et il y en a qui sont revenus après pour s'intégrer avec les jeunes au niveau des mouvements. Donc moi je m'attendais un peu à cette rébellion, parce qu'on était déjà informés depuis la Libye, on sait ce qui se passe. Et on a tout fait, Intalla et moi, pour que l'autorité accepte qu'Intalla aille en Libye, rencontrer les jeunes pour leur demander exactement ce qu'ils veulent et voir si l'autorité peut s'intéresser à ce problème là, parce qu'on savait déjà que les jeunes sont en train de s'organiser là bas et nous savons que ce problème là allait éclater d'un moment à l'autre.

Mais l'autorité ne nous a pas écoutés et ils ont négligé le problème. Donc quand la rébellion de 90 a éclaté, moi j'étais commandant de compagnie au niveau de la garde. La garde fait partie de la sécurité du pays, mais nous devons aussi travailler avec l'administration, pour assurer le gardiennage des prisons, etc. Pour moi, c'était mon cas, puisque je restais toujours avec le commandant de cercle comme interprète. Donc durant tout le temps de la rébellion, c'est ce que j'ai fait avec Mariko. Le fait que j'ai trouvé en lui un homme qui ne voulait pas faire du mal alors que moi non plus je n'aime pas en faire, je crois que cela m'a beaucoup aidé. L'autorité a fini même par m'utiliser pour prendre contact avec la rébellion, avec les chefs rebelles, et je portais par exemple certains messages aux bases qu'on ne peut pas donner à n'importe qui. J'ai servi d'intermédiaire. C'est aussi pour vous dire que si les jeunes des bases ne m'avaient pas accepté, je n'allais pas le faire ! Des fois je prenais même ma Land civile, je m'habillais en civil, sans armes, et j'ai fait Abeybera, Boughessa, partout, porteur de message ou pas, et je n'ai jamais eu de problèmes !

J'ai été à Kidal pendant tout le temps de la rébellion, et jusqu'à maintenant. Mais grâce à Mariko, qui a su maîtriser la situation à Kidal, il n'y a pas eu de grands problèmes par rapport aux autres régions. Sauf les 7 personnes qui ont été exécutées à Alkit, à 25 km de Kidal, par le capitaine Issaka, qui dirigeait un groupe de commando parachutistes de Bamako. Cette équipe là, c'est elle qui a pratiquement fait tous les massacres, vers Ansongo, Talatay, Menaka, etc. Cette mission devait aller vers Boughessa, Tin Zawaten, pour faire la même chose. Quand elle est arrivée sur Kidal, nous on n'était pas au courant. A 25 km de Kidal, ils sont passés dans un campement où ils ont tué sept personnes qu'ils ont trouvés sous les tentes, comme ça, ils les ont attachés, déshabillés, et leur ont lancé des grenades. Et nous on n'était pas au courant ! Ils sont passés par Kidal, et ils devaient continuer sur Boughessa et Tin Zawaten. Le chef de bataillon Mariko, commandant de cercle, a dit au capitaine Issaka que s'il doit continuer là bas, il l'accompagne. Issaka lui a répondu : "Même si vous m'accompagnez, moi j'ai une mission déterminée, et personne ne m'empêchera de la faire !". Mariko lui a dit que : "De toute les manières, tu peux accomplir ta mission, mais tu ne peux pas m'empêcher de t'accompagner dans ma circonscription. Je le ferai en tout cas ! Et ta mission que tu ne veux pas me dire, il faut que j'y assiste ! J'ai le droit de le faire, parce que tu vas opérer dans ma circonscription. Tu peux accomplir ta mission, mais l'essentiel pour moi, c'est d'être témoin..."

Finalement il l'a accompagné. A l'époque, la zone d'Abeybera, Ouzzeyn, etc., était remplie de populations de Tin Essako. Moi, je suis resté à Kidal, et Mariko a pris quelques agents, militaires et goudiers qu'il a mis dans le véhicule, et il est parti. Parce que Mariko avait compris tout de suite que la mission était d'exécuter les gens. Tout ce qu'il trouve devant lui, comme il l'a fait dans d'autres secteurs, il en fait le nettoyage... Il faut absolument nettoyer la peau blanche ! Mariko avait le cœur suspendu, d'après lui, dès qu'ils ont quitté Kidal. A chaque arrêt, il le prend à part et il le sensibilise, lui dit qu'il est humain, que son avenir, c'est ce qu'il doit faire aujourd'hui, et il l'invite vraiment à réfléchir, à ne pas tuer des innocents. La population est innocente. Il lui dit qu'il sait où sont les rebelles, il faut les chercher là bas, armés, mais cette population, ces femmes, ces enfants, vraiment il ne faut pas y toucher, c'est un conseil qu'il lui donne, mais maintenant, à lui de voir ! Il n'a pas arrêté comme cela jusqu'à Ouzzeyn où il y avait une population immense, des campements, des animaux, tout ça... Issaka avait donné les ordres à la troupe de camper, il n'a pas dit de tirer sur les gens. Mariko m'a dit que vraiment, il a respiré, que le bon Dieu est grand ! Les nomades se sont retirés, personne n'est venu les voir, personne ! Mariko lui a dit : "Voilà, Issaka, de ces nomades, personne n'est venu te voir, avec autant de campements, autant d'animaux ! Les hommes

se sont retirés, c'est sûr qu'ils sont dans des grottes maintenant. Alors que les nomades de l'Adagh, n'importe qui le sait, sont les hommes les plus accueillants de l'Afrique. Si ces gens là savaient que tu n'es pas venu là pour les massacrer, ils seraient venus tous te voir avec des moutons, avec du lait, tout ce que tu voulais. Mais ne touches personne ici, va à Boughessa à Tin Zawaten, continues ta mission. Au retour, tu n'auras qu'à t'arrêter parmi ces campements là, et tu verras la réaction des gens". Ils sont partis le lendemain sans avoir touché personne.

Ils sont partis à Tin Zawaten, ils sont revenus à Boughessa. Là, le même Issaka a accroché les rebelles dans la montagne. Et ce sont nos gardes mêmes, nos goumiers mêmes, des gardes nomades originaires de Kidal qui l'ont tiré du problème, qui à cette occasion ont empêché sa mort. Quand il sont revenus avec Mariko vers Kidal, ils ont couché à Ouzzeyn. Les nomades sont venus les voir, on leur a amené des moutons et tout un tas de choses. Il est revenu à Kidal, puis il a été rappelé à Bamako. Quand il a quitté Kidal pour Gao, devant moi, ça je suis témoin, ce n'est pas quelqu'un qui me l'a dit, il est venu voir Mariko devant la résidence, là sur l'estrade, et là, il a pleuré, il a laissé couler les larmes. Il a dit à Mariko : "Vraiment tu m'aimes, vraiment je te remercie, vraiment si j'avais rencontré avant un homme comme toi, du mal que j'avais fait ailleurs, je n'allais pas le faire aujourd'hui !" C'était trop tard. Voilà, je peux dire qu'à Kidal, ça va, Dieu merci...

Il y a un jour, on était à l'aviation. Certains chefs de fraction sont venus en armes. C'étaient des armes autorisées mais la troupe ne le savait pas. Ils les ont rencontrés à chameaux quand ils rentraient en ville, ils les ont pris, les ont amenés jusque derrière le bureau du cercle, et là ils les ont ligotés, frappés. Il y avait même le député Wadossen parmi eux qui a voulu intervenir, mais les soldats l'ont pris, l'ont attaché. Nous, on était à l'aviation avec Mariko. Quand l'avion a décollé, on rentre à la résidence. La femme de Mariko, sa première femme, bambara, a couru et lui a dit : "On est en train de frapper des gens derrière ton bureau". On a couru, on a trouvé ces gens là attachés dans leur turban, qui avaient été frappés, tout ça. Il les a fait détacher, on les a emmenés à l'infirmerie, on les a soignés. Ensuite ils sont venus voir Mariko. C'étaient des gens qu'on avait appelé pour faire une mission de sensibilisation auprès des chefs de fraction. Ils ont dit à Mariko : "Nous, on continue la sensibilisation. Qu'on nous frappe ou non, nous on est né ici, on a grandi ici, on ne quittera pas ici, on n'a qu'à nous tuer ici, on ne partira pas !"

Vraiment par rapport à la région de Tombouctou ou d'autres zones, Dieu merci, la région de Kidal, quels que soient les petits problèmes qu'on a rencontrés, s'est mieux portée. Et puis on a eu la chance que les deux bases ARLA et MPA étaient composées des gens d'ici, et ils ont tout fait pour ne pas s'attaquer à Kidal et Aguelhoc, à cause de cette population. Ça, cela nous ont beaucoup aidé. Ils ont calmé les choses : Tigharghar, qu'est-ce qui les empêchait d'attaquer Aguelhoc, ou même Kidal ? C'était facile, mais ils ne l'ont jamais fait ! Ils ont toujours mené leurs opérations ailleurs car ils savent que s'ils attaquent dans ces localités, l'armée va essayer de nettoyer toutes ces familles qui sont restées à côté...

Les bases, c'étaient Boughessa, Tigharghar. Surtout Tigharghar, parce qu'avant la séparation des mouvements, c'était elle qui abritait tout le monde. Quand il y a eu la séparation, ARLA, MPA, tout ça, l'ARLA est resté dans Tigharghar parce que c'était la zone de leurs parents de leurs fractions. Maintenant le MPA est resté à Boughessa, Tin Zawaten et à Tin Essako. Ces postes qui étaient avant occupés par l'armée régulière qui a été délogée. Ils ont délogé deux fois les rebelles, mais ensuite ils ont diminué leurs postes, ils n'avaient peut-être plus les moyens de les tenir tous. Ils sont descendus sur Kidal et les rebelles, ceux du MPA ont tenu les postes définitivement.

Y avait-il d'autres bases ?

Non, pas chez nous, pas dans l'Adagh.

Tawarde, c'est le FPLA. Ghissa qui s'est retiré, que Iyad avait nommé chef de poste de In Taykaren, car l'ancien chef était mort lors d'une attaque, et au fur et à mesure,

au fil du temps, il se sont retirés aussi, et ils ont formé là bas leur mouvement, les Cheman Amas, les fractions imghad qui sont là bas. Et c'est devenu la base du FPLA.

L'armée a fait des attaques à Tigharghar, et dans tous les postes d'ailleurs, mais elle n'a pas pu en déloger les rebelles. Il y a eu des attaques partout, mais surtout, là où ça a beaucoup pilonné, c'est à In Taykaren, avec le FPLA. Là bas, on a tiré au canon, avec tous les moyens, mais ils n'ont pas réussi à les déloger. Car ces gens, ils connaissent le secteur, et le terrain lui-même compte beaucoup. Et les soldats ont eu affaire aussi à des gens formés : la petite guérilla là, les jeunes gens sont très forts là dedans et les militaires n'arrivent jamais à la base même. Ils ont mis la base dans un lieu central, et beaucoup de postes autour qu'il faut détruire avant d'arriver à la base principale. Ils se sont toujours confrontés à ces petits postes et ils n'arrivent même pas à la base principale.

Et les soldats maliens en face ne peuvent pas résister aux attaques des rebelles. Ce qui est sûr, on en a eu les preuves, c'est que dans les postes militaires où les rebelles ont attaqué vraiment, il y a eu du dégât. Tout de suite, les soldats prennent la fuite, il y en a qui jettent leurs armes, qui courent et meurent seuls dans la nature ! Ils n'ont presque jamais résisté devant ces jeunes là. Les jeunes ont exploité tout cela aussi. Je n'ai pas pu les compter, mais il y a eu des centaines de morts dans l'armée malienne. Parce que je me rappelle la grande attaque de Toukcemen, à côté de Boughessa. Ça a été la lutte acharnée. La base militaire qui était là comptait dans les 250 personnes, et je peux vous dire, qu'après cette attaque, ce jour là, on a enregistré 40 morts et 40 blessés. Et il y a des gens qu'on a trouvé morts, ensuite, dans la brousse, ceux qui avaient pris la fuite, qui se sont fait rattraper et tuer quelque part. Il y en a eu beaucoup. Et les rebelles, ce jour là, n'ont eu que 17 morts, c'était beaucoup moins...

Actuellement, je pense que bien que les mouvements n'aient pas été tous d'accord, ils ont finalement accepté le Pacte. Et si vraiment le Pacte est respecté, cela pourra amener la paix dans le coin. Mais qu'est ce qui se passe ? Avec la lenteur d'exécution du Pacte, les bases mêmes augmentent au lieu de diminuer leurs jeunes. On a intégré seulement 600 personnes, et tant que les jeunes qui restent au niveau des bases qui ne font qu'augmenter au fil du temps n'auront pas trouvé une occupation et tant qu'on aura pas dissous ces bases, on n'aura jamais la paix, ce n'est pas possible ! Il faut intégrer le maximum de ces jeunes, et ceux que l'on ne pourra pas intégrer, leur donner une occupation, des projets de commerce, de développement ! Tant qu'on a pas fait ça, les bases ne font qu'augmenter, ceux qui finissent leur formation en Libye viennent s'ajouter aux autres et ils ne sont pas entretenus, pas habillés, pas nourris, et ça va toujours continuer ! Tant qu'on aura pas désarmé la population, la paix, il ne faut pas la chercher dans ce pays là ! Et les armes, les jeunes qui arrivent en trouvent ! Chaque jour, il y a des gens qui achètent des armes sur la frontière mauritanienne et un peu partout ! Les armes, c'est pas ce qui manque ! Dès que quelqu'un a un peu les moyens, ils peuvent en trouver facilement.

Actuellement la population ne soutient plus le banditisme, parce qu'elle a besoin du développement, elle a souffert. La population touarègue, qui vit de l'élevage dans le temps n'a plus d'animaux, qui sont décimés par la sécheresse. Et le développement, ils ont compris qu'il ne peut pas se faire dans l'insécurité. Donc, la population ne soutient pas ces formules là aujourd'hui. Vraiment elle en a assez.

Si jamais les mouvements voulaient reprendre la guerre, cela ne marcherait peut-être pas, alors ?

Je n'ai pas dit cela. Car les jeunes sont nombreux, et finalement c'est eux la population. Tous les jeunes aujourd'hui, partout, adhèrent aux mouvements, tous suivent leurs camarades, qu'ils soient formés ou pas. Et le reste de la population, c'est des personnes âgées, c'est des femmes, des enfants. Ils ne peuvent rien empêcher, si les jeunes se décident, qu'ils le veuillent ou non. C'est les jeunes qu'il faut calmer ! Sans cela...

Les jeunes n'ont pas envie de faire la guerre actuellement, mais si on les y oblige, si

le temps continue à passer comme cela, s'ils continuent à souffrir, je n'exclue pas qu'ils recommencent un jour. Mais ils n'ont pas envie aujourd'hui. Et s'ils recommencent, on ne le souhaite pas, c'est tout le Mali qui est foutu, ça c'est clair ! Les jeunes ont beaucoup augmenté, et même leur formation s'est encore améliorée.

Les rebelles veulent-ils rester maliens ?

Oui, si les conditions citées plus haut sont réunies. Car vous savez, le gouvernement l'a reconnu, ces régions du Nord ont connu beaucoup d'injustices, dans tous les domaines. Ce sont des régions qui ont été oubliées depuis des années et des années, et quand vous vous promenez un peu et que vous faites le reste du Mali, vous voyez que quand vous dépassez Gao, on a l'impression de ne plus être dans le même pays ! L'autorité l'a reconnu, et cela ne peut pas se démentir. Je pense que c'est surtout cette injustice... Regardez la société touarègue et arabe, d'accord, même si on n'a pas voulu mettre nos enfants à l'école, on n'a pas assez d'intellectuels, au niveau de l'armée, par exemple les forces de sécurité : il ne s'agit pas d'être bachelier, il ne s'agit pas d'avoir un certain bagage intellectuel pour aller dans une armée ! On apprend ! Je peux vous dire que depuis l'indépendance, nous on a connu ici un seul officier de l'armée malienne ! Et avant les événements, il y avait Amaya, il était dans l'armée de terre, au niveau de Kati. Au point de vue intellectuel, Amaya, c'est quelqu'un qui a été jusqu'aux grandes écoles. Il a été commandant de cercle à Ansongo, gouverneur autre part. Après il a été dans l'armée. Vous pensez qu'avec le bagage intellectuel qu'il a, quelqu'un qui a été recruté quand j'étais très jeune, je l'ai connu quand je venais à Gao, et ce n'est que cette année qu'on l'a passé commandant ! Le grade de capitaine, il est resté là dedans depuis 10 ou 15 ans ! Alors tout cela c'est de l'injustice ! On a empêché les éléments nomades d'aller dans l'armée, on les a empêchés d'aller confronter ceux qui sont instruits, il y a toutes ces injustices là, et beaucoup d'autres, que vous connaissez vous-mêmes, et que je n'ai pas citées. Et je pense que c'est tout cela qui a fait révolter la jeunesse. Mais ce n'est pas parce qu'ils n'aiment pas ce pays là, ou qu'ils ne veulent pas être maliens. C'est pour devenir maliens à part entière !

Ont-ils des liens avec le Niger ?

Les gens ne sont pas liés au Niger, jusqu'à maintenant. Seulement, on ne sait pas, au fil des années, au fur et à mesure, si les choses se compliquent... Les Touaregs, ce sont les Touaregs, parce que tous ces Touaregs du Niger, de l'Ahaggar, de l'Algérie, tout cela, je peux vous dire que tous ces nomades sont des descendants de par là, des Iwlliminden, ce sont les mêmes familles qu'on a recensées de part et d'autres, de par leurs zones de nomadisation. Et c'est ce qui a fait ce partage d'ethnie. Sinon, si la force des choses veut un jour que les Touaregs du Niger ou de l'Algérie, du Mali ou de la Mauritanie s'entr'aident sur telle ou telle cause... Je n'exclus pas cela ! Pour le moment ce n'est pas le cas. Mais si la nécessité y est un jour, alors il n'y aura pas de problèmes, car les gens continuent à être tous frères...

Entretien Ibrahim ag Litny, Paris, 20 juin 1994

En 1963, le premier groupe de dirigeants était composé de Mohammed Ali, le chef spirituel des Kel Antsar de la région de Goundam, Ammera, de Zeyd, d'Elladi, de Sid Alamin, d'Ilias ag Ayuba, le chef des Dawsahak, et de bien d'autres encore, mais ceux-ci sont les plus importants.

Il y avait eu des tractations avec le cadi Makhmoud sur le plan politique, au niveau de la volonté d'autonomie qu'il représentait. Et quand la révolte est partie, elle était bien sur spontanée, mais elle s'appuyait sur un capital de mécontentement, et sur des promesses non tenues.

Et il y avait des incompréhensions entre le nord et le sud. Zeyd lui-même avait été écarté par le RDA pour sa non-participation au congrès. Quant aux gens, ils ne comprenaient pas ce que signifiait le Mali. Par exemple, sur les billets, il y avait un dessin de Modibo Keita. Alors pour eux, c'était le Mali, c'est à dire un gros noir qui allait venir manger tout le monde...

Après la répression, les premières sécheresses et le début de l'exil des jeunes, la sensibilisation, qui n'avait jamais cessé depuis 63, a été massive à partir de 76. Des listes étaient faites, on s'engageait en jurant sur le Coran, on cotisait. Ces cotisations sont surtout venues à partir de 76-77. Elles n'ont jamais été contraignantes, et n'étaient payées que par ceux qui avaient un travail. Il y avait des caisses, et un responsable dans chaque région qui collectait. Mais qui centralisait, personne ne le savait. Ces sommes ont surtout servi à accueillir les gens, faire du social, payer des voyages. Issouf a centralisé cela un certain temps, et cela lui servait à recevoir les gens, à les faire venir.

A l'époque, il n'y avait pas de direction claire, mais des chefs connus, comme Issuf, Elladi, Ammera.

Plus tard s'est tenu le congrès d'El Homs, au moment du discours de Khaddafi, je crois peu après. ce congrès avait été facilité ou même convoqué par les Libyens qui voulaient savoir ce que désiraient les Touaregs. Mais nos vrais responsables n'étaient pas là. En fait, c'était plus pour le panarabisme. Et ce congrès n'en était pas vraiment un. C'était plutôt une sorte de séminaire, et il n'y a pas eu de résolution. Limam Chaffy n'a pas été désigné comme chef, je pense qu'il a plutôt été placé là par la Libye. Il y avait aussi Mohammed Moussa pour le Niger.

Tout de suite après, un camp a été ouvert pour les Touaregs. Les gens se sont ainsi regroupés au camp de Beni Walid, au centre de la Libye, pas très loin de Tripoli. Le recrutement a alors commencé. Et il y a eu une organisation en bureau, mais une organisation locale, et pas au niveau de la communauté. Limam a été reconnu comme chef, mais cela a posé des problèmes, notamment entre arabes et Touaregs à cause du panarabisme. Il y a même eu des bagarres à l'intérieur du camp, et finalement le camp a été dissous. Certains ont intégré l'armée libyenne, et sont partis au Liban, au moins deux cent personnes, d'autres ont été travailler dans le pays.

A cette époque, le mouvement était éclaté. Certains ont même été mis en prison. Ils ne voulaient pas faire l'armée, mais ils n'avaient pas de papier. C'était une façon de les pousser à devenir soldats.

Au retour du Liban, les gens ont exigé de la Libye qu'elle les prenne en considération, et d'autres camps ont été ouverts. Les gens ont été assimilés à l'armée libyenne, mais ils pouvaient se regrouper, et s'entraîner. Certains sont partis au Tchad. Au sein de l'armée libyenne, ils avaient leur commandement propre (mais pas tous, et ils ne faisaient pas ce qu'ils voulaient)

A cette époque, la situation était difficile au Mali et en Algérie. La peur régnait. Les gens revenant de Libye étaient systématiquement arrêtés, y compris ceux qui les hébergeaient.

Il y avait toujours une organisation fonctionnelle, mais les gens se sont mieux organisés à partir de 87, où un bureau a été élu, et Iyad nommé secrétaire général.

Cependant, ce bureau n'a duré que quelques mois, car les gens ne se sont pas entendus entre eux. Il n'est resté que la branche militaire. Sur le plan politique, il n'y a pas eu de direction responsable. Après les premiers combats de 1990 qui ont ressoudé les gens, et avec les premiers accords de paix, c'est cette désorganisation qui est revenue au grand jour...

Dans le plan de soulèvement, Kidal devait être attaquée d'abord. Mais à la suite des arrestations de Gao, les Maliens ont eu des informations comme quoi les Touaregs se préparaient à attaquer les villes du nord. Une affaire a contribué à faire connaître ce plan. Il y avait déjà des éléments infiltrés dans Kidal. Un jour, un de leur véhicule, qui venait sans doute de Gao a été intercepté par la douane malienne. Ils ont fui, mais ils ont crevé un puis deux pneus. Tout en essayant de réparer, ils se sont battus contre la douane, qui a appelé l'armée en renfort, puisque cela se passait à 5 ou 6 km de Kidal. Les occupants du véhicule ont pu finalement s'échapper, mais ils ont abandonné le matériel et les documents qui s'y trouvaient, et qui ont été exploités par les Maliens. Ils ont contribué à renforcer les arrestations. L'argent qui avait été collecté a aussi disparu, et on ne sait pas ce qu'il est devenu.

Le premier plan a donc été inversé. L'attaque de Menaka n'était pas du tout prévue au départ. Cela s'est fait parce qu'Iyad est arrivé par le Niger, et qu'il s'est retrouvé par hasard du côté de Menaka. Mais tout le grand travail avait été fait par les gens, les meilleurs, qui ont été arrêtés à Kidal et à Gao, et qui ont été dénoncés.

Après Menaka, le coup d'envoi était donné. Ceux qui étaient déjà dans la montagne attendaient que cela commence et qu'ils aient des armes, car à l'époque, il n'y avait rien. Après Menaka, le même groupe a attaqué d'autres postes dans la région. Certains ont attaqué Boughessa, mais la première attaque n'a pas marché par insuffisance d'armes. Malgré tout, les gens ont commencé à s'armer sur ce qu'ils trouvaient dans les postes. Les combattants étaient dispersés dans les bases, pas du tout par origine géographique. La première base était Tedjerert, puis a été fondée Boughessa, et ensuite s'est opéré une centralisation à Tigharghar. Boughessa a été en partie abandonnée à cause de l'eau. Et il y avait aussi des gens un peu partout. D'autres bases essentielles ont été celles de Tin Adema, de Timtaghen.

Jusqu'aux accords de Tamanrasset, il y avait une seule organisation, et Iyad était le seul chef. C'est après que tout a dérapé... Après les accords, les gens de Tedjerert y sont restés par rapport à Iyad et ses gens, qui se sont repliés à Boughessa. Tigharghar est restée autonome pendant six mois.

Avant les accords de Tam., le mouvement unique qui existait était le FPLA. Quand les gens étaient en Libye, ils ne se sont jamais mis d'accord sur un nom. Quand Iyad a envoyé des gens pour s'organiser, et faire un congrès, le nom arrêté a été FPLA. Mais dans les négociations de Tamanrasset, on a pensé que le mot front n'était pas utile. C'est à ce moment qu'on a parlé du MPA, parce que le mot libération n'était pas utile non plus puisqu'on allait faire la paix. Mais ceux qui ont refusé les accords ont considéré qu'ils étaient toujours FPLA, et beaucoup de gens sont restés sur ce nom, en ignorant même Ghissa. Le nom MPLA n'a jamais été officialisé, comme celui de Front de Libération du Sahara central. D'ailleurs, le compte-rendu de la rencontre de Paris le montre bien, lorsqu'il confirme le nom de FPLA...

Entretien Limam Chaffy, 23 juin 1994, Cergy-Pontoise

Avant tout, je préfère vous dire que je parle assez mal le français. Je le parle mal parce que ce n'est pas ma culture. Je compte sur vous, sur votre compréhension pour comprendre ce que je veux dire. Mais le Français, je ne le parle pas comme je veux, mais comme je peux. Mais le Touareg, je le parle, parce que ma mère est touarègue. Je suis un métis mauritanien-touareg. Ma mère était de vers Gao, Ansongo, elle était Ishedenharen, et mon père était un mauritanien de l'Assaba. Ma famille est en Mauritanie, c'est pourquoi j'ai ces relations proches avec les Touaregs. J'ai appris en même temps les deux cultures, arabe et touarègue. Mon enfance, je l'ai passé comme sédentaire, à Ansongo. C'est un peu, si vous voulez, mélangé, mais la plus grande partie était sédentaire, parce que mon père était installé là bas. Je suis né en 1931. Au moment de l'indépendance, j'avais 29 ans, j'avais même des enfants.

Comment avez-vous vécu cette période ?

Je me rappelle très bien mon enfance, je me rappelle très très bien l'époque de la guerre mondiale. J'ai vécu la colonisation à Ansongo, Gao, un peu partout. Tout le monde sait que je suis un mauritanien, mais je suis aussi fidèle aux Touaregs. Pour nous, les Touaregs, ce sont des arabes ! La plus grande partie des Touaregs sont d'origine arabe. Il y a des noms de tribus qui sont d'origine arabe. Les Idnan, par exemple, une très grande tribu qui est vers Kidal, vers Bourem. Idnan, en arabe, c'est Adnan, c'est une tribu arabe qui est actuellement au Yémen. Les Ifoghas, c'est des Isheriffen, des descendants du Prophète, ils ne peuvent être que des arabes ! Je n'ai donc pas de complexes. Pour moi, ces gens sont comme des arabes, une prolongation de l'Afrique du nord. Même si on dit que ce sont des berbères, pour nous ce sont des arabes, des musulmans, et il n'y a pas de différences. Les Touaregs sont très proches des arabes. La preuve, c'est que les sécheresses, au Mali et au Niger, c'est pour tout le monde. Mais les négro-africains, ils sont partis au Nigeria, au Burkina, un peu partout, mais les Touaregs, les arabes, ils sont partis en Algérie, en Libye, en Mauritanie... C'est naturel, l'attraction est différente. Ils ont été aussi très bien reçus dans ces pays, les gens les considèrent comme des frères, et chacun a fait ce qu'il a pu pour les aider selon ses moyens. Les Algériens, les Libyens, les Mauritaniens se sont à l'époque très bien occupés des Touaregs. C'est l'hospitalité islamique, arabe et africaine...

C'est pourquoi, en 1979, le front qu'on a constitué à El Homs, a été nommé le Front Populaire de Libération du Sahara Arabe Central. Et personne ne détestait cela, tout le monde était d'accord, bien qu'on puisse le nommer autrement, Sahara du sud, par exemple. Mais on l'a nommé comme cela. Il y a même beaucoup de Mauritaniens qui ont voulu adhérer, et c'est moi qui ait refusé, en tant que secrétaire général. J'ai refusé, parce que je craignais beaucoup les histoires. Je ne voulais pas qu'on dise que j'étais en train d'armer les Mauritaniens. La Mauritanie est libre, elle a son indépendance, et le problème était celui du Sahara. Il ne fallait pas mélanger les choses. Même le Sahara algérien du sud, il y a eu 4 personnes qui ont adhéré, qui sont partis dans les camps d'entraînement, mais j'ai su ensuite que c'était des Algériens. J'ai été les voir et je les ai fait sortir. Et je leur ai dit que nous n'étions pas là pour armer les Algériens ! Il ne fallait uniquement que des Maliens et des Nigériens. Ce n'était que eux qui étaient concernés par le problème.

Mais y avait-il des Touaregs libyens ?

Non ! Les Touaregs libyens n'ont pas besoin de se libérer ! Ils sont heureux, les Touaregs libyens ! Ils sont dans le paradis ! Si les Touaregs maliens et nigériens avaient eu 5% de ce qu'avaient les Touaregs libyens, il n'y aurait pas eu de mouvement... Il faut savoir que les Touaregs nigériens et maliens n'ont pas pris les armes pour le plaisir, pas du tout. C'est parce qu'ils y étaient obligés, car ce sont des gens qui étaient complètement

oubliés, qu'on essaye de déraciner complètement. Et on sait pourquoi. On veut les déraciner, parce qu'on n'aime pas leur environnement, leur voisinage. Avez-vous écouté l'appel Boubari de Khaddafi, le 16 octobre 1980 ? Il a bien précisé que l'on est en train d'opprimer les Touaregs, de les faire disparaître complètement, et c'est pourquoi il est obligé de les aider, parce que ce sont ses frères. Ce sont ses frères, pas sur le plan des races ou tout cela, mais sur le plan culturel, religieux... Il y a des Touaregs en Libye, en Algérie, au Niger, au Mali, il y a même des Touaregs en Mauritanie, au Tchad. C'est le même pays, le même peuple ! C'est pour cela qu'ils veulent prendre les armes. Pas pour tuer, seulement... Ce sont des gens humains, très humains, très sympathiques, et malgré tout ce qu'on dit d'eux, ils faut les connaître pour savoir ce que sont les Touaregs. Mais le problème, que j'ai constaté personnellement, c'est qu'on veut essayer de mettre les Touaregs dans un musée, pour les regarder, prendre leur photo. Les hommes bleus, tout cela, ça ne peut pas continuer. C'est pas possible, ce n'est plus possible. Prendre ces milliers de gens et les mettre dans une réserve et puis venir s'amuser, regarder les hommes bleus, les femmes, les enfants qui sont en train de mourir de faim, de misère et d'ignorance... On ne leur laisse que la mort lente, pour les faire mourir tout doucement, sans bruit.

C'est pourquoi j'ai tenu absolument à faire quelque chose pour réveiller le monde. Ces gens sont des humains, qui ont le droit de vivre, chez eux, avec leur civilisation, leur façon de vivre ! Ce sont en plus des gens très simples, qui peuvent vivre facilement ! En Algérie et en Libye, les Touaregs sont très bien, mais au Niger et au Mali... Rappelez vous ce qu'on a fait aux Touaregs en 1963, au temps de Modibo Keita. Moi j'étais là bas, j'ai été arrêté à Gao, le 25 octobre 1963, et j'avais pourtant un passeport mauritanien. On m'a accusé d'aider les Touaregs. A l'époque j'étais commerçant, j'avais plusieurs boutiques. Je n'étais pas le principal acteur, mais c'était mes frères, mes amis, mes oncles, et j'étais au courant de tout ce qui se passait. Je suis resté en prison 25 jours seulement, et c'était une très grande chance, parce qu'à l'époque, on tue toute personne qu'on prend. J'ai fait intervenir le monde entier ! Mes parents, des grands hommes, Sid Ali Bara, Zaoui, même le député Mohammed Hassan Hamou, tout ces gens là sont intervenus pour qu'on me relâche, et j'ai dépensé toute ma fortune pour sortir. C'était pas facile, à l'époque on tue seulement ! Comme ce qu'on est en train de faire actuellement. Moi, je ne suis pas raciste. J'ai créé une association en Mauritanie contre le racisme, et je suis contre le racisme partout, en France, en Amérique, partout. Le racisme ne doit pas exister.

Ce qui est arrivé au front touareg, on ne l'a jamais vu dans le monde entier. Car un front qui n'a pas d'aide : la Libye n'a jamais donné une cartouche, jamais, la Mauritanie n'a jamais donné une cartouche, l'Algérie était très loin de donner la moindre aide matérielle ou logistique. Leur effort personnel a seul compté, vendre les gens pour avoir un fusil, c'est à dire faire une attaque, avoir cinq ou six morts, mais avoir aussi 5, 6 ou 10 fusils pour continuer : c'est comme ça que ces gens sont arrivés à faire quelque chose, et ils étaient vraiment décidés à le faire.

A Tripoli, à Homs, j'ai été chaque semaine visiter le camp, en tant que secrétaire général, et quand j'ai compté, neuf mois après sa création, qu'il y avait déjà sept mille personnes, j'ai su que c'était fini. C'était beaucoup ! L'Azawad va être libéré, c'est sur et certain. Mais je ne pensais pas que le Niger et le Mali allaient être aussi têtus, je pensais que les choses allaient s'arranger, que l'on allait se réveiller dès que les Touaregs réclamaient leurs droits, qu'on allait leur donner facilement et arranger la situation. Je ne suis pas pour la guerre, elle me fait mal en tant que musulman. Je pensais qu'on allait leur donner leurs droits tout de suite, qu'on allait négocier. Mais ces gens là n'ont pas vite compris, c'est vraiment regrettable. Surtout que tout le monde est vraiment associé directement aux négro-africains, à Tombouctou, Gao, les arabes, les touaregs, les Kel Antsar, avec les gens de la ville, tous ces gens vivent ensemble, se marient entre eux, et dans l'Aïr, avec les Haoussas c'est pareil, il n'y a pas de haine. Mais les gens n'ont pas compris, et c'est la faute des politiciens, qui ne veulent pas comprendre et ne parlent que de bandits armés, comme à l'époque de Modibo Keita, en 1963. Lui avait pu tout balayer, tout raser, alors pour eux il faut continuer dans le même esprit, et ce n'est pas bon. Parce que chaque fois qu'une révolution n'atteint pas son objectif, lors que cela recommence, c'est encore plus dur.

Les Français sont responsables de la moindre goutte de sang qui coule dans l'Azawad, parce qu'ils peuvent arranger la situation facilement. Ils disent qu'ils ne peuvent faire acte d'ingérence, mais l'ingérence, ils l'ont déjà faite, lorsqu'ils nous ont pris avec nos frères africains et qu'ils nous ont mis ensemble. Le jour où ils sont partis, il fallait nous laisser à part chacun, comme ils nous avaient trouvés ! Il fallait nous coloniser séparément, et nous donner notre indépendance séparément aussi ! Mais le fait de prendre le sud plusieurs années avant le nord, et venir conquérir le nord avec les gens du sud armés en tirailleurs, et nous coller à eux quand ils partent pour leur faire plaisir parce qu'ils se sont servis d'eux pour nous prendre, ça, je ne comprends pas exactement, c'est une très grande responsabilité ! A l'époque, on a fait une lettre au général de Gaulle, qui était un très grand homme, et qui savait déjà qu'il allait se passer quelque chose. Il y a eu une tentative de faire un grand Sahara, l'OCRS. Mais nous, on n'a pas voulu répondre à cela à cause de l'Algérie, parce qu'elle était en pleine guerre. La carte qu'on nous a présentée, il y avait dessus Hassi Messaoud. Alors on s'est dit, mon Dieu, les Algériens sont nos frères, il faut les aider contre les Français, et on ne peut pas accepter cela. Les officiers sont venus en avion à Gao, et ils nous ont montré la carte. Ils étaient venus avec Mohammed Makhmoud would Cheikh, cadi de Tombouctou. Ils étaient plusieurs, c'étaient des militaires. Ils m'ont trouvé en Gao, à l'époque de la loi-cadre, en 1957 ou 1958. Ils ont demandé à ce qu'on leur présente 400 signatures et quelques de notables ou de chefs de tribu, des régions du nord, Tombouctou, Gao, Menaka. Mais il y a beaucoup de gens qui n'ont pas voulu signer à cause de l'Algérie, à cause de la guerre, parce qu'on voyait sur la carte une très grande partie de l'Algérie, surtout la partie la plus riche, et on a dit que c'était une trahison d'accepter cela, et que les Algériens n'allaient jamais accepter cela. Les gens qui réfléchissaient avaient pensé à cela. Mais il y a beaucoup de gens qui ont signé, leur signature est présente, mais cela ne faisait pas le nombre demandé. Mohammed Makhmoud était un homme respectable, très bien, et cette pétition ne pouvait qu'être un accord entre les Français et lui. Ce qu'il avait dit à l'époque était raisonnable, mais ce n'est que maintenant que les gens ont commencé à lui donner raison... Mais c'est trop tard ! J'avais à l'époque été contacté directement, bien que je ne sois pas un chef, mais je faisais partie d'un certain nombre de jeunes qui se sentaient concernés, comme Sidi Boubacar Baly, qui est tombouctien, d'Arawan, d'une famille responsable de la région de Tombouctou, et qui est le cousin direct de Mohammed Makhmoud. On était ensemble avec beaucoup de nos amis, on bougeait un peu, on voyait la situation, et à l'époque on aidait les Algériens pour leur cause, à laquelle on croyait beaucoup, c'est pourquoi on nous a contactés, on nous a fait la proposition de signer et de faire signer les gens, mais c'est aussi pour cela qu'on n'a pas voulu.

A l'époque je connaissais bien aussi Ammera, qui faisait partie des hommes de 63, avec Yussuf ag Echer, et beaucoup d'autres. Ce sont eux qui ont amené le Front à négocier avec le Mali, sous l'intermédiaire de l'Algérie. Parce que le FPLA, ARLA, FIAA n'ont pas voulu négocier. Alors on a constitué un petit comité de sage, auquel je participais, avec M. Baly, Ammera, Yussuf ag Echer, et un autre tombouctien qui s'appelle Sidi Mohammed Amrani. On était cinq. On est partis en pleine brousse. Personnellement j'ai fait plus de deux mois à Tedjerert. On essayait de sensibiliser les gens, pour leur faire accepter la négociation, tenir des congrès, et tout cela. C'est comme cela qu'on les a convaincus pour faire le congrès d'El Goléa, où il y avait 132 personnes. Je ne me rappelle plus de la date. C'est là bas qu'on a pu convaincre nos frères de faire la coordination des MFUA. C'était entre les accords de Tamanrasset et ceux du Pacte national. On a fait une plate-forme, on a désigné cinq combattants, sous la présidence de Zaabi Sidi Mohammed, pour le FIAA, Cheikh ag Baye pour le MPA, Aghatam pour le FPLA, et quelqu'un pour l'ARLA, et deux personnes du comité de sage, Ammera et moi. C'est ce qui a constitué la coordination des MFUA et on a été à Mopti. Ils nous ont très très bien reçus à l'aéroport. Il y avait ATT. Tout le monde était gentil et content, parce qu'ils ne pensaient pas que la négociation allait pouvoir reprendre tout de suite. C'est pour vous dire que le comité des sages a joué un rôle très important. On leur a donné la plate-forme, en plein congrès, où il y avait tout le monde, la France, les Allemands, la communauté européenne, l'Algérie, le monde entier ! Et c'est là bas qu'on a commencé la négociation. Cela a bien commencé et on a eu un grand espoir. Les médiateurs, les Algériens ont joué aussi un rôle très important, et ils y ont mis des moyens, comme

prendre un avion spécial pour 5 ou 10 personnes, de Tamanrasset à Mopti. C'était un très grand effort, et il y a eu aussi qu'ils ont pris en charge les dépenses du congrès, la restauration...

Malheureusement, quand on voit ce qui se passe actuellement. Mais je pense que tout le monde comprend que c'est parce que le Pacte national n'a pas été respecté par les Maliens. Les MFUA ont beaucoup patienté, ont beaucoup laissé faire, et beaucoup espérer que le Mali arrivera à faire quelque chose, mais presque rien n'a été fait, jusqu'à maintenant où commencent à se constituer un front adverse... Malgré tout, le dialogue est toujours mieux que les armes. D'accord, parfois une cartouche vaut mieux que mille conférenciers. Mais cela ne fait rien, il faut toujours dialoguer.

Après ma libération en 63, je suis resté au Mali, entre le Mali et le Niger. J'ai mon commerce, mes établissements dans ces pays. Pour arriver en Libye, ça a été plus tard toute une histoire. J'ai été au Niger, et j'ai été accusé en 1976 d'un coup d'état. Alors je suis parti du Niger, j'ai tout laissé, tous mes biens, ma famille, je suis parti le 15 mars 1976, le jour même du coup d'état. J'ai été accusé parce que j'étais un saharien, et que ceux qui ont fait le coup d'état étaient des amis, des officiers sahariens. Alors on a dit que certainement M. Chaffy était avec eux, c'est un ami de Sidiould Sidi Mohammed qui est arabe et le cerveau de l'opération... Je suis parti en Mauritanie, chez moi, et je suis resté là bas. J'ai été plus tard en résidence forcée en Mauritanie, à cause d'autres problèmes. Après le coup d'état en 1978, les militaires m'ont libéré, en juin, et c'est là que je suis parti en France, et de là à Tripoli, et c'est comme cela que j'ai pu participer à l'organisation du mouvement, au congrès d'El Homs. A l'époque, il y avait beaucoup de gens, mais ils n'étaient pas organisés, c'étaient les chômeurs. Comme j'étais très bien avec tous, du Niger ou du Mali, ce sont tous mes fils, on a commencé à parler, à discuter, et ils m'ont demandé de voir ce que je pouvais faire pour contacter le guide libyen. Alors j'ai employé mes efforts et il m'a reçu. Je ne le connaissais pas, mais certainement il avait déjà entendu mon nom, à l'époque du coup au Niger, parce qu'on avait accusé la Libye, et qu'on m'avait appelé le cerveau. Il m'a reçu, on a parlé, et je l'ai convaincu d'essayer d'aider les gens. Il n'était pas très disposé au départ, il disait que le Niger et le Mali étaient ses voisins, ses frères, qu'il ne voulait pas rentrer dans leurs affaires, que cela le gênait beaucoup. Mais j'ai essayé de lui dire que ce n'était pas pour leur faire du mal, mais pour essayer de réveiller un peu la conscience humaine chez eux et dans le monde sur la situation des Touaregs et des arabes qui habitent dans l'Azawad et l'Aïr, qui sont opprimés, qui ont la sécheresse, et qui risquent de disparaître complètement. Enfin, j'ai essayé de le sensibiliser, et il m'a donné rendez-vous pour en discuter ensuite. Ça c'était fin 79. Et puis il a été d'accord pour accepter de nous aider, et le 16 octobre 80, il a fait son discours Boubari pour appeler les pays voisins, le Mali, le Niger, à ce qu'ils fassent quelque chose pour les Touaregs. Le congrès s'était déjà tenu, et une organisation était déjà en place. Les Libyens ne nous ont pas donné du tout d'argent, mais ils ont ouvert des camps d'entraînement. Mais quant à l'organisation, ils nous ont laissé faire avec nos propres moyens. Cela, c'est de 79 à janvier 82. Ensuite, c'est après moi. En janvier 82, je suis parti, j'ai été pour faire un deuxième congrès, mais j'ai été arrêté en Algérie, et je suis resté en résidence surveillée à Alger, pendant neuf mois, sans voir personne. Ils ne voulaient pas avoir de mouvement, ils trouvaient que c'était prématuré. J'ai même fait deux grèves de la faim. Ils ont fait leurs enquêtes, ils ont appris beaucoup de choses, et ils ont vu que je n'étais pas en train d'entraîner les Touaregs d'Algérie, et ils m'ont relâché, ils se sont excusés. Mais j'ai pensé qu'ils ne voulaient pas que je retourne en Libye, et je suis reparti en Mauritanie.

Quand j'étais secrétaire du mouvement il y avait des Maliens, des Nigériens, des Touaregs, des arabes. Tout le monde était là. C'était exceptionnel. Tout le monde avait la même idée, et je leur ai toujours dit que s'ils étaient là, c'était pour libérer le pays, ou au moins améliorer la situation saharienne. Le jour où j'ai quitté, en 82, j'ai laissé au moins 12 000 personnes. Après moi, beaucoup de jeunes, comme Iyad ag Ghali, Abderhamane Galla, Moulay, Hassan, beaucoup de jeunes ont suivi, et ils sont arrivés peut-être à 20 000, à ce qu'on m'a dit. Tout le monde était dans des camps, les Libyens ont mis le paquet pour entraîner les gens. Ils n'étaient pas mélangés aux Libyens, ils étaient entre eux. Et tout ce qu'on a dit, que les Libyens sont en train d'entraîner les gens pour faire

une Légion islamique, tout est faux ! Tout est faux ! C'est pour embobiner l'opinion.

Pour la Palestine, je crois que les Libyens ont simplement demandé aux gens s'ils étaient d'accord. Ceux qui l'ont voulu sont partis et les autres sont restés. C'est cela la réalité, malgré tout ce qu'on dit. Certains sont aussi restés dans les camps, d'autres sont partis travailler.

Moi, je n'étais pas d'accord que les gens partent au Liban, et c'est cela qui m'a un peu énervé, parce que les gens sont partis sans que je le sache. On ne m'a rien dit, les volontaires sont partis, c'est tout. Mais ça leur a fait quand même du bien, parce que c'était un entraînement très important, sur le champ de bataille. Et bien qu'ils aient perdu beaucoup d'hommes c'était une expérience. Et à leur retour de Palestine, automatiquement, ils ont été le détonateur de la révolution armée. A cette époque, c'était Iyad qui a commencé à prendre la direction. C'est un très très bon soldat. Il est extraordinaire ! Il a vraiment commencé à diriger à partir du congrès de 1987. Mais je n'étais pas là. Entre mon départ et 87, il y a eu un moment où il n'y avait plus de direction, mais j'étais au courant de tout ce qui se passe. On me contactait souvent, pas pour me demander ce qu'il fallait faire, mais pour m'informer. Je suis devenu un soldat inconnu !

Comment s'est faite la coupure en deux mouvements nigérien et maliens ?

Il y a beaucoup de choses... Des choses qu'il faut dire, et d'autres qu'il ne faut pas dire... Il y a eu une coupure parce que le gouvernement nigérien a contacté les Touaregs et les arabes nigériens à l'intérieur même de la Libye, et on leur a promis beaucoup de choses. On leur a dit qu'on allait leur donner tout ce qu'ils voulaient, qu'on allait les intégrer facilement, qu'on allait leur donner leurs droits. Et comme la Libye n'avait pour objectif de déchirer ces gens là, mais ne voulait que ce qu'ils gagnent leurs droits, elle leur a conseillé d'accepter la proposition du gouvernement nigérien. Alors ils ont accepté, et la plupart d'entre eux est rentrée. Leurs chefs sont rentrés, tous sont revenus. Et ensuite, lorsqu'ils ont réclamé ce qu'on leur avait promis, ils n'ont pas trouvé grand chose. C'était même tout à fait le contraire. Je crois que tout le monde est au courant de ce qui s'est passé à Tchén Tabaraden ! Le massacre de 200 et quelques personnes, d'après ce que j'ai appris. Alors à l'époque, les arabes et les Touaregs maliens sont restés seuls en Libye, et ils ont commencé forcément à préparer tout seuls leur révolution, parce que personne n'est venu leur dire de revenir, leur faire des promesses, comme avec le Niger. C'est comme cela qu'il y a eut la séparation. Mais les Nigériens, avec tout ce que l'on a tué, ont commencé à réfléchir autrement, à revenir aux armes, mais beaucoup plus tard que les maliens.

Et les nigériens, lorsqu'ils ont voulu prendre les armes, le Niger a réussi à les séparer, à diviser les arabes et les Touaregs. Et à prendre les arabes comme milice, pour qu'ils se battent entre eux. Les nigériens ont ainsi réussi à atteindre un objectif très important pour eux. Les arabes ont été embobinés, ont été trompés, et ont commencé à s'entre-tuer, entre eux et les Touaregs, ce qui est vraiment regrettable. Cela fait mal. Cela s'est un peu calmé actuellement, mais provisoirement... Beaucoup de Touaregs au Niger ne veulent pas faire de mal aux arabes, et inversement, mais il y a des gens... Vous savez, dans le monde entier il y a des cons ! Partout, hélas, il y a des gens qui ne comprennent pas, qui ne comprennent que le langage matériel. Alors on leur a donné beaucoup d'aides, de matériel, des armes, et c'est comme cela qu'ils ont pu avoir le courage de se tuer entre eux, de tuer des femmes, des hommes, et c'est vraiment regrettable. Là, le Niger a réussi. Mais au Mali, c'est tout à fait le contraire, ils sont dans le même mouvement, même s'ils ont leur organisation à part, ce que je ne considère pas comme normal. J'étais vraiment contre avant, mais finalement, comme plusieurs fronts tribaux se sont créés, je leur ai un peu donné raison....

Entretien Ibiya ag Sidi, Paris, 28 juin 1994

Je m'appelle Ibiya ag Sidi, je suis né vers 1957, dans le nord de l'Adagh. (...)

En 1963, le pouvoir a réussi à séparer les Touaregs, ce qui a fait que la rébellion n'a pas fait long feu. C'est une révolte qui n'a intéressé que la région de Kidal. Les autres Touaregs n'ont pas été concernés, ceux de Menaka et de Tombouctou ne se sont pas intéressés, certains ne savaient même pas qu'il y avait une rébellion au nord.

L'opposition était même au niveau des tribus de l'Adagh. Vers Menaka ils n'étaient pas au courant et ils traînaient encore des souvenirs de la défaite de Firhun. Ils ne s'en étaient pas encore remis, et ils ne voulaient pas tout de suite intégrer un conflit. Les gens de Tombouctou étaient tous fidèles à Mohammed Ali, et je crois qu'il n'a pas pu recevoir les ordres de mobilisation, ce qui fait qu'ils sont restés à l'écart. Donc ça s'est limité à l'Adagh, et dans l'Adagh, principalement aux familles Ifoghas. Mais il y avait quand même d'autres tribus, et les gens dans l'Adagh n'ont pas tellement été divisés. C'était un petit groupe assez cohérent, assez restreint, qui a pu rester soudé, même après la rébellion.

En 1963, j'avais 7 ans. Mon père Sidi était déjà mort. J'étais avec ma mère et ma grand-mère dans le campement, et comme nous étions dans une zone de rébellion, un jour l'armée est arrivée, elle a tiré sur tout le troupeau, et nous avons été accusés d'être des rebelles. Ma mère et ma grand-mère ont été mises en prison. Moi, j'ai été mis à l'école de force, et c'est comme cela que j'ai commencé à faire des études ! Les autres de l'école me traitaient de fils de rebelle. C'était des gens de la région de Kidal. Parce qu'à l'époque, il y avait une frontière au delà de laquelle il ne fallait pas se trouver. Il y avait une ligne au nord-est de Kidal, à 70 km, et tout ce qui se faisait au delà était rebelle. On a dit à tout le monde de quitter cette zone, car tous ceux que l'on allait y trouver s'exposaient au danger d'être raflés par l'armée. Mais nous, on y était resté, parce qu'on n'avait pas supposé être concernés ! On était dans la région de Boughessa. Presque tout le troupeau a été tué, et le reste s'est éparpillé, personne ne s'en est occupé, et ça a été gaspillé. Je me suis trouvé quasiment seul. J'ai été pris en charge par la cantine scolaire, c'est là que je passais mes vacances, que j'ai passé tout mon temps jusqu'en 68. Jusqu'au coup d'état, c'est là seulement que j'ai pu partir en vacances, retourner chez nous. A l'école, on nous faisait chanter n'importe quoi. On a chanté du Bobo, on a chanté du Bambara, du Songhay, et même du russe souvent, l'internationale, et on chantait l'hymne national du Mali. On chantait des slogans, des chants révolutionnaires. On allait aussi dans des camps de pionniers, des espèces de scouts. On y apprenait à camper ! On apprenait à vivre en groupe, le maniement de certaines armes, l'ordre serré, un tas de choses... C'était un peu paramilitaire.

A cette époque, j'ai vu des exécutions, à Boughessa, et dans la brousse. Au campement, j'ai vu une patrouille, qui faisait des recherches. Ce jour-là, elle a trouvé quelqu'un à chameau, elle l'a poursuivi en voiture. Elle a pu rapidement abattre son chameau et il s'est retrouvé à pied, et ils ont réussi tout de suite à l'attraper, et à l'abattre sur le champ. C'était la première scène que je voyais, j'étais jeune, et je ne l'ai pas oubliée. Mais ce qui m'a beaucoup touché, c'était à Kidal les femmes qu'on faisait travailler de force. On faisait des briques tous les matins, sur un chantier, des briques en terre, et toutes les femmes qui étaient en prison devaient les transporter sur une distance de plus d'un kilomètre. Et les soldats les battaient. Et une fois, une femme a accouché, comme cela, sur le chemin, et les militaires ne voulaient même pas qu'elle s'arrête...

(...)

Après le congrès d'El Homs, le mouvement s'appelait FPLSAC, Front Populaire de Libération du Sahara Arabe Central. Cela a contribué à diviser les gens, car certains ne comprenaient pas pourquoi on voulait nous coller l'étiquette arabe. Il y avait un sentiment de récupération.

Les Maliens n'ont jamais été acceptés officiellement en Libye. C'était sous couvert des Nigériens. Les Libyens n'ont jamais accepté de mouvement malien en Libye. C'est

au Liban qu'Iyad est devenu le chef, et a été confirmé au retour en 82. A cette époque les gens sont dispersés mais ils continuent à discuter, ils continuent à cotiser, mais c'était une action dans la clandestinité. Et à partir du retour du Liban, l'Algérie a été très hostile, c'était la chasse à tous ceux qui reviennent de Libye. Les jeunes touaregs maliens avaient alors une vie impossible. S'ils allaient pas en prison, ils étaient dépossédés de ce qu'ils avaient. Les choses ont changé quand l'ancienne direction a été écartée. Comme les Algériens ne contrôlaient plus le mouvement, ils ont voulu le réduire. Mais des gens arrivaient à passer quand même, contre la volonté des Libyens et des Algériens.

Un autre camp a été ouvert ensuite, qui n'a pas été tout de suite accepté. Des Algériens ont voulu le saboter. Il est devenu une grande cible des services algériens. Il y avait en plus une impossibilité d'aller en Algérie à partir de la Libye, cela devenait de plus en plus compliqué. Certains ont été pris et regroupés dans le sud algérien. Il y avait quelques 300 à 350 personnes. L'Algérie a essayé de rafler tout le monde et ils ont été détenus là pendant six mois, gardés dans un camp pendant six mois et tous ceux qu'on ramassait aux frontières un peu partout on les mettait là. Donc il y a eu un frein en ce qui concerne les départs. Et l'échec de la mission au Liban a aussi un peu divisé les gens. Certains ne croyaient plus en la Libye, ne voulaient plus des Arabes, qui sont plus ou moins hésitants à continuer cette action de cette façon. Donc il y a eu un certain moment d'hésitation. Au Mali, ce n'était toujours pas vivable. En Libye, le travail, pour des gens qui avaient connu la caserne, certaines actions, qui avaient pris l'habitude d'être pris en charge, était difficile. Les gens ont un peu tourné en rond. En 84-85, les gens qui étaient à In Salah ont été libérés et il y a eu un très grand retour. Et cela est devenu très important en 87, où on a fait le congrès en novembre, avec la restructuration du mouvement. Ce congrès a été le moment le plus fort de ce mouvement. C'est là que tout s'est structuré. A partir de ce moment il y a eu des commissions très actives, des cellules ont été créées. Et on a eu finalement une sorte de plan d'action. La Libye n'était pas forcément d'accord, mais elle laissait faire. Il faut dire que le mouvement était issu de gens qui avaient combattu au Liban, et à partir de 86 au Tchad, qui ont d'ailleurs sauvé l'honneur libyen au Tchad, donc la Libye pouvait difficilement aller contre ces gens là. Et aussi, elle ne croyaient pas qu'ils arriveraient à se prendre en charge, à mener des actions sur le terrain, etc. Ce qui a été important pour nous, c'est que nous avons été sous-estimés... Selon leur discours, les Touaregs n'étaient pas capables de mener une action avant cinquante ans au Mali ! En fait il y avait le désir de garder les Touaregs en Libye, mais en temps que Libyens. Et effectivement, en Libye, les Touaregs pouvaient tout faire, accéder à l'armée, accéder à tous les postes, mais une fois qu'ils avaient la nationalité libyenne. Et ils avaient toutes les facilités pour la prendre. Là on a compris aussi que les Libyens voulaient se constituer une force facilement, avec des hommes majeurs, capables de se battre sur tous les fronts, peu exigeants... Il n'était pas question de les envoyer se révolter au Mali, il valait mieux les garder ! Nous étions un plat tout cuit ! Quand on a compris cela, nous savions ce que pensent les Libyens à notre propos, ce qu'en pensent les Algériens, et que notre plus grande chance était que nous sommes sous-estimés ! C'était un atout extraordinaire ! Et là je crois qu'il y a eu un certain nombre de faits qui nous ont permis de faire une analyse. Pas toujours cohérente peut-être mais...

En 88, il y a eu ce vent nouveau de multipartisme en Algérie, et cela a été un pas en avant, qui nous a fait espérer. La dictature algérienne a été plus ou moins vaincue, et nous avions la possibilité de rentrer en Algérie sans être trop inquiétés. Nous pouvions circuler entre le Mali, l'Algérie et la Libye, et c'était un moment favorable. Il fallait en profiter le plus vite possible. Et c'est à cette époque que ceux qui pouvaient désertier, s'acheter une arme ont profité de cette occasion. Donc c'est à partir de là que les premiers éléments sont rentrés au Mali avec une kalach, quelques munitions, des grenades... Ce n'était pas très important, mais ils ont su quand même en profiter. Et ensuite il y a eu le sommet de la Baule, qui a été assez instructif. On s'est dit que la France qui entretient quand même tous ces gouvernements africains vient de tracer les grandes lignes de sa politique africaine pour les années à venir, son désir de démocratisation qui était la condition pour continuer à aider l'Afrique, et donc il est certain qu'il faut anticiper la démocratisation en Afrique. On était suffisamment préparés, bien implantés tant au Mali qu'en Algérie et en Libye,

l'atmosphère politique était favorable un peu partout, cela nous permettait de voyager, de bouger, de transporter n'importe quoi, alors il n'était plus question d'attendre plus longtemps. Donc, le sommet de la Baule a été déterminant dans la prise de décision à mener un combat militaire directement sur le terrain. On a essayé aussi de rencontrer des opposants maliens, certains avaient été en Libye, et on a compris aussi qu'il y avait une forte opposition au gouvernement de Traoré, qu'il y avait un désir de restaurer le multipartisme au Mali, que c'était le combat d'une majorité dans ce pays. Cela devenait un bon cheval de bataille pour tout le monde, cette ambition de libérer le Mali. Et cela attirait la sympathie de tous les Maliens, car c'était l'objectif de tous. Alors c'est là qu'on s'est décidé brusquement, en fin 89, à descendre différents éléments de combattants et à déclencher la révolte. On n'était cependant pas vraiment en lien avec les mouvements démocratiques. On était conscient de la résistance démocratique, on avait des contacts avec les représentants en France, on avait des échos de l'intérieur du Mali, des exigences de certains milieux. Mais on n'avait pas de liaisons directes avec eux. Je crois qu'inversement, on n'était pas vraiment considéré comme des alliés, mais qu'on était craint par les autres. On avait été en Libye, alors on nous considérait comme des mercenaires, souvent comme ayant des préjugés religieux, des racistes, des marginaux, donc il y avait toujours une certaine réticence à nous approcher. Mais ils connaissaient notre existence.

Donc fin 89, début 90, les gens sont descendus. On avait plein de cellules sur place, des petits moyens, un peu d'armes, pas assez, mais suffisamment d'hommes. Les quelques armes qu'on a fait sortir de Libye, ni l'Algérie, ni le Mali, ni la Libye n'ont jamais pu les prendre. Souvent, on a profité des opportunités qui nous ont permis de les transporter jusqu'à Tam, et ensuite de les stocker quelque part au Mali, sans que personne ne le sache. Les gens se retrouvaient au Mali dans les villes au début. Mais il y a eu les premières arrestations à Gao, qui ont obligé tout le monde à quitter la ville. Presque tout l'état major a été décapité à ce moment. Quelqu'un avait parlé. Ce n'était même pas un combattant d'ailleurs. Et ceux qui ont été arrêtés sont tous morts... Mais en fait ce n'a pas été la panique, parce qu'on ne comptait pas sur un groupe donné. Il y avait des dispositions qui prévoyaient que si un groupe était arrêté, un autre continuait. On a souffert de l'accident, mais pour les combats, ça n'a pas eu d'influence. Parce qu'il y avait des petits groupes un peu partout, dans chaque région, dans l'Adagh, à Tombouctou, partout. Bien sûr, on a perdu de l'argent, des armes, à cette occasion. En fait c'est un incident qui a eu des conséquences très positives. D'abord ce n'était pas grand chose, 8 ou 10 millions de Francs CFA, qui étaient destinés à l'achat d'armes. Mais on n'a jamais été sûr que ces armes seraient achetées. Par contre on avait besoin d'un stimulant psychologique, et cela en a été un. Car cela a permis de se dire qu'on avait des armes sur place, qu'on avait une cache importante, et cela donnait plus de courage à tout le monde pour y aller. C'était mieux que de se lancer sans aucun moyen en se disant que c'était un suicide, qu'on allait se débrouiller... Là on pouvait dire aux gens que nous avions quelques moyens, et ils étaient tout de suite tentés de participer. Cette histoire là n'a jamais été claire. On a perdu de l'argent, on ne sait pas ce qu'il est devenu. Mais pour tous, avoir entendu qu'on pouvait acheter des armes, même si on n'en avait pas acheté, ça a été très intéressant, car tout le monde a cru qu'on avait des armes! Parce que les combattants ont besoin de croire à quelque chose, à une force, une capacité d'organisation. Mais quand ils sont venus, et qu'ils ont vu qu'il n'y avait pas d'armes, que cet argent là était passé on ne sait où, qu'on s'était amusé avec, ils se sont trouvés dans une situation où il a bien fallu qu'ils fassent face, et ils ont été contraints de se battre avec les moyens qu'ils avaient, car il n'était plus question de faire demi-tour, et d'annuler l'action! Et si on n'avait pas agi de cette façon, les gens n'auraient jamais eu le courage d'affronter l'ennemi sans aucun moyen. C'est comme cela que c'est parti, avec pas grand-chose. Pas grand chose en fait! Il y avait quelques armes par ci par là, cinq ou six à Menaka, une dizaine à Boughessa, quelques unes à Tombouctou, quelques unes en brousse, mais tout a été vite reconstitué, à partir de l'attaque de Menaka. Heureusement que cette attaque a réussi! Et qu'il n'y a pas eu non plus d'autres échecs, que toutes les attaques ont réussi... A Menaka, ils avaient des armes, et surtout des vieilles, des fusils de chasse, des épées, des couteaux, c'était un peu audacieux, mais il n'y avait que ça à

faire. Heureusement qu'il y a eu Menaka, et trois jours après Tarkint. Là, ça été l'aubaine ! Il y avait beaucoup de choses, une centaine d'armes.

En fait on avait prévu que en six mois de combats il fallait trouver une solution. Et les Maliens sont tombés dans notre stratégie. Six mois, c'était le maximum pour que l'armée ne se retrouve pas, et il fallait faire le maximum de coups d'éclats pour que cela marque, que cela change les mentalités au Mali, et que cela suscite tous les changements en suspens. Et ça a marché ! Les accords de Tamanrasset sont arrivés tout de suite. Il ne fallait pas mener une longue guerre, du type de la guérilla classique, des embuscades par ci, des petits trucs par là, une escarmouche, une attaque. Il fallait mener des actions très énergiques, avec le maximum de résultats.

Pendant ce temps là, moi j'étais un peu pris en otage... ! Cela faisait quatre ans que j'étais à Tripoli, depuis 87. Je suis rentré au Mali pour les vacances. Je devais être affilié à la commission des affaires extérieures, mais j'ai été surpris par les combats. Donc je suis resté sur place, à Boughessa. Je suis resté là jusqu'en septembre. Je n'ai pas participé directement au combat, mais j'ai agi au sein de l'état-major politique. Quand Iyad était à Menaka, moi j'étais à Boughessa. J'ai procédé aux regroupements, aux liaisons. Il fallait établir un plan de coordination, et c'est à cela que je me suis affairé pendant tout le conflit.

L'idée de faire des bases, c'était un pari à réaliser, parce qu'il fallait regrouper des hommes sur le terrain. C'était un peu audacieux. Des hommes non armés, et dans un terrain aussi hostile que les zones du nord du Mali en saison sèche, ce n'était pas évident. Et l'armée savait très vite qu'on existait. Nous à Boughessa, on était à 20 km du poste, et on a été attaqué. Mais puisque tout le monde connaissait le terrain, on s'est dispersé, et l'armée a trouvé la base, mais il n'y avait plus personne... Quand il y a eu de vrais combats sur les bases, comme à Tigharghar, c'était vers la fin, quand on était déjà puissant. Il y avait déjà 200 personnes à Tigharghar quand l'armée a attaqué, et ils avaient déjà des mortiers, des mitrailleuses... Ils étaient suffisamment armés, ils ne craignaient plus rien. Les premières bases, c'était Tedjerert et Boughessa. Après il y a eu Toukcemen, ensuite il n'y avait plus d'eau dans la région. Il fallait choisir un endroit plus vivable, et ça a été Tigharghar. Tout s'est rassemblé à Tigharghar et Tedjerert. Et là il n'y avait plus de risques, c'était des bases qui étaient sûres de résister à toute attaque.

Quand l'armée a attaqué la base de Tigharghar, ils étaient nombreux. Il y avait 28 ou 30 véhicules, et certainement un minimum de 300 personnes. Peut-être jusqu'à 400. Mais ils ne pouvaient rien faire, parce qu'ils étaient repérés dès le départ, et surtout ils n'étaient pas assez combattifs. Ils se basaient à quelques km, ils essayaient de pilonner au hasard. Ce n'était pas efficace. Il n'y a même pas eu de combat sur la base même. Cela a duré 7 jours, mais comme ils n'arrivaient à rien, ils sont repartis.

Après les accords de Tamanrasset, le mouvement se divise. C'est un peu compliqué... Les accords de Tam, c'est l'aboutissement de la démarche de l'ancienne direction du mouvement, avec Iyad. C'est quand même le fruit de 10 ans de combats, qui étaient prévus comme tels, en fait. On ne prévoyait pas un combat plus long, d'abord par insuffisance de moyens, pour aussi des raisons stratégiques, il n'était pas possible de continuer le combat au-delà de ces six mois. Mais il y a eu les nouveaux venus, qui n'étaient pas satisfaits de ce résultat, ou plutôt qui voulaient aussi faire leurs preuves. Et c'était devenu plus facile, parce qu'une force s'était constituée, l'opinion qui s'est faite sur la rébellion touarègue qui s'est faite une renommée, qui a des acquis, et finalement ces nouveaux venus voulaient en profiter. Cela supposait continuer le combat, même s'ils n'étaient pas sûrs d'obtenir plus que ce qu'on avait eu à Tamanrasset. Il fallait quand même qu'ils se fassent une histoire, et le simple fait de contester ce qui avait été fait à Tam leur donnait droit à une certaine audience, les sortait de l'anonymat... Et finalement cela a abouti à ce qui s'est passé. Ils ont fini par accepter d'une certaine façon les accords de Tamanrasset, parce que le Pacte n'a pas changé grand chose à ce qui avait déjà été décidé. L'esprit était le même. Les accords de Tam ont quand même permis à tout le monde de respirer, et puis c'était la porte ouverte à tous pour adhérer. Avant, c'était un mouvement restreint, incertain de ce à quoi on pouvait aboutir, mais finalement il y a eu

un résultat que tout le monde voulait partager, quelque soit la contribution qu'on avait apporté au combat. Chacun voulait en profiter, se sentir concerné, et il fallait se faire un nom. Quelqu'un qui venait d'adhérer au mouvement se sentait un peu frustré de fonctionner avec des gens qui avaient une histoire, qui se sont fait des intimités, qui ont eu un parcours commun. Donc il fallait qu'il se fassent une place dans tout cela et le meilleur moyen d'y arriver était d'essayer de créer une brèche, et peut-être que l'insuffisance des accords de Tam était une brèche toute trouvée. Il fallait montrer qu'ils pouvaient faire mieux, que l'ancienne direction n'avait pas voulu aller jusqu'au bout, et ce sont toutes ces considérations qui ont créé cette dissidence. Mais c'est une dissidence qui a été faite par des gens qui venaient d'arriver, qui n'avaient pas combattu, qui n'avaient pas une histoire véritable dans tout cela.

Certains, comme Ghissa par exemple, étaient dans le mouvement depuis longtemps, mais il est arrivé 20 jours après l'attaque de Toukemen. Il est arrivé après les combats, assez tardivement, alors il avait encore l'ambition de faire ses preuves sur le terrain ! Il voulait prouver qu'il avait des connaissances militaires, qu'il pouvait mener un front aussi bien qu'Iyad et tous les autres. Et cela a aussi été valable pour Abderrahmane Galla, puisqu'ils étaient tous les anciens compagnons de toutes les aventures. Il y avait la considération que tous étaient sortis de la même école, et que si Iyad avait réussi des coups d'éclats, il n'était pas supérieur, tous pouvaient le faire et cela valait la peine d'essayer.

Je ne pense pas personnellement qu'au début c'était autre chose. Ce n'était pas un problème de tribus. Je sais que tous ceux qui ont été en Libye n'avaient pas ce problème de tribus, sauf quelques uns qui n'étaient pas nombreux. Si on peut parler d'intellectuels, ils ont été pour beaucoup dans la division du mouvement. Parce qu'ils ont été absents tout ce temps, et la seule manière d'intégrer le mouvement, c'était de le diviser. Eux aussi ont joué ce même rôle, et leur action a été la plus négative. Ghissa à lui seul par exemple n'aurait pas eu les moyens de fonder un mouvement. Tous ces intellectuels qui sont à la tête des mouvements, des tendances aujourd'hui sont arrivés en 90. Mis à part Brahim et Acheriff, qui étaient là depuis longtemps, surtout Brahim, d'ailleurs, tous les autres n'avaient pas d'autres manières d'intégrer le mouvement que de le diviser. Donc il fallait s'y mettre n'importe comment, utiliser tous les moyens possibles, diviser le mouvement, tout essayer, et s'il fallait passer par le tribalisme, ils passaient par là...

Au début de la division, tout le monde a misé sur Ghissa. Il avait déjà une histoire militaire assez importante, une expérience. Les intellectuels n'ont pas voulu se prononcer tout de suite, alors ils ont utilisé Ghissa. Ils ont demandé pourquoi Iyad a un mouvement, pourquoi on acceptait d'être à ses ordres, et pourquoi ne pas fonder un mouvement, l'occasion est là, et de toute façon, les accords ne sont pas ce qu'on attendait de la lutte. Ils ont minimisé les résultats et ont convaincu Ghissa qui a pris le devant de la scène. mais on a vu avec Ghissa que si c'était seulement un problème de désaccord sur les accords de Tam, ou sur Iyad et sa direction, cela se serait arrêté à Ghissa. Il n'y avait pas besoin d'autres divisions. Mais quelques mois après Ghissa ne suffisait plus, et Galla se disait qu'il ne pouvait pas continuer comme cela avec son petit groupe, qu'il avait les mêmes capacités que Ghissa, qu'il pouvait faire autant que lui. Et ensuite ils ne se sont pas arrêtés là, ils ont été jusqu'aux tribus. Les tribus ont permis aux gens de se mettre en valeur. On a vu des trucs comme le FNLA (Front national de libération de l'Azawad), qui est sorti du FPLA, comme le FILA (Front islamique de libération de l'Azawad), qui est aussi une scission du FPLA, et qui regroupe actuellement les Kel Antsar, même s'ils ne sont pas particulièrement islamiques ! Et comme la base autonome de Timetrin, sortie de l'ARLA. Le FNLA a d'ailleurs aussi éclaté ensuite, une partie se rapprochant du MPA, l'autre du FPLA, mais libre, un peu à l'écart.

Quant à l'idée de l'ARLA d'une révolution sociale, je ne pense pas que ce soit un problème réel. Je ne crois pas à l'existence d'un problème social. S'il s'agissait des responsabilités au niveau de l'ancienne direction, il n'y a jamais eu de distinction. En fait il n'y avait pas d'Ifoghas dans l'ancienne direction, à part Iyad et quelques uns. C'était une direction d'une trentaine de personnes et il y avait trois Ifoghas. Toutes les tribus étaient donc là. Mais à partir de 90, on a été tellement pris par cela, qu'on a voulu éviter les susceptibilités et on a été plus ou moins détachés de la direction, on a accepté d'être

mis à l'écart. Donc ça n'a jamais été un problème. Ce problème Imghad, ce sont des gens qui veulent se valoriser, s'affirmer à travers leur tribu, qui sont en besoin d'audience. Leur complexe vient qu'ils ne se sont pas investis dans la lutte, et pas du tout parce qu'ils viennent des couches inférieures de la société. Pourtant, c'est un mouvement qui date d'une dizaine d'années. Tout le monde a eu la possibilité de venir, tout le monde a été contacté, informé. Mais ils ont toujours dit qu'ils ne croyaient pas à cela, que si on était soutenu par la Libye, ils pouvaient venir, mais que si c'était une action suicidaire, ils ne pouvaient pas, etc.... Cela a été l'attitude des intellectuels pendant longtemps. Mais à la signature des accords de Tam, la preuve a été faite qu'on peut toujours aboutir à quelque chose... !

**Enregistrement effectué par Mohammed ag Eghless,
sans date, auprès d'un ancien gommier de 1963, Adrar des
Ifoghas.**

Quelles sont les causes de la rébellion de 1963 ?

Je ne connais pas les vraies raisons de la révolte, mais quelques éléments essentiels. Je pense que c'était en septembre 62 que les choses ont commencé. Il y avait un Ifoghas du nom de Bachar qui s'est rendu dans un campement des imghad dans la région de Tekankant à Edjerer et il a accusé un des imghad d'avoir volé un mouton. Et l'amghid avait répondu qu'il ne l'avait pas fait. L'Afaghis l'a fait alors marcher sur le feu. Et comme l'amghid a traversé le feu sans être brûlé, l'Afaghis s'en est étonné et lui a dit qu'il devait avoir un gri-gri contre le feu. L'amghid lui a répondu que non, et que c'était seulement une démonstration qu'il n'avait pas volé le mouton. L'Afaghis lui a dit qu'il ne voulait rien savoir, et qu'il devait rembourser le mouton. L'amghid s'est alors exécuté. L'Afaghis est parti avec son mouton. L'amghid s'est alors rendu à Kidal, il a porté plainte, et l'autorité malienne a envoyé les goumiers chercher l'Afaghis. Ils se sont rendus dans le campement de Bacher, l'ont pris et sont partis. Le soir venu, ils se sont arrêtés dans le campement du grand marabout vénéré Abdullah, se sont installés. Le soir Bachar a comploté avec un captif à qui il a demandé de tuer le gommier qui venait le chercher. Le soir un des goumiers s'est rendu à un tam-tam à côté et l'ancien captif l'a suivi jusqu'au moment où il s'est retiré de côté avec une femme. Il est alors venu le surprendre et lui a donné un coup de hache. Ce gommier s'appelait Rallo. Le deuxième gommier, qui s'appelait Rahman, est resté à côté des chameaux et des selles. Il s'étonnait que son ami ne reviennent pas et s'est saisi de deux armes. Il s'est mis sur ses gardes jusqu'au matin. Au petit matin, lorsqu'il a vu que son ami ne revenait pas, il s'est rendu aux iswad, c'est à dire au Tam-tam. Là il a découvert le premier gommier presque mort. Il a demandé l'aide de jeunes de gens du campement. Il l'a mis sur un chameau jusqu'à ce qu'il arrive près d'une mare et s'est installé là. Il a donné un de ses chameaux à un amghid à qui il a demandé de porter la nouvelle à Kidal. L'envoyé est arrivé à Kidal dans l'après-midi. Moi-même j'étais présent, et on nous a demandé d'aller tout de suite sur les lieux. Nous sommes partis au chevet du blessé. Avec l'infirmier, nous l'avons ramené au dispensaire de Kidal, alors que le reste des goumiers est allé à la recherche de Bachar. Ils sont allés d'abord dans le campement où les choses s'étaient passées, et là, on leur a fait savoir que ce n'était pas Bachar qui avait frappé le gommier, mais un captif. Ils sont allés à la recherche des deux, et les ont ramenés l'un après l'autre, Kano le captif, et ensuite Bachar. Ils les ont maltraités, puis ensuite jugés. Bachar a été envoyé à Gao, et Kano a purgé sa peine à Kidal.

Ça, c'est une des raisons de la rébellion. Une autre raison aussi est une bagarre qui s'est passée entre les goumiers Ahioya et Bania Maïga et des jeunes Ifoghas, dont Elladi ag Alla et Toutakan. Les deux goumiers étaient partis pour le recouvrement de l'impôt et c'est au cours de cette tournée qu'ils ont rencontré Elladi et son cousin Toutakan et ils leur ont demandé leur part d'impôt. Les deux jeunes ne voulaient pas le payer, ou n'avaient pas sur eux les moyens de le faire. Les goumiers les ont alors menacés. Le gommier Ahioya a dit à Elladi : "Toi, tu as une grosse tête, tu mérites que l'on te décapite, comme ce que l'on a fait à ton père". Cela a beaucoup choqué Elladi. Alors, quand ils ont vu que les goumiers laissaient leurs chameaux, leurs bagages, leurs selles et leurs armes, le soir, et qu'ils partaient dans un campement à côté pour assister à des festivités, les jeunes gens sont revenus à leur insu pour se saisir de leurs armes, et de leurs chameaux, et sont partis avec. Quand les goumiers sont revenus, ils n'avaient plus rien. L'un d'eux, Ahioya est parti à pied pour prévenir Boughessa, et ensuite envoyer un télégramme à Kidal pour prévenir de l'incident. On a envoyé beaucoup de goumiers à la recherche des jeunes gens. Un groupe est parti sur Boughessa, un autre est parti voir l'amenokal Zeyd. Ce dernier leur a dit qu'il allait s'en charger, et qu'ils n'avaient qu'à

retourner à Kidal. Donc Zeyd a pris la responsabilité de régler le problème, il a fait savoir aux gnomiers qu'il valait mieux laisser faire, car s'ils allaient en nombre important, cela risquait de provoquer des bagarres, et cela risquait d'aller très loin. Donc les gnomiers sont repartis, y compris ceux qui étaient partis à Boughessa, et lui, il a envoyé un émissaire chercher Elladi et Toutakan. Ceux-ci sont venus le voir. Une fois Elladi et son compagnon arrivés chez Zeyd, celui-ci leur prend les armes et les chameaux, et les ramène à Kidal. Tout le monde avait donc pensé que l'incident était clos. L'histoire s'est passée au mois de mai 63, et au mois de juin de la même année, un groupe d'homme s'était retrouvé tous ensemble. Au même moment, Zeyd, le chef, s'est rendu en Algérie, ce qui a fait dire à beaucoup de gens qu'il était complice de la rébellion, parce que tout simplement son voyage a coïncidé avec le déclenchement de la rébellion. Zeyd ag Attaher, Ilias ag Ayuba et Sid Alamine ag Echer étaient partis ensemble à Tamanrasset. Une fois arrivés, Zeyd et Ayuba sont partis à Alger alors que Sid Alamine est resté à Tamanrasset. Zeyd et Ilias sont partis par avion vers Alger, mais ils sont passés par Bachar où ils ont été arrêtés, et de là transférés au Mali, en passant par Kidal, et de là à Bamako où ils ont été mis en prison. Le reste du groupe des rebelles se sont attaqués aux chameaux des gnomiers qui étaient regroupés à Farar, à côté de Kidal, et ils les ont tous pris, se les sont partagés entre eux. Puis ils se sont divisés en groupes, certains partant à l'est d'autres à l'ouest, mais ont tous convergé vers l'Algérie. Tout simplement pour partager les chances. Si un groupe était pris, l'autre pouvait s'échapper. Cela a coïncidé avec la présence de Zoubeyba et ses gendarmes à Kidal. Les gnomiers et les gendarmes sont partis à la poursuite des deux groupes de rebelles, et le groupe de Belgacem et ses gnomiers ont poursuivis ceux qui étaient partis vers l'est. Il a rattrapé le groupe qu'il avait pris en chasse près de la colline qui s'appelle Tighadert, en territoire algérien, après Tin Zawaten. Quand ils les ont rattrapé, ils manquaient cinq chameaux. Quatre chameaux appartenaient au baylik, c'est à dire à l'armée, et un appartenait personnellement à un gnomier, du nom de Wadossen. En fait il manquait six chameaux, parce qu'un avait été tué en route pour être mangé par les rebelles, et les gnomiers ont trouvé sa carcasse sur le chemin. Les gnomiers ont donc ramené les chameaux qu'ils avaient retrouvés, et la seule personne qu'ils avaient prise, parce que les autres avaient fui, était un berger, qui a été mis en prison. Je ne sais pas s'il a été exécuté ensuite, mais en tout cas je n'ai plus eu de nouvelles. A mon avis, il a du être tué. L'autre groupe de gendarmes et de gnomiers a poursuivi la seconde partie des rebelles qu'ils ont rattrapé dans la montagne de Tidjim et une bataille rangée a commencé. Ils se sont battus toute la nuit, et au petit matin, les gnomiers et les gendarmes avaient récupéré une partie des chameaux et des armes, des bagages des rebelles. Aussitôt les gnomiers et les gendarmes se sont partagés afin de contourner la colline, versant est et ouest, et en se donnant rendez-vous avant la nuit au sommet. Ceux qui sont partis au nord-est sont arrivés avant le petit jour au sommet de la colline, et ce groupe là qui a arrêté le nommé Awnay, un afaghis. Awnay avait son arme et ses munitions, mais Agham-Agham l'a arrêté par surprise. Après cela, quand ils sont revenus au bas de la colline, ils ont retrouvé le deuxième groupe, qui avait été empêché d'escalader la colline par des rebelles placés au dessus. Un des rebelles, Sid Alamine, les avait vus, et c'est lui qui a tiré sur Ghali, qui était en train de monter sur une pierre pour mieux voir s'il y avait des rebelles devant⁷. Une fois Ghali mort, Sid Alamine, qui ne pouvait plus faire usage de son arme enrayée, a descendu la colline de l'autre côté. Pendant ce temps, les gnomiers et les gendarmes étaient cachés parmi les pierres pour se protéger. Ils sont restés comme cela jusqu'à ce que l'autre groupe qui avait capturé Awnay vienne les retrouver, et leur demander pourquoi ils étaient planqués comme cela. A quoi ils ont répondu que la colline était bourrée de rebelles, qu'ils avaient tué Ghali. Les autres ont répondu que cela n'avait pas de sens de rester couché comme cela, qu'il fallait soit combattre soit partir. Ensuite ils ont sellé les chameaux et ils sont partis. C'est ce même jour qu'ils sont venus nous trouver à Boughessa, et c'est ainsi que la rébellion a débuté.

⁷ [Ibrahim : Ghali, était le père d'Iyad. Pour sa mort, les versions diffèrent. Quand Sid Alamine a tiré, les uns disent qu'ils étaient en train de marcher en file indienne, et que Ghali était devant, et que Sid Alamine l'a pris pour Zoubeyba, le chef des gnomiers. Ce n'était pas à l'arrêt, donc. Sid Alamine n'a pu tirer qu'une seule balle, parce que son fusil s'est enrayé. La version ici parle de deux balles.]

Depuis lors, cela a été le saut qui peut, des attaques tout le temps, des accrochages, des meurtres, etc.

Est ce que toi-même tu as assisté à des attaques ?

Le 23 février 1963, il y a eu la plus grande attaque. De tous les postes, Kidal, Aguelhoc, Telabit, Boughessa, Abeybera, de partout sont partis des contingents vers le nord, à la recherche des rebelles. Nous étions avec le lieutenant Kouloumba. Celui-ci nous a réuni et nous a demandé qu'elle était la solution, nous a dit que nous étions tous touaregs, nous étions censés lui donner du conseil, que nous devrions avoir confiance en lui comme il avait confiance en nous, que nous devrions mourir pour la même cause. On lui a dit que nous ne savions pas tellement qu'elle était la solution, mais ce qui est sûr, c'est que la route de l'ouest était prise, occupée certainement par les rebelles et qu'il ne restait que la route de l'est. Nous avons circulé toute la nuit, jusqu'à deux heures moins le quart de l'après-midi où nous sommes tombés dans une embuscade, qui nous attendait depuis trois ou quatre jours. Moi, j'étais alors dans le véhicule qui a été le premier attaqué, un Power, un véhicule que l'armée française avait laissé en partant. Il y avait aussi le lieutenant, le guide, et le mitrailleur. Il y avait aussi le chauffeur et l'infirmier, donc nous étions six. Quand le feu a commencé, nous nous sommes mis à tirer sans voir nos cibles, sans savoir sur qui. On entendait seulement les coups de feu et on tirait. Les autres, nos ennemis étaient dans des tranchées qu'ils avaient eu le temps de creuser. Nous étions tous couchés à même le sol, sauf l'infirmier qui tirait debout. Il s'est battu ainsi jusqu'à 4 heures, où il a été tué. Le feu a été continu, assez nourri. Les véhicules qui nous suivaient, deux blindés, avaient pris du retard parce que l'un d'eux était tombé en panne. Ils ne nous ont rejoint qu'à 6 heures moins le quart. Dès que les rebelles ont aperçu les deux blindés, ils ont pris la fuite et se sont placés sur la colline au dessus. Les deux blindés ont escaladé la colline et l'un d'eux a abattu deux rebelles. Notre lieutenant, Kouloumba s'est mis dans un des AEM pour poursuivre les rebelles qui se cachaient derrière une grosse pierre que le blindé s'est mis à arroser avec une mitrailleuse. C'était le lieutenant lui-même qui tirait. Quand la bande a été terminée, il s'est mis à la changer, et c'est là que le rebelle lui a tiré dessus et l'a atteint sous le menton. Il est tombé. Ce qui veut dire qu'ils nous ont tué deux personnes, et nous aussi. Ce véhicule, dès que le lieutenant est mort, a fait marche arrière, et les rebelles ont eu le temps de s'en aller. On s'est mis à les bombarder sur le flanc de la colline, et eux aussi nous tiraient dessus depuis le sommet. Nous avons continué le tir jusque vers 10 heures du soir. Les rebelles se sont arrêtés de tirer, peut-être qu'ils n'avaient plus de cartouches. Là nous avons reçu l'ordre de repli. Nous étions censés aller à Tin Zawaten, mais on nous a donné l'ordre de partir à Boughessa. Donc nous avons pris les corps et sommes allés dans cette ville où nous avons passé la nuit jusqu'au matin, et nous sommes revenus le lendemain au même endroit, où nous avons retrouvé les affaires des rebelles, de la viande, des selles, des pioches, des pelles, toutes sortes d'objets qui avaient été abandonnés. Après cela nous sommes repartis à Tin Zawaten, nous y sommes restés trois jours, et après nous sommes revenus encore sur Boughessa. De là, nous avons été divisés en deux groupes. L'un devait se rendre dans le secteur de Menaka. On nous y avait signalé des bandits qui commençaient à piller, de l'insécurité. Donc les gnomiers de Tin Zawaten, Boughessa, Tessalit devaient être envoyés dans ce secteur là. Ils se sont retrouvés à Tedjerert où ils ont installé leur camp. C'est le 9 mars que nous nous sommes rendus à cet endroit et que nous sommes restés là. Depuis je n'ai plus eu de nouvelles de Kidal, et nous sommes restés là jusqu'à la fin de la rébellion.

Est-ce que tu as une idée du nombre de victimes, tant du côté de la rébellion que de celui du gouvernement ?

A ma connaissance, quand j'ai quitté la région, les rebelles n'avaient tué de soldats gouvernementaux que seulement les trois morts dans l'embuscade de Taghliit, sous le commandement du capitaine Hamallah, plus les deux dont j'ai parlé tout à l'heure, dans

l'embuscade de Tin Djinouten, où le lieutenant Kouloumba est mort, et un sixième, un touareg, mort à Telabit, Acheriff, mort un jour avant l'embuscade de Tin Djinouten. C'est tout à ma connaissance du côté du gouvernement. Maintenant, en ce qui concerne les civils que l'autorité arrête et exécute, il y en a beaucoup. Du côté de la rébellion, je ne me rappelle que de Sid Alamine, mort dans un accrochage avec les goudiers du côté de Tinkart, et les deux dont je parlais tout à l'heure.

Les rebelles étaient-ils nombreux ?

Oui, mais on ne peut pas dire à combien ils se chiffraient.

**Entretien avec Hadi ould Hammou, effectué par
Mohammed ag Eghless, traduction Ibrahim ag Litny. Adrar
des Ifoghas, sans date.**

Je dois avoir 48, 49 ans. Je suis né en 1939. Je m'appelle Hadi ould Hammou. Je connais bien le pays, le nord du Mali, où je suis depuis 1961.

Peux tu nous dire les raisons de la rébellion ?

Je ne connais pas tout à fait les raisons, mais la raison que tout le monde avance, c'est une bagarre qui s'est passée entre le jeune Elladi et son cousin Touteka, et les goudiers, parmi lesquels il y avait Ahioya. Ce dernier a insulté Elladi en lui disant qu'on finirait par lui couper la tête comme les colons avaient fait à son père. Les deux goudiers avaient arrêté le jeune Elladi et son cousin, et les avaient amenés à un campement où ils avaient passé la nuit. Les goudiers se sont mis à prier et les deux jeunes se sont saisis de leurs armes pour s'en aller avec. Les gens du campement se sont mis à la recherche des jeunes pour leur reprendre les armes. Les goudiers ont attendu dans le campement. Le lendemain, ils avaient déjà rattrapé Touteka et on l'avait arrêté, et retiré l'arme. Mais Elladi avait pu s'échapper, jusque dans le secteur d'Abeybera, où après il a été rattrapé, il a remis son arme, mais il n'a pas été lui-même arrêté. C'est ainsi que la rébellion a commencé.

Quelques temps après, les rebelles sont tombés sur les chameaux des goudiers. Ils s'en sont saisi et les ont partagés en deux. Un groupe est parti vers l'ouest et un autre vers l'est. Les gendarmes et les goudiers se sont aussi partagés. Un groupe est parti vers Tidjim à la suite des rebelles, et l'autre groupe, dont je faisais partie moi-même, est parti à la suite de l'autre groupe de rebelles parti vers Teradert. Nous avons rattrapé le groupe que nous avions pris en chasse. Nous avons repris les chameaux. Il n'y avait qu'un seul individu avec son arme. Nous l'avons ramené, et sommes partis vers l'autre groupe. Quand nous sommes arrivés, nous avons trouvé que les rebelles avaient déjà tué un homme, Ghali ag Babacar. C'était un brave type des Ireya des Ifoghas, un grand marabout, qui faisait partie des gendarmes de Zoubeyba. Je crois que c'était en 63. Ils avaient aussi arrêté un des rebelles avec son arme. L'autre avait pris la fuite. De là nous sommes allés à Boughessa, et ensuite je me suis rendu à Tin Zawaten avec un autre groupe, et quelque temps après, nous avons ramené de nouveau nos chameaux à Boughessa. Il y avait aussi un goudier qui gardait les chameaux à Tin Zawaten sur lequel étaient tombés les rebelles. Ils lui ont pris d'abord son arme, puis les meilleurs chameaux. Trois nuits après, nous avons été rejoints par tous les goudiers du secteur d'Aguelhoc, qui formaient un grand contingent. Et pendant quelques jours, les rebelles étaient restés aux environs de Boughessa, dans la montagne, ils étaient en train de chercher les chameaux qui étaient avec nous.

Les deux troupes de chameaux, venus de Kidal et d'Aguelhoc étaient dans le secteur de Boughessa. Cela formait un grand troupeau de chameaux, au sein duquel il y avait des goudiers et des bergers. Les goudiers étaient venus en ville en laissant les chameaux à la garde des bergers. Peu de temps après quelqu'un leur a dit d'aller voir si les chameaux étaient toujours là. Ils sont partis, et quand ils sont arrivés, à leur grande surprise, les rebelles s'en étaient déjà saisis. Il y en avait à peu près une cinquantaine. Les bergers étaient partis avec. A leur retour, ils sont venus avertir. Ils n'ont pas pu rattraper le bétail. La question s'est posée de savoir si l'on allait poursuivre les rebelles, mais les responsables ont dit qu'il fallait d'abord demander l'autorisation à Bamako. Au bout de trois jours, la réponse est revenue, et c'est comme cela que tout commence. Voilà le début de l'affaire. A partir de là, Zeyd n'était plus en confiance, et c'est pourquoi il est parti à Tamanrasset et qu'il a été arrêté.

Les gens que Zulbeyba a arrêté, pourquoi les a-t-il pris ?

Pour rien. Il a arrêté le chef des imghad de Zeyd, et c'est seulement pour faire du mal. Zeyd lui a demandé de relâcher son sujet, le chef des imghad, en lui disant qu'il pouvait lui donner tout ce qu'il voulait, des chameaux s'il le voulait, mais de laisser en liberté ce vieux chef. Et Zeyd lui dit : "vraiment, je ne suis plus un chef si je ne suis plus en mesure de protéger mon amghid"

Si on veut résumer les causes de cette rébellion, on peut donc parler des deux histoires de Zeyd et de son amghid, et du gommier Ahioya qui a menacé Elladi de lui couper la tête. Son père s'était fait décapité pendant la période coloniale. Alla avait juré qu'il mourrait sans que son regard croise celui d'un colon ! Il a toujours été un rebelle.

Elladi était un gamin à l'époque, je me rappelle, il était avec nous, quand Ahioya l'a taquiné. Je ne me rappelle plus exactement ce qu'il lui a demandé, sans doute d'aller lui chercher un peu d'eau ou quelque chose comme cela. Et l'enfant ne s'étant pas exécuté, c'est là que Ahioya lui a dit qu'on allait lui faire comme à son père. Ahioya était un gommier touareg des imghad de Bourem.

Pendant cette révolte, j'ai vécu quelques événements. Je me rappelle par exemple de l'épisode où les chameaux ont été enlevés. Les rebelles s'étaient retrouvés au sommet de la montagne de Boughessa, alors que nous étions sur une partie de colline en dessous. Ce jour là, nous nous sommes battus contre les rebelles. Le feu a été ouvert vers 9h, 9h et demi, et il n'a pas arrêté pendant longtemps. Il y a eu beaucoup de rebelles blessés, et ça a été le sauve qui peut. Ils se sont sauvés comme ils pouvaient. Ce jour là, c'était un vendredi, il n'y a eu de morts ni de leur côté, ni du nôtre.

Le jour de la rencontre de Tasindjit, je n'étais pas là. Mais je sais qu'il y a eu plusieurs blessés. Le jour de la rencontre de Ghabeb, il y a eu un blessé rebelle, et un du côté de l'armée malienne. Celui du côté de la rébellion s'appelle Didari. Moi je n'ai pas pris part aux combats après. Ce n'était pas facile. La guerre s'est déroulée dans des conditions très difficiles, et de toute façon la situation n'était pas très bonne.

Il y a eu beaucoup de gens qui ont pris part au combat, je ne peux pas donner tous les noms. Du côté des gommiers, il y avait par exemple Sidati, Miten, Agham-Agham, je ne peux pas citer tout le monde.

Belgacem était le chef des gommiers de Kidal. Parmi les gommiers il n'y en pas qui sont passés du côté de la rébellion, mais certains sont partis à la retraite. Je n'en connais que deux qui sont partis : Oufein, et puis Najim, qui a fui à Tessalit. Oufein lui a fui de Kidal, parce qu'il avait trop peur, paraît-il. On lui avait appris qu'il était menacé, que l'armée voulait l'exécuter comme Belgacem, ce qui a fait qu'il a pris la fuite. Plus tard il s'est rendu en Algérie, il a été voir l'ambassade. L'ambassadeur l'a fait revenir au Mali en lui garantissant la sécurité. Donc il est revenu par Bamako, il a repris ses fonctions, et depuis il sert du côté de Rharous et Menaka. C'est seulement en janvier dernier qu'il est parti à la retraite. Najim est aussi parti se réfugier en Algérie, où il réside toujours.

Lors du jugement de Zeyd à Bamako, le juge lui a dit qu'il avait acheté des armes à Tamanrasset, et lui a demandé pourquoi il les avait amenées, ce qu'il en avait fait, que c'était dans l'intention de provoquer une rébellion. Zeyd a répondu que non, qu'il les avait amenées pour donner aux chefs de fraction, pour qu'ils les conservent et leur donner des facilités pour récupérer les autres armes. Le juge a dit : "si tu a fait cela, tu as averti le commandant de cercle, ou bien un de ces gens au moins devrait être au courant !"

Témoignage du père Jean Poulain, missionnaire des Pères Blancs à Gao en 1990 (octobre 1994)

La presse a commencé à parler du problème touareg au Mali à l'occasion de l'attaque de Menaka, en Juin 1990 et à compter les morts du conflit à partir de cet événement. En ce qui concerne le Niger, c'est à partir de Tchintabaraden. Mais ces attaques avaient pour but la libération de Touaregs qui avaient été arrêtés au cours de rafles antérieures. Des arrestations avaient eu lieu depuis longtemps et des jeunes gens avaient déjà été tués au cours des séances de torture. La première victime, à ma connaissance, fut Jambar.

J'ai rencontré Jambar en brousse. Il était en route pour Kidal. La voiture qui le transportait était en panne et lui-même était malade : il souffrait du foie. Je l'ai ramené à Gao. Quelque temps après, j'ai appris qu'il avait été arrêté en même temps que d'autres jeunes gens, puis on a su sa mort des suites des sévices endurés.

Lors de ma rencontre avec Jambar, Tarabt m'accompagnait. Je la connaissais depuis 1984. Zabeïtou, une amie commune, me l'avait présentée : elle sollicitait une aide pour faire soigner sa demi-sœur, tuberculeuse, qui est morte dans les jours qui ont suivi. Peu de temps auparavant elle avait perdu ses parents, victimes de la famine.

Je l'ai aidée à avoir sa concession et sa maison qui est devenue un pied-à-terre pour les gens venant de la brousse. Tous ces passages ont amené les forces dites de sécurité à considérer cette maison comme un lieu de rendez-vous des rebelles et même comme une cache d'armes.

Ce qui a aussi attiré l'attention c'est le fait que nous allions apporter à manger à un jeune homme de la parenté de Tarabt qui avait été incarcéré au commissariat de police puis à la prison avant d'être transféré au camp militaire.

Après la mort de Jambar, Tarabt me demande de transporter sa veuve dans son campement pour la mettre à l'abri. Puis je conduis Tarabt elle-même et Zabeïtou dans un autre campement.

Peu après survient l'affaire de Menaka. Je suis inquiet au sujet de mes deux amies, ne sachant où elles seront le plus en sécurité. Je me rends donc, de nouveau, au campement où elles se sont réfugiées pour leur offrir de les ramener en ville si elles pensent y être plus à l'abri. Elles préfèrent rester en brousse. Je pars ensuite à Bamako pour le mois de Juillet, conformément au programme que je m'étais fixé.

Au terme de ce mois, m'appêtant à revenir à Gao, je suis informé que l'on m'y recherche. J'apprendrai, plus tard, par un gendarme touareg qu'un mandat d'arrêt a été lancé contre moi sur Gao et Tombouctou.

A Bamako, je demande à être interrogé à la Sûreté pour savoir ce qu'on me reproche. C'est là que j'ai confirmation de l'arrestation de mes deux amies.

Les gendarmes sont allés les chercher là où je les avais laissées. Lorsque leur voiture est entrée dans la vallée où était installé le campement, elles se sont dirigées, confiantes, vers les gendarmes pour leur demander s'ils ne pouvaient pas les ramener à Gao. On imagine leur surprise : elles ne s'attendaient pas à être arrêtées. Je ne leur ai jamais demandé les détails de leur détention. Je ne rapporte que ce qu'elles m'ont raconté spontanément.

Elles ont été retenues à la gendarmerie, ainsi que d'autres jeunes filles telles que

Daoulet, Matadj, Choukouta etc... Elles ont passé tout le temps de leur détention à l'extérieur, dans différents coins de la cour. Les interrogatoires auxquels elles étaient soumises étaient accompagnés de torture, en particulier celle de la "gégène". C'est Zabeïtou qui semble avoir été la plus tourmentée. Elle sortait des séances d'interrogatoire presque inconsciente et crachant le sang : les décharges électriques lui étaient administrées alors qu'elle avait les bras fortement attachées dans le dos à hauteur des coudes ; ce qui avait pour conséquence de provoquer des lésions au niveau des clavicules.

Dans ces conditions on a pu leur faire dire tout ce qu'on voulait leur entendre dire. Les enquêteurs étaient particulièrement intéressés par le problème des armes : où nous les avions cachées, quand nous les avions transportées, à qui nous les avions remises. Car, pour eux, il ne faisait aucun doute que nous étions en lien avec les rebelles. Il s'est même trouvé des témoins pour dire que j'étais présent à Menaka lors de l'attaque !

En perquisitionnant dans la concession, ils ont fait défoncer la dalle des w.c. pour voir s'il n'y avait pas d'armes dans la fosse. La petite Choukouta, placée au sol, le poignard sur la gorge, devaient indiquer où étaient cachées ces fameuses armes. La seule chose qu'il y avait à découvrir était un album de photos qui avait été dissimulé dans le sable de la cour. J'ai eu droit à un long interrogatoire sur l'identité des personnes qui se trouvaient avec moi sur certaines photos.

Après les accords de Tamanrasset, les choses se sont calmées. J'ai pu revenir à Gao. Mes amies ont été relâchées. Les tortionnaires d'hier venaient faire ami-ami chez elles, escomptant peut-être leurs faveurs. Cette situation leur devenait de plus en plus pénible. Elles n'avaient plus qu'un désir, celui de partir malgré l'interdiction qui leur en était faite. Tarabt est partie la première. Deux ou trois jours après la chute de Moussa Traore, j'ai quitté le Mali ainsi que Zabeïtou et des membres de sa famille.

D'autres jeunes filles et jeunes femmes ont été tourmentées. Une jeune femme se trouvait dans le groupe des fusillés après Menaka. Une autre jeune fille a eu particulièrement à souffrir : c'est Zainabou wallet Illas, la fille d'un des rescapés de la répression de 1963. Il ne fait pas de doute qu'on se soit vengé sur elle de la frustration de ne pouvoir s'en prendre à son père.

Rébellion à partir de 1990

Nous, Touaregs du Mali...

Nous, Touaregs du Mali, prenons la liberté d'en appeler à la France et à la communauté internationale afin d'attirer leur attention sur la situation dans laquelle se trouve notre peuple aujourd'hui.

Nous tenons à souligner que notre démarche s'adresse ici en France à la personne de Monsieur le Président de la République, mais qu'elle nous paraît devoir concerner également tous les hommes politiques ainsi que chaque citoyen français, quelles que soient leurs sensibilités ou leurs appartenances, tant il est vrai que notre histoire et nos drames sont étroitement liés au passé récent de la France.

Nos traditions ne nous prédisposent pas particulièrement à lancer des appels au secours mais la nécessité nous impose de le faire au moment où notre peuple est à l'agonie.

REPERES HISTORIQUES

On nous permettra de rappeler d'abord que lors du partage de l'Afrique au début de ce siècle, le Sahara fut la dernière région à tomber aux mains de la colonisation.

Pendant plus d'un quart de siècle en effet, les troupes françaises restèrent aux portes de cet immense territoire avec l'espoir permanent d'opérer une jonction entre ses deux rives. La méconnaissance de la région, sa nature hostile, la carence des moyens de transports, avaient, pour une grande part, retardé l'accomplissement de cette entreprise.

Cependant, même quand ces difficultés furent aplanies, les premières tentatives de pénétration du Sahara furent de cinglants échecs comme l'illustre, en particulier, le sort tragique de la mission Flatters.

L'armée coloniale devait progressivement reconnaître qu'un obstacle majeur, le facteur humain, n'avait pas été envisagé.

Ce désert, d'apparence vide, abritait des hommes qui, au fil du temps, s'y étaient adaptés, en avaient fait leur pays, et entendaient bien le défendre.

Depuis la nuit des temps, nous avons couvert de notre écriture, les Tifinagh, ses grottes, ses rochers et ses puits.

Les militaires français durent convenir qu'ils se heurtaient à une armée de guerriers courageux et bien organisés.

Cependant, la supériorité des armes à feu sur nos lances et nos sabres, la loi du nombre, la coalition des troupes coloniales avec nos voisins et bien d'autres raisons encore se conjuguèrent pour entraîner notre défaite après de sanglants combats, Tit dans le Hoggar, Tombouctou, Anderamboukane dans l'Azawagh, Tadmout dans l'Aïr.

Même la paix établie, certains d'entre nous continuèrent la lutte, préférant la mort à la soumission (ainsi Fihroun ag Alinsar dans l'Azawagh, Allah ag Albacher dans l'Adrar des Ifoghas, Attisi dans le Hoggar, Kawsen dans l'Aïr et d'autres encore dont l'Histoire a oublié les noms).

Ainsi fut conquise notre patrie, le Sahara central.

Pour s'assurer du caractère définitif de notre défaite, on prit soin de nous désarmer et on divisa notre terre.

Comme vous le savez, le point de rencontre des troupes descendant de l'Afrique du Nord et de celles montant de l'A.O.F. devait devenir une frontière partageant notre territoire, le contact entre les deux armées s'opérant dans une tension très vive opposant les troupes d'Afrique Française à celles qui, parties du Nord, comptaient bien étendre la surface de l'Algérie.

Cette ligne, fruit du hasard, matérialisa pour nous l'ordre colonial, même si, ne faisant que séparer deux administrations différentes de la même République Française, elle permettait encore notre nomadisation.

A partir des années 1920, la paix coloniale nous donna une ère de relative prospérité. Notre peuple fut bien traité et respecté par les autorités militaires françaises. Le mythe des "hommes bleus", né de l'immensité même du désert, de la méfiance mêlée à une certaine admiration de ses habitants, avait été très largement entretenu et développé par les anthropologues et les écrivains.

Peut-être commençait-on à comprendre que nous étions dépositaires d'un mode de vie, d'une culture et de valeurs dont la disparition aurait amputé l'humanité d'une partie de ses données de référence.

Ainsi notre société fut-elle étudiée attentivement sans devoir souffrir une altération du fait de la faible densité de la colonisation.

Ceci explique également que la scolarisation de nos enfants, envisagée dès le début de la conquête, n'ait commencé qu'en 1947.

Mais cette situation, si elle nous avait permis de garder intact notre système traditionnel, empêcha l'adaptation de notre mentalité aux nouvelles données du monde moderne.

Ainsi ne fûmes-nous pas concernés par la seconde guerre mondiale ni par les mouvements d'indépendance qui, immédiatement après, agitèrent l'Afrique.

A partir de 1958, nous avons constaté le départ progressif des troupes françaises vers l'Algérie sans comprendre sa signification; il nous a été nécessaire d'attendre leur retrait total de notre territoire et leur remplacement par d'autres, dont nous ignorions l'existence, pour entendre prononcer le mot d'indépendance.

Nous sûmes, hélas, rapidement, que cette indépendance n'était pas pour nous, et nous nous demandons encore aujourd'hui, avec amertume, pourquoi la France, rendant sa liberté aux peuples d'Afrique de l'Ouest, avait omis la nôtre, choisissant de la confisquer et de nous livrer ainsi à une nouvelle colonisation.

Sur quelles raisons historiques, politiques ou humaines pouvait s'appuyer une semblable décision? Pourquoi disposait-on, avec les conséquences tragiques que nous subissons encore aujourd'hui, de notre destin?

L'ex-Soudan français accédait à l'indépendance sous le nom de République du Mali. Ses frontières tracées depuis le début de la colonisation de la façon que l'on sait, le nouvel état malien étendait sa souveraineté sur notre territoire par la simple logique du système colonial.

Brouillée avec l'ancienne métropole dès les premiers jours de son existence, la jeune république malienne dépêcha des troupes vers ses frontières du nord pour s'assurer de l'évacuation effective de ces régions par les militaires français.

Dès leur arrivée, les soldats maliens se distinguaient de leurs homologues français par une attitude hostile, comparable à celle d'une armée en pays ennemi. Actes odieux sur la population, viols, réquisitions des chameaux, interdiction des échanges caravaniers, lourdes taxes sur le bétail, humiliations publiques des chefs coutumiers...

Ces mauvais traitements répétés ne pouvaient qu'engendrer un mécontentement dont l'aboutissement fut le soulèvement qui éclata en 1962 dans l'Adrar des Ifoghas.

Equipée de blindés soviétiques, encadrée par les officiers qui avaient participé aux campagnes de France, d'Indochine et d'Algérie, l'armée malienne entra en action contre nous.

Dans le même temps, le président du Mali, Modibo Keita, fort de son succès diplomatique dans la réconciliation de l'Algérie et du Maroc après les incidents frontaliers qui les avaient opposés, obtint de ces deux pays leur appui dans la constitution d'un front commun anti-touareg, nous décrivant auprès d'eux comme des nostalgiques de la colonisation.

Cet accord nous coupait toute retraite vers le nord et laissait les mains libres à l'armée malienne pour nous écraser par une impitoyable répression.

Exécutions sommaires et publiques quotidiennes, incinérations des campements à l'essence, minage et empoisonnement des puits, extermination du bétail à la mitrailleuse lourde furent notre seul horizon.

Personne ne tenta d'arrêter ce massacre ni même ne revendiqua l'honneur de dénoncer le génocide d'un peuple qui luttait pour sa survie.

La France resta silencieuse.

Cette guerre chassa beaucoup d'entre nous vers les localités des frontières algériennes où ils durent se sédentariser. Les grandes sécheresses des années 1970 et 1980, en décimant nos cheptels, accentuèrent ce processus. Ces calamités naturelles furent d'ailleurs sournoisement utilisées comme arme politique par le gouvernement malien pour essayer d'en finir avec nous.

Notre migration bénéficia d'un accueil favorable en Algérie après le changement de régime intervenu en 1964. Ce pays répondait par une fin de non-recevoir aux demandes pressantes du gouvernement malien de nous rapatrier afin d'obtenir une aide internationale en exploitant notre drame.

Cette attitude fut aussi celle de la Lybie après les sécheresses des années 1980. Nombre d'entre nous, y travaillant, purent, grâce à des emplois salariés, gagner assez d'argent pour

reconstituer partiellement leur cheptel et reprendre une vie décente.

Cette période de répit fut, malheureusement, de courte durée.

Le Mali et le Niger de Kountché avaient toujours vu d'un mauvais oeil notre expatriation vers le nord et surtout en Lybie. Nous étions désignés comme étant les agents manipulés par le colonel Khaddafi en vue de déstabiliser le Sahel, la guerre frontalière du Tchad était un argument précieux pour nous assimiler aux Toubous et duper de manière habile l'opinion occidentale en se faisant passer pour menacés.

Ceci permettait d'une part de recevoir une aide économique pour équiper des armées, d'autre part de justifier toutes les exactions dont nous étions l'objet sur ces deux territoires.

Au Mali, nous sommes considérés comme des citoyens de seconde zone, bons uniquement à payer de lourds impôts et à se débrouiller seuls pour vivre exclus autour des villes et des villages. Notre fonction devient d'attirer la curiosité des touristes et l'aide internationale qui constituent la plus grande partie des ressources du Mali.

Le temps a prouvé maintenant que ce pays n'a aucun désir de nous intégrer. Depuis l'indépendance, aucune réalisation n'a intéressé notre région et certains postes à responsabilités nous sont toujours fermés (aucun Touareg n'a accès, par exemple, à l'école des officiers).

Le Mali, comme le Niger, a choisi de nous combattre à cause de notre différence culturelle. Nous devenons, chaque jour un peu plus, étrangers sur notre propre terre, à la merci des abus de toutes sortes, un peuple qui meurt.

Nous n'avons plus le droit de parler notre langue et nos enfants sont contraints d'apprendre celle des autres, nos traditions sont bafouées et notre jeunesse incitée à les mépriser, nos filles sont à la merci de la soldatesque malienne et beaucoup ne dépassent pas la quinzisième année sans être mères puis abandonnées à la misère.

Nos biens et nos animaux sont saisis et leurs propriétaires emprisonnés pour le franchissement de frontières imprécises.

Nos aires de pâturage sont piétinées et détruites pour nous réduire à la misère.

Est-il nécessaire de rappeler à la France que nous avons une culture, une histoire, une langue, une écriture et que nous avons, jadis, un pays ?

Devons nous disparaître pour qu'éclate enfin dans le monde le scandale de l'injustice qui nous est faite ?

Avons-nous tort de vouloir vivre encore selon nos coutumes et notre culture ?

Est-ce un crime de nomadiser pour vivre ?

1960-1990, trente années d'indépendance qui ne sont pour nous qu'un cauchemar. Pendant cette période nous n'avons connu que l'administration militaire, la loi du fusil, le mépris, l'injustice et la haine.

CE QUE NOUS VOULONS...

Par cette lettre nous vous lançons un appel désespéré, nous savons que vous pouvez user de votre influence auprès des pays qui nous persécutent pour faire que cela cesse et défendre ainsi les principes fondamentaux gravés aux frontons de vos édifices publics.

Le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats trouve ses limites lorsque ces Etats violent chaque jour les droits élémentaires reconnus à tous les peuples.

Dans les événements actuels, le Mali dévoile la véritable politique dont il a toujours usé à notre égard: identification par la couleur de la peau, interdiction collective de circuler, maquillage des actions de nos populations désespérées en opérations de banditisme ou en exactions de mercenaires à la solde d'on ne sait quel complot international, étouffement de la vérité et de l'information pour mieux exterminer des populations innocentes, exacerbation de haines raciales ou tribales...

Nous refusons d'être considérés comme la minorité blanche du Mali. Nous revendiquons pour notre peuple le même droit à l'existence que chacune des multiples minorités qui, à elles toutes, forment le tissu social de ce pays.

Nous refusons l'image de vendeurs d'esclaves et de pillards que l'on continue à donner de nous et dans laquelle on voudrait nous enfermer pour dresser contre nous les citoyens

maliens: au temps révolus de l'esclavage, les autres ethnies du Mali, qu'elles soient Bambaras, Songhaï ou autres, ont autant possédé de captifs que les Touaregs, qui, aujourd'hui, n'en ont plus, comme elles.

Nous souhaitons que face aux Etats qui nous oppriment aujourd'hui et qui ont la mémoire assez courte pour oublier ce qu'ils revendiquaient hier, la France, elle, nation chargée d'histoire, reste fidèle aux principes pour lesquels elle a versé tant de sang.

Mais votre pays doit savoir qu'on ne résoudra pas nos difficultés en nous venant en aide par des actions contre la faim. Nous refusons cette politique de l'assistanat dans laquelle le Mali végète. Nous avons des moyens suffisants pour vivre et la connaissance parfaite de notre environnement, et plus que jamais aussi, la volonté, l'énergie et la détermination de nous prendre nous-mêmes en charge.

Nous ne demandons pas autre chose que de bénéficier de garanties reconnues à tous les autres peuples. Ce qui nous manque, et que nous revendiquons, est la liberté de pouvoir disposer de nous-mêmes pour assumer notre destin.

Ceci ne peut se concevoir sans un espace qui nous soit internationalement reconnu, par conséquent inaliénable, sur lequel nous pourrions exercer notre mode de vie nomade, élever nos enfants dans notre propre culture. Sur cet espace nous désirons pouvoir bâtir des villages quand la nécessité de la sédentarisation s'imposera, des villages avec des écoles où notre langue et notre histoire seront enseignées comme celles des autres peuples.

Nous ne souhaitons, en aucune manière, attenter à la souveraineté des états voisins, ni encore moins nuire aux intérêts de la France dans cette région. Nous en appelons à la France, acteur d'abord, témoin ensuite de notre drame et nous aimerions qu'elle sache notre détermination inflexible à retrouver la liberté et la dignité sans lesquelles nous sommes de ceux qui n'ont plus rien à perdre.

Nous demandons :

- la cessation immédiate des massacres des civils par l'armée malienne,
- la reconnaissance par l'état malien des faits de guerre et dans ce contexte, le respect des conventions internationales,
- une force d'interposition neutre le long de la frontière naturelle que constitue le fleuve Niger, et ce jusqu'à l'examen et le règlement de la question touarègue aux Nations Unies et au sein des instances internationales concernées,
- l'intervention rapide d'organismes humanitaires auprès des populations civiles que l'armée malienne prive de tout secours depuis le début des hostilités,
- la suspension de toute aide de la France, de la Communauté Européenne et des autres partenaires à la république du Mali, qu'elle utilise actuellement surtout pour acheter les armes qu'elle emploie contre sa propre population.

Harassé de provocations, meurtri d'indignation et d'injustices, notre peuple a choisi de se défendre même au prix d'un suicide collectif.

Nous ne savons pas échanger notre honneur contre la vie dans la dépendance. Entre deux façons de mourir, nous avons toujours choisi la plus digne.

Nous supplions la France, pendant qu'il en est encore temps, d'user de son influence pour qu'on nous reconnaisse le droit à l'existence.

Mesurant les conséquences qu'entraînerait un long conflit dans cette région pour les uns et les autres, nous espérons que la France voudra bien prendre au sérieux notre désespoir afin que la raison et la paix l'emportent sur la haine et la guerre.

Procès verbal de la rencontre entre délégations à Tamanrasset du 10 au 12 octobre 1990

L'an mil neuf cent quatre vingt dix, le 12 octobre à deux heures a eu lieu à Tamanrasset : la cloture de la rencontre entre la délégation malienne (chefs de fraction et responsables touaregs) et la délégation du mouvement appelé Mouvement Populaire de l'AZAWED - MPA sans revendications territoriales) à propos des initiatives de RECONCILIATION et de PAIX tendant à résoudre la situation qui prévaut dans le nord-est du Mali depuis juin dernier. Cette rencontre a été présidée à l'ouverture et à la fermeture par le Ministre Algérien de l'intérieur. Elle a permis à la délégation des notables touaregs venus du Mali de rencontrer ses frères, de les écouter, d'enregistrer leurs doléances et d'assurer de la disponibilité des autorités centrales maliennes pour promouvoir la paix, l'entente et les actions de développement dans les régions concernées.

Les doléances du MPA ont été annexées au procès verbal pour transmission aux autorités centrales à Bamako.

La délégation des chefs et cadres touaregs venus de Bamako et celle du MPA remercient les autorités algériennes pour leur chaleureuse hospitalité et pour les efforts louables qu'elles ont déployé pour organiser la présente rencontre

Le Chef de la Délégation du MPA
Sidi Mohamed ICHRACH

Le Chef de la Délégation des
Chefs et Cadres Touaregs du Mali

QUESTIONS LIEES AU BREF DISCOURS DE SICAYE Ag EKAWEL

Ichrach : Vous avez dit que le Président vous a donné l'assurance qu'il essayera de régler les problèmes actuels. Est-ce que cela veut dire que le Président TRAORE a compris qu'il y a des problèmes? Autrement est-ce que le problème Touareg est, aux yeux du gouvernement malien, un problème réel et non "supposé" comme l'a affirmé le Général-Président à son retour des USA? Vous avez dit aussi que vous avez élaboré un programme à long terme, pouvons-nous connaître les grandes lignes de ce programme?

Sicaye : Le problème Touareg est économique et est commun à tous les nomades (Tamacheq, maures, peulh, etc).

Ichrach : Et le problème politique? Racial et civilisationnel ?

Sicaye : Il n'y a plus de problèmes politiques depuis la naissance de l'UDPM. Quant aux autres que vous citez, je n'en ai pas connaissance. Les grandes lignes du programme sont les suivantes :

- régler la situation des emprisonnés et de ceux qui ne peuvent plus vaquer à leurs occupations quotidiennes.
- prendre contact avec vous afin d'entendre vos revendications
- garanties des décisions que nous serons amenés à prendre (une commission spéciale s'occupera de leurs applications).

Ahmadou HAMZA : Vous avez dit qu'il n'y a pas de problèmes spécifiques aux Touaregs. Cela me semble relever de l'ignorance car depuis 1963 et même avant, les Touaregs et tous les blancs sont persécutés au Mali. Même vous, vous n'êtes pas libres. La preuve c'est que vous avez tous été arrêtés sans aucune raison.

Ibrahim MOAZ : Combien les soldats maliens expliquent-ils les massacres d'enfants,

de vieux et de femmes dont certaines ont été dépouillées de leurs bijoux ?

Ichrach : Je pense qu'il ne faut pas nier ce problème car tout le monde connaît la situation. Si les Touaregs sont des citoyens comme les autres, comment expliquez-vous l'arrestations de cadres touaregs dans des régions qui n'étaient nullement concernées par les combats? Ainsi des cadres ont été arrêtés à Bamako sans aucune accusation.

Intalla : Je peux vous dire que le président n'était pas au courant de certains faits et quand il les a appris, il a ordonné d'y mettre fin. Depuis, il n'y a plus d'exactions.

Al Hadji : Nous venons d'arriver des zones de combat et nous avons vu l'armée malienne brûler des campements, abattre de sang-froid tout ce qui bouge (personnes et animaux). Je pense s'il a donné des ordres les officiers sur place ne les ont pas encore reçus.

Après ces questions on a décidé d'examiner les doléances présentées point par point.

1 - Démilitarisation des 6ème et 7ème régions :

Sicaye : L'armée ne peut pas évacuer les postes actuellement occupés mais suivant une nouvelle loi, elle ne se chargera plus que des tâches de défense, l'administration revenant aux civils.

Ahmadou H. : Vous savez bien que l'Algérie n'est pas l'ennemie du Mali. Donc, si le Mali concentre des troupes aux frontières c'est pour nous contrôler nous les Touaregs et non pour défendre sa frontière contre un pays ami dont il n'a rien à craindre.

A. HAMATO : Le Mali est entièrement couvert par des zones de défense; Nos régions ne peuvent pas faire exception;

Allady : Nous sommes des envoyés et nous ne pourrions pas dépasser les limites de nos compétences. Vous savez bien que la paix ne peut revenir que si l'armée malienne se retire de ces régions car c'est elle qui y a toujours créé des problèmes aux populations civiles. Tous les points inscrits doivent trouver une solution sinon il n'est pas nécessaire de discuter plus longtemps.

Younes : Les Sahariens ont toujours vécu sous administration militaire. Vu les moyens très limités de notre pays, le Mali peut bien s'entendre avec l'Algérie et démilitariser cette région. Ce n'est pas impossible.

Al Hadji : Vous avez dit que beaucoup de postes ont été démilitarisés, qu'avez-vous remarqué comme changement positif après cette "démilitarisation"?

Ichrach : Je pense que cette question ne peut pas être acceptée, aussi passons aux suivantes. Nous pourrions toujours revoir nos positions ensuite.

2 - Amnestie des détenus :

Sicaye : La question n'est pas claire; de quels détenus il s'agit ?

Ichrach : Il s'agit de tous les détenus, civils ou militaires, arrêtés depuis le début de la guerre.

Sicaye : Leur libération dépend du cessez-le-feu; dès que le cessez-le-feu sera devenu effectif, ils seront tous libérés.

Al Hadji : il faut engager la procédure de réinsertion dès que les deux armées auront

occupé des positions fixes.

Sicaye : pour cela nous aurons besoin de savoir exactement le nombre de sordats dont vous disposez.

Al Hadji : c'est la 2ème étape du processus. Avant il faut régler le point 1 ci-dessus.

Intalla : nous, nous pouvons juste demander aux troupes en patrouilles de ne plus quitter leurs bases mais ne pouvons pas garantir un retrait des postes existants auparavant.

Sicaye : je propose de nommer un officier malien et un des vôtres qui se chargeront d'arrêter ces modalités sous supervisions algériennes.

Al Hadji : cela ne peut être possible que si tous les soldats maliens se trouvent consignés dans la ville de Kidal durant toutes les négociations.

Allady A : je propose que les troupes maliennes évacuent les postes de Tin Zawaten et Boughessa qui seront sous la responsabilité de nos troupes et cela afin de faciliter le déplacement des négociateurs.

Baye T : l'armée malienne doit se trouver derrière une ligne Tessalit-Kida.

Ahmadou H : je propose :

- le retrait des troupes nouvellement arrivées dans la région
- stationnement des nôtres et déclaration du cessez-le-feu
- nous choisirons alors le pays ou parties qui peuvent garantir le cessez-le-feu.

Intalla : le gouvernement ne peut pas comprendre qu'on lui demande de retirer ses troupes en pleine guerre.

Baye Hassan : nous aussi n'avons pas fait la guerre pour revenir au point de départ. Si nous faisons des concessions, il faut que vous en fassiez aussi.

Suspension de séance qui a permis à notre délégations de se concerter et de faire la proposition suivante, lue par Ichrach.

Ichrach : nous proposons de stationner les soldats maliens sur une ligne allant de Tessalit-Adjelhok-Kidal-Menaka-Adaramboukan. La route reliant ces localités sera une frontière qu'aucune des armées ne devra franchir.

Sicaye : Je propose de déclarer le cessez-le-feu puis de nommer des responsables militaires qui prendront en charge ce problème.

Ichrach : Je constate que vous vous accrochez à ce point. Dans notre esprit, le cessez-le-feu ne peut être ordonné que si nous avons la promesse que tous les points soulevés ici trouveront une solution ou bien si nous parvenons à un accord immédiat. Je ne vois pas pourquoi nous décrèterions un cessez-le-feu.

Al Hadji : Je suis tout à fait d'accord.

3-Relevé des responsables administratifs :

Sicaye : ce problème est réglé car selon la nouvelle loi sur la décentralisation, les responsables administratifs seront choisis par la population elle-même. Les arrondissements seront transformés en commune rurale dont les responsables seront élus. Cette loi sera expérimentée dans les deux régions de Tomboutou et Gao.

Ichrach : quelles seront les attributions des Conseils Communaux ainsi élus? et quelles

seront leurs compétences?

Sicaye : Les C.O. sont autonomes du point de vue développement local. Ils sont aptes à faire appel à des investisseurs étrangers pour financer leurs projets.

Al Hadji : je reviens sur le premier point pour dire que nous demandons que l'armée soit consignée à Kidal durant toute la période des négociations.

Sicaye : je propose que les troupes restent sur leurs positions actuelles et que les patrouilles s'arrêtent.

Le Consul : cette question étant assez délicate, je vous propose de voir les autres points et on y reviendra ensuite.

Sicaye : d'accord.

Ichrach : oui, c'est une bonne idée.

4 - Postes Ministériels à octroyer à nos régions :

Sicaye : je propose plutôt la création d'un SC Conseiller près du Président chargé du développement des deux régions Sahariennes. Quant aux autres postes, vous savez que le gouvernement malien compte 18 postes est-ce qu'il vous paraît juste d'en avoir 06 pour les régions du nord seules ?

Baye T : nous réclamons ces postes en connaissance de causes et n'empêchons pas à nos autres concitoyens d'en faire autant. Nous maintenons nos revendications sur cette question.

Ahmadou H : oui nous les maintenons.

Sicaye : d'accord nous les transmettrons à qui de droit.

5 - Multipartisme :

Sicaye : vous savez que le multipartisme a été rejeté par le dernier congrès du Parti. Beaucoup de gens le demandent mais le Parti ne l'a pas accepté.

A. Hamato : c'est le peuple lui-même qui refuse le multipartisme. A part, les intellectuels, personne n'en veut;

Ichrach : c'est exactement la preuve que quelque chose ne va pas au Mali partout dans le monde ce sont les intellectuels qui pensent pour la société. Au Mali, ce sont les commerçants et les arrivistes qui ont cette lourde responsabilité.

6 - Réinsertion de nos combattants :

Je veux savoir si en venant nous voir votre but était de régler les questions que nous aurions à vous soumettre.

Sicaye - Oui c'est notre but et nous espérons y parvenir. Toutefois si vous soulevez des problèmes au-dessus de nos compétences, nous les soumettrons aux autorités compétentes.

Al Hadji - Nous pensons avoir des concessions suffisantes. Si vous n'avez pas la compétence suffisance, nous vous prions de transmettre nos doléances à qui de droit.

Sicaye - Par exemple, au sujet des postes ministériels, avez-vous pris une décision définitive?

Ichrach - Nous avons décidé de ne rien changer aux revendications initiales. Nous vous demandons de les transmettre aux responsables maliens et de nous donner une réponse définitive;

Ibrahim Koazi - Nous perdons du temps en discutant les propositions soumises à votre appréciation. Si vous ne pouvez pas prendre des décisions, transmettez les doléances à qui de droit et ramenez-nous soit la réponse soit des propositions.

Sicaye - Si vous avez décidé de ne plus discuter, nous sommes prêts à transmettre vos doléances au gouvernement malien.

Baye H. Al Hadji. Ichrach - oui c'est notre position.

Sicaye - Dans ce cas nous vous demandons de choisir 03 parmi vous avec qui nous établirons le R.V. de la rencontre.

Réponse - Aghmeras Younes, Ichrach et Hamed Ahmed sont nos délégués.

Sicaye - D'accord.

Ainsi Mrs Sicaye, Intalla et Aroudeïni représentant la délégation malienne et notre délégation (Younes, Hamed Ahmed et Ichrach)

avons été reçus par Monsieur le Wall avec qui nous avons discuté des problèmes survenus pendant la réunion. Après discussion, nous avons décidé de reprendre la part seulement la partie malienne devra nous dire parmi nos revendications celles :

- qu'elle accepte sans problème,
- qu'elle accepte avec des remarques,
- qu'elle ne peut accepter et qui seront soumises aux autorités centrales maliennes.

Les réponses obtenues sont placées en Annexe 1.

ANNEXE 1 : Réponses de la délégation malienne aux doléances du Mouvement Populaire de l'Azawad.

DOLEANCES DU M.P.A.	REPONSES DE LA PARTIE MALIENNE
<ol style="list-style-type: none"> 1 - Démilitarisation des 6ème et 7ème régions 2 - Amnésie sans conditions de tous les détenus dont l'emprisonnement est lié aux événements actuels. 3 - Relève des administrateurs actuels opérant dans ces régions et leur remplacement par des natifs de ces régions. 4 - Création de 06 postes ministériels à confier aux ressortissants des 02 régions. 5 - Instauration du multipartisme; 6 - Intégration et prise en charge de nos combattants par le Ministère de la Défense Nationale. 7 - Création d'un Prytanée militaire à Kidal. 8 - Résoudre le problème de l'emploi. 9 - Suppression des taxes (impôts) sur le bétail et les indigents. 10- Création d'écoles bilingues (français-arabe). 11- Favoriser la scolarisation en milieu nomade. 12- Construction et équipement de structures sanitaires dans les localités des 6ème et 7ème régions où elles sont inexistantes. 13- Création de banques agro-pastorales dans les 6ème et 7ème régions. 14- Mise en exploitation commerciale de l'aéroport de Tessalit 15- Réalisation de projets agro-pastoraux dans les vallées de Telemae, Anchawadj, Azawagh, In Isry, Izdjarat et la mise en valeur des plaines du Mema, par : - la construction de barrages, - la multiplication de forages profonds 16- Promouvoir le désenclavement des 6ème et 7ème régions par la construction de la transaharienne, des routes praticables en toute saison entre : - Ménaka-Kidal d'une part et - Niafunké-Bourem d'autre part. 17- Réalisation d'un barrage du Tosaye 18- Intensification de la recherche en vue de la mise en exploitation des ressources minières des 6ème et 7ème régions. 19 - Suppression en 6ème et 7ème régions des taxes douanières sur les produits de première nécessité et sur les petits équipements destinés aux projets ruraux. 20- Dédommagement par le gouvernement malien des familles victimes innocentes des événements actuels. 21- Application et respect de tous les engagements pris pendant une période de trente (30) ans. 	<ol style="list-style-type: none"> 1 - Cette question est irrecevable 2 - Cette question est à soumettre au gouvernement malien. 3 - Cette question est à soumettre au gouvernement malien 4 - Cette question est à soumettre au gouvernement malien 5- Cette question est à soumettre à l'UDPM 6 - Cette question est à soumettre au gouvernement malien 7 - Cette question est à soumettre au gouvernement malien 8 - Cette question est acceptable 9 - Cette question est à soumettre au gouvernement malien 10- Cette question est acceptable sous réserve de se conformer au système éducatif malien 11- Cette question est acceptable 12- Cette question est acceptable 13- Cette question est à soumettre au gouvernement malien 14- Cette question est à soumettre au gouvernement malien 15- Cette question est acceptable 16- Cette question est acceptable 17- Cette question est acceptable 18- Cette question est acceptable 19- Cette question est à soumettre au gouvernement malien 20- Cette question est à soumettre au gouvernement malien 21 - Cette question est à soumettre au gouvernement malien.
Le Chef de la Délégation du M.P.A.	Le Chef de la Délégation des Notables et Cadres Touaregs du Mali.

ANNEXE 2

DOLEANCES SOUMISES A LA DELEGATION MALIENNE :

- 1 - Démilitarisation des 6ème et 7ème régions
- 2 - Amnestie sans conditions de tous les détenus dont l'emprisonnement est lié aux présents événements.
- 3 - Relève des administrateurs actuels et leur remplacement par des natifs des 6ème et 7ème régions.
- 4 - Octroi de 06 postes ministériels à confier aux ressortissants des 02 régions du nord, à savoir :
 - Vice-Présidence de la République (poste à créer)
 - Ministère des affaires sahariennes (à créer)
 - Ministère de l'intérieur
 - Ministère des affaires étrangères
 - Ministère du développement rural
 - Ministère de la Défense Nationale.
- 5 - Instauration du multipartisme.
- 6 - Intégration et prise en charge de nos combattants par le Ministère de la Défense Nationale.
- 7 - Création d'un Prytanée militaire à Kidal.
- 8 - Résoudre le problème de l'emploi.
- 9 - Suppression des taxes (impôts) sur le bétail et les indigents.
- 10- Création d'écoles bilingues (français-arabe).
- 11- Favoriser la scolarisation en milieu nomade.
- 12- Construction et équipement de structures sanitaires dans les localités des 6ème et 7ème régions où elles n'existent pas encore.
- 13- Création de banques agro-pastorales en 6ème et 7ème régions.
- 14- Mise en exploitation commerciale de l'aéroport de Tessalit
- 15- Réalisation de projets agro-pastoraux dans les vallées de Telemae, Anchawadj, Azawagh, In Isry, Izdjarat et la mise en valeur des plaines du Mema, par : - la construction de barrages, - la multiplication de forages profonds
- 16- Promouvoir le désenclavement des 6ème et 7ème régions par la construction de la transaharienne, des routes praticables en toute saison entre : - Ménaka-Kidal d'une part, - Niafunké-Bourem d'autre part.
- 17- Réalisation d'un barrage du Tosaye
- 18- Intensification de la recherche en vue de l'exploitation des ressources minières des 6ème et 7ème régions.
- 19 - Suppression en 6ème et 7ème régions des taxes douanières sur les produits de première nécessité et sur les petits équipements destinés aux projets ruraux.
- 20- Dédommagement par le gouvernement malien des familles victimes innocentes des événements actuels.
- 21- Application et respect de tous les engagements pris pendant une période de trente (30) ans.

ANNEXE 3

Liste des membres du Mouvement Populaire de l'Azawad ayant participé aux travaux :

- 1- Sidi Mohamed ICHRACH
- 2- Hamed Ahmed MOHAMMED
- 3- Bay El HASSANI
- 4- Bay TCHA
- 5- ALLADI CHEIMI
- 6- Youcef MOHAMED
- 7- Badi IMKEK
- 8- Brahim MOAZ
- 9- Brahim Hamed IKNAN
- 10- Mohamed FARBOUCHI
- 11- Ahmadou HAMZA
- 12- Bilal MOHAMED

Liste de la délégation des chefs et cadres Touaregs :

- 1- Mr INTALLA Ag Attaher, député de Kidal
- 2- Mr Aroudeini Ag HAMATOU, chef de fraction Ioulliminden de Menaka
- 3- Attaher Ag BISSADA, Chef fraction Idnan
- 4- Inguida Ag HIBBA, chef fraction Taghat Mellet
- 5- Zaid Ag HAMZATA, chef fraction Kel Talabit
- 6- El Meimoune ag KIYOU : chef fraction Chamanhamas
- 7- Ekhya Ag NOKH : chef fraction Imadidaghan
- 8- Sikaye Ag EKAWEL, cadre Touareg
- 9- Rhissa Ag RATBOU, membre section U.D.P.M. Kidal

ANNEXE 4 :

Discours prononcé par Mr ICHRACH, Chef de la délégation du M.P.A. à la clôture des travaux.

Monsieur le Ministre,
Monsieur le Directeur de Cabinet,
Monsieur le Wali,
Chers Frères,

La délégation du Mouvement Populaire de l'Azawad vous présente par ma modeste personne ses remerciements les plus sincères pour les efforts combien louables que vous avez déployés pour rendre la présente rencontre possible.

Certes, la rencontre avec nos Frères n'a pas apporté de solutions aux multiples et pénibles problèmes que vit notre communauté depuis plus de trente ans. Mais nous gardons l'espoir et nous sommes convaincus que la solution à nos problèmes ne peut venir que de nous-mêmes. Le mouvement que j'ai l'honneur de représenter aujourd'hui réaffirme sa disponibilité à poursuivre le dialogue et sa détermination à mener la lutte afin de réaliser un Mali où aucun citoyen ne mourra de faim, ne connaîtra l'ignorance et l'exil pour la seule et unique raison qu'il est né différent.

Encore une fois, je vous adresse les remerciements de mes Frères et vous prie de transmettre nos hommages, notre reconnaissance et notre admiration au vaillant peuple algérien, exemple s'il en est de militantisme et de lutte pour la liberté, la dignité et l'honneur.

Enfin, nous vous prions de dire notre salut et nos remerciements au Président Chadli BENJEDID, pour les efforts qu'il entreprend actuellement afin de ramener la paix dans la région et pour l'accueil dont notre communauté a toujours bénéficié dans votre grand et beau pays.

Je vous remercie.

ANNEXE 5

Résumé du discours d'ouverture du Ministère Algérien de l'Intérieur.

Tout d'abord le Ministre a transmis à la Conférence les salutations fraternelles du Président Chadli BENJEDID et son espoir de voir les différents problèmes trouver leurs solutions à l'issue des travaux.

Le Ministre a ensuite explicité les circonstances qui ont poussé les autorités algériennes à offrir leurs bons offices : il dira que c'est durant le sommet de Ajanet que cette décision a été prise. Le Président Moussa TRAORE a alors demandé que Président BENJEDID de l'aider à trouver une solution afin de ramener la paix dans la région.

L'honorable orateur a placé la réunion sous le signe de la sagesse et de la responsabilité.

Il dira aussi que le rôle de l'Algérie est :

- permettre le rapprochement des points de vue afin de favoriser la paix,
- d'aider à trouver une solution régionale à ce problème.

Il dira également que l'Algérie ne peut être indifférente à ce problème et aux souffrances que connaît cette région et qui ne peuvent faire de bien à personne car les familles de la région sont intimement liées et rien ne sera ni omis ni négligé afin de favoriser le rapprochement entre ces familles.

Il dira aussi sa confiance dans la sagesse et la franchise de tous et exprimera son espoir que l'intérêt supérieur des populations prévaudra et que des solutions claires seront proposées aux problèmes qui se posent.

Enfin le Ministre a souhaité réussite aux travaux et a dit : "Je vous renouvelle ma disponibilité et vous confie l'avenir de nos enfants".

Les propos du Ministre ont été traduits en Tamacheq par
Mr Sicaye Ag EKA WEL de la délégation malienne.

ANNEXE 6 :**Résumé du discours de Mr Sicaye Ag EKAWEL de la délégation malienne**

L'orateur a fait le compte-rendu de la rencontre que sa délégation a eue avec le Chef de l'Etat Malien.

Il précisera tout d'abord que les discussions actuelles sont une idée de sa délégation, laquelle a l'entière approbation des autorités supérieures maliennes. Cette délégation a alors été longuement reçue par le Chef de l'Etat auquel elle a exposé les grands points de sa future demande.

Le Président Moussa TRAORE a alors fixé à cette délégation la mission de recueillir tous les avis, propositions et doléances afin de ramener la paix dans le nord du Mali.

Le Président, dira l'orateur, a alors sillonné le pays et installé des commissions dirigées par des officiers de haut rang et comprenant aussi bien des chefs de fractions que des conseillers et hommes politiques.

La délégation a alors élaboré un programme à long terme.

Enfin, il dira que le Président TRAORE a donné l'assurance que les points soulevés obtiendront une réponse.

Réponses aux 21 revendications présentées

D'une manière générale, l'analyse des revendications dénote de la part de leurs auteurs, une profonde méconnaissance des structures politiques et institutionnelles du Mali, ainsi que de l'importance et du niveau d'exécution des projets socio-économiques initiés par les Autorités Nationales et les partenaires au développement en 6e et 7e régions.

Les dites revendications se regroupent en trois (3) catégories :

- celles objectives qui sont en fait déjà prises en charge par divers programmes nationaux en cours d'exécution ou en phase de finalisation;
- celles, moins nombreuses, raisonnables et susceptibles d'être acceptées;
- et celles irrecevables parce que contraires aux principes constitutionnels, républicains ou laïcs en vigueur ou préjudiciables à l'unité nationale ou en contradiction avec la mission souveraine de préservation de la sécurité des personnes et des biens dévolue à la Force Publique sur l'ensemble du territoire national.

1. - Revendications n°1 et n°4

- La démilitarisation des VI et VII régions
- Le remplacement des cadres administratifs non originaires des 6è et 7è régions par des natifs de ces régions.

La démilitarisation des 6è et 7è régions est inconcevable en dehors d'un cadre sous-régional incluant et impliquant tous les États Riverains du Sahara et selon des conditions et des modalités acceptables par l'ensemble des parties concernées.

La démilitarisation limitée, étendue dans le sens de la fin de l'état de belligérance est quant à elle acceptable. Elle peut être concrétisée par un cessez-le-feu applicable à partir du 15 novembre 1990. Ses modalités pratiques de mise en oeuvre seront déterminées par les chefs des opérations militaires sur le terrain.

Les mesures d'accompagnement consisteront à accélérer la décentralisation administrative de ces régions et à y remplacer progressivement les cadres militaires par des cadres civils dans l'administration selon leurs vertus et leurs compétences à l'exclusion de tout autre critère.

2. - Revendications n°2 et n°3

- Amnistie pour les prisonniers dont les motifs d'emprisonnement sont liés aux opérations actuelles.

La promulgation d'une loi d'amnistie générale en faveur de tous les frères impliqués dans les récents événements et ceux de 1963 sera un gage de la clémence des Autorités de notre pays face à cette situation et leur volonté de préserver l'unité nationale.

Nos frères s'engagent à libérer tous les prisonniers militaires et civils se trouvant à leur niveau au Mali, en Algérie ou ailleurs.

3. - Revendication n°5

- Instauration du multipartisme.

Le débat national en cours sur la démocratie et le multipartisme est ouvert à tous les citoyens de l'intérieur et de l'extérieur. Toute contribution positive à ce débat sera bien accueillie.

4. - Revendication n°6

- Reversement des frères repentis à concordance de grades dans l'Armée Nationale.

Cette mesure peut être envisagée, mais selon les besoins et les moyens du pays et les critères en vigueur dans l'Armée Nationale.

5. - Revendication n°7

- Ouverture d'un Prytanée Militaire à Kidal.

Le Prytanée de Kati et l'École Militaire inter-armes de Koulikoro sont ouverts à tous les citoyens. En outre, les conditions pédagogiques nécessitant l'existence préalable d'un lycée ainsi que les modes de financement d'un Prytanée, lié à la coopération bilatérale avec la France, rendent actuellement inopportune l'ouverture d'un tel établissement à Kidal.

6. - Revendication n°8

- Engagement pour des initiatives génératrices d'emplois en 6è et 7è régions.

La promotion de l'emploi est une préoccupation nationale gérée par le Ministère de l'Emploi et de la Fonction Publique à travers plusieurs programmes avec la collaboration de la Banque Mondiale, du Fonds Européen de Développement et d'autres partenaires au développement, tel que l'US-AID.

En outre dans chaque région, un fonds pour la promotion de l'emploi des jeunes est alimenté par 20% de la taxe de développement régional et local (TDRL) certaines ressources mobilisables à brève échéance peuvent servir de base de départ pour de nouvelles actions concrètes génératrices d'emploi en 6è et 7è régions.

7. - Revendication n°9

- Suppression de la taxe sur le bétail et les indigents

Cette mesure qui a existé pendant les périodes de grande sécheresse, est reconductible. Elle pourrait être accompagnée par des actions de redressement des erreurs que comporte parfois le recensement administratif dans ces régions. Il s'agit du reste d'une matière transférable à l'échelon local dans le cadre de la décentralisation.

8. - Revendication n°10 et n°11

**- Création d'écoles bilingues franco-arabes
- Favoriser la scolarisation en milieu nomade.**

Le système éducatif national comporte déjà ce type d'enseignement. L'action pourrait être amplifiée conformément aux recommandations issues des états généraux sur l'Éducation tenus en Mars 1990.

Ces assises ont préconisé également des mesures pour lutter contre la déperdition scolaire, notamment en milieu nomade. Le programme national d'alphabétisation d'un million de maliens par an qui vient de démarrer, inclut toutes les langues nationales y compris l'arabe.

9. - Revendication n°12

- Construction des structures sanitaires où elles font défaut en 6è et 7è régions.

La couverture des régions concernées en structures sanitaires classiques et en activités de soins de santé primaires est dorénavant une réalité. La construction du bloc opératoire de Kidal est terminée. Son équipement en cours d'acquisition faisant appel à l'application de l'énergie solaire nécessitera la présence de techniciens qui y seront maintenus à cet effet.

10. - Revendication n°13**- Création de banques agro-pastorales en 6è et 7è régions.**

En plus de la Banque Nationale de Développement Agricole (BNDA) qui répond à cette exigence, le Parti et le Gouvernement ont mis en place le dispositif structurel adéquat pour la réhabilitation socio-économique de toute la zone de l'Adrar des Iforas à travers le Fonds National d'autosuffisance alimentaire, le fonds de contrepartie du PAM et le programme de sécurité alimentaire et des revenus dans le cercle de Kidal (PSARK) en collaboration avec le FIDA qui participe au financement pour onze (11) millions de dollars américains.

11. - Revendication n°14**- Mise en exploitation commerciale de l'aéroport de Tessalit**

Le plan aéronautique national prévoit la réhabilitation de l'aéroport de Tessalit pour laquelle la recherche de financement est en cours. La mise en exploitation commerciale de cet aéroport dépend moins de la volonté politique du Mali que du développement futur des activités économiques et des échanges intra-communautaires des États de la sous-région, dont la promotion s'impose;

12. - Revendications n°15 et n°17

- Réalisation de projets pastoraux dans les vallées de Tilemsi, Anchawadj, Azawagh Inesserine, Azdjaret avec des forages profonds et mise en valeur de la plaine du Mema.

- Réalisation du barrage de Tossaye.

Ces préoccupations sont pour l'essentiel prises en compte comme l'attestent :

- a) le projet d'aménagement de 200 000 ha du Mema avec la participation de l'URSS;
- b) les projets Liptaco-Gourma et Mali nord-est qui incluent les vallées de l'Azdiaret et Azawagh;
- c) l'exploitation envisagée du forage artésien d'Inesserine;
- d) le projet de réalisation du barrage de Tossaye en vue, entre autres impacts, d'inonder le Tilemsi et Anchawadj.

La 6è session du Conseil National a consacré une résolution au barrage de Tossaye dont le dossier est régulièrement évoqué lors des visites qu'effectue le Président de la République dans les pays amis.

13. - Revendication n°16

- Promouvoir le désenclavement des 6è et 7è régions par la construction de la transsaharienne et d'autres praticables en toutes saisons.

Le désenclavement intérieur et extérieur des 6è et 7è régions est une oeuvre de longue haleine considérée comme prioritaire à laquelle le Gouvernement s'est résolument attelé. On peut noter des cas concrets, satisfaisants de désenclavement intérieur telles que les routes Sevare-Gao et Ansongo-Menaka-Anderaboukane. Quant à la transsaharienne dont le financement du tronçon malien est recherché auprès de la Banque Islamique de Développement (BID), la coordination d'ensemble du projet connaîtra un regain de vitalité grâce aux efforts du Mali qui ont abouti à la nomination récente d'un algérien dans les fonctions de secrétaire général du projet.

14. - Revendication n°18

- Intensification des recherches en vue de l'exploitation des ressources minières en 6è et 7è régions.

En dépit du coût excessif de la recherche minière, le Gouvernement poursuivra les efforts de promotion de ce secteur de l'activité économique nationale qui a suscité et suscite encore un certain intérêt chez nos partenaires tels que l'URSS pour le projet sel gemme de Taoudenit, le PNC Japonais pour l'uranium, le phosphate de Bourem, la plâtrière de Tessalit, les compagnies pétrolières Shell et Texaco pour les hydrocarbures. Mais il faut reconnaître que les frais d'approche d'une éventuelle exploitation dans les conditions présentes du marché pour un pays

sans littoral, sont extrêmement élevés. Cependant, les efforts de recherche et certains résultats ont été atteints, notamment de Kalana et Syama pour l'or et Bourem pour le phosphate, Tessalit pour le plâtre.

15. - Revendication n°19

- Suppression des taxes douanières sur les produits de première nécessité et sur les petits équipements destinés aux projets ruraux en 6è et 7è régions.

Ces taxes douanières seront examinées cas par cas pour éviter les effets pervers d'une détaxation globale incontrôlée et préserver les intérêts des populations et des opérateurs économiques locaux.

On peut envisager la suppression des taxes douanières sur les petits équipements destinés à la réalisation de micro-projets, une exonération d'impôts sur une période de cinq (5) ans au profit des jeunes qui initient des projets de réinsertion sociale.

16. - Revendication n°20

- Dédommagement des familles victimes innocentes des événements actuels.

Cette revendication est irrecevable, car la vie humaine n'a pas de prix et notre éthique réprouve une telle mentalité.

17. - Revendication n°21

- Création d'un poste de vice-président de la République;
- Création d'un Ministère des Affaires Sahariennes;
- Réservation des Ministères suivants aux Touaregs et Arabes : Affaires Étrangères, Développement rural, Défense Nationale, Intérieur, Affaires Sahariennes.

Cette revendication est irrecevable.

Les exigences constitutionnelles susceptibles de servir de fondement à une telle doléance ne peuvent provenir que d'un consensus national.

La nomination des ministres et la fixation de leurs attributions relèvent des compétences constitutionnelles du Président de la République.

Transcriptions de messages radio de l'armée malienne (Documents provenant de la serviette du sous-lieutenant Diawara Gollé, commandant du poste de Bouressa. Saisie par les combattants touaregs après le succès de leur attaque du 9 août 1990).

- **26 mai 90** De : Chef Division Réinsertion Populations déplacées en mission (dans l'Adrar) à : Gouverneur région Gao.

"Rapatriement populations Bordj Mokhtar reporté 20 juin - Vous demande donner votre accord pour dite date au Wali d'Adrar (Algérie) qui attend votre confirmation officielle avant toute action".

- **28 mai 90** De : Secrétaire Général section UNJM de Kidal (Union Nationale de la Jeunesse Malienne) à : Secrétaires Généraux des sections UNJM :

"Honneur vous rappeler : chaque comité UNJM doit apporter une contribution de 2500 CFA en vue de la constitution du fonds d'assistance (aux réfugiés) - Les sommes seront collectées par les sections - Attache grand prix à la teneur dudit message - Sentiments militantisme".

- **28 Mai 90** De : Commandant de région de Gao à : Chef de Secteur Kidal :

"Vous invite à me faire parvenir vos réflexions sur système Etat-civil en milieu nomade avant la fin du mois au plus tard".

- **28 Mai 90** De : Cdt poste Bouressa (D. Gollé) à : Cdt cercle Kidal :

"Honneur vous demander - A qui incombe ravitaillement en denrées alimentaires - frais médicaux des refoulés d'Algérie arrivés à mon niveau le 13 mai - Suite vivement attendue".

- **27 Juin 90** De : Cdt région Gao à : Cdts postes cercle Kidal :

"Suivant certaines correspondances me parvenant, constate confusion entre refoulés et rapatriés - Refoulement intervient par décision unilatérale d'un pays souverain - Rapatriement a lieu suivant accord entre états - A l'avenir, observer précisions dans vos écrits".

- **29 juin 90** De : Ministère de la Défense Nationale à : Commandant région Gao - Gouverneur Tombouctou pour info : Commandants 11 BIM, 13 BIM, 33 BIM, 124 BIM :

"Suivant communication téléphonique du 13 BIM Menaka attaqué - Prendre contact avec Gouverneur en vue réquisitionner tout véhicule - se porter d'urgence sur dite localité en vue mener opération - Vers vous Commandant Gao en mission par avion du 30-06 - Vous demande exterminer avec la dernière rigueur".

"Elements ayant attaqué Menaka se dirigerait vers 8V5 (Tidaghmene) avec un véhicule Vision Mondiale (ONG) - Prendre toutes précautions".

- **2 Juillet 90** De : Cdt Poste Bouressa à : Cdt 11 BIM :

"Suivant les renseignements qui me sont parvenus - Bandits projettent attaques Tin-Zaouaten et Bouressa au moment prière Tabaski - Renseignements fournis par le Secrétaire Général UDPM Bouressa à son arrivée à Toximen, 9km Bouressa - ce jour à 18H00".

- **3 juillet 90** (après attaque Tin-Essako)

De : Commandant Gao à : Commandant PM Cercle Kidal :

"Bilan attaque poste : victimes côté militaire : néant - Côté rebelles : 1 mort, 3 morts civils - Attire attention sur affaire frère du député N'Talla - D'autre part, individus dénommés Seyna ag Mohamed et Brahime ag Ewaly dénoncés comme bandits à 81AC (?) en Algérie".

Bavure : le frère du député N'Talla de Kidal a été passé à tabac par les militaires lors d'une rafle de représaille après l'attaque de Tin Essako.

- **6 juillet 90** De : Cdt cercle Kidal à : Cdts PM cercle :

"Procéder arrestations des nouveaux visages - Vérifier les identités, garder suspects et rendre compte".

- 6 juillet 90 De : Cdt cercle Kidal à : Cdt région Gao :

"Honneur vous signaler renseignements suivants sur bandits pour exploitations dans vos recherches - Langage parlé : tamachèque (sic), arabe de Lybie - Habillement tenue parachutiste et civil, casques lourds et turbans courts, chaussures crampons crêpes jamariya (sic) - Armement type FSA et PM chinois crosse rabattable";

- 8 Juillet 90 De : Cdt cercle Kidal à : Cdt PM cercle :

"Pour application dans cadre interrogatoires : vous rappelle pas de quartier et éviter évasion (...) en cas d'arrestation de personnes ayant collaboré, procéder à leur abattage en public sans autre forme de procès".

- 8 juillet 90 De : Cdt PM Bouressa à : Cdt cercle Kidal :

"Honneur vous rendre compte - Mont Talloit labouré totalement, 6 caisses obus tirées - Par ailleurs, vous signale arrivée deuxième BM et son Zil d'obus plus renforts paras".

- 9 Juillet 90 De : Cdt région Gao à : Cdt cercle Kidal :

"A partir de ce jour et jusqu'à nouvel ordre, la circulation des véhicules personnels genre Toyota, Land, Cruiser, Nissan patrol et tous les véhicules légers tout terrain est strictement interdite sur toute l'étendue de la VIIème région - Tous les véhicules des genres ci-dessus doivent être confisqués et parqués sous surveillance, dans tous les cas préciser immatriculation et nom des propriétaires. Je ne tolérerai aucune faiblesse dans l'exécution des présentes instructions."

- 9 Juillet 90 De : Cdt région Gao à : Cdt cercle Kidal :

"Par conséquence, tout véhicule sans autorisation doit être systématiquement fouillé. En cas de résistance, abattre les occupants à l'exception des routes nationales et internationales. Interdiction totale accès sur toute voie secondaire. Tout véhicule sur l'une de ces voies doit être considéré comme suspect".

- 9 Juillet 90 : Communiqué Secrétariat permanent de la section UDPM de Kidal :

"En raison des événements qui prévalent, vous invite à procéder à sensibilisation de vos militants en vue collaboration avec forces de sécurité. Fournir tout renseignement renforçant sécurité territoire. Tenir réunions avec chefs fractions afin qu'ils dénoncent tous suspects. Compte sur votre militantisme".

- 9 Juillet 90 De : Cdt cercle Kidal à : Cdt PM?

"(...) Les deux patrouilles devront toujours rester en contact radio, prêtes à se porter secours - Considérer toute colonne véhicules comme danger jusqu'à reconnaissance - Tout groupe de jeunes à pied, à chameau ou en véhicule est suspect - Réagir avec violence en cas de rencontre avec les éléments".

"Hauteur de pluie recueillie : 5mm avec coulée des oueds".

- 12 juillet 90 De : Cdt PM Bouresse à : Cdt cercle Kidal
pour info : Cdt région Gao :

"Honneur vous signaler les dames Lalla Ghardaïa et Mayou rentrées avec éléments rapatriés fin avril courant mai, ont été vues ou reconnues à votre niveau - Dites dames feraient partie des bandits - La nommée Lalla Ghardaïa est grande, mince et belle et résiderait à Ghardaïa et Tamanrasset - Suite renseignements attendus".

- 16 juillet 90 De : Cdt PM Bouressa à : Cdt cercle Kidal :

"Honneur vous rendre compte - patrouille de député (N'Talla) de retour - RAS - Intéressé envisage envoyer chamelier lieu présumé regroupement bandits - Tout renseignement reçu sera porté à votre connaissance".

- 16 juillet De : Cdt PM Bouressa à : Cdt Gao :

"Bilan attaque : notre côté, pas de perte ni blessé - Côté ennemi, pas de perte ni blessé - Nombre assaillants n'a pu être déterminé - Direction attaque : sud-ouest poste".

- **18 juillet 90** De : Cdt région Gao à : Cdt cercle Kidal :

"Compte-tenu situation prévalent dans circonscription - suspendre toute délivrance de cartes d'identité jusqu'à nouvel ordre - Seules brigades territoriales gendarmerie seront désormais habilitées à délivrer - Cela permettra aux dites autorités déceler personnes fichées ou suspects dont photos déposées à leur niveau".

- **21 juillet 90** De : Cdt PM Bouressa à : Cdt Kidal :

"Hauteur de pluie recueillie : 17,4mm - hauteur recueillie à même période en 1989 : 26mm."

- **22 juillet 90** De : Cdt PM Bouressa à : Cdt cercle Kidal :

"Député demande appui équipage BTR et quelques éléments patrouille pour reconnaissance et poursuite éléments bandits dans secteur Essali (massif) - Départ prévu cet après-midi - Demande instructions".

- **23 Juillet 90** De : Cdt PM Bouressa à : Cdt Kidal

"Selon renseignements, présence groupe de bandits entre 4DA (Tin Zaouaten) et UBU (?) - Trouvent refuge dans un campement nomade - Campement se trouverait dans un petit oued formant confluent entre Zakak et UBU d'accès difficile et dissimulé, mais seul endroit boisé où se trouveraient de grands arbres - Ce groupe serait celui chargé d'attaquer 4DA (Tin Zaouaten) et est en chameau - Se retirent de jour dans les collines, ne descendent que de nuit - Parmi campement, se trouverait famille d'un certain Albakat et celle de Sidi Mohamed, petit frère de Tassoudène domiciliée secteur IN5 (Abaybara) - Campement entier est au courant des activités bandits - Bandits seraient au nombre de neuf (9) - Etaient tous présents 4DA (Tin Zouaten) avant évènements".

- **28 juillet 90** De : Cdt Bouressa à : Cdt cercle Kidal :

"(...) Attaque par bandits à 2H30 - Morts côté militaire : néant - (..)

- **28 juillet 90** De : Cdt cercle Kidal à : Cdt PM cercle :

"Vu l'ampleur des pertes causées par rebelles, lors attaque du poste IN5 (Abaybara) - pour cela, je ne tolérerai plus qu'on adresse demande instruction en face d'un ennemi - me rendre compte seulement du nombre ennemis tués par accrochage".

- **3 août 90** De : Cdt PM Bouressa à : Cdt cercle Kidal :

"Situation personnes déplacées et familles - toujours conforme état déjà envoyé mais intéressés ont quittés camp - pour aller à côté populations dans oued Tahadjaouelh - localité située à 20km Bouressa".

- **4 août 90** De : Cdt cercle Kidal à : Cdt PM Cercle :

"En vue sensibilisation population - un groupe de 23 personnes comprenant : chefs de fraction, conseillers et notables dans circonscription de 81A (Kidal) - entreprendront à compter de ce jour une tournée dans un rayon de 80km autour de 81A - sensibilisation, information, recueil de renseignements - Ils se déplaceront par petits groupes, sans arme - Chaque groupe sera muni d'une autorisation de circuler."

Sénat - séance du 18 octobre 1990

VIOLENCE CONTRE LES TOUAREGS

M. le président. La parole est à M. Loridant.

M. Paul Loridant. Monsieur le secrétaire d'Etat, des informations multiples et concordantes font état de violences commises contre les populations touarègues au Niger et au Mali.

La situation semble se dégrader dans les provinces du nord du Mali, où l'armée se serait livrée à des exactions contre la population civile. L'Algérie aurait refoulé des populations touarègues séjournant sur son territoire vers la frontière malienne. Or, ces populations nomades, avec leur culture et leur mode de vie, ne connaissent pas les frontières. Le territoire a pour eux une dimension qui s'accorde mal avec la notion de frontières telle que nous les connaissons.

Par ailleurs, nous savons que des nomades touaregs ont pris des armes et ont attaqué des positions de l'armée malienne. Les affrontements qui ont suivi ont entraîné plusieurs dizaines de morts depuis l'été 1989.

Monsieur le secrétaire d'Etat, cette situation se produit dans un contexte africain marqué par la faillite économique de ce continent. On parle, aujourd'hui, de continent à la dérive. Or la communauté internationale semble se désintéresser des nombreux conflits qui ensanglantent l'Afrique.

Les liens historiques et économiques de notre pays avec le Mali, le Niger et les autres pays de la région peuvent donner l'occasion à la France de jouer un rôle positif et pacificateur dans ce conflit qui concerne spécialement les Touaregs.

Par conséquent, je vous demande, Monsieur le secrétaire d'Etat, quelle est, dans ce domaine, la position de la République Française. Quel accueil peut être réservé à la proposition du Parlement Européen de constituer une commission internationale d'enquête chargée de vérifier les rumeurs concernant les massacres qui se seraient produits au Niger et au Mali?

Enfin, je voudrais souligner qu'au-delà de ces événements récents et graves, c'est le problème de l'avenir des populations touarègues qui est posé. Je voudrais réaffirmer ici notre attachement et notre affection à cette population du Sahara (*Applaudissements sur certaines travées de l'union centriste*).

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat aux Relations Culturelles Internationales. Monsieur le Sénateur, de la crise qui traverse aujourd'hui le pays touareg, deux incidents particulièrement graves ont témoigné dans le passé récent; A la suite de l'attaque meurtrière, en mai dernier, de la sous-préfecture de Tchén-Tabaraden, au Niger, puis de l'attaque du poste militaire de Ménaka, au Mali, en juin dernier, de graves affrontements se sont produits entre les Touaregs et les forces de l'ordre. Dans les deux cas, les forces militaires ont exercé des représailles sévères, dont des populations civiles, totalement étrangères, ont été de surcroît les victimes.

Un certain calme est, aujourd'hui, revenu au Niger, où les autorités ont d'ailleurs fini par admettre que des excès avaient été commis par des forces militaires mal encadrées.

Au Mali, en revanche, comme vous l'avez relevé, la situation n'est pas encore stabilisée et elle reste grave. L'état d'urgence est toujours en vigueur dans la moitié nord du pays. Les violences - et parfois les atrocités - commises par l'armée malienne continuent cependant d'être officiellement ignorées à Bamako.

La France, pour sa part, n'est pas restée passive devant ces événements. Aux démarches aussitôt effectuées, à la demande du ministre d'Etat, M. Roland Dumas, pas nos ambassadeurs à Niamey et à Bamako, est venue s'ajouter, à notre initiative, une démarche communautaire visant à obtenir des informations.

Le Gouvernement français a par ailleurs envoyé M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire en mission au Niger et au Mali entre le 13 et 18 septembre.

Après un déplacement sur les lieux des principaux incidents, M. Kouchner s'est entretenu

avec les présidents du Niger et du Mali : il leur a exprimé nos préoccupations en matière de respect des droits de l'homme et a souligné devant eux les risques d'aggravation de la situation que faisait courir le comportement incontrôlé de certains éléments militaires. Il a enfin assisté, dans l'un et l'autre pays, à des distributions de secours alimentaires français.

Au moment même où la délégation française se trouvait sur place, le Parlement européen a fait connaître à son tour son inquiétude sur le sort réservé aux Touaregs. Vous savez sans doute, monsieur le sénateur, que les autorités nigériennes ont réagi en proposant qu'une délégation de l'Assemblée européenne se rende sur le terrain. Pourquoi ne pas accepter une telle invitation, qui pourrait sans doute assez facilement être élargie au Mali?

Ces graves incidents nous incitent en effet à nous préoccuper, à plus long terme, ainsi que vous l'avez mentionné, du destin même des populations touarègues.

Vous savez comme moi l'admiration, voire la véritable fascination qu'ont pu susciter chez tant de voyageurs leur culture, leurs traditions ancestrales, si particulières et si nobles. Parce qu'il était fondé sur le grand nomadisme, leur mode de vie est aujourd'hui menacé, vous en avez d'ailleurs décrit les conditions. Ce sont ces traditions séculaires qu'il nous faut mieux prendre en compte dans nos projets de coopération.

Fort heureusement, les erreurs du passé, qui tendaient à sédentariser contre leur gré des populations entières, ont été abandonnées. Des projets de coopération visant à encourager un pastoralisme nomade ou semi-nomade sont en cours d'élaboration afin de favoriser un authentique développement socio-économique de la zone sahélienne, conformément aux aspirations des populations concernées.

Fidèle à son Histoire, la France entend y prendre toute sa part. Croyez que le ministère des affaires étrangères y veillera. (*Applaudissements*).

**MINISTERE DE LA DEFENSE
NATIONALE**

CABINET

**REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi**

**Commission ad - hoc sur les événements du nord (Sessions
des 18, 19, 20 Octobre 1990)**

RELEVÉ DES DÉCISIONS

ET

RECOMMANDATIONS

Sur la base d'un exposé détaillé sur les objectifs, le déroulement et les résultats de la mission informelle effectués par la déléation des chefs de fraction et cadres Touaregs en Algérie, la Commission Ad'Hoc chargée de l'analyse et du suivi des événements survenus dans le nord-est de notre pays a pris les décisions et formulé les propositions et recommandations suivantes sur :

- les revendications présentées par les bandits armés
- et les préparatifs et les modalités pratiques d'une mission de dialogue en Algérie.

I - DES REVENDICATIONS PRESENTEES :

1-1-1) Considérations générales :

D'une manière générale, l'analyse des revendications dénote de la part de leurs auteurs une profonde méconnaissance de l'importance et du niveau d'exécution des projets socio-économiques initiés par les autorités nationales et les partenaires au développement en 6ème et 7ème régions.

Les dites revendications se regroupent en trois (3) catégories :

- celles objectives qui sont en fait déjà prises en charge par divers programmes nationaux en cours d'exécution ou en phase de finalisation;
- celles moins nombreuses, raisonnables et susceptibles d'être acceptées;
- et celles, irrecevables parce que contraires aux principes constitutionnels, républicains et laïcs en vigueur ou préjudiciables à l'unité nationale ou en contradiction avec la mission souveraine de préservation de la sécurité des personnes et des biens dévolue à la force publique sur l'ensemble du territoire national.

1-2) Réponses spécifiques réservées aux 21 points de revendication :

1-2-1- Revendications n°1 et n°4 :

- La démilitarisation des VI et VII régions
- Le remplacement des cadres administratifs non originaires des 6ème et 7ème régions par des natifs de ces régions.

La démilitarisation des 6è et 7è régions est inconcevable en dehors d'un cadre sous-régional incluant et impliquant tous les états riverains du Sahara et selon des conditions et des modalités acceptables par l'ensemble des parties concernées.

La démilitarisation limitée, entendue dans le sens de la fin de l'état de belligérance est quant à elle acceptable. Elle peut être concrétisée par un cessez-le-feu applicable à partir du 15 Novembre 1990. Ses modalités pratiques de mise en oeuvre seront déterminées par les chefs des opérations militaires sur le territoire sous l'égide des Autorités algériennes.

Les mesures d'accompagnement consisteront à accélérer la décentralisation administrative de ces régions et à y remplacer progressivement les cadres militaires par des cadres civils dans l'administration selon leurs vertus et leurs compétences à l'exclusion de tout autre critère.

1-2-2 -Revendications n°2 et n°3

Amnistie pour les prisonniers dont les motifs d'emprisonnement sont liés aux opérations actuelles :

La promulgation d'une loi d'amnistie générale en faveur de tous les (~~rebelles~~) bandits impliqués dans les récents événements et ceux de 1963 sera un gage de la clémence des autorités de notre pays face à cette situation et leur volonté de préserver l'unité nationale.

Les bandits armés s'engagent à libérer tous les prisonniers militaires et civils se trouvant à leur niveau au Mali, Algérie ou ailleurs.

1-2-3 - Revendication n°5

Instauration du multipartisme :

Le débat national en cours sur la démocratie et le multipartisme est ouvert à tous les citoyens de l'intérieur et de l'extérieur. Toute contribution positive à ce débat sera bien accueillie.

1-2-4 - Revendication n°6Reversement des bandits armés repentis à concordance de grades dans l'armée nationale :

Cette mesure peut être envisagée, mais selon les besoins, les moyens du pays et les critères en vigueur dans l'armée nationale.

1-2-5 - Revendication n°7Ouverture d'un Prytanée militaire à Kidal :

Le Prytanée de Kati et l'Ecole Militaire inter-armée de Koulikoro sont ouverts à tous les citoyens. En outre, les conditions pédagogiques nécessitant l'existence préalable d'un Lycée ainsi que les modes de financement d'un prytanée, lié à la coopération bilatérale avec la France rendent actuellement inopportune l'ouverture d'un tel établissement à Kidal.

1-2-6 - Revendication n°8Engagement pour des initiatives génératrices d'emplois en 6è et 7è régions :

La promotion de l'emploi est une préoccupation nationale gérée par le Ministère de l'emploi et de la Fonction Publique à travers plusieurs programmes avec la collaboration de la Banque Mondiale, des fonds européens de développement et d'autres partenaires au développement, tel que l'US-AID.

En outre, dans chaque région, un fond pour la promotion de l'emploi des jeunes est alimenté par 20% de la taxe de développement régionale et local (TDRL). Certaines ressources mobilisables à brève échéance peuvent servir de base de départ pour de nouvelles actions concrètes génératrices d'emplois en 6è et 7è régions.

1-2-7 - Revendication n°9Suppression de la taxe sur le bétail et les indigents :

Cette mesure qui a existé pendant les périodes de grande sécheresse est reconductible. Elle pourrait être accompagnée par des actions de redressement des erreurs que comporte parfois le recensement administratif dans ces régions. Il s'agit du reste d'une matière transférable à l'échelon local dans le cadre de la décentralisation.

1-2-8 - Revendications n°10 et n°11- Création d'écoles bilingues franco-arabes- Favoriser la scolarisation en milieu nomade :

Le système éducatif national comporte déjà ce type d'enseignement. L'action pourrait être amplifiée conformément aux recommandations issues des Etats généraux sur l'Education tenus en Mars 1989.

Ces assises ont préconisé également des mesures pour lutter contre la déperdition scolaire notamment en milieu nomade. Le programme national d'alphabétisation d'un million de maliens par an qui vient de démarrer inclut toutes les langues nationales y compris l'arabe et le tamasheq.

1-2-9 - Revendication n°12Construction des structures sanitaires là où elles font défaut en 6è et 7è régions :

La couverture des régions concernées en structures sanitaires classiques et en activités de soins de santé primaires est dorénavant déjà une réalité. La construction du bloc opératoire de Kidal est terminée. Son équipement en cours d'acquisition faisant appel à l'application de l'énergie solaire nécessitera la présence de techniciens qui y seront maintenus à cet effet.

1-2-10 - Revendication n°13Création de banques agro-pastorales en 6è et 7è régions :

En plus de la Banque Nationale de Développement Agricole (BNDA) qui répond à cette exigence, le Parti et le Gouvernement ont mis en place le dispositif structurel adéquat pour la réhabilitation socio-économique de toute la zone de l'Adrar des Iforas à travers les Fonds Nationaux d'autosuffisance alimentaire. Le fond de contrepartie du PAM et le Programme de Sécurité alimentaire et des revenus dans le cercle de Kidal (PSARK) en collaboration avec le FIDA qui participe au financement pour onze (11) millions de dollars américains.

1-2-11 - Revendication n°14Mise en exploitation commerciale de l'aéroport de Tessalit :

Le plan aéronautique national prévoit la réhabilitation de l'aéroport de Tessalit pour laquelle la recherche de financement est en cours. La mise en exploitation commerciale de cet aéroport dépend moins de la volonté politique du Mali que du développement futur des activités économiques et des échanges intra-communautaires des Etats de la sous-région, dont la promotion s'impose.

1-2-12 - Revendications n°15 et 17

- Réalisation de projets agro-pastoraux dans les vallées de Tilemsi : Anchawadj, Azawagh Inesserine, Azdjaret avec des forages profonds et mise en valeur de la plaine du Mema;

- Réalisation du barrage de Tossaye :

Ces préoccupations sont pour l'essentiel prises en compte comme l'attestent:

- 1) Le projet d'aménagement de 200 000 ha du Mema avec la participation de l'URSS;
- 2) Les projets pour le Gourma et Mali nord-est qui incluent les vallées de Azdjaret et Azawagh;
- 3) L'exploitation envisagée du forage artésien d'Inesserine;
- 4) Le projet de réalisation du barrage de Tossaye en vue, avec entre autres impacts d'inonder le Tilemsi et Auchawadj.

La 6ème Session du Conseil National a consacré une résolution au barrage de Tossaye dont le dossier est régulièrement évoqué lors des visites qu'effectue le Président de la République dans les pays amis.

1-2-13 - Revendication n°16

- Promouvoir le désenclavement des 6è et 7è régions par la construction de la transsaharienne et d'autres routes praticables en toutes saisons :

Le désenclavement intérieur et extérieur des 6è et 7è régions est une oeuvre de longue haleine comme prioritaire à laquelle le Gouvernement s'est résolument attelé. On peut noter des cas concrets satisfaisants de désenclavement intérieur réalisés dans le cadre de la coopération bilatérale telles que les routes (Sévaré-Gao, Ansongo-Menaka, Menaka-Anderaboukane). Quant à la transsaharienne dont le financement du tronçon malien est recherché auprès de la Banque Islamique de Développement (BID) la coordination d'ensemble du projet connaîtra un regain de vitalité grâce aux efforts du Mali qui ont abouti à la nomination récente d'un algérien dans les fonctions de secrétaire général du projet.

1-2-14 - Revendication n°18

- Intensification des recherches en vue de l'exploitation des ressources minières en 6è et 7è régions :

En dépit du coût excessif de la recherche minière, le Gouvernement poursuivra les efforts de promotion de ce secteur de l'activité économique nationale qui a suscité et suscite encore un certain intérêt chez nos partenaires tels que l'URSS pour le projet sel gemme de Aoudenit, le PNC japonais pour l'uranium, le phosphate de Bourem, la plâtrière de Tessalit. Les compagnies pétrolières Shell et Texaco pour les hydrocarbures. Mais il faut reconnaître que les frais d'approche d'une éventuelle exploitation dans les conditions présentes du marché pour un pays sans littoral sont extrêmement élevés. Cependant, les efforts de recherche et d'exploitation se poursuivent comme l'atteste l'Or de Kalana, le phosphate de Bourem, l'Or de Syama, etc...

1-2-15 - Revendication n°19

- Suppression des taxes douanières sur les produits de 1ère nécessité et sur les petits équipements destinés aux projets ruraux en 6è et 7è régions :

Ces taxes douanières seront examinées cas par cas pour éviter les effets pervers d'une détaxation globale incontrôlée et préserver les intérêts des populations et des opérateurs économiques locaux.

On peut envisager la suppression des taxes douanières sur les petits équipements destinés à la réalisation de micro-projets, une exonération d'impôts sur une période de cinq (5) ans au profit des jeunes qui initient des projets de réinsertion sociale.

1-2-16 - Revendication n°20

- Dédommagement des familles victimes innocentes des événements actuels :

Cette revendication est irrecevable, car la vie humaine n'a pas de prix et notre éthique réprouve une telle mentalité.

1-2-17 - Revendication n°21

- Création d'un poste de vice-président de la République et réservation des ministères suivants aux Touaregs : Affaires Etrangères, Développement Rural, Défense et Intérieur :

Cette revendication est irrecevable.

Les exigences constitutionnelles susceptibles de servir de fondement à une telle doléance ne peuvent provenir que d'un consensus national.

La nomination des ministres et la fixation de leurs attributions relèvent des compétences constitutionnelles du Président de la République.

II - RECOMMANDATIONS

2-1) Dispositions pratiques au niveau interne :

2-1-1 : Maintenir le dialogue par l'envoi d'une 2^e mission en Algérie.

Prendre toutes mesures utiles pour éviter d'éventuelles bavures afin de renforcer la position de négociation de la délégation qui se rendra en Algérie.

2-1-2 : Faire replier les populations civiles dans les zones de libre circulation.

2-1-3 : Assurer l'approvisionnement correct des populations dans les poches de famine qui sont déclarées dans les régions concernées en raison de la mauvaise pluviométrie et de la situation qui prévaut et de rupture de l'approvisionnement direct en provenance d'Algérie.

2-2) Des mesures à prendre au plan bilatéral :

2-2-1 : Mettre la délégation dans les conditions telles qu'elle puisse disposer du temps de séjour nécessaire pour accomplir sa mission en toute sécurité, et obtenir pour elle les facilités nécessaires lui permettant d'établir les contacts directs tant avec nos nationaux qu'avec les personnes ressources algériennes.

2-2-2 : La localité de Timayawen servira de base pour la délégation en mission.

2-3) Autres recommandations :

2-3-1 : La date de départ en Algérie de la délégation est fixée au 30 octobre 1990. Elle devra se munir de la documentation appropriée auprès des départements et services concernés en vue de compléter l'information de leurs interlocuteurs sur les réalités actuelles des 6^e et 7^e régions.

2-3-2 : Des dispositions appropriées pour lutter contre une exploitation tendancieuse des événements en cours, au plan interne et externe doivent être prises à tous les niveaux.

2-3-3 : Assortir la mesure d'amnistie générale de l'engagement des autorités algériennes de contribuer en tant que de besoin à la recherche, la poursuite et l'extradition de délinquants isolés ou regroupés en bandes après l'application des mesures de clémence.

2-3-4 : Compte-tenu de la complexité du problème posé, son traitement judiciaire doit être envisagé avec une plus grande implication de l'Algérie dans la recherche de solutions.

2-3-5 : Il est souhaitable d'éviter toute situation génératrice de frustration du fait des lenteurs dans l'application concrète des mesures envisagées à l'issue des négociations.

Fait à Bamako, le 20 octobre 1990
La Commission.

LISTE DES PARTICIPANTS

- Général de Brigade Mamadou COULIBALY, Président
- Colonel Issa ONGOIBA, MATDB
- Intalla Ag ATTAHER, Chef traditionnel
- Aroudeyni Ag HAMATOU
- Zeïd Ag HAMZATA
- Inguïda Ag HIBBA
- Attaher Ag BISSADA
- Almounine Ag KIYOU
- Ekya Ag NOCK
- Anara Ag BILAL
- Sikaye Ag EKAWEL, Cadre
- Assarid Ag IMBARCAOUANE, Cadre
- Amberry Ag RHISSA, Cadre
- Ibrahima Ag YOUSSEUF, Cadre
- Rhissa Ag RATBOU, Cadre
- Moustapha DEME, Directeur de Cabinet Présidence
- Mamadou SANTARA, Conseiller Technique Présidence
- Commandant Alioune BADARA DIOUF, MDN
- Capitaine Diakite LANCENI, MDN
- Capitaine Cheik TIDIANI DIARRA, MDN

Accord sur la cessation des hostilités : le Gouvernement de la République du Mali d'une part et le Mouvement Populaire de l'Azaouad et le Front Islamique Arabe d'autre part (Tamanrasset, 6 janvier 1991)

Soucieux de rétablir et de maintenir la paix et la sécurité sur l'ensemble du territoire national et principalement dans les 6^è et 7^è régions sont convenus de ce qui suit :

- ARTICLE 1er : Il est mis fin aux opérations militaires et à toute action armée sur l'ensemble du territoire et principalement dans les 6^è et 7^è régions du Mali le 06/11/91 à 14 heures.
- ARTICLE 2 : Les deux parties s'engagent à interdire tout recours aux actes de violences, collectifs ou individuels.
Toute action clandestine ou contraire à l'ordre publié doit prendre fin ainsi que toute infiltration d'éléments armés venant de l'extérieur.
- ARTICLE 3 : Les forces combattantes du "Mouvement Populaire de l'Azaouad" et le Front Islamique Arabe existants au jour de la cessation des hostilités se stabiliseront à l'intérieur des zones correspondant à leurs lieux de cantonnement actuel.
Tout déplacement individuel ou collectif des membres de ces forces en dehors de ces lieux de cantonnement doit se faire sans arme.
- ARTICLE 4 : Les Forces Armées Maliennes ne mèneront aucune activité susceptible de donner lieu à des accrochages avec les combattants. Elles procéderont à un allègement progressif de leur dispositifs dans les 6^è et 7^è régions.
- ARTICLE 5 : Dans le cadre du présent accord les Forces Armées Maliennes se désengageront de la gestion de l'administration civile et procéderont à la suppression de certains postes militaires.
En ce qui concerne les villes (Chefs lieux de régions et de cercles), les casernes seront progressivement transférées vers d'autres sites plus appropriés.
- ARTICLE 6 : Les Forces Armées Maliennes éviteront les zones de pâturage et les zones à forte concentration de populations dans les 6^è et 7^è régions.
- ARTICLE 7 : Les Forces Armées Maliennes se confineront à leur rôle de défense de l'intégrité territoriale dans les frontières.
- ARTICLE 8 : Les combattants peuvent intégrer les Forces Armées Maliennes dans les conditions définies par les deux parties.
- ARTICLE 9 : Il est créé une commission de cessation des hostilités chargée de l'application des dispositions du présent accord. Cette Commission est présidée par la République Algérienne Démocratique et Populaire en qualité de médiateur.
- ARTICLE 10 : La Commission de Cessation des Hostilités est composée, en plus du médiateur, d'un nombre égal de représentants des deux parties.
- ARTICLE 11 : Le siège de la Commission de Cessation des Hostilités est fixé à Gao.
- ARTICLE 12 : Tous les prisonniers, otages ou internés civils détenus par chacune des parties seront libérés dans les 30 jours à compter de la signature du présent accord.
- ARTICLE 13 : Le présent accord entrera en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Tamanrasset le 6 Janvier 1991
en deux originaux en langues française et arabe
les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement du Mali
Colonel OUSMANE COULIBALY
Membre du Conseil National de l'UDPM
Chef d'Etat Major des Armées

Pour le Gouvernement de l'Azaouad
et le Front Islamique Arabe.
IYAD AGHALI
Secrétaire Général du Mouvement

En présence de : son Excellence Monsieur MOHAMED SALAH MOHAMMEDI
Ministre de l'Intérieur de la République Algérienne Démocratique et Populaire.

**Procès verbal de la rencontre entre la Délégation du
Gouvernement du Mali et la Délégation du Mouvement Populaire
de l'Azaouad et du Front Islamique Arabe de l'Azaouad à
Tamanrasset, les 5 et 6 Janvier 1991**

La délégation du Mali conduite par le Colonel Ousmane Coulibaly, Chef d'Etat Major Général des Armées, s'est entretenue avec la délégation commune du Mouvement Populaire de l'Azaouad et du Front Islamique Arabe de l'Azaouad du 5 et 6 janvier 1991 à Tamanrasset.

La séance d'ouverture a été placée sous la présidence de son Excellence Monsieur MOHAMED SALAH MOHAMMEDI, Ministre de l'Intérieur de la République Algérienne, Démocratique et Populaire, qui a exprimé l'honneur ressenti par son pays d'abriter cette rencontre fraternelle et son engagement à poursuivre ses efforts en vue d'une solution définitive où problème qui préoccupe la sous-région.

Dans son discours d'introduction, le Colonel Ousmane Coulibaly a adressé ses remerciements aux autorités algériennes pour l'accueil chaleureux réservé à sa délégation.

Après avoir exprimé la volonté du Gouvernement du Mali à trouver une solution définitive à cette douloureuse situation, il a mis l'accent sur la nécessité de préserver l'unité nationale et l'intégrité territoriale du Mali.

Monsieur Iyad Ag Ghali, Secrétaire Général du Mouvement Populaire de l'Azaouad a de son côté mis l'accent sur les raisons essentielles qui ont poussé son mouvement à prendre les armes contre son pays.

Après de longs débats sur l'ensemble des problèmes posés, les deux parties ont procédé à la signature de l'accord du cessez-le-feu joint en annexe et ont convenu de créer à cet effet une commission de cessation des hostilités dont la présidence sera confiée à l'Algérie.

Les deux parties ont convenu que les populations des trois régions du nord du Mali géreront librement leurs affaires régionales et locales par le biais de leurs représentants dans des assemblées élues, selon un statut particulier consacré par la loi.

Dans ce cadre, les assemblées locales constituées d'un organe délibérant et d'un organe exécutif, règlementent dans tous les domaines liés à leurs spécificités en matière économique, sociale et culturelle.

Ces assemblées élisent en leur sein leurs représentants qui se constituent en un conseil consultatif régional chargé de délibérer sur toutes questions intéressant les trois régions.

Dans le cadre du développement régional, 47,3% des crédits du quatrième programme d'investissement seront affectés à ces trois régions.

S'agissant du maintien de l'ordre public dans les trois régions, les compétences et modalités d'exécution seront définies par une loi appropriée qui est en cours d'élaboration au niveau de l'Assemblée Nationale.

S'agissant de la démilitarisation de ces trois régions, les deux parties ont convenu des dispositions ci-après :

- allègement du dispositif militaire des interventions du cessez-le-feu;
- redéfinition de la mission de l'Armée qui se consacrera désormais à son rôle essentiel de défense de l'intégrité territoriale au niveau des frontières nationales;
- la gestion des affaires civiles se fera par des autorités civiles et il sera procédé de même ou désengagement des éléments de l'armée de toute activité de gestion de l'administration civile;
- suppression de certains postes militaires;

- retrait de l'armée des zones de pâturage et des zones à forte concentration de population;
- transfert progressif des casernes militaires des villes (Chefs-lieux d'arrondissement et de région) vers des sites appropriés;
- mise en place d'une commission de cessation des hostilités et de modalités d'application et de suivi de l'accord annexé au présent procès-verbal, à partir du 19 Janvier 1991, la présidence de cette commission sera assurée par l'Algérie;

Les deux parties se félicitent de l'atmosphère chaleureuse et fraternelle qui a présidé tout au long des travaux de cette rencontre et réitèrent leur profonde gratitude à son excellence Monsieur MOHAMED SALAH MOHAMMEDI, Ministre de l'Intérieur qui a manifesté sa disponibilité pour l'aboutissement de ces travaux.

Fait à Tamanrasset, le 6 Janvier 1991

Pour le Gouvernement de la République du Mali

Colonel OUSMANE COULIBALY
Membre du Conseil National de l'U.D.P.M.
Chef d'Etat Major Général des Armées

Pour la Délégation du Mouvement de l'Azaouad et du
Front Islamique Arabe de l'Azaouad.

IYAD AGHALI
Secrétaire Général du Mouvement

Pour le Gouvernement de la République Algérienne
Démocratique et Populaire.

MOHAMED SALAH MOHAMMEDI, Ministre de l'Intérieur

- COMMUNIQUE DE PRESSE -

Les 5 et 6 janvier 1991 s'est tenue à Tamanrasset en République Démocratique Algérienne et Populaire une rencontre entre une délégation officielle de la République du Mali et une délégation commune du Mouvement Populaire de l'Azaouad et du Front Islamique Arabe de l'Azaouad.

Cette réunion de famille qui fait suite à plusieurs contacts informels par l'entremise des autorités algériennes, avait pour objectif la restauration de la paix et de la sécurité dans les 6e et 7e régions du Mali pour le raffermissement de l'unité et de la solidarité de toutes les composantes de la nation malienne.

La rencontre qui s'est déroulée dans une atmosphère de fraternelle compréhension a permis de procéder à la signature d'un accord relatif au cessez-le-feu et aux mesures pratiques d'un règlement définitif de tous les problèmes posés suites aux douloureux événements survenus dans les dites régions.

Les résultats concrets de cette rencontre ont démontré la volonté et la capacité de la nation malienne à surmonter tous les obstacles à la paix, facteur indispensable à la réalisation des objectifs de développement, de progrès et de bien-être pour les populations.

Les participants ont réaffirmé leur profond attachement à l'unité nationale et à l'intégrité territoriale de leur pays.

Les parties se sont félicitées de la contribution de qualité du Gouvernement Algérien pour les efforts qui ont permis d'assurer le succès de cette rencontre et lui adresser à cette occasion leurs plus vifs remerciements et l'expression de leur profonde gratitude.

Procès-verbal de la première réunion de la Commission de suivi de l'application de l'accord de Tamanrasset du 6 janvier 1991

=====

En application des dispositions de l'accord et procès-verbal signés à Tamanrasset le 6 janvier 1991 et le procès-verbal de la rencontre du 31 janvier 1991 la Commission de suivi et l'accord s'est réunie du 5 au 7 mars 1991 à Gao.

Les travaux de la Commission de suivi ont porté essentiellement sur le mandat qui lui a été assigné sur les dispositions du procès-verbal du 31 janvier 1991.

Aux termes de ces dispositions la Commission de suivi a convenu de ce qui suit.

1- Libération des Prisonniers :

- Pour la partie gouvernementale :

La partie gouvernementale s'engage à libérer immédiatement tous les prisonniers et internés civils et à les mettre à la disposition de la Commission.

- Pour la partie du MPA et FIAA :

Le Mouvement Populaire de l'Azaouad et le Front Islamique Arabe de l'Azaouad s'engagent également sur la base du même principe à libérer les prisonniers et internés civils retenus à leur niveau dans un délai maximum de deux (02) semaines à compter du 6 mars 1991.

Par ailleurs, la Commission, saisie par l'une ou l'autre des parties de la détention ou de la disparition de personnes, mettra tout en oeuvre pour leur recherche en vue de leur libération.

2- Allègement du dispositif militaire :

La Commission constate un début d'exécution concernant l'allègement du dispositif militaire qui s'est caractérisé par :

- La fermeture des postes suivants : Fanfin, Tamalet, Bouressa, Tin-Zaouatène, Insari, Telabit, Tnkar, Tadoudjimet, Ait El Kaoua, Léré, Nampala, Intademit.

- Le repli des effectifs de ces postes vers les Unités de Tessalit, Kidal, Gao et Diabali.

Par ailleurs, les deux parties ont convenu de la poursuite de l'allègement selon les modalités suivantes :

1ère étape :

Regroupement provisoire des effectifs dans les cinq (5) camps suivants : Gao, Kidal, Tessalit, Andéraboukane, Tombouctou.

Reconversion des postes de Tin Essako et d'Anafis en poste de sécurité (gendarmerie, police, garde républicaine).

La question relative aux postes d'Aguelhoc et Inakounder est suspendue pour être soumise ultérieurement à consultation entre les deux (2) parties compte-tenu de son importance et des aspects de sécurité de la zone.

2ème étape :

L'allègement des effectifs et le choix des sites appropriés pour l'implantation de nouvelles casernes.

3- Mise en place des textes relatifs aux institutions :

La partie gouvernementale a convenu de mettre à la disposition de la Commission, au cours du mois de mars 1991, le projet de loi qui doit être conforme à l'esprit et à la lettre de l'accord de Tamanrasset du 6 janvier 1991 et préciser les prérogatives des organes élus (Exécutifs et Conseil Consultatif Régional).

La dite loi doit prévoir également la possibilité pour les organes ci-dessus désignés de pouvoir coopérer dans les domaines économique, social et culturel, avec les Organisations Non

Gouvernementales (ONG) et les collectivités d'autres pays dans le cadre des lois et règlements du pays.

4- Intégration des éléments armés du MPA et du FIAA :

Aux fins d'intégration dans les corps militaires, paramilitaires et civils, la Délégation MPA-FIAA s'est engagée à remettre à la Commission au cours du mois de mars 1991, les premières listes de leurs éléments armés.

La dissolution de la branche armée du MPA et du FIAA ainsi que le recouvrement de tout armement par la Commission chargée du suivi et de l'application de l'accord se ferait définitivement avec la promulgation de la loi prévue courant premier semestre 1991.

5- Nomination des responsables administratifs civils :

A titre transitoire, il sera procédé à la nomination de responsables administratifs civils à la tête des Cercles et Arrondissements.

6- Règlement intérieur de la Commission :

Sur le plan de son fonctionnement, la Commission de suivi a adopté en séance plénière son règlement intérieur.

Le Mouvement Populaire de l'Azaouad et le Front Islamique Arabe de l'Azaouad condamnent tout acte de nature à heurter la paix et s'engagent à tout mettre en oeuvre pour combattre ce genre d'agissement, de même qu'ils regrettent la mauvaise interprétation faite de l'accord au Mali et ailleurs.

Fait à Gao, le 7 mars 1991

Pour le Gouvernement de la
République du Mali

Pour la Délégation du Mouvement de
l'Azaouad et du Front Islamique Arabe
de l'Azaouad.

Colonel OUSMANE COULIBALY
Membre du Conseil National
de l'UDPM
Chef d'Etat Major Général des Armées

IYAD AGHALI
Secrétaire Général du Mouvement

Le Chef de la Délégation Algérienne
ARDICHE SAID, Chef de Cabinet
du Ministère de l'Intérieur

Fait à Tamanrasset, le 6 Janvier 1991

Question débattue au cours de la réunion n° 5 du CTSP, du jeudi 9 mai 1991 (en italique, annotations au crayon, manuscrites)

MAMIDOU DIABATE :

La situation dans les 6^e et 7^e régions est préoccupante. Je pense que des mesures militaires et politiques aussi doivent être prises.

Je pense aussi que l'on peut avoir des explications sur ce point;

It-Colonel KAFOUGOUNA KONE

Il faut d'abord rappeler que les accords de Tamanrasset portaient sur quatre points, à savoir :

- la réduction des effectifs militaires qui se trouvaient dans la zone des combats. Les rebelles estiment qu'il y a trop de militaires dans les 6^e et 7^e régions qui, selon eux, sont ainsi occupées. Effectivement depuis 1963, des unités militaires ont été placées dans tous les Oueds de ces régions.

- le retrait de l'armée de certaines localités.

- le recrutement d'une partie de leurs combattants pour l'intégrer dans l'Armée Nationale.

- la décentralisation. *(Ce point ne figure pas dans les accords)*

L'ancien régime qui avait envoyé plus de mille soldats a accepté la réduction des effectifs et du nombre de postes de sécurité.

L'intégration de certains combattants dans l'armée régulière a également fait l'objet d'un accord. Cette intégration doit se faire selon les textes en vigueur mais pas sur la base ethnique et les intéressés doivent accepter de servir en tout lieu du territoire national. Les fiches ont été distribuées à cet effet.

Les rebelles avaient été invités à rendre leurs armes.

Un accord sur la décentralisation a été obtenu.

(Pendant les négociations de Tam, la décentralisation a été rejetée, comme prétendue solution aux revendications des Touaregs maliens)

Il ne s'agit pas là ni d'une autonomie interne d'une fédération, ni d'une indépendance. Cette décentralisation donne à ces deux régions la possibilité de se consulter sur des problèmes spécifiques. *(Elle le donne à toutes les régions du Mali)*

Une Commission de suivi de ces accords a été mise sur pied; elle comprend huit représentants des rebelles, huit représentants du Gouvernement et six représentants de l'Algérie.

La Commission de suivi s'est réunie et a constaté que le Gouvernement a entamé l'exécution des accords. Mais les rebelles n'ont pas remis leurs armes. *(Il est question qu'ils les remettent après l'application des accords)*

Au cours d'une séance de travail avec le FIAA et le MPA, on a relevé le nombre d'incidents et on a demandé aux représentants de ces mouvements la cessation de ces incidents. Ils ont demandé un mois pour entrer en contact avec leurs dissidents pour mettre fin aux actions de ces derniers. Il semble que le MPA ne peut plus cerner le problème. *(Le MPA ne l'a jamais dit)*

Récemment, des éléments du FIAA ont quitté Tombouctou pour se rendre à Gao; ces derniers étaient venus de combat et étaient armés. Arrivés à Gao, ils ont voulu entrer en rapport avec Tamasheq. Ce dernier, en faisant usage de son arme, a provoqué la révolte de la population de Gao.

Ces mêmes éléments du FIAA ont organisé à Gao une manifestation au cours de laquelle ils se sont présentés comme des libérateurs. Là encore, la population de Gao était révoltée.

Il y a eu une réunion sur les accords de Tamanrasset à Gao. Ces cadres se sont plaints de n'avoir pas été associés. Une Commission a été mise en place pour prendre les contacts nécessaires afin de calmer la situation.

Pendant tout ce temps des villages continuent d'être attaqués par des rebelles. Il en a résulté ce que l'on a appelé opération Tamasheq au cours de laquelle les familles Touareg ont été la cible de la population de Gao. *(Il faut éviter, en pareille circonstance, d'appliquer la loi dont a usé le loup pour manger l'agneau)*

Les forces armées étaient obligées de prendre ces familles Touareg en charge hors de la ville de Gao. *(Elles ont plutôt pris une part importante à ce massacre)*

Selon certaines sources, ce qui a choqué la population, c'est que le Ministère de l'Administration Territoriale, qui était en tournée dans ces deux régions, n'a pas pu convaincre les gens.

Présentement, une délégation du CTSP est dans la région de Gao. Une délégation du Gouvernement est aussi sur place.

Il faut reconnaître qu'il y a un groupe qui n'est pas d'accord avec les signataires des accords de Tamanrasset. Ils ont demandé à rencontrer une délégation du Gouvernement. *(ou bien on le respecte, ou bien on y renonce)*

Le problème est interne aux Touareg. On pense que Kidal, qui sera bientôt érigé en chef-lieu de région, sera favorisé par rapport à Menaka.

La solution pourrait être d'ordre politique. Une large information sur les accords de Tamanrasset doit être faite. La Commission de suivi des accords de Tamanrasset doit être convoquée pour montrer à la partie algérienne la situation qui prévaut sur le terrain. Après cela, le Gouvernement devra prendre ses responsabilités.

OUMAR MARIKO :

On a dit que c'est l'AEEM qui a déclenché les attaques contre les Touareg à Gao.

Le Secrétaire Général de l'AEEM de Gao est attendu. Il semble qu'il a des problèmes. Il voudrait être inscrit dans un établissement de Bamako.

En quoi consiste la réduction des effectifs préconisée par les accords de Tamanrasset.

It-Colonel KAFOUGOUNA KONE :

Je ne pense pas que l'AEEM soit à l'origine des attaques contre les Touaregs.

Le pays est couvert par trois zones de défense dont la zone de défense de Gao. En temps normal, cette zone de Gao dispose d'un effectif donné. Cet effectif a été renforcé par 700 personnes dans le cadre de ces événements.

La réduction des effectifs dans le cadre des accords de Tamarasset, consiste à retirer les troupes qui ont été envoyées en renfort pour les regrouper dans des postes de sécurité donnés. *(Ces troupes qui ont été envoyées n'ont pas été retirées mais déplacées)*

ABDRAMANE BABA TOURE :

On dit que les accords de Tamanrasset prévoient une partie du territoire national dans laquelle les rebelles en armes peuvent circuler.

Il a également été question de libération de prisonniers. Le Gouvernement a libéré des prisonniers mais l'autre partie en conflit n'a pas fait autant. *(L'autre partie a effectivement libéré les prisonniers qu'elle gardait)*

It-Colonel KAFOUGOUNA KONE :

Il n'existe pas de zone réservée strictement aux rebelles. Pendant les événements, on avait défini une zone et considéré comme rebelle tout individu qui s'y trouvait. *(Un moyen destructeur pour les populations de la région)*

Dans les accords de Tamanrasset, on n'a pas parlé de libération de prisonniers. Pour décrier la situation, le Gouvernement avait jugé utile de libérer des prisonniers; Du côté des rebelles, on a fait comprendre qu'il n'y avait pas de prisonniers. Selon nos enquêtes aussi les rebelles n'ont pas fait de prisonniers.

MAMIDOU DIABATE :

Le problème concerne toutes les parties de la population; la population sédentaire de Gao doit être associée à la recherche de la paix.

Il faut un débat sur cette question des Touaregs. Ce débat doit-il être national ou régional? *(Il doit être international)*

Une campagne d'information doit être engagée. Il faut que l'opinion publique soit informée de tout ce qui a été fait. Les médias, étrangers surtout, nous desservent.

MOUSSA KEITA :

Il faudrait attirer l'attention sur le fait que les Touaregs privilégient la méthode militaire au dialogue; *(Les Touaregs ont pris les armes par nécessité absolue)*

It-Colonel OUSMANE MAIGA :

Il faut un débat national.

Les médias français, RFI en l'occurrence, parlent de démilitarisation et de l'autonomie pour les 6^e et 7^e régions, alors qu'il s'agit d'un allègement des effectifs militaires et d'une décentralisation. Il est nécessaire d'expliquer largement les accords de Tamanrasset. *(effectivement cela est une nécessité, en évitant la déformation)*

Ce problème Touareg nous impose une unité d'action. Nous devons avoir une position commune face à ce problème. Si la sécurité règne dans le sud du pays, on peut arriver à présenter un front commun. *(un front commun contre qui ?)*

It-Colonel KAFOUGOUNA KONE :

Il faut qu'on arrive à avoir l'opinion internationale avec nous. Au début des événements RFI avait réussi à matraquer l'opinion.

It-Colonel AMADOU TOUMANI TOURE :

Il faut que notre Ambassade à Paris soit restructurée. Un attaché de presse doit être mis à sa disposition.

BAKARY KARAMBE :

Il faut trouver une réaction appropriée pour faire le contrepoids aux attaques des médias.

Lettre ouverte à propos des événements de Léré (20-21 mai 1991)

LETTRE OUVERTE A MM =

- Le Président du CTSP,
Chef de l'Etat,
- Le Premier Ministre,
Chef du Gouvernement
- Les représentant des associations démocratiques (CNID, ADEMA, UNTM, AMDH, AEEM, JLD, etc...)

Excellences,
Chers Compatriotes,
Aimables autorités,

Nous notables venant de Léré,

- Conscients de la volonté de l'Etat nouveau à travers ses institutions, d'assurer la paix et la concorde entre les différentes composantes du Peuple Malien.
- Meutris par l'étrange perpétuité de la violence dans les 6è et 7è régions de votre chère et éternelle patrie.
- Angoissés par la crainte d'un génocide irréparable.
- Vous informons de notre profonde consternation devant cette situation.
- Attirons votre attention sur la flagrance ostentatoire des événements à travers le témoignage d'un rescapé de Léré.
- Sans en récuser à vos efforts, que nous soutenons sans réserve, appelons à la prise urgente des mesures qui s'imposent en vue de préserver l'honneur, la dignité, la droiture et la vie des innocents.

TEMOIGNAGE DE BOLA Ag MOHAMED SUR LES EVENEMENTS DE LERE (Nianfunké)

- Lundi 20 Mai 1991 à 11h :

Assis tranquillement au seuil de ma maison, j'aperçois soudainement une velera regorgeant d'hommes en uniforme, se garer face à la demeure de Mr Attiyoub CISSE, un infirmier de santé. Quelques instants de suite, l'homme terrifié à coups de ceinturons et de godasses sous les larmes de sa famille; et tel un sac, fut balancé et jeté au fond du véhicule. L'horrible spectacle fit aussitôt foule. Et d'une célérité d'éclair, les curieux abattus par les rafales dégringolaient. Dieu soit loué, je ne pus m'empêcher de rabattre ma porte; une maison inhabitée et close appartenant à un peulh a été transpercée de balles, prétexte : les rouges ont l'habitude de s'y retrouver. Et depuis, fusillades jusqu'à 20h.

- Mardi 21.05.91 à 11h et demi :

Ma demeure a son tour d'être visitée. Deux hommes en uniforme s'y introduisent. L'un d'eux voulait littéralement décharger son arme sur moi, empêché par son compagnon qui préférerait seulement perquisitionner. Ils finirent pas m'expulser et commencent la fusillade à l'intérieur de ma baraque. La scène n'était point de nature à faire rire même le plus fougueux des fous. Et pourtant, en ressortant :

- "Pourquoi ris-tu?" me lança l'un d'eux.

- "Que sais-je? je ne comprends rien de ce que vous faites!" répondis-je de ma gorge serrée.

- "Pas droit à comprendre!" rétorquent-ils, puis rafales sous mes pieds.

Je fus enlevé et jeté au fond de la velera. Destination : le marché où les noirs (bella et sonrai notamment) vidaient les boutiques dont les propriétaires ont été exécutés la veille. Mes déportateurs firent appel à ce monde crapuleusement occupé à la cueillette :

- "Connaissez-vous cette suppurante épave?". Un chauffeur à côté acquiesca. Assis, je me suis retrouvé à même le sol sous les coups de godasses. Rompu, je m'enquis :

- "Pourquoi me traitez-vous de la sorte?"

- Parce que tu es rouge, puis c'est tout, tu te tais!", répondit mon bourreau.

Je fus alors emporté à la gendarmerie. Un Maréchal de Logis, Mr DABO, m'ayant reconnu, les interrogea sur les motifs de ma déportation et demanda ma relâche.

- "Tu prends la responsabilité devant le Capitaine", ils lui lancèrent.

Le Chef de Poste de la Gendarmerie m'amena devant le Capitaine qui vint à ma rencontre et prononça :

- "Tu as eu la chance".

Ordre du Chef de Poste de me retirer du lieu.

Sur le chemin, mon compagnon, le Chef de Poste de la gendarmerie me confia la cause des intrigues de Léré.

Je rapporte : "Nous étions regroupés hier devant le poste quand surgit le capitaine. Il nous dit qu'il vient de recevoir un message de Tombouctou lui ordonnant "d'éliminer tous les complices rebelles".

Le Chef de Poste rétorqua : "Je ne peux exécuter d'ordre de Tombouctou sans une preuve écrite. Alors le message écrit lui fut exhibé. De qui émanait-il? du Commandant certainement.

Et les opérations commencèrent, dirigées par le Capitaine. Ordre transmis par ce dernier : "Tuer tout type rouge, de tous âges de tous sexes".

Les gendarmes ont demandé que fussent au moins épargnés les enfants et les femmes. Ce qui fut entendu, mais bien sûr sous caution qu'aucun homme rouge n'échappe. Les ordres furent littéralement exécutés.

Le bilan au lundi soir était lourd : 22 personnes exécutées sur place, brûlées et les corps calcinés enterrés dans une fosse commune au sud du camp.

Pendant que l'équipe des fossoyeurs ensevelissait les restes des corps en cendre et charbon, trois autres équipes à bord de BRDM et de veleras continuaient la chasse à l'homme rouge. Les crépitements d'armes se multipliaient. A l'après-midi déjà, Léré est déjà déserte de tout ce qui est ou tend vers le rouge.

Les chasseurs s'empressèrent vers le puits de Sarhmissa, à 12km de Léré où est fixé le marabout Alhousseiny Ag Mohamed El Mehdi qui subit avec ses huit (8) frères le même sort que ceux de Léré, devant leurs familles respectives.

En plus, un peu plus tard, le même soir, quatre (4) maures dont 2 mauritaniens, ont pâti de la même manière.

NB : Les personnes ainsi tuées sont en majorité des notables et commerçants de Léré.

Les femmes et les enfants désertent cet enfer vers des destinations inconnues; On en note plusieurs morts de soif et de faim.

Ils continuent encore à pâlir sous l'effet des privations dans leurs refuges improvisés.

LISTE DES DISPARUS (EXECUTES) QUI ONT PU ETRE IDENTIFIE

1. Achoucrou Ag Hamsa : Chef fraction Kel Intabaremt II
2. Ali Ag Mossa : Commerçant
3. Mohamed Almouloud Ag Salmana : Commerçant
4. Attiyoub Cissé : Infirmière d'Etat en service à Nianfunké
5. Ahmad : Sergent Chef de la Gendarmerie en retraite
6. Mohamed Ag Elmehdi : Grand Marabout de Léré
7. Alhousseiny Ag Mohamed Elmehdi : Marabout

et ses 8 frères (tout un campement)

16. Elmehdi Ag Amahadjoudj : Pharmacien Léré

17. El Bachir : Commerçant

18. Mohamed Attaher : Courtier (bétail)

19. Oumar Ag Ibrahim : KALTIDJBISSIT

NB : Il s'agit là d'une liste non limitative car il existe plusieurs personnes sur l'existence desquelles plane le plus grand doute.

Bola Ag Mohamed Ali.

Résolution de la rencontre des délégués du M.P.A. tenue à Tamanrasset le 5 au 10 juin 1991

A l'issue de plusieurs rencontres entre ses différentes composantes, le MPA en ce jour 10 juin 1991

DECIDE :

1) La mise sur pied d'une Commission de réconciliation composée d'une sous-commission politique et d'une sous-commission militaire.

2) La Commission de réconciliation négociera l'observation du cessez-le-feu et s'attèlera à résoudre définitivement les problèmes d'insécurité. Elle invite la partie gouvernementale à faire de même en assurant la sécurité des populations d'origine nomade, notamment dans les villes.

3) La mise sur pied d'un Conseil de crise issu des deux sous-commissions ci-dessus définies et qui prendra en charge la gestion des Affaires du Mouvement jusqu'à la tenue prochaine du Congrès.

4) Ce conseil désignera une Commission chargée de la préparation du congrès dont la date et le lieu seront communiqués très prochainement.

PAR AILLEURS :

Les Délégués du MPA,

vu la situation que vit la Communauté nomade dans les centres urbains,

vu l'indifférence des Autorités et certaines déclarations des responsables politiques,

vu le silence des médias (publics) face à cette situation,

- condamnent la violence et les exactions dont sont victimes les populations Maures et Touarègues dans les centres urbains où certaines sont installées depuis plusieurs décennies;

- demandent l'ouverture d'une enquête afin de situer toutes les responsabilités dans ces affaires, ainsi que le dédommagement des victimes et la restitution de leurs biens;

UNANIMEMENT

Les Délégués remercient les Autorités Algériennes pour leur aide et leur disponibilité. De même qu'ils remercient la délégation gouvernementale pour son apport à la réussite de la concertation.

Fait à Tamanrasset le 10.06.91

Pour le MPA

Le Président de séance

Iyad Ghali, Secrétaire général du Mouvement Populaire D'AZAWAD

COMMUNIQUE DE PRESSE
=====

Du 05 au 10.06.91 s'est tenu au Palais de la Culture de la Wilaya de Tamanrasset, un rassemblement de toutes les sensibilités du Mouvement Populaire de l'Azaouad.

Après analyse de la situation générale du mouvement, les participants ont adopté les dispositions suivantes :

- Mise sur pied d'une Commission chargée de consolider l'entente au sein du Mouvement Populaire de l'Azaouad;

- La mise en oeuvre de toutes les mesures favorables à l'arrêt des hostilités et l'instauration d'un climat de paix et de quiétude;

- La mise en place d'un Conseil de crise chargé de la gestion des Affaires du Mouvement jusqu'à la tenue prochaine du Congrès;

- Désignation d'une Commission chargée de la préparation du Congrès dans les meilleurs délais;

Par ailleurs, le MPA souhaite que le Gouvernement malien apporte son appui à l'aboutissement heureux de toutes les mesures ci-dessus indiquées.

Unaniment, les délégués du MPA adressent leurs remerciements aux Autorités Algériennes pour leur aide et leur disponibilité permanentes. De même qu'il se réjouissent de la présence et de la contribution de leurs frères de la Délégation Gouvernementale Malienne.

Fait à Tamanrasset, le 10.06.91

Messages enregistrés de l'armée malienne (février-mars 1991)

- Message n°1 : TESSALIT

N°617 D2 du 26-II-1991 à 8H00mn

"Honneur vous communiquer-stop-attaque rebelles contre localité-stop-21H10mn à 15H30mn-stop-bilan-stop- Côté personnel : aucune victime-stop-8 blessés-stop-bureau arrondissement brûlé et saccagé-stop-documents toujours en feu-stop-Côté population : 1 blessé grave, il s'agit-stop- Sieur AMIHACHAL OSSAD, guide douane Tessalit-stop-unité privée de toutes communications-stop-et moyens de liaisons-stop-véhicule sur cale-stop-absence autres moyens fonctionnement unité-stop-apport urgent dans tous domaines-stop et fin./

- Message n°2 :

Message sans n° : 10H15mn - Origine : D.B. TESSALIT - DEST : D.R.D.

"Attaque centre population-stop-dans la nuit du 26/II/91 à 21H30mn-stop-1 blessé grave-stop- AMIHACHAL OSSAD, guide douane Tessalit-stop-atteint à la tempe gauche-stop et fin./

- Message n°3 :

Origine : C.B. TESSALIT à 12H00mn - DEST : C.C.GEN. GAO

- Commandants IIIÈ C.I.M. 151È B.A. TESSALIT

Message n° 618 D2 du 26/II/91

Référence : Mon T.O. N° 88 D4 CH du 12/09/91-stop.

"Honneur vous communiquer, selon renseignements reçus-stop-après attaque dans la nuit du 25 au 26/II/91-stop-éléments rebelles-stop-décident de venir à vous, leur intention-stop-occuper bureau arrondissement et bureau unité gendarmerie-stop-sollicitons urgemment moyens personnels et matériels ou autres instructions de dernières solutions-stop et fin./

- Origine : 77 (ANSONGO)

DEST : 120 (G.O.)

N° 45 P.M.-A du 23-BRC du 22/12/91 :

"Attaque circonscription 77 (Ansongo)-stop- par bandits armés à 1H00mn-stop-10 hommes habillés en tenue treillis munis de PM (Kalachnikovs) et lance-roquettes-stop- bilan-stop- 3 morts dont 1 civil-stop-3 blessés dont 1 garde et 1 civil-stop-tenons renseignements qui sont à bord de 2 Land-cruiser-stop et fin./

Muni de 40 PM et lance-roquettes-stop-enlevés iminovs et 2 kalachnikovs en fuite à bord de 2 Land-cruiser, direction nord-est-stop et fin./

Convoi militaire signalé dans le message n°1332 est arrivé hier dans l'après-midi à 17H30mn à TESSALIT.

MARIKO devrait se rendre à TESSALIT en provenance de KIDAL.

- HVRC 18AEZ de 20DU

8h30Z. Une délégation de Tighar-ghar composé de Bakrene Iyatou chef de mission Sidaghan AKASSA, Inamoud BACKAR, Kaykay AZMILOU, Mouloud Ahmed AKLI Mohamed, la dite délégation serait envoyée pour prendre contact avec moi par leurs autorités et discuter anéantir bandits dans le secteur. Chef délégation propose deux sorties 2WK (patrouilles) mixtes (une patrouille séparée). En outre demande véhicules et carburant et déclare que modalités pratiques d'exécution seront définies par Iyad ag Rhaly. En attendant, il se propose d'entreprendre la lutte avant arrivée Iyad avec ses propres moyens - par ailleurs, demande positions Iyad ag Rhaly ce jour.

Dite délégation se propose passer journée (Aguel-Hoc) ses dispositions.

Signé Tegharghar le 3-1-92

- 7UA Aguelhoc 12-3-91 chef secteur CP Tessalit

Etat-Major Général Bataillon

5AA tout chef scteur OP KFO1 du 05-03-91

Ref : Mon TO n°339 à chef scteur Kidal du 05-03-91 Stop

Eléments Tifgarghare devront rester sur place-stop- Solution sera trouvée avec Iyad ag Aghaly et autres sur place Gao-stop-Toute occupation fera objet réduction-stop- Patrouille pour empêcher tout mouvement sur Bouressa- XXX-Abeybera

Organisations humanitaires et ligues de défense des droits de l'homme : Bilan partiel de l'opération "Kokadje" (3 octobre 1991)

Dès la fin juillet, l'armée malienne a entrepris une vaste opération de ratissage contre les Touaregs et Maures dans la région de Tombouctou jusqu'à la frontière Mauritanienne dans le Houassa.

L'opération "KOKADJE" qui s'est poursuivie jusqu'en fin septembre 1991 consistait à massacrer systématiquement tout "élément blanc" nomade ou sédentaire d'où le nom de l'opération "KOKADJE" signifie littéralement en Bambara "NETTOYAGE A SEC";

Depuis fin juillet donc, le génocide perpétré par les militaires maliens est à visage découvert, les méthodes insidieuses jusque là employées ont été mises à nu (cf événements de Gao, Tombouctou, Tilwatt, Sevare, etc...)

En effet, d'avril à juillet, les massacres et les pillages des "populations blanches" sont l'oeuvre de bandes de civils armés et encadrés par les militaires et autres forces de sécurité, ce qui pendant quelques temps a falli faire croire aux non-initiés tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Mali, qu'il s'agit de massacres et d'actes de vandalisme à connotation raciale sur fond de guerre civile.

Aujourd'hui, le bilan hélas partiel de l'opération "KOKADJE" est malheureusement là pour venir à bout du scepticisme de beaucoup d'observateurs et permet d'espérer que la Communauté Internationale va enfin sortir de sa réserve excessive afin de dire, rien que, non à ce génocide.

L'opération "KOKADJE" a consisté également à saper tous les embryons de développement dans la région : tous les points de fixation réalisés avec le concours des ONG ont été littéralement saccagés par les militaires qui ont démoli jusqu'aux bâtiments.

GOUNDAM : (première semaine du mois d'août 1991)

Sur invitation de l'ONG Care-Mali en vue d'une distribution de secours alimentaires (communiqué sur les antennes de Radio-Mali) des Touaregs et Maures réfugiés dans le désert malien sont arrivés en masse à Goundam. Ils furent rassemblés, déshabillés, puis alignés pour être exécutés : quand survint une mésentente entre certains responsables militaires et civils de Goundam et la patrouille de l'armée chargée de l'exécution.

Tout de même, ce jour 8 mai 1991, deux (2) personnes furent exécutées :

1. CHEIKH O. MOULAYE RACHID, commerçant, fils de Moulaye Rachid Cadi de la Ville de Goundam.
2. MOHAMED AG EHYA, enseignant à Tin-Tellout.

La même patrouille a exécuté quelques jours auparavant à Tonka (arrondissement situé à 45km de Goundam côté sud-ouest) :

1. INDEGUEW (infirmier en retraite, fraction Kel Anssar)
2. ELKHALIFA OULD MAOULOU (commerçant à Tonka).

DU 08 AU 19 AOUT 1991 :

La même patrouille a massacré tout le long de l'itinéraire emprunté entre Goundam et Lerneb (soit 250km) tous les bergers et campements nomades rencontrés : ainsi :

- 5 éleveurs ont été exécutés à Adialamdialam (Gargando) :

MOHAMED AG AMALACH

AHMAD AG MOHAMED

MOHAMED ALY AG ALY SALEM, son fils et son neveu, tous de la fraction Kel Tichghayen)

- Massacre de ASSALAH AG HKAMET à Maghdougou (Gargando) de la fraction Imididaghen)
- Exécution de ATTAHER AG ABBA à Tebanawl (Gargando) Sergent Chef de la garde Goum en retraite (17/08/91)
- Massacre de MOHAMED AG HAMOUTALA dit "Alberberi" (Gargando)
- Massacre de MOHAMED AG HAMADA-LAMENE au nord-ouest de Gargando Fraction Kel Tichghayen.

LE 17 AOUT 1991 :

Tiguere : (arrondissement de Lerneb) : exécution de MOHAMED IBRAHIM AG MOHAMED ELY, Fraction "Kel Himim".

- Massacre de tous les hommes du campement maures des HEL OUDATELA (fraction Doïliba) à Oumamera (arrondissement de Lerneb) : 11 adultes et 2 mineurs, les rescapés dont le chef de la tribu, se sont réfugiés en Mauritanie. Les femmes ont été abandonnées en plein désert et les troupeaux attribués aux Peulhs et Belhas.

Il faut signaler que le responsable du campement avait en sa possession un document des autorités militaires sensé les protéger des exécutions.

LE 22 AOUT 1991 - LERE :

Exécution de AL ATTEK AG ALLALEWENE, notable et commerçant à Léré - MOHAMED AG HAMOUMOU, notable à Léré.

LE 25 AOUT 1991 - NIAFUNKE - Soumpi :

A la suite de l'accrochage de Tiwardiwene entre des combattants et l'armée, les militaires ont exécuté :

- 15 hommes d'un campement situé au nord de Soumpi
- MOHA, garde-Goum en service à Soumpi.

LE 26 AOUT 1991 - NIAFUNKE VILLE :

1. ALLY AG AHDOUN, enseignant à Niafunké
2. HASSANTAN AG ABDOUN, comptable à Niafunke
3. DOULLA AG MOHAMED, commerçant à Niafunke
4. ININOR AG MOHAMED, commerçant à Niafunke
5. EHYA AG OUSMANE, commerçant à Niafunke
6. IBRAHIM AG DIOUWA, moniteur d'agriculture à Niafunke.

LE 28 AOUT 1991 :

- Exécution d'un voyageur de la fraction Kel Ghizaf près de Tonka.

MOIS DE SEPTEMBRE 1991 :

- Exécution de 2 éleveurs à proximité de Tin-Aïcha, rive nord du lac Faguibine,
- Massacre de 3 éleveurs "Isimaten" à Elguer, arrondissement de Lerneb,
- MOHAMED AG MOHAMED EL MOCTAR, à Sokolo.

- 3ème semaine : campement Hadiyetou, fraction Kel Inteberemt :

L'armée malienne a enlevé une dizaine d'hommes au lieu dit N'Dou Kala (arrondissement de Dioura - région de Mopti) en laissant entendre qu'ils seraient exécutés :

1. OUMAR AG OYAHITT
2. ALIBOYE AG OUMAR
3. IBRAHIM AG HADAJNA
4. MAHMAD AG BOGUI
5. MOHAMED AG BOGUI
6. JIDDOU AG MOHAMEDOUN
7. AFO AG HADIYETOU
8. HADIYETOU AG HADAJNA
9. AMINGA AG BOGUI

10. ABDOULAHI AG BOGUI.

Femmes et enfants des hommes enlevés pour être exécutés par l'armée; soit 16 personnes :

- KHADIJETOU, ZEINABO et ses 2 enfants
- WAGHA et ses 3 enfants
- AICHA-AICHA WALET MAHMOUD et ses 4 enfants
- FADIMATA WALETTE ESLAH
- TALLA WALETTE ABDOULAHI.

NB : Si ce campement est resté dans cette zone au lieu de chercher refuge en République Islamique de Mauritanie à l'instar des autres Touaregs et Maures, c'est tout simplement parce qu'il a été mis en confiance par une note de l'administration, sorte de certificat de "bonne conduite" sensé le mettre à l'abri des exactions de l'armée.

Après le raid de l'armée, les populations noires des villages environnants ont pillé et saccagé les biens du campement réputé le plus riche en bovins, ovins et caprins des Touaregs transhumant dans l'axe inondé.

- Rescapés parvenus en Mauritanie :

1. JIDDOU AG MED ELMAOULOU
2. ASSO ASSOET
3. AHMEDOU AG MOHAMEDEOUN

(Rescapés gardant les troupeaux au moment de la rafle mais ils furent attaqués en chemin par des populations noires auxquelles ils échappèrent).

4. FADIMATA WALETTE MED ISSA
5. TAYA WALETT FATEYE.

BASSIKONDU, Le 3 octobre 1991

HABAYE AG Mohamed.

Armée Révolutionnaire de Libération de l'Azawad. Statuts adoptés au Congrès de Tegharghar du 04/11/91 Au 08/11/91

*
UNITE - LIBERTE - JUSTICE
*

----- CHAPITRE I : DE LA CREATION :

ARTICLE 1 :

Il est créé à Tegharghar (Azawad), en l'an Mil Neuf Cent Quatre Vingt Onze et le Cinq du mois de Novembre, un Front de lutte dénommé : Armée Révolutionnaire de Libération de l'Azawad, en abrégé : ARLA.

L'ARLA est une organisation politico-militaire régie par les principes révolutionnaires.

ARTICLE 2 :

La durée de l'organisation est conditionnée par la fusion avec l'une ou plusieurs des tendances politico-militaires qui revendiquent la libération de l'Azawad.

ARTICLE 3 :

L'emblème de l'ARLA est constitué par le traditionnel sabre et une kalachnikov disposés en croix. Cette croix est coupée en son centre, de haut vers le bas, par un poing levé dont la pointe inférieure est un stylo.

- Le sabre représente le moyen de défense traditionnel avec lequel les empires de l'Azawad se sont toujours défendus;
- la kalachnikov représente le moyen de défense moderne;
- le poing levé symbolise notre détermination et le stylo, la lutte contre l'ignorance.

ARTICLE 4 :

La devise de l'ARLA est : UNITE-LIBERTE-JUSTICE.

Le drapeau de l'ARLA est tricolore avec :

- un triangle rouge porté par le mât,
- une bande supérieure jaune,
- une bande inférieure bleue.

Le rouge représente le sang de nos martyrs, le jaune la couleur de notre sol, et le bleu notre espoir dans l'avenir.

L'hymne de l'ARLA est : "NESSENKAR, NESSENTA".

CHAPITRE II - DES OBJECTIFS ET DES PRINCIPES

TITRE I - DES OBJECTIFS

ARTICLE 5 :

- 1- Libération totale de l'Azawad
- 2- Défense de la Souveraineté et de l'Unité du Peuple de l'Azawad
- 3- Défense des Droits et des Libertés démocratiques et réalisation des conditions politiques, économiques, sociales et culturelles permettant leur exercice
- 4- Epanouissement politique, social, culturel, moral et matériel du Peuple de l'Azawad en banissant les considérations raciales, régionales et tribales.

TITRE II - DES PRINCIPES :

ARTICLE 6 : les principes de l'ARLA sont :

- 1- Respect des opinions et garantie de la liberté d'expression dans tous les organes de l'ARLA et respect des valeurs culturelles des autres peuples;
- 2- Protection des personnes et de leurs biens et respect des lois et de l'intégrité des autres pays;
- 3- Observation stricte des règles générales de hiérarchie et de discipline et transparence dans la gestion de la Chose Publique;

- 4- Respect des principes de justice et d'égalité en droits et devoirs conformément aux Principes Universels des Droits de l'Homme;
- 5- Lutte permanente contre le racisme, le tribalisme, le régionalisme et contre les fléaux sociaux (que sont la drogue, la délinquance juvénile, l'alcoolisme et la prostitution);
- 6- Etablissement et renforcement de bonnes relations avec tous les peuples et avec toutes les organisations sur la base de nos intérêts réciproques;
- 7- Assistance et soutien aux mouvements de libération, aux opprimés, aux déportés, aux victimes du racisme, du sionisme, de l'apartheid et de l'exclusion.

CHAPITRE III : DES INSTANCES

ARTICLE 7 :

Les instances de l'ARLA sont :

- le Congrès
- le Conseil Révolutionnaire
- le Comité Exécutif
- la Cellule.

TITRE I : DU CONGRES

ARTICLE 8 :

Le congrès est l'instance suprême de l'ARLA. Il est souverain. Le congrès :

- définit et adopte la politique générale de l'ARLA et son programme d'action;
- adopte et révisé les statuts et règlements;
- élit le Conseil Révolutionnaire et le Comité Exécutif;
- discute du rapport général d'activité et des rapports présentés par le Bureau Exécutif ou par les différents comités populaires;
- adopte le budget de l'ARLA.

ARTICLE 9 :

Prennent part aux travaux du congrès :

- les membres du Conseil Révolutionnaire;
- les délégués des comités populaires et des cellules;
- les représentants du Haut Commandement Militaire;
- les personnalités invitées par le Comité Exécutif.

ARTICLE 10 :

Le congrès se réunit en session ordinaire tous les trois (3) ans sur convocation du Président du Conseil Révolutionnaire et en session extraordinaire à la demande des 2/3 des membres du Conseil Révolutionnaire.

Le quorum est 2/3 des membres.

La date, le lieu, la durée et l'ordre du jour d'un congrès ordinaire doivent être fixés et portés à la connaissance des différents organes au moins trois (3) mois avant la tenue des assises.

ARTICLE 11 :

Les cellules et les comités populaires peuvent demander l'inscription d'un (ou de plusieurs) thème(s) à l'ordre du jour du congrès. Ils devront alors les proposer au Comité Exécutif au moins deux (2) mois avant la tenue du congrès.

TITRE II : DU CONSEIL REVOLUTIONNAIRE :

ARTICLE 12 :

Le Conseil Révolutionnaire est l'instance suprême de l'ARLA entre deux congrès. C'est aussi l'instance législative et de contrôle. Il est composé de 100 (cent) membres élus par le congrès.

Il élit son bureau et comprend :

- un président

- deux vices-présidents
- un secrétaire permanent
- un contrôleur général.

Les attributions des membres du bureau du conseil révolutionnaire sont fixées par le règlement intérieur.

ARTICLE 13 :

Le Conseil Révolutionnaire contrôle l'action du Comité Exécutif et vote les lois. Le Conseil Révolutionnaire est habilité :

- a) à suspendre de ses fonctions, et ce jusqu'au congrès, tout membre du Comité Exécutif convaincu :
 - d'incapacité manifeste d'assurer les fonctions qui lui ont été confiées ou de négligence dans leur exécution;
 - de crime contre l'unité de l'ARLA ou contre la cohésion du peuple (tribalisme, régionalisme, racisme, etc...);
- b) à remplacer tout membre du comité exécutif décédé, démissionnaire, suspendu ou empêché;
- c) à opérer une permutation de poste entre des membres du C.E.;
- d) à décider des poursuites judiciaires contre les membres du Conseil Révolutionnaire et du Comité Exécutif;
- e) à se prononcer sur toute question engageant l'avenir de l'ARLA (fusion avec d'autres organisations, négociations, etc...). Les décisions engageant l'avenir de l'ARLA nécessitent l'approbation de 2/3 des membres du C.R.:

ARTICLE 14 :

Le C.R. se réunit en session ordinaire tous les trois (3) mois sur convocation de son président et en session extraordinaire à la demande des 2/3 de ses membres ou du C.E.

Les décisions sont prises à la majorité simple et le quorum est 2/3 membres.

Le vote se fait à main levée.

ARTICLE 15 :

En cas d'absence de quorum, une deuxième réunion est automatiquement programmée et doit se tenir dans les 15 jours qui suivent, quel que soit le nombre de présents.

Les projets de loi sont proposés par :

- les membres du Conseil Révolutionnaire,
- le Comité Exécutif.

Les auteurs de projets de loi les défendent devant le Conseil Révolutionnaire.

ARTICLE 16 :

Le conseil révolutionnaire élit des commissions spécialisées dont l'action est centralisée par le président.

- TITRE III : DU COMITE EXECUTIF

ARTICLE 17 :

Le Comité Exécutif est chargé, entre deux congrès, d'exécuter, d'orienter et de diriger la politique générale de l'ARLA selon les décisions du congrès et du Conseil Révolutionnaire.

Le Comité Exécutif se réunit en session ordinaire une fois par mois sur convocation du secrétaire général et en session extraordinaire à la demande de 2/3 de ses membres ou du secrétaire général.

ARTICLE 18 :

Le Comité Exécutif :

- engage l'ARLA dans ses relations avec les autres tendances de l'Azawad dans les limites des décisions du congrès et du conseil révolutionnaire;
- met en place et coordonne l'activité des Cellules et des Comités Populaires;
- est habilité à créer des comités populaires auxquels seront attribuées des missions précises;
- assure la gestion des ressources humaines, matérielles et financières de l'ARLA;
- assure le secrétariat de l'ARLA;
- dresse son programme d'activités et fait le point de son exécution;
- assure le respect des accords signés avec les autres tendances politico-militaires de l'Azawad et statue sur toute question concernant la vie de l'ARLA.

ARTICLE 19 :

Le Comité Exécutif comprend :

- un secrétaire général,
- un secrétaire général adjoint
- un délégué politique chargé de l'idéologie
- un délégué de l'administration générale
- un délégué aux relations extérieures, à la presse et à l'information,
- un délégué à l'organisation
- un délégué à l'éducation, à la culture et à l'animation populaire,
- un délégué à la santé, aux affaires sociales et à la promotion féminine,
- un délégué aux finances
- un délégué aux affaires militaires,
- un délégué à la sécurité,
- 4 (quatre) officiers;

Les attributions des membres du Comité Exécutif sont fixées par le règlement intérieur.

TITRE IV - DU COMITE POPULAIRE**ARTICLE 20 :**

Le Comité Populaire est l'instance intermédiaire entre le Comité Exécutif et la Cellule. Il est responsable de l'organisation de l'activité de l'ARLA dans sa sphère géographique, notamment de la coordination de l'activité des différentes cellules qui la composent.

Il désigne ses représentants au congrès.

ARTICLE 21 :

Le Comité Populaire se réunit en session ordinaire une fois par mois sur convocation de son secrétaire général et en session extraordinaire à la demande du secrétaire général ou de 2/3 des membres du C.P.

Les décisions sont prises à la majorité simple et à main levée. Le quorum est 2/3 des membres.

ARTICLE 22 :

Le Comité Populaire est composé comme suit :

- un secrétaire général
- un secrétaire général adjoint,
- un secrétaire politique chargé de la formation idéologique
- un secrétaire administratif
- un secrétaire aux arts, à la culture et à l'alphabétisation,
- un secrétaire à l'organisation
- un secrétaire à l'information et à la presse
- un secrétaire aux affaires sociales
- un trésorier;

TITRE V - DE LA CELLULE**ARTICLE 23 :**

La cellule est l'instance de base de l'ARLA. Elle a la même composition et le même mode de fonctionnement que le Comité Populaire.

La cellule gère, anime et coordonne les activités de l'ARLA au niveau de sa sphère d'intervention. Des tâches spécifiques peuvent lui être attribuées par le Comité Exécutif.

TITRE VI - FONCTIONNEMENT**ARTICLE 24 :**

Un règlement intérieur précisera les modalités d'application des présents statuts et déterminera les attributions des membres et le fonctionnement des différents organes de l'ARLA.

ARTICLE 25 :

Les membres des diverses instances de l'ARLA sont élus pour trois ans renouvelables.

Les conditions d'adhésion à l'ARLA, d'éligibilité à ses différents organes, de démission ainsi que les sanctions disciplinaires liées à la qualité de membre sont définies par les statuts.

Les votes dans les organes de l'ARLA se font à main levée.

ARTICLE 26 :

Les Comités Populaires et les Cellules pourvoient aux places laissées vacantes par la démission, l'empêchement, l'exclusion, la mort ou pour tout autre motif, d'un membre de leur bureau.

CHAPITRE IV - ADHESION - DEMISSION - ELIGIBILITE**TITRE I : ADHESION****ARTICLE 27 :**

L'adhésion est ouverte à tous les ressortissants de l'Azawad qui en acceptent les objectifs, les statuts et règlements. Elle peut se traduire par la possession d'une carte de membre;

La participation des non-originaux de l'Azawad aux activités de l'ARLA est laissée à l'initiative du Comité Exécutif.

TITRE II : ELIGIBILITE**ARTICLE 28 :**

Tout membre majeur est électeur.

Tout membre est éligible s'il remplit les conditions d'éligibilité suivantes :

- être membre de l'ARLA,
- être compétent pour le poste proposé,
- n'être pas membre d'une autre organisation,
- être engagé et posséder une expérience reconnue dans la lutte nationaliste.

TITRE III : DEMISSION**ARTICLE 29 :**

La démission est volontaire;

Elle est adressée à l'instance dont dépend le démissionnaire qui l'étudie, statue et informe l'instance supérieure.

Sous peine de poursuites judiciaires, tout responsable est tenu de faire une situation claire et complète de sa gestion avant sa démission.

La démission de tout membre occupant des responsabilités doit être acceptée par le Comité Exécutif.

CHAPITRE V - SANCTIONS**ARTICLE 30 :**

Les sanctions disciplinaires prévues par les statuts sont :

- l'avertissement
- le blâme
- la suspension
- l'exclusion.

Les modalités d'application et d'exécution de ces sanctions sont établies par la Commission Discipline mise en place par le Conseil Révolutionnaire.

CHAPITRE VI - DE LA JUSTICE

ARTICLE 31 :

La justice est rendue au nom du Peuple.

Elle est rendue par deux commissions chargées l'une des Affaires Civiles et l'autre des Affaires Criminelles.

Le Conseil Révolutionnaire déterminera les attributions et le fonctionnement de ces deux commissions.

CHAPITRE VII - DES RESSOURCES

ARTICLE 32 :

Les ressources de l'ARLA sont constituées par :

- les cotisations des militants
- les souscriptions volontaires
- les dons et legs
- les produits des fêtes et manifestations organisées par les militants
- les ressources propres.

Les fonds de l'ARLA ainsi constitués sont placés sous la responsabilité du Comité Exécutif.

ARTICLE 33 :

Les décisions relatives à la gestion des fonds de l'ARLA sont fixées par le règlement intérieur.

CHAPITRE VIII - DU SERMENT

ARTICLE 34 :

Les membres élus de toutes les instances de l'ARLA prêtent le serment suivant :

" Je jure sur le Saint Coran et sur mon honneur de respecter les lois, l'orientation, les institutions, les idéaux, les statuts et les règlements de l'ARLA, de défendre, au prix de ma vie, en tout lieu et en toute circonstance, les intérêts suprêmes de notre Peuple, son unité et l'intangibilité de notre pays, à lutter contre le tribalisme, le clanisme, le régionalisme et le racisme.

Je le jure, je le jure, je le jure".

Le serment est prêté dans l'une des langues de notre peuple ou en français.

*

STATUTS ADOPTES EN ASSEMBLEE GENERALE PAR LE CONGRES DE
L'ARLA TENU DU 04/11/91 AU 08/11/91 A TEGHARGHAR (AZAWAD).

*

*** COMMUNIQUE DE PRESSE ***

A l'issue des assises tenues du 04/11/91 au 08/11/91 à Tegharghar (Azawad), les congressistes venus de différents horizons géographiques et appartenant à différentes couches socio-professionnelles, ont décidé et approuvé la naissance d'une organisation indépendante de lutte dénommée Armée Révolutionnaire de Libération de l'Azawad (ARLA).

Le congrès a proposé et approuvé les statuts et règlements de l'ARLA ainsi que les objectifs et son organisation interne.

Il a aussi élu ses instances dirigeantes.

Le congrès de l'ARLA lance un appel à toutes les tendances existantes pour réaliser l'unité militaire et politique autour d'objectifs clairs tenant compte de l'intérêt suprême du peuple de l'Azawad.

Le congrès lance un appel à l'OUA, à l'ONU et à toutes les organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales, ainsi qu'à tous les pays en vue de reconnaître la légitimité de la lutte du peuple de l'Azawad.

Le congrès demande à tous les pays et à tous les peuples épris de paix et de justice d'user de leur influence auprès des dirigeants maliens afin de protéger les populations civiles de l'Azawad contre les exactions militaires et contre les conséquences des conflits ethniques sciemment animés par les autorités gouvernementales maliennes.

Le congrès remercie la direction militaire de Tegharghar pour son accueil, sa disponibilité ainsi que pour l'organisation de ce congrès.

LE CONGRES

Résolution finale de la rencontre des Fronts et Mouvements Unifiés de l'Azawad tenue du 10/12/91 au 13/12/91 à El Golea (Algérie)

La conférence d'unification des Fronts et Mouvements d'Azawad tenue du 10/12/91 au 13/12/91 à El Golea (Algérie),

considérant les victoires remportées par la cause de l'Azawad, tant sur le plan militaire que diplomatique,

considérant que l'Unité est une exigence pour la réalisation de nos objectifs,

considérant la nécessité de doter notre lutte d'un cadre de travail efficace et de représentants légitimes défendant d'une seule voix les intérêts multiples de notre peuple,

considérant la situation difficile qui vivent les réfugiés de l'Azawad;

S'INCLINE devant la mémoire de nos glorieux martyrs,

REVENDIQUE la tenue de la présente conférence, signe de maturité et d'engagement

SE FÉLICITE du succès remporté par les présentes assises,

EXIGE des différentes tendances le respect des engagements pris dans le cadre de la réalisation de l'unité,

SOUHAITE une intervention d'urgence en faveur des populations réfugiées,

CONDAMNE les massacres des populations civiles innocentes par les autorités maliennes,

EXPRIME ses plus vifs remerciements aux autorités algériennes pour l'accueil fraternel et chaleureux réservé aux délégations.

EL GOLEA LE 13/12/91

La Conférence.

**Résolution commune des Mouvements et Fronts Unifiés de
l'Azawad, sur les problèmes de réfugiés et de sécurité aux
frontières à la rencontre d'El-Golea (Algérie) du 10/12/91 au
13/12/91**

VOLET -I- : LES REFUGIES

I/ SITUATION DES REFUGIES :

Depuis 1963, les populations de l'Azawad (Touaregs et Arabes) connaissent le phénomène de l'exode. Cet exode qui prend d'une année à l'autre, des dimensions importantes, est arrivé à son point ultime avec l'éclatement du soulèvement armé en juin 1990. Face à cette situation, il convient de prendre des mesures particulières et urgentes.

1) MOTIFS DE L'IMMIGRATION :

Plusieurs raisons sont à l'origine de cette immigration massive des populations concernées. Citons entre autres facteurs, la rébellion de 1963, la sécheresse de 1973 à 1985 et surtout l'actuel soulèvement armé qui a commencé en juin 1990.

a) La répression de 1963 :

La première apparition du phénomène de l'exode remonte à la rébellion de 1963, au cours de laquelle les dirigeants maliens de l'époque ont porté un coup dur à l'homme, au cheptel et à l'environnement, principalement dans la région de Kidal. Cette répression a été caractérisée par :

- le massacre des populations innocentes;
- l'extermination du cheptel et la destruction des pâturages;
- l'empoisonnement des sources d'eau;
- l'assimilation culturelle.

b) Les calamités naturelles et leur exploitation par les autorités maliennes :

Les sécheresses répétées ont sévi depuis plusieurs années et ont amené les populations à fuir vers les pays limitrophes surtout. A cela s'ajoute le fait que ces sécheresses sont perçues et utilisées par les pouvoirs publics maliens comme une arme sûre d'affaiblissement d'une communauté considérée comme dangereuse pour le reste du pays.

LES SÉCHERESSES :

Les conséquences des sécheresses sur les communautés de l'Azawad ont été désastreuses et se sont caractérisées par :

- la décimation du cheptel, principale ressource de la communauté;
- la malnutrition ayant provoqué des épidémies et des pertes massives en vies humaines;
- la fuite considérable vers l'Algérie, le Niger, la Mauritanie, le Burkina-Faso, la Libye, le Nigeria, la Côte d'Ivoire, l'Arabie Saoudite et bien d'autres pays encore.

L'EXPLOITATION DES CALAMITÉS PAR LE MALI :

Les calamités naturelles sont pour le Mali un moyen sûr d'avoir de l'argent frais et des vivres de la part de la communauté internationale, mais aussi, un moyen d'enfoncer davantage cette communauté dans la misère.

Cette situation se traduit par :

- la minimisation coupable des calamités par un retard volontaire dans l'alerte de la communauté internationale, par exemple : les aides viendront quand il y aurait des dégâts importants et quand la communauté menacée se serait dispersée et aurait déjà franchi la frontière.
- le détournement des aides mobilisées en direction des victimes, à des fins personnelles et militaires : achat de voitures, d'armes, construction de villas, alimentation des comptes bancaires à l'intérieur, comme à l'extérieur, par les tenants du pouvoir en place.
- l'utilisation d'une infime partie de l'aide reçue pour créer et entretenir la division à

l'intérieur de la communauté, c'est à dire en privilégiant certains groupes au détriment d'autres.

c) Soulèvement armé de Juin 1990 :

Le soulèvement armé, motivé par toutes sortes d'injustices, éclate de nouveau à la grande surprise des pouvoirs publics maliens, alors qu'ils croyaient l'avoir noyé en 1965. Cette surprise et la panique qu'elle a engendrée, a amené l'armée malienne à se livrer à une véritable tragédie qui va du massacre des populations civiles innocentes et sans défense à la destruction de l'environnement. La méthode pour faire face à ce soulèvement armé se caractérise ainsi par sa cruauté et sa violation des règles élémentaires du droit international.

Citons ici quelques unes des horreurs commises par les dirigeants maliens :

- le génocide organisé et généralisé des ethnies Touaregs et Arabes (et parfois Peulhs) sur toute l'étendue de l'Azawad (exécutions sommaires quotidiennes, arrestations arbitraires, etc...).

- suppression de la faune et destruction de la flore.

- les casses minutieusement organisées par les autorités militaires maliennes en complicité avec les responsables politiques et les commerçants locaux, casses se traduisant par la chasse à "l'homme blanc" et le pillage systématique de ses biens partout où il se trouve.

La conséquence de tout cela est la fuite généralisée et anarchique vers les pays voisins, notamment l'Algérie, la Mauritanie, le Burkina-Faso, le Niger et bien d'autres pays encore. Un voyage sans bagages, ni provisions, ni papiers d'identité, et souvent à pied : un sauve-qui-peut.

d) La situation vécue dans les pays d'accueil :

L'Algérie est le pays qui connaît la plus forte concentration de ces réfugiés. Puis viennent la Mauritanie, le Burkina-Faso, le Niger, l'Arabie Saoudite, la Côte d'Ivoire, etc...

Il semble difficile de connaître le nombre exact de réfugiés dans chacun de ces pays. Arrivés sans aucun ressource, ces populations connaissent une situation malaisée d'accueil.

Elles connaissent des problèmes liés au logement, à la nourriture, à la santé, à l'hygiène, à l'éducation, à la sécurité, au chômage et au sous-emploi; plus grave encore : l'administration.

- Le manque de structures d'accueil dès leur arrivée dans ces pays, les réfugiés se heurtent au problème de logement. Aucune structure n'est là pour les accueillir. Ceci provoque l'entassement de plusieurs familles dans des habitations étroites, par ailleurs, elles n'ont pas accès à un logement décent, parce que les frais en sont très élevés. Cette difficulté amène souvent les réfugiés à construire des installations de fortune précaires et sans confort.

- Le problème de nourriture : pour se procurer de l'eau et de la nourriture, des habits, des couvertures et le matériel ménager, il faut bien de l'argent, un emploi. Les réfugiés n'ont pas accès aux tarifs officiels des produits de première nécessité, ils n'ont pas non plus des secours alimentaires organisée à leur intention.

- Le problème lié à la santé et à l'hygiène : la couverture sanitaire est insuffisante, les réfugiés ne bénéficieront pas toujours de campagnes de vaccination, la protection maternelle et infantile est inexistante. Les soins médicaux et les produits sanitaires exigent des frais que les réfugiés ne peuvent pas supporter. Les conditions d'hygiène sont déplorables, cela provoque des épidémies de rougeole, de choléra, de coqueluche, etc... au niveau des campements de réfugiés. Ces épidémies, si elles ne sont pas enrayerées, feraient beaucoup de dégâts.

- Le problèmes lié à l'éducation : les structures scolaires inexistantes en faveur de ces réfugiés et l'admission de leurs enfants dans les écoles locales est subordonnée à la présentation de pièces d'état civil.

- Les problèmes liés au chômage et au sous-emploi : les réfugiés, entrés illégalement dans le pays d'accueil, n'ont pas accès à l'emploi malgré l'existence d'une main d'oeuvre qualifiée et des bras valides. Ils sont contraints d'accepter n'importe quel travail dont la rémunération n'obéit à aucun critère.

- Le problème lié à l'information : il s'agit là d'un embargo sur l'information, c'est à dire que la vraie situation des réfugiés est presque toujours tenue secrète par les pays d'accueil.

- Le problème lié à la représentation des réfugiés : nous déplorons le manque de collaboration entre les représentants des communautés réfugiées et les services chargés de leur protection civile.

Compte-tenu de toutes ces considérations, la Commission chargée de traiter "des réfugiés et de la sécurité aux frontières"

RECOMMANDE :

1) La reconnaissance d'un Comité Opérationnel représentant les réfugiés de l'Azawad auprès des États et Organismes Internationaux, à pourvoir en moyens pour accomplir ses activités dans le domaine humanitaire, à savoir : le recensement, la nourriture, la santé, l'éducation, l'hygiène et l'emploi).

2) La collaboration entre les représentants de la Communauté Azawad, associations et autres organisations humanitaires des pays d'accueil.

3) La régularisation officielle de la situation de nos réfugiés par l'Algérie qui connaît la plus forte concentration de ces populations déplacées, mais aussi par la Libye, la Mauritanie, le Burkina-Faso, le Niger, l'Arabie Saoudite, à l'image des Sahraouis et des Kurdes.

4) La prise en charge des réfugiés de l'Azawad par la Communauté Internationale à travers ses organes d'action : CICR, HCR, OMS, UNESCO, PAM, PNUD, les organisations régionales : CEE, UMA, OUA et les organisations non gouvernementales (MSF, AMI, etc....)

5) La constitution et la dépêche des missions internationales pour constater la situation de nos réfugiés dans les pays d'accueil et la collaboration avec les représentants de la communauté réfugiée, dans le cadre purement humanitaire.

6) Les pays d'accueil doivent faciliter l'entrée et le déplacement des missions Internationales pour prendre contact avec les réfugiés.

7) La Reconnaissance, par les pays d'accueil et la Communauté Internationale, de la situation de ces populations en détresse, à travers l'octroi d'un Statut de Réfugiés Politiques.

8) La reconnaissance par les Mouvements et les Fronts Unifiés de l'Azawad, des efforts non négligeables consentis par les Autorités Algériennes, Mauritaniennes et Libyennes en faveur de nos réfugiés.

VOLET II - LA SÉCURITÉ :

II/ PROBLÈMES D'INSÉCURITÉ AUX FRONTIÈRES ET A L'INTÉRIEUR DES PAYS D'ACCUEIL

La guerre déclenchée depuis juin 1990 d'une part, et les exactions commises par l'Armée Malienne d'autre part, contre les populations blanches de l'Azawad ont provoqué l'exil forcé de celles-ci vers les pays voisins.

Ce déplacement impressionnant des populations a généré inévitablement des problèmes d'insécurité, tant aux frontières des pays d'accueil, qu'à l'intérieur même de ceux-ci.

Cette insécurité se traduit par :

- le déplacement de personnes non identifiées;
- le manque de structures d'accueil appropriées;
- l'absence de structures administratives spécialisées dans la gestion des problèmes de réfugiés.

Les réfugiés dans les pays d'accueil sont confrontés aux problèmes d'insécurité ci-dessous :

- la menace permanente et l'humiliation se traduisant par des violences physiques et morales, ainsi que par l'expropriation;
- le banditisme, la criminalité et les conflits divers nés du chômage et la non-assistance.

Dans l'esprit de trouver des solutions aux problèmes de l'insécurité aux frontières et à l'intérieur des pays d'accueil, la Commission issue des Mouvements et Fronts Unifiés de l'Azawad, réunie à El-Golea (El-Meneaa, Algérie), du 10/12/91 au 12/12/91,

RECOMMANDE :

- La Reconnaissance par les autorités locales frontalières des pays d'accueil, de la situation de guerre vécue par les populations de l'Azawad;

- La création d'une Commission Mixte de sécurité à l'intérieur des camps de réfugiés, comprenant les représentants de Commissions de Sécurité à l'intérieur d'Azawad, les représentants des camps et les services de sécurité locaux;

- la collaboration entre représentants des réfugiés et autorités locales, dans l'esprit d'assurer la sécurité à l'intérieur des camps de réfugiés;

- la réglementation par des textes largement diffusés, régissant la vie des réfugiés, ainsi que leur libre circulation dans les pays d'accueil, "en attendant des solutions définitives";
- l'interdiction impérative à tout réfugié d'entreprendre, à partir du territoire du pays d'accueil, tout acte de nature à nuire à la sécurité du pays;

Nous recommandons aussi aux Forces Combattantes :

- la création d'une Commission de sécurité à l'intérieur de l'Azawad;
- la collaboration entre cette Commission et les autorités frontalières locales.

EL-GOLEA, LE 13/12/91

Pour la Conférence :

Le MPA
IYAD AG GHALI

Le FIAA
MALAINE O.BADI

Le FPLA
HAMATA AG HANTAFAYE

L'ARLA
IBRAHIM LITNY

Déclaration de politique extérieure des Mouvements et Fronts Unifiés du Peuple de l'Azawad

Les Mouvements et Fronts Unifiés du Peuple de l'Azawad, conscients de la nécessité de relancer et d'animer une action politique commune, s'engagent :

- à oeuvrer dans l'esprit des principes et Conventions universels des Droits de l'Homme;
- à respecter les différentes Conventions de Genève sur le droit de la Guerre;
- à se soucier de la Paix et de la stabilité de la sous-région, sans renoncer à la lutte pour leurs droits politiques inaliénables;
- à préserver et à consolider les rapports de bon voisinage avec les peuples amis et frères voisins, ainsi que tous les peuples épris de paix et de justice;
- les Mouvements et Fronts Unifiés du Peuple de l'Azawad condamnent toutes les formes de discrimination, d'oppression et de racisme.

Fait à EL-GOLEA, LE 13/12/91
La Conférence.

COMMUNIQUE DE PRESSE

Du 10/12/91 au 13/12/91 s'est tenue à El-Goléa (Algérie) une conférence d'unification des Mouvements et Fronts de l'Azawad.

La conférence a examiné les questions liées à l'unité définitive des différentes tendances politico-militaires de l'Azawad.

A l'issue des débats, elles ont d'un commun accord accepté un processus d'unification qui sera finalisé par la tenue du prochain congrès qui scellera définitivement l'unité.

Elles ont aussi élaboré et adopté une plate-forme commune de revendications qui sera la base d'éventuelles négociations.

Les tendances adressent leurs remerciements aux autorités Algériennes pour l'accueil chaleureux et fraternel qu'elles ont réservé aux délégations.

EL GOLEA, LE 13/12/91
La Conférence.

**LISTE DES MEMBRES DU BUREAU DE COORDINATION
DESIGNÉS PAR LA RENCONTRE D'EL-GOLEA (Algérie)**

Pour le MPA :

- 1- SIDI LAMA AMAKAR
- 2- MOHAMED AKHARIB
- 3- HAMED'AHMED AG AHMED
- 4- AHMADA BIBI

Pour l'ARLA :

- 1- MOHAMED RABAH
- 2- IBRAHIM MOHAMED TAHAR
- 3- EL HADJI GAMMOU
- 4- IHAMOUD BACHAR

Pour le FIAA :

- 1- BADI IMMEK
- 2- MOHAMED IDRIS
- 3- ZAHABI SIDI MOHAMED
- 4- MOULAYE AHMED

Pour le FPLA :

- 1- HABAYE AG MOHAMED
- 2- MOHAMED BASSA
- 3- HEDI MOSSA
- 4- EL MOUNER BAGAMAT

Fait à EL-GOLEA, LE 13/12/91

La Conférence

Avant projet d'union entre Fronts et Mouvements de l'Azawad

I/ L'UNION ET SES MODALITÉS PRATIQUES :

Les mouvements et fronts présents à la rencontre d'El Golea du 10/12/91 au 13/12/91 s'engagent à réaliser l'union selon les modalités ci-après :

- 1- Rédaction du présent avant-projet d'union;
- 2- organisation prochaine d'un congrès général qui déterminera et adoptera l'objectif commun autour duquel se réalisera l'unification définitive des fronts et mouvements;
- 3- adoption de la plate-forme commune des revendications comme base de négociations avec le Mali;
- 4- coordination réelle jusqu'à la tenue du congrès d'unification; cette coordination se fera par le biais d'un bureau de coordination de l'Azawad mis en place par la présente conférence;
- 5- organisation du congrès d'unification dans un délai n'excédant pas 45 (quarante cinq) jours à partir de la date de signature du présent avant-projet d'union;
- 6- concernant la rencontre de Mopti, les fronts et mouvements présents décident de l'envoi à ces assises d'une délégation comprenant :
 - 1 (un) membre par tendance (qui ne peut être le secrétaire général);
 - 3 (trois) sages

Cette délégation n'est pas habilitée à négocier, son rôle se limitant à proposer aux autorités maliennes la plate-forme de revendications adoptée par la présente conférence.

II - ATTRIBUTIONS DU BUREAU DE COORDINATION DE L'AZAWAD :

Le bureau de coordination de l'Azawad :

- 1- exécute les décisions prises par la présente conférence,
- 2- désignera la commission de préparation du congrès d'unification,
- 3- désignera une commission mixte chargée des problèmes de défense,
- 4- mettra en place une force mixte de sécurité placée sous sa responsabilité,
- 5- désignera la commission chargée des relations extérieures,
- 6- assurera la gestion des affaires communes jusqu'à la tenue du congrès,
- 7- proposera l'appellation du Front Réunifié.

III- FONCTIONNEMENT DU BUREAU DE COORDINATION :

- 1- Le bureau de coordination de l'Azawad sera composé de 16 (seize) membres à raison de 4 (quatre) par tendance;
- 2- Il détermine ses propres structures;
- 3- Il choisit son siège en territoire d'Azawad;
- 4- Il pourra faire appel à des personnes-ressources.

Fait et adopté à El-Golea le 13/12/91

Pour le FIAA **Pour le MPA**
Malaimine BADI Iyad AGHALI

Pour l'ARLA
Ibrahim LITNY

Pour le FPLA
Hamatta Ag HANTAFAYE

Plateforme des Revendications Communes des Fronts et Mouvements Unifiés de l'Azawad

I/ PRÉALABLE A TOUTE NÉGOCIATION AVEC LE MALI

- 1) Arrêt des massacres des populations civiles, du bétail, de la faune et de la destruction de la flore de l'Azawad;
- 2) Mise sur pied d'une Commission Internationale indépendante d'enquête sur les massacres et les dommages subis par les populations de l'Azawad;
- 3) Acceptation par le Mali que les futures négociations aient lieu en dehors du Mali, dans un pays et à une date convenus de commun accord;
- 4) Libération de toutes les personnes civiles détenues arbitrairement.

II/ REVENDICATIONS COMMUNES :

- Considérant le rattachement de l'Azawad à l'État Malien, malgré les vives protestations des principaux chefs traditionnels en 1958;
- Considérant le non respect des engagements pris par les autorités Maliennes vis à vis du peuple de l'Azawad en 1960;
- Considérant la politique d'exclusion et les graves violations des droits de l'homme perpétrées depuis l'indépendance jusqu'à nos jours par les différents gouvernements du Mali, à travers l'administration, l'armée et les forces de sécurité contre les populations Touaregs et Arabes de l'Azawad;
- Considérant que les Touaregs et les Arabes, composantes majoritaires du peuple de l'Azawad, n'ont connu depuis l'indépendance du pays en 1960, que brimades et répressions aveugles sans disposer d'autres recours que l'exil, la soumission servile ou la révolte comme celle de 1963, tragiquement réprimée dans le sang;
- Considérant la situation économique catastrophique des régions de l'Azawad où aucun effort de développement digne de ce nom n'a été entrepris par le pouvoir;
- Considérant le détournement de l'aide internationale à des fins hautement illicites par les différents pouvoirs qui se sont succédés à Bamako;
- Conscients de la nécessité pour tout homme de vivre pleinement les principes universels de la liberté, de la justice et de la dignité, conformément à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme du 10 Décembre 1948, et aux droits des peuples à disposer d'eux-mêmes;
- Considérant l'échec de la politique d'intégration tentée par les populations de l'Azawad durant trois décennies;
- Considérant que les accords de Tamanrasset sont un acquis historique;
- Considérant que l'armée malienne, par ses actes, constitue une source d'insécurité permanente pour les populations Touaregs et Arabes de l'Azawad;

Mais considérant la non-application des accords par le Mali et les graves événements survenus dans l'Azawad depuis avril 1991,

Les Mouvements et Fronts Unifiés du Peuple de l'AZAWAD :

Déclarent solennellement s'engager à lutter pour le retour de leur peuple sur sa terre en lui garantissant son droit inaliénable d'assumer son destin dans le respect des différences complémentaires de ses populations.

1) Cet avenir s'entend aux termes de la présente d'un système de type Fédéral, avec toutes ses conséquences effectives, sans équivoque aucune, seul à même d'impliquer le peuple de l'Azawad dans la maîtrise de son propre destin.

2) Sur le plan sécuritaire : une démilitarisation complète doit être accomplie pour permettre le retour des exilés et l'installation effective des populations traumatisées en vue de la participation à la mise en place des mécanismes institutionnels et économiques.

3) Sur le plan économique : le retard dans le développement accumulé pendant plus de trois décennies, doit être comblé selon les priorités fixées par le peuple de l'Azawad.

4) Conformément aux principes de l'état de droit, les responsables des massacres, exactions et pillages, seront jugés pour crime contre l'humanité.

5) Une indemnisation juste et équitable sera versée aux victimes et à leurs ayants droits.

6) Les Mouvements et Fronts Unifiés exigent que les négociations visant le règlement définitif de la question de l'Azawad, se passent dans les conditions suivantes :

- elles auront lieu dans un pays et à une date choisis d'un commun accord entre le gouvernement malien et les mouvements;
- se feront sous garantie internationale.

Fait à El - Golea, le 13/12/91

Pour la Conférence

Pour le FIAA **Pour le MPA**
Malainine BADI Iyad AGHALI

Pour l'ARLA
Ibrahim LITNY

Pour le FPLA
Hamatta Ag HANTAFAYE

**LISTE DES PARTICIPANTS A LA RENCONTRE ENTRE
MOUVEMENTS ET FRONTS DE L'AZAWAD TENUE DU 10/12/91 AU
13/12/91**

FRONT ISLAMIQUE ARABE DE L'AZAWAD (FIAA)

- 1- Malainine Ould Ahmed Ould BADI
- 2- Badi Ould SIDI MOHAMED dit IMMEK
- 3- Zahabi Ould SIDI MOHAMMED
- 4- Mohamed Ould MOHAMMED Ould IDRIS
- 5- Mohammed Ould SALEM
- 6- Sidi Mohammed Ould NAJM
- 7- Moulay Ahmed Ould Moulay BEGGANT
- 8- Moulay Slimane Ould Moulay GHALI
- 9- Oumar Ould MOHAMMED OTHMAN
- 10- Mohamedou Ould Mohammed ANTEYADA
- 11- Sidi El Moktar Ben OUMAR
- 12- Baba Ahmed Ben ALI BAKY
- 13- Mohammed Ben EMET BEN EL BEKAY
- 14- Al Madi Ben Ahmed RABEIN
- 15- Ahmed Ben Ahmed GHARWA
- 16- Omar Ben Abdallah Ben El BECHIR
- 17- Mohammed Tahar Ben ELEDA
- 18- Mohammed Youcef Ben El BACHIR
- 19- Omar Ben Ali Ben ABDELBAKI
- 20- Sidi Najm Ben AHMED
- 21- Mohammed Tahar Ben EL HADJ
- 22- Sidi Ali Ben AGHLEYAT
- 23- Sidi El Moktar Ben Mohammed Ben ABIDINE
- 24- Mohammed Ben Sid Ahmed Ben ABDI
- 25- Dahmada Ben Abidine BABA AHMED
- 26- Zeini Jerallah Ben HAMADI
- 27- Baba Ben Mohammed Ben AL HOUSSEIN
- 28- Mohammed Ben Abderahman Ben MOKTAR
- 29- Ahmed Salem Ben Mahammed MAHMOUD
- 30- Mohammed Ben Sidi Ben EDENINE
- 31- Boubacar Ben Mahammed Ada Ben EL OUALI
- 32- Mohammed Ould Mohammed Lamine
- 33- Sidi Oumar Ben Mohammed Ben AZZEGHAR
- 34- Balli Ben Omar Ben MOHAMMED
- 35- Ahmed Ben Mohammed Salem
- 36- Al Hassan Ben FARAJI
- 37- Sid Aghmar Ben Al Houssein Ben MOHAMMED
- 38- Zouda Ben Salem Ben Omar
- 39- Zeggani Ben MOHAMMED BEN BAYE
- 40- Mantou Ben Sidi HAM
- 41- Ahmed Ben Alleda Ben Hamou Dada
- 42- Baba Ben Sid El Moktar
- 43- Madou Ben Mohammed
- 44- Haiba Moulay
- 45- Mohammed El Abd Ben Soueid

FRONT POPULAIRE DE LIBERATION DE L'AZAWAD (FPLA)

- 1- Mohammed MASSA
- 2- Ghissa Ag IKNANIT
- 3- Ghali Ag LEMA

- 4- Ghali Ag ABDOULLAHI
- 5- Adamou Ag TANFAN
- 6- Ohabba AG AKLI
- 7- Mohammed Ali Ag Mohammed Salah
- 8- Sibdija Ag WATENOUFEN
- 9- Aghatterem Ag Al HASSAN
- 10- Housseini FARAJI
- 11- Tihamma Ag HAMZATTA
- 12- Baye Ag TOKHA
- 13- Barka Ag EKAWEL
- 14- Altanatta Ag EBDALAGH
- 15- Habaye Ag MOHAMMED
- 16- Sidi Boubacar BOUMEDIENNE
- 17- Zeini BABY
- 18- Sidi Al WATTA
- 19- Cheikna KOUTTAM
- 20- Mohammed Ali
- 21- Daou Mohammed Ahmeidat
- 22- Tiladen Ag Mohammed Akli
- 23- Bouka Ag Ablil
- 24- Sidi Mohammed LELE
- 25- Osman Ag El Maouloud
- 26- Hamadi Ag Mohammed ABBA
- 27- Sid Alamine Ag DOHO
- 28- Abdallah Ag Hama

ARMEE REVOLUTIONNAIRE DE LIBERATION DE L'AZAWAD (ARLA)

- 1- Ibrahim LITNI
- 2- Ibrahim Mohammed TAHAR
- 3- Sidi Mohammed ICHRACH
- 4- El Hedji GAMOU
- 5- Ahmadou AGHALI
- 6- Ahmed SIDI
- 7- Sidi Mohammed MOSSA
- 8- Said ANATEYA
- 9- Intiyass AKLI
- 10- Youssef Al KHALIFA
- 11- Abbass ATTAYABOSS
- 12- Al Kheir MITKI
- 13- Sid Amma AKLI
- 14- Keddou Ossad
- 15- Inamoud Bachar
- 16- Al Bessati Al HASSAN
- 17- Mohammed Ali Al Bessati
- 18- Abdallah AKLI
- 19- Safi IZZAGH
- 20- Walela HAMMA
- 21- Mohamed Ali Salah
- 22- Elmou IBRAHIM

MOUVEMENT POPULAIRE DE L'AZAWAD (MPA)

- 1- Iyad AGHALI
- 2- Sidi Ham MOHAMMED
- 3- Sid Aghmar AKASSA
- 4- Acherif MOHAMMED
- 5- Metti MOHAMMED GHISSA

- 6- Sekeltou SEKHAUSER
- 7- Mohammed MAHMOUD
- 8- Ibiya AKLI
- 9- Hamed Ahmed MOHAMMED
- 10- Cheikh BAYE
- 11- Segdi AGHALI
- 12- Inawelen Ahmed
- 13- Mohammed AKHARIB
- 14- Bilal SALEM
- 15- Ahmada BIBI
- 16- Malik Yanesnet
- 17- Lohiya AHMED
- 18- Iliass Ag Ayoub
- 19- Ahmadou Ag Hamzatta
- 20- Mohamed Lamine FALL
- 21- Sidi Ghamram Sidi Mohammed
- 22- Sidi Lama M'MEKAL
- 23- Hamdi NEGUE
- 24- Mohammed WANBAJA
- 25- Ownes Ag IBRAHIM
- 26- Baye HASSAN

EL GOLEA LE 13/12/91

MOUVEMENTS ET FRONTS UNIFIES DE L'AZAWAD**BUREAU DE COORDINATION
DE L'AZAWAD**

A
Monsieur le Chef de la Délégation
du Gouvernement du Mali

Monsieur,

Conformément au Procès Verbal de la rencontre d'Alger en date du 22 au 24 janvier 1992, Section I, Article 12a, stipulant de "se prononcer par écrit sur les documents échangés à Mopti, plateforme de revendications commune des Mouvements et Fronts Unifiés de l'Azawad et les documents issus de la rencontre de Segou", nous vous transmettons notre réponse :

1 - ASPECT POLITIQUE

- Nous rejetons le projet d'ordonnance résultant de la constitution à laquelle nous n'avons pas été associés.
- Les documents sont incomplets puisque chaque fois nous attendons des lois qui ne seront promulguées que plus tard.
- Nous rejetons la notion de "collectivités territoriales".
- Nous regrettons que la notion d'Azawad n'apparaisse pas dans le document.
- Il n'y a pas de solution politique dans ce document;
- La solution à la sécurité de l'Azawad n'a pas été abordée.

II - ASPECT ECONOMIQUE

- Les documents économiques sont à améliorer et doivent tenir compte de la solution politique au problème de l'Azawad.

Etant donné que le Politique et l'Economique sont liés, nous n'acceptons aucun des documents de Segou.

En restant disponible au dialogue fécond en vue de trouver une solution solide, juste et durable au problème de l'Azawad, recevez, Monsieur, nos salutations distinguées.

Alger, le 15 février 1992

P/ LA COORDINATION
Cheikh Ag BAYE

Mouvements et Fronts Unifiés de l'Azawad. Bureau De Coordination. Projet de Fédération (12 février 1992)

=====

Vu la plateforme d'Alger en date des 26, 27 et 28 octobre 1991 revendiquant le système politique de type fédéral au Mali;

Vu les résolutions de la rencontre d'El Golea en date des 12, 13 et 14 décembre 1991, portant création du Bureau de Coordination des Mouvements et Fronts Unifiés de l'Azawad et adoptant la plateforme d'Alger;

Vu le Procès Verbal de la réunion du Bureau de Coordination en date des 27, 28 et 29 décembre 1991 à Tamanrasset, créant la Commission Technique chargée d'élaborer la plateforme de revendications communes;

Après examen et analyse de toutes les décisions de rencontres et réunions, ci-dessus énumérées, et constat de leur unanimité de trouver une solution négociée, juste et durable au problème de l'Azawad sans enfreindre ni à l'unité nationale, ni à l'intégrité territoriale du Mali;

Nous membres de la Commission et du Bureau de Coordination réunis à Alger du 20 janvier au 12 février 1992, proposons les amendements qui suivent au projet de constitution du Mali en vue de l'instauration d'un système fédéral au Mali.

PREAMBULE

Le Peuple du Mali, fort de ses traditions de lutte héroïque s'engage solennellement à défendre et préserver son unité dans la diversité.

Souscrit à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme du 10 décembre 1948 et à la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples du 27 juin 1981.

Réaffirme son attachement à la réalisation de l'Unité Africaine, à la promotion de la Paix, de la coopération régionale et internationale, au règlement pacifique des différends entre Etats; dans le respect de la justice, de la légalité, de la liberté et de la souveraineté des peuples;

TITRE I - DES DROITS ET DES DEVOIRS DE LA PERSONNE HUMAINE

Reste inchangé.

TITRE II - DE L'ETAT ET DE LA SOUVERAINETE

L'article 25 sera reformulé : *"Le Mali, Etat des Peuples, historiquement unis en son sein, est une République Fédérale Souveraine, indivisible, indépendante, démocratique, laïque et sociale"*;

Son principe de gouvernement est le Gouvernement du Peuple par le Peuple et pour le Peuple.

Les institutions de la République Fédérale sont :

- le Président de la République Fédérale
- le Gouvernement Fédéral
- le Parlement Fédéral

- le Pouvoir Judiciaire
- la Cour Suprême
- le Tribunal Constitutionnel Fédéral
- la Haute Cour de Justice
- le Haut Conseil Economique et Social

L'emblème est composé de trois (3) bandes de couleur, Vert, Bleu, Jaune; mais le statut de chaque Etat Fédéral peut reconnaître son drapeau, sa devise, son hymne, son sceau et ses armoiries.

La devise de la République Fédérale serait : Unité dans la diversité; le français est la langue d'expression officielle.

Les articles 26, 27 et 28 restent sans changement.

TITRE III - DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FEDERALE

L'article 29 sera reformulé ainsi : *"Le Président de la République est le Chef de l'Etat Fédéral..."*, *"Il incarne l'Unité Fédérale..."*

Les articles 30, 31, 32, 33, 34, 35 et 36 restent sans changement.

L'article 37, le premier alinéa reste sans changement.

Le deuxième alinéa sera reformulé ainsi : *"Je jure devant Dieu et le peuple Malien de préserver, en toute fidélité, le régime républicain, de respecter la constitution et la loi, de remplir mes fonctions dans l'intérêt supérieur du peuple dans sa diversité, de préserver les acquis démocratiques, de garantir l'unité, l'indépendance et l'intégrité du territoire".*

Les articles 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44 et 45 restent inchangés.

L'article 46 sera reformulé ainsi : *"Le Président de la République signe les ordonnances et décrets pris en Conseil des Ministres".*

Les grands Chanceliers, les Officiers Généraux, les Ambassadeurs et les envoyés extraordinaires, les directeurs des administrations centrales sont nommés par décret pris en conseil des Ministres avec approbation de la Chambre régionale du Parlement Fédéral".

L'article 47 sera reformulé ainsi : *"Les membres de la Cour Suprême sont nommés par décret pris en Conseil des Ministres après approbation de la Chambre régionale du Parlement Fédéral".*

Les articles 48 et 49 restent inchangés.

L'article 50 sera reformulé ainsi : *"Lorsque les après consultation du Premier Ministre, du Parlement Fédéral, ainsi que du Tribunal Constitutionnel Fédéral".*

Dernier alinéa : remplacer Assemblée Nationale par Parlement Fédéral.

Les articles 51 et 52 restent inchangés.

TITRE V - DU PARLEMENT FEDERAL

L'article 59 sera reformulé ainsi : *"Le Parlement Fédéral serait constitué de deux (02) chambres appelées :*

- *Assemblée Fédérale constituée d'éléments élus directement par le Peuple;*
- *Assemblée représentative, constituée de représentants des régions".*

L'article 60 est retenu, mais remplacer l'Assemblée Nationale par le Parlement Fédéral.

L'article 61 sera reformulé ainsi : *"Les députés sont élus par cinq (05) ans au suffrage*

universel direct. Chaque statut constitutionnel fixera les modalités d'élection à ce sujet".

L'article 62 est retenu mais remplacer l'Assemblée Nationale par le Parlement Fédéral.

L'article 63 sera reformulé ainsi : *"Chaque statut fixera le nombre des membres de son Assemblée. Une loi déterminera les indemnités, les conditions d'éligibilité, les incompatibilités, ainsi que les modalités de remplacement en cas de vacance".*

Les articles 64, 65, 66, 67, 68, 69 sont retenus;

TITRE VI - EST MODIFIÉ

Les articles 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79 et 80 devront tenir compte des amendements faits sur la Constitution.

TITRE VII - DU POUVOIR JUDICIAIRE

L'article 81 sera reformulé ainsi : *"Le pouvoir judiciaire est indépendant des pouvoirs exécutif et législatif. Il s'exerce par la Cour Suprême, le Tribunal Constitutionnel et les autres cours et tribunaux".*

Le reste sans changement.

L'article 82 sera reformulé ainsi : *"Les magistrats ne sont soumis dans l'exercice de leurs fonctions qu'à l'autorité de la loi..."*

Le septième alinéa sera reformulé comme suit *"Chaque Etat fédéré conformément à son statut constitutionnel fixera une loi pour l'organisation, la composition, les attributions et le fonctionnement de son conseil supérieur de la magistrature";*

Chaque Etat fédéré sera représenté au sein du Conseil Supérieur de la magistrature.

Le dernier alinéa reste sans changement.

TITRE VIII - DE LA COUR SUPREME

L'article 83 reste sans changement.

L'article 84 sera reformulé ainsi : *"La Cour Suprême sera présidée par un magistrat de l'ordre judiciaire nommé par le Président de la République Fédérale sur proposition du Conseil Supérieur de la magistrature".*

Le Président et le Vice Président de la Cour Suprême peuvent être d'un même Etat fédéré.

Le dernier alinéa reste sans changement.

TITRE IX - REMPLACER DE LA COUR CONSTITUTIONNELLE PAR DU TRIBUNAL CONSTITUTIONNEL FEDERAL

L'article 85 sera reformulé comme suit : *"Chaque Etat fédéré disposera d'un tribunal constitutionnel fédéré. La loi fixera dans chaque Etat le mode d'élection, la composition et le fonctionnement de ce tribunal; Le Tribunal Constitutionnel Fédéré exerce sa juridiction sur toute l'étendue du territoire fédéré et connaîtra du recours d'inconstitutionnalité des lois et dispositions de l'Etat fédéré. Elle est l'organe régulateur du fonctionnement des institutions et de l'activité des pouvoirs publics".*

Le Tribunal constitutionnel connaîtra des conflits de compétence. Il sera animé par des juges élus par l'Assemblée fédérale approuvé par l'Assemblée Représentative. Ils proviendront de tribunaux constitutionnels fédérés.

La proposition des candidats qui animeront ce tribunal se fera de façon paritaire par l'Assemblée fédérale, l'Assemblée Représentative, le Président de la République et le Gouvernement".

Les articles 86, 87, 88, 89 et 90 sont supprimés.

L'article 92 sera reformulé comme suit : *"Le Président du tribunal constitutionnel est élu par ses pairs."*

Le reste sans changement.

L'article 93 reste sans changement, remplacer cour par tribunal.

L'article 94 reste sans changement, remplacer cour par tribunal.

TITRE X - DE LA HAUTE COUR DE JUSTICE

Les articles 95 et 96 restent sans changement.

TITRE XI - DE L'ORGANISATION TERRITORIALE DE LA REPUBLIQUE NOUVEAU

L'article 97 sera modifié comme suit : *"La République Fédérale est organisée territorialement en deux (2) Etats :*

- *le nord du Mali appelé Azawad*
- *le sud du Mali.*

L'article 98 sera modifié comme suit : *"Chaque Etat jouit d'une libre gestion de ses intérêts. Il rédige son statut constitutionnel et déterminera son organisation territoriale propre, son administration sans préjudice des compétences que lui confère la constitution fédérale."*

L'article 99 sera modifié comme suit : *"L'Etat fédéral est compétent dans les matières suivantes :*

- *la Défense et les Forces Armées*
- *la Justice*
- *l'action diplomatique internationale*
- *le système monétaire.*

L'article 100 sera modifié comme suit : *"Toute matière non expressément citée ci-dessus, reviendra à l'Etat fédéré".*

**LE RESTE DE LA CONSTITUTION TIENDRA COMPTE DES AMENDEMENTS
APPORTES PLUS HAUT.**

**Procès verbal de la troisième rencontre d'Alger entre le
gouvernement de la République du Mali et les Mouvements et
Fronts Unifiés de l'Azawad (15-25 mars 1992)**

1. Dans le cadre des négociations de paix qu'elles ont entamé en janvier 1992, une réunion tenue du 15 au 25 mars 1992 a regroupé à Alger des représentants du Gouvernement de la République du Mali et des représentants des Mouvements Unifiés de l'Azawad sous la présidence de représentants du Gouvernement de la République Algérienne Démocratique et Populaire Médiateur.

La liste de chacune des délégations est annexée au présent procès-verbal.

2. La réunion a été ouverte par une déclaration préliminaire de la délégation du médiateur et des déclarations de chacune des deux parties.
3. La réunion a été consacrée à :
 - la mise en oeuvre des dispositions arrêtées durant la rencontre de janvier 1992 à Alger, relatives à la libération réciproque des personnes détenues et à la mise sur pied de la Commission d'enquête indépendante,
 - la finalisation des négociations pour l'élaboration du document pour la restauration d'une paix juste et définitive dans les 6ème, 7ème et 8ème régions du Mali appelées Azawad par les MFUA.

I - LIBÉRATION RÉCIPROQUE DES PERSONNES DÉTENUES

4. Les deux parties ont, tel que convenu, procédé à l'échange des listes des personnes qu'elles détiennent respectivement. Chacune de ces listes est reproduite en annexe au présent procès verbal.
5. Les deux parties ont convenu de procéder à la libération réciproque des personnes détenues au niveau de la localité algérienne de Bordj Baji Mokhtar le 8 avril 1992 en présence du Conseil de la République Algérienne Démocratique et Populaire à Gao et du Consul de la République du Mali à Tamanrasset.

II - MISE SUR PIED DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE INDÉPENDANTE

6. Durant leurs discussions, les deux parties ont constaté qu'elles n'ont pu aboutir à la finalisation de la liste des 7 à 5 experts indépendants devant siéger au sein de la Commission d'enquête indépendante, ce qui entrave encore l'installation de celle-ci.
7. Devant cette situation, les deux parties ont décidé de redoubler d'efforts pour parvenir à la finalisation de la liste des experts indépendants convenue et permettre l'installation de la Commission d'enquête indépendante, quinze jours après la signature solennelle du Document de paix.

III - FINALISATION DE LA NÉGOCIATION DE PAIX

8. Les deux parties ont finalisé leur négociation de paix dans une atmosphère marquée par un haut sens des responsabilités et un esprit de compromis équitable et durable qu'a salué le Médiateur.
9. A l'issue de cette négociation, les deux délégations ont finalisé et approuvé un Pacte National.

10. A l'issue de la négociation et sur la base du Document de paix approuvé, la délégation des MFUA a indiqué que, du fait que le congrès des MFUA prévu n'a pu encore se tenir, elle soumettra aux bases des Mouvements et Fronts, pour approbation, le Document de paix, et ce avant la cérémonie de signature du Pacte National.
11. De son côté, la délégation du Gouvernement de la République du Mali a indiqué qu'elle portera à la connaissance des Autorités Nationales de la République du Mali le contenu du Document approuvé avant la cérémonie de signature du Pacte National.
12. Les deux parties ont convenu de se retrouver le 9 avril 1992 à Bamako, pour procéder à la signature solennelle du Pacte National.
13. Les deux parties ont également convenu que la cérémonie solennelle de signature se déroulera en présence des représentants de la République Algérienne Démocratique et Populaire Médiateur et de pays et personnalités amis invités en qualité de témoins du Pacte National.
14. Durant les délibérations de la troisième rencontre d'Alger, le Médiateur a relevé qu'en dépit de la retenue affichée par chacune des deux parties dans la trêve décrétée le 8 février 1992 des incidents graves ont malheureusement eu lieu dans le nord du Mali entraînant des pertes en précieuses vies humaines.

Tout en déplorant cette situation, le médiateur a lancé un appel pressant aux deux parties pour faire preuve de la plus grande vigilance possible aux fins de prévenir la réédition de pareilles situations.

Les deux parties ont réitéré leur engagement solennel à ne rien ménager pour garantir le strict respect de la trêve en vigueur et pour laquelle elle se sont engagées.

15. En perspective de la signature du pacte national approuvé et de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu dont celui-ci dispose, le médiateur a lancé un appel aux deux parties pour se préparer activement en vue d'assurer le strict respect de cette cessation des hostilités.
16. Le Médiateur a chaleureusement félicité les deux parties pour le couronnement de leur négociation et l'approbation du pacte national devant conduire à la cessation définitive du douloureux et fratricide conflit du nord du Mali.

Il a souligné que ce résultat constitue un acquis précieux pour le peuple frère du Mali tout entier et pour l'ensemble de la sous-région.

A cet égard, le Médiateur a appelé les deux parties à confirmer par leurs signatures solennelles, la paix et la réconciliation nationales auxquelles elles sont ainsi parvenues et à veiller au strict respect de la lettre et de l'esprit du Pacte national et de son calendrier de mise en oeuvre pour la restauration de la concorde et la consolidation du progrès et de la prospérité au bénéfice de tous les fils du Mali.

17. Les deux parties ont exprimé leur profonde gratitude au peuple algérien, à ses dirigeants et à son gouvernement pour l'hospitalité et le soutien fraternels qu'ils ne leur ont point compté à chacune de leurs rencontres d'Alger.

Les deux parties ont également rendu un vibrant hommage à la République Algérienne Démocratique et Populaire pour le concours fraternel, constant et décisif qu'elle leur a apporté dans sa mission de médiateur qu'elle a bien voulu assumer au service de la réconciliation nationale en République du Mali et de la paix, de la sécurité et de la stabilité de la sous-région.

18. La troisième rencontre d'Alger a été sanctionnée par le présent procès verbal et par un communiqué de presse.

19. Le présent procès verbal a été établi en trois exemplaires originaux en langue française faisant foi.

Fait à Alger, le 25 mars 1992

P/ les Mouvements et Fronts Unifiés
de l'Azawad
Zahabi OULD SIDI MOHAMED
Chargé de la Coordination

P/ le Gouvernement de la République
du Mali
Chef de Bataillon, Moussa DIABATE
Ministre Délégué à la Sécurité Intérieure.

P/ le Gouvernement de la République Algérienne
Démocratique et Populaire, Médiateur
Ahmed OUYAHIA
Chef de Délégation

ANNEXE I

**LISTE DES PERSONNES DÉTENUES
PAR LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU MALI
REMISE A LA DÉLÉGATION DES MOUVEMENTS ET FRONTS UNIFIES
DE L'AZAWAD**

- 01 Assaha Ag CHATECHATE
- 02 Hama Ag ALOUSSEINI
- 03 Mohamed Kataye Ag ALMAUNAR
- 04 Mamada Ag AHMIDOU
- 05 Abdoul Salam Ag AYEMI
- 06 Ameydi Ag KASSAYE
- 07 Mossa Ag MOHAMED
- 08 Ahmed Ag MOHAMED
- 09 Rhissa Ag MOHAMED
- 10 Amaunar Ag MOHAMED
- 11 Ahmedau Ag MOHAEMD
- 12 Attayoub Ag SEIDINE
- 13 Mohamed Ag ABOUBACRINE
- 14 Ahmed Ould ABDELLAH
- 15 Mohamed Ould AHMED
- 16 Oumar Ag MOHAMED
- 17 Mossa Ag MOHAMED
- 18 Mohamed Ag CHATECHATE
- 19 Doumata Ag HAMEDOU
- 20 Mohamed Ag OUMAR dit HADA
- 21 Mama Ag FADOUWA dit KONDJI
- 22 Litini DICKO dit LOTO
- 23 Inamoud Ag ITSEBETI dit ALKOUDA
- 24 Sincitace Ag RAKIFOU

ANNEXE II

**LISTE DES PERSONNES DETENUES
PAR LES MOUVEMENTS ET FRONTS UNIFIES DE LAZAWAD
REMISE A LA DELEGATION DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE DU MALI.**

Armée Révolutionnaire de Libération de l'Azawad (ARLA)

- 01 Adama KAITA
- 02 Mohamed LANSAR
- 03 Soufiane MAIGA
- 04 Moussa YATTARA

Front Islamique Arabe de l'Azawad (FLAA)

- 01 Iticali Ag WALFONCO
- 02 Mossa KASSAMBARA
- 03 Adama DIALLO
- 04 Amadi Habre BAH
- 05 Bocar SAMAKE
- 06 Issa BEMBELE
- 07 Soga BADIAGA
- 08 Yaya KANTE
- 09 Cheikh CISSOKO
- 10 Daouda SARRE
- 11 Mahamadou SAMAKE
- 12 Abou Ag NINI
- 13 Mohamed EL HAD
- 14 Ousman COULIBALI
- 15 Abderahman Bakari SANOGO
- 16 Yaya COULIBALI
- 17 Issa DIARRA
- 18 Abdoullaye KONTE
- 19 Lamine MAGASSA
- 20 Youssouf DOUMBIA
- 21 Baba KANE
- 22 Kalilou DIARRA
- 23 Bassidi COULIBALI
- 24 Ousmane YATTASSAYE

ANNEXE III**LISTE DE LA DELEGATION
DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU MALI**

MM. Seriba TRAORE, Membre du CTSP, Chef de Délégation,

- Commandant Moussa DIABATE, Ministre Délégué chargé de la Sécurité Intérieure
- Mohamed AGERLAF, Ministre du Tourisme et de l'Artisanat
- Wamara FOFANA, Ministre Délégué chargé des Réformes Institutionnelles et de la Décentralisation
- Mahmoudou DIAGOURAGA, Ambassadeur du Mali en Algérie
- Colonel Amadou TOURE, Membre
- Ousmane DIALLO, Délégué Général du Nord
- Halidou DIALLO, Consul Général du Mali à Tamanrasset
- Saidou ASSAN GUINDO, Conseiller Technique au Ministère des Affaires Etrangères et des Maliens de l'Extérieur
- Cheikh Oumar DIARA, Chargé de Mission auprès du Délégué Général du Nord
- Alassane AG MOUSSA, Directeur National des Affaires Economiques
- Anassar MAIGA, Administrateur des Hôpitaux
- Mohamed HACHIM, Membre

ANNEXE IV

LISTE DE LA DELEGATION DES MOUVEMENTS
ET FRONTS UNIFIES DE L'AZAWAD

MM. Zahaby OULD SIDI MOHAMED, Porte Parole du Bureau de Coordination

- Mohamed AG AKHARIF, Membre
- Cheikh AG BAYE, Membre
- Issouf AG ALKHALIFA, Membre
- Abdellah AG AKLY, Membre
- Ahmed MOULAY, Membre
- Sidi Mohamed AG ICHRACH, Membre
- Malainine OULD BADY, Membre
- Sidi Ham AG MOHAMED, Membre
- Slimane MOULAYE, Membre
- Ahmadou HAMZA, Membre
- Mety AG MOHAMMED GHISSA, Membre
- Acherif AG MOHAMMED, Membre
- Ibia AG SIDI, Membre
- Sedgi AG AGHALI, Membre

ANNEXE V

LISTE DE LA DELEGATION ALGERIENNE

MM. Ahmed OUYAHIA, Chef de Délégation

- Fodil SAIDI, Membre
- Madjid BOUGUERRA, Membre
- Djelloul SALAH, Membre
- Mokhtar HAMDADOU, Membre
- Mohamed CHEBBOUTA, Membre
- Amer ALLAL, Membre
- Bouteldja HADEF, Membre
- Mohamed Ziane HASSENI, Membre

Pacte National conclu entre le Gouvernement de la République du Mali et les Mouvements et Fronts Unifiés de l'Azawad consacrant le Statut Particulier du Nord Du Mali

Le Gouvernement de la République du Mali et les Mouvements et Fronts Unifiés de l'Azawad dénommés les deux parties dans le cadre du présent pacte.

- Ayant analysé de manière approfondie toutes les origines du douloureux conflit armé qui sévit dans le nord du pays et après avoir relevé toutes les graves conséquences que cette situation a entraîné.
- Désireux d'aboutir à une solution pacifique négociée, juste et définitive au douloureux conflit armé qui sévit dans les 6ème, 7ème et 8ème régions de la République du Mali appelées Azawad par les Mouvements et Fronts Unifiés, une solution qui tienne compte des diversités culturelles, géographiques et socio-économiques qui existent dans la République du Mali et en même temps, une solution qui tende à la consolidation de l'unité et de l'intégrité nationales.
- Réaffirmant leur attachement à la Constitution de la République du Mali en date du 12 janvier 1992.
- Soulignant les dispositions de la Constitution de la République du Mali par lesquelles elle souscrit à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme du 10 décembre 1948 et à la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples du 27 juin 1981 et, proclame sa détermination à défendre les droits de la femme et de l'enfant ainsi que la diversité culturelle et linguistique de la Communauté Nationale.
- Ont, à l'issue de leurs négociations de la paix à Alger, sous la médiation de la République Algérienne Démocratique et Populaire dénommée Médiateur dans le cadre du présent document, convenu de ce qui suit :

TITRE I

PRINCIPES DIRECTEURS DU PACTE

1. Le présent Pacte est le cadre dans lequel seront restaurées la paix juste et définitive dans le nord du Mali et la réconciliation nationale entre tous les maliens.
2. Le contenu du présent Pacte est un engagement solennel et des dispositions irréversibles convenues par les deux parties, liant tous les Maliens réconciliés et leurs institutions. A cet égard, la pérennité des dispositions statutaires de ce Pacte et la mise en oeuvre de ses autres dispositions seront garanties par l'État.
3. Les dispositions du présent Pacte constituent un ensemble indissociable dont la mise en oeuvre sera menée conformément au calendrier défini dans le Pacte lui-même.
4. Les dispositions du présent Pacte sont applicables dans le nord du Mali appelé 6è, 7è et 8è régions par le Gouvernement et Azawad par les Mouvements et Fronts Unifiés de l'Azawad.

Le gouvernement de la République du Mali n'est pas opposé à l'appellation "AZAWAD" pour ces régions. Cependant, il reste respectueux du droit des populations de décider librement de l'appellation de leur territoire local, régional et inter-régional et, en attendant que ces populations puissent exercer ce droit par le biais de leurs instances élues locales, régionales

et inter-régionales et ce dès leur première session, les deux parties devant la nécessité de faire prévaloir la restauration de la paix dans cette partie du territoire national, ont décidé de la désigner à travers ce Pacte par nord du Mali.

TITRE II

DE L'ARRÊT DÉFINITIF DES HOSTILITÉS ET DU RÈGLEMENT DES QUESTIONS DÉCOULANT DE LA SITUATION DE CONFLIT ARME

5. Un cessez-le-feu définitif entrera en vigueur à zéro heure le lendemain de la signature solennelle du Pacte National.
6. En attendant la mise en oeuvre des dispositions prévues au paragraphe 7. A ci-dessous, et sous le contrôle de la Commission de Suivi du cessez-le-feu, les forces des deux parties s'interdisent toute action ou mouvement de nature à faire resurgir la tension ou à conduire à des incidents.
7. Dans les soixante jours suivants la signature du Pacte, il sera mis en exécution un programme portant sur les mesures concomitantes ci-après :

A/ Dans le cadre des mesures de restauration de la confiance, de l'élimination des facteurs d'insécurité et d'instauration d'une sécurité définitive, il sera :

- procédé à l'intégration totale, sur une base individuelle et volontaire et selon les critères de compétence, des combattants des Mouvements et Fronts Unifiés de l'Azawad (MFUA) dans les différents corps en uniformes de l'État;
- mis sur pied pour une année, des unités spéciales des forces armées composées majoritairement des combattants intégrés des MFUA;
- institué un corps de sécurité intérieure (Gendarmerie Nationale, Garde-Goum, Police) comprenant toutes les composantes des populations locales, y compris des combattants des MFUA mis à la disposition des autorités locales dans le cadre de leurs pouvoirs de police;
- créé des unités spéciales de l'armée largement ouverte à toutes les composantes des populations locales, dont la mission se limitera à la préservation de l'intégrité et de la sécurité extérieures du territoire national.

Les dispositions relatives à l'intégration de la totalité des combattants des Mouvements et Fronts énoncés ci-dessus porteront sur le retour des éléments de ces derniers avec leurs armements. Cette opération sera menée avec le concours de la Commission de Suivi du cessez-le-feu.

La sécurité et l'intégrité physique des combattants et des membres réintégrés des Mouvements et Fronts ainsi que celles des populations déplacées rapatriées seront totalement garanties;

B/ Par ailleurs, et dans ce même cadre, des mesures de restauration de la confiance, de l'élimination des facteurs d'insécurité et d'instauration d'une sécurité définitive, il sera procédé à un allègement substantiel, graduel et approprié des forces armées actuelles dans le nord de sorte à aboutir à leur retrait majoritaire; Cette opération sera menée conformément :

- à la cessation définitive des hostilités, conformément au cessez-le-feu décidé au paragraphe 5 ci-dessus;
- à la mise en place des mécanismes et dispositifs de sécurité prévus au paragraphe 7, A ci-dessus;
- au changement des missions dévolues à l'Armée Nationale chargée à l'avenir des missions de défense nationale, entraînant un programme étalé de redéploiement des installations et implantations militaires hors des centres urbains et des zones de pâturage et de pacage, ainsi que la transformation de certaines installations de l'armée en centres et écoles de formation militaire ou para-militaire, et l'utilisation de certaines des casernes désaffectées en centre de formation professionnelle.

8. L'entrée en vigueur du cessez-le-feu et la mise en oeuvre des dispositions le concernant

énoncées au paragraphe 7 ci-dessus, seront surveillées par une Commission de suivi du cessez-le-feu, composée et animée comme suit :

- A/ La Commission du cessez-le-feu sera composée de représentants de chacune des deux parties et du médiateur à raison de dix éléments chacun . Elle aura pour mandat la conduite de la mise en oeuvre des dispositions définies au paragraphe 7 ci-dessus.
 - B/ La Commission du cessez-le-feu se substituera à la Commission de suivi de la trêve. Elle sera installée à Gao 48 heures après la signature du Pacte. Elle organisera ses travaux et ses sous-commissions décentralisées.
 - C/ Pendant la période de soixante jours de mise en application des mesures énoncées au paragraphe 7 ci-dessus, la Commission du cessez-le-feu siégera en permanence sous la présidence du Médiateur et avec la participation permanente des représentants de celui-ci. En cas de besoin, cette période pourrait être prolongée jusqu'à parachèvement de la mise en oeuvre des mesures susvisées.
 - D/ Au-delà de ladite période, la Commission du cessez-le-feu siégera en permanence pendant une année avec la participation des représentants des deux parties et sous leur présidence mensuelle alternante, la première présidence revenant aux Mouvements et Fronts.
 - E/ A l'expiration du premier et du deuxième trimestre et du deuxième semestre suivant la signature du Pacte, la Commission du cessez-le-feu siégera chaque fois sous la présidence du Médiateur. Ces sessions ponctuelles serviront à l'examen et au règlement de tout contentieux éventuel lié à sa mission, la dernière session devant servir à proclamer la dissolution de la commission du cessez-le-feu.
 - F/ Les dépenses, frais et moyens de la commission du cessez-le-feu seront à la charge du Gouvernement de la République du Mali, y compris l'octroi d'allocations individuelles aux délégués des Mouvements à ladite Commission.
9. Un programme de rapatriement des personnes déplacées sera préparé à partir de la signature du présent Pacte. La mise en oeuvre de ce programme sera entamée 60 jours après la signature, soit à la fin de l'exécution des dispositions relatives au cessez-le-feu énoncées au paragraphe 7 ci-dessus qui se lit comme suit :

Dans les soixante jours suivants la signature du Pacte, il sera mis en exécution un programme portant sur les mesures concomitantes ci-après :

- A/ Dans le cadre des mesures de restauration de la confiance, de l'élimination des facteurs d'insécurité et d'instauration d'une sécurité définitive, il sera :
 - procédé à l'intégration totale, sur une base individuelle et volontaire et selon les critères de compétence, des combattants des Mouvements et Fronts Unifiés de l'Azawad (MFUA) dans les différents corps en uniformes de l'Etat,
 - mis sur pied pour une année, des unités spéciales des forces armées composées majoritairement des combattants intégrés des MFUA,
 - institué un corps de sécurité intérieure (Gendarmerie Nationale, Garde, Goum, Police) comprenant toutes les composantes des populations locales, y compris des combattants des MFUA mis à la disposition des autorités locales dans le cadre de leurs pouvoirs de police,
 - créé des unités spéciales de l'Armée largement ouverte à toutes les composantes des populations locales dont la mission se limitera à la préservation de l'intégrité et de la sécurité extérieures du territoire national.
- B/ Par ailleurs, et dans ce même cadre, des mesures de restauration de la confiance, de l'élimination des facteurs d'insécurité et d'instauration d'une sécurité définitive, il sera procédé à un allègement substantiel, graduel et approprié des forces armées actuelles dans le nord de sorte à aboutir à leur retrait majoritaire; Cette opération sera menée conformément :
 - à la cessation définitive des hostilités, conformément au cessez-le-feu décidé au paragraphe

5 ci-dessus;

- à la mise en place des mécanismes et dispositifs de sécurité prévus au paragraphe 7 ci-dessus;
- au changement des missions dévolues à l'armée nationale chargée à l'avenir des missions de défense nationale, entraînant un programme étalé de redéploiement des installations et implantations militaires hors des centres urbains et des zones de pâturage et de pacage, ainsi que la transformation de certaines installations de l'armée en centres et écoles de formation militaire ou para-militaire, et l'utilisation de certaines des casernes désaffectées en centre de formation professionnelle.

Tout effort sera déployé pour que ce programme de rapatriement soit parachevé dans un délai de 60 jours qui suivront son lancement.

10. Le programme de rapatriement sera conduit en collaboration, par le Gouvernement et les Mouvements en coopération avec les autorités des pays d'accueil, ainsi qu'avec les pays amis et les organisations humanitaires internationales qui seront sollicités à cet effet.
11. La réinsertion des populations déplacées et l'assistance aux victimes de toutes les conséquences du conflit armé du nord du Mali donneront lieu à la création des deux Fonds :
 - un Fonds de développement et de réinsertion devant favoriser la création de petites et moyennes industries (PMI) et de petites et moyennes entreprises (PME) et l'insertion des populations déplacées dans le circuit de production,
 - un Fonds d'assistance et d'indemnisation aux victimes civiles et militaires des deux parties et à leurs ayants droits de toutes les conséquences du conflit armé. Ce Fonds servira en priorité à indemniser les victimes à l'issue des travaux de la Commission d'Enquête Indépendante.

Un mécanisme permanent d'assistance aux victimes militaires des deux parties et à leurs ayants droits sera institué.

Ces deux Fonds seront créés dans les trente jours qui suivront la signature du présent Pacte.

12. Conformément à la décision arrêtée entre les deux parties lors de la conférence de Mopti en décembre 1991, concrétisée lors de leur rencontre d'Alger de janvier 1992 et réitérée lors de leur rencontre de mars, la Commission d'Enquête Indépendante sera installée à Mopti 15 jours après la signature du Pacte.
13. Dans le cas où les deux parties n'auront pu régler dans les délais mentionnés au paragraphe ci-dessus la question de la composition totale de la Commission d'Enquête Indépendante, la Commission de Suivi du Pacte - prévue par le présent document - réunie sous la présidence du Médiateur, à la fin du premier mois suivant la signature de ce pacte, sera saisie de la question et dégagera les voies et moyens de dépasser cette entrave pour permettre le fonctionnement de la Commission d'Enquête Indépendante dans les termes convenus entre les deux parties et rappelés au paragraphe ci-dessous.
14. La Commission Indépendante d'Enquête oeuvrera selon les dispositions arrêtées entre les deux parties et qui se lisent comme suit :

Mandat de la Commission :

La Commission Indépendante d'Enquête aura pour mission d'enquêter sur tous les événements qui ont eu lieu au Mali en relation avec les problèmes du Nord à savoir : les crimes perpétrés contre les populations civiles dans leurs personnes physiques et morales ainsi que leurs biens, les atteintes à l'environnement et les destructions bétail, les vols, pillages ainsi que tout acte de vandalisme et de spoliation. La Commission oeuvrera à définir les responsabilités de ces actes, leurs conséquences, à évaluer les dommages et les réparations dues aux victimes.

Organisation de la Commission :

A/ La Commission sera composée comme suit :

- cinq (05) représentants du Gouvernement de la République du Mali,
- cinq (05) représentants des Mouvements et Fronts Unifiés de l'Azawad.
- un maximum de sept (07) et un minimum de cinq (05) experts indépendants choisis d'un commun accord par les deux parties à raison d'un expert par nationalité dans les pays suivants : Algérie, Burkina-Faso, France, Libye, Mauritanie, Niger, Sénégal.

B/ Les deux parties arrêteront la liste nominative des membres de cette commission lors de leur prochaine rencontre.

C/ La commission sera présidée par un expert indépendant élu par ses pairs.

D/ La Commission débutera ses travaux au plus tard trois semaines après son installation.

E/ Les frais de fonctionnement de la Commission seront pris en charge par le Gouvernement de la République du Mali. Ce dernier s'attachera également à faciliter la tâche de la Commission par son plein concours matériel et administratif. Les deux parties s'engagent à réunir les conditions de sécurité nécessaires au bon fonctionnement de la Commission.

Fonctionnement de la Commission :

A/ La Commission exécutera son mandat en toute indépendance et d'une manière impartiale.

B/ L'immunité sera accordée aux membres de la Commission. Cette immunité sera étendue à toute personne que la Commission décidera d'entendre, et ce dans le cadre de ce témoignage.

C/ La Commission statuera à la majorité simple, la voix de son Président départageant l'égalité de voix.

D/ La Commission établira son propre règlement intérieur et organisera ses travaux.

E/ La Commission rendra ses conclusions dans les trois mois suivant la date de son démarrage. En cas de besoin, ce délai peut être prolongé d'un commun accord entre les deux Parties et sur demande de la Commission.

F/ Les délibérations de la Commission et son rapport seront placés sous le sceau confidentiel.

G/ Le rapport de la Commission sera adressé au Président de la République du Mali de même qu'il devra être adressé pour ampliation aux MFUA et au Médiateur.

Mise en oeuvre des conclusions de la Commission :

A/ Les deux Parties s'engagent à respecter les décisions et recommandations de la Commission.

B/ L'État du Mali s'engage à saisir les instances appropriées judiciaires et autres qui mettront en exécution les décisions et recommandations de la Commission dans un délai maximum de quarante cinq (45) jours après la date de remise du rapport de celle-ci au Président de la République du Mali.

TITRE III**STATUT PARTICULIER DU NORD DU MALI**

Conscientes de l'importance de l'organisation de la gestion des affaires des populations dans le cadre du règlement pacifique et définitif du conflit armé dans le Nord du Mali, les deux Parties ont convenu d'un statut particulier suivant pour le Nord du Mali.

Dans ce même esprit de prise en charge des affaires inter-régionales, régionales et locales par les populations et en vue de les en rapprocher, le principe d'un redécoupage administratif portant sur chaque niveau d'organisation territoriale du Nord du Mali est convenu entre les deux Parties. Ce redécoupage sera proposé par les instances locales appropriées et consacré par la loi.

15. Ce statut définit et consacre les compétences des Assemblées locales, régionales et inter-régionales.

Ces Assemblées élues sont compétentes pour :

A/ Organiser leur vie communautaire urbaine et rurale.

B/ Définir et promouvoir le programme de développement économique, social, culturel qu'elles désirent. De tels programmes globaux ou spécifiques, locaux ou régionaux, couvriront des secteurs et des activités telles que l'agriculture, l'élevage, l'hydraulique, l'urbanisme, l'habitat, la préservation de l'écosystème, l'industrie, le transport, la communication, la santé, l'éducation, la culture, le tourisme, la recherche et la promotion des langues locales, l'artisanat, l'aménagement et la protection des sites historiques, la gestion du patrimoine foncier et l'incitation à l'exploration et l'exploitation des ressources naturelles.

C/ Assurer elles-mêmes à travers leurs élus, le contrôle des forces et des activités de maintien de l'ordre au niveau local et régional.

D/ Participer pleinement et efficacement, à la sécurité de leur région et à la défense du territoire national, laquelle est un devoir national.

E/ Assurer la concertation, la coopération et la coordination de leurs actions et de leurs instances de représentation tant au plan horizontal que vertical, entre les différentes collectivités de chaque niveau d'organisation et entre les différents niveaux d'organisation de la collectivité de base jusqu'au niveau inter-régional commun à tout le Nord du Mali.

F/ Organiser et animer les échanges et les actions de complémentarité entre les collectivités locales et régionales du Nord et celles des autres Régions du Mali.

G/ Organiser tout échange d'expérience et d'assistance avec des populations de localités ou de régions d'autres pays et ce, par le biais de jumelage entre des localités et régions du Nord du Mali d'une part et des instances similaires d'autres pays d'autre part, ainsi que par le biais de la coordination des échanges et des initiatives entre régions voisines dans le cadre transfrontalier, de même que de susciter l'assistance des organisations non gouvernementales (ONG) de développement et d'en bénéficier conformément aux accords cadres en la matière.

16. A cet égard, les collectivités locales, régionales et inter-régionales sont :

- l'Assemblée inter-régionale
- la région
- la Commune, l'Arrondissement et le Cercle.

17. Au niveau de ces collectivités se retrouveront :

- une Assemblée élue
- un Exécutif désigné au sein de l'Instance élue de la Commune, de l'Arrondissement, du Cercle et de la Région

- un représentant de l'État siègera au niveau de la région
- par ailleurs, l'Assemblée inter-régionale sera dotée d'un Secrétariat Permanent.

CHAPITRE I

AU NIVEAU INTER-REGIONAL

18. Dans le respect de l'unité de l'État et de la Nation du Mali, et dans le but de favoriser une politique de développement dans une partie du territoire national partageant une très forte similitude de paramètres géographiques, climatiques, socio-économiques et culturels au profit des populations concernées et au bénéfice de la République du Mali, il sera institué une assemblée inter-régionale au niveau des Régions du Nord du Mali.
19. L'adhésion des Régions du Nord du Mali à cette assemblée inter-régionale se fera sur une base volontaire.
20. L'Assemblée inter-régionale sera élue par les Assemblées des Régions y adhérant pour un mandat de 5 ans. Chaque Région adhérente y disposera de 5 sièges; L'Assemblée Inter-régionale élira son président.
21. L'Assemblée Inter-régionale sera dotée d'un Secrétariat Permanent dirigé par un Secrétaire Général nommé par le Président de l'Assemblée, les élus de l'Assemblée inter-régionale percevront une indemnité versée par l'État. Les agents du Secrétariat Permanent et le Secrétaire Général seront rémunérés par l'État.
22. L'assemblée inter-régionale sera dotée d'un budget annuel de fonctionnement dégagé par les régions associées et complété par l'État.
23. L'Assemblée inter-régionale aura compétence pour :
 - A/ Élaborer tout programme de développement ou d'activité socio-économique et culturelle à vocation inter-régionale.
 - B/ Coordonner toute activité ou projet d'intérêt mutuel pour les Régions associées.
 - C/ Faire aboutir en concertation avec le Gouvernement sur la base de la volonté des Régions et des collectivités locales de celles-ci, toute suggestion de redécoupage régional.
 - D/ Proposer au Gouvernement toute action ou projet d'animation ou de développement dépassant les limites de la Région.
 - E/ Faire aboutir en concertation avec les instances nationales concernées et veiller à son exécution, tout projet relevant des domaines de la formation, de la santé, et de la culture à dimension commune à toutes les régions concernées et de nature à améliorer la satisfaction des besoins des populations (exemple : facultés, hôpital universitaire, annexe de radio ou de télévision à vocation inter-régionale...).
 - F/ Participer en consultation avec les Instances nationales concernées à toute élaboration de programme concernant les Régions membres de l'Assemblée Inter-régionale en matière de défense nationale, de défense civile, et de lutte contre les calamités et catastrophes naturelles.
 - G/ Contribuer à l'animation et à la promotion du développement transfrontalier avec les pays voisins.

CHAPITRE II

AU NIVEAU RÉGIONAL

24. Chacune des Régions du Nord du Mali sera dotée d'une Assemblée démocratiquement élue par les populations locales. Cette Assemblée sera élue au suffrage indirect pour un mandat de cinq années. Elle sera composée d'un nombre de sièges correspondant à un nombre de circonscriptions électorales à définir en relation avec la densité démographique et l'étendue géographique avec au minimum un élu par Cercle.
25. L'Assemblée élira son Bureau et son Président.
26. Le Bureau de l'Assemblée désignera le Chef de l'Exécutif régional responsable devant l'Assemblée. Il sera assisté d'un Secrétaire Général nommé par lui.
27. Un représentant de l'État auprès de la Région sera nommé par le Gouvernement. En sa qualité de représentant du Gouvernement, il veillera en relation avec le Président de l'Assemblée régionale, à la conformité des décisions de l'Assemblée de la Région avec la législation et la réglementation nationales.
28. Les élus de la Région jouiront de l'immunité dans l'exercice de leurs fonctions. Ils percevront une indemnité versée par l'État.
29. L'Exécutif régional sera assisté de cadres représentant les différents services déconcentrés de l'État étoffant l'Administration de la région. Dans le respect de l'unicité de l'Administration nationale, une priorité particulière sera réservée aux ressortissants de la Région dans le recrutement.
30. L'Assemblée de la région est compétente pour :
 - A/ Entreprendre toute action de nature à assurer le développement de la Région.
 - B/ Promouvoir l'investissement dans la Région.
 - C/ Donner son avis motivé dans le cadre du programme national de développement.
 - D/ Gérer à travers l'exécutif, les crédits affectés par le Gouvernement de la Région.
 - E/ Définir, conduire et exécuter le programme d'équipement de la Région et veiller à son application.
 - F/ Définir et promouvoir une politique de développement rural notamment dans les domaines fonciers, de l'habitat, de la lutte contre la désertification, de l'hydraulique, de l'élevage et de la préservation de l'écosystème.
 - G/ Encourager et promouvoir le développement industriel et artisanal de la Région, notamment par la création de zones industrielles, la création ou l'exploitation d'unités artisanales locales ou de toutes unités de nature à satisfaire les besoins locaux.
 - H/ Prendre toute mesure nécessaire pour la promotion du tourisme et le développement des transports.
 - I/ Concourir au développement social et culturel de la Région par :
 - la promotion d'une politique sanitaire et éducative harmonieuse au niveau de la Région;
 - des propositions d'actions au Gouvernement;
 - la promotion locale des activités sociales et culturelles à même de favoriser l'épanouissement du patrimoine culturel de la Région, d'assurer sa diffusion à travers le pays et d'assurer la diffusion des autres variétés du patrimoine national au niveau de la Région. A cet égard, toute possibilité de création d'annexes de radio ou de télévision sera

concrétisée;

- J/ Favoriser la coordination des efforts et actions entre les collectivités locales à l'intérieur du pays et entre celles-ci et leurs homologues de l'étranger.
- K/ Étudier et proposer en concertation avec les instances de base tout programme de redécoupage des collectivités locales au niveau de la Région.
31. A travers son président, l'Assemblée de la Région veillera à dégager auprès de l'État les effectifs régionaux suffisants des corps de sécurité intérieure. Elle exercera un pouvoir de contrôle des forces de police et de maintien de l'ordre civil au niveau régional.
32. Dans le respect de la souveraineté nationale et des engagements de l'État, l'Assemblée de la Région a compétence pour promouvoir une politique de développement transfrontalier et un programme de coopération et d'échanges avec des institutions similaires de pays voisins.
33. L'Assemblée de la Région vote le budget de la Région. Celui-ci est alimenté par les recettes de la fiscalité locale, par les dotations annuelles ou spéciales versées par l'État ainsi que par les dons et legs. Elle vote également les emprunts au niveau national décrétés par la région pour soutenir le développement régional.

CHAPITRE III

AU NIVEAU LOCAL

34. Dans le but de rapprocher les populations de la gestion de leurs affaires locales, les Communes, Arrondissements et Cercles seront dotés d'une organisation similaire à celle de la Région, à savoir :
- un Conseil élu pour cinq ans, dont le nombre de sièges sera déterminé en relation avec la densité de la population et tenant compte des espaces géographiques. Chaque Conseil élira son Président et son Bureau. Il désignera un Exécutif local responsable devant le Conseil;
 - le Secrétaire Général de la collectivité locale nommé par le Président veillera à la conformité des décisions du Conseil avec la loi et la réglementation nationales.
35. Au niveau de leur circonscription, les Conseils de Cercles d'Arrondissements et des Communes exerceront des compétences similaires à celles dévolues à l'Assemblée Régionale.
36. Le budget de la Commune, de l'Arrondissement et du Cercle sera voté par son conseil. Il sera alimenté par des recettes locales et par des dotations octroyées par la région sur la base des crédits alloués par l'État ainsi que par des dons et legs.
37. Cette politique de rapprochement du citoyen de la gestion de ses affaires locales sera consolidée par un programme de renforcement du réseau des communes urbaines et rurales dans le Nord du Mali. Le nouveau découpage communal sera le fruit d'études et de propositions qui seront conduites et élaborées par chacune des Régions en consultation avec ses échelons inférieurs (Cercle, Arrondissement, Commune), propositions qui seront soumises à l'échelon national concerné pour leur concrétisation.
38. Additionnellement à ces structures civiques élues, tout syndicat d'initiative ou toute association professionnelle locale, régionale et inter-régionale est autorisée à travers le Nord du Mali, dans le cadre du respect de la loi et de la réglementation nationales.
39. Les Communes, Arrondissements et Cercles susciteront des programmes d'échanges ou de complémentarités avec des instances similaires des autres Régions du Mali.
40. Les Cercles, Arrondissements et Communes sont habilités à promouvoir des actions de coopération et d'échange avec des instances similaires d'autres pays.

CHAPITRE IV

DE LA MISE EN OEUVRE DU PRÉSENT STATUT

41. Dans le respect du caractère irréversible de la lettre et de l'esprit du présent Statut, toutes les dispositions législatives et réglementaires seront prises pour sa mise en oeuvre;
42. Le calendrier de mise en oeuvre de ce Statut est précisé au calendrier général de mise en oeuvre du Pacte National tel que énoncé au titre VI ci-dessous.
43. Nonobstant la participation des Régions au Haut Conseil des collectivités prévu au titre XII de la Constitution de la République du Mali, il sera créé un poste de Commissaire pour le Nord du Mali auprès du Chef de l'État pour une durée de cinq ans renouvelables, chargé d'animer la mise en oeuvre du présent Pacte.

TITRE IV

DE LA CONSÉCRATION DE LA SOLIDARITÉ ET DE L'UNITÉ NATIONALES DANS LE NORD DU MALI

SOUS-TITRE A

MESURES DE CONSÉCRATION DE LA SOLIDARITÉ NATIONALE

44. Tel que mentionné au paragraphe 11 titre II, la réinsertion des populations déplacées et l'assistance aux victimes de toutes les conséquences du conflit armé du Nord du Mali donneront lieu à la création de deux Fonds :
 - un Fonds de développement et de réinsertion
 - un Fonds d'assistance et d'indemnisation aux victimes de toutes les conséquences du conflit armé.
45. Ces deux Fonds qui seront créés et dotés dans les trente jours suivants la signature du Pacte, demeureront en activité pendant une année. Ils seront gérés par une Commission bilatérale dans laquelle siégeront des représentants du Gouvernement et des Mouvements.
46. Aux fins de permettre un fonctionnement réussi de ces deux Fonds, les deux Parties s'associent dans un appel à la générosité nationale du peuple malien tout entier et un appel à l'assistance humanitaire et financière de la Communauté internationale;
47. Un programme spécial de développement du Nord du Mali sera arrêté pour une période de dix années et lancé en deux tranches quinquennales successives.
48. Ce programme aura pour vocation de résorber les inégalités entre le Nord du Mali et le reste du pays dans les domaines économique, social et culturel. Il aura également pour finalité de consolider les infrastructures du Nord du Mali de sorte à rendre attractif l'investissement dans cette région.
49. Le programme spécial de développement sera défini et son plan de financement arrêté 06 mois après la signature du présent Pacte; Les Assemblées des Régions et l'Assemblée Inter-régionale soumettront au Gouvernement leurs propositions en la matière.
50. Le programme spécial de développement sera approuvé par le Gouvernement. Les ressources de ce programme seront annoncées en tant qu'enveloppes quinquennales. Ces

crédits seront attribués par l'État, par tranche annuelle à chacune des Assemblées des Régions du Nord du Mali qui en assurera la gestion et l'exécution.

51. Un régime fiscal préférentiel et incitatif sera défini pour le Nord du Mali. Ce régime sera de nature à encourager et attirer l'investissement. Il sera annoncé dans les 03 mois suivants la signature de ce Pacte et demeurera en vigueur pendant une période de 10 ans.

SOUS-TITRE B

MESURES DE CONSÉCRATION DE L'UNITÉ NATIONALE

52. Tout en tenant compte des qualifications minimales nécessaires, le Gouvernement fera un effort particulier pour assurer l'intégration à titre spécial de cadres des Mouvements et de personnes des populations du Nord du Mali dans les instances centrales de l'État-major de la Défense Nationale et des autres corps de sécurité.

Cette mesure qui sera exécutée dans les deux mois suivant la signature du Pacte est de nature à consolider la confiance et à associer une partie importante du peuple malien à la tâche de défense nationale;

53. Par ailleurs et dans le même esprit, le Gouvernement fera un effort qui, tout en tenant compte des qualifications requises, visera à une intégration de cadres des Mouvements et de personnes des populations du Nord du Mali dans les différentes instances de l'Administration publique et para-publique.

Cette mesure qui sera exécutée dans les deux mois suivants la signature du pacte vise également à la consolidation de l'esprit de réconciliation et de confiance et rend aussi à assurer une présence équitable des populations de chaque Région du pays dans l'appareil de l'État.

54. Afin d'assurer la plénitude de leur représentation au sein de l'Assemblée Nationale, et dans le but d'y assurer une réelle participation des populations du Nord, y compris des personnes déplacées du fait du conflit, il sera créé à titre exceptionnel pendant la première législature, un total de 4 sièges que pourvoieront les populations du Nord du Mali déplacées.

55. Ces sièges seront pourvus par le biais d'élections qui seront organisées à l'issue du programme de rapatriement des personnes déplacées et pas plus tard que 130 jours après la signature du présent Pacte.

56. Par ailleurs, et à ces sièges sus-mentionnés, s'ajouteraient un ou deux sièges qui assureraient la représentation complémentaire des populations maliennes essentiellement du Nord installées à l'étranger et ce, dans le cadre des sièges de l'Assemblée Nationale prévus pour les maliens de l'extérieur et qui seront dotés lors d'élections partielles.

57. L'unité nationale exigeant l'égalité de droits et devoirs entre tous les citoyens maliens, celle-ci trouvera sa meilleure garantie dans un programme d'enseignement et de formation équitablement appliqué à travers le territoire national. A cet égard, un programme spécial de formation civile et militaire et d'enseignement sera engagé au profit des populations du Nord du Mali, programme qui sera prolongé par une carte nationale d'organisation égalitaire de l'éducation, dans le respect des compétences respectives de chacun des niveaux local, régional et national. En outre, les populations du Nord du Mali auront accès aux bourses de formation octroyées dans le cadre de la coopération internationale que ce soit au titre des offres faites à l'État malien ou dans le cadre de programmes de coopération transfrontalière entre collectivités similaires.

TITRE V**LA COOPÉRATION SOUS-REGIONALE ET INTERNATIONALE AU SERVICE DE LA PAIX ET DU DÉVELOPPEMENT.**

58. Convaincu que la solidarité et l'unité nationales trouvent leur prolongement naturel dans la solidarité et l'unité africaines, le Gouvernement de la République du Mali a réitéré sa détermination à soutenir son action de réconciliation et de paix nationales par un effort pour la promotion de la coopération et du développement sous-régionaux.
59. A cet égard, le Gouvernement de la République du Mali redoublera d'action pour la relance de la coopération entre les États et les peuples de l'Organisation des États Sahariens complément indispensable des autres Organisations sous-régionales auxquelles appartient la République du Mali;
60. Par ailleurs, l'État du Mali s'engage à solliciter activement le concours des organisations internationales pertinentes (FIDA, PNUD, PAM, UNESCO, BAD, BID...) pour soutenir la résorption du retard économique, social et culturel dans le Nord du Mali.
61. Enfin, l'État du Mali sollicitera des pays amis pour concourir dans le cadre de la coopération intergouvernementale à la formation ou au recyclage des jeunes issus des populations déplacées du Nord du Mali qui, soit n'ont pu avoir accès à une formation, soit ont été contraints de l'arrêter, ou soit l'ont reçue à l'étranger.

TITRE VI**DU CALENDRIER DE MISE EN OEUVRE DES DISPOSITIONS DU PACTE DE RÉCONCILIATION NATIONALE**

62. Les deux Parties s'engagent à respecter le caractère indissociable de l'ensemble des clauses du présent Pacte; Aux fins d'en assurer la mise en oeuvre sereine et loin de toute contestation ou malentendu, les deux Parties s'engagent sur le calendrier de mise en oeuvre ci-après.
63. Soixante douze heures après sa signature par les deux Parties en sol malien, le présent Pacte sera promulgué au journal officiel de la République du Mali par la Présidence du Comité de Transition pour le Salut du Peuple (CTSP);
64. Le cessez-le-feu définitif entrera en vigueur le lendemain de la signature à zéro heure.
65. L'ensemble des dispositions relatives à l'arrêt définitif des hostilités décrites au titre II du présent Pacte seront mises en oeuvre de manière concomitante, dans un délai de soixante jours suivant la signature, sous la supervision et le contrôle de la Commission du Cessez-le-feu.
66. La Commission Indépendante d'Enquête sera installée 15 jours après la signature de l'Accord. Elle déposera comme convenu ses conclusions 04 mois au maximum après son installation. Les instances appropriées judiciaires et autres seront saisies de ses conclusions 45 jours après remise du rapport au Chef de l'État.
- En cas de retard dans la finalisation de la composition de cette Commission, les dispositions visées au paragraphe 13 du présent Pacte, seront mises en oeuvre pour permettre le démarrage de la Commission Indépendante d'Enquête.
67. Dans les 60 jours suivant la signature du Pacte, le poste de Commissaire pour le Nord du Mali chargé d'animer la mise en oeuvre du présent Pacte pendant une durée de cinq années, sera pourvu en consultation avec les Mouvements.

68. Dans les 30 jours suivant la signature du Pacte, seront créés et approvisionnés le Fonds de développement et de réinsertion des populations déplacées et les Fonds d'assistance et d'indemnisation aux victimes de toutes les conséquences du conflit armé.
69. Soixante jours après la signature du Pacte sera lancé avec l'aide des pays hôtes, ainsi que des pays amis et des Organisations internationales humanitaires et en coordination entre l'État et les Mouvements, le programme de rapatriement volontaire des populations du Nord déplacées dans les pays de la sous-région. Ce programme sera parachevé dans un délai de soixante jours avec l'assistance à la réinsertion octroyée par les Fonds visés au paragraphe 68 ci-dessus.

Durant ce même délai, l'assistance aux personnes demeurées à l'intérieur du pays et sinistrées, du fait du conflit, sera octroyée.

70. Cent trente jours après la signature du Pacte, soit dix jours après le parachèvement du programme de rapatriement, seront organisées les élections partielles aux sièges de l'Assemblée Nationale créée à titre ad-hoc pour la première législature en faveur des populations du Nord du Mali déplacées.
71. L'intégration ad-hoc de cadres des Mouvements et des populations du Nord du Mali dans les instances centrales de la Défense Nationale et de l'Administration publique et parapublique sera parachevée deux mois après la signature du Pacte. Un délai sera accordé pour la prise de fonction.
72. Trois mois après la signature du présent pacte, les instances législatives et exécutives concernées entament la préparation des mesures nécessaires à la création des Assemblées et des mécanismes propres aux Communes, Cercles, Arrondissements, Régions et Assemblée Inter-régionale;

Ces mesures seront élaborées dans le respect des dispositions irréversibles du présent Pacte. Elles seront préparées en étroite collaboration avec la Commission de Suivi et le Commissaire pour le Nord du Mali.

73. Six mois après la signature du présent Pacte, seront organisées les élections des Assemblées des Communes, Arrondissements, Cercles et Régions.

L'Assemblée Inter-Régionale sera constituée un mois après l'élection des Assemblées Régionales;

L'installation des Exécutifs et Secrétariat Permanent y afférent tel qu'énoncé au titre V du présent pacte, interviendra dans le mois suivant leur constitution respective.

74. Dans l'intervalle entre la signature du présent Pacte et l'entrée en fonction des nouvelles institutions locales dans le Nord du Mali, la Commission de Suivi veillera en collaboration avec le Commissaire pour le Nord au respect des dispositions du présent Pacte notamment en matière de sécurité des populations et du territoire dans le Nord du Mali, de réinsertion des personnes déplacées, d'aide aux victimes et de préparation des mesures prévues par le Pacte;

75. Six mois après la signature du présent Pacte :

A/ Seront créées les unités spéciales de l'Armée largement ouvertes à toutes les composantes des populations locales, dont la mission se limitera à la préservation de l'intégrité et de la sécurité extérieures du territoire national et qui font l'objet du dernier alinéa du paragraphe 7.A ci-dessus.

B/ Le programme spécial de développement du Nord du Mali est lancé conformément aux dispositions du titre IV paragraphes 47 à 50.

C/ Le régime fiscal préférentiel et incitatif est édicté et appliqué dans le Nord du Mali

conformément aux dispositions du titre V paragraphe 51.

D/ Le processus de redécoupage communal et administratif dans le Nord du Mali tel qu'énoncé au paragraphe 37 ci-dessus, est lancé et sera parachevé à la fin de l'année suivant la signature du présent Pacte.

TITRE VI

DE LA GARANTIE DE LA MISE EN OEUVRE DU PACTE

76. Les deux Parties ont affirmé que la garantie première de respect et de mise en oeuvre du présent Pacte réside dans les intérêts fondamentaux de paix, d'unité et de stabilité auxquels oeuvre le présent document, dans la bonne foi qui les anime et dans leur engagement irréversible à restaurer définitivement la concorde nationale et la stabilité dans le pays et dans la sous-région.
77. La partie gouvernementale a rappelé que la Constitution de la République du Mali en date du 12 janvier 1992 consacre la volonté du peuple malien de sceller la réconciliation et la concorde nationales entre tous les fils du Mali.
78. De leur côté, les Mouvements et Fronts Unifiés ont réitéré leur volonté et celles des populations qu'ils représentent, de reprendre leur place dans la nation malienne, dans leurs droits recouverts dans une paix définitive fondée sur l'application du présent Pacte.
79. C'est pourquoi les deux Parties ont solennellement exprimé leur engagement irréversible à veiller à la mise en oeuvre sincère, intégrale et inaltérable de toutes les dispositions du présent Pacte.
80. Conscientes de leurs responsabilités nationales et sous-régionales, les deux Parties prennent à témoin de cet engagement solennel le peuple malien, le Médiateur, les pays frères et amis du Mali et les personnalités amies invités à la cérémonie de signature de ce Pacte National;
81. Aux fins de prévenir tout malentendu dans l'application sincère et loyale du présent Pacte, et additionnellement à la Commission du cessez-le-feu visée au titre II, paragraphe 8 du présent document, les deux Parties décident de mettre sur pied une Commission de Suivi et de Mise en Oeuvre du Pacte;
82. Ladite Commission sera installée dans les 15 jours suivant la signature de l'Accord et mènera sa mission pendant une année.
- La Commission de Suivi sera composée en permanence de représentants des deux Parties au nombre de 04 pour chacune d'entre elles. Elle sera présidée sur une base régulière par chacune des deux Parties avec alternance mensuelle, la première présidence revenant à la Partie des Mouvements et Fronts Unifiés de l'Azawad.
83. La Commission de Suivi tiendra périodiquement des sessions spéciales en présence et sous la présidence du Médiateur qui y désignera ses représentants. Ces sessions chargées d'examiner et de solutionner tout contentieux éventuel lié à la mise en oeuvre du présent Pacte se tiendront à l'issue du deuxième et du troisième mois suivant la signature de l'Accord, puis à l'issue du deuxième trimestre et à l'issue du deuxième semestre suivant la signature. Ces sessions seront sanctionnées par des Procès Verbaux et des Communiqués de presse.

DISPOSITIONS FINALES

84. Le présent Pacte de réconciliation nationale est établi en trois originaux en langue française signés par chacune des deux Parties. Un exemplaire original sera conservé par chacune des deux Parties et par le Médiateur.
85. Les observateurs invités à la cérémonie de signature et sollicités comme témoins, recevront chacun une copie du présent Document.

86. Le présent pacte sera promulgué au journal officiel de la République du Mali par la Présidence du Comité de Transition pour le Salut du Peuple.

Fait à Bamako le 11 avril 1992

P/ le Gouvernement de la République
du Mali

P/ le Bureau de Coordination des Mouvements
et Fronts Unifiés de l'Azawad

CHRONOLOGIE TOUARÈGUE

Chronologie de l'Adagh

C'est dans la mémoire des noms des années écoulées que s'opère en partie la fixation de l'Histoire touarègue. La société des Kel Tamashaq ne possède pas de dépositaires de l'Histoire commune. Aucun griot semblable à ceux d'Afrique noire ne se charge de conserver le souvenir des événements passés, la succession des chefs ou les mythes originels du peuplement. Les *tifinagh*, l'écriture que possèdent pourtant les Touaregs, ne sont pas non plus, sauf très rares exceptions, utilisés dans ce but. Partant, pourrait-on croire, sans ces traditions orales que l'on rencontre chez d'autres peuples africains, fixées, mémorisées, et reproduites à la demande sous forme de récitation, sans non plus de témoignages historiques écrits, devient-il difficile de trouver les traces du passé touareg... Pourtant, une Histoire touarègue existe. En fait, chacun et tous s'en sentent responsables. Pas de spécialistes, mais une mémoire diffuse, où chaque famille se souvient de ses ancêtres, de la généalogie de ses chefs, des faits importants qui ont marqué son histoire. Dans cet ensemble, la liste des années est une pièce maîtresse.

Chaque année, traditionnellement, est en effet qualifiée par un ou plusieurs des événements marquants qui l'ont caractérisée. Ainsi, le souvenir des années conservé dans une région présentera-t-il la liste des faits particulièrement importants qui s'y sont déroulés. Ils peuvent être de nature et d'origine très diverses. Un rezzou, un combat, mais aussi une particularité astronomique (une éclipse par exemple), climatique (sécheresse, nuages étonnants, etc.), une épizootie, la mort d'un grand personnage, le lieu d'un pâturage, entre autres, peuvent ainsi servir à nommer une année. Parfois même, un événement extra-régional pourra distinguer une année particulière. Mais c'est alors que cet événement aura eu, d'une manière ou d'une autre, d'importantes répercussions dans le pays.

Ces années, ainsi dénommées, ne sont pas numérotées. Aussi le Touareg doit-il repartir de la première année dont il connaît le nom lorsqu'il veut savoir l'espace de temps qui le sépare d'un événement, ou qui sépare deux faits entre eux. Récitant à partir de celle-ci la liste des années, il lui faut tracer sur le sol un signe à chacune d'entre elles, en s'arrêtant sur celles qui l'intéressent. Il n'a plus ensuite qu'à compter les signes pour connaître la durée qu'il recherche. Ainsi, "un Touareg ne peut dater un événement quelconque sans reconstituer la liste chronologique" ¹.

La collecte, et la constitution d'une telle chronologie, posent évidemment un certain nombre de problèmes méthodologiques. L'année touarègue est comprise entre deux "hivernages", c'est à dire entre deux saisons des pluies. L'Adagh étant soumis aux influences

¹ DUBIEF, "Les chronologies des Kel Ahaggar et des Taïtoq", *Travaux I.R.S.*, tome 1, 1942 : 87-132.

du climat de mousson soudanien, la saison des pluies peut concerner les mois de Juillet à Novembre. Le début de la période annuelle se situera ainsi dans la fin de l'hivernage, soit dans les mois de Septembre, Octobre ou Novembre, selon les années. Une attention particulière est donc indispensable lorsque l'on désire établir un parallèle ou une correspondance avec une chronologie de type européen. Une année peut être caractérisée parfois par un seul événement, parfois par plusieurs. Si l'on n'y prend garde, plusieurs noms peuvent être ainsi considérés comme les désignations de plusieurs années, alors qu'ils représentent en réalité plusieurs facettes événementielles d'une même année. Les chronologies utilisées par les Touaregs ne sont par ailleurs valables que pour une seule région, un groupement unique. Et parfois même pour une seule micro-région, et un simple groupe familial, qui reconnaîtront pourtant, et utiliseront, les chronologies d'une région plus importante englobant la leur. Il est ainsi possible de constituer plusieurs niveaux chronologiques plus ou moins larges, qu'il faut ensuite relier à leur positionnement géographique.

Mais le problème le plus important à l'heure actuelle réside dans l'effritement de cette chronologie traditionnelle, lié aux contacts toujours plus poussés avec l'extérieur. Les nomades de l'Adagh se servent souvent maintenant du calendrier européen, et perdent l'habitude de se souvenir, et d'utiliser les listes d'années traditionnelles. Aussi se trouve-t-on en présence de personnes âgées qui connaissent les dénominations annuelles, mais de plus en plus difficilement leur ordre. Quant aux jeunes Touaregs, leur connaissance est limitée à un certain nombre de surnoms, qu'ils ont mémorisés en vrac, sans lien entre eux, et souvent même sans relier le nom d'année à la connaissance réelle de l'événement d'origine.

Il devient donc indispensable, non seulement d'être particulièrement vigilant, mais encore de multiplier les entretiens, les informateurs et les témoignages. Il convient ensuite de systématiquement relier et recouper les informations obtenues avec les chronologies touarègues des autres groupes de l'Adagh ², ainsi qu'avec celles des groupes extérieurs à la région ³ dont certaines ont été relevées, chez les Kel Ahaggar ⁴, les Kel Ajjer ⁵, et les

² Voir la chronologie relevée pour les Kel Essuk par AG SIDIYENE (I.) et KLUTE (G.), "La chronologie des années 1913-14 à 1987-88 chez les Touaregs Kel Adagh du Mali", *Journal des Africanistes*, 59, 1-2, 1989 : 203-227.

³ Ce travail a été en partie effectué pour le DEA qui a précédé cette thèse. Il est présenté dans le mémoire qui en est issu. BOILLEY (P.), *Les Kel Adagh et la colonisation. Étude des évolutions politiques, sociales et économiques du groupement touareg de l'Adrar des Ifoghas pendant la colonisation (1894-1965)*, mémoire de DEA sous la direction de Catherine Coquery-Vidrovitch, Paris, Université Paris VII, 1988.

⁴ LAPERRINE, "Les noms d'années chez les Touareg du Ahaggar de 1875 à 1907", *Revue Africaine*, Jourdan, Alger, 1909 : 193-198.

FOUCAUD, *Dictionnaire abrégé Touareg-Français*, tome II, Alger, Carbonnel, 1918-1920 : 368-372.

⁵ DUBIEF, "Les Ouraghen des Kel Ajjer, chronologie et nomadisme", *Travaux I.R.S.*, tome XIV, 1er et 2ème trimestre 1956 : 85-135.

Iwlliminden ⁶ par exemple, ainsi qu'avec des sources extra-touarègues, témoignages européens, rapports politiques des administrateurs coloniaux, relevés astronomiques, etc.

Néanmoins, l'établissement d'une telle chronologie, présente des intérêts multiples. Au moment même de la collecte, questionner les anciens sur les dénominations d'années qu'ils connaissent est une façon d'entrer directement en contact avec le souvenir historique. Pendant l'évocation des événements ayant "fait date", au sens strict du mot, pendant la description des faits ainsi rappelés à la mémoire, se cristallise dans l'esprit du ou des interlocuteurs, tout le contexte historique de l'époque. Un fait en évoquant un autre, poser une question sur une année équivaut souvent à tirer sur le premier fil d'un écheveau qu'il suffit ensuite de dérouler. Demander ensuite de préciser la position relative dans le temps des années et des faits ainsi évoqués permet encore, par ricochet, de mettre en lumière d'autres actions passées, et parfois même les causes ou effets qui les unissent. Inversement, un nom d'année déjà connu est suffisamment évocateur pour qu'il permette à l'informateur, lorsqu'on le lui cite, de donner son témoignage sur le reste du contenu événementiel de l'année. Point de départ de la collecte historique, ce travail de recherche permet donc souvent de créer l'occasion d'entretiens particulièrement riches historiquement.

Par ailleurs, l'intérêt essentiel de ces listes d'années, et d'événements, réside dans la possibilité d'envisager l'Histoire touarègue à partir de la perception qu'en ont les Touaregs eux-mêmes. Il est frappant d'observer par exemple le peu de retentissement dans l'Adagh qu'ont les grands événements mondiaux. Inversement, il est possible de mettre en relief un certain nombre de faits marquants pour la société touarègue qui, inexistants dans les rapports politiques des administrateurs coloniaux, ont à peu près totalement échappés à leur perception. Une meilleure approche est alors possible de la vision touarègue du monde et de la façon qu'ont pu avoir les Kel Adagh d'envisager leur environnement politique et historique. C'est la vision du colonisé, et non plus du colonisateur, qui devient accessible.

Les pages qui suivent présentent les premiers résultats, encore très incomplets, de la collecte entreprise. Ce travail de recherche, de longue haleine, est encore à poursuivre. La liste qui suit, relevée auprès des Touaregs cités plus haut ⁷, n'est donc pas exhaustive, d'autant que les nom d'années dont la position chronologique n'est pas assurée n'ont pas été pris en compte.

⁶ CISSE, "Histoire sommaire des Touaregs Ioulliminden depuis la conquête, chronologie locale à l'usage des maîtres des écoles nomades", *Éducation Africaine*, n° 40, 1957 : 87-93.

⁷ Cf. Sources orales.

ANNÉE 1912-13***Awatay wa d aba Hammadi***

année où est mort Hammadi
(chef des Kountas) ⁸

Awatay wa d aba Safikhun

année où est mort Safikhun
(Amenokal des Kel Adagh) ⁹

Awatay wa n Elgatar

année d'El Gattara

ANNÉE 1913-14***Awatay wa n Tina Hama***

année de Tina Hama (oued de la région de Gao où les nomades de l'Adagh sont descendus, à cause d'une sécheresse importante, pour trouver du pâturage) ¹⁰

ANNÉE 1914-15***Awatay wa n darat wa n Tina Hama***

L'année d'après celle de Tina Hama

ANNÉE 1915-16***Awatay wa n akor***

année du rat (les années suivant les sécheresses sont généralement très bonnes. L'année 1915, répondant à cette attente, a été caractérisée par le pullulement des rats, attirés par l'abondance de nourriture)

ANNÉE 1916-17***Awatay wa n Anderambukan***

année d'Anderambukan ¹¹

⁸ Intrusion de nombreux rezzous des Oulad Djerir. Un contre-rezzou est organisé, sous les ordres du lieutenant Lelorrain. A El Gattara, le 23 mai 1912, se déroule le combat où est tué Lelorrain et Hammadi, chef des partisans Kountas associés au contre-rezzou. (Archives Nationales, H.S.N. Rapports politiques trimestriels 1912, 2G12-12, microfilm 200 MI 1664.)

⁹ Par suite de la désorganisation de la section méhariste de Kidal décimée au combat d'El Gattara, les rezzous des Oulad Djerir et des fils d'Abidin continuent leurs pillages dans l'Azawad. Un de leurs partis, sous les ordres de Hama, opère dans l'Adagh. Tombant le 24 août sur le campement de Safikhun, le combat s'engage. L'amenokal des Kel Adagh y est tué avec six de ses hommes. (Archives Nationales, *ibid.*)

¹⁰ Sécheresse remarquable sur le Sahara méridional et le Soudan septentrional. Cf. SWIFT, *The economics of traditional nomadic pastoralism : the Twareg of the Adrar n Iforas (Mali)*, University of Sussex, 1981.

¹¹ Firhun s'échappe de prison le 14 février, et déclenche dans l'Azawakh la révolte générale. Le 9 mai, plusieurs formations de tirailleurs tombent sur les campements Iwlliminden rassemblés sur la mare d'Anderamboukan, et font plusieurs centaines de morts aux Touaregs, dont le frère de Firhun, Ezzouhour, et

ANNÉE 1917-18

Awatay wa n Kawcen
année de Kaocen ¹²

ANNÉE 1918-19

Awatay wa n lumet
année de la rougeole

ANNÉE 1919-20**ANNÉE 1920-21**

Awatay wa d aba Khamma
année de la mort de Hamma (ould Abidine) ¹³

ANNÉE 1921-22

Awatay wa n shanga
année de la peste bovine

ANNÉE 1922-23

Awatay wa n tameri tafuk
année de l'étranglement du soleil ¹⁴

ANNÉE 1923-24**ANNÉE 1924-25**

Awatay wa n esamed
année du froid

ANNÉE 1925-26

deux de ses fils. Firhun lui-même est tué le 25 juin.

¹² Kaocen, dirigeant de la révolte des Kel Aïr.

¹³ Tué au combat d'In Dagouber le 26 novembre 1921. Rapport du 30 décembre 1921 du Capitaine ISTRIA Commandant la Subdivision de Kidal au sujet des affaires d'In Dagouber (26 Novembre 1921) et Aneschaye (3 décembre 1921). SHAT - AOF Soudan 10 - Dossier 3 - pièce 10

¹⁴ Éclipse annulaire du 28 mars 1922. Renseignements Observatoire National

ANNÉE 1926-27***Awatay wa n In Gheyssan***

Année de In Gheyssan

(Victoire sur un rezzou Rgeybat, le 3 octobre 1926, poursuivi par les Français et les partisans Ifoghas)

ANNÉE 1927-28***Awatay wa yolaghan***

La bonne année

(Bonne pluviométrie)

ANNÉE 1928-29***Awatay wa n inchindja wa n Tisserliti***année des ennemis de Tisserliti¹⁵***Awatay wa n Boceyat***

année de Boceyat (nom d'une dune près de laquelle s'est déroulée une partie des combats du contre-rezzou commandé par le lieutenant Le Cocq)

ANNÉE 1929-30***Awatay wa d aba Cheikh Baye***

année où est mort Cheikh Baye (le grand marabout Kounta, extrêmement vénéré dans l'Adagh, et dont la réputation s'étendait plus loin que le Hoggar, avait conseillé des années durant les Kel Adagh, ainsi que les Kel Ahaggar. Il est remplacé par Sidi el Mokhtar)

ANNÉE 1930-31***Awatay wa n esamed***

année du froid

ANNÉE 1931-32

¹⁵ "...un rezzi de 50 fusils, dirigé par des dissidents Kountas et Berabich, auxquels s'étaient joints des Aït Oussa et des Arib, se heurta à Tisserliti le 10 octobre à une reconnaissance commandée par le lieutenant Bennejean. L'engagement, très violent, dura 48 heures. Complètement encerclée par un ennemi bien armé et supérieur en nombre, notre reconnaissance dut se dégager par une charge à la baïonnette. Les pillards, qui avaient consommé beaucoup de munitions, rompirent le combat et se dirigèrent vers l'Adrar des Ifoghas. Ils furent rejoints à l'oued In Atankarer par le lieutenant Lecoq qui, à la tête des partisans Ifoghas et des gardes méharistes de la subdivision de Kidal, les anéantit ou les capture." (Archives Nationales., AOF, Soudan Français, rapport politique annuel 1928, Fonds anciens AOF, 2G28-9, microfilm 200 MI 1718)

ANNÉE 1932-33

Awatay wa n tameri tafuk
 année de l'étranglement du soleil ¹⁶

ANNÉE 1933-34

Awatay wa n esamed
 année du froid

ANNÉE 1934-35

Awatay wa n etran
 Année des étoiles
 (Étoiles filantes ?)

ANNÉE 1935-36

Awatay wa n shanga
 année de la peste bovine

Awatay wa n Tinduf
 année de Tindouf ¹⁷

ANNÉE 1936-37

Awatay wa n Tichid
 année de Tichid (pâturage et puits à l'ouest de l'Adagh, dans la région de Tin Kar)

Awatay wa n shanga
 année de la peste bovine (épizootie dans l'Adagh)

ANNÉE 1937-38

Awatay wa n Leyma
 année de Leyma (douze Ifoghas de Kidal pillent Leyma, riche Kounta de Bourem, et sont emprisonnés)

Awatay wa d arzan amenas
 année où les chameaux se cassent (maladie osseuse ?)

¹⁶ Éclipse annulaire, 24 février 1933. Renseignements Observatoire de Paris.

¹⁷ Ce nom rappellerait la sortie d'une patrouille nomade jusqu'à cette ville, en relation possible avec la soumission des Rgeybat qui s'y est faite cette année là. Un poème, fait par Elaghla, goumier touareg, est associé à cette sortie:

" Kud ak achel, naaladjus takas Tadjmart, tadjij Tinduf"

(Si chaque jour nous progressons vers le Sud, un jour Tadjmart sera proche de nous et Tindouf très loin)

ANNÉE 1938-39

Awatay wa n shanga
année de la peste bovine

ANNÉE 1939-40

Awatay wa n tachwalt
année du criquet (grande invasion de sauterelles sur l'Adagh)

Awatay wa n In Tachedayt
année d'In Tachedayt (puits de l'Adagh où se serait installé cette année-là le Groupe nomade français)

Awatay wa n albarod
année du fusil (l'administration française retire aux nomades un certain nombre de leurs armes)

ANNÉE 1940-41**ANNÉE 1941-42**

Awatay wa n allaba
année de la pluie (pendant la saison sèche, événement très rare)

ANNÉE 1942-43

Awatay wa d toda toraft dagh Aguelhok
année de l'écrasement de la voiture des cieux sur Aguelhok (un avion s'est écrasé sur cette ville) ¹⁸

Awatay wa n idjelman
Awatay wa n tikattarin
année des peaux (la toile manquant - un mètre de tissu coûtait un mouton- les gens s'étaient faits des habits en peau)

ANNÉE 1943-44

Awatay wa n Tachade
année de Tachade (puits et brousse de l'Adagh où les gens sont partis trouver le pâturage)

¹⁸ Il est indiqué sur le tableau récapitulatif annuel de l'année 1943: "Accident d'aviation d'Aguelhoc, février 1943 : 5 morts". ANM, Bamako, 5D13 fonds récents, statistiques démographiques Kidal 1941 - 1945.

ANNÉE 1944-45***Awatay wa n afertakum***

année des petites sauterelles (invasion de criquets sur l'Adagh)

ANNÉE 1945-46

ANNÉE 1946-47***Awatay wa n bedi***

année de la bedi (épidémie de variole qui a sévi cette année-là dans l'Adagh)

ANNÉE 1947-48***Awatay wa n likol***

année de l'école (première création d'une école nomade française dans l'Adagh)

ANNÉE 1948-49***Awatay wa n shelbet***

année de l'épuisement (la mauvaise qualité du pâturage occasionne une grande fatigue au bétail)

ANNÉE 1949-50***Awatay wa n shelbet, wa izzaren***

année de l'épuisement, la suivante

(Le bétail est apparemment gras, mais en fait il n'est que gonflé et meurt de faim: le pâturage existe, mais il n'est pas assez nourrissant, car la pluie de fin d'hivernage, tombée après que les herbes soient déjà hautes, lui enlève ses qualités nutritives)

ANNÉE 1950-51***Awatay wa n Igharghar******Awatay wa n endji***

année de l'Igharghar

année de l'écoulement

(l'oued Igharghar a été l'objet d'une crue considérable et soudaine. De nombreuses tentes, personnes et animaux qui campaient dans son lit furent emportés par ses eaux torrentueuses. Beaucoup de morts furent à déplorer)

ANNÉE 1951-52***Awatay wa n akanas wa n Akli ed Elkhader***

année du combat d'Akli et d'Elkhader

(rixé entre Akli ag Ekowil, des Idnanes, et El Khader, des Ifoghas, qui a failli dégénérer en conflit entre les deux tiwsaten auxquelles appartenaient les adversaires. Cette tension fut calmée par l'amenokal Attaher ag Illi)

ANNÉE 1952-53***Awatay wa d iqetas bayluk***

année des troupeaux de chameaux coupés au sabre

(les chameaux de l'administration française ont été abattus par le rebelle Alla)

Awatay wa d aba Dawd

année où est mort Daoud

(goumier touareg tué par Alla, alors qu'il poursuivait ce dernier en compagnie de J. Clauzel)¹⁹

Awatay wa n tameri tafuk

année de l'étranglement du soleil

(éclipse totale du 25 février 1952)²⁰

ANNÉE 1953-54***Awatay wa n tamadalt ta n Tsabdar***

année des grands vents du jour de la Tabaski

ANNÉE 1954-55***Awatay wa d aba Alla***

année de la mort d'Alla

(le 15 juillet 1954, Alla, rebelle en fuite poursuivi par J. Clauzel, est rejoint et tué par le sergent-chef Huguet. Sa tête est ramenée pour certifier sa mort auprès des populations de l'Adagh qui le considérait comme invincible)²¹

Awatay wa n tahayme

année de la datte

(dans tout l'Adagh, et jusqu'à Gao, les nomades ont beaucoup mangé de dattes, seule nourriture que les caravanes ont pu rapporter cette année là)

¹⁹ 15 août 1952. CLAUZEL (J.), *Administrateur de la France d'Outre-mer*, Paris, Lafitte/Barthélémy, 1989 : 156.

²⁰ Renseignements Observatoire de Paris.

²¹ TO du 16 juillet 1954. ANM, 1E24, Fonds récents, Bamako.

ANNÉE 1955-56***Awatay wa n agharfazuk***

année de la mauvaise paille

(pâturage desséché à cause de la sécheresse qui a sévi cette année là)

Awatay wa n Idnan ed Dahora

année des Idnanes et des Dahora

(bataille entre les deux tiwsaten, dans la région de Kidal, qui a fait trois morts. A la suite de ce conflit, l'administration a prononcé à l'encontre des combattants un certain nombre d'emprisonnements) ²²

ANNÉE 1956-57***Awatay wa n In Chekar***

année d'In Chekar

(bon pâturage à une cinquantaine de kilomètres d'Aguelhoc)

ANNÉE 1957-58***Awatay wa n tadast***

année du moustique

(le très bon hivernage de l'année 1957, et l'humidité relative qu'il occasionna, attirèrent de très nombreux moustiques sur l'Adagh)

Awatay wa n afertakum

année de la petite sauterelle

(invasion de sauterelle dans l'Adagh pendant la saison sèche, que la pluie a ensuite chassées)

Awatay wa n eghiryan

année des avortements

(l'hivernage ayant été excellent cette année là, le bétail était en très bonne santé: même les plus jeunes chèvres ont fait des petits. Il en a résulté de nombreux avortements)

ANNÉE 1958-59***Awatay wa n eredash***

année de la longue pluie

(il a plu, fait rare, pendant 24 heures d'affilée)

Awatay wa n Igharghar

année d'Igharghar

(pâturage dans l'oued Igharghar)

²² Août 1955. CLAUZEL (J.), *Administrateur de la France d'Outre-mer*, Paris, Lafitte/Barthélémy, 1989 : 205.

ANNÉE 1959-60

Awatay wa n tameri tafuk
année de l'étranglement du soleil ²³

Awatay wa d eglen Kuffar
année où sont partis les Français
(l'administration et l'armée française commencent à se retirer pour préparer l'indépendance)

Awatay wa n Tilemsi
Année de la Tilemsi
Pâturage dans la vallée de la Tilemsi

ANNÉE 1960-61

Awatay wa n alistagel
année de l'indépendance (terme arabe)

Awatay wa n tekli Ikuffar
année où sont partis les Français
(départ des derniers militaires et administrateurs pour l'indépendance du Mali)

Awatay wa n udek Mali
année de l'envahissement du Mali
(les militaires maliens prennent la place des Français)

Awatay wa n Tilemsi ta tezzarat
année du Tilemsi, la suivante

ANNÉE 1961-62

Awatay wa n Tilemsi, ta ticherin
année du Tilemsi, la dernière
(pâturage dans l'oued Tilemsi, à l'ouest de l'Adagh, pour la dernière fois)

Awatay wa n inagheran
année des nuages rouges
(au couchant et au levant, tous les jours)

ANNÉE 1962-63

Awatay wa d ab(a) Attaher ag Illi
année où est mort Attaher ag Illi
(amenokal de l'Adagh)

²³ Éclipse du 2 octobre 1959. Renseignements Observatoire de Paris.

Awatay wa n Tadaqit

année de Tadaqit

(pâturage et puits du Tilemsi, dans la région d'Asselagh. Il arrive très rarement que tous les oueds envoient leur eau jusque là, car il faut une exceptionnelle pluviométrie. Si cela se produit, le puits de Tadaqit est alors en eau pendant deux à trois ans. Ce rarissime événement, qui ne s'était pas produit pendant toute la présence française, a eu lieu cette année là)

ANNÉE 1963-64***Awatay wa n elfellaga***

année du combattant

(début de la rébellion armée des Touaregs dans l'Adagh)

Awatay wa n Ahanet

année de l'Ahanet

(Ahnet: les gens se sont déplacés dans cette région pour fuir les opérations militaires dues à la rébellion)

Awatay wa d aba Sidi Khaybella

année où est mort Sidi Khaybella

(grand marabout résidant à Aguelhok. Influent et soupçonné de prendre parti pour les rebelles, il est tué par les militaires maliens)

ANNÉE 1964-65***Awatay wa n ghorizema***

année du bouleversement

(déstabilisation de la société touarègue due à la rébellion)

Awatay wa n alkher

année de la paix

(le cessez-le-feu commence à être observé, en septembre 1964 : c'est la fin de la révolte armée de l'Adagh)

ANNÉE 1965-66***Awatay wa n alkher***

année de la paix

(réconciliation)

Awatay wa n lumet

année de la rougeole

(épidémie de rougeole qui a sévi en 1964 dans l'Adagh)

ANNÉE 1966-67***Awatay wa n tachaloq***

année de la pluie prématurée

ANNÉE 1967-68***Awatay wa d aba Bissada***

Année où est mort Bissada

(Bissada ag Ghissa fut tué avec d'autres chefs pour ne pas avoir envoyé ses enfants à l'école)²⁴**ANNÉE 1968-69*****Awatay wa n kudeta***

année du coup d'état

(Renversement de Modibo Keita et prise du pouvoir par Moussa Traoré, le 18 novembre 1968)

ANNÉE 1969-70**ANNÉE 1970-71*****Awatay wa n Edawra***

année des Edawra

(Les Edawra sont venus dans nomadiser dans l'Adagh)

ANNÉE 1971-72**ANNÉE 1972-73*****Awatay wa n labasan***

l'année mauvaise

(Cette année, qui vient après une suite d'années à la pluviométrie déficitaire, fut dramatique, tant pour les nomades que les sédentaires)

Awatay wa n laz

année de la faim

Awatay wa n tendjay

année de la coulée

(Tous les nomades coulaient hors de l'Adagh, vers d'hypothétiques meilleurs pâturages au Sud, ou plus souvent vers les camps de réfugiés)

ANNÉE 1973-74**ANNÉE 1974-75*****Awatay wa n sinistre***

année des sinistrés

²⁴ AG LITNY (I.), *Systèmes éducatifs et société touarègue. Les Kel Adagh du nord du Mali*, mémoire de l'EHESS, 1992 : 153.

ANNÉE 1975-76

Awatay wa aba Sidi Mokhammed Bay
Année où est mort Sidi Mokhammed Bay

ANNÉE 1976-77

ANNÉE 1977-78

ANNÉE 1978-79

ANNÉE 1979-80

Awatay wa yolaghan
la bonne année
(Bonne pluviométrie)

ANNÉE 1980-81

ANNÉE 1981-82

ANNÉE 1982-83

Awatay wa n ilodechan
année de l'épuisement
(Nouveau cycle de sécheresse)

ANNÉE 1983-84

Awatay wa n labasan
année mauvaise

ANNÉE 1984-85

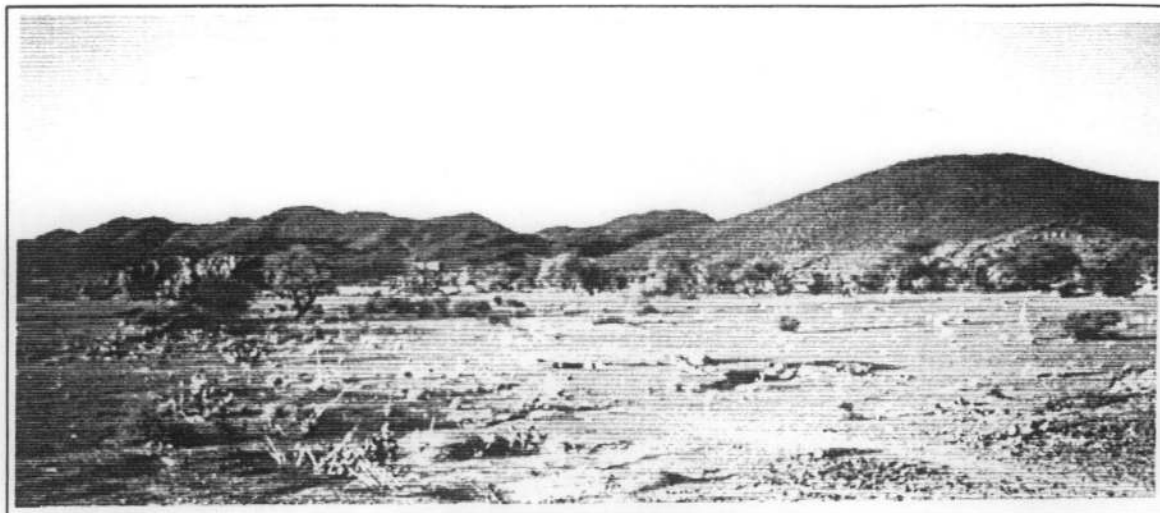
Awatay wa n agadal
année de la conservation
(Certains pâturages étaient interdits afin de reconstituer le tapis végétal)

ANNÉE 1985-86

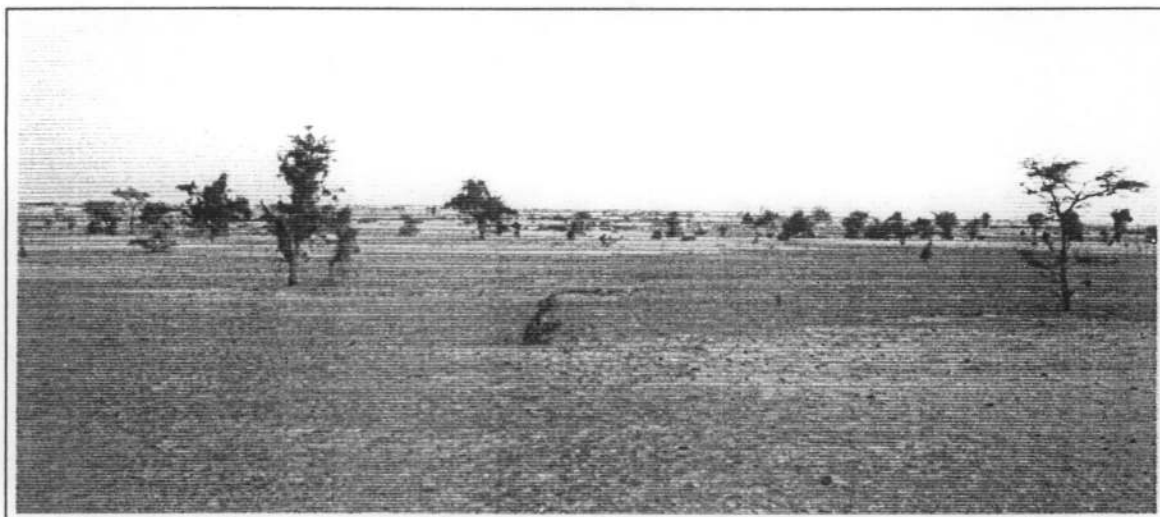
ANNÉE 1986-87

Awatay wa yolaghan
La bonne année

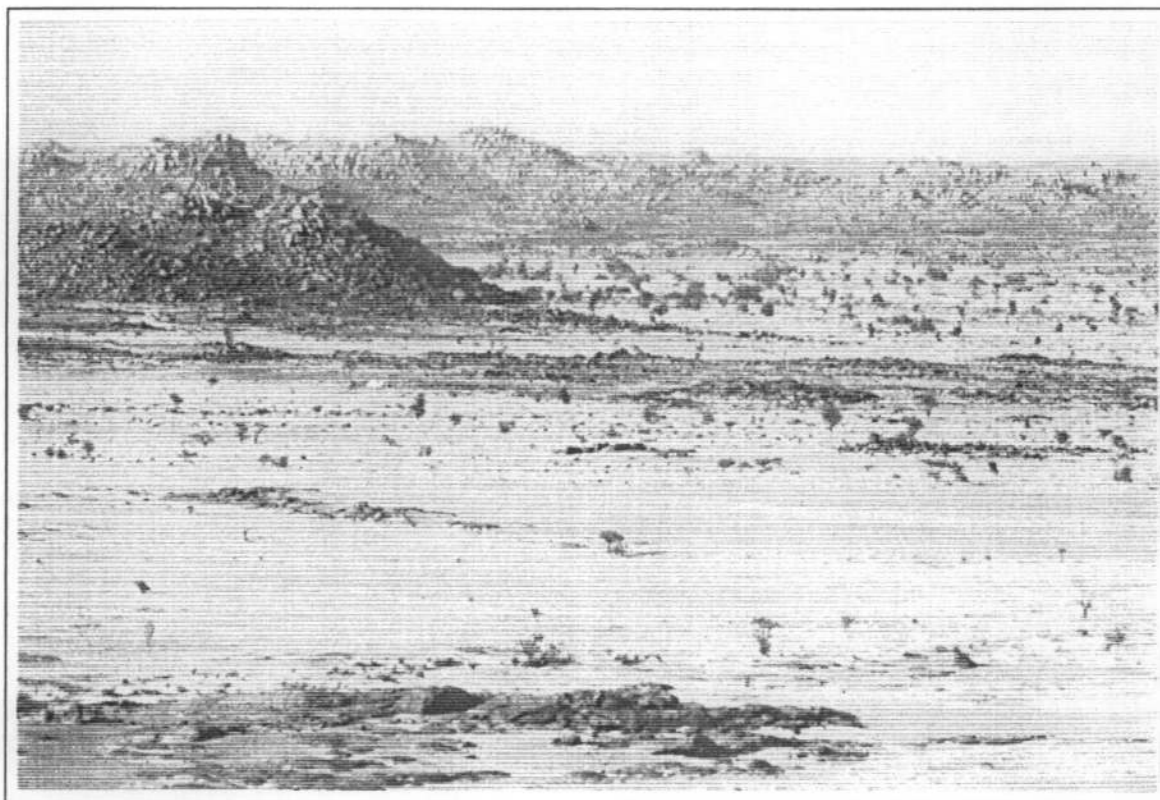
ICONOGRAPHIE



Massif de Tigharghar



Vallée de la Tilemsi



Région de Tessalit

Aspects physiques de l'Adagh



Types d'Ifor'as

1. Fenna, mon guide, à cheval, à Kidal.
2. Fenna, à âne.
3. Fenna et une jeune fille noble des Ifor'as.
4. Fenna, Daoud et femme d'im'ad à Kidal.
5. Fenna dévoilé.
6. Fenna et Barca devant les ruines de la grande mosquée d'Es-Souk.

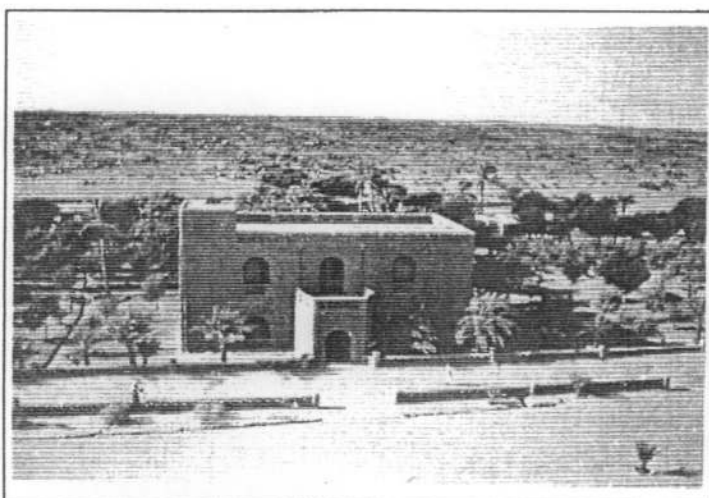


Types d'indigènes de l'Adrar'

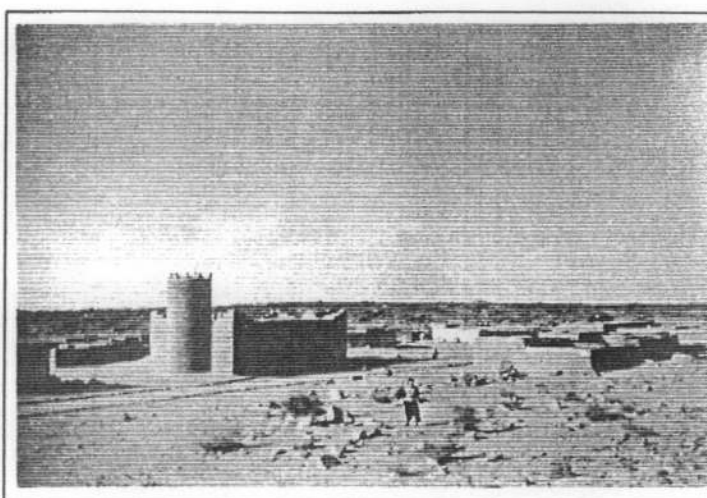
1. Le jeune Daoud, fils de Aml'ar ouan Sidi.
2. Daoud, à cheval, à Kidal.
- 3 et 4. Femmes d'imr'ad ifor'as à Kidal.
5. Une jeune fille des Ifor'as.
6. Jeunes garçons ifor'as de caste noble.



L'ancien fort



La résidence du chef de subdivision

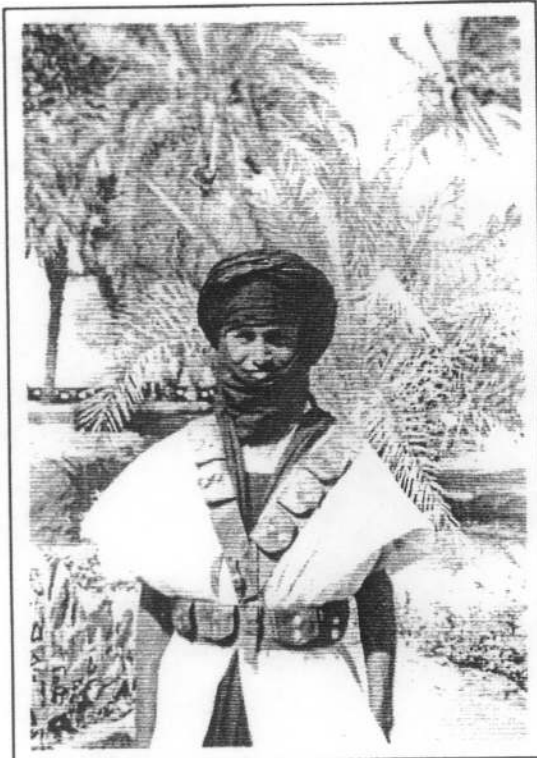


La mosquée

Kidal à l'époque coloniale
(Photos sous-lieutenant Fons du GNT)



Bettou ag Amoudak,
goumier de la subdivision de Kidal



Sory ag Elbekri
goumier de la subdivision de Kidal

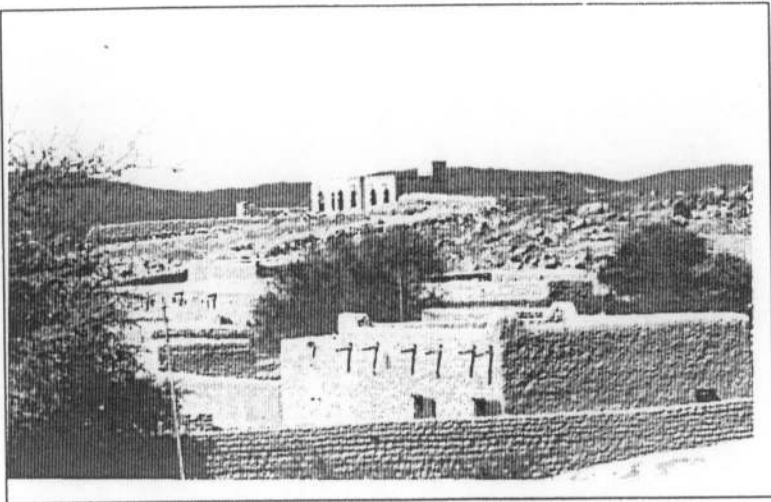


Beydari, brigadier chef de goum de
la subdivision de Kidal

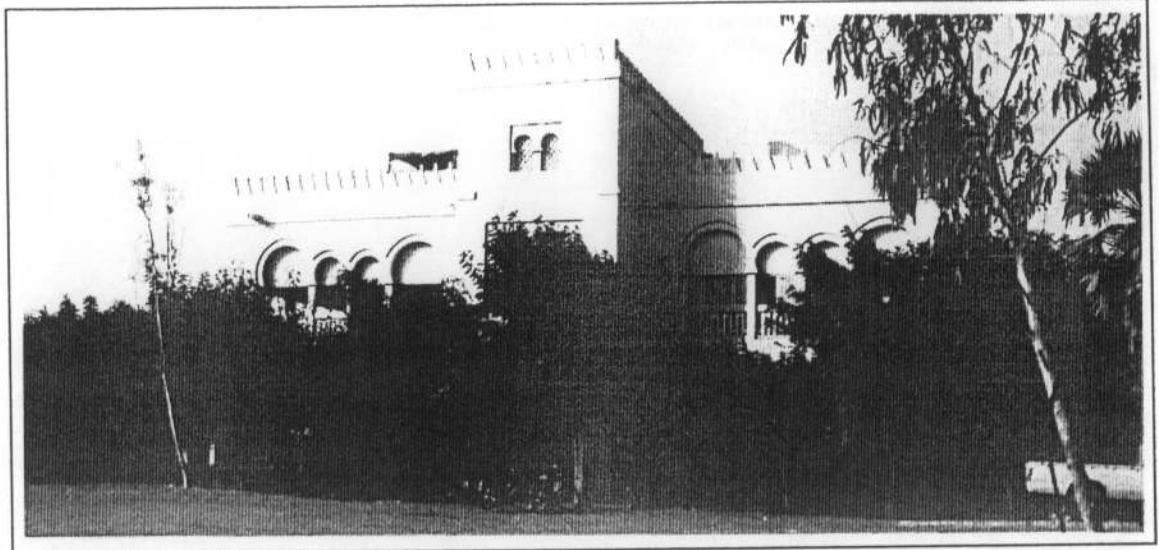


Gardes-cercle saluant les couleurs à
Kidal

Les forces de l'ordre de la subdivision de Kidal
(années 1940-1950, photos Jean Clauzel)



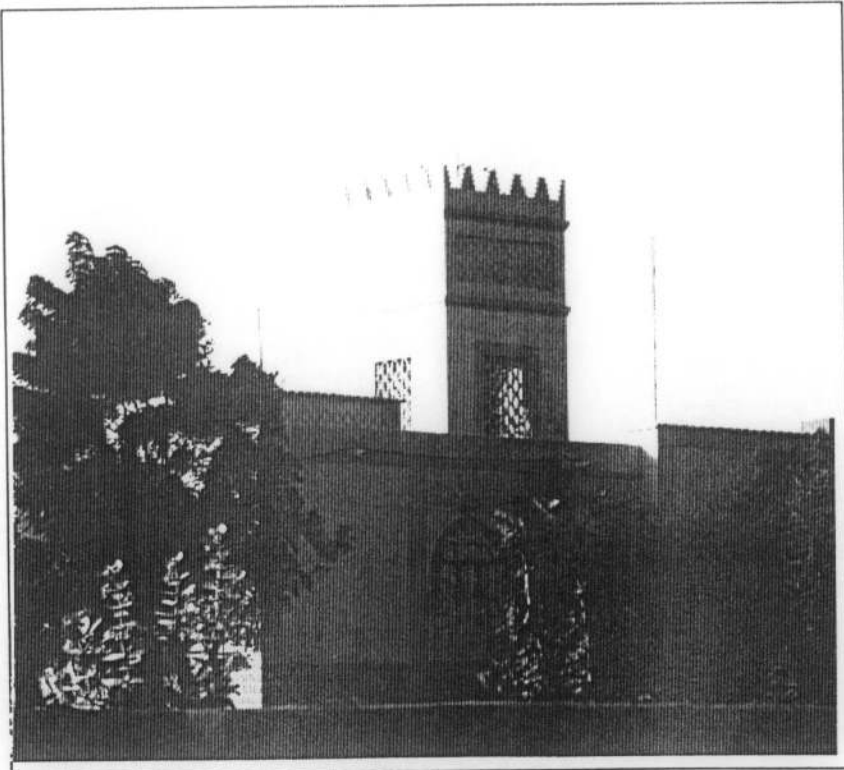
Le bâtiment du Merniger à Tessalit



Le bâtiment du Merniger à Gao

Adagh colonial

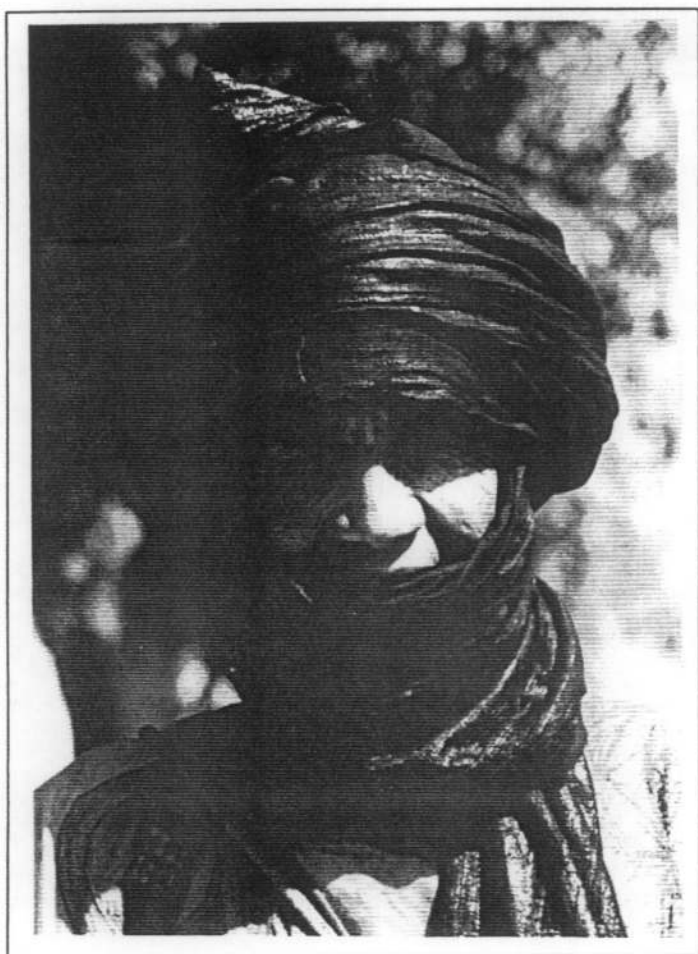
(Photos P. Boilley)



Le gouvernorat de Gao



Transport de la Compagnie Transsaharienne



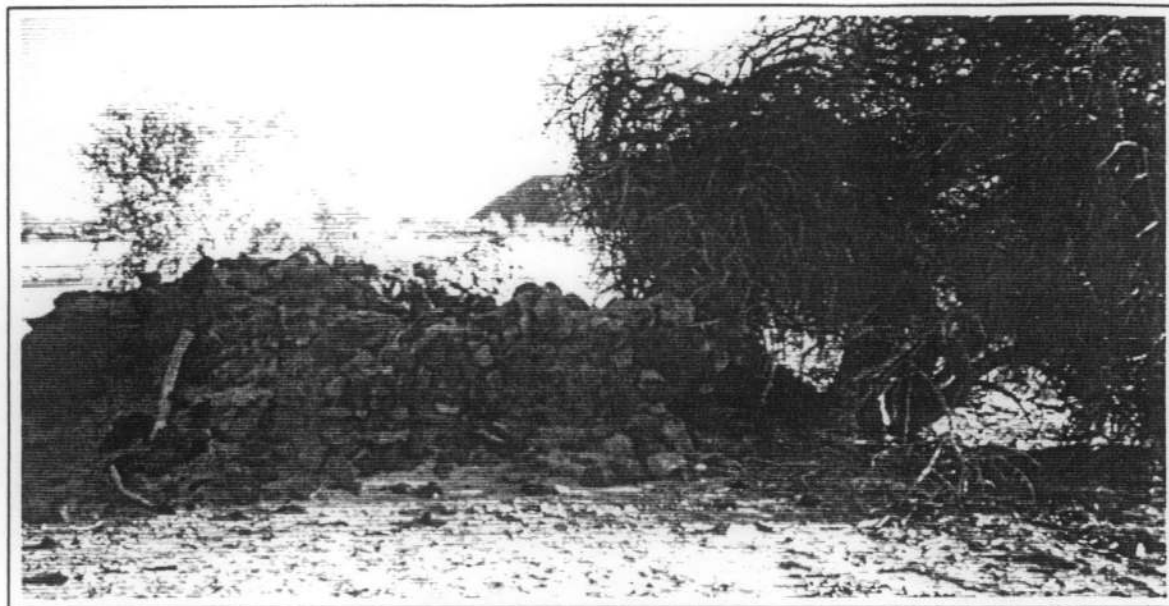
Imenokalen de l'Adagh

Mohammed Ferzou (en 1907, photo M. Cortier)

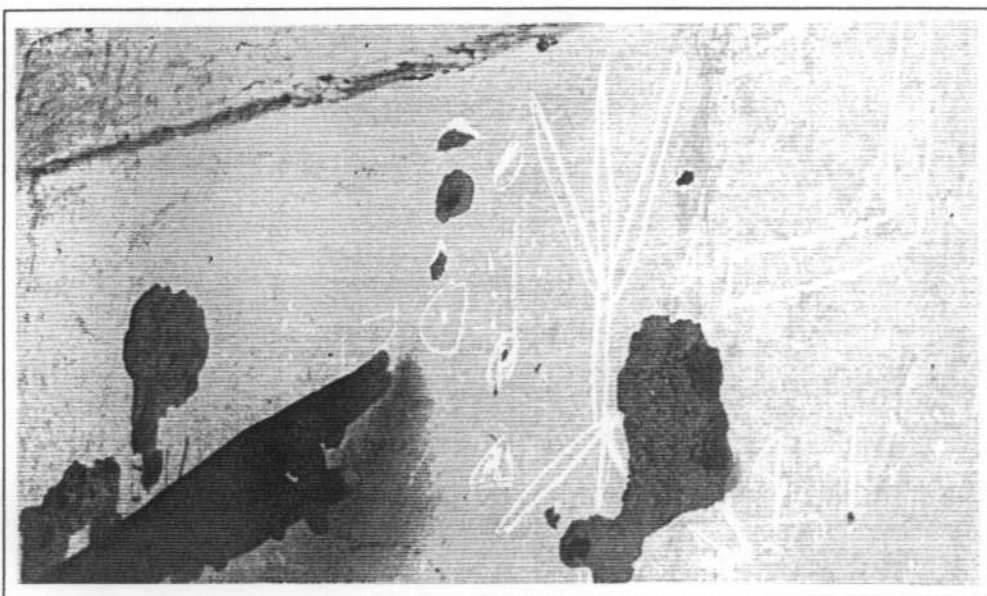
Attaher ag Illi (en 1958, photo J. Clauzel)

Intalla ag Attaher (en 1994, photo P. Boilley)

Son frère Zeyd ag Attaher (à droite, dans les années 1950)



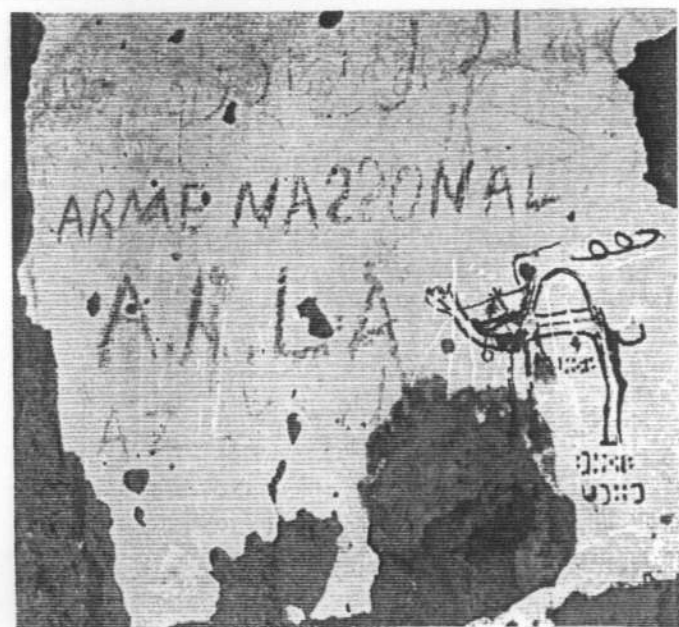
Afaradj wa n Illi (muraille de défense, In Tebdoq)



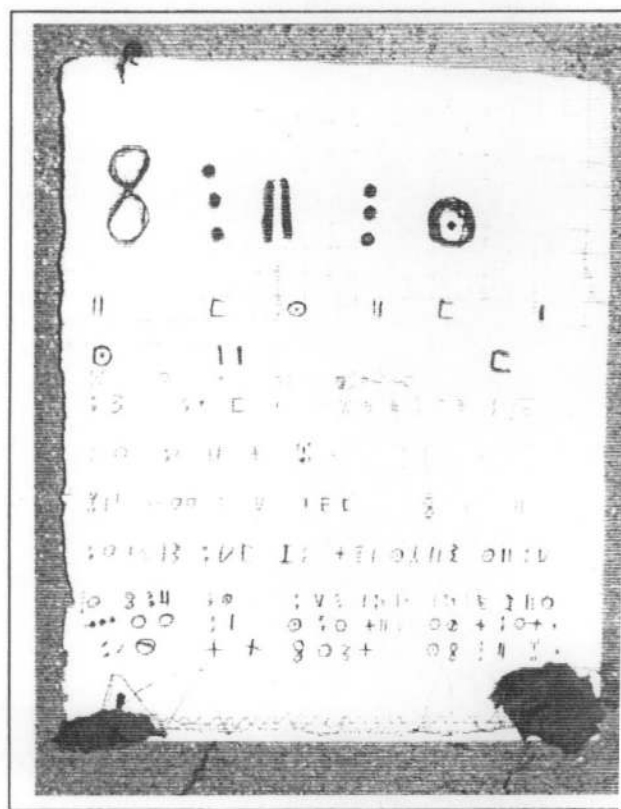
Amazigh, le signe de la berbéricité sur un mur d'In Tedayni

Symboles de résistances

(photos P. Boilley)



Base de l'Arla (In Tedayni)



Utilisation des Tifinagh (mur de coopérative)



Combattants Touaregs
(1994, Adagh, photos P. Boilley)



Index

A

- Abadla, 194
 Abd el Ouad, 127
 Abderrahmane ag Galla, 411, 473, 475
 Abdoulaye Diori, 400
 Abdu Salam, 48
 Abdullaye Soumaré, 313
 Abeybera, 307, 425, 429
 Abidin ould Sidi Mohammed el Kounti, 60, 105, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 124, 129, 130, 138, 140, 141, 163
 accords de Tamanrasset, 416, 425, 445, 446, 447, 452, 457, 458, 463, 466, 470, 471, 474, 475, 476, 478, 479, 480, 483, 484, 485, 486, 490
 Achakatelem, 47
 Acheriff ag Mohammed, 479
 Achorat, 80, 97, 116, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 127, 128, 132
 ADEMA (Association pour la démocratie au Mali), 445, 484
 Aderamboukan, 91
 Adrar (ville), 80, 103, 369
 AEEM (Association des élèves et étudiants maliens), 445
 Agadès, 4, 32, 275, 276, 279, 377, 420
 Agadir, 104
 Agamhor, 207
 Agham-Agham, 309
 Agharous, 207
 Agna Doumbou, 282
 Aguelhoc, 47, 194, 196, 197, 198, 257, 285, 326, 335, 353, 431, 476
 Ahaggar, 4, 8, 13, 16, 17, 23, 35, 48, 50, 63, 64, 69, 80, 81, 90, 91, 96, 110, 116, 143, 169, 193, 214, 216, 300, 442, 447
 Ahal Arawan, 277, 281
 Ahal Ma el Aïnin, 104
 Ahloya, 306
 Ahmadou Hamza, 458
 Ahmed el Hayba, 104, 124
 Ahmed Mouddour, 393
 Ahmed Ouyahia, 490
 Aïoun Abd el Malek, 101
 Aïr, 4, 12, 13, 16, 17, 33, 40, 63, 92, 96, 277, 279, 280, 394, 397, 447
 Aït Toussa, 102, 136
 Aït-el-Kra, 74
 Aïtta, 29, 47, 48
 Ajjer, 17, 275
 Akabli, 67
 Akallou, 140
 Akoni ag Sidarmed, 237
 Al Fakri, 163, 164, 165
 Al Wali, 104
 Alad, 38, 39
 Alassane ag Embarek, 299
 Alduy, 265
 alfaqiten, 32

- Algérie**, 4, 64, 65, 66, 72, 73, 75, 78, 80, 81, 88, 109, 116, 117, 126, 128, 130, 225, 233, 238, 241, 263, 264, 265, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 278, 281, 285, 289, 297, 298, 299, 301, 302, 308, 311, 313, 314, 315, 320, 321, 325, 326, 343, 349, 353, 356, 357, 367, 368, 369, 371, 372, 374, 375, 376, 377, 378, 380, 382, 386, 388, 390, 395, 397, 399, 404, 405, 408, 409, 410, 411, 413, 414, 417, 418, 419, 435, 439, 441, 442, 443, 444, 446, 453, 471, 480, 485, 488, 489, 490, 493
Alhassan al Ousseïni, 282
Ali ben Kaddour, 126
Ali Saïbou, 407, 413, 414, 419, 442, 443
Alkanata, 16
Alket, 47
Alla, 175, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 297, 306, 318
Allal el Fassi, 282
Allard, 191, 201, 246, 291, 322
ALN (Armée de libération nationale), 299, 300
Alpha Omar Konaré, 484, 497
Alwata, 105, 136, 140, 141
Amadou Sissoko, 313
Amadou Toumani Touré, 468, 488, 490
Amadrar, 4
Ambeïry ag Ghissa, 216
amenokal, 14, 15, 29, 38, 41, 43, 48, 49, 55, 59, 60, 63, 66, 72, 80, 83, 86, 87, 88, 90, 91, 115, 118, 122, 126, 127, 130, 132, 136, 140, 142, 157, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 174, 175, 177, 178, 180, 182, 206, 207, 209, 216, 233, 234, 238, 239, 241, 242, 244, 261, 292, 293, 294, 297, 300, 337, 347, 380, 383, 458, 459, 495
amghar, 166, 390
amghid, 14
AMI (Assistance médicale indigène), 196, 197, 198
Ammerra ag Fakri, 282, 300, 301, 388, 390, 395, 449, 488
Amnesty International, 421, 440
Amou Mellen, 47
Anderamboukan, 91, 92
Anefis, 119, 194, 196
Aneshaye, 116, 124, 142
Ansongo, 13, 63, 91, 207, 325, 425
Arabebba, 28
Arable saoudite, 281, 301
Arawan, 16, 80, 101, 109, 110, 111, 112, 119, 124, 189
Arib, 102
ARLA (armée révolutionnaire de libération de l'Azawad), 472, 473, 474, 477, 479, 480, 481, 482, 484, 495
Arli, 129
Arlit, 392, 397, 398, 414, 420
Arnaud, 22, 80, 81, 93, 103, 170
Aroudeini ag Hamatou, 458
arrem, 69
Arrhli, 88
Asho, 126
Askya, 38
Assalat ag Ghabi, 411
Asselagh, 134, 135
Assemblée de l'Union française, 273
Assemblée nationale, 348
Assemblée territoriale, 251, 255, 256, 257
Atar, 99
Atlas, 104, 105

Attaher, 13, 90, 93, 130, 131, 132, 133, 134, 136, 137, 140, 141, 142, 143, 157, 159, 164, 165, 166, 174, 175, 177, 178, 179, 182, 206, 207, 211, 234, 237, 238, 239, 241, 244, 261, 280, 291, 292, 293, 294, 297
 Attasan ag Essegar, 237
 Attiyoub, 318
 Audoin-Dubreuil, 193
 Awnay, 309
 Ayasse, 120, 122
 Ayerou, 366
 azalay, 112, 118, 119, 121, 124, 125, 134
 Azawad, 60, 97, 99, 105, 107, 111, 112, 394, 412, 449, 472, 473, 474, 484, 485, 486, 487, 488, 491, 494
 Azawakh, 4, 5, 15, 17, 60, 96, 134, 226, 328, 353, 397

B

Baba Akhib Haïdara, 487
 Baba ould Abidin, 118, 193
 Badi, 287, 293
 Bakara Diallo, 288, 291, 292, 293, 294, 335
 Bamba, 60, 63, 101, 106, 108, 126, 134, 178, 287, 466
 Bambara, 259, 312, 340, 341, 374
 Bania Maïga, 306
 Barba, 234, 236
 Barth, 207
 Bascou, 168
 Baudelaire, 234
 Baumgarten, 63
 Baye El Hassani, 458
 Bayéré Moussa, 393
 BDS (Bloc démocratique soudanais), 250, 251
 Bedin ag Yussuf, 448
 Bekkay, 60, 105
 Belgacem, 308
 Belime, 263, 264
 Beni Walid, 396, 399, 401, 403, 404, 406, 407
 Bennejean, 139, 140
 Beraber, 102, 118, 126
 Berabich, 106, 116, 121, 127, 134, 136
 Bertrand, 63
 Bessada ag Ghissa, 338
 Besson, 86
 Bétrix, 85, 86, 88, 89, 107, 118, 119, 120, 160, 161, 170, 180, 185, 226
 Bettembourg, 134, 135, 142
 Bey ag Akhamouk, 300
 Beydi ag Touta, 168
 Beyrouth, 402, 404
 Bidon V, 193
 Biga ag Akhmadou, 237
 Bilal Saloum, 401, 411, 479, 495
 Bilma, 32, 275, 366
 Bir el Ksaïb, 101
 Bir Zmila, 101
 Bissada ag Rakad, 298
 Blanchouin, 131, 142
 Boceyat, 116, 138, 141
 Bokar Sada Diallo, 336
 Bonamy, 180, 181, 243

Bordj Mokhtar, 353, 356, 372
Bou Denib, 99
Boubakar Ould Abderrhamane, 106
Boughessa, 23, 131, 134, 195, 234, 285, 306, 311, 323, 335, 353, 377, 430, 431, 432
Boumediana, 278
Bourem, 86, 105, 148, 193, 194, 207, 223, 229, 231, 280, 283, 306, 463
Bouyagui ould Abidin, 281
Bovier-Lapierre, 72
Briant, 193
Brin, 470
Brosset, 191
Brunet, 180
Bubakar ben Ali, 233, 235
Burkina-Faso, 4, 493

C

Calvel, 190
camp du 2 mars, 402, 403, 411
Carde, 196
Catroux, 264
Cauvet, 35, 63
Cauvin, 73, 81, 83, 90, 91, 110, 163
CCF (Commission du cessez le feu), 493
CDLDM (Comité de défense des libertés démocratiques au Mali), 440
cellules, 410, 411, 412, 413, 416, 423
Chaamba, 109, 130, 269
Chadli Bendjedid, 442
Chamites, 35
Charlet, 126
Charpentier, 173, 188, 191
Chebboun, 59, 206
Cheikh ag Baye, 448, 479
Cheikh Bathili, 211
Cheikh Baye, 59, 69, 70, 71
Cheikh Ma el Aïnin, 103, 124, 136
Cheikh Muhammad Fadil, 103
Cheikh Sidi Amar, 70
Cheikh Sidi el Bekkay, 70
Cheikh wan Taghlit, 47
Cheman Amas, 43, 47, 458, 476, 477, 478, 481
Chenachane, 101
Chleuhs, 36
Christian Aid, 360
Chudeau, 22, 50
Citroën, 193
Clauzel, 108, 188, 189, 191, 201, 202, 209, 233, 235, 285, 291, 322
Clor, 76
CMLN (Comité militaire de libération nationale), 346, 347
CNDR (Comité national de défense de la Révolution), 346
CNID (Comité national d'initiative démocratique), 445, 484
Colomb-Béchar, 194, 275, 369
Combelles, 210
Comité pour la survie du peuple Touareg, 441
Comité pour le Peuple Touareg, 421
commando, 397, 398, 401
Compagnies sahariennes, 8, 63, 80, 190, 236

conférence de Brazzaville, 249
conférence de Casablanca, 298
Conférence de Mopti, 486, 488
Conférence nationale, 471, 472, 487
Conférence nationale nigérienne, 421
Congrès de Bamako, 250
congrès de Tripoli, 411, 446, 467, 479
Conseil général, 251, 255
Coppolani, 99, 103
Cornet, 264, 265
Cortier, 22, 28, 37, 39, 40, 49, 50, 73, 80, 81, 170
Cottenest, 63
CRN (Comité de réconciliation nationale), 468
CTSP (Comité transitoire de salut public), 468, 470, 481, 487, 490

D

d'Eu, 63
Dag Aselsel, 47
Dag Malik, 47
Damergou, 5
Dantier, 188
Daoud, 233, 240
Daoud ag Mohammed, 411
Dawsahak, 476
de Chévigné, 60, 105
de Clermont-Tonnerre, 264
de Foucauld, 2, 8, 191
de la Roche, 90, 91
de Latour, 60, 105
de St Maur, 191
de Trentinian, 64
Decraene, 359, 361
Deffa, 48
Delestre, 106, 142
Delimane, 91
Demaret, 178, 180
Derville, 101
Develotte, 119
Diarra Fofana, 119
Diby Sillas Diarra, 313, 322, 323, 325, 334, 336, 341, 346
Didda, 48
Digue, 91
Dinaux, 73, 76, 77, 80, 81
Diré, 360
Djanet, 377, 442, 443, 445
Djebok, 216
Djelfa, 275
Djibril Diallo, 445
Djouder, 38
Djouf, 99, 101
Dochi, 142, 178, 318
Dongoï, 60
Dori, 60
Doul Menia, 102
Dounzou, 63
Dourit, 131
Draa, 105

Drouet, 86
Durand, 148

E

Ebbag ag El Mouacq, 338
Edjerer, 43
Edjerer wan Tassik, 134
Efad ag Elladi, 237
Eghachar Sadiden, 47
Eghleze ag Foni, 41, 213
El Gettara, 97, 101, 103, 111, 114, 115, 122, 123, 124
El Goléa, 275, 485, 486
El Hadj Malem Alamine, 279
El Homs, 394, 395, 403, 404, 407
El Insar, 63
El Khassan, 48
El Moacq ag el Khassen, 166
El Oued, 275
El Ousseini ag El Kounti, 142, 167
Elad, 39
élection, 250, 251, 254, 255, 256, 257
Elkentawi, 16
Elladi ag Alla, 297, 306, 307, 308, 311, 318, 324, 388
Elleli, 15
Ellewidj, 196
Enhad, 14
erg Chech, 99
erg Iguidi, 99
Eringué, 91
Es Souk, 35, 38, 81, 131
Essali, 23, 431, 432
Estienne, 193
États-Unis du Sahel, 397, 399
ettebel, 14, 15, 29, 51

F

Fadiala Keita, 119
Fanon, 299
Farar, 308
Farrah, 124
Faye, 132
Fez, 104
Fezzan, 4, 233
FIAA (Front islamique arabe de l'Azawad), 453, 468, 471, 474, 481, 484
FIDA (Fonds international pour le développement agricole), 419
FILA (Front islamique de libération de l'Azawad), 477
Filingué, 91
Fily Dabo Sissoko, 249, 250
Firhun, 5, 63, 64, 66, 72, 80, 83, 87, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 330
Flamand, 63
Flatters, 5, 8, 63, 193
FLN (Front de libération nationale), 298, 299, 300, 302, 308, 320
FNLA (Front national de libération de l'Azawad), 477
Foccart, 392
Fourcade, 265

FPLA (Front populaire de libération de l'Azawad), 418, 467, 468, 471, 472, 473, 474, 476, 477, 481
FPLSAC (Front populaire de libération du Sahara arabe central), 395, 401, 403, 404, 406
Frison Roche, 191
Front Polisario, 443

G

Ganda Koy, 496
Gao, 5, 9, 16, 38, 54, 60, 63, 64, 72, 77, 81, 83, 85, 86, 88, 90, 101, 107, 108, 110, 111, 139, 168, 188, 194, 196, 197, 199, 201, 207, 210, 211, 229, 233, 241, 275, 277, 280, 281, 282, 283, 288, 291, 292, 294, 298, 299, 300, 301, 306, 321, 325, 335, 336, 342, 343, 352, 360, 410, 423, 434, 435, 440, 467, 468, 470, 471
Garamante, 35
Gautier, 22, 50, 76
Germain, 133, 142
Géryville, 275
Ghadamès, 15
Ghali ag Babakar, 309
Ghardaïa, 275
Ghat, 377
Ghissa ag Mohammed, 463, 467, 468, 472, 476, 478, 484
Gossi, 216
Goukouni Weddeye, 403
Goum, 112, 113, 114, 123, 124, 125, 188, 189, 233, 234, 242, 284, 308, 318
Goundam, 108, 206, 207, 209, 275, 277, 466, 483
Gourara, 275
Gouraud, 99
Gourma, 5, 60, 63, 105, 328
Gourma-Rharous, 108
GPRA (Gouvernement provisoire de la République algérienne), 298
Gradis, 194
Grosdemange, 118, 119, 120
Guichard, 275
Guillet, 86

H

Haardt, 193
Habib El Wafy, 281
Hachon, 235
Hama ag Sid Akhmed, 479
Hama ag Sidi Mohammed, 448
Hamani Diori, 321, 392, 393, 400
Hamed ould Abidin, 122
Hamma ould Abidin, 105, 106, 116, 124, 126, 136
Hammadi, 40, 60, 72, 73, 105, 113, 114, 115, 117, 118, 124
Hamou, 105
Hamza, 41
Hamzata ag Alqacem, 338
Hank, 99
Hassi Messaoud, 265, 281
Hataï ag Alhousseini, 168
Haultmann, 193
Hiba ag Ifana, 167
Hire, 136, 142, 177

Hodh, 101
 Hombori, 108
 Houphouët-Boigny, 265, 268
 Hourst, 59, 60
 Huguet, 234
 Hutin, 101

I

Ibakayaten, 43
 Ibatanaten, 47, 141, 142, 167, 171
 Ibdakan, 129
 Ibelbetiyen, 32, 47
 Ibellel, 237
 Ibiya ag Sidi, 395, 402, 411, 448, 475, 479
 Ibogheliten, 43, 47
 Ibrahim ag Litny, 448, 473, 479, 481
 Ibrahim Sangaré, 470
 Ibrahim Yatara, 259
 Icheriffen, 238
 Idabaggaten, 47
 Idaybelalen, 43
 Idda, 48
 Iderabaten, 43
 Idnan, 13, 42, 47, 60, 65, 120, 121, 124, 126, 127, 135, 142, 178, 233, 315, 318, 458
 Ifarkassen, 47
 Ifekkenan ag Elladi, 237
 Ifergoumessen, 43, 47, 142, 171, 174, 237, 476
 Igдалen, 43, 47
 Iguadaren, 60
 Iguellad, 59, 124
 Ihaggaren, 16, 29, 53, 55, 60, 65, 70, 86, 87, 90
 Ikazkazen, 280
 Iklan, 31, 479, 481
 Ikoufar, 59
 Ilias ag Ayuba, 300, 307
 Illelan, 15, 29, 30, 32, 186
 Illi, 48, 54, 55, 67, 77, 86, 88, 148, 160, 161, 164, 165, 166
 Imakalkalen, 43, 47
 Imededghen, 39, 59, 458
 Imezzekaren, 43, 223
 imghad, 14, 30, 31, 32, 48, 186, 199, 237, 238, 244, 247, 306, 479, 482, 483
 imgharen, 389
 Imouchar, 52, 54, 55
 In Dagouber, 116, 142
 In Ecker, 301, 375
 In Edaq, 353
 In Etissan, 119
 In Frit, 234
 In Gall, 377
 In Guezzam, 362, 372
 In Ouzel, 76, 81
 In Salah, 63, 64, 67, 71, 76, 78, 81, 148, 193
 In Tassit, 126
 In Tebdoq, 28
 In Tedeyni, 131, 209, 217, 299
 In Zize, 63, 80

Inadjelène ag Ebanzen, 294
Inakafe, 177
Inakounder, 216
Inalaghen ag Dida, 237
Ineslemen, 32
Inhaden, 14, 30
Inheren, 47
Intalla ag Attaher, 261, 280, 291, 293, 294, 297, 318, 337, 347, 383, 458, 459, 495
Iracher Sadiden, 131, 136
Iredjanaten, 32, 43, 237
Iriyaken, 43, 47, 233, 237, 238, 309, 318, 448, 476
Ishedenharen, 476
ishumar, 14, 335, 374, 375, 377, 380, 381, 382, 386, 387, 390, 391, 399, 401, 403, 407, 408, 409, 411, 412, 415, 419, 438, 448
Issa ag Seydou, 172
Isso, 142
Issuf ag Echer, 300, 311, 388, 395
Istria, 177
Iwinchedjen, 43
Iwlliminden, 5, 15, 17, 22, 29, 38, 39, 40, 42, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 59, 60, 63, 65, 66, 67, 70, 71, 72, 77, 78, 80, 83, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 96, 108, 110, 112, 113, 117, 126, 143, 203, 207, 226, 300, 315, 327, 329, 353, 458, 483
Iyad ag Ghali, 309, 376, 401, 402, 405, 407, 409, 411, 423, 424, 448, 453, 466, 467, 468, 471, 474, 475, 476, 478, 479, 480
Izzegaghen, 43

J

Jalat, 161
Jamana, 445
Jean-Marie Koné, 256
Jerad, 91
Jérusalémy, 72, 109, 110
Joffre, 59
July, 264, 265

K

Kabara, 105, 359
Kabyles, 36, 321
Kaocen, 5, 89, 92, 93, 108, 129, 330
Karidenna, 40
Katibougou, 206
Kayes, 206
Kel Abalaq, 43
Kel Afella, 4, 42, 43, 47, 48, 54, 55, 59, 77, 93, 94, 127, 132, 135, 136, 141, 142, 143, 159, 161, 162, 163, 165, 174, 223, 237, 239, 315, 318, 476
Kel Ahaggar, 4, 5, 8, 15, 16, 22, 28, 29, 48, 51, 52, 53, 55, 63, 66, 67, 69, 71, 72, 76, 77, 80, 83, 85, 86, 87, 89, 90, 92, 94, 96, 129, 131, 160, 321, 327, 447
Kel Ahelwat, 47
Kel Aïr, 4, 5, 16, 279, 327, 329, 448
Kel Ajjer, 4, 321
Kel Antsar, 60, 203, 206, 209, 281, 283, 284, 287, 301, 315, 477, 481, 483
Kel Ara, 91
Kel Attaram, 5, 15
Kel Cheble, 43

- Kel Dinnik**, 5, 15
Kel Essouk, 16, 32, 47, 63, 124, 139, 207
Kel Ghala, 43
Kel Oukenek, 47
Kel Oulli, 29
Kel Ouzzeyn, 34, 43, 47, 170
Kel Rheris, 63
Kel Tademekket, 5, 22, 327
Kel Taghlit, 34, 47, 142, 172, 174, 338, 481
Kel Talgatghat, 43
Kel Tamashaq, 4, 16, 17, 390
Kel Tangaria, 63
Kel Telabit, 47, 171, 172, 338, 458
Kel Ténéré, 60, 76, 116, 117, 118, 171
Kel Terghrecht, 47
Kenadza, 194
Khaddafi, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 399, 400, 401, 403, 404, 405, 406, 409, 442, 443
Khamed Moussa, 396, 400
Khammadin, 48, 54, 55
Kidal, 9, 28, 35, 41, 81, 86, 88, 89, 91, 96, 108, 111, 112, 123, 124, 126, 129, 131, 132, 136, 140, 162, 165, 166, 167, 168, 176, 187, 188, 189, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 200, 201, 206, 207, 209, 214, 216, 217, 225, 229, 230, 231, 233, 234, 246, 255, 257, 258, 259, 280, 284, 285, 292, 296, 299, 306, 308, 311, 313, 314, 315, 322, 323, 325, 326, 328, 334, 335, 338, 339, 340, 341, 343, 346, 347, 348, 349, 350, 352, 353, 354, 355, 362, 363, 378, 434, 435, 451, 466, 476, 483, 495
Klobb, 63
Koniba Kourouma, 312
Kouchner, 441
Kounta, 16, 38, 40, 41, 54, 60, 63, 65, 69, 70, 71, 72, 73, 86, 87, 88, 89, 105, 108, 112, 113, 114, 116, 117, 119, 123, 124, 125, 126, 127, 129, 138, 141, 163, 207, 223, 226, 281, 287
Kountché, 392, 393, 396, 399, 400, 409, 413
Kouwal, 47

L

- La Baule**, 386, 418
Labezanga, 466
Laborde, 265
lac Faguibine, 101
Lagarde, 188
Laghout, 275
Lamine Guèye, 207, 251
Landagh, 60
Laperrine, 2, 63, 66, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 77, 78, 80, 87, 108, 109, 116, 129, 190
Lasseron, 86, 88, 108, 162, 187
Lazaret, 353, 356
Le Cocq, 116, 139, 140, 141, 191, 293
Le Gail, 109
Lejeune, 275
Lelorrain, 124
Lemaire, 130
Léré, 466, 470
Lhote, 264
Liante, 271

Liban, 401, 402, 403, 405, 406, 407, 457
Libye, 4, 278, 281, 301, 369, 371, 374, 375, 376, 377, 378, 380, 382, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 414, 415, 417, 418, 419, 420, 422, 435, 439, 443, 444, 447, 449, 457, 475, 479, 493
Limam Chaffy, 393, 394, 395, 400, 404, 488
Lohiya, 478
Louveau, 207
Lowey, 63
Loyer, 91
Lyautey, 80

M

Madeira Keïta, 287
Madidou, 60, 63
Mahmoud Ould Dahman, 106
Makhmoud Ag Mohamed Assalerh, 209
Malik, 47, 48
Maliki Boureïma, 420
Mamadou Ba, 210
Mamadou Baneye, 285
Mamadou Coulibaly, 452
Mamadou Diakité, 312, 325
Mamadou Konaté, 249, 250, 251, 256
Mangin, 104
Mantogui, 237
Maridie Niare, 259
Maroc, 63, 103, 104, 105, 278, 282, 298, 301, 443
Marrakech, 104
Mauritanie, 16, 103, 191, 272, 278, 352, 393, 395, 411, 435, 457, 471, 493
Mazillier, 83
Méditerranée-Niger, 194
Mehemmed, 39, 105
Mellazagen, 63
Menaka, 15, 91, 101, 110, 111, 112, 195, 207, 225, 229, 230, 241, 280, 325, 348, 353, 378, 386, 387, 397, 398, 416, 418, 424, 425, 431, 434, 439, 446, 476, 483
Merniger, 194, 197
Meti ag Mohammed Rhissa, 479
Métois, 68
Meynier, 60
MFUA (Mouvements et fronts unifiés de l'Azawad), 297, 484, 485, 486, 489, 490, 491, 492, 493, 496
Ministère du Sahara, 275
Ministre du Sahara, 275
Miské, 487, 489
mission Foureau-Lamy, 63
Mitten ag Esinama, 314
Mitterrand, 386, 418
Modibo Keïta, 250, 251, 256, 286, 287, 300, 321, 322, 334, 336, 337, 339, 346, 348, 441
Mohamed ag Ifana, 166, 167
Mohamed Ag Mohamed Elmoktar, 209
Mohamed Ouan Ara, 38
Mohammed Abdoullahi, 414
Mohammed Abdoulmoumine, 414
Mohammed ag Ahmed, 67, 148
Mohammed ag Erlaf, 448

Mohammed ag Gharib, 411
Mohammed ag Sidarmar, 237
Mohammed Ali ag Attaher, 206, 281, 282, 287, 301
Mohammed Ghali, 301, 302
Mohammed Makhmoud, 277, 278, 280, 282, 286
Mohammed Najim, 284, 292
Mohammed ouan Ferzou, 161, 164
Mohammed Saloum ould Abbat, 124
Mohammed Saloum ould Albous, 124
monts des Ksours, 275
Mopti, 488, 489
Morel, 119, 120, 121
Morlet, 250
Mouddour Zakara, 393
Moulay Abd al Aziz, 103
Moulay Ahmed, 131
Moulay Idriss, 103
Moulay Omar, 67, 148
Mouret, 104
Moussa ag Amastane, 66, 69, 71, 72, 73, 76, 77, 80, 81, 82, 83, 87, 90, 116, 129, 131
Moussa Diabat, 490
Moussa Traoré, 297, 334, 338, 346, 347, 348, 387, 414, 416, 417, 418, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 452, 467, 468, 488
mouvement, 422, 423, 425, 431
MPA (Mouvement populaire de l'Azawad), 449, 453, 466, 467, 468, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 479, 480, 481, 482, 484, 485, 488, 495
multipartisme, 417

N

N'Gouna, 60
Najim ould Sidi, 307
Nampala, 466
Nardi, 188
Néma, 106
Niamey, 91, 107, 353, 356
Niaré Mamadou, 259
Niger, 4, 5, 16, 17, 32, 33, 38, 39, 42, 60, 63, 68, 70, 84, 88, 91, 101, 107, 108, 112, 203, 241, 263, 269, 272, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 288, 301, 315, 321, 335, 342, 349, 352, 353, 356, 360, 366, 368, 369, 371, 386, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 403, 404, 405, 406, 409, 414, 415, 421, 422, 442, 447, 466, 476, 490, 493, 497
Nivaggioni, 298

O

OCRS (Organisation commune des régions saharienne), 249, 263, 269, 270, 272, 273, 274, 275, 276, 280, 281, 287, 288, 328
Odru, 271
Omrani ag Sidi Mohammed, 488
OPAM (Office des produits agricoles du Mali), 342
OUA (Organisation de l'unité africaine), 399, 402
Ouagarta, 194
Oualata, 39, 99
Ouallen, 193
Ouargla, 275, 320, 369

Oudalan, 5, 63
oued Amachdiacha, 201
oued Daoura, 105
oued Draa, 105, 141
oued Imbetter, 209
oued In Atenkarer, 140
oued Ouzzeyn, 292
oued Saoura, 105
oued Taghlit, 135
oued Tagliyat, 104
oued Taoundart, 234
Oulad Delim, 102
Oulad Djerir, 91, 102, 118, 124, 130
Oulad Drinn, 123, 124
Oulad el Ouade, 136
Oulad Embarek, 39
Oulad Slimane, 233
Oulad Suleyman, 106
Ould Dahman, 106
Ould Mehemet, 106
Ouolossébougou, 346
Our ilemmed, 39
Ousman Dicko, 116, 117
Oussad, 237
Ouzzeyn, 34, 43, 134

P

Pacte National, 7, 297, 463, 484, 486, 490, 491, 494, 495, 497
Palestiniens, 401, 402, 407
panarabisme, 404
Pansier, 105
Parlement européen, 441
Parti Socialiste, 440
Pasquier, 71, 83, 113, 114
Paul Loridant, 421
Paulhiac, 191
PCF (Parti communiste français), 251
PDS (Parti démocratique soudanais), 250, 251
Pein, 63
Pelat, 265
Pétain, 194
Peyrefitte, 289
Pisani, 487, 489
Polisario, 409
Proche-Orient, 391
Psichari, 191
PSP (Parti soudanais progressiste), 250, 251, 254, 255, 256, 257, 259
Pupat, 265

R

Rabah, 142
Rahttafanes, 63
Raynaud, 207
Raz el Ma, 106, 109, 110, 111, 216

RDA (Rassemblement démocratique africain), 250, 251, 256, 259, 283, 287, 301
Rebor, 168
Reeb, 167, 168, 223
Regagdas, 287
Reggan, 139, 188, 193, 194
Régnier, 289
Relak, 40
Renault, 194
Rencontre de Paris, 447
Rgaybat, 63, 102, 114, 123, 124, 132, 134, 168
Rharous, 191, 466
Rio de Oro, 99, 102
Roisin, 490
Rolland, 119
Rossi, 114, 119, 124, 125
RPF (Rassemblement du peuple français), 254, 255

S

Sadorge, 164
Safikhun, 87, 88, 90, 115, 118, 122, 126, 127, 161, 162, 163, 164
Sahara occidental, 392
Sahel, 64, 85, 102, 349, 356, 358
Sakhaoui, 60
Salem ag Ekawel, 237
Sanûssiya, 7
Saoura, 99, 275, 276
Sarraut, 101
Say, 60
Schmidt, 234
sécheresse, 334, 348, 352, 353, 356, 358, 359, 362, 364, 365, 366, 368, 369, 371, 375, 376, 379, 383, 388, 409, 411, 414, 415
Ségou, 487
Seguiet el Hamra, 103, 124
Sénégal, 493
Séréré, 60
Seydou ould E'Hammet, 172
SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière), 251
Si Abdelaziz, 301
Siaka Koné, 435
Sid Ahmad ould Ahmad, 103
Sid Alamin ag Echer, 283, 300, 301, 302, 309, 311, 324
Sid Ormar Ag Malik, 48
Sidi Alamin, 105, 118, 120, 124, 136, 140, 141
Sidi Amar, 126, 136, 141
Sidi Ham, 411
Sidi Mohammed ould Sidi Haïb Allah, 38, 40
Sidi Mohammed, 70, 105, 106, 124
Sidi Mohammed ag Ichrach, 448, 458, 479
Sidi Mohammed ould Sidi Moqtar el Kébir, 105
Sidi ould Sidi Mohammed, 393
Sidir, 106
Sikerat, 280
Silet, 299
Simiot, 264
Smara, 103, 104

SOMIEX (Société malienne d'importation et d'exportation), 342

Songhay, 16, 38, 39, 42, 277, 282, 306, 393, 468, 473, 496

Soumana Sacko, 490

Soumeyata, 237

Soyer, 129

Syrie, 301, 401, 402, 403, 407

Syriens, 401

T

Tabelbela, 99

Tachrerat, 47

Tademekket, 16, 38, 39, 40, 42, 59

tadghaq, 17

Tadjakant, 102

Tadjmart, 47, 131

Tafilalet, 99, 105, 120, 121

Taghat Mellet, 42, 47, 166, 167, 171, 172, 338, 458

Taghlit, 34, 47

Tahoua, 15, 60, 91, 229, 231, 275, 420

Taïtoq, 47

Takouba, 17

Talkast, 47

Talohas, 139

tamahaq, 17

tamajaq, 17

Tamanrasset, 2, 194, 231, 298, 299, 301, 308, 320, 326, 342, 356, 362, 369, 372, 373, 376, 397, 410, 416, 439, 441, 442, 446, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 459, 463, 466, 467, 468, 472, 473, 474, 485, 489

Tamaradent, 140

tamashaq, 4, 12, 13, 16, 17, 30, 210, 214, 374, 375, 379

Tamesna, 5, 15, 17, 60, 96, 99, 107, 112, 226, 258, 328

Tanakra, 375, 376, 379, 388, 395, 396, 406, 410, 415

Tanezrouft, 4, 81, 188

Taodenni, 32, 80, 101, 110, 111, 112, 118, 119, 124, 287, 346, 348

Tarara, 397, 398

Tarikh, 37

Tarkint, 425

Tassili, 4

Tassili des Ajjer, 13

tawllemet, 17

tayert, 17

Taytoq, 17

Tchad, 65, 109, 392, 396, 399, 402, 403, 411, 457

Tchin Tabaraden, 399, 400, 414, 419, 420, 421, 422

Tedjerert, 424, 431, 476

Telabit, 47

Télémidès, 136

Teleya, 28, 47, 70, 81, 87, 88, 118, 162

Telik, 124

Telindjest, 43

Ténéré, 4, 116, 119, 269

Tengeregedesh, 63

Tengérégif, 59, 206

Teqohas, 140

Terrasson, 166

- Tessalit**, 9, 28, 43, 47, 87, 88, 116, 118, 127, 134, 136, 139, 140, 188, 189, 193, 194, 196, 197, 198, 234, 255, 257, 284, 285, 287, 307, 311, 321, 326, 335, 338, 339, 343, 353, 373
Théveniaut, 65, 72, 73, 74, 78, 109
Thierry de Beaucé, 421
Tichit, 99
Tidaghmen, 425, 433
Tidikelt, 33, 63, 126, 130, 134, 275
Tidjim, 308
Tiféliane, 129
tifinagh, 17, 19, 22, 371, 379
Tighadert, 308
Tigharghar, 431, 432, 453, 472, 476
Tikiane, 23
Tilalt, 441
tilaqqiwin, 14, 30
Tilemsi, 4, 37, 47
Tiljad, 207
Tillabery, 91
Tillia, 420
Timetrin, 101, 108, 111, 112, 116, 119, 124, 134, 171, 189, 193, 225, 233, 234, 282, 285, 311, 324, 335
Timiawin, 72, 74, 76, 78, 80, 81, 109, 134, 233, 311, 353, 366, 376
Timissao, 65, 74, 134, 135
Tin Ahamma, 348
Tin Essako, 425
Tin Esserer, 128
Tin Kerban, 127, 128, 132
Tin Tindjnuten, 311
Tin Zawaten, 76, 188, 194, 196, 308, 311, 335, 353, 362, 366, 372, 376, 433, 484, 485
Tindouf, 275
Tisserlitin, 116, 138, 139, 141
Tit, 63
tiwse, 30, 52, 53
Tiznit, 104
Tombouctou, 2, 4, 5, 6, 16, 17, 32, 38, 39, 40, 59, 60, 80, 83, 90, 101, 102, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 113, 116, 128, 148, 164, 166, 167, 191, 229, 275, 276, 277, 278, 280, 281, 287, 301, 359, 410, 435, 466, 470, 488
Tondibi, 38
Tormoz, 105, 106
Tossaye, 63
Touat, 33, 63, 70, 128, 131, 236, 275, 342, 366
Touggourt, 275
Toukcemen, 430, 431, 475
Toumba Boubacar, 420
Toummo, 392
Toutée, 59
Transsaharien, 194
Tripoli, 369, 393, 395, 396, 399, 402, 405, 407, 411, 412, 413
Tuteka, 306, 307, 308

U

- Ubari (discours d')**, 394, 395, 396
UDPM (Union démocratique du peuple malien), 347, 440, 445
UNTM (Union nationale des travailleurs maliens), 445
uranium, 392, 397, 398

**US-RDA (Union soudanaise-Rassemblement démocratique africain), 250,
251, 254, 256, 257, 319, 323, 337, 346**

V

Vallet, 299

Vallier, 86

Vuillemin, 193

W

Wafy, 287

Wilaya 6, 298

Wilaya 7, 298, 299, 300

Wirth, 109

Y

Yahia ag Mohammed, 67, 148

Yasser Arafat, 402

Yunes ag Ayuba, 300, 388

Yussuf ag Echer, 307

Z

Zahabiould Sidi Mohamed, 490

zawiya, 70

**Zeyd ag Attaher, 293, 294, 297, 298, 299, 300, 301, 307, 318, 320, 321, 323, 324,
330**

Zinder, 63, 91, 107, 108, 110

Zulbeyba, 308, 309

Table des illustrations, cartes et tableaux

L'espace touareg	3
Villages et pistes de l'Adagh.....	18
Tableau de l'alphabet tiffinagh.....	19
Carte des populations sahariennes	20
L'Adagh et son environnement physique	24
Carte physique de l'Adagh.....	25
Les tiwsaten de l'Adagh.....	44
Schémas théoriques de l'organisation politique de l'Adagh.....	45-46
Le drapeau français arboré à Tombouctou	61
La défaite des Touaregs	62
Une rencontre au désert	79
Les rezzous et leurs itinéraires.....	100
Tableau de classement des appréciations françaises sur les chefs coutumiers	149
Mouvement démographique de l'Adagh selon les recensements coloniaux.....	220
Graphique de l'évolution démographique de l'Adagh	221
Projection démographique sur un siècle.....	222
Résultats des élections dans l'Adagh (1945/1958).....	252
Projets de loi : Limites sahariennes	266
OCRS : Pétroles et mines 1962.....	267
Chronologies de la révolte de 1963-1964.....	303-305
Localisation des combats pendant la révolte de 1963-64.....	310
Combattants de la révolte de 1963-1964	316-317
Divisions administratives au nord du Mali, VIe Région, après l'indépendance	333
Carte administrative du Mali (1977)	344
Carte administrative VIe et VIIe région (à partir de 1977).....	345

Précipitations à Kidal (1925-1977)	350
Précipitations à Kidal (1959-1974)	351
Situation hebdomadaire du camp des sinistrés de l'arrdt. central de Kidal	354
Précipitations à Kidal (1960-1987)	363
La diaspora Kel Adagh	370
Localisation des combats de la rébellion pendant l'année 1990.....	426
Estimation des pertes des Forces armées maliennes et des combattants rebelles (1990-1992)	427-428
Estimation des victimes civiles de la répression (1990)	436
Divisions administratives au nord du Mali, après les accords de Tamanrasset	455
Carte administrative de la 8e Région de Kidal	456
Chronologie des événements politiques et militaires de la rébellion (1990-1992).....	460
Localisation des combats après les accords de Tamanrasset (1991-92)	464
Les bases rebelles après les accords de Tamanrasset	465
Estimation des victimes civiles de la répression (entre les accords de Tamanrasset et la signature du Pacte national).....	469

Table des matières

Avant-propos	1
INTRODUCTION	4
Transcription	12
Glossaire.....	13

Tome I Les Kel Adagh au Soudan Français

A L'AUBE DE LA COLONISATION : UNE SOCIÉTÉ FLEXIBLE AU SEIN D'UN ESPACE ORIGINAL.....	21
Une économie d'adaptation et d'autosuffisance.....	23
<i>Le nomadisme pastoral, une stratégie de survie</i>	<i>23</i>
<i>Divisions internes du travail et hiérarchisation sociale.....</i>	<i>28</i>
<i>Des échanges transsahariens limités mais divers</i>	<i>32</i>
Une organisation politique interne en mouvement.....	33
<i>Le peuplement mouvementé de l'Adagh : conflits, vagues successives, métissages</i>	<i>34</i>
<i>Des tiwsaten mouvantes.....</i>	<i>43</i>
<i>L'amenokal : une autorité relative</i>	<i>48</i>
Un espace protégé et convoité.....	49
<i>Une région de relative richesse</i>	<i>50</i>
<i>Un groupement politique touareg à part entière ?.....</i>	<i>51</i>
Conclusion : A l'aube de la colonisation, des dynamiques en cours.....	56
 LE TEMPS DE LA CONQUÊTE FRANÇAISE.....	58
Les Français aux portes de l'Adagh.....	59
<i>Un étau qui se resserre</i>	<i>59</i>
<i>Projets d'occupation et motivations françaises</i>	<i>64</i>
Kel Adagh et Français : premières approches	66
<i>Une soumission offerte.....</i>	<i>67</i>
<i>Stratégies croisées pour le rattachement des Kel Adagh au Soudan.....</i>	<i>72</i>
<i>Débuts d'émancipation des Kel Adagh</i>	<i>80</i>

Occupation française et émergence du groupement politique des Kel Adagh	84
<i>Un groupement politique à part entière</i>	<i>84</i>
<i>Épilogue : les révoltes de 1916-1917 et l'attitude des Kel Adagh</i>	<i>89</i>
Conclusion	93
 L'ÉTABLISSEMENT DE LA PAIX FRANÇAISE : UNE DÉFENSE COMMUNE	95
Une guerre saharienne.....	96
<i>Les rezzous : une forme de résistance à l'occupation coloniale</i>	<i>98</i>
Des rezzous précoloniaux aux rezzous coloniaux	98
Une guerre défensive maure.....	102
Insoumis du Soudan	105
<i>La défense française</i>	<i>107</i>
L'organisation administrative et militaire	107
Les méharistes coloniaux	109
Le recrutement local : les Goum	112
Les partisans Kel Adagh, ou l'engagement aux côtés des Français	115
<i>L'Adagh en première ligne</i>	<i>116</i>
Conquête du Timetrin et du Ténéré : un préambule	116
Une aide timide au combat d'Achorat	119
Formation éphémère d'un goum	123
El Gettara et ses conséquences	123
<i>Les prémices d'un engagement</i>	<i>127</i>
Les premiers investissements (renseignements, guides)	127
Le premier engagement des Kel Adagh	129
<i>Une défense assurée à part égale</i>	<i>131</i>
Une confiance issue du terrain	131
Naissance des "partisans Ifoghas"	134
Des contre-rezzou sous les ordres d'Attaher	136
Awatay wa n Boceyat	138
Conclusion : Valorisation des chefs et installation durable de la paix et de la sécurité.....	143
 LA QUESTION DES CHEFS.....	146
Surveillance et mise en fiche	148
<i>Les fiches de renseignements des chefs</i>	<i>148</i>
<i>Exploitation : les "bons" et "mauvais" chefs</i>	<i>152</i>

Nominations et destitutions.....	159
<i>Attaher, chef des Kel Afella, amenokal des Kel Adagh</i>	<i>159</i>
<i>Imgharen, nominations, destitutions.....</i>	<i>166</i>
<i>La rationalisation des tiwsaten, complément de la politique des</i> <i>chefs</i>	<i>169</i>
Le chef, auxiliaire de la colonisation	175
<i>Quel rôles pour les chefs traditionnels?.....</i>	<i>175</i>
<i>Salaires, récompenses, "hochets"</i>	<i>177</i>
Conclusion : le rôle ambigu des chefs	180

LES FRANÇAIS ET LA SOCIÉTÉ KEL ADAGH : ADMINISTRATION, DÉSTABILISATIONS, RÉSISTANCES..... 184

Une colonisation peu voyante... ..	187
<i>Une colonisation par immersion.....</i>	<i>187</i>
<i>Des Français peu nombreux</i>	<i>187</i>
<i>Des Français immergés et passionnés</i>	<i>190</i>
<i>Un investissement faible pour un développement limité.....</i>	<i>192</i>
<i>Routes et pistes.....</i>	<i>192</i>
<i>Une assistance sanitaire très réduite</i>	<i>196</i>
<i>Une assistance vétérinaire plus importante.....</i>	<i>198</i>
<i>Une hydraulique pastorale limitée.....</i>	<i>200</i>
<i>Quelques palmeraies</i>	<i>202</i>
<i>Volonté humanitaire : libération des captifs</i>	<i>202</i>
...mais des résistances multiples et diffuses.....	205
<i>Résistances à l'assimilation : l'école</i>	<i>205</i>
<i>Résistances au contrôle, au recensement et à l'impôt : dissimulation,</i> <i>inertie, fuite</i>	<i>218</i>
<i>Les résistances au contrôle : Alla.....</i>	<i>232</i>
50 ans de présence française : bilan d'une première colonisation	240
<i>Un bilan positif?.....</i>	<i>241</i>
<i>Une société figée</i>	<i>241</i>
<i>Maintien artificiel de hiérarchies déstabilisées</i>	<i>242</i>
<i>Des chefs déconsidérés.....</i>	<i>243</i>
<i>Un système vidé de sa substance.....</i>	<i>247</i>

Tome II

Les Kel Adagh au Mali

LES DÉCHIRURES DE LA DÉCOLONISATION.....	248
L'influence limitée des partis politiques.....	249
<i>Soudan : l'effervescence de la vie politique.....</i>	<i>249</i>
<i>Adagh : le désintérêt politique des nomades</i>	<i>251</i>
Une indépendance mal comprise.....	257
<i>La politique, une affaire des gens du sud</i>	<i>257</i>
<i>Des enjeux mal maîtrisés</i>	<i>260</i>
L'impact fantasmatique des projets d'autonomie saharienne.....	262
<i>La conception difficile de l'OCRS</i>	<i>263</i>
<i>Un faisceau d'espoirs convergents mais multiformes.....</i>	<i>268</i>
<i>Une gerbe d'intérêts divergents</i>	<i>270</i>
<i>Le résultat : une loi hybride et ambiguë.....</i>	<i>272</i>
<i>...Et une histoire brève et cahotante.....</i>	<i>275</i>
<i>Des avis nomades partagés.....</i>	<i>276</i>
"Awatay wa n udek Mali" (l'année de l'envahissement du Mali).....	283
<i>Une rapide passation de pouvoir</i>	<i>284</i>
<i>Affirmation de l'état sur les régions nomades</i>	<i>286</i>
<i>Une tension croissante.....</i>	<i>290</i>
1963-1964 : La révolte.....	297
<i>Une inutile préparation politique</i>	<i>298</i>
<i>Une révolte d'un autre âge</i>	<i>306</i>
<i>Des révoltés minoritaires</i>	<i>315</i>
<i>Une révolte sans soutien international</i>	<i>320</i>
<i>Répression et isolement</i>	<i>322</i>
Conclusion : Indépendance et recolonisation.....	325
<i>Une révolte aux conséquences dramatiques.....</i>	<i>325</i>
<i>La solitude des Kel Adagh.....</i>	<i>327</i>
<i>Un processus malien de reconquête et de recolonisation</i>	<i>329</i>

LA PAIX MALIENNE, DE L'ENFERMEMENT À L'ERRANCE.....	332
Des années de plomb	335
<i>L'Adagh sous administration militaire.....</i>	<i>335</i>
<i>Le socialisme par l'école</i>	<i>337</i>
<i>Une volonté de sédentariser.....</i>	<i>341</i>
<i>Une amélioration éphémère sous Moussa Traoré</i>	<i>346</i>
Des sécheresses catastrophiques	348
<i>1972-73 : "awatay wa n laz" (l'année de la faim)</i>	<i>349</i>
<i>La sécheresse, conséquence du politique.....</i>	<i>356</i>
<i>Une arme étatique contre les nomades ?</i>	<i>359</i>
<i>1973,1984 : des cataclysmes récurrents.....</i>	<i>362</i>
Des retombées majeures.....	364
<i>Des nobles humiliés.....</i>	<i>364</i>
<i>L'élevage pastoral déconsidéré</i>	<i>365</i>
<i>Des valeurs bafouées</i>	<i>366</i>
<i>Une scolarisation en perte de vitesse.....</i>	<i>367</i>
Exils, frontières	369
<i>La diaspora Kel Adagh</i>	<i>369</i>
<i>Les voies de la Tanakra.....</i>	<i>375</i>
<i>Une réponse économique.....</i>	<i>375</i>
<i>La solidarité de l'exil</i>	<i>377</i>
<i>Une nouvelle culture nomade</i>	<i>378</i>
<i>Une nouvelle pensée politique.....</i>	<i>379</i>
1960-1990 : Trente ans de colonisation malienne.....	382
 LA RÉVOLTE DE 1990, OU LA RENAISSANCE D'UNE	
HISTOIRE TOUARÈGUE	385
Un soulèvement politiquement réfléchi	387
<i>Les relais de 1963-64.....</i>	<i>388</i>
<i>Nakkane, Kel Tamashaq, ghas ! (Nous sommes seulement des</i>	
<i>Touaregs)</i>	<i>389</i>
<i>La Libye, patrie des Touaregs ?</i>	<i>391</i>
<i>Les Touaregs, pions d'une stratégie libyenne en Afrique.....</i>	<i>392</i>
<i>La récupération des coups d'état au Niger.....</i>	<i>392</i>
<i>Le congrès d'El Homs (8 septembre) et le discours d'Ubari (15</i>	
<i>octobre 1980.....</i>	<i>395</i>
<i>Utilisation des Touaregs comme moyen de pression sur les</i>	
<i>pays africains</i>	<i>397</i>
<i>Les Touaregs, chair à canon des conflits libyens</i>	<i>401</i>

<i>L'utilisation touarègue de la Libye</i>	403
Amertume touarègue et refus de l'arabisme	403
La Libye, base arrière d'un mouvement clandestin	405
Les phases organisationnelles.....	406
"Ne compter que sur soi-même" : organisation clandestine et difficultés (1982-1987).....	407
Le congrès de Tripoli (1987) et la détermination des objectifs politiques	411
La dissociation des Touaregs maliens et nigériens	413
De Menaka aux accords de Tamanrasset : l'Adagh en feu	416
<i>Un déclenchement précaire</i>	417
Un contexte international favorable	417
Tchin Tabaraden et les problèmes nigériens.....	419
Les arrestations multiples.....	422
<i>La fuite en avant militaire de la rébellion</i>	425
Attaquer toujours !.....	425
Créer des bases, les défendre.....	431
<i>Un pouvoir isolé</i>	433
Une répression brutale qui se retourne contre ses auteurs.....	433
Un soutien international défaillant.....	441
La contestation au sud	444
<i>Les accords de Tamanrasset</i>	446
Les revendications rebelles et les premières négociations	446
Les revendications rebelles : volonté d'intégration ou d'autonomie ?	446
Les accords de Tamanrasset (6 janvier 1991) : des engagements incertains	452
<i>1990, une révolte touarègue d'un type nouveau</i>	457
Le politique rattrapé par le social, ou l'éclatement du mouvement	463
<i>L'éclatement du mouvement</i>	463
Ghissa ag Mohammedréussit la radicalisation	463
Les nouvelles conditions politiques	468
ARLA : une tentative de réunification.....	472
<i>Les bases multiformes de la division</i>	474
L'éclatement, une affaire de chefs et d'hommes	474
Les bases sociales de la division	476
<i>Une division sur la base des Tiwsaten</i>	476
<i>Le discours de l'ARLA : une division sur les couches sociales</i>	479
<i>La reconstitution d'une unité : la coordination des MFUA</i>	484

Des Touaregs maliens : le Pacte national	486
<i>Une longue préparation.....</i>	<i>487</i>
<i>Le Pacte, ou l'intégration malienne</i>	<i>490</i>
Au delà du Pacte national	495
CONCLUSION	498
<i>Une nécessaire complexité</i>	<i>498</i>
<i>Le besoin d'une histoire immédiate répondant aux évolutions de</i> <i>longue durée</i>	<i>502</i>
<i>Les Kel Adagh, cas particulier d'un débat général</i>	<i>505</i>

Tome III Annexes

SOURCES ET TRAVAUX.....	508
Sources.....	509
<i>Archives.....</i>	<i>509</i>
1. Les Archives Nationales, et la Section Outre-Mer	509
1.1. Colonies et archives ministérielles modernes	509
1.2. Archives d'outre-mer	511
2. Archives du Service Historique de l'Armée de Terre (SHAT)	514
2.1. Archives de l'armée.....	514
2.2. Archives militaires d'outre-mer.....	515
2.3. Cartographie.....	516
3. Les Archives Nationales du Mali (ANM).....	517
3.1. Fonds anciens	517
3.2. Fonds récents.....	519
<i>Sources imprimées.....</i>	<i>520</i>
<i>Sources orales</i>	<i>522</i>
<i>Presse 524</i>	
Avant 1990 (classement par dates).....	524
Révolte de 1990 et années suivantes (classement par dates)	525
Travaux.....	538
<i>Bibliographie (Classement alphabétique).....</i>	<i>538</i>
<i>Bibliographie thématique</i>	<i>623</i>
Ouvrages bibliographiques et répertoires d'archives.....	623
Ouvrages généraux (Histoire de l'Afrique coloniale et de la	

décolonisation).....	624
Cartes et toponymie.....	624
Géographie et environnement physique de l' Adagh	625
Chronologies touarègues.....	625
Ethnologie générale.....	626
Elevage : techniques et nomadisation.....	627
Anthropologie.....	629
Littérature (Poèmes, prose, chants, devinettes, proverbes).....	629
Tifinagh, Linguistique, dictionnaires Français-Touareg.....	630
Histoire précoloniale	630
Descriptions de voyage	636
Explorations.....	637
Conquête coloniale, défense, rezzous.....	638
Résistances et révoltes à l'époque coloniale.....	641
Ecole et scolarisation.....	642
Routes commerciales, caravanes	642
Esclavage.....	643
Islam, religions, confréries, marabouts.....	644
Processus de décolonisation	644
OCRS.....	645
Révolte de 1963-64.....	646
Adagh et administration malienne	646
Sécheresses.....	648
Révolte de 1990	648
ANNEXES.....	650
Conquête et défense contre les rezzous.....	651
<i>Conclusions de la réunion du 26 décembre 1908, à Kidal, entre le</i> <i>chef de bataillon Bétrix, commandant la région de Gao, et</i> <i>les chefs Ifoghas, Kountas, Iwlliminden.....</i>	<i>652</i>
<i>Rapport du commandant Bétrix sur les opérations du Timetrin et du</i> <i>Ténéré, 10 décembre 1909</i>	<i>655</i>
<i>Rapport du capitaine Pasquier commandant la 2ème Compagnie et le</i> <i>cercle de Gao sur le combat d'El Gattara (24 mai 1912)</i>	<i>659</i>
<i>Rapport du lieutenant Galet-Lalande, commandant le secteur</i> <i>d'Araouan, au sujet des renseignements recueillis à</i> <i>Taodenni et El Guettera, sur le combat livré par le Lnt</i> <i>Lelorrain le 24 mai 1912</i>	<i>669</i>
<i>Combat d'Inakafe et rapport d'Attaher ag Illi</i>	<i>680</i>

<i>Rapport du lieutenant Le COCQ chef de la subdivision de Kidal, au sujet du contre-rezzou effectué en octobre 1928 dans le Ténéré et de l'engagement de Tamakatte.</i>	<i>687</i>
Administration coloniale	699
<i>Fiche de renseignements : Attaher ag Illi</i>	<i>700</i>
<i>"Fiche de renseignement des chefs de l'Adagh pour l'année 1912"</i>	<i>702</i>
<i>Liste des chefs de subdivision depuis l'origine du poste</i>	<i>703</i>
<i>Réorganisations administratives au Haut-Sénégal-Niger et au Soudan Français.....</i>	<i>704</i>
Organisation Commune des Régions Sahariennes.....	709
<i>Sahara français/Propositions de loi</i>	<i>710</i>
<i>Sahara français/Rapports et Avis.....</i>	<i>711</i>
<i>Loi N° 57-27 du 10 Janvier 1957 créant une Organisation Commune des Régions Sahariennes.....</i>	<i>712</i>
<i>PROPOSITION DE LOI présentée par MM. Pierre JULY, Edgar FAURE, Paul REYNAUD et Jean de LIPKOWSIKI, députés, tendant à ériger l'ensemble de la zone saharienne en un groupe de trois départements français, à statut spécial, nommé "Afrique saharienne française".....</i>	<i>715</i>
<i>PROPOSITION de MM. Pierre CORNET, Gabriel SCHLEITER, PIALOUX, Maurice DARDELLE, BAUDOIN, Georges RION, Conseillers de l'Union française, invitant le gouvernement à doter les espaces sahariens d'un statut politique spécial</i>	<i>717</i>
<i>Proposition de Loi de MM. Pelat, Demarquet, Bouyer, Le Pen, Gayrard, tendant à proclamer le Sahara "Territoire national"</i>	<i>719</i>
<i>Pétition de Mohammed Makhmoud : LETTRE OUVERTE par les chefs coutumiers, les notables et les commerçants de Boucle Niger : TOMBOUCTOU, GAO et GOUNDAME, A sa majesté Monsieur le Président de la REPUBLIQUE FRANÇAISE, PARIS (30 mai 1958).....</i>	<i>720</i>
Décolonisation, indépendance et révolte de 1963-64	740
<i>RAPPORT de la tournée effectuée du 4 au 10 juillet 1960 dans la subdivision de - KIDAL -</i>	<i>741</i>
<i>Ambeïry ag Rhissa : "A propos des Touaregs de l'Adrar des Ifoghas. Qu'on le sache !". L'Essor Hebdo (Organe de l'US-RDA), Lundi 15 juin 1964 : 5</i>	<i>750</i>

"Communiqué du secrétariat d'état à la défense et à la sécurité du Mali". L'Essor hebdomadaire (organe de l'Union Soudanaise RDA) - Lundi 17 août 1964	753
Chouaibou Bonkane : "Kidal a célébré la fête nationale avec un éclat particulier", L'Essor Hebdomadaire, Lundi 28 septembre 1964 : 5.....	754
"GUERRE CONTRE LES TOUAREGS AU MALI" (RATO (B.), "Guerre contra los tuareg en Mali", Africa (Madrid), 22, 1965 : 154-156)	759
RATO Bernabé : "Los tuareg y el Mali" (Africa, Madrid, 21, 1964 : 744-745)	763
Témoignages	766
Entretien avec Ammera ag Fakri, Paris, 18 juin 1992	767
Entretien avec Ammera, Paris, 18 juin 1992 (suite)	772
Entretien Ammera, Paris, 19/6/92.....	776
Entretien Ammera, Paris, 20/6/92.....	782
Entretien avec Lohiya, combattant intégré issu du MPA, mercredi 2 février 1994, piste de Gao à Kidal.	786
Entretien avec Bilal Saloum, Meti ag Ghissa, Cheikh ag Baye, dimanche 6 Février 1994, Kidal.....	787
Entretien Iknan Ag Ahmed, Bamako, 10 février 1994.	789
Entretien Ibrahim ag Litny, Paris, 20 juin 1994.....	800
Entretien Limam Chaffy, 23 juin 1994, Cergy-Pontoise.....	802
Entretien Ibiya ag Sidi, Paris, 28 juin 1994.....	807
Enregistrement effectué par Mohammed ag Eghless, sans date, auprès d'un ancien gounier de 1963, Adrar des Ifoghas.	813
Entretien avec Hadi ould Hammou, effectué par Mohammed ag Eghless, traduction Ibrahim ag Litny. Adrar des Ifoghas, sans date.....	817
Témoignage du père Jean Poulain, missionnaire des Pères Blancs à Gao en 1990 (octobre 1994).....	819
Rébellion à partir de 1990	821
Nous, Touaregs du Mali... ..	822
Procès verbal de la rencontre entre délégations à Tamanrasset du 10 au 12 octobre 1990.....	826
Réponses aux 21 revendications présentées	837
Transcriptions de messages radio de l'armée malienne (Documents provenant de la serviette du sous-lieutenant Diawara Gollé, commandant du poste de Bouressa. Saisie par les	

combattants touaregs après le succès de leur attaque du 9 août 1990).....	841
Sénat - séance du 18 octobre 1990.....	844
Commission ad - hoc sur les événements du nord (Sessions des 18, 19, 20 Octobre 1990).....	846
Accord sur la cessation des hostilités : le Gouvernement de la République du Mali d'une part et le Mouvement Populaire de l'Azaouad et le Front Islamique Arabe d'autre part (Tamanrasset, 6 janvier 1991).....	852
Procès verbal de la rencontre entre la Délégation du Gouvernement du Mali et la Délégation du Mouvement Populaire de l'Azaouad et du Front Islamique Arabe de l'Azaouad à Tamanrasset, les 5 et 6 Janvier 1991	853
Procès-verbal de la première réunion de la Commission de suivi de l'application de l'accord de Tamanrasset du 6 janvier 1991.....	856
Question débattue au cours de la réunion n° 5 du CTSP, du jeudi 9 mai 1991 (en italique, annotations au crayon, manuscrites)	858
Lettre ouverte à propos des événements de Léré (20-21 mai 1991).....	861
Résolution de la rencontre des délégués du M.P.A. tenue à Tamanrasset le 5 au 10 juin 1991	864
Messages enregistrés de l'armée malienne (février-mars 1991).....	866
Organisations humanitaires et ligues de défense des droits de l'homme : Bilan partiel de l'opération "Kokadje" (3 octobre 1991).....	868
Armée Révolutionnaire de Libération de l'Azawad. Statuts adoptés au Congrès de Tegharghar du 04/11/91 Au 08/11/91.....	871
Résolution finale de la rencontre des Fronts et Mouvements Unifiés de l'Azawad tenue du 10/12/91 au 13/12/91 à El Golea (Algérie).....	878
Résolution commune des Mouvements et Fronts Unifiés de l'Azawad, sur les problèmes de réfugiés et de sécurité aux frontières à la rencontre d'El-Golea (Algérie) du 10/12/91 au 13/12/91	879
Déclaration de politique extérieure des Mouvements et Fronts Unifiés du Peuple de l'Azawad.....	883
Avant projet d'union entre Fronts et Mouvements de l'Azawad.....	886
Plateforme des Revendications Communes des Fronts et Mouvements Unifiés de l'Azawad	887
Mouvements et Fronts Unifiés de l'Azawad. Bureau De	

<i>Coordination. Projet de Fédération (12 février 1992)</i>	<i>893</i>
<i>Procès verbal de la troisième rencontre d'Alger entre le gouvernement de la République du Mali et les Mouvements et Fronts Unifiés de l'Azawad (15-25 mars 1992).....</i>	<i>897</i>
<i>Pacte National conclu entre le Gouvernement de la République du Mali et les Mouvements et Fronts Unifiés de l'Azawad consacrant le Statut Particulier du Nord Du Mali.....</i>	<i>905</i>
Chronologie touarègue	921
Iconographie	937
<i>Aspects physiques de l'Adagh.....</i>	<i>938</i>
<i>Les Kel Adagh en 1907 (1).....</i>	<i>939</i>
<i>Les Kel Adagh en 1907 (2).....</i>	<i>940</i>
<i>Kidal à l'époque coloniale.....</i>	<i>941</i>
<i>Forces de l'ordre de la subdivision de Kidal.....</i>	<i>942</i>
<i>Adagh colonial.....</i>	<i>943</i>
<i>Imenokalen de l'Adagh.....</i>	<i>944</i>
<i>Combattants Touaregs de la révolte de 1990.....</i>	<i>945</i>
<i>Symboles de résistances.....</i>	<i>946</i>
Index	947
Table des illustrations, cartes et tableaux.....	964

